



Dynamiques spatiales et enjeux territoriaux des processus de patrimonialisation et de développement touristique. Etude comparée des gorges de l'Ardèche et du Karst slovène.

Mélanie Duval

► **To cite this version:**

Mélanie Duval. Dynamiques spatiales et enjeux territoriaux des processus de patrimonialisation et de développement touristique. Etude comparée des gorges de l'Ardèche et du Karst slovène.. Géographie. Université de Savoie, 2007. Français. NNT : . tel-00200563

HAL Id: tel-00200563

<https://theses.hal.science/tel-00200563>

Submitted on 21 Dec 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Thèse de doctorat de Géographie

DYNAMIQUES SPATIALES ET ENJEUX TERRITORIAUX DES PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION ET DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE

ETUDE COMPAREE DES GORGES DE L'ARDECHE ET DU KARST SLOVENE

Soutenue le 26 octobre 2007 par
Mélanie Duval



Composition du jury :

M. Di Méo, *Professeur*, Université Bordeaux III

Mme Baron-Yellès, *Professeur*, Université de Marne-la-Vallée

M. Lazzarotti, *Professeur*, Université de Picardie

M. Geneste, *Conservateur en chef du patrimoine*, Centre National de la Préhistoire, Périgueux

M. Delannoy, *Professeur*, Université de Savoie

M. Kranjc, *Directeur de Recherche*, Institut de Recherche sur le Karst, Postojna

M. Gauchon, *Maître de Conférences*, Université de Savoie

Président

Rapporteur

Rapporteur

Examineur

Co-directeur

Co-directeur

Directeur de thèse

Thèse de doctorat de Géographie

**DYNAMIQUES SPATIALES ET ENJEUX TERRITORIAUX
DES PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION ET DE
DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE**

**ETUDE COMPAREE DES GORGES DE L'ARDECHE
ET DU KARST SLOVENE**

Soutenue le 26 octobre 2007 par
Mélanie Duval

Mention très honorable, avec les félicitations du jury

Composition du jury :

M. Di Méo, *Professeur*, Université Bordeaux III

Mme Baron-Yellès, *Professeur*, Université de Marne-la-Vallée

M. Lazzarotti, *Professeur*, Université de Picardie

M. Geneste, *Conservateur en chef du patrimoine*, Centre National de la Préhistoire, Périgueux

M. Delannoy, *Professeur*, Université de Savoie

M. Kranjc, *Directeur de Recherche*, Institut de Recherche sur le Karst, Postojna

M. Gauchon, *Maître de Conférences*, Université de Savoie

Président

Rapporteur

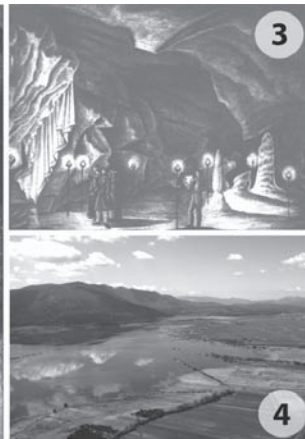
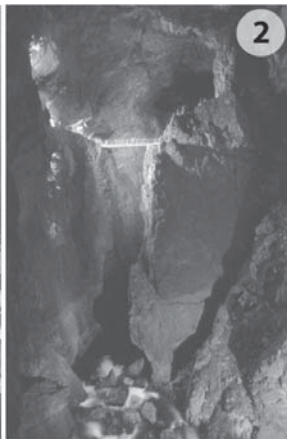
Rapporteur

Examineur

Co-directeur

Co-directeur

Directeur de thèse



1. Aven d'Orgnac, salle de Joly : des touristes admirent la « pomme de pin », dans la première salle du circuit touristique.

Document touristique, 2005.

2. Les grottes de Škocjan : vue sur le canyon de la Reka souterraine, traversé par le pont construit en 1933. Dossier Unesco 1986.

3. Visite touristique de la grotte de Postojna au début du XIXème siècle. Reproduction tirée de R. Gospodarič, 1968, p. 20.

4. Vue aérienne du poljé de Cerknica, orientation est-ouest. CDrom de présentation du parc régional de Notranjska, 2005.

5. Vue panoramique du Pont d'Arc, depuis la route touristique, en aval du Pont. Différentes pratiques touristiques se combinent autour de ce lieu emblématique et de la ressource en eau : baignade, canoë-kayak, randonneurs, arrêt des touristes en voiture au belvédère situé le long de la route touristique.

Duval M., Juin 2004.

*à mes parents
et à mon frère*

à Olivier

REMERCIEMENTS

« Pour qu'un enfant grandisse, il faut tout un village » (Proverbe africain)

Les remerciements... une partie de la thèse à laquelle j'ai souvent pensé lors de ces quatre années de travail, à la fois parce qu'elle signifiait que l'aboutissement n'était plus très loin, mais aussi et surtout parce que j'avais à cœur de montrer ma gratitude aux personnes qui m'ont accompagnée durant ce travail.

Je remercie en premier lieu les membres du jury d'avoir bien voulu y prendre part : Mme N. Baron-Yellès et M. O. Lazzarotti pour avoir accepté la responsabilité d'être rapporteurs de cette thèse, ainsi que Messieurs G. Di Méo et J.-M. Geneste pour leurs regards critiques. J'espère que ce travail donnera lieu à des échanges constructifs et je les remercie grandement pour leur contribution.

Ce travail de recherche a été financé par une allocation de recherche MENSUR, complétée, pour le versant slovène, par une bourse de recherche Eurodoc, attribuée par la région Rhône-Alpes. Je remercie chaleureusement ces institutions pour la confiance qu'elles ont accordée à ce projet de recherche et j'espère que ces remerciements leur parviendront, car sans elles, rien n'aurait été possible : à bien des égards, « l'argent, c'est le nerf de la recherche ! »

Cette thèse doit beaucoup à Christophe Gauchon, Maître de Conférences à l'Université de Savoie qui s'est révélé, n'ayons pas peur des mots, être un directeur de thèse exemplaire ! Il a de nombreuses fois pris sur son temps, à la fois pour m'accompagner sur le terrain, mais aussi pour relire les innombrables versions de ce travail et des articles que j'ai été amenée à lui soumettre lors de ces années de doctorat. Travailler avec lui est un vrai plaisir, doublé d'un apprentissage permanent sur le plan de la rigueur intellectuelle et j'espère sincèrement que cette collaboration continuera après la soutenance de la thèse.

Mes remerciements vont également à Jean-Jacques Delannoy, Professeur des Universités à l'Université de Savoie et directeur du laboratoire Edytem UMR 5204, qui ne se doutait peut-être pas qu'en acceptant d'encadrer ma maîtrise en 2001, il en prendrait pour quelques années ! Merci Jean-Jacques d'avoir fait en sorte que je puisse travailler dans d'excellentes conditions et d'avoir eu la patience nécessaire à la relecture des différentes versions de ce travail. Si tu n'avais pas pris le temps de m'écouter à la fin de la licence quand je suis venue te voir pour te parler de mon projet de maîtrise, je n'en serais certainement pas ici aujourd'hui.

Je tiens également à remercier Andrej Kranjc, Professeur à l'Institut du Karst de Postojna, qui a accepté d'accompagner la petite Française dans des pérégrinations slovènes parfois très éloignées de ses sujets de recherches. Outre sa relecture des chapitres slovènes, il a su prendre sur son temps pour m'expliquer les arcanes de son beau pays, m'accompagner lors d'entretiens avec des personnes ressources et me fournir les conditions idoines pour effectuer mes recherches lors des 6 mois que j'ai eu le bonheur de passer à Postojna. J'en profite également pour remercier l'ensemble des membres de l'Institut qui ont contribué à faire de ce séjour une vraie réussite, à la fois sur le plan professionnel mais également humain. Un grand merci à Maya Kranjc : sans toi, je me serais perdue dans les dédales des archives de votre bibliothèque ! Je pense également à F. Drole, F. Gabrovšek, A. Mihevc, J. Mulec, N. Ravbar, N. Zupan Hajna et Marina, sans oublier T. Slabe, directeur de l'Institut qui m'a permis de travailler dans des conditions à faire pâlir nombre de chercheurs. Najlepša vam hvala !

Je dois également beaucoup à tous mes collègues du laboratoire Edytem (UMR 5204) et en particulier à : André Paillet pour m'avoir montré, avec patience, bien des ficelles d'illustrator, de Photoshop et d'Indesign ; Estelle Ployon et Jean Varlet qui m'ont aidée pour la réalisation de mes fonds de carte ; Xavier Bernier, Nathalie Cayla, Stéphane Héritier, Fabien Hobléa, Stéphane Jaillat, Lionel Laslaz, Véronique Peyrache-Gadeau et Patrick Pigeon avec qui j'ai eu le plaisir de travailler sur certains aspects de la thèse

et d'avoir des échanges très constructifs ; Anne-Sophie Perroux pour ses conseils lors de la rédaction de la thèse ; Laurence Berne pour les données Insee et Vincent Biot pour celles relatives au tourisme souterrain, et Yves Perrette à qui je dois une fière chandelle pour ce qui est de la compréhension de l'inertie et de l'interprétation des ACM !

J'aimerais également remercier mes collègues doctorants et/ ou docteurs qui ont toujours été là dans les moments difficiles : Dominique Baud, Odile Baussard, Christophe Chaix, Laudy Doumit, Jairo Estacio, Anne Guyomard, Pierre Paccard et Benjamin Sadier. A ceux qui n'ont pas encore soutenus, je vous attends de pied ferme !

Un remerciement spécial à Alain Marnezy, directeur du département de Géographie et Xavier Bernier, Maître de Conférences, qui m'ont suivie lors de mes trois années de monitorat pour la préparation de mes cours, me permettant d'effectuer des enseignements variés et intéressants tout en me dispensant des conseils judicieux !

Je n'oublie pas Renée Fenestraz, Carole Poggio et Vincent Blanc qui, au quotidien, s'emploient à faciliter le travail de chacun et participent grandement à la réussite de tous.

Merci à vous pour ces quatre années de thèse : je suis toujours venue au labo avec le sourire et le plaisir, tous les jours renouvelé, de travailler avec vous !

Enfin, j'aimerais tout particulièrement remercier Céline Lutoff, aujourd'hui Maître de Conférences à l'IGA et membre associé du laboratoire Edytem : elle m'a accompagnée, il y a déjà quelques années, lors de mon année de maîtrise et m'a donné l'envie d'explorer un peu plus avant ce qu'était le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Au-delà de la rivalité (légendaire ?) qui existe entre les équipes de recherche de Chambéry et de Grenoble, la conduite de ce travail doit beaucoup aux personnes que j'ai été amenée à rencontrer au Cermosem, antenne de l'Université de Joseph Fourier (Pradel, Ardèche). J'aimerais ici remercier Anne Almeras, Edwige Garnier, Pascal Mao, Pierre-Antoine Landel, Nicolas Robin sans oublier Anne, alors responsable du centre de ressources, qui m'a permis de mettre mon nez dans des dossiers forts intéressants ! Et puis il y'a Nicolas Senil, « Nico d'Ardèche » qui, au détour d'un colloque à Saumur, m'a offert son hospitalité, m'a si souvent accueillie lors de mes nombreux déplacements sur Privas tout en me permettant de nourrir ma réflexion sur le patrimoine et le Sud-Ardèche. Nico, c'est du fond du cœur que je te dis merci et que je te souhaite une très bonne fin de thèse !

Durant ces quatre années, j'ai essayé, du mieux que j'ai pu, de communiquer sur mes recherches en participant à plusieurs colloques et autres rencontres scientifiques. Ces déplacements ont donné lieu à de nombreuses rencontres qui m'ont permis d'affiner ma problématique. Je voudrais, en particulier, remercier Mesdames Nacima Baron-Yellès, Nadia Belaidi, Liliane Bensahel, Agathe Euzen, Isabelle Frochot, Pascale Gouin-Leveque, Maria Gravari-Barbas, Ingrid Hall, Sylvie Servain-Courant, Christine Voiron-Canicio et Messieurs Jean Abele, Jean-Pierre Aubin, Philippe Bachimon, Bernard Barraqué, Philippe Duhamel, Sébastien Jacquot, Christian Jamot, Olivier Lazzarotti, Emmanuel Reynard, Philippe Violier, Sébastien Velut.

Sur le terrain, de nombreuses personnes ont contribué à l'avancement de ce travail. Dans ce contexte, j'aimerais remercier l'équipe du site d'Orgnac : Philippe Barth, Lydia Gamberi, Pascale Sarazin, Stéphane Tocino et plus particulièrement Françoise Purd'homme et Joël Ughetto pour leur grande disponibilité ! Sans oublier la municipalité d'Orgnac-l'Aven qui m'a fourni un hébergement lors de mes missions dans le Sud-Ardèche ainsi qu'un accès sans réserve aux fonds d'archives municipales.

Par ailleurs, j'aimerais prendre ici le temps (et la place !) de citer les personnes qui ont accepté de me rencontrer, lesquelles se sont révélées être des sources d'informations inégalables. Parmi elles, certaines m'ont particulièrement aidée et je les en remercie vivement. Ces plus vifs remerciements sont adressés à Messieurs Cheval (*Service « environnement » de la préfecture de l'Ardèche*), Dupraz (*Conservateur des archives départementales de l'Ardèche*), Issartel (*Elu de Saint-Marcel-d'Ardèche*), Pivert (*Président de*

l'APGA), Roudil (*Association des Amis de l'Histoire de Vallon*) sans oublier l'équipe du *syndicat de gestion de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche* dont M. Buis, alors directeur de la réserve naturelle et M. Mandin (*Lycée agricole d'Aubenais, comité de suivi des travaux dans la réserve naturelle*).

Citons également,

En Slovénie :

Mme Klemen-Krerk (*Responsable des programmes des Nations Unies (Unesco et MAB) en Slovénie*), Mme Ogorelec (*Ministère de l'Environnement et de la Planification*), M. Peric (*Agent au parc régional des grottes de Škocjan*), M. Schein (*Directeur du parc régional de Cerknica*), M. Štajer (*Institut Régional du Tourisme de Notranjska*), M. Štefin (*Directeur des relations publiques, grotte de Postojna*), Mme Stupar (*Institut régional de la protection de l'environnement, Nova Gorica*).

En Ardèche :

Les représentants de l'Etat : M. le Sous-Préfet de Largentière M. Ghebali, M. Desarmagnat (*Service « environnement » de la préfecture de l'Ardèche*), M. Guillaume (*Architecte des Bâtiments de France*), M. Thomine (*Formateur du Creps de Vallon*) ainsi que Mme Baffier (*Conservatrice de la grotte Chauvet*),

Les services administratifs : Messieurs Dagorn et Demulsant (*DDE Ardèche*), M. Lamblard et Mme Grivaud (*DDAF Ardèche*),

Les élus et les différents services du *Conseil Général de l'Ardèche* : Mesdames Benoît et Hacques, Messieurs Andreux, Avezard, Bonin, Divol, Dumontet, Roche, Santos, Sautière, Savatier ainsi que Messieurs Orcel et Roiron (*Comité Départemental du Tourisme de l'Ardèche*),

Les représentants de structures départementales : M. Bois (*Union Départementale des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative de l'Ardèche*), M. Bonnetain (*Président du Creps de Vallon-Pont-d'Arc, Président du programme « Ardèche Claire », Président du SAGE, Vice-président de la CDESI*), M. Bouretz (*SIVA*), M. Chazalet (*Syndicat de l'hôtellerie du Plein Air*), M. Courtier (*Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ardèche Méridionale*), M. Valos (*Syndicat Départemental de l'Equipement*),

Les représentants d'associations : Mesdames Champetier (*Association des bateliers de Sampzon*), Chantereau (*Association des commerçants de Vallon-Pont-d'Arc*), Heydel (*Union des commerçants de Vallon-Pont-d'Arc*) et Trébuchon (*Association des Usagers et Ayants Droit de la route du Pont d'Arc*) ; Messieurs Arnaud (*Comité Départemental de Spéléologie*), Benahmed (*Ardèche Plein Sud*), Caillebotte (*Comité Départemental de Canoë-Kayak*), Garvia (*Association Vin d'Ardèche*), Haon (*FF. Pêche*), Litjens (*Association Arspan - protection de l'aven de Noël*), Jacquemard (*FRAPNA Ardèche*), Lignider (*FF. Chasse*), Mure (*Cora*),

Les gestionnaires de sites touristiques : Madame Bourelly (*Aven-Grotte de la Forestière*), Messieurs Pangon (*Grotte de la Madeleine*), Petit (*Grotte des Tunnels*), Rey (*Aven de Marzal*), Tschertter (*Association Cesame, grotte des Huguenots*), Ughetto (*Aven d'Orgnac*),

Les acteurs du secteur touristique : Mesdames Lafon (*Office de Tourisme de Vallon-Pont-d'Arc*) et Vandran (*Vinimage, Ruoms*) ; Messieurs M. Battaglia (*Escapade Loisirs, Vallon-Pont-d'Arc*) M. Bourdeau (*Syndicat des loueurs de canoë de Vallon*) M. Tastevin (*Collectif Ardèche 2000 – second syndicat de loueurs de canoë*) M. Murphy (*PGL Aventures, Vagnas*),

Les maires des communes situées aux alentours des gorges : Mesdames les maires de Le Garn et de Vogüé, Messieurs les maires d'Aiguèze, de Bidon, de Bourg-Saint-Andéol, d'Issirac, de Labastide-de-Virac, de Lagorce, d'Orgnac-l'Aven, de Pont-Saint-Esprit, de Ruoms, de Saint-Marcel-d'Ardèche, de Saint-Martin-d'Ardèche, de Saint-Remèze, de Salavas, de Vallon-Pont-d'Arc,

Ainsi que,

Mme Boillon (*Chargée de mission Pôle d'Economie du Patrimoine, Vals-les-Bains*)

M. Perrusset (*directeur du Pays « Ardèche Méridionale »*),

M. Vehlirac (*Directeur du parc naturel régional des Monts-d'Ardèche*),

Et, je n'oublie pas les propriétaires de campings qui m'ont permis de venir enquêter chez eux ainsi que les 120 touristes qui se sont prêtés au jeu des entretiens !

Sans être nécessairement liées à des terrains de recherche en particulier, certaines personnes se sont révélées être des informateurs de première main. Dans ce cadre, je tiens à remercier : Mesdames Bernard (*Spéléologie*), Diez (*Service « Environnement », Conseil Général du Gard*), Gauquelin (*Diren Rhône-Alpes, service « Environnement »*), Plaidi (*Comité Départemental du Tourisme du Gard*), Pillas (*MEDD*) et Vourc'h (*Grands Sites de France*), ainsi que Messieurs Chenot (*Diren Rhône-Alpes, service « Environnement »*), Goyet (*Insee*), et C. Tscherter (*Commission environnement de la FFS*).

Enfin, les recherches documentaires n'auraient pu être menées à bien sans l'aide du personnel des archives départementales de l'Ardèche et de l'Université de Savoie - je pense notamment à Nathalie Pinol-Domenech pour les nombreux prêts inter-bibliothèques. Merci pour votre disponibilité, votre patience et votre savoir-faire !

Ce travail a nécessité l'apprentissage des méthodes d'enquêtes par entretien semi-directifs et plus encore, de leur traitement informatique. Sans eux, le chapitre 7 n'aurait pas vu le jour : M. Amourous (Professeur de Psycho-sociologie, Université de Savoie), M. Moscarola (Professeur de Gestion, Université de Savoie), M. Pelletier (Professeur de Mathématiques, Université de Savoie) ainsi que Céline Sondard, stagiaire de Mathématiques Appliquées aux Sciences Sociales, qui s'est occupée des traitements informatiques nécessaires à la construction d'une typologie des touristes fréquentant les gorges de l'Ardèche.

Pour conclure, je voudrais remercier les proches qui m'encouragent à devenir chaque jour un peu plus celle que je suis et à aller de l'avant, avec cette envie de plus en plus grande de découvrir et de comprendre le monde qui nous entoure. Un grand merci à Anna, Chloé, Christel, Elsa, Fanny, Gwladys, Mélanie, Vesna (qui en plus d'être mon amie est une traductrice franco-slovène hors pair !), ainsi qu'à Antoine, Florian, Matthieu B., Maxime L., Nicolas R. et Ricky. Vos encouragements et votre soutien ont été d'un grand réconfort pendant toutes ces années !

Spéciale dédicace aux « filles » Aurore, Christine, Lucile et Séverine qui, lors de ce marathon intellectuel (et physique !), ont toujours répondu présentes avec des fous rires salutaires qui m'ont permis de repartir de plus belle ! Je tiens ici à remercier tout particulièrement Mme Lucie Vallin-Noraz, dont l'amitié m'accompagne depuis de nombreuses années : merci d'avoir prêté une écoute attentive à mes démonstrations de géographe et d'avoir posé tes questions en apparence naïves : « Mais Mélanie, qu'est-ce que tu veux démontrer ? » (!!!) Mes remerciements vont également à son époux Maxime qui, de fait, s'est retrouvé à écouter mes litanies d'apprenti-chercheur de longues heures durant !

Rien n'aurait abouti sans le soutien inconditionnel de ma famille. Je pense, avec émotion, à mes grands-parents et à leur contribution indirecte à la réalisation de ce travail : à Mamie pour son amour des mots et sa curiosité intellectuelle, talent repris aujourd'hui par ma tante Annie qui a accepté de traquer les fautes d'orthographe de ce manuscrit (encore merci !), à Pépé qui m'a appris (entre autres) les vertus de persévérance et de l'engagement ainsi qu'à Grand-père Jean qui m'a donné envie de parcourir le monde. Remercier mes parents et mon frère relève tant de l'évidence que de la gageure : comment vous dire merci à tous les trois qui croyez en moi depuis si longtemps ? Enfin, je terminerai par un remerciement tout particulier à Olivier pour son soutien et ses encouragements quotidiens. Mille mercis pour ta participation active à cette thèse rédigée non loin des sommets de l'Europe !

RÉSUMÉ

L'objectif de ce travail est de questionner les trajectoires géographiques d'espaces qui font à la fois l'objet de logiques de patrimonialisation et de développement touristique. Dès lors, il s'agit d'observer les traductions spatiales des interactions entre ces deux processus, de préciser dans quelle mesure l'articulation entre ces deux entrées patrimoniale et touristique se traduit par une structuration de lieux touristiques patrimonialisés, conduisant à l'émergence de « région touristique », voire de « territoire touristique ». Et ce, dans le contexte particulier d'espaces dits « naturels », pour lesquels la fréquentation touristique repose, en grande partie, sur la valorisation de leurs attraits paysagers.

Compte tenu de cette problématique, une approche comparative entre la région des gorges de l'Ardèche et du Karst slovène nous permet de comprendre les modalités d'articulation de la dialogique « touristico-patrimoniale », tout en mettant en avant des logiques de réseaux entre des sites à la fois exo- et endo-karstiques (canyon, paysage de surface et grotte touristique).

Alors que la première partie de ce travail présente les apports d'une démarche comparative et les terrains d'étude (chapitres 1 et 2), les trois parties suivantes questionnent les dynamiques spatiales et les enjeux territoriaux du couple patrimoine/ tourisme. Les chapitres 3 et 4 reviennent sur les différentes formes d'articulation que peut prendre le couple patrimoine/ tourisme, mettant l'accent sur leur caractère co-constitutif et la manière dont les logiques de patrimonialisation peuvent être mobilisées dans des projets de développement touristique. La troisième partie (chapitres 5 et 6) interroge l'inscription spatiale de ce rapport dialectique : autour de la figure du « haut lieu », il est question d'observer comment les interactions entre des processus de patrimonialisation et de développement touristique peuvent conduire à l'émergence de « région touristique ». Enfin, la quatrième et dernière partie (chapitres 7 et 8) propose une réflexion sur la notion de « territoire touristique » : centrée autour des gorges de l'Ardèche, elle interroge l'existence d'un « territoire touristique » en croisant la question de la territorialité des populations touristiques fréquentant cet espace et les jeux d'acteurs en charge de la gestion de ce dernier.

Mots-clefs : patrimoine « naturel », tourisme, territoire touristique, dialogique, trajectoire géographique, jeux d'acteurs, paysage karstique, Sud-Ardèche, région du Karst slovène.

Abstract :

The aim of this work is to observe geographical trajectories of areas where “natural” heritage valorization coexists with tourism processes. It is a question to take shape in which measure these interactive articulations can be translated by an emergence of “tourist region”, even “tourist territory”, in the particular context of “natural” areas, for which the tourist occupancy leans on landscape valorization.

In this context, a comparison between the Ardeche gorges region and the Slovenian Karst allowed us to understand the “tourism-heritage” dialogical and to feature networks logics between exo- and endo-karstic sites (canyon/ gorges, karstic landscape, tourist cave).

While the first part of this work presents the interests of this comparison and work fields (chapters 1 and 2), the following three parts examine the spatial dynamics and the territorial implications of tourism/ heritage couple. Chapters 3 and 4 take shape the various forms that this couple can take, featuring their dialogical character and the mobilization of heritage processes in tourism development projects. The third part (chapters 5 and 6) measures the spatial registration of this dialectical relationship: it is question to observe how the interactions between heritage processes and tourist development can be translated by the emergence of “tourist region”. Finally, the fourth and last part (chapters 7 and 8) proposes a questioning on the “tourist territory” notion: around the Ardeche gorges, this part observes the existence of “tourist territory” by crossing tourist populations' territorialities and stakeholders' games.

Keys-words : “Natural” heritage, tourism, tourist territory, dialogical, geographical trajectory, stakeholders, karstic landscape, South-Ardeche, Slovenian Karst.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE	15
PREMIÈRE PARTIE : APPROCHE GÉOTOURISTIQUE DES MILIEUX KARSTIQUES ET PRÉSENTATION DES CADRES SPATIO-TEMPORELS	29
Chapitre 1 : La particularité des paysages karstiques dans l'approche de la dialogique « touristique-patrimoniale ».....	31
Chapitre 2 : Approche comparative et premières clefs de lecture	55
Conclusion de la première partie	93
DEUXIÈME PARTIE : LE COUPLE PATRIMOINE / TOURISME : UNE DIALOGIQUE DE LA MODERNITÉ	97
Chapitre 3 : Patrimoine et tourisme : deux processus co-constitutifs	99
Chapitre 4 : Mobilisation des logiques de patrimonialisation dans des stratégies de développement touristique.....	147
Conclusion de la deuxième partie.....	193
TROISIÈME PARTIE : LOGIQUES DE PATRIMONIALISATION ET DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE : RAPPORTS À L'ESPACE ET DYNAMIQUES SPATIALES	195
Chapitre 5 : Les grottes de Škocjan : d'une logique de haut lieu à l'émergence d'une région touristique ?	201
Chapitre 6 : Les gorges de l'Ardèche : la re-définition d'une région touristique à l'aune de la découverte de la grotte Chauvet ?	235
Conclusion de la troisième partie.....	277
QUATRIÈME PARTIE : TOURISME, PATRIMOINE, DYNAMIQUES TERRITORIALES : LA NOTION DE TERRITOIRE TOURISTIQUE EN QUESTION	285
Chapitre 7 : Le territoire touristique sous l'angle des populations touristiques : processus d'appropriation et dynamiques territoriales.....	289
Chapitre 8 : Le territoire touristique sous l'angle des acteurs : l'émergence d'une nouvelle forme d'organisation territoriale ?.....	337
Conclusion de la quatrième partie.....	376
CONCLUSIONS GÉNÉRALES.....	381
BIBLIOGRAPHIE	393
ANNEXES.....	421
TABLE DES ILLUSTRATIONS	501
TABLE DES MATIÈRES	509

Introduction générale

*« Un homme qui n'est plus capable de
s'émerveiller à pratiquement cessé de vivre »
Albert Einstein*

*« L'esprit libre et curieux de l'homme est ce
qui a le plus de prix au monde »
John Steinbeck
A l'est d'Eden*

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Selon un processus engagé depuis plusieurs décennies, mais qui s'est récemment accéléré, les termes de patrimoine et de tourisme sont marqués par une extension de leurs domaines d'application : au tourisme de masse en passant par l'écotourisme, le tourisme vert, à la ferme, ou encore culturel répond un patrimoine qui se fait tour à tour naturel, culturel, historique, religieux, industriel, ces différentes appellations n'étant pas exclusives les unes des autres. Progressivement, ces déclinaisons emplissent l'espace social, au point que certains auteurs qualifient aujourd'hui ces deux processus de « phénomènes totaux » (Lazzarotti O., Violier Ph., 2007, p. 9). Se nourrissant dans un jeu de réciprocité, elles semblent se démultiplier au contact l'une de l'autre, le patrimoine étant communément présenté comme un ressort touristique et le tourisme comme ce qui rend possible, et parfois même rentable, la conservation du patrimoine.

Dans ce contexte, un des enjeux des sociétés actuelles réside dans leur capacité à concilier deux manières d'envisager l'espace géographique : 1/ sa valorisation avec des actions de développement touristique, 2 / sa préservation avec la mise en place de mesures de protection, témoins de logiques de patrimonialisation. En effet, cette mise en perspective entre monde touristique et logiques de patrimonialisation repose sur le paradoxe suivant : la volonté de faire partager au plus grand nombre un lieu remarquable tout en ayant le souci de protéger le lieu en question de l'afflux touristique souhaité.

De ces relations complexes résulte un panel kaléidoscopique des formes que peut prendre l'articulation patrimoine/ tourisme, laquelle se présente comme un espace de négociation sociale, marqué par des jeux d'acteurs dynamiques et évolutifs. En retour, l'analyse de cet équilibre « en tension » fonctionne comme autant de clefs de lecture qui permettent de comprendre les enjeux des sociétés contemporaines... autant d'enjeux politiques, économiques, sociaux qu'une approche géographique permet de spatialiser, donnant à voir des situations singulières qui questionnent la construction, l'évolution, voire la structuration d'espaces autour du couple patrimoine/ tourisme.

Au cœur des interactions liant logiques de patrimonialisation, développement touristique, dynamiques spatiales et enjeux territoriaux, c'est bien là que se situe le nœud gordien, cette idée d'unité qui relie toute chose en une seule, que ce travail de recherche se propose de dénouer, non pas à la manière brutale d'Alexandre-le-Grand, mais en déroulant un nouveau « fil d'Ariane ».

TOURISME ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : MISE EN MOTS DES ENJEUX DU XXIÈME SIÈCLE

L'intérêt social et géographique d'une telle réflexion est aujourd'hui majeur. En effet, le tourisme représente un secteur d'activité non négligeable, voire primordial dans le cadre des sociétés actuelles, marquées par le développement accru des services : ressource majeure des échanges internationaux, il est également un vecteur important de création d'emplois.

Le tourisme s'accompagne de chiffres éloquentes : le nombre de touristes internationaux a été multiplié par plus de 10, passant de 70 millions en 1960, à 762 millions en 2004 (mémento du tourisme, OMT) ; quant aux dépenses, leur volume connaît également une croissance exponentielle, passant, pour la même période, de 7 milliards (transport international exclu) à 622 milliards de dollars US. Dès lors, *« l'industrie touristique est la première activité économique mondiale, soit*

autour de 10 % des revenus de la planète et sans doute, plus de 200 millions d'emplois directs (...). La France compte près de 180 000 entreprises touristiques, qui occupent quelque 600 000 emplois de salariés permanent (...). Plus de 70 millions de touristes étrangers viennent en France (...). A cela s'ajoutent les quelque 60 % de Français qui s'adonnent au tourisme, soit 36 millions de personnes au total, pour une valeur ajoutée de l'ordre de 300 MM de francs » (Hoerner J.-M., 2001, pp. 89-91).

Dans le même temps, cette montée en puissance du secteur touristique se heurte à la diffusion des principes du développement durable. Envisagé dès le début du XX^{ème} siècle puis avancé sur la scène publique dès les années 1970, le développement durable est issu du constat de ressources renouvelables finies et de la nécessité de repenser les modes d'exploitation desdites ressources : *« l'humanité dans sa volonté de réaliser son développement économique et dans sa quête de richesses naturelles doit accepter la réalité de la limitation des ressources, ainsi que de la capacité de charge des écosystèmes et tenir compte des besoins des générations futures, car si l'objectif du développement est la prospérité économique et sociale, celui de la conservation est la maintien de la capacité de la terre d'assurer aussi bien le développement durable de l'humanité que la pérennité de toute vie »* (Ramade F., 1981, p. 67).

Mise en avant dans le rapport *« Notre avenir à tous »* par la commission Brundtland¹, cette notion de développement durable est « officiellement et internationalement » reconnue lors du sommet de Rio en 1992. Celle-ci se définit littéralement comme *« un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs »* ; elle désigne alors tout processus (exploitation des ressources, investissements, techniques, institutions...) permettant de satisfaire les besoins actuels et futurs de l'humanité. Principe fondamental (ou tout du moins présenté comme tel) dans les politiques actuelles d'aménagement et de gestion des territoires, celui-ci a progressivement conduit à une relecture sociale du développement touristique et des impacts territoriaux de cette activité. Dans la perspective d'une gestion rationnelle et raisonnée des ressources, les discours ambiants condamnent largement les effets du développement du tourisme sur les espaces qu'ils investissent et plus particulièrement lorsque cette activité repose sur la valorisation et l'utilisation de ressources « naturelles ». Ainsi, *« là où les notables “début de siècle” du Touring-Club de France ou du C.A.F. voyaient une forte synergie entre deux objectifs [tourisme et protection des sites] “naturellement” appelés à s'épauler, s'est peu à peu imposée l'idée sinon d'une incompatibilité fondamentale, du moins d'une obligation de régulation de l'activité touristique »* (Gauchon C., 2002b, p. 26).

A cet égard, les prises de position à l'encontre des effets du tourisme sont nombreuses. L'extrait de l'article du Monde, paru lors du lancement des « Opérations Grands Sites », opérations de réhabilitation conduites par le Ministère de l'Environnement dans les années 1980, et sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir, est éloquent : *« Le Gouvernement propose de réhabiliter 15 grands sites touristiques : si les communes, les départements et les régions concernées sont d'accord, 15 grands sites naturels devraient être débarrassés dans les trois ans qui viennent des verrues qui les déshonorent (...). Il s'agit en fait de sauver les trois étoiles touristiques des parkings à voitures, baraques à frites et tas d'ordures qui les défigurent. Les touristes sont en train de tuer le tourisme (...) Le Ministère de l'Environnement a décidé de réagir. Il est absurde d'exploiter nos gisements touristiques comme on exploite une mine, en les vidant de leur substance »* (M.-A. Rendu, le Monde du 14 août 1980 – les éléments soulignés en gras sont de notre fait).

De manière encore plus marquée, nombre d'auteurs mettent l'accent sur le rôle subversif du tourisme, lequel *« par ses effets souvent négatifs sur l'environnement et la société d'accueil, exerce fréquemment un véritable impérialisme sur l'organisation géographique et humaine locale »* (Durand H., Juvet F., 2003b, p. 67).

¹ Rapport, également connu sous le nom de « Our Common Future », publié en 1987, sous la tutelle des Nations Unies.

Dès lors, le touriste fait figure de dévoreur d'espace : telle une tornade, il balaie périodiquement un territoire, se répétant de saison en saison, d'année en année, par une succession de phases de conquête, d'accrétion, de densification et de débordement, pouvant aller jusqu'à une destruction du potentiel physique et humain.

Ce parti pris à l'encontre du tourisme relève, à nos yeux, d'une incompréhension majeure liée à la nature même de l'objet étudié. L'accent est souvent mis sur l'analyse des impacts du tourisme et non sur la compréhension du phénomène en tant que tel ainsi que sur les liens fondamentaux existant entre le développement de cette activité et les caractéristiques de l'espace dans lequel elle se développe. En effet, comme le souligne G. Cazes, « *nulle autre activité inscrite dans l'espace ne se préoccupe autant que le tourisme et les loisirs de son décor et de ses paysages, de l'attractivité et de la spectacularisation de son environnement, de la protection de son image collective* » (1992, p. 125). De manière intrinsèque, le développement du tourisme appelle une prise en compte des qualités de l'espace et des territoires dans lesquels il se développe, agissant en ce sens comme un facteur de valorisation et de préservation de ces mêmes espaces.

POUR UNE APPROCHE DIALOGIQUE DES PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION ET DES DYNAMIQUES TOURISTIQUES

Processus de patrimonialisation des espaces « naturels »

Dans le cadre de ce travail, nous nous sommes intéressée aux espaces « naturels »² patrimonialisés, autrement dit à des espaces, qui, en référence à des valeurs sociales, deviennent ce que l'on veut transmettre. Le changement de regard appelle alors en retour une gestion différenciée, laquelle acte la patrimonialisation effective de cet espace. En ce sens, les processus de patrimonialisation traduisent des processus d'appropriation et c'est là, à notre sens, l'intérêt de considérer la valeur patrimoniale de ces espaces « naturels » protégés, dépassant une première approche environnementale. Dans le registre des espaces « naturels », la notion même de patrimoine questionne le rapport à l'espace en terme d'appropriation, autrement dit sous l'angle territorial.

Cette mise en perspective des logiques de développement touristique et des processus de patrimonialisation est porteuse de sens à plus d'un titre. D'un point de vue tant conceptuel que pratique, nous pensons, en effet, que ces deux dynamiques s'inscrivent dans un rapport dialectique fécond, lequel permet en retour de s'interroger en termes de dynamiques spatiales et d'enjeux territoriaux.

La transmission en qualité de cheville ouvrière

Qu'en est-il des relations entre un espace « naturel » patrimonialisé, lequel au nom d'un devoir de sauvegarde, s'inscrit nécessairement dans une logique de préservation à long terme, et une logique de valorisation touristique, laquelle s'articule entre ce désir de donner à voir ce patrimoine et des impératifs de rentabilité économique à court et moyen terme ?... A première vue, ces deux visées s'inscrivent dans des logiques contradictoires, l'une renvoyant à l'étymologie même de patrimoine – dans un souci de transmettre ce qui vient du père-, la seconde s'en saisissant dans un but essentiellement marchand et de développement économique (cf. les travaux de R. Neyret, 1992).

Néanmoins, au-delà des distorsions observées concernant ces échelles temporelles, l'hypothèse selon laquelle la préservation et la valorisation seraient deux phénomènes inter-

² Les guillemets associés au terme de « naturel » marque la distance que nous observons avec ce vocable, lequel résulte essentiellement d'une conception anthropocentrée des rapports Homme-Nature.

dépendants semble judicieuse. Toutes deux renvoient, en effet, à une même volonté de transmettre : la logique de préservation s'emploie à remplir son devoir de filiation, à transmettre aux générations futures ce que les générations précédentes leur ont légué ; la mise en valeur touristique cherche à transmettre dans l'immédiat. Ces phénomènes que l'on pourrait qualifier de « transmission verticale et horizontale » se rejoignent alors, le second participant en retour à asseoir la légitimité patrimoniale de l'objet identifié (Davallon J., 1991).

Ces deux logiques, tout en étant complémentaires, peuvent *in fine* se révéler être génératrices de conflits. En ce sens, nous partageons ici le point de vue d'O. Lazzarotti (2003), lequel s'appuyant sur les travaux d'E. Morin, apparente cette dialectique à une dialogique, « *cette unité complexe entre deux logiques, entités ou instances complémentaires, concurrentes et antagonistes qui se nourrissent l'une de l'autre, se complètent, mais aussi s'opposent et se combattent* » (Morin E., 2001, p. 18).

Tourisme versus patrimoine

Ce rapport dialogique est particulièrement visible lorsque l'on considère le processus concourant à la patrimonialisation d'un espace. En effet, pour qu'une mise en patrimoine s'active et s'inscrive dans le temps long, trois éléments sont nécessaires : 1) l'objet : la connaissance effective de l'objet, voire dans certains cas, sa découverte ; 2) les acteurs territoriaux, souvent à l'origine des valeurs attribuées à cet objet ; objet qu'ils considèrent comme porteur de sens ; 3) la demande sociale, ce phénomène alliant des logiques de demande et de reconnaissance dépendant étroitement du contexte politico-socio-économique environnant. Au cœur de ce triptyque prend place l'espace de patrimonialisation qui, loin d'être figé évolue en fonction des évolutions de ces trois éléments.

Et c'est précisément dans cet espace social que des liens apparaissent avec le tourisme. En effet, le tourisme, en tant qu'activité de séjour temporaire hors domicile à visée récréative, participe au processus de patrimonialisation de l'espace parcouru en ce sens qu'il porte un nouveau regard et confère de nouveaux usages aux espaces traversés. Le tourisme amène alors un changement dans les modèles de représentation que les habitants ont du lieu visité : l'espace-support des activités touristiques revêt ainsi une valeur économique (il est ce qui motive la venue des touristes, porteurs de devises), voire une valeur identitaire et territoriale (l'espace visité devient ce pourquoi les autres nous visitent, il devient ce qui nous différencie). Cet espace-support devient porteur de sens : il revêt peu à peu une valeur patrimoniale, laquelle se traduit par une gestion différenciée, appelant périmètres et mesures de protection.

Cette gestion différenciée apparaît comme un point primordial : elle témoigne à la fois d'une volonté sociale de gérer cet objet spécifiquement et spatialement, elle contribue à mettre en exergue une ressource (ou un lieu) investi d'une valeur patrimoniale.

Dans le cadre de notre recherche, il s'agira alors de nous interroger sur les relations existant entre ces gestions spécifiques et le développement des pratiques touristiques, et plus précisément sur la nature des éléments structurant ce couple patrimoine/ tourisme. Il sera alors question d'observer dans quelle mesure les pratiques touristiques appellent la mise en place d'une gestion différenciée, attendu que « *le patrimoine, pour être valide, a besoin du regard de l'autre (...) un lieu devient patrimonial pour les uns par le regard des autres* » (Lazzarotti O., 2003, p. 99). Lors de ce travail de recherche, nous aurons ainsi à cœur de démontrer la teneur de cette relation et d'observer dans quelle mesure le tourisme apparaît comme une dimension nécessaire (sans pour autant être suffisante) au processus de patrimonialisation, en ce sens qu'il contribue au changement de valeur attribuée à un espace.

Patrimoine *versus* tourisme

Dans le même temps, les logiques de patrimonialisation alimentent les logiques de développement touristique, en ce sens qu'elles procèdent au marquage de la spécificité des lieux, processus de discrimination spatiale sur lequel s'appuient les ressorts de la mise en tourisme, puis du développement touristique d'un espace donné.

Fondamentalement, le tourisme se nourrit du différentiel entre les lieux, lesquels entretiennent leurs spécificités de manière à nourrir leur attractivité. Or, qu'est-ce que le patrimoine si ce n'est le marquage social, et donc territorial, de la spécificité d'un espace donné ? « *Parce qu'elle cultive ce qu'il y a d'unique, ou ce qui est prétendu l'être, dans son histoire et, éventuellement, dans ses dimensions physiques, leur mise en patrimoine renforce la singularité des lieux, leur unicité, leur caractère non-reproductible, immuable et donc "non-délocalisable"* » (Lazzarotti O., 2003, p. 99). Dans cette perspective, l'espace « naturel » patrimonialisé peut également être mobilisé en vue de renforcer l'attractivité d'un espace touristique, et ce d'autant plus que les touristes d'aujourd'hui se disent être à la recherche d'authenticité (Amirou R., 2003). Dans ce contexte, les logiques de patrimonialisation apparaissent comme un moyen de créer de la valeur ajoutée et fonctionnent comme un vecteur de valorisation de la destination touristique (Piveteau V., 1995).

Par ailleurs, les processus de patrimonialisation peuvent être amenés à jouer un rôle dans la genèse et la continuité temporelle des espaces touristiques. En effet, les espaces touristiques se définissent avant tout comme des productions/ projections culturelles : il n'existe pas *a priori* d'espaces destinés à devenir touristiques ; ces derniers sont avant tout des constructions sociales activées par le changement de regard que la société occidentale a porté sur eux suite à la Révolution Industrielle. En ce sens, les logiques de patrimonialisation marquent tout autant qu'elles alimentent l'évolution des regards et des usages attribués à ces espaces.

Les logiques de patrimonialisation apparaissent comme les moyens d'inscrire le fonctionnement d'une région touristique dans le temps. En participant à son renouvellement et à son ancrage territorial, elles contribuent à la durabilité du processus touristique. L'un des objectifs de ce travail sera de questionner la teneur de ce lien, d'observer dans quelle mesure les logiques de patrimonialisation participent à la mise en tourisme puis au fonctionnement touristique d'un espace donné, à son inscription dans le temps long.

Dynamiques spatiales et enjeux territoriaux : une approche géographique de l'articulation patrimoine/ tourisme

In fine, cette dialogique « touristico-patrimoniale » interroge les processus de transformation spatiale.

Le tourisme, en tant qu'activité économique à forte emprise spatiale, structure fortement les territoires où il se développe : « *comme toutes les activités humaines qui ont besoin de lieux spécifiques pour se déployer, le tourisme a produit les siens propres, relevant de logiques connues par ailleurs et d'autres spécifiques. S'il transforme des lieux existants, il en crée tout autant si ce n'est plus, hier comme aujourd'hui, à l'échelle du Monde. Ce double mouvement en fait un phénomène géographiquement intéressant car il bouleverse, sur le long terme, l'ordre établi dans les hiérarchies et dans le fonctionnement des espaces concernés* » (Stock M., 2003, p. 33).

Les processus de patrimonialisation, en tant que marqueurs d'une spécificité située et vecteurs d'une gestion différenciée, modifient également les rapports que nous entretenons avec ces espaces, lesquels se font territoires : l'espace patrimonialisé fait sens au regard de la

communauté qui lui attribue cette valeur patrimoniale ; il est nécessairement l'expression de processus d'appropriation, autrement dit d'un territoire.

Cette dialogique se nourrit de ses rapports à l'espace en même temps qu'elle participe à sa transformation. La teneur générale de ce travail de recherche se situe dans l'analyse de ces inter-relations liant 1/ processus de patrimonialisation, 2/ logiques de développement touristique et 3/ dynamiques spatiales. Il sera alors question d'observer dans quelle mesure les logiques de mise en tourisme et de patrimonialisation s'alimentent l'une l'autre, par des jeux de réciprocité et des phénomènes de rétroaction, transformant progressivement l'espace géographique jusqu'à questionner l'émergence d'une nouvelle forme d'organisation territoriale : le territoire touristique.

LA DIALOGIQUE TOURISTICO-PATRIMONIALE EN QUESTION

Compte tenu de ces différents questionnements, notre travail de recherche s'organise de la manière suivante : à l'échelle d'espaces « naturels », dans quelle mesure les interrelations entre les processus de patrimonialisation et les logiques de développement touristique participent-elles au devenir des espaces touristiques ? Dans quelle mesure ces deux logiques se répondent-elles selon des phénomènes de rétroaction, participant ainsi à des processus de transformation spatiale ? (cf. figure 1)

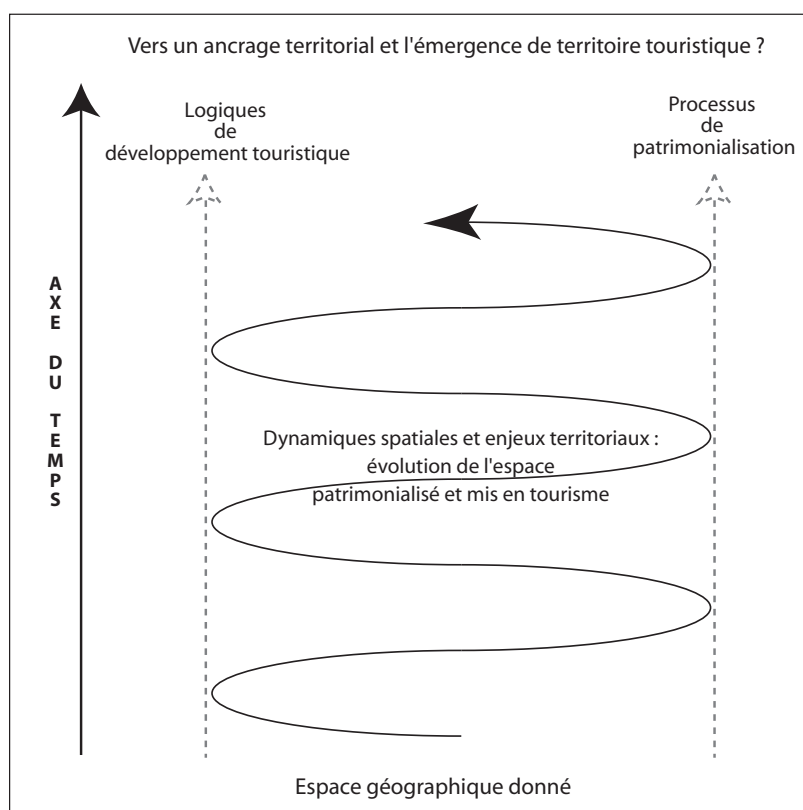


Figure 1 : Apports de la dialogique touristique-patrimoniale dans la compréhension du devenir des espaces touristiques à valeur patrimoniale.

De manière plus précise, cette interrogation générale sera détaillée selon les entrées suivantes :

1/ Dans quelle mesure le développement touristique d'un territoire fait-il appel aux dimensions patrimoniales de ce dernier et en retour, comment les logiques de patrimonialisation s'activent-elles suite à la mise en tourisme d'un espace donné ? *A contrario*, comment les processus de patrimonialisation autour d'espaces « naturels » peuvent-ils être mobilisés en vue d'orienter le développement touristique d'un espace donné ?

2/ Quelles sont les relations entre ces espaces « naturels » patrimonialisés supports d'une activité touristique et l'espace dans lequel ils s'inscrivent ? Dans quelle mesure des sites « naturels » touristiques à valeur patrimoniale peuvent-ils servir d'assise à la définition d'une région, voire d'un territoire touristique ? Considérant une région touristique organisée autour de la mise en valeur touristique de paysages « naturels », la reconnaissance de nouveaux objets patrimoniaux est-elle à même d'engendrer une relecture du fonctionnement de cet espace ?

3/ Dans quelle mesure cette dialogique touristico-patrimoniale, en tant que processus de transformation spatiale, participe-t-elle à l'émergence de nouvelles formes spatiales telles que le territoire touristique ? En ce sens, cette dialogique fait-elle l'objet de processus d'appropriation, notamment de la part des populations touristiques, et, dans ce cas, ces processus d'appropriation traduisent-ils, en retour, l'existence d'un territoire touristique ? En terme de dynamiques territoriales, comment les acteurs territoriaux se saisissent-ils de cette dialogique touristico-patrimoniale en vue d'ancrer durablement l'activité touristique en tant que composante principale fédératrice de leur territoire ?

L'ARTICULATION DES ÉCHELLES SPATIO-TEMPORELLES : UN REGARD NÉCESSAIREMENT SYSTÉMIQUE

Ce questionnement recoupe des réflexions géographiques de portée générale, notamment en ce qui concerne l'articulation entre les différentes échelles de temps et l'emboîtement des échelles spatiales propres à la maturation et au développement de ces différents processus. Les temps et les espaces du développement de l'activité touristique sont-ils les mêmes que ceux mobilisés par les processus de patrimonialisation ? Quelles sont les incidences spatiales, voire territoriales de ces multiples combinaisons ? L'axe du temps et l'ancrage territorial d'un espace patrimonialisé et mis en tourisme fonctionnent-ils de manière linéaire ? (cf. figure 1).

En vue d'être le plus opérationnel possible, notre problématique de recherche appelle une démarche systémique, laquelle permet de (re)lier ces questions relatives à l'espace et au temps et de penser notre triptyque en terme de dynamique évolutive³.

En tant que processus géographique, nécessairement ouvert sur son environnement, le triptyque situé au cœur de notre réflexion (patrimoine/ tourisme/ espace géographique) se caractérise par une complexité au premier abord déconcertante, où se mêlent et s'entrecroisent différentes échelles spatio-temporelles.

Dépassant cette relative opacité, l'approche systémique permet d'effectuer un tri, d'identifier puis de hiérarchiser les éléments structurant un espace, lequel est alors considéré comme un système, composé de sous-systèmes tout en faisant lui-même partie d'un système englobant.

Le deuxième apport de cette démarche réside dans son approche des dynamiques spatiales : celle-ci permet d'observer et d'appréhender des effets d'emboîtement et/ ou de juxtaposition entre

³ Se référer, entre autres, aux travaux de Thom R., 1991 ; Guermond Y., Mathieu N., 1986 ; Guermond Y. et al., 1984 ; Walliser B., 1977 ; Rosnay (de) J., 1975 ; Bertalanffy (von) L., 1973.

différentes échelles spatiales. Compte tenu de la vision globale et multiscale qu'elle propose, l'approche systémique permet de replacer l'espace étudié dans les jeux de pluri-appartenance actuelle des territoires.

Enfin, troisième apport de cette démarche lié aux deux précédents, cette approche permet de raisonner en termes de processus évolutifs et de trajectoires spatio-temporelles. L'approche systémique permet de s'interroger en terme d'évolution, de questionner la présence de phénomènes de répétition ou, à l'inverse, de bifurcation dans le fonctionnement d'un système. Ce parti pris systémique permet alors une approche temporelle de processus spatialisés, ce qui nous amènera à mettre en évidence des trajectoires particulières, allant du lieu, à l'espace, à la région, pour finir par questionner la pertinence du territoire touristique.

ORGANISATION DU MÉMOIRE

En vue d'éprouver le fonctionnement du triptyque « patrimoine/ tourisme/ espace géographique », nous avons fait le choix de cibler notre recherche sur des régions calcaires, et plus particulièrement sur les phénomènes karstiques. Plusieurs éléments peuvent être avancés pour justifier cette entrée spatiale : ancienneté des mesures de protection, ancienneté et actualité des formes de tourisme dans ces espaces, vulnérabilité de ce milieu particulièrement sensible aux variations de son environnement, etc. Autant de points qui font figure d'enjeux et qui seront développés dans le premier chapitre de ce travail.

Fort de l'intérêt de cette entrée « régions calcaires et phénomènes karstiques », notre démarche s'est attachée à observer, questionner, synthétiser les articulations majeures de ce triptyque, à l'échelle de deux régions calcaires : les gorges de l'Ardèche (France) et la région du Karst slovène. Ces deux terrains d'étude fonctionnent comme des terrains d'expérimentation en vue de comprendre le fonctionnement du triptyque « patrimoine/ tourisme/ espace géographique ». Cette approche comparative nous conduit à dépasser les singularités, voire à récuser les déterminismes supposés. Interrogeant la relation entre l'objet étudié et le contexte spatio-temporel dans lequel il s'insère, cette approche permet de comprendre comment se construisent, dans une confrontation de logiques et de projets divergents, les différents visages que le triptyque étudié peut être amené à offrir. Tout en revenant sur les intérêts d'une approche comparative, le chapitre 2 mettra en avant les éléments clefs des deux terrains d'étude retenus.

Ces cadres spatio-temporels explicités, notre travail de recherche s'organisera ensuite en trois temps, marquant une progression dans l'analyse du triptyque liant 1/ processus de patrimonialisation ; 2/ logiques de développement touristique ; 3/ dynamiques spatiales.

D'un point de vue méthodologique, ces trois parties seront organisées de la manière suivante : d'abord, un état de l'art, sur les relations du triptyque envisagées dans ladite partie, nous permettra de préciser nos orientations de recherche, lesquelles seront alors confrontées aux particularités des deux terrains d'étude. Des exemples sud ardéchois et slovènes seront alors pris en considération, de manière à croiser des lieux touristiques situés (tels que des grottes touristiques) et des espaces touristiques à forte emprise spatiale (gorges, plateaux calcaires).

La deuxième partie s'attachera à questionner la nature des liens entre processus de patrimonialisation et logiques de développement touristique. Dans un premier temps, l'hypothèse du caractère co-constitutif des processus de patrimonialisation et des logiques de développement touristique sera testée (chapitre 3). Cette dynamique vérifiée, il sera alors question d'observer, autour de la notion de ressource, dans quelle mesure la dialogique patrimoine/ tourisme peut être

un support de développement touristique (chapitre 4).

Ces éléments de réflexion nous conduiront à observer les rapports qu'entretient cette dialogique avec les espaces dans lesquels elle se développe. Autour de la figure du « haut-lieu », nous nous efforcerons, lors de la troisième partie, de voir dans quelle mesure les processus de patrimonialisation et de développement touristique autour d'un site « naturel » alimentent des dynamiques spatiales et participent à l'émergence de région touristique (chapitres 5 et 6).

In fine, les dynamiques spatiales observées lors des parties précédentes nous amèneront, dans la quatrième partie, à interroger l'inscription territoriale de cette dialogique touristique-patrimoniale. A la croisée des processus d'appropriation des populations touristiques et des jeux d'acteurs, il sera alors question de discuter la pertinence de la notion de territoire touristique. Ciblée sur les gorges de l'Ardèche, ce dernier temps donnera lieu à une identification des paramètres intervenant dans les processus d'appropriation de l'espace vacancier par les populations touristiques, lesquels seront ensuite mis en perspective avec les stratégies territoriales développées par les acteurs en vue d'inscrire durablement la dialogique touristique-patrimoniale dans la structure et le fonctionnement de leur territoire (chapitres 7 et 8).

Première Partie

APPROCHE GEOTOURISTIQUE DES MILIEUX KARSTIQUES ET PRESENTATION DES CADRES SPATIO-TEMPORELS

PREMIÈRE PARTIE : APPROCHE GÉOTOURISTIQUE DES MILIEUX KARSTIQUES ET PRÉSENTATION DES CADRES SPATIO-TEMPORELS

L'objet de cette première partie s'articule autour d'une double nécessité : 1/ une présentation problématisée de l'espace-support sur lequel nous avons fait le choix de travailler, à savoir le milieu karstique, 2/ une mise en perspective des terrains d'étude retenus de manière à souligner les rapprochements permettant de conduire une approche comparative tout en mettant en avant les singularités de ces deux régions calcaires.

Le premier chapitre resitue les paysages karstiques dans le contexte des logiques de patrimonialisation et de développement touristique. En ce sens, les temps de leur invention touristique, les différentes composantes de leur valeur patrimoniale ainsi que les systèmes de protection français et slovène encadrant leur devenir seront abordés. Cette réflexion générale posée, le deuxième chapitre questionne les apports d'une approche comparative en géographie. Cette interrogation, d'ordre épistémologique, permet de procéder à une présentation problématisée des terrains d'études, mettant en avant leurs points de convergence tout en soulignant leurs spécificités. D'entrée de jeu, ce dialogue entre « le même et l'autre » fait ressortir un certain nombre de facteurs explicatifs qui participeront, ultérieurement, à la compréhension du triptyque étudié.

CHAPITRE 1 : LA PARTICULARITÉ DES PAYSAGES KARSTIQUES DANS L'APPROCHE DE LA DIALOGIQUE « TOURISTICO-PATRIMONIALE »

Notre recherche centrée sur les processus entre les logiques de patrimonialisation d'espaces « naturels » et de développement touristique n'est pas nouvelle en géographie. Nombre de chercheurs se sont saisis de ces questions sur des terrains variés, mettant en avant les incidences de ces interrelations en terme de dynamiques spatiales. Parmi les espaces étudiés, les milieux littoraux et les espaces de montagne ont été largement investis¹.

Comparativement à ces deux types de milieux, on relève que les paysages karstiques font l'objet d'une mobilisation moins importante de la part de la communauté des géographes, tout du moins dans le registre de l'analyse des interactions des logiques de patrimonialisation d'espaces « naturels » et de développement touristique. Pour autant, ces régions calcaires, situées pour l'essentiel dans des milieux ruraux, présentent des terrains de choix pour l'analyse du triptyque liant processus de patrimonialisation, logiques de développement touristique et dynamiques spatiales. En effet, depuis plusieurs décennies, ces territoires connaissent de manière plus ou moins marquée, les effets de la crise actuelle d'un système socio-économique jusque là tourné essentiellement vers l'agriculture. Dans ce contexte, le tourisme apparaît comme un élément de développement non négligeable, pour ne pas dire primordial.

A l'instar des espaces littoraux ou de montagne, le développement du secteur touristique doit composer avec les particularités de ces régions calcaires. Comme tout milieu « naturel », celui-ci se caractérise par la multiplicité des échanges qu'il entretient avec son environnement et par sa grande réactivité à chaque modification de ce dernier. A la différence près que les incidences de la mise en tourisme de ce milieu se traduisent de manière plus discrète, voire sur des échelles de temps plus longues et que ces dernières sont plus difficilement perçues par les populations qui habitent et/ ou traversent ces paysages. Domaine de la roche calcaire, ces paysages sont associés dans l'imaginaire social à des milieux indestructibles, le roc faisant figure d'élément intemporel. A ce sujet, P. George écrira en 1935 à propos du calcaire urgonien que « *sa dureté en a fait une assise propre à résister à toutes les érosions* » (p. 190), exemple de propos alimentant en retour les qualités résistantes attribuées à ce milieu. Ainsi, alors que l'opinion publique a été plus largement sensibilisée aux questions de la vulnérabilité des milieux littoraux et montagnards durant ces deux dernières décennies, le karst reste un milieu peu connu du grand public, l'image d'un milieu résistant et impénétrable prédominant. Ceci est particulièrement vrai dans le contexte français, le contexte slovène présentant une sensibilité quelque peu différente.

Pour autant, chose surprenante s'il en est, l'invention des paysages karstiques en tant que lieux touristiques et la mise en œuvre de moyens visant à assurer leur conservation sont relativement anciennes. L'histoire de la découverte de ces paysages, de leur mise en tourisme et de leur protection a fait l'objet de recherches approfondies (Gauchon C., 1997 ou encore Biot V., 2006a, b, c) ; nous en reprendrons ici les jalons essentiels en vue de comprendre au plus juste les logiques interactives existant entre mise en tourisme et protection des phénomènes karstiques.

¹ A l'échelle des littoraux, on peut se reporter aux travaux de J.-P. Besancenot (1989) ; A. Collin-Delavaud (1989) ; C. Grenier (1999) ; J.-C. Gay (1999, 2000) ; N. Baron-Yellès (2005) ; M. Segui Llinas (2005).

Pour ce qui est des travaux sur la montagne, se référer aux travaux de R. Knafo (1978) ; C. Devouassoux, R. Labévière (1992) ; M. Bruston, F. Deprest, Ph. Duhamel (1995) ; M.-G. Durand (1997) ; I. Sacareau (2000) ; C. Gauchon (2002a et b) ; J.-P. Amoudry (2002) ; S. Héritier (2004) ; F. Gerbaux, E. Marcelpoil (2006).

De manière transversale et plus généralement sur l'invention et l'évolution du tourisme : A. Corbin (1990) ; F. Deprest (1997) ; B. Debarbieux B. (1995, 2001) ; M. Boyer (1999a) ; L. Rognant (2003) ; H. Durand, F. Jouvét (2003a et b) ; L. Bergery (2003) ; P. Py (1996, 2000, 2003) ; C. Granger (2004) ; M. Duval, C. Gauchon (2007).

1. MILIEUX KARSTIQUES : DE L'INVENTION AUX LOGIQUES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

1. 1. L'invention des paysages karstiques en tant que sites touristiques

Les paysages karstiques, et plus particulièrement les grottes, sont d'abord visitées 1/ pour des raisons religieuses (pèlerinage) : la Sainte-Baume en France, la grotte sanctifiée de San Servolo (Socerb), sur le rebord du Karst aux abords de Trieste, en Slovénie ou pour 2/ des raisons médicales : « *les grottes du Cornadore dans le Puy-de-Dôme, près de Saint-Nectaire, sont aménagées, non pas pour y admirer les beautés souterraines mais pour utiliser les propriétés médicales de ses sources "arsenicales, chlorurées, calciques", riches en soufre. Elles deviennent un véritable établissement thermal* » (ANECAT, 1993, p. 141 cité par V. Biot, 2006c, p. 13). Ces fonctions perdureront depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, trouvant un nouvel élan à partir du XVI^{ème} siècle, époque de diffusion de la pratique du thermalisme.

Peu à peu, certaines grottes deviennent des lieux touristiques dans lesquels le voyageur se rend pour satisfaire à la fois sa curiosité des phénomènes naturels et son envie de contemplation. Dès la fin du XIX^{ème} siècle, le tourisme souterrain semble avoir trouvé sa place dans le paysage touristique français et plus largement européen. Ainsi, « *dès 1897, 4000 entrées étaient comptabilisées à la grotte de la Balme (Isère)* » (Biot V., Gauchon C., 2005, p. 42), la grotte de Postojna enregistrant pour la même année 8484 visiteurs !

L'émergence progressive de cette ressource touristique résulte alors de la conjonction de plusieurs facteurs : un goût sociétal pour les paysages aux dimensions surnaturelles, l'intégration progressive de ces sites dans des dynamiques touristiques plus générales telles que le thermalisme, et enfin, le rôle des acteurs locaux dans l'organisation de cette ressource touristique.

1. 1. 1. Une sensibilité sociétale pour ces phénomènes « extra-naturels »

De manière co-constitutive, les paysages karstiques sont reconnus en tant que sites touristiques en même temps que se diffuse la pratique du « Tour britannique », dès le XVIII^{ème} siècle. Les paysages sauvages et pittoresques s'inscrivent dans la mouvance des sentiments exaltés par le romantisme : « *l'environnement devient la matière première de l'industrie touristique naissante, prête à être sagement exploitée* » (Hoerner J.-M., 1997, p. 22). Dès lors l'intérêt du paysage karstique réside dans sa capacité à répondre à des attentes esthétiques et/ ou culturelles. Cette pratique de la contemplation s'appuie pour partie sur un processus de distanciation, marqué par l'esthétique classique du paysage et la manière de le représenter dès la fin de l'époque moderne : « *le tourisme du pittoresque a pour origine la peinture de paysage et fonctionne sur le même type de rapport à la nature : l'observateur prend ses distances avec le site et en apprécie la composition des formes et des couleurs* » (Debarbieux B., Delannoy J.-J., 1992, p. 64). Or, les paysages karstiques, par leurs formes surprenantes et leurs agencements multiples, offrent un visage particulièrement propice aux mécanismes d'artificialisation de la nature.

Marquant les esprits par leur verticalité (parois entourant des canyons de plusieurs dizaines de mètres de hauteur, gouffres descendant dans les entrailles de la terre), ce type de paysage participe à l'imaginaire touristique d'alors, aujourd'hui encore d'actualité : « *Monuments et sites sont vantés au titre d'une double verticalité, dans le temps et l'espace. Le plus haut, le plus profond, le plus ancien sont les plus beaux et dignes du plus grand intérêt : un chiffre, une date valent*

preuve. (...). L'alpinisme, on le sait, se renouvelle par la conquête de plus hauts sommets. La spéléologie et la visite des grottes entretiennent une concurrence de l'altitude négative ! Guides, cartes et récits de voyage vantent les points de vue, les belvédères, les lieux "d'où la vue s'étend jusqu'à..." . Les routes des cartes Michelin sont surlignées de vert si elles dominent gorges ou bassins » (Boyer M., 1999a, p. 99).

Cette recherche de la verticalité est alors perçue par les touristes du moment comme un moyen de se confronter à la puissance de Dame Nature, un défi d'autant plus méritoire que la nature s'offre sous un visage grandiose et disproportionné. Ainsi ces quelques lignes d'un des premiers récits connus lors de la remontée de la rivière Ardèche : *« A mesure qu'on avance, la rivière s'encaisse de plus en plus, les montagnes s'escarpent et s'élèvent sur les deux rives ; leur hauteur moyenne, au-dessus du lit de l'Ardèche, et au moins de trois cents pieds. Après avoir dépassé la hauteur de la grotte de Saint-Marcel, on se trouve comme enfermé entre deux murs de rochers : nul vestige d'habitation humaine, nul chemin, nul sentier tracé le long de ces rivages ; quelques fois les montagnes offrent l'aspect de clochers aux flèches aiguës, de tours ou de bastions ruinés, et les naïfs bateliers de Saint-Martin vous disent les noms de fées qui les habitaient ou qui les habitent encore »* (Du Boys A., 1842, p. 211).

Aux paysages offerts par ces parois vertigineuses, les entrailles de la terre proposent des visions effrayantes, le tourisme souterrain jouant en cela sur les fibres de l'horreur et de l'épouvante, tout du moins à ses débuts. Les auteurs eux-mêmes entretenaient cette vision fantastique du monde souterrain, le degré d'effroi actant en quelque sorte la valeur de la grotte (cf. figure I.1). Les concrétions, dans une ambiance de clair-obscur à la lueur des feux de Bengale, se transforment en décor de théâtre où le visiteur se plaît à identifier des formes aux allures fantasmagoriques : *« Depuis que les grottes attirent les visiteurs (...), les concrétions ont toujours tenu le premier rôle, constitué le premier moteur de la curiosité : que l'on comprenne ou non leur mécanisme de formation, que l'on désire en orner jardins et fontaines ou que l'on préfère les admirer sur place, qu'on les appelle congélations ou pétrifications, qu'on le compare à des animaux, à des aliments ou à des personnages, que l'on y voie des menaces susceptibles de boucher les cavernes ou des chefs-d'œuvre de la nature que le plus talentueux des sculpteurs ne saurait imiter, qu'il s'agisse de solides massifs stalagmitiques ou de frêles fistuleuses, en toutes circonstances, en toutes époques, la fascination des visiteurs est restée inchangée, intacte depuis bientôt trois siècles »* (Gauchon C., 1997, p. 132).



Figure I.1 : Représentations terrifiantes des formations karstiques dans la grotte de Postojna

Cette gravure souligne l'aspect fantasmagorique associé aux formations karstiques au XVII^{ème} siècle, gravure de J.-W. Valvasor (1689), extraite de R. Gospodarič (1968), p. 11.

De manière concomitante, ce goût pour ces curiosités « naturelles » est par ailleurs alimenté par les récits de grands explorateurs, tel E.-A. Martel qui, à la charnière du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècle, publie le résultat de ces explorations dans deux ouvrages successifs : Les Cévennes (1890), puis Les Abîmes (1894). Rédacteur du journal La Nature, il sera amené à de nombreuses reprises à diffuser le fruit de ses expéditions, attisant en cela un attrait pour les paysages karstiques.

A cet attrait pour les dimensions « naturelles » de ces paysages, se mêle une recherche des origines de l'homme. Milieu protecteur et protégé, plus ou moins facile d'accès, le milieu souterrain se présente comme un excellent « conservateur » des traces du temps (Gauchon C., 1996), faisant des cavernes un lieu privilégié pour la conservation de vestiges archéologiques, que ce soit en termes d'ossements anciens d'animaux aujourd'hui disparus ou de traces d'anciens foyers de peuplements humains, *via* notamment l'existence de peintures pariétales (grotte de Lascaux, et, plus récemment découverte, la grotte Chauvet, à l'entrée des gorges de l'Ardèche).

Historiquement, le siècle des Lumières et plus encore le XIX^{ème} siècle marquent la reconnaissance sociale de ces dimensions culturelles associées à ce type de paysages et de milieux. La découverte et la recherche de ce genre de trésors deviennent peu à peu l'un des ressorts des visites du monde souterrain, expliquant en partie la multiplication des sites visités au cours du XIX^{ème} siècle. Au final, cet engouement pour les trouvailles préhistoriques et cette sensibilité romantico-picturale pour les paysages karstiques s'associent et se complètent, ces deux processus alimentant conjointement le processus de reconnaissance des grottes et des paysages karstiques comme sites touristiques.

Pour parfaire notre présentation, un dernier élément peut ici être avancé, à savoir le caractère mystique associé à ce type de paysage. En effet, le milieu souterrain présente cette particularité de se situer dans un environnement perçu comme « atemporel », milieu confiné, caché, pour ainsi dire secret et mystérieux. Du mythe des origines de l'homme aux entrailles de la terre, des passerelles semblent se dessiner. Ainsi, B. Debarbieux et J.-J. Delannoy (1992) soulignent l'exemple de l'ancre de Trophonius, racontée par Pausanias et analysée par G. Bachelard (1949), laquelle tradition met en avant la puissance onirique des fleuves souterrains et des labyrinthes. Cette expérience au cours de laquelle l'homme, pénétrant sous terre, est emporté par des fleuves tourbillonnants, souligne le caractère régénérant et initiatique associé aux paysages souterrains.

Ces considérations relevant de l'expérience sensible, voire spirituelle de chacun, il est difficile de préciser dans quelle mesure cet imaginaire social participe au processus d'invention des sites karstiques comme sites touristiques. Néanmoins, s'il semble avéré que les pratiques touristiques associées au milieu souterrain (et plus largement karstique) reposent essentiellement sur le mécanisme de la vue et la recherche du pittoresque, ce volet métaphysique semble jouer un rôle implicite. Ainsi, « *le pittoresque formel du gouffre ne doit pas faire oublier l'image profonde qu'il suggère : l'accès au monde souterrain des ténèbres ; celui de la gorge suggère l'ensevelissement, l'épreuve initiatique ; il suppose l'âme des rochers malveillants qui, à l'instar de ceux du défilé marin emprunté par les Argonautes, cherchent à écraser ceux qui les approchent. La richesse et l'ambivalence de ces images des mondes minéral, aquatique et souterrain, -la grotte-symbole de paix intérieure et la grotte-symbole de mort par exemple- amplifient encore leur importance potentielle* » (Debarbieux B., Delannoy J.-J., 1992, p. 71).

1. 1. 2. Organisation du tourisme souterrain : rôle du thermalisme et des acteurs locaux

Pour autant, l'émergence du tourisme karstique ne saurait reposer uniquement sur cette convergence, associant curiosités de la nature, vestiges archéologiques et expérience sensible du milieu karstique. A ce titre, le développement des stations thermales a participé à l'organisation de cette ressource touristique.

Les travaux de C. Gauchon (1997, p. 118-122) montrent très justement cette imbrication entre l'apogée des stations thermales au début du XX^{ème} siècle (350 établissements thermaux en 1910 (Wallon A., 1981, p. 109) et la structuration de ce secteur touristique. Ces sites représentaient alors autant de moyens *« pour occuper les loisirs des curistes et de leurs accompagnateurs à qui les soins laissaient beaucoup de temps libre »* (Gauchon C., 1997, p. 118). L'auteur démontre notamment cette dynamique en prenant l'exemple de la petite station thermale de Choranche-les-Bains, ouverte en 1892, qui, *« pendant les quarante ans de son existence, mit en valeur de façon systématique les cavernes de son proche environnement »* (Ibid, p. 118).

Dans le cadre de nos recherches sur les gorges de l'Ardèche, des phénomènes similaires ont pu être observés entre le fonctionnement de la station de Vals-les-Bains, située à une quarantaine de kilomètres en amont des gorges de l'Ardèche et la reconnaissance progressive du Pont d'Arc et des gorges comme sites touristiques. Ce point fera l'objet d'un développement approfondi en début de la seconde partie de cet ouvrage, lorsque sera venu le temps de montrer le rôle moteur du tourisme dans l'activation de la valeur patrimoniale de ces espaces « naturels ».

Parallèlement aux actions entreprises par les stations thermales pour « donner à voir ces paysages », les acteurs locaux propriétaires de cavernes ont joué un rôle non négligeable dans l'organisation de cette ressource touristique. En effet, la propriété foncière des cavités est régie, en droit français, par l'article 552 du Code Civil : *« la propriété du sol empiète du dessus et du dessous »*. Pour chaque parcelle située en surface, il faudrait donc imaginer *« que tout propriétaire d'un terrain possède en volume une pyramide inversée, dont la base est la surface de son terrain, et le sommet le centre de la terre »* (AFIT, 1997, p. 9). Ainsi, le propriétaire du terrain en surface utilise son espace souterrain comme bon lui semble.

Si ces dispositions ne sont pas sans créer une certaine complexité (à titre d'exemple, il est rare que l'ensemble des réseaux d'une cavité se situent sur une même parcelle, cf. Biot V., 2006b, p. 18), les acteurs locaux, propriétaires des parcelles où se situaient généralement une des extrémités du réseau ou autre « porte d'accès », comprirent rapidement l'intérêt d'une exploitation touristique de ces richesses minérales : *« L'intérêt des grottes touristiques fut très tôt compris et ce fut là sans doute l'une des ressources touristiques les plus précocement organisées. En effet, il est peu de sites naturels dont on puisse aussi aisément tirer les dividendes : une porte à l'entrée de la cavité, et "Passez la monnaie !" Ni les paysages de montagne, ni les grandes cascades, ni le spectacle des bords de mer ne se prêtent à un tel commerce, car il est implicitement convenu que les "tableaux naturels" appartiennent à tous...sauf si leur contemplation requiert quelque aménagement. Une passerelle jetée par-dessus une crevasse, quelques marches taillées dans la roche, le prêt de quelques torches et surtout la présence rassurante d'un guide justifiaient donc le prix d'entrée demandé aux visiteurs »* (Gauchon C., 1997, p. 122). Une forme de dissociation s'observe alors entre les paysages endo-karstiques, par définition souterrains et où l'accès peut être facilement réglementé, et les paysages exo-karstiques, telles que les gorges, poljés ou dolines d'effondrement ouverts à tous les regards et où les questions d'accessibilité et de sécurité se posent de manière moins prégnante.

Dans cette perspective, des similitudes s'observent entre nos deux terrains d'étude : tant à l'échelle des gorges de l'Ardèche, autour notamment des grottes de Saint-Marcel, que dans le contexte slovène avec l'exploitation touristique de la grotte alors d'Adelsberg (aujourd'hui Postojna) ou encore celle de Škocjan, des logiques d'exploitation touristique de cette ressource karstique se mettent en place sous la houlette des autorités locales, soucieuses à la fois d'en tirer profit mais conscientes aussi de la nécessité de protéger les qualités de ces paysages, autrement dit leur valeur touristique première. Se nouent alors des liens étroits entre logiques de mise en tourisme et mesures de protection de ces paysages, l'enjeu étant bien évidemment d'assurer la longévité de ce produit touristique. Ce pan de notre étude fera notamment l'objet d'une attention particulière dans la seconde partie de ce travail ; il s'agira alors de démontrer la co-émergence de ces systèmes d'exploitation de cavernes touristiques et de l'émergence de mesures de préservation de la ressource, tant à l'échelle de sites emblématiques du karst slovène avec la grotte de Postojna qu'autour des grottes de Saint-Marcel à l'échelle des gorges de l'Ardèche.

1. 2. Les grottes touristiques : objet privilégié des investigations scientifiques

Actuellement, la question des rapports entre tourisme et préservation des paysages karstiques se pose essentiellement à l'échelle des sites ponctuels que sont les grottes touristiques. Plusieurs facteurs expliquent, à notre sens, cette tendance : la relative facilité qu'il y a à aborder cet objet géographique que représente la grotte touristique, attendu que celle-ci apparaît comme un objet ponctuel, aisément localisable, à la différence de gorges ou encore de plateaux, ainsi que la prise de conscience récente du vieillissement d'un produit touristique âgé de plusieurs siècles.

1. 2. 1. Des objets « localisés »

Considérant des sites « naturels » faisant l'objet d'une fréquentation touristique, les grottes touristiques présentent cette particularité d'être à la fois un milieu naturel et en même temps un site touristique fermé, ce qui n'est pas sans soulever un certain paradoxe quant à la définition même du milieu naturel... Ainsi, lorsque l'on se réfère aux critères de classification de l'Observatoire National du Tourisme (1999), les grottes, gouffres, avens et grottes préhistoriques sont appréhendés comme des lieux touristiques « non-culturels », au même titre que les parcs récréatifs, parcs animaliers, jardins et sites industriels.

Cette logique de classification traduit en retour une gestion « en site fermé » de ces sites karstiques : une porte, un guichet, des tickets d'entrée, des flux dirigés d'une entrée vers une sortie. Bien entendu, dans les faits, la réalité des phénomènes karstiques vient contredire cette assertion : nombre des grottes touristiques présentent des réseaux karstiques de plusieurs kilomètres d'envergure ! Il n'en reste pas moins que la partie touristiquement exploitée reste facilement identifiable... et contrôlable : *« d'une certaine façon, et quelle que soit la vulnérabilité indéniable des écosystèmes souterrains, il est plus aisé de fermer une cavité que d'interdire aux promeneurs tout un pan de montagne, tant sur le plan pratique que du point de vue des mentalités »* (Gauchon C., 1997, p. 197). Pour partie, il semble que le caractère « fermé » de ces sites touristiques explique alors l'intérêt porté à ce type de site touristique, lequel voit sa fréquentation touristique augmentée. Aujourd'hui, le tourisme souterrain draine près de quatre millions de visiteurs par an en France, pour 99 cavités (Biot V., 2006c, p. 7).

1. 2. 2. L'évolution du tourisme souterrain

Confronté à l'évolution de l'offre et de la demande touristiques, le produit touristique « grotte touristique » a connu son lot de modernisation et de remises en question. Le temps du « tourisme des horreurs », reposant sur des aménagements modestes à la fin XIX^{ème} siècle a peu à peu laissé la place à la modernisation des équipements : ascenseurs pour faciliter la remontée, petit train pour conduire les visiteurs au cœur de la grotte, système d'éclairage électrique et modulable selon les temps et les lieux de parcours lors de la visite sont de mise. Les objectifs inhérents à cette phase de renouveau sont multiples.

Dans un premier temps, il s'agit d'accroître le confort et la sécurité de la visite tout en donnant à voir, par de nouveaux effets de lumière, toutes les richesses de ce monde minéral souterrain ; ces dispositions permettent alors de répondre aux nouvelles caractéristiques de la demande touristique, l'effet induit, voire pervers, étant une certaine aseptisation du produit « grotte touristique » (Biot V., 2006c ; Biot V., Gauchon C., 2005 ; Biot V., Gauchon C., 2002). Outre une modernisation de leurs aménagements intérieurs, les grottes touristiques doivent ainsi jouer la carte de la communication en vue de se positionner : 1/ par rapport à d'autres produits touristiques ; 2/ les unes par rapport aux autres (Contreau P., 2001).

Cette recherche de modernité se double d'impératifs économiques : l'importance des investissements réalisés appelle une augmentation des entrées touristiques. Or, en terme de place et de capacité d'accueil, la cavité touristique présente, par définition, peu de perspective d'évolution ! L'augmentation du volume d'entrées passe alors par une recherche d'optimisation des flux touristiques, un des objectifs étant de diminuer le temps de visite en vue d'augmenter le nombre de visites horaires.

Se pose alors la question des impacts de cette fréquentation touristique sur les qualités intrinsèques de la cavité. Si le temps des concrétions emportées par les visiteurs semble révolu, tout du moins dans le contexte des grottes touristiques où les guides veillent au grain, la préservation du milieu souterrain reste d'actualité. Dans le contexte particulier des grottes touristiques, « *il faut plus particulièrement attirer l'attention sur trois points : la rupture des équilibres biologiques souterrains, le verdissement des parois et les concrétionnements anarchiques* » (Renault P., 1990, p. 28). Ces trois points centraux amènent alors des réflexions autour : 1/ des problèmes liés aux éclairages et au développement de mousses vertes à proximité des sources de lumière ; 2/ des perturbations liées aux changements au niveau de la circulation atmosphérique (perçement de nouvelles galeries artificielles) ; 3/ de l'activité microbienne véhiculée par les touristes ; 4/ de l'augmentation de la concentration en CO₂ due aux flux touristiques ; 5/ de l'altération des processus de karstification ; 6/ de l'augmentation de la température à l'intérieur de la grotte ; 7/ des dégradations du couvert végétal en surface.

L'ensemble de ces points est largement abordé dans les réflexions actuelles conduites par la communauté scientifique en charge de ces questions. A ce titre, on peut mentionner un numéro spécial de la revue *Spelunca* (1989) où la fréquentation du milieu souterrain karstique ainsi que les causes de dégradation de ce milieu étaient largement évoquées (Faure J., 1989 ; Cabrol P., 1989a et b).

Par la suite, ces questionnements ont fait l'objet d'approfondissements, notamment dans le domaine de la climatologie souterraine ; on pense notamment aux travaux de l'équipe du laboratoire souterrain de Moulis, laquelle, sous la direction d'A. Mangin, aborde le milieu souterrain de manière systémique et s'interroge en terme de flux entrants et sortants en vue de réguler les conditions climatiques et chimiques du milieu souterrain considéré (Mangin A., D'Hulst

D., 1996). Des études sur la grotte du Pech Merle (Lot, France) où existent des œuvres pariétales préhistoriques, ont ainsi permis de déterminer un seuil de visiteurs à ne pas dépasser (630 visiteurs par jour). Dans un autre registre, les différentes campagnes menées à l'aven d'Ornac (Ardèche, France) ont éclairé la teneur des échanges atmosphériques *via* la masse calcaire, mettant en avant la nécessité de supprimer les revêtements goudronnés des parkings situés au-dessus de la cavité.

Depuis peu, cette réflexion s'est vue enrichie d'un ouvrage collectif aux perspectives plus générales, lequel est issu du quatrième congrès international de l'ISCA (International Show Caves Association), sur le thème fédérateur « Use of modern technologies in the development of caves for tourism » (2004). Plusieurs présentations viennent alors souligner la nécessité qu'il y a de préserver les caractéristiques géologiques et géomorphologiques des cavités touristiques, attendu que ces éléments constituent la matière première de ce produit touristique. Alors que J. Cabezas insiste plus particulièrement sur le développement des nouvelles technologies dans le registre du tourisme souterrain, la présentation de A. A. Cigna passe en revue les différents facteurs pouvant conduire à une modification des équilibres chimiques à l'intérieur de la cavité, mettant en avant la nécessité de penser la protection de la cavité compte tenu des modifications de son environnement en surface.

Dès lors, les acteurs du tourisme souterrain font figure de personnes morales responsables de la bonne conservation du site (Bartholeyns J.-P., 2004), l'objectif de ces recommandations étant à la fois, « de ne pas tuer la poule aux œufs d'or » à court terme, et sur un pas de temps plus long, d'assurer la transmission de ce patrimoine aux générations futures. Sur le terrain, ces recommandations sont peu ou prou prises en considération par les différents gestionnaires des cavernes touristiques. Dans certains cas de figure, comme par exemple au niveau de l'aven d'Ornac, cette sensibilité pour un aménagement respectueux de la cavité a donné lieu à des entreprises de rénovation en surface et en profondeur lors d'une Opération Grand Site, « *la protection des paysages souterrains ne [pouvant] se concevoir uniquement in situ, mais [devant] prendre en compte, dans la mesure du possible, tout un environnement beaucoup plus large* » (Gauchon C., 2006). Pour autant, l'interprétation que les acteurs se font de la nécessité qu'il y a de préserver une grotte touristique donne lieu à des entreprises pour le moins...surprenantes ! Ainsi, à la grotte de Choranche (Vercors, Isère) une bâche en plastique a récemment été installée devant l'une des entrées, sous prétexte que la lumière naturelle pénétrant par cet orifice était pour partie responsable de la prolifération d'algues vertes sur les concrétions. On voit ici dès lors comment, en vue de correspondre à un produit « grotte touristique », des actions anthropiques sont mises en place de manière à modifier les processus physiques inhérents au fonctionnement de la cavité.

1. 3. L'importance régionale de certaines grottes touristiques

Cette question de la durabilité de ce produit touristique se pose de manière d'autant plus accrue qu'à l'échelle de certaines régions, ces sites touristiques constituent une ressource financière non négligeable. En France comme dans certaines régions à l'étranger, les grottes touristiques peuvent être amenées à jouer un rôle structurant dans l'organisation touristique d'une région. Bien qu'il soit rare que « *le tourisme souterrain soit en situation d'engendrer, à lui seul, des flux touristiques comme sauraient le faire les montagnes ou les littoraux (...), grottes et gouffres aménagés participent à la fois des loisirs en dehors de tout déplacement touristique (c'est pourquoi en moyenne saison, elles sont surtout ouvertes le week-end) et des loisirs des touristes* » (Gauchon C., 1997, p. 115). Les grottes touristiques viennent ainsi compléter la panoplie des activités proposées aux populations touristiques.

Pour autant, les retombées économiques engendrées par cette activité sont loin d'être insignifiantes et s'il s'agit pour certains d'une activité touristique complémentaire, pour d'autres, les revenus engendrés par l'exploitation de certains de ces sites alimentent tout un pan de l'économie locale. Ainsi, l'exemple de l'aven Armand, au centre du causse Méjean, « *ne doit rien à des flux touristiques antérieurs, mais au contraire, c'est autour de lui que se sont organisés de nouveaux circuits qui lui amènent aujourd'hui près de 160 000 visiteurs par an* » (Gauchon C., 1997, p. 147). Développant cet exemple, V. Biot souligne ainsi que « *l'attractivité de l'aven Armand a permis à la fromagerie de Hyelzas, située à quelques kilomètres de là, de passer en moins de dix ans d'un petit établissement qui faisait de la vente directe à une structure développant les produits du terroir* » (Biot V., 2006c, p. 153).

Dans une logique similaire, l'aven d'Orgnac, situé à proximité des gorges de l'Ardèche, s'est progressivement illustré comme l'un des sites structurants du Sud-Ardèche. Bénéficiant de la proximité des gorges autant qu'il participe en retour à la fréquentation de ces dernières, il totalise aujourd'hui environ 120.000 visiteurs annuels, après un maximum autour de 145.000 visiteurs atteint en 1980. L'histoire de l'aménagement de cet aven est intéressante à plus d'un titre : l'étude de ses différents documents de gestion et des délibérations municipales depuis 1935, date de sa découverte, fait apparaître le rôle central que cet aven a joué et continue de jouer à l'échelle de la commune d'Orgnac, laquelle, prouvant ainsi son attachement à ses richesses souterraines, est devenue Orgnac-l'Aven en 1940. Au cours du XX^{ème} siècle et aujourd'hui encore, les retombées économiques liées à l'exploitation touristique de cette caverne ont permis à cette petite commune rurale du plateau sud-ardéchois de se doter d'un niveau d'équipements et de services exemplaire (Biot V., Duval M., Gauchon C., 2007). Des dynamiques similaires ont pu être observées à l'échelle de la grotte de Postojna, tout du moins avant que ne se mette en place un nouveau mode de gestion plaçant la gestion touristique de la grotte sous l'autorité de l'Etat (2002). Ainsi, les retombées économiques liées à l'exploitation touristique de la grotte ont permis de nombreuses réalisations à l'échelle de la ville : participation à la construction de l'hôpital, de l'école, du parc sportif, etc.

L'importance des grottes touristiques, à la fois sur le plan économique, culturel et social, apparaît dès lors primordiale : « *simples curiosités au siècle dernier, les cavités aménagées s'intègrent comme facteur du développement économique régional tout en tendant à être incluses dans des espaces protégés* » (Nicod J., 1998, p. 509). La question des interactions entre ces objets spécifiques que sont les grottes touristiques et leur environnement se doit d'être posée, notamment en terme d'inscription territoriale. Ainsi, les liens observés entre les logiques de patrimonialisation de ces espaces « naturels » et leur développement touristique à différentes échelles mettent en avant des dynamiques territoriales pour le moins intéressantes, alimentant notre travail de toute une série de réflexions quant aux trajectoires spatiales des lieux et des espaces touristiques.

Cette approche globale, intégrant à la fois des sites endo- et exo-karstiques est l'un des axes centraux de notre réflexion. Sortant d'une double dichotomie entre sites souterrains et de surface d'un côté, patrimoine naturel et culturel de l'autre, ce travail de doctorat cherche résolument à s'inscrire dans une approche systémique, l'enjeu étant de mettre en évidence des processus interactifs entre des acteurs impliqués dans la valorisation de différents types de biens patrimoniaux et situés à différentes échelles spatiales. Cette démarche nous permet alors d'interroger l'organisation d'espaces touristiques autour de cette ressource karstique dans son acceptation générale, d'observer des phénomènes de diffusion et de transformation spatiale entre l'émergence de politiques de préservation des différents aspects de la ressource karstique et l'organisation du fait touristique.

2. VALEUR(S) PATRIMONIALE(S) DES MILIEUX KARSTIQUES

De manière forte, les valeurs patrimoniales attribuées aux paysages karstiques associent des dimensions naturelles et culturelles. Peut-être davantage que pour d'autres objets géographiques, ces dernières sont étroitement imbriquées, alimentant en cela les différentes facettes de la valeur patrimoniale de ces paysages.

2. 1. Un vecteur d'information paléo-environnemental

D'un point de vue « naturel », ces paysages sont autant d'exemples de processus d'érosion et de dissolution de la roche calcaire, parfois titanesques (les paysages des gorges, la formation de dolines d'effondrement de plusieurs centaines de mètres de profondeur), parfois plus discrets (formation de lapiaz, concrétionnent sous forme de fistuleuses) mais assurément marquants pour les esprits en ce sens qu'ils donnent à voir, à ressentir pour le commun des mortels les processus d'origine naturelle à l'œuvre sur la planète Terre. D'autre part et dans une approche scientifique de ces phénomènes, ces paysages font figure de vecteurs d'information dans une démarche paléo-environnementale : *« la simple forme des galeries ou la présence de sédiments permet de reconstituer l'évolution du paysages superficiels au cours des temps géologiques. Les fossiles, cristaux et concrétions ornant les parois des grottes ne sont pas que de simples décors féeriques, mais aussi des mines de renseignements pour l'évolution des climats passés »* (Jeannin P.-Y., 2006, p. 13).

A ce sujet, les travaux de J.-J. Delannoy (1997) et de Y. Perrette (2000) ont fortement contribué à la reconnaissance des sites karstiques comme témoins et sources d'information morphogéniques. Alors que J.-J. Delannoy s'appuie plus particulièrement sur l'étude des formes souterraines, entrée pertinente pour comprendre l'évolution et la structuration progressive d'un massif karstique, Y. Perrette se situe à une micro-échelle et oriente ses travaux sur l'étude de la structure interne des stalagmites en vue de retracer des évolutions environnementales. Se situant dans une approche systémique, ce deux auteurs considèrent alors le karst comme une « machine à archiver » (Perrette Y., 2000, p. 47), cette conception permettant d'appréhender la complexité du fonctionnement de ces objets karstiques.

Ces travaux scientifiques peuvent alors faire l'objet d'actions de vulgarisation scientifique, autour d'une grotte touristique par exemple : *« lorsqu'il s'agit de tenir un discours sur les concrétions par exemple (stalactites ou stalagmites), il est possible de s'appuyer d'abord sur l'intérêt esthétique que les visiteurs nourrissent à l'égard de ces cristallisations puis, à partir de là, d'expliquer comment elles peuvent être étudiées, comment elles ont pu piéger de l'information susceptible de nous renseigner sur des variables climatiques et environnementales, ou sur l'occupation du massif par l'homme »* (Jaillet S., Perrette Y., 2006, p. 35). Aujourd'hui encore peu développés, ces volets scientifiques tendent cependant à être exposés et intégrés lors de visites de sites souterrains, comme c'est par exemple le cas à l'aven d'Orgnac ou à la grotte de Postojna.

Dans cette perspective d'appréhender l'évolution de ces paysages, les remplissages sédimentaires, piégés dans les « méandres » des paysages souterrains, se révèlent être également une source d'information de premier ordre pour analyser les phénomènes passés, tant en terme d'interactions homme-milieu que pour comprendre la structuration progressive d'un réseau karstique défini. A ce sujet, les travaux présentés lors du colloque « karst et archéologie », tenu à Tautavel en juin 1996, font la part belle à l'étude des remplissages endokarstiques en tant

que vecteurs d'information des impacts sociétaux sur l'environnement. Ainsi la présentation des recherches conduites par S. Pomel et R. Maire (1997) en Chine Centrale (région de Hubei) où l'étude stratigraphique des séquences détritiques prélevées livre un certain nombre de renseignements concernant les activités humaines passées : mise en place de la culture sur brûlis, alternance des pratiques de chasse, de cueillette et de culture, etc. Plus récemment et dans un registre complémentaire, la thèse d'A.-S. Perroux (2005) souligne les apports de ces remplissages dans l'analyse de la structuration des vides karstiques, mettant en comparaison l'aven d'Orgnac et la grotte de Choranche.

2. 2. Un milieu riche en biodiversité

Cette approche géographique est complétée par les travaux des biologistes, lesquels s'attachent à étudier toute la richesse faunistique et floristique de ces milieux. Bien que cette biodiversité soit également présente en surface (on pense notamment au Genevrier de Phénicie dans les gorges de l'Ardèche, dont certains représentants datent de plus de 1500 ans !), celle-ci donne à voir toute sa diversité dans les milieux exo-karstiques, par définition plus « fermés », encore que ce terme soit discutable compte tenu des nombreux échanges qu'une cavité entretient avec son environnement. Dès lors, *« les cavernes recèlent tout un petit monde de crustacés et d'insectes qui ont développé toute une série d'adaptations au milieu et qui, en revanche, occupant des niches écologiques très circonscrites, n'ont donc pas connu une évolution aussi nécessaire que les espèces vivant à la surface. Les biotopes souterrains favorisent donc tout à la fois le maintien de très nombreux endémiques, la présence d'espèces reliques témoignant d'anciennes phases climatiques, et surtout la permanence, sous terre, d'espèces disparues ailleurs »* (Gauchon C., 1997, p. 187). De tels travaux soulignent alors toute la valeur patrimoniale des paysages karstiques, lesquels, étant donné les enseignements qu'ils nous livrent sur notre passé, nous relient à notre histoire, assumant en cela la fonction première d'un objet patrimonial. De telles dispositions pourraient amener à reconnaître aux formations karstiques le statut juridique de « trésor », au même titre que les vestiges archéologiques enfouis sous terre (Duval M., 2006c).

2. 3. Les paysages karstiques comme prisme de lecture des rapports homme-milieu

A l'échelle temporelle de l'histoire de l'Humanité, les régions karstiques apparaissent comme les témoins des rapports homme-milieu, endossant ainsi un rôle de vecteurs d'informations cette fois culturels sur l'évolution des relations liant l'homme et son environnement. D'un point de vue historique, la richesse de ces paysages est en effet multiple ! Comment ne pas penser à la valeur mondiale de certains gisements archéologiques, telles que les peintures préhistoriques des grottes de Lascaux et plus récemment celles de Chauvet, haut lieu de la préhistoire découvert en 1994 à l'entrée des gorges de l'Ardèche.

Sous un autre aspect, ces paysages peuvent être aussi appréhendés comme 1/ des lieux où se sont déroulés nombre d'investigations et de travaux d'exploration, en vue de mettre « au jour », si l'on peut dire, les richesses de ces massifs calcaires ou encore comme 2/ des lieux aménagés pour les visites touristiques avec des systèmes de passerelles, des marches creusées à même la roche, etc. Ces vestiges fonctionnent alors comme des vecteurs d'information quant à la découverte de ces paysages et à leur invention en tant que lieux touristiques (cf. figure I.2 et photos I.1 et I.2, page suivante).



Gravure 1 : la Reka souterraine



Gravure 2 : passage aérien
au-dessus de la Reka souterraine



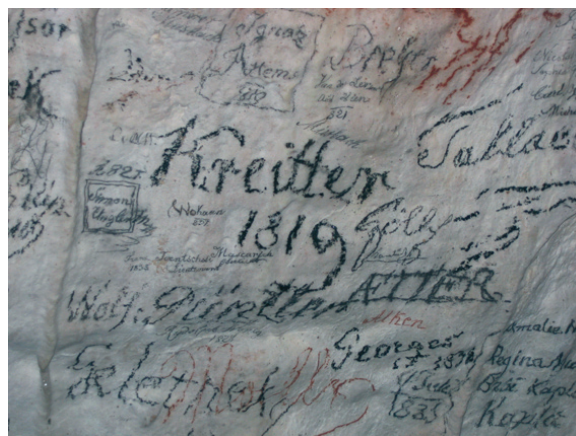
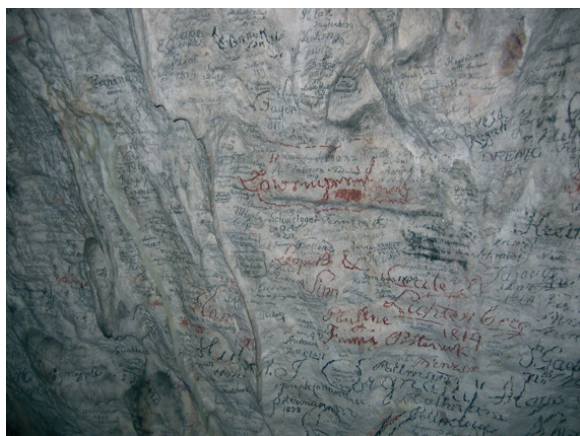
Gravure 3 : à la jonction des deux
dolines d'effondrement

Gravures extraites de E.-A. Martel, 1894, respectivement, p. 470, 471, et 466.

Figure I.2 : Grottes de Škocjan, représentations des aménagements effectués pour les campagnes d'explorations ou pour la visite touristique des dolines d'effondrement

Ces gravures mettent en avant la dimension historique des paysages karstiques : aménagés pour les besoins des explorations et/ ou des visites touristiques, ces anciens aménagements permettent de retracer l'évolution des rapports homme-milieu et de dater les grandes étapes dans l'invention du lieu touristique.

Et que dire des noms écrits à même la roche, dont l'ancienneté participe à l'inscription du lieu dans l'épaisseur historique du temps ? L'émotion est grande lorsque l'on découvre, dans l'actuel laboratoire de biospéléologie de la grotte de Postojna, ces pans de parois recouverts d'inscriptions datant du début du XIX^{ème} siècle, lesquelles nous inscrivent dans un processus de filiation patrimoniale.



Photographies I.1 et I.2 : Parois recouvertes de signatures et d'inscriptions datées du début du XIX^{ème} siècle, grotte de Postojna (septembre 2004)

Ces clichés témoignent d'un ancien usage de cette partie des réseaux de la grotte de Postojna, autrefois inclus dans la visite touristique et aujourd'hui aménagés pour les besoins d'un laboratoire biospéléologique. A ce titre, un système d'éclairage participe à la mise en valeur de ces anciennes signatures, lesquelles sont présentées comme des témoins de l'histoire de la grotte et de l'ancienneté de sa mise en tourisme (cf. chapitre 3). Cette ancienneté est, par ailleurs, mobilisée par les gestionnaires de la grotte comme un argument touristique, la grotte de Postojna étant celle que la cour autrichienne venait visiter ! On voit dès lors comment les traces enregistrées par les paysages karstiques peuvent être réactivés dans des stratégies de développement touristique alors qu'ailleurs, dans un autre contexte, ces signatures seraient tenues pour des pollutions.

Dans cette perspective, les sites karstiques, qu'ils soient en surface ou en profondeur, fonctionnent comme des témoins de notre histoire, de l'évolution de notre sensibilité face à ces paysages et de nos rapports avec ces derniers. Leur dimension culturelle, s'il est encore besoin de démontrer le caractère nécessairement et fondamentalement culturel des logiques de mises en patrimoine, apparaît ici clairement. Milieux riches et diversifiés, les paysages karstiques se caractérisent ainsi par l'étendue de leur registre patrimonial. En vue d'assurer la préservation et la transmission de ces différentes facettes, ces dernières ont peu à peu fait l'objet de diverses réglementations.

3. SYSTÈMES DE PROTECTION DE LA RESSOURCE KARSTIQUE : ÉCLAIRAGE FRANCO-SLOVÈNE

Milieux ouverts, les paysages karstiques se situent alors à la croisée de textes de loi généraux auxquels viennent se rajouter, de manière ponctuelle, des dispositions réglementaires, essentiellement sous la forme de classement. Bien que notre propos doive être par la suite essentiellement ciblé sur les dispositions réglementaires propres à chacun de nos terrains d'étude - l'objectif étant avant tout de démontrer les interactions entre développement des activités touristiques et adoption de mesures de protection - il nous paraît opportun de re-situer ce type de paysage dans le contexte général de leur protection. Cette approche nous permettra par la suite de souligner des phénomènes d'échelles entre les réalités observées à des niveaux macro-régionaux et les orientations prises par des autorités supérieures. Il sera également question pour nous de préciser notre cadre méthodologique et notre angle d'approche par rapport à ces mesures réglementaires, lesquelles sont appréhendées à la fois en tant que « résultat » et que « témoin » de jeux d'acteurs.

Compte tenu du caractère polymorphe de la valeur patrimoniale des sites karstiques, nombre de mesures de protection ont été actées. Dans le contexte français et slovène, deux des principaux aspects du karst font l'objet de protection : la protection de la nature dans son acception la plus générale ainsi que les vestiges archéologiques et paléontologiques contenus dans les sous-sols. L'essentiel de ce développement portera sur le contexte français, éclairé de manière complémentaire, mais non exhaustive, par des éléments du système juridique et réglementaire slovène.

3. 1. Les lois de protection de la nature

3.1.1. Le contexte français

De manière générale, les régions calcaires sont protégées par la loi non moins générale de protection de la nature de 1976. Ainsi, cette loi, pierre angulaire de la protection de la nature en France, pose le cadre suivant : *« Art. 1er. - La protection des espaces naturels et des paysages, la préservation des espèces animales et végétales, le maintien des équilibres biologiques auxquels ils participent et la protection des ressources naturelles contre toutes les causes de dégradation qui les menacent sont d'intérêt général. - Il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde du patrimoine naturel dans lequel il vit. Les activités publiques ou privées d'aménagement, d'équipement et de production doivent se conformer aux mêmes exigences. - La réalisation de ces objectifs doit également assurer l'équilibre harmonieux de la population résidant dans les milieux urbains et ruraux ».*

Néanmoins, au-delà de ces dispositions générales, cette loi sur la nature fait une place toute particulière à la préservation des paysages minéraux, lesquels, par leur intérêt et leur richesse peuvent être classés en réserve naturelle.

A cet égard, l'article 16 stipule que :

« Des parties du territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader. Le classement peut affecter le domaine public maritime et les eaux territoriales françaises.

Sont prises en considération à ce titre :

1/ la préservation d'espèces animales ou végétales et d'habitats en voie de disparition sur tout ou partie du territoire national ou présentant des qualités remarquables ;

2/ la reconstitution de populations animales ou végétales ou de leurs habitats ;

3/ la conservation des jardins botaniques et arboretums constituant des réserves d'espèces végétales en voie de disparition, rares ou remarquables ;

4/ la préservation de biotopes et de formations géologiques, géomorphologiques ou spéléologiques remarquables ;

5/ la préservation ou la constitution d'étapes sur les grandes voies de migration de la faune sauvage ;

6/ les études scientifiques ou techniques indispensables au développement des connaissances humaines ;

7/ la préservation des sites présentant un intérêt particulier pour l'étude de l'évolution de la vie et des premières activités humaines ».

Par la suite, un arrêté du 24 avril 1979 interdisant « la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement, le transport, le colportage, l'utilisation, la mise en vente ou l'achat de toutes espèces de chauves-souris » renforce cette politique de préservation ; ces deux éléments donnent une nouvelle ampleur quant à la protection des paysages karstiques français, que ce soit pour leurs propriétés faunistiques, floristiques ou encore géologiques. Compte tenu de leurs caractéristiques intrinsèques, les paysages karstiques peuvent, dès lors, justifier une démarche de classification en réserve naturelle. Cette dynamique sera appuyée à partir de 1983 avec le lancement par le ministère de l'Environnement d'un programme de protection : portant essentiellement sur les grottes, une sensibilisation du grand public sur le milieu souterrain fut entreprise ainsi que des actions de protection ciblées sur une douzaine de cavités (Cabrol P., Gauquelin F., 2000). Ainsi, début 2006, on ne dénombre pas moins de 90 cavités et sites géologiques faisant l'objet d'une des trois mesures de protection suivantes : un arrêté de protection de biotope, une réserve naturelle nationale, une réserve naturelle régionale (d'après les données de la commission environnement de la Fédération Française de Spéléologie). A l'échelle des gorges de l'Ardèche, il sera alors intéressant d'observer dans quelle mesure les caractéristiques physiques de ces paysages seront mobilisées dans l'argumentaire conduisant au décret de création de la réserve naturelle en janvier 1980.

L'ensemble de ces dispositions protège les paysages karstiques sous l'angle de la protection de la nature en général. Cependant, il semble que l'on assiste, depuis peu, à une prise en compte des spécificités du milieu karstique, en atteste la mise en place d'un Comité National du Patrimoine

Souterrain (CNPS). Mis en place le 17 avril 2007 par la ministre en charge de l'Environnement, celui-ci est lié à un projet de classement Unesco de 18 cavités françaises (point développé dans la deuxième partie, chapitre 4, paragraphe 1.2.4.). En effet, cette demande d'inscription du patrimoine mondial implique la mise en place de modes de gestion particuliers; à charge pour cet organe d'assurer une coordination sur le plan national entre les différentes instances impliquées dans la protection des paysages endo-karstiques, de suivre l'évolution des 18 cavités concernées et de proposer de nouvelles orientations de recherche. Néanmoins, la jeunesse de ce comité ne nous permet pas d'en observer les conséquences. Au final, les paysages karstiques restent aujourd'hui essentiellement protégés *via* l'élaboration de mesures de classement ponctuelles.

Au même titre que d'autres types de milieux « naturels » remarquables, les paysages karstiques ont cette possibilité d'être enregistrés en tant que Sites, soit inscrits, soit classés, procédures dépendant aujourd'hui du Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables. Bien souvent oubliée des articles sur le sujet de la protection des espaces « naturels » (Cabrol P., 1989c, p. 43), cette disposition est une des conséquences de la loi du 21 avril 1906, organisant la protection des sites et des monuments naturels de caractère artistique. Placée sous la responsabilité d'une commission départementale des Sites, il est alors question de dresser « *une liste des propriétés foncières dont la conservation peut avoir, au point de vue artistique ou pittoresque, un intérêt général* » (Article 2, JO du 24 avril 1906, p. 2762-2763).

Dans les faits, les applications de cette loi restent limitées : elle n'envisage le droit d'expropriation que de manière exceptionnelle (article 4) et surtout, elle laisse les opérations de classement et de protection à la charge des départements et des communes, lesquelles mesures de conservation doivent, en principe, être obtenues par un accord amiable avec les propriétaires. Ainsi, l'article 3 stipule : « *les propriétaires des immeubles désignés par la commission seront invités à prendre l'engagement de ne détruire ni modifier l'état des lieux ou leur aspect sauf autorisation spéciale de la commune et approbation du ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts. Si cet engagement est donné, la propriété sera classée par arrêté du Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts. Si l'engagement est refusé, la commission notifiera le refus au département et aux communes sur les territoires desquels la propriété est située. Le déclassement pourra voir lieu dans les mêmes formes et sous les mêmes conditions que le classement* ». On voit dès lors toute la souplesse d'une telle disposition où les propriétaires sont *invités* à prendre des engagements sans qu'aucune mesure coercitive ne soit envisagée.

Sur le terrain, les commissions départementales responsables de cette procédure se sont saisies de cet outil de manière très disparate, les fortes différences observées d'un département à un autre étant à la fois le reflet des sensibilités des acteurs en place, de leurs moyens de fonctionnement, voire de leur projet de territoire (Gauchon C., 1997, p.194 et suivantes). Au final, cette première loi du 21 avril 1906 s'est révélée très insuffisante : « *les budgets restreints des départements et des communes, l'hostilité des propriétaires à toute mesure pouvant porter une atteinte même légère à leurs droits ont nui incontestablement à son efficacité. En vingt années d'application, le loi de 1906 n'a abouti qu'au classement de 459 sites ou monuments naturels dont 119 appartenant à des particuliers ; la procédure d'expropriation n'a été utilisée que quatre ou cinq fois* » (Lamarque J., 1973, p. 48).

Confrontés à ces nombreux dysfonctionnements, le gouvernement lance un projet de remaniement de cette première loi. La loi du 2 mai 1930 lui donne alors les moyens nécessaires d'intervenir directement dans l'organisation de la protection des sites et ce, sur plusieurs points : 1/ concernant le fonctionnement même de la commission départementale des sites, un organisme supérieur est désigné de manière à pouvoir se substituer à la commission départementale lorsque celle-ci est défaillante ; il s'agit de la commission supérieure des monuments naturels et des sites ; 2/ en terme de classement des parcelles, ce texte rend possible le classement d'office de ces dernières,

passant outre l'accord à l'amiable auparavant nécessaire avec les propriétaires ; 3/ enfin, le champ d'application de cette loi s'est considérablement élargi : alors que la loi de 1906 ne protégeait que les sites ou monuments naturels de caractère artistique ou pittoresques, les dispositions nouvelles de 1930 ajoutent les registres de caractère historique, scientifique ou légendaire.

Bien que cette seconde loi renforce les actions de protection de la nature à l'échelle du territoire français, il n'en reste pas moins que son caractère décentralisateur persiste, ce qui en fait à la fois sa force et sa faiblesse. Si ce dernier responsabilise d'une part les collectivités quant à la gestion de leur patrimoine, il explique en retour le caractère parfois aléatoire des procédures d'inscription ou de classement au titre des Sites, celles-ci semblant se dérober à une logique temporelle linéaire. Ces procédures de classement semblent dès lors se situer dans un entre-deux spatial, entre logiques locales et nationales, voire internationales lorsque ces mesures de classement ponctuelles servent d'assises à des projets de classement Unesco comme c'est actuellement le cas pour dix-huit cavités françaises (toutes ne sont pas touristiques) parmi lesquelles figure l'aven d'Orgnac. Dans cette perspective, ces procédures de classement apparaissent comme un matériau de premier ordre dans l'étude des interactions entre processus de patrimonialisation d'espace « naturels », logiques de développement touristique et dynamiques spatiales. A la fois résultats et expression de jeux d'acteurs, elles fonctionnent comme autant de portes d'entrées géographiques, jalons visibles nous permettant d'interroger l'émergence progressive de territoire touristique.

3.1.2. *Le cadre législatif slovène*

Alternance de textes généraux et de mesures ponctuelles, le système de protection de la nature en Slovénie se différencie du contexte français : il fait la part belle à la protection des paysages karstiques, alors même que les textes français considèrent ces milieux au même titre que les autres espaces naturels (littoraux, espaces montagnards, etc.). En ce sens, cette sensibilité pour ce type de paysage et de formations géomorphologiques s'exprime dès les premiers textes fondateurs d'une politique de la protection de la nature.

Ainsi, le 20 janvier 1920, un document pour la protection de la nature et de ses monuments naturels, *Spomenica* fut remis au gouvernement régional de Ljubljana, porté par les membres de la section spéciale pour la protection de la nature de la société du Muséum de Slovénie (*Muzejskega društva za Slovenijo*). Les recommandations suivantes furent formulées : 1/ la nécessité de créer des parcs alpins, forestiers, sur le même modèle que ceux institués dans les autres pays intéressés à la protection de la nature ; 2/ les impératifs qu'il y avait de protéger les espèces rares et les végétaux, en appliquant attentivement les lois relatives à la chasse et à la pêche du 20 juillet 1910 ; 3/ l'intérêt particulier que représentaient les grottes qui, compte tenu de leur faune et de leur flore, devaient être surveillées de manière permanente, leur accès devant faire l'objet de contrôle et limiter aux seuls chercheurs scientifiques ; 4/ la volonté d'intéresser un public le plus large possible à la protection de la nature (Peterlin S., 1981).

Rapidement, ce premier texte fut suivi de l'adoption d'une nouvelle loi enregistrée le 19 février 1921 par l'autorité régionale de Slovénie du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Intitulée « loi de régulation de la protection des espèces animales et végétales rares ou typiquement slovènes et d'importance scientifique et de la protection des grottes », cette loi fit passer sous le contrôle de l'autorité régionale de Slovénie la gestion de l'ensemble des cavités connues ou à découvrir, en accord avec les recommandations de la société du Muséum (Kepa T., 2001). La question des rapports avec les propriétaires des parcelles où se situaient les cavités resta floue et malgré un rapport adressé par le Muséum en 1929 au gouverneur de Ljubljana quant à la nécessité d'étendre ces mesures de protection (notamment aux sources karstiques), cette ambiguïté juridique ne sera levée qu'au début du XXI^{ème} siècle.

En parallèle de ces deux mesures ponctuelles, envisageant essentiellement la protection des ensembles karstiques, un système général de la protection s'est progressivement développé, avec l'adoption, en janvier 1945, d'un texte fondateur qui légifèrait de manière conjointe sur la nature du patrimoine naturel et culturel. Ce texte installa, à l'échelle de chaque République fédérale, une agence « pour la protection et l'étude scientifique des monuments culturels et des phénomènes naturels » (*Zavod za varstvo in znanstveno preučevanje kulturnih spomenikov in prirodnih znamenitosti*), rebaptisée par la suite « Institut pour la protection des patrimoine naturels et culturels » (*Zavod za varstvo naravne in kulturne dediščine*). Dans le contexte slovène, cet organe fera l'objet d'une gestion décentralisée, avec la mise en œuvre de 7 instituts régionaux (cf. annexe 1), lesquels étaient à la fois responsables de la désignation des sites reconnus comme patrimoine naturel et/ ou culturel, de leur suivi, et de l'application des directives nationales. Appuyés par les collectivités locales qui fournissaient l'essentiel des propositions, ces instituts avaient à leur charge de dresser un inventaire des monuments naturels et/ ou culturels devant faire l'objet d'une protection. Par la suite, les domaines de compétences de cet organe central et de ces instituts régionaux seront affinés avec l'adoption en 1970 de la loi sur la protection de la nature, suivi en 1981 de la loi sur le patrimoine naturel et culturel.

Cependant, la gestion conjointe des volets culturels et naturels, principe fondateur et innovateur de ce système de protection des objets patrimoniaux dans leur ensemble, fit rapidement apparaître des limites fonctionnelles : l'ampleur des domaines à couvrir, la faiblesse des budgets ainsi que le manque de vision globale pour la conservation des paysages (envisagée essentiellement dans des perspectives naturalistes et sans tenir compte des impératifs économiques) sont autant de facteurs expliquant les dysfonctionnements progressifs de ce système (Clarke R., 1998).

En 1993, lors de la réorganisation générale des institutions slovènes, l'urgence de rédiger une nouvelle loi sur la protection de l'environnement se fit sentir. A l'instar de la loi de 1976 dans le contexte français, celle-ci envisage la protection de la nature sous son angle le plus général : « *article 1, point 2 : To satisfy the environmental needs of present and future generations, the aim of environmental protection is the preservation, improvement, and development of the integrity, diversity, and quality of natural elements, natural ecosystems, natural resources, and the natural treasure they represent. - Article 1, point 3 : The regulation of development, the exploitation and use of space, and other activities affecting the environment must represent a balance between developmental and environmental needs as a basic condition of healthy and enduring development (i.e., sustainable development) ».*

Ce texte de loi conséquent (pas moins de 112 articles) pose alors les grandes lignes d'une gestion intégrée et durable de l'environnement slovène, la réflexion du début des années 1990 sur le développement durable se trouvant, de fait, intégrée dans cet ensemble général. Il est alors essentiellement question de se doter d'outils généraux et de préciser les modalités de fonctionnement d'un système de protection qui fait le choix de désormais distinguer la protection des patrimoines naturels et culturels. L'institut pour la protection des patrimoines naturels et culturels est aboli, remplacé dans le champ de la protection de la nature par l'Autorité de Protection de la Nature (*Uprava Republike Slovenije za varstvo narave*), laquelle est chargée de conduire des programmes de protection des paysages naturels et des espèces faunistiques et floristiques (Rojšek D., 1994).

Pour autant, le principe d'une gestion décentralisée à l'échelle d'instituts régionaux n'est pas remis en question : ces instituts se dédoublent et l'on compte désormais deux instituts par région, les uns chargés de la protection de la nature, les autres du volet environnemental. D'un point de vue institutionnel, les instituts de protection de la nature sont placés sous la tutelle du ministère de l'Environnement... et de la Planification ! Cette double casquette, intéressante dans la conduite et l'application des principes du développement durable, apparaît dans certains cas de figure à double tranchant... la gestion de certains sites protégés se trouvant pour ainsi dire

écartelée entre des intérêts contradictoires ; ainsi la gestion du périmètre de protection des grottes de Škocjan, point sur lequel nous reviendrons dans la seconde partie de cet ouvrage.

Considérant l'ensemble des ressources paysagères du territoire slovène, la loi de 1993 situe les milieux « naturels » sur un plan d'égalité, sans établir de différence selon la nature de leur substrat. En ce sens, la loi de 1999, dite de « Conservation de la Nature » donne une place particulière aux phénomènes karstiques (Duval M., 2006d). Ainsi l'article 4 qui précise les champs de définition des éléments de valeur naturelle (*Valuable natural features*) :

« (1) *Valuable natural features shall include all natural heritage in the territory of the Republic of Slovenia ;*

(2) In addition to a rare, valuable or well-known natural phenomenon, a valuable natural feature shall be any other valuable phenomenon; component or part of the living or non-living nature; nature area or part thereof; an ecosystem; landscape; or designed landscape.

(3) Valuable natural features referred to in the preceding paragraph shall be in particular geological phenomena; minerals and fossils and mineral and fossil sites; surface and subsurface karst features; caves; gorges and other geomorphological phenomena; glaciers and glacial forms; springs; waterfalls; rapids; lakes; bogs; brooks and rivers with banks; sea-shore; plant and animal species and exceptional specimens and habitats thereof; ecosystems; landscape; and designed landscape.

(4) With the system for the protection of valuable natural features the conditions for the preservation of characteristics of valuable natural features or natural processes generating or preserving these characteristics and the conditions for the restoration of valuable natural features shall be ensured».

Ce nouveau texte de loi vient modifier le système de classement en vigueur en Slovénie, opérant un tri significatif à l'échelle de l'ensemble des objets reconnus comme patrimoine naturel. Partant de ces listings relativement fournis (près de 9000 objets en 2005, allant d'un arbre remarquable à des dolines d'effondrement ou encore des alpages ; source M. Stupar, entretien du 11/02/2005), il est alors question de définir quels sont les objets d'importance nationale et ceux d'intérêt local. Cette classification actuellement en cours permet alors de préciser les personnes morales responsables de la bonne gestion des sites ainsi identifiés, l'Etat étant reconnu garant de la bonne conservation des sites d'intérêt national, les communes des sites locaux. Ainsi, certains objets enregistrés avant 1999 à la demande des autorités locales se trouvent néanmoins classifiés comme d'importance nationale : c'est ainsi le cas de la grotte de Postojna. Cette ré-organisation brouille légèrement la politique actuelle de protection des paysages et monuments « naturels » en Slovénie, laquelle se trouve aujourd'hui complexifiée par une nouvelle loi portant sur la protection des grottes (projet de loi accepté le 17/12/2003 par le parlement slovène, les décrets d'application ne sont encore pas parus).

Cette nouvelle pierre de l'édifice juridique relatif à la protection de la nature en Slovénie confirme le statut privilégié des milieux karstiques parmi les paysages « naturels » slovènes. De fait, ce texte confère à l'ensemble des cavités slovènes (8726 répertoriées en juin 2006) le statut de patrimoine naturel (de valeur naturelle si l'on se réfère à la nouvelle loi de 1999). De manière pratique, le monde souterrain est ainsi protégé dans son intégralité sans qu'il soit nécessaire d'inscrire individuellement des sites sur les listes des instituts régionaux. Par ailleurs, cette loi propose le classement des cavités slovènes selon les trois catégories suivantes : 1/ des grottes ouvertes à tous sans qu'il y ait nécessairement un système de visites touristiques ; 2/ des grottes semi-ouvertes avec la mise en place d'un suivi : cette catégorie comprend les grottes touristiques dont le nombre varie entre 21 dans le texte de loi et 26 faisant l'objet d'un système de visite

plus ou moins élaboré (Ramšak S., 2004) ; 3/ des grottes fermées uniquement accessibles aux scientifiques. En ce qui concerne les grottes touristiques, ces dernières seront gérées sur le modèle d'une concession signée pour 5 ans et spécifique à chaque cavité, laquelle oblige le gestionnaire à respecter certaines clauses relatives à l'aménagement de la grotte et à reverser au gouvernement un montant fixe, indépendamment des droits d'entrée perçus.

Ré-affirmant la propriété foncière de l'Etat sur les cavités existantes ou à découvrir, cette nouvelle loi donne au gouvernement slovène la possibilité de se doter d'un système de gestion spécifique aux paysages karstiques souterrains. Ce texte offre alors une réponse au principal dysfonctionnement observé jusqu'alors, à savoir l'absence de structures de gestion clairement identifiées pour l'ensemble des cavités faisant l'objet de visites touristiques.

3.1.3. Quelques facteurs explicatifs de cette sensibilité slovène

L'ensemble de ces dispositions pose clairement la spécificité des régions karstiques, cet intérêt pouvant être mis en relation avec l'importance de ce type de formation à l'échelle de ce pays. Ainsi, les terrains karstiques recouvrent plus de 44 % du territoire slovène, allant du karst alpin, au karst dinarique et préalpin (Kepa T., 2001). Dès lors, 75 % des aires protégées en Slovénie, que ce soit des parcs nationaux, régionaux, ou autre formes de protection, sont du karst. Pour autant, l'importance de ce type de paysage à l'échelle du pays n'est pas un facteur suffisant pour expliquer cette sensibilité slovène en terme de protection de cette ressource. En effet, lorsque l'on compare avec la France, on observe que ces derniers occupent des proportions comparables et pourtant, la ressource karstique ne fait pas l'objet de mesures de protection spécifiques : « *les surfaces karstifiées représentent entre le tiers et la moitié du territoire français* » (Nicod J., 1995, p. 21).

Le contexte culturel semble alors jouer un rôle primordial dans l'explication de cette place particulière faite aux paysages karstiques dans l'arsenal général de la protection de la nature slovène. Ainsi, la disposition des Slovènes à l'égard de ces paysages particuliers s'inscrit dans une approche séculaire, l'expression la plus manifeste étant l'adoption du terme éponyme de « Karst » pour l'ensemble des phénomènes décrits dans la région sud-ouest de l'actuel territoire national slovène. De nombreux articles viennent attester de l'importance que revêtent ces paysages dans la culture slovène et de l'intérêt scientifique que ces derniers ont suscité au cours des siècles. Dans cette perspective, le fait même que le seul site slovène inscrit sur la liste du Patrimoine Mondial de l'Unesco soit les grottes de Škocjan (inscription en 1986) souligne en retour toute l'importance de ces paysages dans le contexte slovène ! Et que dire aujourd'hui de la diffusion d'un magazine intitulé « Kras » qui, à son échelle, participe à cette reconnaissance des paysages karstiques en tant que bien culturel slovène.

En outre, bien que de nombreux paysages karstiques, alliant sources et gouffres, soient connus depuis l'Antiquité, c'est le nom de la région située au nord du golfe de Trieste qui fut retenue durant le XIX^{ème} siècle comme terme scientifique pour désigner l'ensemble de ces phénomènes (Kranjc A., 1997). Trieste étant sous domination autrichienne depuis le début du XVIII^{ème} siècle, c'est sous sa forme germanique de Karst que le terme allait progressivement être usité, le terme de Kras étant l'appellation slovène et celui de Carso sa déclinaison italienne.

L'une des raisons expliquant l'adoption du toponyme de cette région pour décrire l'ensemble de ces phénomènes géomorphologiques est l'intérêt que les scientifiques ont montré pour ces phénomènes. Dès avant J.C., cet intérêt est manifeste, en attestent les écrits anciens où sont mentionnés deux phénomènes majeurs de cette région : la perte de la rivière Reka dans les grottes de Škocjan ainsi que les sources karstiques du fleuve Timavo (Kranjc A., 1999b) ! A

dater du XVII^{ème} siècle, ces observations, commanditées par différents monarques, seront relayées par un ensemble de publications à l'échelle du continent européen. Pêle mêle, on peut rappeler ici les travaux de Valvasor (1689), de Nagel (1748), de Steinberg (1758), de Hacquet (1778-1789) ou encore, courant XIX^{ème} siècle, l'ouvrage majeur de Schmidl « Die Grotten und Hölen von Adelsberg, Planina und Laas » (1854) qui contribua largement à la popularité des paysages karstiques (à ce sujet, voir le développement de T. R. Shaw, 1992, pp. 41-43).

Progressivement, la connaissance de ces phénomènes dépasse les cercles scientifiques de l'Empire austro-hongrois, preuves en sont les mentions faites dans de nombreux récits de voyages, telles ces quelques lignes de Montesquieu qui, passant à Laibach (Ljubljana aujourd'hui), eut « le chagrin de passer à 4 ou 5 milles du lac de Zirknitz [Cerknica] sans pouvoir le voir » (1949, éd. originale de 1728, Les œuvres complètes, Tome 1, p. 545). En France, cette diffusion du terme générique « karst » s'étale sur l'ensemble du XIX^{ème} siècle, ce vocable s'imposant peu à peu dans la première partie du XX^{ème} siècle, supplantant les expressions de « phénomènes du calcaire » ou encore de « phénomènes caussiques », ardemment défendues par Martel (Gauchon C., 1999).

3. 2. Protection des vestiges archéologiques et paléontologiques

Pour autant, compte tenu des multiples aspects des paysages karstiques, la prise en compte des périmètres de protection de ces objets au titre de leur valeur « naturelle » ne saurait épuiser l'ensemble des enjeux et des acteurs associés à la gestion de ces espaces. Dans une perspective globale et systémique, notre travail s'est employé à prendre en considération un deuxième aspect des mesures de protection associées aux paysages karstiques : la protection des richesses préhistoriques. En vue de rendre compte de cette complexité croissante entre ces différentes logiques de protection et d'interroger les transformations spatiales à l'échelle d'un espace touristique, ce pan de notre étude est essentiellement centré sur le contexte sud-ardéchois, ce qui ne nous empêchera pas de donner des éclairages complémentaires en nous appuyant sur le contexte slovène lorsque cela sera nécessaire.

Ces mesures de protection, relatives à la valeur culturelle des objets karstiques, s'accompagnent alors d'un nouveau cortège d'acteurs impliqués dans la gestion de ces espaces, parachevant les processus interactifs et évolutifs entre ces différents registres de protection et leurs imbrications spatiales. Ainsi, ce dernier type de réglementation se traduit, de manière différenciée, par une relecture de la structure et du fonctionnement des espaces considérés, lesquels considérés d'un point de vue systémique, réagissent peu à peu à ce flux d'informations en provenance de leur environnement. De telles dynamiques sont particulièrement marquées à l'échelle des gorges de l'Ardèche, où la découverte de la grotte Chauvet en décembre 1994 vient se sur-ajouter à des dynamiques spatiales pré-existantes, entre logiques de préservation des paysages, développement du tourisme et gestion de la ressource en eau. Dès lors, en vue de comprendre les enjeux associés à ce type de patrimoine, il est ici nécessaire de présenter les dispositions relatives à la protection des richesses archéologiques du monde souterrain.

Que ce soit à l'échelle du karst slovène ou des gorges de l'Ardèche, il existe un certain nombre de sites faisant l'objet d'une protection en raison de leur valeur culturelle (au sens large du terme). Pour autant, sur ce dernier point, nos deux terrains d'étude présentent une certaine dissymétrie, tant dans l'accessibilité des données que dans la mise en avant de ce type de phénomènes. Ainsi, alors que le corpus réglementaire encadrant de tels vestiges est largement connu dans le contexte français, les publications à ce sujet se font plus discrètes dans le paysage slovène.

3.2.1. Le contexte slovène

De manière générale, ces objets géographiques s'inscrivent dans le registre du patrimoine culturel, lequel est réglementé par la loi dite de « protection du patrimoine culturel », 1999. Celle-ci établit une distinction entre les monuments d'importance nationale et ceux ayant une signification locale. La gestion de ce panel culturel s'organise pareillement à la gestion du patrimoine naturel. A charge pour les 7 instituts régionaux (cf. annexe 1) de désigner ces monuments, de mettre en place un système de surveillance et d'appliquer localement les directives nationales (http://www.zvkds.si/index_ang.php).

Dans les faits, une distinction, peu lisible, s'opère entre différents registres :

- les collections et objets culturels faisant l'objet d'exposition ;
- le patrimoine « architectural », lequel peut être sub-divisé en bâtiments individuels, en groupe de bâtiments ou encore appréhendé sous forme de sites (*the combined work of man and nature, which are partially built upon and sufficiently distinctive and homogeneous to be topographically definable and of conspicuous historical, archaeological, artistic, scientific, social or technical interest*) ;
- le « paysage culturel » qui se traduit comme une résultante originale et exemplaire des interactions Homme-Nature, autrement dit comme un paysage « typiquement » slovène ;
- les « trésors nationaux » qui, en raison de leur importance historique, artistique ou encore scientifique, ont à la fois une valeur nationale et universelle ;
- le patrimoine « culturel intangible », ensemble anthropologique et ethnographique composé des traditions slovènes ;
- le patrimoine « archéologique » (*refers to all the remains, objects and any human traces from previous periods on the land surface, including those in the ground and water, whose preservation and research contribute to the discovery of historical development of humanity and its relation with the natural environment, and for which archaeological research is a main source of data*).

Concernant ce dernier type de patrimoine, celui-ci est particulièrement présent dans la région du karst slovène. Plusieurs traces d'occupation humaine ont été retrouvées, les plus anciennes remontant jusqu'au Paléolithique, les plus nombreuses datant du Néolithique (Kranjc A. et al., 1997, pp. 137-141). Plusieurs cavités ont alors été occupées, de manière plus ou moins continue, telles les grottes de Tominčeva et de Roška, appartenant toutes deux au système karstique des grottes de Škocjan (Leben F., 1983 ; Osmuk N., 1983). Ces premiers foyers de peuplement feront, par la suite, partiellement l'objet de nouvelles formes d'occupation, essentiellement lors de l'âge du Bronze (X-V^{ème} siècle avant JC) et de l'antiquité (jusqu'au VI^{ème} siècle après JC) (Horvat J., 2005). Pour autant, ces divers sites ne font pas l'objet de mise en valeur touristique particulière, si ce n'est quelques panneaux d'information. C'est tout juste si, lors de la visite des grottes de Škocjan, cet aspect est abordé, le discours portant préférentiellement (pour ne pas dire exclusivement) sur les caractéristiques hydrogéologiques de la grotte et l'histoire de sa découverte. Dernièrement, de nouvelles orientations semblent cependant avoir été prises en la matière : début 2007, une ancienne bâtisse a été restaurée dans le village de Škocjan et devrait prochainement accueillir des collections archéologiques. Actuellement, des négociations sont en cours avec les musées de Vienne et de Trieste où se trouve la majorité des objets trouvés sur le site de Škocjan. Néanmoins, on relève que, comparativement au potentiel culturel et touristique que représentent ces richesses, celles-ci restent faiblement mises en valeur.

Ce décalage soulève de nombreuses interrogations, notamment sur la teneur de la valeur patrimoniale. Compte tenu des différences de traitement touristique entre des objets appartenant classiquement au registre du patrimoine culturel et ceux relatifs au patrimoine « naturel », se pose, au final, la question des ressorts constitutifs de la valeur patrimoniale d'un objet : le patrimoine se résumerait-il, dans ce cas de figure, à des objets de caractère grandiose, visuellement marquant ? Cependant, un ré-équilibre semble progressivement s'effectuer, cette dimension culturelle faisant vraisemblablement l'objet d'un processus de ré-appropriation par des acteurs situés à la fois à des échelles locales, régionales et nationale, et ce, dans la perspective d'affirmer la lisibilité d'un territoire « Kras ». Autant d'éléments sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir lorsqu'il sera question d'observer les dynamiques territoriales autour des grottes de Škocjan.

3.2.2. Le contexte français

Dans le corpus législatif français, deux mesures réglementaires encadrent la protection des richesses archéologiques des paysages karstiques. D'un point de vue général et au même titre que n'importe lequel des monuments historiques français, ces paysages peuvent être classés au titre des Monuments Historiques (loi du 30 mars 1887, loi du 31 décembre 1913).

A notre connaissance, peu de sites karstiques de surface font l'objet d'une telle mesure de classement ; il s'agit essentiellement de sites mégalithiques ou d'habitats troglodytiques, ainsi la grotte Dolmen des fées ou encore de la Source sur la commune de Fontvieille, dans le département des Bouches du Rhône. Au final, cette mesure a essentiellement été adoptée pour protéger des cavernes riches en chefs-d'œuvre préhistoriques.

Dans cette perspective, « *la première grotte classée Monument Historique fut la grotte de Font-de-Gaume, le 3 juillet 1902, suivie par la grotte des Combarelles, le 12 décembre de la même année. Or, dans ces deux grottes, les peintures pariétales n'avaient été découvertes et authentifiées par Breuil et Capitan que quelques mois auparavant, pendant l'hiver 1901. Il ne s'agit donc pas de mettre fin à la dégradation d'un monument abandonné de tous depuis longtemps, mais de préserver ces chefs-d'œuvre préhistoriques sitôt après leur découverte* » (Gauchon C., 1997, p. 193). Par la suite, cette manière de procéder changera peu : « *lorsque l'on observe la chronologie des classements des cavernes depuis le début du siècle, on ne repère pas réellement de temps fort ni de moment de désintérêt, le rythme des classements suivant celui des découvertes* » (Ibid, p. 193).

Par la suite, une seconde loi de portée générale sur les vestiges archéologiques vient conforter la protection du milieu karstique pour ses gisements culturels. Ainsi, la loi du 27 septembre 1941, confirmée par l'ordonnance du 13 septembre 1945, protège tous les gisements paléontologiques et préhistoriques, en interdisant la pratique des fouilles sauvages et en rendant obligatoire la déclaration de toute découverte. Cette loi amène en soi une mini-révolution, dans le sens où elle vient remettre en question l'article 522 du Code Civil portant sur la propriété privée, lequel donnait le droit au propriétaire de disposer selon sa convenance des objets découverts dans le sous-sol de sa parcelle. De ce point de vue-là, l'ensemble des grottes est soumis au régime général des fouilles archéologiques, ce qui constitue en soi un degré supplémentaire de protection.

Au début de l'année 2006, la combinaison de ces deux textes de loi se traduit par l'enregistrement de cent vingt-cinq cavernes (ou abris sous roche) classées comme Monuments Historiques, soit cinq de plus que celles enregistrées par C. Gauchon au début 1995 dont la fameuse Grotte Chauvet, découverte en décembre 1994 et classée au titre des monuments historiques l'année suivante (Arrêté du 28 novembre 1995, J.O. n° 296 du 21 décembre 1995 page 18490). Quant à la

procédure simplifiée qui consiste à inscrire un site sur l'Inventaire des Monuments Historiques, C. Gauchon soulignait déjà que cette dernière reste faiblement usitée, leur valeur historique semblant ne pas souffrir de demi-mesure. Néanmoins, il semble que cette pratique se développe, en atteste la liste des sites nouvellement inscrits sur cette liste ces dix dernières années (14 depuis le début de 1995). On observe alors que des cavités artificielles ou des sites géologiques font davantage l'objet d'une telle procédure, telles les mines d'Anmetz en Moselle (le 04/04/1995), ou encore celles de Saint-Priest en Ardèche (17/07/1995).

S'il n'existe pas de liens explicites entre les procédures de classement au titre des Monuments Historiques et des logiques de développement touristique, il n'en reste pas moins que de telles mesures viennent en retour affirmer le caractère patrimonial de l'espace considéré, ajoutant en cela un lot de servitudes et de réglementation avec lequel l'activité touristique doit composer. Cette dynamique est particulièrement présente à l'échelle de notre terrain ardéchois, la découverte puis la protection de la grotte Chauvet dans la Combe d'Arc, à proximité immédiate du Pont d'Arc, ayant impulsé de nouvelles dynamiques touristiques. Ainsi, ce classement, accompagné de périmètres de protection, se surimpose à des activités touristiques pré-existantes. Cette procédure se heurte alors à un fonctionnement touristique établi depuis plusieurs décennies autour de la descente des gorges et de la visite du Pont d'Arc, faisant apparaître çà et là des conflits d'usage sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir lors du sixième chapitre.

A contrario, ce classement acte en retour la qualité et l'authenticité des richesses de la caverne, fonctionnant en cela peu ou prou comme un label, bien que ce ne soit pas là sa finalité première. La reconnaissance officielle de cette valeur patrimoniale peut ensuite faire l'objet de récupération de la part des acteurs situés à différentes échelles territoriales et dans différents secteurs. En ce sens, il sera particulièrement intéressant de chercher à mettre en avant les discours émergents autour de la grotte Chauvet, de s'interroger sur les acteurs-porteurs et les implications touristiques et territoriales de cette découverte *via* le projet de construire un fac-similé (dit Espace de Restitution de la Grotte Chauvet, ERGC). Dès lors, une attention particulière sera apportée lors de notre démonstration sur le rôle que la grotte Chauvet est amenée à jouer dans cet espace et plus précisément sur la mobilisation de cette ressource de manière à faire évoluer les pratiques touristiques et l'organisation du fait touristique dans les gorges de l'Ardèche.

Ces deux principaux registres (protection de la nature, protection des vestiges archéologiques) sont loin d'épuiser la globalité des mesures de protection associées aux paysages karstiques. A ce titre, la protection de la ressource en eau ou encore de la biodiversité dans son acceptation généraliste font également l'objet d'applications spécifiques en milieu karstique. Pour autant, compte tenu de notre angle d'approche, celles-ci n'interviennent que de manière secondaire dans le fonctionnement du triptyque étudié, l'incidence spatiale de ces mesures de protection ne donnant pas lieu à des dynamiques territoriales. Cette relative mise en retrait explique l'absence d'un développement exhaustif lors de ce chapitre introductif, ce qui ne nous empêchera pas d'aborder ces thématiques pour les besoins de notre démonstration.

CONCLUSION

Au final, chacun des registres de protection présentés ayant son angle d'approche et sa manière d'envisager la protection de l'objet karstique, il va sans dire que le chevauchement de compétences « à la française » si souvent décrié trouve ici toute son expression ! Et ce sera justement l'un des enjeux de ce travail de chercher à mettre en évidence les liens entre ces différentes mesures de protection et la transformation des lieux et des espaces touristiques à l'échelle du Kras slovène et, de manière plus approfondie, à l'échelle des gorges de l'Ardèche.

Dans le cadre de notre travail, il sera alors question de s'interroger à différentes échelles spatiales :

1/ sur les liens existant entre ces mesures de classement et ces périmètres de protection (sites inscrits, sites classés, réserve naturelle, arrêté de biotope, monument naturel, monument historiques, site Unesco) ;

2/ sur les processus évolutifs liant ces différentes mesures et le développement touristique d'un espace ; autrement, dit, dans quelle mesure, ces dispositions réglementaires alimentent des dynamiques touristiques et, en retour, comment le développement touristique d'un espace donné est mobilisé dans des logiques de patrimonialisation de ces espaces « naturels » ;

3/ sur la pertinence des notions de région et de territoire touristique pour définir les processus spatiaux observés à l'échelle de nos deux terrains d'étude.

In fine, cette démonstration appelle la présentation des terrains retenus. En effet, sans rentrer pour autant dans une démarche déterministe, les interrelations du triptyque étudié dépendent étroitement de l'espace-support dans lequel elles se développent. Préciser les caractéristiques de nos deux terrains d'étude ainsi que les apports d'une approche comparative apparaît alors comme un préalable nécessaire à notre démonstration. Tel sera l'objectif du second chapitre de la première partie de ce mémoire.

CHAPITRE 2 : APPROCHE COMPARATIVE ET PREMIÈRES CLEFS DE LECTURE

Ce chapitre vise deux objectifs étroitement imbriqués : la justification de l'approche comparative de notre recherche et la présentation des deux terrains d'étude. L'objectif de notre démarche était de sortir d'un schéma de présentation standard et de se centrer sur les paramètres structurants des terrains étudiés. Après avoir posé les bases de l'approche comparative, nous nous emploierons à mettre en relief les points forts des terrains slovène et sud-ardéchois. Une attention particulière sera portée aux éléments de convergence ainsi qu'aux sources de divergences, toutes aussi essentielles pour la richesse et l'argumentation de notre réflexion.

1. APPROCHE COMPARATIVE : FONDEMENTS GÉNÉRAUX ET INTÉRÊTS GÉOGRAPHIQUES

Si l'on se réfère au sens commun, la comparaison se définit comme étant la mise en perspective d'au moins deux objets. Pour autant, *« le foisonnement des recherches comparées contraste singulièrement avec le peu de réflexion sur l'usage et l'élaboration de la comparaison. Il est en effet difficile de rester insensible à la multiplicité des "fausses comparaisons", qu'il s'agisse de l'analyse d'un seul cas étranger ou, le plus souvent, de la juxtaposition de monographies sans tentative de synthèse approfondie, chaque chapitre présentant un cas isolé »* (Vigour C., 2005, p. 5). L'approche comparative se doit de conduire à une réflexion approfondie en vue de transcender la seule démarche comparative, laquelle est *« un procédé largement répandu, même si elle fait référence à des pratiques et des idées multiples, confuses et même contradictoires »* (Berthoud G., 1986, p. 5). Et ceci est particulièrement vrai en géographie, où, lorsque l'on se réfère aux travaux des géographes abordant de front plusieurs terrains d'étude, on relève que la justification de l'intérêt de cette approche est rarement abordée. A une autre échelle, il est intéressant de relever que les ouvrages de synthèse traitant de l'approche comparative abordent largement cette question sous l'angle de la sociologie, de l'anthropologie, de l'histoire, des sciences politiques faisant fi de la géographie... faute de géographes intéressés ? (Jucquois G., Vielle C., 2000 ; Berthoud G., Busino G., 1986).

S'il est plus aisé de présenter l'un puis l'autre de nos terrains d'étude, nous nous efforcerons de mettre en perspective les phénomènes observés « ici » avec ceux identifiés « là-bas », l'objectif final étant *« la mise en regard systématique, la confrontation d'au moins deux cas sous un angle particulier, défini par le chercheur »* (Vigour C., 2005, p. 10). En ce sens, cette démarche comparative conduit à produire une réflexion construite et argumentée autour des interactions entre logiques de patrimonialisation d'espaces dits « naturels », développement touristique et dynamiques spatiales.

1. 1. Définition et approches de la comparaison

D'un point de vue lexicologique, le verbe transitif « comparer » est emprunté au latin *comparare* « apparier », qui peut encore se traduire par « assimiler » ou « confronter » (Bloch O., Wartburg H. (von), 1994). Apparue au début du XIII^{ème} siècle dans la langue française, deux sens lui sont attribués : 1/ *« examiner les rapports de ressemblance et de dissemblance entre des personnes, des choses »*; 2 / *« rapprocher (des objets de nature différente) pour en dégager un rapport d'égalité »* (Rey A. (ss la dir.), 1992, p. 457). Ainsi, la comparaison *« contient tout à la fois des idées d'analogie, de ressemblance, de similitude, d'identité, de concordance et de parallèle d'une part ; de différence, de contraste et d'altérité d'autre part »* (Berthoud G., 1986, p. 6).

Le premier sens usuel renvoie alors à la question de l'identité, à une interrogation en terme de degré de conformité : il s'agit de mesurer l'écart possible entre deux objets, l'enjeu étant en retour de souligner toute la spécificité des objets étudiés : « *Pendant longtemps, la démarche comparative en sciences sociales a plutôt été utilisée de manière implicite puisqu'il s'agissait avant tout de marquer la spécificité d'un phénomène ou encore d'une région. Il fut un temps où des disciplines comme la géographie et l'histoire, avaient pour objectif principal de mettre en évidence la singularité ou encore le caractère unique d'un événement ou d'un territoire* » (Ghorra-Gobin C., non daté, non paginé).

Ce courant est particulièrement marqué au début du XX^{ème} siècle dans la géographie vidalienne, où « *la recherche des différenciations et des particularités locales, la description de l'hétérogénéité des phénomènes, prime dans les monographies régionales (...). Dans cette approche, il s'agit avant tout de peintures du réel, de portraits régionaux à travers les comptes rendus du milieu naturel, de l'histoire et des genres de vie. La priorité est aux analyses de cas particuliers, en attendant que leur nombre permette des comparaisons plus générales. Se crée ainsi l'école de la géographie régionale, véritable discipline idiographique, axée sur la recherche de l'unique, de la connaissance précise de micro-régions et non sur la recherche de régularités fondamentales des phénomènes (...)* Il en résulte des séries de thèses, d'ouvrages, souvent brillants, mais qui transmettent une conception encyclopédique de la géographie » (Bailly A., Béguin H., 2001, p. 18). Dans ce contexte, la connaissance produite reste d'ordre cumulatif, autrement dit un savoir fait de juxtapositions d'études de cas.

Quant au second sens (rapprocher des objets de nature différente pour en dégager un rapport d'égalité), celui-ci cherche à comparer des objets ou encore des situations pour mettre en valeur ce qui relève de l'universel : repérer des lois au sein des phénomènes humains et des activités sociétales renvoie ainsi aux travaux de C. Lévi-Strauss dont l'un des objectifs consistait à établir des différences et des ressemblances entre sociétés ou encore entre phénomènes afin d'être en mesure de procéder à une classification. Dans un registre géographique, telle était par ailleurs la visée de l'entreprise conduite par A. Demangeon, qui, dans *La géographie de l'habitat rural* (1927) dresse un vaste tableau descriptif, à l'échelle mondiale, des différents types d'habitats existant dans le monde, cette classification ayant conduit à l'élaboration d'une géographie thématique ordonnée de l'habitat rural, relevant des similitudes d'organisations dans des conditions topographiques fortes différentes et, à l'inverse, des différences dans des contextes forts similaires.

Une troisième utilisation de la comparaison peut être conduite : en privilégiant une entrée spatiale, celle-ci vise à comparer le poids respectif de facteurs d'évolution et d'éléments structurants dans les processus de transformation spatiale : « *chaque lieu est le résultat d'une combinaison de facteurs qui donne un paysage. Ce n'est donc qu'en comparant différents faits géographiques pour lesquels on sait certains facteurs communs que l'on peut mesurer l'influence de tel ou tel facteur* » (Gervais-Lambony P., 2000, p. 182). Ainsi en est-il des travaux conduits par un certain nombre de géographes aujourd'hui, au titre desquels on peut ici mentionner les recherches sur les conditions de la mise en tourisme de la haute montagne et ses effets sur le territoire, à l'échelle du Haut-Atlas marocain, du Népal et du massif du Mont-Blanc (Boujrouf S., Bruston M., Duhamel Ph., Knafo R., Sacareau I., 1998) ou encore la récente thèse de L. Laslaz (2005) sur les zones centrales des Parcs Nationaux alpins français (Vanoise, Ecrins, Mercantour).

Cette approche montre qu'au-delà de caractéristiques communes, des enchevêtrements causaux, rétroactifs et évolutifs se combinent spatialement et temporellement et permettent d'expliquer en retour des trajectoires spatio-temporelles distinctes. Ce positionnement se situe dès lors légèrement en porte-à-faux par rapport aux principes et fonctionnement de la démarche comparative issue des sciences exactes : « *La méthode comparative, dont la pratique a été relativement limitée en sciences sociales (en dehors vraisemblablement des sciences politiques),*

se voulait un substitut à l'expérimentation des sciences exactes. Elle autorisait à dégager des lois en dissociant un phénomène de son environnement. Dans « environnement culturel », on inclut les institutions, coutumes, traditions, systèmes de valeurs et modes de vie en relation avec les processus de production économique » (Ghorra-Gobin C., non daté, non paginé).

Etant donné les développements conduits jusqu'à présent, on mesure l'écart entre le regard franco-slovène que nous nous proposons de porter et les préceptes de la méthode comparative tels qu'ils sont définis comme transposition des sciences exactes dans le domaine des sciences sociales. L'environnement culturel est, en effet, partie prenante de notre travail et alimente notre réflexion en ce sens qu'il est à la fois un support et un acteur dans les processus interactifs liant logiques de patrimonialisation, développement touristique et dynamiques spatiales.

1. 2. Pourquoi comparer ?

Il n'est pas ici question de s'interroger sur la transposition des éléments observés sur l'un ou l'autre de nos terrains d'étude, ni même de chercher à établir des règles universelles concernant le triptyque étudié. Notre approche se différencie en cela de la définition dernièrement proposée dans le dictionnaire de J. Lévy et M. Lussault (2003) où le comparatisme est présenté comme étant une « *méthode consistant à partir de la comparaison d'objets singuliers pour élaborer des constructions théoriques à visée universelle* » (D. Rétaillé, in Lévy J. et Lussault M., 2003, p. 187).

Dans le cadre de ce travail, nous voulons faire ressortir l'opportunité offerte par l'approche comparative de faciliter le recul nécessaire à son environnement familier : « *comparer incite d'abord à rompre avec les catégories de pensées habituelles, à se décentrer vis-à-vis d'idées a priori et de celles qui sont véhiculées par sa propre culture* » (Vigour C., 2005, p. 100). Sans une approche comparative, le risque est en effet grand de se laisser abuser par le caractère impérieux et masquant des réalités locales. En ce sens, les principes érigés par E. Durkheim s'appliquent au-delà du seul champ de la sociologie : la prise de distance du chercheur, en introduisant notamment un décalage ici spatial (mais celui-ci pourrait aussi bien être temporel), permet de rompre avec un certain nombre de « prénotions », suscitant en retour un étonnement qui permet de prêter attention à ce qui est apparu au premier abord naturel, évident (Durkheim E., 1937, pp. 31-34).

La comparaison incite alors à mettre en perspective les informations recueillies dans différents contextes, cette confrontation apparaissant en retour comme un nouvel espace d'intelligibilité, source de connaissances nouvelles (Jacquot S., 2003). Les raisons et la finalité d'une approche comparative se situent alors à un double niveau, à la fois pratique et théorique : la comparaison entre des lieux et des espaces différents (voire des époques différentes) permet de dégager un champ des possibles, de montrer la relativité des choix sociétaux effectués, de porter un regard critique en somme sur les particularités observées. Dans notre démarche, l'approche comparative « *invite à mettre en perspective les valeurs et les choix de la société à laquelle on appartient* » (Détienne M., 2000, p. 59). C'est en ce sens qu'elle est féconde et « *qu'elle permet d'appréhender un même phénomène de diverses manières* » (Vigour C., 2005, p. 104). Le questionnement, source de la connaissance d'après Bachelard, « *suppose donc étymologiquement la distanciation méthodologique par rapport aux phénomènes étudiés et l'implication éthique personnelle (...) il instaure l'obligation d'une multiplicité de regards sur un objet supposé identique* » (Jucquois G., 2000, p. 18).

L'objectif de notre travail est non pas de bâtir une typologie des relations possibles du triptyque étudié à l'échelle de paysages karstiques mais bien de travailler sur l'articulation des

trois volets de ce dernier, d'où une comparaison ciblée sur des cas significatifs compte tenu de notre problématique de recherche. C'est davantage l'attitude d'observation et de recul qui nous a séduite dans l'approche comparative.

Cette approche nous permet ainsi d'analyser, de comprendre et d'expliquer pour partie les ressorts de la dialogique touristique-patrimoniale, notamment en terme d'implications territoriales, tout en transcendant les particularismes nationaux et notre environnement intellectuel de doctorante française. Bien que la question du dépassement de nos propres schèmes perceptifs et mentaux apparaisse ici comme une limite non négligeable (« *Peut-on réellement porter un regard sur les autres, culturellement proches ou lointains, qui ne soit pas un filtrage à partir du sens donné à notre vie ?* » Berthoud G., 1986, p. 11), ce positionnement comparatif invite à une ouverture des horizons. Ce préalable nous paraissait utile pour souligner que « *la méthode comparative participe à la construction d'une connaissance enrichie de l'objet géographique et confère une lecture distanciée de la complexité territoriale. (...). Les regards multiples et les procédés qui s'y rattachent – déconstruction/ reconstruction – visent à confronter des territoires et à atteindre un degré d'objectivation de la connaissance* » (Louargant S., Ghiotti S., 2000, p. 21).

1. 3. Que comparer ?

A notre sens, la comparaison révèle toute sa richesse lorsqu'elle s'appuie sur des processus de transformation des espaces. Nous situant en cela dans la continuité de la démarche de M. Détienné (2000, p. 41-59), notre regard comparatif ne se porte pas sur des éléments isolés mais sur des « orientations », des « choix », des « relations en chaîne », autrement dit des processus. Ce n'est pas une comparaison entre telle grotte ardéchoise et telle grotte slovène qu'il nous faut mener, mais bien une réflexion sur les processus et transformations spatiales qui ont lieu à l'échelle de nos deux terrains d'étude : « *Dans l'optique de la compréhension des phénomènes complexes, l'intérêt n'est pas de s'arrêter sur les éléments ou les phénomènes apparents mais de comprendre la ou les dynamiques sous-jacente(s) perceptible(s) sur les territoires* » (Louargant S., Ghiotti S., 2000, p. 25). En ce sens, notre approche comparative portant sur des processus affectant différents espaces, il importe de se saisir pleinement de leur contexte environnemental, dans son sens le plus général possible, sous peine d'occulter des facteurs explicatifs majeurs, situés à d'autres échelles spatio-temporelles.

Dès lors, dans le cadre de ce travail, il est essentiellement question de proposer une lecture transversale et dynamique des interactions « patrimoine/ tourisme/ dynamiques spatiales » en prenant appui sur la diversité des études de cas dans les contextes sud-ardéchois et slovène. En retour, les écarts observés entre les différents terrains d'étude mettent en lumière autant de différences socio-politico-économico-culturelles, lesquelles enrichissent notre analyse du couple patrimoine/ tourisme. Au final, cette approche comparative se révèle particulièrement adaptée pour cerner la complexité territoriale présente dans notre problématique de recherche.

Cependant, pour des raisons linguistiques et autres éléments concrets, il n'a pas été possible de pousser nos investigations sur le terrain slovène aussi loin que nous avons été en mesure de le faire dans le Sud-Ardèche. De ce fait, les processus identifiés à l'échelle de la région du Kras se présentent comme un éclairage des dynamiques observées dans le contexte ardéchois ; cet effet miroir, même s'il reste partiel sur certains points, nous conduit à saisir plus finement les modalités d'articulation du triptyque étudié. Partant de l'aire de référence des gorges de l'Ardèche, celle-ci se trouve alors éclairée par le terrain d'étude slovène. Ce premier terrain d'étude sud-ardéchois sert alors de « *point de départ et de cadre de référence à la comparaison* » (Louargant S., Ghiotti S., 2000, p. 19). Cet aller-retour entre ces deux terrains permet alors « *d'acquérir une*

image plus précise de soi dans le miroir de l'autre » (Busino G., 1986, p. 215). A la manière d'A. de Tocqueville et de ses études sur la démocratie en Amérique ramenées au contexte français post-révolutionnaire (1835, 1840), les exemples slovènes font dès lors figures de révélateurs des tendances sud-ardéchoises : « *la comparaison met en jeu le caractère obligatoire du détour par l'altérité pour la compréhension correcte de nous et elle suscite progressivement un autre regard sur nous-mêmes* » (Jucquois G., 2000, p. 27).

En vue de procéder à cette analyse comparative, il est nécessaire de présenter les éléments nous ayant conduite à effectuer ce rapprochement, entre terrain ardéchois et plateau du Kras slovène. Ce développement en deux temps, visant à identifier les convergences puis les différences porteuses de sens dans cette approche comparative, donnera alors des clefs d'entrée critiques au lecteur et lui permettra de se familiariser avec les deux terrains. C'est sur la base de cette présentation que, dès la seconde partie, seront analysés les processus interactifs entre processus de patrimonialisation d'espaces dits « naturels », logiques de développement touristique et dynamiques spatiales.

2. ÉLÉMENTS DE CONVERGENCE : LE SOCLE D'UNE ANALYSE COMPARATIVE

Pour autant que ce dépaysement, *via* ce changement de contexte, apparaisse comme le gage d'une analyse plus objective, il n'en reste pas moins qu'un certain nombre de parallèles, de points de convergence doivent au préalable exister entre les deux terrains comparés. En effet, on ne saurait tirer satisfaction d'une comparaison entre « des pommes et des poires », à moins de rechercher un effet de style rhétorique ! Sans pour autant tomber dans l'adage stérile « on ne peut comparer que ce qui est comparable », la teneur de notre problématique de recherche nous invite, en effet, à questionner des terrains d'étude disposant d'un certain nombre de caractéristiques similaires.

Il n'est pas ici question de lister l'ensemble des ressemblances entre les deux terrains d'étude, exercice pour le moins fastidieux. Présentement, il s'agit d'attirer l'attention sur un certain nombre de points qui nous paraissent essentiels dans le rapprochement de ces deux terrains d'étude, le tout orienté par notre thématique de recherche. Il va de soi qu'un géographe intéressé par une problématique liée au fait urbain ou encore à l'analyse des rapports ville/ campagne n'aurait vraisemblablement pas retenu les mêmes éléments de convergence. Dans cette perspective, trois registres seront ici abordés : une vision partagée du concept patrimonial, la prégnance des paysages karstiques, l'ancienneté et les formes de mises en tourisme de ces paysages.

2. 1. Une vision partagée du concept patrimonial

2. 1. 1. La notion patrimoniale : contexte européen et importance des monuments historiques

Le patrimoine, notion culturellement située, se structure progressivement à l'échelle du continent européen, au contact d'une sensibilité pour la grandeur et le devenir des vestiges culturels de l'histoire des différentes nations composant ce vaste ensemble. Cette maturation européenne de la notion de patrimoine, puis sa lente diffusion spatiale, trouve notamment son expression dans l'historique des rencontres internationales pour la conservation des monuments historiques et des pays d'origine de ses participants. Ainsi, « *la première Conférence internationale pour la*

conservation des monuments historiques, tenue à Athènes en 1931, ne réunit que des Européens. La seconde, tenue à Venise en 1964, voit l'arrivée de trois pays non européens, la Tunisie, le Mexique et le Pérou. Quinze ans plus tard, quatre-vingts pays appartenant aux cinq continents signaient la Convention du patrimoine mondial » (Choay F., 1992, p. 12). Construction sociale et culturelle, celle-ci s'organise autour d'un épicerie européen tout en se déclinant selon des spécificités nationales : venant de la sphère familiale avec le transfert des biens de père en fils autour du nom et de la construction d'une descendance, le patrimoine devient peu à peu un bien commun de la nation, « *à la fois témoignage physique de son histoire et image de son identité* » (Audrerie D., 1997, p. 7), devenant en quelque sorte « *la vitrine du génie national* » (Ibid.).

En France, cette notion patrimoniale est alors essentiellement entendue sur le registre des monuments historiques, traces de l'Histoire nationale. Ainsi, l'émergence de cette notion s'appuie sur un regard nouveau porté sur les bâtiments historiques, témoins d'un passé souvent idéalisé : « *il [le patrimoine] a été successivement choyé par ses antiquaires, ses érudits et ses académiciens, épris de monuments et de vestiges qui leur contaient l'intimité des auteurs grecs et latins plus sûrement pensaient-ils, que les textes eux-mêmes (...)* Tous étaient fascinés par le spectacle de Rome et réunis par la passion d'en contempler les ruines » (Andrieux J.-Y., 1997, p. 11). En ce sens, ce goût pour les antiquités prédomine dans les premiers inventaires du patrimoine réalisés dès l'époque de Louis XIV.

Dès lors, un lien majeur semble s'instaurer entre l'émergence de la notion de patrimoine et un nouveau regard sociétal sur l'Histoire, ces « vieilleries » prenant un sens nouveau notamment suite aux bouleversements intervenus lors de la Révolution Française (Choay, F. 1992, pp. 76-95). Dans cette perspective, il nous paraît d'ailleurs révélateur qu'un ouvrage faisant foi sur la question patrimoniale, L'Allégorie du patrimoine (Choay F., 1992), s'interroge essentiellement sur la protection des monuments historiques, associant le devenir de la notion patrimoniale à la reconnaissance de ce type de monument. Par la suite, les nombreux ouvrages réalisés sur cette question, notamment sous la conduite de P. Nora, continueront à « subordonner » la construction de cette notion à la sensibilité croissante pour les monuments historiques.

Au final, le développement du paradigme patrimonial à l'échelle française « *intervient au terme d'une longue et chaotique histoire du domaine français, des biens français, de la sensibilité française au passé* » (Babelon J.-P., Chastel A., 1994, p. 11) où se mêlent à la fois le fait religieux, le fait monarchique, le fait familial, le fait national, le fait administratif et le fait scientifique. Sans rentrer dans les détails du développement conduit par ces deux auteurs, un point nous semble essentiel pour justifier un rapprochement fécond entre nos deux terrains d'étude : le fait religieux.

2. 1. 2. Les héritages sociétaux de l'histoire judéo-chrétienne

Très justement, ces deux auteurs commencent leur réflexion sur les incidences du fait religieux dans la construction de la notion de patrimoine en s'interrogeant de la sorte : « *On doit se demander si, dans une civilisation chrétienne, l'idée de patrimoine culturel n'a pas pris ses racines, ou du moins ses modèles, dans le concept chrétien de l'héritage sacré de la Foi. "Conservatrice" dans son essence même, l'Eglise a défini le culte d'objets privilégiés* » (Babelon J.-P., Chastel A., 1994, p. 13). A notre sens, il semble que ce fondement culturel soit l'un des ressorts majeurs expliquant le fonctionnement de la notion de patrimoine, de cette nécessité qu'il y a de conserver des objets investis de reconnaissance sociétale, en vue de les transmettre aux générations futures. A ce titre, les *relia* de la foi ne peuvent-ils pas être considérés comme les premiers objets devant être transmis à son prochain pour assurer le salut de son âme ?

L’empreinte du modèle judéo-chrétien reste tangible, tant dans le contexte français que dans le contexte slovène, où la religion chrétienne figure au premier plan des religions pratiquées. Bien qu’aujourd’hui il soit banal de constater le recul de l’Eglise et des pratiques religieuses dans les sociétés actuelles, cet héritage culturel ne peut être démenti. A titre d’exemple, que dire de la médiatisation de la disparition de l’Abbé Pierre en France, « personnage préféré » des Français depuis les années 1990 et qui était avant tout un homme d’église... Dans ce climat agnostique et d’anti-cléricalisme, il n’en reste pas moins que les normes sociales restent profondément orientées et structurées autour des valeurs véhiculées par le système de référence judéo-chrétien. Dans ce contexte culturel, l’objet patrimonial, quel qu’il soit, revêt une certaine forme de sacralité acceptée et partagée par tous. Dès lors, la notion de patrimoine n’échappe pas au contexte social dans lequel elle s’est forgée et permet, à ce titre, un rapprochement fructueux entre nos deux terrains d’étude.

Tant la société française que la société slovène considèrent le patrimoine comme étant ce qu’il est nécessaire de conserver puis de transmettre aux générations futures, ce mode de pensée se situant à l’opposé d’autres considérations sociétales, tel que c’est par exemple le cas dans les pays asiatiques, marqués par le shintoïsme ou encore le confucianisme. Ainsi le Japon, pays qui jusqu’au milieu du XX^{ème} siècle « *avait vécu ses traditions au présent, qui ne connaissait d’histoire que dynastique, ne concevait d’art ancien ou moderne que vivant, ne conservait ses monuments que toujours neufs grâce à leur reconstruction rituelle* » (Choay F., 1992, p. 12). Quant à la Chine, à laquelle ces valeurs étaient demeurées étrangères, elle s’est tournée vers la protection et la valorisation de ces monuments, essentiellement historiques, à partir des années 1970... autrement dit suite à la création du patrimoine mondial de l’Unesco, label hautement symbolique, politique et porteur de retombées économiques certaines ! L’importation de cette notion patrimoniale peut ainsi donner lieu à ce que nous, Occidentaux, serions tentés de qualifier de « dérives » : « *un tel processus peut conduire, parfois comme au Yunnan, à l’invention pure et simple d’un patrimoine-fiction, légitimant la transformation de la toponymie locale, du paysage et du bâti, pour correspondre à l’image d’un Himalaya utopique, en vue de créer un produit de marque touristique attractif* » (Fayolle Lussac B., 2003, p. 2).

Travaillant sur une entrée patrimoniale, nous estimons primordial l’existence de ce socle culturel. Cette approche similaire du fait patrimonial à l’échelle de nos deux terrains d’étude permet, si l’on reprend le jargon des sciences physiques, de « neutraliser » l’un des paramètres de notre plan d’expérience et de centrer notre attention sur d’autres variables intervenant dans le fonctionnement du triptyque étudié. Bien que la Slovénie se soit davantage tournée vers les Balkans et un régime socialiste pendant la seconde partie du XX^{ème} siècle, ce pays n’en reste pas moins fortement marqué par un héritage judéo-chrétien et un système social basé sur le droit romain, tous deux construits au contact des grandes puissances auxquelles la Slovénie a tour à tour appartenu.

2. 1. 3. Construction de l’Etat slovène : quelques points de repère

Sans reprendre dans le détail l’historique de la construction de ce pays, indépendant depuis 1991, il nous semble ici utile de fixer quelques points spatio-temporels, ne serait-ce que pour faciliter la compréhension des développements ultérieurs. Ces quelques éléments permettent de souligner les brassages culturels ayant contribué à l’émergence de cette nation tout en situant ce pays dans un contexte européen.

Dès l'Antiquité, une des constantes de l'histoire slovène tient dans son rattachement systématique à des ensembles politiques plus vastes. Ainsi, « *les Romains, peu avant notre ère, sont les premiers à intégrer le territoire slovène dans un ensemble politique fortement structuré. Fondamentalement méditerranéen, l'Empire romain suit une orientation de base ouest-est. (...). A cette époque les pays slovènes s'inscrivent donc dans une logique spatiale orientée d'ouest en est, dont la Save constitue l'axe principal* » (Lory B., 2005, p. 57).

S'en suivent des périodes assez floues, dues aux grandes périodes de migrations, et il faudra attendre le XIII^{ème} siècle pour que la majorité de ce peuple slave soit rattaché à l'empire des Habsbourg, et ce jusqu'en 1918, soit près de huit siècles d'acculturation ! Ainsi, « *pendant un bon millénaire, l'histoire de l'Autriche et celle de la Slovénie s'entremêlent ou, plus exactement, l'histoire de la Slovénie se déroule à l'intérieur de l'Autriche* » (Bernard A., 2002, p. 29). Seule la partie sud de l'actuelle Slovénie connaît une histoire quelque peu différente : l'ensemble des villes du littoral (ainsi que la majeure partie de l'Istrie) passant sous l'emprise des Doges de Venise, de la fin du XIII^{ème} siècle jusqu'en 1797. De manière générale, cette période fut ainsi marquée par la domination de Vienne, centre politique, culturel, social et économique de l'Empire. Cette suprématie habsbourgeoise ne sera remise en question que de manière ponctuelle, suite aux conquêtes de Napoléon 1^{er} avec la formation des provinces Illyriennes (1809-1814).

Ces périodes austro-hongroise mais aussi vénitienne se traduisent inévitablement par des héritages socio-politique-culturels forts : les ressorts de la culture slovène offrent aujourd'hui encore un visage contrasté, allant des façades pimpantes et des dédales de petites rues tortueuses en bord de mer, tel Koper ou encore Piran jusqu'à Bled, haut lieu touristique des Alpes juliennes, à proximité de la frontière autrichienne dont les chalets en bois se singularisent par une architecture toute tyrolienne !

A ces héritages séculaires viennent se surimposer de nouvelles strates, issues des rebondissements historiques du XX^{ème} siècle : 1918, création du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes ; 1920, traité de Rapallo entre l'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes : l'Istrie ainsi qu'une partie de l'actuelle Slovénie autour du plateau du Kras deviennent italiennes (soit environ 300 000 Slovènes) ; 1929, le Royaume prend le nom de Yougoslavie ; 1945, proclamation de la République fédérative populaire de Yougoslavie, système fédéral regroupant 6 Républiques (et 2 provinces : Vojvodine et Kosovo) dont la République Socialiste de la Slovénie qui fut l'une des premières, avec la Croatie, à revendiquer son indépendance face aux montées nationalistes serbes. Cette déclaration proclamée le 25 juin 1991 fut suivie de 10 jours de guerre principalement marqués par le bombardement des installations de transports (production et acheminement d'électricité, aéroport, nœuds routiers et ferroviaires) et des bases militaires.

Enfin, la construction de ce pays s'est enrichie d'un nouvel épisode, cette fois tourné vers l'Ouest et l'Europe Occidentale. En effet, après 12 ans d'existence, ce pays surnommé « le poumon vert de l'Europe » intègre l'Union Européenne le 1^{er} janvier 2004 et dernièrement, la zone euro depuis le 1^{er} janvier 2007.

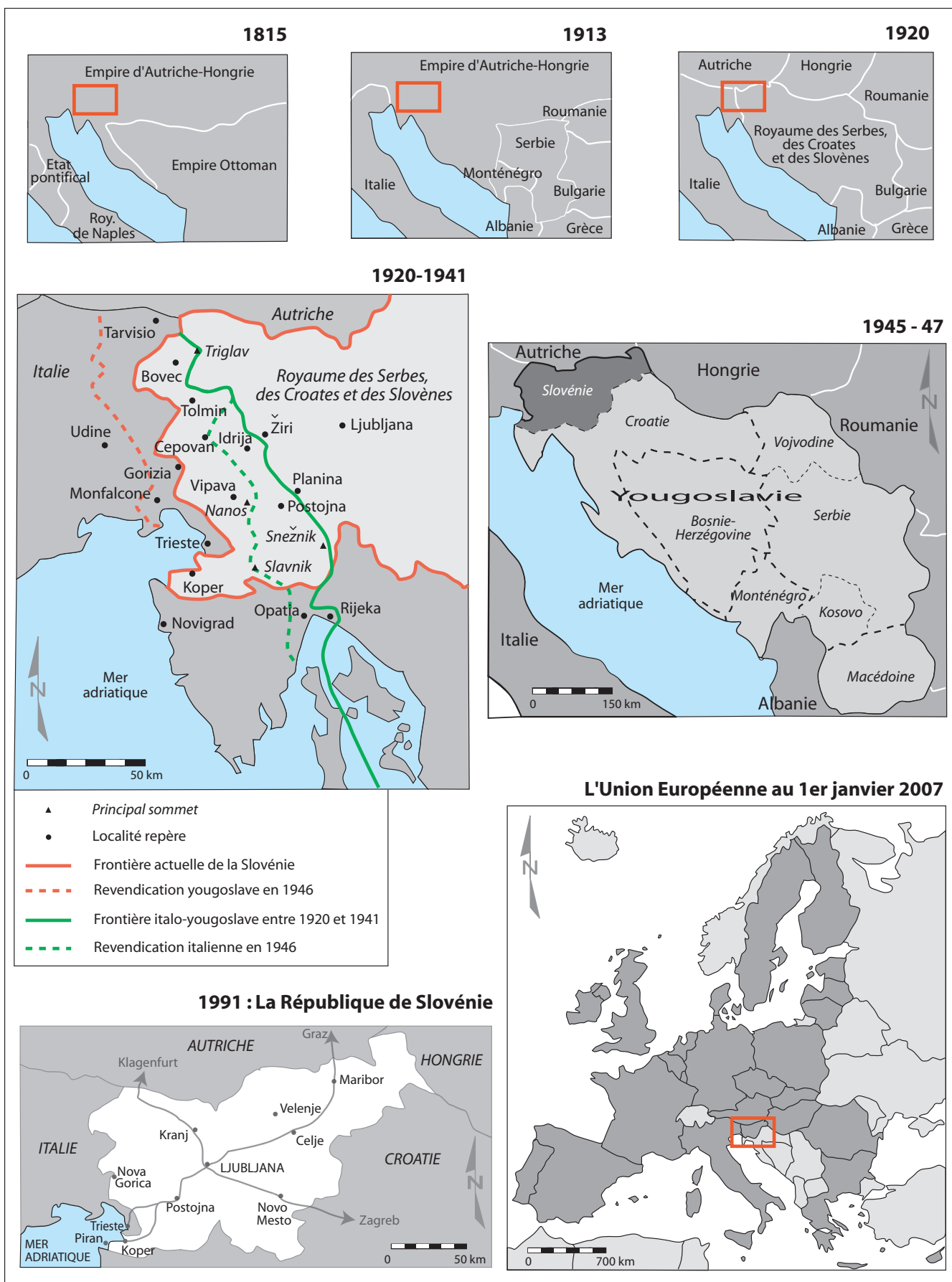


Figure I.3 : Construction de la Slovénie : quelques étapes repères 1815-2007 (commentaire dans le texte)

Résumer l'histoire de la Slovénie en une trentaine de lignes pourra être perçu par certains comme une hérésie, tant les raccourcis sont nombreux ! Pour autant, ce court développement donne à voir l'essentiel, à savoir le caractère syncrétique de la Slovénie, creuset culturel mêlant traditions slaves, héritages germaniques et italiens, système économique socio-capitaliste et ouverture européenne. Autant de repères spatio-temporels qui situent la Slovénie et la France dans un espace-temps similaire, caractérisé par un socle culturel commun, lequel, compte tenu de notre problématique de recherche, fait figure de préalable nécessaire à notre démarche comparative.

Néanmoins, il est clair qu'en choisissant de comparer deux pays culturellement proches, établis et formés sur le même socle socio-culturel fortement imprégné des principes judéo-chrétien et marqué dans ses institutions par le droit romain, nous n'envisageons qu'une partie des modalités de fonctionnement du triptyque étudié.

Fort est à parier qu'il y aurait beaucoup à observer et à comprendre sur des terrains d'étude situés aux antipodes, telle une mise en perspective entre le contexte français et le contexte de protection des espaces touristiques « naturels » au Népal depuis les années 1970 (Sacareau I., 2000, p. 16). Pour autant, il nous semble que les divergences culturelles associées au registre patrimonial auraient faussé notre analyse. Dans le cadre de notre thématique de recherche, le choix de deux terrains d'étude contrastés aurait nécessité la présentation et l'analyse d'une multitude de paramètres explicatifs, dont le foisonnement : 1/ aurait nui à la démarche de synthèse d'un travail de doctorat ; 2/ nous aurait davantage conduit à **juxtaposer** des modes de fonctionnement fort différents sans réellement les mettre en perspective, cette faiblesse étant une des conséquences possibles de l'absence d'une base culturelle commune.

Au-delà de la similitude culturelle que présentent les deux terrains d'étude, il n'en reste pas moins que ce n'est là qu'un cadre général faisant l'objet de déclinaisons particulières et propres à chacun de ces deux contextes ! La preuve en est les différences observées lors du chapitre précédent quant à la construction des systèmes de protection et des prises en compte de particularités des paysages karstiques sur le plan juridique.

Entre proximité et éloignement, ressemblances et différences, se dessine alors un interstice fertile, riche en enseignements quant à la compréhension du triptyque patrimoine/ tourisme/ dynamiques spatiales.

2. 2. Le choix d'une même entrée thématique : des paysages karstiques patrimonialisés

L'unité paysagère sur laquelle porte notre travail apparaît également comme un préliminaire nécessaire. Elle permet de cerner au plus juste les ressorts associés : 1/ aux logiques patrimoniales d'espaces dit « naturels » ; 2/ à ce type de paysages particulier qui met en avant des problématiques spécifiques, notamment abordées lors du premier chapitre.

D'un point de vue méthodologique, ce présupposé conduit alors à centrer notre analyse sur des processus spatiaux, faisant en quelque sorte abstraction des conditions physiques du milieu. Dans les faits, il va de soi qu'une telle démarche reste un vœu pieux et que les conditions topographiques des paysages étudiés sont source de différenciation, et donc d'enrichissement. Pour autant, cette base « karstique » présente l'intérêt, au même titre que le socle culturel précédemment abordé, de conférer une certaine unité à notre démarche.

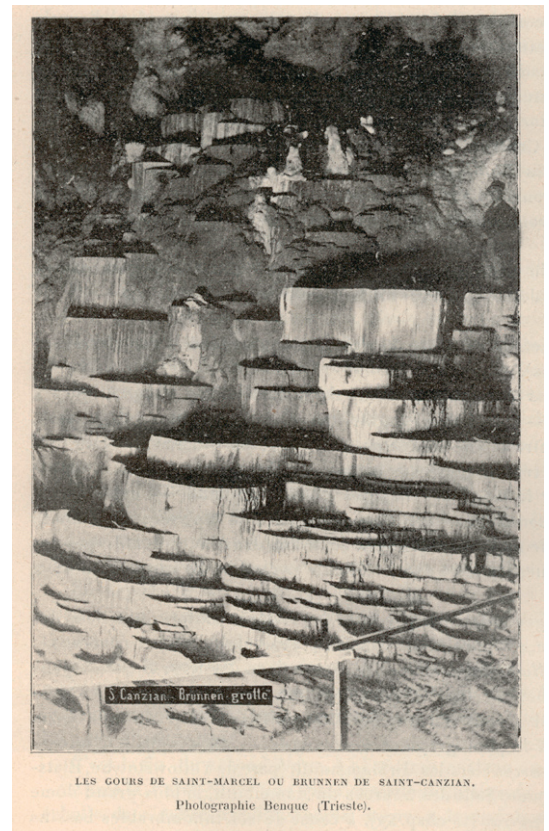
2. 2. 1. Un choix franco-slovène : un raisonnement construit teinté de hasard

Reste ici à préciser pourquoi l'Ardèche et la Slovénie ? En effet, à l'échelle du continent européen, cadre spatial jugé nécessaire compte tenu de la thématique patrimoniale, d'autres terrains d'études auraient pu être abordés : les gorges de l'Ardèche et le plateau du Kras slovène sont loin de concentrer l'ensemble des richesses karstiques européennes, valorisées sur un plan touristique !

A notre sens, un des premiers à avoir effectué un rapprochement entre ces deux terrains d'étude serait E.-A. Martel. En effet, dans *les Abîmes*, il effectue plusieurs rapprochements entre les grottes de Saint-Marcel, situées en rive gauche de la rivière Ardèche et les grottes de Postojna d'une part, puis celles de Škocjan : « la grotte de Saint-Marcel d'Ardèche (dite aussi de Saint-Martin-d'Ardèche, nom du village voisin) est une des plus belles cavernes d'Europe. Elle mérite une complète visite, même de la part des touristes qui connaissent déjà les splendeurs de Dargilan (Lozère), Han-sur-Lesse (Belgique), Aggtelek (Hongrie) Adelsberg (Autriche) » (Martel E.-A., 1894a, p. 79). Le parallèle est alors établi avec la grotte de Postojna, le toponyme d'Adelsberg étant celui usité sous l'empire austro-hongrois. Plus avant dans sa description de Saint-Marcel, Martel compare les formations de cette dernière à celles visibles dans les grottes de Škocjan, alors appelées « Saint-Canzian » : « ces coupes, sorte de barrages construits par l'eau des rivières souterraines, dans des conditions encore mal connues, se rencontrent dans la plupart des grandes cavernes : on les nomme bassins de dentelles à Saint-Marcel, bénitiers dans d'autres, Brunnen (fontaines) à Saint-Canzian (Autriche) » (Ibid, 1894, p. 83). Martel pousse alors le rapprochement entre des deux grottes jusqu'à utiliser des photographies des gours de Škocjan pour illustrer ses propos sur les grottes de Saint-Marcel (p. 84).

Figure I.4 : Les caractéristiques des formations karstiques comme vecteur de comparaison entre les grottes de Škocjan et de Saint-Marcel

Cette photographie, extraite de l'ouvrage d'E.-A. Martel *Les Abîmes* (1894) représentent les gours des grottes de Škocjan tout en s'intitulant : « les gours de Saint-Marcel ou brunnen de Saint-Canzian », effectuant ainsi un rapprochement entre ces deux formations et plus largement, entre ces deux grottes et ces deux terrains d'étude.



Ces analogies, au-delà de leur premier aspect factuel, soulignent la richesse des formations karstiques de nos deux terrains d'étude, invitant le chercheur à s'interroger davantage : l'intérêt d'une comparaison entre ces deux terrains d'étude n'est-elle ici que le reflet des expéditions et explorations de Martel ou y a-t-il réellement matière à tirer de l'information géographique d'une telle mise en perspective ? Ayant entre les mains cette thèse, le lecteur ne se laissera pas abuser par cette fausseté naïve interrogation. Encore est-il nécessaire de ne pas se cantonner à cette simple affirmation mais de démontrer nos propos...

Pour autant, dans un souci d'honnêteté et sortant de derrière ce paravent si commode que représentent des grandes pointures comme Martel, il semble qu'il y ait autant de raisons objectives que de hasards dans le choix de ces deux terrains karstiques. Et c'est un fait, les hasards peuvent toujours être minorés *a posteriori* puisque le temps de la rédaction n'est pas celui des recherches...

Il va sans dire que les liens scientifiques établis de longue date entre les membres du laboratoire Edytem, le site de l'aven d'Orgnac, situé en basse-Ardèche, et, d'autre part, les chercheurs de l'Institut du Karst à Postojna ont influencé le choix de ces deux terrains d'étude et leur mise en perspective, ainsi que le soutien financier de la région Rhône-Alpes pour la mobilité aux jeunes chercheurs. Néanmoins, au-delà de ces raisons contextuelles et financières, les gorges de l'Ardèche et le plateau du Kras slovène concentrent un certain nombre de particularités spatiales qui en font des terrains de choix pour comprendre les ressorts du triptyque « logique de patrimonialisation/ développement touristique/ dynamiques spatiales »... si tant est qu'on se donne la peine de délimiter ces deux terrains... !

2. 2. 2. Délimitations des terrains d'étude

Le terrain sud-ardéchois présente cette relative facilité d'être organisé autour d'un élément fédérateur : la rivière Ardèche. Se pose néanmoins la question du commencement et de la terminaison des gorges ainsi que de l'étendue à prendre en considération sur les plateaux environnants. D'un point de vue géologique et géomorphologique, les gorges concernent le recoupement est-ouest du plateau calcaire des Gras (Callot Y., 1978, p. 117 ; Gombert P., 1988, p. 41). Peu ou prou, cela correspond topographiquement au tronçon compris entre la confluence de l'Ibie et de l'Ardèche (1 kilomètre en amont du Pont d'Arc) et l'arrivée dans la vallée du Rhône, à hauteur de Saint-Martin-d'Ardèche (cf. figure I.5).

Néanmoins, un des enjeux de ce travail étant de discuter des processus de diffusion spatiale des dynamiques patrimoniales et touristiques, il nous a semblé utile de considérer un périmètre élargi, allant de Vogüé en amont jusqu'à l'entrée de Pont-Saint-Esprit en aval, des villages de Larnas et de Gras au nord, à celui de Barjac au sud (cf. figure I.5). La définition de ce périmètre est le résultat des différents entretiens conduits auprès des acteurs de ce territoire et des liens fonctionnels observés lors des campagnes de terrain. Selon les points abordés, ce périmètre d'étude sera davantage recentré autour des gorges de l'Ardèche, celles-ci concentrant l'essentiel des dynamiques spatiales afférentes à notre problématique. Ceci sera notamment le cas lorsque nous serons amenés à cibler plus précisément sur les mesures de protection des paysages karstiques.

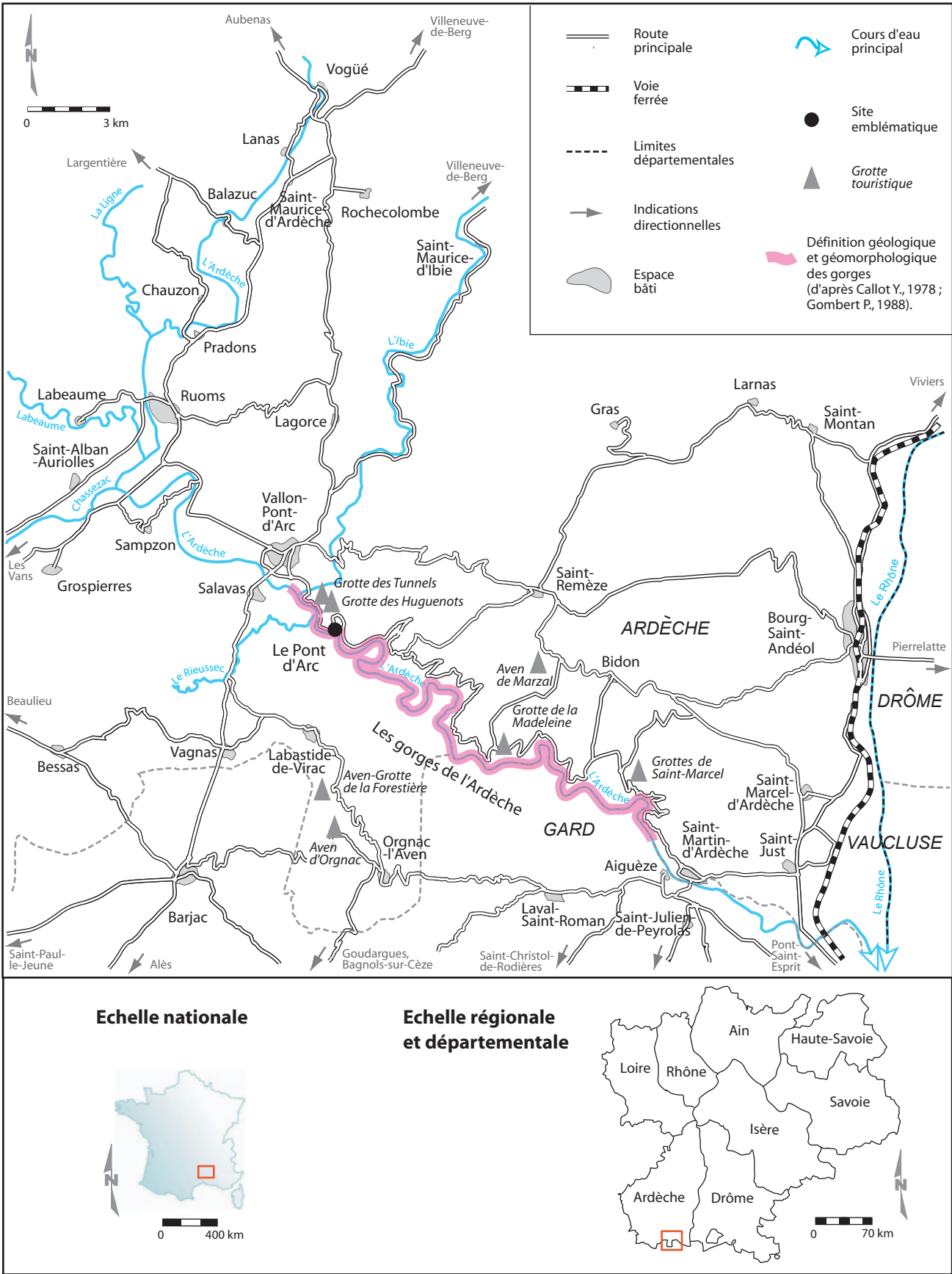


Figure I.5 : Périmètre élargi des gorges de l'Ardèche, définition de la zone d'étude

Cette définition élargie du périmètre des gorges de l'Ardèche permet d'appréhender des processus de diffusion spatiale de la dialogique touristico-patrimoniale et de nous interroger sur l'émergence d'un territoire touristique autour des gorges.

Notre objectif étant de travailler sur les dynamiques spatiales dans leur expression la plus générale, une logique analogue a présidé à la définition du périmètre d'investigation à l'échelle du karst slovène. En effet, à l'instar de ce que l'on peut observer dans le contexte ardéchois, plusieurs découpages géographiques apparaissent lorsque l'on se réfère au plateau du Kras slovène, selon les visées et les entrées thématiques des auteurs se saisissant de cette question.

D'un point de vue historique, géologique et géomorphologique, ce toponyme renvoie à la surface comprise entre le rebord du plateau dominant Trieste et la barrière « naturelle » fixée par la chaîne du Nanos et son principal sommet Pleša, à 1261 mètres d'altitude (cf. figure I.6).

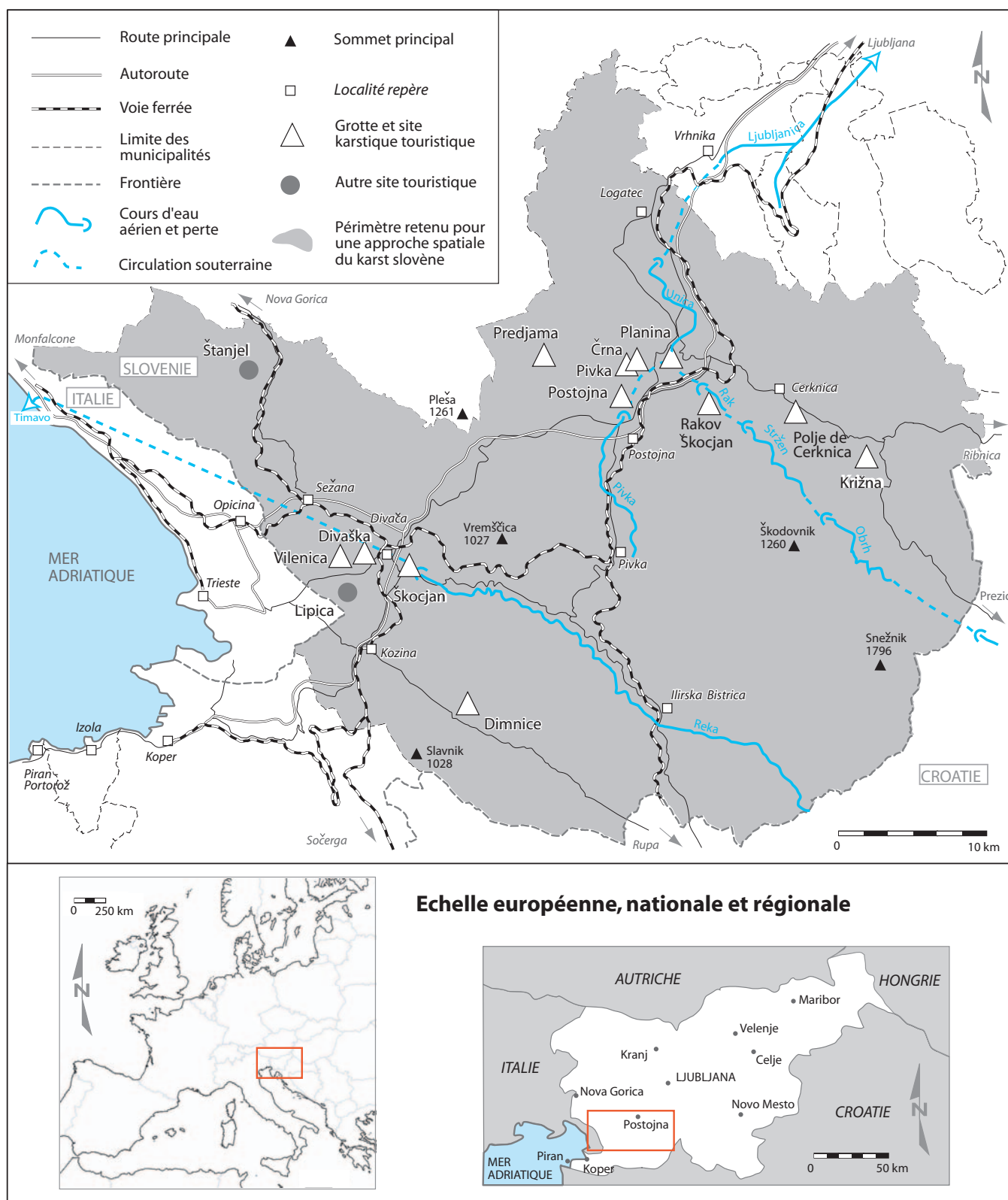


Figure I.6 : Apparition et désignation de la région « Karst », carte de Mercator (1642) - Extraite de de Kranjc A. (et al.), 1997, Slovene Classical Karst « Kras », p. 12.

De manière générale, cette reproduction dénote une certaine intelligence et compréhension des paysages karstiques : des rivières sans début ni fin, les liens supposés entre le fleuve du Timavo (Timavi fons) et la rivière Reka (Recca fl.) : ainsi cette inscription latine « Timavus flu in cuius fontes Recca flu per subterranea crumpit » (« le fleuve Timavus dans lequel la source de la Reka ressort après son parcours souterrain »).

Cependant, la question d'intégrer ou non l'ensemble constitué au nord-est par le système des grottes de Postojna et plus à l'est, le parc de Rakov Škocjan ainsi que le poljé de Cerknica se pose de manière récurrente dans les ouvrages littéraires et touristiques et ce depuis le temps des premières explorations sur le karst : ainsi le récit d'Agapito (1823) intitulé Le grotte di Adlersberg, di S.Canziano, di Corniale, di S.Servolo, la miniera di mercurio d'Idria, il lago di Cirknitz, le terme di Monfalcone, antichità romane d'Aquileia e Pola ed altri notevoli oggetti nelle vicinanze di Trieste ou encore le Guide du voyageur dans la grotte d'Adelsberg et les cavernes voisines du karst de Schmidl (1854). Ces deux récits majeurs considèrent alors la région du karst du point de vue des phénomènes karstiques remarquables, lesquels jouent ici le rôle de « bornes frontières ». Aujourd'hui, cette logique persiste et semble prévaloir dans l'élaboration des documents de promotion touristique, tels que les découpages proposés dans différentes plaquettes touristiques (point abordé dans le chapitre 5, paragraphe 4.3.).

Dès lors, dans ce même souci d'appréhender des dynamiques spatiales et de s'interroger en terme de processus de diffusion, voire de logiques territoriales, le cadre général formé à la fois par le plateau du karst à proprement parler et par la région dénommée « Notranjski kras » a été retenu dans le cadre de ce travail de doctorat.



2. 2. 3. Phénomènes karstiques et logiques de patrimonialisation

Ces délimitations posées, on relève que ces deux terrains d'étude se distinguent : 1/ compte tenu des phénomènes karstiques présents dans une surface relativement limitée ; 2/ par la diversité et la multiplicité des mesures de protection les concernant.

Du point de vue des formations karstiques, la région du Sud-Ardèche tout comme la région du Kras, concentre des phénomènes remarquables, allant des gorges de l'Ardèche et de l'Aven



Figure 1.8 : Phénomènes karstiques remarquables aux alentours des gorges de l'Ardèche : approche endo- et exo-karstique (commentaire dans le texte)

d'Ornac, au poljé de Cerknica ou encore les grottes de Škocjan. Les caractéristiques de ces derniers nous permettent de mettre en perspective des aspects à la fois endo- et exo-karstiques, et, ce faisant, de conduire une réflexion sur la prise en compte de ces phénomènes dans la construction de territoires touristiques (cf. figures I.8 et I.9).

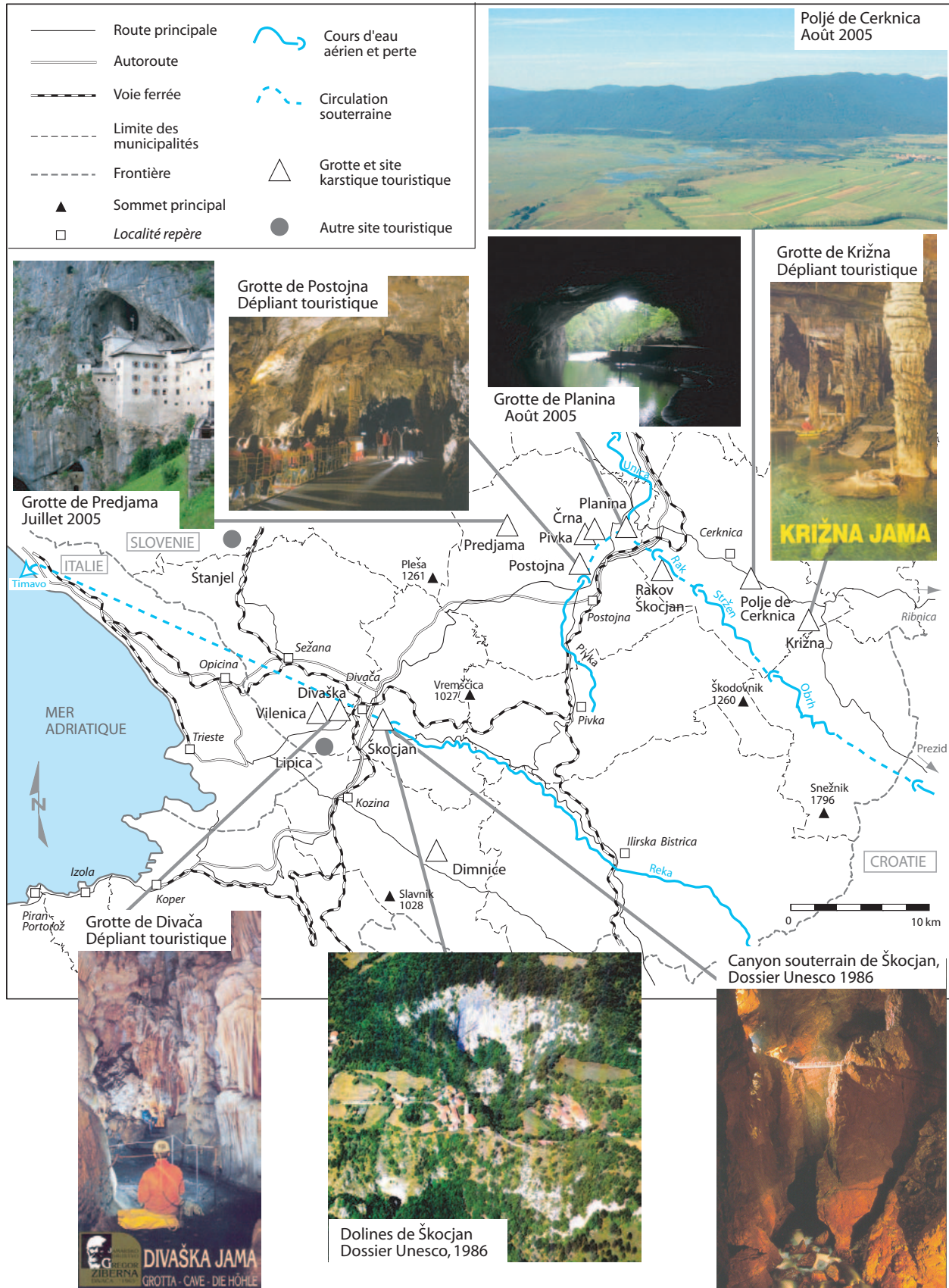


Figure I.9 : Phénomènes karstiques remarquables sur le Karst slovène : approche endo- et exo-karstique (commentaire dans le texte)

Dans une certaine mesure, la richesse géomorphologique est attestée par les différentes mesures de protection associées aux paysages karstiques. En effet, tant à l'échelle sud-ardéchoise que slovène, on ne peut que souligner ces différentes formes de protection.

Spatialement, celles-ci se déclinent à la fois sur le registre de mesures ponctuelles, tel que des sites inscrits ou classés du côté français ou encore des éléments de valeur naturelle versant slovène, mais encore sous la forme de périmètres de protection plus ou moins étendus, avec la présence d'une réserve naturelle autour des gorges de l'Ardèche ou encore de parcs « de paysage » ou régional autour des sites slovènes. Cette alternance de mesures considérant des ensembles de plus ou moins grande étendue s'avère riche en contenu géographique, nous donnant matière à réflexion en terme de dynamiques spatiales, voire de logiques territoriales (cf. figures I.10 et I.11).

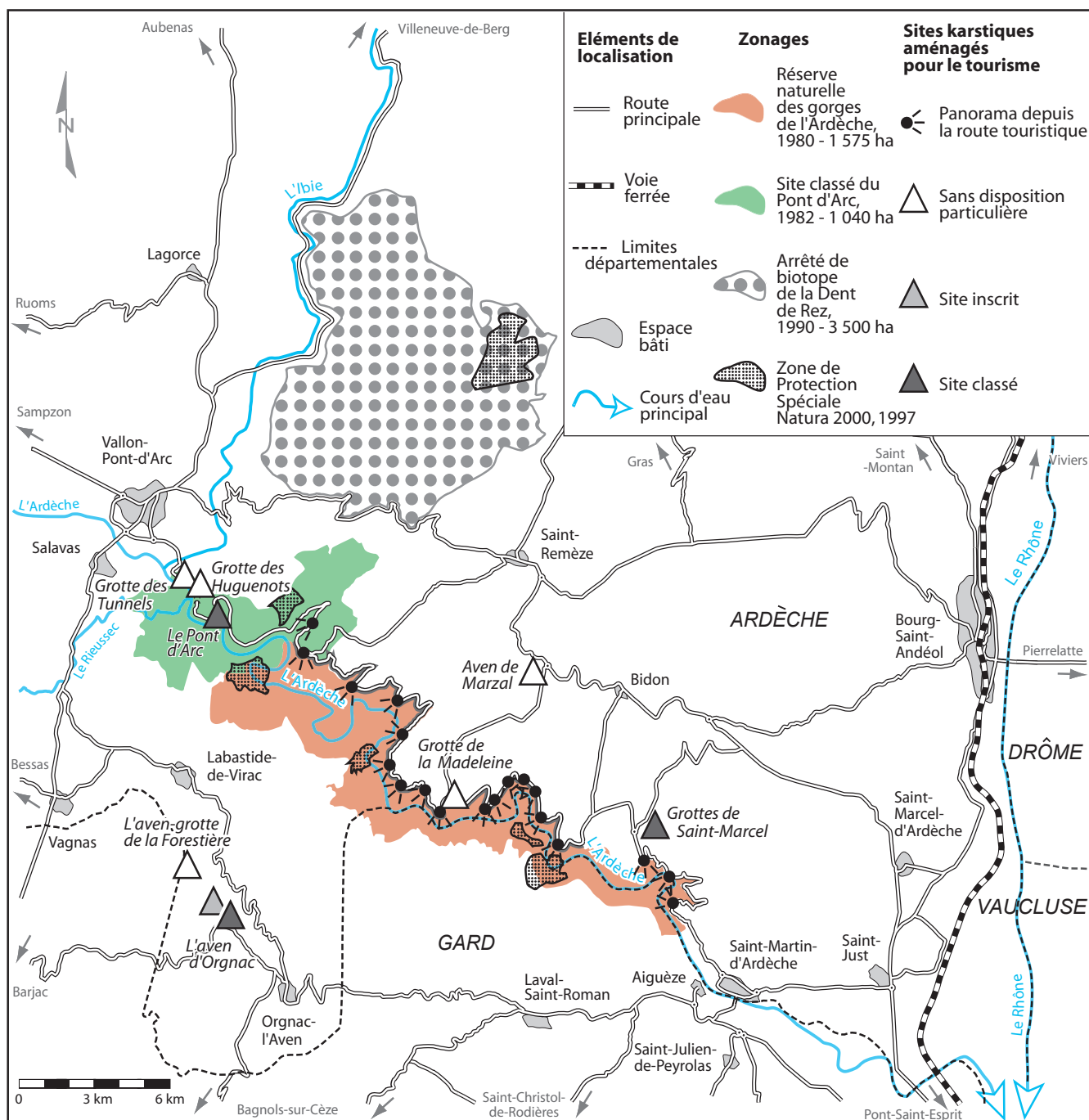


Figure I.10 : Périmètres de protection et sites touristiques karstiques à l'échelle des gorges de l'Ardèche (commentaire dans le texte)

Si l'on considère ces différentes mesures de protection dans leur contexte général de protection de la nature, une réflexion verticale peut être conduite. Il s'agit alors de s'interroger sur le niveau de protection que recouvrent ces différentes mesures, une même appellation pouvant recouvrir des réalités de protection différentes.

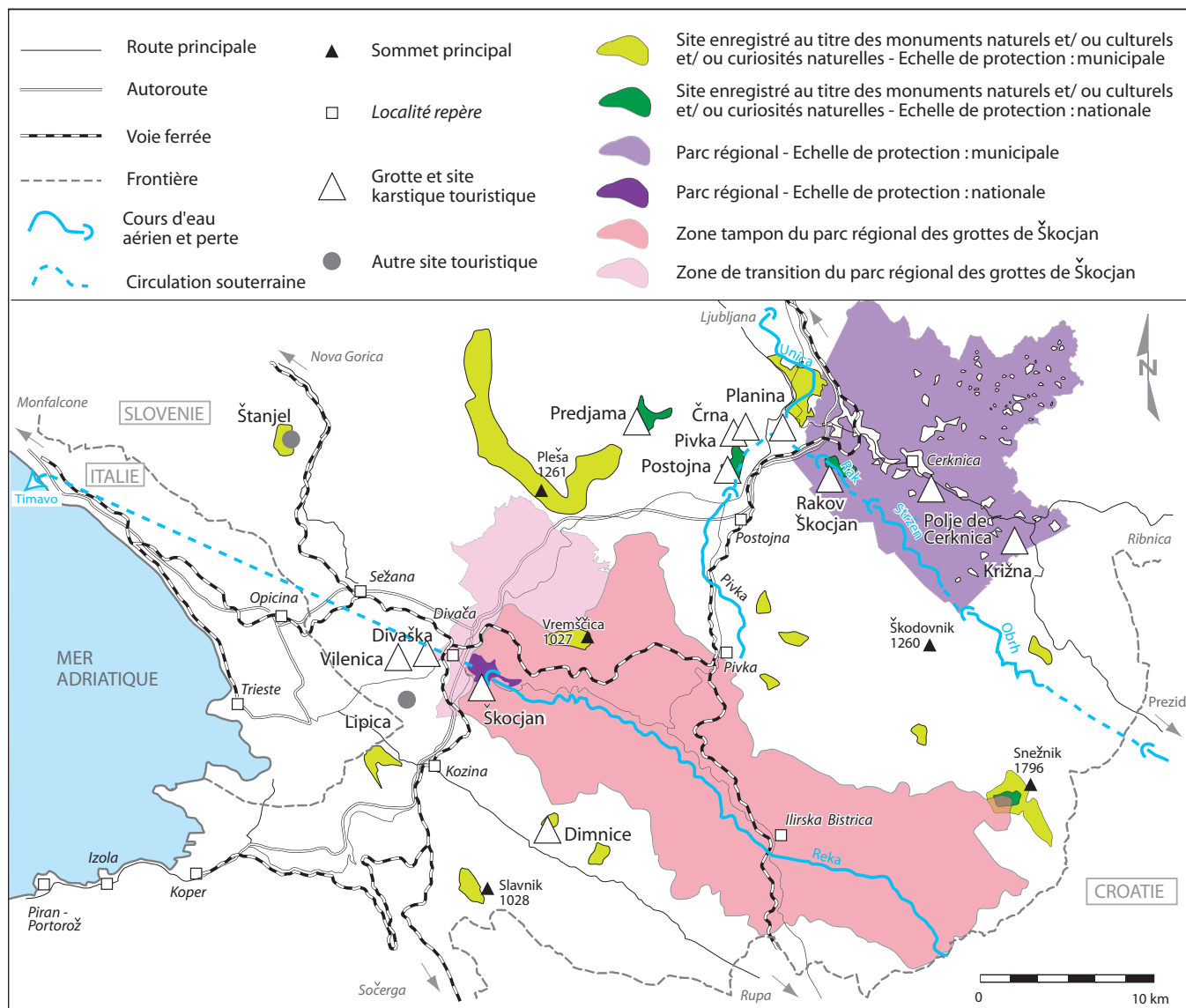


Figure I.11 : Périmètres de protection et sites touristiques karstiques sur le Karst slovène
(commentaire dans le texte)

A titre d'exemple, sur le terrain slovène, deux parcs régionaux marquent cet espace : le parc régional des grottes de Škocjan et celui de Notransjka, autour du poljé de Cerknica. Or, cette même appellation désigne des réalités diverses, mises en relief par le système de classification de l'IUCN. En effet, cette institution classe les aires protégées selon leurs objectifs et les contraintes de gestion, et non selon leur dénomination ; ce système de classification permet alors de comparer plus aisément les espaces protégés entre eux, en dépassant les contextes locaux et nationaux. Or, le parc régional des grottes de Škocjan se voit classer en catégorie 3, tandis que celui de Notranjska s'inscrit dans la catégorie 5. Sous le même vocable, on retrouve ainsi des aires protégées aux objectifs divers, la catégorie 3 se définissant comme « Monument naturel, une aire protégée gérée principalement dans le but de préserver des éléments naturels spécifiques. Aire contenant un ou plusieurs éléments naturels ou naturels/culturels particuliers d'importance exceptionnelle ou uniques, méritant d'être protégée du fait de sa rareté, de sa représentativité, de ses qualités

esthétiques ou de son importance culturelle intrinsèque » alors que la catégorie 5 s'entend comme : « Un paysage terrestre ou marin protégé : aire protégée gérée principalement dans le but d'assurer la conservation de paysages terrestres ou marins et à des fins récréatives. Zone terrestre, parfois avec la côte et la mer, dont le paysage possède des qualités esthétiques, écologiques et/ou culturelles particulières, résultant de l'interaction de l'homme et de la nature, et présentant souvent une grande diversité biologique. Le maintien de l'intégrité de cette interaction traditionnelle est essentiel à la protection, au maintien et à l'évolution d'une telle aire » (www.iucn.org).

Implicitement, de telles divergences conduisent à s'interroger sur les processus de création des aires de protection et sur les acteurs porteurs de ces dernières. Dès lors, des jeux d'influence et de rétroaction se nouent entre ces différentes échelles spatiales impliquées, *via* ces-dites mesures de protection, dans la gestion de ces deux terrains d'étude.

D'un point de vue géographique et dans le cadre de notre recherche, ces procédures d'inscription, tant à une échelle régionale, nationale qu'internationale, fonctionnent comme autant de témoins des enjeux associés à l'inscription ou au classement de tel ou tel site. Que ce soit dans le contexte ardéchois ou slovène, l'adoption successive de mesures de protection, concernant des sites karstiques d'ampleur spatiale variée, est révélatrice à plus d'un titre !

Entrée spatiale par excellence, ces différents périmètres de protection (Sites inscrits, sites classés, réserve naturelle pour le versant français, monument naturel d'intérêt national du côté slovène, ou encore procédure et/ ou label patrimoine mondial) peuvent alors être compris comme l'actualisation géographique des enjeux cristallisés autour des espaces karstiques, participant en cela à l'émergence et à l'affirmation de leur valeur patrimoniale. Expression des jeux d'acteurs, les débats relatifs à la délimitation de leur périmètre ainsi que ceux motivant leur création permettent d'observer l'émergence de dynamiques spatiales autour de ces espaces « naturels » protégés.

Cette approche d'essence « phénoménologique » se propose ainsi de partir des périmètres de protection observés afin de mettre en lumière des jeux d'acteurs autour de l'activation de ressources patrimoniales mises en perspective avec les formes de développement touristique d'un milieu karstique. Dès lors, cette entrée méthodologique apparaît comme centrale dans notre recherche. En effet, que ce soit à l'échelle des différents sites endo- et exo-karstiques sud-ardéchois ou slovènes, notre réflexion s'est progressivement construite autour des périmètres de protection observés, nous conduisant par la suite à rechercher des facteurs explicatifs. Cette approche sera déclinée au long de nos développements à l'échelle des sites d'étude. Cette entrée nous permettra de relever et de souligner les différents types de relation existant entre logiques de patrimonialisation, développement touristique et processus de transformation spatiale ; selon les contextes, ces observations s'appuieront sur des sites ponctuels (grotte de Postojna, aven d'Orgnac, lac de Cerknica) ou sur le contexte régional (Parc régional des grottes de Škocjan, réserve naturelle des gorges de l'Ardèche). Ce choix méthodologique nous conduit à appréhender la complexité des lieux et des espaces géographiques entre des logiques de patrimonialisation et de développement touristique. L'ancrage temporel permettra de donner substance et matière à l'émergence progressive de territoires touristiques.

2. 3. Des logiques de valorisation touristique analogues

L'enjeu de notre travail étant de conduire une réflexion sur les processus interactifs liant des logiques de patrimonialisation d'espaces « naturels » et de développement touristique, notre justification dans le choix de ces deux terrains d'étude ne saurait faire l'impasse d'une présentation,

même succincte, des caractéristiques et dynamiques touristiques structurant ces deux terrains. A l'instar des développements précédents, il est ici question de mettre en relief les faits majeurs nous ayant conduit à dresser des passerelles entre le Sud-Ardèche et le plateau du Kras slovène.

Ainsi, lorsque l'on considère l'éventail des produits touristiques de ces deux terrains d'étude, trois faits majeurs peuvent être retenus : 1/ la concentration de sites karstiques faisant l'objet d'une valorisation touristique ; 2/ un tourisme essentiellement rural, si tant est que ce découpage de l'activité touristique soit encore aujourd'hui pertinent ; 3/ l'inscription dans le temps long de ces pratiques touristiques.

2. 3. 1. Concentration de sites karstiques touristiques

En termes de sites karstiques touristiques, les deux terrains d'étude se caractérisent par une concentration qui pose question. Ainsi, on ne dénombre pas moins de sept grottes payantes dans les gorges et sur les plateaux encadrant les gorges de l'Ardèche. Les gorges, compte tenu des classifications touristiques en vigueur, ne peuvent être considérées *stricto sensu* comme un site touristique payant, attendu qu'elles ne font pas l'objet d'un droit d'entrée. Néanmoins, les retombées économiques engendrées par les descentes en canoë-kayak et les nuitées en bivouac amènent à relativiser cette assertion et nous conduisent à considérer les gorges de l'Ardèche comme un site karstique « support » d'activités touristiques.

Quant au côté slovène, la région étudiée compte neuf grottes touristiques, agrémentées de visites libres dans le parc régional des grottes de Škocjan, dans Rakov Škocjan et de quelques parcours autour du poljé de Cerknica (cf. figure I.9, page 69).

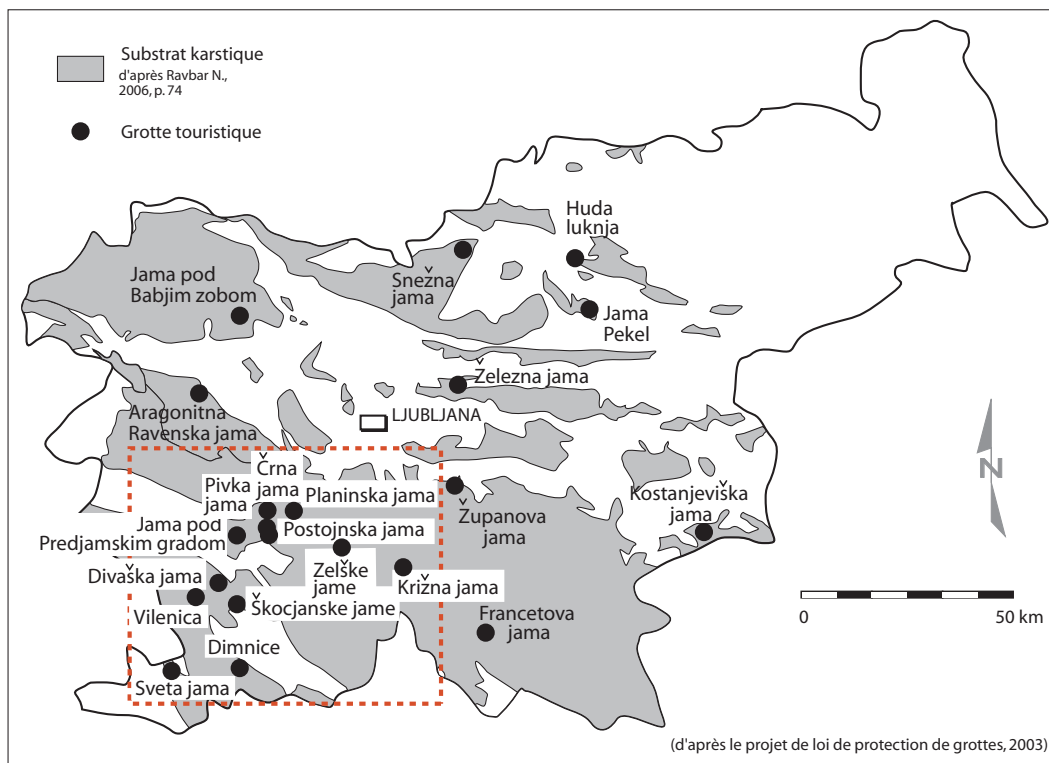


Figure I.12 : Carte de localisation des cavités slovènes aménagées pour le tourisme en 2003

A l'instar des dynamiques observées à l'échelle du terrain français, cette figure met en avant un phénomène de concentration à l'échelle du Karst slovène, laquelle région regroupe la moitié des grottes touristiques slovènes.

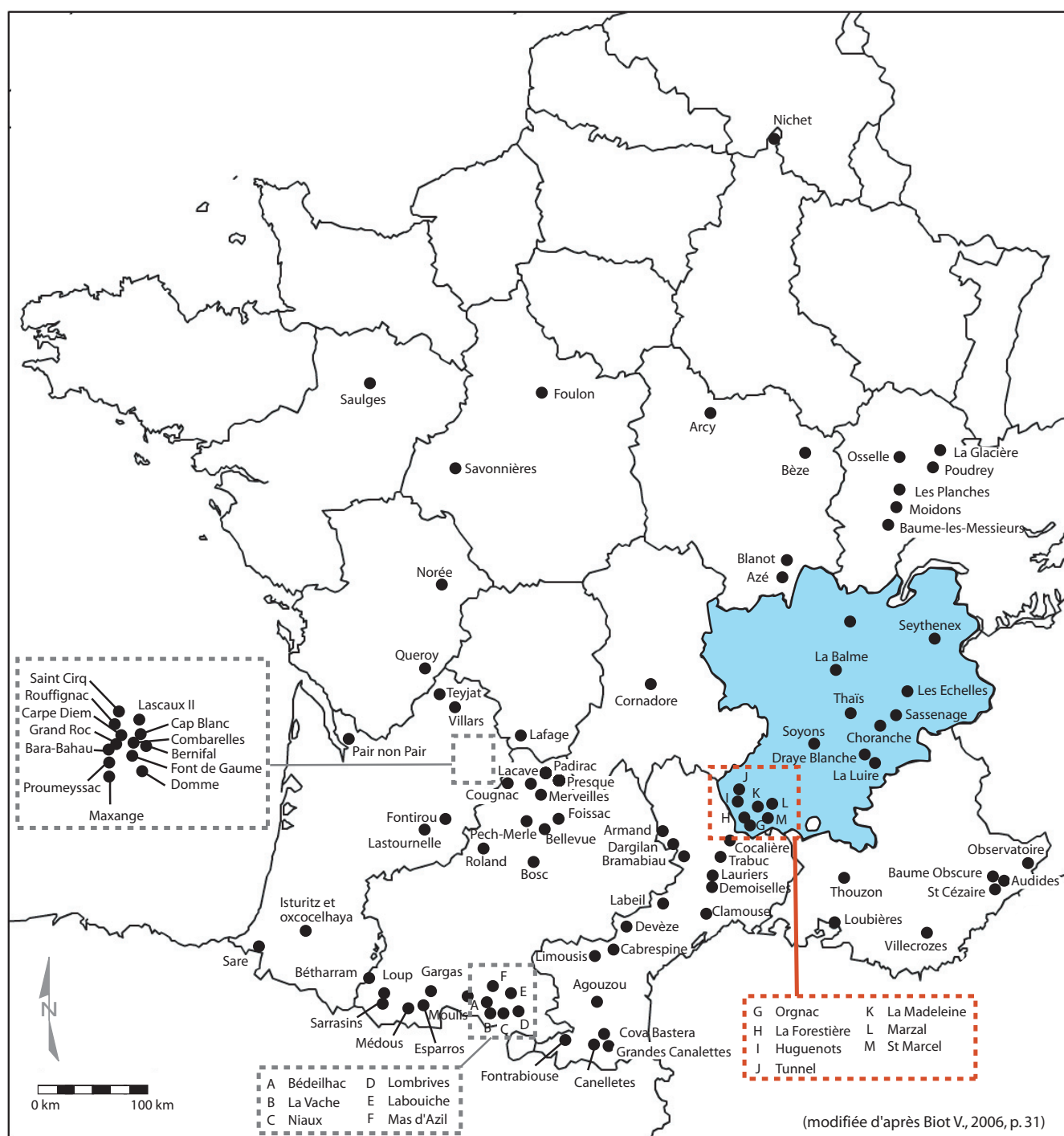


Figure I.13 : Carte de localisation des cavités françaises aménagées pour le tourisme en 2004

A l'échelle nationale mais plus encore rhône-alpine, cette carte souligne une concentration de grottes touristiques dans le Sud-Ardèche, mettant en évidence l'importance du tourisme lié aux paysages karstiques à cette échelle.

Cette concentration spatiale prend tout son sens lorsque l'on resitue ces deux terrains d'étude dans leur environnement spatial. Ainsi, les cartes des cavités à entrées payantes françaises et slovènes font apparaître ces deux terrains d'étude comme des pôles du tourisme souterrain. Ceci est particulièrement marqué à l'échelle du karst slovène, laquelle région concentre la moitié des grottes touristiques de ce territoire national ! Dans le contexte français et plus encore rhône-alpin, ce même phénomène apparaît. Alors que les gorges de l'Ardèche concentrent 1/14 des grottes touristiques françaises, cette proportion passe à 7 sur 16, soit près de la moitié des grottes rhône-alpines ! (cf. figure I.13)

2. 3. 2. *Un tourisme en espace rural*

Ces sites karstiques s'inscrivent dans un tourisme essentiellement à dominante rurale, l'espace rural étant défini par l'INSEE comme l'espace hors Zone de peuplement industriel et urbain (ZPIU) et hors communes littorales (même inférieures à 2000 habitants) et de haute montagne » (Baron-Yellès N., 1999, p. 145). Souvent considéré comme un espace résiduel entre ville, montagnes et littoral, cet espace touristique, très étendu, présente des marges incertaines et souffre de la concurrence des deux autres destinations touristiques majeures que sont la montagne et le littoral. Ses densités de population sont relativement faibles, concentrées en « *des villes petites et moyennes qui jouent un rôle d'animation au sein d'espaces peu polarisés* » (Dewailly J.-M., Flament E., 2000, p. 102).

Dans cette perspective, ce type d'espace touristique se caractérise essentiellement par un tourisme diffus : « *les activités touristiques dans l'espace rural sont rarement concentrées dans des stations, les équipements et les hébergements paraissent le plus souvent diffus, et l'intensité de l'activité touristique dans l'espace rural très variable* » (Baron-Yellès N., 1999, p. 145). Absence de centre urbain majeur, développement d'hébergements marchands essentiellement tournés vers l'hôtellerie de plein air, gîte ou chambres d'hôtes, tentative de valorisation d'un artisanat local, autant de caractéristiques que l'on retrouve à l'échelle de nos deux terrains d'étude... bien que le contexte ardéchois se distingue du terrain slovène par une concentration plus marquée des flux et hébergements touristiques, notamment autour des gorges. Mais nous aurons l'occasion de revenir sur cette divergence entre nos deux terrains et point ne sert d'aller trop vite dans notre démonstration...

2. 3. 3. *Des processus de valorisation touristique inscrits dans le temps*

D'un point de vue historique, ce tourisme rural s'est progressivement construit dans des liens entretenus avec la ville, lieu présumé de toutes les tensions (Dewailly J.-M., Flament E., 2000, p. 103). Dans ce rapport dialectique, la campagne se mue rapidement en un espace fantasmé, symbole d'une nature vierge et reposante propice au ressourcement... Aujourd'hui encore, ne dit-on pas « se mettre au vert » ? Peu à peu, les espaces ruraux à proximité des centres urbains deviennent le lieu de pérégrinations le temps d'un week-end et ce, dès le début du XIX^{ème} siècle. Ce phénomène sera accentué avec le développement des chemins de fer, relayé ensuite par la voiture individuelle. Dans un premier temps, les flux touristiques se cristallisent ainsi autour des gares ou de curiosités naturelles situées à proximité que l'on découvre suivant les pas et/ou les pages d'un guide.

Ainsi en est-il des dynamiques touristiques observées autour des grottes de la région du karst slovène. La première à avoir fait l'objet d'un système de visites codifiées semble être la grotte de Vilenica (également connue sous le toponyme de Corniale) pour laquelle des traces de valorisation touristique, datées de 1633, auraient été retrouvées dans les registres du comte de Petač, propriétaire de la grotte. Pour autant, les sources restent éparpillées sur ce sujet et il est difficile de se figurer quelles étaient les modalités de visite de cette cavité. Une des premières sources sûres à ce sujet apparaît avec la visite d'Anton Nagel, mathématicien chargé par l'Empereur de l'Empire Germanique de recherches souterraines. En 1748, il présente cette caverne comme une des plus belles qu'il ait jamais vues. Quelques années plus tard, en 1778 puis 1789, une seconde description est fournie par Baltazar Hacquet, dans son ouvrage *Oryctographia Carniolica*. A partir de cette date, plusieurs ouvrages font référence aux concrétions exceptionnelles de la grotte de Vilenica : le poème *La Grotta di Vileniza* de Giuseppe Comangnoni en 1795, la prose *La Grotta di Vileniza di Corniale* du Dr Francesco Trevisani en 1802. La visite de la grotte s'organise avec notamment

l'installation d'une porte fermée en 1809, puis d'un livre des visiteurs en 1821. Dans son ouvrage de 1823, Girolamo Agapito de Trieste confirme ce développement touristique et précise l'existence de droits d'entrée de 2 florins. Par la suite, l'ouvrage d'Adolf Schmidl décrit les différentes salles de la grotte (1854, 1858) et les planches d'A. Rieger (1861, La Grotta di Corniale) donnent à voir une coupe de la grotte et des illustrations montrant des visiteurs dans la grotte.



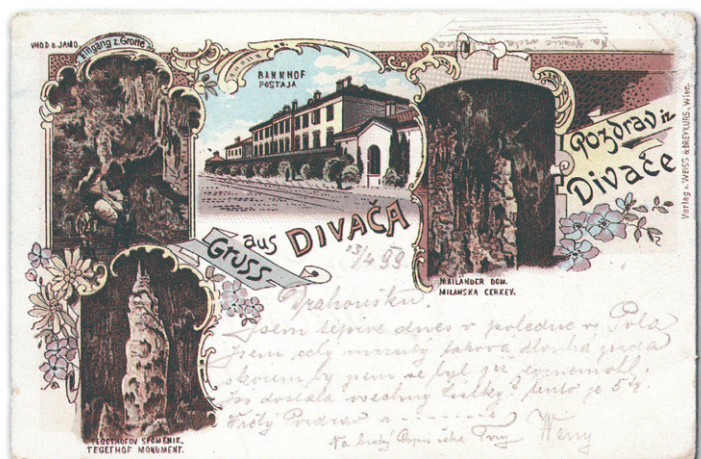
Figure I.14 : Visiteurs dans la grotte de Vilenica, (1861), reproduction d'A. Rieger A., 1861

Cette reproduction témoigne de l'invention touristique de la grotte de Vilenica, alors nommée Grotta di Corniale ; il semblerait que cette grotte fut la première du Karst slovène à avoir fait l'objet d'un système de visites touristiques, et ce dès le milieu du XVII^{ème} siècle.

Ce premier site sera relayé dès le début du XIX^{ème} siècle par l'aménagement touristique de nouvelles cavités, celle de Postojna en 1819, puis celle de Škocjan l'année suivante, grottes touristiques majeures du karst slovène, point sur lequel nous aurons l'occasion de revenir. A la fin du XIX^{ème} siècle, ce panel sera complété par la grotte de Divača, alors dénommée « Die Kronprinz Rudolf-Grotte ». Découverte en 1884, celle-ci sera ouverte au public trois années plus tard. Située à proximité des grottes de Škocjan, cette nouvelle cavité ravit les esprits curieux, conduisant à des descriptions dithyrambiques : « *Was das Wasser hier geschaffen, ist einfach wunderbar ! Wie mit Tausenden Smaragden, Diamanten und Korallen ausgestaffiert, zeigt sich diese Grotte. Die absonderlichsten Gebilde in den mannigfaltigsten Nuancen haben die Jahrtausende hier gezeitigt!* » (Wallner A., 1914, p. 79). Deux habitants du village (dont le découvreur de la grotte) se tiennent à la disposition des visiteurs pour les conduire à l'intérieur de la cavité, laquelle devient le temps de certains week-ends le théâtre de concerts illuminés accueillant près de 600 personnes (Konviczka R., 1897) ! Par la suite, sa proximité avec le front de la première guerre mondiale puis le passage de ce territoire aux mains des autorités italiennes conduisirent à son abandon progressif et ce jusqu'en 1987, date à laquelle la société spéléologique de Divača décida de procéder à un ré-aménagement touristique d'envergure modeste.

Figure I.15 : Représentation de la grotte de Divača sur les cartes postales (1893), extraite de Puc M., 1999

Aux côtés de la gare ferroviaire, cette carte postale met en avant trois encadrés, lesquels représentent différentes les salles de la grotte : l'entrée, le monument de Tegethof, la galerie de Milanska. Ce document joue un double rôle : 1/ il témoigne de l'importance touristique (voire même sociale) de cette grotte pour les habitants de cette région à la fin du XIX^{ème} siècle ; 2/ il permet de diffuser les images de la grotte vers l'extérieur, jouant ainsi un rôle de promotion touristique.



Sur ce point, les gorges de l'Ardèche font l'objet d'un développement touristique plus tardif. Les grottes de Saint-Marcel, curiosité naturelle de premier ordre expliquant la venue de touristes au milieu du XIX^{ème} siècle sont moins fréquentées. S'il n'existe pas de chiffres fiables à cet égard, le fait même que la mise à prix du bail soit sans cesse revue à la baisse, passant de 50 francs par la commune en 1843 à 20 francs en 1846, pour finalement ne plus trouver de preneur pendant une vingtaine d'années, est un indicateur quant au faible volume de fréquentation touristique de ces grottes (Fonds E dépôt 45 D 7, archives départementales de l'Ardèche (AD 07)).

A cet état de fait, leur relative difficulté d'accès peut être avancée comme un facteur explicatif. Il faudra, en effet, attendre quelques décennies et l'ouverture fin XIX^{ème} d'une route conduisant au Pont d'Arc pour que se mette en place un système de visite « intégrée », ces grottes devenant un des points d'arrêts lors de la descente des gorges (Duval M., 2006e). Pour autant, les mêmes difficultés d'accès semblent persister, comme l'atteste E.-A. Martel :

« Que l'on vienne de Paris, de Vals, de Nîmes par le chemin de fer, ou de Mende et de Villefort en voiture, il est tout simple (...) d'aboutir par une excellente route à Vallon (...). Une journée suffit, en quittant Vallon de bonne heure, pour parcourir en entier la splendide et sauvage gorge de l'Ardèche, passer sous le Pont d'Arc admirer les falaises de la Madeleine, etc., déjeuner (vers midi ou une heure) à l'entrée de la grotte de Saint-Marcel, effectuer (en 3 ou 4 heures) la visite complète de cette dernière, et achever la descente du cañon jusqu'à Saint-Martin-d'Ardèche ; de là on devra (faute d'hôtel en cette localité) gagner en voiture Pont-Saint-Esprit ; ici, bon gîte et chemins de fer.

A cet effet il importe de prévenir, au moins trois jours à l'avance, le sieur Baptiste, fermier de la grotte et batelier à Saint-Martin-d'Ardèche, pour qu'il envoie des bateliers prendre les voyageurs à Vallon, les munisse de clefs de la caverne et commande à l'avance la voiture nécessaire. Car le village de Saint-Martin n'offre aucune ressource.

Pour simplifier ce programme, il est à souhaiter que la commune de Saint-Marcel, propriétaire de la grotte, et les bateliers de Saint-Martin, organisent, avec les gens de Vallon et les voituriers de Pont-Saint-Esprit, un syndicat de mise en valeur de toutes ces beautés naturelles, un service d'ensemble facilitant l'excursion de la course.

Ils contribueront à rendre de plus en plus populaire et célèbre cette admirable région des Cévennes et des Causses, à laquelle il ne manque plus, pour faire avec succès concurrence aux Alpes et aux Pyrénées, que des moyens de transport bien organisés et des hôtels confortables ! » (Martel E.-A., 1894a, p. 93).

Ainsi, les sites constitutifs des deux terrains d'étude ont, pour certains, fait l'objet de logiques de mise en valeur touristique dès le début du XIX^{ème} siècle, les sites slovènes ayant de ce point de vue quelques décennies d'avance sur leurs compères ardéchois. Cette prise en compte du temps historique *via* une approche géo-historique permet d'observer des dynamiques spatiales et de questionner l'émergence de territoire touristique.

Actuellement, lorsque l'on considère les chiffres des vingt dernières années, ces deux espaces présentent des chiffres de fréquentation touristique semblables : au 1 million de touristes usuellement annoncés pour le Pont d'Arc répondent les quelque 950 000 entrées à la grotte de Postojna (entrées enregistrées en 1985). S'il est vrai, que depuis la guerre d'indépendance de la Slovénie, ce dernier chiffre est descendu à près de 155 000 visites en 1991, il est depuis remonté à 500 000 (en 2004) et toutes les conditions en terme de capacité d'accueil semblent réunies pour que celui-ci retrouve son niveau passé.

Cette approche du fait touristique en valeur absolue, bien que nécessaire, reste cependant insuffisante. De fait, une analyse relative, ciblée sur les flux et leur répartition à l'échelle de ces deux terrains d'étude fait apparaître bon nombre de distorsions, lesquelles nous paraissent élémentaires dans le cadre d'une approche comparative. En effet, c'est essentiellement dans ce registre touristique que des différences s'observent à l'échelle de nos deux terrains d'étude, différences qui viennent en retour nourrir notre approche dialectique du triptyque « patrimoine/ tourisme/ dynamiques spatiales ».

3. DES DIVERGENCES CONSTRUCTIVES

Dans l'appréhension du fait touristique sud-ardéchois et slovène, l'approche multi-scalaire permet de relever trois différences majeures, articulées autour des couples : concentration/ diffusion du tourisme, tourisme de séjour/ tourisme de passage, centre/ périphérie, ce dernier couple étant abordé sur le registre de la frontière.

3. 1. Deux modes d'organisation de l'espace touristique : la centralisation des flux touristiques des gorges de l'Ardèche *versus* l'organisation bi-polarisée du Karst slovène

Les terrains d'étude appartiennent à un environnement rural, qui est d'autant plus perceptible en basse saison touristique. Des caractéristiques similaires peuvent y être observées : espace interstitiel entre ville, montagne et littoral, absence de centre urbain majeur, tourisme diffus marqué par de courts séjours en résidences secondaires ou en camping, zone de transition ou d'excursion à la journée pour visiter un site ou un monument remarquable.

Pourtant, au-delà de cette apparente ressemblance, des différences existent. Alors que le terrain slovène se caractérise essentiellement par un tourisme de passage, le tourisme à l'échelle

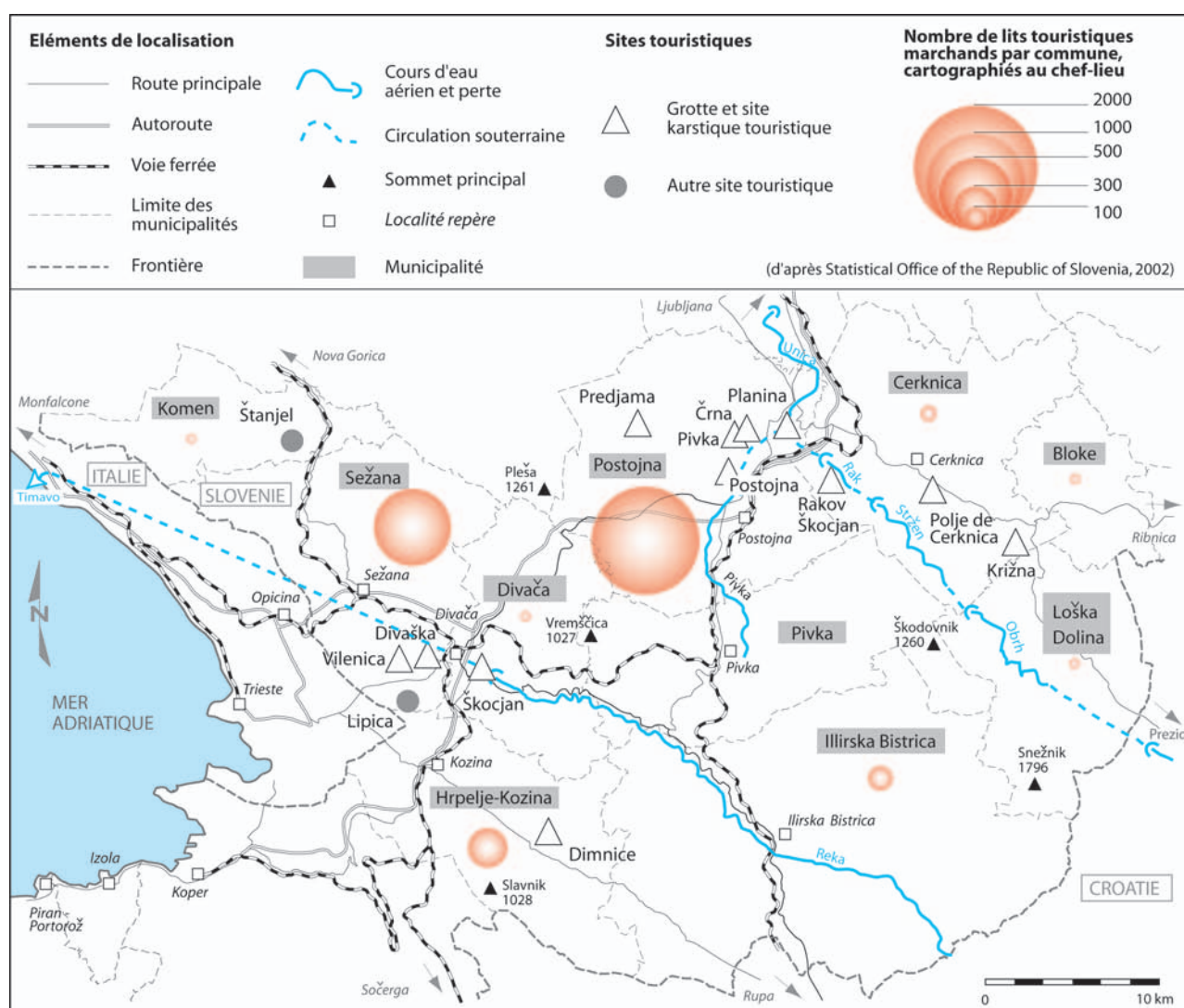


Figure I.16 : Répartition des lits touristiques marchands et des principaux sites touristiques karstiques dans la région du Karst slovène (commentaire dans le texte)

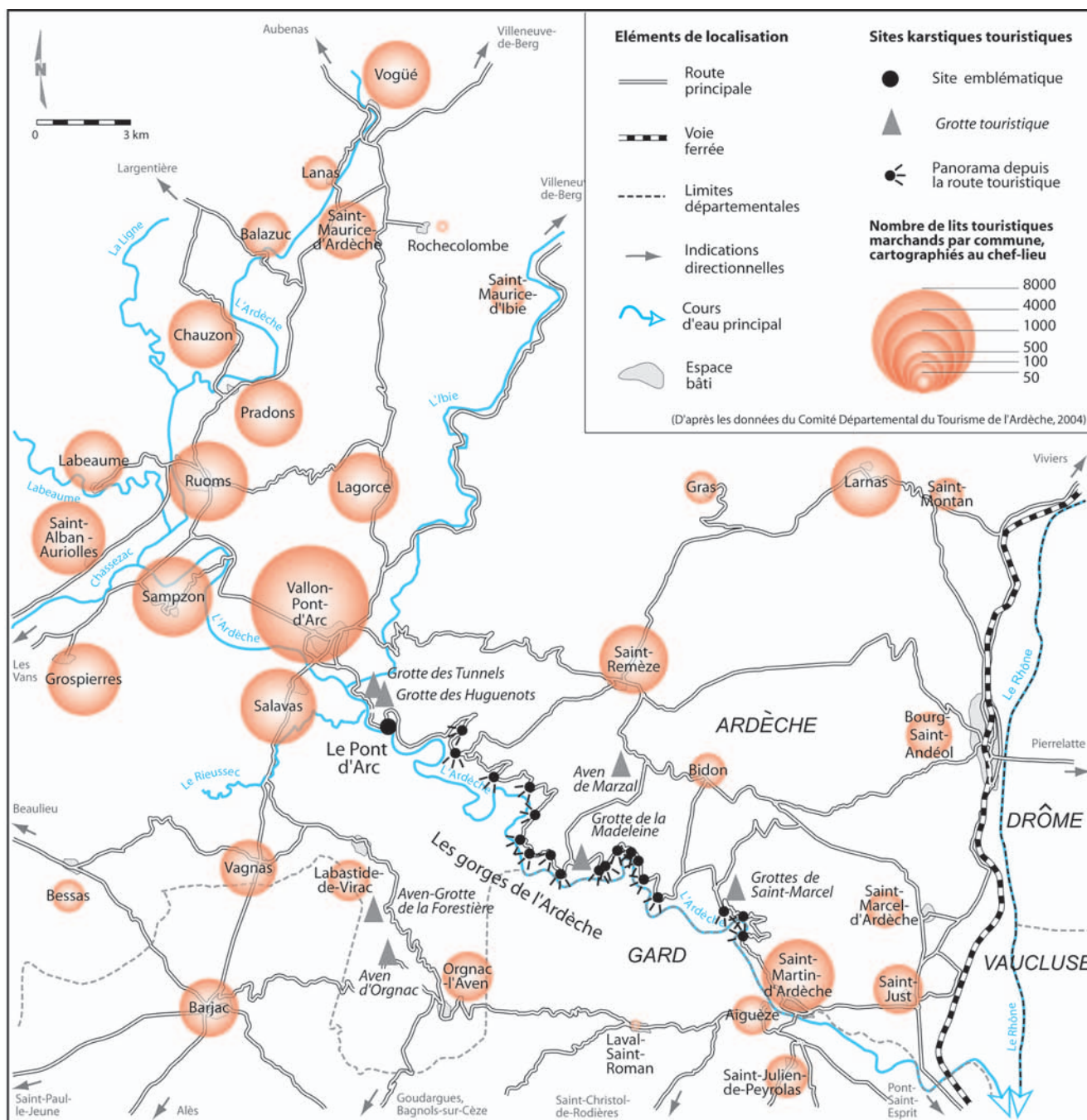


Figure I.17 : Répartition des lits touristiques marchands et des principaux sites touristiques karstiques autour des gorges de l'Ardèche (commentaire dans le texte)

des gorges de l'Ardèche fonctionne sur le modèle d'une station balnéaire, sa population passant pour la seule commune de Vallon-Pont-d'Arc de plus de 2000 habitants permanents à près de 10000 lors de la période estivale : 10 320 lits touristiques (lits touristiques marchands et lits en résidences secondaires), soit un taux de fonction touristique de 509 %, autrement dit, pour un habitant permanent, on dénombre 5 touristes (Comité départemental du tourisme de l'Ardèche, 2004a).

A une échelle d'analyse plus fine, la répartition de ces hébergements touristiques fait apparaître une divergence majeure dans la structuration du fait touristique à l'échelle de ces deux terrains, opposant une concentration des flux touristiques au niveau des gorges de l'Ardèche et une organisation bipolarisée à l'échelle du Karst slovène (nous nous appuyons ici sur les lits touristiques marchands, les données relatives aux résidences secondaires n'étant pas disponibles sur le terrain slovène).

La mise en perspective de ces deux cartes parle d'elle-même. A l'échelle du karst slovène, celle-ci met en avant un taux d'hébergements touristiques relativement faible, voire inexistant pour certaines municipalités (Pivka), organisés selon une bipolarisation, à la hauteur de la municipalité de Postojna, puis dans une moindre proportion, sur le territoire de Sežana, également répartis entre les villes de Sežana et de Lipica. A l'inverse, les gorges de l'Ardèche sont marquées par une forte concentration de structures d'hébergement, principalement concentrées autour et en amont de la commune de Vallon-Pont-d'Arc.

Ainsi, les gorges de l'Ardèche sont marquées par un tourisme de séjours vacanciers, concentrés lors de la période estivale : *« la durée moyenne du séjour est de 15 jours. Un tiers des séjours durent une semaine ou moins, un quart une à deux semaines, un autre quart 2 à 3 semaines. Cette répartition est globalement stable depuis 1993 »* (CEDRAT, 2000, p. 7). Bien que ces chiffres soient obtenus à l'échelle du département ardéchois, la sur-représentation des gorges dans le paysage touristique ardéchois invite à considérer ces chiffres comme représentatifs des tendances observées à cette échelle locale. En effet, les gorges de l'Ardèche, espace touristique majeur de département éponyme, s'inscrivent dans la région touristique « Ardèche méridionale », laquelle ne concentre pas moins de 71 % du parc d'hébergement de l'ensemble du département. En terme de densité touristique, une moyenne de 58 lits au km² est atteinte, ce qui se traduit notamment par un taux de fonction touristique¹ de 153 % (Comité départemental du tourisme de l'Ardèche, 2004a, p. 8).

L'évaluation du rôle des sites karstiques touristiques dans les motivations à se rendre dans la région des gorges reste un exercice périlleux, ces derniers se confondant dans le registre plus général de nature, ou encore de paysage. Ainsi, les touristes viennent essentiellement en Ardèche pour le « calme » et la « nature » (42%). De manière plus fine, à la question ouverte : « pendant votre séjour en Ardèche, qu'est-ce qui vous a le plus plu ? », les cinq réponses les plus fréquemment données sont, par ordre décroissant : la nature 42%, les paysages 37%, le calme/ la tranquillité 33%, le soleil 27%, les rivières/ la baignade 19% (CEDRAT, 2000, p. 8). Ces tendances se retrouvent au niveau des activités pratiquées. D'après ces mêmes chiffres de 2000, 78% des personnes interrogées ont visité un site naturel, 74% se sont baignés en rivière, 65% ont fait des randonnées pédestres, 39% ont pratiqué le canoë-kayak.

Progressivement, ces résultats mettent en relief une différence majeure entre les deux terrains d'étude, à savoir la présence de la ressource en eau, support majeur d'un développement touristique axé sur le slogan « eau, soleil, nature » (Duval M., 2006a). La présence conjointe des gorges (un paysage karstique aux dimensions impressionnantes) de la ressource en eau (en quantité suffisante) et d'un climat baigné de soleil, explique en partie la trajectoire de cet espace touristique, autant de dynamiques spatiales que nous aurons l'occasion d'explicitier plus finement dans la suite de notre démonstration.

Les dynamiques touristiques observées à l'échelle du karst slovène s'inscrivent dans un registre tout autre. D'un point de vue quantitatif, on se situe dans un rapport de 1 à 26, la région du karst slovène comptabilisant 2500 lits, contre les 66 000 lits touristiques des gorges de l'Ardèche ! En terme de répartition, ces lits touristiques s'organisent essentiellement autour de deux pôles, le premier sur la commune de Postojna, le second sur celle de Sežana.

¹ Le taux de fonction touristique exprime le rapport entre le nombre de lits touristiques et le nombre d'habitants de la commune. A titre indicatif, à l'échelle de la France, il est de 31 % en moyenne, pour les communes du littoral français, de 124 %, pour les régions de hautes montagnes, de 430 %.

Alors que les chiffres observés² pour la municipalité de Postojna s'expliquent essentiellement compte tenu des hébergements situés dans la seule ville de Postojna, à proximité immédiate de la grotte (1393 lits sur l'ensemble de la municipalité en 2002, 1343 pour la seule ville de Postojna, soit 96 % !), les chiffres de Sežana (575 lits touristiques) se répartissent entre Lipica (249 lits touristiques), haut lieu du dressage hippique de l'école de Vienne et des jeux de hasard avec la présence d'un casino à quelques kilomètres des frontières italiennes (les casinos sont interdits en Italie) et Sežana (236 lits touristiques), poste frontière.

Çà et là, quelques îlots viennent compléter cette répartition : Hrpelje-Kozina (275 lits) avec un tourisme de passage lié à la frontière et / ou tourné vers le littoral ; Ilirska Bistrica avec ses 104 lits répartis sur le versant sud du Snežnik, sommet culminant à 1796 mètres où se sont développées des activités de moyenne montagne liées aux sports d'hiver (station de ski de Sviščaki) et à la pratique de la randonnée estivale ; Cerknica propose 71 lits touristiques, peu ou prou répartis autour du poljé mais plus encore à proximité du plateau de Bloke (26 lits touristiques pour la municipalité de Bloke, 34 pour celle de Loška Dolina), station de ski nordique à réputation nationale. Quant à la municipalité de Divača, territoire où s'inscrivent les grottes de Škocjan, celle-ci comptabilise un total de 43 lits, dont 16 sont situés dans le périmètre du parc régional des grottes de Škocjan... pour un volume de fréquentation de 67105 visiteurs en 2002 (et près de 95 000 en 2006) !

A la lecture de ces logiques de répartition, on relève que la ressource paysagère karstique semble jouer un rôle secondaire dans l'explication de ces dynamiques touristiques (exception faite de la grotte de Postojna) ; les différents sites karstiques touristiques ne motivent que rarement des longs séjours et se présentant davantage comme des visites touristiques d'agrément. A ce titre, lorsque l'on considère le nombre de touristes enregistrés dans les lieux d'hébergements touristiques (26 457 en 2002) et le nombre de nuitées à l'échelle de la municipalité de Postojna (39 040), on obtient un ratio de 1.4 nuitée en moyenne par touriste, ce chiffre augmentant légèrement lorsque l'on considère les chiffres de Sežana (30 014 touristes enregistrés en 2002, 58 467 nuitées, soit 1.9 nuitée en moyenne par touriste) et plus encore à proximité du plateau de Bloke (2.57 nuitées en moyenne par touriste pour la municipalité de Bloke, ce chiffre passant à 8.65 à l'échelle de Loška Dolina).

Dès lors, comment expliquer des volumes de fréquentation majeurs, notamment pour la grotte de Postojna, laquelle, nous l'avons rapidement évoqué, connut un pic de fréquentation de 950 000 visiteurs en 1985 ?

3. 2. Le tourisme du karst slovène : un tourisme de passage

La compréhension de ces dynamiques touristiques nécessite d'opérer un changement d'échelle, et de re-situer la région du karst slovène et plus précisément la grotte de Postojna dans son contexte national mais plus encore, européen. La Slovénie, un des principaux foyers émetteurs de touristes en direction de la Croatie (879 000 Slovènes enregistrés en 2006), s'inscrit dans une logique de couloir de communication, voire de carrefour à la croisée des axes autoroutiers reliant d'une part l'Allemagne, l'Autriche, la République Tchèque à la Croatie, et d'autre part, l'Italie et la France à cette même destination.

Cette situation avantageuse joue un rôle non négligeable dans la motivation des touristes à venir visiter ce site. D'après les enquêtes de motivation et de satisfaction conduites sur le site³, les touristes individuels se répartissent selon deux logiques touristiques : un premier groupe considère

² Les chiffres présentés dans ce paragraphe sont issus du rapport suivant : Statistical office of the Republic of Slovenia, 2002, Annual review of tourism, Slovenia.

³ Nous nous référons ici aux dires des gestionnaires de la grotte, ces enquêtes n'ayant pu être consultées.

la grotte comme une halte salvatrice sur la route des vacances. Ces touristes, essentiellement nordiques ou germaniques, voient là une bonne occasion de couper leur trajet routier les menant le plus souvent sur la côte croate. Cette « pause » vacancière que constitue la grotte de Postojna s'explique également par des facteurs historiques : ainsi, l'autoroute passant par Ljubljana, puis par Postojna en direction de la côte adriatique fut la première construite, avant celle passant par Zagreb à l'est et celle descendant le long du Tagliamento vers la plaine du Frioul en Italie, à l'ouest. A ce facteur historique se combine une politique de communication d'envergure, spatialement marquée par nombre de panneaux touristiques le long de l'autoroute, sur les aires de repos et à hauteur des principaux postes de douane. Figure de proue du tourisme souterrain slovène, voire européen et mondial, la grotte de Postojna se positionne comme un site incontournable, au sens premier du terme. L'abattage marketing est tel autour de ce site que vous ne pouvez en méconnaître l'existence lorsque vous rentrez sur le territoire slovène : affiches publicitaires dès les postes de frontières, multiplication des affichages sur divers emplacements : abris de bus, gares routières et ferroviaires, magasins, et enfin, surenchère signalétique dans un rayon de 30 kilomètres autour de la grotte.



Figure I.18 : Le Karst slovène : situation de carrefour et logique de captation des flux touristiques

La mise en perspective de ces différents documents souligne la situation de carrefour du Karst slovène lorsque l'on considère les flux touristiques émanant des pays germaniques, en direction de la côte adriatique, situation particulièrement marquée lors de la période estivale. Dans ce contexte, la promotion des grottes touristiques repose en partie sur la localisation de panneaux touristiques à proximité des nœuds routiers et/ ou tout au long des axes essentiellement autoroutiers. On se situe ici dans une logique de captation et de cueillette des flux touristiques en direction de l'Adriatique.

Quant au second groupe de touristes individuels identifiés, ce dernier provient essentiellement de l'aire touristique formée par, au nord : les grands lacs d'Autriche, au sud : l'Istrie, à l'ouest : le Frioul et la région de Venise, à l'est : Ljubljana, autant de régions fortement connectées au site de Postojna. La visite de la grotte représente alors une activité parmi d'autres, bien souvent réservée pour les éventuels jours de pluie... ou de trop fortes chaleurs !

Cette forte connectivité entre le site de Postojna et les régions touristiques environnantes subordonne en retour l'activité touristique de cette dernière à l'évolution de son environnement économique et politique. Ainsi a-t-elle connu une perte sèche de plus de 740 000 visiteurs entre 1990 et 1991, l'année de l'Indépendance, les quelques jours de guerre ayant profondément modifié les flux touristiques en provenance de l'Europe du Nord. Par la suite, la prolongation du conflit dans les Balkans et notamment en Croatie, destination privilégiée des populations nordiques et germaniques, associée aux confusions souvent commises avec les remous politiques suite à l'indépendance en 1993 de la Slovaquie, explique la lente reprise de cette activité touristique. Les courbes présentées par la figure I.19 soulignent cette étroite relation entre la part des touristes étrangers et le volume de fréquentation générale de cette cavité, laquelle semble subordonnée aux variations des flux étrangers.

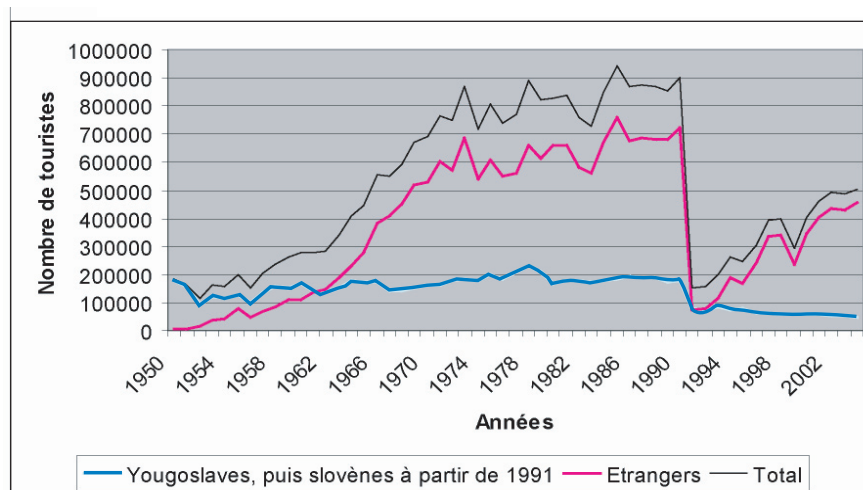


Figure I.19 : Fréquentation touristique de la grotte de Postojna, de 1950 à 2004
- Répartition des touristes selon leur nationalité (commentaire dans le texte)

Cette tendance à un tourisme de passage s'explique également par l'inscription de ce site touristique dans nombre de circuits touristiques. Ainsi l'agence de voyage « Terrien », filiale du groupe national Tours propose un « Grand Tour de Croatie, de la Slovénie aux Bouches de Kotor » sur 18 jours, lequel, au départ de France, propose 5 premières journées en Slovénie, où le touriste découvre le lac de Bled, Ljubljana puis les grottes de Postojna avant de rejoindre effectivement la côte croate. Et les exemples se multiplient, tel l'agence « Adriatica » qui propose de découvrir pêle-mêle les charmes de l'Istrie, le lac de Bled, associé une nouvelle fois à la grotte de Postojna. D'après la direction de la grotte, 40 % du volume de fréquentation sera ainsi le résultat des accords passés avec les différents tours opérateurs (entretien P. Štefin, service public relation, grotte de Postojna, 07/02/2005). Cette logique touristique participe en retour à un processus d'inscription plus général de la grotte de Postojna comme site touristique majeur sur un plan national, celui-ci étant largement mis en avant lors des campagnes de promotion du tourisme slovène, affiché en premier plan sur le site Internet de l'office du tourisme slovène et placardé sur les espaces publicitaires des abris de bus et ce, jusqu'en plein centre de Portorož, station du littoral slovène. Dès lors, la conjonction de ces différents éléments conduit certains auteurs à présenter la grotte de Postojna comme baromètre du tourisme yougoslave puis slovène (Habe F., 1974) !

3. 3. Les impacts des divisions administratives et politiques

A la fois élément de convergence et de divergence, la situation géographique de ces deux terrains par rapport à leur environnement administratif et politique apparaît, en effet, comme un élément géographiquement significatif.

Dans des registres très différents et toutes proportions gardées, ces deux terrains d'étude présentent des situations géographiques marquées par la dialectique « frontière/ contact » entre plusieurs entités administratives, voire politiques. Ces positionnements singuliers amènent une complexification et une évolution du jeu des acteurs : selon les contextes, l'aspect de « borne frontière » prédomine dans les représentations des acteurs territoriaux qui investissent cet espace de manière à marquer, littéralement, « leur territoire ». A l'inverse, cette situation de contact se traduit parfois par une multiplication des acteurs et donne lieu à une multiplication des conflits.

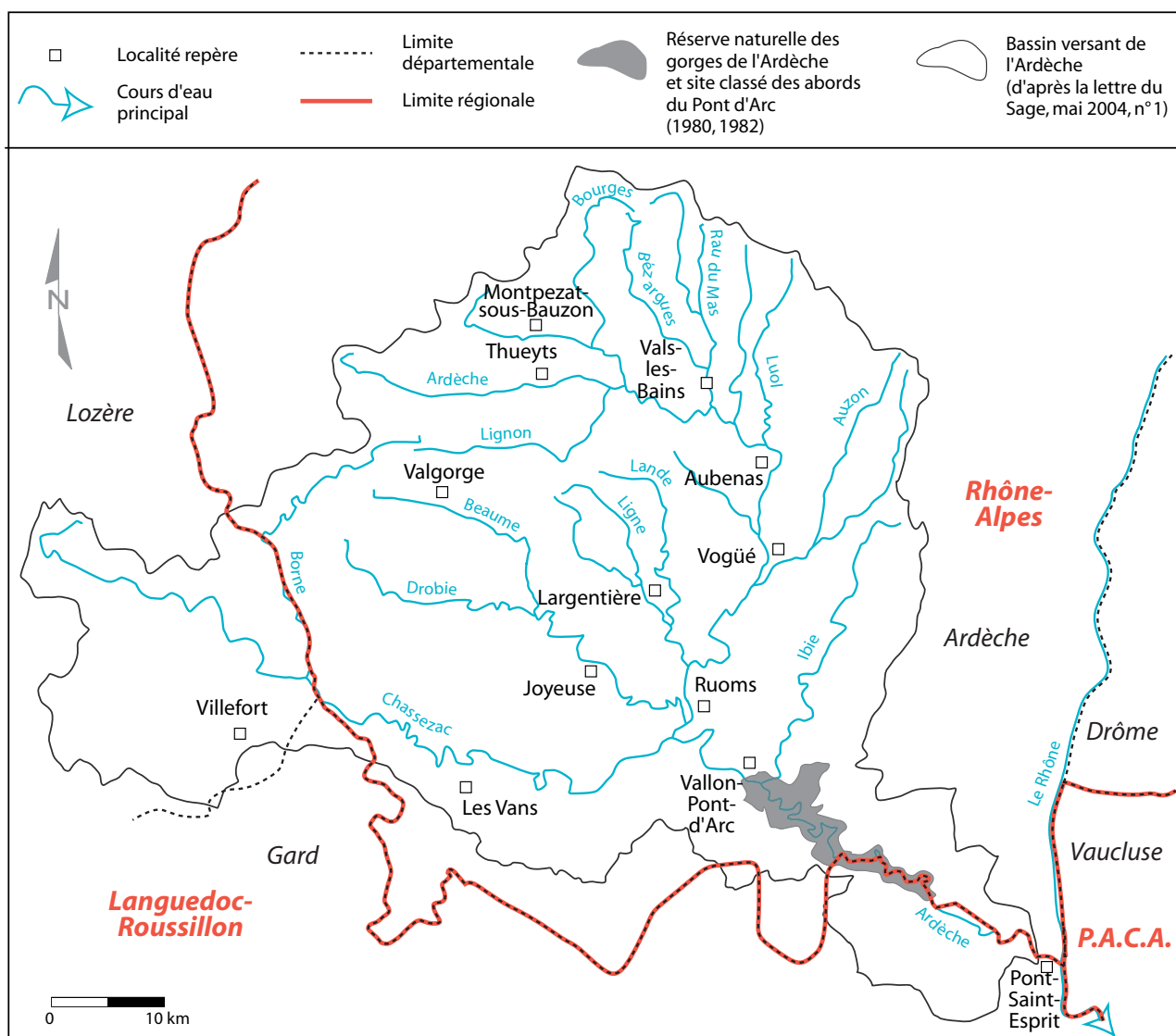


Figure 1.20 : Les gorges de l'Ardèche et leur bassin versant : une situation de contact entre plusieurs entités administratives

A l'échelle du terrain sud-ardéchois, les gorges de l'Ardèche se situent à la croisée de plusieurs départements, leur nombre variant entre deux et cinq, selon le phénomène géographique étudié. Alors que les gorges définies en tant que phénomène géologique et géomorphologique recoupent les départements de l'Ardèche et du Gard, l'analyse des phénomènes touristiques invite à prendre également en considération le Vaucluse et la Drôme, auxquels se rajoute pour partie le département de la Lozère lorsque l'on entreprend une réflexion à l'échelle du bassin versant de l'Ardèche (Duval M., 2006a). Autant de départements qui se situent dans des entités régionales distinctes, mettant en regard deux, voire trois régions françaises : Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon et dans une moindre mesure, Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA).

Dès le projet de création d'une réserve naturelle autour des gorges de l'Ardèche, cette situation particulière était soulignée par les porteurs du projet. Ainsi s'exprimait M. Vallos, représentant du Préfet de l'Ardèche lors d'une réunion du 23 juillet 1976 de l'Association de Protection des Gorges de l'Ardèche (APGA) : *« le but du règlement de cette réserve est clair : coordonner l'administration de la zone des gorges de l'Ardèche, divisée entre 2 grandes régions de programme, 2 départements, 3 cantons, 8 communes et 3 circonscriptions électorales »* (Archives privées de M. Pivert).

Compte tenu de notre entrée thématique et des spécificités des paysages karstiques, cette situation apporte son lot de contraintes. Dans le domaine de la gestion des espaces protégés, celui-ci conduit à une multiplication des acteurs impliqués dans ces politiques territoriales. En ce sens, la constitution du comité consultatif de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche s'appuie sur un système bipartite, associant représentants ardéchois et gardois, et des régions Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon (cf. annexe 2). Au final, ce comité se compose de 48 représentants, les doublons se situant essentiellement au niveau des représentants des collectivités locales (membres des deux conseils régionaux, des deux conseils généraux), des associations de protection de la nature et autres organismes concernés (fédérations départementales des chasseurs, des pêcheurs, etc.) et des administrations et/ ou établissements publics (Diren, Drac, Jeunesse et Sport, etc.). Cette configuration étendue propose alors autant d'avantages que d'inconvénients : si la forte représentation des acteurs locaux assure un ancrage territorial de la réserve dans l'espace de vie locale, la multiplication des membres de ce comité peut être, à l'inverse, une source de lourdeur administrative supplémentaire, bloquant des prises de décisions efficaces. Tel était déjà le pressentiment du directeur de la protection de la nature (Ministère de la Culture et de l'Environnement) lorsque, dans un courrier du 10 janvier 1978 adressé au Préfet de l'Ardèche, celui-ci met en avant les dysfonctionnements potentiels qu'un tel comité pourrait engendrer : *« J'ai bien étudié le projet d'arrêté relatif à la composition du comité de gestion de la réserve. Je comprends votre argumentation pour un comité où seraient représentés, en grand nombre, les élus locaux des collectivités locales et les représentants de divers organismes locaux. Je ne peux cependant pas accepter un comité comprenant 55 membres pour une réserve de 1500 ha alors que le conseil d'administration du parc national des Ecrins comprend une cinquantaine de personnes pour la gestion de 92 000 ha sur deux départements »* (Fonds 1305 W 22, Archives Départementales de l'Ardèche, (AD 07)). Au final, cette difficulté fut partiellement contournée avec la création d'un organe gestionnaire de taille réduite, lequel doit néanmoins rendre compte de ses actions devant le comité consultatif.

A l'échelle du karst slovène, cette thématique de la frontière s'impose ici pleinement, puisqu'il est ici question de contact entre deux pays distincts : la Slovénie et l'Italie. Les difficultés administratives évoquées à l'échelle du terrain sud-ardéchois prennent alors une toute autre ampleur, puisqu'il est ici question de coordination internationale, avec un arrière plan historique. La configuration politique de cette région de l'Europe a été fixée dans un premier temps suite à la Seconde Guerre Mondiale (1947), puis internationalement reconnue au lendemain de la guerre d'indépendance de 1991 (cf. figure I.21 page suivante).

Dans ce contexte, la région du Kras recoupe la frontière sud-ouest séparant l'Italie et la Slovénie. Fort de ce positionnement particulier, on relève que cette dernière a bien souvent été utilisée par les uns et les autres comme un espace d'affirmation politique.

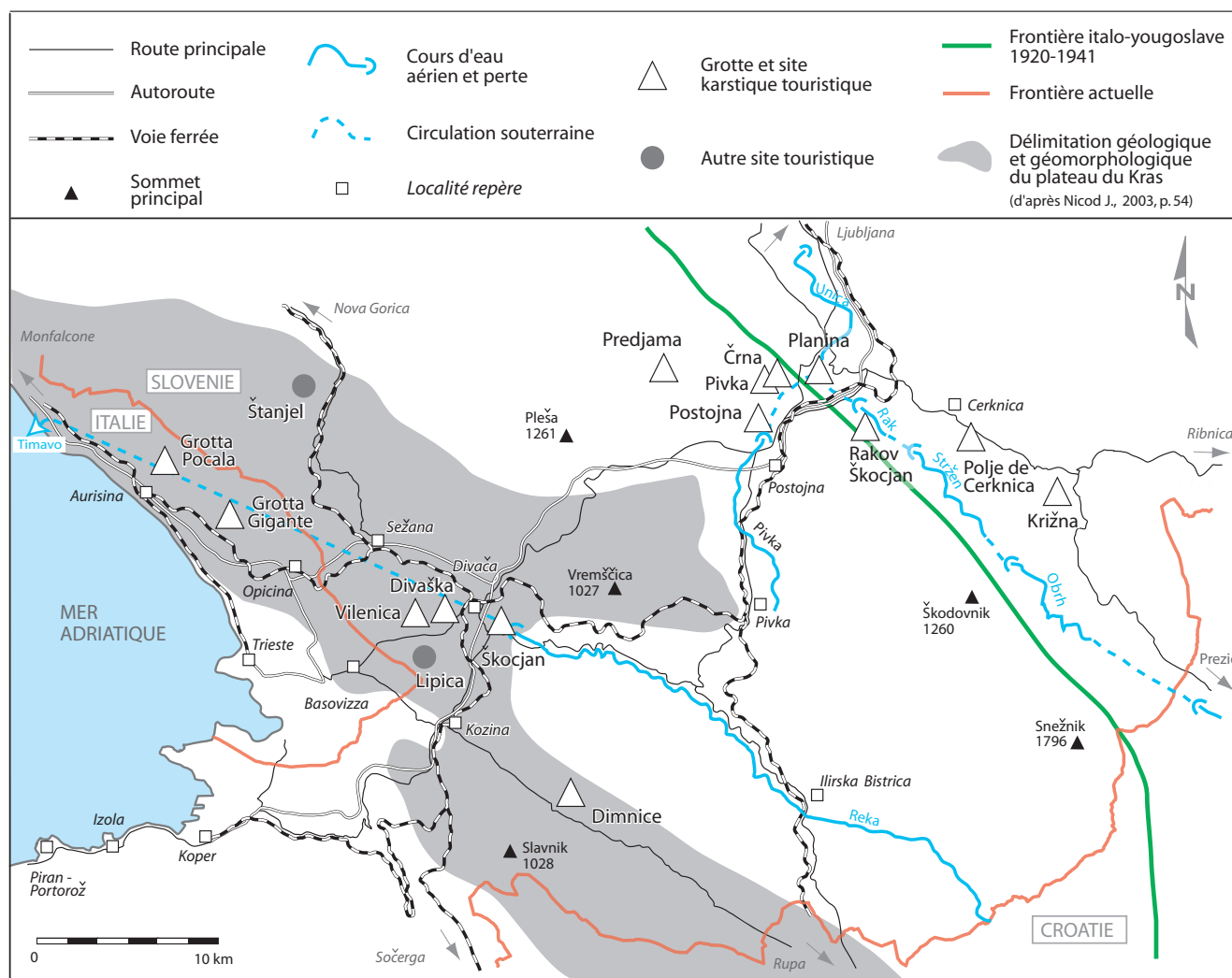


Figure I.21 : Le plateau du Kras : environnement karstique, touristique et politique

Cette carte souligne l'évolution du tracé de la frontière italo-slovène au cours du XX^{ème} siècle, laquelle est mise en perspective avec des aspects politiques et des réalités géomorphologiques et touristiques. Recoupant peu ou prou ces différentes entités, le plateau du Kras occupe une position centrale. Dans ce contexte celui-ci fera l'objet de marquages politiques, particulièrement visibles dans les différentes phases d'aménagement des grottes touristiques.

Ces phénomènes d'appropriation de la région du Kras sont particulièrement visibles autour de lieux emblématiques, telle que la grotte de Postojna, successivement investie par les grandes puissances auxquelles a appartenu l'actuelle Slovénie. « Adelsberger Grotte » pour les germanophones, « Grotte di Postumia » pour les Italiens, et « Postojnska Jama » dans la terminologie slovène, cette caverne fut le théâtre de revendications et d'affirmations territoriales séculaire (il est à noter que ces trois toponymes furent employés de manière plus ou moins simultanée, sauf lors de la période fasciste où seul le nom de « Postumia » fut autorisé). Ces différentes strates politiques se retrouvent sur le site même de la grotte touristique où chacune de ces périodes historiques a laissé sa trace, de manière plus ou moins accrue. D'un point de vue toponymique, les différentes parties du réseau ont ainsi été rebaptisées suite aux changements successifs des tracés de frontière : il s'agit de nouvelles dénominations, dépassant le simple cadre d'une traduction de toponyme

autrichien en langue italienne puis slovène. Ces processus toponymiques traduisent en retour des phénomènes d'appropriation de cette grotte touristique par ces pays successifs (cf. tableau I.1).

Toponymes autrichiens	Toponymes italiens	Toponymes yougoslaves puis slovènes (toponymes utilisés dans le premier guide touristique publié en slovène en 1863 (Costa), aujourd'hui encore en vigueur)
Alte grotte	Grotta antica	Stara jama
Tanzsaal	La sala di ballo	Kongresna dvorana
Alte namenhöhle	Grotta dei nomi antochi	Imenski rov
Fr. Jos. Und Elisab. Grotte	Braccio mediano	Male jame
Erzh. Johann Grotte	Grotta tricolore	Pisani rov
Löwengreif-grotte	Sotto il calvario	Pod kalvario
Kalvarienberg	Calvario	Velika gora
Zaubergarten	Pas de toponyme italien	Čarobni Vrt
Neue grotte	Grotta del paradiso	Lepe jame

Tableau I.1 : Evolution des toponymes des principales salles de la grotte de Postojna (d'après Shaw T. R., 2006)

En position de borne frontière entre les deux guerres mondiales, cette grotte fut perçue par les autorités italiennes comme un site vitrine, témoin de leur grandeur. De nombreux travaux furent entrepris pour moderniser la grotte, tel que l'amélioration du chemin de fer intérieur avec l'apparition d'une locomotive à pétrole en 1924. A l'extérieur, des changements majeurs s'effectuent en 1928 avec la création d'une nouvelle entrée et d'un nouveau bâtiment d'accueil aux allures massives, rappelant étroitement l'architecture fasciste (Shaw T. R., Čuk A., 2004). Lors de la période yougoslave, ce site touristique fut agrémenté d'un nouveau complexe hôtelier, « l'hôtel Jama » (1973, nouvelle dépendance en 1980), lequel compte actuellement 1040 lits touristiques. Spatialement, l'agencement de ces différents bâtiments rend compte de ces périodes historiques. Partant de l'entrée de la grotte, les bâtiments des périodes autrichienne, italienne puis yougoslave se succèdent.

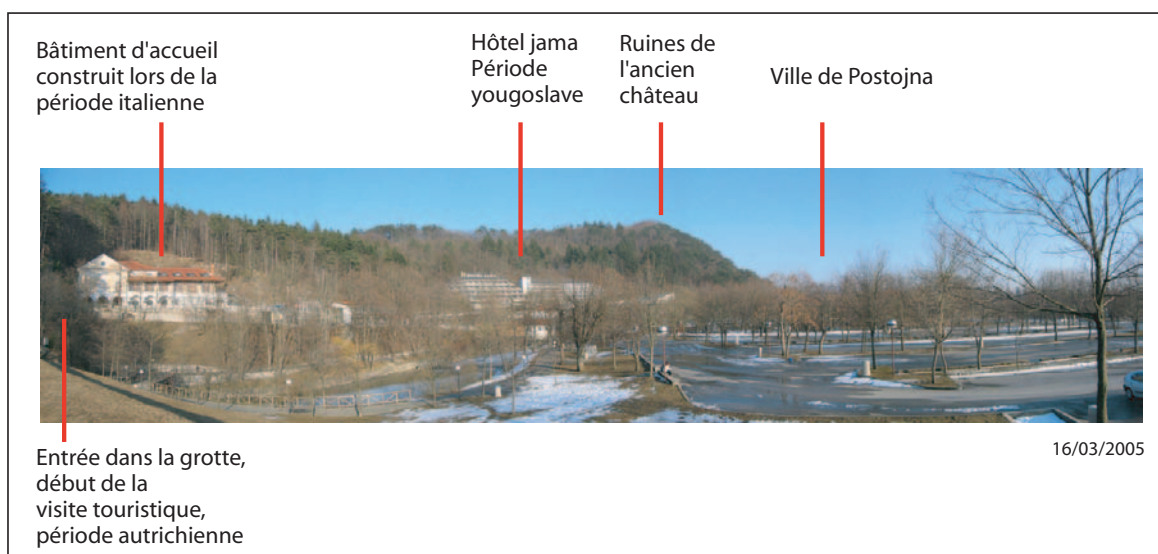


Figure I.22 : Panorama du site touristique de la grotte de Postojna

Cette vue présente l'organisation du site touristique de Postojna, les bâtiments touristiques fonctionnant comme autant de couches historiques témoignant de l'évolution du tracé de la frontière italo-slovène au XX^{ème} siècle : à l'entrée de la grotte découverte pendant la période autrichienne succèdent l'imposante bâtisse italienne, puis l'hôtel Jama construit pendant la période yougoslave.

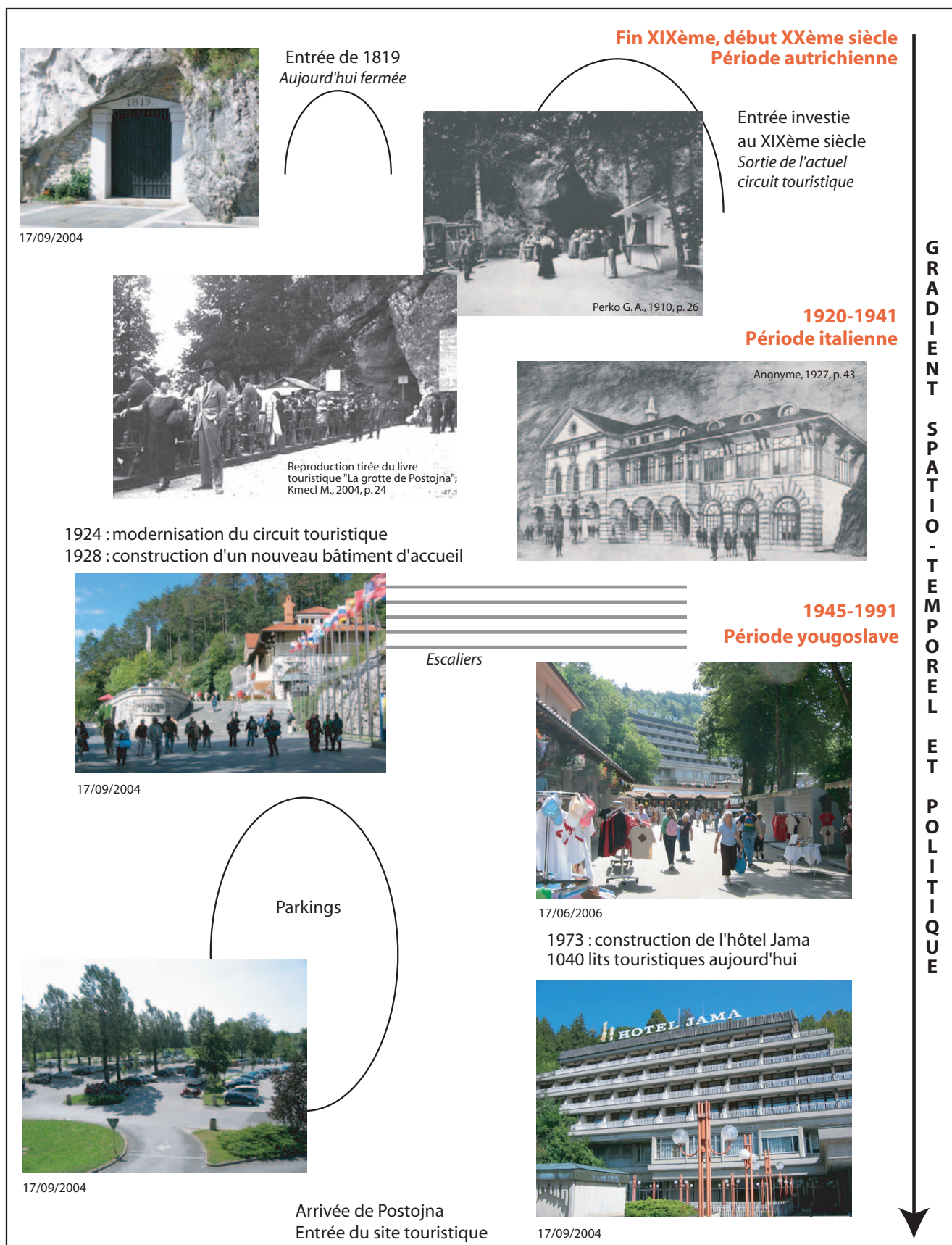


Figure I.23 : Organisation schématique du site touristique de la grotte de Postojna

Cette figure complète les éléments précédemment observés avec la figure I.22 et resitue dans son contexte politico-historique l'évolution des aménagements réalisés à l'entrée de la grotte de Postojna.

Par ailleurs, on peut se poser la question du rôle que joue ce positionnement frontalier dans la dynamique de lieu emblématique qui semble entourer la grotte de Postojna. En effet, dans un registre politique, on constate que cette dernière a fait l'objet de visites des Grands de ce Monde, et ce depuis les débuts de sa mise en tourisme (Shaw T. R., 2006 ; Čuk A., Shaw T. R., 2004). Dès le lendemain des deux guerres mondiales, celle-ci fut visitée par les nouveaux chefs d'Etat en charge de l'administration de ce territoire : le roi d'Italie Vittorio Emanuele en 1922, le président Tito le 28 mai 1945. Il y aurait là comme une sorte de rituel à visiter cette cavité, laquelle serait devenue le théâtre de revendications et d'affirmations territoriales.

Aujourd'hui, cette dimension politique est toujours d'actualité. A l'échelle de la région du karst dans son ensemble et plus encore à proximité de l'actuelle frontière italo-slovène, différents sites karstiques font l'objet d'appropriation socio-politique et ce de manière continue depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. En ce sens, les événements politiques entourant de manière récurrente les foibas, ces gouffres karstiques situés sur le plateau du Kras et utilisés par les Italiens et/ ou par les Partisans comme tombeaux de fortune pour des milliers de prisonniers, témoignent du souvenir douloureux lié aux événements de 1939-1945. Certains de ces lieux, notamment du côté de la frontière italienne, à hauteur de Basovizza, apparaissent comme autant de lieux-supports, aptes à réactiver les tensions sociales et politiques entre cette partie de l'Italie et la Slovénie (Gauchon C., 2007 soumis).

En un sens, cette frontière politique se retrouve au niveau de la production scientifique. Ainsi, certaines cartes figurant le karst slovène continuent de surprendre, telles celles publiées dans l'ouvrage collectif « Slovene Classical Karst KRAS » (Kranjc A. et al., 1997). Certes, on pourra répondre qu'il s'agit là d'un ouvrage ciblé sur le versant slovène du plateau du Kras. Pour autant, cette manière de figurer ce plateau karstique en calant ses limites sur la frontière politique, alors même que celui-ci s'étend de part et d'autre de cette dernière, formant un ensemble géomorphologique cohérent, nous laisse perplexe (cf. figure I.24).

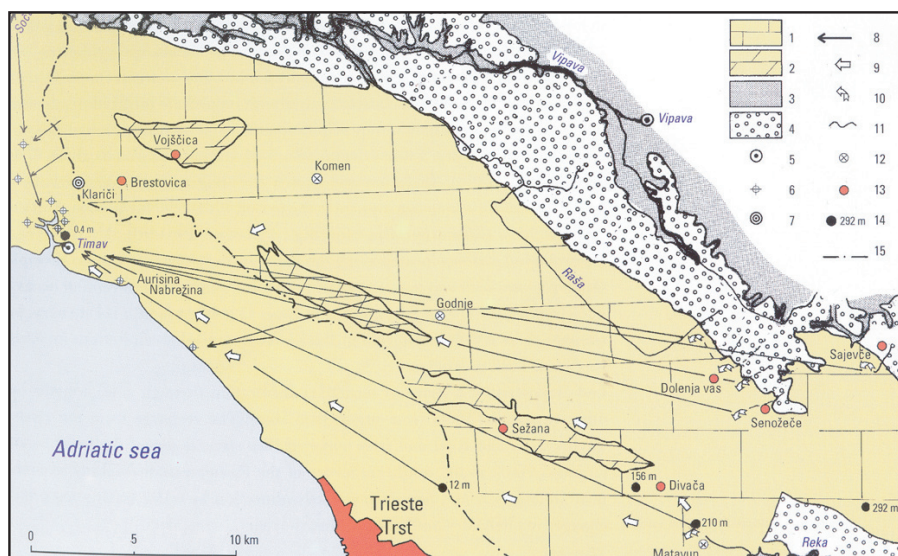


Figure I.24 : Incidences cartographiques de la frontière italo-slovène : carte hydrogéologique du plateau du Kras (extraite de l'ouvrage collectif « Slovene Classical Karst KRAS », Kranjc A. et al., 1997, p. 59)

Légende : 1/ aquifère karstique ; 2/ roches dolomitiques ; 3/ alluvions ; 4/ flyschs ; 5/ source ; 6/ petite source ; 7/ station de pompage ; 8/ circulation souterraine établie par traçage ; 9/ circulation souterraine supposée de la Reka ; 10/ perte ; 11/ cours d'eau superficiel ; 12/ village avec une station météorologique ; 13/ village ; 14/ grotte karstique et partiellement ennoyée ; 15/ frontière.

Compte tenu de notre thématique de recherche et de la gestion des espaces protégés, cet effet coupure engendré par la frontière se retrouve au niveau de projets actuellement en discussion autour des grottes de Škocjan (cf. figure I.25). Site inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1986, il est depuis quelques années question de procéder à une extension de ce périmètre, au titre des paysages culturels, « ouvrages combinés de la nature et de l'homme » (article 1 de la convention de l'Unesco). En raison de cette partition politique du plateau du Kras, ce projet est actuellement envisagé uniquement sur le versant slovène, soit une surface approximative de 500 km², comprise entre les villages de Štanjel et de Komen au nord, celui de Lipica au sud, la frontière italo-slovène à l'ouest et les grottes de Škocjan à l'est. Aux dires de Mme Z. Klemen-Krek (alors interlocutrice slovène de l'Unesco, rencontrée le 03/02/2005), le portage d'un projet transfrontalier, aussi séduisant soit-il, aurait soulevé des problèmes de coordination internationale tels que cette extension n'aurait jamais eu la moindre chance d'aboutir. D'un point de vue géographique, un tel positionnement conduit alors à certaines aberrations : ainsi, des sites « naturels » comme la grotte touristique « Grotta Gigante », située à proximité d'Opicina, ou encore la « Grotta Pocala », près d'Aurisina, site paléontologique majeur, ne sont pas compris dans ce projet d'extension, parce qu'ils sont situés en Italie.

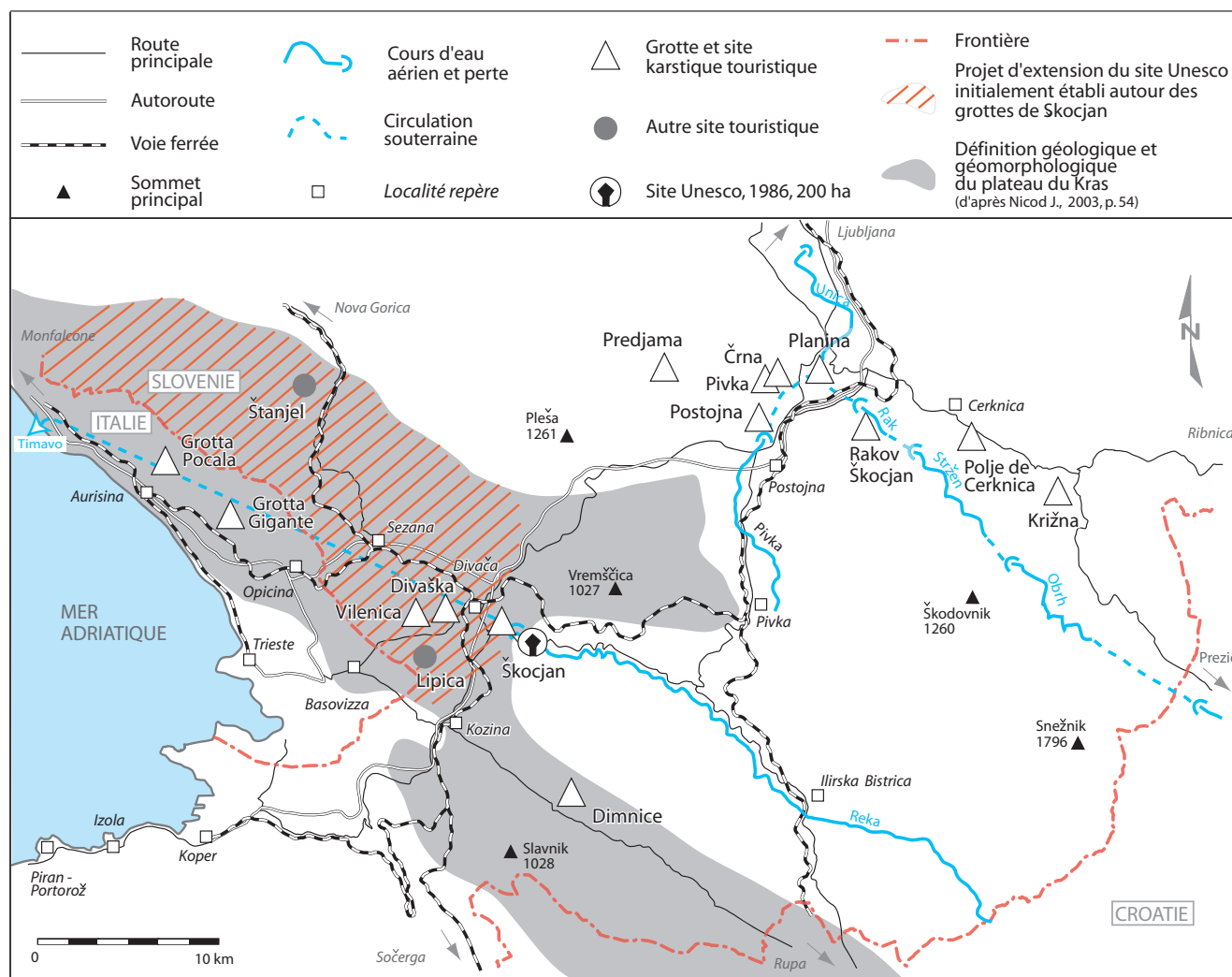
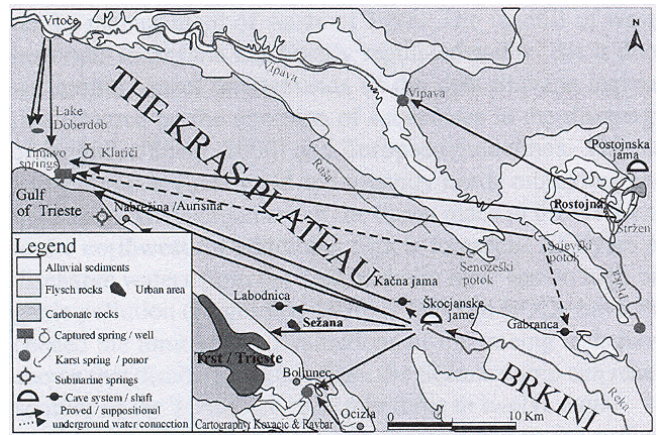


Figure I.25 : Plateau du Kras et projet Unesco : jeu de superposition entre des logiques de protection et des entités politiques autour d'un même ensemble géomorphologique (commentaire dans le texte)

Ce projet d'extension du classement Unesco est en porte à faux par rapport à l'unité géographique de cet ensemble, ce qui n'est pas sans soulever un certain nombre d'interrogations, notamment en termes de gestion de la ressource en eau, notamment autour du cours d'eau de la Reka (cf. figure I.26).

Figure I.26 : Carte géologique simplifiée du plateau du Kras et circulations des eaux souterraines prouvées et supposées (extraite de Kovačič G., Ravbar N., 2005, p. 3)

Du fait du contexte géologique, le Kras est un plateau majeur, recoupé par la Reka qui se perd dans les grottes de Škocjan puis resurgit une quarantaine de kilomètres plus loin où elle donne naissance au fleuve Timavo (nord de Duino). L'alimentation de la Reka souterraine reste en partie à élucider : la question de l'eau qu'elle que soit son parcours (aérien ou souterrain) est essentielle tant en terme qualitatif que quantitatif. Rappelons que la ville de Trieste (209 000 habitants lors du recensement de 2005), est alimentée par les eaux karstiques ; or, le karst est connu pour sa vulnérabilité à la pollution et à la contamination.



En ce sens, les travaux de G. Kovačič et N. Ravbar (2005) soulignent des sources de contamination sur le plateau du Kras, comme par exemple l'épuration des eaux usagées les pollutions liées aux pratiques agricoles et industrielles. Si la loi sur l'eau de 2002 ne prévoit pas de disposition visant à établir une gestion transfrontalière de cet ensemble, les mesures européennes (directive européenne 2000/60/CE) soulignent la nécessité d'actions transfrontalières concernant les ressources hydrologiques (<http://195.167.226.100/DCE/C/Directive.htm>). Dans un registre international, la convention Ramsar (1971, remaniement en 1999) affiche des principes similaires et complémentaires, l'enjeu étant d'assurer le maintien de la biodiversité des zones humides, avec la mise en œuvre d'une gestion intégrée des eaux de surface et souterraines. Le site des grottes de Škocjan, labellisé Ramsar depuis le 21 mai 1999, bénéficie à ce titre d'un volet d'action autour de la gestion de la ressource en eau. Pour autant, face aux enjeux socio-politico-économiques de cette région, ces éléments de réflexion s'accompagnent rarement de mesures effectives de part et d'autre de la frontière et restent bien souvent dans le registre des bonnes intentions.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Cette première partie avait pour objet de le contexte général et le positionnement conceptuel de notre recherche. L'étude du triptyque « patrimoine naturel / développement touristique/ dynamiques spatiales », base de notre travail doctoral, passe par la compréhension des spécificités des paysages karstiques par rapport à d'autres environnements « naturels » ayant fait l'objet de modes de valorisation et / ou de protection. Compte tenu des dérives potentielles des approches comparatives, il était nécessaire d'explicitier notre positionnement par rapport à cette démarche et de justifier le choix des deux terrains d'étude. Cet exercice a permis d'asseoir notre hypothèse de travail tout en donnant au lecteur une première lecture problématisée des enjeux et intérêts de ces deux terrains.

La deuxième partie vise à décliner le triptyque étudié. Il s'agira de mettre en avant, à partir d'exemples sud-ardéchois et slovènes, les différentes relations alimentant le fonctionnement du couple patrimoine/ tourisme. Nous souhaitons de cette manière mettre en évidence des processus co-constitutifs : ces derniers peuvent donner lieu à l'émergence de dynamiques territoriales et interrogent la notion de territoire touristique. Ce dernier point fera l'objet d'un approfondissement lors des troisième et quatrième parties du mémoire.

Deuxième Partie

LE COUPLE PATRIMOINE / TOURISME : UNE DIALOGIQUE DE LA MODERNITE

DEUXIÈME PARTIE : LE COUPLE PATRIMOINE / TOURISME : UNE DIALOGIQUE DE LA MODERNITÉ

L'objet de cette deuxième partie est de souligner le caractère co-constitutif des processus de patrimonialisation et de développement touristique. Nous référant aux principes systémiques présentés en introduction, chacun des chapitres suivants est pensé de manière à mettre en avant les différents liens existant entre les éléments de ce triptyque. L'accent a été mis de manière préférentielle sur l'une ou l'autre de ces dynamiques, le tout en croisant les apports des deux terrains.

Le chapitre 3 a pour objet de mettre en avant le caractère co-substantiel des dynamiques touristiques et patrimoniales ; le chapitre 4 traite de la notion de « ressource » et vise à analyser dans quelle mesure la dimension patrimoniale d'un objet géographique est prise en compte dans les politiques de développement touristique. Ces différents éléments amèneront progressivement à envisager les traductions territoriales de ces processus évolutifs : ils posent ainsi les bases d'une réflexion autour de l'évolution et de la transformation des espaces touristiques, points qui seront discutés lors des deux parties à venir.

CHAPITRE 3 : PATRIMOINE ET TOURISME : DEUX PROCESSUS CO-CONSTITUTIFS

PRÉAMBULE CONCEPTUEL

Ce troisième chapitre a comme objectif de réfléchir sur le caractère co-constitutif des logiques de patrimonialisation et de développement touristique des espaces « naturels ». En ce sens, il s'agit de montrer comment l'invention touristique d'un milieu se traduit, de fait, par un changement de statut des paysages considérés. En retour, ce processus appelle l'adoption de mesures de protection en vue de protéger les caractéristiques « naturelles » de ces paysages, lesquelles alimentent l'image touristique associée à ces paysages.

Par rapport à ces questionnements, les travaux d'O. Lazzarotti démontrent que « *la relation tourisme-patrimoine est donc faite, à la fois, d'interactions, multiples s'il en est, mais aussi d'inclusions (...) La dialectique du tourisme et du patrimoine est, tout à la fois, polymorphe et ouverte* » (Lazzarotti O., 2003, p. 101). Ce positionnement conceptuel « *invite à appréhender ce phénomène social non comme un résultat, mais comme un processus* » (Ibid, p. 101), lequel articule deux phénomènes en apparence contraires : « *Le patrimoine, parce qu'il participe à la production des « lieux situés », s'apparente à une immobilité. Le tourisme, en tant que mobilité, met en liaison différents lieux et participe ainsi à la dynamique des territoires* » (Ibid, p. 102).

Ce processus co-constitutif renvoie à ce qui fait, au final, l'un des fondements de la notion de patrimoine, à savoir cette volonté de transmettre un objet (au sens large) qu'une société reconnaît à un moment donné comme constitutif de son identité et dont la perte est jugée irremplaçable. Cette recherche de la transmission se traduit conjointement à deux échelles de temps : à long et à court terme. Rejoignant l'étymologie *patrimonium* qui fait référence « *aux biens hérités du père* » (Bloch O., Wartburg H. von, 1994), il est alors question de filiation entre le père et ses enfants. La logique de patrimonialisation, accompagnée de mesures de protection, semble être à même de « *transmettre en l'état* » cet objet socialement reconnu aux générations futures, dans une logique de long terme.

En outre, pour qu'un processus de patrimonialisation soit effectif et s'établisse, la reconnaissance par les « Autres » du caractère singulier de cet objet patrimonial est nécessaire (Duval M., 2003). Il est alors question de donner à voir, de transmettre dans une logique de court terme, cet objet socialement reconnu. La visibilité de l'objet patrimonial passe ainsi par sa mise en scène. Or, qu'est-ce que le processus de mise en tourisme d'un espace donné, si ce n'est donner à voir ce qui fait la spécificité de ce dernier à ces « Autres » que sont les populations touristiques ?

Ce phénomène de reconnaissance par autrui est alors largement tributaire du contexte socio-politico-économique. « Les Autres » n'adhéreront au processus de patrimonialisation que si celui-ci renvoie aux préoccupations sociétales de son temps. En ce sens, les éléments de réflexion apportés lors du premier chapitre laissent entrevoir cette similitude qu'il y a entre la reconnaissance touristique des sites karstiques et une certaine sensibilité « romantique » pour ce genre de paysages.

La reconnaissance de cette valeur patrimoniale par les « Autres » dépend de la capacité à se retrouver dans l'objet socialement désigné, sans pour autant le connaître par avance. Le processus de patrimonialisation repose ici sur un équilibre précaire entre connaissance et altérité, un positionnement qui n'est pas sans rappeler le fonctionnement même du développement touristique de tout espace !

Etre semblable tout en étant différent... ainsi fonctionne le fait touristique, lequel se nourrit du différentiel entre les lieux. M. Stock (2003, p. 274) rappelle ainsi que, s'il est vrai que les lieux touristiques possèdent des caractéristiques identiques (essentiellement au niveau de leurs équipements), ils conservent leurs singularités, lesquelles alimentent leur attractivité touristique. Dans cette perspective, on devine combien les processus de patrimonialisation des espaces « naturels » participent à cette identification des lieux touristiques, *« entités “discrètes” et distinguables, la mise en tourisme exigeant cette discrétisation et la délimitation claire »* (Knafou R., Stock M., 2003, in Lévy J., Lussault M., p. 932). Dès lors, logiques de patrimonialisation et de mise en tourisme semblent se répondre dans un jeu inter-actif :

1/ la dimension patrimoniale d'objets géographiques permet, en partie, d'asseoir la lisibilité d'un espace touristique ;

2/ la dimension touristique apparaît, en retour, comme un moyen de renforcer la fonction patrimoniale du lieu : *« l'activité et la pratique touristique sont un moyen exceptionnel de connaissance des lieux. Il apparaît que celle-ci établit une relation particulière entre les populations et les lieux qui renforce le statut des espaces naturels »* (Héritier S., 2001, p. 102).

Dès les débuts de la mise en tourisme des paysages karstiques, la question de leur conservation se pose, et ce essentiellement en terme de protection de la ressource première que sont les stalagmites et stalactites, largement vandalisés par les visiteurs. Eléments moteur dans l'envie de découvrir les paysages souterrains, la possession de concrétions témoigne en retour du courage de leur propriétaire qui s'est aventuré dans le ventre de la terre : *« les touristes (...) se signalaient généralement par leur cupidité et leurs comportements destructeurs dont stalactites et stalagmites sont les premières victimes : aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, les visiteurs de cavernes prélèvent systématiquement au moins une concrétion qu'ils ramèneront comme souvenir »* (Gauchon C., 1997, p. 188). Et les exemples ne manquent pas de paysages souterrains dégradés, marqués par les bris de concrétions qui jalonnent les galeries :

« Nous avons dit qu'un vandalisme bête et profondément regrettable avait laissé ses traces dans les grottes de St-Marcel. Nous tenons à insister un peu plus sur ce point, dans l'espoir que désormais de tels faits ne se reproduiront pas. La plupart des motifs les plus remarquables des productions stalactites, ont été en effet sottement endommagés, brisés. Des colonnes d'une belle dimension et de proportions élégantes ou imposantes, ont été rompues, et leurs débris gisent à terre, sans profit aucun pour personne. Aussi est-il facile de récolter dans ces fragments, dont quelques-uns ont un volume et un poids considérables, des échantillons fort intéressants et très jolis de carbonate de chaux en formations cylindriques, de structure cristalline, lamellaire, rayonnante, d'une translucidité remarquable et d'une cassure nette et brillante comme la surface d'un miroir » (D'Albigny P., 1879, p. 47).

Ce passage souligne l'ambivalence autour de la protection du paysage souterrain à la fin du XIX^{ème} siècle : tout en étant l'expression d'une prise de position contre la dégradation des paysages souterrains, la dernière phrase témoigne du réel intérêt, voire de la fascination qu'exercent les concrétions sur l'imaginaire des visiteurs. Le tourisme est alors tour à tour perçu comme argument de conservation de l'authenticité des sites que l'on visite et comme révélateur de leur fragilité intrinsèque. Leur image touristique repose alors sur des caractéristiques exceptionnelles, remarquables notamment pour leur rareté, donnant lieu en retour à des mesures de protection. Autant de logiques aux finalités en apparence contradictoires qui vont nécessiter la recherche d'un équilibre bien difficile à tenir entre le développement touristique et la préservation.

Un des enjeux de notre présent travail consistera justement à nous interroger sur ces rapports co-constitutifs existant entre le caractère touristique de certains lieux et / ou espaces et la reconnaissance de leur dimension patrimoniale et la façon dont va se faire l'arbitrage, à chaque instant, entre les deux, entre autres en termes de mesures de gestion/ protection. Dès lors, comment la mise en tourisme de certains sites conduit-elle à la prise de conscience de la valeur patrimoniale de ces mêmes lieux, et, par un jeu de boucles de rétroactions positives et négatives, se traduit-elle par l'affirmation spatiale de lieux ou d'espaces touristiques où la fréquentation touristique est encadrée et/ ou de sites protégés s'inscrivant dans une logique de valorisation touristique ?

Comme le souligne M. Boyer, *« les sites et attraits naturels très fréquentés doivent leur place non à leur supériorité «naturelle» mais à leur histoire ; ils n'échappent pas au processus de l'invention-consécration-notoriété-surfréquentation qui les mène aujourd'hui à des positions de «leaders». A l'inverse, certains sites réputés aux temps classiques ou à l'époque romantique ont perdu de leur renommée, au moins relative, pour des motifs culturels. Rien ici n'est donné ; tout est inventé ; tout peut être daté, l'apparition de l'attrait, le succès, la surfréquentation...ou parfois le déclin »* (Boyer M., 1999a, p. 220). Dans le contexte de la grotte de Postojna, puis à l'échelle des gorges de l'Ardèche, il sera question d'observer comment les interactions entre des logiques de patrimonialisation d'espaces dits « naturels » et de développement touristique jalonnent les différents temps de maturation de ces espaces touristiques.

A une échelle locale, la grotte de Postojna permet alors d'interroger cette imbrication entre développement du tourisme et prise de conscience d'une valeur patrimoniale, en observant, sur un laps de temps de deux siècles, l'articulation de ces deux notions. Ces premières observations conduites à une échelle locale seront ensuite complétées par une analyse à l'échelle régionale des gorges de l'Ardèche. Nous aurons ainsi l'occasion de mesurer dans quelle mesure la valeur patrimoniale de ces paysages est fonction des différents temps de leur développement touristique.

1. LA GROTTES TOURISTIQUE DE POSTOJNA : UNE APPROCHE LOCALE RÉVÉLATRICE DES ARTICULATIONS PATRIMOINE/ TOURISME

A plus d'un titre, l'histoire touristique de la grotte de Postojna illustre tout en démontrant les logiques interactives entre ces deux pôles que sont la mise en tourisme et la préservation du site porteur de l'activité touristique. De nombreux auteurs ont abordé les différents temps de l'histoire de l'aménagement de ce site touristique¹.

Ce développement, tout en s'appuyant sur ces références bibliographiques, propose une mise en perspective de ces différents temps d'aménagement et des mesures de protection établies autour de ce site. En ce sens, la grotte de Postojna propose une trajectoire originale, alliant de manière différentielle des impératifs de développement touristique et le développement d'une politique de protection.

¹ Notre développement s'appuie sur les ouvrages suivants : Valvasor J. W. (1689) ; Martel E.-A. (1894a) ; Schmidl A. (1854) ; Schmidl A. (1858) ; Radics P. (1861) ; Perco G. A., Gradenico S. (1930) ; Habe F. (1965) ; Gospodarič R. (1968) ; Savnik R. (1968) ; Šibenik M. (1968) ; Pretner E. (1968) ; Osole F. (1968) ; Gams I. (1968) ; Habe F. (1988) ; Šajn S. (1988a, b, c, d et e) ; Šajn S., Gombač M. (1989) ; Vekar J. (1989) ; Kranjc A. (1995) ; Kranjc A., Paternost S., Šajn S. (1998) ; Kranjc A. (1999a) ; Shaw T. R. (2000) ; Kranjc A. (2004a) ; Shaw T. R., Čuk A. (2004) ; Paternost S. (2004) ; Čuk A., Shaw T. R. (2004) ; Šajn S. (2004) ; Mihevc A. (2004a) ; Kmecl M. (2004).

1. 1. Le temps de l'invention touristique

D'un point de vue historique, il semble que la grotte de Postojna ait toujours été une curiosité pour les populations des alentours, en atteste, par exemple, cette tradition rapportant l'existence d'une ancienne signature de 1213 laissée sur une paroi et œuvre d'un voyageur. Par la suite, plusieurs récits d'exploration participeront à la connaissance, puis à la reconnaissance de cette grotte comme un lieu majeur du karst slovène. A ce titre, l'imposante monographie de J. W. Valvasor *La Gloire du Duché de Carniole* (1689) rend compte des expéditions de ce dernier dans la grotte de Postojna, tout du moins dans la première partie juxtaposant le porche d'entrée, dite « Rov starih podpisov ». Ses descriptions dithyrambiques présentent alors cette grotte comme l'une des grandes, des plus longues, des plus terribles et des plus effrayantes qu'il eut l'occasion de parcourir. Une cinquantaine d'années plus tard, le premier plan de la grotte est dressé sous la plume de J.

N. Nagel, mathématicien de la cour de Vienne, qui fut chargé d'explorer les richesses de la Carniole, en vue de comprendre le fonctionnement des phénomènes karstiques (Kranjc A., 1999a).



Figure II.1 : Premier plan de la grotte de Postojna, J. N. Nagel (1748), extraite de Šajn S., 1988a, p. 3.

Diffusé dans les cercles scientifiques et mondains viennois, ce premier plan de la grotte de Postojna participe au processus de reconnaissance de cette dernière en tant 1/ réseau karstique de grande ampleur ; 2/ que curiosité naturelle remarquable.

Ces explorations seront reprises par B. Hacquet (*Oryctographia Carniolica*, 1778-1789), qui lors d'une sécheresse exceptionnelle de la Pivka parvient à pénétrer plus avant dans les réseaux souterrains de la grotte. Pour autant, l'ensemble de ces descriptions nous donne peu d'informations sur l'existence de visites « touristiques » dans la grotte de Postojna. Tout au plus peut-on ici mentionner une gravure de Nagel qui représente un groupe de personnes situé sur le pont naturel dans la partie appelée « Velika dvorana », et vraisemblablement éclairé par des torches de paille.

Figure II.2 : Groupe de visiteurs en train d'admirer les concrétions de la grotte de Postojna (1748). Gravure de J. N. Nagel, extraite de Kranjc A., 2004a, p. 58.

Eclairés par des torches portées à bout de bras, ces visiteurs, apparemment encadrés par un guide, admirent les paysages souterrains de Postojna. Bien qu'il soit difficile, à partir de ce seul document, de conclure à un système de visites touristiques de Postojna, cette gravure témoigne des débuts de l'invention touristique de ce lieu : vraisemblablement, ces visiteurs se situent dans une logique récréative, admirant les proportions de cette salle.



A peu près à la même époque (1797), on sait que la grotte fut illuminée lors d'une visite d'un cortège de mariage célébré au sein de la maison des Habsbourg (Kranjc A., 1995). Dès lors, jusqu'au début du XIX^{ème} siècle, il semble que la grotte soit restée ouverte à tout vent, ne faisant l'objet ni de visites régulières, ni de mesures de protection particulières, sa relative difficulté d'accès semblant jouer un rempart suffisant.

Dans ce contexte, la découverte des nouvelles parties de la grotte en avril 1818 provoque une prise de conscience de l'étendue et de la richesse de ce réseau karstique. Cette découverte intervient lors de la préparation de la visite de l'empereur François 1er, lequel souhaite visiter l'intérieur de la grotte lors de son passage dans le duché de Carniole. A cet effet, le précepteur en charge de l'administration de cet arrondissement (La Carniole est alors divisée en arrondissement et Postojna fait figure de chef-lieu) décide de procéder à quelques aménagements, telle l'installation de pancartes ou encore de lampes. Par inadvertance, les ouvriers chargés de ce travail découvrent alors les galeries situées de l'autre côté de la Pivka (cf. figure II.3).

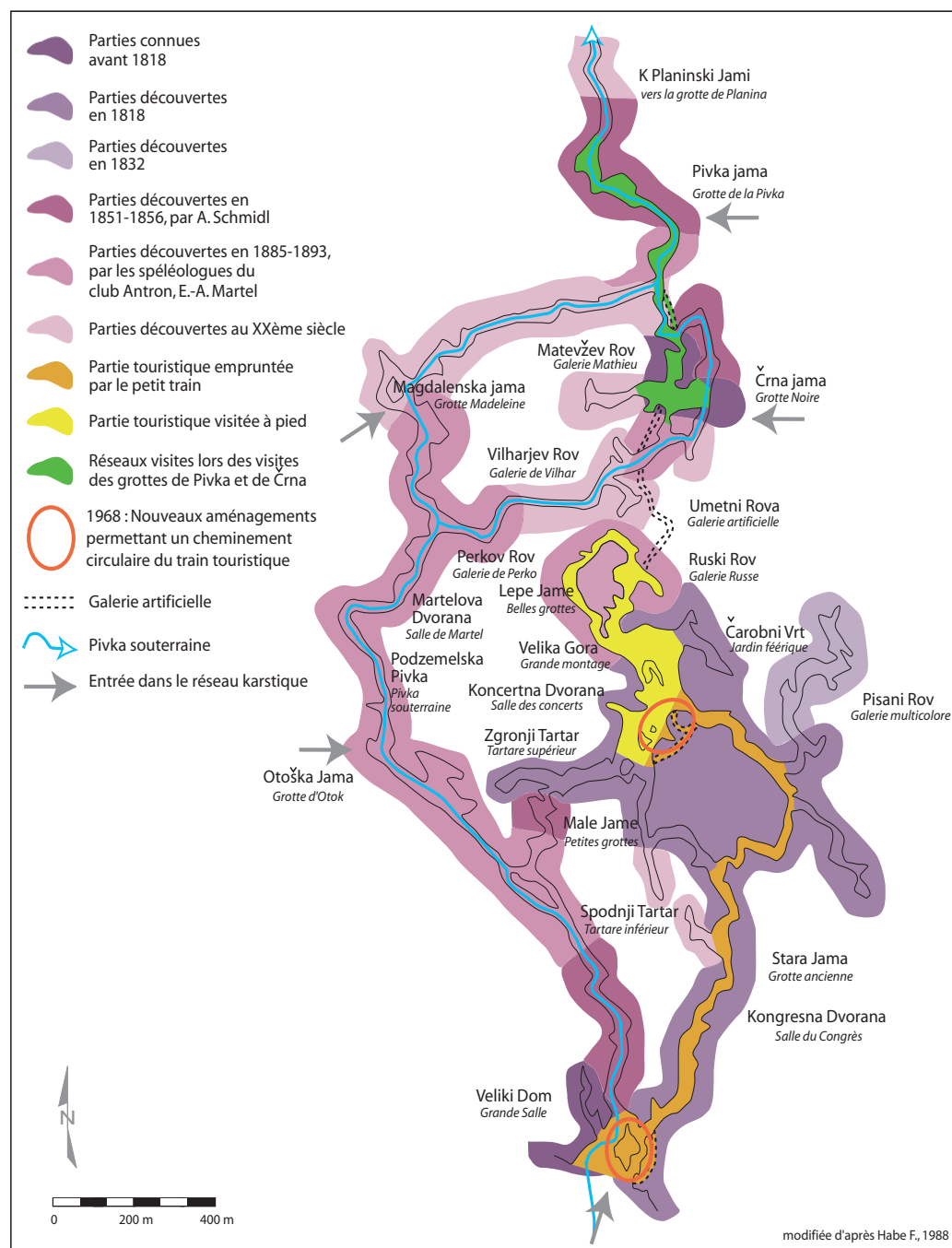
Figure II.3 :
Postojnska jama – la
grotte de Postojna.
Phases de découverte
des différentes
parties du réseau,
toponymie des
principales salles
et cheminements
touristiques

Cette carte met en avant la façon dont se construisent en parallèle et au fil du temps :

1/ un réseau karstique spéléologiquement reconnu ;

2/ un produit touristique avec la visite de nouvelles salles et la mise en place de nouveaux types d'aménagement suite au creusement de galeries artificielles ;

3/ un objet patrimonialisé, qui, au fur et à mesure des découvertes et de la mise en tourisme, change de nature (beauté des concrétions, paysages souterrains autour de la ressource en eau).



Bien que ces trois logiques s'inscrivent dans des axes chronologiques qui leur sont propres, celles-ci sont nécessairement en interaction et s'alimentent dans un jeu de boucles de rétroaction positives.

Spatialement, cette découverte se traduit immédiatement par des mesures d'aménagement, lesquelles combinent de manière enchevêtrée une volonté de protéger la cavité tout en la mettant en valeur. De manière intrinsèque, la grotte de Postojna présente ainsi une articulation étroite entre logique de préservation et de mise en valeur touristique. Dès l'instant de cette découverte (1818), cette exploitation touristique bien que naissante s'inscrit résolument dans une perspective à long terme. Plusieurs mesures témoignent ainsi de cette volonté : immédiatement, une porte est posée, laquelle permet à la fois de contrôler les entrées dans la grotte en vue d'en tirer un bénéfice, mais aussi de protéger la cavité contre des actions de vandalisme. Un livret des visiteurs est mis en place, lequel permet de suivre l'évolution des entrées touristiques et de s'assurer de sa rentabilité économique. Dans le même temps et afin de permettre l'accès aux nouvelles galeries, un pont de bois au-dessus de la Pivka souterraine ainsi que des sentiers de cheminement sont construits. Peu à peu, les environs de la grotte sont aménagés sous forme de promenade, des peupliers sont plantés (cf. figure II.4).

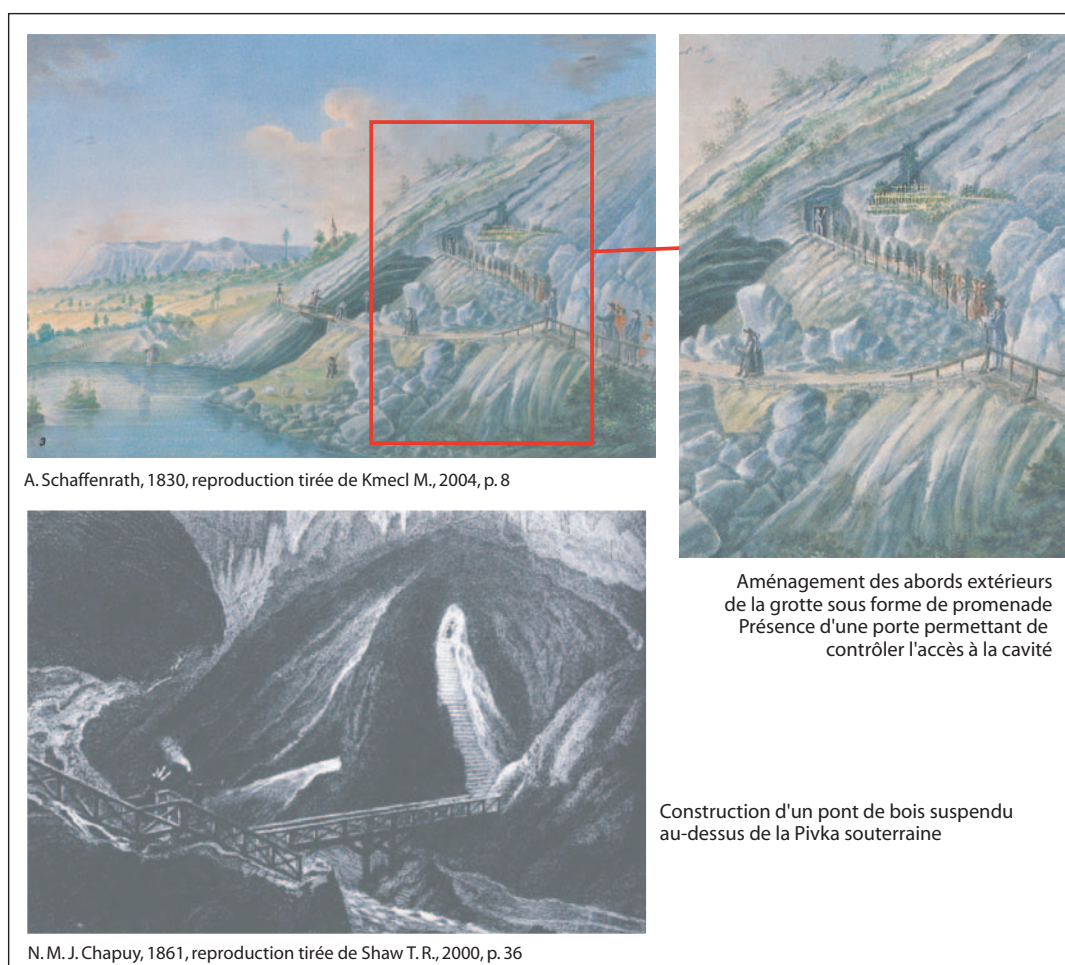
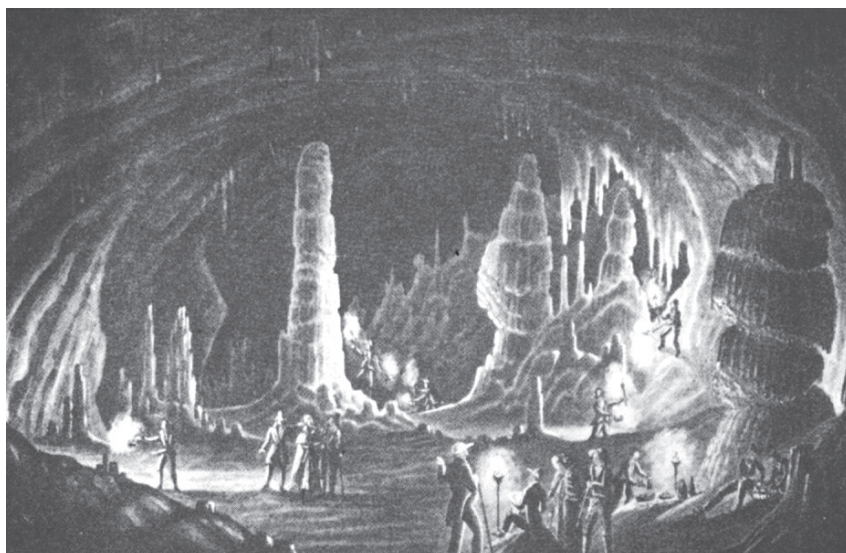


Figure II.4 : Aménagements réalisés lors de la mise en tourisme de la grotte de Postojna, début-milieu XIX^{ème} siècle (commentaire dans le texte)

Corrélativement, une commission de la grotte est fondée dès 1823, laquelle rédige les premiers statuts de la grotte qui entrèrent en vigueur en avril 1824. L'organisation de cette activité touristique se traduit ainsi par la constitution d'un personnel, ayant à charge de faire visiter la grotte tout en surveillant les visiteurs, lesquels devaient s'acquitter d'un droit d'entrée de 24 Kreutzers pour les civils (12 pour les soldats et les enfants). Sous la direction d'A. Schaffenrath, l'aménagement touristique de la grotte progresse rapidement. Pour autant, il semble que la visite de la grotte ne s'effectuait pas selon un cheminement codifié, en témoigne la figure II.5, gravure représentant plusieurs groupes de touristes parcourant les divers recoins de la cavité.

Figure II.5 : Groupe de visiteurs suite à la découverte des nouveaux réseaux de Postojna (1830). Gravure d'A. Schaffenrath, extraite de Šajn S., 1988e, p. 14

Cette gravure met en avant plusieurs groupes de visiteurs, lesquels, éclairés par des torches portées à bout de bras, admirent les différents recoins des réseaux de Postojna. Cette disposition des personnages témoigne d'un mode de visite touristique peu structuré où les groupes peuvent déambuler à leur guise, sans suivre un cheminement spécifique.



Dès le début de cette mise en tourisme, une attention toute particulière est portée à la fragilité des concrétions. Ainsi, la position adoptée par le responsable de la commission qui, en 1825, interdit l'utilisation des torches pour la visite des grottes, en raison de l'importance fumée noire qu'elles dégagent. A partir de cette période, la visite de la grotte s'effectuera à la lueur des lampes à huile et des bougies. A la fin du XIX^{ème} siècle, E.-A. Martel formulera les mêmes recommandations à l'égard de la grotte de Saint-Marcel-d'Ardèche : « *Actuellement, les guides surveillent soigneusement les visiteurs peu respectueux des merveilles de la nature et préviennent toutes dégradations. Mais ils feront bien d'abandonner leur mauvais système de torches fumeuses et de feux de bengale empoisonneurs, qui noircissent toutes les parois, pour les remplacer par la flamme éblouissante et sans suie du magnésium, le seul éclairage portatif qui, avec des bougies, doit être autorisé dans les grottes* » (Martel E.-A., 1894a, p. 81).

Par ailleurs, des précautions sont prises lors de la découverte progressive de nouvelles galeries. Ainsi, lorsque la galerie multicolore, « Pisani Rov », est découverte en 1832, des mesures sont immédiatement prises pour en réserver l'accès aux seuls hôtes de prestige. Peu à peu, une gestion différenciée des différentes parties de la cavité se met en place, laquelle témoigne en retour d'une sensibilité aux richesses du milieu souterrain. Ces mesures fonctionnent dès lors comme les témoins d'une manière d'appréhender l'équilibre tourisme/ protection en milieu souterrain.

1. 2. Développement touristique : du site à la station touristique

A partir du milieu du XVIII^{ème} siècle, la grotte de Postojna entre dans une nouvelle ère de son aménagement. Plusieurs faits convergent pour donner à la grotte de Postojna un statut particulier à l'échelle des curiosités du karst slovène.

1. 2. 1. Amélioration de l'accessibilité et phénomène de reconnaissance sociale

Dans cette perspective, l'ouverture de la ligne de chemin de fer Vienne-Trieste en 1857 a joué un rôle non négligeable dans la reconnaissance de cette grotte. En terme d'entrées touristiques enregistrées, les chiffres parlent d'eux-mêmes : un saut quantitatif est visible dès l'ouverture de cette ligne passant de 2630 visiteurs en 1857 à 4234 en 1858, soit une augmentation de 60 % !

A l'échelle d'une décennie, ce phénomène apparaît de manière encore plus soutenue : 18 154 visiteurs pour la décennie 1847-1857 contre 31 678 pour la décennie suivante (1858 – 1868) !

Moyen de communication rendant plus accessible la grotte de Postojna, cette ligne de chemin de fer fonctionne en retour comme un argument touristique, mis en avant dans les représentations touristiques.



Figure II.6 : Carte postale de la grotte de Postojna (1896), extraite de T. R. Shaw, 2000, p. 215.

Deux types d'information sont mis en avant :

1/ dans la partie gauche de la carte, les attraits intérieurs de la grotte ;

2/ dans le coin supérieur droit, l'environnement extérieur de la grotte où la ligne de chemin de fer, marquée ici par la présence d'un train, est figurée en premier plan.

A un second niveau de lecture, on relève que, par un jeu de miroir autour des images de salles concrétionnées, se répondent les attributs de la « modernité », avec d'un côté le mode de cheminement touristique dans la grotte avec une voiturette poussée le long des rails et de l'autre, la nouvelle ligne de chemin de fer desservant la ville de Postojna.

Cette nouvelle voie de transport, doublant la pré-existante voie carrossable Vienne-Trieste, confirme la position particulière de la grotte, laquelle se situe dès lors dans une logique de couloir de communication qui n'aura de cesse de fonctionner jusqu'à nos jours, parenthèse étant faite des épisodes de guerre. De fait, la construction de ce nouvel axe conduira rapidement à une hiérarchisation des grottes touristiques alors existantes sur le karst slovène, la grotte de Postojna occupant rapidement la place de site touristique majeur.

Ça et là, ce phénomène de reconnaissance, ici lié à une invention technique, est appuyé par des phénomènes sociaux qui concourent à démarquer la grotte de Postojna des autres curiosités du karst slovène.

D'un point de vue général, la fin du XIX^{ème} siècle est marquée par un intérêt grandissant pour les paysages souterrains, organisé ici autour de quelques événements clefs : 1/ les expéditions de A. Schmidl qui, entre 1850 et 1853, explore un grand nombre de cavités du karst slovène dont Postojna et les grottes de Pivka et de Planina ; 2/ la création d'une section « karst et grottes » à Vienne en 1879 ; 2/ les explorations de E.-A. Martel sur le karst slovène et la parution de son ouvrage majeur Les Abîmes en 1894, etc.

A ce phénomène s'associent des événements locaux qui affirment le caractère touristique de cette grotte. Ainsi, le prestige de cette cavité est régulièrement renforcé par des visites mondaines (cf. Shaw T. R., 2006 ; Čuk A., Shaw T. R., 2004). La venue des monarques de l'Empire austro-hongrois participa sans conteste à la reconnaissance de cette caverne touristique, à l'instar de ce

qui a pu se passer dans d'autres lieux touristiques (nous pensons notamment au développement de M. Boyer sur les retombées de la venue de la reine Victoria à Aix-les-Bains, 1999a, p. 103). En ce sens, le livret des visiteurs mis en place dès 1818 fonctionne comme double témoin de la grandeur de cette caverne : grandeur numérique *via* les entrées touristiques, grandeur sociale *via* les signatures de personnalités!

Ce processus de reconnaissance se retrouve à une échelle locale, environnement spatial dans lequel s'inscrit peu à peu la grotte de Postojna. En ce sens et au-delà de son apparence anecdotique, l'organisation annuelle, à partir de 1825, d'un bal de la Pentecôte dans la grotte, témoigne d'un ancrage progressif de la grotte dans l'espace social et populaire. S'il est difficile de mesurer avec précision l'importance numérique de cet événement, il n'en reste pas moins que celui-ci témoigne du positionnement privilégié de la grotte dans l'espace quotidien de l'époque. Manifestation aujourd'hui disparue, il semble que celle-ci ait néanmoins perduré jusqu'au début du XX^{ème} siècle... reprise aujourd'hui sous la forme de concerts souterrains, traditionnellement le 1er mai !



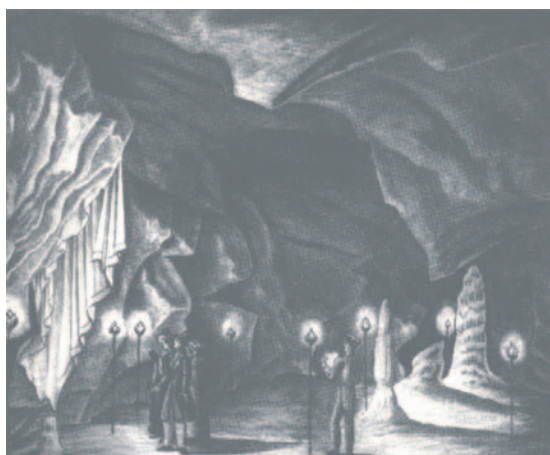
Figure II.7 : Bal tenu dans la grotte de Postojna, dans l'actuelle salle dite du congrès (1903). Représentation anonyme, extraite de Shaw T. R., 2000, p. 40.

L'organisation d'une telle manifestation dans les réseaux de la grotte de Postojna souligne l'inscription de cette dernière dans l'espace social et populaire de la ville de Postojna. Celle-ci n'est plus seulement un lieu que l'on visite : elle est également un lieu de sociabilité pour la population locale.

1. 2. 2. Modernisation des modes de visite

Cette dynamique positive liant accessibilité, goût pour les paysages karstiques et manifestations autour de la grotte concourt à faire de cette caverne un site touristique majeur du karst slovène, où rapidement de nouvelles phases d'aménagement des sentiers touristiques se succèdent. Entre la mise en place de nouveaux modes de visites et l'augmentation de l'activité touristique, un cercle vertueux se construit progressivement, l'un et l'autre s'entraînant dans un système de boucles de rétroaction positives (cf. figure II.8 page suivante).

1830



Premiers visiteurs admirant la grande draperie
A. Schaffenrath (1830),
extraite de Gospodarič R., 1968, p. 20

1872



Système de voiturettes poussées sur des rails,
photographie datée de 1872,
extraite de Kranjc A., Paternost S., Šajn S., 1998, p. 14

Années 1920



Premier système de petit train,
photographie datée des années 1920,
extraite de Perco D. A., Gradenico S., 1930, p. 87

1956



Locomotive à essence, photographie datée de 1956,
tirée de Gospodarič R., 1968, p. 33

2007

Actuel petit train touristique
Photographie tirée de Kranjc A.,
Paternost S., Šajn S., 1998, p. 14



Figure II.8 : Evolution des modes de cheminements touristiques dans la grotte de Postojna, 1818-2007

Au système classique de découverte pédestre le long des galeries souterraines succèdent des voiturettes poussées sur des rails de chemin de fer jusqu'au pied de la Grande Montagne, « Velika Gora » (1872), des locomotives à essence (1914) puis électriques (1956).

1. 2. 3. Effets induits sur l'évolution spatiale du site touristique

A l'échelle de la ville de Postojna, l'accroissement de cette activité touristique autour de la grotte se traduit par une transformation progressive de la nature de ce lieu touristique, lequel passe peu à peu du statut de site touristique à celui de station touristique, voire de ville touristique. En ce sens, la construction d'un premier hôtel, « l'hôtel Progler », en 1874 marque ce glissement de fonction : la grotte de Postojna n'est plus seulement un lieu d'excursion, elle est également le lieu où le séjour touristique est rendu possible. Malheureusement, peu de données existent sur ce sujet et nous ne sommes pas en mesure de préciser l'importance de la fréquentation de cet établissement. Tout au plus peut-on en mentionner la longévité, ce papier à entête datant de 1910, soit trente-six ans après l'ouverture de cet hôtel.



Figure II.9 : Figuration de la grotte de Postojna sur le papier à entête de l'Hôtel Progler (1910), extraite de Shaw T. R., 2000, p. 23.

Cette figure met en avant deux éléments : 1/ en terme de représentation, deux encadrés représentent les paysages souterrains de la grotte de Postojna, affichant les liens majeurs existants entre le bourg et le site touristique ; 2 / par ailleurs, la situation géographique de cet hôtel est soulignée, lequel se situe sur le tracé de la ligne de chemin de fer Vienne-Trieste : « auf der Linie Wien-Triest ». On retrouve ici la question de l'accessibilité de la grotte de Postojna et des effets induits suite à l'ouverture de cet axe de communication (cf. ci-dessus, paragraphe 1.2.1.)

Appuyant cette dynamique, une société de type associatif (« Turistično Društvo ») est créée par les habitants du bourg de Postojna, laquelle a comme objectif de procéder à l'embellissement de la ville en vue d'améliorer l'accueil des visiteurs. En terme de dynamiques touristiques, cette création atteste d'un changement structurel, et non plus seulement fonctionnel, du système socio-politique dans lequel s'inscrit cette activité touristique. Jusqu'ici perçue comme un flux intéressant porteur de retombées économiques, l'activité touristique devient un trait structurant de l'organisation de ce système. En un sens, la création de cette association, reflet d'une appropriation par les locaux de l'activité touristique, illustre le changement d'état de ce système. Cette association acte ainsi une bifurcation dans l'évolution de ce lieu, lequel intègre progressivement les flux touristiques comme composante structurante essentielle dans l'organisation de son espace local et non plus seulement comme flux transitifs/ transitoires. La création de cette association fonctionne alors comme marqueur spatio-temporel de l'invention de ce lieu touristique, laquelle « consiste en une nouvelle lecture d'un territoire donné aboutissant à un double mouvement, le premier étant un processus de détournement d'utilisation dominante du lieu – c'est le pouvoir subversif du tourisme- et le second étant l'incorporation de nouveaux espaces au lieu touristique – c'est le pouvoir de conquête du tourisme. Subversion intérieure (renversement de l'ordre établi dans un lieu donné) et conquête extérieure (par incorporation au territoire existant de territoires supplémentaires) sont les deux

processus révolutionnaires mis en œuvre par le mouvement touristique. (...) L'invention d'un lieu touristique peut se traduire par l'incorporation au lieu en question de nouveaux territoires, précédemment ignorés ou très peu utilisés et, donc, très peu intégrés dans la vie quotidienne et les enjeux de la population locale » (Cazes G., Knafo R., 1995, p. 835). Ainsi en est-il des dynamiques observées autour de la grotte de Postojna, qui s'intégrant peu à peu à l'espace de vie locale, devient progressivement un axe structurant autour duquel s'organisent le fonctionnement et le devenir de ce système socio-géographique.

1. 2. 4. Des mesures de protection en retrait

Parallèlement à la mise en place puis à la maturation de cette activité touristique, peu de mesures de protection sont prises pour assurer l'état de conservation de la cavité et des concrétions. Les principales traces de cette réflexion restent ciblées autour de la question de l'éclairage souterrain, registre dans lequel la grotte de Postojna fait figure de site pilote. Ainsi, cette grotte est-elle la première, à notre sens, à bénéficier d'un éclairage électrique souterrain, opérationnel dans l'ensemble de la cavité à partir de 1884. En 1901, on ne dénombre pas moins de 36 points d'éclairage, alimenté en courant continu par deux machines à vapeur. Cette installation se modernise lors de l'occupation italienne avec une alimentation raccordée à des lignes de haute-tension ; les fils et câbles seront quant à eux enfouis et cachés dans la roche suite à la seconde guerre mondiale.

Si l'on situe ces considérations historiques dans notre thématique de recherche, un décrochage entre les pôles « valorisation touristique » et « préservation » de la ressource peut être observé. En effet, alors que les premières mesures encadrant la gestion de la grotte associaient étroitement ces deux volets, l'accent fut peu à peu mis sur le développement de l'activité touristique, sans qu'une réelle réflexion autour de la préservation de la ressource ne voie le jour.

D'aucuns diront que la question environnementale fut loin d'être une priorité au cours du XX^{ème} siècle ; ce serait négliger les grands courants de réflexion qui se mettent en place dès la fin du XIX^{ème} sur la protection des espaces naturels et les précautions à prendre pour le développement des activités touristiques en lien avec des ressources paysagères !

Pour ne citer que cet exemple, E.-A. Martel propose dès 1913 une synthèse des politiques de protection de la nature conduite à l'échelle des différents continents, suivie d'une réflexion élaborée autour de la création de Parcs Nationaux, lesquels se définissent comme « *une réserve territoriale, à limites précises, dans l'intérieur desquelles une disposition légale appropriée conserve et protège – contre toute destruction, détérioration ou défiguration du fait de l'homme – les composantes naturelles, faune, flore, sites pittoresques et particularités géologiques ou hydrologiques* » (voir les deux articles de La Montagne, 1913b et 1913c). Dans son plaidoyer pour la création d'une telle entité, l'auteur ne cache pas ses sentiments par rapport aux effets de l'activité touristique qu'il présente comme un ennemi peut-être plus dangereux que l'industrie pour la conservation des sites.

Pour autant, on relève un glissement de ce positionnement de cet auteur à l'encontre du tourisme lorsqu'il s'agit des grottes touristiques : ainsi, tout en soulignant que « *le gouffre de Padirac et la grotte de La Cave sont sauvegardés par des exploitations privées* » (1913c, p. 451), que « *la belle grotte de Dargilan est bien administrée* » (1913c, p. 451) et que « *les grottes de Betharram sont bien exploitées et aménagées* » (1913c, p. 453), il déplore que « *l'aven Armand, profond de 207 mètres et qui renferme les plus belles concrétions du monde, [ne soit] même pas*

encore aménagé » (1913c, p. 451). On voit dès lors dans quelle mesure les injonctions de Martel sont redéfinies en fonction de ses intérêts personnels, le gouffre de Padirac puis l'aven Armand ayant été aménagés par ses soins...

Quoiqu'il en soit, cette perspective particulière des relations entre développement touristique et préservation de la ressource, faisant de l'aménagement touristique le meilleur garant de la protection des grottes karstiques, est révélatrice du positionnement particulier des grottes dans le registre plus général des espaces naturels devant faire l'objet d'une protection. Espace fermé, son aménagement touristique est alors perçu comme un moyen d'empêcher des dégradations, de prévenir toute forme de détérioration, notamment au niveau des concrétions. Dans une certaine mesure, et étant donné les liens existant entre E.-A. Martel et la région du karst, on peut supposer que cette vision de l'articulation des relations entre aménagement touristique et protection des paysages karstiques souterrains, ait prédominé dans le contexte de l'aménagement de la grotte de Postojna.

Les gestionnaires de l'exploitation touristique de la cavité ont ainsi délibérément choisi de porter leurs efforts sur le développement de l'activité touristique, peu ou prou aux dépens de la conservation de « l'authenticité » de ce site. Peu à peu, ces orientations se traduisent par une dissymétrie du couple préservation/valorisation, laquelle a vraisemblablement desservi la grotte de Postojna lors des réflexions pour l'inscription d'un bien de la République de Slovénie sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Jugée « trop bétonnée » (entretien Mme Klemen-Kerk, interlocutrice slovène de l'Unesco, 03/02/2005), celle-ci s'est trouvée être supplantée dans cette démarche par les grottes de Škocjan. Dans les faits, il semble que les événements aient été plus complexes, liant conflits de personnalités et présence d'installations militaires majeures à proximité de la grotte de Postojna.

Spatialement, cette stratégie de développement touristique a, en effet, conduit à une massification des équipements touristiques autour et dans la grotte. En 1968, la mise en place d'un cheminement circulaire permet d'augmenter la rotation des groupes touristiques (cf. figure II.3, page 101). Ce système permet en effet le croisement des trains touristiques conduisant les groupes à l'entrée de la salle de la Grande Montagne « Velika Gora », ce qui représente un gain de temps par rapport aux trajets aller-retour auparavant effectués sur les mêmes rails.

Photographie II.1 : Touristes au départ de la gare de départ du train touristique, sens retour, 17/09/2004

Aujourd'hui, six rames de trains de 120 touristes chacune sont programmées pour pouvoir partir toutes les demi-heures, selon l'affluence touristique enregistrée. Cela représente un maximum de 1440 touristes par heure, soit 27 360 touristes possibles par jour !



A l'extérieur, cette course au gigantisme se retrouve au niveau de la capacité des parkings, lesquels se composent de 800 places individuelles et 50 affectées pour des autocars, la construction d'un parking pour accueillir des campings cars étant actuellement en discussion. Cette exploitation touristique mobilise un personnel permanent de 30 employés travaillant uniquement autour de l'exploitation de la grotte, ce chiffre se montant à 80 personnes lorsque l'on considère l'ensemble des services présents sur le site (commerces, hôtels, restaurants). A cela s'ajoute le personnel saisonnier employé lors de la saison estivale, soit entre 20 et 30 guides supplémentaires pour la visite de la grotte auxquels il convient d'additionner le personnel supplémentaire recruté par les autres prestataires de service.

1.3. L'équilibre actuel entre tourisme et protection

Aujourd'hui, il semble qu'un nouveau compromis entre mesures de protection et développement de l'activité touristique soit à nouveau recherché. Dans le contexte du projet de loi sur les cavités, la grotte de Postojna (à laquelle s'ajoutent les grottes de Pivka, de Črna, et de Predjama, gérées par le même organisme) est aujourd'hui la seule des 21 grottes touristiques slovènes où s'appliquent les dispositions de cette nouvelle loi, alors même que les décrets d'application ne sont pas encore parus (exception faite des grottes de Škocjan, qui comme nous le verrons par la suite, bénéficient d'un statut particulier). A ce positionnement particulier de la grotte de Postojna, deux raisons peuvent être avancées : site touristique majeur sur le plan national, voire international, celle-ci bénéficie en retour d'une attention toute particulière de la part des autorités soucieuses de préserver les richesses de ce site... également intéressées par la manne financière que représente l'activité touristique de ce site ! En 2005, l'entreprise gestionnaire a reversé aux autorités slovènes la somme de 370 millions de tolar (environ 1.5 million d'euros), montant fixé par les accords liant ces deux acteurs et établi indépendamment du nombre d'entrées touristiques réalisé.

En effet, en terme de mode de gestion touristique, la grotte de Postojna fonctionne sur le registre de la concession : l'entreprise gestionnaire de la grotte présente à l'Etat un plan de gestion étalé sur cinq ans, sur la base duquel une concession est accordée par l'Etat. Ce mode de gestion se décline le plus souvent par des projets d'aménagement établis et évalués tous les ans. Au final, le système de concession fonctionne comme un garde-fou, stipulant les aménagements qu'il



Ces actions de nettoyage témoignent de l'agencement de la dialogique touristique-patrimoniale : 1/ ces mesures locales et ponctuelles traduisent une absence de gestion globale ; 2/ il s'agit avant tout de conduire des actions de nettoyage localisées, pendant les heures de fermeture, de manière à donner à voir des paysages karstiques remarquables, sans pour autant que le niveau de la fréquentation touristique ait à pâtir de ces actions de nettoyage.



Figure II.10 : Actions de nettoyage lors des heures de fermeture de la grotte de Postojna au public

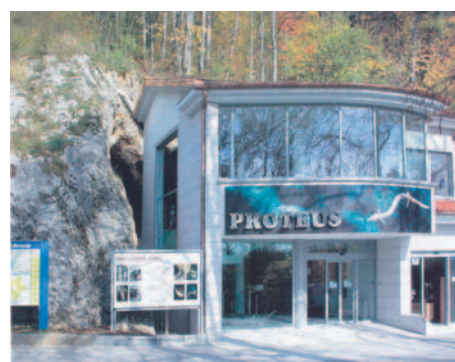
est possible ou non de réaliser dans la cavité. Il est ainsi interdit de procéder à l'équipement de galeries latérales aujourd'hui encore vierges de tout aménagement touristique. En revanche, dans les réseaux aménagés, des programmes de requalification de l'existant peuvent être entrepris.

A titre d'exemple, le nouveau plan de gestion prévoit le réaménagement du train touristique avec le remplacement du cheminement en bois par une bande bétonnée centrale, laquelle permettra la progression de nouveaux petits trains selon un système de pneumatiques. Aux dires de l'entreprise gestionnaire, ce système conduira à sortir de la cavité toute forme de matériaux organiques plus ou moins néfastes à l'équilibre de la cavité. Au-delà de ces bonnes intentions écologiques, il est surtout question de répondre à des questions de sécurité (vétusté de l'actuel petit train), tout en améliorant le confort de la visite avec un système de progression moins bruyant. A côté de cet ambitieux projet, des actions ponctuelles de nettoyage sont entreprises et ce de manière ciblée, sur les parties de la grotte situées à proximité des sources d'éclairage (cf. figure II.10).

En termes de mesures de protection, il n'en reste pas moins que ces différents éléments restent essentiellement ciblés au niveau de la cavité, sans qu'il y ait une réelle réflexion sur les vulnérabilités de la cavité liées à ses échanges avec son environnement. D'un point de vue juridique, les parcelles situées en surface bénéficient d'un niveau de protection relativement faible, protégées par un seul décret municipal qui interdit toute construction.

Dernièrement, un nouvel événement laisse à penser que cette thématique de la protection revient au cœur des préoccupations des gestionnaires de la cavité. En 2002, une nouvelle infrastructure a vu le jour sur le site touristique, à savoir le musée du Protée, organisé autour de l'ancien laboratoire de biospéléologie. La visite de ce musée se déroule en deux temps : visionnage d'un documentaire sur la formation de la région du karst et explication des phénomènes karstiques, puis visite libre du laboratoire biospéléologique, situé dans une des salles de la grotte et composé de plusieurs aquariums présentant différentes espèces de la faune cavernicole. Plusieurs panneaux explicatifs présentent les différentes facettes du monde souterrain : processus de karstification, climatologie souterraine, faune, flore, vulnérabilité des eaux karstiques, etc.

Figure II.11 : Le musée « Proteus » : nouveau mode de mise en valeur de la ressource karstique
(commentaire dans le texte)



Entrée du musée, sur le parvis de la grotte de Postojna



Panneau d'interprétation sur la formation des grottes et des concrétions



Cheminement touristique dans le laboratoire biospéléologique. Dans le fond, on note les jeux d'éclairages et la mise en valeur des vieilles signatures recouvrant les parois (cf. photos I.1 et I.2, chapitre I, paragraphe 2.3.)

A notre sens, la réalisation de ce dernier aménagement peut être interprétée à plusieurs niveaux. S'il est vrai que ce musée témoigne d'une sensibilité aux questions environnementales, il présente (par ailleurs et avant tout !) l'avantage certain de diversifier l'offre touristique du site. Dans ce contexte, la fibre environnementale est principalement envisagée dans une optique marketing où il est question de 1) diversifier l'argumentaire touristique de la grotte de manière à sortir du seul registre du grandiose et du spectaculaire et par là-même, essayer de toucher un autre public, 2) allonger le temps de séjour du touriste sur le site, l'objectif étant de passer de trois heures en moyenne sur le site à six heures, ce qui implicitement devrait se traduire par une augmentation des consommations sur le site. Dans cette perspective, cette dimension environnementale est avant tout envisagée comme un support marketing visant à compléter, voire à consolider une activité touristique pré-existante, sans pour autant conduire à des réaménagements en profondeur dans l'organisation du site.

Le volet « protection » de la ressource reste au final secondaire par rapport aux objectifs de développement touristique, eux-mêmes corrélés au seuil de rentabilité du site touristique, évalué à 400 000 visiteurs par an (prise en compte des charges de fonctionnement et du paiement de la concession). Aujourd'hui, les différentes mesures de protection engagées visent essentiellement à encadrer le développement de l'activité touristique de manière à améliorer la qualité de cette dernière. En ce sens, la gestion actuelle de la grotte de Postojna témoigne d'une forme d'équilibre entre ces deux objectifs difficilement mais nécessairement conciliables : protection de la ressource et développement de l'activité touristique.

A une échelle locale, l'exemple de Postojna témoigne d'une alliance nécessaire entre ces deux objectifs. De manière étroitement liée, le développement touristique d'un site aux caractéristiques naturelles appelle toute une série de mesures de protection en vue de protéger la qualité des ressorts touristiques sur lesquels fonctionne l'activité touristique. Si cette assertion se vérifie à l'échelle de nombreux sites touristiques « naturels », Postojna offre cette particularité de présenter une évolution dans la combinaison de ces deux facettes (cf. figure II.12).

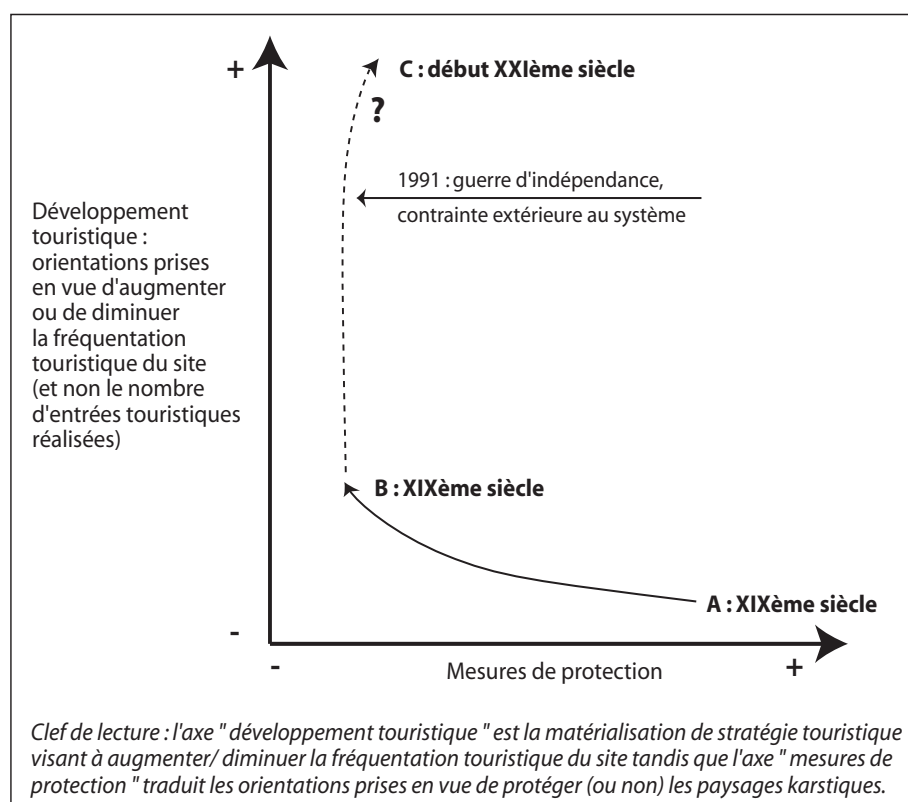


Figure II.12 : Trajectoire touristique de la grotte de Postojna, entre mesures de protection et développement touristique (commentaire dans le texte)

Pensés de manière concomitante dès les débuts de la mise en tourisme de cette cavité, les impératifs de développement touristique ont peu à peu pris le pas sur une réflexion en terme de protection de la ressource, laquelle réflexion s'est essentiellement articulée autour des modalités d'éclairage du cheminement touristique souterrain. Dès lors, la protection de ces richesses naturelles reste subordonnée aux exigences du développement touristique résolument inscrit dans une logique de rentabilité économique. Si aujourd'hui ces préoccupations reviennent sur le devant de la scène touristique de ce site, que l'observateur ne s'y trompe pas : il s'agit avant tout de répondre à de nouvelles attentes touristiques !

La trajectoire de la grotte de Postojna souligne ici toute l'ambivalence des rapports entre mesures de protection et mise en valeur touristique : ces mesures de protection ont à charge d'assurer la conservation de la ressource touristique première tout en favorisant, le cas échéant, une meilleure mise en valeur de cette dernière, avec notamment des jeux d'éclairages soigneusement pensés. L'ensemble de ces mesures vise autant à s'assurer de la rentabilité économique de la visite de cette grotte qu'à en protéger les caractéristiques et les beautés géologiques. Il s'agit alors à la fois de montrer, à tous, les richesses de ce monde souterrain, tout en se dotant de moyens efficaces pour le protéger des différentes formes de nuisances pouvant l'atteindre. Ce développement illustre une des déclinaisons que peut prendre cette dialogique patrimoine/ tourisme, ici, fortement marquée par des impératifs économiques.

En terme d'approches des relations patrimoine/ tourisme, la grotte de Postojna fait figure de cas d'école, en ce sens où c'est un site touristique, qui, sous l'effet d'une contrainte extérieure, voit sa croissance touristique brutalement stoppée, amenant ainsi une relecture de ses modalités de fonctionnement. Rappelons que suite aux événements de 1991, le système touristique passe en un an de près d'un million d'entrées à 150 000, soit une perte de près de 85 % ! D'une logique orientée vers le gigantisme, on passe soudainement à une exploitation touristique que l'on pourrait qualifier de « survie ».

Dans une certaine mesure, cette contrainte extérieure au système que représente la guerre d'indépendance de 1991 marque un temps d'arrêt dans le développement touristique de Postojna. Pour autant, cette baisse importante de la fréquentation touristique ne se traduit pas par une nouvelle phase dans le développement touristique de Postojna. En effet, on relève que, suite à cet arrêt quantitatif, l'arbitrage entre logiques de développement touristique et mesures de protection ne connaît pas de réajustement alors qu'on aurait pu imaginer que la baisse de la fréquentation touristique ait pu engendrer une relecture du fonctionnement de du couple patrimoine/ tourisme. Bien que majeure, cette contrainte extérieure n'a pas entraîné de modifications dans la structure et le fonctionnement de ce système touristique, lequel cherche, avant tout, à développer son taux de fréquentation touristique. Si des réajustements progressifs ont été nécessaires (abaissement du seuil de rentabilité à 400 000 visiteurs par an et réduction de la voilure de l'exploitation touristique), la stratégie touristique de Postojna cherche résolument à augmenter ses volumes de fréquentation, sans pour autant mettre en œuvre des mesures de protection autres que ponctuelles. L'affichage actuel d'une orientation vers des préoccupations environnementales, avec notamment l'ouverture du musée du Protée, s'inscrit dans cette même dynamique : il s'agit avant tout de diversifier l'offre touristique en vue d'augmenter le temps de présence et le volume de consommation des touristes visitant la grotte et/ ou de capter une nouvelle clientèle.

2. LES GORGES DE L'ARDÈCHE : LES ENJEUX DE LA DIALECTIQUE PATRIMOINE/ TOURISME À UNE ÉCHELLE MICRO-RÉGIONALE

La partie sur les gorges de l'Ardèche s'articule autour des temps du développement touristique de cette région, lequel associe étroitement la mise en œuvre de mesures de protection et les orientations prises en terme de développement touristique. En vue de procéder à une comparaison entre ce site et celui de Postojna, une trame similaire sera utilisée : invention de lieux touristiques, amplification de l'activité touristique, orientations actuelles à l'échelle d'un espace touristique. Lors de ces différentes étapes, les différentes mesures de protection de cet espace seront abordées, de manière à démontrer des processus co-constitutifs.

2.1. L'invention touristique

2.1.1. Le rôle des édiles dans la reconnaissance du Pont d'Arc et des grottes de Saint-Marcel comme « curiosités touristiques »

D'après les recherches conduites, la reconnaissance des gorges de l'Ardèche comme site pittoresque peut être datée de la fin du XVIII^{ème} siècle. En effet, dès 1780, l'abbé Jean-Louis Giraud-Soulavie dans son ouvrage Histoire naturelle de la France méridionale. Histoire naturelle du Vivarais produit une description du Pont d'Arc « *l'ouvrage du Pont d'Arc offre une voûte la plus hardie, peut-être qui existe dans le monde ; elle est haute de quatre-vingt dix pieds depuis la clef jusqu'au niveau moyen de la rivière* » (p. 92). Pour autant, cet auteur ne mentionne pas l'existence d'activités de « contemplation ». Il faudra attendre près d'un demi siècle et l'ouvrage de Albert Du Boys intitulé Album du Vivarais (1842) pour que soient mentionnées de telles activités, lesquelles se concentrent alors autour de la grotte de Saint-Marcel.

« Pour arriver aux grottes de Saint-Marcel, on traverse une des plaines les plus riches de France ; on passe sur le territoire des petites communes de Saint-Just et de Saint-Martin, puis

on remonte en bateau la rivière Ardèche. Le touriste qui veut se contenter d'avoir une idée superficielle du Vivarais, ferait bien d'y entrer ainsi par le point où l'Ardèche se jette dans le Rhône, et de remonter cette petite rivière. Cette voie est la plus curieuse de toutes par les accidents pittoresques dont elle est semée » (Du Boys A., 1842, p. 198).

Il est alors question de remonter le cours de l'Ardèche, en vue d'accéder à ces curieuses grottes, décrites plus tard par E.-A. Martel comme « *l'une des plus belles cavernes d'Europe, [laquelle] mérite une complète visite, même de la part des touristes qui connaissent déjà les splendeurs de Dargilan (Lozère), Han-sur-Lesse (Belgique), Aggtelek (Hongrie), Adelsberg (Autriche)* » (Martel E.-A., 1894a, p. 79).

Figure II.13 : Groupe de visiteurs éclairés par des torches en train de visiter les réseaux des grottes de Saint-Marcel (1842). Gravure de V. Cassien, extraite d'A. Du Boys, p. 198.

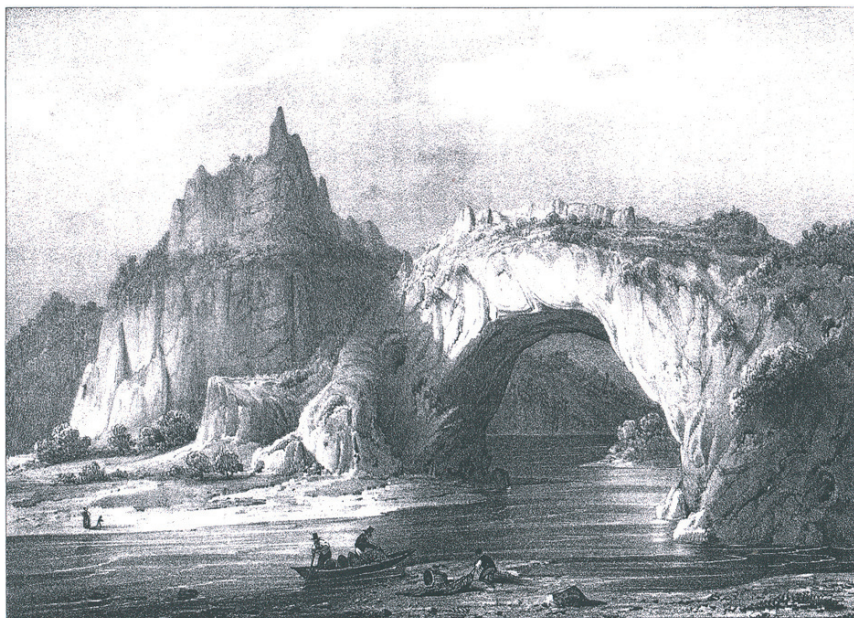
Cette gravure fait figure de marqueur temporel et atteste de l'invention touristique des grottes de Saint-Marcel, lesquelles font l'objet de visites à visée récréative dès le milieu du XVIII^{ème} siècle.



Au cours de leur remontée, les touristes ont tout loisir d'admirer la minérale beauté des gorges de l'Ardèche. Donnant à voir l'intérieur des gorges lors de cette remontée, la visite des grottes de Saint-Marcel fonctionne alors comme un vecteur d'information et de diffusion. Porte d'entrée des gorges, ces grottes rejoignent alors dans cette fonction le Pont d'Arc, lequel dans le même ouvrage d'A. Du Boys, est représenté par une gravure mettant en scène des bateliers en activité et non pas des touristes admirant le monument (pp. 210-216).

Figure II.14 : *Représentation du Pont d'Arc mettant en scène de pêcheurs en activité (1842). Extraite d'A. Du Boys, p. 211.*

En mettant en scène des pêcheurs et non des touristes en train d'admirer l'arche du Pont d'Arc, cette gravure met en avant un usage fonctionnel du Pont d'Arc, lequel s'inscrit dans l'espace de production local des habitants des villages situés en amont. La mise en perspective de cette figure avec la précédente souligne un décalage entre les temps d'invention touristique des grottes de Saint-Marcel et du Pont d'Arc, les premières ayant précédées le second.



Dans la description que l'auteur propose de ce site, rien ne laisse supposer l'existence de visites du Pont d'Arc, tout du moins d'un système organisé ayant pour finalité la contemplation de ce site. Pour autant, les descentes des gorges de l'Ardèche s'effectuent d'ores et déjà, en attestent les récits d'Alban Mazon ou encore de l'abbé Bauron dans l'annuaire du Club Alpin Français de 1889. Le point d'embarquement se situait alors à la hauteur du Goulet d'Ibie, que surplombe aujourd'hui le Vieux-Vallon (D'Albigny P., 1879, p. 9). Ces descentes sportives restent ainsi l'apanage de quelques uns, lesquels admirent « *ces caprices et ces jeux de la nature* » (D'Albigny P., 1879, p. 39).

2.1.2. Accessibilité et diffusion du processus d'invention touristique

L'invention du Pont d'Arc en tant que lieu touristique est parachevée avec l'ouverture d'une voie carrossable entre Vallon et Châmes (cf. figures II.15 et II.16, page suivante). Jusqu'ici, celui-ci était certes admiré pour ses proportions défiant les lois de la nature mais ce sujet d'étonnement restait confidentiel : seules quelques personnalités savantes du XVII^{ème} siècle posaient un nouveau regard sur ce site, lequel lui conférait le statut de monument naturel. La construction de cet axe amène un changement d'échelle et permet une diffusion de ce nouveau regard porté sur le Pont d'Arc.

Initialement, la voie carrossable fut construite pour satisfaire des besoins de communication, d'exploitation des forêts et d'approvisionnement en eau. Ainsi, dans une délibération datée du 08/02/1880, « *M. le Maire transmet au conseil une demande qu'il lui a été faite par un grand nombre de propriétaires, relative à l'ouverture d'un chemin de 5 mètres, partant de la route départementale n°4, au lieu d'Aigue-Blanche et aboutissant à Châmes en traversant les bois de Vallon et la forêt communale de Châmes. (...) Le chemin demandé rendrait de grands services*

pour l'exploitation des bois des propriétaires de la commune et particulièrement pour la forêt communale de Châmes dont les coupes se vendent difficilement parce que la forêt n'est desservie que par des chemins de mulets à voies étroites et à pentes rapides, impraticables aux charrettes ». La commune de Vallon ayant dans le même temps le projet de capter les eaux de la source du Tiourre en vue d'assurer son approvisionnement en eau, cet axe de communication se construit rapidement, pour finalement ouvrir le 26 avril 1887 (Almeras-Heyraud J., 1993, p. 45).

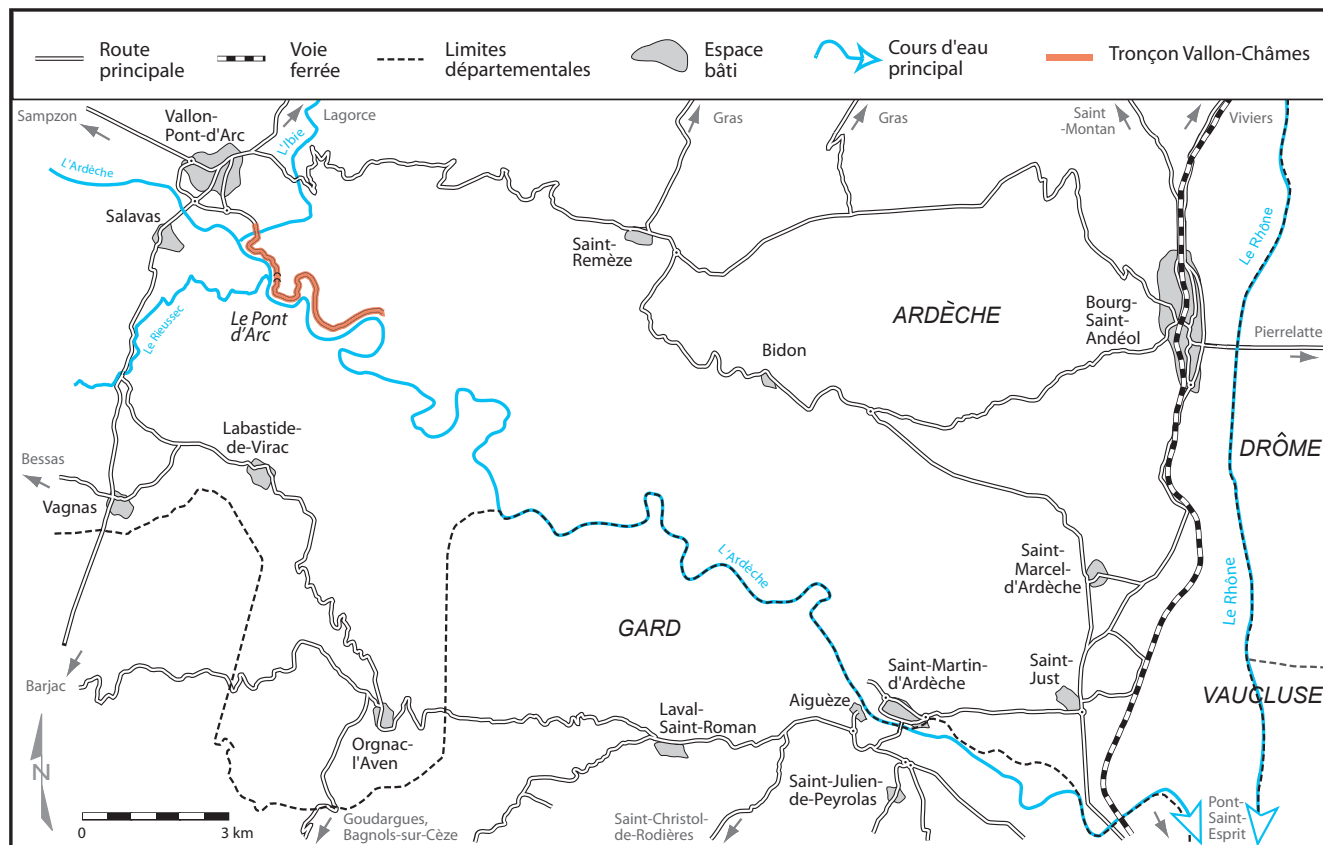


Figure II.15 : Accessibilité dans les gorges de l'Ardèche à la fin du XIX^{ème} siècle : ouverture du tronçon Vallon-Châmes

Cette carte souligne le retrait des gorges de l'Ardèche par rapport aux axes de communication, le tronçon Vallon-Châmes représentant la première voie d'accès carrossable en direction de l'intérieur du canyon. Mise à part cette

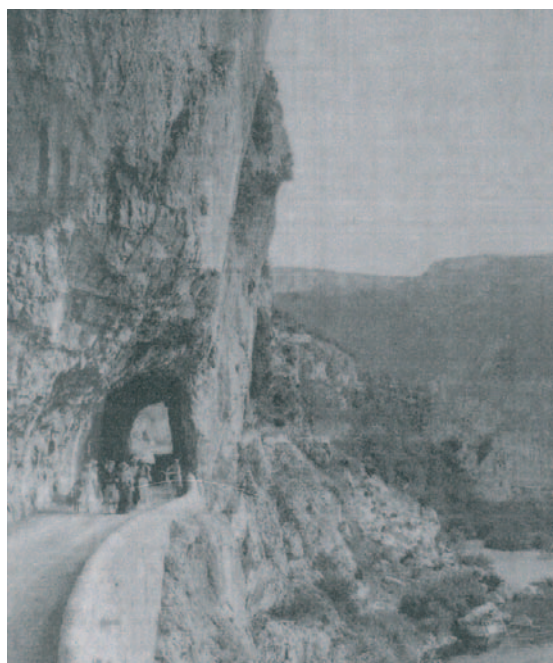


Figure II.16 : Carte postale représentant la route des gorges allant jusqu'à Châmes (collection des cartes postales des archives départementales de l'Ardèche)

Ce cliché souligne deux points :

1/ les poutres déployées, à l'époque, pour la construction de ce tronçon. Cet axe se développe dans un mince interstice, bloqué d'une part par le cours de la rivière Ardèche et d'autre part, par les falaises abruptes des gorges. Serpentant en corniche le long de la rivière Ardèche, cette voie emprunte alors des tunnels creusés dans les falaises. Par la suite, cet aspect pittoresque de la route participera, de manière plus générale, à l'image d'authenticité associée aux gorges de l'Ardèche.

2/ Dans un second temps, les personnages, figurés au centre de la figure, semblent être de visiteurs qui se rendent à pied au Pont d'Arc. Cet élément d'information traduit une évolution dans l'usage social conféré au Pont d'Arc, lequel devient une curiosité naturelle

En retour, la construction de cette route participe au phénomène de connaissance et de reconnaissance du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche comme curiosités touristiques, le site du Pont d'Arc faisant rapidement office de figure de proue du site des gorges dans son ensemble. Progressivement, la porte d'entrée des gorges semble s'être déplacée de l'aval avec les grottes de Saint-Marcel à l'amont avec le Pont d'Arc. En ce sens, la visite des grottes de Saint-Marcel devient rapidement un agrément lors de la descente des gorges et non plus le ressort principal expliquant la venue des touristes dans ces paysages. Dès 1906, un compte rendu d'excursionnistes marseillais relate la descente des gorges où la visite des grottes étaye cette descente sans pour autant en être la motivation première : *« A chaque détour de la rivière, enfermée dans des-à-pics de 200 et 300 mètres, le site se transforme. Défilés, cirques, pas, se succèdent avec une variété infinie. Ici, d'énormes blocs se penchent comme pour murer le lit de l'Ardèche qui frôle leur pied ; là, dans les abruptes parois, se creusent des anfractuosités, des grottes bizarres. (...) Après déjeuner, visite de la Grotte de Saint-Marcel, à mi-hauteur sur l'autre rive. (...) L'heure pressant, nous ne voyons que deux salles sur trois qui la composent »* (Laplace J., 1906, Vals-les-Bains, défilé de Ruoms, Pont-de-l'Arc, Gorges et Grottes de l'Ardèche, in Bulletin annuel de la société des excursionnistes marseillais, 10^{ème} année, pp. 37-41 – fonds Vals-les-Bains, Archives Départementales de l'Ardèche (AD 07)).

A la même époque (1907), des récits de voyage, comme celui de J. Pasteur Excursions dans les Alpes, le Dauphiné et les Cévennes, proposent une large description de la descente des gorges où, si les grottes de Saint-Marcel sont mentionnées, elles ne sont pour autant pas visitées (pp. 89-94) (Fonds Vals-les-Bains, AD 07).

Dès le début du XX^{ème} siècle, le Pont d'Arc devient un lieu d'excursion pour les curistes en séjour dans la station thermale de Vals-les-Bains, située à 40 kilomètres en amont. En effet, la ville de Vals-les-Bains, déjà fréquentée pour ses eaux au XVIII^{ème} siècle, connaît un brillant essor sous le second empire. Ce centre thermal *« réunissait en effet plusieurs atouts : desserte ferroviaire par la ligne P.L.M. Le Teil-Lalevade, équipement hôtelier solide (quatorze hôtels et trente-huit meublés en 1895), loisirs (casino ouvert en 1898, musique...), cadre agréable (jardins, promenades...), possibilités d'excursions grâce à des voituriers puis à des services automobiles. (...) C'est à partir de Vals que les grands sites ardéchois, popularisés par les affiches, sont révélés au grand public »* (Dupraz D., 1995). L'association de l'opportunité que représente l'ouverture de la route et de la demande liée à l'activité thermale se traduit par la structuration du Pont d'Arc en tant que lieu d'excursion.

Ainsi, une synergie se dessine entre les thermes de Vals-les-Bains et le Pont d'Arc. Celui-ci se positionne peu à peu comme une des visites touristiques clefs d'un séjour à Vals-les-Bains, à la fois en tant que site pittoresque mais aussi comme lieu d'embarquement pour la descente des gorges. Cette dernière, jusqu'ici réservée aux sportifs et scientifiques, s'inscrit progressivement dans le registre des pratiques touristiques : à une approche sportive et sélective avec les expéditions du club alpin français se superpose graduellement une activité ludique et touristique, accessible à un plus large public. Dès le début du XX^{ème} siècle, des traces de cette approche touristique sont visibles. En 1904, S. Lhermite présente son ouvrage Descente de l'Ardèche en bateau de Vallon au Pont-d'Arc et à Saint-Martin, comme étant *« un simple Guide, destiné aux Touristes »* : *« Les amateurs de curiosités naturelles, les promeneurs à la recherche de beaux paysages et d'intéressantes excursions pittoresques, ignorent en général les beautés des rives de l'Ardèche. Les attirer sur ces bords, les leur faire admirer : c'est là toute notre ambition »*.

Cette dynamique se traduit par un développement d'affiches et d'annonces publicitaires, soutenue par la création en 1904 du Syndicat d'Initiative du Vivarais. Acteur majeur du

développement touristique du Sud-Ardèche, celui-ci œuvre notamment pour la mise en place « d'un service hebdomadaire par bateaux pour la descente de l'Ardèche » (Délibération du syndicat d'initiative du Vivarais, 5 septembre 1904). Ainsi, dans la revue éditée par ce syndicat

d'initiative, Vivarais-Tourisme-Séjour, les premières illustrations représentant des barques au niveau du Pont d'Arc datent de 1907 tandis que les premiers encarts publicitaires faisant la promotion de la descente des gorges en barque sont datés de 1912.



Figure II.17 : La descente en bateau des gorges de l'Ardèche : encadré publicitaire dans la revue Vivarais-Tourisme-Séjour (1907)

Cet extrait de brochure met en avant un double usage du Pont d'Arc : 1/ celui-ci est une curiosité naturelle que l'on visite, une « arche naturelle de 60 mètres d'ouverture, creusée par l'Ardèche dans la montagne qui lui barrait la route », 2/ celui-ci devient également le lieu où l'on embarque pour effectuer la descente des gorges. Cette représentation signe ici un glissement d'usage du Pont d'Arc qui s'accompagne, dans le même temps, par une évolution des pratiques : les bateliers de l'Ardèche passent du statut de pêcheur à celui de guide et d'accompagnateur lors de la descente des gorges. S'il est difficile de quantifier la fréquentation touristique de ce site au début du XX^{ème} siècle, tout au moins peut-on affirmer qu'elle est supérieure à 350 visiteurs, ce chiffre renvoyant au nombre de personnes ayant embarqué au Pont d'Arc en vue d'effectuer la descente des gorges (Revue Vivarais-Tourisme-Séjour, organe officiel du Syndicat d'Initiative du Vivarais, n°19, 15 octobre 1911, p. 389).

Peu à peu, le Pont d'Arc devenant un lieu emblématique du Sud-Ardèche et du département dans son ensemble, la question de son accessibilité apparaît centrale. En ce sens, les enjeux liés à la gestion de ce tronçon carrossable témoignent de l'activation du processus d'invention touristique du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche. Les différentes délibérations à ce sujet témoignent en effet d'une évolution de la nature du regard porté sur ces paysages.

Engagée pour l'exploitation forestière et l'approvisionnement en eau, la voie carrossable est rapidement entretenue pour des raisons touristiques. Ce glissement est perceptible dès les travaux de construction de la route. Dès 1884, une délibération nous apprend que « la commune a fait des sacrifices considérables pour mettre en état de viabilité les deux portions terminales de ce chemin au côté de Vallon et du côté de Châmes et se trouve dans l'impossibilité absolue de faire de nouvelles dépenses pour la construction de la portion intermédiaire. Il en résulte que le manque de voies de communication empêche beaucoup de visiteurs d'aller admirer le Pont d'Arc, pont naturel sur l'Ardèche et certainement l'une des merveilles les plus remarquables que l'on puisse voir » (Délibération municipale du 16/11/1884, registre des délibérations de Vallon-Pont-d'Arc). Un appel est alors lancé au Préfet pour que l'Etat prenne à sa charge les frais de construction de cette dernière partie. Par la suite, l'argument touristique est largement avancé pour justifier des travaux d'entretien et de modernisation de ce tronçon. Ainsi, la délibération municipale du 26/07/1906 fait état d'une demande de subvention au Touring-Club de France pour la construction

d'une chaussée sur ce chemin vicinal. L'argumentaire est le suivant : « *M. le Maire expose que les chemins vicinaux n°1 et 10 qui donnent accès au Pont d'Arc, une des curiosités naturelles les plus remarquables du département, se trouvent dans un état de viabilité qui laisse beaucoup à désirer. Les bicyclettes et les automobiles n'y circulent que difficilement (...) Les touristes seraient sûrement beaucoup plus nombreux si ces voies de communication étaient en bon état* ».

Jusqu'au milieu des années 1920, de nombreuses délibérations du conseil municipal de Vallon font référence à des travaux de rénovation et d'entretien suite à des éboulements. Ces travaux, témoins de cette volonté manifeste d'entretenir l'accès au Pont d'Arc, sont autant de marqueurs du processus visant à l'élection du Pont d'Arc en haut-lieu du bas Vivarais. Grâce au cordon ombilical que représente la route, des relations étroites se nouent entre ce site et les habitants de Vallon, amenant le maire à présenter le Pont d'Arc comme « *cette merveille naturelle unique en son genre, que nous sommes fiers de posséder* » lors de la venue du Président de la République en 1923.

De manière concomitante, des démarches sont alors entreprises, et ce dès 1925, pour demander l'élection de la commune en station de tourisme : « *Vallon est en effet le rendez-vous de nombreux touristes dont le nombre augmente chaque année, qui viennent visiter le Pont d'Arc, cette merveille unique au monde et qui font en bateaux la visite des grottes splendides des gorges de l'Ardèche* » (Délibération municipale du 13/09/1925, registre des délibérations de Vallon-Pont-d'Arc).

Dès lors, ces différents éléments témoignent du changement de regard porté sur ces paysages, lesquels s'inscrivent progressivement dans l'espace de vie des populations locales. Ainsi, à l'instar des dynamiques observées autour de la grotte de Postojna, les gorges de l'Ardèche et le Pont d'Arc, espaces marginaux dans la société paysanne du XIX^{ème} siècle, sont progressivement investis d'une nouvelle valeur utilitaire liée au tourisme de contemplation des paysages karstiques. A l'échelle des gorges de l'Ardèche, ce positionnement particulier est renforcé lorsque se met en œuvre un projet de barrage dans les gorges. Dans cette perspective, les enjeux et conflits liés à cette réalisation viennent confirmer les nouvelles valeurs associées à ces paysages, lesquels s'inscrivent peu à peu dans un processus de patrimonialisation : un changement d'échelles de valeur s'opère, les gorges devenant progressivement un espace que l'on veut sauvegarder.

2.1.3. Activation de la valeur patrimoniale : le barrage de Dona Vierge

Dans le contexte des projets hydrauliques du début du XX^{ème} siècle (gorges du Verdon, pertes du Rhône, cf. Martel E.-A., 1928, chap. I et XI), les gorges de l'Ardèche n'échappent pas à la folie des grandeurs des promoteurs de la houille blanche (l'essentiel de ces documents est consultable aux archives départementales de l'Ardèche, fonds 8 S 127).

Dès juin 1908, une première demande en concession des forces motrices de la rivière Ardèche est déposée auprès du ministre des Travaux Publics. Après quelques modifications concernant le lieu d'implantation et les caractéristiques de l'ouvrage technique, une nouvelle demande de concession est déposée en mars 1922 et porte sur le projet suivant :

« *Le projet d'aménagement de la chute de DONA VIERNE, à Saint-Martin-d'Ardèche, consiste à utiliser la différence de niveau de 40 m environ qu'il existe sur la rivière de l'Ardèche entre les localités de Vallon et de Saint-Martin d'Ardèche (...) La chute est obtenue par la construction d'un barrage d'environ 50 mètres de hauteur (...) Le bassin d'accumulation ainsi obtenu a une longueur de 28 km, une largeur moyenne de 200 m et une surface de 5.8 km. Le niveau de la*

retenue, à la cote 86.70, refluera dans toute la gorge, sous le pont d'arc, sous le pont de Salavas et remontera jusqu'à plus de 2 km en amont de ce pont. La capacité totale de la retenue est de 80 millions de mètres cubes (...) L'énergie électrique produite est destinée à l'alimentation de la distribution d'énergie électrique, notamment dans la ville de Marseille, sauf une part réservée au département de l'Ardèche » (Compagnie générale d'électricité, 1922, Projet d'aménagement de la chute de Dona-Vierne à Saint-Martin-d'Ardèche, demande en concession du 31 mars 1922, p. 1).

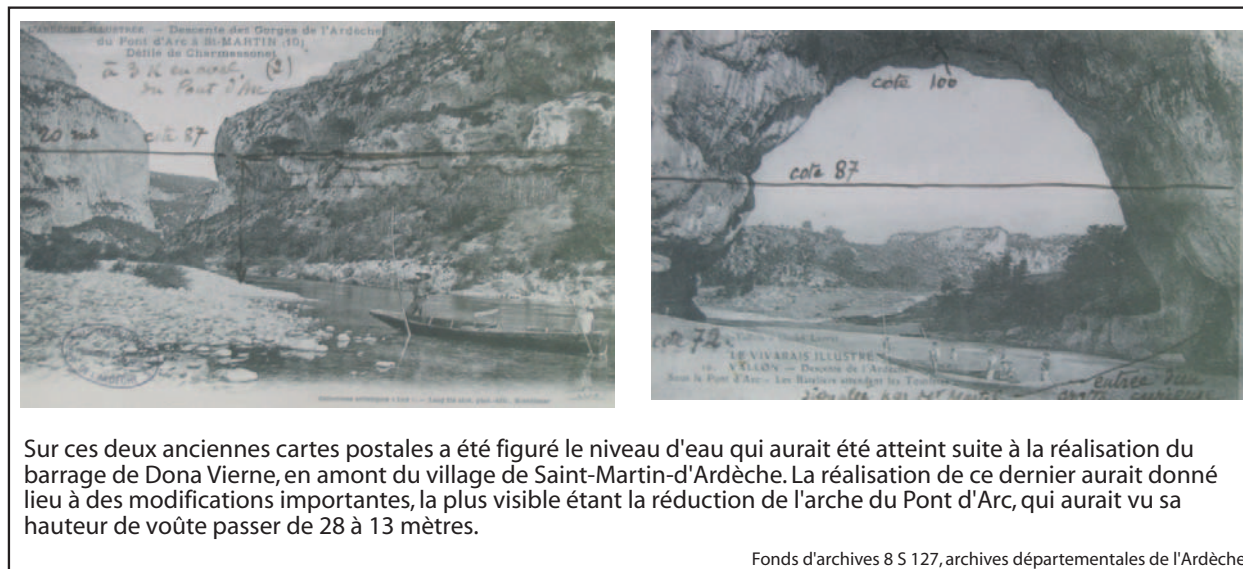


Figure 11.18 : Projet « Dona Vierne » (1920) : visualisation du niveau d'eau suite à la réalisation d'un barrage dans les gorges de l'Ardèche

En terme de processus de patrimonialisation, ici en réaction face à une menace, il est alors intéressant d'observer quelles ont été les réactions suscitées par ce projet. Quels sont les acteurs qui se sont mobilisés ? Sous quelles formes se sont-ils exprimés ? A quelles échelles spatiales ces manifestations se situent-elles ?

A une échelle locale, les observations recueillies lors de l'enquête sur ce projet de barrage (qui s'est déroulée du 17 février au 2 mars 1924 dans 11 communes de la région) mettent en avant deux positions contrastées, opposant les populations touchées par l'élévation du niveau des eaux (passant de la cote 72 à celle de 87 mètres) et celles dont les terres ne seraient pas submergées. Tandis que les premiers s'opposent majoritairement à ce projet, les seconds y voient l'opportunité d'équiper à moindre prix leurs communes en électricité. A Vallon et à Salavas, il est ainsi prévu d'exproprier 145 ha de terrain. Cependant, « malgré les indemnités d'expropriation prévues, (...) les populations, très majoritairement agricoles, s'opposèrent au projet » (Roudil P., 2002, p. 87).

Ce caractère conflictuel se retrouve à une échelle départementale. S'opposent alors différentes instances, notamment le conseil général de l'Ardèche et la commission départementale des sites et monuments naturels de caractère artistique. Enthousiaste, le premier se positionne favorablement par rapport à ce projet et, lors de la séance du 25 septembre 1922, avance les arguments suivants : « ... Les terrains immergés sont presque nuls et sans valeur, en raison de la nature aride des gorges de l'Ardèche (...) Il y a lieu également d'envisager la prospérité de notre commerce local qui sera considérablement accru par la foule des visiteurs qui viendra admirer le cañon de l'Ardèche, difficilement accessible autrement qu'en barque, et qui s'ouvrira au canotage automobile sur une longueur de 30 kilomètres (...) les intérêts importants que retirera notre département grâce aux redevances que l'Etat lui accordera sur la puissance fournie par l'exploitation... »

A l'inverse, la commission départementale des sites s'est vivement saisie de cette question et exprime notamment son opinion lors de la séance du 31 mars 1924 dont voici quelques extraits : *« Tout cet ensemble merveilleux (les gorges et le Pont d'Arc), unique au monde prendrait désormais l'aspect d'une inondation perpétuelle et uniforme qui lui ôterait ses deux caractères essentiels : la Majesté et la Variété (...). Le projet d'installation d'une usine hydro électrique, tel qu'il nous est présenté, entraînerait fatalement un bouleversement complet de la région et la perte irrémédiable de son caractère pittoresque et artistique (...). Et ne pensez-vous pas, messieurs, que quelle que soit la pauvreté d'une région et les avantages matériels que l'on peut lui faire espérer en échange de l'abandon d'une richesse inestimable en argent, comparable à un souvenir de famille précieux, ceux qui ont pour mission de sauvegarder ce patrimoine n'ont pas le droit de l'abandonner définitivement au premier acquéreur, sans avoir recherché les solutions qui pourraient permettre de le conserver ».*

Progressivement, un champ lexical du patrimoine se met en place. Le discours tenu par la commission des sites reprend ainsi l'ensemble des éléments de définition de la notion de patrimoine telle qu'elle est encore aujourd'hui entendue. Avec les termes de famille, de souvenir, l'expression de « richesse inestimable en argent », des verbes tels que sauvegarder, conserver, cette notion de devoir, ces caractères d'unicité et de grandiose, etc. le processus de patrimonialisation est actionné. Les paysages des gorges deviennent alors des paysages qu'il est nécessaire de transmettre !

Ces paramètres témoignant d'une mise en patrimoine se retrouvent à une échelle supra-départementale. Certains se sont alors saisis de la presse nationale pour exprimer leur opposition à ce projet. C'est notamment le cas de E.-A. Martel, qui dans un numéro de La Nature, juin 1924, dénonce cet « assassinat contre une succession de paysages, qui comptent parmi les plus grandes merveilles naturelles non seulement de la France, mais encore du monde entier ». A la même époque et dans une logique similaire, un article paru dans l'Ame Gauloise nous apprend que s'est formé à Paris un mouvement pour sauver le Pont d'Arc. On voit dès lors comment progressivement une question locale s'inscrit progressivement dans des échelles plus générales, et comment les acteurs territoriaux et la demande sociale deviennent cet « Autre » dont le regard attribue de nouvelles valeurs sociales à ces paysages.

Au final, ce conflit fonctionne comme un activateur de la ressource patrimoniale des gorges, celles-ci deviennent des paysages « à protéger ». En retour, il est également révélateur du caractère co-constitutif de l'invention touristique d'un espace paysager et de la nécessité qu'il y a progressivement de le protéger. En effet, à la lecture de l'argumentaire développé pour l'annulation de ce projet, deux registres apparaissent, tenus par des acteurs situés à des échelles spatiales différentes : alors que pour les locaux il est essentiellement question de protéger leurs terres d'une immersion totale, les acteurs départementaux et autres, justifient cette nécessité compte tenu des caractéristiques esthétiques exceptionnelles et uniques de ces paysages.

A ce stade de la réflexion, il est intéressant de s'interroger sur les finalités que poursuivent ces logiques de protection. S'agit-il d'une action purement philanthropique ? D'autres facteurs ne viendraient-ils pas interagir avec cette volonté de protéger « le beau » ?

En ce sens, la commission des sites, alors qu'elle se réclame de porter un « *point de vue purement esthétique* » (premier paragraphe du compte rendu de la séance du 31 mars 1924), invoque également la nécessité de préserver les gorges de l'Ardèche en raison de leur valeur touristique. S'appuyant sur les remarques du Touring Club de France, elle dénonce la position du conseil général qui soutient que la construction du barrage offrirait « *pour le tourisme la création d'un immense lac navigable et la mise en valeur des beautés artistiques* ». Mettant en avant le

caractère pittoresque des gorges, elle développe l'argumentaire suivant :

« Quant aux touristes, aux vrais amateurs de beaux paysages, à ceux qui ne regardent pas sans rien voir, ils ne se réjouiront certes pas de dénombrer la flottille de canots automobiles que l'on nous promet. Ils apprécient l'Ardèche telle qu'elle est et ni le confort des embarcations, ni le ronflement des moteurs, ne remplaceront avantageusement pour eux le calme impressionnant et le caractère sauvage si poignant de ces gorges que l'on aura ainsi dénaturées.

Il est possible qu'attirés par la nouveauté et l'énormité de l'entreprise des curieux affluent pendant quelques temps : mais bientôt désabusés par la banalité du plaisir, je crains fort qu'ils ne délaissent un but d'excursion où la facilité aura tué le charme, ainsi serait perdue pour la région une ressource que l'on regretterait plus tard.

Le Touring Club de France, dont l'œuvre bienfaisante est assez connue de tous pour que son avis ait ici quelque autorité, estimant avec juste raison que le patrimoine de beauté de la France est en même temps un des plus importants éléments de son relèvement économique s'oppose à une telle dévastation ».

Localement, le même discours prend forme au niveau des acteurs du tourisme, regroupés autour du Syndicat d'Initiative du Vivarais : *« Il est incontestable que l'utilisation des eaux de l'Ardèche doit être profitable à la région du Bas Vivarais et même du département tout entier. Nous ne devons cependant pas perdre de vue que nous possédons avec les «Gorges de l'Ardèche» et le «Pont d'Arc» un admirable domaine touristique qu'il est du devoir de tous les amis du beau de défendre, car ce domaine est appelé à nous amener de plus en plus, pour le plus grand bien de toute la Région, une clientèle de tourisme et de séjour des plus importants »* (Lettre adressée au président du conseil général de l'Ardèche et datée du 16 avril 1924, fonds 8 S 127, AD 07).

A notre sens, l'intérêt de ces nouveaux documents est double : ils actent le statut touristique désormais attribué à ces paysages, tout en soulignant comment celui-ci participe, en retour, à l'activation de leur valeur patrimoniale.

Ainsi, la réalité de l'activité touristique est soulignée par les propos du Syndicat d'Initiative du Vivarais, lequel témoigne de l'effectivité du changement de regard porté sur les gorges : celles-ci sont porteuses d'espoir, source de futurs développements économiques importants liés à leur fréquentation touristique. Et c'est justement en raison de leur potentiel touristique, qu'il est nécessaire de préserver le caractère grandiose de ces paysages ! De manière évidente, le caractère extraordinaire associé à ces paysages et la nécessité qu'il y a de les préserver sont ici liés à leur invention touristique ainsi qu'aux potentialités de développement qu'ils représentent. En ce sens, l'argumentaire développé autour du projet de barrage de Dona Vierge met en avant le caractère co-constitutif des logiques de patrimonialisation et de développement touristique.

2.2. Mesures de protection et développement touristique : jeux interactifs et évolutifs

2.2.1. Premières mesures de protection

Le temps de l'invention touristique appelle rapidement l'adoption des premières mesures de protection. Dès 1913, E.-A. Martel avait proposé la création d'un parc national dans les gorges afin de protéger ce site de toute construction démesurée. Il met alors l'accent sur *« toute la splendeur du grand cañon de l'Ardèche (...), depuis le merveilleux Pont d'Arc jusqu'à Saint-Martin-d'Ardèche, en y comprenant la fort belle grotte de Saint Marcel »* (Martel E.-A., 1913c, p. 445).

Dans les faits, dès l'adoption de la nouvelle loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque (Journal officiel du 4 mai 1930), la commission départementale des sites procède, le 24 janvier 1931, au classement du Pont d'Arc au titre des Sites et Monuments naturels de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, laquelle mesure sera suivie, le 26 juin 1934 par le classement des grottes de Saint-Marcel. Pour autant, comme c'était bien souvent le cas à l'époque, seuls les Monuments Naturels étaient classés, autrement dit l'arche du Pont d'Arc ou encore le proche d'entrée des grottes de Saint-Marcel, sans qu'un périmètre soit officiellement défini (cf. figure II.19).

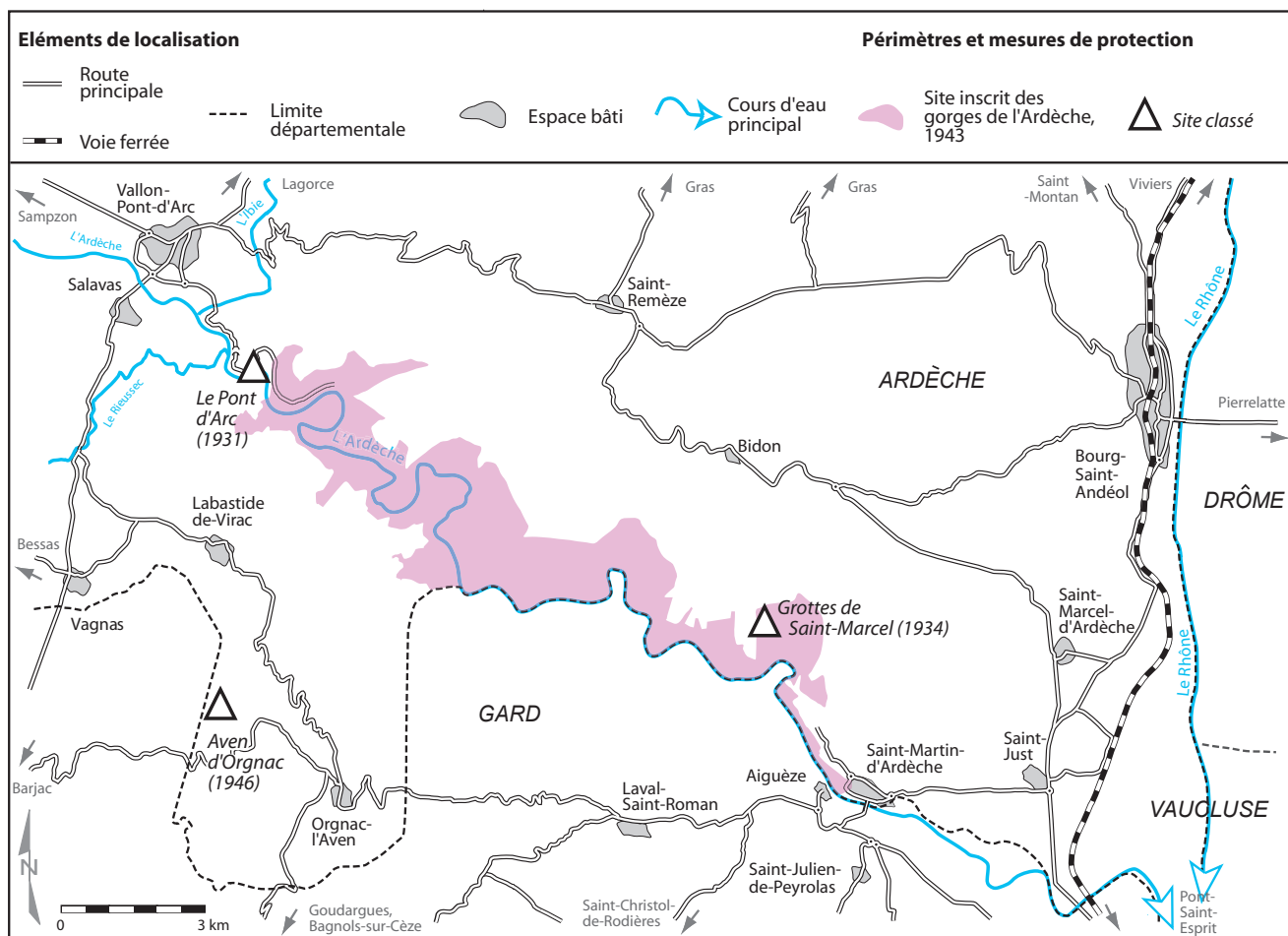


Figure II.19 : Mesures de protection autour des gorges de l'Ardèche en 1950 : association de sites ponctuels et de périmètre de protection pour la partie ardéchoise du canyon (commentaire dans le texte)

A l'échelle des gorges, on relève que ces mesures restent, dans un premier temps, spatialement limitées aux seuls lieux emblématiques des gorges. Il faudra attendre un peu plus d'une décennie pour que ces premières réglementations soient complétées par l'inscription des gorges de l'Ardèche à l'Inventaire des Sites le 15 janvier 1943, uniquement pour la partie ardéchoise des gorges. Conformément à l'article 4 de la loi du 2 mai 1930, cette forme de protection entraîne alors l'obligation de ne pas procéder à des travaux sans l'accord de l'administration. Cette forme de contrôle assure, en théorie, une certaine protection des paysages des gorges, les demandes de dérogation devant faire l'objet d'approbation de la part des autorités compétentes. Cependant, les contrôles étant peu fréquents et survenant bien souvent une fois les travaux effectués, cette forme de protection fut mainte fois transgressée, les installations se multipliant à l'intérieur du périmètre défini, telle que la création du camping des grottes en 1965 à proximité des grottes de Saint-Marcel.

Dans le même temps, ces mesures de protection sont rapidement mobilisées comme argument touristique et figurent dans les légendes des représentations des gorges de l'Ardèche et/ou du Pont d'Arc (cf. figure II.20).

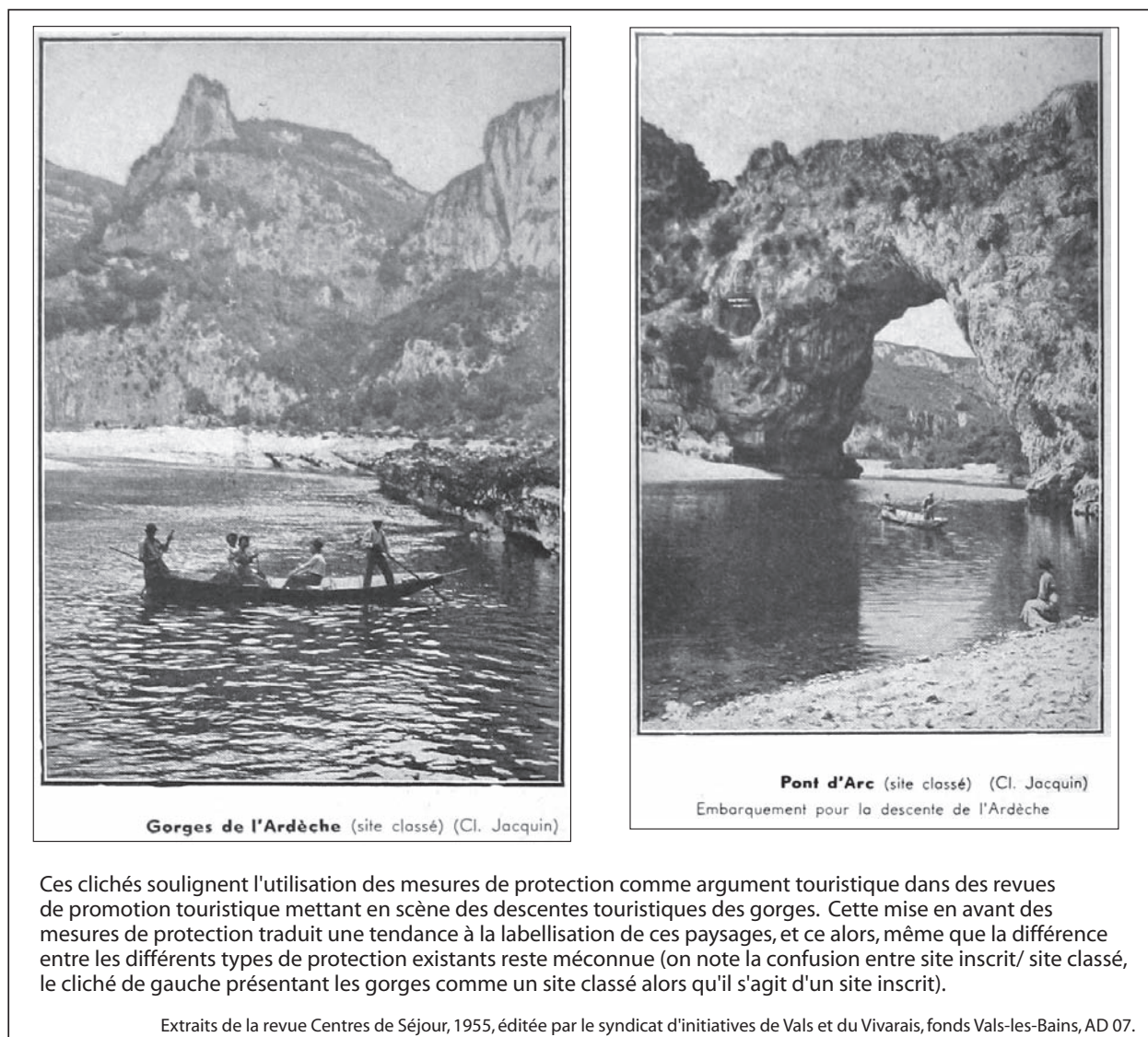


Figure II.20 : Affichage des mesures de protection dans des brochures touristiques (1955)

Cet affichage témoigne d'une nouvelle forme d'équilibre de la dialogique touristique-patrimoniale où les mesures de protection jouent rapidement un rôle de label, venant certifier le caractère remarquable des gorges de l'Ardèche. De manière implicite, cette tendance à la labellisation des mesures de protection alimente en retour le développement de l'activité touristique qui devient peu à peu une ressource économique essentielle dans le fonctionnement de cet espace, lequel fait peu à peu figure de « région touristique ».

Ecrire l'histoire de ce développement touristique représente à elle seule l'ambition d'un nouveau chapitre. Ainsi, ce point particulier fera l'objet d'un approfondissement lors de la troisième partie, chapitre 6. En effet, la construction d'une région touristique autour de la mise en valeur des gorges de l'Ardèche est un point essentiel de notre démonstration et ne serait se satisfaire d'une digression, laquelle aurait par ailleurs comme effet de diluer notre analyse de la dialogique liant processus de patrimonialisation et de développement touristique.

Spatialement, cette dynamique autour du développement de l'activité touristique se traduit par des projets d'aménagement de grande envergure, tel celui d'une route touristique surplombant les gorges de l'Ardèche. Quarante années après le projet de barrage dans les gorges, ce nouveau projet fait ressortir les enjeux associés à la gestion de cet espace. Agent révélateur de la perception des articulations patrimoine/ tourisme, la conduite de ce projet et les mesures de protection qui y sont associées mettent une nouvelle fois en évidence le caractère co-constitutif des logiques de développement touristique et de patrimonialisation d'espaces ici karstiques, dits « naturels ».

2.2.2. La route touristique des gorges de l'Ardèche comme prisme de lecture de la dialogique patrimoine/ tourisme

L'idée de construire une suite au tronçon routier s'arrêtant à Châmes prend corps dès le début du XX^{ème} siècle. Dès 1908, on trouve une trace de ce projet dans une lettre adressée au Syndicat d'Initiative du Vivarais : *« Actuellement on va au Pont-d'Arc et l'on revient sur ses pas, dix-neuf fois sur vingt. La descente de l'Ardèche ne peut avoir lieu qu'en bateau : procédé coûteux, difficile à organiser, et qui n'est pas à la portée de la plupart des excursionnistes. La vallée de l'Ardèche reste presque inaccessible là où elle est la plus belle, la plus curieusement pittoresque, en aval du Pont d'Arc. (...) La navigation des gorges de l'Ardèche, à la descente seulement, dans certaines saisons, sera toujours le privilège d'un petit nombre. La circulation par terre dans les deux sens, en tout temps, attirerait des foules, et mettrait en valeur, au grand profit de tous, le capital dormant que représentent ces admirables sites, sans équivalent d'ailleurs »* (Fonds Vals-les-Bains, AD 07).

Il est alors question de construire une route dans le fond des gorges, à l'instar de ce qui a été entrepris dans les gorges du Tarn. Des formes d'aménagement contre lesquelles s'élèvera E.-A. Martel, qui dénonce *« cette fièvre de pénétration à outrance du tourisme », « ce fâcheux entraînement à construire des routes partout, même en des lieux inabordables, dont la sauvagerie et la difficulté d'accès majoraient considérablement la beauté ; fièvre et entraînement qui en arrivent, si l'on considère posément les choses, à abîmer le France »* (Martel E.-A., 1913c, p. 434). A propos des paysages des gorges de l'Ardèche, il ira jusqu'à préciser : *« Jamais il ne faudra y faire de route de voitures »* (Ibid, p. 445).

La première moitié du XX^{ème} siècle voit la maturation de ce projet, cette question d'une route touristique réapparaissant périodiquement dans les délibérations du conseil général de l'Ardèche. Ainsi, lors de sa séance du 26 octobre 1953, le conseil général approuve l'avant projet de construction d'une route touristique dans les gorges de l'Ardèche, lequel, faute de financements et d'une participation financière de l'Etat, ne peut cependant être réalisé (Fonds 1 N 2 76, AD 07). Après plusieurs années de négociations, ces subventions seront finalement obtenues en 1961, amenant le conseil général à décider de la construction de cette route lors de sa séance du 10 janvier 1961 (Fonds 1 N 2 83, AD 07).

Le mémoire explicatif, adopté par le conseil général, justifie alors cette construction en précisant *« que la route projetée qui se développera au-dessus du panorama grandiose qu'offrent les gorges de l'Ardèche sur tout le parcours et sans lui porter la moindre atteinte puisqu'elle n'y pénètre pas, est sans aucun doute appelée à connaître un très grand succès. La proximité du plus grand courant de circulation existant en France – nous voulons parler de celui qui emprunte pendant près de 6 mois les routes de la Vallée du Rhône – sera en outre un facteur important de son succès. Au prix d'une légère modification de leur itinéraire, les touristes se dirigeant vers la Côte d'Azur et la Provence pourront contempler les Gorges et n'en seront certainement pas déçus.*

Pénétrant ainsi dans le département de l'Ardèche dont ils découvriront dès l'entrée une part des richesses naturelles qu'il renferme, beaucoup d'entre eux seront invités à y prolonger leur séjour en poussant plus avant leur voyage. La route deviendra en quelque sorte une des pièces maîtresses du Tourisme en Ardèche » (Fonds 1699 W 30, AD 07).

Compte tenu de cet argumentaire, le tracé de la route touristique se précise de manière à combiner à la fois des critères esthétiques mais aussi pratiques, en captant une partie des flux de la vallée du Rhône. A la fois support de diffusion des flux touristiques et vitrine des beautés d'une région touristique, la route touristique des gorges de l'Ardèche s'ouvrira dans sa totalité en 1969, après 8 années de travaux et la réalisation de trois tronçons successifs (cf. figure II.21).

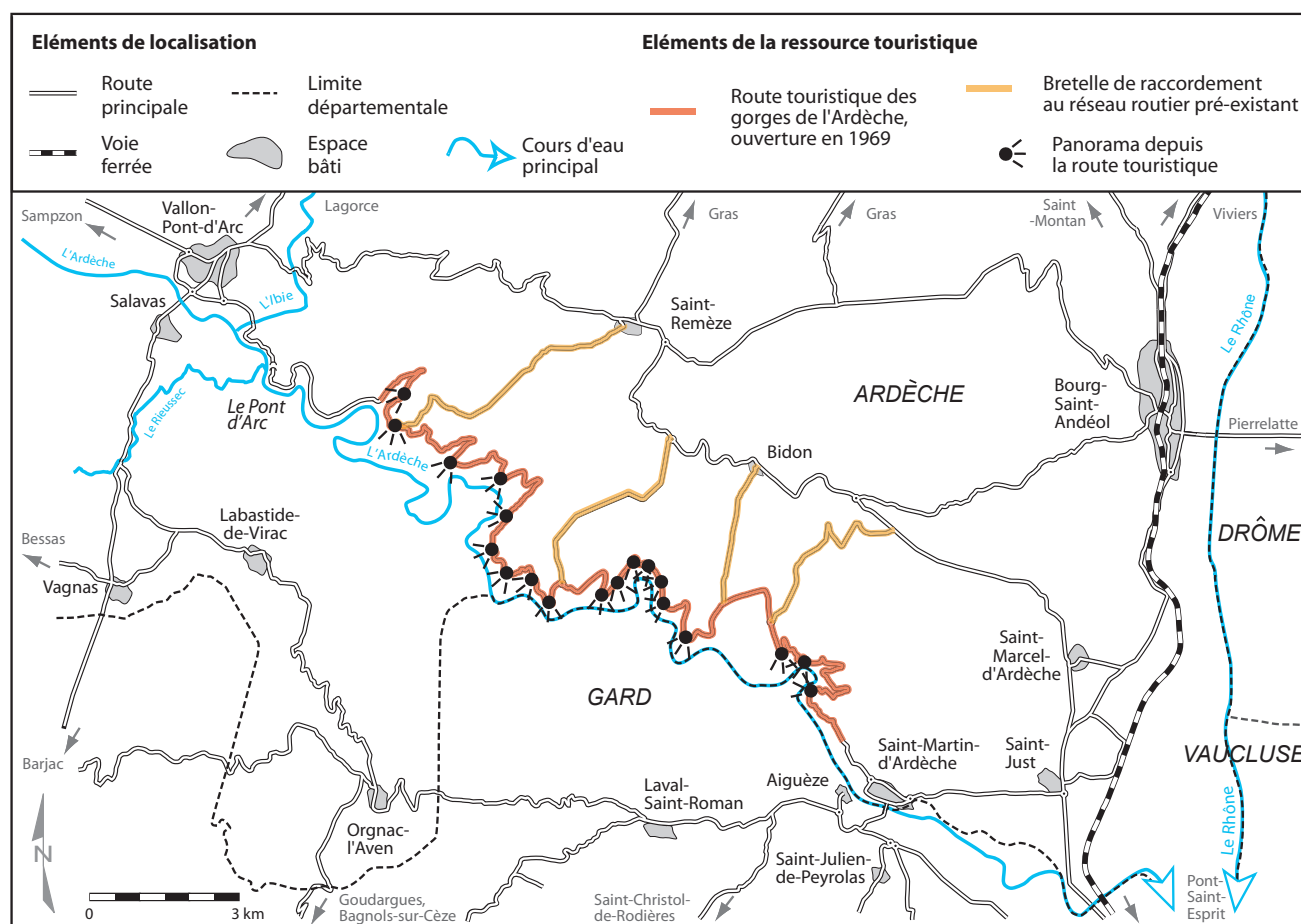


Figure II.21 : Ouverture de la route touristique des gorges de l'Ardèche (1969) : combinaison de critères esthétiques (à l'aplomb des gorges) et de logiques de développement touristique (connexion avec les flux de la vallée du Rhône)

Porté par le conseil général, la route touristique des gorges de l'Ardèche se développe en rive gauche. A l'aplomb des gorges, elle donne à voir l'intérieur du canyon avec une multiplication des points de vue, lesquels du fait de cette localisation en rive gauche, sont la majeure partie du temps, à contre-jour... Un système de bretelle de raccordement relie cet axe transversal aux villages situés à l'intérieur des plateaux : à charge pour ce réseau secondaire de leur insuffler une nouvelle dynamique, la connexion avec les gorges étant présentée comme un moyen de développer le secteur touristique.

Par ailleurs, ces nouveaux équipements routiers amènent une relative dissymétrie entre les deux rives, lesquelles n'offrent pas les mêmes possibilités d'accès au canyon. Par la suite, cette dissymétrie jouera de manière implicite dans les projets d'aménagement des gorges de l'Ardèche quand elle ne sera pas clairement utilisée par différents groupes pour justifier l'obtention d'aides au développement des territoires (cf. chapitre 6).

Cependant, la construction de cette route ne se fit pas heurts. A coup de contre-argumentation, les journaux de l'époque se font la tribune des uns et des autres, les porteurs du projet assurant pour leur part que « *nulle part la route ne pénétra dans les gorges ; nulle part on ne commettra la même erreur que dans les gorges du Tarn. La route longera les crêtes. Elle restera invisible des gorges et de la route, on ne verra celles-ci qu'en quelques points, judicieusement choisis, belvédères d'où le touriste découvrira les sites les plus pittoresques. (...) Celle-ci permettra alors de capter ce flot d'or qui déferle sur la Nationale 7* ». Les détracteurs, quant à eux, dénoncent des pratiques inadaptées : « *Venir défigurer les beautés de la nature, transformer en Champs Elysées un paysage dont le caractère sauvage fait la grandeur est une conception de barbares !* » et doutent des retombées financières qu'apportera l'ouverture de cette route « *quant au profit pécuniaire qu'on espère de la venue de touristes ce n'est qu'un leurre. Si on ouvre cette voie les touristes passeront plus nombreux, c'est certain, mais ne s'arrêteront pas et porteront leur clientèle en des centres attractifs offrant plus de ressources économiques, plus de distractions coûteuses (...) ce n'est pas la route des gorges de l'Ardèche qui fera la fortune de Vallon-Pont-d'Arc* » (Articles Dauphiné Libéré, fonds 1699 W 29 ; fonds 53 J 10, AD 07).

L'opinion publique, mobilisée par cette campagne de presse, fait remonter un certain nombre d'oppositions, lesquelles portent sur les points suivants : 1/ la volonté de sauvegarder ce coin sauvage ; 2/ la crainte de voir se banaliser un site qui doit sa grandeur à son isolement ; 3/ la crainte de voir la route et ses abords livrés à une exploitation commerciale abusive ; 4/ la crainte que cette route ne soit nuisible à Vallon, substituant à un tourisme de séjour, un tourisme de passage, moins bénéfique ; 5/ les conséquences dramatiques que cela pourrait avoir sur la conservation de la faune, de la flore, et des sites préhistoriques situés aux abords des gorges. Et l'auteur anonyme de conclure ainsi : « *la création d'une voie de communication de quelque nature qu'elle soit porte toujours en elle des possibilités de vie et des germes de destruction, un espoir et un danger. Dans le monde dur vers lequel nous allons inexorablement, un point de vue de poète ou d'artiste risque de passer au second plan et il est permis de le regretter, mais je voudrais espérer ne pas avoir à faire nôtre, un jour, cette conclusion désabusée d'un écrivain connu : le progrès, c'est la destruction* » (Rapport de synthèse des courriers de protestation reçus par la commission des sites, fonds 53 J 10, AD 07).

Ces propos s'inscrivent alors en écho des préoccupations de la commission départementale des sites, garante de l'intégrité des gorges (pour la partie comprise dans le département ardéchois uniquement) depuis leur inscription à l'inventaire des sites en 1943. Lors de sa séance du 6 février 1961, son président expose les craintes formulées à l'encontre de ce projet, notamment en terme de « *risques d'implantation de bâtiments de toutes sortes que la création de cette route pourra amener* » (Archives de la préfecture de l'Ardèche, service de l'environnement). Elle se ralliera quand même aux principes de ce projet (à l'unanimité moins une voix), et ce d'autant plus aisément que parallèlement à l'adoption de ce dernier, des mesures de protection supplémentaires sont engagées. Ainsi l'élaboration d'un plan d'urbanisme, lequel constitue la « *meilleure sauvegarde des Sites* » et « *doit apporter tous apaisements à ceux qui ont peur* » (Procès verbal de la commission départementale des Sites du 06/02/1961, archives de la préfecture de l'Ardèche, service de l'environnement).

2.2.3. Renforcement des mesures de protection : définition d'une zone non-constructible

Cette mesure de protection apparaît alors comme l'outil approprié pour permettre un développement touristique tout en s'assurant de la préservation du site, premier attrait touristique de la région. Créé le 20 septembre 1962, par arrêté de MM. les ministres de l'Intérieur et de la Construction, ce groupement d'urbanisme concerne dans un premier temps les communes

traversées par la route, puis s'élargit à l'ensemble des communes ardéchoises et gardoises limitrophes des gorges de l'Ardèche. A la lecture de la note justificative de l'étude d'urbanisme des gorges de l'Ardèche, le lien entre la route touristique et ce règlement d'urbanisme apparaît de manière explicite : « Cette étude a été entreprise à la suite de la décision du Département de l'Ardèche de créer une route touristique longeant la crête nord des Gorges. Si, antérieurement à cette décision, il était possible de protéger dans son ensemble un des rares sites admirables non encore massacré par les hommes, il est à l'heure actuelle nécessaire de définir un projet d'aménagement permettant : 1/ de conserver le caractère du site, élément essentiel de son attraction ; 2/ de concilier les deux tendances du tourisme contemporain : a) le tourisme sédentaire et b) le tourisme itinérant ; 3/ d'essayer d'assurer un développement économique, soit une rentabilité directe justifiant l'investissement de la route » (Série 7, dossier 7 A3, mairie d'Orgnac-l'Aven).

Entré en vigueur en 1969, ce plan d'urbanisme réalise alors un zonage des superficies des communes ardéchoises et gardoises concernées, différenciant en cela trois types de secteurs : 1/ ceux réservés à l'implantation et au développement d'infrastructures touristiques, 2/ ceux devant faire l'objet d'un développement limité, 3/ ceux placés en zone de protection intégrale. Dès lors, la partie du territoire bordant les gorges est classée en zone *non aedificandi*, dans laquelle aucune construction ou installation, de quelque nature que ce soit, n'est autorisée.

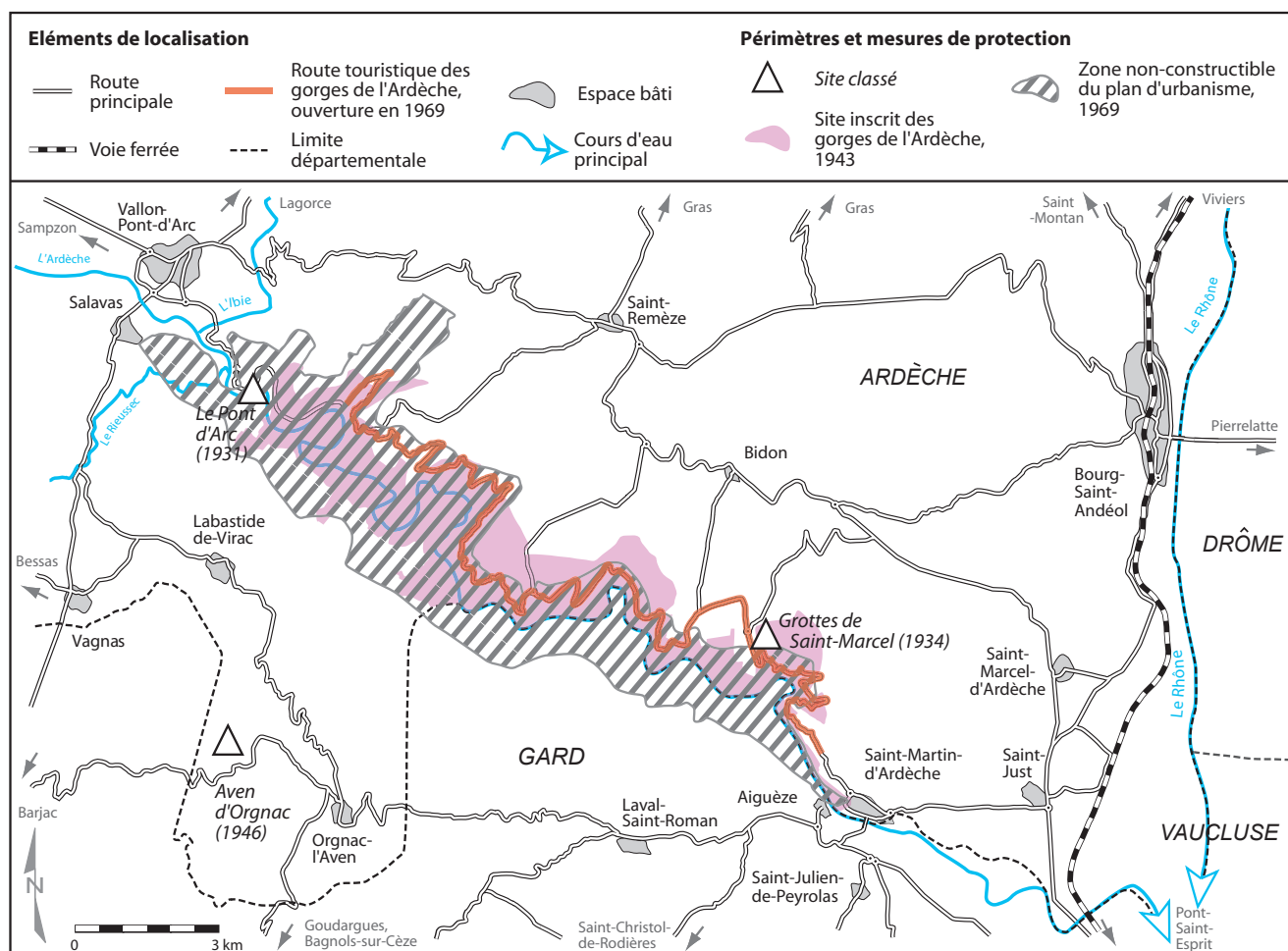


Figure II.22 : Route touristique et périmètres de protection : l'adoption d'une zone non-constructible (1969)

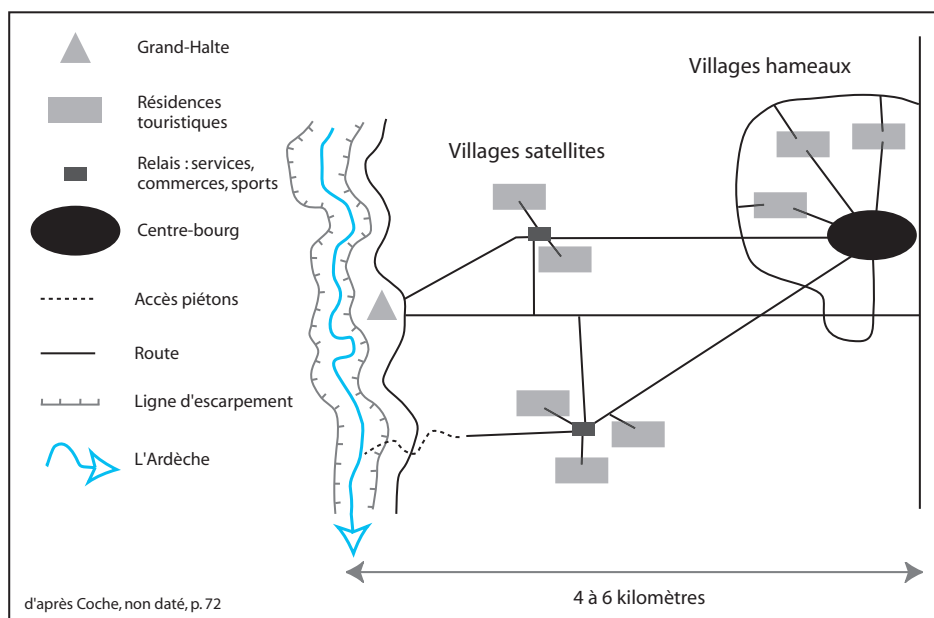
Ce périmètre exprime un nouvel équilibre de la dialogique touristique-patrimoniale. Par rapport au périmètre du site inscrit de 1943, celui-ci dépasse les limites administratives et concerne des terrains aussi bien ardéchois que gardois. Toutefois, un réajustement est à noter en rive gauche où les limites de la zone non-constructible reprennent peu ou prou le tracé de la route touristique alors qu'il couvre plus largement les plateaux situés en rive droite. Par ailleurs, à l'entrée des gorges, il propose une association du site classé du Pont d'Arc et de l'ensemble constitué par les gorges de l'Ardèche.

L'adoption de ce périmètre n'est pas sans soulever de nombreuses oppositions, notamment à l'échelle des communes : ainsi la commune de Vallon-Pont-d'Arc qui juge que « *l'interdiction systématique et totale de toute installations quelles qu'elles soient est inadmissible* » (Délibération municipale du 08/06/1968, registre des délibérations de Vallon-Pont-d'Arc). Face à ce mouvement d'opposition, cette mesure est finalement imposée par les autorités supérieures, ce qui en soi est une nouveauté puisque c'est la première fois que l'Etat se positionne de la sorte dans cette région. L'adoption de ce plan d'urbanisme signe l'apparition de ce nouvel acteur qui jouera un rôle déterminant dans la création de la réserve naturelle, comme nous le verrons par la suite.

Cette mesure de protection vient ainsi « couper l'herbe sous le pied » de projets d'aménagement touristique conséquents, tel celui conduit par le Général Coche qui prévoyait la réalisation de près de 12 000 lits touristiques sur les plateaux situés de part et d'autre des gorges. Véritable programme d'aménagement conduisant à une forte spécialisation de l'espace, ces lits auraient ainsi été répartis entre des villages-hameaux, des villages-satellites, et points d'accès dans les gorges dits « Grand-Halte ».

Figure II.23 : Projet Coche (début des années 1960) : principes d'aménagement des plateaux calcaires des gorges de l'Ardèche (Fonds 1180 W 18, AD 07)

De manière systématique, le projet porté par le général Coche prévoyait d'aménager, à intervalle régulier et de part et d'autre du canyon, un ensemble fonctionnel organisé 1/ autour d'un point de vue aménagé sur les gorges « Grand-Halte », accessible par la route touristique des gorges, 2/ relié à l'intérieur du plateau par un système de voies secondaires à des villages satellites composés de résidences de tourisme, 3/ ces derniers étant eux-mêmes reliés aux villages hameaux « centre-bourg » situés à proximité d'un second axe de communication, parallèle au canyon et à la route touristique des gorges.



Suite à l'adoption de ce plan d'urbanisme, la Commission des Sites de l'Ardèche décide dans sa séance du 23 septembre 1969 de faire classer ladite zone en réserve naturelle. Dix années de tractations et de négociations seront nécessaires à l'aboutissement de ce projet de réserve naturelle, lequel verra le jour le 14 janvier 1980, complété par la suite par le classement des abords du Pont d'Arc en 1982.

Le projet puis la réalisation de cette route touristique, soulignent le caractère co-constitutif des processus de patrimonialisation d'espace dits « naturels » et des politiques de développement touristique. Dans cette perspective, cette dimension « transport » alimente tout autant qu'elle oriente les modalités de fonctionnement de la dialogique touristique-patrimoniale avec ici l'adoption de nouvelles mesures de protection (cf. figure II.24, page suivante).

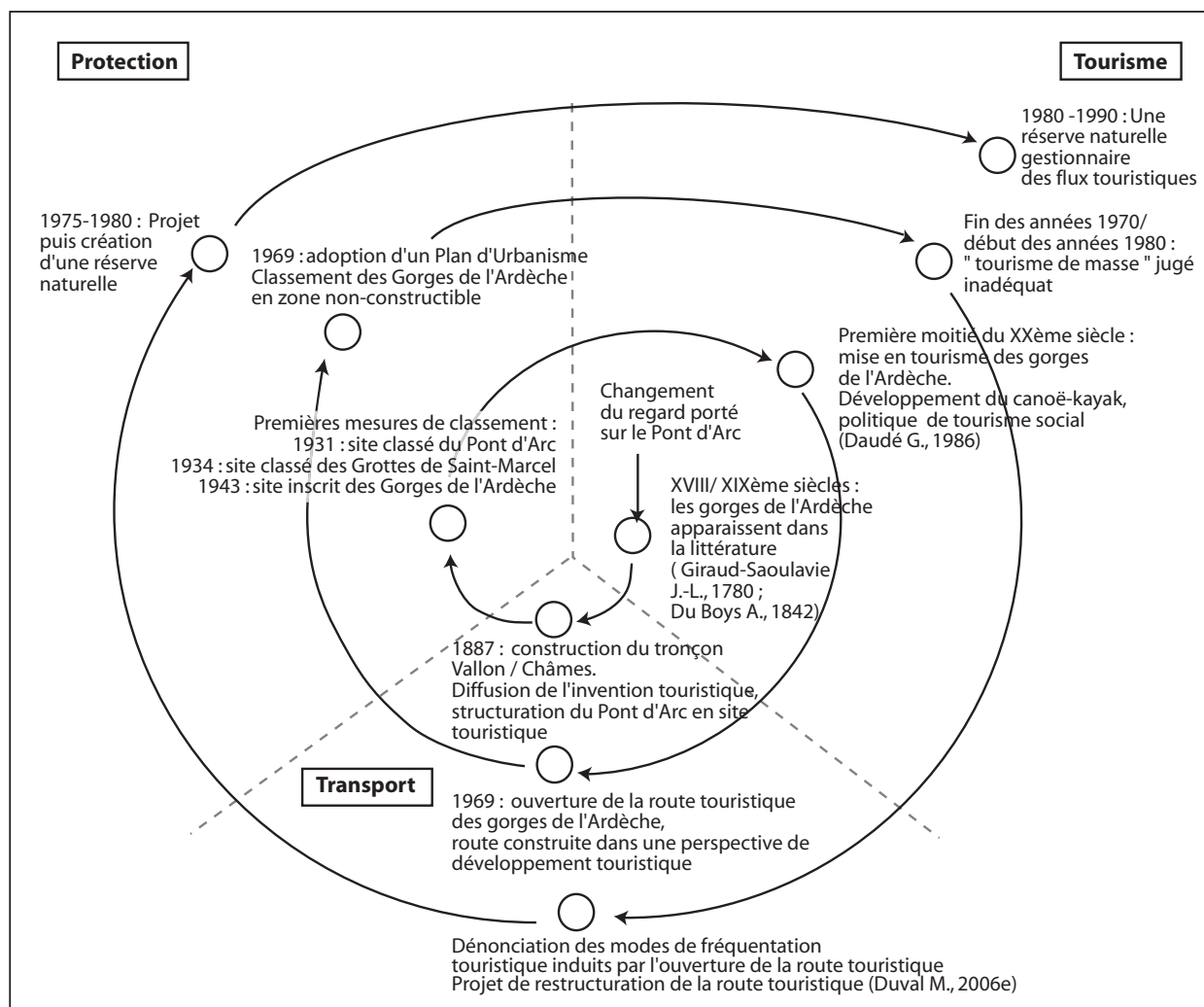


Figure II.24 : Dynamiques co-constitutives entre tourisme, transport et mesures de protection à l'échelle des gorges de l'Ardèche (1780-1990) (commentaire dans le texte)

Ainsi, à l'instar des dynamiques observées autour de la grotte de Postojna, les mesures de protection arrivent dans un second temps. Celles-ci sont davantage pensées comme des mesures compensatoires, peu ou prou comme des garde-fous devant prévenir de potentielles dérives de suréquipement touristique. Face aux enjeux économiques liés à l'activité touristique, ces dernières encadrent la gestion des flux touristiques plus qu'elles ne protègent effectivement le milieu. Les dynamiques observées autour de la réalisation de la route touristique alimentent le paradoxe précédemment observé : les mesures de protection, liées à l'invention, puis au développement touristique d'un lieu ou d'un espace (que ce développement soit effectif, fantasmé, ou craint), ont comme finalité première de contrôler l'activité touristique dont elles résultent. Ce positionnement est particulièrement visible lorsque l'on observe les modalités de création de la réserve naturelle des gorges, dernier point sur lequel nous concluons ce troisième chapitre.

2.3. Mise en place d'une réserve naturelle

2.3.1. Le constat d'un développement touristique galopant

Rapidement et malgré l'entrée en vigueur du plan d'urbanisme, la construction de la route touristique accélère le développement de l'activité touristique, introduisant de nouveaux modes de fréquentation dans les gorges jusqu'ici essentiellement accessibles par la rivière. La route multiplie les belvédères sur les gorges, offrant par là-même autant de possibilités de descendre sur des plages à l'intérieur des gorges. La fréquentation jusqu'ici discrète des campings naturistes desservis par câbles et autres, pré-existant, à la création de la route s'intensifie. En 1965, soit dès l'ouverture du deuxième tronçon de la RTGA, la commune de Saint-Marcel aménage le camping des grottes sur les terrains communaux qu'elle possède sur la commune de Bidon, à proximité de l'entrée naturelle des grottes du même nom. Ce premier aménagement sera suivi de l'aménagement de la grotte de la Madeleine, et de nombreux campings situés entre Vallon-Pont-d'Arc et le Pont d'Arc, à proximité immédiate de la rivière (camping du Pont d'Arc, camping de la Rouvière, etc.). Quelques années plus tard, dans une note de la préfecture de l'Ardèche datée du 19 mars 1975, il est spécifié que : « *d'après les rapports de gendarmerie, en 1974 pendant les mois de juillet/août, cette fréquentation s'élevait à 3500 vacanciers par jour : 1/ 1200 adeptes du naturisme dans les camps de la Châtaigneraie, de la Madeleine et des Templiers, 2/ 1300 touristes pratiquant le tourisme sauvage, 3/ 1000 canoéistes environ* » (Fonds 1305 W 21, AD 07).

Le projet Coche avorté, d'autres projets d'envergure sont néanmoins à l'étude, tel celui commandé par le Syndicat Mixte d'Équipement de l'Ardèche : « *Une dizaine de plages naturelles pourraient être entourées d'un complexe d'accueil sur les falaises (camping-caravaning, hôtel) pouvant atteindre 5 000 lits de tourisme social, outre un équipement de tourisme de standing international. Parmi les innovations possibles, notons l'aménagement de 5-6 grottes dont une pourrait accueillir un hôtel, un système d'ascenseur conduisant du haut de la falaise au fond des gorges afin de faciliter l'accès aux plages, etc. Les travaux pourraient commencer l'an prochain. L'investissement pourrait atteindre de 50 à 60 millions de F. Le Syndicat qui est propriétaire de 40 ha dispose d'option d'achat sur 200 ha et d'une convention de location sur plus de 1 500 ha de terrains commerciaux* » (Fonds 1305 W 21, AD 07, extrait du Procès verbal de la Commission Régionale des Opérations Immobilières de l'Architecture et des Espaces Protégés, séance du 6 juillet 1970 à la préfecture du Rhône).

2.3.2. L'argumentaire présidant à la mise en place d'une réserve naturelle

Conscient des dangers potentiels que représentent ces projets d'aménagement touristique et des limites de mesures de protection relatives aux gorges de l'Ardèche, l'État, en la qualité du Préfet de l'Ardèche, entame une réflexion sur la transformation de la zone constructible du plan d'urbanisme en réserve naturelle, disposition par ailleurs prévue par le plan d'urbanisme lui-même qui sera caduc au 1^{er} juillet 1978.

Fait surprenant, ce n'est pas tant le développement potentiel de nouvelles infrastructures touristiques qui va, dans un premier temps, motiver la création d'une réserve naturelle, mais le constat de « *la prolifération du camping sauvage qui entraîne une dégradation sensible du site* ». Ainsi, dans un courrier du Préfet de l'Ardèche adressé à M. le conservateur régional des bâtiments de France et daté du 19 avril 1975, l'argumentaire présidant à la création d'une réserve naturelle est clairement exprimé : « *la situation dans les gorges de l'Ardèche devenant chaque été un peu plus préoccupante, j'ai demandé à mes services d'effectuer une étude sur les mesures à prendre pour concilier la conservation du site avec la possibilité pour les touristes de visiter les gorges. (...)*

Cette réserve englobera en principe toute la zone de protection intégrale (zone non aedificandi). Il s'agira d'une réserve dite « à vocation générale » ou « d'intérêt général », se caractérisant par une superficie relativement importante et par l'existence d'une réglementation souple permettant la circulation du public et son hébergement pour une nuit seulement. A cette fin, deux ou trois bases nautiques seront aménagées sous forme de campings légers » (Fonds 1305 W 21, AD 07).

Ce discours apparaît en porte-à-faux par rapport aux souhaits émis par le ministre de la Qualité de la Vie, lequel dans une note adressée à l'ensemble des Préfets le 27 août 1974, définit les finalités d'une réserve naturelle de la manière suivante : *« Dans une réserve naturelle, l'influence humaine doit s'exercer au minimum. C'est pourquoi la circulation du public n'y est généralement pas souhaitée : elle doit être limitée dans toute la mesure du possible, interdite si c'est nécessaire. Les réserves naturelles ne sont pas destinées au tourisme, ce ne sont pas des réserves de détente, mais des aires de protection de caractère fondamentalement scientifique. Toutefois, pour tenir compte des impératifs d'ordres éducatif et sociologique, la possibilité d'une ouverture partielle au public apparaît de plus en plus souhaitable. De même une action pédagogique, visant à l'information et à la sensibilisation du public de tous les âges sur les protections des milieux naturels doit de plus en plus être recherchée par la mise en place de centres d'information et d'initiation à la nature »* (Fonds 1180 W 18, AD 07).

Ces différentes notes de synthèse et projets de création de réserve mettent en avant la distance existant entre les préconisations du ministère et leur traduction à l'échelle des gorges de l'Ardèche.

A cet égard, le dossier soumis à l'enquête publique rend compte des objectifs liés à la création de cette réserve naturelle, laquelle est essentiellement pensée comme un outil permettant de réguler la fréquentation touristique dans les gorges, et non comme un moyen d'en préserver les caractéristiques floristiques et faunistiques. La note de présentation des gorges de l'Ardèche, première pièce du dossier stipule clairement cette orientation : *« De par leur beauté exceptionnelle, les gorges de l'Ardèche constituent l'atout n°1 du tourisme dans la région. Encore faut-il que ce site soit préservé des nombreuses atteintes qu'entraîne une fréquentation touristique anarchique. La création d'une réserve naturelle doit aider à y aboutir. Créer une réserve naturelle consiste à définir précisément l'utilisation future d'un territoire dont les richesses naturelles sont particulièrement importantes et méritent protection (...) L'objectif de la réserve étant la préservation du milieu naturel tout en permettant la circulation du public, l'article 7 du projet de décret stipule que le camping est interdit sur tout le territoire de la réserve mais que par contre, deux bases nautiques seront aménagées où pourront faire étape pour une nuit les visiteurs et notamment les personnes descendant l'Ardèche à bord de divers types d'embarcations »* (Fonds 1305 W 25, AD 07).

Dans cette perspective, les gorges de l'Ardèche sont avant tout considérées du point de vue des retombées économiques engendrées par l'activité touristique qui s'y développe. Très clairement, il s'agit avant tout de canaliser et de contrôler les flux touristiques. Une activité touristique à laquelle il convient de donner un cadre, l'accent étant mis sur la régulation du camping sauvage. Ainsi, sous couvert de procéder à une régulation de cette forme de camping, on procède à l'aménagement en dur de bases d'accueil, la logique étant : *« on ne peut pas interdire le camping sauvage s'il n'existe pas par ailleurs des bases d'accueil »*. Dès lors, pour pouvoir interdire, il faut au préalable construire... le tout dans le cadre de la création d'une réserve naturelle où l'objectif initial, d'après la loi de 1976, ne saurait être le tourisme ! A l'échelle des gorges de l'Ardèche, il s'agit non seulement de composer avec les activités touristiques pré-existantes mais encore de les renforcer afin de prévenir tout débordement. Perçues comme un pôle d'attraction touristique essentiel, les gorges doivent être aménagées dans le respect des textes, en vue de préserver « la poule aux œufs d'or » que représentent ces paysages karstiques définis ici en raison de leur valeur touristique, leur dimension naturaliste passant au second plan. En ce sens, l'aspect secondaire de la

dimension environnementale est particulièrement visible lorsque l'on observe le décret même de création de la réserve et ses successifs remaniements. Ainsi, alors que la version adoptée en janvier 1980 comportait des restrictions (légères) sur la pratique de la chasse et de la pêche, ces articles ont été annulés le 19 mai 1983, suite aux mobilisations des associations et fédérations de pêcheurs et de chasseurs. De fil en aiguille, ce projet de réserve évolue de manière à contenter les différents acteurs en présence, en témoigne la définition successive du périmètre de cette réserve.

2.3.3. Définition du périmètre de la réserve naturelle

Spatialement, de telles orientations se retrouvent dans les tracés successifs du périmètre de cette réserve naturelle. Initialement, celui-ci devait s'appuyer sur le tracé de la zone *non aedificandi* définie par le plan d'urbanisme de 1969, elle-même en deçà du périmètre établi lors de l'inscription des gorges en 1943. Au final, un réajustement s'opère de part et d'autre des gorges : rive gauche, les limites de la réserve se calent sur le tracé de la route touristique tandis que rive droite, le tracé suit peu ou prou la ligne de crête des gorges.

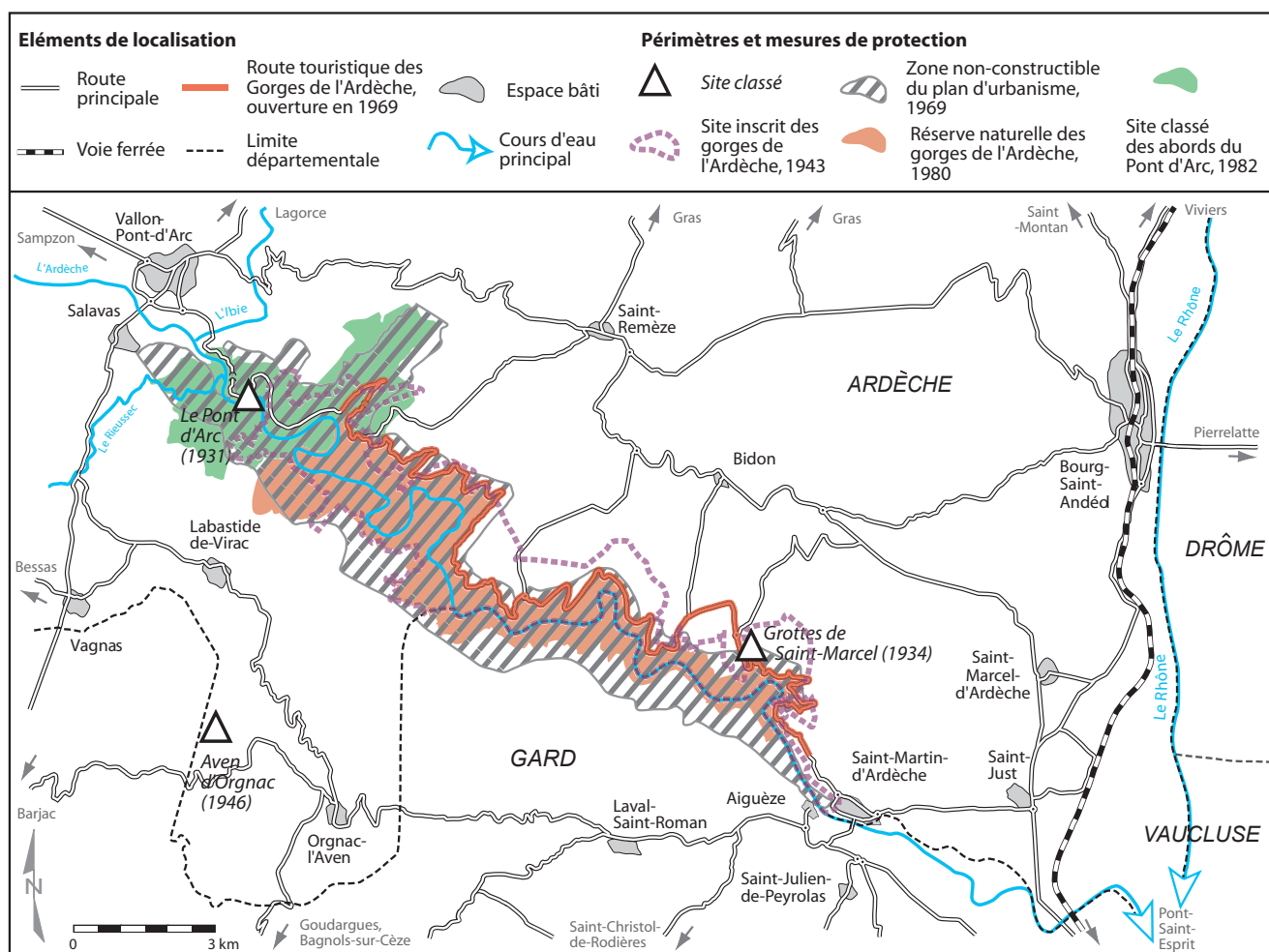


Figure II.25 : Eléments de la ressource touristique et périmètres de protection : co-évolution des logiques de protection et de valorisation touristique des gorges de l'Ardèche

Cette carte présente une nouvelle étape dans la construction des mesures de protection autour des gorges de l'Ardèche. Par rapport à la zone non-construisible adoptée en 1969, elle propose un recentrage autour du canyon. Ainsi, en rive gauche, la réserve reprend le tracé de la route touristique, voire même se situe en deçà, comme c'est le cas au niveau des grottes de Saint-Marcel. En rive droite, le périmètre de la réserve naturelle se cale peu ou prou sur les limites géomorphologiques du canyon, à l'aplomb des falaises. Ce réajustement s'effectue également à l'amont et à l'aval des gorges. A l'amont, une dissociation s'opère de nouveau entre le site du Pont d'Arc et les gorges, tandis qu'à l'aval, la partie comprise entre la fin du canyon et le village de Saint-Martin-d'Ardèche est exclue de la réserve, cette redéfinition ayant comme objectif de contenter les acteurs du tourisme.

Les limites de cette réserve naturelle sont alors justifiées de la manière suivante : « *Les gorges sont délimitées par le Pont d'Arc en amont, le pont suspendu de Saint-Martin-d'Ardèche en aval, et par la ligne de crête des falaises au Nord et au Sud. Comme elles sont longées au Nord par une route goudronnée et au Sud par un sentier de grande randonnée, il a paru avantageux de prendre ces deux itinéraires comme limites de la réserve sur la plus grande partie de leur longueur; à l'exception toutefois de quelques secteurs où ces chemins auraient inclus des terrains cultivés dans le périmètre de la réserve. Ces limites présenteront l'intérêt de faciliter la tâche des personnes qui seront chargées d'assurer la surveillance de la réserve* » (Fonds 1305 W 25, AD 07). Ces limites se justifient alors en raison de leur aspect fonctionnel, soulignant une nouvelle fois que les finalités de création de cette réserve naturelle s'articulent autour de la gestion des flux touristiques et non de la préservation de l'intégrité de ces paysages compte tenu de leurs caractéristiques environnementales. Il est ainsi question de réduire au minimum l'étendue de cette réserve sur les plateaux en se rapprochant au maximum du tracé des falaises karstiques, afin de « perdre » le moins de surface utile pour pouvoir éventuellement procéder à des aménagements touristiques ultérieurs.

Fait surprenant, alors que la justification de ces limites se réclament du Pont d'Arc et du pont suspendu de Saint-Martin-d'Ardèche, ces deux zones pourtant à forte concentration touristique sont exclues de ce périmètre. Site emblématique des gorges, le Pont d'Arc ne bénéficie alors d'aucun périmètre de protection supplémentaire : son classement de 1931 n'a jamais fait l'objet d'une délimitation ni géographique ni cadastrale et les mesures de protection associées à la zone non-constructible deviennent caduques en même temps que l'ensemble des dispositions du Plan d'Urbanisme en 1978. Il faudra attendre 1982 pour que ce dernier et ses abords fassent l'objet d'une nouvelle mesure de classement au titre des Sites.

Sans rentrer dans une attitude polémique, ce périmètre et plus précisément, les lacunes de ce périmètre au regard du fonctionnement de cet espace, est révélateur du rôle que l'on entend faire jouer à cette réserve dans l'équilibrage des logiques de patrimonialisation et de développement de touristique : contrôler, orienter des flux touristiques sans pour autant les limiter. Un positionnement particulier que confirme la définition des modalités de gestion de cette réserve, lesquelles donnent la main aux acteurs locaux.

2.3.4. Organe de gestion

Lors de l'instruction du dossier, de vives manifestations s'élèvent de la part des acteurs locaux qui redoutent de se voir dépossédés de la gestion de leur espace de vie par des acteurs extérieurs : « *Nous nous déclarons X et X² contre la réserve des "Gorges de l'Ardèche" car nous voulons continuer à profiter de nos bois et de notre rivière, pouvoir aller à la chasse et à la pêche, manger sur l'herbe comme nous l'avons toujours fait. Nous ne voulons pas voir des fonctionnaires venir nous agacer sur des choses qu'on a toujours faites* » (Fonds 1180 W 21, AD 07, registre de l'enquête publique, déposé en mairie de Saint-Remèze, juin 1978). Les mêmes craintes sont exprimées au niveau des municipalités, telle la délibération du 11/07/1978 enregistrée en mairie de Vallon-Pont-d'Arc dans laquelle le conseil municipal demande « *que le Comité de Gestion ait des pouvoirs délibératifs et non consultatifs et qu'il soit composé à la majorité de 2/3 d'élus locaux et de représentants des habitants des communes concernées, ceux-ci étant désignés par les associations locales ou à défaut par le Conseil Municipal* » (Fonds 1180 W 20, AD 07).

Systématiquement, lors des différentes réunions d'information et de préparation du dossier, ce point sera développé, l'Etat cherchant à rassurer les élus locaux. En ce sens, dans la première version de comité de gestion (Réunion du 01/07/1977, Fonds 1305 W 23, AD 07), celui-ci se

² Pour des raisons de confidentialité, l'état civil des personnes n'est pas nommé.

compose de 57 personnes, dont 24 représentants pour les 8 communes concernées. Ce nombre est alors fonction de la superficie de la commune comprise dans le périmètre de la réserve naturelle : 6 pour Aiguèze et Labastide-de-Virac, 5 pour Saint-Remèze, 2 pour Bidon et pour Vallon-Pont-d'Arc, 1 pour Le Garn, Saint-Martin-d'Ardèche et Saint-Marcel-d'Ardèche (soit un membre pour 75 ha compris dans la superficie de la réserve naturelle). Il est alors intéressant de constater que ce mode de représentation donnait la faveur à des communes situées majoritairement sur les plateaux, alors même que les communes situées en amont et en aval des gorges, où l'activité générale est fortement liée à l'activité touristique des gorges, étaient paradoxalement défavorisées par ce système de répartition. Ce phénomène de dissociation entre gorges et plateaux, réserve naturelle et concentration touristique sera approfondi lors de notre quatrième partie, lorsqu'il sera question de discuter de la formation d'un territoire touristique autour des gorges.

Dès lors, l'importance de cette représentation des élus locaux est justifiée de la manière suivante : « *la composition du comité de gestion proposée par la Préfecture dans le dossier type a pour but d'éviter des frictions sur le plan local. Il est donc souhaitable qu'il soit constitué, en tenant compte des intérêts de tous les usagers des gorges, d'autant plus que c'est le bureau permanent qui sera chargé d'œuvrer concrètement* » (Fonds 1305 W 23, AD 07). Il s'agit avant tout de créer un comité de gestion consensuel, répondant aux desiderata des uns et des autres. Au final, ce dernier se composera de 44 membres, lesquels auront essentiellement un rôle consultatif. Quant à la gestion effective de la réserve, celle-ci est confiée, après maintes tractations et rebondissements ici anecdotiques, au Groupement Intercommunal des Gorges de l'Ardèche (GIGA), soit une association loi 1901 (et non un syndicat intercommunal comme le nom le suggère) regroupant la majorité des maires des communes concernées. Cette disposition cantonne alors le comité consultatif à jouer un rôle de « chambre d'enregistrement », le nombre excessif de ces membres ainsi que la faiblesse de ces réunions (une par an en moyenne) paralysant peu à peu son fonctionnement.

Sans rentrer dans des détails de gestionnaire, l'écart entre les fonctions de l'organisme gestionnaire, telles que définies dans le dossier soumis à l'enquête publique et celles qui seront finalement mentionnées dans la convention liant l'Etat et le GIGA nous renseigne sur l'arbitrage alors effectué entre mesures de protection et développement touristique.

Tableau II.1 : Mise en perspective des fonctions initialement confiées à la structure gestionnaire de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche et de celles finalement attribuées au GIGA, association qui aura en charge la gestion de la réserve de 1980 à 1989

Dossier soumis à l'enquête publique (Fonds 1305 W 25, AD 07).	Convention signée entre le ministre de la Culture et de l'Environnement (Direction de la protection de la Nature) et le GIGA (01/07/1980).
Article 2, nature des interventions de l'organisme gestionnaire. L'organisme gestionnaire est chargé, d'une manière générale, de la gestion de la réserve et notamment :	Le GIGA est chargé, d'une manière générale, de la gestion de la réserve, notamment :
d'assurer son gardiennage ;	d'assurer l'entretien des équipements réalisés dans la réserve ;
de réaliser puis d'entretenir le balisage et la signalisation ;	de réaliser puis d'entretenir le balisage et la signalisation ;
d'assurer l'entretien des équipements et l'enlèvement de toutes ordures ou détritiques déposés ;	d'assurer l'enlèvement de toutes ordures ou détritiques déposés ;
de faire des observations régulières de la faune et de la flore afin de réaliser un contrôle scientifique continu en milieu naturel ;	
de réaliser les études scientifiques nécessaires à une meilleure connaissance du milieu et de ses composantes ;	
d'animer la réserve en organisant notamment des visites commentées à l'usage des étudiants, des scolaires et du grand public après avoir préalablement traité avec les propriétaires pour l'obtention des autorisations nécessaires pour la pénétration du public dans les propriétés privées.	d'animer la réserve par des actions d'information et de sensibilisation.

Le volet scientifique initialement prévu semble avoir disparu des prérogatives du GIGA, lequel, durant les dix premières années d'existence de la réserve naturelle, se chargera essentiellement de gérer des flux touristiques. En ce sens, l'analyse des budgets de cette association ne fait que souligner cette tendance, mettant en avant la faible part des ressources allouées au volet dit « scientifique ». Ainsi, le budget prévisionnel de 1982 où 89% des frais d'investissement sont alloués à l'aménagement des aires de bivouacs, autrement dit la gestion des flux touristiques, contre 11% pour des actions de préservation (sur un montant global d'investissement de 1 025 200 francs). Et cette répartition se maintient dans le temps, le budget de 1984 faisant peu ou prou état de la même répartition, le contenu des mesures de préservation se répartissant entre l'achat de sacs plastiques pour le ramassage des ordures (25%), la confection de panneaux et de dépliants (40%), le solde étant destiné à des dépenses diverses (Fonds 1300 W 40 à 42, AD 07). Dès lors, les principales actions réalisées sous la conduite de cette association s'articulent essentiellement autour de la gestion des flux touristiques liés à la pratique du canoë-kayak : création et équipements de deux bivouacs à l'intérieur des gorges, participation à la construction d'une aire de débarquement à Sauze (Fonds 1500 W 21 et 22, AD 07).

2.3.5. La réserve des gorges comme vecteur de renouvellement du produit touristique « les Gorges de l'Ardèche »

Au final, six ans après la création de la réserve, ce mode de fonctionnement se traduit par les propos suivants : « *M. le Préfet estime qu'en effet, la descente des gorges de l'Ardèche en canoë-kayak connaît un engouement de plus en plus affirmé. A l'arrivée des beaux jours, une foule de pratiquants de tous niveaux (et qui va croissante d'année en année) cherche à effectuer ce parcours... Aux adaptes du canoë-kayak s'ajoutent les randonneurs pédestres, les automobilistes et les baigneurs. Les gorges de l'Ardèche, milieu naturel fragile, subissent ainsi un phénomène de surfréquentation important générateur d'une série de problèmes dont la gravité s'accuse d'année en année : encombrements des embarcations, pollution et atteintes à l'environnement, dangers et problèmes de sécurité, troubles causés à l'ordre public. Pour tenter de remédier à cette situation ou, tout au moins, d'en éviter l'aggravation, il a été décidé de mettre en place un bureau d'information du public ainsi qu'un dispositif de lutte contre la pollution et d'assistance aux usagers dans les Gorges* » (Fonds 1500 W 22, PV de la réunion du comité consultatif, 16 mai 1986, p. 11).

Ces propos expriment alors deux réalités conjointes : certes, les orientations de gestion de l'organe gestionnaire de la réserve expliquent en partie ce phénomène, mais il convient de ne pas sous-estimer l'importance de « l'effet-retour » de la création de la réserve naturelle, ce processus de patrimonialisation, exprimé ici par la mise en place d'une réserve naturelle, fonctionnant en retour comme un gage d'authenticité d'une nature préservée. Ainsi, l'appellation même de « réserve naturelle » redonne une certaine virginité à ces paysages visuellement marqués par des formes de pollution touristique, en attestent les importantes actions de nettoyage engagées dans les années 1970 (Opération Ardèche propre conduite par l'Association de Protection des Gorges de l'Ardèche (APGA), fonds 1500 W 9, AD 07). En terme de dynamique touristique, cette réserve naturelle fonctionne peu ou prou comme un label touristique garantissant l'authenticité de cette image de « Nature Sauvage » sur laquelle repose l'essentiel des ressorts de la fréquentation touristique de cet espace. Elle participe en cela au renouveau du produit touristique « des Gorges ».

Cette imbrication entre processus de patrimonialisation et logiques de développement touristique semble se retrouver au niveau des chiffres de fréquentation touristique dans les gorges.

Du point de vue des flux touristiques, des liens s'affichent entre l'affirmation de cette image naturelle des gorges de l'Ardèche et le développement du secteur touristique, que ce soit en terme de développement des infrastructures d'hébergement touristique (à titre d'exemple, entre 1980 et 1985, le nombre d'emplacements de campings sur la commune de Vallon-Pont-d'Arc passe de 1633 à 2097, soit une augmentation de 28 %) ou encore au niveau de la fréquentation de la route touristique des gorges et de la rivière Ardèche. Ainsi, alors qu'entre 1976 et 1979, on observe entre 192 000 et 230 000 véhicules par an sur la route touristique, un maximum de 304 000 véhicules est atteint en 1980, soit 50 % d'augmentation ! (A.A., 1984, la fréquentation touristique dans les gorges de l'Ardèche, (archives du syndicat de gestion des gorges)). Quant à la fréquentation de la rivière, celle-ci aurait doublé entre 1977 et 1985, passant, pour le mois de juillet, d'un maximum journalier de 974 à 1906 embarcations (Daudé G., 1986, p. 424). En 1984, ces chiffres sont complétés par une étude qui cherche à quantifier le nombre de touristes par kilomètre de berges utilisables par les estivants (autrement dit, sans compter les falaises et tronçons inaccessibles) : *« on peut ainsi avoir une idée relativement juste du degré de saturation de l'espace proche de la rivière. En effet, le nombre d'estivants par kilomètre de rives atteint 1320 soit plus d'un estivant par mètre de rives. Dans les lieux les plus propices, on compte même 2000 personnes par kilomètre de rives »* (Tissier B., 1987, p. 18 - Archives privées de M. Pivert).

Loin d'être anecdotiques, ces chiffres soulignent l'effet rétroactif lié à la création de la réserve naturelle. Dès lors, bien qu'il soit difficile d'établir très précisément un lien entre l'image touristique de ce site et sa fréquentation touristique, ces convergences interpellent. Sans pour autant parler de co-variation, peut-être y aurait-il là un phénomène de corrélation. Le processus de patrimonialisation de cet espace naturel, avec la création de la réserve naturelle, fonctionne dès lors comme un élément du processus de renouvellement de cette destination touristique.

Peu à peu, un décalage s'instaure entre cette image de nature sauvage, « certifiée conforme » si l'on peut dire, avec la création de la réserve naturelle, et la gestion de cet espace. Ainsi, la définition de ce périmètre s'accompagne de dispositions relativement souples : absence de création d'une zone tampon alors que celle-ci est préconisée (Dossier soumis à l'enquête publique, fonds 1305 W 25, AD 07), autorisation de bases de campement par l'article 14 du décret de création, soit la création de deux aires de bivouacs de 250 places chacune, lesquelles se rajoutent aux emplacements de campings pré-existants (Mas de Serret : 100 places, la Châtaigneraie : 200 places, Les grottes de Saint-Marcel : 100 places, Les Templiers : 300 places, soit 1200 places au total).

Cette orientation du couple patrimoine/ tourisme autour des gorges se retrouve lorsque l'on observe les modalités de gestion de la ressource en eau, ressource ludique majeure autour de laquelle s'organise la fréquentation touristique des gorges (Duval M., 2006a). Pour partie, cette ressource est commandée par les lâchés d'eau effectués en provenance du barrage de Pont-de-Veyrières... eau en provenance directe du bassin versant de la Loire ! Situé en amont de l'Ardèche, ce barrage est, en effet, relié par un système de conduite forcée au bassin versant de la Loire, ce qui lui permet d'assurer un débit minimum de 3.75m³/ seconde (cf. figure II.26, page suivante).

En terme de ressource patrimoniale, on est alors en droit de parler d'un détournement de la ressource en eau située sur le bassin de la Loire en vue de maintenir le caractère patrimonial de celle située sur le bassin versant de l'Ardèche et garantir la pérennité des usages qui s'articulent

autour de cette dernière. On voit dès lors comme une même ressource, ici la ressource en eau, revêt des caractères variés selon les usages et des pratiques qui y sont associées. De part et d'autre de la ligne de partage des eaux, celle-ci est tantôt considérée comme une ressource consommable (dont on ne peut se servir sans la prélever définitivement), tantôt comme une ressource patrimoniale majeure que l'on se doit de préserver qualitativement et quantitativement... en vue de pérenniser une activité touristique !

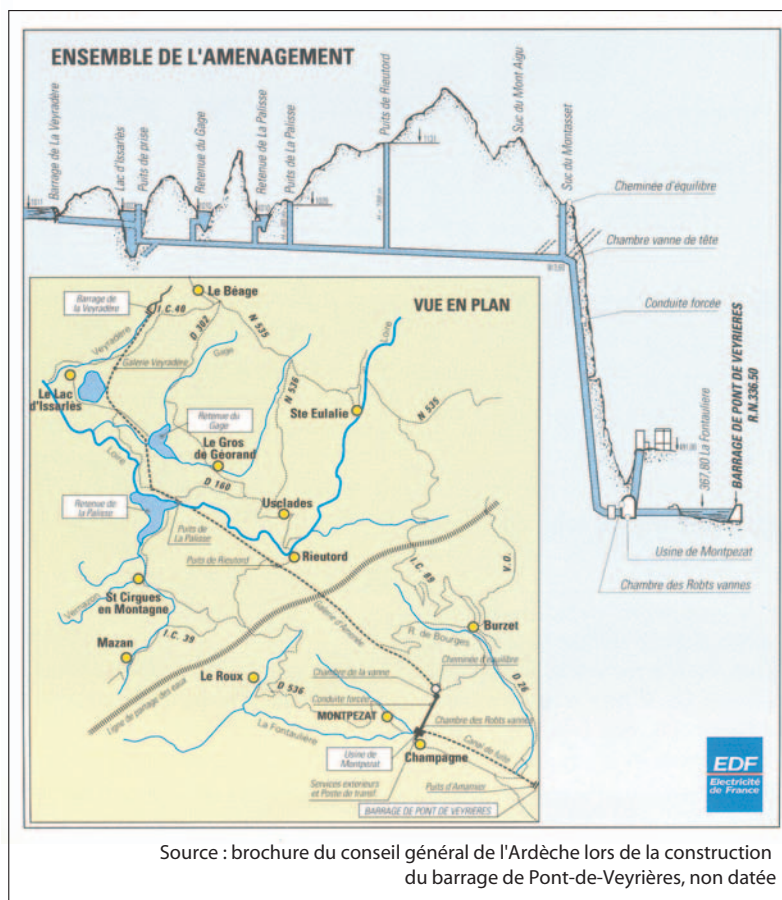


Figure II.26 : Schéma des aménagements hydro-électriques entourant le barrage de Pont-de-Veyrières : redistribution de la ressource en eau située sur le bassin versant de la Loire sur le versant ardéchois (commentaire dans le texte)

Il faudra alors attendre les années 1990 pour que le couple patrimoine/ tourisme se recentre autour des questions patrimoniales (Duval M., 2007a ; Duval M., 2007 à paraître). En ce sens, le lancement d'une Opération Grand Site (OGS), puis la mise en œuvre des directives européennes Natura 2000 se traduiront par la création d'un volet environnemental dans les mesures de gestion de la réserve et la rédaction d'un premier plan de gestion adopté en... 1999 !

2.4. Conclusion partielle sur les gorges de l'Ardèche

Au final, l'objet patrimonial et touristique « gorges de l'Ardèche » résulte, pour partie, de processus évolutifs organisés autour de projets d'aménagements majeurs. Ces derniers, portés par différents groupes d'acteurs, présentent des orientations différentes, mettant alternativement l'accent sur des enjeux de développement touristique (et plus largement économique) ou de protection de ces paysages karstiques. Ils fonctionnent alors comme autant de temps forts et de marqueurs des dynamiques spatiales participant à la construction d'un espace à la fois touristique et patrimonialisé.

Événements	Date	Enjeux	Acteurs	Mots clefs
Construction du tronçon Vallon-Châmes	1887	1/ exploitation des forêts et approvisionnement en eau 2/ rapidement, une dimension touristique apparaît. La question de l'accessibilité du Pont d'Arc devient centrale et motive les actions d'entretien de ce tronçon.	Porteurs Mairie de Vallon	Accessibilité
Projet de barrage de Dona Vienne	1908-1925	1/ production d'hydro-électricité en vue d'alimenter la ville de Marseille contre 2/ sauvegarde d'un site pittoresque « unique au monde ». Il s'agit de préserver « le beau » mais aussi de protéger des paysages exceptionnels qui motivent la venue des touristes.	Porteurs La compagnie générale d'électricité, Le conseil général de l'Ardèche Opposants Les propriétaires des terrains submergés, La Commission Départementale des Sites appuyée par des relais nationaux Le Syndicat d'Initiative du Vivarais, le Touring-Club de France	Exploitation de la ressource en eau, retombées économiques contre Site pittoresque, patrimoine, conservation, transmission.
Route touristique des gorges de l'Ardèche/ Plan d'urbanisme	1960-1969	1/ rendre accessible les gorges de l'Ardèche, favoriser le développement touristique des villages environnants contre 2/ protéger un site d'un développement touristique abusif	Porteurs Mairie de Vallon-Pont-d'Arc conseil général de l'Ardèche Opposants Associations de protection de la nature, L'Etat et les services de l'Environnement	Développement touristique Diffusion des flux touristiques contre Sauvegarder le caractère sauvage de ce site Crainte d'une exploitation commerciale démesurée
Réserve naturelle des gorges de l'Ardèche	1975-1980	1/ canaliser les flux touristiques, lutter contre le développement du camping sauvage ; 2/ après l'adoption de la loi de 1976, un enjeu environnemental apparaît : préserver les richesses faunistiques et floristiques des gorges	Porteurs Ministère de l'Environnement, préfet, les associations de protection de la nature Opposants Les élus locaux, les associations de chasse et de pêche	Canaliser et contrôler les flux touristiques, Puis, dans un second temps, protection de la biodiversité contre respect et jouissance du droit de propriété privée

Tableau II.2 : Les principaux temps dans l'activation de la valeur patrimoniale des gorges de l'Ardèche et dans l'histoire de sa mise en tourisme : jeux d'acteurs et évolution des discours

En retour, ces projets, qu'ils aient fait l'objet de réalisation ou non, expliquent la trajectoire touristique des gorges de l'Ardèche, laquelle traduit un réajustement constant entre mesures de protection et développement touristique. Dès lors, à une échelle régionale et avec un siècle de décalage par rapport à la grotte de Postojna, les gorges de l'Ardèche présentent une trajectoire

touristique similaire, entre mesures de préservation et développement touristique. Toutefois quelques divergences apparaissent lorsque l'on observe l'arbitrage actuellement conduit entre ces deux pôles.

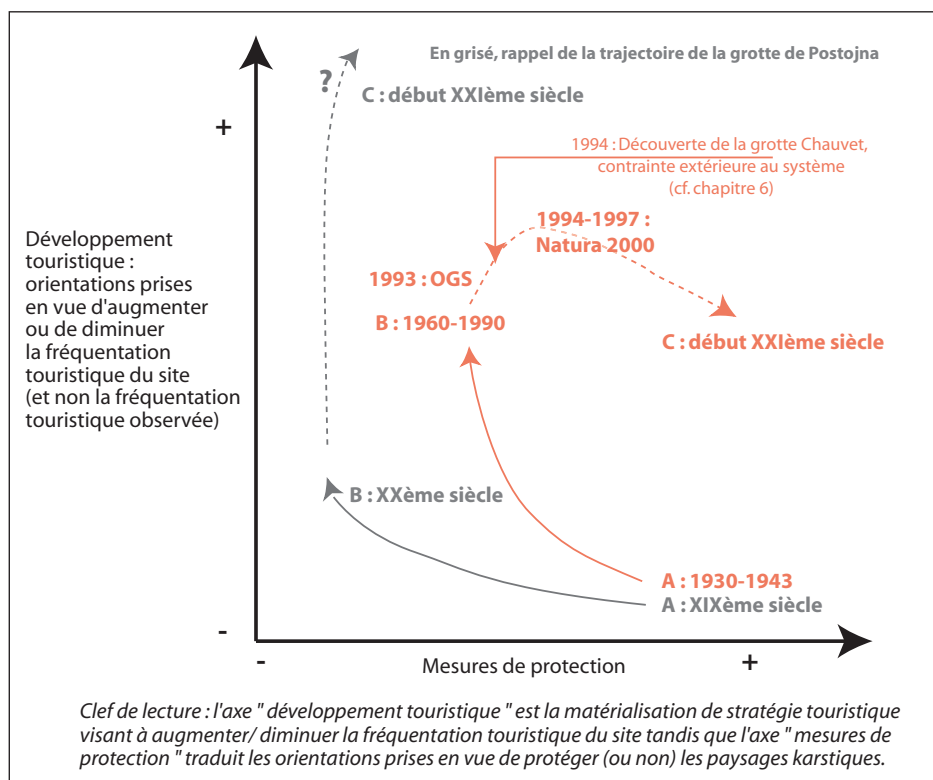


Figure II.27 : Trajectoire touristique des gorges de l'Ardèche, entre mesures de protection et développement touristique (commentaire dans le texte)

Ainsi, en ce début de XXI^{ème} siècle, la question d'une ré-orientation des modalités de gestion de cette réserve naturelle est posée. Plusieurs actions ont été entreprises de manière, non plus à réguler, mais à diminuer la fréquentation dans les gorges :

1/ 1997 : mise en œuvre, par la réserve naturelle, d'une « charte de qualité » des loueurs de canoës, de manière à rendre systématiques les nuitées en bivouac lors des descentes effectuées sur deux jours et à sensibiliser des touristes aux caractéristiques environnementales des gorges. Bien que limitée dans le temps et l'espace, cette démarche fonctionne comme un marqueur d'une volonté de développer de nouvelles pratiques touristiques, orientées vers une compréhension du milieu.

2/ 1999-2000 : mise en place d'une centrale de réservation par le syndicat de gestion de la réserve naturelle pour les nuitées en bivouacs. Celle-ci a comme finalité de gérer la vente des tickets auprès des loueurs de canoës et/ ou des particuliers, afin d'anticiper sur les week-ends d'affluence des mois de mai et de juin. Outre le mécontentement de certains usagers, il est fait le constat que « *l'environnement est maltraité au cours des 8 week-ends critiques où il y a surfréquentation ce qui donne une image négative de la Réserve* » (PV de la réunion du comité consultatif de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche du 16/11/1999). Cet outil de gestion apparaît comme un des moyens d'éviter « *l'étouffement d'un site naturel par une surfréquentation touristique mal contrôlée* » (PV de la réunion du comité consultatif de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche du 16/11/1999).

D'après les comptages effectués sur les aires de bivouacs, ce système a conduit, dès la première année de sa mise en service (2000), à réduire la fréquentation des week-ends printaniers de 62 à 37% de la fréquentation mensuelle.

Dates (environ)	15 mai	22 mai	29 mai	5 juin	12 juin	19 juin	26 juin	3 juillet
Fréquentation des bivouacs 1999	230	943	949	1621	2261	3267	3508	2703
Fréquentation des bivouacs 2000	323	981	857	1027	1119	1517	1851	1551
Différence 2000-1999	+ 93	- 38	- 92	- 594	- 1142	- 1750	- 1657	- 1152

Tableau II.3 : Evaluation des effets de la mise en place de la centrale de réservation sur la fréquentation des bivouacs (Extrait du procès verbal de la réunion du comité consultatif de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche, séance du jeudi 13 juillet 2000)

Dans les faits, la mise en place de cette centrale, gérée par le syndicat de gestion des gorges, permet de lisser les pics de fréquentation auparavant constatés lors des week-ends printaniers. Certes, la mise en place de cet outil de gestion ne se fit pas sans heurts, mais rapidement, des compromis furent trouvés avec les deux syndicats de loueurs de canoës. Aujourd'hui, l'ensemble des réservations passe par cette centrale et son efficacité semble réelle : pour effectuer la descente des gorges lors d'un week-end de juin et dormir dans l'un des deux bivouacs, il est nécessaire de réserver sa nuitée au moins deux mois à l'avance.

3/ depuis 2005 : engagement de procédures en vue de fermer le camping des Templiers. En raison de sa localisation au fond des gorges et dans une réserve naturelle, ce camping se trouve actuellement dans une impasse, au sens propre comme au sens figuré : non-conforme aux normes de sécurité en cas d'inondation ou d'incendies, celui-ci ne peut entreprendre des travaux de remise à niveau en raison des restrictions associées au périmètre de la réserve naturelle. Depuis 2005, des procédures, conduites par les services de la préfecture de l'Ardèche sont en cours en vue d'obtenir sa fermeture. Après la fermeture du camping de la Châtaigneraie à la fin des années 1980, celle du Mas de Serret au début des années 2000, la fermeture de ce troisième camping viendrait confirmer cette volonté de réorienter l'arbitrage du couple patrimoine/ tourisme vers des finalités de protection de ces paysages karstiques. Au final, la mise en place de la centrale de réservation et ces processus de déséquipements des infrastructures d'hôtellerie de plein air situées dans les gorges traduisent une même volonté : il s'agit de diminuer le volume de touristes séjournant dans le site, ces derniers exerçant une pression plus forte sur le milieu que ceux effectuant la descente des gorges sur une journée (entretien M. Buis, alors directeur de la réserve naturelle, 20/04/06).

4/ Projet de ré-écriture du décret portant création de la réserve. Cette démarche vise à préciser : (i) le statut de la rivière Ardèche, laquelle, appartenant au domaine public fluvial, n'est pas mentionnée dans les liste des parcelles concernées par la réserve naturelle, ce qui alimente les conflits entre la structure gestionnaire de la réserve et les loueurs de canoës, (ii) le statut juridique du règlement intérieur de la réserve naturelle de manière à réglementer des pratiques touristiques en augmentation constante (canoë-kayak, escalade, spéléologie), (iii) le nombre d'emplacements de campings situés à l'intérieur de la réserve naturelle suite à la fermeture de certaines infrastructures.

Actuellement en discussion, ce projet permettrait de préciser un certain nombre de points quant aux modalités de fréquentation touristique de la réserve. Porté par le syndicat de gestion de la réserve, ce projet est âprement discuté par les professionnels du tourisme qui craignent une sanctuarisation de l'intérieur des gorges.

Au final, ces réalisations et axes de travail s'articulent autour d'une même volonté, celle de limiter la fréquentation touristique des gorges de l'Ardèche. Dès lors, l'ensemble de ces dispositions amène une réorientation progressive du couple patrimoine/ tourisme vers une nouvelle définition des mesures de protection encadrant les paysages des gorges. En effet, il ne s'agit pas d'adopter de nouvelles mesures mais de préciser le cadre de leur application en mettant l'accent sur des objectifs de conservation et de protection des richesses faunistiques et floristiques, tout en diminuant progressivement le nombre de touristes séjournant dans les gorges.

Cette trajectoire souligne en retour un changement de perception du rôle et des missions confiées à la réserve naturelle : d'un outil de gestion des flux touristiques, celle-ci s'affirme peu à peu comme acteur de la protection de ce milieu. Ainsi, « *l'objectif principal "idéal" à long terme de la réserve naturelle est de conserver et retrouver les éléments patrimoniaux de la réserve naturelle au sein d'un écosystème fonctionnel* » (Syndicat Intercommunal des Gorges de l'Ardèche et de leur Région Naturelle, 1999, p. 53 – fonds d'archives du syndicat de gestion des gorges de l'Ardèche, thématique « gestion de la réserve naturelle »), et M. Destin (alors sous-préfet de Largentière) de rappeler que « *l'objectif premier reste la protection des gorges qui sont la matière première des professionnels et que l'intérêt économique, s'il n'est pas à négliger, reste secondaire* » (PV du comité consultatif de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche du 28/06/2001).

Excédent de fonctionnement reporté	21 742.86 (soit 2.51%)
Atténuation de charges	2 321.07 (soit 0.3%)
Produits des services dont	258 016.81 (soit 30%)
Redevance domaine public	252 074
Autres redevances et recettes	3 105
Publications	687.81
Red. Serv. Périodiques	2 150
Dotations et participations dont	460 767.51 (soit 53%)
Participation état	210 208.38
Participation région	500
Participation département 30	30 038
Participation département 07	136 706
Participation des communes	7 002.58
MRN, CORA, RNF	78 309.97
Subvention « sentier »	7 002.58
Produits exceptionnels	123 136.71 (soit 14%)
Total chiffre d'affaires 2005	865 984.96

Dans les faits, cette orientation est rendue possible par un soutien financier important de la part d'acteurs extérieurs : département, région, Etat et l'Union Européenne avec la démarche Natura 2000 (cf. tableau II.4). Au final, ces dotations représentent plus de 50% du montant total des recettes de fonctionnement !

Tableau II.4 : Recettes en 2005 du Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche (SGGA)

CONCLUSION

L'approche comparative entre la grotte de Postojna et les gorges de l'Ardèche a permis de souligner certaines constantes et divergences qui nous renseignent sur le fonctionnement et l'articulation des logiques de patrimonialisation d'espace dits « naturels » et de développement touristique.

1/ Le caractère co-constitutif des logiques de patrimonialisation et de développement touristique

Dans les deux cas étudiés, l'invention du lieu, puis de l'espace touristique témoigne d'un nouveau regard porté sur ces paysages, lequel regard amène en retour un changement dans l'échelle de valeurs associées à ces mêmes paysages. Ces sites, jusqu'alors exclus du fonctionnement de ces espaces, occupent progressivement une place centrale, notamment en raison des retombées économiques que leur exploitation touristique engendre. En raison de leur nouveau statut socio-économique, il importe désormais de les sauvegarder en vue de les transmettre. Ce changement de regard lié au processus d'invention touristique apparaît alors comme un élément essentiel dans l'activation du processus de patrimonialisation, lequel se traduit spatialement par l'adoption de mesures de protection : protection du site avec la mise en place d'une porte fermant la cavité ou encore, à l'échelle de l'espace touristique formé par les gorges, des périmètres de protection (sites classés, sites inscrits, réserve naturelle).

2/ Les logiques rétroactives et évolutives liant ces deux processus : une relative dissymétrie entre les sites endo- et exo-karstiques.

En retour, le processus de patrimonialisation alimente des dynamiques de diffusion touristique. En effet, les mesures de protection fonctionnent comme autant de labels affichant l'intégrité du site. Ceci est particulièrement visible à l'échelle des gorges de l'Ardèche où les mesures de protection ont bénéficié d'une plus large publicité et sont directement associées à l'image d'un environnement préservé. Dans cette perspective, cette réserve naturelle s'inscrit dans une situation dialectique face au tourisme : en même temps qu'elle s'efforce de réguler la fréquentation touristique, elle ne peut faire autrement que de l'encourager, justement par le label de qualité qu'elle confère à l'espace ainsi protégé.

En un sens, il apparaît que les mesures de protection associées à des grottes touristiques ne fonctionnent pas exactement sur le même registre, cet effet de labellisation restant minimisé. Il est, en effet, plus évident pour le touriste de faire le lien entre une réserve naturelle et la « qualité environnementale des gorges », espace-support dans lequel il s'adonne à différentes pratiques touristiques, qu'entre des mesures de protection interdisant toute construction sur les parcelles situées en surface de la grotte de Postojna et la qualité de la visite touristique. Les mesures de protection entreprises pour la protection d'une cavité, qui est un milieu fermé, semblent jouer un rôle moindre dans le développement de l'activité touristique que celles adoptées pour protéger un site de surface.

3/ La relative subordination des mesures de préservation aux enjeux économiques liés à l'activité touristique

Enfin, l'analyse comparée des différents temps de développement de ces deux sites et de l'évolution des articulations entre logiques de patrimonialisation et de développement touristique nous renseigne sur cet apparent paradoxe existant entre les finalités respectives de ces deux dynamiques. Alors que le processus de patrimonialisation appelle la transmission d'un objet ou d'un lieu, l'activité touristique s'inscrit dans des réalités économiques liées aux lois de la rentabilité. Ainsi, la protection d'un site reste subordonné à la rentabilité effective de ce dernier, sauf si ce dernier est dégagé de ces contingences matérielles par des subventions extérieures importantes. En ce sens, les mesures de protection actées au niveau de la grotte de Postojna sont fonction de ces impératifs économiques, l'objectif majeur étant d'effectuer un maximum d'entrées touristiques. A l'inverse, l'orientation actuelle de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche s'explique par des apports financiers importants, notamment au niveau de l'Etat, des régions et des départements.

Ce troisième chapitre souligne des liaisons possibles entre logiques de patrimonialisation et de développement touristique, notamment autour du caractère nécessairement co-constitutif de ces deux processus.

Le chapitre suivant se propose d'explorer davantage les liens entre ces deux entrées, en regardant plus précisément comment la dimension patrimoniale peut être mobilisée en vue d'orienter le développement touristique d'un site. Dans une certaine mesure, ces dynamiques apparaissent déjà dans les effets rétroactifs suivant la création de la réserve naturelle où un effet de co-variation a pu être observé entre l'entrée en vigueur de cette mesure de protection et la fréquentation touristique de ce site. Pour autant, cet effet-retour ne semble pas avoir été un effet escompté lors de la mise en place de cette réserve. Dans le chapitre 4, il sera question de voir dans quelle mesure ce registre patrimonial peut être utilisé de manière à infléchir le développement touristique d'un site, la dimension patrimoniale d'un site devenant un élément de promotion choisi et délibéré dans les stratégies de développement touristique.

CHAPITRE 4 : MOBILISATION DES LOGIQUES DE PATRIMONIALISATION DANS DES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

PRÉAMBULE CONCEPTUEL

Le chapitre précédent a mis en avant le caractère co-constitutif des logiques de patrimonialisation et de développement touristique ; de manière plus avancée, le chapitre quatre cherche à montrer comment l'agencement entre tourisme et patrimoine, dans l'espace où ces activités prennent forme, est mobilisé autour de la notion de « ressource ».

Celle-ci peut se définir comme « *un processus sélectif où les composantes du milieu doivent être vues comme des potentialités issues d'un certain territoire (...). Les sujets (les sociétés humaines) grâce à l'interaction entre eux et avec les composantes du milieu (les objets du territoire vus par les sujets) élaborent et reconnaissent ces mêmes composantes comme potentialités du territoire. (...) Ainsi, une fois que les sujets ont reconnu parmi les composantes du milieu celles qui sont utiles et à mettre en valeur, elles acquièrent une valeur qui n'est plus potentielle mais actualisée : la valeur de la "ressource territoriale". Dès lors, la ressource territoriale représente la découverte et l'actualisation latente du territoire par une partie d'une société humaine qui la reconnaît et l'interprète comme telle, à l'intérieur du projet de développement local* » (Corrado F., 2004, p. 3).

Ce processus de révélation de la ressource, d'actualisation de la ressource, s'articule autour des mêmes principes que celui de patrimonialisation : connaissance de l'objet, reconnaissance par une demande sociale, valorisation économique. Ainsi, la ressource territoriale, tout comme l'élément patrimonialisé, peut être matérielle et/ ou immatérielle, s'appuyant ou non sur des éléments tangibles de l'environnement. Nécessairement relationnelle et dynamique, sa définition évolue dans le temps, faisant l'objet de renégociation selon les évolutions du contexte social. Néanmoins, ce concept de ressource territoriale indique un glissement de sens dans la sphère des échanges marchands et rend compte du rôle actuellement joué par cette rentabilité économique escomptée. La perspective du développement économique de cet objet semble, en effet, commander à sa sélection par rapport aux autres objets constitutifs du territoire. Le processus électif ne repose plus essentiellement sur cette liaison identitaire entre un objet (monument, site, etc.) et une société donnée, laquelle se reconnaît partiellement dans celui-ci. Ainsi, la capacité à engendrer des retombées économiques au niveau local semble présider à ce processus de reconnaissance. Cette position apparaît pour le moins paradoxale dans le registre du patrimoine où il est avant tout question de transmettre un objet socialement reconnu, cette logique de transmission s'accommodant difficilement d'une logique de rentabilité économique ! Cette logique ne semble pas avoir échappé à R. Neyret. Dans l'ouvrage qu'il a coordonné, Le patrimoine, atout du développement (1992), cette tendance au tout patrimonial des dernières années est mise en perspective avec le développement et les évolutions en matière de demande sociale. Si nous pouvons définir le patrimoine comme un objet géographique singulier marquant la spécificité d'un territoire, les différentes contributions de cet ouvrage soulignent aussi dans quelle mesure le patrimoine peut être envisagé par les différents acteurs ayant en charge sa gestion comme porteur de développement économique.

Cette définition du patrimoine en tant qu'élément susceptible de générer du développement local est particulièrement tangible dans les ouvrages à destination des milieux ruraux : Quand le patrimoine fait vivre les territoires, ouvrage édité conjointement par la fédération des Parcs Naturels Régionaux de France, le ministère de la Culture, la mission du Patrimoine Ethnologique, le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (Sadorgue J.-L., Chevallier D., Morvan

G.,1996) présente plusieurs retours d'expérience sur des essais de mise en valeur des territoires par le biais de la valorisation du patrimoine ainsi qu'une méthodologie pour la conduite de tels projets.

Ressources, objets patrimoniaux, l'un et l'autre de ces deux termes pouvant se substituer, le principal objet de ces guides méthodologiques est de développer des territoires en s'appuyant sur leur gisement tant naturel, qu'économique, historique ou encore socio-culturel. Cette tendance est d'autant plus marquée depuis l'accélération des mesures prises en matière de décentralisation. L'objet patrimonial, que ce soit un site ou un monument, envisagé comme ressource économique potentielle faisant l'objet d'une mise en valeur touristique, devient un enjeu politique pour les échelons administratifs nouvellement mis en avant du fait du processus de décentralisation. Conseils généraux et autres collectivités territoriales se saisissent alors vivement de ces questions patrimoniales, comme si la réussite dans la conduite des opérations de valorisation patrimoniale légitimait en retour le nouveau statut que leur confère la décentralisation (Guerin M.-A., 2002).

A l'échelle des terrains d'étude considérés, il est alors intéressant d'observer comment et selon quelles finalités, le caractère patrimonial d'un objet peut-être utilisé par différents acteurs selon leur projet de territoire. Les études de cas réalisées dans les gorges de l'Ardèche et à l'échelle de la région du Kras permettent d'observer tour à tour les différentes orientations que peut prendre cette articulation. Cette dimension patrimoniale peut faire l'objet de récupération touristique, l'enjeu étant de relancer l'activité touristique d'un site. L'affichage de ce caractère patrimonial de l'objet participe alors au renouvellement du lieu ou de l'espace touristique, s'inscrivant en cela dans son cycle d'évolution (Butler R. W., 1980). Cette dynamique s'observe notamment à l'échelle de l'aven d'Orgnac, le caractère patrimonial de la cavité ayant été dernièrement réactivé lors de la réalisation d'une Opération Grand Site. Dans un autre registre, l'argument patrimonial signifié par l'adoption de mesures de protection, est utilisé par certains acteurs de manière à contrôler toute forme de développement touristique tout en laissant des possibilités d'évolution pour les autres activités du territoire. En cela, les dynamiques observées autour du poljé de Cerknica fonctionnent comme les révélateurs de cette perception du couple patrimoine/ tourisme, marqué avant tout par la recherche d'un consensus entre les différents volets d'activité d'un territoire donné. Dans un second temps, l'exemple de Cerknica préfigure les développements à venir autour du triptyque « patrimoine/ tourisme/ territoire ». En effet, sur un plan politique, ce cas de figure souligne l'utilisation des mesures de protection comme un moyen d'affirmer le rôle et la lisibilité des acteurs locaux par rapport au pouvoir central.

1. L'AVEN D'ORGNAC : L'UTILISATION DU CARACTÈRE PATRIMONIAL DANS UNE LOGIQUE DE RENOUVELLEMENT DU PRODUIT TOURISTIQUE

Grotte touristique majeure du Sud-Ardèche, l'aven d'Orgnac propose une trajectoire touristique pour le moins particulière, liant les mesures de protection ainsi que les différentes étapes du développement touristique de cet aven. Dans un premier temps pensées pour contrecarrer des projets de développement touristique, les mesures de protection adoptées dans les années 1970 ont aujourd'hui permis au site de bénéficier d'un programme de requalification, dit Opération Grand Site (OGS). Dès lors, compte tenu de ces dynamiques, ce site fonctionne comme un révélateur pertinent des formes d'utilisations que les acteurs d'un site touristique peuvent faire de la dimension patrimoniale, en vue d'orienter des stratégies de développement touristique.

1. 1. Trajectoire touristique de l'aven d'Orgnac

1.1. 1. La découverte de l'aven du Bertras

L'aven d'Orgnac (alors dit l'aven du Bertras) est exploré le 19 août 1935 ; il est le résultat de prospections systématiques entreprises par R. De Joly, motivées par la découverte d'un site exceptionnel qui pourrait faire l'objet d'une valorisation touristique à l'instar de ce que fut l'ouverture de l'aven Armand quelques années auparavant (Biot V., Duval M., Gauchon C., à paraître 2007). Accompagné de 4 spéléologues, celui-ci procède à l'exploration de l'aven, poursuivant jusqu'au fond des salles rouges, fasciné par les beautés de ce paysage souterrain : *« de bloc en bloc, 45 m. plus bas, j'arrive dans un diverticule difficile à décrire tant il est scintillant. Mille facettes de calcite renvoient la lumière de ma lampe. Des "croupes stalagmitiques" rouges sont pastillées de taches blanches à côté de deux concrétions à capuchon comme je n'en avais jamais vu au cours de mes nombreuses explorations. A leur pied des "gours" blancs sont remplis de "perles" les unes comme des pralines de sucre, les autres comme des billes de porcelaine »* (Comment fut découverte la plus belle caverne d'Europe, communiqué de presse rédigé par R. De Joly, archives municipales d'Orgnac-l'Aven).

Dès la remontée de l'aven, enthousiaste, R. De Joly est sûr de tenir « son » aven, en atteste ce procès-verbal qu'il fait dresser par trois conseillers municipaux, lequel certifie la primeur de l'exploration *« de l'aven de BERTRAS où à notre connaissance ils sont les premiers à être descendus »*. Ce papier lui confère ainsi le statut d'inventeur, titre qu'il n'aura de cesse de réclamer par la suite. Dans le même temps, sûr de la grandeur de sa découverte, il entreprend de persuader la municipalité, propriétaire des parcelles où se développe l'aven, de procéder à son aménagement touristique. Le soir même, il adresse une lettre au maire d'Orgnac, en vue de le convaincre des retombées d'une telle découverte : *« l'énormité des cavités sous-jacentes et leur décoration naturelle (stalactites et stalagmites) placent le gouffre de BERTAS au premier rang des cavernes européennes. (...) En conséquence, une telle trouvaille dont la valeur à ce jour, c'est-à-dire sans aménagement est de UN MILLION environ mérite que votre commune en tire tout le profit qu'elle peut en espérer. Ce sera un aménagement, judicieux, progressif, fait au frais d'une société à créer, avec auquel le village d'Orgnac trouvera la prospérité »* (Lettre de R. de Joly à M. Delarque, maire d'Orgnac, le 19 août 1935, archives municipales d'Orgnac-l'Aven).

Moins d'un mois plus tard, R. De Joly obtient une option de bail, dont voici le libellé :

« Afin de montrer à M. Robert de JOLY, qui explora l'aven de BERTAS à Orgnac le 19 AOÛT 1935, pour la première fois, et nous donna depuis tous conseils utiles pour en tirer parti, notre reconnaissance, nous Maire d'Orgnac et nous Conseillers Municipaux, lui remettons une promesse de bail, afin qu'il possède une pièce comptable. Ce bail sera de 18 ans, révisable tous les 6 ans. Ce bail devra être rétrocédé à toute administration chargée de l'organisation et de l'exploitation du gouffre agréée par le Conseil Municipal. D'autre part, il est convenu que quelle que soit l'administration qui s'occupe du gouffre, qu'elle soit purement Municipale ou simplement une Société d'Exploitation, c'est M. R. De JOLY qui sera chargé des aménagements et de la gérance moyennant des conditions à étudier » (Délibération municipale du 06/09/1935, registre des délibérations d'Orgnac-l'Aven).

1. 1. 2. Aménagement de l'aven et fréquentation touristique

Convaincus, les édiles d'Orgnac n'auront de cesse de défendre ce projet, assurés que « *la récente découverte faite sur le territoire de la commune [présente], de l'avis de personnalités compétentes, un intérêt exceptionnel, [et] est de nature à attirer dans la région de nombreux touristes et qu'il peut en résulter pour la commune une importante source de revenus* » (Session extraordinaire du 09/02/1936, registre des délibérations d'Orgnac). Sitôt exploré, l'aven est dès lors identifié comme une source possible de nouveaux revenus pour la commune. Ainsi, dans un laps de temps relativement court, l'aven d'Orgnac est à la fois découvert en tant que cavité souterraine et inventé en tant que ressource touristique nouvelle.

Plus de quatre années de travaux seront nécessaires pour conduire à son terme cette entreprise, quatre années durant lesquelles les délibérations municipales au sujet de l'aménagement de l'aven se succèdent, les enjeux financiers étant de taille pour une petite commune rurale et la recherche de subventions auprès de l'Etat nécessaire. Quatre années durant lesquelles la renommée de l'aven va aller grandissant, avant même que ce dernier ne soit officiellement inauguré, le 11 juillet 1939.

En fin stratège, R. De Joly fait visiter l'aven à quelques personnalités choisies, travaillant à l'installation de l'aven dans le paysage touristique du Bas-Vivarais. Ainsi, le 13 septembre 1935, les journalistes du quotidien l'Eclair visitent l'aven et dressent une description appuyée des richesses de ce dernier : « *notre promenade à travers les six salles a duré près de deux heures. Ce fut un émerveillement continu (...). D'immenses colonnes stalagmitiques, hautes de plus de vingt mètres donnent une impression de formidable puissance, tandis que des stalactites et des stalagmites, longues, minces, effilées, sont d'une telle fragilité qu'il semble qu'un souffle suffirait à les abattre. (...) Pendant des millénaires, la nature a façonné un enchevêtrement incroyable de figures de toutes sortes, sur lesquelles se détachent des concrétions innombrables et multicolores. C'est un monde merveilleux qu'il faudrait des jours et des jours pour explorer en détail. Tout est à admirer...* » (Coupures de presse, archives municipales d'Orgnac-l'Aven).

Les communiqués de presse rédigés par R. De Joly à destination des journaux de l'époque ainsi que des visites choisies de l'aven assurent à ce dernier une certaine renommée : « *Des touristes assez nombreux se sont rendus à Orgnac dans l'espoir de visiter l'aven, mais n'ont pu le faire, à cause de l'absence de M. de Joly. Ainsi, bien qu'aucune propagande n'ait été faite, en dehors des articles écrits par M. de Joly, dans diverses publications ; grâce à la satisfaction de quelques visiteurs et des récits qu'ils ont faits de leur excursion, une certaine renommée s'est déjà propagée dans l'Ardèche et les départements voisins ainsi que dans le monde des touristes* » (Délibération municipale du 01/11/1936, registre des délibérations d'Orgnac-l'Aven).

Cette dynamique, appuyée par le positionnement de l'aven non loin des gorges de l'Ardèche et de la vallée du Rhône, explique vraisemblablement des chiffres de fréquentation relativement élevés dès l'ouverture de l'aven, ce dernier accueillant 7243 visiteurs pendant l'été 1939, dont 4379 pour le seul mois d'août. Après un ralentissement lors de la seconde guerre mondiale, l'activité touristique redémarre rapidement (cf. figure II.28). En parallèle, quelques aménagements touristiques sont réalisés : un bâtiment d'accueil est inauguré en 1948, puis un ascenseur est installé en 1965 pour faciliter la remontée depuis la salle De Joly. La courbe de fréquentation de l'aven montre donc que les affaires reprirent vite dès la fin de la guerre, et l'année 1966 marque un premier sommet avec le franchissement du seuil des 100.000 visiteurs annuels. Un pic de fréquentation est atteint en 1980 avec 145 000 visiteurs. Depuis, la fréquentation diminue progressivement, pour stagner autour de 120 000 visiteurs. Depuis les années 1990, la fréquentation de l'aven se caractérise essentiellement par une alternance de reprises puis de recul de l'activité touristique :

ainsi, alors que l'année 2005 marquait un recul de 4% par rapport à 2004, l'année 2006 se solde par une augmentation de 15% par rapport à 2005 ! Aujourd'hui, cette irrégularité dans les résultats ne nous permet pas de conclure dans un sens ou dans un autre.

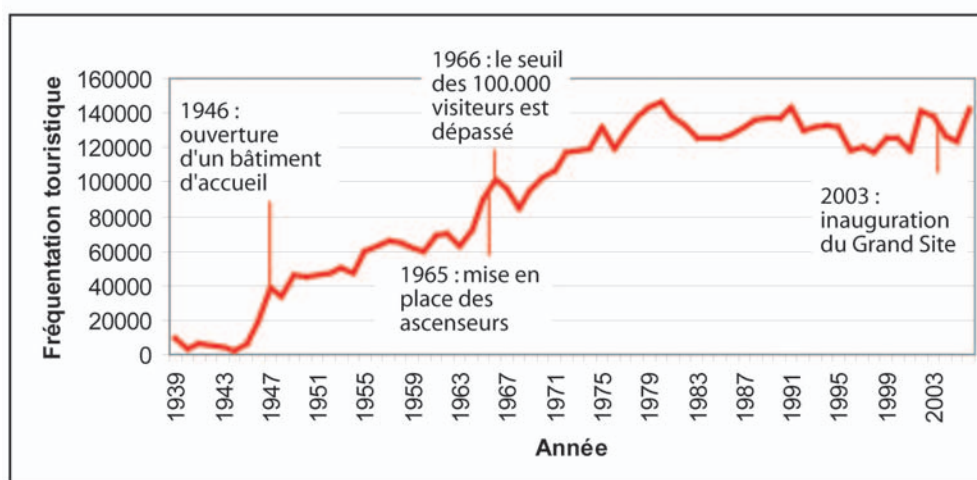


Figure II.28 : Fréquentation touristique des réseaux souterrains aménagés de l'aven d'Orgnac, 1939-2006 (commentaire dans le texte)

1. 1. 3. Ancrage territorial de l'aven d'Orgnac

En terme de processus territoriaux, la découverte de cet aven et son exploitation touristique se traduisent rapidement par de profondes modifications du tissu socio-économique de cette petite communale rurale. Ainsi l'avait pressenti un journaliste averti lors de l'inauguration officielle de l'aven : « *Orgnac ? Qui connaissait ce petit village ardéchois, à la limite du Gard, niché au milieu de la garrigue, dans la chaude odeur du thym, sous le soleil éclatant ? Qui le connaissait, hormis ses habitants et ses voisins et ses cigales bruissantes ? C'était un village comme tant d'autres, heureux et ignoré. Et voilà que, brusquement, en quelques années, Orgnac a acquis une célébrité étonnante. Cela a commencé dans les milieux scientifiques ; mais la renommée, qui marche aussi vite que le vent, secouant les "olivettes", a maintenant lancé le nom d'Orgnac aux quatre coins du ciel. Et nous ne sommes qu'au début de cette extraordinaire destinée. Orgnac aura rejoint bientôt – avant qu'il ne les dépasse – Padirac, Armand... L'aven d'Orgnac, qui est désormais ouvert à la curiosité publique, va prendre rang parmi les curiosités naturelles que chacun se doit de connaître* » (Le petit Dauphinois, mardi 11 juillet 1939, coupures de presse, archives municipales).

A l'instar des dynamiques observées dans le chapitre précédent autour de la grotte de Postojna et des gorges de l'Ardèche, le succès touristique de l'aven d'Orgnac se traduit par un ancrage progressif de ce dernier dans la vie de la commune, et ce dans un laps de temps très court. Tout d'abord, des liens économiques se nouent : la commune contracte un emprunt important pour assurer l'aménagement touristique de l'aven et fait savoir, dans le même temps, « *qu'elle assurera elle-même l'exploitation de l'aven* » (Délibération municipale du 21/02/1937, registre des délibérations d'Orgnac-l'Aven). R. De Joly est nommé directeur de l'exploitation, la rémunération de ce dernier étant fixée à 15 % du montant des entrées touristiques (Délibération municipale du 17/12/1938, registre des délibérations d'Orgnac-l'Aven).

Cette inscription dans le tissu économique de la commune se double d'une reconnaissance toponymique. Dès l'hiver 1939, le conseil municipal délibère en faveur du changement de nom de la commune, au titre qu'il existe « *en France quatre communes dénommées Orgnac dont deux dans la Corrèze, une dans la Haute-Vienne et une dans l'Ardèche* ». En vue d'« *éviter toute méprise dans la distribution du courrier postal et [de] faciliter la publicité pour son aven* », il demande

« de donner dorénavant à la commune le nom d'Orgnac-l'Aven » (Délibération municipale du 18/02/1939, registre des délibérations d'Orgnac-l'Aven). Ainsi, avant même l'achèvement des travaux et l'ouverture au public de l'aven, le conseil municipal anticipe les retombées économiques à venir, liant son destin à l'exploitation touristique de ce dernier. Un an plus tard, ce sera chose faite, la commune devient officiellement Orgnac-l'Aven, ce changement toponymique traduisant en retour des relations majeures entre la commune et de nouveau site touristique, cette dynamique ne s'étant pas démentie depuis.

En ce sens, la mairie demande en 1972 le classement en commune touristique, justifiant cette demande compte tenu de « l'importance que prend de plus en plus chaque année la commune d'Orgnac-l'Aven avec l'exploitation de son aven et de ses sites préhistoriques que plus de 100 000 touristes viennent visiter annuellement. Il serait donc souhaitable que la commune soit classée commune touristique ce qui entre autres nous donnerait des avantages pour continuer son aménagement touristique » (Délibération municipale du 25/06/1972, registre des délibérations d'Orgnac-l'Aven).

Cette demande atteste du développement touristique de la commune liée à l'exploitation de l'aven, dynamique qui s'est traduite par un certain nombre d'aménagements touristiques à l'échelle de la commune : présence au village de deux hôtels-restaurants (Hôtel de l'Aven et Hôtel des Stalagmites) et d'un camping, d'une piscine municipale, et par le maintien et la modernisation récente de plusieurs commerces au village (4 commerces de proximité et une agence postale), établissements dont la fréquentation tient à la fois à l'aven lui-même et au contexte touristique régional.

D'un point de vue socio-économique, l'exploitation touristique de l'aven représente aujourd'hui l'un des principaux supports de la commune (le second étant la viticulture). A titre d'exemple, le système d'exploitation en régie directe a permis à la municipalité de dégager, en 2005, un excédent de 100.106 euros. Pour avoir une idée plus précise de ce que cette somme peut représenter dans une commune rurale de 341 habitants (recensement de 1999), on peut la rapprocher de la dotation forfaitaire versée par l'Etat, d'un montant de 67.122 € pour la même année 2005.

Aujourd'hui, l'aven d'Orgnac emploie 16 personnes, soit l'équivalent de 11,5 emplois à temps plein. Si l'on y ajoute les employés du musée régional de Préhistoire et des activités annexes, on arrive à un total de 22 emplois permanents sur le site, dont 12 occupés par des habitants d'Orgnac-l'Aven. Cette implication très concrète des habitants de la commune contribue également à l'appropriation de l'aven par la population d'Orgnac. Le poids socio-économique de l'aven induit une grande complémentarité et une solidarité devenues quasi-obligatoires entre la collectivité locale, ses habitants et son principal site touristique.

Etant donné ces premiers éléments de réflexion, on devine aisément les enjeux à la fois socio-économiques mais aussi « symboliques » liés à l'exploitation touristique de l'aven d'Orgnac. A la fois site naturel majeur du fait du caractère majestueux des salles souterraines et de la richesse de ses concrétions, il est aussi un site touristique essentiel, vivier d'emplois et source de revenus majeure pour les habitants de la commune. Ce positionnement central de l'aven, à la fois dans le registre des paysages souterrains remarquables et dans l'espace de vie locale, explique en retour l'adoption d'une politique de protection, également marquée par ce caractère dual. Ainsi, les différentes mesures de protection adoptées visent certes à protéger les différents aspects de l'aven, mais aussi à infléchir le devenir touristique de ce produit. Expressions d'un processus de patrimonialisation, ces mesures de protection et plus encore le contexte de leur maturation, soulignent en retour les différentes utilisations qu'il peut être fait de la dimension patrimoniale d'un site en vue d'orienter son développement touristique.

1. 2. L'utilisation des mesures de protection pour orienter le devenir touristique de l'aven

Graduellement, le site de l'aven d'Orgnac va bénéficier de plusieurs mesures de protection, chacune ayant joué un rôle particulier dans l'orientation de l'activité touristique de ce site.

1. 2. 1. Première mesure de protection : le classement de 1946

En application de loi de 1930 sur la protection des sites, les services de l'architecture, en accord avec le conseil municipal (séance du 15 avril 1945), procèdent au classement de l'aven au titre des monuments naturels et des sites, mesure rendue effective le 25 février 1946. La surface concernée par ce classement correspond aux réseaux karstiques alors connus, soit l'actuelle salle de Joly, les salles rouges et la salle du nord, les parcelles situées en surface faisant alors l'objet d'une inscription (cf. figure II.29, page suivante).

Il est difficile de connaître avec exactitude les motivations de ce classement au titre des sites, les délibérations de la commission départementale des sites n'étant pas disponibles pour toutes les affaires enregistrées avant 1950. Tout au plus peut-on souligner que dans le même temps, un projet de construction d'ordre commercial est projeté à proximité de l'aven, projet suspendu suite au classement du réseau. D'après les échanges archivés en mairie d'Orgnac-l'Aven, ce projet fut principalement porté par la municipalité. Ainsi, le conseil municipal, dès juillet 1947, fait dresser un procès-verbal d'estimation du prix des terrains situés à proximité de l'aven où il est question « *des possibilités d'extension du tourisme* » et de « *construction d'immeubles à usage de café, restaurant, hôtel, villas de plaisance* » (Archives municipales d'Orgnac-l'Aven). Un dossier d'aménagement est rapidement monté, pour être finalement rejeté par les services de l'administration fin août 1949. Dans l'argumentaire justifiant ce rejet, la localisation de ce lotissement dans des parcelles situées à « *l'intérieur d'un site pittoresque inscrit à l'Inventaire* » apparaît en premier plan.

Dans la mesure où l'identification des acteurs porteurs de cette première mesure de protection reste délicate, il serait vain de chercher à faire passer des hypothèses pour des vérités. Est-ce l'administration centrale qui, voulant se prémunir d'un développement non contrôlé de ce site naturel majeur, a initié cette mesure de classement ? Est-ce à la demande de la municipalité qui voyait là un moyen de conférer un certain prestige à ce site touristique, sans pour autant se douter que cela entraverait ses futurs projets d'aménagement ? Le mystère reste entier.

Par contre, une chose est certaine, cette mesure de classement et plus encore les contraintes qui y sont associées, ont infléchi le devenir touristique de ce site touristique, en s'opposant à ce premier projet d'aménagement des abords de l'aven. Garante de l'intégrité du site, cette première mesure va obliger la municipalité à déposer un dossier devant la commission des sites pour chaque projet de construction, que ce soit pour la construction d'un ascenseur dans la cavité (Délibération de la commission des sites du 10/10/1957, archives de la préfecture de l'Ardèche, service de l'environnement), ou encore pour des aménagements de surface telle que la construction d'un abri pour les touristes (Ibid, séance du 20 juin 1961). Au final, l'aménagement touristique de l'aven restera au fil du temps assez minimaliste, se limitant à quelques bâtiments (accueil des touristes, billetterie) avant de faire l'objet d'une refonte au début des années 2000.

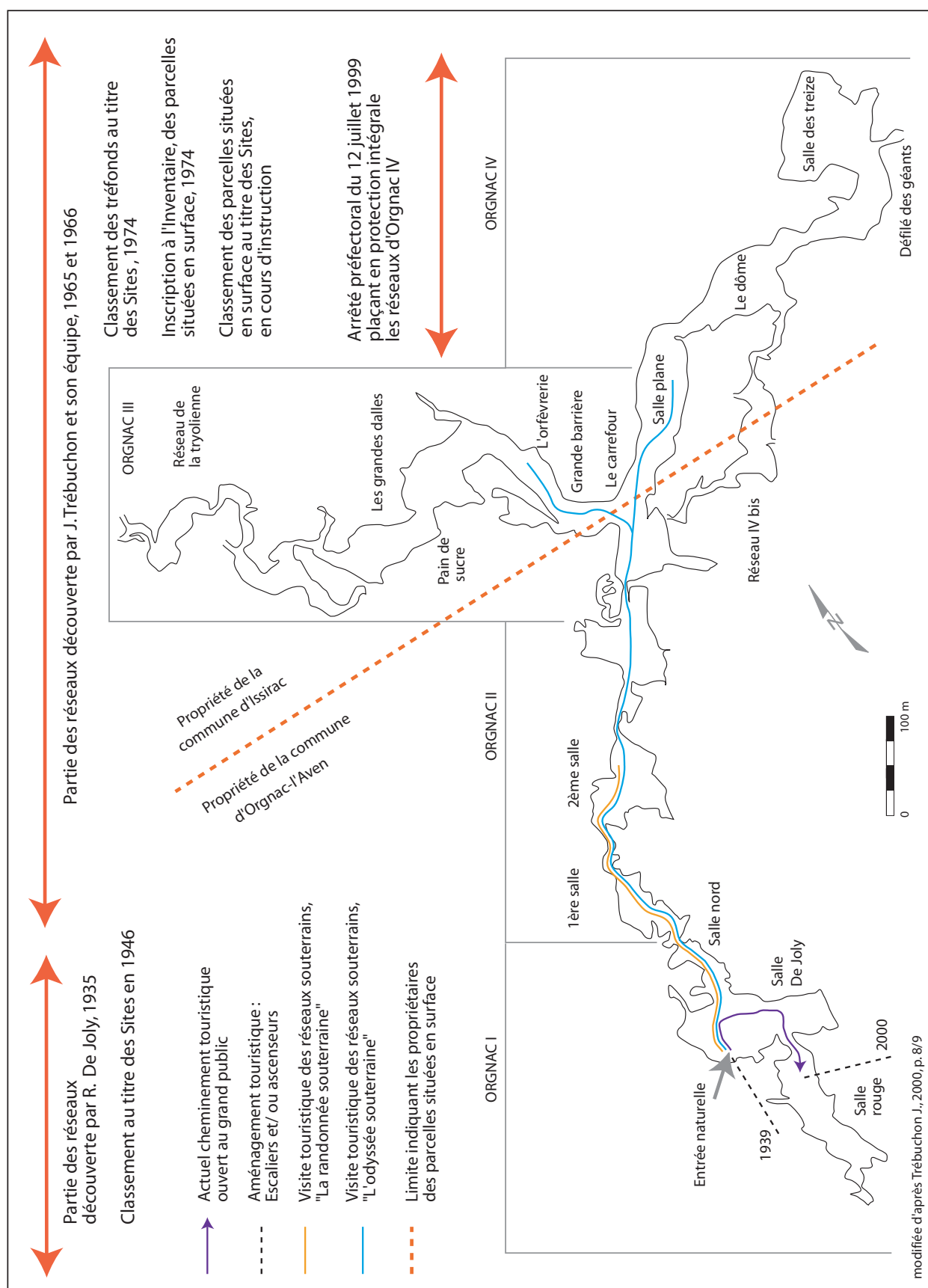


Figure II.29 : Plan général de l'aven d'Orgnac : les différentes étapes dans la découverte des réseaux, aménagements touristiques et mesures de protection

Cette carte souligne des phénomènes de boucles de rétroaction entre les différentes étapes de découverte des réseaux d'Orgnac et l'adoption de nouvelles mesures de protection, chaque nouvelle phase de découverte étant suivie d'une extension des mesures de protection auparavant en vigueur.

1. 2. 2. Découverte des nouveaux réseaux : mobilisation des mesures de classement

Dans les années 1960, la découverte de nouveaux réseaux, par delà la chatière située au fond de la salle nord, amène une relecture du fonctionnement de ce site touristique et l'apparition de nouveaux acteurs, voire une complexification. En 1965, puis 1966 et 1967, Jean Trébuchon et son équipe découvrent les réseaux II, III et IV, multipliant ainsi l'étendue du réseau par cinq (Trébuchon J., 2000, p. 127) et livrant de nouvelles salles toutes plus vastes et plus richement ornées les unes que les autres (cf. figure II.29). En 1967, dans un rapport adressé au maire d'Orgnac-l'Aven par R. De Joly, les potentialités touristiques de ces nouvelles galeries sont évoquées « *il y'a un nombre considérable de sites exceptionnels, et des salles d'un intérêt extraordinaire pour le tourisme. Pour moi qui ai pu voir dans le Monde un très grand nombre de cavernes, je dirai même qu'ORGnac est UNIQUE. (...) Le Nouvel Orgnac ne retire pas l'intérêt que présente la partie découverte par moi en 1935 qui reste AUSSI unique au monde. Les deux cavernes pourront être exploitées simultanément. Le village d'Orgnac sera un site touristique d'exploitation souterraine qui aura dans le futur un intérêt mondial* » (Courrier du 09/05/1967, archives municipales d'Orgnac-l'Aven). Or, qui dit exploitation touristique, dit droit des inventeurs... à partir de ce moment là, un bras de fer musclé s'instaure entre la municipalité d'Orgnac-l'Aven et les inventeurs des nouveaux réseaux d'Orgnac, ces derniers demandant : 1/ à ce que leur statut d'inventeur soit effectivement reconnu, 2/ à être associés à une éventuelle exploitation touristique de l'aven.

Dans le même temps, se pose la question des propriétaires des parcelles situées en surface de ces nouveaux réseaux. Or, le relevé sur le plan cadastral révèle que le principal propriétaire n'est pas le village d'Orgnac-l'Aven mais la commune d'Issirac, commune gardoise voisine, propriétaire à titre privé de bois communaux dans le territoire de compétence de la commune d'Orgnac-l'Aven. L'ensemble des réseaux situés après « Le Carrefour », soit Orgnac III dans sa majorité et Orgnac IV dans son intégralité, appartient à Issirac.

Les discussions entre les inventeurs des nouveaux réseaux et la mairie d'Orgnac-l'Aven étant bloquées, ces derniers se tournent alors vers la municipalité gardoise, laquelle ne tarde pas à comprendre les bénéfices qu'elle pourrait retirer de l'exploitation touristique de ces nouveaux réseaux, lesquels prennent dès 1968 le toponyme de « Gouffre Géant d'Issirac », tout du moins dans les documents officiels émanant de la municipalité gardoise. Ainsi, dans la délibération du conseil municipal du 15/12/1968, il est question de « *l'indemnité d'inventeur du Gouffre Géant d'Issirac* », Trébuchon J., 2000, p. 88. Rapidement, des projets d'exploitation touristique prennent forme... des projets pour le moins démesurés !

Ainsi, un premier projet voit le jour entre la mairie d'Issirac et le site d'exploitation des restaurants de la tour Eiffel, lequel demande à ce qu'un éventuel bail lui donne le droit de faire exécuter tous « *travaux : 1/ d'accès en surface par la construction de routes, esplanades de parking, piste pour atterrissage pour avions ; 2/ d'accès et de circulation au sous-sol au moyen de galeries, tunnels, d'orifices...etc.* », conditions auxquelles s'ajoute la possibilité de procéder en surface à « *l'édification de toutes superstructures et infrastructures nécessaires au développement de l'exploitation et également de camping, sports, loisirs, etc...* » (Courrier daté du 06/07/1969, Trébuchon J., 2000, p. 97).

S'en suit un projet de construction d'une cathédrale ! Dans un courrier du 21/07/1970, le porteur du projet (le Marquis Viaris de Lesegno) souligne « *les répercussions qui découleront du choix d'Issirac, par l'Eglise, pour l'aménagement d'une cathédrale souterraine de caractère mondial, dans les entrailles de la merveille qui se trouve sous la propriété communale* ». Il s'agit ni plus ni moins « *d'assurer la pérennité du souvenir de la chrétienté à travers les temps à venir, en cas de cataclysme atomique* » (Trébuchon J., 2000, p. 109). Ces projets démesurés supposent que

soit ouvert un second accès à la cavité sur les parcelles d'Issirac. Autrement dit, on se retrouverait dans la configuration particulière où un même réseau ferait l'objet de deux formes d'exploitation touristique. Une configuration certes originale mais pas irréalisable ! En effet, ce cas de figure se retrouve aux grottes de Fuilla-Canalettes où pour un même réseau, on note trois grottes touristiques, ces trois entrées étant situées à 500 mètres l'une de l'autre, sur un même versant : la grotte de Cova Bastera, les Grandes Canalettes, les Canalettes (Gauchon C., 1997, p. 149).

Rapidement, la municipalité d'Orgnac-l'Aven perçoit les conséquences à venir de ces différents projets, et craint *« que la création d'une nouvelle entrée à l'extrémité de l'aven, création assortie de l'aménagement d'un ensemble commercial de grosse importance, [ne] risque de créer un élément de concurrence particulièrement préjudiciable à l'exploitation par la commune d'Orgnac et [soit] susceptible par suite de compromettre le rémunération normale des capitaux importants investis par elle dans l'aménagement de l'aven »* (Délibération municipale du 11/01/1970, registre des délibérations d'Orgnac-l'Aven). L'affaire est alors portée devant le Préfet, lequel saisit la commission des sites. Dans un premier temps, la nature du problème est essentiellement juridique : *« le problème est de déterminer si les salles, dites "Orgnac III" et "Orgnac IV", sont également concernées par cette protection [arrêté de classement de 1946]. Dans la négative, il conviendrait, en raison de leur grand intérêt scientifique, de les proposer au classement »* (Délibération de la commission des sites du 01/06/1972, archives de la préfecture de l'Ardèche, service Environnement).

Dès l'été 1972, Philippe Renault, membre du département des Sciences de la Terre de la faculté des Sciences de Lyon présente un rapport sur les conséquences qu'aurait l'ouverture d'un second accès : *« le déséquilibre toucherait la qualité des concrétions dont l'assèchement de l'épiderme provoquerait la formation de microfissurations ; une diminution du taux de gaz carbonique serait également à craindre ; enfin l'éclairage provoquerait un développement de végétaux chlorophylliens parasites qui seraient très dommageable aux concrétions »* (Fonds 1625 W 23, Archives Départementales de l'Ardèche (AD 07)). Deux mois plus tard, le 26/09/1972, M. le ministre de la Protection de la Nature et de l'Environnement ouvre une instance de classement des réseaux III et IV ; cette ouverture de classement, conformément aux dispositions de la loi de 1930, interdit toute modification de l'état des lieux ou de leur aspect pendant une durée de 12 mois sans autorisation préalable du ministère compétent.

Dans le même temps, la commission des sites entreprend de concilier les deux municipalités et, *« considérant qu'il est souhaitable que l'ensemble exceptionnel constitué par les grottes d'Orgnac doit rester d'un seul tenant pour ce qui concerne sa présentation au public, demande qu'une entente soit recherchée entre les communes d'Orgnac et d'Issirac pour que l'exploitation se fasse à partir d'une entrée unique »* (Délibération de la commission des sites du 21/03/1973, fonds 1625 W 23, AD 07).

Il semble que cette voix se soit rapidement faite entendre, ces deux acteurs donnant un avis favorable au projet de classement des tréfonds : dernière partie d'Orgnac II, totalité des réseaux III et IV (Délibération municipale du 03/04/1973 pour Orgnac et du 21/04/1973 pour la commune d'Issirac). Dernier acte de cette période rocambolesque : le 18 octobre 1974, deux arrêtés stipulent simultanément que le tréfonds de l'aven d'Orgnac est classé parmi les sites scientifiques du département de l'Ardèche tandis que les parcelles situées au-dessus de ce tréfonds sont inscrites à l'inventaire supplémentaire des sites, utilisant ainsi une disposition du droit français qui laisse la possibilité de dissocier la surface et les tréfonds d'une parcelle (ou ici d'un ensemble de parcelles).

Chose curieuse, la municipalité d'Issirac ne renonce pas pour autant à ses projets d'aménagement, un nouveau projet d'exploitation touristique des nouveaux réseaux d'Orgnac étant déposé en août 1975 auprès de la commission des sites. Ce sera peine perdue : les mesures de protection actées en 1974 ainsi que la commission des sites jouent leur rôle de garde-fou, cette dernière se prononçant à l'unanimité contre ce projet, au titre que « *le classement a été demandé pour éviter la dégradation de ce site remarquable et que ce classement étant intervenu, il y a à peine deux ans, il serait particulièrement fâcheux qu'une dérogation soit accordée* » (Délibération de la commission des sites du 26/03/1976, fonds 1625 W 23, AD 07). Après dix années de bras de fer entre les deux mairies, un accord est finalement trouvé : par le biais d'une convention signée en 1978, Issirac renonce à toute entreprise unilatérale et percevra en compensation un pourcentage sur les recettes de l'aven d'Orgnac, déduction faite des recettes de l'aven-grotte de La Forestière. Ouvert en 1968, situé à 2 kilomètres à vol d'oiseau au nord-ouest d'Orgnac, ce site touristique est en effet géré par la mairie d'Issirac, propriétaire à titre privé des terrains sur la commune d'Orgnac-l'Aven.

L'adoption de ces nouvelles mesures de protection, et plus encore, le contexte dans lequel elles ont été portées, rédigées puis adoptées, soulignent ici l'utilisation qu'il peut être fait du caractère patrimonial d'un site en vue d'orienter son développement touristique.

En effet, à partir du moment où la commission des sites se saisit de ce dossier, un changement s'effectue dans l'argumentaire de demande de classement de ce site, quant à la finalité à donner à la protection de l'aven : pour la municipalité d'Orgnac-l'Aven, en tant qu'exploitant touristique, il est avant tout question d'empêcher l'ouverture d'un site concurrent à quelques encablures de l'aven d'Orgnac ; pour la commission des sites, responsable de la protection des sites classés, il est avant tout question de protéger le caractère exceptionnel de ce site.

Et, c'est sur ce second registre que la procédure de protection des nouveaux réseaux va se poursuivre, la municipalité d'Orgnac-l'Aven comprenant rapidement tout l'intérêt qu'il y a pour elle à se rallier à ces considérations d'ordre scientifique. Dès lors, cet exemple souligne comment, sous couvert de protéger un site en raison de ces caractéristiques environnementales, il est avant tout question de s'assurer de la pérennité de son activité touristique, ces mesures de protection prenant des airs de protectionnisme ! On voit ici comment des mesures de protection peuvent être mobilisées en vue d'empêcher l'ouverture d'un site touristique concurrent. Or, par un effet rétroactif, il est intéressant de constater que ces mêmes mesures permettront, à l'inverse, de lancer un programme de requalification de l'aven au milieu des années 1990.

1. 2. 3. Opération Grand Site : le volet patrimonial comme outil de requalification du site touristique.

Cette nouvelle étape dans l'histoire touristique de l'aven d'Orgnac résulte d'une combinaison de facteurs pour le moins intéressante, mêlant intérêts locaux et nationaux.

D'un point de vue local, depuis le début des années 1980, l'aven connaît progressivement un essoufflement de sa fréquentation touristique. Cette réalité est immédiatement prise en compte par la municipalité, laquelle demande, dès la fin de l'année 1982, une note de synthèse à un institut de sondage sur la fréquentation de son aven. Cette étude porte alors sur une approche comparative des fréquentations de la grotte de Clamouse (Hérault) et des avens Armand (Lozère) et d'Orgnac. A l'échelle de ces trois sites du tourisme souterrain, le recul marqué depuis le début des années 1980 se vérifie.

En conséquence, la municipalité d'Orgnac-l'Aven décide le réaménagement du circuit touristique de son aven. En ce sens, une demande de travaux est déposée à la commission départementale des sites : il s'agit de créer un belvédère (le texte ne précise pas où), et surtout de procéder au dédoublement du sentier touristique, les touristes employant jusqu'ici le même chemin pour descendre et remonter, croisant en cela les groupes des visites suivantes.

Cette première série d'aménagement marque le début d'une réflexion approfondie sur le devenir de ce site touristique, laquelle se traduira dans les années 1990 par une série d'études de clientèle et de fonctionnement du site touristique, lequel s'est depuis enrichi du musée régional de la préhistoire (ouverture en 1988). Au milieu des années 1990, une remise à niveau des équipements souterrains s'impose : les fortes teneurs en CO₂ enregistrés dans le fond des salles rouges, associées au constat de la pénibilité de la visite pour certaines catégories de touristes (300 marches à la remontée) achève de convaincre la municipalité de lancer une nouvelle série de travaux. Une nouvelle fois, les mesures de classement associées au site l'obligent à déposer un dossier en préfecture et devant la commission des sites.

Or, depuis peu, le ministère en charge de l'environnement, relayé au niveau régional par les DIREN, conduit de nouveaux programmes d'aménagement sur des sites naturels marqués par une forte fréquentation touristique : les Opérations Grand Site (OGS).

Lancées depuis le début des années 1980, les Opérations Grands Sites ont pour objectif majeur d'assurer le maintien (ou la reconstitution) de la qualité de sites « naturels », essentiellement des sites ouverts, tout en assurant un développement local essentiellement axé sur le tourisme. Ce programme se présente donc comme une démarche originale concernant les sites classés, reconnus d'intérêt national voire universel. La loi de 1930 sur les sites classés ne prévoyant pas de mesures d'accompagnement budgétaire pour assurer la restauration et l'entretien des sites, l'Opération Grand Site va permettre de mettre autour de la table l'ensemble des partenaires concernés : collectivités locales et territoriales, services de l'Etat, gestionnaires et utilisateurs. L'OGS se présente avant tout comme une *opération* ; celle-ci vise à corriger certains dysfonctionnements observés sur des sites classés et faisant l'objet de fréquentation touristique considérée comme importante. A ce titre, il ne s'agit pas d'une mesure de protection entraînant son lot de servitudes supplémentaires mais d'un programme de réhabilitation (Duval M., Gauchon G., 2007).

A l'échelle de l'aven d'Orgnac, suite au dossier de réaménagement déposé par la municipalité, la DIREN Rhône-Alpes se saisit de l'instrument OGS pour lancer un programme d'études essentiellement climatologiques dans la cavité. Ces études préalables aboutiront à la signature d'une convention d'OGS en 2000, à l'inauguration du nouveau site en 2003 et à sa labellisation Grand Site en 2004.

A l'inverse de l'OGS des gorges de l'Ardèche qui peine à se réaliser depuis 1989, l'OGS conduite sur le site d'Orgnac se caractérise par sa rapidité d'exécution. Cette spécificité s'explique autant par le nombre réduit d'acteurs en présence, que par un consensus autour des aménagements à réaliser ou encore par les caractéristiques même du site. Ainsi, à la lecture des sites français ayant fait l'objet d'une OGS, l'aven d'Orgnac apparaît comme étant l'un des deux seuls sites fermés à entrée payante. Seule grotte française ayant fait l'objet d'une OGS, ses problématiques d'aménagement diffèrent de celles rencontrées par d'autres sites OGS comme le cirque de Gavarnie, la Vallée de la Clarée, etc., autant de sites ouverts, non payants, confrontés à des problèmes de régulation des flux touristiques.

Cette singularité de l'aven d'Orgnac par rapport aux autres sites ayant fait l'objet d'une OGS renvoie également à la situation géographique particulière de ce site touristique : par un effet miroir, la position de borne territoriale précédemment identifiée (chapitre 2) explique également l'attention portée à la commune d'Orgnac-l'Aven de la part des collectivités territoriales et

des services de l'Etat. Le lancement d'une OGS sur un site *a priori* peu indiqué pour ce genre d'opération témoigne, en partie, du positionnement des acteurs territoriaux (département, région) peu soucieux de voir se développer un angle mort sur leurs confins méridionaux : l'implantation du Musée Régional de la Préhistoire en 1988 ou la participation des conseils généraux et régionaux au financement de l'OGS illustrent cette dynamique. Dès lors, on voit ici comment cette situation géographique reposant sur la dialectique « borne frontière/ contact » joue en la faveur du renouvellement touristique de l'aven d'Ornac, ce qui ne fut pas le cas lors de la mise en place de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche où ce positionnement particulier s'est traduit par une multiplication des acteurs et des conflits.

Etant donné ce contexte particulier, l'OGS conduite à l'aven d'Ornac contraste avec celles effectuées à l'échelle des autres sites français. Il est alors essentiellement question de requalification du site touristique, aussi bien à l'échelle des aménagements intérieurs que des infrastructures touristiques en surface (Gauchon C., Duval M., 2006).

Les différents volets de cette OGS s'articulent alors autour de : 1) la requalification du circuit touristique souterrain : suppression du cheminement pour remonter à la surface et remontée en ascenseur, l'objectif étant d'améliorer la fluidité et de gommer toute forme de pénibilité, 2) la requalification des aménagements en surface : restructuration des bâtiments d'accueil, mise en place d'un volet scientifique, suppression d'une partie des parkings bitumés situés à la verticale des réseaux, 3) la mise en place d'un nouveau circuit de visite associant la visite de l'aven et du musée régional de la préhistoire, lesquels sont pensés conjointement et dépendent de la même billetterie.



Figure II.30 : Les aménagements en surface réalisés dans le cadre de l'Opération Grand Site (2003)

Cette requalification touristique est consacrée en 2004 avec la remise du label « Grand Site de France », lequel certifie que le site est « *préservé et géré suivant les principes du développement durable, conciliant préservation du paysage et de "l'esprit des lieux", qualité de l'accueil du public, participation des habitants et des partenaires à la vie du Grand Site* » (site RGSF, dossier de presse, octobre 2004, p. 5). Ce label est ainsi repris dans les documents de promotion touristique, s'ajoutant à la mention 3 étoiles et/ ou « Vaut le détour », ces deux appellations faisant référence à la distinction décernée par le guide Michelin (figure II.33, page 161).

En terme de dynamique et de stratégie touristique, cette opération donne à l'aven d'Orgnac la possibilité de se différencier des grottes et de tous les sites touristiques environnants en jouant sur l'image « développement durable » et « site scientifique ». En effet, lorsque l'on considère ces différents sites du monde souterrain, on ne peut que constater leur extrême similitude en terme d'image touristique : chacune met en avant le côté grandiose de ses paysages souterrains, toutes proposent le même genre de visite, de commentaires et de sons et lumières. Les actions conduites dans le cadre de cet OGS permettent alors à l'aven d'Orgnac de se positionner dans le registre du développement durable et de devenir peu à peu un site référent en terme d'aménagement touristique des paysages souterrains. Le label « Grand Site de France », comme tout label ou autre stratégie de certification, présente ainsi « *l'avantage de fournir une meilleure information pour les consommateurs sur les prestations ou les services offerts* », tout en « *favorisant un accroissement de la différenciation des produits touristiques* » (Canard F., Ravix J.-T., 2003, p. 247). Actuellement, ce site est ainsi le seul des sept grottes touristiques à présenter un volet scientifique axé autour des paysages karstiques, situé dans l'espace d'accueil du public. Il se différencie en cela de la grotte des Huguenots (volet historique), de la grotte de la Madeleine (présentation des caractéristiques faunistiques et floristiques des gorges de l'Ardèche dans l'enceinte de la maison de la Réserve Naturelle) ou encore de l'aven-grotte de La Forestière et de ses animaux cavernicoles.



Figure II.31 : Affichage d'un volet scientifique dans l'espace d'accueil de l'aven d'Orgnac

Cette stratégie de différenciation et d’affichage d’une dimension patrimoniale autour du fonctionnement et des particularités des paysages karstiques, s’accompagne, depuis 1999, d’un nouveau type de visites dans les réseaux II et III (pour partie seulement). Sous la forme « de randonnée » ou « d’odyssée souterraine » (respectivement 3 et 8 heures), les touristes intéressés, par groupe de 8 et encadrés par un moniteur fédéral, parcourent les réseaux d’Orgnac, revêtus d’un équipement spéléologique complet.

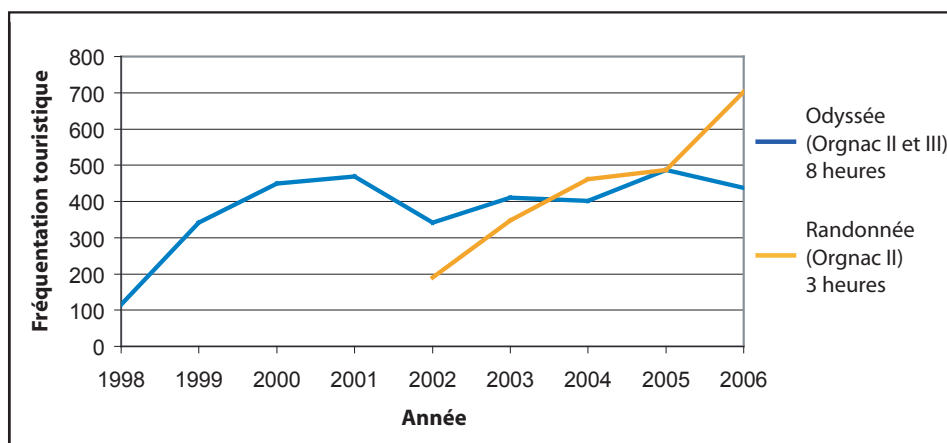


Figure II.32 : Fréquentation touristique des réseaux souterrains non-aménagés de l'aven d'Orgnac, 1998-2006

Ces nouveaux produits, respectivement lancés en 1998 pour l'Odyssée et 2002 pour la Randonnée, viennent compléter l'offre touristique du site d'Orgnac. Il est à noter que le produit « Randonnée », bien que plus récent, dépasse en terme d'entrées touristiques celui de « l'Odyssée ». Ce décrochement renvoie aux caractéristiques même de ce nouveau parcours, plus adapté à une première découverte du milieu souterrain, dans le cadre de sorties familiales sur une demi-journée.

Ces excursions sont régies dans le cadre d'un arrêté préfectoral pris le 12 juillet 1999, lequel régit « l'accès, les visites et les études des réseaux II et III (pour partie) de l'Aven d'Orgnac ». Cet arrêté s'appuie pour commencer sur l'article 12 de la loi de 1930 qui par ailleurs ne prévoit en aucun cas une quelconque réglementation de la fréquentation (texte de l'article 12 de la loi : « Les propriétaires des monuments naturels ou des sites classés ne peuvent ni détruire ni modifier l'état des lieux ou leur aspect, sauf autorisation spéciale donnée par le ministre des beaux-arts, après avis des commissions départementale et supérieure »). L'arrêté se compose de 11 articles, dont les 4 premiers définissent les modalités de fréquentation, qui visent à protéger tout à la fois les réseaux eux-mêmes (nombre de visiteurs, encadrement, balisage du parcours) et les visiteurs (teneur maximale en CO₂ en particulier, sans doute pour éviter un secours qui à son tour porterait préjudice à la cavité). L'article 1^{er} précise que l'arrêté s'applique uniquement aux réseaux II et III (pour partie) « le reste de la cavité non ouverte au public demeurant en protection intégrale ». Ce sont ici les galeries et les salles d'Orgnac IV qui sont concernées, mais de façon tout à fait énigmatique car le verbe « demeurer » ne renvoie à aucun texte antérieur (!) et la « protection intégrale » ne repose sur aucune définition en droit français de l'environnement. En terme d'arbitrage entre mesures de protection et développement touristique, on touche là une des limites de fonctionnement de ce tandem. Excluant toute logique de fréquentation touristique, la primeur est ici donnée à la conservation du milieu (cf. figure II.29, page 152).

Considérant les différentes phases de développement dans l'histoire touristique de l'aven d'Orgnac, ce produit interroge l'articulation, sur un même lieu, d'un tourisme de masse et d'un tourisme de niche. La création de ces parcours cherche alors à répondre à des attentes particulières, orientées vers la découverte du milieu. Cependant, bien que le produit « randonnée » vienne depuis quelques années suppléer l'« Odyssée », parcours souterrain de plus grande envergure, on relève que ces nouvelles pratiques restent peu développées, notamment lorsque l'on considère le volume total de fréquentation du site (environ 1% de la fréquentation touristique totale, soit 3% du chiffre d'affaires).

En ce sens, ce nouveau produit ne peut être considéré comme une alternative au mode de fonctionnement actuel de l'aven d'Orgnac. Tout au plus est-il un moyen de diversifier une offre touristique autour des paysages souterrains, produit touristique par définition rigide et fortement contraint par les conditions physiques du milieu. Il est alors intéressant de constater que cette diversification repose sur une réactualisation des visites du monde souterrain telles qu'elles s'effectuaient au XIX^{ème} siècle, le confort technologique en plus.

En retour, ce produit touristique alimente le positionnement de l'aven d'Orgnac dans un discours davantage orienté vers une découverte « scientifique » du milieu souterrain. Ce souci de mobilisation du caractère patrimonial de l'aven se retrouve dans la promotion touristique réalisée par l'aven, lequel est passé d'un site aux caractéristiques géomorphologiques exceptionnelles à un site touristique alliant à la fois le volet grandiose des paysages souterrains, des aspects historiques avec le musée de la préhistoire et une sensibilisation aux spécificités du monde souterrain avec la découverte encadrée des réseaux II et III. Ceci est particulièrement visible lorsque l'on observe l'évolution des dépliants touristiques dans le temps (cf. figure II.33, page ci-contre), orientations reprises par le site Internet qui contient une rubrique « espace scientifique » très détaillée où il est à la fois question des aspects géomorphologiques de l'aven, de l'étude des sédiments, des concrétions ou de la climatologie des réseaux (www.orgnac.com).

A l'inverse de ce qui a été observé dans les années 1970, on assiste ici à une logique de mobilisation de la dimension patrimoniale en vue de redynamiser l'activité touristique de l'aven. L'affichage du volet patrimonial est ici intégré dans une stratégie globale de re-qualification et de re-positionnement de ce site touristique. S'il est toujours question d'exemplarité, celle-ci renvoie tant à la richesse des paysages souterrains qu'à la gestion touristique qui en est faite. Dans cette perspective, les qualités du gestionnaire, reconnues ici avec l'obtention du label Grand Site de France, alimentent d'elles-mêmes la dynamique touristique. On se situe ici dans une configuration où, suite à l'affichage et la reconnaissance de cette dimension patrimoniale, l'activité touristique s'auto-entretient, dans un système de boucles de rétroaction positives.

1963

Dépliant mettant en avant les qualités esthétiques du concrétionnement de l'Aven.



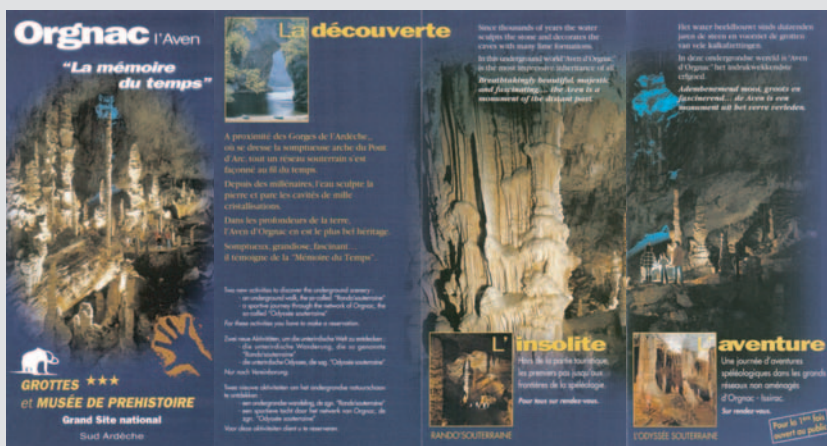
"... L'aménagement de cette caverne qui appartient à la commune d'ORGNAC-L'AVEN (Ardèche) a été dirigé par l'inventeur qui a exploré et visité plus de mille grottes dans le Monde. La visite qui a été rendue très facile pour les touristes leur réserve une succession de coups de théâtre surprenants. La variété dans la forme, la taille et les couleurs des stalagmites est unique au Monde. Les grandes coulées en forme de buffet d'orgue rappellent l'art Khmer. Le grand chaos au proche ogival de 50 mètres de hauteur, les deux piliers blanc et ocre dépassant 20 mètres dans l'immense "Salle Rouge", sont prodigieux. L'AVEN D'ORGNAC ne ressemble à aucune autre cavité."

1980-1990

Inscription de l'Aven dans son contexte local et régional : présentation du village, de ses infrastructures touristiques et des produits locaux, localisation par rapport au Pont d'Arc.

"Situé au Sud des Gorges de l'Ardèche, Orgnac village rassemble toutes les qualités d'un petit paradis où le visiteur ne peut rester insensible aux charmes de la vie ardéchoise. Sa végétation méditerranéenne, dans un univers de roches calcaires, son ensoleillement exceptionnel, son atmosphère transparente permettent de jouir au maximum des loisirs de plein air : baignade, canoë-kayak dans les Gorges de l'Ardèche, circuits pédestres, camping, piscine, boulodrome à Orgnac village. Vous découvrirez la gastronomie locale et dégusterez le cru réputé des vins d'Orgnac, au bouquet savoureux, nectar d'un été plein de soleil."

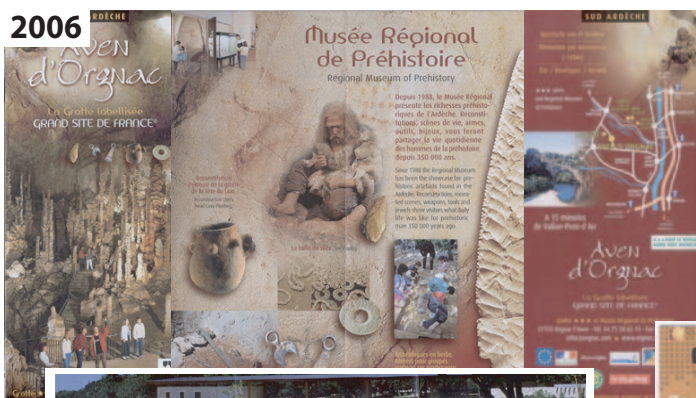
2000



Les nouvelles orientations du site :

- renvoi au musée régional de la préhistoire,
- ouverture des nouveaux réseaux à la visite touristique.

2006



Mise en avant des différents réseaux touristiques :

- La grotte labellisée Grand Site de France,
- Site "Vaut le détour" dans le Guide vert Michelin,
- Site proposé au patrimoine mondial de l'humanité.

L'extérieur du dépliant met l'accent sur le musée de la préhistoire tandis que l'intérieur insiste sur "Un site naturel grandiose".

Edition de brochures supplémentaires pour présenter les nouveaux produits : Randonnée et Odysée souterraine, mise en avant de leur caractère "spéléologique".



Extrait de Biot V., Duval M., Gauchon C., à paraître 2007

Figure II.33 : Evolution des dépliant touristiques de l'aven d'Orgnac (1963-2006)

1. 2. 4. Le dossier Unesco ou comment de potentielles retombées économiques appellent l'extension des mesures de protection

Depuis peu, cette dynamique locale se double d'un processus d'inscription au titre du patrimoine mondial de l'Humanité, le site d'Orgnac faisant partie d'un réseau de 18 cavités inscrit depuis juin 2000 sur la liste indicative défendue par l'Etat français (cf. annexe 3). De manière originale, ce dossier, intitulé Ensemble de grottes à concrétions du Sud de la France, met l'accent sur les propriétés scientifiques du karst, les concrétions étant appréhendées comme des « *témoins exceptionnels du fonctionnement du karst et archives des paléoclimats* ». De manière plus générale, la désignation même de ce dossier souligne l'évolution de la perception des paysages karstiques souterrains, lesquels ne sont plus seulement abordés sous un angle pittoresque et grandiose mais aussi en tant que vecteur d'information de l'histoire de la planète.

A l'échelle de l'aven d'Orgnac, ce dossier s'inscrit dans la continuité du changement opéré avec l'OGS, renforçant le nouveau positionnement patrimonial et touristique de l'aven. Spatialement, ce projet se traduit par une nouvelle demande d'extension des surfaces protégées en 2005-2006, lesquelles, ré-associant la surface et les réseaux souterrains, passeraient de 230 à 390 hectares (cf. figure II.34). En effet, selon les critères de l'UICN, qui expertisera ce dossier pour l'UNESCO, la protection légale dont bénéficiait jusque là l'aven d'Orgnac était insuffisante, et c'est cette exigence de « mise aux normes » qui explique cette nouvelle procédure.

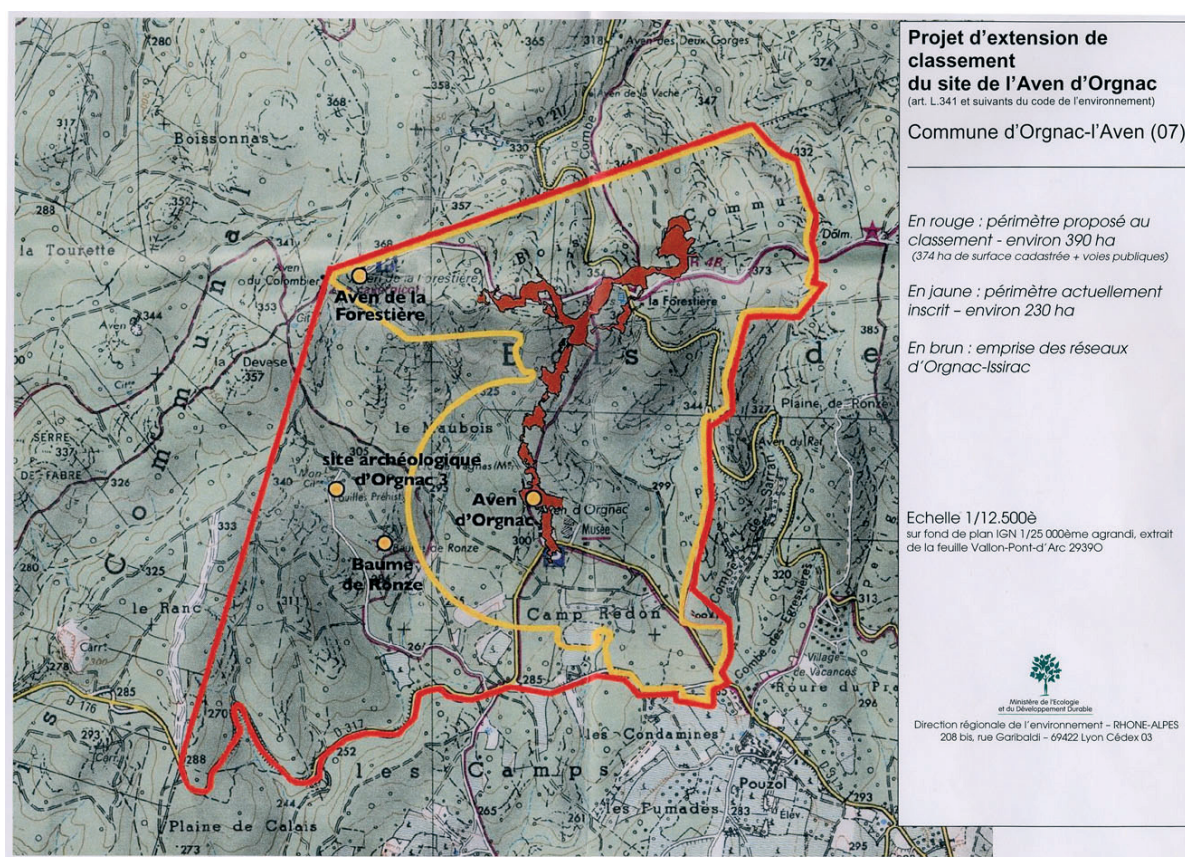


Figure II.34 : Projet d'extension de classement du site de l'Aven d'Orgnac (commentaire dans le texte)

S'appuyant sur le périmètre du site inscrit de 1974, celui-ci est étendu vers l'ouest pour intégrer la Baume de Ronze et Orgnac III, attendu que « *ces deux sites archéologiques dont l'intérêt scientifique, historique et pittoresque est reconnu, sont aussi liés à la compréhension du phénomène géologique de l'aven d'Orgnac et participent à sa mise en valeur* » (Dossier de classement du site de l'aven d'Orgnac, p. 10). De manière originale, une association s'opère ainsi entre un site endo-karstique touristique majeur et des sites exo-karstiques environnants, alors même qu'il n'existe pas

de liens directs entre ces différents objets géographiques : l'objectif ici poursuivi est de garantir une meilleure compréhension d'un paysage karstique.

Ce qui est, pour l'instant, la dernière étape du développement touristique de l'aven met en avant une nouvelle forme de mobilisation du registre patrimonial, ici fortement imbriqué avec le volet touristique autour du label Unesco. Depuis sa création, ce label, a en effet, maintes fois eu l'occasion de démontrer ses « vertus touristiques », la reconnaissance associée à ce label amenant en retour une augmentation de la fréquentation touristique (Paulhiac F., 2003 ; Fayolle Lussac B., 2003 ; Roure J.-L., 2001 ; Lazzarotti O., 2000 ; Grenier C., 1999). Dans cette perspective, à l'échelle de l'aven d'Orgnac, c'est l'obtention escomptée de ce label (et surtout les retombées économiques associées à une telle reconnaissance) qui motive alors l'extension des mesures de protection. Autrement dit, les stratégies de développement touristique commandent ici le développement des mesures de protection (cf. figure II.35).

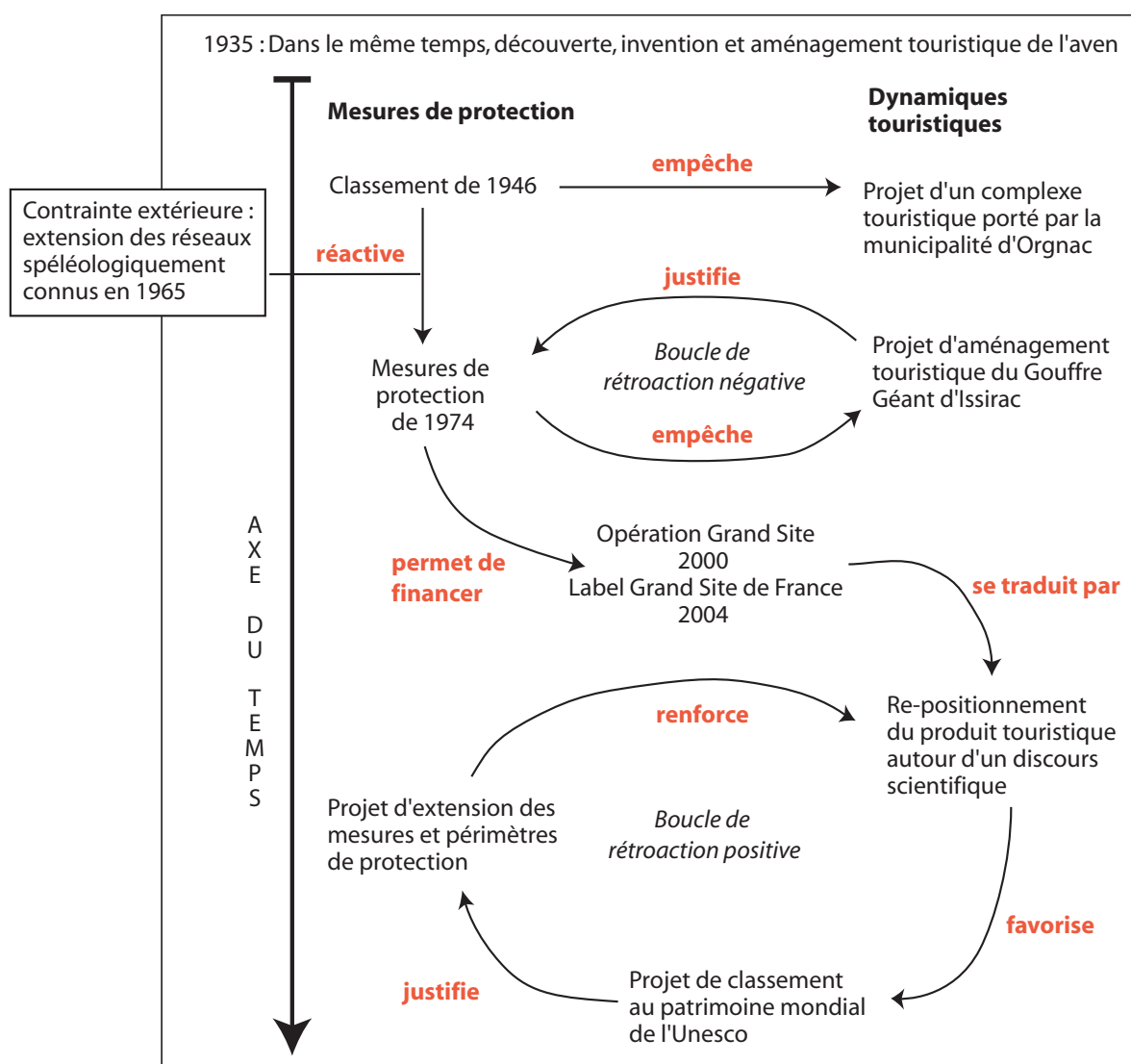


Figure II.35 : Dynamiques patrimoniales et projets d'aménagement de l'aven d'Orgnac (commentaire dans le texte)

Etant donné notre thématique de recherche, l'aven d'Orgnac fait figure de site exceptionnel et ce, à plusieurs titres. Par rapport à d'autres objets étudiés en géographie du tourisme, la trajectoire touristique de l'aven d'Orgnac présente cette particularité de partir d'un « temps zéro » marqué par la concordance de trois phénomènes : la découverte de l'aven, son invention touristique et son aménagement touristique. Au niveau d'Orgnac, la connaissance effective du lieu correspond au

temps de son invention et de sa mise en tourisme, ce qui est rarement le cas pour d'autres lieux touristiques, tels la montagne ou les littoraux où l'historien et le géographe doivent retracer les processus ayant progressivement conduits à leur invention touristique. Pour autant, cette originalité n'est pas propre à l'ensemble des sites karstiques souterrains. Ainsi, l'exemple de Postojna, dans le chapitre 3, où nous avons pu observer qu'avant les débuts d'une exploitation touristique en 1818, la grotte était connue par la population locale et dans les milieux scientifiques et littéraires.

Par ailleurs, compte tenu de notre thématique de recherche, le site d'Orgnac met en avant deux logiques distinctes de mobilisation du volet patrimonial, et ce à trente années d'écart. Dans un premier temps, le classement de 1946, puis l'extension des mesures de classement de 1974 sont opposés à des projets de développement touristique. Dans un second temps, ces mêmes mesures, par un effet rétroactif et une convergence d'intérêts, conduisent à une requalification de ce site touristique, lequel devient par là-même un site de référence en terme de gestion du milieu souterrain. Aujourd'hui, ces nouvelles cartes permettent au site d'Orgnac de jouer un rôle moteur dans le dossier Unesco, lequel s'accompagne d'une nouvelle extension des mesures de classement. Une inscription Unesco qui, si elle aboutit, alimentera en retour le volet touristique de ce site. A ce titre, l'aven d'Orgnac témoigne de processus dialectiques et évolutifs entre des logiques de préservation et de développement touristique, lesquelles se combinent selon les finalités des acteurs en présence.

2. LE POLJÉ DE CERKNICA : ACTIVATION ET MOBILISATION DE LA RESSOURCE PATRIMONIALE DANS LA MISE EN PLACE D'UN PROJET DE TERRITOIRE

Dans le souci de conduire une approche comparative, le poljé de Cerknica nous livre des enseignements complémentaires de ceux observés au niveau de l'aven d'Orgnac. Situé au nord-est de la région « Karst » telle que nous l'avons précédemment définie, il met en avant une mobilisation toute autre des ressorts patrimoniaux en vue d'orienter l'activité touristique d'un espace. Dans ce cas de figure, le volet touristique reste aujourd'hui une activité mineure de cet espace. Avec l'adoption de nouvelles mesures de protection, il est alors question de maîtriser, d'anticiper toute forme de développement touristique potentiel. En ce sens, les mesures de protection adoptées à l'échelle du poljé ont essentiellement un rôle « anticipateur ». Garanties de l'intégrité et du devenir de cet espace, ces mesures de protection apparaissent comme un moyen pour les acteurs locaux de prévenir toute forme de tourisme jugée/ perçue comme inappropriée.

De manière à pouvoir conduire une approche comparative entre l'aven d'Orgnac et le poljé de Cerknica, notre réflexion s'appuiera sur une trame similaire : son invention en tant que curiosité scientifique, les différents projets d'aménagement réalisés et projetés au niveau de ce poljé, lesquels en retour expliquent l'adoption successive de mesures de protection et la mobilisation de ces dernières de manière à prévenir toute forme de développement touristique « inappropriée » tout en ménageant des possibilités d'évolution autour des zones bâties et/ ou économiques.

2. 1. Un phénomène karstique « exemplaire » porté au statut de curiosité scientifique

2. 1. 1. Un poljé « exemplaire »

Le terme de poljé est utilisé en karstologie pour désigner « *une vaste dépression fermée pouvant atteindre plusieurs centaines de km², allongée, présentant une rupture de pente entre le fond plat et les versants, qui sont les plus souvent raides* » (Choppy J., 1985, p. 100) ; « *au*

fond de celles-ci [dépressions] s'ouvrent parfois des avens (gouffres, ponors, katavothres) par où disparaissent les eaux de ruissellement et des torrents. Si l'afflux des eaux est supérieur au débit des gouffres, le poljé est inondé temporairement, ou bien occupé par un lac à niveau variable » (Fénelon P., 1967, p. 58). De ce fait, « le poljé peut être asséché la majeure partie de l'année ou, au contraire, inondé lors de longues périodes pluvieuses » (Salomon J.-N., 2006, pp. 64-65).

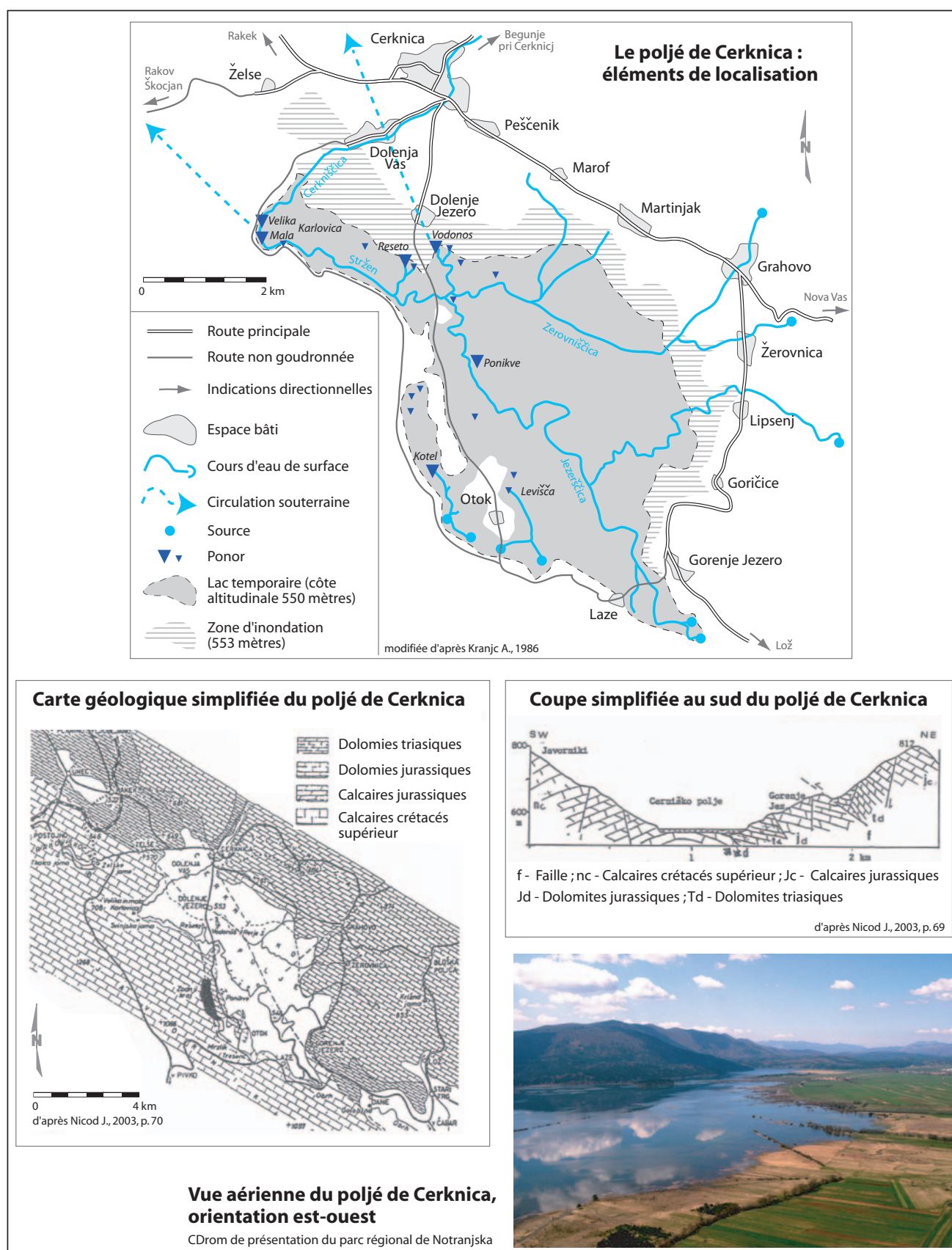


Figure II.36 : Présentation géologique, géomorphologique et géographique du poljé de Cerknica

Le poljé de Cerknica est en ceci exemplaire que ce bassin fermé à fond plat occupe une superficie relativement importante de 38 km², facilement identifiable et repérable entre la montagne dolomitique Slivnica au nord-est (1114 m) et la chaîne des Javorniki, plus calcaire au sud-ouest (point culminant à 1357 m). Alimenté par un ensemble de sources situées au sud et par des cours d'eau situés à l'est et au nord, le volume d'eau du poljé varie selon une alternance saisonnière : le niveau d'eau maximum du lac résulte d'une combinaison entre précipitations maximales et période de fonte des neiges (soit de novembre à avril ; le lac peut alors occuper une superficie allant jusqu'à 27 km²). L'été (de juillet à septembre), le fond du poljé est généralement à sec. Entre ces deux périodes extrêmes, le niveau de l'eau et donc, corrélativement, l'extension de la surface du lac varient selon les précipitations (cf. figure II.36, page précédente).

Ce fonctionnement de « lac temporaire » se retrouve dans les différents toponymes employés pour décrire ce lac : Cirknizer See ou encore Cerkniško jezero, tous deux pouvant se traduire par le « lac de Cerknica ». Son assèchement progressif s'explique alors par l'infiltration des eaux au niveau des ponors (pertes), situés au sud et à l'ouest du poljé, une partie de ces eaux rejoignant à quelques kilomètres de là les eaux de la Pivka au niveau de la grotte de Planina.

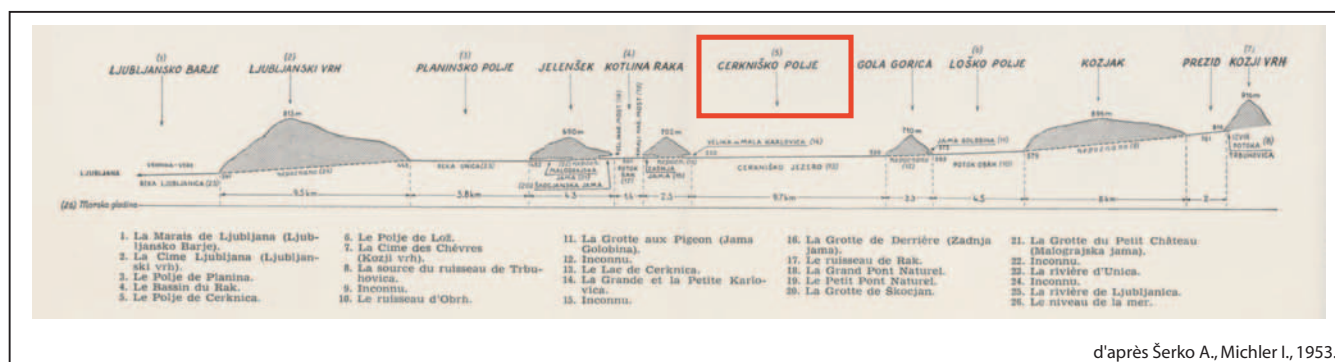


Figure II.37 : Section schématique de la rivière intermittente de Ljubljana : situation du poljé de Cerknica

D'un point de vue hydrologique, le poljé de Cerknica fait parti du bassin versant de la Ljubljana, rivière à éclipses qui prend sa source en Croatie, à quelques mètres du poste frontière avec la Slovénie, pour se jeter en aval dans la Save, elle-même affluent du Danube. Cette coupe met en avant cet étagement entre les différents poljés situés en amont et en aval de celui de Cerknica, respectivement le poljé de Lož et celui de Planina.

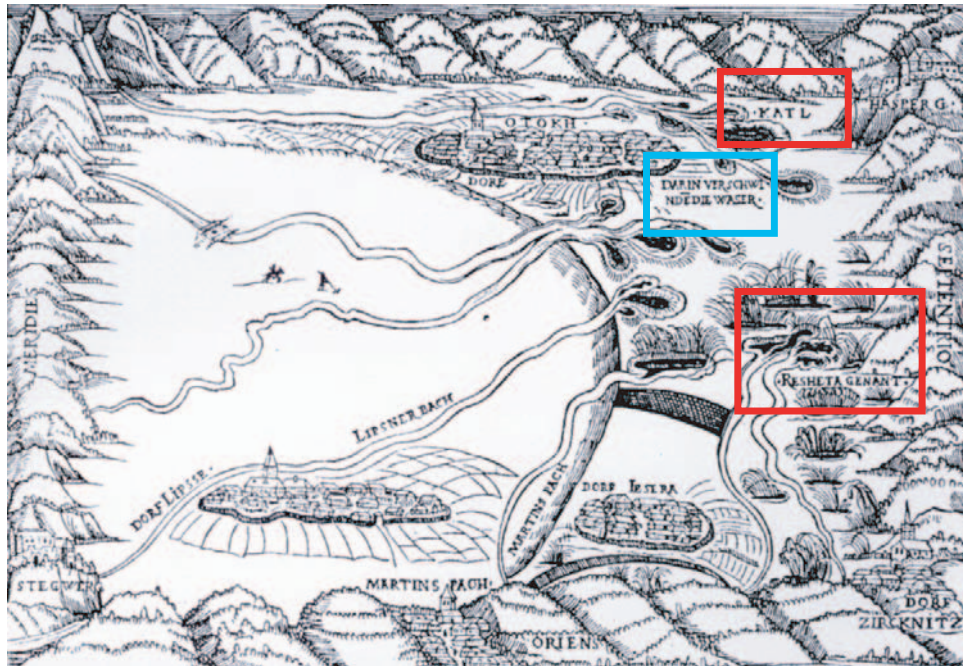
Au final, la disposition de ce site, ses caractéristiques géomorphologiques et hydrogéologiques, son accessibilité font de ce poljé un cas d'école bien souvent donné en exemple dans les cours de karstologie !

2. 1. 2. Une curiosité scientifique

Ces particularités ne semblent pas avoir échappé au regard aguerri des scientifiques qui se sont penchés sur le mystère de ce lac temporaire. Dès l'Antiquité, ce phénomène semble avoir suscité l'intérêt des intellectuels, et le géographe romain Strabon (63 avant JC- 21 après JC) serait vraisemblablement le premier à en avoir mentionné l'existence ainsi que des actions de drainage du poljé en vue d'augmenter les surfaces cultivables (Kranjc A., 2004b). Plus tardivement, le premier récit imprimé relatif au fonctionnement du poljé fut publié en 1537 : sous la forme d'un poème, Georg Leonberger témoigne de son admiration pour ce lac aux apparitions et disparitions mystérieuses.

Peu à peu, ces intellectuels ne se contentent plus de décrire les particularités de ce lac, mais cherchent à en comprendre le fonctionnement : dès le milieu du XVI^{ème} siècle, le phénomène des ponors donne lieu à des représentations cartographiques (cf. figure II.38).

XVI^{ème} siècle



1551 : gravure de Wernher, d'après Kranjc A., 1986.

Cette figure témoigne d'une connaissance du mode de fonctionnement du poljé.

A ce titre, les ponors Rešeto et Kotel (respectivement Resheta et Kalt) sont figurés (ici encadrés en rouge) avec la mention "Darin verschwinde die Waser" : là-dedans se perd l'eau (encadré bleu).

Un siècle plus tard, J. W. Valvasor (1689) publie une explication plus élaborée dans laquelle il précise les modalités de remplissage et de vidange du lac, ainsi que le rôle des sources et ponors.

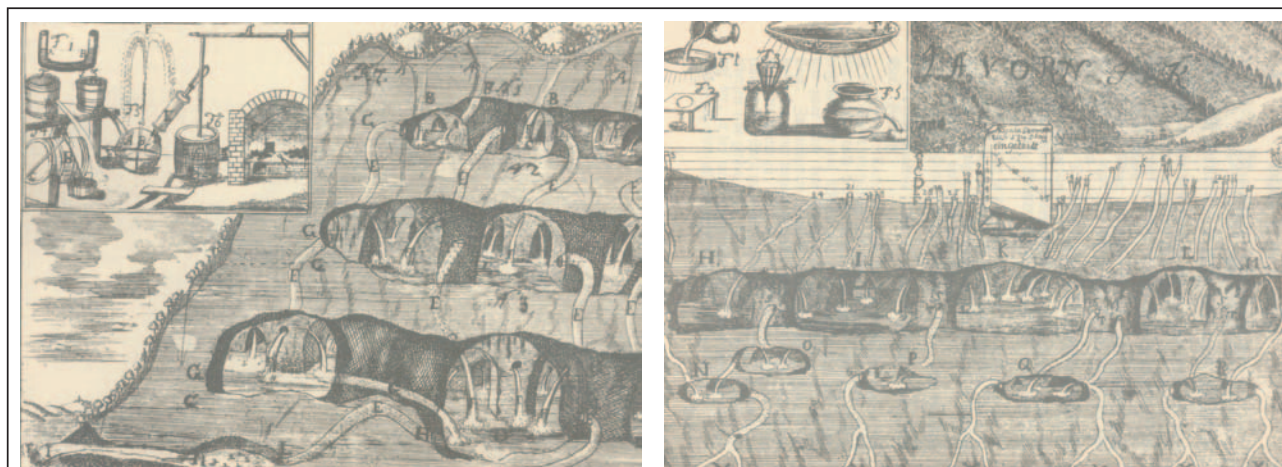


1689 : représentation du lac de Cerknica, J. W. Valvasor

L'auteur fait figurer la principale source "Mah Oberch" (en bleu) et les ponors "Mala" et "Velka Karloviza" (en rouge), témoignant en cela d'une connaissance approfondie du fonctionnement du lac.

Figure II.38 : Premières représentations du poljé de Cerknica et mise en avant des modalités de fonctionnement du poljé, XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles

S'appuyant sur ces premières considérations, F. A. Steinberg, dans son ouvrage consacré au poljé de Cerknica (1758), propose une série de schémas explicatifs, mêlant observations directes et expériences avec différents objets : à l'aide de cruches, tonneaux et entonnoirs, celui-ci donne à voir les modalités de remplissage du lac, mettant en avant le rôle prépondérant des précipitations (cf. figure II.39). En ce sens, il illustre de manière pratique les idées développées dix années auparavant par J.A. Nagel (1748), lequel avait, le premier, supposé le rôle majeur du ratio entre les eaux entrantes et les eaux sortantes dans le niveau de remplissage du lac.



Steinberg F. A., 1758, p. 27 et p. 83

Ces expériences dénotent une intelligence quant à la compréhension des modalités de fonctionnement du poljé. On relève chez les scientifiques de l'époque une certaine ingéniosité et une multiplication des hypothèses de fonctionnement de cet objet karstique. Ces gravures mettent également en relief l'intérêt suscité par les paysages karstiques auprès de la communauté scientifique européenne.

Figure II.39 : Plans d'expériences visant à comprendre le fonctionnement du poljé de Cerknica (milieu du XVIII^{ème} siècle)

Dépassant cette première approche hydrologique du poljé de Cerknica, Steinberg évoque très rapidement les autres volets du lac, abordant les différentes utilisations qui sont faites de ce site particulier : pratiques de la chasse, de la pêche et de l'agriculture en un même endroit.

Figure II.40 : Représentation des activités dans le fond du poljé (1758). Gravure de Steinberg F. A., p. 116.



Cette gravure fait figurer à la fois des pratiques de chasse et de pêche, sur un fond de champs cultivés, témoignant en cela de la fertilité des terres du poljé.

Au-delà d'un premier aspect anecdotique, cette figure met en avant la complémentarité des activités autour du poljé, ce qui explique en retour l'ancrage de ce dernier dans l'espace populaire et social : nourrissant son homme en chaque saison, il s'inscrit au cœur d'un système de production. Ce positionnement particulier du poljé dans l'espace local est un des facteurs qui, de manière implicite, alimentera les jeux d'acteurs lors des projets d'aménagement du poljé au cours du XX^{ème} siècle (cf. même chapitre, parties 2. 2. et 2. 3.).

Pour autant, il semble que B. Hacquet (1778) fut le premier à situer le poljé dans son environnement socio-économique, en s'interrogeant notamment sur les apports économiques qu'il constitue. En effet, l'exploitation agricole des terrains fertiles situés au fond du poljé est une source importante de revenus pour cette époque. Or, les phénomènes d'inondations sont nombreux, mettant à mal un système d'exploitation basé sur cette alternance de période sèche/période inondée. Il émet alors un ensemble de propositions visant à drainer le fond du lac, en vue d'atténuer ces épisodes désastreux. Les sources ne disent pas si ces propositions furent suivies de mesures effectives.

Quoiqu'il en soit, à partir de cette période, le lac de Cerknica fit l'objet de plusieurs projets d'aménagement : projets de drainage et d'assèchement en vue d'augmenter les surfaces agricoles, ou, à l'inverse, projets de captages et de lac permanent pour produire de l'hydro-électricité dans un premier temps, pour créer un complexe touristique dans un second temps.

A leur échelle, ces différents projets ont marqué ce territoire, et plus encore la conscience collective des acteurs locaux. Leur présentation rapide permettra au lecteur de mieux comprendre la construction progressive d'une valeur patrimoniale et l'utilisation actuelle de cette dernière pour contrôler toute forme de développement touristique au niveau du poljé.

2. 2. Projets d'aménagements

2. 2. 1. Projets d'assèchement du lac pour les besoins de l'agriculture

Au début du XIX^{ème} siècle, l'ensemble de l'Europe connut un développement démographique important. Il s'agissait de trouver de nouvelles terres agricoles afin de subvenir aux besoins alimentaires de chacun. Dans la région du karst, les regards se tournèrent vers le lac de Cerknica, au fond plat et fertile. Rapidement, diverses suggestions et plans d'aménagement apparurent : de manière ponctuelle et locale, les habitants y virent un intérêt pour augmenter le rendement de leurs terres ; les autorités, quant à elles, perçurent là un moyen de maintenir l'ordre en s'assurant que chacun mangeait à sa faim. A. Schaffenrath, ingénieur du district de Postojna, émit une première proposition au début du XIX^{ème} siècle, reprise et développée par A. Schmidl une quarantaine d'années plus tard (Kranjc A., 2004b).

Le plan de R. Vicentini (1875) témoignait d'une vue d'ensemble du fonctionnement hydrogéologique du bassin versant de la Ljubljana : ce projet d'aménagement prenait alors en considération à la fois le poljé de Cerknica, les poljés situés aux alentours et la lande courant jusqu'à Ljubljana. Conscient des difficultés qu'il y aurait à assécher complètement le lac, Vicentini proposa d'en réduire la superficie en agrandissant le volume des ponors, de manière à augmenter le volume des écoulements par rapport aux précipitations importantes dans cette région (fonds d'archives de l'Institut du Karst de Postojna).

Cependant, les habitants de l'actuelle capitale slovène redoutant une augmentation des inondations si ce système de poljé venait à être partiellement asséché, s'opposèrent au projet. Nouvelle opposition dix années plus tard, lorsque l'ingénieur W. Putick, après trois années d'étude, prit en considération l'ensemble du système, du poljé de Loško à celui de Cerknica, à celui de Planina et aux sources de la Ljubljana (Putick W., 1888, 1889a). Seuls quelques aménagements furent réalisés au niveau des ponors ; ils auront comme effet un allongement de la période sèche et un abaissement du niveau de l'eau lors des inondations, sans pour autant modifier le fonctionnement du lac.

Au début du XX^{ème} siècle, la population locale s'organisa au sein d'une « coopérative de l'eau », qui avait comme objectif majeur de poursuivre les travaux préconisés dans l'étude de Putick en vue de limiter les inondations fréquentes dans champs (Smrekar A., 2002). Soutenus par des fonds publics, ils procédèrent à l'élargissement des ponceaux les plus importants, dont les entrées respectives furent protégées par des grilles en fer afin d'éviter l'engorgement des conduits. Au niveau du poljé même, ils creusèrent de nouveaux siphons, élargirent les plus importants cours d'eau ainsi que leurs affluents. Ces travaux donnèrent lieu à quelques satisfactions : les inondations catastrophiques furent modérées ; les eaux moyennes et hautes s'écoulèrent plus rapidement ; de l'herbe grasse commença à pousser, conduisant à une amélioration des terres. Pour autant, on était encore loin de parvenir à l'assèchement du lac !

La municipalité de Cerknica se situant, coté slovène, à la limite de la frontière italo-slovène lors de la période d'occupation italienne, deux projets prirent partiellement en compte le poljé de Cerknica, en le positionnant cette fois par rapport au bassin versant de la Reka : celui de A. Hočevan (1940) mais plus encore celui de Tortolino (1943). Ainsi, ce dernier proposait un drainage total de toute la région allant de Planina jusqu'à Trieste : Le plan général pour les rivières d'Unica, Pivka, Vipava, depuis Planina jusqu'à la mer (fonds d'archives de l'Institut du Karst de Postojna).

2. 2. 2. Projets de lacs permanents pour la production d'hydro-électricité et le développement d'un complexe touristique

A ces projets d'assèchement du lac se substituèrent progressivement des projets de lacs permanents dans le fond du poljé, en vue d'alimenter des usines hydro-électriques. Peu à peu, les populations locales qui jusqu'ici s'étaient fortement investies dans l'aménagement du poljé, allaient se retrouver supplantées par les autorités supérieures, commanditaires et acteurs porteurs de ces projets d'envergure. Dès lors, ce changement de registre assèchement/ lac permanent, se doubla d'un changement d'échelle dans les acteurs investis dans la gestion de ce territoire local/national. Cette translation au premier abord insignifiante apparaît néanmoins comme l'un des ferments de l'attitude qu'observent aujourd'hui les acteurs locaux face aux échelons administratifs supérieurs et de leur conception des mesures de protection de la nature comme autant de moyens de garder la main sur le devenir de leur territoire.

Dès 1912, F. Schenkel publiait à Vienne une étude « Karstgebiete und seine Wasserkräfte » (littéralement, la région du karst et ses forces hydrauliques), dans laquelle il proposait une accumulation dans le poljé de Cerknica. Cette proposition fut reprise et largement développée suite à la seconde guerre mondiale où, l'agriculture privée devenant une part de l'activité économique de plus en plus faible, les regards se tournèrent progressivement vers des branches plus rentables de l'économie, notamment la production d'houille blanche.

Dans l'étude de F. Jenko et compagnie (1954), les auteurs planifiaient des travaux majeurs : deux lacs d'accumulation, station hydro-électrique, amélioration du drainage du poljé (2.400 ha). Ces travaux prévisionnels incluaient la construction d'un rideau d'étanchéité sous Cerknica, des canaux de drainage en surface le long du poljé et un tunnel entre le poljé de Cerknica et celui de Planina afin d'accroître la puissance des débits (cf. figure II.41).

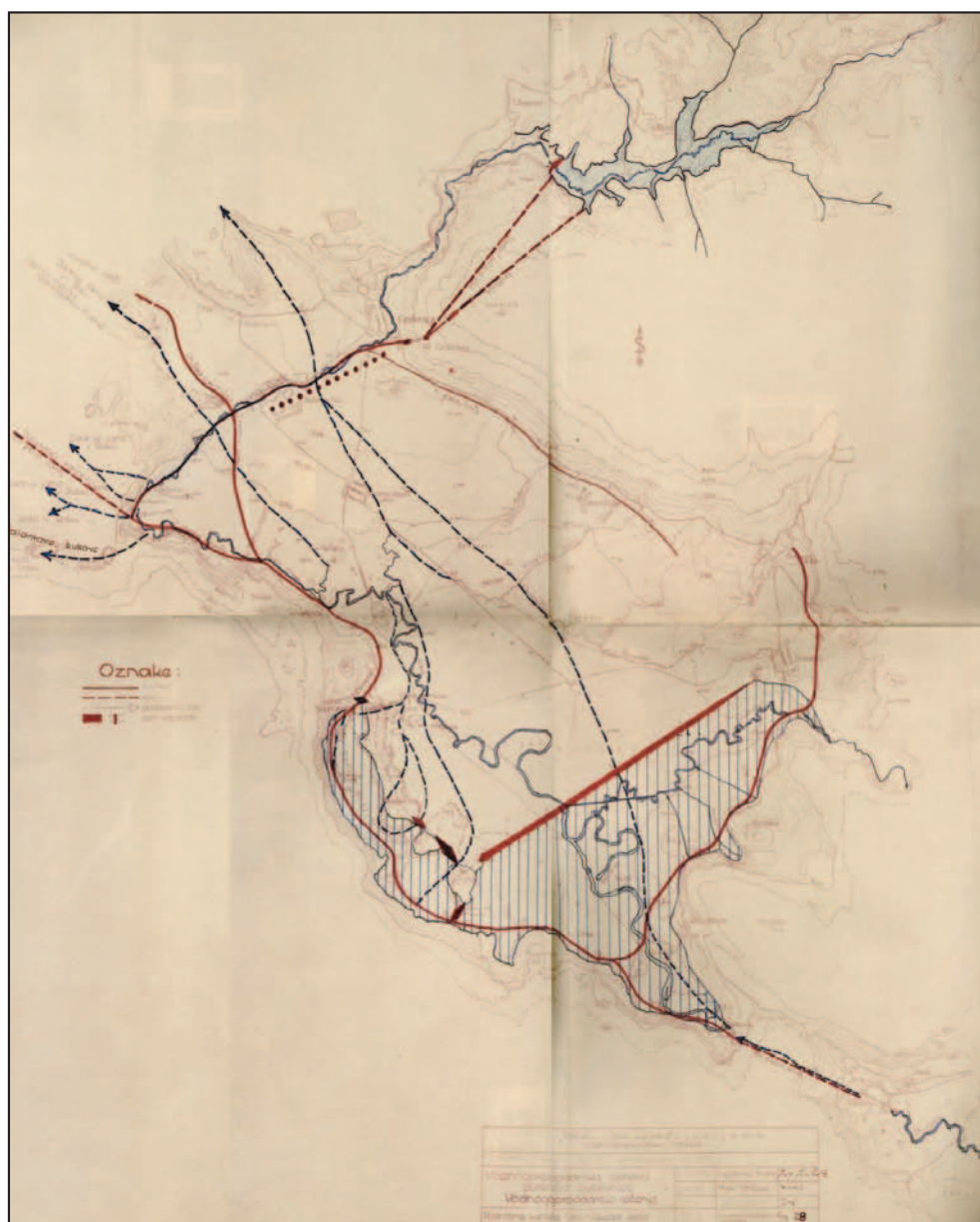


Figure II.41 : Projet d'aménagement d'un lac permanent au niveau de Cerknica (Jenko F., Mrak T., Cadež N., 1954)

Il est alors question de procéder à la construction d'une digue en terre (trait rouge continu) en vue de bloquer les écoulements dans la partie amont du lac et de créer un lac permanent (surface bleu hachurée), de percer des galeries souterraines afin d'augmenter les débits en aval (trait rouge en pointillés), tout en tenant compte des écoulements souterrains (trait bleu en pointillé). Ces derniers auraient été partiellement récupérés avec la réalisation d'injection de béton visant à limiter cette perte de la ressource en eau (points rouges alignés).

Dès 1965, F. Jenko est revenu, dans une seconde étude, sur les propositions évoquées précédemment et a conclu que la régulation globale du poljé relève de l'utopie. Sans toutefois abandonner l'idée d'un lac permanent, il a réorienté ce projet vers le tourisme. Des tests furent conduits pendant trois années : quelques ponors ont été complètement fermés, la partie basse de l'entrée du principal ponor a été fermée par un mur (Velika Karlovica), un tunnel de 30 m de long, de 3.7 m de diamètre fut creusé afin d'améliorer la régulation du niveau d'eau du lac. Ponctuellement, ces différents aménagements eurent des effets sur le régime hydrologique général du lac mais pour autant, le lac continuait de se vider.



Août 2005

Dans les années 1970, les ingénieurs en charge du projet avaient dressé un mur de 2 mètres de haut devant l'entrée naturelle du ponor, située en contre-bas où seules les hautes eaux pouvaient s'écouler (ce mur fut détruit dans les années 1980). Ici, il s'agit du tunnel artificiel creusé pour accélérer l'écoulement des eaux en cas de montée inattendue du niveau du lac.

Le cliché de droite montre un abandon dans l'entretien de l'entrée de ce tunnel : la grille prévue pour fermer le tunnel est bloquée, le fond du tunnel est envahi par la boue.

Figure II.42 : Projet de lac permanent sur le site du poljé de Cerknica (1960-1970) : traces des aménagements réalisés au niveau d'un des principaux ponors (Velika Karlovica), Août 2005

En dépit de cette expérience sans succès, le poljé de Cerknica fut inclus dans un projet touristique ambitieux, The Upper Adriatic Project, soit le projet de la « Haute Adriatique ». Ce vaste projet d'aménagement (ou tout du moins son argumentaire), daté de 1972 et porté par le gouvernement fédéral de Yougoslavie, comporte de nombreuses similitudes avec les projets d'équipements touristiques autour des gorges de l'Ardèche que nous avons eu l'occasion d'évoquer dans le précédent chapitre.

Partant des observations selon lesquelles les axes touristiques majeurs des Balkans et de l'Europe de l'Est s'organisent selon une orientation nord/ sud (pays germaniques/ Balkans) et ouest/ est (Italie/ Hongrie), la position de carrefour du lac de Cerknica est soulignée. Ce projet d'aménagement vise alors à capter les flux touristiques traversant cet espace, tout en développant une offre touristique complémentaire liant à la fois tourisme de transit, tourisme de résidence, tourisme d'excursion, tourisme de week-end, tourisme de congrès et tourisme scolaire.

Autour du lac, un aménagement global de 1000 lits touristiques est prévu à court terme, l'objectif étant de porter cette capacité à 10.000 lits dans les 10 années à venir. Ce projet prévoit une répartition de ces lits et infrastructures touristiques en trois pôles distincts (pp. 28-30) :

- A : L'aire de Dolenje jezero – Dolenja vas – Cerknica : un tourisme populaire,
- B : Gorica – Klinji vrh : un centre sportif,
- C : Otok : tourisme de haut standing.

Descriptif des aménagements prévus au niveau du lac de Cerknica (cf. figure II.43)

Source : Berdajs J. et al., 1972

Zone A : L'aire de Dolenje jezero – Dolenja vas – Cerknica : un tourisme populaire

- Type d'hébergements touristiques prévus : hôtel, motel, pension qui seront construits derrière le village de Dolenje jezero,
- les berges n'étant pas bonnes, il faudra construire des pontons et des quais artificiels,
- au-delà de ces berges, construction d'un centre de sport (golf, centre équestre). Ces infrastructures sportives seront regroupées dans un terrain sportif,
- Un secteur sera réservé pour les installations de restauration : restaurants traditionnels, auberges, ainsi que pour les magasins, des espaces culturels avec des galeries, des séminaires...etc.
- Au niveau de Dolenja vas, création d'un camping, des chemins de randonnées, à pied, en jeep, chiens de traîneaux pour l'hiver. Espace de baignade et création de plages artificielles, terrains de tir à l'arc, etc.
- Entre Cerknica et cette zone A, maintien de l'activité agricole, dénommée « bande végétale »
- Ces aménagements prendront la forme d'une architecture concentrée, sous la forme d'immeubles à des hauteurs variées, lesquels ne devront pas dépasser 2/ 3 étages aux abords des berges.

Zone B : Gorica – Klinji vrh : un centre sportif

- Aménagement de berges artificielles pour les sports nautiques et notamment pour la baignade ; celles-ci seront pensées de manière à pouvoir accueillir jusqu'à 2000 baigneurs en même temps.
- Construction d'un centre d'accueil pour les visiteurs, d'une marina et d'une piscine couverte pour l'hiver. Construction d'autres terrains sportifs : tennis, badminton, bowling et autres jeux de balles. La présence d'auberges, de magasins. Un centre d'équitation ou de dressage de chiens. Construction de piste de ski juste derrière Klinji vrh, des bateaux pour pouvoir aller sur la glace. Derrière ce centre, la possibilité de créer de nombreux chemins de randonnées pédestres, équestres ; aires de pique-nique. Emplacement prévu pour un camping de 100 places, d'une superficie de 2ha. Construction d'un musée du karst et présentation d'une galerie ouverte.
- Centre nautique

Zone C : Otok : tourisme de haut standing

- Projet de transformer le village en village touristique,
- Aménager des espaces de loisirs et de récréation,
- Présence d'activités nautiques sur les berges avec son lot de snacks-bar, toilettes, pontons, quais, piscine, restaurants...
- Infrastructures qu'il sera nécessaire de réaliser au niveau d'Otok :
 - a) des auberges, des restaurants de luxe, des restaurants spécialisés,
 - b) des magasins : épicerie fine, pharmacie, supermarché, magasins spécialisés dans les articles de sport, souvenirs, matériel de photo,
 - c) un volet culturel : salle de séminaire, conférence, bibliothèque, salle de danse, boîtes de nuit
 - d) entretien : local d'entretien pour les bateaux.

Chose surprenante, dans le même temps, des mesures de protection de certaines zones du poljé sont prévues. L'exemple de Cerknica vient alors confirmer le caractère co-constitutif des processus de patrimonialisation d'espaces dits « naturels » et de développement touristique. En même temps que sont pensées des mesures d'aménagements touristiques conséquentes, des dispositions sont prises pour créer et préserver « des écrans paysagers », ressorts majeurs de la fréquentation touristique de ces espaces... une logique de zonage typiquement française, notamment appliquée lors de l'aménagement du golfe du Lion : « *entre septembre et décembre 1963 est établi le plan directeur d'aménagement du littoral qui prévoit de répartir l'accueil d'un million d'estivants sur six unités touristiques séparées par des espaces naturels protégés* » (Sagnes J., 2001, p. 37) .

Autour du poljé, le classement de deux espaces en réserve naturelle est demandé où il sera, de manière générale, interdit de bâtir, de couper du bois, de modifier les cours d'eau, de chasser, d'utiliser des machines forestières pendant les périodes de reproduction des oiseaux, l'ensemble de ces dispositions étant renforcé de manière ponctuelle par l'interdiction de détruire des nids, d'utiliser des bateaux à moteurs, de pratiquer la pêche pendant la période de reproduction des poissons. D'après les informations recueillies, ces deux réserves étaient prévues à hauteur du village d'Otok. Si ces dispositions trouvent un certain écho auprès de la population locale qui peu à peu se mobilise contre ces projets imposés par les autorités supérieures, ces dernières ne donneront pas lieu à des classements spécifiques.

Par la suite, un dernier projet d'aménagement, une nouvelle fois tourné vers la production d'hydro-électricité, voit le jour en 1983 (projet Breznik). Il s'agit alors d'accumuler suffisamment d'eau dans les poljés de Cerknica et de Planina à la fois pour assurer le fonctionnement de centrales hydro-électriques et dans le même temps, augmenter les volumes d'eau de la Ljubljanska et de la Save de manière à refroidir ces cours d'eau échauffés lors des périodes estivales avec la présence d'une centrale nucléaire, située à Krško (Smrekar A., 2002).

Bien que ces projets n'aient jamais donné lieu à des réalisations tangibles (si ce n'est les quelques aménagements au niveau des ponts), ces derniers ont fortement marqué les esprits, créant progressivement des tensions entre les acteurs locaux et les échelons administratifs supérieurs. Et, c'est dans ce contexte d'opposition à des projets venus des sphères supérieures qu'émerge progressivement le projet de créer un parc régional.

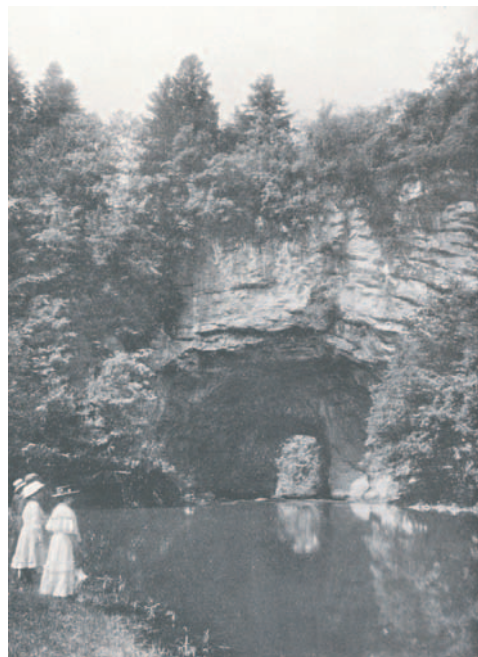
2. 3. Le parc régional de Notranjska

2. 3. 1. Les temps forts de cette création

Chronologiquement, la première trace de ce que deviendra ce parc peut être datée de 1949, date de création du « Parc de Paysage » autour de Rakov Škocjan (Krajski Park). Cet ensemble paysager karstique, alliant rivière à éclipses, grotte, arche naturelle, semble avoir joué un certain rôle dans l'invention touristique des paysages karstiques slovènes, dès la fin du XIX^{ème} siècle. A ce titre, on peut voir plusieurs gravures représentant des visiteurs au fond des dolines d'effondrement ou à proximité de l'arche naturelle (cf. figure II.44, page suivante).



Ces photographies fonctionnent comme des marqueurs temporels et attestent de l'invention touristique de ces paysages karstiques à la charnière des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles.



Extraites de Perko G. A., 1910, pp. 74-75

Figure II.44 : Visiteurs photographiés dans les paysages de Rakov Škocjan (1910)

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, celui-ci fait alors l'objet de mesures de protection avec l'élaboration d'un « Parc de Paysage ». A ce titre, c'est le premier ensemble paysager slovène à faire l'objet de ce type de protection, le Triglav ayant été classé comme parc national en 1924 et non comme parc de paysage. Aujourd'hui obsolète, cette réglementation s'accompagnait de quelques mesures de restrictions, notamment en matière de construction. Cette disposition permettait ainsi de bloquer tout projet d'aménagements hydro-électriques, attendu que ces derniers prévoyaient de modifier l'ensemble du bassin versant de la Ljubljana.

Néanmoins, la disparité des sources ne nous permet pas d'établir un lien direct entre l'adoption de cette mesure de protection et les projets d'aménagements hydrauliques aux environs de Cerknica. Seule la proximité entre ces différentes dates nous permet d'avancer ce qui reste encore aujourd'hui une hypothèse à approfondir.

Cette logique de protection sera réactivée au début des années 1980 sous la forme de manifestations et pétitions contre le projet d'aménagement hydro-électriques de Breznik, et prendra la forme concrète d'un projet de réserve de biosphère, mesure de protection lancée par l'Unesco depuis les années 1970. Ainsi, au début des années 1990, un programme Man And Biosphere (MAB) est lancé, en partenariat avec des scientifiques néerlandais, sous le vocable de « Regional Park – Notranjski Park » (Berce-Bratko B., 1994).

En raison des caractéristiques géomorphologiques, du fonctionnement des éco-systèmes et des richesses faunistiques et floristiques de ces paysages karstiques, ce programme propose un périmètre général relativement important de 1672 km², comprenant en partie les quatre municipalités de Logatec, Cerknica, Postojna et Ilirska Bistrica. Il recoupe la partie Est de la région du Karst telle que définie dans le cadre de notre recherche (cf. figure II.45).

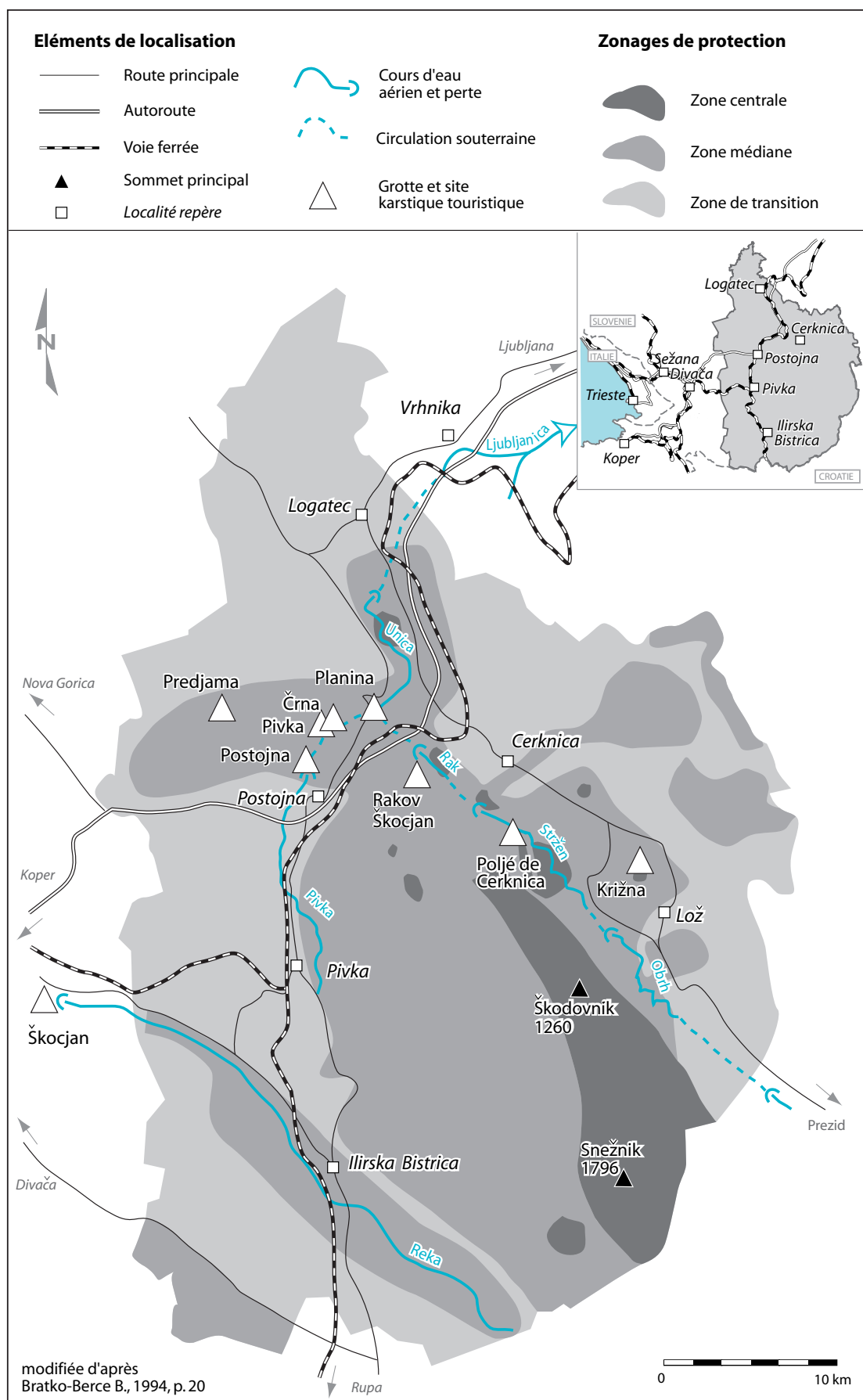


Figure II.45 : Zonage du parc régional « Notranjski Karst » (1994) : différenciation des aires de protection (commentaire dans le texte)

A l'intérieur de ce périmètre, une sub-division est pensée, différenciant des zones centrales, médianes et de transition. A chacune de ces zones correspond une réglementation particulière, selon un gradient plus ou moins permissif.

Ainsi, les zones centrales se définissent selon des objectifs de conservation ; il est alors question de perturber le moins possible les écosystèmes identifiés. Cet objectif de conservation justifie en retour le caractère disjoint de ces premières zones, lesquelles protègent localement les milieux identifiés comme fragiles et vulnérables. Cette approche spatiale de la vulnérabilité des paysages calcaires résulte à la fois des connaissances de ces milieux et de la prise en compte des enjeux socio-économiques présents dans ces mêmes espaces.

Autour de ces zones centrales se dessinent les zones médianes. Celles-ci s'accompagnent d'une réglementation plus souple, laquelle permet le développement d'activités compatibles avec des objectifs de préservation, tels que des sentiers touristiques éducatifs. Quant à la zone de transition, sa définition s'appuie avant tout sur des limites administratives, de manière à pouvoir conduire des programmes d'action cohérents en association avec la population locale.

A l'échelle du parc régional Notranjski Karst, la définition de ces aires combine plusieurs facteurs, comme le laisse apparaître la délimitation des aires centrales. Il est alors question de protéger des paysages karstiques (poljés de Cerknica et de Planina, ensemble paysager de Rakov Škocjan, grotte de Križna, etc.), mais aussi des ensembles forestiers (forêt allant du Snežnik au massif des Javorniki). Chose surprenante, le système karstique de Postojna, comprenant les grottes touristiques de Postojna, Črna jama, Pivka jama et Planina, n'est pas inclus dans des aires de protection intégrale. Cette disposition s'inscrit alors en écho des dynamiques que nous avons pu observer précédemment au niveau de la grotte de Postojna où la rentabilité touristique de la grotte passe au premier plan, les mesures de protection restant au final en retrait.

Si la nécessité de protéger des phénomènes karstiques remarquables est facilement compréhensible, la définition d'une aire centrale sur des étendues forestières reste peu lisible et appelle un éclairage complémentaire. Avec la définition d'une aire de « protection intégrale » à cet endroit, il s'agit ni plus ni moins de bloquer tout projet d'extension des terrains d'entraînement militaire situés entre Postojna et le massif des Javorniki, projet notamment redouté par les habitants de Cerknica. Bien que ce projet MAB tel qu'il est défini en 1994 n'ait pas été réalisé, on relève un nouvel arbitrage entre mesures de protection et projets d'aménagement du territoire. On assiste alors à une forme de mobilisation de la dimension patrimoniale en vue de bloquer des projets d'aménagement, ici militaires. Cette conception « utilitaire » des relations entre logiques de patrimonialisation et projets d'aménagement, présente dès cette première ébauche d'un parc régional, n'aura de cesse de revenir au premier plan lors des différents projets de protection autour de Cerknica.

Faute de financements suffisants, ce projet restera en l'état, reconduit quelques années plus tard sous une nouvelle forme : le parc régional du Snežnik. Les programmes d'étude lancés en 1996 aboutissent à la rédaction d'un premier manuel Vzpostavitev modela lokalne podpore v regijskem parku Snežnik – projekt Matra en 1999. Cette démarche, soutenue par le gouvernement slovène, s'appuie sur un périmètre quelque peu restreint par rapport à celui de 1994. Ces modifications s'expliquent essentiellement suite à un nouveau découpage administratif intervenu en 1994 et 1996. Ainsi, la municipalité d'Ilirska Bistrica ayant rejoint la région statistique du littoral, ne souhaite plus faire partie de ce projet de parc (cf. figure II.46).

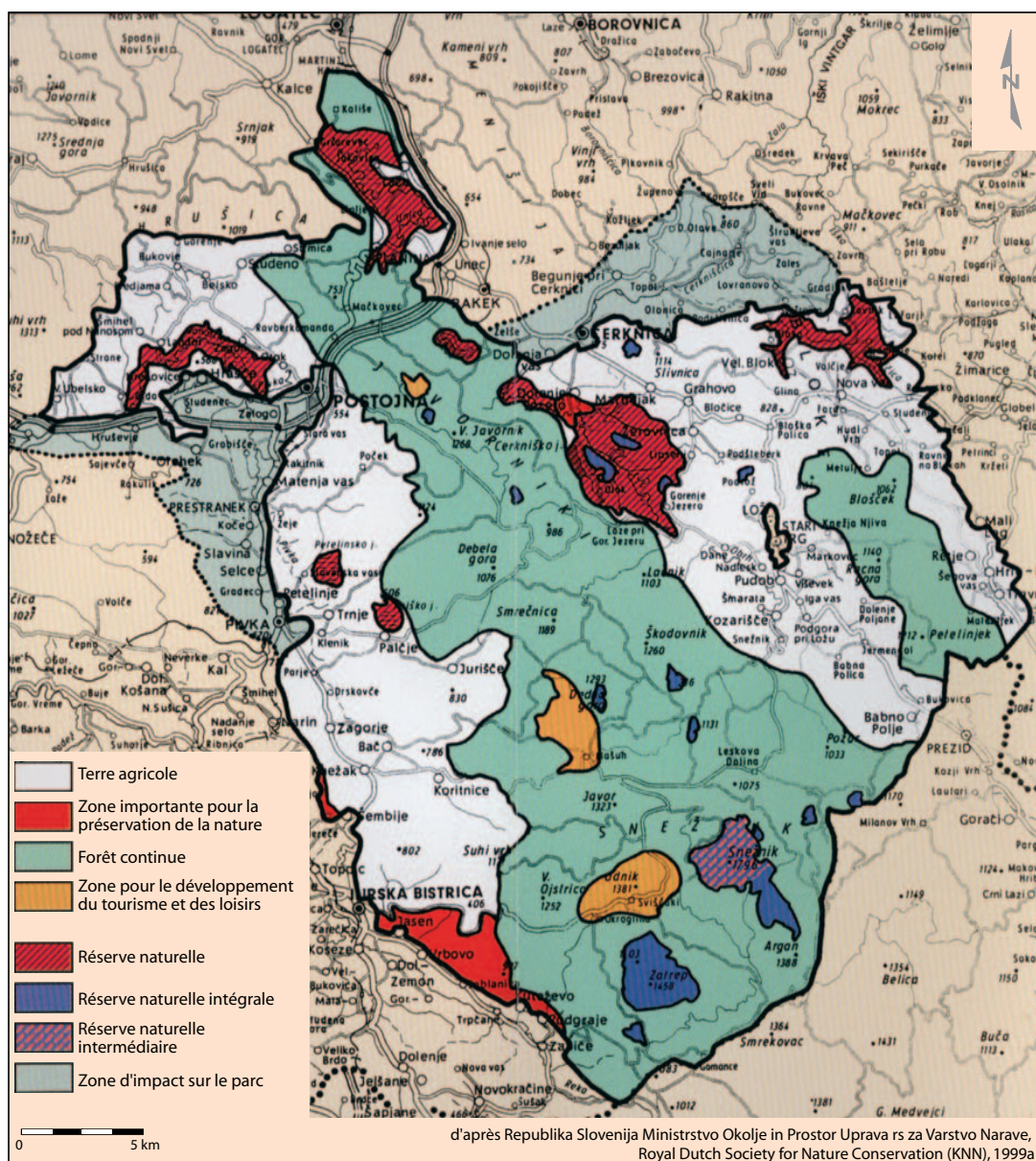


Figure II.46 : Le parc régional du Snežnik, 1999 : un zonage de l'espace consensuel
(commentaire dans le texte)

Ce nouveau projet de parc s'articule également autour de différentes zones de protection et/ ou destinées à des aménagements touristiques. On relève alors une sub-division poussée : huit zones sont définies, alliant à la fois des objectifs de préservation des paysages karstiques, des zones agricoles et des zones pour le développement touristique. L'heure est à la recherche d'un consensus entre les différents acteurs et les différents volets des activités économiques de cette région. Ainsi, les principaux centres d'habitation sont-ils exclus de la délimitation de ce parc : Postojna, Pivka, Cerknica. Il en va de même pour les principaux centres industriels, tels que la localité de Lož, spécialisée dans l'industrie du bois.

Si les différentes communes s'entendent peu ou prou sur la définition de ces différentes aires de protection, des blocages importants apparaissent quant à la localisation du centre de gestion du parc régional. Dans la version finale du projet, celui-ci échappe à la commune de Cerknica où il était initialement prévu. Le ressenti est fort au niveau des acteurs locaux : une nouvelle fois, des projets sont engagés sur leur territoire, sans véritablement inclure la population locale dans la réalisation de ces derniers.

S'opère alors une rupture entre la municipalité et ce projet essentiellement porté par le gouvernement slovène : en 2000, le maire de Cerknica et son conseil décident de porter seuls ce projet et d'établir ce parc régional dans les limites administratives de Cerknica. Ainsi, d'un premier projet (1994) s'étendant sur 1672 km² et tenant compte du fonctionnement de ces paysages karstiques, on est finalement passé à un parc régional (2002) de 210 km², délimité selon une logique administrative (cf. figure II.47).

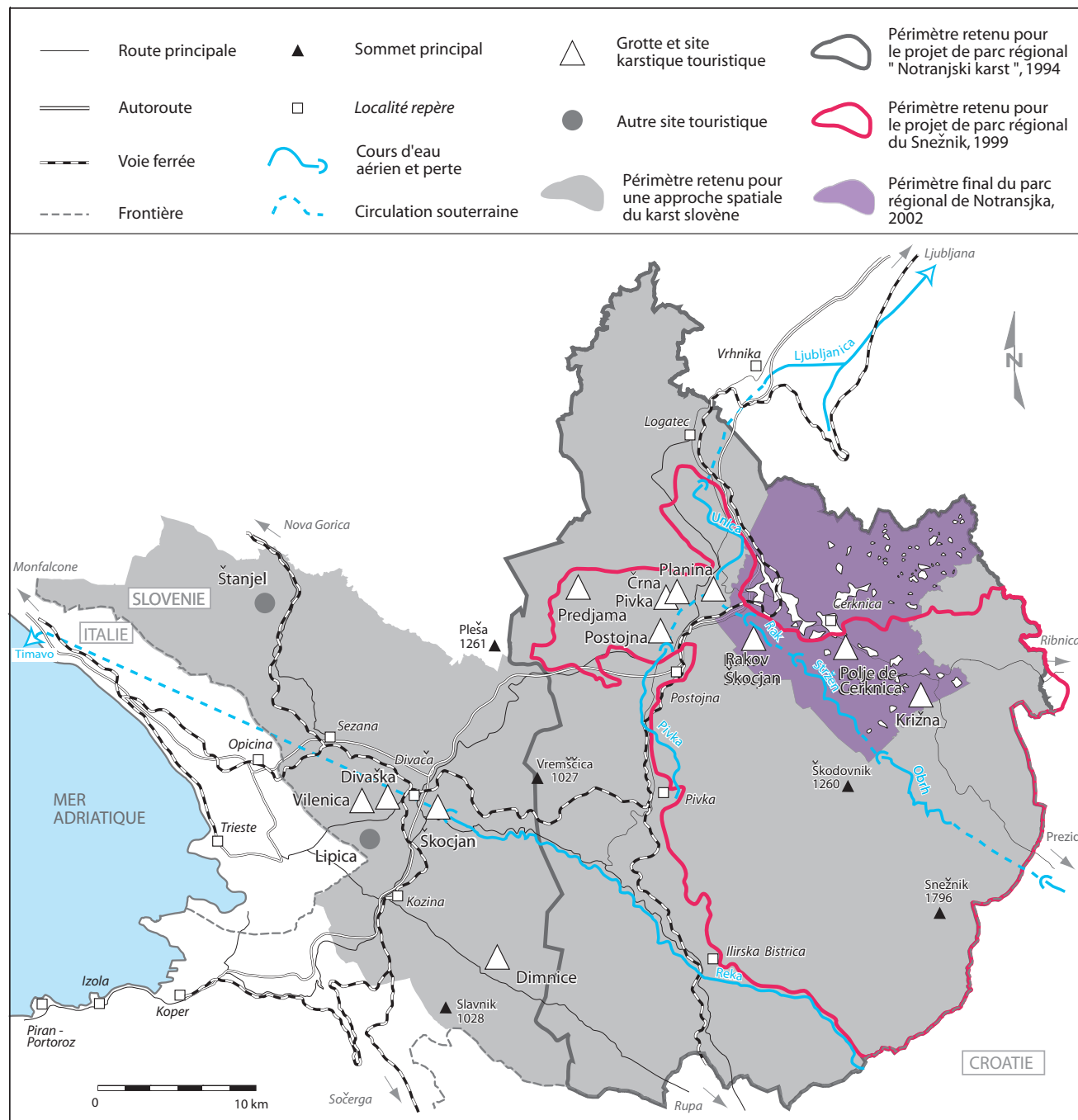


Figure II.47 : Définition du parc régional de Notransjka : périmètres successifs

La mise en perspective de ces trois différents projets souligne une logique de recentrage des limites du parc régional autour du polje de Cerknica. Alors que le premier périmètre comprend l'ensemble du massif du Snežnik, offrant en cela une cohérence géographique pour la protection de la faune et de la flore, le troisième est centré autour du seul polje de Cerknica, et s'appuie sur les limites de la commune de Cerknica. Ces trois périmètres montrent l'évolution dans le jeu des acteurs et témoignent des différentes étapes de négociation.

2. 3. 2. Le fonctionnement du parc aujourd'hui

Actuellement, la gestion de ce parc est assurée par un organe de gestion composé de deux personnes : le maire de Cerknica, directeur du parc et son adjoint, chargé des questions techniques et de la mise en œuvre de différents programmes d'action. La taille réduite de cette structure s'explique à la fois en raison de sa jeunesse, laquelle fut créée en 2002, mais aussi en raison des modalités de fonctionnement de cette dernière. En effet, lorsque l'on considère le fonctionnement de la protection de la nature en Slovénie et notamment les dispositions prévues par la loi de « Conservation de la Nature » (1999), le parc régional de Notranjska est désigné comme un objet d'intérêt local (la seconde catégorie étant « monument d'importance nationale »). Sur un plan moral et financier, cela signifie que la municipalité de Cerknica est responsable de sa conservation et de son entretien. Ainsi, le fonctionnement de ce parc et de cette mini-structure de gestion est-il alimenté sur les fonds propres de la municipalité, ce qui explique aussi cette taille réduite.

Cet étiquetage « d'intérêt local » a de quoi surprendre, notamment lorsque l'on considère l'importance de ce poljé à la fois dans un contexte historique et scientifique. En effet, l'intérêt que les scientifiques ont porté à ce site particulier au cours des siècles en fait un site à part, emblématique des paysages karstiques slovènes (cf. figure II.48).

D'un point de vue cartographique, l'attention toute particulière portée à ce site se traduit par des représentations démesurées du poljé, lequel couvre parfois une superficie égale à la moitié de l'Istrie ! (carte de 1573).



1561 : Le Duché de Carniole et l'Istrie, Wolfgang Lazius



1589 : Représentation cartographique de Gerard Kremerv



1573 : Les provinces autrichiennes, Abraham Ortelius

montage d'après Vidic M., 1999

Figure II.48 : Le poljé de Cerknica dans les représentations cartographiques à la fin du XVIème siècle

En vue de pallier ce manque de reconnaissance nationale, des actions ont été mises en place afin d'inscrire le poljé de Cerknica dans la liste des sites Ramsar. Cette convention internationale, datée de 1971 (puis modifiée en 1999) reconnaît l'importance des zones humides et de leur protection pour le maintien de la biodiversité. De manière générale, celle-ci fonctionne peu ou prou comme un label reconnaissant la valeur des zones protégées et leur mode de gestion durable.

En ce qui concerne Cerknica, cette inscription, effective depuis 2005, renforce la lisibilité du parc régional de Notranjska dans le réseau des espaces protégés slovènes. L'objectif, à court terme, est de parvenir à faire inscrire ce site dans la liste des monuments d'importance nationale, ce qui engagerait financièrement l'Etat dans la bonne gestion de ce site. Cette démarche Ramsar, loin d'être anodine, traduit la volonté des acteurs locaux de faire reconnaître la valeur patrimoniale du poljé de Cerknica par les autorités gouvernementales. En retour, celle-ci fonctionne comme un rempart, bloquant tout projet d'aménagement futur. En effet, à l'instar du fonctionnement du label Unesco, un site reconnu Ramsar fait l'objet d'une surveillance internationale, laquelle fait figure de garde-fou dans le développement de projets d'aménagements futurs.

Ce label joue ainsi sur un double registre : obtenir l'inscription du parc dans la liste des monuments naturels d'importance nationale tout en plaçant le devenir de cet espace protégé sous le regard des puissances internationales, de manière à maîtriser le devenir de ce territoire. Depuis peu, l'obtention de ce label servirait d'argument majeur dans l'élaboration d'un projet « Man and Biosphere ». Porté par la structure gestionnaire du parc régional de Notranjska, il s'agirait de réunir les communes limitrophes comprises dans le bassin versant de la Ljubljanska, afin de mener des programmes d'action concertés. Dans une perspective appliquée, ce label vient renforcer l'inscription du poljé dans le réseau Natura2000 et s'accompagne de nouveaux projets de sensibilisation à l'environnement, tel que la mise en place de nouveaux panneaux d'information sur les espèces d'oiseaux présentes au niveau du poljé.

Figure II.49 : Articulation des logiques de patrimonialisation d'espaces « naturels » et de développement touristique dans le cadre du parc régional de Notranjska, juin 2006



Au-delà de son aspect factuel, la figure II.49 met en avant les deux volets de notre recherche : les mesures de protection avec l'affichage d'un programme LIFE (à gauche), la question du développement touristique avec la présentation de sentiers de randonnée autour du poljé (à droite).

L'emplacement même de ces panneaux est porteur de sens puisque ce dernier est situé à proximité de parkings plus ou moins sauvages, aux abords de la partie inondée au poljé, lieu privilégié pour les pratiques nautiques.

Ce panneau symbolise le cœur même de notre recherche, mettant en perspective des mesures de protection et une logique de développement touristique... une invitation en somme à observer de plus près le fonctionnement de cette articulation patrimoine/ tourisme dans le contexte de ce parc régional, notamment autour des outils d'interprétation.

2. 3. 3. L'articulation patrimoine/ tourisme dans le parc régional de Notranjska

Lorsque l'on considère le périmètre du parc régional de Notranjska, on ne peut que s'interroger sur les nombreuses enclaves à l'intérieur du parc (cf. figure II.50).

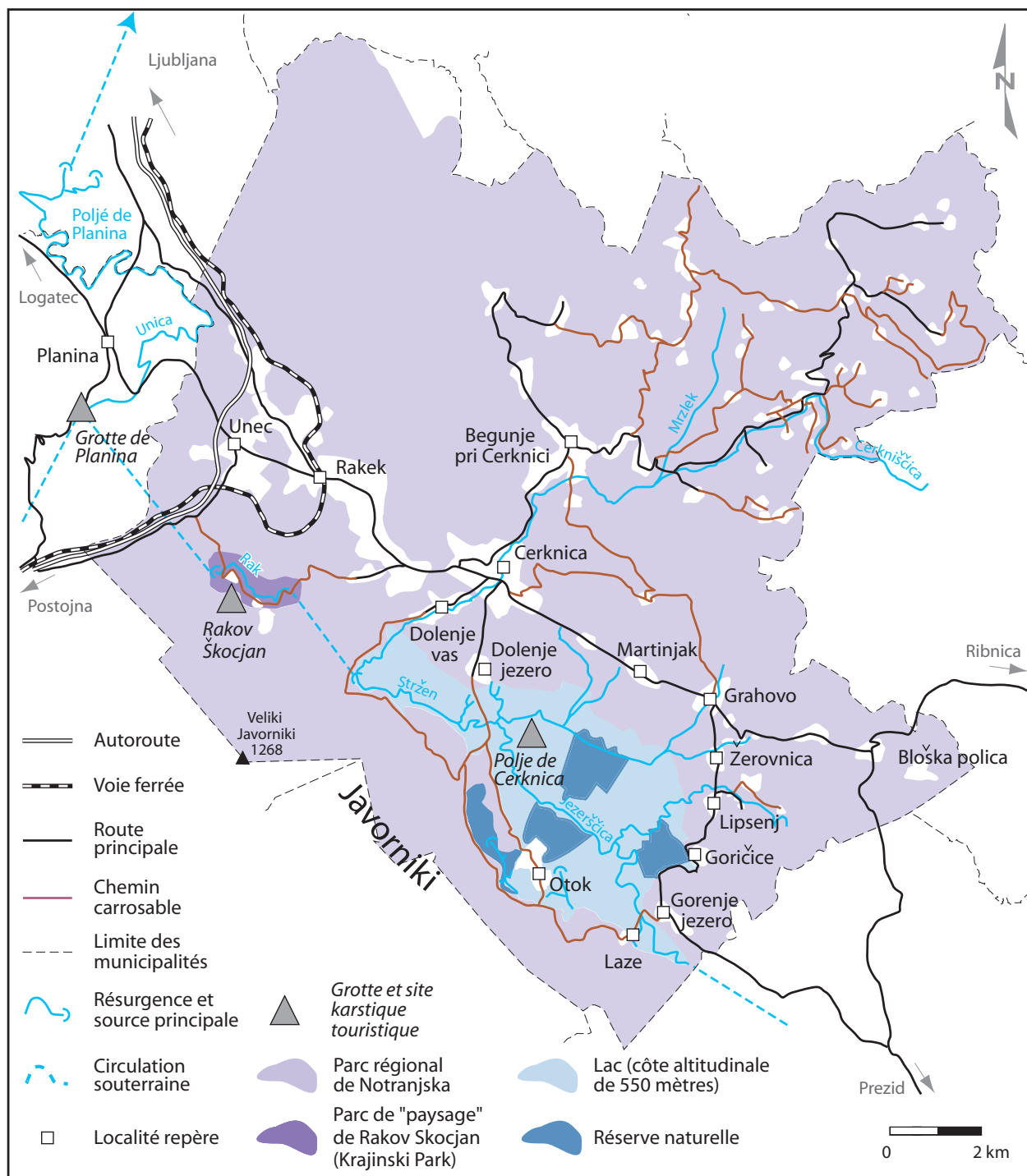


Figure II.50 : Le parc régional de Notranjska : à la recherche d'un équilibre entre protection de la nature et développement économique

Les modalités de définition du périmètre du parc régional de Notranjska sont révélatrices d'un projet de territoire porté par les acteurs de la commune. A une exception près (Nord-Ouest), les limites du parc s'appuient sur les limites administratives de la commune. Pour autant, on relève que les zones d'habitations sont exclues de ce périmètre, constituant en cela autant d'enclaves à l'intérieur du parc. De manière ponctuelle, des réserves naturelles ont été définies, de manière à protéger les espèces endémiques et/ ou en danger... autant de dispositions qui, en retour, justifient et légitiment les démarches engagées auprès des autorités supérieures pour obtenir des financements complémentaires !

Ce zonage pour le moins particulier répond à deux orientations : 1/ couvrir au maximum le territoire de compétence de la municipalité de Cerknica ; 2/ soustraire de ce périmètre les zones d'habitation et d'activité économique. Il s'agit alors ni plus ni moins de se doter d'un projet de territoire axé autour de la préservation de l'environnement naturel, tout en permettant l'évolution et le développement des ressources économiques de ce espace. Aux dires du maire de Cerknica, ces zones auraient été soustraites au périmètre du parc de peur que la législation slovène n'évolue dans les prochaines années à venir et n'émette des restrictions quant à l'aménagement et au développement des activités, notamment industrielles, dans le périmètre des parcs régionaux (entretien du 23/02/2005). Au final, le périmètre de ce parc couvre 210 km² sur les 240 km² de la municipalité de Cerknica, soit 87,5 % !

En terme de réglementations, les restrictions pour les terrains situés dans le parc portent essentiellement sur la réalisation de nouvelles constructions, les modalités de circulation, les pratiques agricoles. Par ailleurs, des obligations ont été prises de manière à doter l'ensemble des zones habitées de systèmes d'évacuation et de traitement des eaux usagées.

De manière générale, ces dispositions reprennent les principes enregistrés dans la loi de Conservation de la Nature de 1999, le seul élément nouveau étant relatif à la circulation militaire. En effet, une clause particulière interdit tout déplacement militaire en dehors des routes goudronnées. Cette restriction vise à empêcher tout développement éventuel du camp militaire de Postojna, ce qui n'est pas sans rappeler la première ébauche de 1994 et la zone de protection intégrale sur le massif de Javorniki !

Localement, ces dispositions générales se doublent d'une réglementation particulière dans les zones de protection renforcées : réserves naturelles et/ ou monuments naturels. Quatre réserves naturelles ont été définies aux alentours du poljé, selon des critères de maintien de la biodiversité de ces zones humides. Au nord-est du parc, le site de Rakov Škocjan fait l'objet de dispositions particulières avec la définition d'un monument naturel, laquelle reprend le périmètre de classement en « Parc de Paysage » (Krajinski Park) de 1949. Cette ancienne mesure de protection se trouve ainsi réactivée dans le cadre plus général du parc régional de Notranjska. Ces nouveaux périmètres de protection s'accompagnent d'une réglementation plus stricte, notamment en ce qui concerne les pratiques agricoles.

Chose curieuse, peu de dispositions sont prises pour encadrer le développement touristique, qui reste très discret. Ainsi, autour de Cerknica, on recense une dizaine de types d'hébergements touristiques, d'une capacité moyenne de 10 lits chacune. Le parc prévoit de développer ce type d'hébergement en partenariat avec la population locale, l'objectif étant de développer des circuits itinérants autour de la découverte de la faune et de la flore du poljé. De manière générale, la structure gestionnaire souhaiterait développer un tourisme dit « de nature », jouant sur un affichage environnemental. A l'instar des dynamiques observées précédemment autour de l'aven d'Orgnac, le label Ramsar pourrait être amené à jouer un rôle sur le plan touristique. Témoin des qualités environnementales de ce site, il pourrait participer à l'orientation et au développement d'un tourisme diffus, intéressé par les activités de pleine nature et la découverte de son environnement. Faute de financements suffisants et d'une réflexion approfondie avec l'élaboration d'un plan de gestion à long terme, ces perspectives de développement touristique restent aujourd'hui lettre morte. Ces dispositions semblent convenir au directeur du parc : celui-ci craint en effet que des projets de développement touristiques ne dérivent rapidement vers une « fréquentation de masse » du site, amenant déséquilibres et dysfonctionnements. On relève ici que le registre des projections et des appréhensions liées au développement du tourisme comme « bête noire » est tenace !

Néanmoins, des projets touristiques se développent ponctuellement, portés par d'autres regroupements touristiques ou des acteurs privés, lesquels rencontrent un succès inégal (cf. figure II.51). Ainsi la présence d'un sentier de découverte de la nature à hauteur de Grahovo pri Cerknici



(naravoslovna turistična učna pot) ou encore l'ouverture d'un musée du poljé, à Dolenje Jezero. Le premier, ouvert en 2002, semble aujourd'hui oublié des touristes : abandon de l'entretien, absence d'équipements ne serait-ce que légers : panneaux directionnels et informatifs, emplacements pour se garer, etc. En revanche, le second ne cesse de se développer : ouverture d'une première salle comprenant une maquette de fonctionnement du poljé en 1995, ouverture d'un deuxième étage avec un petit musée ethnographique présentant la vie traditionnelle autour du poljé, création d'un film vidéo mettant en avant les richesses faunistiques et floristiques de ce site en 2004. Une dynamique qui se traduit par une fréquentation touristique non négligeable : 10 000 visiteurs en 2005, pour l'essentiel composé de scolaires. Ces deux initiatives soulignent de manière pertinente les orientations actuelles du touriste autour du poljé : s'il existe des potentialités notoires, une absence de politique cohérente en la matière conduit à un développement ponctuel de micro-sites et au développement mesuré de pratiques touristiques plus ou moins encadrées.

Etant donné notre axe de recherche, le poljé de Cerknica illustre de manière complémentaire les formes que peuvent prendre les relations entre logiques de patrimonialisation et projets d'aménagements du territoire. En effet, les mesures de protection adoptées autour du poljé, sous la forme d'un parc régional, s'inscrivent en réaction à des projets d'aménagement dépassant le

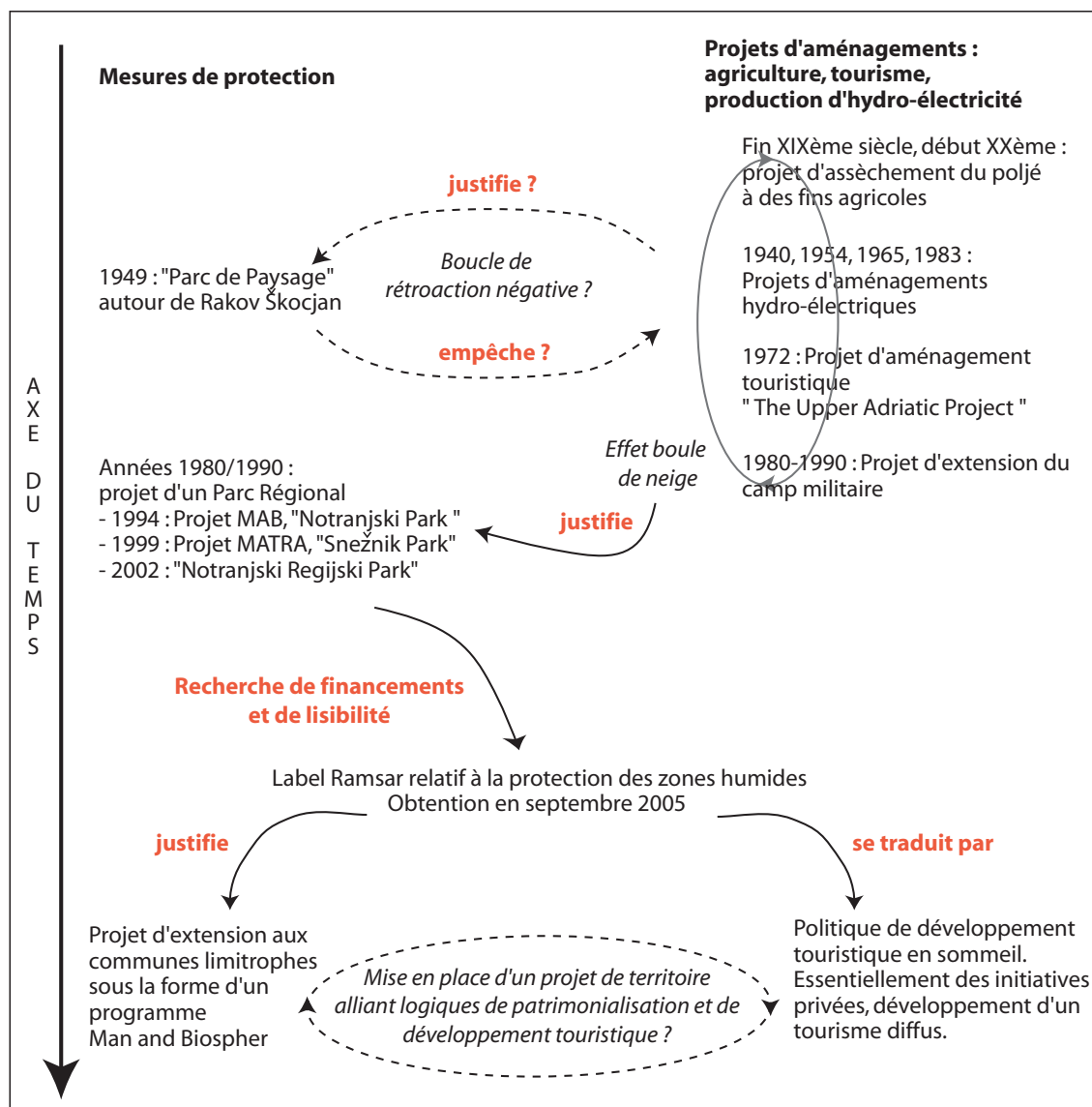


Figure II.52 : Dynamiques patrimoniales et projets d'aménagements au niveau du poljé de Cerknica
(commentaire dans le texte)

seul cadre du secteur touristique : peu à peu, un effet de boule neige s'est formé entre des projets d'assèchement du poljé pour augmenter la superficie des terres agricoles, des projets de production d'hydro-électricité avec la formation d'un lac permanent dans le fond du poljé et la construction de barrage en aval, et des projets de complexe touristique venus après coup avec l'aménagement d'une vaste marina autour d'un lac permanent (cf. figure II.52).

La création de ce parc régional s'est effectuée en plusieurs temps, chacune de ces étapes s'accompagnant d'un rétrécissement de la superficie envisagée, pour finalement ne concerner que la seule municipalité de Cerknica (cf. figure II.47, page 180). Ce parc s'accompagne alors d'un zonage pour le moins particulier, l'ensemble des zones bâties et/ ou économiques ayant été soustrait de son périmètre. En ce sens, ce zonage traduit la recherche d'un équilibre entre l'établissement de mesures de protection et le développement futur des activités économiques. La définition de réserves naturelles vient renforcer ponctuellement la réglementation générale, laquelle fait peu de cas des activités touristiques pourtant présentes autour du poljé. Au final, ce pan économique reste discret, porté essentiellement par des initiatives locales et ciblées, au succès plus ou moins heureux. Reste à voir si le projet d'extension du parc aux municipalités limitrophes comprises dans le bassin versant de la Ljubljana viendra modifier cette articulation entre logiques de patrimonialisation et de développement touristique.

CONCLUSION

Cette comparaison entre l'aven d'Orgnac et le poljé de Cerknica fournit un nouvel éclairage quant au fonctionnement de l'arbitrage entre logiques de patrimonialisation et développement touristique.

Dans le chapitre précédent, à propos de Postojna et des gorges de l'Ardèche, l'accent était mis sur le caractère co-constitutif liant la mise en place de mesures de protection et un processus d'invention touristique des paysages karstiques. Si ces mêmes dynamiques peuvent être observées dans le cadre de ce nouveau chapitre, celles-ci ne font pas l'objet de développements poussés.

Ce chapitre met en effet l'accent sur un autre versant du fonctionnement du couple patrimoine/ tourisme : la mobilisation du caractère patrimonial d'un site en vue d'orienter son développement touristique. Autrement dit, comment les mesures de protection peuvent-elles être utilisées, par différents acteurs, en vue d'orienter le développement touristique d'un site donné. Dans cette perspective, l'aven d'Orgnac et le poljé de Cerknica offrent deux des visages que peut prendre cette orientation du fait touristique : à la recherche d'un re-positionnement par rapport à des sites concurrents et d'une relance de la fréquentation touristique au niveau d'Orgnac s'oppose une absence délibérée de stratégie touristique, le développement touristique étant davantage craint qu'espéré par les acteurs locaux !

Au final, la mise en perspective de ces deux études de cas soulève un certain nombre de convergences/ divergences permettant de mieux comprendre les liens susceptibles de s'établir entre logiques de patrimonialisation et de développement touristique.

1/ Ancienneté de l'activité touristique et lisibilité du caractère touristique

A la lueur de cette approche comparative, on relève que ces deux sites ne se situent pas au même temps de leur développement touristique. Ainsi, un certain paradoxe s'observe lorsque l'on compare l'histoire touristique de ces deux sites : alors que le poljé de Cerknica est identifié comme un paysage karstique remarquable depuis plusieurs décennies, voire plusieurs siècles, la mise en œuvre des logiques de patrimonialisation et le développement d'un tourisme, au demeurant fort discret, ne date que des années 1990, avec l'ouverture des premières « fermes touristiques » et du musée du poljé. A l'inverse, au niveau de l'aven d'Orgnac, une concordance s'observe entre le temps de l'invention touristique et celui de son exploitation. Dès sa découverte, l'aven d'Orgnac s'inscrit dans le paysage touristique du Sud-Ardèche. De fait, l'aven d'Orgnac et le poljé de Cerknica ne se situent pas au même temps de leur développement touristique, le premier étant un site touristique avéré, le second s'interrogeant encore sur les orientations à donner à un développement touristique éventuel. Ce décalage se retrouve au niveau même du fonctionnement de ces deux sites : alors que l'aven d'Orgnac présente une structure de gestion composée d'une dizaine de professionnels du tourisme (auxquels s'ajoutent les emplois saisonniers), le parc régional de Cerknica est porté par une équipe de deux personnes !

Ces particularités expliquent ainsi en partie les orientations que prend ici l'articulation entre des logiques de patrimonialisation et des projets de développement touristique. L'identité touristique de l'aven d'Orgnac et son importance économique expliquent une mobilisation majeure des logiques de patrimonialisation de manière à favoriser cette activité touristique. A l'inverse, les mesures de protection sont aujourd'hui utilisées autour du poljé de Cerknica de manière à contrôler toute forme de développement touristique potentiel, sans pour autant faire du poljé un « espace sous-cloche ». En ce sens, le zonage réalisé témoigne d'une recherche d'un consensus : l'exclusion des zones bâties et/ ou économiques est pensée de manière à permettre leur développement futur, lesquelles pourraient inclure des hébergements et infrastructures touristiques ; dans le même temps, la création de réserves naturelles renforcent la protection des zones humides particulièrement importantes du point de vue de leur biodiversité, interdisant toute forme de construction future.

Au final, l'articulation des relations patrimoine/ tourisme dépend ici largement de l'ancienneté des modes d'exploitation touristique, elle-même liée à l'identification de ces sites en tant que sites touristiques, et au poids économique que représente cette activité. Une combinaison de facteurs à laquelle se superposent des jeux d'acteurs, voire des rapports de force.

2/ Le poids des jeux d'acteurs

En effet, ces deux exemples mettent en avant des associations et/ ou des rapports de force entre des acteurs situés à différentes échelles spatiales. Ainsi, le site d'Orgnac se caractérise par une convergence d'intérêts entre les acteurs locaux, départementaux et régionaux, lesquels perçoivent de la même manière le couple « processus de patrimonialisation/ logiques de développement touristique » et s'emploient à faire de l'aven d'Orgnac un site référent en terme de tourisme souterrain durable.

A l'inverse, le poljé de Cerknica est marqué par une dissociation entre les services de l'Etat et les acteurs locaux, ces derniers considérant littéralement l'adoption des mesures de protection comme un moyen de « marquer leur territoire ». Le parc régional de Notranjska fait ici figure d'outil spatial, utilisé par les acteurs locaux dans un rapport de force avec les services de l'Etat. En effet, la combinaison des logiques de patrimonialisation et des projets d'aménagement semble ici avoir pour finalité politique d'asseoir la lisibilité de ce territoire, à la fois sur un plan administratif et politique.

Cette articulation dépend ici étroitement de la personnalité des acteurs gestionnaires de ce parc : ainsi, le directeur est-il particulièrement acerbe et méfiant par rapport au gouvernement qui, selon ses dires, n'aurait de cesse de vouloir imposer ses prérogatives sans tenir compte de la population locale... faut-il y voir une réminiscence du système socialiste ?

Depuis septembre 2005, la recherche puis l'obtention du label Ramsar vient renforcer cette dynamique : site internationalement reconnu, le poljé de Cerknica confirme son caractère emblématique des paysages karstiques slovènes. Au niveau du jeu des acteurs, cette reconnaissance confère alors une certaine légitimité aux acteurs locaux par rapport à l'Etat, attestant à la fois des qualités environnementales de ce site et de sa bonne gestion.

Dans une certaine mesure, le poljé de Cerknica montre ainsi comment des mesures de protection peuvent être adoptées de manière à légitimer le positionnement de certains acteurs et à renforcer la lisibilité politique d'un territoire. Cette étude de cas ouvre alors un nouveau pan de notre recherche et nous invite à penser aussi en termes de dynamiques territoriales.

3/ Processus de patrimonialisation, logiques de développement touristique et rapport au territoire : première approche

On relève que ces deux sites se caractérisent par un ancrage territorial différentiel. En tant que site touristique, l'aven d'Orgnac occupe une place centrale dans le fonctionnement de la commune. Exploité sous la forme d'une régie directe par la municipalité, son exploitation touristique représente une manne touristique importante, que ce soit au niveau des emplois générés ou des revenus alimentant le budget communal. Dès lors, l'aven d'Orgnac fait figure de site majeur à l'échelle de la commune, à la fois en terme d'image touristique et de revenus économiques. Pour autant, ce site touristique ne donne pas lieu à des projets de territoire. Si des réflexions de positionnement touristique pour les dix années à venir sont actuellement en cours, celles-ci projettent essentiellement une modernisation des modes de visite, une évolution qualitative du produit touristique, sans réellement envisager un projet de territoire.

Les dynamiques autour du poljé de Cerknica et les liens existant entre ce dernier et son territoire de référence sont plus complexes. La mise en œuvre de mesures de protection avec l'élaboration d'un parc régional témoigne d'un réel attachement de la population locale à ce site pittoresque. Lors de nos différentes campagnes de terrain, nous avons pu observer ces liens particuliers : le poljé est à la fois une source de revenus avec l'exploitation de ses terres agricoles mais aussi un espace de loisirs avec la pratique d'activités de pleine nature été comme hiver. Dès lors, l'ancrage territorial du poljé repose sur un autre système de valeur que celui observé au niveau de l'aven d'Orgnac et dépasse le seul contexte du tourisme, qui reste une activité marginale alors même que de réelles possibilités existent. Le poljé de Cerknica se présente comme un espace de vie, associant activités agricoles et espace récréatif, alors que l'aven d'Orgnac est un avant tout un site touristique, générateur de revenus économiques.

L'exemple de Cerknica est en cela intéressant que l'activation puis le fonctionnement des logiques de patrimonialisation ne repose pas uniquement sur des jeux interactifs avec des logiques de développement touristique. Entrent ainsi en scène des aspects agricoles, hydrauliques, militaires, la dimension touristique n'apparaissant que dans un second temps et de manière relativement tardive dans les années 1970. Ce cas de figure nous amène alors à repositionner notre recherche : si les logiques de patrimonialisation et de développement touristique apparaissent comme des éléments co-constitutifs, il n'en reste pas moins que la construction progressive d'un territoire autour d'espaces « naturels » protégés passe aussi par d'autres entrées.

Résultant d'un jeu interactif complexe associant ces multiples dimensions (cf. figure II.52, page 186), le parc régional apparaît en retour comme un outil de gestion pour les acteurs locaux. Avec l'adoption de cette mesure de protection, ces derniers se dotent ici de moyens efficaces pour gérer de manière concertée l'ensemble de leur territoire de compétence. En retour, cette logique de concordance entre les limites du parc régional et celle de la commune de Cerknica, ainsi que la double casquette portée par certains acteurs tels que le maire (élu local et directeur du parc) alimentent un projet de territoire autour de ce processus de patrimonialisation. Depuis peu, cette dynamique est ponctuellement renforcée avec l'achat de terrains dans les limites du parc, essentiellement au niveau des réserves naturelles, et ce, de manière à pouvoir développer des programmes de sensibilisation et d'actions pour la préservation des espèces naturelles.

En outre, la structure gestionnaire envisage depuis peu la rédaction d'un plan de gestion, lequel comprendrait un volet d'actions touristiques en partenariat avec la population locale. Peu à peu, il semble qu'une synergie se mette en place entre processus de patrimonialisation, logiques de développement touristique et projet de territoire. Apparaissent alors de plus en plus nettement les trois composantes du triptyque autour duquel s'articule notre recherche.

Néanmoins, ces dynamiques étant relativement nouvelles, nous manquons ici de recul pour observer en profondeur ces phénomènes spatiaux. L'approfondissement de ce triptyque appelle la prise en compte d'autres sites karstiques patrimonialisés : ainsi, les dynamiques observées autour des grottes de Škocjan et de la découverte de la grotte Chauvet dans les gorges de l'Ardèche seront analysées dans la partie suivante.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

Cette seconde partie avait pour finalité de comprendre les articulations possibles entre logiques de patrimonialisation d'espaces karstiques dits « naturels » et de développement touristique.

Dans un premier temps, l'accent fut mis sur le caractère co-constitutif du temps de l'invention touristique d'un paysage et celui des premières mesures de protection. Cette démonstration s'est appuyée sur deux exemples : la grotte de Postojna, phénomène endo-karstique, nous a permis de souligner cette concomitance entre la découverte des nouveaux réseaux, la mise en place d'un système d'exploitation touristique et l'instauration immédiate des premières mesures de protection. A une autre échelle spatiale, les gorges de l'Ardèche, approche exo-karstique, ont mis en avant ces mêmes dynamiques. Cet exemple, sur un pas de temps de près d'un siècle, a permis d'appréhender le caractère évolutif des processus liant mesures de protection et phases de développement touristique, l'une et l'autre s'appelant dans un jeu de réciprocité interactive.

Progressivement, ces éléments de réflexion ont mis en avant l'utilisation qui peut être faite par un certain nombre d'acteurs des processus de patrimonialisation en vue d'orienter le développement touristique d'un site donné. Ce nouvel aspect de notre recherche nous a amenée à envisager deux sites d'étude : l'aven d'Orgnac et le poljé de Cerknica. Le premier de ces deux exemples a souligné comment le processus de patrimonialisation, ré-activé par l'adoption de nouvelles mesures de protection, peut s'inscrire dans le processus de renouvellement d'un produit touristique. A l'inverse, les logiques observées autour du poljé de Cerknica nous ont montré dans quelle mesure une logique de préservation peut être conduite de manière à contrôler et à anticiper toute forme de développement touristique. Ainsi, le périmètre du parc régional de Notranjska, en reprenant les limites de la municipalité tout en excluant toutes les zones d'habitations, cherche-t-il à prévenir toute forme de développement touristique sans pour autant bloquer des dynamiques de développement. Dans un second temps, cet exemple nous a permis d'approcher une nouvelle dimension de notre recherche, à savoir la traduction spatiale et territoriale des interactions entre mesures de protection et logique de développement touristique. En ce sens, l'utilisation du parc par les acteurs locaux pour des questions de lisibilité territoriale est-elle révélatrice des enjeux territoriaux associés à la genèse, puis à la gestion de ce parc régional. Dès lors, ces deux exemples abordent de manière implicite les dynamiques spatiales induites par le fonctionnement de la dialogique patrimoniale et nous invitent à dépasser l'analyse des ressorts de fonctionnement du couple patrimoine/ tourisme pour considérer le triptyque processus de patrimonialisation d'espaces « naturels » / logiques de développement touristique/ dynamiques spatiales.

Troisième Partie

**LOGIQUES DE PATRIMONIALISATION ET
DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE :
RAPPORTS A L'ESPACE ET
DYNAMIQUES SPATIALES**

TROISIÈME PARTIE : LOGIQUES DE PATRIMONIALISATION ET DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE : RAPPORTS À L'ESPACE ET DYNAMIQUES SPATIALES

Cette troisième partie a pour objet de dépasser l'observation du fonctionnement de la dialogique touristico-patrimoniale en s'interrogeant sur ses incidences spatiales. Pour mener à bien cet objectif, nous nous interrogerons sur le triptyque « patrimoine/ tourisme/ dynamiques spatiales ». Cette partie constitue l'une des pierres angulaires de notre démonstration, car elle replace la dialogique touristico-patrimoniale dans une dimension spatiale, au cœur des processus de construction territoriale. De ce fait, elle constitue la traduction géographique de notre démonstration.

PRÉAMBULE CONCEPTUEL

Dans l'étude des liens entre territoire et patrimoine, les travaux de G. Di Méo constituent un socle conceptuel important (1994). Les points majeurs permettant de poser la force de ces liens apparaissent comme :

1) la double nature des concepts, à la fois idéelle et matérielle. Assurant conjointement une fonction mnémonique, ils participent à l'inscription du « *tissu social dans la continuité historique, tout en constituant de solides phénomènes culturels* » (Di Méo G., 1994, p. 16). Tous deux renvoient alors au processus de maturation et de réordination de l'espace, autrement dit à « *l'écogenèse territoriale* », « *chronique d'un corps à corps (...) dans laquelle nature et culture fusionnent* » (Raffestin C., 1986, p. 177).

2) le processus de réciprocité entre patrimoine et territoire, l'un ne pouvant se comprendre sans l'autre, abstraction faite des patrimoines a-territorialisés que représentent, par exemple, les collections des musées. L'objet patrimonial donne du sens à l'espace, lequel s'inscrit alors dans une dimension territoriale. Et inversement, l'interprétation du sens du patrimoine nécessite de prendre en considération « *l'assise spatiale, toujours plus large, qu'il conquiert depuis plusieurs années* » (Di Méo G., 1994, p. 16). En ce sens, « *cette familiarité qui unit les concepts de patrimoine et de territoire trouve sans doute son origine dans le lent mais constant effort de patrimonialisation de l'espace ou, plus exactement, d'extension à l'espace du concept patrimonial* » (Di Méo G., 1994, p. 17). L'auteur prend alors l'exemple de la loi du 25 février 1943 qui instaure des rayons de protection de 500 m autour de tout monument inscrit ou classé. Graduellement, ces abords revêtent une dimension patrimoniale, se confondant progressivement à l'objet patrimonial sur lequel portait la protection initiale. Par la suite, cette relation spatiale entre patrimoine et territoire s'est vue réactualisée et confortée par différents textes législatifs, l'exemple le plus probant étant celui relatif à la protection des paysages, adopté le 8 janvier 1993. La notion même de paysage implique un changement d'échelle par rapport à celle plus localisée de site. D'un objet patrimonial localisé, on passe progressivement dans le registre d'un patrimoine spatialement plus diffus, ce qui renvoie à cette idée précédemment avancée d'assise spatiale de plus en plus étendue de l'objet patrimonial.

3) Quant au troisième point, il renvoie à « *l'étroit enlacement des fonctions patrimoniale et territoriale dans la formation du lien spatial (individuel ou collectif)* » (Di Méo G., 1994, p. 16). Tous deux alimentent les processus d'appropriation entre espace de vie et populations : l'espace, par le biais de processus de patrimonialisation, recouvre progressivement une dimension territoriale, faisant peu à peu figure de géosymbole, « *c'est-à-dire un lieu, un itinéraire, un espace, qui prend aux yeux des peuples et des groupes ethniques, une dimension symbolique et culturelle, où s'enracinent leurs valeurs et se conforte leur identité* » (Bonnemaison J., 1981, p. 251).

Le processus de patrimonialisation, expression du plus général processus de territorialisation, identifie un objet patrimonial, lequel fonctionne, à la fois, comme trace (lieu où s'est exprimé le processus de territorialisation), comme témoin (lieu qui donne à voir le territoire ainsi spatialisé, ou tout du moins une partie, qui témoigne de l'existence de ce territoire), et comme marqueur (lieu qui matérialise l'espace de ce territoire, les limites géographiques, lui confère une entité spatiale). Des liens se tissent peu à peu entre ce lieu marqué par le processus de patrimonialisation et le territoire globalisant. Le lieu patrimonialisé apparaît alors autant comme un marquage territorial assumé, officialisé, que comme une porte d'entrée permettant de saisir la matérialité d'un territoire ainsi que la charge symbolique qu'y mettent les différents acteurs. Le territoire, en tant que « *réordination de l'espace* » (Raffestin C., 1986, p. 173), s'articule dès lors autour d'un ensemble de lieux hiérarchisés au sein duquel l'objet patrimonial valorisé, relié à d'autres lieux, permet d'asseoir la lisibilité territoriale de ce dernier.

Ce jeu inter-actif est d'autant plus marqué à l'heure actuelle que les sociétés locales, confrontées à la montée de la mondialisation, éprouvent un besoin tangible d'affirmer leurs spécificités (Di Méo G., 1998). En réaction au phénomène du « village-monde », les processus de patrimonialisation sont aujourd'hui mobilisés par les sociétés locales en vue de re-territorialiser leur territoire, d'affirmer leurs différences et singularités. Ce besoin d'identité est une des résultantes de « *la complexification croissante de la société, de sa globalisation, à la fois cause et conséquence d'une délocalisation de la décision, du pouvoir* » (Bailly A., Ferras R., 1997, p. 122). Dans cette quête existentielle du territoire, les objets patrimoniaux apparaissent comme autant de vecteurs d'affirmation d'un sentiment d'appartenance, en partie garants de l'unité de fonctionnement du système territorial. Pour autant, un paradoxe se fait jour entre cette recherche d'unicité et de singularité des territoires autour des objets patrimoniaux et la volonté territoriale qu'il y a d'élever ces patrimoines localement reconnus à une échelle universelle. Ainsi en est-il du processus de reconnaissance visant à faire inscrire sur la liste du patrimoine mondial des objets patrimoniaux avant tout reconnus à une échelle locale. Cette recherche de singularité et d'ancrage territorial passe alors par une élévation au rang d'universalité, brouillant le jeu des échelles spatiales.

A la croisée de ces échelles, à la fois globale et locale, se dessine peu à peu la figure du haut lieu, lieu patrimonial par excellence, où s'entremêlent ces différentes échelles spatiales. Dès lors, à l'instar du processus de patrimonialisation, le haut lieu se définit comme l'expression d'un choix sociétal, à la différence près qu'il revêt un caractère emblématique et appelle une reconnaissance à la fois locale et globale. Dès lors, si « *pour produire "du" haut lieu, il faut faire du cas singulier* » (La Soudière M. (de), 1991, p. 22), cette singularité doit être exemplaire, la reconnaissance du haut lieu reposant sur la dialectique élection/ exclusion : « *La logique est alors celle de l'exemplarité, de l'exceptionnel, de l'unique qui vient attester de la qualité de "ce" site ou de "ce" monument* » (Davallon J., 1991, pp. 92-93).

Parallèlement à ces imbrications spatiales, le haut lieu concentre les échelles de temps : en tant qu'objet patrimonial, sa valeur patrimoniale repose, pour partie, sur le temps long durant lequel il s'est constitué, lequel justifie le temps long de la conservation tout en appelant le temps court de la valorisation, le patrimoine s'inscrivant dans un désir (voire un devoir) de transmission tout en ayant besoin du regard des Autres pour être effectif. A la fois dépositaire du temps long et de valeurs universelles, il est le marqueur local et singulier d'une unicité territoriale.

En tant que « fédérateur spatial » et que « catalyseur temporel », le haut lieu apparaît comme une porte d'entrée pertinente en vue de comprendre l'inscription spatiale, voire territoriale, de la dialogique touristico-patrimoniale. Celui-ci permet d'interroger les modalités d'articulation entre le lieu et le territoire, de mettre à jour des trajectoires spatiales, et de comprendre l'évolution de la transcription territoriale de la dialogique touristico-patrimoniale. En ce sens, ce positionnement autour du haut lieu nous permettra de souligner dans quelle mesure ces hauts lieux sont mobilisés en vue de produire du territoire et comment, à l'inverse, « *des territoires, en tant qu'espaces socialement construits et organisés, s'appuient sur [ces] lieux symboliques* » (Micoud A., 1991b, p. 12).

L'identification des dynamiques liant processus de patrimonialisation et de mise en tourisme, définition des hauts lieux et construction des territoires apparaît comme l'un des axes majeurs de notre recherche. A ce titre, les phénomènes spatiaux observés autour des grottes de Škocjan, situées sur le Kras slovène, et autour de la grotte Chauvet, dans les gorges de l'Ardèche, sont riches en enseignements quant à l'imbrication possible des dynamiques touristiques, patrimoniales et spatiales. L'analyse précise de ces cas de figure permettra alors d'observer comment la combinaison de la dimension touristique de ces sites et de leur affichage patrimonial conduit à la définition de hauts lieux, lesquels, par un changement d'échelle, font figure de point d'appui dans des processus de construction territoriale. En retour, les points de convergence et de divergence observées entre ces deux terrains d'étude nous amèneront à préciser la teneur de cette figure de haut lieu et les incidences spatiales induites par cette dernière dans des espaces où la dialogique touristico-patrimoniale joue un rôle majeur.

In fine, cette entrée autour de la figure du haut lieu nous permettra d'interroger des jeux de dialogue entre le lieu et le territoire et de mesurer comment ces processus interactifs informent peu à peu l'espace géographique. Cette approche comparative révélera alors des différences de nature entre ces deux espaces touristiques patrimonialisés, nous amenant à questionner la notion de « région touristique ».

CHAPITRE 5 : LES GROTTES DE ŠKOCJAN : D'UNE LOGIQUE DE HAUT LIEU À L'ÉMERGENCE D'UNE RÉGION TOURISTIQUE ?

L'objectif de ce cinquième chapitre est de comprendre quelles sont les dynamiques spatiales induites par l'articulation des logiques de patrimonialisation et de développement touristique autour des grottes de Škocjan. Site Unesco depuis 1986, parc régional depuis 1996, les grottes de Škocjan sont peu à peu érigées en haut lieu du karst slovène. En retour, ce site s'inscrit au cœur d'un ensemble de lieux touristiques à dimension patrimoniale, lesquels fonctionnent comme autant de relais dans des processus de construction territoriale, cette synergie donnant à voir « un territoire du Kras ». Pour autant, la lisibilité de cette région reste aujourd'hui partielle : ainsi, cet affichage se superpose à d'autres découpages, notamment touristiques, lesquels fonctionnent comme autant de limites à l'émergence d'un territoire « Kras ». Ce développement nous conduit à questionner le fonctionnement de la dialogique touristico-patrimoniale dans ses implications spatiales.

Dès lors, cette analyse, centrée sur les effets rétroactifs et évolutifs de ces mouvements interactifs, interroge l'évolution des espaces touristiques. En termes de transformation des espaces et des lieux touristiques, l'exemple des grottes de Škocjan est en cela intéressant qu'il permet d'observer dans quelle mesure un lieu touristique, érigé en haut lieu, peut être mobilisé en vue d'informer un espace touristique, lequel revêt peu à peu la forme d'une région touristique. Cette dialectique entre les grottes de Škocjan et la région du Kras permet alors d'affiner notre réflexion sur le devenir des lieux et des espaces touristiques et de dégager des éléments de réponse qui, compte tenu de notre démarche comparative, seront développés lors du chapitre suivant autour de la grotte Chauvet et des gorges de l'Ardèche.

1. DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION : LES GROTTES DE ŠKOCJAN COMME MARQUEUR SPATIAL

1. 1. Approche diachronique des différentes phases de développement touristique

D'un point de vue historique, les phénomènes de perte puis de résurgence de la Reka sont connus depuis fort longtemps, au moins depuis l'Antiquité classique, en attestent les écrits de Posidonius d'Apamea (135-50 avt JC) : « *La rivière Timavo prend sa source dans la montagne, se perd les profondeurs de la terre [au niveau des grottes de Škocjan], réapparaît après une distance de 130 stades, et se jette dans la mer* » (d'après Kranjc A., 2002, p. 42). Par la suite, d'autres documents viennent confirmer la connaissance des particularités de ce site karstique, tels que sa représentation sur la carte de Lazius (1573), puis, en 1689, la description et les gravures de Valvasor (cf. figure III.1).

Comparativement aux autres grottes touristiques du plateau du Kras ayant connu des périodes de développement au cours des XVII puis XVIII et XIX^{ème} siècles (grottes de Vilenica, de Postojna), peu de traces écrites renvoient au développement touristique des grottes de Škocjan. Ce relatif recul des grottes de Škocjan par rapport à ces voisines s'explique notamment par des conditions d'accessibilité comparativement plus difficiles (Duval M., 2006d). Pour autant, s'il est difficile de caler de manière précise les débuts du tourisme à l'échelle des grottes de Škocjan,

la peinture de L.F. Cassas (1782) représentant des personnes se promenant au fond des dolines d'effondrement, à hauteur de la perte de la Reka, constitue un premier marqueur temporel (Kečkemet D., 1978) et met en avant son statut de curiosité naturelle (cf. figure III.1).

La dynamique touristique de ce site prend véritablement son essor au début du XIX^{ème} siècle. A l'instar des aménagements réalisés dans des grottes situées à proximité, un système de visites aménagées s'organise avec la mise en place d'un livre des visiteurs au premier janvier 1819 (Kranjc A., 2002a, p. 42), suivi de l'aménagement de sentiers pédestres dans les dolines d'effondrement en 1823 (Kranjc A., 1995). Dans les décennies suivantes, un mouvement de va et vient s'observe entre les découvertes effectuées par les explorateurs au niveau des réseaux endokarstiques et l'intérêt touristique que suscite cette grotte, l'intérêt des avancées scientifiques alimentant le désir de découverte par un plus grand nombre. Petit à petit, les grottes de Škocjan font figure de site touristique majeur dans différents guides fédérant des curiosités de cette région, pour la majorité des sites karstiques (Agapito G., 1823).

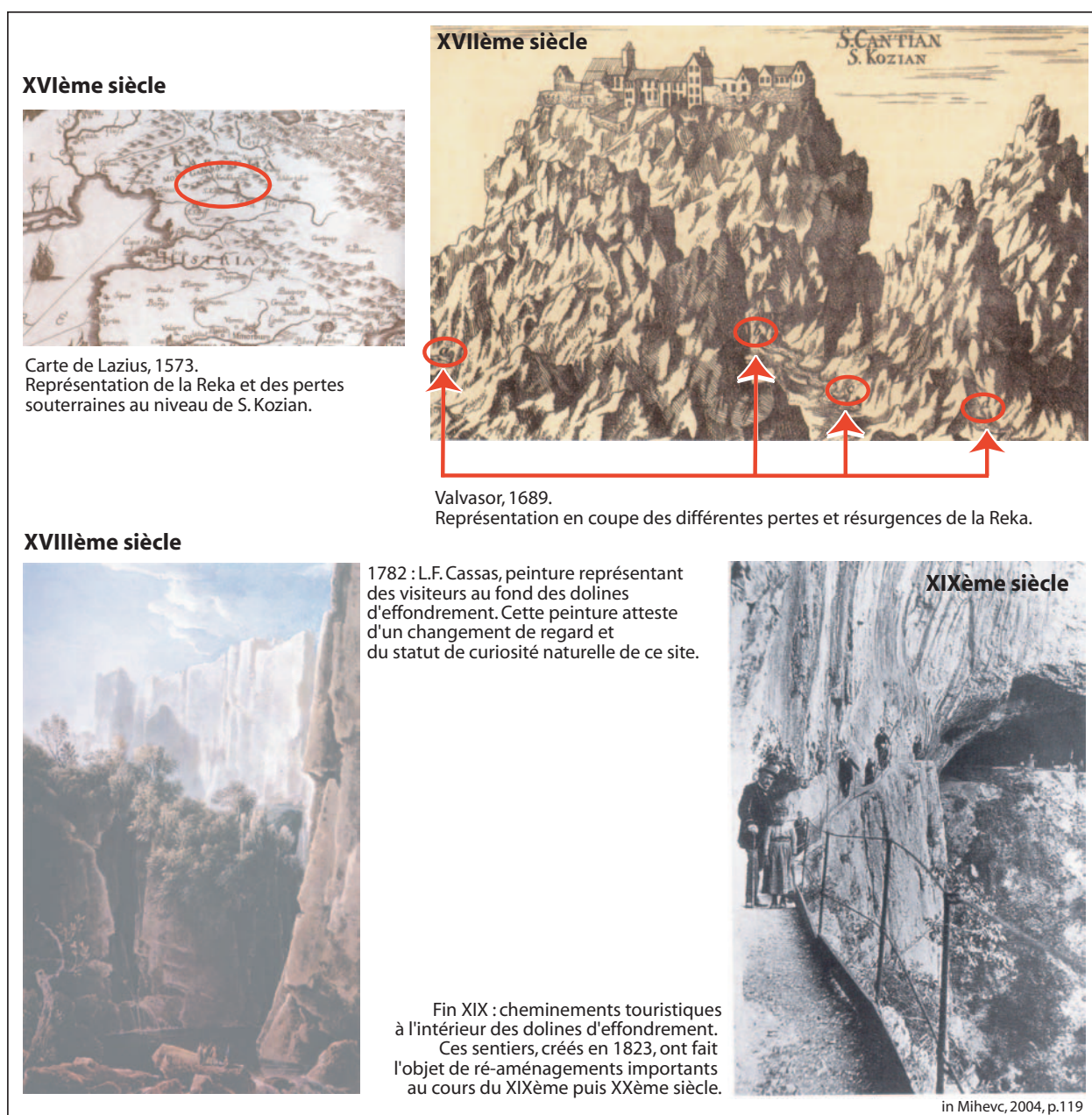


Figure III.1 : Les grottes de Škocjan : d'une curiosité karstique aux premiers aménagements touristiques

Progressivement, une structuration de cette mise en tourisme s'observe : cet intérêt manifeste pour les grottes de Škocjan se traduit par le développement plus ou moins informel de nouveaux cheminements touristiques souterrains et en surface et ce, jusqu'en 1884, date à partir de laquelle la section spéléologique de la société des Alpes allemandes et autrichiennes de Trieste (*the Deuschen und Österreichischen Alpenverein Sektion Küstenland from Trieste*) obtient les droits de gestion et d'aménagement du site. Bien qu'il soit alors davantage question de trouver un moyen d'alimenter en eau la ville de Trieste *via* les eaux de la Reka, ce groupe de spéléologie va procéder, entre 1884 et 1906, à la construction de la majeure partie des sentiers à l'extérieur et à l'intérieur de la grotte, empruntés notamment par les membres du club touristique de Trieste (Urban G. V., 1898). Diffusées par le biais de comptes-rendus d'expédition, ces excursions participent progressivement à la reconnaissance des grottes de Škocjan comme objet touristique majeur du Kras, avec une fréquentation atteignant plus de 3000 touristes en 1903 (Mihevc A., 2004b, p. 119). Ces développements en terme d'aménagement touristique se poursuivent lors de la période italienne (entre les deux guerres mondiales), avec notamment le creusement d'un tunnel artificiel et la construction d'un nouveau pont au-dessus de la Reka. En retour, ces aménagements ont entraîné une réorganisation du cheminement touristique à l'intérieur des grottes, lequel prend la forme d'un circuit en sens unique (Mihevc A., 2004b, p. 120).

De ce point de vue là, les grottes de Škocjan ont bénéficié de « l'effet frontière » et de la mouvance de cette dernière au cours du XX^{ème} siècle (cf. chapitre 2 et 3). Dans une moindre proportion que ce que l'on observe au niveau de la grotte de Postojna, les grottes de Škocjan ont fait figure d'enjeu politique, voire symbolique, lors de l'Entre deux-guerres. Cela explique les investissements importants réalisés par les Italiens ; l'enjeu implicite étant de montrer une certaine forme de supériorité avec la réalisation de prouesses techniques.

Ce relatif dynamisme s'essouffle quelque peu au lendemain de la seconde guerre mondiale : alors que les autorités yougoslaves investissent plus largement dans la modernisation de la grotte de Postojna, les grottes de Škocjan restent en recul. Cette nouvelle période des aménagements touristiques des grottes de Škocjan est marquée par une forme d'instabilité au niveau des structures chargées de la gestion de la grotte (trois organes différents en 40 ans), celle-ci se traduisant alors par une certaine latence au niveau de l'évolution des équipements touristiques, la seule innovation majeure étant l'électrification de la grotte en 1959 (Mihevc A., 2004b, p. 120). Plus difficiles d'accès que les grottes touristiques environnantes, présentées comme un site secondaire par les autorités yougoslaves, les grottes de Škocjan ne connaissent pas le développement touristique des années 1970-1990 ... Ainsi, bien que reconnues comme site touristique karstique majeur, les grottes de Škocjan restent, de manière quelque peu paradoxale, un site relativement protégé et bien conservé, ce qui, au final, lui permet de devancer la grotte de Postojna et tous les autres sites karstiques dans la course à l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco engagée par la Yougoslavie au début des années 1980 (Duval M., 2006b).

1. 2. Des premières mesures de protection à l'inscription Unesco

Cette recherche du label « Unesco » apparaît comme la résultante d'une combinaison entre deux facteurs majeurs : des visées politiques et une sensibilité pour la protection des grottes de Škocjan, site emblématique pour la communauté scientifique slovène. Ainsi, en vue d'asseoir une reconnaissance internationale, la Yougoslavie demande aux républiques fédérales d'identifier des sites pouvant faire l'objet d'une inscription Unesco ; dans cette liste figurent les grottes de Škocjan et de Postojna. La grotte de Postojna étant jugée trop aménagée, trop « bétonnée », le choix se portera sur les grottes de Škocjan, d'autant plus que ces dernières font l'objet d'une série de mesures

de protection, condition *sine qua non* pour une inscription Unesco : « *Chacun des Etats parties à la présente Convention reconnaît que l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 et situé sur son territoire, lui incombe en premier chef* » (article 4 de la convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée le 21/11/1972).

Sur ce point, une certaine distorsion s'observe dans le contexte des grottes de Škocjan, étant donné que ces dernières font l'objet de mesures de protection à l'échelle de la municipalité et non à l'échelle de la Slovénie, alors République Fédérale Yougoslave. En effet, depuis 1981, la municipalité de Sežana s'est dotée de mesures de protection avec l'adoption d'un décret municipal de protection des grottes de Škocjan. Celui-ci a comme objectif de préserver le milieu karstique et de se prémunir de tout développement touristique inapproprié autour et à l'intérieur des grottes (Zorman T., 2004, p. 114).

Cette première mesure de protection est rapidement suivie en 1983, par un symposium international intitulé Protection du Karst à l'occasion du 160^{ème} anniversaire de Škocjanske jame. Sous couvert d'une réflexion générale sur les grottes touristiques, il est alors essentiellement question des grottes de Škocjan, de ses caractéristiques géomorphologiques, des problèmes de pollution de la Reka, de sa valorisation et surtout de son devenir touristique. En ce sens, la motion adoptée par l'ensemble des participants à l'issue de ce congrès préfigure le classement Unesco de 1986.

Extraits de la motion adoptée en 1983, relative à la protection des grottes de Škocjan

Art. 3 : le Karst classique, y compris les grottes de Škocjan, est considéré depuis le siècle passé comme une curiosité d'importance mondiale et comme la région où sont nées la spéléologie et la karstologie. La protection de cette région, et surtout des caractéristiques naturelles du karst superficiel et souterrain, est d'une importance exceptionnelle.

Art. 4 : les participants sont d'accord pour constater que les grottes de Škocjan sont un monument naturel et culturel d'une telle importance que leur protection relève non seulement des communes intéressées, mais aussi de la République de Slovénie.

Art. 5 : le symposium propose de prendre dès que possible toute mesure pour parvenir à l'inscription du réseau de Škocjan à la liste mondiale des sites classés Unesco.

Art. 6 : les recherches archéologiques, ethnographiques, historiques, géologiques, géographiques et écologiques ont confirmé que les environs des grottes de Škocjan possèdent des curiosités extraordinaires dont la valeur dépasse le niveau local ou national.

Art. 8 : au vu des analyses et des mesures présentées pendant le symposium et, en raison des résultats insuffisantes des tentatives faites à Ilirska Bistrica pour réduire la pollution des eaux du fleuve Notranjska Reka, les participants du symposium doutent que la vie dans le fleuve et sur ses rives, mais surtout dans le réseau souterrain de Škocjan jusqu'aux sources du Timavo, reste possible.

Art. 9 : les participants du symposium demandent que l'on s'occupe immédiatement de la situation critique constatée au niveau de la pollution du fleuve, afin d'éviter des conséquences catastrophiques.

Art. 12 : dès que possible un projet doit être élaboré pour revitaliser les grottes de Škocjan et leurs environs. Ce projet doit servir de base pour toutes les options futures en ce qui concerne le développement économique de cette région encore peu développée.

Art. 13 : les communications du symposium ont montré que les grottes de Škocjan possèdent les qualités et les conditions pour devenir un centre important du tourisme du karst et de la Slovénie.

Art. 15 : le développement futur des grottes de Škocjan et des environs prendra en compte les intérêts pédagogiques, scientifiques, touristiques, récréatifs des visiteurs.

Les grottes de Škocjan sont alors tour à tour présentées comme le berceau de la spéléologie et de la karstologie, comme un monument remarquable de valeur internationale qu'il convient de protéger contre toute forme de pollution (notamment au niveau des eaux de la Reka) et comme une

curiosité touristique ayant capacité à devenir un site touristique structurant pour son environnement. Cette motion vient confirmer les dynamiques que nous avons pu observer au niveau des terrains d'étude, à savoir le jeu interactif entre des logiques de préservation et de développement touristique. Adoptées en raison de l'importance scientifique des grottes de Škocjan, ces mesures des préservations souhaitées permettent en retour d'assurer la conservation de ce site, intégrité sur laquelle repose son image touristique. Ainsi, dans le même temps, les grottes de Škocjan sont, à la fois, perçues comme un monument karstique devant faire l'objet d'une protection et comme le moteur potentiel d'un développement touristique à l'échelle du plateau du Kras. Sur ce dernier point, l'adoption des différentes mesures de protection qui vont suivre et, plus encore, des zonages qui y sont associés mettent progressivement en avant le rôle que les grottes de Škocjan vont être amenées à jouer en terme de site structurant, tant d'un point de vue touristique que culturel, faisant progressivement figure de haut lieu.

Le classement Unesco précisera d'ailleurs l'agencement de la dialogique touristique-patrimoniale ainsi que la relation de cette dernière avec le plateau du Kras. En 1986, les grottes de Škocjan sont inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco au titre des critères ii et iii :

ii. des exemples éminemment représentatifs de processus écologiques et biologiques en cours dans l'évolution et le développement des écosystèmes et communautés de plantes et d'animaux terrestres, aquatiques, côtiers et marins ;

iii. des phénomènes naturels ou des aires d'une beauté naturelle et d'une importance esthétique exceptionnelles.

Spatialement, cette inscription correspond à une superficie de 200 ha entourant les deux grandes dolines d'effondrement (Velika et Mala Dolina), une partie des terrains à l'aplomb des réseaux karstiques alors connus ainsi que l'aval immédiat de la rivière Reka (cf. figure III.2).

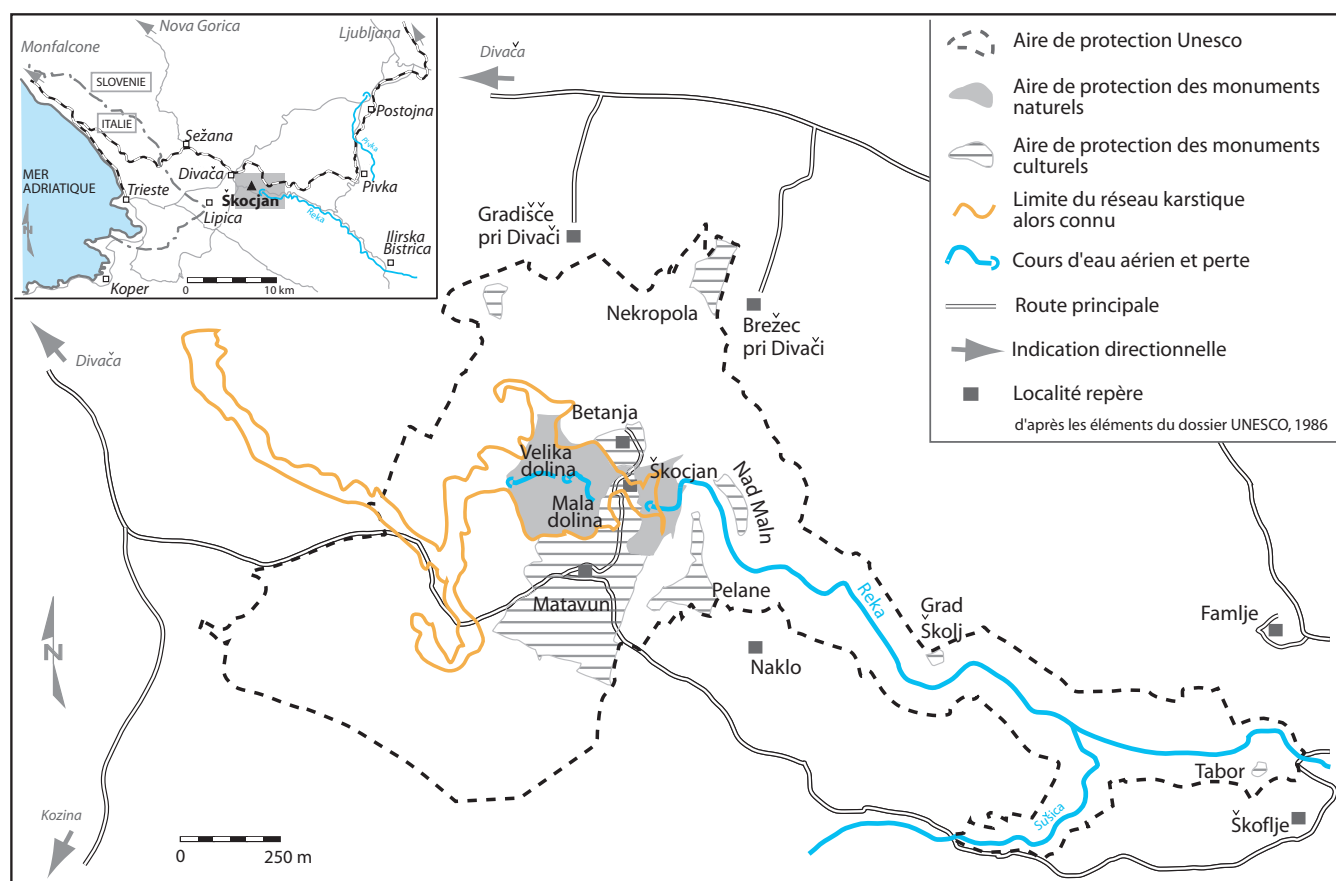


Figure III.2 : Inscription des grottes de Škocjan au patrimoine mondial de l'Unesco (1986) : périmètres de protection (commentaire dans le texte)

Ce périmètre enregistré au titre du patrimoine mondial de l'Unesco fait lui-même l'objet de sub-division en identifiant des zones de protection autour de monuments naturels et/ ou culturels remarquables.

S'il n'existe pas de règlement précisant les modalités de gestion des grottes de Škocjan, l'évaluation technique réalisée par l'IUCN donne cependant des renseignements sur les écueils à éviter pour conserver ce label international (IUCN, Octobre 1986, fonds d'archives de l'Institut du Karst de Postojna).

Ainsi, deux recommandations sont formulées afin de s'assurer de la conservation du site. Le premier renvoie ainsi aux problèmes de pollution de la Reka, cours d'eau traversant lesdites grottes avant de se perdre dans les profondeurs. Cette remarque s'inscrit alors en écho des recommandations formulées lors du symposium de 1983. Par contre, et c'est là une nouveauté par rapport à ce qui précède, l'attention est portée sur le « *risque de développement d'une infrastructure inappropriée dans la région qui entoure les grottes. Les trois petits villages qui s'y trouvent sont en train d'être restaurés et l'on se propose d'aménager des parkings pour les touristes* ». Face à « risque » potentiel, l'IUCN recommande de « *renforcer la planification afin que le paysage culturel de 200 hectares, compris dans le site, reste authentique et naturel* » (p. 96).

Dès lors, entre les dispositions prises en 1983 et la demande de classement de 1986, il semble que la perception du développement touristique des grottes de Škocjan ait évolué, passant du registre de développement territorial à celui d'un contrôle encadré de tout développement touristique. Devant ce paradoxe, deux orientations sont formulées dès le début des années 1980 : devenir un site touristique structurant pour l'ensemble du Kras tout en évitant l'écueil d'un développement touristique jugé « inadéquat ».

Loin d'éluder la question du développement touristique, ces dispositions majeures en terme de protection des grottes de Škocjan l'intègrent dans leur mise en œuvre. L'équilibre de la dialogique patrimoine/ tourisme apparaît ainsi au centre des réflexions sur le devenir des grottes de Škocjan. Dans cette perspective, cette volonté de gérer au plus juste l'équilibre de ce couple patrimoine/ tourisme conduira à la rédaction de la loi de 1996, laquelle donne les moyens à la structure gestionnaire de conduire une politique d'aménagement global.

1. 3. La loi du parc régional des grottes de Škocjan et projets d'extension

D'un point de vue institutionnel, les grottes de Škocjan ont fait l'objet d'une loi spécifique adoptée le 1er octobre 1996. Cette loi « parc régional des grottes de Škocjan » s'inscrit dans la continuité des recommandations formulées dans le dossier Unesco de 1986, lequel stipulait que la « *possibilité d'agrandir le parc régional serait une initiative heureuse* » (p. 96).

Spatialement, cette loi définit un périmètre élargi par rapport à celui inscrit à l'Unesco. Englobant le périmètre Unesco, elle définit une zone centrale de 413 ha autour des grottes, soit un doublement du périmètre initial et ce, de manière à couvrir l'ensemble des parcelles situées à l'aplomb des réseaux karstiques ennoyés et situés à l'ouest de la perte de la Reka (cf. figure III.3).

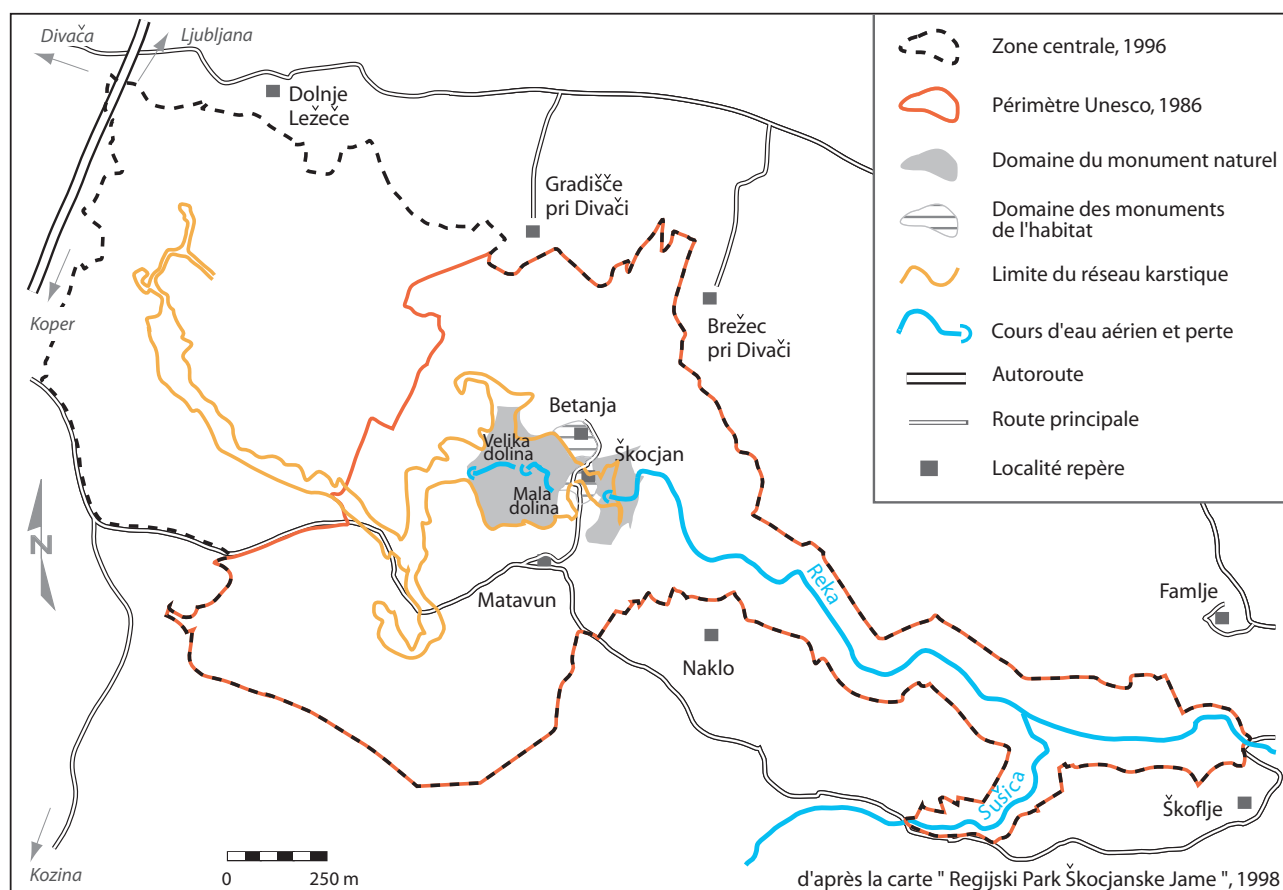
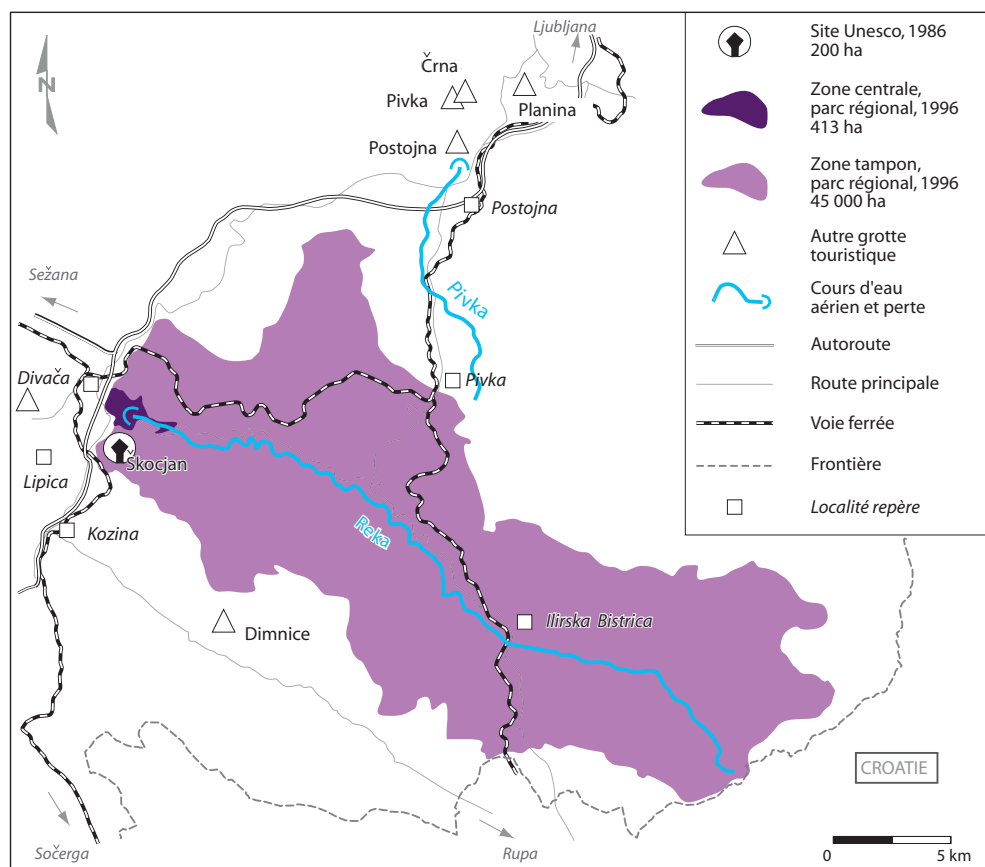


Figure III.3 : Zone centrale du parc régional des grottes de Škocjan, 1996 (commentaire dans le texte)

De plus, cette loi instaure une zone tampon en amont de la zone centrale (cf. figure III.4), soit une superficie de 45 000 ha couvrant l'essentiel du bassin versant de la Reka ; cette zone réglemente essentiellement les activités visant à modifier les caractéristiques hydrologiques de ce cours d'eau (article 8 de la loi Škocjan Caves Regional Park Act, 1st October 1996). S'interrogeant en terme de bassin versant, la définition de cette zone tampon témoigne d'une vision globale et systémique de la protection de la ressource karstique.

Figure III.4 : Zone centrale et zone tampon définies par la loi de 1996 portant création du parc régional des grottes de Škocjan (commentaire dans le texte)



Depuis peu, le lancement d'un projet *Man And Biospher* (MAB) en 2004, complète ce dispositif. Confirmant la zone tampon en direction d'Ilirska Bistrica, il propose un nouveau zonage avec la création d'une zone de transition de 14 780 ha qui correspond au territoire de la commune de Divača. Au final, le périmètre d'action du projet MAB concerne 60 193 ha (cf. figure III.5).

Cette dynamique de protection se double aujourd'hui de deux projets d'extension (Duval M., 2006d). Le premier concernerait l'extension du périmètre du parc régional, de manière à intégrer des communes limitrophes comme Naklo, Brežec, Gradišče. Cette extension répondrait à la volonté des populations locales qui souhaitent entrer dans le parc, en vue de bénéficier de subventions pour rénover des habitations et des installations agricoles. Peu à peu, le parc régional conforte son assise spatiale.

Quant au second projet, il s'agit d'une extension de 50 000 ha du périmètre Unesco. Ce projet de classement aurait comme finalité de protéger l'ensemble du plateau du Kras, identifié par les autorités slovènes comme étant extrêmement vulnérable du fait de ses spécificités karstiques. Ce nouveau périmètre pourrait être classé au titre des paysages culturels, associant dès lors cavernes et autres paysages karstiques, architecture typique, le haras de Lipica et les chevaux Lipizzan, les formes traditionnelles d'agriculture telles que la viticulture. En vue de préparer cette inscription, plusieurs « projets Phare » ont été conduits ou sont actuellement en cours sur l'ensemble du

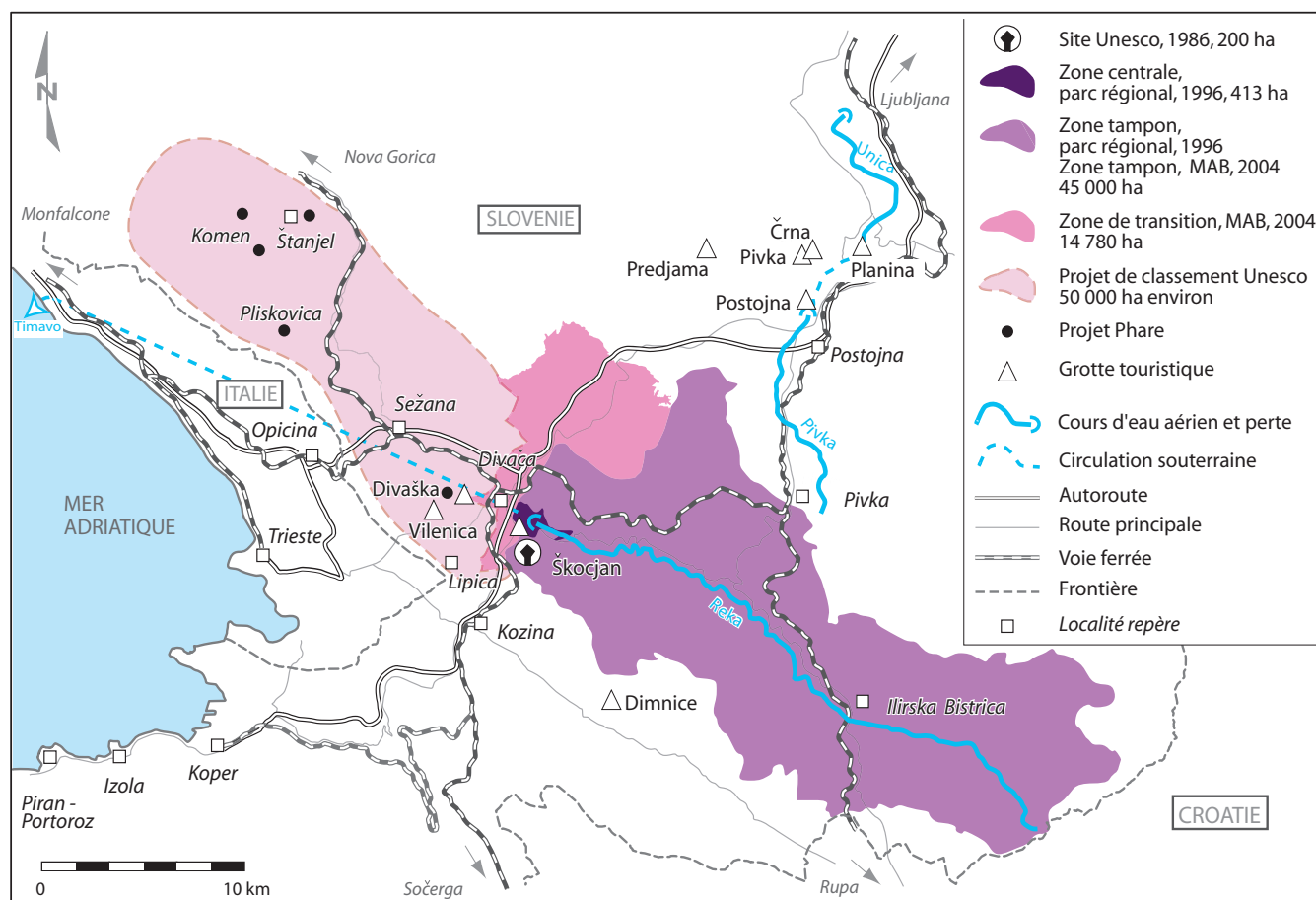


Figure III.5 : Logiques de protection et de valorisation touristique autour des grottes de Škocjan, plateau du Karst, Slovénie

Cette carte souligne des processus de diffusion spatiale et montre comment, à partir du site karstique touristique que sont les grottes de Škocjan, on assiste progressivement à une extension des périmètres de protection, lesquels reprennent peu ou prou les limites du bassin versant de la Reka tout en recherchant une cohérence administrative (intégration du périmètre restant de la commune de Divača). Par rapport à notre thématique de recherche, l'exemple des grottes de Škocjan est en cela porteur de sens qu'il donne à voir, autour de la figure du haut lieu, la construction de passerelles entre le lieu et le territoire.

plateau du Kras. Les actions engagées sont alors essentiellement tournées vers la valorisation du petit patrimoine, avec la création de sentiers de découverte autour d'une doline d'effondrement (Divača), de l'activité pastorale (Pliskovica), de monuments remarquables (Komen, Štanjel). Ces éléments de mise en valeur structurent progressivement cet espace, faisant apparaître un réseau de diffusion des flux touristiques qui restent aujourd'hui essentiellement concentrés autour des grottes de Škocjan (cf. figure III.5).

A l'inverse des dynamiques observées précédemment au niveau du poljé de Cerknica, on assiste ici à un élargissement progressif des mesures de protection. Alors que le parc de Notranjska s'est défini *via* l'élaboration de périmètres de plus en plus centrés autour du poljé, les grottes de Škocjan servent de point d'ancrage pour la définition de périmètres d'action de plus en plus étendus. En ce sens, ces dynamiques spatiales traduisent les liens particuliers à l'œuvre entre le plateau du Kras et les grottes de Škocjan, lesquelles font peu à peu figure de haut lieu. Il est alors intéressant de voir comment ce site karstique touristique fonctionne aujourd'hui à la fois comme témoin et comme marqueur d'un espace « Kras ».

2. LE PARC RÉGIONAL DES GROTTES DE ŠKOCJAN COMME HAUT LIEU DU PLATEAU DU KRAS

2. 1. Positionnement des grottes de Škocjan dans le registre du développement durable

L'adoption de la loi de 1996 marque une bifurcation dans l'évolution de ce site touristique en associant étroitement les registres naturels et culturels. En effet, cette nouvelle disposition réglementaire considère les grottes de Škocjan comme un bien national autant du point de vue de leurs attraits naturels que de leurs richesses archéologiques et anthropologiques, proposant en cela un élargissement des raisons invoquées pour le classement Unesco. Dépassement la distinction « Nature/ Culture », le développement du parc est placé sous le signe d'une approche globale, telle que le stipule l'article I :

“In order to preserve and research its outstanding geomorphological, geological, and hydrological formations, rare and threatened plant and animal species, palaeontological and archeological sites, ethnological and architectural characteristics and the cultural landscape, and to ensure conditions for adequate development, the region of the Škocjan Caves is hereby declared a regional park called Škocjanske jame”.

Ce texte de loi pose la dimension culturelle du site des grottes de Škocjan, mettant en avant à la fois des volets de protection de l'environnement karstique souterrain et en surface, de la faune et de la flore mais aussi une dimension ethnologique et archéologique avec des mesures de protection des habitats traditionnels et des vestiges archéologiques. La teneur de ce texte souligne l'implication de ces différentes caractéristiques en termes de processus de patrimonialisation, d'actions de valorisation et de dynamiques spatiales. Spatialement, ces orientations se traduisent par un zonage du parc, avec des zones dites « du domaine du monument naturel » et d'autres « du domaine des monuments de l'habitat ». Des actions différenciées sont alors conduites sur l'un ou l'autre de ces espaces, lesquelles s'articulent cependant dans un programme de développement commun axé autour d'une démarche de développement durable.

Cette orientation est confirmée, en 1999, avec la désignation d'une zone « Ramsar » à l'échelle des grottes de Škocjan. Initialement « *relative aux zones humides d'importance*

internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau », les modalités d'application de cette convention ont été modifiées en mai 1999, pour intégrer les zones « humides » souterraines. L'obtention de ce label s'inscrit dans un double registre : 1/ il témoigne des caractéristiques exceptionnelles des grottes de Škocjan, renforçant en cela le label Unesco ; 2/ tout en reconnaissant les démarches engagées par l'organe gestionnaire pour assurer la protection de la ressource karstique, tout du moins pour son volet « eaux souterraines », il lui donne les moyens de poursuivre plus avant ses actions.

Rapidement, le lancement du programme MAB vient alimenter cette dynamique. Par ce biais, le parc dispose de nouveaux moyens lui permettant de coordonner processus hydrologiques locaux, pratiques agricoles durables et préservation des grottes, en contrôlant la pollution des eaux de surface, avec l'utilisation raisonnée d'engrais et le ruissellement des eaux usées. Dans une logique d'aménagement intégré, des partenariats ont été mis en place avec les Italiens et les Croates, afin de prendre en considération les interactions frontalières et de dépasser l'effet frontière précédemment abordé.

Autour d'un site karstique initialement touristique s'articule un double phénomène d'extension : 1/ extension spatiale des périmètres de protection et d'action tels que nous avons pu les identifier précédemment ; 2/ extension des champs d'applications des mesures de protections. Ainsi, les différentes mesures que sont le classement Unesco de 1986, la loi de 1996 portant création du parc régional des grottes de Škocjan, la Convention Ramsar de 1999 et le projet MAB de 2004 couvrent les différentes facettes du paysage karstique des grottes de Škocjan : monument naturel aux formations karstiques remarquables, valeur archéologique, historique et ethnologique, protection de la ressource en eau souterraine, gestion durable des eaux d'infiltration sur les plateaux avec le maintien d'une agriculture traditionnelle.

L'adoption successive de ces différentes mesures renforce tout autant qu'elle conforte le positionnement particulier des grottes de Škocjan en tant que dépositaire des principes du développement durable. Dès lors, les grottes de Škocjan font figure de « site-vitrine », donné en exemple pour l'application des principes du développement durable (Duval M., 2005). Cette mise en exergue installe progressivement les grottes de Škocjan dans une configuration de haut lieu, lieu symbolique en ce qu'il figure « *la possibilité de la résolution des contradictions* » (Micoud A., 1991b, p. 10). Or, qu'est-ce que le développement durable, volonté affichée par le site de Škocjan, si ce n'est la résolution des contradictions de nos sociétés modernes ?

Pour autant, au-delà du discours consensuel tenu autour du site des grottes de Škocjan et ce par l'ensemble des acteurs impliqués dans sa gestion, l'empilement de ces différentes mesures de protection interroge. Cette course aux différents labels a-t-elle comme finalité de renforcer l'attractivité touristique de ce site ? S'agit-il ni plus ni moins que de nouveaux moyens détournés pour obtenir des financements supplémentaires ? En ce sens, plusieurs éléments amènent à relativiser cette image d'excellence. Ainsi, lorsque l'on observe la liste des sites Ramsar, les grottes de Škocjan font figure d'exception : cette liste comporte essentiellement des lacs, des marais et autres milieux humides où la gestion de la ressource en eau apparaît primordiale, ce qui n'est pas forcément évident lors d'une première lecture du site des grottes de Škocjan. Compte tenu de ce positionnement particulier, l'obtention de ce label peut aussi être perçue comme un moyen supplémentaire d'obtenir des financements dans le contexte économique actuel où la gestion des espaces protégés peine à occuper le devant de la scène, faute de rentabilité... Le lancement du programme MAB semble confirmer cette seconde lecture : l'octroi de ces subventions a ainsi permis de financer un programme de sensibilisation et d'éducation auprès des écoles situées sur le karst slovène, tout en aidant les agriculteurs à maintenir leur activité traditionnelle (entretien Z. Klemen-Krek, responsable des programmes des Nations Unies (Unesco et MAB) en Slovénie, le 03/02/2005). Cette apparente course aux financements donne parfois lieu à des incongruités, tel

l'affichage des grottes de Škocjan dans le Réseau Alpin des Espaces Protégés, alors même que ce site ne s'inscrit pas dans l'arc alpin ! Bien que nous ne soyons actuellement pas en mesure d'explicitier les ressorts de cette inscription, on relève que cette adhésion à un ensemble transfrontalier appelle en retour le lancement de programme Interreg, lequel s'est soldé en 2005 par un apport financier de 34.815.000 SIT (environ 131.377 euros), soit 11 % des recettes du parc régional pour 2005 (Javnega zavoda Park Škocjanske jame, 2004, p. 23 - fonds d'archives de l'institut du karst de Postojna). Sur un plan financier, l'inscription des grottes de Škocjan dans ces différents réseaux représente alors une variable d'ajustement non négligeable, laquelle permet en retour le positionnement particulier des grottes de Škocjan où les logiques de développement touristique mettent avant tout l'accent sur un registre qualitatif et culturel.

En ce sens, le parc régional des grottes de Škocjan se présente peu à peu comme un site référent, témoin des particularités culturelles du plateau du Kras. Ainsi, ce positionnement particulier transparaît au niveau des aménagements réalisés autour de la visite de ce site : les grottes de Škocjan s'affichent comme un lieu culturel, appelé à jouer un rôle de médiateur entre le touriste et les différents volets d'un territoire : aspects géologiques, historiques, ethnologiques, etc.

2. 2. Le parc régional des grottes de Škocjan : site emblématique du plateau du Kras ?

Dès l'arrivée sur ce site, des panneaux d'information présentent la grotte et son inscription dans le parc. Faune, flore, place des phénomènes karstiques à l'échelle de la Slovénie, protection de la nature en Slovénie, historique de la région Kras sont autant de points abordés (cf. figure III.6).



Figure III.6 : Présentation et détails du panneau situé à l'entrée du bâtiment d'accueil des grottes de Škocjan : positionnement culturel d'un site touristique (commentaire dans le texte)

A notre sens, la composition ainsi que la localisation de ce panneau traduit une volonté de positionner le parc régional, en s'appuyant sur le site emblématique que constituent les grottes de Škocjan, comme un site « dépositaire » des valeurs et caractéristiques culturelles du plateau du Kras dans son ensemble. Cet affichage renvoie à une vision globale du plateau et vient appuyer les processus de diffusion spatiale précédemment observés (cf. figure III. 5, page 206)

Par ailleurs, la visite de la grotte, point central du site et qui motive la venue des touristes, est connectée à un circuit pédagogique. Réalisé lors d'un programme Phare en 2003, ce sentier chemine autour et à l'intérieur des dolines d'effondrement encadrant la perte de la Reka (cf. figure III.7).

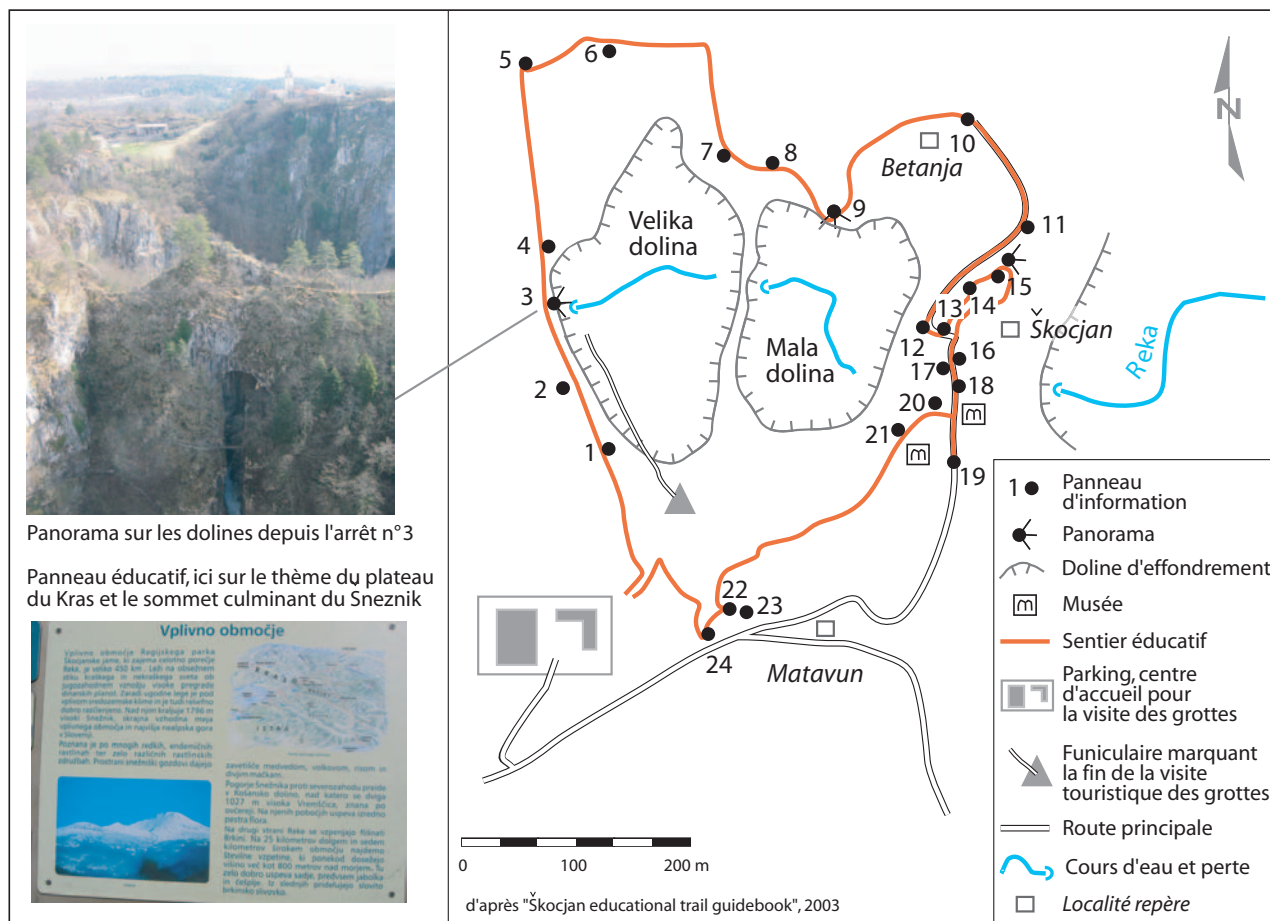


Figure III.7 : Sentier éducatif autour des dolines d'effondrement, grottes de Škocjan

Vingt-quatre panneaux d'information, accompagnés d'un livret d'explication édité en plusieurs langues, donnent ainsi à voir les différents aspects du monde karstique : la formation des paysages karstiques, les explorations dans les grottes de Škocjan, la faune, la flore, le cycle de l'eau, les différentes formes d'habitat, les activités agro-pastorales, etc. Ce parcours intègre la visite de deux musées érigés dans des anciennes habitations du village de Škocjan : aux dimensions modestes, le premier présente un certain nombre de documents iconographiques autour des explorations dans les grottes de Škocjan ainsi que les découvertes archéologiques réalisées sur ce site ; le second offre une reconstitution d'un habitat traditionnel, jouant ainsi sur des ressorts ethnographiques.

En apparence anecdotique, ce sentier témoigne d'une extension du registre dans lequel s'inscrivent les grottes de Škocjan : de site touristique, celles-ci se positionnent peu à peu comme site culturel. En retour, cet aménagement culturel autour d'un site touristique fonctionne comme l'expression d'un mouvement de va et vient, lequel s'est progressivement instauré entre le parc régional des grottes de Škocjan et la région du Kras : le site, du fait de sa notoriété, permet de diffuser et d'asseoir la lisibilité d'une identité culturelle « Kras », laquelle région fournit en retour

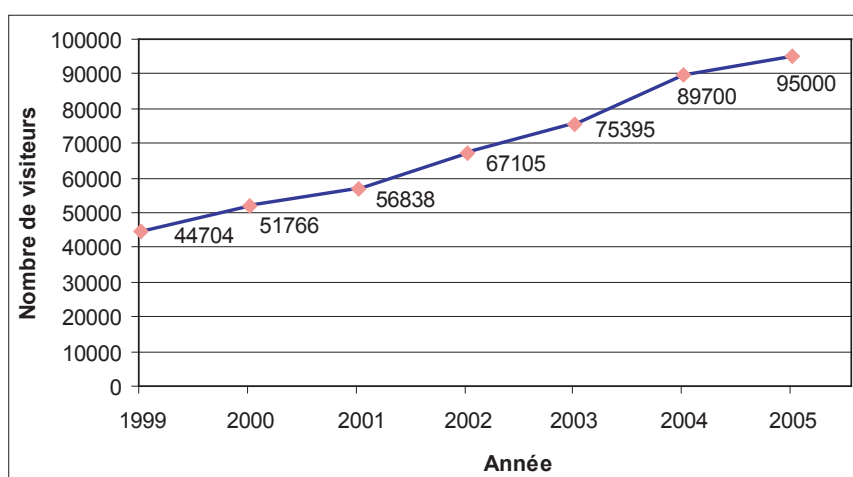
la matière première culturelle nécessaire au développement de ce site. On voit dès lors comment, à une simple visite de grotte, qui reste encore aujourd'hui le point phare de ce site, se combine graduellement une dynamique de construction d'un haut lieu, où l'on assiste à l'élection d'un lieu singulier et emblématique (Micoud A., 1991a).

Pour autant, la fréquentation touristique limitée de ces aménagements culturels nous amène à relativiser cette argumentation. Apparaît alors un décalage entre l'affichage culturel de ce site et la réalité des pratiques touristiques. A ce titre, bien que ce sentier pédagogique soit en libre accès, rendant caduque une estimation précise de leur fréquentation, quelques chiffres peuvent être avancés. Ainsi, la vente des guides explicatifs, à hauteur de 171 unités, toutes langues confondues, pour l'année 2004 ! Reste que cette donnée est difficilement interprétable, étant donné que ce circuit peut aisément se parcourir sans acheter le guide. Cet élément peut alors être recoupé avec une enquête de fréquentation et de satisfaction réalisée par la structure gestionnaire du parc en 2004. Sur un échantillon de 983 personnes interrogées, 930 touristes ont visité la grotte et 200 le sentier pédagogique. Il semblerait alors qu'un touriste sur 5 effectue cette visite, ce qui laisserait à penser que près de 20 000 personnes auraient visité ce parcours en 2004, chiffre auquel il convient de rajouter près de 1500 élèves des écoles primaires environnantes. Dès lors, bien que ces pratiques culturelles soient effectives, il semble qu'il y ait un certain écart entre l'affichage culturel probant de ce site et la réalité des pratiques touristiques. En un sens, le même constat peut être fait à l'échelle des grottes de Choranche (Vercors) où le gérant estime que 10 à 20 % des visiteurs de la grotte parcourent également le sentier pédagogique dit « des Sciences de la Terre », soit environ 15 000 visiteurs en comptabilisant également les visites scolaires.

En un sens, ce décalage traduit un glissement de fonction du site des grottes de Škocjan : reconnues en tant que site touristique karstique, leur inscription progressive dans un périmètre plus général (allant du parc régional établi en 1996, à l'extension MAB de 2004 et à l'actuel projet Unesco sur l'ensemble du plateau du Kras) s'accompagne d'un affichage culturel de plus en plus prononcé. Porté conjointement par des acteurs locaux, régionaux et nationaux, cet affichage éclipse, dans les discours et les représentations, la dimension touristique de ce site, alors même que la visite payante des réseaux karstiques reste l'élément central du site. Ainsi, lorsque l'on observe les chiffres de fréquentation des grottes, on relève que ces derniers sont en augmentation continue.

Figure III.8 : Fréquentation touristique des grottes de Škocjan, 1999-2005

Cette courbe souligne la progression constante des entrées touristiques pour la visite des grottes de Škocjan, laquelle a été multipliée par 2 en 6 ans (les données d'avant 1999 ne sont pas disponibles de manière continue). Les facteurs permettant d'expliquer cette croissance restent difficilement identifiables : amélioration de la communication, affichage culturel, un effet-retour différé des mesures de protection, etc. Ces derniers sont d'autant plus difficiles à cerner que l'ensemble des sites du plateau du Kras présente une augmentation similaire : pour la même période, la fréquentation touristique de Postojna est, en effet, multipliée par 1,7.



La mise en perspective de cette augmentation et des discours tenus par les gestionnaires du parc interroge : alors que la fréquentation du parc repose avant tout sur la visite de ce site touristique payant, cette dimension touristique est minimisée dans les discours des acteurs, lesquels mettent préférentiellement l'accent sur des volets scientifiques et culturels.

L'analyse des différents textes relatifs à la création et au fonctionnement des grottes de Škocjan souligne ainsi le positionnement particulier de l'activité touristique, permettant en retour de mieux comprendre les orientations progressives de ce site vers un volet culturel.

2. 3. Une activité touristique secondaire ?

En ce sens, le contenu de la loi de 1996 précise les orientations que l'Etat slovène entend donner au développement touristique des grottes de Škocjan. Le volet touristique est essentiellement abordé *via* une importante série d'interdictions. Ces dernières fournissent à la structure gestionnaire les moyens de prévenir toute forme d'évolution des paysages et des monuments situés à l'intérieur du parc régional, ces dispositions étant renforcées au niveau des grottes et autres monuments dits « naturels ». Ainsi, cette loi donne le ton quant à l'articulation à donner aux logiques de patrimonialisation et de développement touristique, l'accent étant clairement mis sur le volet de la protection. Dans une certaine mesure, seul le point 10 de l'article 10 réglementant les activités dans le cadre de ces monuments naturels offre un cadre dans lequel le développement de nouvelles pratiques touristiques pourrait être envisagé. Celui-ci interdit les activités pouvant mettre en danger l'entrée des grottes et leurs alentours. Pour autant, à notre connaissance, la question ne s'est pas encore posée. Cette disposition cherche davantage à anticiper le développement potentiel de telles activités qu'à répondre à une demande effective.

En terme de développement touristique, des informations complémentaires apparaissent à la lecture des fonctions relevant du domaine de compétence de la structure gestionnaire. Parmi les nombreuses tâches qui lui sont affectées, celle-ci doit maintenir les équipements dans les grottes pour le tourisme ainsi que les services de guides dans le parc, tout comme elle se doit de construire et de maintenir des sentiers et les panneaux d'information (article 16 de la loi Škocjan Caves Regional Park Act, 1st October 1996).

La faiblesse des dispositions relatives au tourisme dans ce texte réglementaire fait figure de paradoxe : alors même que les grottes de Škocjan sont un site touristique, cette dimension semble être relativement occultée, la majorité des orientations concernant la mise en place de programmes de recherche, l'organisation de programmes éducatifs, la surveillance et la maintenance de l'état général du parc, etc.

Cet apparent décalage résulterait donc d'une volonté délibérée des rédacteurs de cette loi de donner une orientation scientifique et « naturaliste » au programme de gestion des grottes de Škocjan, en opposition vraisemblablement aux logiques de développement touristique jusqu'ici conduites par la compagnie touristique et d'hôtellerie de Sežana, précédemment en charge de la gestion du site. Faisant de la préservation du site l'objectif principal de toute démarche engagée à l'échelle du parc régional, cette loi traduit une nette orientation du couple patrimoine/ tourisme où la faveur est donnée aux mesures de conservation.

Actuellement, cette orientation trouve sa traduction dans un projet de limitation des entrées touristiques. Suite à une première campagne d'observation, un seuil-limite de 100 000 visiteurs par an a été avancé, seuil actuellement discuté par les experts. D'après les autorités responsables de la bonne gestion de ce site, la mise en place de ce quota permettrait ainsi d'endiguer la prolifération des algues, de prévenir toute altération du micro-climat endokarstique, de contrôler des groupes de visiteurs trop importants et de maîtriser les altérations enregistrées au niveau des sentiers de cheminement (entretien Z. Klemen-Krek, responsable des programmes des Nations Unies (Unesco et MAB) en Slovénie, le 03/02/2005). Au-delà de ces considérations environnementales, on peut se demander dans quelle mesure l'instauration de ce seuil-limite ne viserait pas à conforter son

caractère emblématique de lieu touristique « vitrine du développement durable ». Par un effet rétroactif, ce seuil-limite, porteur et créateur de rareté, viendrait ainsi renforcer le caractère exceptionnel de ce site, fonctionnant à court terme, comme un argument touristique.

Ce positionnement particulier a de quoi surprendre : site touristique aux aménagements importants, il semble néanmoins que les grottes de Škocjan se soustraient à une logique de rentabilité économique.

Cette orientation est directement à mettre en relation avec la création du parc régional des grottes de Škocjan en 1996. Partant du principe qu'une logique de rentabilité économique s'inscrit en porte à faux avec le label Unesco, la loi de 1996 stipule que la structure gestionnaire du parc prend la forme d'une agence de service public, placée sous autorité directe du parlement slovène. Les conséquences de ce parti pris sont plurielles, concourant à faire des grottes de Škocjan un site touristique atypique.

Ainsi, la gestion du parc régional est assurée par cet organisme public : celui-ci rédige un plan de gestion tous les cinq ans, lequel doit être adopté par les services du ministère de l'Environnement et de la Culture puis adopté par le Parlement slovène ! Cette procédure, relativement fastidieuse, n'en reste pas moins un excellent garde-fou face à d'éventuels projets d'aménagement touristique démesurés.

Par ailleurs, qui dit « organisme public », dit fonds publics ! En ce sens, les employés du parc sont des fonctionnaires d'Etat dont les revenus ne sont pas annexés sur la rentabilité économique de la grotte. Ainsi, les frais de fonctionnement et d'investissements sont majoritairement supportés par l'Etat. A titre d'exemple, le plan d'investissement prévu pour 2005 projetait la répartition suivante des recettes : 48 % au titre des entrées touristiques, 30 % pour les subventions directes de l'Etat, le reste provenant de programmes européens et autres supports rendus possibles du fait des labels attribués au site des grottes de Škocjan que nous avons précédemment évoqués (Javnega zavoda Park Škocjanske jame, 2004 - fonds d'archives de l'institut du karst de Postojna).

En outre, contrairement à la grotte de Postojna, les grottes de Škocjan ne sont pas concernées par les nouvelles dispositions du projet de loi de protection sur les grottes, notamment les aspects financiers. La question ne se pose pas de mettre en place un quelconque système de concession et encore moins d'établir une redevance sur le nombre d'entrées touristiques réalisées. Un positionnement particulier qui inscrit ces deux grottes touristiques dans un climat de relative méfiance, certains estimant que la redevance versée par la grotte de Postojna à l'Etat sert à financer les aménagements touristiques de Škocjan... En terme de fonctionnement du couple patrimoine/tourisme, on voit dès lors comment les revenus liés à l'exploitation d'autres sites touristiques karstiques permettent en retour l'orientation particulière de ce tandem au niveau des grottes de Škocjan.

Dans ce cas précis, la gestion du couple patrimoine/ tourisme se dégage d'impératifs strictement économiques. Ce positionnement particulier de la grotte de Škocjan explique ainsi les réflexions actuelles en terme de seuil-limite de 100 000 visiteurs par an, parti pris singulier témoignant en retour d'une certaine marge de manœuvre alimentée par des subventions gouvernementales conséquentes. Autant de libertés que ne peuvent s'accorder d'autres grottes touristiques appartenant au secteur privé ou gérées selon un système de concession. Pour ces dernières, programmes de surveillance et opérations de réhabilitation dépendent alors principalement du chiffre d'affaire généré par la fréquentation touristique de la grotte, les retombées générées par le développement touristique permettant en retour des actions de préservation.

En terme d'évolution de ce site touristique, l'entrée en vigueur de la loi de 1996 a entraîné une bifurcation dans les modalités de fonctionnement de ce site touristique, lesquelles nouvelles modalités de fonctionnement se traduisent peu à peu par un changement au niveau de la structure-même de ce site : d'un site touristique, celui-ci devient peu à peu un site culturel témoin des caractéristiques du plateau du Kras, faisant figure de haut lieu de l'application des principes du développement durable.

Pour autant, depuis peu, il semble que les retombées économiques liées au tourisme soient de nouveau envisagées. Ainsi le lancement du programme MAB s'accompagne d'un volet touristique où la diffusion des flux touristiques à l'échelle de l'ensemble du parc apparaît comme un moyen de compléter les revenus liés à l'activité agricole et de lutter contre la désaffectation démographique qui touche les villages compris dans le périmètre du parc. D'après les informations recueillies sur place, la population du village de Škocjan était de l'ordre de 60 personnes avant la seconde guerre mondiale... pour se composer aujourd'hui de 2 habitants permanents, ce nombre passant à 69 lorsque l'on considère la totalité des villages compris dans la zone centrale ! L'enjeu est de taille pour les gestionnaires qui craignent une muséification du parc et mettent en place des stratégies pour aider au maintien de cette trop faible population (entretien B. Peric, agent du parc régional des grottes de Škocjan, le 21/02/2005). En ce sens, des aides financières sont proposées aux habitants pour la rénovation d'anciens bâtiments et leur transformation en chambres d'hôtes. Ce programme démarrant, les résultats de cette politique ne pourront être évalués que sur le long terme. A titre d'information, actuellement, on compte 3 maisons d'hôtes, soit 22 lits touristiques à l'intérieur du parc régional, ce chiffre passant à 10 chambres et à 27 lits lorsque l'on considère la municipalité de Divača¹ (Statistical Office of the Republic of Slovenia, 2004) ... ce qui reste peu lorsque l'on considère le volume général de fréquentation des grottes !

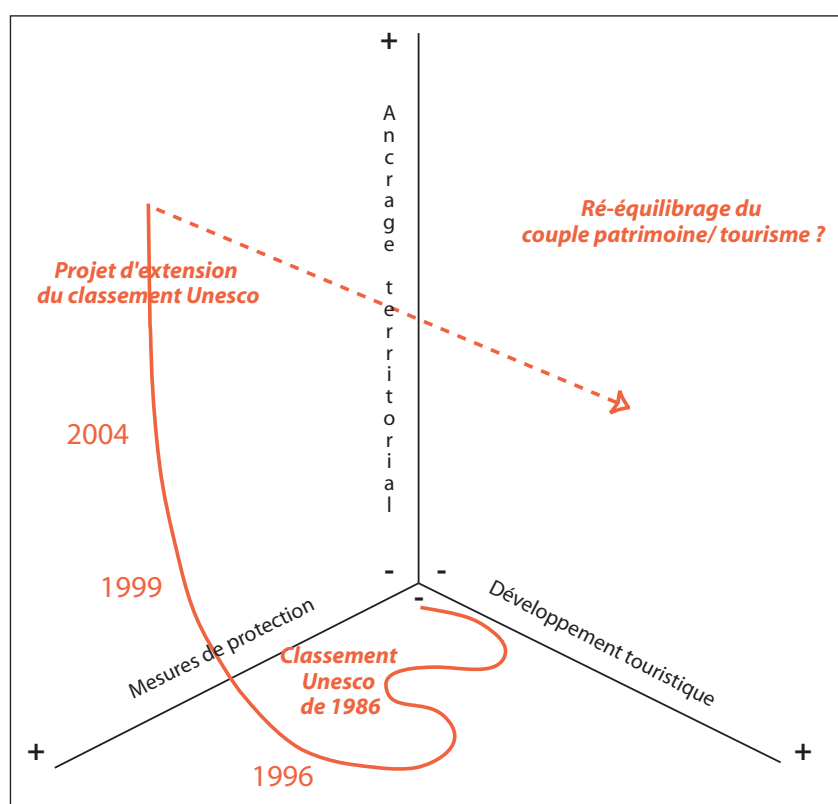


Figure III.9 : Mesures de protection et développement touristique : inscription territoriale et émergence d'un territoire autour des grottes de Škocjan
(commentaire dans le texte)

¹ Suite au re-découpage administratif de 1994, les grottes de Škocjan se situent sur le territoire de compétence de la municipalité de Divača.

Cette trajectoire illustre (i) l'évolution des articulations entre logiques de patrimonialisation d'espaces karstiques et les orientations prises pour leur développement touristique, (ii) ainsi que les effets spatiaux de cette combinaison évolutive dans le temps et dans l'espace et (iii) les effets induits de ces dynamiques spatiales sur le binôme patrimoine/ tourisme. En ce sens, l'exemple des grottes de Škocjan souligne comment un arbitrage effectué en faveur des mesures de protection s'est traduit par un processus d'élection autour de la figure du haut lieu, une évolution qui se nourrit autant qu'elle alimente des dynamiques spatiales de plus en plus marquées. En retour, ce positionnement spatial se confond plus ou moins avec le plateau du karst et dessine progressivement un nouveau territoire de compétence, où se pose actuellement la question d'un tourisme durable comme levier de développement rural et comme aide au maintien des populations.

Pour autant, cette volonté de développer le secteur touristique peine aujourd'hui à trouver ses marques, confrontée au manque de lisibilité de la région « Kras » dans son ensemble. En effet, si des dynamiques territoriales s'instaurent peu à peu entre les grottes de Škocjan et le plateau du Kras, il n'en reste pas moins que cette région, principalement marquée par un tourisme de passage, se caractérise essentiellement par un manque de lisibilité touristique. Située entre les Alpes Juliennes et le littoral slovène, le Karst semble aujourd'hui se perdre dans un enchevêtrement de découpages touristiques. Autant d'entités touristiques qui se recoupent de manière plus ou moins organisée, freinant en retour l'identification d'une région touristique autour du karst slovène.

3. UN ENCHEVÊTREMENT DE DÉCOUPAGES TOURISTIQUES

Considérant la région du Karst dans son ensemble, un jeu de superposition entre plusieurs affichages touristiques se fait jour, résultant d'une combinaison de facteurs situés à différentes échelles. Ainsi, au manque de lisibilité sur le plan national des paysages du karst slovène se juxtaposent des projets de développements régionaux et locaux, lesquels contribuent à brouiller les cartes.

3. 1. Une région peu reconnue sur le plan national

A une échelle nationale, la région du Karst apparaît comme une destination touristique secondaire, assimilée à l'ensemble touristique plus général dénommé « karst et littoral ». Cette association est particulièrement visible lorsque l'on considère le découpage des régions touristiques affiché sur les documents touristiques slovènes (cf. figure III.10, page suivante) et se retrouve, dans une certaine mesure, dans la présentation régionale qui en est faite où description du karst et du littoral se marient de manière indifférenciée.

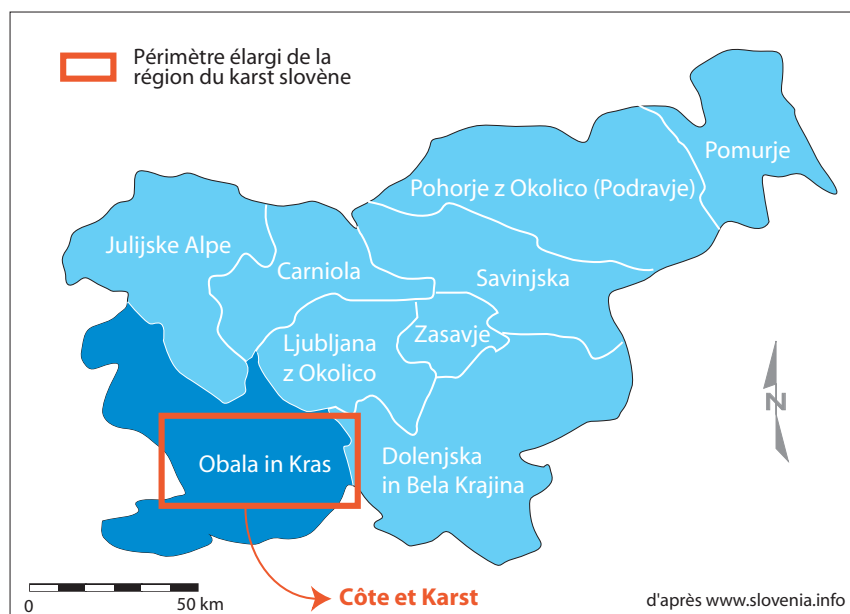


Figure III.10 : Le découpage des régions touristiques slovènes : association des paysages karstiques au littoral slovène (commentaire dans le texte)

Littoral et Karst ...dans une région aimée du soleil.

Le jaune est la couleur du soleil, qui aime caresser les **superbes villes méditerranéennes** de la côte adriatique. Ses rayons se sont pris dans les beautés du paysage karstique, un damier d'oliveraies et de vignobles, de vergers de pêcheurs et de cerisiers; Sous leurs racines, s'étendent quelques uns des plus beaux mondes souterrains de la planète. La Slovénie compte plus de six mille grottes et dolines karstiques et dix de ces trésors, chefs-d'oeuvre de calcaire creusés par les rivières intermittentes du Karst, ont été aménagés et ouverts aux touristes.

Chaque kilomètre de la côte slovène réserve une nouvelle surprise. On y trouve notamment un riche dépôt de marne mêlée de grès, d'une hauteur pouvant atteindre les 80 m : **les falaises uniques de Strunjan**, les parois de flysch les plus élevées de la côte adriatique. C'est ici que sont situés les **marais salants de Sečovelje**, mentionnés pour la première fois au 13ème siècle et peuplés par près de 150 espèces d'oiseaux. Là, se trouvent les villes de Piran, Izola et **Koper**, dont les centres ville moyenâgeux attirent toujours plus de visiteurs, tandis que **Portorož**, bien que déjà cité en 1251, propose de nombreux hôtels modernes pourvus de salles de congrès, une marina complètement équipée, un terrain de vol à voile, un casino et un programme chargé d'événements culturels, et une offre variée d'activités sportives et récréatives. Non loin de la côte, les beautés slovènes de l'Istrie et ses villages pittoresques vous attendent. Parmi eux, il faut citer **Hrastovlje** et son église de la Sainte-Trinité, ornée d'une fresque narrative du gothique tardif; le motif de la Danse macabre, entre autres, y a été conservé.

Dès que l'on quitte le littoral slovène, on tombe sur le **Karst**. Dans les caves des maisons de pierres, on vous sert et vend d'excellents vins et dans les combles, la bora (burja) sèche le jambon local, le «pršut». Ce paradis gastronomique l'est également pour ceux qui aiment le monde souterrain du Karst. La grotte de Postojna, mentionnée pour la première fois en 1213, est la grotte la plus populaire d'Europe avec ses vingt six millions de visiteurs par an. Les grottes de Škocjan (Škocjanske jame), qui figurent sur la liste du patrimoine naturel et culturel de l'humanité de l'UNESCO, peuvent se vanter d'avoir un superbe canyon souterrain, creusé par la rivière Reka, de 1400 m de longueur et de 150 m de profondeur. Les beautés de la grotte de Križna jama se laissent découvrir uniquement en canot et à la lueur des lampes à acétylène.

La langue slovène a largement contribué à l'enrichissement du vocabulaire karstique. La Slovénie possède également **la plus ancienne grotte touristique du monde** : Vilenica près de Divača, qui dès la première moitié du 17ème siècle proposait déjà les premières visites guidées.

Dans le Karst slovène, vit l'unique vertébré habitant les grottes en Europe, le *Proteus anguinus* ou « Poisson humain », qui est également **l'animal vivant dans les grottes le plus grand du monde** à notre connaissance. Peut-être ne le saviez-vous pas, mais les fameux chevaux lipizzans sont originaires de Slovénie. Lipica, où un haras fut créé en 1580, est aujourd'hui un complexe touristique particulièrement prisé qui abrite une école d'équitation, des hôtels, des piscines, un golf et un casino.

(www.slovenia.info)

plan de la comptabilité nationale des données touristiques et plus particulièrement au niveau de la classification des stations touristiques. Bien que le texte de loi relatif à l'organisation du tourisme en Slovénie (Promotion of Tourisme Act, OJ RS, No. 57/98) reste elliptique quant au statut de station touristique, l'office de statistiques de la République de Slovénie, s'appuyant sur des données statistiques, considère comme station touristique tout lieu remplissant les conditions suivantes (Statistical office of the Republic of Slovenia, 2004, pp. 450-451) :

- être attractif (paysages remarquables, équipements de santé et de bien-être, monuments culturels et historiques, événements festifs et sportifs, etc.),
- être accessible (facilité d'accès pour les différents moyens de transport existants, etc.),
- avoir un taux de services suffisant et approprié (hébergements, commerce, banque, services postaux, activités récréatives, espaces verts, etc.).

Ces dispositions satisfaites, ces différents lieux sont classés en différentes catégories, expressions des différents types de resorts touristiques présents en Slovénie :

- cat. 1 : la capitale, Ljubljana, constitue à elle seule une catégorie,
- cat. 2 : les stations thermales, essentiellement situées à l'ouest du pays,
- cat. 3 : les stations balnéaires sur le littoral slovène,
- cat. 4 : les stations de « montagne », dont l'altitude est supérieure à 500 mètres d'altitude,
- cat. 5 : les autres types de stations touristiques, regroupant à la fois les stations organisées autour d'un élément particulièrement attractif (conditions climatiques, monuments culturels ou historiques, etc.), les stations situées en bord de rivière ou de lac.
- cat. 6 : Les autres stations ne correspondant à aucune des catégories précédentes.

Aucune catégorie ne renvoie aux paysages karstiques, les stations touristiques à l'échelle de la région du karst étant çà et là comptabilisées dans les catégories 5 ou 6.

Tableau III.1 : Région statistique du Karst de Notranjska : mise en perspective des sites karstiques touristique et classification des stations touristiques

Région statistique du Karst de Notranjska	Principal site karstique concerné	Catégorie des stations touristiques
Municipalité de Cerknica		
Cerknica	Poljé de Cerknica	5
Rakek	Rakov Škocjan	5
Municipalité de Pivka		
Narin	Paysages karstiques de surface	6
Pivka	Paysages karstiques de surface	6
Municipalité de Postojna		
Planina	Poljé et grotte de Planina	6
Postojna	Grotte de Postojna	5
Predjama	Grotte de Predjama	5
Veliki Otok	Grotte de Postojna	5

Région statistique de « Côte et Kras »	Principal site karstique concerné	Catégorie des stations touristiques
Municipalité de Divača		
Divača	Grottes de Škocjan	6
Senožeče	Grottes de Škocjan	6
Municipalité de Hrpelje - Kozina		
Kozina	Paysages karstiques de surface	5
Municipalité de Komen		
Hruševica	Paysages karstiques de surface	6
Kobdilj	Paysages karstiques de surface	6
Municipalité de Sežana		
Lipica	Paysages karstiques de surface	5
Lokev	Paysages karstiques de surface	5
Sežana	Grottes de Škocjan	5

Tableau III.2 : Région statistique « Côte et Kras » : mise en perspective des sites karstiques touristique et classification des stations touristiques

Ces deux tableaux prennent uniquement en considération les stations touristiques situées à proximité d'un site karstique touristique. Les autres types de stations touristiques présents dans cette région ne sont pas mentionnés.

Entre « autres types de stations touristiques » et « les autres stations ne correspondant à aucune des catégories précédentes », les stations touristiques associées à des sites karstiques rencontrent un problème de lisibilité, d’affichage touristique et ce d’autant plus que d’un point de vue institutionnel, la promotion touristique de ces paysages fait l’objet d’une gestion différenciée.

3. 2. L’organisation du tourisme en Slovénie

La région du karst se trouve scindée entre deux instituts régionaux du tourisme, l’un établi à Postojna, le second établi... à Portorož, station balnéaire du littoral slovène ! Bien qu’il existe des organisations ponctuelles au niveau de Sežana et de Divača, ces dernières n’ont pas de projets



Figure III.11 : Définition touristique de la région de Notranjska

Cette carte met en avant un regroupement touristique initié par l’Institut Régional de Postojna : celui-ci cherche à fédérer l’ensemble des communes réunies dans son périmètre de compétence. Depuis 2000, la publication annuelle d’une brochure touristique matérialise ces dynamiques spatiales. Pour autant, ce document touristique se compose essentiellement de photographies des différents paysages présents sur le karst de Notranjska, sans pour autant donner des indications quant aux activités touristiques que l’on peut pratiquer, ni même une liste des hébergements et des points d’information. Dès lors, cet affichage repose principalement sur une connivence, voire une unité paysagère autour des paysages karstiques... sans pour autant s’étendre par delà le sommet du Nanos et prend en considération la région des grottes de Škocjan.

communs et servent avant tout leurs intérêts locaux en matière de développement touristique. En effet, ces regroupements, basés sur un modèle associatif (Društvo), s'occupent essentiellement de la promotion et de l'embellissement de leur ville et de ses abords, sans qu'un travail en partenariat à l'échelle de l'ensemble du karst soit conduit. Une logique différente s'observe à l'échelle de Postojna et de la région de Notranjska où l'Institut Régional établi à Postojna cherche à fédérer les municipalités comprises dans son territoire de compétence (cf. figure III.11).

Si, à terme, il est question d'étendre les compétences de cet institut à l'ensemble du karst slovène, il n'en reste pas moins que cette juxtaposition entre territoire de compétence touristique et réalité des flux touristiques participe au manque de lisibilité touristique de cette région.

3. 3. Des efforts de promotion touristique aux finalités contradictoires

Pour autant, passant outre ces découpages administratifs, des logiques de promotion touristique émergent çà et là, portées par des acteurs nationaux ou locaux. Cependant, si ces dernières prônent comme objectif la mise en relation des différents acteurs du tourisme à l'échelle d'une région, on relève qu'elles ne s'organisent que partiellement autour des paysages karstiques, ces derniers étant considérés comme des curiosités et non comme des sites fédérateurs. A ce titre, deux exemples nous paraissent particulièrement significatifs et méritent un développement.

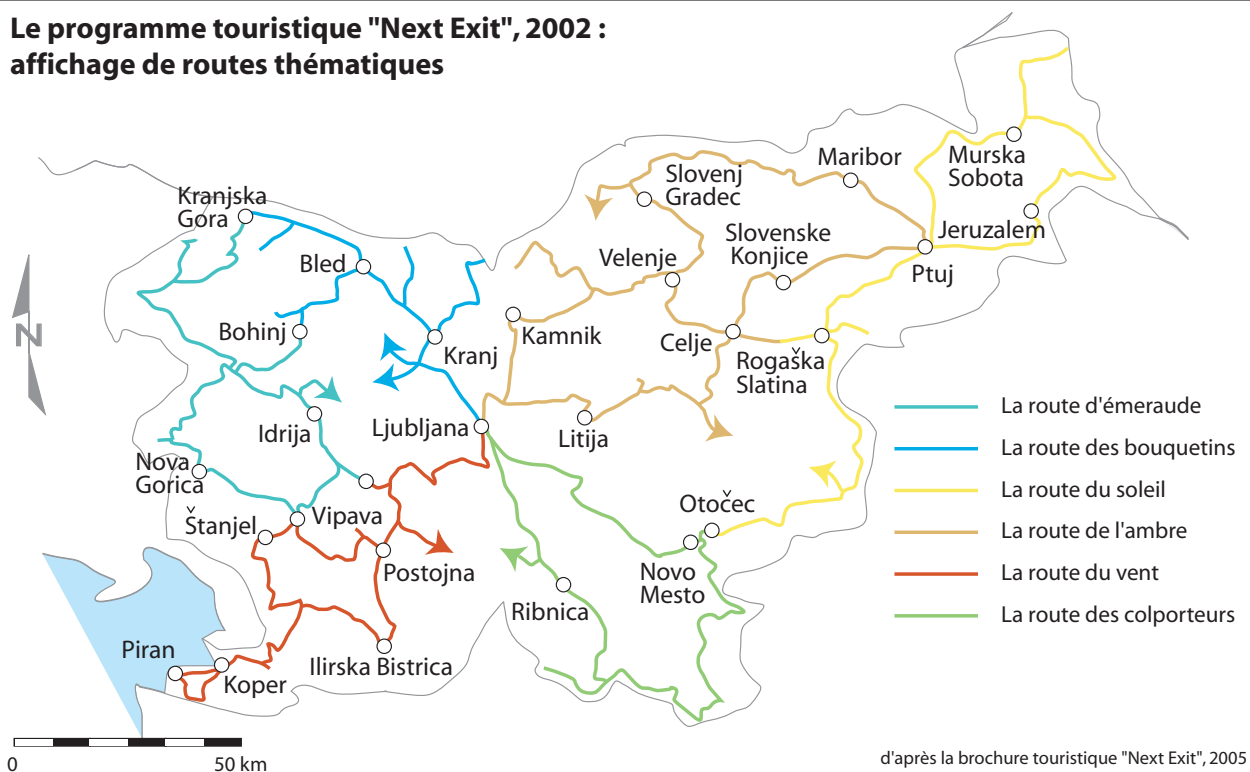
3. 3. 1. Le projet « Next Exit », autrement dit « prochaine sortie »

Né en 2002 à l'initiative de l'Institut national touristique de Slovénie, ce projet a comme ambition d'amener les touristes à sortir des tracés classiques dessinés par les autoroutes et de leur faire découvrir les richesses des divers paysages slovènes : « *Byways are more attractive than highways* ». Il s'agit ni plus ni moins de diffuser des flux touristiques aujourd'hui essentiellement concentrés autour du littoral slovène, des alpes Juliennes et de la capitale, Ljubljana. Des livrets sont à disposition des touristes dans les offices de tourisme et sites touristiques, lesquels regroupent différentes prestations et permettent de bénéficier (parfois) d'une réduction allant de 5 à 10 % sur les visites ou services inventoriés.

En ce sens, plusieurs circuits ont été dessinés à l'échelle du territoire national, avec une volonté visible de couvrir l'ensemble du territoire national (cf. figure III.12, page suivante) :

- la route d'émeraude (vallée de la Soča et vallée de la Vipava),
- la route de l'ambre (Ljubljana-Maribor),
- la route du soleil (ouest du pays),
- la route des colporteurs (sud-ouest),
- la route des bouquetins (alpes Juliennes),
- la route du vent (Ljubljana-Koper, *via* le karst).

Le programme touristique "Next Exit", 2002 : affichage de routes thématiques



En route vers le mystérieux Karst et la mer adriatique (Portorož - Ljubljana)

Lorsque votre planche à voile est poussée par le vent de la bora à Portorož, nous vous conseillons de vous habiller chaudement et de prendre place dans le confort du train souterrain qui sillonne la grotte de Postojna.

L'artiste graphiste Lojze Spacal saura toucher votre sensibilité artistique lors d'une visite à la galerie Štanjel, tout comme l'architecte Jože Plečnik en de nombreux endroits à Ljubljana.

Lorsque vous assisterez au coucher du soleil au dos d'un cheval blanc slovène lipizzan, vous commencerez à croire aux forces surnaturelles.

Vous les trouverez sur le mont Slivnica, surplombant le lac Cerknica, lieu de résidence des sorcières.

Méfiez-vous des sorcières du château de Predjama encastré dans la falaise... ou éloignez-les en dégustant un verre de noble Malvazija dans une "osmica" que vous trouverez sur la Route du vin.

Retournez ensuite vers la côte et rendez-vous dans un des petits cafés situés sur la place de Tartini à Piran...

Pages en version française, éditées par
l'office national du tourisme slovène
www.slovenia-tourism.si/nextexit

Le programme touristique "Next Exit", 2002 : association des paysages karstiques et du littoral slovène dans "la route du vent"

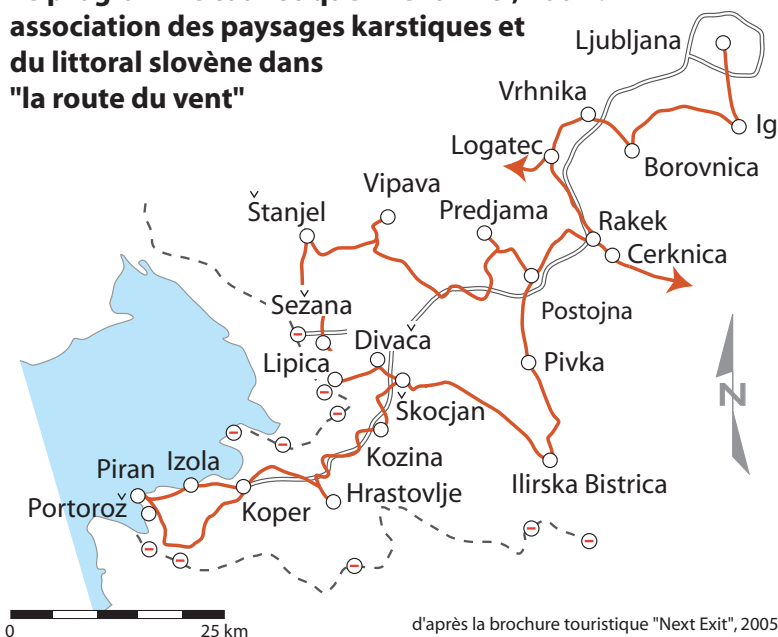


Figure III.12 : Le programme touristique « Next Exit » (2002) : affichage de route thématiques et association des paysages karstiques et du littoral slovène sous l'appellation « la route du vent » (commentaire dans le texte)

Une nouvelle fois karst et littoral sont regroupés dans une même unité, la route du vent, ainsi dénommée en référence à la Bora (vent dominant sur le plateau du karst). La dénomination même de ce circuit pose question, les capacités fédératrices d'un élément naturel tel que le vent soulevant des interrogations. Bien que ce terme soit connu des populations locales, il reste obscur pour les populations touristiques qui ne se reconnaissent pas dans cette désignation, qui, au demeurant, reste faiblement mise en avant.

A la lecture des visites proposées, sont alors associés des sites très divers, allant, du sud au nord, des salines de Sečovelje et de la baie de Strunjan, aux grottes de Škocjan, de Divača puis de Škocjan, en passant par le village de Štanjel pour finir au poljé de Cerknica et à la grotte de Križna. En un mot, ce circuit reprend l'ensemble des sites touristiques de cette région, proposant un large panel d'activités et de services, sans toutefois parvenir à hiérarchiser ces différents sites selon une thématique clairement identifiée et structurante. En retour, ce circuit confirme l'inscription de la région du karst slovène comme un espace interstitiel entre le littoral slovène et la capitale, dans une direction sud-ouest/ nord-est.

3. 3. 2. Les chemins du patrimoine d'Idrijca à Kolpa

Ponctuellement, des initiatives régionales viennent se surimposer à ce schéma général, tels les chemins du patrimoine reliant la rivière Idrijca à celle de Kolpa, traduction littérale de « The heritage Trails from the Idrijca to the Kolpa », initiés en 2002. Ce circuit touristique, porté par l'Institut pour le Développement Rural, propose une nouvelle inscription de certains paysages karstiques, dans un ensemble cette fois orienté nord-ouest/ sud-est. Une nouvelle fois, un jeu de surimposition s'observe entre le périmètre que dessine ce nouvel ensemble et la région du karst telle que définie dans notre recherche (cf. figure III.13).

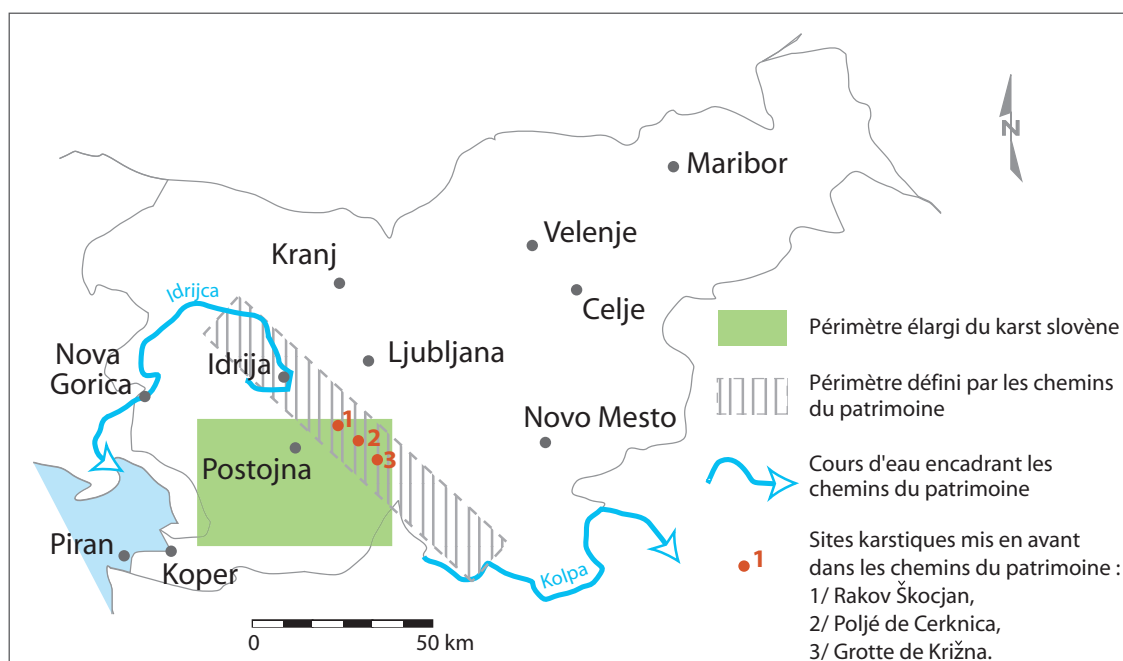


Figure III.13 : Les chemins du patrimoine d'Idrijca à Kolpa : jeu de surimposition avec la région du karst slovène

On relève que l'espace défini par ces chemins du patrimoine vient chevaucher, de manière transversale et partielle la région du karst slovène.

Sont alors mis en avant le parc de paysage « Krajinski Park - Landscape Park » autour des phénomènes de Rakov Škocjan, le poljé de Cerknica et la grotte de Križna. Pour autant, ces quelques sites karstiques se perdent dans un affichage avant tout culturel : châteaux, églises, écomusées représentent la majeure partie des sites mis en avant lors de ces chemins du patrimoine (cf. figure III.14).

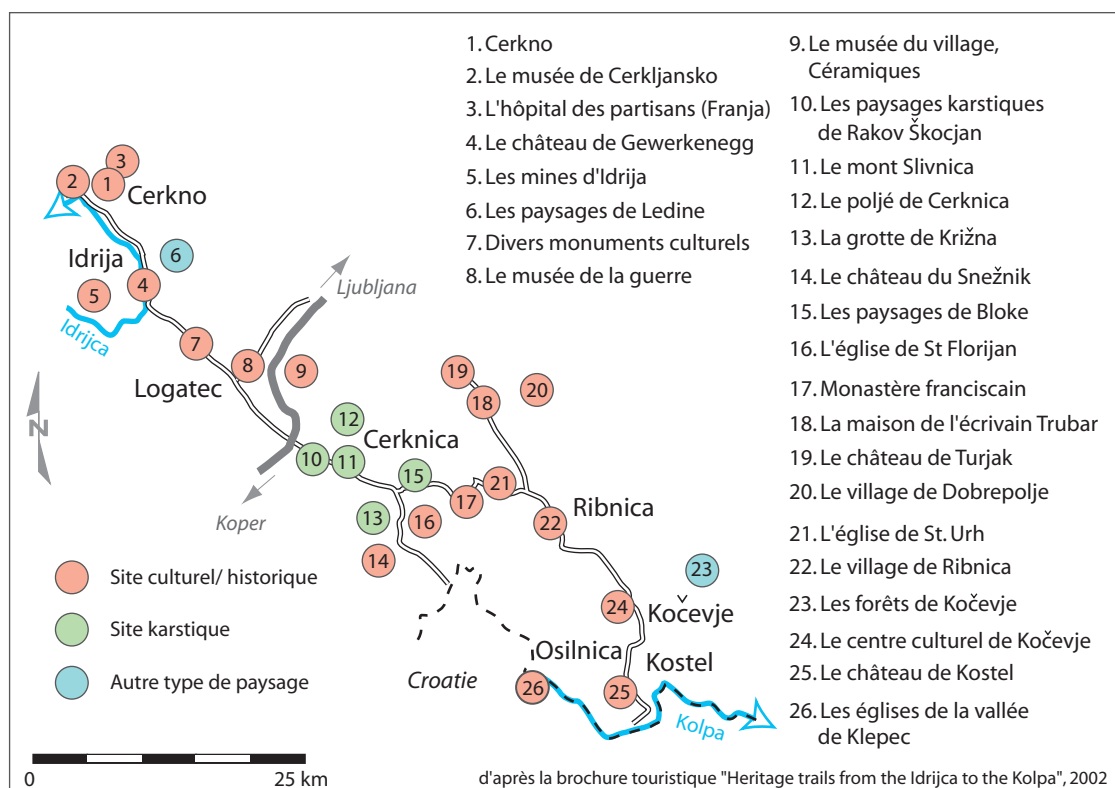


Figure III.14 : Les chemins du patrimoine d'Idrjica à Kolpa : un affichage essentiellement culturel (commentaire dans le texte)

Lors de nos campagnes de terrain, nous n'avons pu réellement mesurer le degré de fréquentation de ce circuit qui, d'après les acteurs rencontrés, reste minime. Par ailleurs, lors des visites effectuées dans les différents offices de tourisme concernés, il fut parfois difficile, pour ne pas dire impossible, d'obtenir une quelconque documentation. Sur le terrain, rares sont les Slovènes interrogés qui connaissaient la signification des panneaux explicatifs, au demeurant faiblement mis en avant.



Photographie III.1 : Affichage des chemins du patrimoine au niveau de Laze (poljé de Planina), arrêt n°9, Août 2005.

On relève que le marquage discret, encadré par des poubelles et à l'écart des principaux axes de communication.

Se situant à des échelles spatiales différentes, ces exemples illustrent les difficultés que la région du karst slovène rencontre à s'imposer comme destination touristique. Espace « entre-deux », celle-ci peine à trouver et à afficher son identité, alors même que certains de ses sites karstiques font l'objet d'une fréquentation touristique depuis plus de deux siècles.

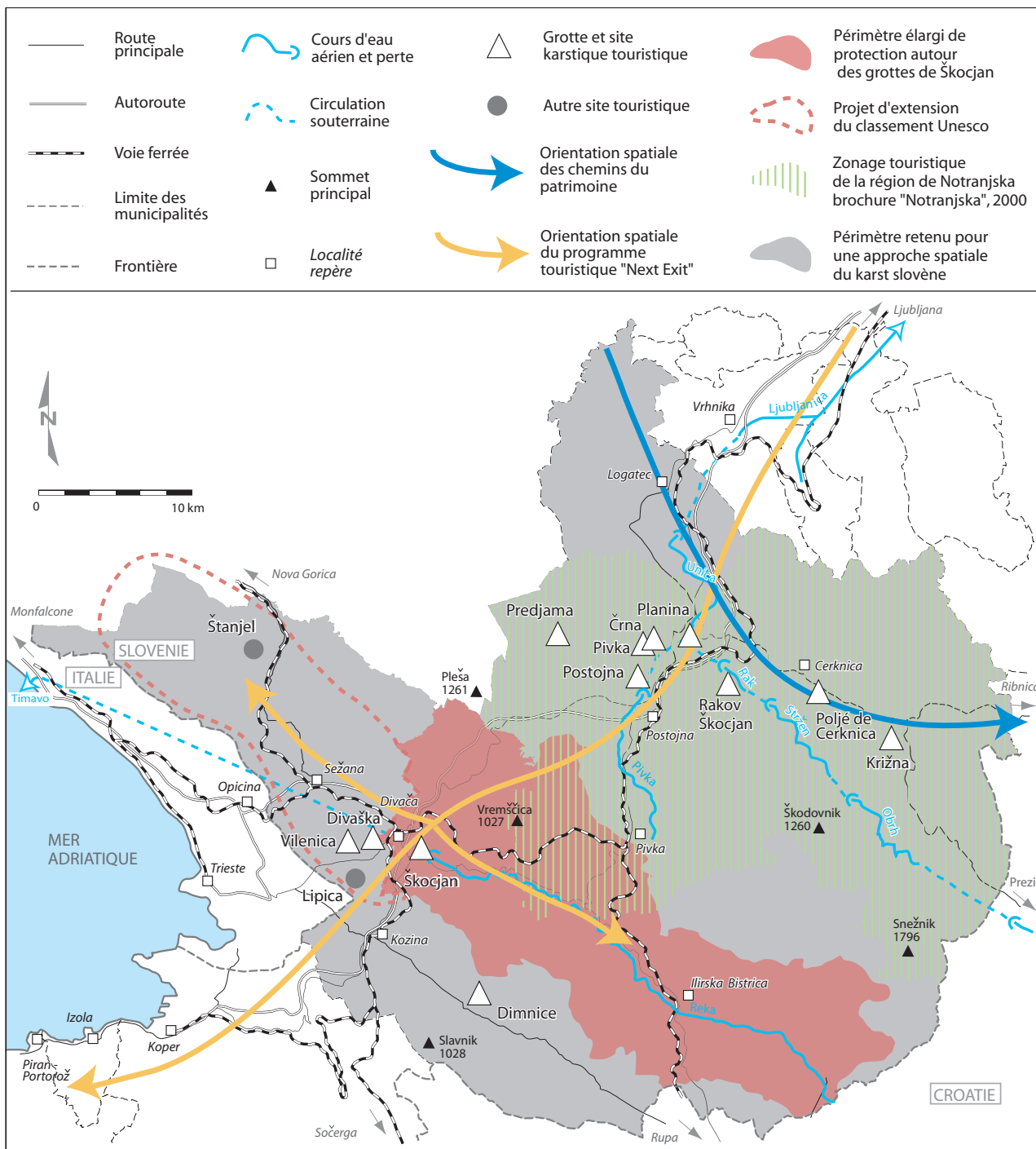


Figure III.15 : La région du karst slovène : jeu de superposition entre différents affichages touristiques

Cette carte met en avant des jeux de superposition complexes à l'échelle du karst slovène : 1/ initialement centré autour des grottes de Škocjan, un premier ensemble apparaît et couvre aujourd'hui la partie amont du bassin versant de la Reka, la partie aval faisant l'objet d'un projet d'extension du site classé à l'Unesco ; 2/ dans la partie nord-est, un second ensemble se dégage, comprenant le poljé de Cerknica et les différentes grottes touristiques aménagées dans les réseaux souterrains de la Pivka ; 3/ de manière transversale, des circuits touristiques se surimposent à ces ensembles pré-existants qui, s'ils s'appuient partiellement sur les paysages karstiques, ne les affichent pas clairement comme une composante de leur offre touristique.

Au-delà de ces enchevêtrements, cette carte souligne une organisation bipolarisée de la région du karst telle que nous l'avons définie dans le cadre de notre recherche. Au premier ensemble articulé autour des grottes de Škocjan, davantage tourné vers le plateau du Kras et le littoral, répond un espace touristique axé autour de la grotte de Postojna, au-delà de la chaîne du Nanos et du sommet de Vremiščica. De part et d'autre de ces sommets, les deux visages du karst slovène se cherchent dans une même unité, sans réellement parvenir à l'affirmer.

4. LA RÉGION DU KARST SLOVÈNE : ENTRE UNITÉ TOURISTIQUE ET ENJEU D'APPROPRIATION, L'ÉMERGENCE D'UNE RÉGION TOURISTIQUE ?

Compte tenu de nos axes de recherche, ces différents éléments d'observations nous amènent à questionner l'émergence ou non d'une région touristique autour de ces paysages karstiques slovènes. Cette forme spatiale, appelée par certains « région touristique » (Dewailly J.-M., Flament E., 2000) et par d'autres « espace touristique » (Knafou R. (et al.), 1997), résulte, dans un cas comme dans l'autre, d'une « *concentration de lieux touristiques* » et possède « *une image globale profondément liée au tourisme* » (Knafou R. (et al.), 1997, p. 201). Ainsi, « *la définition d'une région touristique est fondée sur le poids en nombre et en intensité de la fréquentation, sur l'échelle et la cohérence spatiale qui la caractérise et la délimite, ainsi que sur l'image qui la résume* » (Lozato-Giotart J.-P., 2003, p. 34).

A l'échelle du Karst slovène, il s'agit donc (i) d'observer dans quelle mesure des liens se tissent entre les différents sites touristiques karstiques et patrimonialisés de cet espace, (ii) d'interroger la nature de ces relations et (iii) d'analyser dans quelle mesure ces processus alimentent autant qu'ils résultent d'une image touristique « Karst ». Ce questionnement nous amène alors à envisager les traductions spatiales de la dialogique touristique-patrimoniale, laquelle s'organise dans un jeu d'association et de dissociation complexe.

4. 1. Les grottes de Škocjan et de Postojna : un jeu de cache-cache ?

Sites touristiques majeurs de cette région, ces deux grottes comptabilisent à elles seules plus de 95 % des visites de grottes touristiques réparties dans la région du karst slovène. A ce titre, il est intéressant de questionner les liens les unissant et de s'interroger sur leur association en vue de marquer une destination « Karst ».

A priori, il n'est pas ici question de concurrence entre ces deux sites touristiques karstiques. Bien qu'il s'agisse de deux grottes touristiques, celles-ci offrent un produit différent : la grotte de Postojna joue sur le registre des concrétions et l'aspect ludique de sa visite avec le petit train touristique, alors que les grottes de Škocjan mettent en avant le caractère grandiose et démesuré des dolines d'effondrement et du canyon souterrain de la Reka (cf. figure III.16). Dans une logique de complémentarité, le site de Postojna arbore des panneaux touristiques présentant les grottes de Škocjan et inversement.

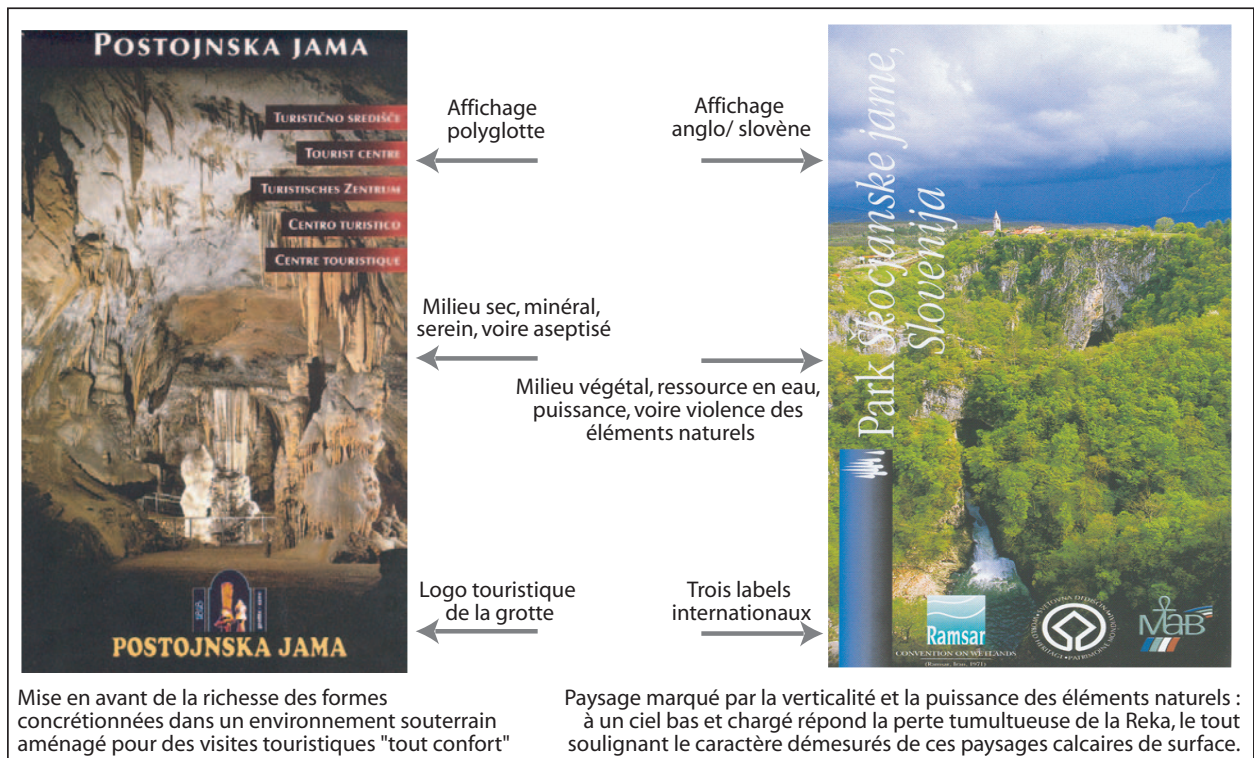


Figure III.16 : Mise en perspective des prospectus touristiques des grottes de Postojna et de Škocjan : des produits touristiques différenciés

Pour autant, des enjeux d'appropriation semblent se dessiner autour de la région du karst slovène. En ce sens, la présence de certains panneaux touristiques à l'entrée de ces deux sites touristiques interroge.

Ainsi, l'exemple de ce panneau au niveau des grottes de Škocjan, lequel présente des circuits à vélo sur l'ensemble du plateau du Kras. Lancé en 1999 dans le cadre d'un programme Phare, ce projet avait initialement comme objectif de diffuser les flux touristiques concentrés au niveau des grottes de Škocjan sur l'ensemble du plateau du Kras. Au final, ce programme s'est soldé par la pose de ce seul et unique panneau (cf. figure III.17).



Figure III.17 : Le karst à vélo : « friche touristique » ou marqueur d'un processus d'appropriation territoriale ? (commentaire dans le texte)

En apparence anodine, la présence de ce dernier à l'entrée même du site touristique des grottes de Škocjan témoigne de dynamiques territoriales. En effet, étant donné les moyens dont dispose le parc régional des grottes de Škocjan, il est pour le moins surprenant qu'un tel panneau n'ait pas été enlevé, alors même que ce programme n'a donné lieu à aucune autre forme de réalisation depuis près de huit ans ! S'il est difficile de comprendre les raisons expliquant cet état de fait, l'actuelle présence de ce qui peut être considéré comme une « friche touristique » à l'entrée du seul site slovène classé Unesco semble sous-tendre des logiques d'appropriation territoriale. Une hypothèse d'autant plus plausible lorsque l'on observe les affichages réalisés à l'entrée du site de Postojna.

Ainsi, au niveau de Postojna, un second type d'affichage met en avant le karst de Notranjska, associant dans un même ensemble les 10 grottes touristiques de cette région, les poljes situés au sud de Pivka, celui de Cerknica et les paysages karstiques de Rakov Škocjan (cf. photographie III.2).



Photographie III.2 : Panneau touristique « Karst of Notranjska », parking de la grotte de Postojna, septembre 2004 (commentaire dans le texte).

Au final, ce découpage reprend la totalité des sites retenus dans le cadre de notre recherche. Pour autant, c'est l'appellation de « Notranjska karst » qui est retenue et non celle de « Classical karst », ou encore tout simplement le toponyme de « Karst ».

En un sens, la mise en perspective de ces deux panneaux touristiques, le premier à l'entrée des grottes de Škocjan, le second au niveau de Postojna, soulève des questions d'appropriation autour du plateau du Kras slovène, lequel est à la fois revendiqué par les grottes de Škocjan et par celle de Postojna. Ces affichages soulignent cette juxtaposition qui existe aujourd'hui entre ces deux grottes, lesquelles, bien qu'elles se renvoient partiellement l'une à l'autre, n'en restent pas moins deux sites distincts.

4. 2. Un circuit reliant les grottes slovènes : Transversale

Localement, une démarche de mise en réseau de ces différents paysages karstiques touristiques s'observe. Ainsi, l'élaboration depuis 1995 de la « Transverzale » cherche à fédérer l'ensemble des grottes touristiques slovènes : à l'accueil de ces différentes grottes, le touriste peut se munir d'un livret de présentation, lequel lui donne droit à des réductions pour visiter les autres grottes touristiques incluses dans ce circuit. Ces visites effectuées, le détenteur a la possibilité de renvoyer son livret, dûment visé par les tampons de ces différentes grottes, en vue d'obtenir un certificat de reconnaissance attestant que ce visiteur a visité l'intégralité des grottes touristiques slovènes... un système qui n'est pas sans rappeler les traditions du tourisme autrichien...

S'il n'existe pas de données concernant le nombre de guides vendus et effectivement utilisés, le nombre de personnes ayant présenté leur livret entièrement tamponné chaque année est connu : 1996 : 5 pers., 1997 : 11 pers., 1998 : 9 pers., 1999 : 10 pers., 2000 : 13 pers., 2001 : 6 pers., 2002 : 10 pers., 2003 : 6 pers., 2004 : 18 pers., soit un total de 88 personnes, ce qui reste relativement minime par rapport aux totaux de fréquentation des grottes situées dans la région du karst slovène ! (cf. tableau III.3).

Grotte touristique	Découverte / ouverture au tourisme	Jours ouvrables en 2004	Types de structures de gestion	Structures d'accueil : parkings et hébergements	Nbre de Visiteurs en 2004
Dimnice	1904 / 1914	nc	club spéléo	80 places	nc
Divaška jama	1884 / 1885	nc	club spéléo	20 places	nc
Predjama	? / 1995 : ce site touristique est géré par la même structure que la grotte de Postojna.	245	entreprise	20 places	10.819
Križna jama	1838 / 1956	221	club spéléo	20 places	3.846
Pivka jama et Črna jama	1852 / 1926	123	entreprise	50 places	3.138
Planinska jama	1848 / fin XIX ^{ème} puis réouverture en 1958	nc	club spéléo	10 places	nc
Postojnska jama	1818 / 1819	365	entreprise	1200 places + 900 lits environ aux abords immédiats	484.255
Škocjanske jame	1823 / 1884	365	statut public	100 places	89.700
Vilenica	Début XVII ^{ème} siècle / réouverture en 1962	nc	club spéléo	50 places	nc

Tableau III.3 : Caractéristiques touristiques des grottes touristiques de la région du karst slovène

Ce tableau croise plusieurs types de données relatives : 1/ à l'ancienneté de la mise en tourisme de la grotte considérée ; 2/ au nombre de jour ouvrables par an ; 3/ aux structures de gestion ; 4/ à la capacité d'accueil du site touristique et de ses environs ; 5/ au nombre de visiteurs en 2004. Trois types de grottes touristiques ressortent de cette lecture : (i) les grottes aménagées dans les réseaux de Postojna ou aux alentours, lesquelles sont gérées par une même entreprise privée : celles-ci s'inscrivent dans une logique de rentabilité économique et sont marquées par des aménagements touristiques conséquents, notamment pour la grotte de Postojna, fleuron de cette flotte ; (ii) les grottes de Škocjan qui, du fait de leur statut public, investissent de manière plus réservée dans le développement d'équipements touristiques d'accueil ; (iii) les grottes gérées par les clubs spéléo où les équipements touristiques sont, de fait, minimes et les chiffres de fréquentation rarement communiqués (exception faite pour la grotte de Križna).

En outre, ce circuit regroupe l'ensemble des grottes slovènes et non pas uniquement les grottes situées dans la région du karst (cf. figure III.18). Dès lors, les sites touristiques de cette région se perdent dans une entité plus générale.



Figure III.18 : Grottes slovènes comprises dans le circuit Transverzale, brochure publiée en 2002 (commentaire dans le texte)

4. 3. L'émergence du « karst mystérieux » : les prémices d'une région touristique ?

Cependant, depuis 2002, un effort de promotion est conduit en vue d'afficher les particularités de ces paysages karstiques. Cette démarche donne lieu à la publication occasionnelle d'une brochure intitulée MYSTERIOUS KARST and the tourist caves of Slovenia ; celle-ci apparaît comme un vecteur d'information capital pour comprendre les dynamiques spatiales émergentes autour de la région du karst.

Spatialement, une carte introductive associe le plateau du Kras et le karst de Notranjska dans une même unité, reprenant les limites fixées dans le cadre de notre étude (cf. figure III.19).

Etant donné notre questionnement sur l'émergence d'une région touristique « Karst », il s'agit là d'un document majeur puisqu'il est le premier qui donne à voir cette entité « Karst », laquelle est par la suite définie selon plusieurs entrées thématiques. L'accent est ainsi mis sur les caractéristiques architecturales, culinaires, ethnologiques, historiques et paysagères de cette région.

Peu à peu, ces différents éléments se combinent de manière à créer une région touristique et à asseoir sa lisibilité. L'image touristique de la région du karst slovène s'organise ainsi autour d'activités de découverte de la nature, de paysages karstiques souterrains aux formes grandioses, de villages typiques perchés sur les hauteurs du karst, du haras de Lipica, des plaisirs de la bouche avec des assiettes de charcuterie généreuses accompagnées du vin du Kras.

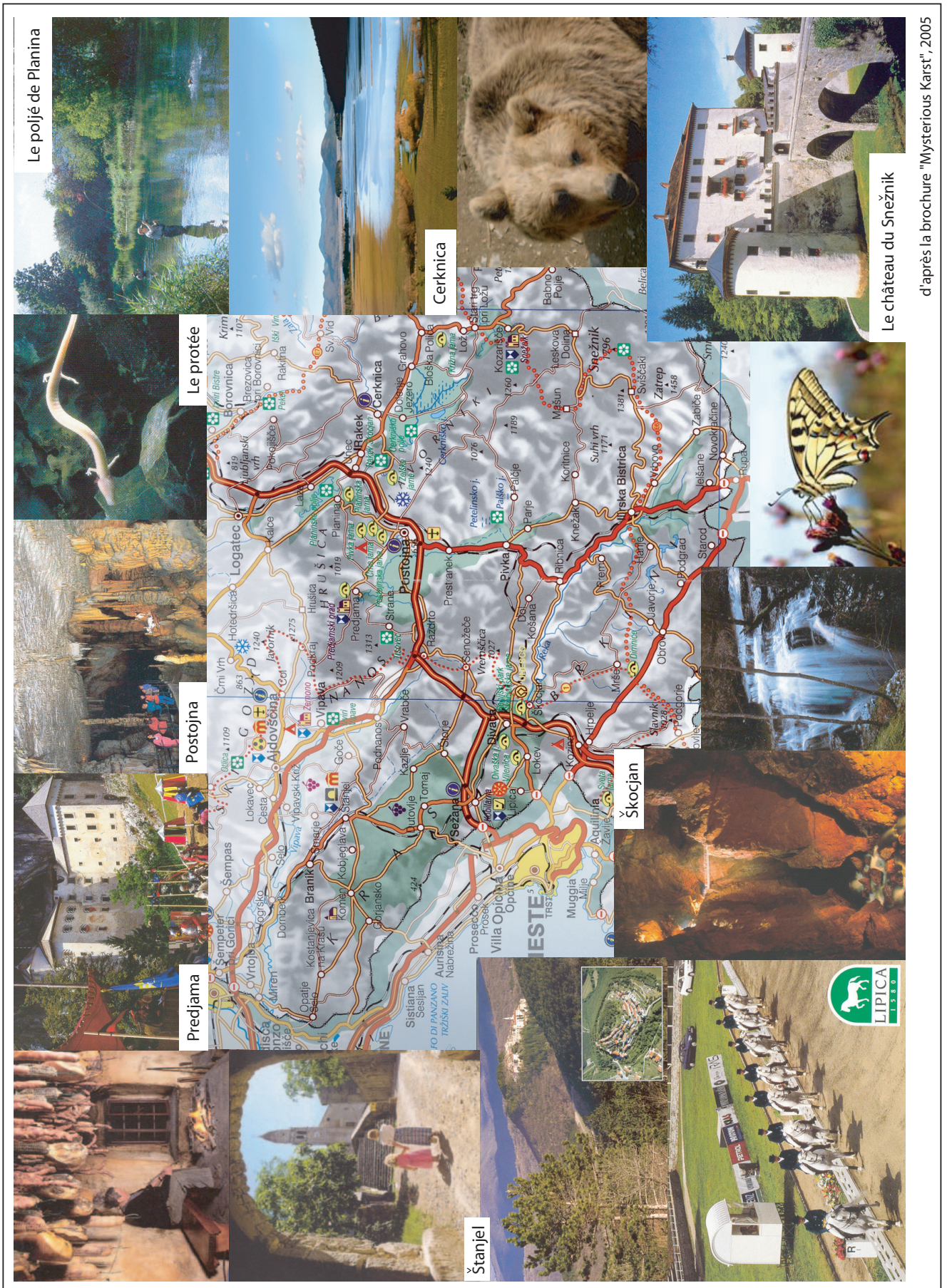


Figure III.19 : Affichage touristique de la région du karst slovène : association du plateau du Kras et de la région de Notranjska Karst (commentaire dans le texte)

De manière ciblée, l'accent est mis sur les facettes particulières de cette région, lesquelles illustrent tout autant qu'elles alimentent cette image « de mystère » prônée par le titre de la brochure. Par un jeu de réciprocité, ces éléments spécifiques s'interpellent tels que le château de Predjama logé au fond d'une vallée aveugle et édifié le long de la paroi, où sont reconstitués des combats de chevaliers du Moyen-Âge ou encore la mise en avant d'un protée (espèce cavernicole endémique), le tout prenant place dans des paysages calcaires regorgeant de beautés souterraines (cf. figure III.19). Ainsi, les caractéristiques des paysages calcaires exposées lors du premier chapitre sont ici fortement mobilisées de manière à susciter intérêt et curiosité auprès du touriste potentiel.

Au-delà de ces aspects factuels, cette brochure met en avant un certain nombre d'acteurs associés dans la réalisation de ce projet. Initié par le directeur de l'association touristique de Postojna (Turistično Društvo), on relève que ce projet fédère une multitude d'acteurs, mêlant à la fois des acteurs nationaux (office de tourisme de Slovénie, différents organes financiers (Banka Koper, Triglav), des acteurs régionaux (association touristique du karst de Notranjska, le parc régional des grottes de Škocjan), des acteurs locaux avec l'implication des différentes municipalités incluses dans ce découpage (les municipalités de Bloke, Cerknica, Divača, Hrpelje-Kozina, Ilirska Bistrica, Komen, Logatec, Loška Dolina, Pivka, Postojna et Sežana) et de sites touristiques privés (le haras de Lipica et la grotte de Postojna).

Cette association souligne une convergence d'intérêts partagés par ces différents acteurs, lesquels, par le biais de cette brochure, cherchent à positionner la région du karst sur le même plan que la région touristique du littoral adriatique.

Pour autant, certains éléments nous amènent à relativiser l'importance de ces dynamiques territoriales émergentes. Ainsi, cette brochure dresse un tableau exhaustif des hébergements touristiques présents dans cette région (cf. tableau III.4).

Municipalité	Nombre d'auberges avec des possibilités d'hébergement	Nombre d'établissements offrant des chambres chez l'habitant et/ou des appartements	Nombre d'établissements « tourisme à la ferme »	Nombre d'hôtels
Bloke	1	1	1	1
Cerknica	/	6	4	1
Divača	2	/	/	/
Hrpelje-Kozina	/	6	2	2
Ilirska Bistrica	1	12	1	/
Komen	/	5	1	/
Logatec	5	/	/	/
Loška Dolina	1	4	1	/
Pivka	/	2	4	/
Postojna	3	26	3	3 + 1 camping
Sežana	1	9	4	5 + 1 auberge de jeunesse

Tableau III.4 : Nombre et type d'hébergements touristiques par municipalité comprise dans la région du karst slovène, d'après la brochure touristique *Mysterious Karst*, 2005

On relève que les possibilités d'hébergement restent minimes et offrent un contraste saisissant lorsque l'on observe le volume total de fréquentation des sites touristiques de cette région : 89 700 visiteurs pour les grottes de Škocjan en 2004 ; 484 255 pour celle de Postojna, etc. (cf. tableau III.3, page 227).

Et quand bien même les équipements touristiques existent, ces derniers restent faiblement fréquentés, en atteste la mise en perspective des visiteurs de la grotte de Postojna et du nombre de nuitées effectuées dans l'hôtel Jama, situé à l'entrée du site touristique. Ainsi, en 2003, le nombre de touristes ayant passé une nuit à l'hôtel représente 3,40 % du nombre total de visiteurs ayant parcouru la grotte de Postojna !

	Nombre de nuitées, hôtel Jama	Nombre de visiteurs dans la grotte de Postojna	Taux de remplissage de l'hôtel	Pourcentage de nuitées par rapport à la fréquentation de la grotte de Postojna
1986	41.263	866.876	41 %	4,80 %
1987	40.096	873.396	40,10 %	4,60 %
1988	40.846	872.979	40,80 %	4,70 %
1989	39.078	857.057	39,10 %	4,60 %
1990	40.077	900.695	40,10 %	4,40 %
1995	9.525	246.587	9,50 %	3,90 %
1996	15.868	308.166	15,90 %	5,10 %
1997	16.539	396.040	16,50 %	4,20 %
1998	15.762	406.499	15,80 %	3,90 %
1999	9.386	294.229	9,40 %	3,20 %
2000	11.059	403.225	11,10 %	2,70 %
2001	15.616	460.625	16 %	3,30 %
2002	18.478	490.839	18,80 %	3,80 %
2003	16.614	484.334	16,50 %	3,40 %

Tableau III.5 : Mise en perspective du nombre de visiteurs de la grotte de Postojna et du taux de remplissage de l'hôtel Jama (données fournies par l'Institut du Tourisme de Postojna)

Pour sortir d'une logique de tourisme de cueillette et affirmer la lisibilité de cette région touristique, il semble qu'un rééquilibrage soit ici nécessaire. La faiblesse de ce taux d'équipements conduit alors à relativiser la notion de région touristique. Si le karst slovène présente des sites touristiques karstiques d'importance majeure, affichant des taux de fréquentation égaux à ceux observés dans d'autres contextes, tels que les gorges de l'Ardèche, les dynamiques spatiales visant à asseoir une région touristique demandent à être confirmées. En ce sens, l'émergence d'une région touristique reste ici à un stade embryonnaire.

CONCLUSION

L'exemple des grottes de Škocjan a permis de mettre en avant des processus de construction territoriale autour d'un site karstique protégé et mis en tourisme. A l'inverse des phénomènes précédemment observés autour du poljé de Cerknica (cf. chapitre 4), on observe ici comment, à partir d'un site endo-karstique, on s'inscrit dans une logique de mise en valeur et protection de paysages exo-karstiques. Peu à peu, les grottes de Škocjan s'ancrent dans une dynamique de haut lieu, portée en cela par les différents acteurs impliqués dans sa mise en valeur. Peut-être faut-il aussi voir là le fait que ce site reste à ce jour le seul site slovène inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, cette spécificité teintant la gestion de ce site d'enjeux géopolitiques, ou en tout cas internationaux.

Suite à l'inscription Unesco de 1986, à la création d'un parc régional en 1996, au lancement d'un programme MAB en 2004, des territoires apparaissent, articulés autour du site majeur que représentent les grottes de Škocjan. Cet exemple montre alors comment des labels internationaux peuvent être mobilisés en vue de marquer un territoire et d'asseoir des dynamiques de construction territoriale, autrement dit comment des échelles globales et locales peuvent être amenées à s'entrecroiser dans des processus territoriaux.

Cependant, ces logiques territoriales s'entrecroisent avec d'autres projets portés par des acteurs situés à différentes échelles spatiales. En ce sens, l'analyse des différents découpages touristiques affichés au niveau de la région du karst met en avant des jeux de superposition partiels. Ces effets de combinaison conduisent à effectuer un changement d'échelle et à observer, à l'échelle de la région du karst slovène, l'organisation progressive d'une région touristique.

Notre recherche nous a ainsi conduite à analyser les différentes initiatives touristiques entreprises en vue d'asseoir la lisibilité d'une région karstique, lesquelles s'appuient notamment sur la promotion des paysages karstiques et des spécificités culturelles de cette région. Pour autant, on relève que si le tourisme tend à se développer, il n'en reste pas moins une activité secondaire, dont le développement est pensé de manière individuelle à l'échelle de chaque acteur, sans réelle coordination ni même vision à long terme. Dès lors, les projets touristiques développés s'inscrivent principalement dans une logique de tourisme de cueillette visant à capter un tourisme qui reste essentiellement un tourisme de passage.

Aujourd'hui, l'association de l'ensemble des acteurs concernés par cette thématique du développement touristique laisse à penser qu'un projet de territoire est actuellement en train de prendre forme autour de ces enjeux touristiques. En ce sens, l'édition de cette brochure constituerait la première base pour l'affirmation d'une région touristique organisée autour de ces paysages karstiques. S'il est difficile de mesurer la prégnance de ces processus spatiaux, l'augmentation du nombre de tirages de cette brochure semble confirmer la teneur de cette tendance touristique : ainsi, de 30 000 tirages en 2002, cette brochure est passée à 60 000 tirages en 2005 ! Cependant, il n'en reste pas moins que cette démarche, aussi intéressante soit-elle, appelle un développement des infrastructures touristiques, essentiellement en terme d'hébergements.

Pour autant, on se situe aujourd'hui dans le temps de l'observation, pour ne pas dire le temps journalistique. Or, ces dynamiques spatiales ont besoin de l'épaisseur du temps pour modifier la structure de cet espace touristique et confirmer l'émergence d'une région organisée autour de l'activité touristique.

Ces différents éléments nous amènent à conclure que, si la région du karst slovène travaille aujourd'hui cette question de lisibilité touristique, il serait prématuré de parler de région touristique : le fonctionnement bipolarisé autour des grottes de Škocjan et de Postojna, la faiblesse des équipements touristiques, le manque de coordination entre les différents acteurs du tourisme apparaissent comme autant de limites à l'émergence d'une région touristique organisée autour de la mise en valeur et de la protection de ces paysages karstiques.

Au final, ce questionnement d'une région touristique à l'échelle du karst slovène nous invite à confronter les dynamiques ainsi observées avec celles des gorges de l'Ardèche. Présentant des volumes de fréquentation similaires à ceux qu'a pu connaître la région du karst avant la guerre d'indépendance, les gorges de l'Ardèche offrent un visage touristique différent, marqué par la présence massive des hébergements de plein air, le développement croissant des activités de pleine nature autour de la descente des gorges en canoë et la découverte récente de la grotte Chauvet, haut lieu de l'art rupestre. Ce terrain d'étude nous permet alors d'approfondir notre réflexion en termes d'évolution et de transformation des lieux et des espaces touristiques.

CHAPITRE 6 : LES GORGES DE L'ARDÈCHE : LA RE-DÉFINITION D'UNE RÉGION TOURISTIQUE À L'AUNE DE LA DÉCOUVERTE DE LA GROTTTE CHAUVET ?

Ce chapitre constitue le pendant ardéchois de la réflexion mise en place dans le précédent chapitre autour des grottes de Škocjan. Il est ici question d'interroger la notion de région touristique en s'appuyant sur le terrain que constituent les gorges de l'Ardèche.

Comparativement au raisonnement conduit autour des grottes de Škocjan, notre démarche est ici différente. Si, à l'échelle du karst slovène, il a été question de relever les interactions entre logiques de patrimonialisation et de développement touristique autour des grottes de Škocjan et leur traduction territoriale, à l'échelle des gorges de l'Ardèche, l'objectif est d'analyser en quoi l'émergence d'un nouveau site emblématique (la grotte Chauvet) peut amener une relecture du fonctionnement du tourisme construit ici essentiellement sur l'image des gorges de l'Ardèche. Il sera ici question d'analyser les effets de la découverte de la grotte Chauvet et du projet de fac-similé sur l'organisation et le fonctionnement de cette région touristique.

Cette démarche autour des gorges de l'Ardèche constitue un approfondissement des dynamiques observées dans le troisième chapitre qui nous avait permis d'analyser les jeux rétroactifs entre des processus de patrimonialisation et de développement touristique. Le chapitre six s'attache plus particulièrement à relever dans quelle mesure les gorges de l'Ardèche peuvent intégrer la découverte de la grotte Chauvet et le positionnement de ce site « exceptionnel » dans leur mise en tourisme. Ces éléments de réflexion ont pour objet de réfléchir aux incidences de cette découverte quant à l'organisation de cette région touristique, et d'en analyser les effets dans un espace jusqu'ici associé à des paysages naturels. En retour, les particularités liées à la grotte Chauvet, le décalage entre le fait que cette grotte soit fermée au public et sa mise en avant dans les stratégies de communication touristique, le positionnement d'un projet de « fac-similé » au cœur d'un certain nombre de dynamiques spatiales, nous permettront d'approfondir les modalités d'articulations du triptyque patrimoine/ tourisme/ dynamiques spatiales. Au final, les enjeux liés à l'emplacement de l'espace de restitution de la grotte Chauvet soulignent le positionnement territorial du tourisme, nous amenant progressivement à dépasser la notion de région touristique pour questionner celle de territoire touristique.

1. LES GORGES DE L'ARDÈCHE : ÉMERGENCE, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT D'UNE RÉGION TOURISTIQUE

Le développement du tourisme dans les gorges de l'Ardèche résulte d'un faisceau de convergence entre plusieurs phénomènes situés à différentes échelles spatiales. Une rencontre s'effectue entre (i) le déclin d'un système socio-économique local jusqu'ici basé sur l'agriculture et une industrie de transformation de ses matières premières, (ii) le développement et la diffusion de pratiques touristiques aux différentes sphères sociales, phénomène qui trouve un écho favorable auprès des édiles ardéchois, et (iii) la construction d'une image touristique axée sur les paysages « naturels » et de la ressource en eau, portée et alimentée par le développement d'une pratique ludo-sportive autour du canoë-kayak.

1. 1. Grandeur et déclin d'un système socio-économique basé sur le commerce, l'artisanat, la petite industrie et l'agriculture

Contrairement à l'image aujourd'hui véhiculée d'une nature sauvage, difficilement accessible, vierge de toute forme d'habitat, les gorges de l'Ardèche se singularisent par une continuité dans les formes d'occupation humaine, et ce depuis les temps préhistoriques. Différentes civilisations se sont succédé du Néandertal (120 000 BP) aux Aurignaciens (34 000 BP) jusqu'aux Magdaléniens (12 000 BP) comme le montrent les différentes recherches archéologiques menées dans les gorges (Gély B., 2000). Lieu de chasse ou de cueillette, mais encore lieu de culte, les gorges vont devenir dès l'époque romaine un espace de production et de transport. En tant que « voie navigable », l'Ardèche permettait aux nautes du Rhône (bateliers de la Gaule romaine) de remonter les marchandises de Bergoïate (ancien nom de Bourg-Saint-Andéol) à Vallon à l'aide de barques plates (Peschier C., 1997). En ce sens, une inscription gravée dans l'enceinte des arènes de Nîmes atteste de l'importance de cette activité : celle-ci attribue aux nautes du Rhône des places permanentes pour assister aux jeux s'y déroulant (Roudil P., 1995).

Cette utilisation de la rivière comme axe de communication prend une nouvelle dimension entre le XVII^{ème} et la fin du XIX^{ème} siècle, lorsque se développent les activités des bateliers pour répondre aux besoins d'acheminements des productions locales. Paysans pour la plupart, ces derniers, selon la saison et les opportunités, utilisaient leur barque avec laquelle ils pêchaient pour faire des transports de marchandises et/ ou de personnes. Cette activité, dans un premier temps secondaire, prit une certaine ampleur : à une époque où les sentiers étaient rares et difficilement praticables, la rivière représentait en effet une des voies de transport les plus sûres et rapides pour acheminer les productions locales vers la vallée du Rhône (Roudil P., 1995). Ce commerce fut complété au début du XX^{ème} siècle par celui du charbon de bois, produit dans les garrigues proches des Gorges. Plusieurs fois par semaine, les bateliers montaient des provisions aux bûcherons depuis Saint-Martin et redescendaient le charbon de bois, lequel étaient ensuite acheminé jusqu'à Pont-Saint-Esprit, Bagnols et même Nîmes. Cette utilisation des gorges comme espace de navigation préfigure les utilisations futures de la rivière, laquelle sera alors « descendue » dans une visée récréative (cf. figure III. 21, page 237).

Parallèlement à ces activités, de nombreuses activités industrielles étaient alors présentes autour de Vallon (Roudil P., 1997). Ces dernières, de taille variable, employaient bon nombre des habitants de Vallon et des localités environnantes (moulin à huile, tanneries, filatures de la soie, etc.). Enfin, des activités agricoles, telles que la culture de la vigne et des pêchers, ou encore des pratiques agro-pastorales autour de fermes installées au fond même des gorges, venaient compléter ce panel des activités des gorges de l'Ardèche à la fin du XIX^{ème} siècle. Peu à peu, une synergie se dessine entre ces différents volets de l'activité économique, laquelle dynamique allait conduire à une relative prospérité de la basse Ardèche, qualifiée aujourd'hui « d'âge d'or ».

Pour autant, le Sud Ardèche va connaître au début du XX^{ème} siècle une importante déprise agropastorale. Cette évolution résulte de la combinaison de plusieurs facteurs : l'avènement du chemin de fer, la construction de nouvelles routes aux propriétés « désenclavantes/ enclavantes », l'utilisation de nouvelles énergies ainsi que la désindustrialisation du département ardéchois dans son ensemble. Mais, *« le plus frappant de ces problèmes est la décadence démographique qui se marque à la fois par l'exode rural et le vieillissement de la population. En Ardèche, la vie agricole reposait sur l'élevage du ver à soie, la vigne et le châtaignier : trois productions simultanément atteintes par diverses maladies à la fin du XIX^{ème} siècle. Dans le même temps s'amorçait la crise des industries rurales. En un siècle, l'Ardèche a perdu plus d'un tiers de sa population (en 1851, le département comptabilisait près de 390 000 habitants, ils ne seront plus que 255 000 en 1968).*

Dans certains secteurs, il s'agit d'une véritable désertion, qui rend nécessaire une nouvelle colonisation » (Brunacci G., Bonini M., Panattoni R.-M. 1980, p. 236).

A l'échelle des gorges de l'Ardèche, ce re-investissement des lieux est marqué par le développement d'un nouveau secteur économique : le tourisme. Plusieurs faits viennent ici se combiner dans une dynamique générale, laquelle se traduit spatialement par (i) le développement d'infrastructures touristiques conséquentes et le poids croissant de l'activité touristique dans l'organisation de cet espace, (ii) la généralisation de la pratique touristique de la descente des gorges de l'Ardèche, et (iii) l'affirmation d'une image touristique autour des paysages calcaires et de la ressource en eau.

1. 2. Naissance et organisation d'un nouveau système socio-économique autour du tourisme

La fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} siècle est une période charnière : la modernisation des modes de production, l'accélération des modes de transport, l'exode rural amènent une désaffectation progressive des campagnes. Dans le même temps, le nouveau regard porté sur les campagnes (Baron-Yelles N., 1999) ainsi que la diffusion du tourisme dans les différentes classes sociales, confèrent à ces espaces une nouvelle utilité sociale orientée autour des loisirs et des pratiques récréatives. En ce sens, les gorges de l'Ardèche ne seront pas exemptes des grandes mutations que va connaître le secteur touristique au cours du XX^{ème} siècle.

L'histoire du tourisme et de son développement au cours du XX^{ème} siècle ayant fait l'objet de développements conséquents et fort bien étudiés, notamment par M. Boyer (1996, 1999a, 1999b, 2003), il n'est pas ici question de rentrer dans des détails historiographiques. Les éléments généraux abordés ici ne le seront qu'en raison de leurs incidences et répercussions spatiales à l'échelle des gorges de l'Ardèche.

Classiquement et bien que ces assertions soient discutables dans le détail (voir les développements de M. Boyer, 1999b, pp. 75-103), la diffusion du tourisme à de nouvelles catégories sociales, est habituellement datée des années 1930 et de l'apparition en 1936 des premiers congés payés, instaurés par le Front Populaire. A cette mesure sans précédent s'ajoute une série de facteurs favorables au développement du tourisme : le développement des moyens de transports ainsi qu'une élévation du niveau de vie, notamment lors des Trente Glorieuses. Progressivement, on assiste à une restructuration du temps de vie autour des loisirs.

Se mettent alors en place des réseaux d'Associations, lesquelles se préoccupent de rendre accessibles à un plus large public les lieux touristiques jusqu'ici réservés à une certaine élite sociale. Appelée « tourisme populaire », puis « tourisme social », cette tendance se traduit par un mode d'organisation particulier, alliant tarifs et hébergements spécifiques (développement de l'hôtellerie de Plein Air).

A l'échelle des gorges de l'Ardèche, cette nouvelle donne socio-économique se traduit par d'importantes mutations spatiales, que ce soit à l'échelle des gorges ou des villages environnants.

1. 2. 1. Le développement des structures d'hébergement dans les gorges

Jusqu'ici, les gorges étaient avant tout traversées par des « touristes-aventuriers » sur des barques et/ ou des canoës-kayak. Le développement du naturisme va peu à peu changer cet état de fait. Née officiellement en 1903 en Allemagne, cette pratique trouve un écho français dès 1904 avec la création d'une première colonie de naturistes. Pour autant, il faudra attendre les lendemains de la seconde guerre mondiale pour que les divers mouvements se fédèrent. Ceux-ci trouvent dans les gorges de l'Ardèche un paradis terrestre où la nature se charge de vertus régénératrices (Bauderot A., 2000). Cette évolution du regard porté sur les gorges se traduit par l'aménagement de plusieurs structures d'hébergement au fond du canyon (cf. figure III.20).

En 1950, Léon Jouve ouvre au lieu-dit « La Madeleine » le premier camp naturiste des gorges : ce dernier « accueille dans un décor paradisiaque une clientèle en grande majorité étrangère, amoureuse de l'eau, de nature et de canoë. (...) Les canoéistes peu nombreux sur la rivière sont repérés par des guetteurs qui préviennent les naturistes à grand coups de corne de brume afin qu'ils se mettent hors de vue » (Peschier C., 1997, p. 18). Une deuxième structure d'accueil sera créée quelques années plus tard au lieu dit de la « Châtaigneraie », une dizaine de kilomètres en amont, « dans un site tout aussi merveilleux » (Peschier C., 1997, p. 18). Ce panel d'hébergements sera complété en 1973 avec l'ouverture du camping des Templiers, le plus important de ces trois camps naturistes. Relié par un système de câble avec le haut du plateau, cet équipement permanent et lourd permet l'hébergement de 300 campeurs. A ces camps naturistes se rajoutent deux autres campings : la base nautique du Mas de Serret administrée par le Touring Club de France, ouvre à la fin des années 1950, tandis que le camping des grottes de Saint-Marcel est officialisé en 1965.

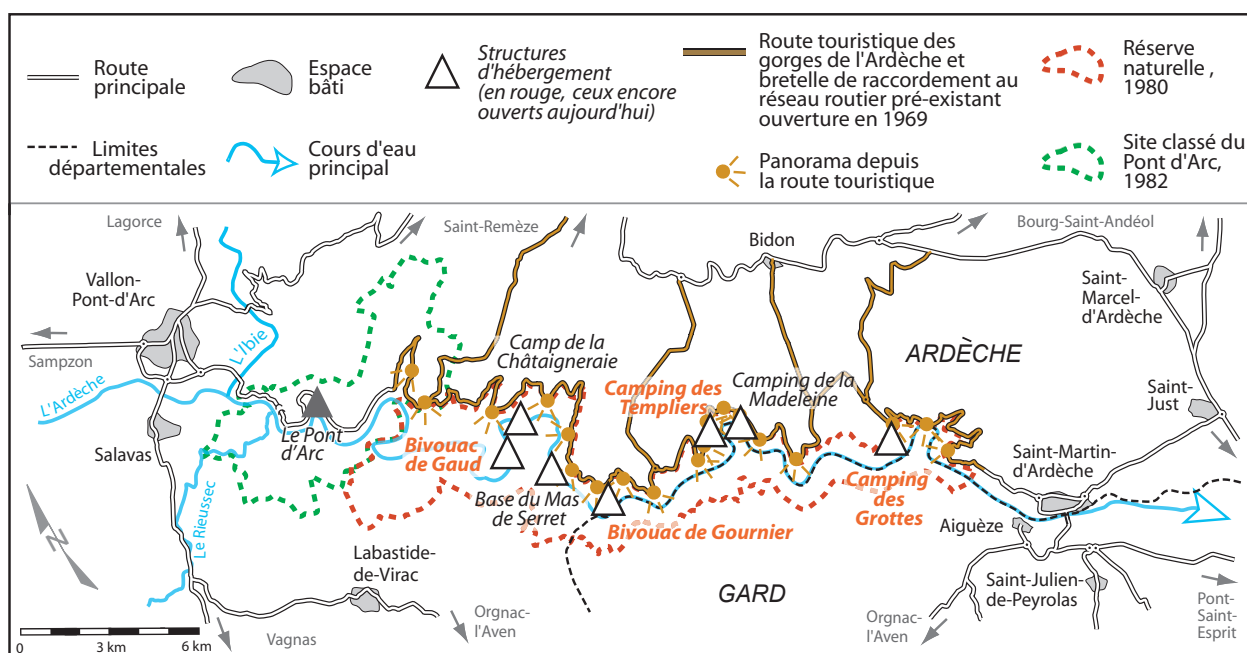


Figure III.20 : Mise en perspective des structures d'hébergement situées à l'intérieur du canyon de l'Ardèche et des éléments de la ressource touristique (route touristique et réserve naturelle)

Cette carte souligne une concentration des lieux d'hébergement à l'intérieur même du canyon, réalité touristique pré-existante à la création de la réserve naturelle et avec laquelle les gestionnaires de la réserve devront composer.

Peu à peu, ce développement touristique amène un changement de statut des gorges de l'Ardèche : d'un lieu délaissé suite à la crise agro-pastorale et à l'arrêt de fonctionnement des charbonnières, les gorges font progressivement l'objet de nouvelles formes d'appropriation avec le développement d'un tourisme estival dans le fond du canyon.

Par la suite, la création de la réserve naturelle viendra entériner l'existence de ces différents campings, lesquels sont autorisés dans le décret portant création de la réserve et auxquels se rajoutent les deux aires de bivouacs de Gaud et de Gournier (on note toutefois que le décret ne fait pas mention du camp naturiste de la Madeleine, lequel a effectivement fermé ses portes dans les années 1970).

Néanmoins, depuis la ré-orientation des modalités de gestion de la réserve naturelle dans les années 1990, les différentes autorités impliquées dans la gestion des gorges n'ont eu de cesse d'essayer de fermer ces structures d'hébergement, mettant en avant les impacts négatifs des longs séjours sur la préservation de la faune et de la flore des gorges. Depuis les années 1980-1990, deux campings ont fermé (le camping de la châtaigneraie et de la base du mas de Serret), la logique étant bien souvent la suivante : les campings ne correspondant plus aux nouvelles normes de l'hébergement en plein air, ils se voient dans l'obligation de procéder à des travaux de remise à niveau. Or, du fait de leur localisation dans le périmètre de la réserve naturelle, cette demande de travaux est soumise à autorisation, laquelle est bien souvent refusée... contraignant lesdits campings à fermer. Actuellement, le camping des Templiers est confronté à cette même problématique et devrait prochainement fermer ses portes. Quant aux bivouacs de Gaud et de Gournier, désormais gérés par la réserve naturelle, ils échappent à cette logique, les demandes de travaux étant généralement accordées en raison de leur utilité dans l'encadrement de la descente des gorges sur deux jours.

Cette gestion des structures d'hébergement traduit un glissement dans le fonctionnement de cet espace. Les gorges, ensemble paysager motivant la venue des touristes dans cet espace, changent de statut : de la figure de « Dame Nature » avec laquelle on cherche à entrer en contact, elles deviennent un « lieu vitrine » pour le développement du tourisme à une échelle régionale ainsi qu'un « lieu support » pour le développement d'activités récréatives.

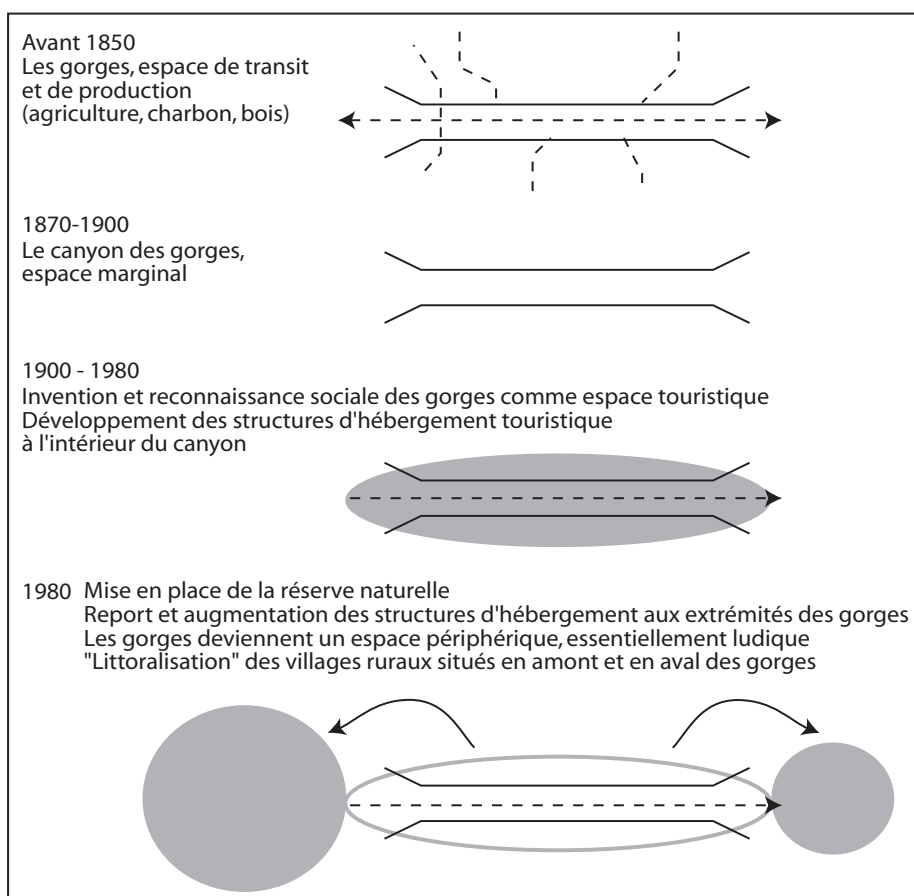


Figure III.21 : Les gorges de l'Ardèche : du lieu où l'on produit, puis où l'on réside à celui où l'on passe. Effets de la politique de protection des gorges et de la mise en place de la réserve naturelle

Du lieu où l'on réside, celles-ci deviennent, en moins d'une quarantaine d'années (1950-1990), un lieu où l'on passe (cf. figure III.21). En somme, la réserve naturelle apparaît peu à peu comme un espace périphérique, alors que la zone non-protégée située aux alentours devient l'espace

touristique principal où se concentre l'activité touristique. Par un phénomène de compensation, cette activité se reporte sur les villages situés à proximité des gorges, accentuant en cela des dynamiques touristiques déjà solides.

1. 2. 2. Vallon-Pont-d'Arc : une station touristique ?

La commune de Vallon, située en amont du Pont-d'Arc, est la principale bénéficiaire de ces dynamiques touristiques. En effet, bien que l'aven d'Ornac soit déjà reconnu comme un site touristique d'importance régionale, voire nationale, ce dernier, situé sur le plateau en rive droite, reste excentré par rapport à la colonne vertébrale que représente la rivière Ardèche.

Dès 1945, le maire de Vallon, Henri Ageron se positionne en faveur du développement du tourisme social « *et l'on voit se multiplier sur les rives de l'Ardèche les camps pour enfants et adolescents de villes industrielles du Nord ou de l'Est de la France* » (Daudé G., 1986, p. 416). Leur installation est alors favorisée par de nombreuses opportunités foncières liées à la crise de l'industrie rurale traditionnelle laissant libre de nombreuses magnaneries et autres bâtiments de production (Colombani L., 1987). La forte sur-représentation des départements nordistes dans la fréquentation touristique actuelle du Bas-Vivarais trouve partiellement ses origines dans l'émergence de ce tourisme communautaire.

Ce positionnement fort de la municipalité en faveur du développement du tourisme se traduit par le changement de nom de la commune, laquelle devient « Vallon-Pont-d'Arc », « *ceci pour des raisons évidentes de publicité constante et peu coûteuse* » (Délibération municipale du 23/12/1946, registre des délibérations de Vallon-Pont-d'Arc). En retour, ce changement toponymique fonctionne comme un révélateur du rôle central que l'activité touristique joue progressivement dans cet espace de vie. La charge symbolique de ce nouveau toponyme est forte : il fait de l'activité touristique l'élément central de la vie de cette commune.

Cette tendance se retrouve au niveau des délibérations municipales où la question des aménagements touristiques de la commune revient de manière récurrente. Ainsi, à partir de 1957, les élus se positionnent régulièrement par rapport au fait touristique, allant même jusqu'à faire un bilan de la saison touristique : « *Le conseil constate la grosse affluence de touristes et la réussite complète de cette saison touristique 1957. M. Combe a été un animateur complet du camp du Touring-Club. Les campeurs ont laissé environ 80 000 francs pour la location de ce camp pendant l'été 1957* » (Délibération du 17/08/1957, registre des délibérations de Vallon-Pont-d'Arc). A partir de l'année suivante, le projet de créer un camping municipal est avancé, lequel verra le jour en 1961. Parallèlement et dans la continuité des démarches entreprises dès 1925, cette construction s'accompagne d'une demande de classement au titre des « stations de tourisme » (Délibération municipale du 09/07/1958, registre des délibérations de Vallon-Pont-d'Arc). Ce classement ne sera jamais rendu effectif : pour autant, la commune deviendra une commune touristique dès 1959, bénéficiant depuis ce jour de la dotation supplémentaire touristique.

Vallon-Pont-d'Arc se mue progressivement en village-station, défini notamment par Ph. Duhamel comme étant un lieu dominé par le tourisme, où, à la périphérie du centre ancien se juxtapose progressivement un quartier touristique, lequel concentre majoritairement les structures d'hébergement touristique (2003, p. 59). A l'échelle de Vallon-Pont-d'Arc, le centre ancien est principalement habité par les habitants permanents, traversé par une rue commerçante où fleurissent les étalages de souvenirs divers, principalement empruntés au registre provençal : tissu à imprimé jaune et bleu, artisanat provençal, etc. (cf. figure III.22). Quand aux structures d'hébergement touristique, celles-ci se situent en périphérie, le long de la rivière Ardèche (cf. figure III.23).



Figure III.22 : La rue commerçante comme « scène d'apparat » de Vallon-Pont-d-Arc

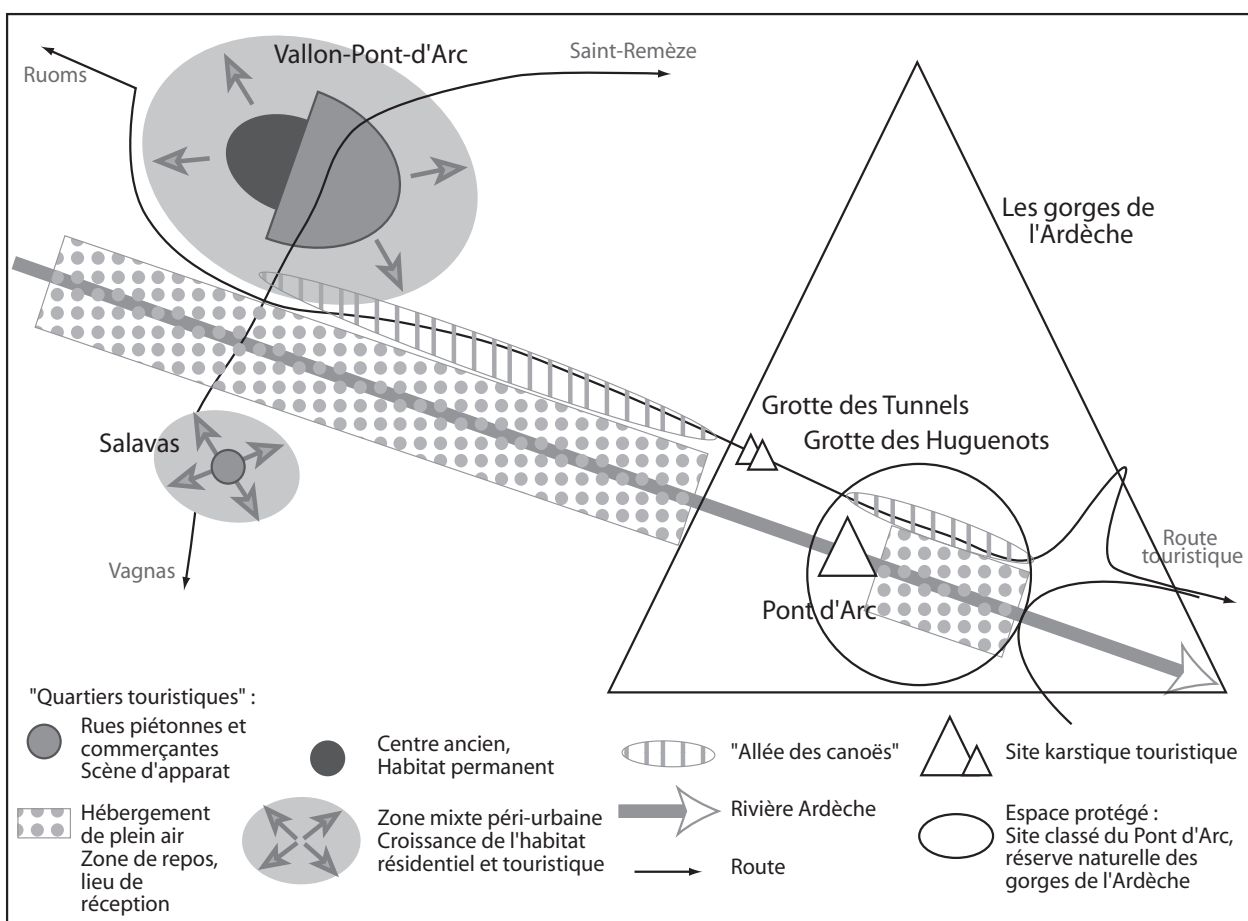


Figure III.23 : Modèle d'organisation de l'espace de Vallon-Pont-d-Arc : spécialisation de l'espace entre zones d'habitat permanent, structures d'hébergement touristique et espaces protégés (commentaire dans le texte)

Dès lors, cette organisation reprend le schéma d'organisation général propre à ce type de lieu touristique (cf. figure III.23) : « le "quartier touristique" s'organise ainsi en deux zones : 1. la zone de ville sociale ou "scène d'apparat" où l'on doit être vu de tous, à savoir le centre-ville (...); 2. la zone de repos, ou "lieu de réception", plus intime, voire privée, où l'on se réunit "entre soi" » (Rognant L., 2003, p. 106).

Cette spécialisation de l'espace se double d'un développement sans précédent de l'hôtellerie de plein air, principal mode d'hébergement touristique aux alentours des gorges de l'Ardèche. Dès 1956, la brochure *Centres de séjour* éditée par le Syndicat d'Initiative de Vals et du Vivarais, mentionne la présence d'un « *camping, aménagé au Pont-d'Arc et sur les rives de l'Ardèche* » (p. 54). Trois années plus tard, il est déjà question de « *plusieurs terrains de campings* », lesquels seront officiellement reconnus par arrêté préfectoral au début des années 1960. Vers 1965, on dénombre ainsi trois campings situés sur le territoire de la commune de Vallon-Pont-d'Arc, soit les Tunnels (1961), le camping de l'île (1961), et celui du Vieux-Vallon (1964). Aujourd'hui, Vallon-Pont-d'Arc compte 18 terrains de camping, pour une capacité totale de 6983 lits touristiques, soit 67 % du volume total d'hébergement de la commune.

Cette même tendance se retrouve au niveau des communes situées aux alentours et à proximité de la rivière, alors que ces dynamiques diminuent lorsque l'on s'éloigne en direction des plateaux des Gras, que ce soit en rive gauche ou en rive droite (cf. figure III.24). L'importance de

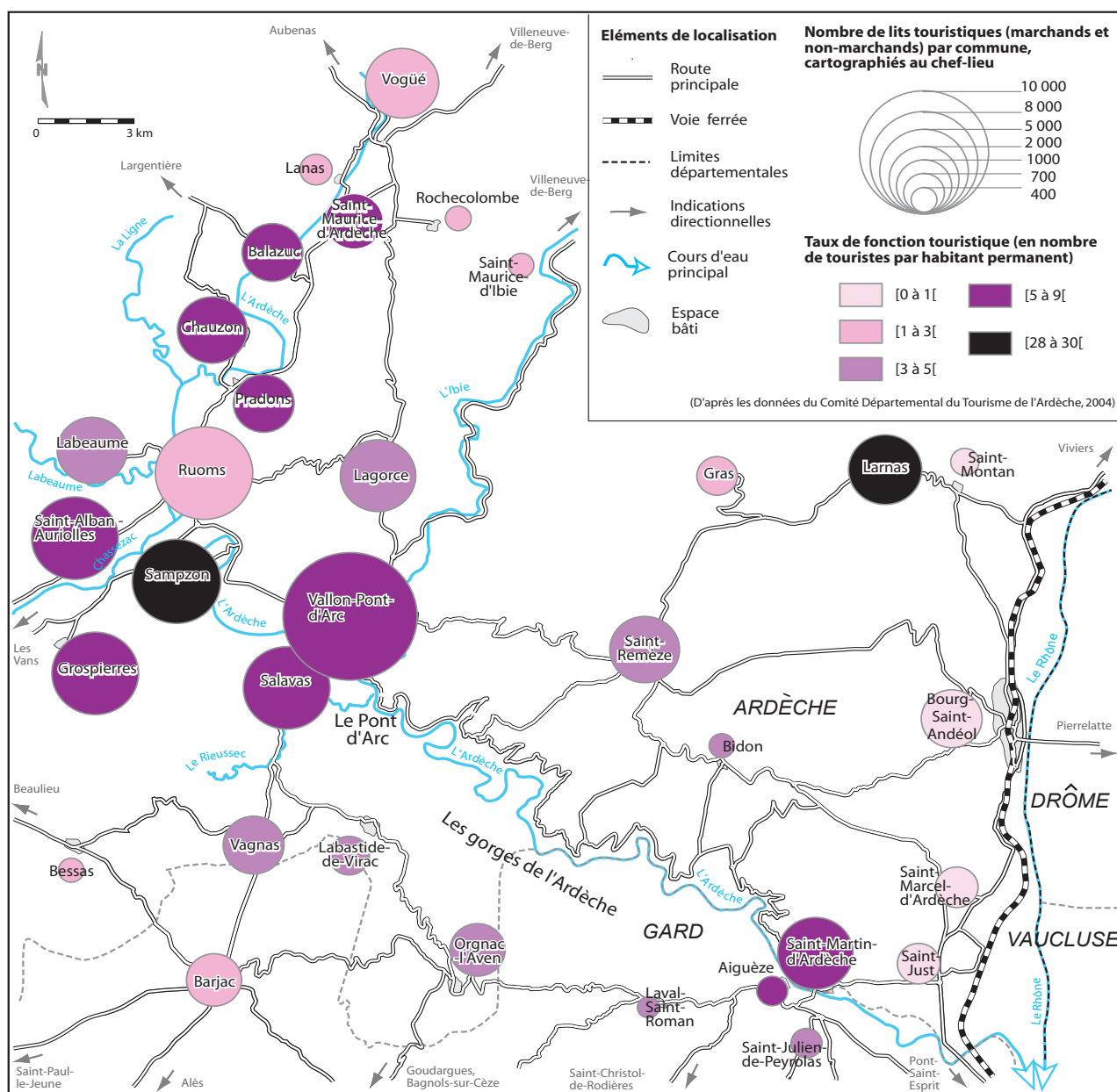


Figure III.24 : Répartition des lits touristiques (marchands et non-marchands) et des taux de fonction touristique

Cette carte souligne une concentration des hébergements touristiques à proximité de la rivière, principalement dans la partie en amont du Pont d'Arc : certains chefs-lieux présentent alors des taux de fonction touristique allant de 0.5 touriste à 30 touristes pour un habitant permanent, comme c'est le cas au niveau de Sampzon qui présente une moyenne de 29 lits touristiques pour un habitant permanent !

ces capacités d'hébergement contraste avec l'image d'un tourisme diffus généralement associé aux milieux ruraux. Cette assertion se confirme lorsque l'on observe les taux de fonction touristique de ces différentes communes, soit le nombre de lits touristiques par rapport au nombre d'habitants permanents (cf. figure III.24).

Abien des égards, le village de Vallon-Pont-d'Arc, ainsi que les communes situées à proximité immédiate de la rivière Ardèche, prennent des allures de stations touristiques. Ces dernières sont alors marquées par une fréquentation touristique saisonnière, caractéristique directement induite par les modalités et les ressorts sur lesquels repose l'attractivité touristique de cette région.

1. 3. Une image touristique « eau, soleil, nature » articulée autour de la descente des gorges de l'Ardèche

Jouant essentiellement sur l'image de « Nature Sauvage », la fréquentation touristique de cet espace s'organise alors principalement autour des paysages « naturels » et de la ressource en eau, ces deux éléments étant progressivement utilisés comme ressort touristique : représentations du Pont d'Arc associant verticalité et plaisirs de la baignade, images des gorges associant beauté du cadre naturel et activités aquatiques, les thèmes nature et eau prédominent et sont des axes majeurs du développement de l'activité touristique dans les gorges de l'Ardèche.



Figure III.25 : Les gorges de l'Ardèche en image : mise en avant de la verticalité des paysages et des plaisirs de la baignade

Cette tendance se retrouve alors au niveau des motivations des touristes à venir en Ardèche (Conseil général de l'Ardèche, 2000 – fonds d'archives du conseil général de l'Ardèche, thématique « tourisme »). Etant donné la sur-représentation du secteur des gorges de l'Ardèche dans l'activité touristique de l'ensemble du département, ces chiffres départementaux peuvent être considérés comme des indicateurs relativement fiables. Dès lors, les touristes viennent essentiellement en Ardèche pour le calme et la nature (42%). De manière plus fine, à la question ouverte : pendant votre séjour en Ardèche, qu'est-ce qui vous a le plus plu ?, les cinq réponses les plus fréquemment données sont, par ordre décroissant : la nature 42%, les paysages 37%, le calme/ la tranquillité 33%, le soleil 27%, les rivières/ la baignade 19%. Une concordance s'observe alors entre ces éléments de représentations et les activités pratiquées. D'après les chiffres de 2000, 78% des personnes

interrogées ont visité un site naturel, 74% se sont baignés en rivière, 65% ont fait des randonnées pédestres, 39% ont pratiqué le canoë-kayak.

Au-delà de ces aspects descriptifs, il est intéressant de remarquer l'ancrage dans le temps de cette image associée aux gorges de l'Ardèche. A cet effet, les travaux réalisés par L. Colombani (1987) offrent un point de comparaison particulièrement intéressant. Suite à une série d'enquêtes réalisées dans les gorges de l'Ardèche, les motivations des touristes expliquant leur venue dans les gorges de l'Ardèche sont les suivantes : beauté/ nature 69,9 %, sauvage/ naturel 19,4 %, calme/ détente/ tranquillité 16,1 %, climat 15 % (Colombani L., 1987, p. 198). Dès lors, entre 1987 et 2000, les quatre principales qualités sont énoncées selon le même classement, et ce, dans des proportions similaires. De manière transversale, on retrouve alors le slogan « eau, soleil, nature », slogan publicitaire autour duquel s'articule le développement touristique dans les gorges depuis le début du XX^{ème} siècle, fortement marqué par la diffusion de la pratique du canoë-kayak.

La diffusion du tourisme à l'échelle des gorges de l'Ardèche doit, en effet, beaucoup au développement de cette pratique sportive. Liée à l'invention du Pont d'Arc en tant que curiosité naturelle, cette activité devient rapidement un des fers de lance de la communication du Syndicat d'Initiative du Vivarais de Vals-les-Bains : *« la descente de l'Ardèche (4 à 8 heures suivant le niveau des eaux) est l'excursion la plus admirable qu'on puisse imaginer et de laquelle on garde un inoubliable souvenir. Le bateau, que le guide dirige avec précaution, s'avance tantôt sur des bas fonds à la surface calme et tranquille, tantôt sur des galets à fleur d'eau sur lesquels il ne glisse que poussé par un des bateliers obligé de se mettre à l'eau, tantôt, enfin, saisi par un courant rapide il est emporté avec une rapidité vertigineuse à travers des récifs et des rochers dont le sang-froid et l'expérience du pilote parviennent seuls à la préserver »* (Fonds Vals-les-Bains, AD 07).

Aux premières descentes en barque effectuées à la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle (cf. chapitre 3), se juxtaposent graduellement des descentes en canoë-kayak. En ce sens,



Photographie III.3 : Les gorges de l'Ardèche en barque et en canoë : juxtaposition des différents types de descente au début des années 1920, d'après Peschier C., 1997, pp. 26-27

Cette photographie met en avant deux modes de descente des gorges et représente une époque charnière où cohabitent, pendant une trentaine d'années, la descente traditionnelle en barque, accompagnée par les bateliers des gorges et une descente « libre » en canoë. Bien que la descente touristique des gorges en barque soit toujours possible, ce produit touristique sera rapidement distancé par le développement du canoë-kayak et s'adresse aujourd'hui à une niche ciblée.

il semblerait que la première en canoë ait été effectuée en 1912 par un équipage du Canoë Club de France, descente immédiatement relatée dans le bulletin de l'association : « *Du Pont d'Arc à Saint-Martin... l'Ardèche coule au fond d'un canyon rocheux d'une grandeur, d'une sauvagerie, d'une beauté inimaginables. Aussi pour les canoéistes faire cette étape d'une seule traite serait regrettable et ne laisserait pas d'ailleurs d'être extrêmement fatigant. Nous conseillons donc d'y consacrer au moins deux journées...* » (Peschier C., 1997, p. 28).

Rapidement, cette première descente fait des émules. Dès 1922, cette dynamique est relayée avec la création d'un syndicat d'Initiative du Pont d'Arc et des Gorges de l'Ardèche, porté par le Touring Club de France et la Société Française de Spéléologie à Vallon (Daudé G., 1986, p. 413). Cet organisme fonctionne alors comme un relais local du syndicat d'initiative du Vivarais, fondé vingt ans auparavant à hauteur de Vals-les-Bains (cf. chapitre 3). Celui-ci cherche à développer la descente des gorges de l'Ardèche, par le biais d'une promotion touristique et sportive du lieu. Cette démarche se traduit par un aménagement du lit de l'Ardèche et par un recalibrage à l'explosif des douze rapides de la rivière en vue de supprimer les passages jugés « dangereux ». On voit dès lors comment le changement d'échelle et des modalités de l'activité touristique (descente accompagnée en barque = descente individuelle en canoë-kayak) conduit à de nouveaux aménagements de la rivière.

Peu à peu, les locaux investissent ce nouveau créneau. En ce sens, la descente de l'Ardèche connaît une première évolution en 1932 avec la mise en place d'une forme de circuit organisé par Pierre Bonnaud, alors garagiste à Vallon. En partenariat avec les bateliers de Vallon, Labastide-de-Virac, Sampzon, Châmes, il propose la descente des gorges en barque et surtout sa remontée par la route sur le plateau droit des gorges (cf. photographie III.4).



Photographie III.4 : Système de remontée des barques (années 1940), extraite de Peschier C., 1997, p. 52

Cette photographie souligne une évolution du produit touristique « descente des gorges » : celui-ci associe différents types d'acteurs (bateliers, garagiste) et s'organise selon un circuit (descente de la rivière, remontée sur le plateau en rive droite). Ces évolutions du produit répondent tout autant qu'elles alimentent la fréquentation touristique des gorges.

Par la suite, cette activité prendra toute son ampleur dans les années 1960-1980, où les innovations en termes de matériaux et de procédés de fabrication ouvriront au plus grand nombre la descente des gorges en canoë-kayak. En ce sens, l'innovation technique que représente l'apparition du polyéthylène va permettre d'offrir aux loueurs des bateaux plus résistants, mieux adaptés à la

morphologie de la rivière et aux activités nautiques ludo-sportives présentes dans les gorges. Alors que les descentes en barque se font plus discrètes, les descentes en canoë se multiplient !

En 1958, un premier loueur déclare au registre du commerce d'Aubenas la création d'une location de canoës. Entre 1976 et 1985, la progression est spectaculaire, passant de 10 loueurs à 31 lorsque l'on considère l'ensemble des loueurs installés à proximité des gorges. Pour illustrer ce phénomène, la base nautique du Pont d'Arc, sur ce même laps de temps, passe d'une petite affaire animée par un saisonnier lors de la période estivale à l'une des plus importantes entreprises de location employant 25 personnes en été ! (Peschier C., 1997, p. 62). Actuellement, à l'échelle de la seule commune de Vallon-Pont-d'Arc, ce ne sont pas moins d'une trentaine de loueurs qui exercent, ce chiffre atteignant la cinquantaine lorsque l'on considère l'ensemble de la partie aval de l'Ardèche (depuis Vogüé jusqu'à Saint Martin d'Ardèche). D'un point de vue économique, l'AFIT estime qu'autour de ce volet « canoë » se développe une activité touristique qui représente aujourd'hui 77 % du chiffre d'affaires touristique de l'ensemble de cette zone, soit environ 46 millions d'euros (300 millions de francs d'après l'AFIT, 2000, p. 31). Elle dépasse alors de loin les retombées de la descente en barque qui reste aujourd'hui un produit touristique secondaire (120 barques en 2004, soit un volume de 600 touristes et un chiffre d'affaires de 50 000 euros).

En retour, l'importance de l'activité canoë est telle qu'elle amène une nouvelle dénomination de cet espace couramment appelé « La Mecque du canoë-kayak » ! Cette réalité para-toponymique souligne alors ce processus d'identification entre l'importance de cette activité touristique et l'espace touristique dans lequel elle se déploie (cf. figure III.26). Ces processus d'assimilation entre l'activité canoë-kayak et l'organisation de cet espace touristique se retrouvent au niveau du jeu des acteurs : ainsi, les deux derniers scrutins locaux ont vu l'élection de P. Peschier, ancien président du syndicat des loueurs de canoë comme maire de Vallon-Pont-d'Arc.



Figure III.26 : Les gorges de l'Ardèche : la « Mecque du canoë-kayak »

Cette figure souligne l'omniprésence de l'activité canoë-kayak aux alentours des gorges de l'Ardèche et plus encore à proximité immédiate de la rivière. Ce phénomène de concentration est particulièrement visible 1/ à l'entrée du canyon au niveau de Vallon et du Pont d'Arc, 2/ le long de la rivière, et enfin, 3/ à la sortie des gorges, à hauteur de l'aire de débarquement de Sauze, en amont du village de Saint-Martin-d'Ardèche.

Ce type de développement touristique, organisé autour de la mise en valeur de la ressource en eau dans le cadre des paysages grandioses des gorges, alimente et renforce les phénomènes de concentration spatio-temporelle précédemment évoqués. Le Comité Départemental du Tourisme estime ainsi que « *selon les années, entre 50 et 60 % de l'activité touristique [des gorges] se déroulent sur les mois de juillet et août* » (Comité Départemental du Tourisme, 2004b, p. 12). Progressivement, on se retrouve dans une configuration de mono-activité, essentiellement organisée autour de la valorisation de la ressource en eau.

Ce phénomène n'est pas sans soulever plusieurs problèmes liés à la gestion de l'espace fluvial, tel que le développement d'équipements touristiques en zone inondable, des conflits d'usage entre les différents acteurs utilisant la rivière, ou encore l'exploitation abusive et la pollution de la ressource en eau (Duval M., 2006a). Se pose peu à peu la question de la vulnérabilité de cet espace touristique organisé autour des aspects quantitatifs et qualitatifs de la ressource (Peyrache-Gadeau V., Gauchon C., 2005). A titre d'exemple, un travail mené en 1987 s'est employé à mettre au point un scénario catastrophe essayant d'évaluer les conséquences résultant d'une pollution des eaux de l'Ardèche. Selon l'hypothèse la plus catastrophique¹, cela représenterait une perte d'un chiffre d'affaires de 8, 65 millions de francs pour les hébergements, de 186, 75 millions de francs pour le secteur alimentaire, de 13 millions de francs pour l'activité canoë-kayak, soit un total de 208, 40 millions de francs, en valeur de 1987 (Tissier B., 1987).

Au regard des typologies établies en géographie du tourisme (Knafou R. (et al.), 1997 ; Knafou R., Stock M., 2003 ; Dewailly J.-M., Flament E., 2000), les gorges de l'Ardèche se définissent pleinement comme une région touristique : « *à cette échelle, les nuances s'effacent, les contours se schématisent, les interstices non touristiques se bouchent, la communication et la promotion touristiques jouent de simplifications pour faire apparaître au touriste potentiel l'espace concerné comme un tout homogène à l'intérieur duquel il n'aura que l'embarras du choix pour sa destination. Une région touristique est donc un espace qui rassemble des lieux touristiques d'échelle plus ou moins grande de façon que le tourisme est effectivement le principal (mais non le seul) agent d'organisation de l'espace* » (Dewailly J.-M., Flament E., 2000, p. 60). Au regard de ces éléments de définition, les gorges de l'Ardèche offrent une trajectoire touristique plus aboutie que celle observée à l'échelle du Karst slovène : alors que la définition d'une région touristique est actuellement en cours de maturation dans le contexte slovène, ce changement structurel et fonctionnel est effectif à l'échelle des gorges de l'Ardèche. Alliant phytôme, hydrôme et héliotropisme (Lozato-Giotart J.-P., 2003, pp. 53-66), on relève que la région touristique des gorges de l'Ardèche s'individualise au regard de son environnement, jouant sur le triple registre d'une nature sauvage, des plaisirs de l'eau et d'un climat agréable.

Travaillée depuis les années 1950 par différents acteurs touristiques, cette image lui permet d'asseoir sa lisibilité touristique, en témoigne la perception de cette région par les populations situées à l'extérieur. En ce sens, une similitude s'observe entre la perception que les touristes parcourant les gorges ont de leur espace vacancier et celle de la population située à l'extérieur des gorges (cf. tableau III.6, page suivante).

¹ Hypothèse : l'eau est polluée pendant la période estivale. Toute baignade et toute pratique de sports nautiques sont strictement interdites. De plus, on peut envisager qu'il se déclare une épidémie liée à la pollution de l'eau, épidémie qui oblige à une évacuation de la population estivale. Evacuation des touristes, soins, éventuellement relogement.

Composante de l'image touristique	Personnes ayant déjà effectuées un séjour dans les gorges de l'Ardèche	Personnes ne s'étant jamais rendues dans les gorges de l'Ardèche
Nombre de questionnaires	230	163
Beauté, pittoresque	66 %	61 %
Sauvage, naturel	29 %	37 %
Soleil, chaleur	8 %	6 %
Sport	7 %	10 %
Calme, détente, tranquillité	11 %	4 %
Eau	6 %	9 %
Aventure, évasion, liberté	6 %	6 %
Intérêt géologique, géographique	3 %	4 %
Naturisme	0,5 %	1 %
Divertissements, ambiance	5 %	0 %
Accueil	0,5 %	1 %
Autres	0 %	1 %
Pas de réponses	12 %	9 %

Tableau III.6 : Perception des gorges de l'Ardèche des personnes ayant ou non effectué un séjour dans les gorges de l'Ardèche (1987), d'après Colombani L., 1987, p. 265

Ainsi, ces deux catégories mettent en avant les mêmes composantes d'une image positive des gorges de l'Ardèche. La beauté des gorges apparaît comme l'élément central sur lequel repose l'image touristique des gorges de l'Ardèche : « *même si la motivation des personnes qui se rendent dans les Gorges est différente de la simple volonté de contempler les lieux, la qualité esthétique de ce site constitue, pour employer une expression à la mode, un plus qui fait qu'on apprécie, qu'on a envie de revenir pour mieux le connaître* » (Ibid, p. 265).

Dès lors, en un peu plus d'un siècle, les gorges de l'Ardèche et des villages environnants ont connu une série de mutations socio-économiques fondamentales, amenant leurs lots de transformations spatiales : d'un espace rural traditionnel organisé autour de la production et de la valorisation de ses productions locales, on est passé à un système socio-économique articulé autour du secteur touristique et marqué par la saisonnalité. En ce sens, il est désormais question de gérer un espace urbain temporaire, avec toutes les difficultés que cela comporte.

Pour l'essentiel, cette fréquentation touristique s'organise autour de la descente des gorges en canoë-kayak, ou tout du moins autour des plaisirs ludiques associés à la ressource en eau. Au fil du temps, un jeu interactif s'est établi entre (i) le développement de ces pratiques, (ii) la prégnance et les caractéristiques du secteur touristique et (iii) l'image d'une « nature sauvage » et la mise en avant de ressorts touristiques axés autour de la valorisation des espaces et ressources « naturelles ».

Et c'est dans ce contexte particulier que survient la découverte de la grotte Chauvet en décembre 1994.

2. LA GROTTES CHAUVET : PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION ET CONSTRUCTION D'UN HAUT LIEU

Cette découverte peut être considérée comme « *un cas d'école, dans la mesure où il donne à voir en temps réel tout le processus de redéfinition d'une région touristique suite à un événement majeur inopiné, en l'occurrence la découverte de la grotte et de ses peintures, intervenue en 1994* » (Gauchon C., à paraître). Cette découverte pose de manière pertinente la question des interrelations entre logiques de patrimonialisation, développement touristique et dynamiques spatiales.

Celle-ci intervient de manière inattendue, en dehors de toute temporalité prévue et/ ou prévisible. Etant donné les caractéristiques de la région touristique des gorges de l'Ardèche, cette découverte représente une occasion remarquable pour étudier ses impacts dans la redéfinition des potentiels et des ressources touristiques. Dans quelle mesure cette découverte vient-elle contraindre le système touristique déjà en place ? Observe-t-on un changement des modalités de fonctionnement de cette région ? Amène-t-elle une requalification de cet espace sous la forme d'une évolution structurelle ?

Ce fil conducteur nous amènera à analyser les dynamiques sociales spatiales à l'œuvre autour de ce lieu emblématique, lequel fait peu à peu figure de haut lieu. Que ce soit à une échelle locale ou départementale, la grotte Chauvet est envisagée comme le « sésame » devant permettre aux gorges de l'Ardèche de sortir du tout « nature-canoë » et d'évoluer vers un tourisme jugé « plus adéquat » par certains acteurs. Pour autant, celle-ci ne sera jamais ouverte au public. Dès lors, un paradoxe se fait jour entre ce positionnement en tant que « haut lieu » et le fait que celle-ci reste un « non lieu » interdite à toute forme de visites touristiques. En vue de dépasser ce schéma contradictoire, un projet de fac-similé est porté par le conseil général de l'Ardèche (dit Espace de Restitution de la Grotte Chauvet, ERGC). Celui-ci marque alors une dissociation du couple patrimoine/ tourisme et une nouvelle forme de rapport à l'espace géographique, enrichissant ainsi l'analyse de notre triptyque. L'étude des paramètres pesant sur la localisation de ce fac-similé permet de mesurer les dimensions territoriales associées à la réalisation de ce projet. De manière réflexive, ce projet d'espace de restitution met en évidence les enjeux territoriaux associés à la gestion du tourisme dans cet espace, posant peu à peu les bases d'une réflexion autour de la notion de « territoire touristique ».

2. 1. La grotte Chauvet : un lieu « exceptionnel »

Grotte remarquable sur le plan de la préhistoire, celle-ci comporte plus de 420 représentations peintes ou gravées, datées entre 32.000 et 20.000 ans BP (Clottes J. (dir.), 2001), ce qui est beaucoup plus ancien que les traces d'art pariétales connues jusqu'alors. Du fait de cette richesse et de cette ancienneté, la grotte Chauvet se positionne d'emblée comme un lieu préhistorique majeur, dépassant en cela le seul contexte des gorges de l'Ardèche.

Exceptionnelle, elle l'est également compte tenu de l'état de conservation de ses richesses. Obstruée en – 18 000 ans BP suite à un éboulement de la falaise fermant l'accès naturel à la cavité, aucun être vivant n'en a depuis foulé le sol. Cette « virginité », associée aux précautions prises par les découvreurs pour protéger le sol lors de la découverte, présente un avantage incontestable par rapport aux autres grottes ornées existantes : ainsi les grottes ornées du Périgord, plus faciles d'accès, avaient suscité un tel engouement dès la fin du XIX^{ème} siècle, qu'une partie de leurs vestiges préhistoriques furent malencontreusement détruits. En ce sens, la grotte Chauvet est un des seuls réseaux ornés parvenus intacts jusqu'à nous depuis le Paléolithique et fonctionne, de ce fait, comme un témoin de première main pour comprendre ce qu'étaient les rites et modes de vie des hommes préhistoriques.

Officiellement découverte le 18 décembre 1994 par J.-M. Chauvet, E. Brunel-Deschamps et C. Hillaire, un laps de temps très court s'écoule entre sa découverte et l'annonce officielle de son existence lors d'une conférence de presse tenue par le ministère de la Culture, le 18 janvier 1995, soit le temps pour les services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) de procéder à l'expertise de la grotte et de prendre les mesures nécessaires à sa conservation. D'un point de vue temporel, cette conférence donne littéralement naissance à ce site.

A partir de ce moment là, différents éléments se combinent et positionnent, d'emblée, la grotte Chauvet dans le domaine de l'exemplarité, dans le registre du haut lieu. Dépassant son évidente valeur préhistorique, celle-ci s'inscrit dans une dimension sociale².

Immédiatement, cet événement majeur sur le plan archéologique se double d'un fort retentissement auprès des acteurs territoriaux, (et ce quelle que soit leur échelle d'intervention), où « *il semble que chacun comprit instantanément la portée de l'événement, et pressentit les bouleversements dont il serait porteur* » (Gauchon C., à paraître).

Ceci est particulièrement visible à la lecture des articles parus dans la presse locale, nationale et même internationale, avec par exemple un numéro spécial du Time Magazine « *Secrets of the stone age, Splendors from the dark* », en février 1995. D'emblée, un registre de l'exceptionnel entoure la découverte de la grotte Chauvet : « *J'ai reçu l'information de plein fouet, on aurait dit un volcan qui jaillissait avec toute l'histoire de nos ancêtres* » (Propos tenus par Jean-Pierre Ageron, alors maire de Vallon-Pont-d'Arc, Dauphiné Libéré (DL) 21/01/1995). Ainsi, les qualificatifs ne manquent pas pour décrire cette nouvelle richesse : cathédrale préhistorique, la grotte miraculeuse, chef d'œuvre de la préhistoire, trésor de l'humanité, fabuleux sanctuaire de la préhistoire, un patrimoine extraordinaire, la cathédrale de l'art solutréen, la grotte aux merveilles, la vénus du Pont-d'Arc... Ces propos confèrent alors à la grotte un statut de site exemplaire, lequel se positionne d'emblée comme un lieu à part, quasi intouchable. En un sens, le secret qui a entouré sa découverte et le fait que cette dernière ait été tenue cachée pendant le premier mois suivant sa mise à jour effective alimente cette dimension « paranormale » : « *seules quelques personnes étaient tenues dans le secret absolu* » (DL 19/01/1995).

Par un effet miroir, le caractère hors-norme de cette grotte rejaillit, voire « illumine » les différents acteurs territoriaux qui sont investis (ou se sentent investis) dans la gestion de ce site. Ainsi, la découverte de cette grotte va « *ériger le département à un rang qui lui permettra de rivaliser avec les principaux sanctuaires connus du Périgord ou des Pyrénées* » (DL, 19/01/1995), lequel département « *se trouve d'un coup propulsé à l'origine de la civilisation* » (Propos d'Henri Torre, alors président du conseil général de l'Ardèche, DL, 20/01/1995). Quant aux trois inventeurs, cette découverte les placera sur le devant de la scène puisqu'ils seront successivement fait citoyens d'honneurs de Vallon et citoyens d'honneur du département en février 1995 avant d'être faits Chevaliers des Arts et des Lettres le 20/07/2000.

Exceptionnelle, cette découverte l'est aussi en raison du nombre d'acteurs et des échelles spatiales qu'elle a mobilisés. Cette découverte « *qui dépasse les frontières* » devient l'objet de tous et fait l'objet d'appropriations diverses de la part : (i) de la population locale, (ii) des scientifiques, (iii) des acteurs locaux investis dans le développement de cette région touristique, (iv) des acteurs départementaux, (v) des représentants de l'Etat à l'échelle du département, de la région et du ministère. Elle devient ainsi le « *patrimoine de tous les Ardéchois* », tandis que le

² En vue d'appréhender cette dimension sociale, nous nous sommes appuyés sur un corpus formé par des articles parus dans la presse locale (essentiellement le Dauphiné Libéré et la Tribune). Loin d'être exhaustifs, ces éléments constituent néanmoins des informations de première manière lorsqu'il s'agit d'observer des processus sociaux. En tant que principaux relais entre la grotte Chauvet et la population locale, ils alimentent l'imaginaire social et participent à cette dynamique de haut lieu.

département se félicite de devenir « *l'un des bastions de la naissance des grandes civilisations* » (Propos de Henri Torre, rapportés dans la Tribune, 26/01/1995). Pour les scientifiques, « *c'est un programme scientifique de première grandeur qui va se mettre en place dans les gorges de l'Ardèche, à la dimension du choc que vient de recevoir en pleine poitrine toute la communauté internationale des chercheurs* » (DL 21/01/1995). Quant à l'Etat et au ministère de la Culture, ils qualifient immédiatement la grotte Chauvet de « *patrimoine de l'Humanité* », heureux que la France « *soit dépositaire de ce nouveau trésor* » (DL, 21/01/1995).

Cette élection de la grotte Chauvet nous amène à enrichir nos propos sur le caractère co-constitutif des logiques de patrimonialisation et de développement touristique évoqués lors de la deuxième partie de ce travail. En termes de dynamiques patrimoniales et touristiques, on relève que la grotte Chauvet est inventée en tant que lieu patrimonial et potentiellement touristique dès l'instant où elle est découverte. A l'inverse des processus observés autour des grottes de Škocjan, il n'est pas ici question d'une invention progressive du lieu touristique, elle-même liée à la reconnaissance d'une valeur patrimoniale et à un changement d'échelle de valeur de l'objet considéré. La perception de la ressource touristique que constitue la grotte Chauvet et la prise de conscience patrimoniale sont ici immédiates et concomitantes.

Comparativement aux grottes de Škocjan, ces processus sociaux sont d'autant plus visibles que la grotte Chauvet est présentée comme un lieu pariétal majeur, dépositaire des origines de l'Homme. Bien que cette dimension archéologique soit également présente au niveau de Škocjan, celle-ci est faiblement mise en avant dans le processus visant à faire de ce site karstique un haut lieu du karst slovène. De ce point de vue, le positionnement culturel de la grotte Chauvet facilite l'activation de cette dynamique de haut lieu. Peu à peu, la grotte Chauvet est ainsi mise en relief, à la fois compte tenu de ses richesses historiques mais également en raison de ses « *vertus salvatrices* ». Cette expression peut certes sembler exagérée. Pour autant, lorsque l'on observe les dynamiques sociales à l'œuvre autour de ce site, on relève que la grotte Chauvet est présentée comme un sésame (voire un vœu !) devant permettre de modifier en profondeur les caractéristiques de la fréquentation touristique dans les gorges de l'Ardèche.

2. 2. Un lieu vitrine, initiateur de nouvelles pratiques touristiques

Cette grotte s'inscrit dans un espace touristique dont les principaux ressorts reposent jusque-là sur l'image d'une « *nature naturelle* », alimentée par la mise en œuvre de mesures de protection et une abondante communication en ce sens. Il est alors intéressant d'observer dans quelle mesure ce site progressivement érigé en haut lieu amène une relecture de cet espace touristique historiquement structuré autour d'une mise en valeur de ses qualités paysagères.

2.2. 1. Evolution d'une image touristique vers des ressorts culturels

Dès sa découverte, la grotte Chauvet a éclipsé les richesses « *naturelles* » des gorges de l'Ardèche, tout en amenant une re-découverte, par les acteurs, des richesses archéologiques de la Basse-Ardèche. Ni la présence de nombreuses grottes ornées dans ou aux abords du canyon, ni la forte concentration de monuments mégalithiques, ni l'ouverture du musée régional de la préhistoire en 1988 sur le site d'Orgnac (cf. figure III.27), n'avaient jusqu'à ce jour entraîné une réorientation en terme d'image touristique, laquelle restait principalement associée à la descente des gorges de l'Ardèche.

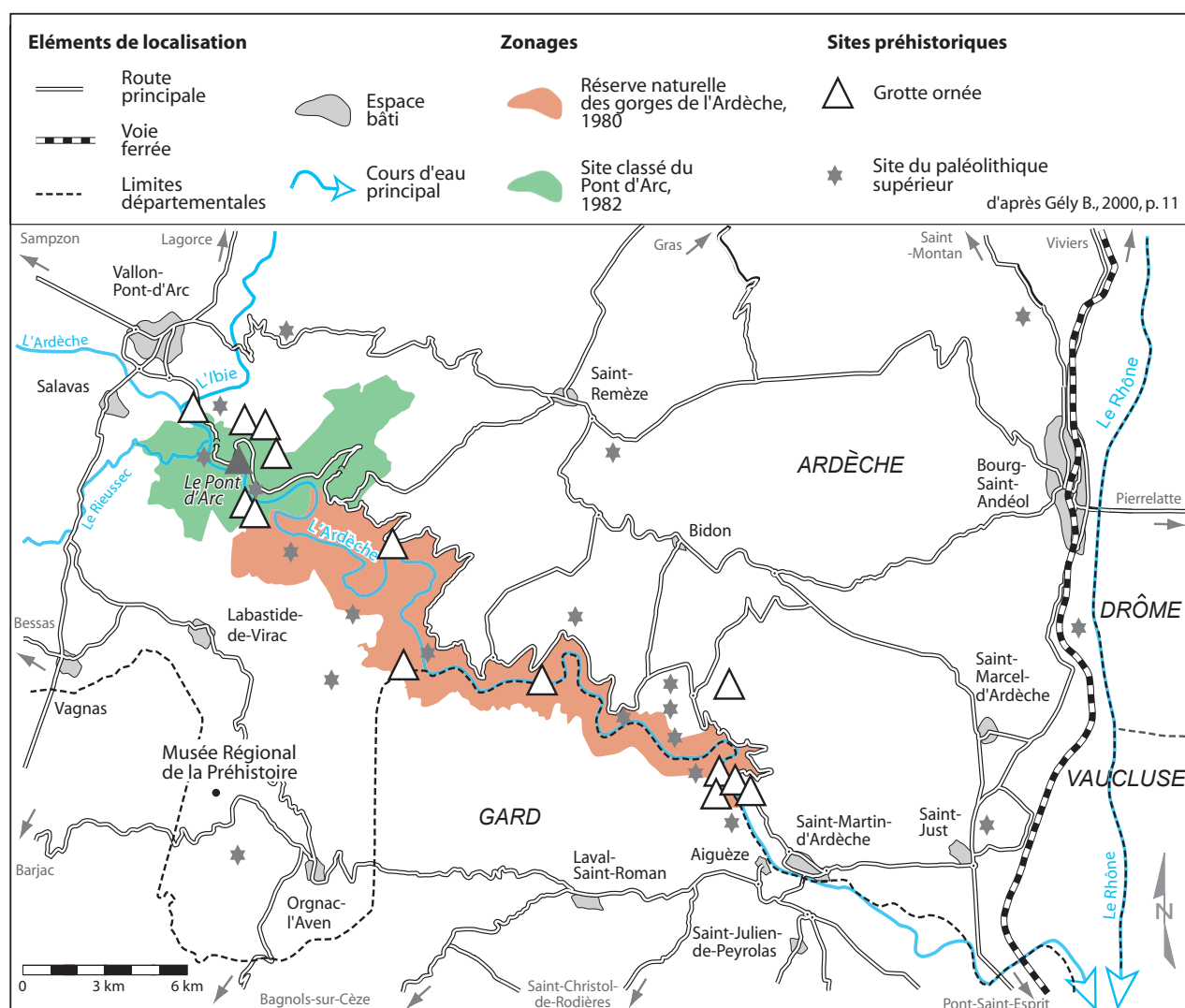


Figure III.27 : Sites préhistoriques et espaces naturels patrimonialisés autour des gorges de l'Ardèche

Cette carte souligne l'exceptionnelle concentration de sites préhistoriques, liés à une continuité dans les formes d'occupation humaine (voir paragraphe 1. 1.). Connus depuis plusieurs décennies (voire plusieurs siècles), ces derniers ne seront mis en avant que suite à la découverte de la grotte Chauvet, venant peu ou prou habiller le « joyau Chauvet » et étoffer l'argumentaire visant à faire des gorges de l'Ardèche un haut lieu de la préhistoire.

Dans ce contexte, la découverte de la grotte Chauvet amène une relecture, voire une réactualisation des ressources patrimoniales et touristiques situées aux alentours des gorges de l'Ardèche et place l'art pariétal sud-ardéchois sur le devant de la scène : pièce maîtresse, « joyau des joyaux », elle réactive la valeur patrimoniale des grottes ornées des gorges de l'Ardèche : « On savait la région déjà fertile en vestiges préhistoriques, notamment grâce à l'existence d'un relief et de sols calcaires qui offraient maintes possibilités d'abris naturels, mais ce domaine restait jusqu'alors l'apanage d'une minorité d'initiés. Désormais, avec le choc produit par la révélation des décorations de la Combe d'Arc qui peuvent vraiment frapper l'imagination, ces sites seront enfin appréciés du grand public » (Propos tenus par Jean-Pierre Ageron, alors maire de Vallon-Pont-d'Arc, DL 21/01/1995).

La découverte de cette grotte et ses incidences en terme d'image touristique marquent alors un essai, une possibilité de bifurcation dans le fonctionnement de cet espace touristique. La grotte Chauvet apparaît alors comme un moyen de sortir d'un modèle d'attractivité touristique jusqu'ici essentiellement articulé autour de la mise en valeur de paysages calcaires patrimonialisés.

2. 2. 2. La Grotte Chauvet comme levier de transformation et vecteur de requalification de l'offre touristique locale et départementale

Cette découverte intervient dans un espace touristique où depuis quelques années, la question d'un autre mode de développement touristique se pose. Dans le cadre de l'Opération Grand Site, lancée en 1991 autour des gorges de l'Ardèche et plus particulièrement du Pont d'Arc, *« apparaît alors l'idée que, quoi que l'on fasse, l'expansion quantitative de la récréation sera toujours plus menaçante si l'on ne parvient pas en même temps à une amélioration qualitative profonde. On invoque alors le "tourisme durable", et ses variantes, "vert", "doux", "alternatif", "responsable" »* (Dewailly J.-M., 1997, p. 209).

En amont de la découverte de la grotte Chauvet, cette première opération de réhabilitation, bien que partiellement réalisée, a initié les bases d'une réflexion sur les limites du système touristique des gorges de l'Ardèche autour de la valorisation et de l'exploitation de ses ressources naturelles. Confronté au constat de l'échec relatif de la réserve naturelle à gérer et à limiter le développement touristique dans les gorges, la question se pose pour les acteurs territoriaux concernés d'effectuer un changement qualitatif en mettant en *« œuvre des pratiques touristiques plus respectueuses du milieu d'accueil, naturel et social »* (Dewailly J.-M., 2006, p. 214).

Dans ce contexte, la grotte Chauvet apparaît comme un amplificateur de ces réflexions ; celle-ci préfigure le moyen potentiel de réaliser une transformation de ce système touristique. Elle contribue à diversifier le paysage patrimonial et touristique des gorges de l'Ardèche, et apparaît pour les acteurs territoriaux comme *« une opportunité »* de sortir d'une mono-valorisation des ressources paysagères des gorges de l'Ardèche. Ainsi, *« cette découverte qui suscite d'immenses espoirs pour toute une région déjà très touristique, va donner l'occasion de réfléchir toujours plus au devenir de cette région »* (DL, 19/01/1995) ; celle-ci *« permettra au tourisme local de franchir un pas en brandissant un atout supplémentaire qui viendra s'ajouter à ceux légués par la nature : l'atout culturel. (...) Le tourisme en Ardèche peut alors s'étendre des secteurs de la nature, du sport et de l'eau, à celui de la culture »* (Propos tenus par Jean-Pierre Ageron, alors maire de Vallon-Pont-d'Arc, DL 21/01/1995).

En terme de communication, ce parti pris se traduit par de nouveaux panneaux touristiques, posés pour partie par la mairie de Vallon-Pont-d'Arc et par le conseil général de l'Ardèche. De manière laconique, ces derniers font apparaître des éléments des fresques de Chauvet, associés aux paysages naturels des gorges (cf. figure III.28, page suivante).



Figure III.28 : Mise en avant de la grotte Chauvet dans l'offre touristique des gorges de l'Ardèche

Ces panneaux fonctionnent sur un double registre. Spatialement, ils se situent le long des principales voies d'accès aux gorges de l'Ardèche. Symboliquement, ils placent ainsi la région touristique des gorges de l'Ardèche sous l'enseigne de la grotte Chauvet, voire sous sa bienveillance et/ ou sa tutelle. D'un point de vue temporel, ils situent « les têtes de lionnes » ou encore le « panneau des chevaux » dans le temps historique, dépassant en cela l'effervescence des premiers instants. Cet affichage donne alors une assise spatio-temporelle au processus d'élection visant à établir la grotte Chauvet en tant que haut lieu des gorges de l'Ardèche et du département dans son ensemble.

Donnant à voir un éventail des richesses situées à l'intérieur de cette grotte, ces panneaux contribuent à matérialiser la grotte Chauvet, rendant possible son instrumentalisation en vue de modifier les caractéristiques structurelles et fonctionnelles de cette région touristique.

Corrélativement, on relève, en effet, qu'une volonté d'utiliser la découverte de la grotte Chauvet pour modifier les modalités de fréquentation touristique de cet espace s'affirme peu à peu. En ce sens, le maire de Vallon Pont d'Arc « espère que la culture génère désormais à Vallon une évolution économique et sociale » (DL 14/02/1995). Cette tendance est reprise à l'échelle des acteurs départementaux où « la nouvelle fréquentation et les nouvelles clientèles induites par l'espace de restitution, accompagnés en corollaire de demandes de prestations différentes (nuitées en hôtel, réservations) seront l'occasion de requalifier l'offre locale et départementale » (Conseil général de l'Ardèche, 2000, p. 72 - fonds d'archives du conseil général de l'Ardèche, thématique « tourisme »). Le développement de ces ressorts culturels apparaît alors comme un moyen « d'élever » le secteur touristique, tant les opérateurs que les touristes eux-mêmes, l'idée sous-jacente étant « à patrimoine exceptionnel, tourisme exceptionnel ». Dès lors, cette carte de l'excellence transparaît tant à une échelle locale que départementale.

Ainsi, à une échelle départementale, il s'agit, pour les acteurs du tourisme, de s'appuyer sur la découverte de la grotte Chauvet en vue de développer de nouvelles formes de tourisme à l'échelle de l'ensemble du département ardéchois : « *jusqu'à présent, le tourisme dans ce département était surtout représenté par les paysages, les grands espaces, les sports de pleine nature, l'eau. Désormais il devient possible de renforcer le tourisme culturel* » (Ibid., p. 17).

En ce sens, la grotte Chauvet « *doit servir de haut parleur, de pôle d'attractivité* » (Entretien V. Orcel, CDT de l'Ardèche, 01/06/2004, Privas). Dans cette perspective, la grotte Chauvet apparaît comme « *centrale pour l'action touristique du département de l'Ardèche. J'ai envie de dire que c'est une chance formidable pour l'Ardèche puisque le souci permanent du Département est d'avoir une bonne image : d'excellents professionnels dans tous les domaines, des produits et des savoir-faire, et des atouts culturels. De plus en plus les visiteurs sont amateurs de produits culturels, en particulier de produits qualitatifs. Alors cette découverte hisse l'Ardèche dans le palmarès des départements au titre d'un produit culturel qui sera forcément très recherché... (...) L'Ardèche se retrouve avec un atout majeur dans un futur schéma de développement* » (Propos de Christian Lavis, conseiller général, président de la commission tourisme, DL 19/01/1995).

Ce positionnement s'accompagne d'une réorientation progressive de la communication à l'échelle départementale. Ainsi, depuis 1998, le slogan « *Un grand voyage dans le temps* » accompagne systématiquement toutes les plaquettes de communication émanant du Comité Départemental du Tourisme (CDT). En outre, dépassant la seule échelle locale des gorges de l'Ardèche, la grotte Chauvet se positionne peu à peu comme un site ardéchois emblématique : ses peintures figurent sur des documents touristiques généraux, telle que la plaquette présentant les différentes régions touristiques ardéchoises (cf. figure III.29).



Figure III.29 : Nouvelle orientation de la politique de communication du Comité Départemental du Tourisme de l'Ardèche (1998) : affichage du slogan « *Un grand voyage dans le temps* » et des panneaux de la grotte Chauvet

Cette évolution de l'image touristique des gorges de l'Ardèche se double d'une volonté de restructurer l'offre touristique des gorges de l'Ardèche et plus largement du département, en vue de sortir du schéma de la saisonnalité imposé par l'utilisation ludique de la ressource en eau.

Bien que la saisonnalité reste moins marquée que ce que l'on peut observer à l'échelle d'autres régions touristiques (nous pensons notamment aux gorges du Verdon), un des enjeux touristiques d'aujourd'hui repose sur l'allongement de la saison. Cette stratégie impose une diversification des ressorts touristiques jusqu'ici mobilisés dans les gorges de l'Ardèche : pour allonger la saison, il est nécessaire de sortir de la logique prédominante visant à valoriser des ressources essentiellement naturelles.

Dans cette perspective, la grotte Chauvet, en tant qu'argument culturel offre une nouvelle possibilité de développer un tourisme culturel « a-temporel », dans le sens où celui-ci ne dépend pas des conditions météorologiques et des effets de la saisonnalité. Ainsi, « *la haute saison estivale doit être précédée et suivie d'une activité touristique importante, source de pérennité des structures touristiques et des commerces et des services locaux indispensables au dynamisme des territoires ardéchois* » (Conseil général de l'Ardèche, 2000, p. 23 - fonds d'archives du conseil général de l'Ardèche, thématique « tourisme »).

Ce positionnement appelle en retour une modification structurelle de l'offre touristique ardéchoise, notamment au niveau des hébergements. Actuellement, le département compte 261 566 lits touristiques, dont 99 811 compris en hébergement marchand, soit 38 % du total (le reste correspondant à la capacité estimée des résidences secondaires). Lorsque l'on observe la répartition de ces hébergements marchands, 68 545 lits sont enregistrés au niveau de l'hôtellerie de plein air, soit près de 70 % du total des hébergements marchands ! (Comité Départemental du Tourisme, 2004a). Or, l'hôtellerie de plein air est une activité fortement marquée par la saisonnalité, les campings ne fonctionnant, de fait, que pendant la saison estivale. Un des paris qui se pose aujourd'hui pour les gorges, et plus largement pour le département ardéchois, est donc d'augmenter la part de l'hôtellerie dans le volume global des hébergements marchands. Dans ce contexte, la grotte Chauvet apparaît comme un élément moteur appelant une évolution qualitative du secteur touristique.

Depuis peu, ces dynamiques cherchant à mobiliser cette découverte en vue de réorienter les pratiques touristiques dans les gorges de l'Ardèche et d'amener un nouveau type de clientèle dans l'ensemble du département, s'inscrivent dans une nouvelle dimension : un projet de classement Unesco de la grotte Chauvet et ses abords au titre du patrimoine mondial de l'Humanité. Porté par le conseil général de l'Ardèche, une réflexion est engagée depuis 2003. Dans une première version, il fut question de porter la candidature des « *gorges de l'Ardèche : de l'arche naturelle au sanctuaire de la grotte Chauvet - Pont d'Arc* », jouant en cela sur des critères naturels et culturels en vue d'une inscription au titre des biens mixtes. Dernièrement, il s'agirait de porter uniquement la candidature de la grotte Chauvet en tant que patrimoine culturel.

Au-delà de ces différentes versions, ce projet traduit plusieurs ambitions : dans un premier temps, il s'agit d'asseoir la lisibilité internationale de la grotte Chauvet en lui donnant une assise à la fois politique, sociale et spatiale, par le biais de l'attribution de ce label. Jouant sur le jeu de la différenciation et de la rareté, l'obtention de ce label permettra à l'ensemble du département ardéchois de se démarquer des territoires environnants. Dans un second temps, un volet économique se greffe autour de ce label espéré (fantasmé ?). En ce sens, le projet d'inscription Unesco fonctionne comme un argument de poids visant à convaincre les acteurs du tourisme de développer d'autres formes de tourisme, axé autour de la valorisation des ressources culturelles. En leur faisant miroiter les retombées économiques liées à l'obtention de ce label, le conseil général espère ainsi encourager une stratégie globale de requalification de l'offre touristique ardéchoise.

Dans le même temps, la Diren Rhône-Alpes s'est saisie de cette opportunité pour lancer un projet d'extension du site classé des abords du Pont d'Arc, l'argumentaire étant qu'une redéfinition spatiale de cette mesure de protection fonctionnerait comme un gage de bonne conduite et témoignerait de la volonté des élus de protéger ces paysages remarquables. Cette extension du site classé participerait alors à positionner de manière favorable le dossier « Gorges de l'Ardèche / grotte Chauvet » dans la liste des sites présentés par la France. A l'instar de ce que nous avons pu observer au niveau d'Ornagnac et de l'extension du site classé en surface, on voit dès lors comment, par un effet rétroactif, les enjeux de développement économique liés au label Unesco peuvent être mobilisés dans des logiques de patrimonialisation.

Cette mise en avant de la grotte Chauvet sur le plan économique, touristique (et dans une moindre mesure patrimonial) alimente en retour le processus d'élection en terme de haut lieu. La grotte Chauvet tend à devenir un lieu omniprésent à l'échelle des gorges de l'Ardèche et plus largement du département ardéchois. Ce processus d'élection, « d'élévation vers le haut » est alimenté par des processus d'appropriation au niveau de la population locale. Cette relation entre un espace social et ce site exceptionnel parachève le processus d'élection de la grotte Chauvet en tant que haut lieu. Ce dernier, par le biais de processus d'appropriation et d'identification, se positionne peu à peu comme un élément territorial référentiel des gorges de l'Ardèche.

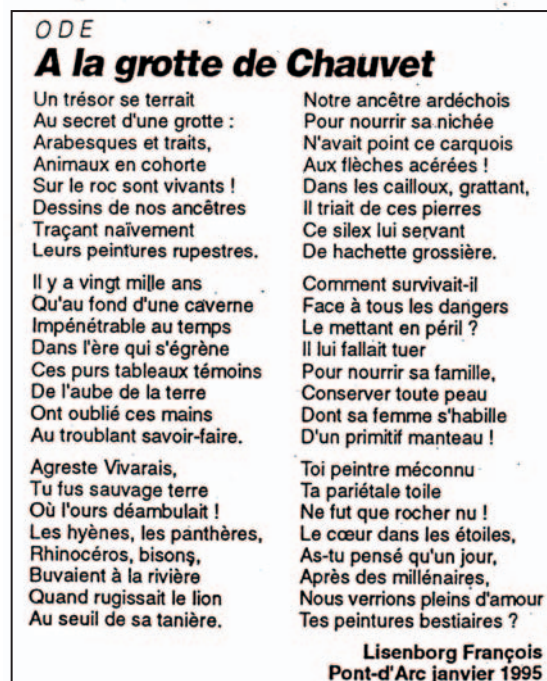
2. 3. Entre appropriation et exclusion : un « haut lieu » autour d'un « non lieu »

2. 3. 1. Processus d'appropriation

A une échelle locale, la découverte de la grotte Chauvet donne lieu à des processus d'appropriation tangibles, lesquels soulignent l'impact socio-économique de cette découverte tout autant qu'ils contribuent à l'élection de la grotte Chauvet en tant que haut lieu emblématique. Plusieurs réunions locales se succèdent dans les mairies des alentours des gorges, pendant lesquelles un film monté à partir des images des inventeurs est diffusé. Ces rencontres donnent lieu à de véritables mouvements de liesse, si l'on en croit les échos rapportés par la presse locale : « *ils n'ont pas pu tous pénétrer dans la salle polyvalente de Vallon-Pont-d'Arc pour aller à la rencontre des inventeurs de la Combe d'Arc. (...) L'arrivée des inventeurs se produit sous les applaudissements nourris, l'émotion est palpable. (...) Pendant la projection le public ne peut contenir plus longtemps son admiration, applaudissant l'apparition des lionnes* » (DL, 27/01/1995). Cette première manifestation se traduit par un immense succès et amène la mairie de Vallon à multiplier les séances de projection afin de répondre à une demande grandissante de la part de la population locale et des environs, certaines personnes effectuant le déplacement depuis Lyon.

Le sentiment de fierté éprouvé par les Vallonnais est tangible, lesquels se réclament de celle qu'ils considèrent déjà comme leur grotte. Ainsi, cette ode à la grotte Chauvet, rédigée par un local et publiée dans la Terre Vivaroise du 10/02/1995 (cf. figure III.30).

Figure III.30 : « L'Ode à la grotte Chauvet » : manifestation du processus d'appropriation de la grotte Chauvet par les Vallonnais



Actuellement, il semble que ce processus soit toujours effectif. En effet, dix ans après cette découverte et en l'absence d'un fac-similé, on aurait pu penser que ce processus d'appropriation et que cette figure de haut lieu se seraient essouffés. Or, lors des campagnes de terrain effectuées courant 2004, les entretiens conduits auprès de la population locale témoignent de la place particulière qu'occupe encore (et toujours !) ce site particulier : « *cette grotte, c'est notre richesse, un peu notre symbole. Je suis vraiment très content et même très fier qu'elle ait été découverte à côté de chez nous* » (Entretien M. X, Bar PMU de Vallon-Pont-d'Arc, 05/11/2004).

Deux facteurs majeurs permettent d'expliquer cette continuité dans le temps. Tout d'abord, le fait même que l'espace de restitution n'ait pas encore vu le jour explique vraisemblablement cet intérêt manifeste que les Vallonnais continuent de porter à la grotte. Fort est à parier que l'ouverture de cette nouvelle infrastructure aurait donné une nouvelle teneur au lien unissant la grotte à la population locale, la faisant passer dans le registre global des objets touristiques. Par ailleurs, parallèlement à cette « non-réalisation » (et en partie aussi « à cause de cette non-réalisation ») la grotte Chauvet a continué à occuper l'espace médiatique, notamment par le biais des affaires judiciaires liées à la grotte et dont les journaux de la presse locale font leurs choux gras depuis une dizaine d'années (droits et indemnités des inventeurs, procédure d'expropriation et indemnité des propriétaires). Sur un plan local, cette découverte a également donné lieu au développement d'un volet associatif et éducatif autour de la préhistoire. A titre d'exemple, une classe « préhistoire » s'est ouverte en 1997, donnant lieu à la rédaction d'un magazine fait par les collégiens les Mômes de Chauvet et la rédaction d'un livre Les portes du temps s'ouvrent à Vallon (Les élèves de 6ème C du collège Henri Ageron, Grondein D., Paulthier E., 1998).

De ce point de vue là, la grotte Chauvet est également exceptionnelle : en effet, alors même que celle-ci est fermée au public et qu'elle ne fasse pour l'instant l'objet que d'une exposition dite « temporaire » aux dimensions et contenu modestes, cette dernière continue de fonctionner comme un haut lieu, revendiqué tel un emblème. Ce volet symbolique se trouve pleinement exprimé avec l'affichage des têtes de lionnes comme flamme postale du courrier acheminé depuis Vallon (cf. figure III.31).



Figure III.31 : Processus d'appropriation locale : la grotte Chauvet comme lieu emblématique de Vallon-Pont-d'Arc (commentaire dans le texte)

Initialement, la figuration des lionnes de Chauvet sur cette flamme postale était prévue pour une durée temporaire de trois mois. Aujourd'hui, on relève que les lionnes se sont progressivement adossées au Pont d'Arc, cet ensemble définissant la flamme postale officielle de Vallon. La grotte Chauvet fait alors figure de lieu emblématique, au même titre que le Pont d'Arc. Pourtant, une

différence de taille existe entre ces deux sites : alors que le Pont d'arc s'offre à la vue de tous et que tout un chacun peut en faire l'expérience sensitive, la grotte Chauvet reste et restera un lieu fermé aux visites touristiques.

2. 3. 2. Les mesures de protection encadrant la grotte Chauvet

Au niveau de la grotte de Chauvet, l'arbitrage entre mesures de patrimonialisation et logique de développement touristique est immédiatement effectué en faveur de la protection de la grotte, puisque les autorités ont tout de suite fait savoir que la grotte ne serait jamais ouverte aux touristes. Ce positionnement, justifié en raison de la fragilité des représentations pariétales, semble accepté par tous, les mésaventures du site de Lascaux étant présentes dans tous les esprits : « *le précédent de Lascaux montre comment toute intervention humaine ne peut que rompre un équilibre aussi fragile et aussi ancien, et qu'il serait désastreux d'ouvrir au public un site d'une valeur de celle de la grotte Chauvet* » (DL, 20/01/1995).

L'articulation entre les logiques de patrimonialisation et de développement touristique atteint ici une limite fonctionnelle : la valeur patrimoniale de la grotte, considérée comme exceptionnelle, interdit en retour toute forme de valorisation touristique. Toute proportion gardée, on retrouve ici la configuration observée au niveau des réseaux IV de l'aven d'Orgnac, lesquels, placés en « protection intégrale », excluent toute forme de visite touristique.

Dans ce contexte de protection/ protectionnisme, une série de mesures vise à prévenir toute forme d'altération de la cavité : 1/ des mesures concrètes, en terme d'aménagement, sont prises pour éviter toute modification des conditions initiales de la cavité, 2/ des périmètres de protection sont instaurés en vue de protéger les alentours de la cavité.

Avant même que cette découverte ne soit annoncée lors de la conférence de presse, des actions sont entreprises : une porte digne d'un coffre-fort est posée le 12 janvier 1995 afin d'en interdire l'accès : « *il faut un code pour ouvrir la porte d'accès alors que plusieurs caméras transmettent 24 heures sur 24 leurs images. Un lieu que l'on a voulu modèle pour la sécurité avec des "clefs électroniques" reconnaissant par apposition d'un doigt la pression artérielle de quelques personnes seulement. Bien d'autres dispositions "top secrètes" défendent encore ce sanctuaire* » (DL 23/01/1995).

A l'intérieur de la grotte, des précautions sont prises pour protéger les sols (ossements, crânes d'ours, empreintes, etc.) et permettre le bon déroulement des travaux scientifiques. L'atmosphère

Une étroite surveillance (Gély B., 2000, p. 28)

Dès les premières investigations, s'est imposée l'obligation de maintenir les exceptionnelles conditions physiques qui ont permis la conservation des œuvres et des sols préhistoriques.

Des contrôles bactériologiques réguliers sont réalisés par la section « microbiologique » du Laboratoire de recherche des Monuments historiques de Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne) qui analyse l'état de pollution de l'atmosphère et des sols. On peut donc établir le bilan sanitaire de la cavité et suivre son éventuelle évolution. Les résultats sont satisfaisants : à la suite des nombreuses interventions liées à la découverte, un taux élevé de bactéries avait été noté mais depuis, la maîtrise des visites et l'adoption d'un protocole de comportement très strict, ont permis de retrouver un niveau correct.

En matière de climatologie, l'équipe CNRS du Laboratoire souterrain de Moulis (Ariège) a mis en évidence l'originalité de la cavité qui constitue un milieu étonnamment stable et doté d'un bon pouvoir de régulation. Les enregistrements ont d'abord porté sur la température de l'air (12,9°C en moyenne) et sur la ventilation naturelle (30l/s) : les premières conclusions ont alors autorisé l'élargissement de l'étroiture d'entrée. Depuis, onze stations de mesures réparties sur l'ensemble de la grotte, indiquent en permanence la température de l'air et de la roche (12,85°C), le taux d'hygrométrie (100%), celui du gaz carbonique (jusqu'à 3%) et la pression atmosphérique.

de la grotte est placée sous haute surveillance : il s'agit de prévenir toute modification de l'équilibre climatologique, laquelle pourrait endommager l'état de conservation des peintures.

Par ailleurs et ce dès avant que ces mesures spécifiques ne soient prises, la grotte Chauvet est protégée, de fait, au titre des sites classés. En effet, la grotte Chauvet s'ouvre en face du Pont d'Arc, dans le cirque d'Estre, en plein cœur du périmètre du site classé des abords du Pont d'Arc de 1982 ; cette localisation amène, de fait, l'entrée en vigueur des restrictions associées au statut des sites classés (cf. figure III.32).

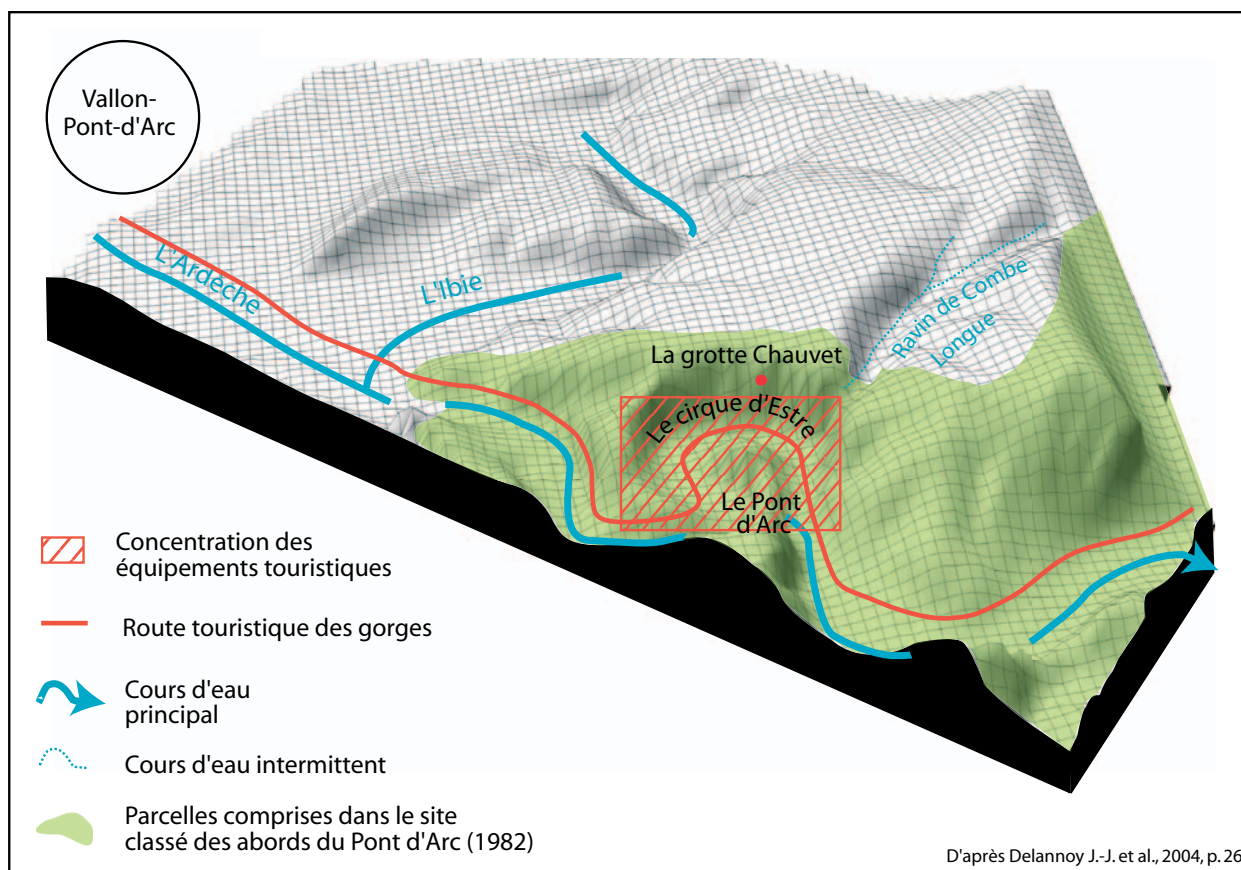


Figure III.32 : Ouverture de la grotte Chauvet dans le cirque d'Estre : entre mesures de protection et équipements touristiques

Localisée dans le cirque d'Estre, la grotte Chauvet se situe, de fait, dans un espace marqué par de forts enjeux touristiques liés à la présence du Pont d'Arc. Dès lors, cet espace concentre plusieurs types d'aménagement : les plages du Pont d'Arc, les parkings de stationnement, des campings, des loueurs de canoë, le tout organisé le long de la route touristique des gorges.

De manière plus ou moins anecdotique, il est intéressant de soulever ici les jeux d'acteurs usuellement constatés entre les services de la protection de la nature et de la culture et de voir comment ces derniers, compte tenu de la valeur jugée exceptionnelle de la grotte Chauvet, ont considéré que sa localisation dans un site classé n'était pas suffisante.

Cette prise de position (qui au passage souligne à la fois les limites du système de protection des sites naturels en France et la division arbitraire entre les services de la nature et de la culture) s'est traduite par le lancement d'une procédure express de classement au titre des Monuments Historiques, instruite par le ministère de la Culture. Celle-ci sera rendue effective le 13 octobre 1995, pour les parcelles du sol et du sous-sol contenant la cavité. Dès lors, contrairement à ce que nous avons pu observer au niveau de l'aven d'Orgnac, cette mesure associe d'entrée de jeu

des éléments de surface et souterrains, attestant en cela d'une vision globale de la protection de la cavité. Dans le même temps, ces dispositions sont renforcées au niveau local avec l'entrée en vigueur le 13 janvier 1995 d'un arrêté préfectoral interdisant l'accès de la cavité.

Par la suite, un pas supplémentaire sera franchi en 1998 avec l'acquisition foncière par l'Etat des parcelles situées en surface, par le biais d'une déclaration d'Utilité Publique. Acteur majeur dans la protection de la grotte, l'Etat se dote ainsi des moyens nécessaires devant permettre la bonne conservation de ce site.

Dans une certaine mesure, ces mesures et orientations de gestion soustraient la grotte Chauvet de l'espace public, ou tout du moins de l'espace visible. Protégée, fermée au public, celle-ci n'apparaît même pas sur les cartes topographiques de la Combe d'Arc. Même si sa localisation n'est plus à proprement parler un secret, elle n'est pour autant jamais mentionnée clairement : ainsi, « *cette grotte s'ouvre au pied d'une falaise bordant le cirque d'Estre, ou Combe d'Arc, méandre abandonné par le cours de l'Ardèche* » (Gély B., 2000, p. 24). A l'approche du Pont d'Arc, aucune information n'indique que cette grotte se situe dans la Combe d'Arc, aucun panneau directionnel ne signale le début du sentier permettant d'accéder à son entrée, lequel reste discret, perdu au fond de la vigne et de la végétation ambiante.

Cette relative ambiguïté sur la localisation de la grotte alimente en retour le processus d'élection en qualité de haut lieu. *De facto*, ces mesures de protection matérialisent le mouvement dialectique évoqué par M. de La Soudière (1991) entre des processus d'élection et d'exclusion et marquent cette double coupure à la fois verticale et horizontale : ces orientations de gestion attestent tout autant qu'elles renforcent le caractère exceptionnel de ce site, procédant dans le même temps à son « élévation » et à sa « mise à l'écart » par rapport à son environnement.

Dès lors, un mouvement de va et vient s'observe à différentes échelles : alors que cette grotte fait rapidement l'objet de processus d'appropriation de la part de la population locale, elle fait en même temps figure de sanctuaire scientifique, protégé par une kyrielle de mesures et protocoles de protection. En ce sens, ce n'est pas tant l'adoption de nouvelles mesures de protection que les orientations prises en matière de gestion du site qui amènent, de fait, une dissociation du couple patrimoine/ tourisme et l'entrée en jeu d'un site médiateur avec le projet d'espace de restitution. La fermeture de la grotte n'est pas liée, en soi, au classement au titre des Monuments Historiques mais à un parti pris des autorités qui en décident la fermeture au grand public. En effet, rien dans les textes ne précise que le classement au titre des Monuments Historiques appelle une fermeture du site ainsi protégé.

2. 3. 3. Dynamiques d'ouverture et de fermeture : alimentation du processus de patrimonialisation

Pour autant, cette mise à demeure reste partielle. En effet, bien que fermée à tout type de visites touristiques, il est cependant possible de pénétrer dans la grotte Chauvet. Ainsi, l'équipe scientifique, comprenant à la fois des pariétalistes, des archéologues mais aussi des géographes, des biologistes et autres, effectue des missions de l'ordre de deux fois une semaine par an, durant lesquelles ils cherchent à interpréter le mystère « Chauvet ». Ces campagnes font l'objet de comptes-rendus dans la presse locale et/ ou lors de conférences publiques. A intervalle régulier, ces événements viennent ré-alimenter la dynamique de haut lieu, créant un lien entre cette grotte fermée et l'espace public, réactivant la curiosité de la population locale par rapport à ce lieu mystérieux. Et, on relève que plus de dix ans après la découverte de la grotte, ces manifestations rencontrent un succès toujours aussi important.

Parallèlement à l'équipe scientifique, d'autres personnes ont eu l'occasion de découvrir la grotte Chauvet. Dans le cadre des procédures judiciaires opposant le ministère de la Culture avec d'une part les inventeurs et d'autre part les propriétaires des parcelles en surface, plusieurs personnalités se sont rendues dans la grotte pour évaluer la richesse de cette dernière. Ces événements ont souvent donné lieu à des mises en scène médiatiques par la presse locale. Ainsi, la visite de la présidente de la Chambre des Expropriations de la cour d'appel de Toulouse en octobre 1999. Alors que celle-ci avait comme objectif d'estimer la valeur de ces chefs-d'œuvre, l'accent est une nouvelle fois sur l'émotion ressentie par les visiteurs, lesquels vivent « *une expérience bouleversante* », « *perdent toute notion du temps et toute envie de retrouver le monde extérieur* » (DL, 23/10/1999). Principale source de relais auprès de la population locale, on perçoit ici le rôle amplificateur que jouent les acteurs médiatiques.

En outre, tout un chacun peut visiter la grotte Chauvet, sitant est que la personne intéressée motive sa demande. Il s'agit là d'un parti pris du ministère de la Culture, qui depuis décembre 2001, estime, qu'à partir du moment où la grotte n'est pas en danger et que toutes les précautions sont prises pour la protéger, il est possible d'ouvrir ce patrimoine de l'humanité au commun des mortels, lequel ne serait ni scientifique, ni investi d'une mission particulière. La mise en place de ces visites a été dépendante de l'avancée des équipements intérieurs (passerelles) et de l'arrivée de personnel à la conservation de la grotte. Par groupe de cinq personnes, accompagnées de deux guides, il est donc possible de visiter gratuitement la grotte lors d'un parcours d'une heure et demie environ. Au cours de l'année 2006, 200 visiteurs ont ainsi effectué ce genre de visite (soit 40 groupes de 5 visiteurs). Si l'on considère l'ensemble des visites depuis décembre 2001, ce chiffre s'élève à 986 personnes, total qui inclut également les équipes techniques travaillant sur l'espace de restitution.

Le nombre de ces visites et leur fréquence est fonction de plusieurs paramètres : 1/ l'état de conservation de la grotte qui doit être irréprochable, 2/ la disponibilité des guides assermentés par le ministère de la Culture.

Initialement, le ministère octroyait un volume global de 500 visites par an, lesquelles étaient réparties selon un système de quotas respectant un équilibre entre les demandes émanant des élus, des scientifiques, des citoyens, etc. Ce volume, assez confortable, permettait de répondre à la demande de manière régulière. Par la suite, ce volume de visite fut revu à la baisse, et ce en raison d'impératifs sanitaires liés à l'exposition des guides au taux de radon... mesure encouragée suite à l'arrivée de la nouvelle conservatrice de la grotte. Dès lors, chacun des deux guides assermentés ne peut effectuer plus de 120 heures par an dans la cavité. Ce volume horaire, fixé par l'IRSN (Institut de Radiologie et de Sécurité Nucléaire), correspond au temps maximum pendant lequel les guides peuvent être exposés au radon, phénomène radioactif nocif... alors que dans le même temps, des populations entières vivent dans des maisons en granit en Bretagne où le taux de radon est beaucoup plus important, sans pour autant que l'on ne procède à leur évacuation pour raisons sanitaires !

Quoi qu'il en soit, le nombre d'heures de présence dans la grotte est vite atteint et rapidement, ce système ne permet plus de répondre à la demande, d'autant plus que les guides sont également chargés d'opérations d'entretien dans la cavité. Un nouveau mode de visite est mis en place : le binôme formé par les deux guides assermentés se dédouble, l'un et l'autre étant désormais accompagné par un autre guide non assermenté (généralement un moniteur de spéléologie). Ce système a permis de multiplier les heures de présence dans la grotte par deux, ce volume horaire passant à 240 heures par an au total (contre 120 auparavant étant donné que les deux guides assermentés fonctionnaient de concert). Cette augmentation confortable n'en reste pas moins insuffisante pour répondre à une demande de plus en plus importante ! Pour l'ensemble de ces raisons, il n'est pas rare que deux années s'écoulent entre la réception de la demande motivée et le moment de la convocation effective pour visiter la grotte.

Ces dispositions soulignent alors une évolution dans la ligne de conduite encadrant la gestion de la grotte Chauvet. Il est pour le moins intéressant de constater comment, suite à l'interaction entre plusieurs paramètres (volonté du ministère, l'ERGC qui tarde à voir le jour, demande sociale importante, stabilité climatique de la grotte), il a été possible d'assouplir le dispositif de sécurité drastique entourant la grotte. Au final, il est intéressant de constater que ce ne sont pas tant les impératifs de conservation qui déterminent le seuil limite de visiteurs par an que des raisons dites de santé du travail et d'exposition des guides au radon. Dès lors, rien ne s'oppose à retrouver le stade initial de 500 visiteurs par an : il suffirait pour cela d'embaucher deux nouveaux guides assermentés, si tant est que les financements soient là !

Cette dialectique entre exclusion/ inclusion, entre des mesures de protection exemplaires et la possibilité (partielle et sous contrainte) de visiter la grotte, constitue le cœur même de cette logique de sacralisation qui entoure (envoûte ?) la cavité. Une distinction s'opère progressivement entre ceux qui l'ont vue et ceux qui n'ont pas eu ce « privilège ». Car, c'est bien en ces termes d'élus et de privilégiés que cette relation se pose, rejoignant en cela le mythe de la caverne. A l'instar de Platon, celui qui va vu les peintures « *se trouve à tout jamais bouleversé* » (DL 24/03/2000). En un sens, ces différents éléments fonctionnent comme autant de relais. Créateur de liens entre l'objet et la demande sociale, ils assurent la continuité de ce processus de patrimonialisation et font de la grotte Chauvet un espace patrimonialisé, et non pas seulement, un lieu scientifique protégé.

Pour autant, attendu que la grotte ne fera jamais l'objet de visites touristiques dans les mêmes proportions que les sites touristiques environnants, une rupture s'opère dans le fonctionnement de l'articulation liant logiques de patrimonialisation et de développement touristique. Intervient alors un nouvel élément structurel qui devrait permettre à ce tandem de fonctionner à plus grande échelle : le projet de réaliser un fac-similé, dit espace de restitution de la grotte Chauvet (ERGC), lequel est antérieur aux formes de visites précédemment évoquées et apparaît dès les premières semaines suivant la découverte de la grotte Chauvet.

3. PERSPECTIVES ET ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE AUTOUR D'UN PROJET DE FAC-SIMILÉ

3. 1. Le projet de fac-similé : dissociation/ association et médiation

Dès la découverte de la grotte Chauvet, la possibilité d'une copie est envisagée, projet conjointement exprimé par plusieurs types d'acteurs :

- Jacques Toubon (alors ministre de la Culture) annonce que le public « *pourra cependant, grâce aux hypermédias, tout savoir et tout voir sur les merveilles de la Combe d'Arc* » (Langers P., 1995, Archéologie, la grotte miraculeuse, Le Point, le 21/01/1995),
- le maire de Vallon-Pont-d'Arc souhaiterait : « *un projet de grande taille, à une échelle comparable à l'importance de cette découverte ; un projet utilisant les moyens techniques nécessaires pour permettre d'admirer la grotte sans la voir...* » (Jean-Pierre Ageron, alors maire de Vallon-Pont-d'Arc, la Tribune, 26/01/1995),
- tandis que le conseil général de l'Ardèche envisage « *la création d'un véritable espace muséographique avec la reconstitution de la grotte bien sûr, mais aussi la présentation des*

résultats de fouille du sol (ossements, objets...) pour faire profiter le grand public de cette découverte », lequel espace sera réalisé « sous cinq ans environ » (Propos d'Henri Torre, alors président du conseil général de l'Ardèche, La Tribune, 26/01/1995).

Dès lors, si la protection de la grotte et sa fermeture au public ont fait l'objet d'un consensus, les acteurs investis dans la gestion de ce site sont également tombés d'accord sur la nécessité qu'il y a de donner à voir ce fabuleux trésor. Cette volonté exprimée, la répartition des rôles semble aller de soi : à l'Etat d'assurer la conservation de la grotte et de coordonner le programme de recherche, au conseil général de l'Ardèche de donner à voir ce fabuleux trésor, avec la réalisation de l'espace de restitution.

Succinctement, les objectifs associés à la réalisation de cet aménagement peuvent être résumés ainsi : *« 1/ restituer au plus grand nombre une découverte majeure de l'histoire de l'Humanité ; 2/ participer à la diffusion des connaissances et à la compréhension de l'évolution de notre environnement ; 3/ parler aux jeunes du processus de la recherche et leur rendre accessible et ludique le mode de vie de nos ancêtres ; 4/ montrer qu'au-delà de nos différences culturelles, nous avons tous la même origine et par là, la faculté de nous comprendre (« nous sommes tous des africains dépigmentés » d'après Jean Clottes) ; 5/ favoriser le rayonnement de l'Ardèche et relancer les visiteurs sur le territoire ardéchois »* (Conseil général de l'Ardèche, Novembre 1999, p. 16 – fonds d'archives du conseil général de l'Ardèche, thématique « grotte Chauvet et Opération Grand Site »).

Pour autant, cette liste est loin d'être exhaustive et nous verrons que l'espace de restitution doit répondre à un certain nombre d'enjeux peu ou prou exprimés.

Ce double positionnement, à savoir la fermeture de la grotte aux visites touristiques et cette volonté de donner cependant à voir les richesses de ce haut lieu de la préhistoire au grand public, amène une complexification de l'articulation entre logiques de patrimonialisation, de développement touristique et rapport au lieu. Peu à peu, un décalage, voire un décrochement, s'observe entre ces deux orientations, conduisant à une relecture du triptyque étudié. Dans ce contexte, l'espace de restitution fait progressivement figure de site médiateur, permettant de résoudre les contradictions inhérentes à sa fermeture au public et son statut social de patrimoine de l'Humanité. L'entrée en jeu de ce nouvel élément amène ainsi un dédoublement de l'objet patrimonial et interroge sous un angle nouveau la question du rapport à l'espace géographique.

L'entrée en vigueur de ce nouvel élément nous positionne dans une configuration différente de celle que nous avons pu observer autour des grottes de Škocjan, où il était question d'allier, autour d'un même site, des objectifs de valorisation touristique et de préservation de la ressource. Présentement, le projet de fac-similé amène une dissociation partielle du binôme patrimoine/tourisme (cf. figure III.33, ci-contre).

Avec ce projet de restitution, la question d'un équilibre à respecter entre mesures de protection et logiques de développement touristique ne se pose plus dans les mêmes termes. Idéalement, aucune contrainte d'ordre topographique ne devrait ici entrer en ligne de compte. Se situant dans le registre d'un tourisme virtuel, cet objet technique nous positionne dans un espace aux propriétés isotropiques. En poussant cette logique jusqu'au bout, cet espace de restitution pourrait être implanté n'importe où. Dès lors, les paris les plus fous peuvent être envisagés du fait de cette dissociation avec le lieu d'origine. Un temps, l'idée fut ainsi avancée de le situer à proximité d'une aire d'autoroute à la hauteur des gorges de l'Ardèche et de l'utiliser comme une vitrine des gorges !

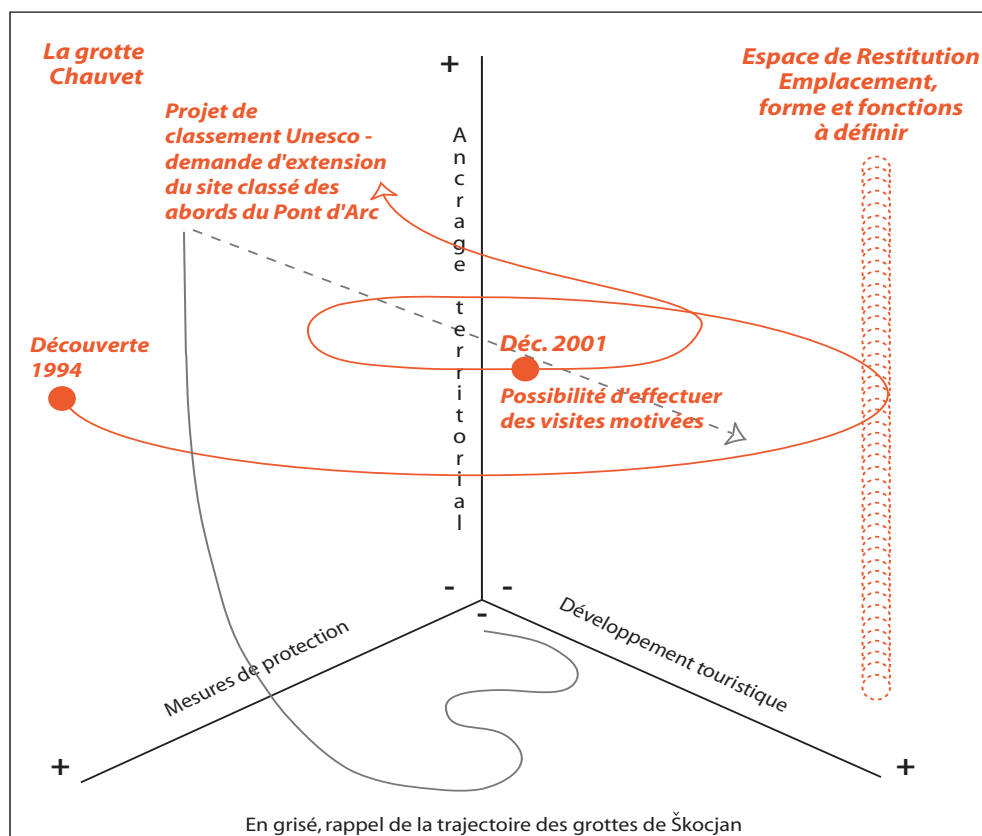


Figure III.33 : Mesures de protection et développement touristique : dissociation du couple patrimoine/ tourisme autour de la grotte Chauvet et dynamiques spatiales

Cette figure met en avant une orientation singulière de la dialogique touristique-patrimoniale : l'entrée en jeu d'un fac-similé permet une dissociation du couple patrimoine/ tourisme, lequel peut alors fonctionner de manière dissociée. Dans le même temps, les processus d'appropriation entourant la grotte Chauvet par les différents types d'acteur en présence traduisent un ancrage territorial de plus en plus marqué de ce site paradoxalement fermé au grand public. Aujourd'hui, ces dynamiques spatiales se traduisent par un projet de classement Unesco, entendu par les acteurs départementaux comme un moyen de marquer la singularité de leur territoire. Dans le cadre de cette démarche, une réflexion a été engagée par la DIREN Rhône-Alpes pour procéder à une extension du site classé des abords du Pont d'Arc. L'exemple de la grotte Chauvet illustre les phénomènes d'interpénétration entre 1/ les échelles locale et globale, l'universalité du label Unesco étant ici pensée comme un moyen de marquer des singularités locales ; 2/ les logiques de développement touristique et les processus de patrimonialisation, l'extension du site classé des abords du Pont d'Arc étant présentée comme un gage de bonne foi des acteurs locaux et de l'Etat français dans une gestion durable de cet espace.

Dans les faits, les possibilités offertes par la virtualité restent fortement contraintes par le contexte socio-politico-économique, le principal enjeu affiché étant de créer un site touristique « structurant », sans pour autant que ce terme soit clairement défini. Rapidement, ce projet cristallise les passions et les enjeux, à charge pour lui de répondre à une multitude d'objectifs, tout en respectant un certain nombre de contraintes.

3. 2. Enjeux et contraintes touristiques pour le choix de l'emplacement

Dès lors, il ne s'agit pas de créer un produit touristique supplémentaire mais d'insérer cet espace de restitution dans une réflexion globale d'aménagement territorial. Cet espace de restitution, en tant que copie d'un haut lieu doit servir de point d'ancrage pour la réorganisation de cet espace touristique, ces évolutions spatiales étant envisagées à différentes échelles et selon deux objectifs principaux.

3. 2. 1. Réorientation des pratiques touristiques

A l'instar des propos tenus autour de la grotte Chauvet, l'ERGC doit remplir les mêmes fonctions structurantes, à savoir servir de point d'appui en vue de développer le volet culturel, et plus largement, dans l'optique de réorienter les modalités de fréquentation touristique des gorges de l'Ardèche et du département ardéchois dans son ensemble. Un des enjeux majeurs de l'ERGC réside dans sa capacité supposée (et espérée) « à attirer de nouvelles formes de clientèles qui sans cela ne seraient sans doute jamais venues en Ardèche, en dehors de la haute saison touristique et indépendamment de la descente de l'Ardèche » (Entretien V. Orcel, responsable CDT, Privas, 01/06/2004).

L'ERGC doit alors servir de levier et initier la requalification de l'offre touristique ardéchoise : « De même, dans une perspective de développement durable de toute l'Ardèche, la nouvelle fréquentation et les nouvelles clientèles induites par l'Espace de Restitution, accompagnées en corollaire de demandes de prestations différentes (nuitées en hôtel, réservations) seront l'occasion de requalifier l'offre locale et départementale sur des critères de professionnalisme, d'accueil, de mise en réseau et, de manière générale, permettront de relancer les visiteurs sur d'autres sites ardéchois » (Conseil général de l'Ardèche, Novembre 1999, p. 18). Il s'agit alors de « structurer et d'organiser l'offre touristique de manière à faire consommer sur place un autre type de clientèle, intéressé par les produits culturels » (Entretien V. Orcel, responsable CDT, Privas, 01/06/2004).

3. 2 .2. « Décongestionner » la Combe d'Arc tout en assurant un volume de fréquentation de l'ERGC

Localement, l'ERGC doit également apporter une réponse aux phénomènes de sur-fréquentation observés dans la Combe d'Arc, dysfonctionnements mis en évidence depuis le lancement d'une Opération Grand Site en 1991. En effet, « le Conseil Général a annoncé très tôt que la mise en place de l'Espace de Restitution devait être l'occasion de structurer et coordonner les actions d'aménagement et de développement du secteur et que ce projet devait permettre d'aborder sous un œil neuf l'accueil du public » (Conseil général de l'Ardèche, Novembre 1999, p. 15 – fonds d'archives du conseil général de l'Ardèche, thématique « grotte Chauvet et Opération Grand Site »).

Ce double positionnement département/ local amène un certain lot de contraintes avec lesquelles le site retenu pour l'implantation de l'ERGC doit composer. Sans rentrer dans les détails de ces jeux rétroactifs, il nous semble ici intéressant de reprendre les principaux temps et points développés dans l'argumentaire présidant au choix de l'emplacement de l'espace de restitution. En effet, au-delà des aspects factuels et descriptifs, cette démonstration fait apparaître en ligne de fond les enjeux territoriaux associés à la réalisation de ce projet touristique.

Contraintes techniques et paysagères

En vue d'encourager le développement des ressorts culturels, le produit touristique alors présenté doit être irréprochable, à la hauteur du site originel : « Pour combler le désir légitime de tout un chacun de pouvoir accéder à un patrimoine exceptionnel, le Département de l'Ardèche s'est présenté comme le maître d'ouvrage d'un Espace de Restitution dont les contenus seront conçus pour satisfaire les attentes du plus grand nombre et en particulier celles des plus jeunes. Cet espace associera les concepts et les techniques les plus modernes pour mettre en place une scénographie qui sera d'un niveau de qualité en rapport avec cette découverte » (Ibid., p. 15).

Cette recherche d'une réalisation exemplaire se double d'objectifs d'intégration paysagère et de respect de l'environnement, tout aussi exemplaires : « *L'espace de restitution de la grotte Chauvet se devra d'être exemplaire en matière de protection de l'environnement* » (Ibid., p. 19). Par ailleurs, en vue de renvoyer les touristes sur le reste du département ardéchois, la construction d'une Maison de l'Ardèche est envisagée. Lieu vitrine des richesses ardéchoises, elle sera située à proximité immédiate, voire à l'intérieur de l'ERGC afin de jouer pleinement de rôle de relais/ diffuseur.

Spatialement, ces contraintes techniques et paysagères impliquent le choix d'un site relativement étendu, initialement estimé à 30 ha, et si possible à proximité de la Combe d'Arc. Ce parti pris de localiser l'espace de restitution à proximité de la grotte originelle repose notamment sur une expression de Jean Clottes, reprise à titre d'argument par le conseil général : « *on ne peut comprendre une grotte qu'en la situant dans son contexte environnemental* ». De manière plus ou moins avouée, il s'agit également (et surtout !) de construire l'ERGC sur les limites communales de Vallon-Pont-d'Arc. En effet, à la lecture des différents documents et comptes-rendus des réunions se rapportant à l'ERGC, cet argument apparaît en demi-teinte : la grotte Chauvet s'ouvrant sur son territoire, la commune de Vallon revendique sa légitimité à accueillir l'espace de restitution. Ainsi, les propos de M. Peschier, actuel maire de Vallon-Pont-d'Arc : « *Il y a trente mille ans, les hommes préhistoriques ont choisi de s'installer ici, à Vallon, dans une plaine traversée par une rivière. L'espace de restitution doit être reconstitué à proximité de leur lieu de vie* » (Dumas C., mardi 8 janvier 2002, Le Monde, p. 10). Et le conseil général de l'Ardèche, par des jeux d'alliance et de pressions socio-politico-économiques, de tenir le même discours.

Contraintes fonctionnelles

Ce qui n'est pas sans soulever un certain nombre de problèmes !

En effet, la grotte Chauvet s'ouvre dans la Combe d'Arc où circulent, en moyenne, un million de touristes chaque été. Situer l'ERGC à proximité de la grotte implique donc de trouver des parcelles susceptibles d'accueillir cet équipement dans un endroit déjà marqué par une forte (trop forte ?) fréquentation touristique.

Émerge alors rapidement l'idée d'utiliser l'espace de restitution pour réguler les phénomènes de sur-fréquentation touristique dénoncés par les acteurs investis dans la conduite de l'Opération Grand Site. Lancée depuis le début des années 1990, celle-ci peine en effet à se réaliser dans le secteur de la Combe d'Arc où les enjeux fonciers et touristiques sont majeurs. La pratique du parking sauvage reste de mise, les plages du Pont d'Arc bondées, les touristes continuent à embarquer pour la descente des gorges au milieu des baigneurs, etc. Partant du constat que « *le Pont d'Arc et la grotte Chauvet, en tant que chefs-d'œuvre de la nature et de la culture de l'Humanité, forment un ensemble indissociable* », « *le Conseil Général entend assurer la maîtrise d'ouvrage de deux opérations de grande portée : 1/ la requalification du site classé des abords du Pont d'Arc, 2/ la réalisation d'un équipement culturel permettant d'offrir au public la découverte des trésors de la grotte Chauvet dont l'original n'est pas visitable. En toute logique, ces deux opérations ne font qu'un seul projet d'ensemble* » (Magazine Reliefs n°21, 2004, p. 23).

Dans les faits, l'unité « d'esprit » liant les deux sites que sont le Pont d'Arc et l'ERGC se traduit par une dissociation spatiale, l'ERGC devant se réaliser en amont du Pont d'Arc. Dans cette perspective, le conseil général envisage alors de se servir des parkings prévus à hauteur du fac-similé comme parking de dissuasion pour les touristes souhaitant se rendre au Pont d'Arc. L'objectif serait alors d'inciter, voire d'obliger, les touristes se rendant au Pont d'Arc à se garer au niveau de l'espace de restitution où ils pourraient emprunter une navette gratuite ou un sentier pédestre longeant la route touristique, en corniche au-dessus de la rivière, jusqu'à l'aval du Pont

d’Arc (cf. annexe 4). Faisant « d’une pierre deux coups », cette disposition permettrait alors d’assurer une certaine fréquentation à l’ERGC tout en résolvant les dysfonctionnements dénoncés au niveau de la Combe d’Arc (cf. figure III.34). Ce double positionnement est particulièrement visible dans l’argumentaire du conseil général, notamment dans le résumé des chiffres énoncés pour la réalisation de l’ERGC.

Entre le cahier des charges du site à trouver et les caractéristiques du site déjà pressenti ou comment dresser un cahier des charges qui vienne justifier *a posteriori* le choix du site de la Mathe

L’espace de restitution de la grotte Chauvet en quelques chiffres

- Nombre de personnes pénétrant sur le Grand Site du Pont d’Arc chaque année : **1 million**,
- Nombre de visiteurs attendus sur l’Espace de Restitution : entre 250 000 et 400 000 par an,
- Distance entre l’Espace de Restitution et la Grotte Chauvet : 800 mètres à vol d’oiseau [**soit la distance effective entre la grotte Chauvet et le site de la Mathe**],
- Investissement prévu pour l’Espace de Restitution : 120 MF,
- Investissements autres à réaliser sur la basse Ardèche : environ 80 à 120 MF,
- Investissements attendus par les sociétés privées (hôtels, restauration, réhabilitation) : 180 à 250 MF,
- Kilométrage de routes à créer ou à réaménager de manière lourde dans le secteur de Vallon : 15 km,
- Surface du terrain pour le futur Espace de Restitution : **autour de 30 ha**,
- Surface à construire : 6 à 7 00 m²,
Dont environ 400 m² pour les locaux d’accueil
 4400 m² pour les surfaces d’exposition et d’animation
 400 m² pour les espaces de services
 800 m² pour les locaux techniques et logistiques

d’après Conseil général de l’Ardèche, Novembre 1999, p. 20.

Etant donné les flux touristiques observés et l’agencement des équipements touristiques entre Vallon-Pont-d’Arc et l’arche naturelle, cette ambition de conduire les deux projets de front amène une définition « en négatif » d’un périmètre possible où établir l’ERGC, lequel s’étend entre la station touristique de Vallon et le Pont d’Arc.

A cela s’ajoute la nécessaire prise en compte des périmètres de protection réglementant l’aménagement de la Combe d’Arc. A ce titre, le classement des abords du Pont d’Arc en janvier 1982 couvre la majorité du cirque d’Estre, empêchant de fait la localisation de l’ERGC dans la Combe d’Arc. En 2001-2002, après de nombreuses négociations (Cachat S., 2007), le site « de la Mathe », situé à l’entrée de la vallée de l’Ibie, non loin de la confluence avec l’Ardèche, apparaît comme le lieu adéquat (Ibid., pp. 58-62).

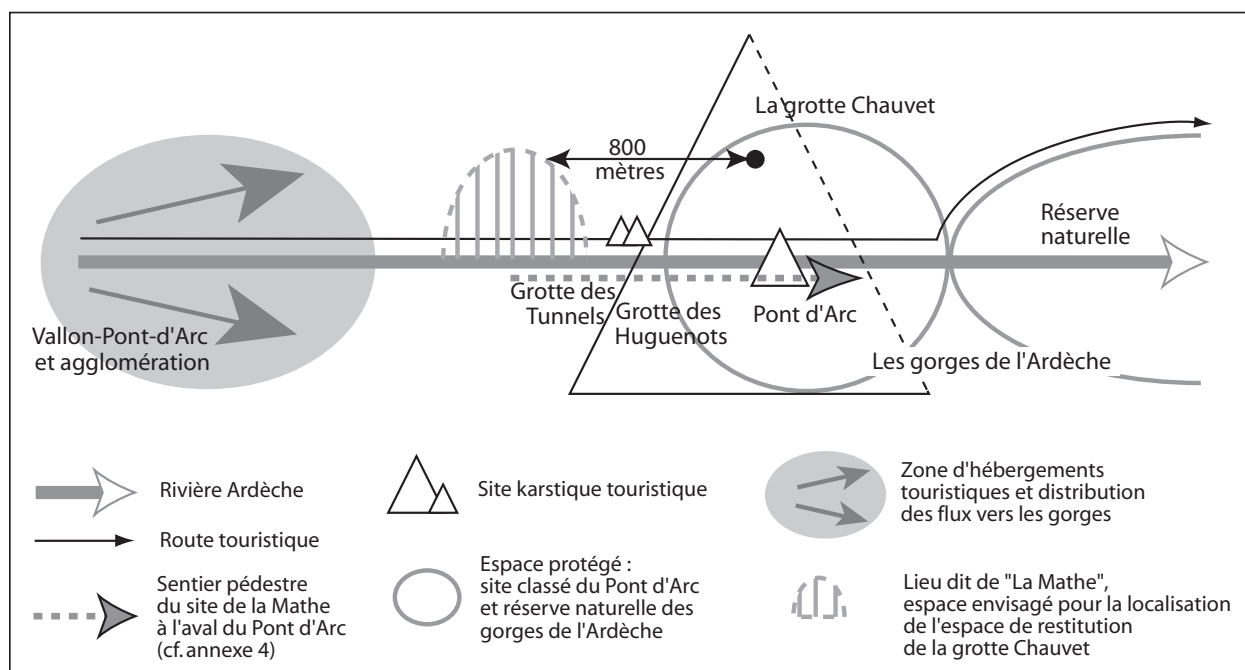


Figure III.34 : Modélisation des logiques de localisation de l'espace de restitution de la grotte Chauvet : entre diffusion des flux touristiques, sites touristiques et espaces protégés

Cette figure met en avant la complexité des facteurs intervenants dans la logique de localisation de l'ERGC : 1/ la prise en compte de mesures de protection avec le site classé des abords du Pont d'Arc et le périmètre de la réserve naturelle ; 2/ la question de l'unité paysagère et d'un respect d'un rayon de 800 mètres autour de la grotte Chauvet ; 3/ la prise en compte de la fréquentation touristique et la volonté faire du parking de l'ERGC un parking de dissuasion pour les visiteurs du Pont d'Arc avec l'aménagement d'un sentier pédestre allant de l'ERGC à l'aval Pont d'Arc et la mise en place de navettes gratuites.

Rapidement, ce site apparaît conflictuel et semble cumuler les difficultés. Le conseil général n'étant pas propriétaire des terrains, celui-ci doit composer avec les affres de chacun. Ainsi, suite à l'annonce de ce lieu, les écologistes prennent rapidement position contre cette localisation et estiment « que l'augmentation des visiteurs induite par la présence du fac-similé de la grotte Chauvet sur la commune de Vallon décuplera forcément la pression urbanistique, d'ores et déjà sensible, et mettra en péril la réserve des gorges de l'Ardèche » (Dumas C., mardi 8 janvier 2002, Le Monde, p. 10). Appuyés par les propriétaires des parcelles en question qui refusent toute négociation avec le conseil général, des mouvements de protestation sont visibles dans le paysage, dénonçant la réalisation de ce fac-similé à cet endroit.

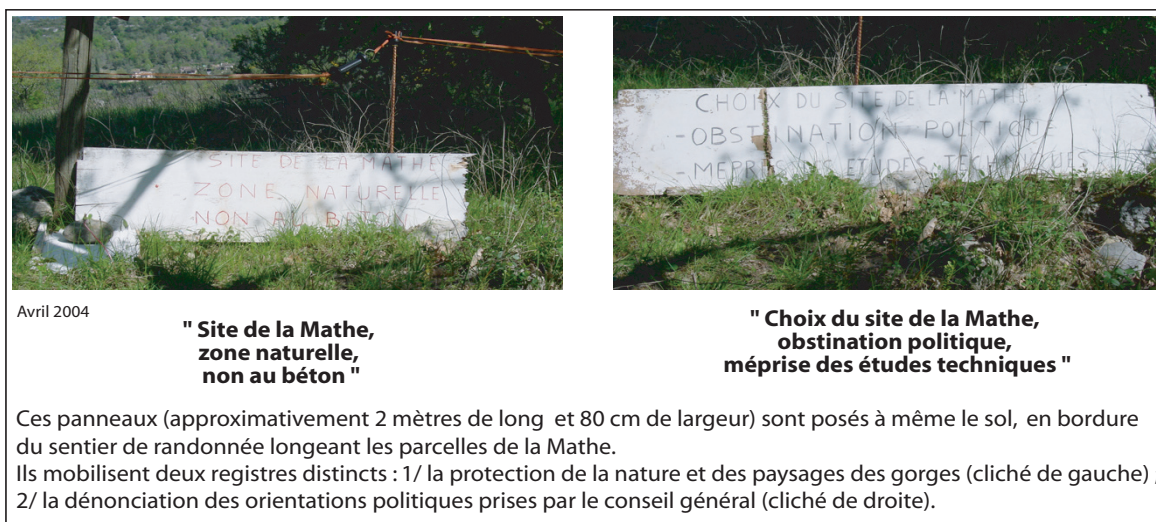


Figure III.35 : Mobilisation de la population locale contre l'emplacement retenu pour l'espace de restitution de la grotte Chauvet

De manière paradoxale, ce projet cristallise également les mécontentements des acteurs du tourisme, lesquels craignent « *la marginalisation de plusieurs acteurs économiques de notre profession, au profit de grands groupes de chaînes intégrées et au détriment des investissements ardéchois. (...) Nous n'imaginons pas que par ce choix, des activités implantées sur le secteur depuis des années soient rayées de la carte et que soient ainsi spoliés les pionniers du tourisme en Ardèche, initiateurs du développement touristique du département. L'implantation de l'espace de restitution de la grotte Chauvet sur les terrains de Mézelet « la Mathe » avec un tel schéma de fonctionnement ne nous semble pas judicieuse : trop près du Pont d'Arc ce site de restitution provoquera un engorgement de l'accès au site lui-même. La concentration et l'urbanisation entraîneront le déséquilibre et l'asphyxie de ce secteur et de ce fait mettra en péril l'exploitation de terrains de campings existants, adhérents de notre syndicat* » (propos des responsables de l'hôtellerie de plein air de l'Ardèche, DL 05/02/2001). Et les activités situées à proximité immédiate de la route touristique de craindre la mise en sens unique de cette dernière, voire sa fermeture, en raison du couplage ERGC/ parking de dissuasion du Pont d'Arc !

De manière peut-être encore plus frappante, le couplage « parking de l'ERGC/ dissuasion du Pont d'Arc » s'attire les foudres des services de l'Etat. Alors même que la commission nationale des sites avait approuvé le principe d'une seule et même opération fin septembre 2003, le préfet s'élève contre le site retenu et pointe du doigt plusieurs dysfonctionnements majeurs, résultant du couplage de ces deux opérations d'aménagement : à savoir un dénivelé de 40 mètres rendant l'accès aux bâtiments difficile pour les handicapés, l'intégrité de la vraie grotte jugée trop proche et enfin et surtout (et avant tout !), la localisation de ces équipements en zone inondable ! Dès lors, comment justifier le lancement d'une procédure d'expropriation pour l'acquisition foncière des terrains manquants alors même que la localisation de cet équipement en cet endroit révèle de telles incongruités ? Ce raisonnement abscons amène le blocage du projet lors d'une séance du conseil général en présence du préfet de l'Ardèche, le 14 décembre 2004. Après des échanges parfois virulents entre le conseil général et les représentants de l'Etat, largement rapportés par la presse locale, une nouvelle charte de coopération est signée le 14 juin 2005, définissant les engagements réciproques du conseil général, du conseil régional et des services de l'Etat avec l'implication directe du ministère de la Culture. Si les études préalables concernant le contenu du futur espace de restitution restent valables, les réflexions relatives au choix du site d'implantation doivent être relancées en suivant le principe d'une « *déconnexion entre l'espace de restitution de la Grotte Chauvet et le Grand Site de la Combe d'Arc* » (DL, 21/02/2005). Ainsi, « *la prospection doit être conduite dans un périmètre assurant la proximité géographique, environnementale et historique de la grotte originale et de sa restitution. Les sites recevables devront : 1/ offrir une maîtrise foncière à l'amiable des terrains sur une superficie minimale de 8 hectares, 2/ se situer hors des périmètres opposables (site classé, réserve naturelle, grand site...), 3/ ne pas être exposé à un risque naturel majeur* » (Magazine Reliefs n°26, conseil général de l'Ardèche, hiver 2005-2006, p. 27). On remarquera au passage que la surface initialement prévue (30 hectares) a été divisée par 3,5, sans que ce nouveau ratio ne fasse d'ailleurs l'objet d'une quelconque justification ! Prévu pour janvier 2006, le choix d'un nouveau site pour l'implantation de l'ERGC est aujourd'hui encore en cours de définition.

Ainsi, près de 13 ans après la découverte de la grotte Chauvet, ce fac-similé initialement prévu pour 1999, reste encore à l'état de projet. Au jour d'aujourd'hui, ce ne sont pas moins de 3 millions d'euros qui ont d'ores et déjà été investis dans ce projet (Cachat S., 2007). A notre sens, cet état de fait est révélateur de dynamiques et / ou de blocages touristiques, politiques et territoriaux profondément ancrés dans le paysage sud-ardéchois.

3. 3. Principaux éléments de blocage dans la réalisation de l'ERGC

L'objet de ce dernier paragraphe est d'évoquer les principaux blocages identifiés dans la conduite de ce projet. Cette partie n'a pas la prétention d'être exhaustive ; elle cherche avant tout à mettre en relief les éléments qui nous semblent primordiaux pour comprendre les tâtonnements entourant la réalisation de l'ERGC, lesquels, en retour, soulignent la dimension territoriale du tourisme dans la Basse Ardèche.

3. 3. 1. Des ressources culturelles peu valorisées

Un certain décalage s'observe alors entre le discours des acteurs chargés de projets de développement touristique à l'échelle des gorges de l'Ardèche et la réalité des caractéristiques de la fréquentation touristique autour des gorges. Ainsi, le créneau « culturel », mis en avant dans des projets comme l'ERGC, n'est que faiblement présent, tant au niveau des motivations des touristes à venir dans cette région, que dans leurs pratiques qui restent essentiellement ciblées autour de la ressource en eau. Bien sur, on peut supposer que cette offre culturelle n'existant pas, elle ne peut être source de motivation à venir dans cette région. Une déclinaison en somme de la problématique bien connue « de l'œuf et de la poule » : est-ce que la création d'équipements spécifiques orientés ici autour d'une ressource culturelle amènera une modification des pratiques touristiques, ou, est-ce qu'il n'est pas nécessaire de constater une demande touristique en ce sens, afin de s'assurer de la réussite d'un tel projet ? Entre l'offre et la demande, un équilibre doit nécessairement être trouvé, d'autant plus que le territoire des gorges de l'Ardèche fonctionne autour du registre « nature, eau, soleil » depuis près d'un demi-siècle et que les pratiques touristiques qui y sont associées semblent être fortement ancrées.

Cependant, la mobilité accrue des touristes et la multiplication actuelle des courts séjours sous la forme d'excursions en vue de découvrir les particularités d'une région ou de visiter un site en particulier, montrent qu'il existe là un créneau culturel dans lequel ce projet d'ERGC pourrait s'inscrire. Tout l'enjeu pour les acteurs porteurs de ce projet consiste alors à initier un changement des pratiques en amont de la réalisation du fac-similé, afin de créer les conditions de la réussite de l'ERGC. Depuis peu, quelques initiatives semblent aller dans ce sens, avec notamment le développement de sentiers thématiques autour des richesses archéologiques situées à proximité des gorges de l'Ardèche. Initié par le Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche, ce type de circuit propose de découvrir les plateaux des Gras sous un angle culturel, principalement autour des nombreux dolmens entourant les gorges. Pour autant, la timidité de ces nouvelles pratiques ne nous permet pas d'étayer davantage nos propos et il semble, qu'aujourd'hui encore, il y ait une certaine réserve de la part des acteurs touristiques à s'engager dans cette démarche de développement de la fibre culturelle.

Premier facteur permettant d'expliquer l'inertie entourant la conduite du fac-similé, celui-ci se double d'enjeux politiques et territoriaux.

3. 3. 2. Un arrière plan politique

Dans cette perspective, ce projet perçu et envisagé comme exceptionnel, à la hauteur du caractère exceptionnel de la grotte Chauvet, va devenir le fer de lance du conseil général. Outre ses fonctions culturelles, ce projet se teinte rapidement d'enjeux politiques. En ce sens, nous pensons que l'élection de la Grotte Chauvet en tant que haut lieu et sa mise en avant en tant que site ardéchois emblématique amène un positionnement politique de l'ERGC. Dès lors, une symétrie s'observe

entre la grotte originelle et l'espace de restitution, le second se devant de refléter l'excellence patrimoniale de la première. Pour le conseil général, maître d'ouvrage du projet, il s'agit de montrer qu'il est capable de tenir de telles ambitions : « *Seul un projet ambitieux va permettre d'accueillir chaque année les très nombreux visiteurs avides de découvrir ce site exceptionnel et de répondre à l'intérêt des publics pour l'histoire de l'Humanité* » (Conseil général de l'Ardèche, Novembre 1999, p. 15– fonds d'archives du conseil général de l'Ardèche, thématique « grotte Chauvet et Opération Grand Site »).

Cette coloration politique se trouve être renforcée par le contexte de la décentralisation. Ainsi, le conseil général envisage progressivement ce fac-similé comme un moyen d'asseoir sa lisibilité et sa légitimité dans le jeu des acteurs territoriaux. Cette mobilisation de la ressource culturelle renvoie aux analyses de M.-A. Guérin (2002). Partant de la juxtaposition actuelle des différents territoires de compétences, elle montre, de manière générale et théorique, comment « *le conseil général [au sens générique du terme] se retrouve avec deux principaux défis : un défi de visibilité dans la masse des acteurs publics et un défi de légitimité politique. Territoire administratif devenu territoire de représentation politique, il lui faut également devenir un territoire de sens. Outre la légitimité par l'action, l'investissement patrimonial des conseils généraux offre une opportunité d'ancrer la "collectivité territoriale départementale" dans le temps et l'espace, par le choix de repères, de références historiques et géographiques communes* » (Guérin M.-A., 2002, p. 58). Enjeu touristique, enjeu territorial, enjeu politique, l'espace de restitution est régulièrement affiché dans les documents de présentation du conseil général (cf. figure III.36).



Figure III.36 : L'espace de restitution de la grotte Chauvet : un enjeu politique et territorial pour les élus du conseil général de l'Ardèche

Cette figure met en avant deux types d'informations complémentaires : 1/ l'espace de restitution de la grotte Chauvet est mobilisé en vue d'asseoir la légitimité des élus du conseil général en matière d'aménagement du territoire ; 2/ la plaquette de droite intitulée « *Un projet de territoire ambitieux pour une découverte exceptionnelle* » souligne clairement les enjeux territoriaux associés à la réalisation de ce fac-similé ainsi que la démarche participative que le conseil général tente d'adopter, via la multiplication des réunions publiques d'information.

Ce positionnement politique fort de l'ERGC explique en retour la volonté, parfois même l'intransigeance du conseil général, à mener ce projet. A l'instar de l'élévation de la Grotte Chauvet en tant que site ardéchois emblématique, l'ERGC est également devenu un site emblématique pour les élus du conseil général, voyant à travers ce projet la possibilité de se positionner comme des interlocuteurs incontournables dans le registre de l'aménagement du territoire et du développement socio-économique à l'échelle départementale. Cet état de fait est particulièrement visible dès que l'on pénètre dans les locaux du conseil général où « trône », au milieu du hall d'entrée, une plaque décernant le prix des Hommes de l'année à M. Teston, en sa qualité de président du conseil général de l'Ardèche et principal porteur du projet de restitution de la grotte Chauvet (cf. figure III.36).

Pour autant, il semble qu'un conseil général, ici de taille moyenne, ne soit pas, à proprement parler, un porteur pertinent pour conduire un projet d'une telle envergure. Etant donné les ambitions territoriales associées à la réalisation d'un tel projet, la conduite de ce dernier appelle des compétences étendues en matière d'aménagement du territoire, champ d'action paradoxalement réduit à l'échelle des conseils généraux. Cette dissymétrie entre l'importance du projet et les capacités d'action effectives du conseil général explique en partie un mode de fonctionnement opaque, amenant la multiplication des erreurs et maladresses en terme de communication. Alors que la concertation était de mise, elle fut difficilement mise en œuvre, les différents services du conseil général n'étant que peu ou prou impliqués dans la conduite du projet. Ainsi, les propos tenus par Cyril Dumontet, conservateur, chef du service Patrimoine et Arts plastiques au conseil général de l'Ardèche et de ce fait, directement concerné par les projets de valorisation du patrimoine culturel, qui, à l'automne 2004, avouait « *ne pas connaître clairement les tenants et les aboutissants du projet ERGC ainsi que l'état d'avancement du choix d'implantation* » (Entretien du 18/11/2004, Privas). Localement, le même constat vaut pour les acteurs territoriaux de la Basse-Ardèche, nombre de maires, de gérants et de représentants des différents secteurs touristiques, nous ayant tenu des propos similaires. A notre sens, le fait même que la presse locale publie régulièrement des articles variant autour du thème : « l'espace de restitution de la grotte Chauvet : espace de concertation » souligne justement les faiblesses de communication entourant la réalisation de ce projet. Ainsi, il est pour le moins surprenant que, dix ans après le lancement de ce projet, un acteur comme René Ughetto, maire d'Orgnac-l'Aven où se situe l'Aven d'Orgnac, l'un des grands sites touristiques de la basse Ardèche et le musée régional de la préhistoire, et par ailleurs vice-président du syndicat départemental d'équipement de l'Ardèche nous fasse la réponse suivante : « *je n'ai aucune information sur la grotte Chauvet, en tant que maire comme en tant que vice-président du syndicat départemental d'équipement de l'Ardèche. Vous savez tous les problèmes qui sont liés à son implantation, c'est le conseil général qui gère cela... qui le gère, c'est notamment comme il peut, ce n'est pas facile, avec, jusqu'à présent, beaucoup de confidentialité. Donc, on n'est au courant de rien. Et surtout pas, dans les relations qu'il va y avoir entre le musée régional de la préhistoire d'Orgnac et la grotte Chauvet* » (Entretien 12/08/2004, Orgnac-l'Aven).

En outre, il semble qu'il y ait un décalage entre le discours associé à l'ERGC, présenté par le conseil général comme la future vitrine de l'Ardèche et les qualités réellement fédératrices de ce projet à cette échelle départementale. Dans quelle mesure les élus nord-ardéchois ou de la montagne ardéchoise, respectivement confrontés à des thématiques industrielles et de maintien des populations et des services en milieu de moyenne montagne, se reconnaissent-ils et adhèrent-ils à ce projet dit « fédérateur » ? Pour beaucoup, l'ERGC est perçu comme une nouvelle infrastructure touristique hyper-périphérique, que l'on projette d'implanter dans un canton perçu comme déjà hyper-nanti. Autant d'éléments qui amènent certaines crispations et expliquent que ce projet soit difficile à tenir politiquement.

3. 3. 3. Des enjeux d'aménagement du territoire entre rive gauche/ rive droite

Les hésitations entourant le choix du lieu d'implantation du futur espace de restitution sont également révélatrices des enjeux territoriaux liés à l'organisation spatiale du tourisme autour des gorges de l'Ardèche. Au final, lorsque l'on passe en revue les différents sites pressentis pour l'ERGC, on observe un tiraillement entre les deux rives ardéchoises, chacune ayant à cœur de voir ce projet se dérouler de son côté. En un sens, les discussions autour de l'ERGC mettent à jour les distorsions existantes entre les deux rives : alors que pour la rive gauche, il s'agit de renforcer et de consolider son développement touristique, tout en développant l'offre culturelle et en restructurant les infrastructures d'hébergement, la rive droite cherche à capter un tourisme de passage (essentiellement lié à la fréquentation de l'aven d'Orgnac) et à le transformer en tourisme de courts, voire de moyens séjours.

En effet, contrairement à la rive gauche, la rive droite est partiellement déconnectée des gorges de l'Ardèche. Aucune route touristique ne vient en longer les abords et peu de plages sont accessibles depuis le haut des falaises situées en rive droite. L'ancien camping de la Châtaigneraie est aujourd'hui en ruine et ses plages jonchées des restes de cette exploitation touristique. Quant à l'itinéraire conduisant au cirque de la Madeleine, celui-ci reste difficilement localisable et faiblement fréquenté. Offrant comparativement peu de points d'accès à la ressource en eau, le tourisme situé en rive droite s'articule essentiellement autour de la visite de sites majeurs, tels que l'aven d'Orgnac. Bien qu'il existe des structures d'hébergement au niveau de la commune, la mise en perspective des taux de remplissage du camping municipal et de la fréquentation touristique de l'aven souligne cette tendance à un tourisme de passage. Lorsque l'on considère le mois d'Août 2004, on se situe alors dans un rapport de 1 nuitée pour 10 touristes ayant effectué la visite de l'aven (Août 2004, taux de remplissage du camping : 1163 emplacements * 3 (nombre moyen de personne par emplacement) = 3486 personnes. Ce résultat est alors mis en perspective avec la fréquentation touristique de l'aven, laquelle était de 36 798 touristes pour ce même mois).

La localisation de l'ERGC en rive droite, justifiée notamment par la présence du musée régional de la préhistoire, permettrait ainsi de développer des courts séjours et de faire peu à peu du tourisme une ressource centrale pour le développement de cet espace.

Les retombées économiques attendues suite à l'ouverture de l'ERGC font ainsi craindre aux acteurs territoriaux situés en rive droite que l'implantation de ce fac-similé en rive gauche ne vienne accentuer ce déséquilibre entre les deux rives. Ceci est particulièrement visible lorsque l'on observe les déclarations entourant la conduite de l'Opération grand Site autour de l'aven d'Orgnac ainsi que la remise du label Grand Site en juin 2004. Lors du chapitre 4, nous avons évoqué les incidences de cette opération, puis de l'obtention de ce label, en terme de mobilisation de la ressource patrimoniale en vue de relancer la fréquentation touristique de ce site ; nous nous situons alors à une échelle locale. Prenant en considération les dynamiques spatiales de la Basse-Ardèche et les effets induits par la découverte de la grotte Chauvet, la conduite d'une Opération Grand Site puis l'attribution de ce label présentent un second niveau de lecture : craignant les conséquences de l'ouverture de l'ERGC pour les sites touristiques environnants, il s'agissait alors de marquer, en amont, la spécificité et la qualité de ce site touristique. Ainsi, « à l'annonce de la création pour 2005 d'un espace de restitution de la très médiatique grotte Chauvet à Vallon-Pont-d'Arc, soit à 17 km d'Orgnac-l'Aven, le village s'est senti menacé. "Il fallait nous positionner rapidement comme une étape touristique complémentaire des gorges de l'Ardèche et de la grotte rupestre Chauvet pour ne pas tomber dans l'oubli" souligne René Ughetto, qui porte aussi le projet de création d'un camping résidentiel haut de gamme pour attirer une clientèle saturée par la massification touristique des gorges de l'Ardèche » (La Tribune, 21/06/2002).

Avec, en arrière-plan, la situation socio-économique de la Basse-Ardèche, l'ouverture de l'ERGC viendrait redynamiser cet arrière pays, permettant à cette frange territoriale, en lisière du département ardéchois et de la région Rhône-Alpes de s'inscrire résolument dans l'espace territorial des gorges de l'Ardèche.

Au final, ces principaux facteurs de blocage dans la réalisation de l'ERGC mettent en évidence les enjeux territoriaux associés à l'implantation de ce site touristique, et plus encore, la dimension territoriale du tourisme. Secteur économique majeur dans le fonctionnement de cette région touristique, il est en passe d'en devenir le principal agent organisateur, recouvrant peu à peu une dimension identitaire à travers laquelle cette région projette son devenir.

CONCLUSION

L'exemple de Chauvet montre comment la découverte d'un nouvel objet à forte valeur patrimoniale peut conduire à une relecture de l'organisation d'une région touristique. Historiquement, la région touristique des gorges de l'Ardèche s'est en effet structurée autour de la mise en valeur de ses paysages, associant verticalité, ressource en eau et conditions climatiques agréables. Le développement du tourisme a alors amené son lot de transformations spatiales, accélérant l'évolution d'un milieu rural traditionnel vers une région touristique aux problématiques d'aménagement et de gestion qui ne sont pas sans rappeler le contexte urbain.

Dans ce contexte, il est alors intéressant de chercher à mesurer les effets de la découverte de la grotte Chauvet en terme de structure et de modalités de fonctionnement de cette région touristique. D'emblée, sa découverte, en tant que flux d'informations en provenance de l'extérieur du système, se traduit par l'apparition d'un nouvel élément structurel dans l'organisation des gorges de l'Ardèche. Cette grotte étant quasiment fermée au public, son positionnement en tant que haut lieu dans le système territorial des gorges de l'Ardèche (et plus largement de la Basse-Ardèche, voire du département ardéchois dans son ensemble) repose essentiellement sur des processus d'appropriation situés à différentes échelles, essentiellement locales et départementales. En ce sens, ce cas de figure complète la panoplie des « hauts lieux » fondés sur des « non lieux », rapprochant la grotte Chauvet des lieux mythologiques et symboliques (Debarbieux B., 1995a, 1995b).

Très rapidement, ce nouvel objet géographique, érigé en haut lieu est également appelé à devenir un site structurant, autrement dit, un site susceptible de réorganiser toute l'activité touristique de cette région. Compte tenu de sa valeur patrimoniale et de son potentiel touristique, la grotte Chauvet est rapidement mobilisée en vue d'impulser de nouvelles stratégies de développement touristique axées autour de la valorisation des ressorts culturels. Alors qu'avec l'Opération Grand Site il était question de maîtriser et de repenser la circulation de flux touristiques, notamment aux abords du Pont d'Arc, la grotte Chauvet, du fait de sa valeur patrimoniale, appelle une évolution des pratiques touristiques et des caractéristiques du secteur touristique.

Associées aux orientations nouvellement prises par le Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche en terme de réorganisation des flux touristiques dans la réserve naturelle (cf. chapitre 3), la découverte de la grotte Chauvet et les politiques d'aménagement qui en découlent marquent les premiers éléments d'une bifurcation de ce système vers un nouveau modèle de développement touristique. Bien que nous manquions actuellement de recul pour confirmer cette évolution, il semble qu'il y ait là les germes d'une possible réorientation des pratiques touristiques dans cet espace. Tout du moins peut-on actuellement noter cette volonté de passer d'un tourisme reposant

sur les ressorts « soleil, eau, nature », marqué par une forte concentration spatio-temporelle à un tourisme davantage tourné vers la découverte des produits culturels, dont les flux seraient diffus sur l'ensemble du département et continus tout au long de l'année.

Au final, la dimension culturelle de la grotte Chauvet est perçue comme une opportunité d'ancrer durablement des pratiques touristiques jugées respectueuses de leur environnement et non plus axées sur la seule consommation des ressources naturelles. Et ce d'autant plus que le produit culturel fait figure de produit touristique « a-temporel », dans le sens où il se soustrait du schéma de la saisonnalité et permettrait de sortir de la course au sur-équipement observé à l'échelle des gorges de l'Ardèche. Pour cela, encore faudrait-il qu'il y ait les moyens d'ouvrir ce type d'équipement toute l'année ! A titre de comparaison, le parc de Vulcania n'ouvre en 2007 que du 21 mars au 7 octobre...

On voit dès lors comment la grotte Chauvet se positionne très rapidement comme un élément clef dans le paysage touristique des gorges, alors même que cette dernière ne fera pas l'objet d'une valorisation touristique à proprement parler. Cet apparent paradoxe alimente en retour la teneur de sa valeur patrimoniale et son élection en tant que haut lieu des gorges de l'Ardèche.

Au-delà de ce premier niveau de lecture, les dynamiques spatiales associées à la découverte de la grotte Chauvet viennent enrichir notre analyse des relations liant (i) logiques de patrimonialisation, (ii) de développement touristique et (iii) dynamiques spatiales/ territoriales. En effet, compte tenu de sa valeur patrimoniale, cette grotte se situe dans un entre-deux paradoxal : d'une part, elle ne fera jamais l'objet d'une valorisation touristique d'envergure (les modalités de sa visite restent extrêmement réduites et contrôlées), d'autre part, il y a une sorte d'obligation morale pour les acteurs territoriaux de donner à voir ce patrimoine de l'Humanité. Cette apparente contradiction est levée avec le projet de réaliser un fac-similé. On assiste alors à une déconnexion de l'articulation entre logiques de préservation et de développement touristique, laquelle n'est plus tenue de fonctionner sur un même site, à l'inverse de ce que nous avons pu observer jusqu'à présent, notamment autour des grottes de Škocjan. *A priori*, l'espace de restitution de la grotte Chauvet pourrait se situer n'importe où. Dans les faits, plusieurs paramètres entrent en ligne de compte : en ce sens, la localisation de ce futur site touristique est à la fois fonction et révélatrice des enjeux territoriaux associés au développement touristique de cette région. Dès lors, le positionnement progressif de la grotte Chauvet et de l'espace de restitution dans le fonctionnement de cette région touristique pose la question du tourisme comme agent organisateur/ révélateur de dynamiques territoriales, voire comme organisateur/ révélateur d'un territoire. Actuellement, ces dynamiques territoriales sont particulièrement visibles autour du projet de classement Unesco avec cette volonté d'obtenir un label qui place l'excellence patrimoniale et touristique au cœur de la stratégie de développement territorial. Il ne s'agit plus seulement de capter, puis de gérer des flux touristiques initialement organisés autour de la fréquentation d'espaces naturels patrimonialisés, mais de faire de cette donnée touristique un axe central dans la structure, le fonctionnement et le devenir de cet espace.

Fort de ces éléments de conclusion, ces observations autour de la grotte Chauvet et de son futur espace de restitution nous invitent alors à approfondir le triptyque étudié sous l'angle du territoire et de la territorialité et à questionner l'émergence d'un territoire touristique autour des objets géographiques patrimonialisés des gorges de l'Ardèche, ce qui, par-delà la conclusion de ces cinquième et sixième chapitres, fera l'objet de la dernière partie.

CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE

Au final, ce croisement entre ces terrains d'étude nous permet d'enrichir notre réflexion sur trois principaux aspects :

1/ La question du rôle du tourisme dans l'organisation de l'espace

Ce double regard porté sur deux terrains slovène et ardéchois nous conduit à réfléchir en terme de dynamiques spatiales et de structuration d'un espace autour de la dialogique liant logiques de patrimonialisation et de développement touristique. Cette mise en perspective franco-slovène nous amène à préciser la place de cette dialogique patrimoine/ tourisme dans la construction, l'organisation, le fonctionnement d'un espace.

De part et d'autre, des processus de patrimonialisation autour des espaces calcaires peuvent être observés : patrimoine mondial de l'Unesco et parc régional versant slovène, réserve naturelle et site classé aspirant au label Unesco côté sud-ardéchois. Néanmoins, en terme de maturation et de structuration d'un espace autour du tourisme, deux cas de figure ont été observés, mettant en avant deux espaces qui ne se situent pas au même temps de leur développement touristique.

Plusieurs facteurs peuvent ici être avancés pour tenter d'expliquer les différences observées entre ces deux espaces touristiques patrimonialisés qui pourtant, de manière absolue, présentent des chiffres de fréquentation touristique similaires.

La présence de la ressource en eau semble avoir joué un rôle prépondérant dans la diffusion et l'identification des gorges de l'Ardèche en tant que région touristique. A ce titre, le développement d'activités sportives telles que le canoë-kayak a joué un rôle majeur dans l'identification et la reconnaissance des gorges de l'Ardèche en tant que région touristique.

Pour autant, cette différenciation entre ces deux régions ne saurait se limiter à cette seule considération. En effet, la région du karst slovène présente également des paysages marqués par la présence de l'eau, que celle-ci soit sous forme d'étendue avec le polje de Cerknica ou de cours d'eau encaissé avec la Reka. On aurait très bien pu imaginer le même type de pratiques sur la Reka avec un système de descente en canoë qui s'arrêterait en amont de sa perte dans les grottes de Škocjan. Dès lors, il ne s'agit pas tant de la présence de la ressource en eau que de la manière dont cette dernière est mobilisée et des usages que l'on en fait. En ce sens, l'utilisation sociale de la rivière Ardèche se rapproche davantage des usages et pratiques actuellement constatés autour de la Soča, cours d'eau situé à l'ouest de la Slovénie et terrain de jeux des sportifs de pleine nature.

Dépassant ce premier niveau de lecture articulé autour de la valorisation de la ressource en eau, nous pensons que ces différences en terme de trajectoires touristiques s'expliquent compte tenu des phénomènes de convergence qu'il y a pu y avoir, à un moment donné, entre plusieurs paramètres.

A l'échelle des gorges de l'Ardèche, on relève la combinaison de plusieurs phénomènes, situés à différentes échelles spatio-temporelles.

A une échelle locale/ régionale :

- un contexte économique local en difficulté avec un phénomène de déprise agricole et la nécessité de trouver de nouveaux modes de fonctionnement économique,
- le changement de regard porté sur le Pont d'Arc et son invention touristique en tant que curiosité naturelle,
- la proximité de la station thermale de Vals-les-Bains,
- la mise en œuvre de processus de patrimonialisation de ces espaces naturels,
- une sensibilité de la part de certains acteurs pour le développement du tourisme (création d'un Syndicat d'Initiative du Vivarais, création d'un Syndicat des Gorges de l'Ardèche, création du premier CDT)
- une communication touristique autour de ces espaces protégés, la protection faisant peu à peu office de label touristique,
- la proximité de l'axe rhodanien, les gorges de l'Ardèche étant les seules grandes gorges françaises près d'un axe de communication d'une telle envergure.

A une échelle globale :

- Un changement de valeur des paysages,
- La naissance des premiers mouvements de protection de la nature et nouveaux éléments de législation allant dans ce sens,
- les prémices puis le développement du tourisme,
- les congés payés,
- l'avènement d'une société tournée vers les loisirs, les plaisirs et la recherche du bien être individuel.

Aujourd'hui, la région du karst slovène reste avant tout un espace parcouru par un tourisme de passage qui ne s'y arrête que le temps d'une visite. Dès lors, le rapport entre logiques de patrimonialisation et volonté de développement touristique s'effectue essentiellement sous l'angle de la ressource, les espaces patrimonialisés servant d'appui dans la construction d'une future région touristique. Aujourd'hui, bien qu'une volonté de marquer la lisibilité de cet ensemble et de s'afficher en tant que région touristique soit portée par différents acteurs territoriaux, le tourisme reste un agent secondaire dans l'organisation de cet espace.

Al'inverse, les gorges de l'Ardèche font figure de région touristique avérée. Les phénomènes interactifs entre logiques de patrimonialisation et de développement touristique ont contribué à positionner de manière centrale cette dialogique dans l'organisation et le fonctionnement de cet espace. Dans ce cas de figure, les rapports entre les deux versants du couple patrimoine/ tourisme présentent une nouvelle modalité d'articulation : les logiques de patrimonialisation, que ces

dernières soient associées aux paysages des gorges ou à la grotte Chauvet, cherchent avant tout à accompagner le développement touristique de cette région, de manière, non plus à encadrer des flux touristiques, voire à les augmenter comme ce fut le cas lors de la mise en place de la réserve naturelle dans les années 1980, mais à en limiter les effets jugés négatifs et à assurer la pérennité de cet « espace-objet » porteur et moteur du tourisme, aujourd'hui premier et principal agent organisateur de cet espace.

Dès lors, ces contextes différenciés nous ont amenée à mettre en lumière deux types de processus de construction des hauts lieux.

2/ Les rapports entre la figure du haut lieu et son territoire de référence

En effet, ces terrains d'étude permettent de souligner deux types de processus d'élection de haut lieu, lesquels s'inscrivent dans des schémas spatio-temporels distincts.

L'exemple des grottes de Škocjan souligne dans quelle mesure l'articulation entre les logiques de patrimonialisation et de développement touristique peut être conduite de manière à servir l'élection d'un haut lieu, lequel, en retour, est mobilisé dans la construction d'une région touristique autour du karst slovène. On se situe alors dans un contexte géohistorique où les liens entre processus de patrimonialisation et de développement touristique se sont tissés sur le long terme et dans une logique descendante avec une décision politique prise au sommet, dans un contexte politique où la société civile n'a pas le même poids qu'en France.

Ce contexte temporel est tout autre en ce qui concerne le terrain d'étude ardéchois. En effet, au temps de la découverte de la grotte Chauvet correspond le temps de son invention patrimoniale et de son potentiel touristique, lesquels attestent, de fait, du caractère exceptionnel de ce nouvel objet géographique qui est rapidement érigé en haut lieu selon des processus d'appropriation sociale et d'exclusion spatiale.

Dès lors, ces différentes temporalités s'accompagnent de dynamiques spatiales distinctes. Les grottes de Škocjan servent de point d'appui au fonctionnement d'une dialectique liant la figure du haut lieu et son territoire d'élection : l'un et l'autre se construisent progressivement l'un par rapport à l'autre et ce, par un effet de boucles rétroactives. Ainsi, l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco amène la définition d'un premier périmètre, lequel se territorialise avec la création d'un parc régional des grottes de Škocjan. En retour, ce parc conforte la position de haut lieu des grottes de Škocjan, qui font peu à peu figure de site fédérateur et contribuent à individualiser la région du karst slovène, le tout étant aujourd'hui peu ou prou instrumentalisé en vue de poser les bases d'une région touristique « karst ».

A l'inverse, l'élection de la grotte Chauvet ne donne pas lieu, à proprement parler, à des processus de construction spatiale qui se diffuseraient de proche en proche autour de ce haut lieu. D'emblée, le rapport à son territoire d'élection ne se pose pas dans les mêmes termes, puisque sa valeur patrimoniale interdit, de fait, son inscription dans l'espace géographique socialement reconnu. Alors que pour les grottes de Škocjan, le processus d'élection en haut lieu s'appuie et se nourrit des mouvements de va et vient entre l'espace touristique patrimonialisé (les grottes) et son territoire de référence (le plateau du Kras), la dynamique de haut lieu entourant la grotte Chauvet repose essentiellement sur le fait que cette dernière reste un « non lieu », paradoxalement exclu et pourtant omniprésent dans l'espace social. Si la découverte de la grotte a donné lieu à la définition de nouveaux périmètres et mesures de protection, ces derniers servent avant tout à maintenir la grotte dans ce rapport d'exclusion. Cette logique d'exclusion du domaine public amène alors une

nouvelle configuration de l'articulation des processus de patrimonialisation et des logiques de développement touristique.

De manière implicite, les différences observées en terme de dynamiques de haut lieu se retrouvent en terme d'articulation du couple patrimoine/ tourisme.

3/ Le fonctionnement du couple « logiques de patrimonialisation et de développement touristique »

Sur ce point, la mise en perspective de ces deux terrains d'étude fait apparaître une distorsion majeure, alors même que les objets géographiques étudiés présentent des similitudes. La grotte Chauvet ainsi que les grottes de Škocjan s'inscrivent dans des paysages calcaires marqués par la présence de l'Homme : présentant toutes deux des caractéristiques géologiques et géomorphologiques remarquables, elles offrent également des vestiges archéologiques. Objets géographiques de nature similaire, ces deux sites sont néanmoins reconnus socialement et patrimonialisés selon des registres distincts : les grottes de Škocjan le sont essentiellement en raison de la verticalité et de la monumentalité de ses paysages calcaires, tandis que la grotte Chauvet s'impose d'emblée comme lieu majeur de l'art pariétal. Cet objet karstique est avant tout patrimonialisé en raison de sa valeur culturelle ; ses caractéristiques géomorphologiques et ses formes endo-karstiques pourtant d'une grande richesse, restent secondaires. Jouant sur la fibre « témoin de l'histoire de l'Humanité », la grotte Chauvet se place immédiatement dans le registre du haut lieu, dynamique alimentée par des processus d'appropriation à différentes échelles.

Les ressorts sur lesquels reposent ces processus de patrimonialisation expliquent en retour les deux visages que prennent ici les interrelations entre logiques de patrimonialisation et de développement touristique.

Autour des grottes de Škocjan, il s'agit de concilier, sur un même lieu, cette double orientation entre développement touristique et patrimonialisation de la ressource, essentiellement paysagère. Néanmoins, dans une certaine mesure et toute proportion gardée, la présence de ressorts à la fois naturels et culturels sur le site des grottes de Škocjan se traduit par des phénomènes locaux de dissociation à la fois spatiale et thématique puisque les grottes présentant des richesses archéologiques ne sont que faiblement mises en avant, quand elles ne sont pas tout simplement fermées aux visites touristiques et que les deux modestes musées présents dans le périmètre du parc régional mettent davantage l'accent sur des aspects ethnographiques (vie traditionnelle sur le Kras) minimisant le volet archéologique. De manière plus ou moins intentionnelle, ces vestiges archéologiques sont alors passés sous silence. Cependant, la volonté actuellement constatée de positionner les grottes de Škocjan en tant que site référent, dépositaire de la culture « Kras » pourrait conduire à une remise en question de l'exclusion de ce pan patrimonial. Dans cette perspective, il sera intéressant de voir sous quelle(s) forme(s) les gestionnaires valoriseront ces héritages.

Dans le contexte sud-ardéchois, cette dissociation entre les logiques de patrimonialisation et de développement touristique apparaît pleinement : la valeur patrimoniale de la grotte Chauvet légitime la fermeture de la grotte au public tout autant qu'elle justifie la réalisation d'un espace de restitution. Compte tenu de la valeur patrimoniale qui lui est attribuée et reconnue, la grotte Chauvet se situe, de fait, dans un entre-deux contradictoire.

Se dessine alors la figure du médiateur en la qualité d'un fac-similé, nouvel objet géographique autour duquel se reportent des dynamiques touristiques. Peu à peu une relation triangulaire se forme entre la grotte originelle, sa copie et le lieu où cette dernière sera réalisée. Dans ce cas de figure,

le rapport à l'espace géographique se pose sous une forme nouvelle puisqu'il s'agit de choisir la meilleure implantation possible pour créer un site touristique de toutes pièces. Cette implantation est alors fonction d'un certain nombre de paramètres, lesquels, en retour, traduisent la dimension territoriale des dynamiques touristiques autour des gorges de l'Ardèche.

Les vicissitudes et différents blocages entourant la réalisation de l'espace de restitution traduisent en retour les enjeux territoriaux de cette région, lesquels sont fortement connectés et organisés autour du fait touristique. Avec le fac-similé, il ne s'agit pas seulement de construire un nouvel équipement touristique mais de repenser le fonctionnement d'un espace jusqu'ici essentiellement organisé autour de la valorisation touristique de ces paysages patrimonialisés.

Cette troisième partie avait pour finalité de penser et d'appréhender le fonctionnement de la dialogique touristico-patrimoniale dans ses rapports avec l'espace géographique. Il fut alors question d'observer, autour de la figure du haut lieu, des jeux de dialogue entre le lieu et le territoire.

Dans cette perspective, une approche comparée nous a permis de mettre en perspective les dynamiques spatiales observées entre des lieux situés et leur espace de référence, et de voir dans quelle mesure les ceux interactifs informent l'espace géographique : les grottes de Škocjan *versus* la région du karst slovène ; la grotte Chauvet et le projet d'espace de restitution *versus* les gorges de l'Ardèche. Cette réflexion nous a alors conduite à interroger la notion de région touristique tout en observant les interactions entre logiques de patrimonialisation et de développement touristique en terme d'ancrage territorial, axe vertical retenu lors de nos essais de modélisation des trajectoires du site des grottes de Škocjan et des gorges de l'Ardèche.

Ces deux terrains mettent alors en lumière deux types de déclinaisons que peut prendre l'inscription spatiale des dynamiques patrimoniales et touristiques. L'exemple des grottes de Škocjan souligne l'arbitrage permanent entre ces deux processus autour d'un même lieu ainsi que la mobilisation de ces processus interactifs dans la construction d'une région touristique au niveau du karst slovène. La démarche est toute autre autour des gorges de l'Ardèche, où, suite à l'apparition inopinée d'un nouvel objet géographique à forte valeur patrimoniale « culturelle », on observe des essais de renégociation de cette articulation dans une région touristique historiquement articulée autour de la valorisation touristique de ressources patrimoniales paysagères.

La définition de cet axe territorial témoigne alors d'un rapport particulier à l'espace géographique, mettant en évidence des processus d'appropriation spatiale avec l'extension de territoires de compétences autour d'objets karstiques patrimonialisés et touristiques ainsi que l'exacerbation des passions autour des enjeux de localisation du fac-similé de la grotte Chauvet. Dans cette perspective, il nous semble que les rapports de force mis en lumière par ce projet d'espace de restitution témoignent en retour de l'ancrage territorial du fait touristique dans la région des gorges de l'Ardèche. Plus qu'un secteur d'activité économique majeur, le tourisme semble s'inscrire dans un registre identitaire : peu à peu, le tourisme, axe majeur dans la structure de cet espace, devient un élément fédérateur autour duquel émergent des projets de territoires.

Compte tenu de ces éléments d'observation et de réflexion, notre quatrième et dernière partie aura comme objectif de questionner l'émergence d'un territoire touristique autour des gorges de l'Ardèche. En retour, cet approfondissement nous permettra de poser des éléments de définition de cette nouvelle forme d'organisation territoriale et de préciser dans quelle mesure cette notion de territoire touristique fait sens.

Quatrième Partie

**TOURISME, PATRIMOINE,
DYNAMIQUES TERRITORIALES :
LA NOTION DE TERRITOIRE
TOURISTIQUE EN QUESTION**

QUATRIÈME PARTIE : TOURISME, PATRIMOINE, DYNAMIQUES TERRITORIALES : LA NOTION DE TERRITOIRE TOURISTIQUE EN QUESTION

L'objectif de cette dernière partie est d'approfondir le triptyque liant (i) logiques de patrimonialisation, (ii) processus de développement touristique et (iii) dynamiques spatiales, en questionnant une nouvelle forme d'organisation territoriale : le territoire touristique.

En effet, les parties précédentes ont permis de mettre en évidence les dynamiques spatiales associées aux logiques interactives, intrinsèques au fonctionnement de la dialogique touristique-patrimoniale. L'exemple des grottes de Škocjan et de la grotte Chauvet nous a permis de souligner l'émergence ou la redéfinition de dynamiques spatiales autour de cette dialectique, conduisant peu ou prou à la construction d'entités régionales organisées autour de d'espaces « naturels » touristiques et patrimonialisés.

En terme de trajectoires touristiques et spatiales, les terrains slovènes et ardéchois présentent des différences, le premier cherchant à se définir en tant que région touristique à l'inverse du second fortement organisé pour et par ces dynamiques touristiques et patrimoniales. Compte tenu des enjeux aujourd'hui exprimés autour de l'emplacement du futur espace de restitution de la grotte Chauvet, des enjeux territoriaux se font jour et nous invitent à interroger l'émergence d'une nouvelle forme d'organisation territoriale : le territoire touristique. Dès lors, en ciblant désormais notre propos sur le terrain sud-ardéchois, il s'agit d'observer dans quelle mesure le tourisme, agent principal d'organisation de cet espace, est en passe de devenir un agent fédérateur, autour duquel sont pensés le fonctionnement et le devenir de ce territoire. Il sera alors question de discuter de la réalité et de la pertinence de la notion de territoire touristique, qui reste encore aujourd'hui peu utilisée en géographie du tourisme.

PRÉAMBULE CONCEPTUEL : PEUT-ON PARLER DE « TERRITOIRE TOURISTIQUE » ?

Actuellement, de nombreux travaux mettent en avant les transformations spatiales induites par le développement du tourisme dans un espace. A cet égard, les travaux de l'équipe MIT (Mobilité, Itinéraire et Territoire) se centrent autour de la notion de lieu et propose une typologie des lieux selon leur niveau d'équipement touristique, la présence ou non de population locale, la diversité des fonctions touristiques et urbaines (Knafou R. (et al.) 1997, p. 200 ; Knafou R. et Stock M., in Lévy J. et Lussault M., 2003, p. 933).

Tableau IV.1 : Application de la typologie des lieux touristiques au contexte sud-ardéchois, d'après Knafou R. et Stock M., in Lévy J. et Lussault M., 2003, p. 933.

	Présence ou absence de capacité d'accueil	Présence ou absence de population locale	Fonctions touristiques et urbaines diversifiées	Adaptation au contexte Sud-Ardéchois
Site touristique	-	-	-	Grotte touristique : L'aven d'Orgnac
Comptoir touristique	+	-	-	Camping naturiste des Templiers, situé dans le canyon, à proximité immédiate de la rivière
Station touristique	+	+	-	Vallon-Pont-d'Arc
Ville touristique	+	+	+	Type de lieu touristique absent dans l'espace des gorges

Cette classification permet alors de situer le lieu à la croisée de ces différentes catégories, selon les incidences spatiales et économiques du processus de mise en tourisme. Les combinaisons entre ces lieux touristiques sont multiples, les uns se transformant suite à des modifications structurelles internes et/ ou externes (construction d'un nouvel axe routier par exemple, implantation d'un nouveau groupe hôtelier, etc.), les autres se juxtaposant et formant ce que l'on peut définir comme étant un espace touristique : « *On pourra définir alors l'espace touristique comme concentrant un certain nombre de lieux touristiques et possédant une image globale profondément liée au tourisme* » (Knafou R. (et al.), 1997, p. 201). Ainsi, la région des gorges de l'Ardèche, organisée autour de la rivière, des paysages karstiques et des grottes touristiques, fait figure d'espace touristique.

Pour autant, cette typologie se fonde essentiellement sur l'analyse des lieux sans poser la question de leur ancrage territorial. De ce fait, elle n'aborde que brièvement la notion de territoire touristique : « *on réservera à la seule appropriation par les touristes le terme de territoire touristique* » (Knafou R., 1997, p. 201), première définition complétée par : « *les stations [de ski] sont gouvernées par le tourisme et ont généralement grandi à la faveur du tourisme, elles sont également des "territoires touristiques", c'est-à-dire des lieux appropriés par les touristes, souvent depuis plusieurs générations* » (Knafou R. (et al.), 1997, p. 202). Par la suite, dans la continuité des travaux conduits par l'équipe MIT (Mappemonde 57, 2000), la recherche de variables pour mesurer la mise en tourisme des lieux et leurs combinaisons respectives se traduisent en termes de site touristique, d'espace de pratiques touristiques, d'espace-étape, de ville à fonction touristique... la notion de territoire touristique semblant se dérober une nouvelle fois à l'analyse. De manière classique, voire conventionnelle, le territoire touristique reste bien souvent abordé en tant qu'espace ressource dans lequel se développent des activités touristiques ou encore comme l'espace-support de création, d'alimentation et de réalisation des rêves projetés par les touristes. En cela, il se confond avec l'espace touristique (Lozato-Giotart J.-P., 2003, pp. 44-48).

Cette relative frilosité des géographes à débattre de la notion de territoire touristique peut s'expliquer par la définition actuelle donnée aux notions de territoire et de tourisme et à leur relative opposition.

Le tourisme ou « l'art de voyager sans raison apparente » (Laplante M., 1996) est issu du Tour Britannique, pratique qui désigne dès la fin du XVII^{ème} siècle le voyage qu'effectue le jeune et riche Anglais sur le continent. Le touriste renvoie alors à « *ces voyageurs étrangers qui parcourent des pays habituellement visités par leurs compatriotes. Se dit surtout des voyageurs anglais en France, en Suisse et en Italie* » (Littré P.-E., 1872). A la différence des voyageurs jusqu'ici observés, le touriste ne voyage pas dans le but de réaliser des affaires, d'effectuer un pèlerinage ou encore pour des raisons médicales ; il voyage avant tout pour satisfaire un désir de voyager.

Pour nombre d'auteurs (et nous partageons largement cette vision), ce changement dans les motivations du déplacement acte les débuts du tourisme (Boyer M., 1982, 1999a). Le tourisme se définit alors essentiellement comme un déplacement d'agrément en dehors de son lieu de résidence (« hors-quotidien » précisent R. Knafou et M. Stock, in Lévy J. et Lussault M., 2003, p. 931), et pour une durée variable, s'étalant à l'époque sur plusieurs mois, aujourd'hui fragmentée en écho aux mutations du temps de travail.

Cette définition situe le tourisme dans le champ des activités nomades, questionnant en cela la notion de territoire, lequel s'organise autour d'un double processus d'appartenance et d'appropriation : « *le territoire est une œuvre humaine. Il est un espace approprié. Approprié se lit dans les deux sens : propre à soi et propre à quelque chose* » (Brunet R., 1990, p. 23).

Ce rapport dialectique entre espace touristique, appartenance/ appropriation et territoire pose alors la question du temps long dans lequel s'inscrivent ces rapports à l'espace, laquelle dimension temporelle semble nécessairement s'organiser autour de la sédentarité des individus à l'origine de « cette œuvre humaine ». Parce qu'il est conditionné par des processus d'appropriation, il ne pourrait y avoir de territoire qu'à l'échelle de populations locales, marquées par leur sédentarité et leur rapport permanent au territoire qu'elles définissent.

Dès lors, à l'aune de ces présupposés conceptuels, la notion de territoire touristique relèverait du non-sens. Comment des populations touristiques, séjournant de manière temporaire dans un espace touristique, pourraient-elles être en mesure de se l'approprier, lui conférant alors une dimension territoriale ? Entre l'immobilité que sous-tendent les définitions actuelles du territoire et cette dynamique de mouvement, de déplacement située aux fondements mêmes de l'activité touristique, une impasse conceptuelle semble poindre. L'espace étant errance, le territoire enracinement (Bonnemaison J., 1981), il semble que « l'espace touristique » représente la forme la plus élaborée du lieu touristique et que celle de « territoire touristique » ne puisse être puisqu'elle supposerait l'association de deux logiques contraires « d'habiter l'espace » : le déplacement et le statique.

Pour autant, les caractéristiques et le fonctionnement du monde actuel, marqué par une hyper mobilité généralisée à toutes les échelles spatio-temporelles, nous amènent à relativiser cette relative opposition entre tourisme et territoire : « *Parce qu'on est "passé d'une société ancrée à une société de mobilité" la notion traditionnelle de territoire – compris comme lieu de vie et de travail, d'échange et de codes d'une communauté établie sur place dans la durée – a éclaté (...). Le territoire est ce que peuvent partager en commun tous les habitants d'un même lieu, même s'ils ne font qu'y passer, même s'ils en ont des usages différents. Il est ce qui fondamentalement les unit. A travers le territoire peut se créer une identité nouvelle (ou un lien social nouveau) par l'espace vécu et partagé* » (Corgeu Y., Jenkins C., Gentil A., 1997, pp. 9-10). L'aujourd'hui territorial se compose de multi-territorialité, dans lequel s'organisent et cohabitent différentes formes territoriales, expressions « *de registres essentiellement cognitifs ou symboliques, sans déployer, le plus souvent, de dispositifs de contrôle et de défense qui définissent le sens "dur" de l'appropriation* » (Debarbieux B., in Lévy J. et Lussault M., 2003, p. 911).

Le territoire, espace singulier et pluriel, se définit alors comme un espace non figé, en évolution constante, rassemblant des éléments dont l'hétérogénéité et la diversité sont une marque de richesse, nécessairement ouvert sur son environnement, se nourrissant sans cesse des flux entrants et faisant l'objet de processus d'appropriation sur une échelle de temps relativement longue : « *l'espace a besoin de l'épaisseur du temps, de répétitions silencieuses, de maturations lentes, du travail de l'imaginaire social et de la norme pour exister comme territoire* » (Marié M., 1982, cité par G. Di Méo, 2000, p. 41).

Le territoire touristique pourrait alors se définir comme un espace structuré par et autour de la dialogique touristique-patrimoniale, le tourisme devenant finalement un acteur central et fédérateur dans l'organisation de cet espace. De ce fait, les populations touristiques et locales se reconnaissent et s'identifient autour de cette forte image touristique, se projettent au travers de projets d'aménagement du territoire s'articulant essentiellement autour de cette dimension touristique et cherchent à mettre en place des instances de gestion ainsi que des périmètres d'intervention en adéquation avec cette réalité du fait touristique qu'elles vivent au quotidien.

Le tourisme, en tant que système d'acteurs, de pratiques et d'espaces qui participent de la « récréation » des individus par le déplacement temporaire hors des lieux du quotidien (Stock M., 2003, p. 31), s'approprie l'espace-support dans lequel il se réalise et se développe *via* des aménagements touristiques et des réglementations. De manière corrélative, l'existence du lieu ou de l'espace touristique repose sur la nécessaire présence de populations touristiques, lesquelles

fondent le caractère touristique de cet espace. Au final, il semble que la notion de territoire touristique se situe dans cet interstice, entre les populations touristiques qui, traversant cet espace, se l'approprient de manière différentielle et des jeux d'acteurs, qui cherchant à répondre à ses différentes demandes, construisent leur espace de vie autour de cette dynamique touristique.

Ces formes d'appropriation reposent alors en partie sur des objets patrimoniaux, lesquels, cherchant à inscrire des objets géographiques dans le temps long, assurent le renouveau et la continuité du fait touristique (Dewailly J.-M., 2006) et participent, de ce fait, à la maturation du territoire touristique, contribuent à individualiser ce territoire et agissent comme autant de relais et de portes d'entrées d'appropriation pour les populations à la fois touristiques et locales.

Fort de ces positionnements conceptuels, ce questionnement autour de la notion de territoire touristique s'effectuera autour de deux entrées étroitement imbriquées : 1/ l'analyse des processus d'appropriation à l'échelle des populations touristiques de manière à souligner dans quelle mesure ces dynamiques participent à la construction d'un territoire touristique (chapitre 7) ; 2/ la recontextualisation de ces manifestations au regard des projets de territoire aujourd'hui portés par les acteurs du sud-Ardèche de manière à saisir dans quelle mesure les processus interactifs liant logiques de patrimonialisation et de développement touristique servent actuellement de point d'appui dans la construction d'un territoire touristique des gorges de l'Ardèche (chapitre 8).

L'observation des processus d'appropriation liant les populations touristiques et leur espace vacancier nous permet alors de questionner l'existence d'un territoire touristique défini selon l'angle des touristes, laquelle dimension territoriale est confortée par les jeux d'acteurs territoriaux, lesquels cherchent à inscrire ces dynamiques dans le temps long.

CHAPITRE 7 : LE TERRITOIRE TOURISTIQUE SOUS L'ANGLE DES POPULATIONS TOURISTIQUES : PROCESSUS D'APPROPRIATION ET DYNAMIQUES TERRITORIALES

Ce chapitre a pour objet de s'interroger sur les processus d'appropriation de l'espace vacancier parcouru et temporairement occupé par les différentes populations touristiques.

La présence des touristes est, de fait, une des conditions *sine qua non*, pour que tourisme il y ait. Partie prenante du système touristique (au même titre que les acteurs touristiques), les populations touristiques participent aux processus de transformation des lieux et des espaces touristiques, par leurs actions directes sur leur environnement mais aussi de manière indirecte, en exprimant des souhaits ou des fantasmes que les acteurs touristiques essaient d'apprécier et de satisfaire au mieux.

Pour autant, il n'y a pas une population touristique homogène mais une diversité des comportements et par là-même, différentes formes d'appropriation et de rapports à l'espace. Dans ce contexte, une approche typologique permet de rechercher des unités au sein de cette apparente multiplicité. Un des objectifs de ce chapitre sera de chercher à identifier des groupes de touristes, de manière à interroger des formes d'appropriation territoriale. En retour, les différents groupes de touristes identifiés mettent en avant des variables significatives sur lesquelles s'appuient des processus d'appropriation territoriale et nous permettront d'avancer des premiers éléments de conclusion concernant à la fois la pertinence de la notion de territoire touristique et la place des populations touristiques dans ce processus ainsi que la construction d'un territoire touristique autour des gorges de l'Ardèche.

1. DE L'INTÉRÊT D'ÉTUDIER LES POPULATIONS TOURISTIQUES DANS LES PROCESSUS DE CONSTRUCTION D'UN TERRITOIRE TOURISTIQUE

1. 1. La place des touristes dans le système touristique

Notre questionnement en terme de territoire touristique nous amène à envisager les liens existant entre les populations touristiques et leur espace vacancier, espace approprié le temps d'un ou de plusieurs séjours touristiques, ces questions de la durée et de la répétition des séjours apparaissant de manière centrale.

Les populations touristiques font figure d'éléments majeurs dans le fonctionnement d'un lieu ou d'un espace touristique : « *l'existence en tant que lieu ou espace touristique passe nécessairement par l'appropriation des touristes* » (Knafo R. (et al.), 1997, p. 201). Dès lors, les populations touristiques jouent un rôle essentiel tant dans la définition que dans le fonctionnement de cet espace. Par leurs pratiques touristiques, les représentations qu'elles en ont, elles contribuent à façonner le devenir d'un lieu ou d'un espace touristique. Informant cet ensemble géographique, elles participent à son unité de fonctionnement, alimentant en cela le processus « d'écogenèse territoriale ». Ce mouvement de va et vient entre pratiques et représentations participe à la construction de ce territoire, lequel est « *tout autant le cadre spatial dans lequel s'inscrivent les pratiques et les représentations spatiales d'une société que le produit de ces représentations,*

l'enveloppe symbolique dans laquelle se dessinent les destins individuels et collectifs » (Micoud A., 1991a, p. 105). Espace physique et représentations s'interpénètrent, les représentations se créant dans une interdépendance avec l'espace physique qu'elles modèlent à leur tour : « *le tourisme, dans le déplacement comme dans le séjour, est l'expression d'un certain rapport au territoire et ne peut être compris qu'à travers l'analyse de celui-ci* » (Cazes G., Knafo R., 1995, p. 843).

Pour autant, le rapport à ce territoire peut différer d'un groupe touristique à un autre, les représentations d'un espace dépendant fortement des pratiques effectives du groupe, des interactions qu'il entretient avec le réel : « *l'interaction du sujet avec le réel est essentielle puisque c'est dans cette interaction que le sujet forme et éprouve ses représentations (...) en même temps que celles-ci sont responsables de la manière dont il agit et dont il règle son action* » (Vergnaud G., 1985, cité par Gumuchian H., 1991, p. 66).

1. 2. La territorialité des populations touristiques

En vue d'appréhender ce rapport à l'espace vacancier, mêlant pratiques et représentations spatiales, la notion de territorialité semble particulièrement appropriée. Ce positionnement nous amène alors à étudier « *des représentations, des valeurs et des idéologies par et selon lesquelles un territoire se développe et prend forme* » (Bonnemaison J., 1981, p. 251). Le concept de territorialité est pertinent, « *dans la mesure où il prend en compte d'autres dimensions que la simple étendue ; notamment, les dimensions sociales, politiques et subjectives. (...) Le territoire, lieu de médiation des activités humaines, se situe bien au-delà du seul support spatial ; le territoire est certes enjeu politique, économique et social, mais dans le même temps, il est imaginaire et utopie, idéologie et mythe* » (Gumuchian H., 1991, p. 20).

Guy Di Méo souligne cette nécessité actuelle qu'il y a de dépasser « *une stricte considération des sociétés et de leurs espaces* » et de « *réhabiliter le sujet en tant que collecteur de signes et émetteur de territorialités* » (Di Méo G., 2001, p. 69). Dans un souci d'identification des territoires, celui-ci privilégie ainsi « *la voie de la territorialité, comprise comme un rapport à la fois personnel et social au monde. Elle participe conjointement de l'idéologie et des pratiques. A ce dernier titre, elle tient forcément compte des contraintes économiques et géographiques. Elle met en scène l'individu, l'être social et, derrière lui, la société. Elle s'enrichit surtout de l'univers des imaginaires et des représentations ; ce qui est capital quand on sait que le territoire d'aujourd'hui, plus qu'une réalité tangible, est sans doute, avant tout, une représentation gérée par l'individu socialisé selon les modalités très lâches que dicte notre surmodernité* » (Di Méo G., 2001, p. 72). Cette approche en terme de territorialité permet alors de se positionner entre pratiques et représentations spatiales, cet interstice faisant figure de creuset de la construction territoriale.

La territorialité, carrefour entre la sphère matérielle de l'espace géographique et la sphère idéelle des représentations, se nourrit par ailleurs du parcours individuel de chacun, de son rapport personnel à l'espace dans lequel il s'inscrit : « *La formation de la territorialité, en tant que représentation complexe et multiscalaire, correspond à la production d'un schème, d'une structure mentale au sens de Piaget. Elle se nourrit d'abord d'informations sensorielles et conceptuelles, puisées dans l'idéologie sociale ambiante (territoriale donc), mais aussi dans l'expérience pratique et personnelle du monde qui caractérise chacun de nous. C'est en quelque sorte la phase d'assimilation des valeurs territoriales* » (Di Méo G., 2001, p. 75). Dans le cadre de notre questionnement en terme de territoire touristique et de mobilisation de la dimension patrimoniale dans ce processus général d'écogenèse, l'enjeu de notre réflexion consiste à interroger les formes d'appropriation liant populations touristiques et territoire naissant des gorges de l'Ardèche, autour notamment des espaces naturels patrimonialisés : « *La territorialité se comprend dès*

lors beaucoup plus par la relation sociale et culturelle qu'un groupe entretient avec la trame de lieux et d'itinéraires qui constituent son territoire, que par la référence aux concepts habituels d'appropriation biologique et de frontière. Il s'ensuit qu'un territoire est bien autre chose qu'un espace clos protégé par une frontière. Au fond, il est un « noyau », c'est-à-dire un centre beaucoup plus qu'une clôture, et un type de relation affective et culturelle à une terre, avant d'être un réflexe d'appropriation ou d'exclusion de l'étranger. Dès lors et autant que faire se peut, les géographes doivent essayer de comprendre la conception du monde qui réside au cœur du groupe ou de la société qu'ils étudient. Ceci, moins pour l'étude de la représentation culturelle en elle-même que pour celle de ses expressions spatiales » (Bonnemaison J., 1981, p. 256).

Mesurer ce rapport à l'espace peut s'effectuer à partir d'indicateurs pertinents. Compte tenu des modalités de fonctionnement du triptyque patrimoine/ tourisme/ territoire, il nous a semblé judicieux de chercher à mesurer cette territorialité en nous interrogeant précisément sur les rapports qu'entretiennent les populations touristiques avec la dialectique patrimoine/ tourisme. En questionnant la perception des gorges de l'Ardèche que peuvent avoir les populations touristiques, *via* leur définition et appréhension du couple patrimoine/ tourisme, nous révélons au final la teneur des rapports liant ces populations avec leur espace vacancier, l'hypothèse étant qu'une définition spatialisée de la dialogique patrimoine/ tourisme témoigne d'un processus d'appropriation de l'espace vacancier. Ainsi, nous partons de l'hypothèse qu'un touriste de passage aura tendance à définir le patrimoine et les relations patrimoine/ tourisme en se référant à des idées et à un environnement général, alors que le touriste qui, depuis dix ans, passe ses vacances à proximité des gorges se référera aux gorges, aux dynamiques qu'il a pu observer.

C'est là un des postulats de notre recherche, à savoir que la manière dont on perçoit l'articulation patrimoine/ tourisme est révélatrice des liens tissés avec l'espace vacancier. Dans ce contexte, l'objet patrimonial apparaît alors comme la pierre angulaire nous permettant de mieux saisir ces différentes formes de territorialités : *« le territoire induit le concept d'identification de la société au lieu qui passe par le patrimoine. Ce dernier est le lien entre la société et le lieu »* (Meyzenq C., 2001, p. 11). Nous référant aux travaux de G. Di Méo (1994), la fonction patrimoniale apparaît alors comme l'un des vecteurs majeurs dans la formation du lien spatial, que ce soit à une échelle individuelle ou collective. Placer la dialectique patrimoine/ tourisme au cœur de notre propos nous permet alors d'éclairer le(s) rapport(s) qu'entretiennent les touristes interrogés avec le lieu de vacances dans lequel ils s'inscrivent ainsi que l'émergence progressive d'un territoire touristique à l'échelle des gorges de l'Ardèche.

1. 3. La territorialité sous l'angle des pratiques touristiques et de l'approche des relations patrimoine/ tourisme

A l'échelle des populations touristiques fréquentant les gorges de l'Ardèche, cette réinterprétation sociale de l'espace peut être envisagée comme étant le croisement de leurs pratiques et de leurs perceptions de cet espace touristique. Il est alors question d'observer les rapports de ces dernières à l'espace de référence que constituent les gorges de l'Ardèche et d'interroger leur degré d'appropriation en mettant en perspective leurs pratiques touristiques et leur perception du couple patrimoine/ tourisme à l'échelle de « l'espace gorges ». Etant donné l'importance des espaces « naturels » patrimonialisés, à la fois dans l'organisation et dans le fonctionnement de cet espace touristique, ce couple patrimoine/ tourisme est essentiellement envisagé à l'échelle des paysages et des ressources naturelles des gorges.

Cette interrogation sur les différents types de touristes existants n'est pas nouvelle. Nombres d'auteurs ont cherché à identifier différentes catégories de touristes par le biais de diverses modélisations. Ainsi M. Boyer (1999a, pp. 182-185) met en avant des activités touristiques et des types de produits touristiques en fonction des motivations à partir en vacances. Considérant un même espace, il est alors intéressant de questionner les différents groupes de touristes évoluant sur cet espace de référence et d'observer les processus d'appropriation à l'œuvre.

A l'échelle des gorges de l'Ardèche, les travaux de L. Colombani (1987) avaient ainsi permis d'identifier six types de vacanciers dans les gorges de l'Ardèche : 1/ les découvreurs, 2/ les amoureux de la nature, 3/ les sportifs, 4/ les bronzers, 5/ les chahuteurs, 6/ les contraints (pp. 270-274). Pour autant, ces catégories ne s'excluent pas les unes des autres et bien souvent, cohabitent au sein d'un même espace (et bien souvent d'une même personne !), de manière plus ou moins harmonieuse, chacune ayant ses lieux de prédilection, ses usages, ses attentes.

Plus récemment, P. Mao et de Ph. Mary (1994) observaient une différence d'implication dans le site selon les types d'activités touristiques : *« sur la route [Route Touristique des Gorges de l'Ardèche], le visiteur crée et entretient une distance entre lui et le paysage, sans avoir le temps, ni l'envie de rechercher la communion, ni l'insertion dans la nature. Il en est tout autrement des randonneurs que nous avons rencontrés. En se fondant dans le milieu, ils s'impliquent par "immersion" dans la réserve naturelle et se rendent solidaires de cette nature. Il s'agit donc bien de deux types d'implication et de représentation des pratiques touristiques par rapport au milieu. L'automobiliste de passage entre dans un type de représentation qui fonctionne comme une "artialisation" de la nature et une codification du paysage. Le randonneur ou le baigneur s'implique à partir d'une "naturalisation du corps" et une tension sensorielle complexe »* (pp. 66-67).

Pour autant, ces auteurs s'arrêtaient au seul croisement des activités touristiques avec l'implication des touristes dans l'espace parcouru et/ ou fréquenté de manière temporaire, sans prendre en compte le registre plus général des pratiques touristiques.

Or, il semble que les processus d'appropriation à l'espace vacancier dépassent cette première approche que nous trouvons réductrice. L'émergence de dynamiques territoriales appelle la prise en compte du temps long et des phénomènes de répétition, lesquels ne se limitent pas à la seule prise en compte des activités touristiques mais nécessitent la prise en compte des pratiques touristiques, autrement dit du type de séjour effectué, de sa durée, du nombre de séjour effectués dans le Sud-Ardèche, etc.

L'hypothèse majeure autour de laquelle s'organise cette démarche est qu'il existe des liens entre les deux thématiques que sont pratiques touristiques et processus d'appropriation de l'espace vacancier, *via* l'approche des relations patrimoine/ tourisme. On suppose ainsi que, selon les pratiques touristiques effectuées dans un espace donné, lesquelles sont une forme d'appropriation de l'espace touristique, le touriste n'a pas la même perception de cette dialectique. En retour, cette perception des relations patrimoine « naturel »/ tourisme rapportée aux gorges de l'Ardèche fonctionne comme un indicateur des formes de territorialités exprimées. En croisant ces deux thématiques, ce questionnement nous enseigne alors sur le(s) type(s) de rapport à l'espace vacancier, lequel peut faire l'objet de différentes formes d'appropriation.

Retenant un nombre de variables plus important, notre hypothèse de travail est de tester l'existence d'un lien entre :

1/ l'espace en tant que support touristique, essentiellement défini au regard de ces paysages « naturels » patrimonialisés : les gorges de l'Ardèche et les plateaux environnants, association de lieux exo- et endo-karstiques avec les gorges de l'Ardèche et les grottes touristiques environnantes ;

2/ les pratiques touristiques : durée du séjour, lieu de séjour, type de structures d'hébergement, fréquence des séjours dans les gorges de l'Ardèche, activités touristiques pratiquées ou escomptées, motivations à venir en Ardèche.

3/ la perception de l'espace vacancier, laquelle variable est appréhendée *via* la définition de la valeur patrimoniale et l'approche du couple patrimoine/ tourisme. De ce fait, celle-ci s'appuie à la fois sur la perception des gorges de l'Ardèche et sur l'appréhension de son patrimoine : perception de l'Ardèche, définition du patrimoine et de ses relations avec le tourisme. En ce sens, les relations patrimoine/ tourisme fonctionnent comme des portes d'entrée permettant de saisir l'existence et la teneur de processus d'appropriation de cet espace « gorges de l'Ardèche » par les populations touristiques (cf. figure IV.1).

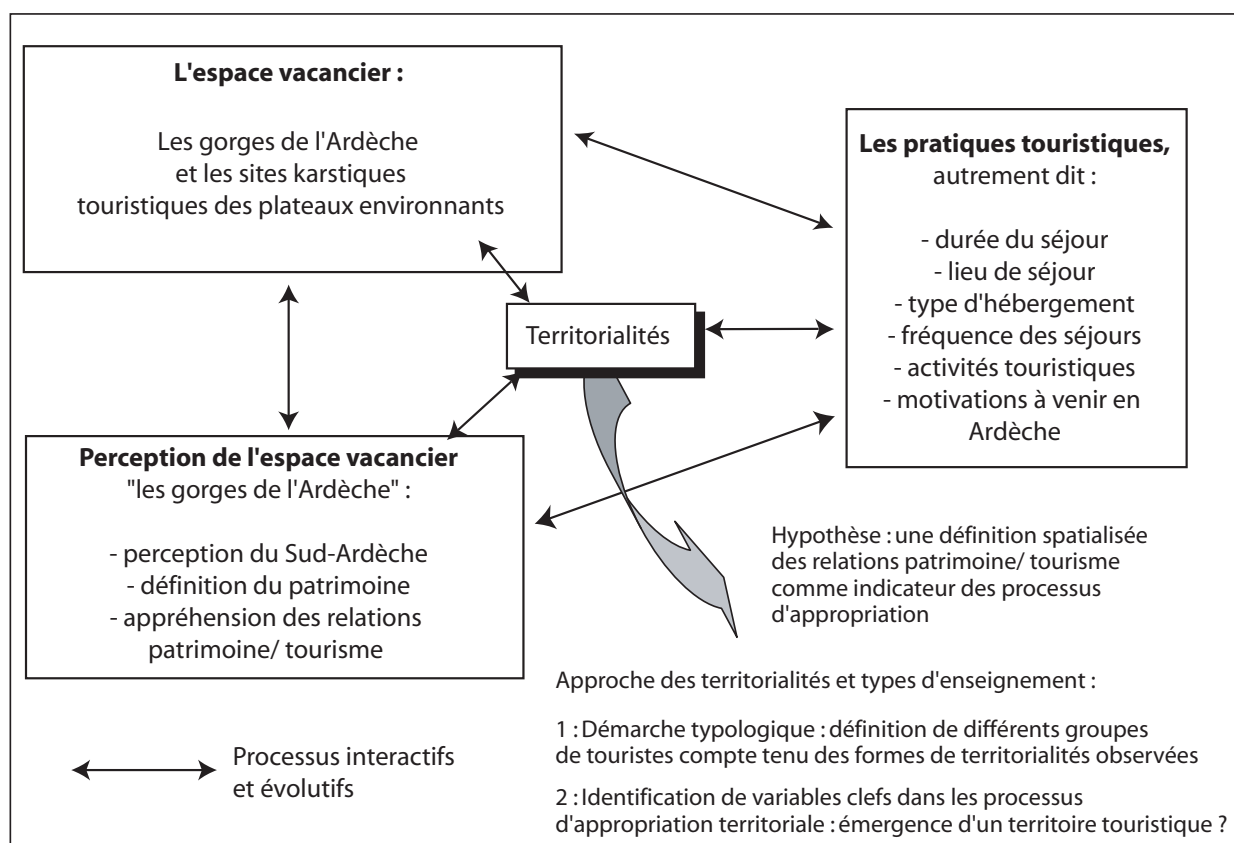


Figure IV.1 : Les populations touristiques : territorialités et émergence d'un territoire touristique

A la croisée des interactions entre (i) l'espace vacancier (en tant qu'espace-support), (ii) les pratiques touristiques et (iii) la perception de l'espace vacancier se construisent les territorialités des populations touristiques. En vue de les appréhender, nous partons de l'hypothèse qu'une définition spatialisée de la dialogique touristico-patrimoniale témoigne de processus d'appropriation de l'espace vacancier, lesquels processus questionnent l'émergence d'un territoire touristique.

Cette réflexion sur les formes de territorialités des populations touristiques fera l'objet d'une approche typologique : celle-ci permet d'identifier différents groupes de touristes, mettant en évidence un certain nombre de variables-clefs dans les processus d'appropriation territoriale.

Le croisement de ces différents paramètres donne à voir différentes formes de territorialité. En vue d'appréhender cette complexité, le choix de conduire une approche typologique a été retenu. Il sera alors question de « *regrouper des phénomènes semblables, de réduire à un certain nombre de catégories homogènes, à un certain nombre de “ types ”, l'innombrable variété des faits particuliers que l'on peut avoir collectés et décrits* » (Loubet del Bayle J.-L., 2000, p. 163). Cette démarche permet alors de mener une réflexion à une échelle intermédiaire, entre le territoire institué, « *désigné par un nom, associé à un pouvoir, à une forme de contrôle qui contribue à lui fixer des limites, à l'institutionnaliser* » et celui « *qui tire vers l'individu, qui ramène celui-ci [le territoire] à sa pratique et à son vécu de l'espace géographique* » (Di Méo G., 2001, p. 75).

La classification ainsi obtenue nous livre deux principaux types d'enseignement : 1/ de manière sectorielle, cette approche nous conduit à préciser les caractéristiques des populations touristiques fréquentant les gorges de l'Ardèche, et à faire état d'un certain nombre de permanences dans le temps par rapport aux travaux antérieurs portant sur cette même problématique ; 2/ dépassant ces spécificités, l'analyse des groupes ainsi constitués permet d'identifier des variables-clefs dans le fonctionnement des processus d'appropriation territoriales à l'échelle des populations touristiques et par là-même, d'approfondir la définition du territoire touristique.

2. PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE, VALIDITÉ ET LIMITES MÉTHODOLOGIQUES

2. 1. Description de l'enquête

Une série d'entretiens semi-directifs (120 au total) a été réalisée lors de l'été 2004. L'objectif étant de croiser des pratiques touristiques et la perception des relations patrimoine « naturel »/ tourisme, différents lieux d'interview ont été retenus : sites touristiques à entrée payante, sites touristiques avec un accès gratuit, infrastructures touristiques d'hébergement et/ ou de restauration, etc. Dans la perspective d'obtenir un panel diversifié des pratiques touristiques, la sélection des lieux d'interview s'est effectuée selon le type de lieux touristiques et leur localisation par rapport aux gorges de l'Ardèche. Ces différents lieux permettent alors de croiser les différents types de touristes fréquentant les gorges de l'Ardèche et d'amorcer une réflexion qualitative sur les caractéristiques de ces individus touristiques (cf. figure A4 : localisation des lieux d'interview, annexe 5).

2. 2. Méthodologie employée lors de la conduite des entretiens

2. 2. 1. Le choix de conduire des entretiens semi-directifs

Ces entretiens ont été réalisés sur le mode d'entretien semi-directif. D'après les classifications courantes des différents types d'entretiens existants, ce type d'entretien apparaissait comme le plus approprié. Dès lors, « *l'interviewer dispose d'une série de questions qui lui servent de guide et qu'il pose non pas dans un ordre strict, mais en fonction du flux conversationnel et des réactions de son interlocuteur (...)* Le rôle de l'interviewer sera de focaliser l'entretien sur les thématiques étudiées en posant les questions adéquates aux moments propices » (Nils F., Rimé B., 2003, p. 173). La souplesse de ce dispositif permet ainsi de récolter les perceptions des interlocuteurs en respectant leurs propres cadres de référence, tant linguistiques que mentaux (Blanchet A. et Gotman A., 1992 ; Quivy R. et Van Campenhoudt L., 1995).

L'entretien semi-directif se définit alors comme une « *méthode d'entretien, fondée sur l'empathie de l'intervieweur envers l'interviewé, utilisée pour le recueil d'informations qui dépendent de la subjectivité des acteurs (description, point de vue, analyse, ressenti...).* L'attitude " non directive " qui préside à sa mise en œuvre laisse à l'interviewé la liberté de parcourir comme il l'entend la question ouverte qui lui est posée » (Mucchielli A., 2002, p. 109). De ce fait, ces entretiens semi-directifs s'organisent autour de quelques grands thèmes, abordés au cours de la discussion, sans pour autant respecter scrupuleusement un ordre pré-établi (cf. formulaire d'entretien, annexe 6).

Ce type d'entretien permet de croiser tant des données descriptives et quantitatives renvoyant aux pratiques touristiques des individus que la production d'un discours représentatif lié aux perceptions des touristes interrogés. Ce type d'interview satisfait alors les objectifs de cette enquête : il nous conduit à mener une réflexion à la fois quantitative et qualitative.

2. 2.2. Le nombre d'entretiens par lieux d'interview

L'objectif de notre enquête n'est pas d'extrapoler nos résultats à l'ensemble des touristes sud-ardéchois. Notre logique est somme toute différente puisqu'il s'agit d'étudier des composantes non strictement représentatives mais caractéristiques de cette population touristique, en vue de cerner les différentes formes de territorialités à l'œuvre dans cet espace.

Comme le soulignent R. Quivy et L. Van Campenhoudt (1995, p. 160) : « *L'exigence de représentativité est moins fréquente qu'on ne le pense parfois : il ne faut pas confondre scientificité et représentativité. Pour mieux connaître des groupes ou des systèmes de relations, il n'est pas forcément pertinent de les étudier comme des sommes d'individualités* ». En ce sens, le nombre de personnes interrogées sur les différents lieux d'enquête retenus n'a pas fait l'objet d'une définition par une logique d'échantillonnage au prorata de la fréquentation touristique annuelle de ces différents établissements ou sites touristiques. Dans le cadre de notre enquête, les individus interrogés ont été sélectionnés de manière à proposer une diversité maximale des profils au regard de notre thématique de recherche. « *Le critère qui permet alors de dire qu'on a fait le tour des cas de figure est celui de la redondance. Si le chercheur veille à diversifier systématiquement les profils, il arrive forcément un moment où il ne parvient plus à trouver de nouveaux cas franchement différents de ceux rencontrés et où le rendement marginal de chaque entretien supplémentaire décroît rapidement* » (Quivy R., Van Campenhoudt L., 1995, p. 163). En ce sens, le nombre de touristes interrogés sur chaque lieu d'interview est fonction de ce critère de redondance, lequel varie d'un site à l'autre (cf. tableau IV.2).

Tableau IV.2 : Nombre de personnes interrogées par lieu d'interview (entre parenthèse est précisée la commune de localisation de chaque camping)

Lieu d'interview	Nbre d'entretiens semi-directifs	Pourcentage du total
Plage du Pont d'Arc	15	13 %
Bivouac de Gournier	13	10 %
Grotte de la Madeleine	11	9 %
Grottes de Saint-Marcel	10	8 %
Aven-grotte de la Forestière	9	7,5 %
Aven d'Orgnac	9	7,5 %
Camping le Pequelet (Salavas)	8	7 %
Camping des Templiers (Saint-Remèze)	8	7 %
Camping le Provençal (Vallon-Pont-d'Arc)	7	6 %
Camping d'Orgnac-l'Aven (Orgnac-l'Aven)	7	6 %
Aven de Marzal	7	6 %
Camping du Domaine de Briange (Saint-Remèze)	6	5 %
Camping le Miccocolier (Salavas)	5	4 %
Camping les Blachas (Salavas)	5	4 %

2. 2. 3. Protocole de codage : construction d'une grille de lecture

Lors de la conduite de ces entretiens, des différences sont apparues selon le lieu d'interview, se traduisant par des temps de réponses de volume inégal. En effet, les individus interviewés aux abords des grottes touristiques, de manière générale, ne consentent guère à passer plus de 10 minutes à répondre à une enquête. Le temps de l'interview dépend alors essentiellement de la configuration du site touristique, si celui-ci est pensé pour que les touristes passent quelques heures sur le site (aven d'Ornagac, aven de Marzal) ou si, une fois la visite terminée, ils remontent dans leur voiture et poursuivent leur chemin (grottes de Saint-Marcel). A l'inverse, ce temps d'interview s'est prolongé pour les individus interrogés sur les structures d'hébergement, allant d'une demi-heure à 1 heure et demie. Pour autant, ces entretiens comprennent de longues digressions sans rapport direct avec le sujet de l'étude. Au final, les entretiens les plus volumineux ne sont pas les plus riches en terme d'information mais la structure du discours est souvent hachée et ponctuée d'apartés qui parasitent l'analyse.

En vue de cibler notre étude sur les extraits d'entretien nous intéressant directement, le choix de dresser une grille de lecture paraît approprié. On procède alors au codage des 120 entretiens : selon une alternance de questions fermées et de questions ouvertes, la grille de lecture permet ainsi de classer en catégories les diverses positions ou attitudes que reflètent les réponses, pour permettre une représentation quantifiée des résultats. Les questions ouvertes se présentent comme une illustration des modalités retenues lors des questions fermées afférentes.

Exemple : question fermée : « quelle est votre perception des gorges de l'Ardèche ? »

Suite à l'écoute de l'entretien, les modalités « environnement agréable » et « calme » sont sélectionnées. Pour illustrer ce choix de sélectionner ces deux modalités de réponse, une question ouverte fait suite : « extrait perception des gorges de l'Ardèche ». La réponse, sous forme d'un extrait de texte, illustre les modalités de réponse retenues pour la question fermée précédente.

Cette alternance de questions ouvertes/ fermées permet de structurer les données recueillies tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif. Dans la perspective de dresser une typologie des touristes fréquentant les gorges de l'Ardèche, selon les formes de territorialités exprimées, les corpus formés par les réponses ouvertes nous permettront d'analyser la qualité du discours de chaque type de touriste et de mettre l'accent sur les associations de mots-clefs propres à chacun de ces groupes. Au final, cette réflexion sur ces associations de mots selon chaque groupe de touriste identifié alimentera à plusieurs niveaux notre réflexion sur les formes d'appropriation territoriale des populations touristiques ainsi que sur les modalités de construction d'un territoire touristique des gorges de l'Ardèche.

Ce choix méthodologique « grille de lecture » ayant été retenu, un certain nombre de traitements sont nécessaires afin de s'assurer de la pertinence de cette hypothèse de traitement et de valider notre démarche.

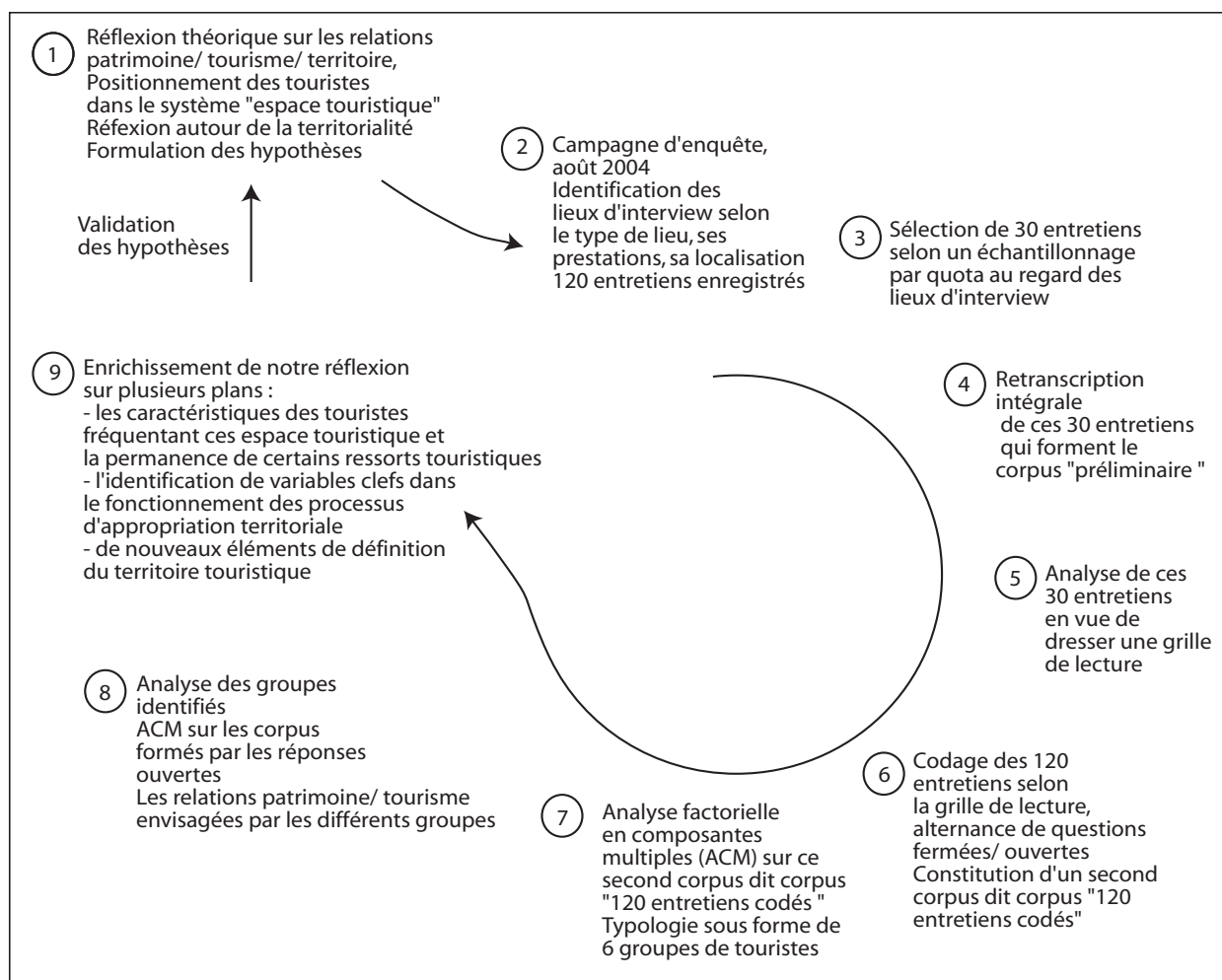


Figure IV.2 : Protocole de recherche suivi lors de l'analyse des formes de territorialités touristiques

Cette figure présente de manière linéaire les étapes suivies lors de l'analyse des formes de territorialités des touristes interrogés aux abords des gorges de l'Ardèche.

2. 3. Traitements en vue de s'assurer de la faisabilité et pertinence d'une étude via une grille de lecture

En vue d'établir cette grille de lecture, trente entretiens ont été sélectionnés et ont fait l'objet d'une retranscription intégrale. Cette démarche permet ainsi : 1/ de tester la pertinence de l'élaboration d'une grille de lecture, *via* l'étude de l'équilibre entre l'homogénéité et la diversité du corpus formé par la retranscription de ces trente entretiens ; 2/ de s'assurer de la pertinence de l'enquête, en s'interrogeant notamment sur l'existence de biais dus au choix méthodologique de procéder à des entretiens semi-directifs ; 3/ d'élaborer le contenu de la grille de lecture au regard des informations livrées par cet exercice de retranscription.

Dans un premier temps, un échantillonnage des entretiens a été réalisé et 30 entretiens ont été sélectionnés afin de représenter de manière équilibrée les différents lieux d'interview. Partant du modèle réduit des entretiens réalisés, des quotas ont été calculés en vue de déterminer le nombre d'entretiens à retranscrire par catégorie de lieux d'interview. Cette répartition effectuée, les entretiens, affectés d'un numéro, ont fait l'objet d'un tirage aléatoire (cf. méthodes d'échantillonnage, Loubet del Bayle J.-L., 2000, pp. 62-65). Les 30 entretiens sélectionnés ont ainsi été retranscrits intégralement, formant ainsi le corpus « préliminaire », lequel rassemble l'ensemble des questions de l'intervieweur et des réponses de l'interviewé (cf. annexe 7).

2. 3. 1. Traitement 1 : homogénéité/ diversité du corpus

En vue de traiter la totalité des entretiens *via* l'élaboration d'une grille de lecture, il s'agit de s'assurer de « l'équilibre lexical » du corpus, à mi-chemin entre l'homogénéité et la diversité des termes constitutifs de ce dernier. En effet, la multiplication de termes différents ou singuliers rend inappropriée l'élaboration d'une grille de lecture ; cette dernière reviendrait à multiplier le nombre de modalités de réponses possibles et à traiter les entretiens au cas par cas. Cependant, notre objectif étant de parvenir à établir une typologie des touristes au regard de leurs pratiques touristiques et de leur perception des gorges de l'Ardèche (au travers du couple patrimoine « naturel »/ tourisme), ce corpus doit présenter une certaine part d'hétérogénéité afin de permettre, par la suite, ce processus de classification en plusieurs groupes. Il est donc nécessaire de tester l'équilibre entre homogénéité et diversité du corpus.

Considérant le corpus dit « préliminaire », formé par la retranscription entière des 30 entretiens sélectionnés lors de l'échantillonnage (questions de l'intervieweur et réponses des interviewés), la richesse du lexique est mesurée. Ces éléments statistiques rendent alors compte des qualités intrinsèques de ce premier corpus (cf. annexe 8).

En ce qui concerne les variables relatives aux questions posées, les mots les plus fréquemment employés couvrent une grande partie du corpus, ce qui signifie que malgré le choix de conduire des entretiens semi-directifs nécessitant une certaine adaptation au répondant (Mucchielli A., 2002, p. 110), ce sont, à 70 % en moyenne, les mêmes mots qui ont été employés. Cela permet de conclure à une certaine homogénéité des questions et du cadre de l'interview, ce qui rend possible une analyse comparée des réponses. Il ne semble pas qu'il y ait eu un biais au niveau des questions posées, l'intervieweur ayant posé les mêmes questions.

Quant aux variables relatives aux réponses, les mots les plus fréquemment employés couvrent une grande partie du corpus d'analyse : les 50 mots les plus employés couvrent entre 46 et 77 % du corpus constitué par les réponses. Les mêmes termes semblent revenir fréquemment, ce qui permet la réalisation d'une grille de lecture avec un nombre de variables défini. L'équilibre entre homogénéité et diversité semble ici être réalisé.

2. 3. 2. Traitement 2 : les réponses induites par le vocabulaire employé par l'intervieweur

La question des interférences entre intervieweur et interviewé doit être explicitée. Comme le soulignent Quivy et Van Campenhoudt (1995, p. 197), « *la souplesse de la méthode [de l'entretien] peut laisser croire à une complète spontanéité de l'interviewé et à une totale neutralité du chercheur* ». Pour autant, « *les propos de l'interviewé sont toujours liés à la relation spécifique qui le lie au chercheur et ce dernier ne peut donc les interpréter valablement que s'il les considère comme tels. L'analyse d'un entretien doit donc comprendre une élucidation de ce que les questions du chercheur, la relation d'échange et le cadre de l'entretien induisent dans les propos de son interlocuteur. Considérer ces derniers indépendamment d'un contexte aussi marquant serait faire preuve d'une grande naïveté épistémologique* ».

Ainsi, en vue d'explicitier au plus juste notre démarche ainsi que ses limites, il est alors intéressant d'observer dans quelle mesure les formulations employées dans les questions de l'interviewer ont une incidence sur les réponses de l'interviewé. En ce sens, ce questionnement a été effectué autour du terme de patrimoine, où il fut question d'analyser le nombre de réponses contenant ce terme lorsque celui-ci a été employé dans la question précédente.

Ce traitement nous livre les enseignements suivants : sur un total de 771 segments de texte, 78 réponses comportent le terme de patrimoine. Sur ce total, 72 % de ces réponses font suite à une question où le terme de patrimoine était présent (cf. tableau IV.3).

Question comprenant le terme de patrimoine Réponse comportant le terme de patrimoine	Oui	Non	Total
Oui	72 % (56)	28 % (22)	100 % (78)
Non	18 % (126)	82 % (567)	100 % (693)
Total	23 % (182)	76 % (589)	100 % (771)

Tableau IV.3 : Incidences du vocabulaire employé par l'interviewer sur les réponses de l'interviewé : présence du terme patrimoine dans les réponses lorsque celui-ci est employé dans les questions (commentaire dans le texte)

Note : les chiffres entre parenthèses renvoient au nombre de segments de texte considérés

Un second tableau montre la relation inverse (cf. tableau IV.4), à savoir que sur 100 % des questions contenant le terme patrimoine, 31 % des réponses constitutives du même couple question-réponses contiennent le terme de patrimoine.

A l'inverse, on observe que lorsque le terme de patrimoine n'est pas contenu dans une question, celui-ci n'apparaît pas de manière spontanée dans les réponses constitutives du même couple : sur 100 % des questions ne contenant pas le terme de patrimoine, seul 4 % des réponses constitutives du même couple emploient ce terme. Lorsque ce terme n'est pas employé dans la question, on ne le retrouve pas dans 96 % des réponses (cf. tableau IV.4).

Question comprenant le terme de patrimoine Réponse comportant le terme de patrimoine	Oui	Non	Total
Oui	31 % (56)	4 % (22)	10 % (78)
Non	69 % (126)	96 % (567)	90 % (693)
Total	100 % (182)	100 % (589)	100 % (771)

Tableau IV.4 : Incidences du vocabulaire employé par l'interviewer sur les réponses de l'interviewé : la faible présence du terme de patrimoine dans les éléments de réponse lorsque celui-ci n'est pas employé dans les questions (commentaire dans le texte)

Note : les chiffres entre parenthèses renvoient au nombre de segments de texte considérés

La lecture de ces tableaux nous livre deux types de renseignements complémentaires :

1/ Dans une certaine mesure, le terme de patrimoine est induit par l'interviewer. Ce biais est une des conséquences du choix de procéder à des entretiens semi-directifs, qui, s'ils sont plus souples que la méthode d'enquête par questionnaire, obligent l'intervieweur à recentrer l'échange autour du terme abordé : « celui-ci intervient [l'intervieweur], non pas sur le fond, mais sur l'organisation du contenu de ce qui lui est dit. Il soutient sans arrêt son interlocuteur dans sa réflexion » (Mucchielli A., 2002, p. 110). En choisissant un canevas ouvert avec des entretiens

semi-directifs, le terme de patrimoine ne ressort dans les réponses de l'interviewé que s'il a été au préalable induit dans les questions de l'intervieweur. On touche ici l'une des questions fondamentales attachées aux sciences sociales, voire aux sciences « dures », à savoir la question de l'objectivité et des conséquences induites *via* la présence d'un observateur, lequel modifie de manière intrinsèque les conditions du phénomène qu'il étudie.

2/ En retour, l'existence de ces biais témoigne alors du faible degré d'appropriation du terme de patrimoine par les populations touristiques interrogées, lequel n'est pas employé de manière spontanée. Ce dernier semble rester l'apanage du jargon institutionnel, scientifique ou encore administratif. C'est là un fait paradoxal lorsque l'on observe la teneur des discours touristiques actuels, notamment pour ce qui est de l'emploi du terme « patrimoine ». Tout est fait pour développer le volet patrimonial et mobiliser la ressource patrimoniale comme vecteur de développement touristique. Pour autant, ce terme reste relativement hermétique aux populations touristiques qui ne semblent pas se l'approprier vraiment.

Dès lors, il semble que l'on assiste à un phénomène de distorsion entre d'une part la réalité perçue par les touristes et les projets d'aménagement. Dans une certaine mesure, et au regard des thématiques de recherche actuelles en géographie dans le registre des interactions patrimoine naturel/ tourisme, on est en droit de se demander dans quelle mesure ce découplage ne s'observerait pas, par ailleurs, entre les objets d'étude des chercheurs et les réalités touristiques perçues par les principaux acteurs que sont les touristes.

2. 3. 3. Structuration de la grille de lecture

Au vu de ces premières réponses et de la teneur du corpus « préliminaire », une grille de lecture a ainsi été réalisée, suivant en cela la méthodologie classique d'analyse d'entretiens semi-directifs (Quivy R. et Van Campenhoudt L., 1995 ; Nils F., Rimé B., 2003). Cette dernière permet de procéder au codage de l'ensemble des entretiens réalisés, préalablement retranscrits ou non, soit 120 au total. Cette grille détaillée aborde dans un premier temps les pratiques touristiques ainsi que la perception des gorges de l'Ardèche *via* ses paysages patrimonialisés ; dans un second temps, l'accent est mis sur la perception du couple patrimoine/ tourisme.

Au final, les résultats de cette grille de lecture nous livreront des enseignements concernant les registres suivants (pour le détail, cf. annexe 9).

- Le lieu où s'est déroulée l'interview
- Quelques caractéristiques relatives aux individus comme leur sexe, leur situation familiale
- Les caractéristiques des séjours effectués (type, durée, lieu de villégiature, fréquence)
- Les activités touristiques de manière plus générale à l'échelle spatiale des gorges
- Les motivations des touristes à venir en Ardèche
- Leur perception des gorges de l'Ardèche et de ces paysages patrimonialisés
- Leur approche du patrimoine, ce qui fait la valeur patrimoniale d'un site
- Les relations entre patrimoine et tourisme

Cette grille de lecture se compose de questions fermées où, selon les questions, une ou plusieurs modalités de réponses sont possibles. Par ailleurs, certaines de ces questions fermées sont accompagnées de questions ouvertes où des extraits de texte bruts ont été repris afin d'illustrer le codage en questions fermées. Suite au travail de codage des 120 entretiens et à l'établissement de la typologie des différents groupes de touristes au moyen d'Analyse en Composantes Multiples (ACM), ces extraits de texte formeront de nouveaux corpus, lesquels nous permettront, *via* de nouvelles ACM, de caractériser les registres de ces différents groupes de touristes identifiés. Ces registres identifiés nous permettront alors d'enrichir l'analyse et la caractérisation des territorialités identifiées, tout en dégagant des variables-clefs dans les processus d'appropriation d'un espace touristique par les populations touristiques.

2. 3. 4. Eléments de comparaison entre le corpus initial et corpus sélectionné suite au codage des 120 entretiens

Une retranscription totale des entretiens n'a pas été effectuée. La sélection de ces extraits s'est effectuée lors de l'écoute des bandes magnétiques des entretiens. Le nouveau corpus ainsi formé est l'expression partielle des données qu'une retranscription totale des entretiens nous aurait permis d'obtenir. De ce fait, il n'est pas possible de s'assurer que les extraits de texte reportés dans les questions ouvertes, corpus sur lequel reposeront les analyses lexicales par la suite, sont un échantillon représentatif des entretiens semi-directifs dans leur globalité.

Néanmoins, un travail de vérification peut être effectué en comparant le corpus formé par ces extraits et le corpus « préliminaire » étudié précédemment. Il s'agit alors de mesurer la concordance entre ces extraits de texte et ce corpus préliminaire. Cette vérification nous permet alors de nous assurer que l'on retrouve, dans ces extraits de texte, les mêmes mots et ce dans les mêmes proportions que dans le texte brut. *In fine*, cela permet de vérifier que cette sélection d'extraits jugés significatifs n'a pas introduit de biais supplémentaire majeur du fait de notre interprétation (cf. annexe 10).

On relève que ces deux corpus présentent une structure similaire : la structure du discours, le poids des mots les plus fréquemment employés est sensiblement le même entre ces deux corpus. Cette relative correspondance entre la structure de ces deux corpus atteste, en retour, de la validité de notre démarche générale et de notre échantillonnage par quota.

A la lecture des termes les plus fréquemment employés, quelques inversions s'observent cependant. C'est notamment le cas pour les trois termes patrimoine, gorge, région. L'axe de notre étude étant centré autour de la thématique patrimoine « naturel » / tourisme, les extraits saisis dans le corpus se centrent majoritairement sur les propos se rapportant directement à ces registres. Le corpus ainsi construit est l'expression de notre thématique de recherche ; sans aller jusqu'à parler de biais introduit par cette sélection des informations initiales, on peut noter un certain resserrement du corpus autour de ces questions centrales qui animent notre travail.

3. TRAITEMENTS ET RÉSULTATS

Rapidement et de manière descriptive, les premiers résultats statistiques permettent de caractériser sommairement les touristes interrogés (cf. détails en annexe 11). Ainsi, un équilibre s'observe entre les différents types de lieux où nous avons enquêté, ainsi que sur l'identité des personnes interrogées. Sur les 120 touristes enquêtés, 46 l'ont été sur le site d'une grotte touristique ou dans un camping (soit 38 % pour chacune de ces deux modalités), 15 sur une plage (12.5 %) et 13 sur le bivouac de Gournier (11 %). Par ailleurs, une stricte parité homme-femme a été respectée (60 individus dans les deux cas, soit 50 %).

Pour l'essentiel, ces individus :

- sont originaires de la moitié nord de la France (38 %) ;
- sont venus en vacances en famille (52, 5 %) ;
- sont déjà venus dans les gorges de l'Ardèche (entre 2 et 4 séjours) (44 %) ;
- effectuent un séjour touristique (79 %), de deux semaines environ (25 %), essentiellement dans un camping (62 %), peu ou prou autour de Vallon-Pont-d'Arc (36 %) ;
- sont essentiellement venus en Ardèche en raison 1/ de la beauté du cadre (75 % des touristes interrogés), 2/ de la présence de l'eau et des possibilités de baignade (50 %), 3/ du climat agréable (46 %), 4/ pour découvrir une nouvelle région (30 %), 5/ par habitude (23 %) ;
- pratiquent essentiellement les activités suivantes 1/ baignade (69 %), 2/ farniente (57 %), 3/ visite de grottes touristiques (50 %), 4/ visite de vieux villages (41 %), 5/ descente en canoë des gorges de l'Ardèche (36 %) ;
- perçoivent essentiellement les gorges de l'Ardèche comme 1/ une nature sauvage (77 %), 2/ une région ensoleillée (50 %), 3/ une région agréable à vivre, avec une certaine douceur de vivre (47, 5 %), 4/ une région trop touristique (32, 5 %), 5/ une région dont les beautés naturelles ont été préservées (20 %) ;
- définissent essentiellement le patrimoine comme 1/ ce qui fait la spécificité d'un endroit (52 %), 2/ ce qu'il est nécessaire de préserver (43 %), 3/ ce qui s'inscrit au-delà des siècles (42 %), 4/ ce qui fait la richesse d'une région (41 %), 5/ quelque chose d'unique, de splendide, de magnifique (39 %) ;
- appréhendent les relations patrimoine/ tourisme essentiellement de manière positive puisque les trois premières modalités exprimées renvoient à un cercle vertueux (le tourisme comme moment privilégié pour découvrir une région *via* son patrimoine avec 32 %, le patrimoine comme un atout de développement économique avec 27 %, le patrimoine qui permet de satisfaire la curiosité du touriste avec 27 %). Les deux modalités suivantes abordent les effets du développement touristique sur la préservation du patrimoine (la fréquentation touristique nuit au patrimoine avec 26 %, la nécessité de préserver le patrimoine naturel par rapport aux aménagements touristiques avec 15 %).

3. 1. Analyse en composantes multiples

3. 1. 1. Méthodologie

Alors que la description tend à photographier les phénomènes dans leur exactitude, la démarche de classification propose des regroupements par types, lesquels s'organisent autour des « *mêmes traits fondamentaux et ce, malgré leurs différences sur des points jugés accessoires. Un type est donc défini par ces traits essentiels qui doivent être des traits significatifs, c'est-à-dire les traits qui caractérisent avec le plus de netteté les phénomènes que l'on veut regrouper. En employant une formule plus abstraite, on peut dire que le type exprime une identité, dans leurs traits essentiels, entre une multiplicité de cas concrets dispersés dans le temps et dans l'espace* » (Loubet del Bayle J.-L., 2000, p. 164). En retour, l'identification de ces différents types de territorialités au regard de leurs pratiques touristiques et de leur perception des relations patrimoine/ tourisme enrichit notre réflexion sur un plan conceptuel, donnant à voir l'association de ces différentes notions et des rapports différenciés d'appropriation de l'espace vacancier.

« *La classification se caractérise par deux opérations : généralisation et simplification. Généralisation, par la définition de catégories assez extensives pour regrouper un nombre plus ou moins important de faits et de phénomènes concrets. Simplification, dans la mesure où la classification permet de faciliter la manipulation, la compréhension, l'explication du réel en le ramenant à un nombre limité d'unités significatives* » (Ibid., p. 163).

En vue de répondre à ces impératifs, des regroupements ont été effectués au niveau des modalités de réponses établies dans la grille de lecture. Ces regroupements concernent les variables motivations à venir en Ardèche, perception des gorges de l'Ardèche, définition du patrimoine, et perception des relations patrimoine/ tourisme (cf. annexe 12).

Cette méthode multidimensionnelle, en opposition aux méthodes de statistiques descriptives qui ne traitent qu'une ou deux variables à la fois, permet la confrontation entre de nombreuses informations, ce qui est infiniment plus riche que leur examen séparé (Escofier B., 1990). En précisant les rapports d'interaction existant entre ces différentes variables, ce genre d'analyse permet alors de regrouper les individus au profil similaire (Quivy R. et Van Campenhoudt L., 1995, p. 225). Transformant « *en distance euclidiennes des proximités statistiques entre éléments (...), elles permettent « d'utiliser les facultés de perception dont nous usons quotidiennement : sur les graphiques de l'analyse factorielle, on voit, au sens propre du terme, (avec les yeux et l'analyse assez mystérieuse que notre cerveau fait d'une image), des regroupements, des oppositions, des tendances, impossibles à discerner directement sur un grand tableau de nombres, même après un examen prolongé* » (Escofier B., 1990, p. 1).

Cette démarche s'appuie sur trois familles d'objets : les individus, autrement dit les touristes interrogés ; les variables, autrement dit les questions de la grille de lecture ; les modalités des variables, soit les différentes réponses possibles (suite au regroupement explicité ci-dessus et présenté dans le détail en annexe 12). S'appuyant sur « *la notion de ressemblance telle que deux individus sont d'autant plus proches qu'ils possèdent un grand nombre de modalités en commun* » (Escofier B., 1990, p. 51), cette ACM nous permet de croiser l'ensemble des variables établies, lesquelles sont graphiquement projetées selon des facteurs structurants.

Dès lors, l'interprétation d'une ACM peut se décomposer en deux temps : une analyse des facteurs (axe par axe), suivie d'une analyse par plan, autrement dit en regroupant les variables présentant une proximité graphique importante (Escofier B., 1990, pp. 231-233), cette seconde partie de l'analyse nous permettant de procéder à une typologie de la population touristique considérée.

3. 1. 2. Identification des variables discriminantes

Après des ajustements (caractérisation et retrait des éléments résidus, soit les touristes n°23, 39 et 44, cf. annexe 13), cette analyse en composantes multiples donne à voir une répartition des individus interrogés.

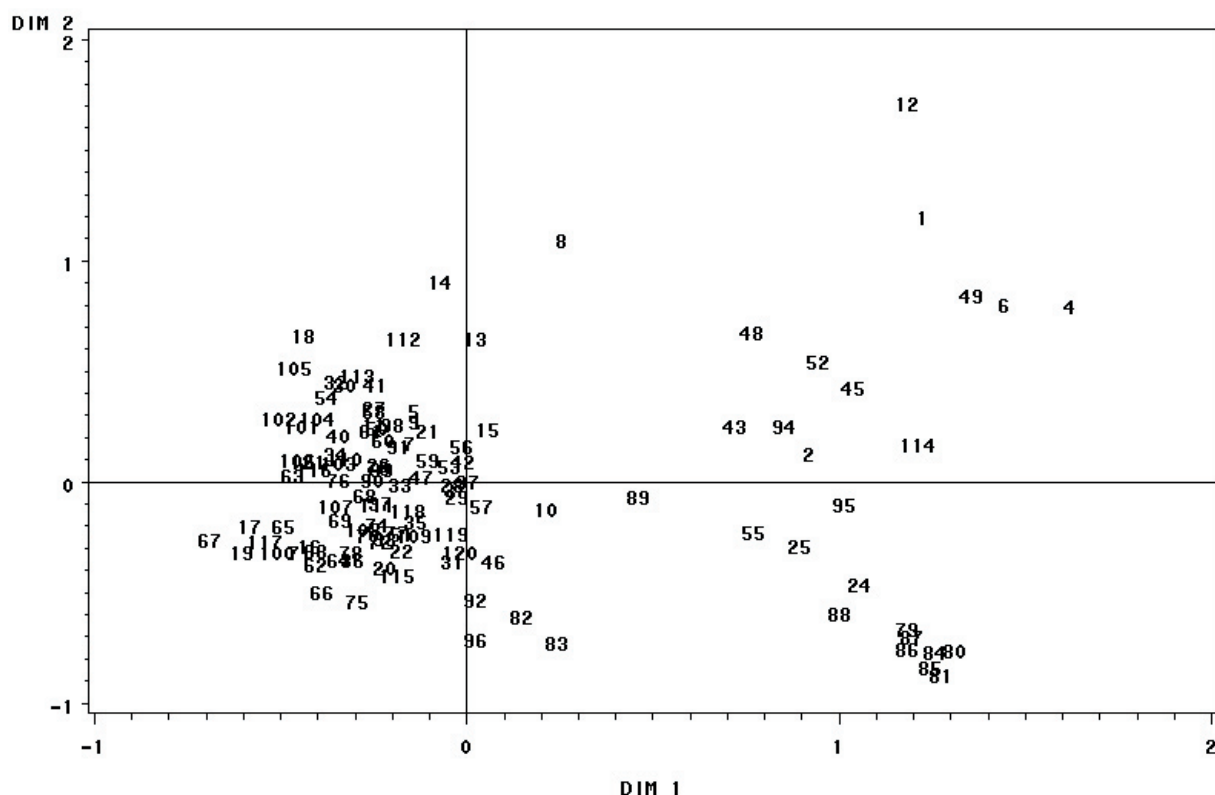


Figure IV.3 : Analyse en composantes multiples des individus interrogés (commentaire dans le texte)

Sur l'axe horizontal, les modalités qui contribuent le plus à la répartition des individus sont :

➤ en positif :

- Le lieu d'interview : aires de bivouac
- Type de séjour : excursion à la journée, descente des gorges sur deux jours
- Motivations : descente en canoë

➤ en négatif :

- Le lieu d'interview : camping
- Type de séjour : séjour aux alentours des gorges
- Activités touristiques : repos

Cet axe horizontal met en opposition relative les individus qui sont de passage dans les gorges de l'Ardèche, essentiellement pour effectuer la descente des gorges en canoë et les individus qui viennent séjourner dans les gorges de l'Ardèche lors de séjours plus longs, avec comme activité touristique principale le repos. Compte tenu de nos axes de recherche, il semble que les variables

« type de séjour » et « durée du séjour » marquent des types de territorialités distincts. Autrement dit, les processus d'appropriation de l'espace vacancier semblent essentiellement différer selon ces deux entrées.

Quant à l'axe vertical, celui-ci permet de distinguer les modalités structurantes suivantes :

➤ en positif :

- Le lieu d'interview : grotte touristique
- Nombre de séjour en Ardèche : première fois
- Type de séjour : excursion à la journée
- Activités touristiques : visite de grotte
- Perception des gorges de l'Ardèche : sans avis

➤ en négatif :

- Le lieu d'interview : bivouac
- Type de séjour : descente des gorges de l'Ardèche
- Motivations à venir en Ardèche : eau, baignade

Cet axe vertical dissocie ainsi les individus effectuant des courts séjours dans les gorges de l'Ardèche et situe dans une relative opposition les individus dont la motivation première et l'activité principale sont la visite d'une grotte touristique et ceux interrogés sur les aires de bivouac qui sont venus effectuer la descente des gorges de l'Ardèche, essentiellement entre amis. En terme de territorialité, cette dissociation vient confirmer le rôle discriminant joué par la variable « type de séjour », mettant en opposition les touristes venus à la journée ou pour effectuer la descente des gorges. Cet axe vertical fait également ressortir la variable « nombre de séjours » en Ardèche et individualise les touristes venant pour la première fois dans cette région.

Suite à l'interprétation de ces axes, les modalités structurantes, clefs de lecture autour desquelles s'articulent des formes de territorialités, s'organisent essentiellement autour des modalités de séjour : le type, le nombre/ la fréquence et la durée du temps de séjour.

Ce premier résultat valide une partie de nos hypothèses de travail, à savoir qu'il existe un lien entre les pratiques touristiques et la manière dont on perçoit et dont on s'approprie l'espace vacancier. Pour autant, contrairement aux premières pistes de recherche évoquées, notamment avec les travaux de L. Colombani (1987) ou de Ph. Mary et P. Mao (1994), les activités touristiques n'apparaissent pas comme des variables discriminantes majeures permettant d'expliciter les différentes formes de territorialités constatées. Deux raisons peuvent expliquer ce résultat : 1/ le nombre important d'activités touristiques retenues lors de la phase de codage de nos entretiens semi-directifs ; cette multiplicité explique en partie le caractère peu discriminant de cette variable ; 2/ d'après les observations conduites, il nous semble que ce n'est pas tant l'activité touristique qui importe que l'intentionnalité avec laquelle on pratique cette activité. En ce sens, la visite d'un vieux village peut relever à la fois d'une démarche culturelle que d'une après-midi détente à faire les boutiques. Cette variabilité entourant les activités touristiques explique le caractère secondaire de cette dernière lorsque l'on s'interroge en termes de territorialités et de processus d'appropriation de l'espace vacancier.

Dans le même registre, on relève que les variables associées à la perception du patrimoine et de ses relations avec le tourisme n'apparaissent pas comme des modalités structurantes. Cet état de fait souligne toute la complexité de la notion patrimoniale, laquelle résulte de processus constructifs complexes, propres à chaque individu et à son parcours de vie. Autant d'informations et de relations que nous ne sommes cependant pas en mesure d'explicitier, ces différents points n'ayant volontairement pas été abordés lors des entretiens semi-directifs.

3. 1. 3. Les groupes identifiés

L'ACM réalisée propose des regroupements cohérents jusqu'à une classification en 6 groupes, déterminés par un processus de classification ascendante hiérarchique (cf. figure IV.4). Cette méthode consiste à fournir un ensemble de partitions plus ou moins fines obtenues par regroupements successifs de parties. L'objectif est donc de construire une partition de l'ensemble des individus de telle sorte que les individus d'une même classe soient « proches » et ceux issus de classes distinctes soient « éloignés ». Il s'agit ni plus ni moins que de réaliser l'équilibre entre la recherche d'amplitude séparant les classes et la cohésion de ces dernières (Benzécri J.-P., 1973, pp. 513-538).

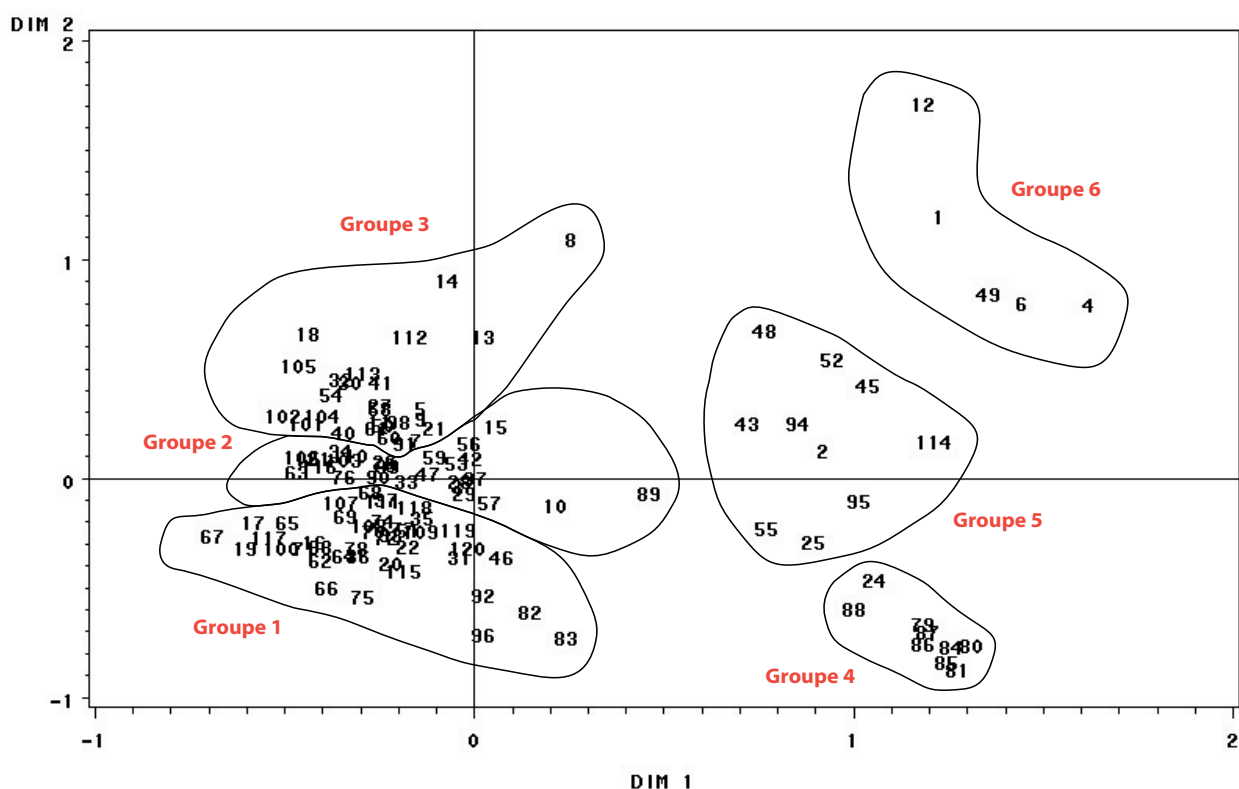


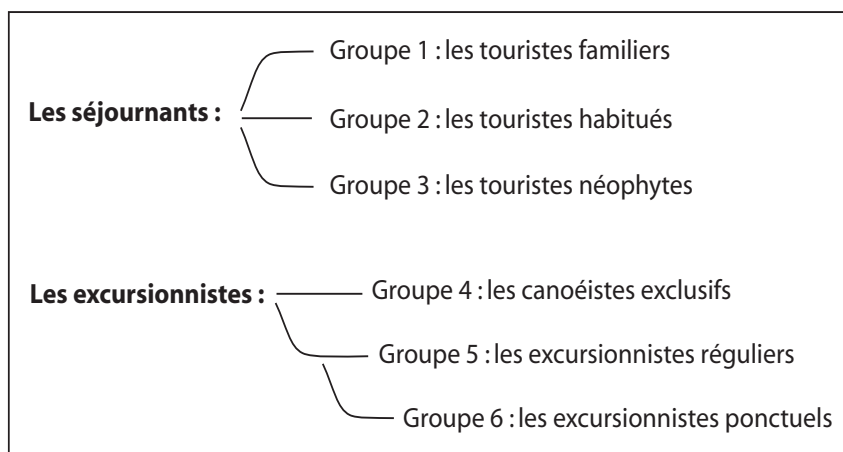
Figure IV.4 : Identification des différentes catégories de touristes

L'identification de ces six groupes résulte d'opérations dites de « classification ascendante hiérarchique ». La classification est une méthode de regroupement des individus selon leurs ressemblances. L'objet de la méthode de classification ascendante hiérarchique est de rechercher à chaque étape les deux classes les plus proches, on les fusionne, on continue jusqu'à qu'il n'y ait qu'une classe. Elle consiste à fournir un ensemble de partitions plus ou moins fines obtenues par regroupements successifs de parties.

Le nombre de groupes n'est pas fixé a priori : cette opération propose plusieurs types de regroupements selon que l'on considère 2, 3, 4, (x) groupes. Seule une analyse en parallèle des caractéristiques des individus permet de définir quelle est la classification appropriée et le nombre de groupes à considérer. Ce nombre de groupe identifié, il s'agit alors de relever les caractéristiques des individus constitutifs de ces derniers.

Figure IV.5 : Présentation succincte des six groupes de touristes identifiés

Ces groupes s'organisent autour d'une subdivision entre les séjournants et les excursionnistes, les principales variables discriminantes apparaissant comme la durée du séjour et le nombre de séjours.



En vue d'affiner notre approche, les caractéristiques des individus composant ces 6 groupes (cf. figure IV.5) ont été étudiées et ce, dans une double perspective : 1/ une approche statistique avec une présentation des tableaux à plat effectués sur les variables retenues pour l'ACM ; cette approche permet de cerner plus finement quels sont les profils de ces différents groupes d'individus ; 2/ une approche qualitative avec une analyse de contenu portant sur les réponses ouvertes des individus interrogés. Cette analyse de contenu donne ainsi à voir les associations du registre des pratiques touristiques et de celui des perceptions patrimoine/ tourisme. *In fine*, ce pan de l'analyse alimente notre réflexion sur la perception des relations patrimoine/ tourisme et territoire, donnant à voir des variations, voire des gradations selon les groupes de touristes et les territorialités identifiées.

3. 2. L'analyse de contenu au service de la territorialité

Cette analyse des groupes ainsi constitués s'organise autour de deux objectifs complémentaires : il s'agit à la fois de caractériser ces différents ensembles compte tenu de leurs pratiques touristiques (approche quantitative) mais aussi de s'interroger sur leur système de représentation, afin d'affiner les modalités structurantes de leur territorialité (approche qualitative). Si le premier objectif ne soulève pas de difficultés particulières, le second nécessite de faire appel à une technique de traitement spécifique : l'analyse de contenu.

3. 2. 1. Précisons méthodologiques et analyse de contenu

Particulièrement adaptée pour mesurer et analyser des systèmes de valeurs, de représentations, l'analyse de contenu est largement employée dans l'étude des entretiens semi-directifs ou des questions ouvertes lors de questionnaire (Bardin L., 2003). Dans cette perspective, et ce depuis les années 1970 et le développement des analyses factorielles dans le champ de la psychologie puis de la sociologie, l'analyse factorielle en composantes multiples (ACM) est l'une des méthodes les plus utilisées pour rendre compte de l'association de variables qualitatives. L'ensemble des travaux de J.-P. Benzécri et de ses collaborateurs illustrent largement l'intérêt d'avoir recours aux ACM dans le champ des sciences sociales : les feuillets du petit journal de 1890 à 1894 : contenu de présentations et typologie des personnages (Steinberg H., Lazare M., 1981) ; les professions de foi des députés élus en 1881 (Prost A., 1973).

En calculant la proximité des mots employés dans les unités de découpages, ces ACM (qualifiées de « lexicales » en vue des les distinguer de l'ACM générale aboutissant à une typologie

en six groupes) donnent ainsi à voir la proximité des termes employés. Cette observation des cooccurrences dessine les champs lexicaux des variables pour lesquelles des extraits de texte significatifs ont été sélectionnés : 1/ les motivations à venir en Ardèche, 2/ la perception des gorges de l'Ardèche, 3/ la définition du patrimoine, 4/ l'appréhension des relations patrimoine/ tourisme.

Autour de ces quatre entrées, l'éloignement et/ ou la proximité des termes sur la figure est fonction de l'éloignement ou de la proximité de ces mêmes termes dans l'unité de référence. Cette technique appliquée aux différents corpus élaborés rend ainsi compte de la situation des termes du lexique dans leur contexte : l'analyse des facteurs (axe par axe), puis l'interprétation des cooccurrences donnent à voir les schèmes perceptifs des individus interrogés.

En vue de procéder à cette analyse, la question de l'unité de référence doit être éclairée. Plusieurs traitements ont été effectués en s'appuyant sur différentes unités de référence :

1/ l'ensemble des phrases produites par chaque individu (autrement dit, les réponses ouvertes sélectionnées lors de la phase initiale de codage par individu) ;

2/ l'ensemble des réponses ouvertes par groupe identifié, en respectant la répartition « motivations à venir en Ardèche », « perceptions de l'Ardèche », « définition du patrimoine », « relations patrimoine/ tourisme ». Autrement dit, pour chaque groupe de touristes, on considère chacune de ces 4 variables pour lesquelles on regroupe les extraits de texte des individus constitutifs de ce groupe (exemple : groupe 1, pour la variable « motivations à venir en Ardèche », sont mis bout à bout l'extrait de texte de l'individu a, de l'individu b, etc., la même démarche étant appliquée pour les trois autres variables).

Ces deux traitements mettent en avant des résultats distincts. Les ACM, considérant comme unité de référence le discours de chaque individu, restent difficilement interprétables. En effet, ces individus ont été regroupés selon une typologie s'appuyant sur leurs similitudes. De ce fait, ils présentent un discours relativement homogène où les axes factoriels peinent à mettre en évidence des discriminations intéressantes. A l'inverse, les ACM réalisées sur l'ensemble du discours produits par les individus de chaque groupe produisent des figures pertinentes, analysant l'emploi de mêmes termes en croisant les registres des motivations, des perceptions, de la définition du patrimoine et de l'appréhension des relations patrimoine/ tourisme. Au final, ces ACM « lexicales » fonctionnent comme une figure verbale du registre et des associations lexicales des différents groupes touristiques précédemment identifiés. Dès lors, le choix de cette unité de référence permet de visualiser de manière transversale les associations entre ces différents vocables, d'observer ou non des liens entre ces quatre registres (motivations, perception, patrimoine, patrimoine/ tourisme) *via* la mobilisation des mêmes termes.

En vue de définir les modalités (substantifs) sur lesquelles faire porter ces différentes ACM, le protocole suivant a été suivi : considérant le champ lexical de la variable « substantifs lemmatisés¹ » des 120 individus, les termes ont été classés selon leur fréquence d'occurrence (cf. annexe 14, tableau A15). Dans un second temps, l'environnement lexical de chacun de ces termes

¹ Définition de la lemmatisation : « Par nature, les langues comportent de fortes ambiguïtés, et, l'approximation du contenu d'un texte par ses seules formes graphiques élémentaires risque, en négligeant les règles de la syntaxe et l'examen du contexte lexical, de conduire à des contre-sens ou à une absence de clarté des significations exactes véhiculées par les mots. D'où la nécessité impérieuse de se rapprocher encore des conditions normales de lecture par l'étude des unités de signification plus larges et plus complètes (...) En appliquant les règles de la grammaire à la phrase et aux propositions qui la composent, on peut dans la plupart des cas distinguer verbes substantifs et adjectifs et leur substituer leur forme canonique (singulier d'un substantif, infinitif d'un verbe par exemple), mais aussi identifier les mots composés et les locutions. Ce travail exercé sur le texte s'appelle la lemmatisation ».

Corpus et lexique originaux	Corpus et lexique lemmatisés
J'ai aperçu les grands avions que nous avions vus hier avec grand-père	Je apercevoir_v le grand_a avion_n que nous avoir_v voir_v hier_n avec grand_pere_n

a été étudié, afin de s'assurer de la cohérence de l'emploi de ce terme et de l'absence d'ambiguïté. Cette vérification accomplie, les 30 premiers vocables ont été retenus et ont servi de base pour la réalisation de ces ACM dites lexicales. Cette opération a ensuite été reconduite sur les variables « substantifs lemmatisés » des individus constitutifs des six groupes identifiés.

Ambiguïté autour de l'emploi du substantif « air », étude de son environnement lexical

- On a regardé toutes celles sur le guide du routard et celle qui était le mieux vendue dans le guide du routard...d'après la description, **elle avait l'air sympa**...et puis, on a parlé avec des gens qui l'avaient faite et qui nous on dit que c'était super beau.
- On a eu chaud, j'ai acheté un ventilateur...ah mon ventilateur, j'y tiens... Parce qu'on était tellement **étouffé par le manque d'air**... Nous, on a pas ça là où on habite, on a toujours bon frais la nuit... Alors ici, ça m'a surpris, **ça m'étouffe un peu l'air**...
- Mais bon maintenant, il y a des occupations, il vient un peu moins souvent...sa compagne est **hôtesse de l'air**...elle voyage beaucoup...
- A moins que ce soit une toute petite grotte, mais la plupart du temps, les volumes sont assez grands, donc, **en terme de modification de l'air** ou ce genre de choses, et l'impact que ça peut avoir après sur les concrétions, sur l'humidité de la grotte, sur l'évolution que la grotte aurait eue sans la présence d'humains.
- Je ne sais pas... **changer d'air**... Comme là, après, on va aller sur la Côte d'Azur, ensuite, on va à Perpignan... donc, pourquoi, pour voir plusieurs paysages.

Extraits des entretiens réalisés auprès des 120 touristes, août 2004.

Au final, il apparaît que ce terme « air » recoupe des réalités qui sont très différentes les unes des autres ; il ne peut de ce fait, être retenu pour dresser une ACM.

La lecture et l'interprétation de ces figures, associées à l'étude des tableaux de contributions, soulignent des effets de proximité entre les termes employés selon les quatre registres retenus : 1/ motivations à venir en Ardèche, 2/ perception des gorges de l'Ardèche, 3/ définition du patrimoine, 4/ appréhension des relations patrimoine/ tourisme. Les ACM lexicales donnent ainsi à voir, selon ces quatre registres, la proximité entre les termes les plus fortement usités.

Cette démarche permet de qualifier les axes majeurs selon lesquels s'organisent le discours des touristes interrogés, mettant en perspective les termes du champ lexical des pratiques touristiques (lequel regroupe les variables « motivations à venir en Ardèche » et « perception des gorges ») et celui des relations patrimoine/ tourisme (lequel regroupe la « définition du patrimoine » et « l'appréhension des relations patrimoine/ tourisme »).

L'enjeu de l'analyse réside alors dans l'interprétation des oppositions mises en relief. Pour autant, l'interprétation qui peut être faite de ces différentes figures proposées par les ACM lexicales doit être considérée avec prudence. En effet, le sens des relations établies entre ces différents vocables est parfois difficile à interpréter. Un retour au texte est alors nécessaire afin de s'assurer de la validité des interprétations formulées.

Il n'y a dès lors plus d'ambiguïté possible entre avions/ aéronefs qui apparaît après lemmatisation doté d'un " n " pour nom commun et avions/ avoir clairement identifié en tant que verbe " v " » (Gavard-Perret M.-L., Moscarola J., 1998, p. 12).

Les bénéfices de ces opérations sont multiples. Par rapport aux traitements sur les formes graphiques brutes, la lemmatisation permet de retrouver certains mots comme les substantifs « être », « avoir », « avions »... dont les occurrences sont habituellement noyées dans la diversité des formes verbales homographes.

3. 2. 2. *Approche générale : analyse de contenu sur les réponses ouvertes du corpus « 120 entretiens codés ».*

En vue de pouvoir comparer les ACM lexicales conduites à l'échelle des différents groupes identifiés lors de la phase de classification, une première ACM a été réalisée à l'échelle des 120 individus interrogés ; celle-ci permet alors d'observer la structure générale de ces associations lexicales. Cette première figure sert alors de point de référence pour comparer les ACM « lexicales » effectuées par la suite pour chacun des six groupes identifiés par rapport à la teneur de ce corpus « 120 entretiens codés ».

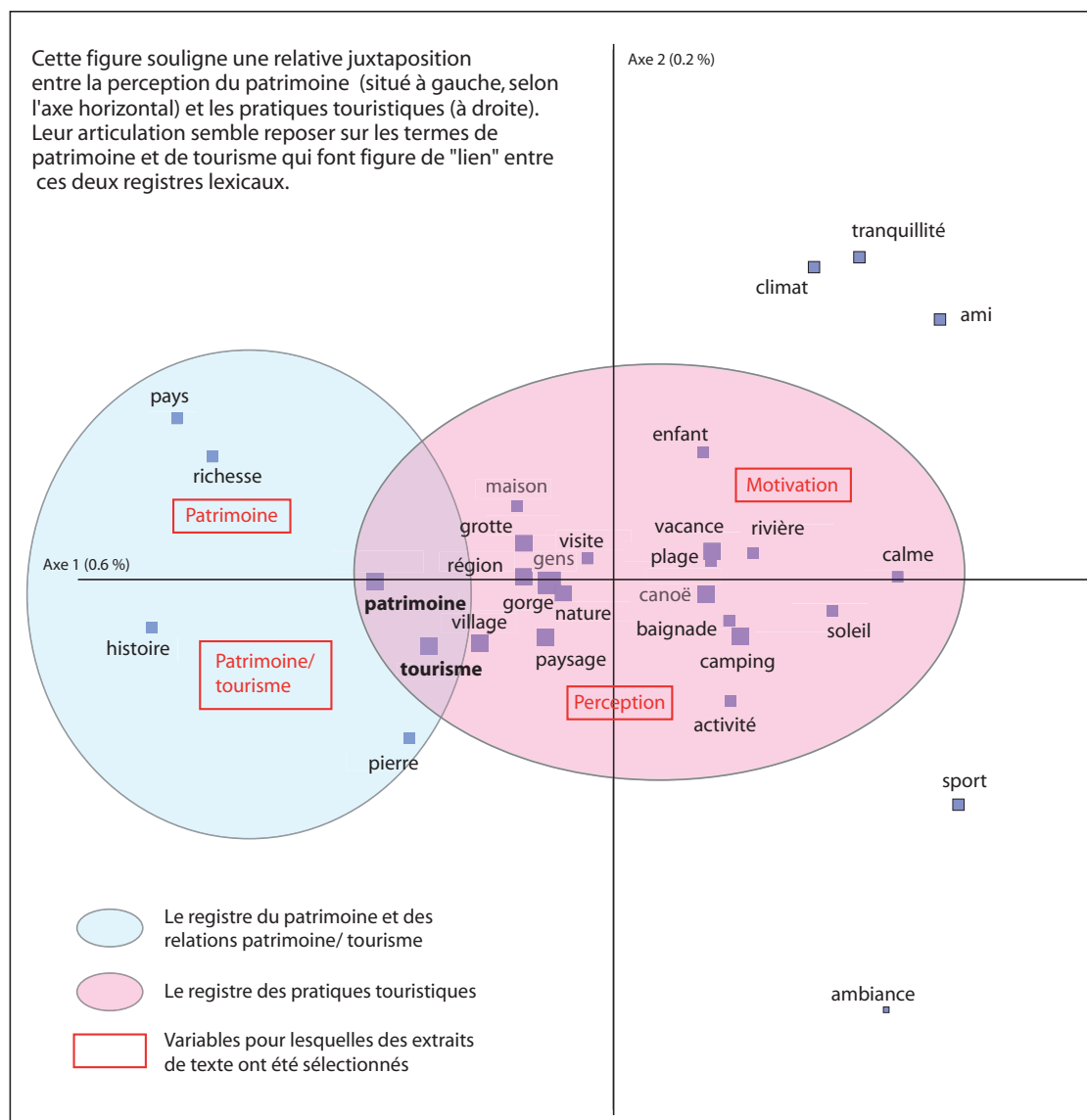


Figure IV.6 : Analyse en composantes multiples : visualisation des trente substantifs les plus employés dans le discours des 120 touristes interrogés (commentaire dans le texte)

Cette figure montre les positions des 30 modalités sélectionnées. Sa lecture, complétée par celle du tableau des contributions (cf. annexe 14, tableau A16), peut conduire à l'analyse de contenu suivante :

Interprétation des facteurs, axe par axe :

- En concentrant l'interprétation sur les axes de la figure, on observe essentiellement une répartition le long de l'axe factoriel horizontal, lequel met en opposition relative le lexique

afférent au patrimoine et celui renvoyant à l'espace vacancier immédiat du touriste. Quant à l'axe vertical, porté par quelques valeurs extrêmes, il est difficilement interprétable.

- Les chiffres exprimés pour chacun de ces deux axes renvoient au pourcentage d'inertie de chaque facteur, « soit le rapport entre l'inertie associée au facteur et l'inertie totale du nuage étudié » (Escofier B., 1990, pp. 222-223). Généralement, il est utilisé pour mesurer l'importance relative du facteur dans l'explication de la dispersion des individus. Néanmoins, dans le cas spécifique des ACM, et d'autant plus lorsque les variables possèdent un grand nombre de modalités comme c'est présentement le cas, les pourcentages d'inertie associés aux premiers facteurs sont très faibles et ont, de ce fait, peu d'influence sur l'interprétation d'une ACM (Escofier B., 1990, p. 232).

Interprétation par plan :

- En concentrant l'attention sur la proximité des variables, deux principaux thèmes peuvent être identifiés :

1/ les pratiques touristiques qui s'organisent essentiellement autour des composantes « rivière, plage, canoë, baignade – soleil - gorge, paysage, nature – enfant, ami » (partie centre-droit de la figure). On retrouve les thèmes forts autour desquels s'organise l'image touristique des gorges de l'Ardèche : le soleil, les activités liées à la baignade, les paysages des gorges.

Ce premier thème met en avant une sub-division entre deux sous-ensembles :

- Le premier, à droite de la figure, renvoie de manière forte au contexte des vacances en général, sans faire référence à un ancrage spatial particulier. Ces mêmes associations de mots « enfant, vacances, plage, canoë, camping, soleil » pourraient se retrouver aussi bien auprès de touristes séjournant dans les gorges du Verdon et même en bord de mer.
- Le second regroupement, au centre de la figure, précise cet ancrage spatial : une région où le ressort touristique naturel semble jouer un rôle majeur, avec le paysage spécifique des gorges et des grottes, etc.

2/ le volet patrimonial (à gauche) : après une première lecture, ce registre se démarque de l'environnement immédiat du touriste. Le patrimoine se définit comme ce qui fait la richesse d'un pays, principalement dans une dimension historique et anthropique : « *Pour moi, le patrimoine français, c'est tout ce qui a appartenu à l'histoire. Moi ce que j'aime bien, c'est tout ce qui est pierre...tout ce qui dégage une âme...* » (Individu n°15).

De manière plus attentive, cette première approche fait néanmoins apparaître des relations entre les pratiques touristiques et le registre du patrimoine. Cela est particulièrement visible lorsque l'on observe les positions relatives des termes de patrimoine et de tourisme, à la croisée de ces deux champs lexicaux : « *Pour nous, les vacances, c'est pouvoir profiter d'un environnement naturel, humain et culturel qui nous enrichit. C'est l'occasion pour nous de vivre dans un environnement différent qui nous apporte un certain plaisir par le climat, par les baignades, et découverte de ce qui fait une région. Dans les vacances, il y a le côté repos mais aussi l'aspect découverte et enrichissement, entre guillemets, un enrichissement intellectuel* » (Individu n°77).

Par rapport à cette ACM lexicale référentielle, il est alors intéressant d'observer dans quelle mesure on observe des registres sémantiques spécifiques (ou non) aux différents groupes de touristes identifiés.

Un premier traitement a été effectué de manière à identifier les vocables invariants dans les corpus des 120 touristes et des 6 groupes de touristes identifiés. Considérant un même ensemble de mots, les ACM réalisées sur les différents corpus permettent ainsi de comparer l'association de mêmes vocables et de s'interroger en terme d'écart au groupe initial des 120 touristes. Néanmoins, ce traitement a rapidement exposé ses limites. En effet, partant de cette première liste de 30 substantifs sur le corpus des 120 touristes, 15 d'entre eux disparaissent lorsque l'on met cette première liste en perspective avec les corpus des 6 groupes issus de la typologie. Au final, ces ACM ayant comme objectif de mesurer des écarts au schéma initial ne reposent plus que sur 15 vocables, ce qui est relativement peu. Par ailleurs, si ces vocables sont signifiants au regard des registres de certains groupes, ils le sont beaucoup moins pour d'autres et présentent des faiblesses d'occurrences qui faussent la réalisation des ACM. En outre, en fermant notre étude sur un même ensemble de mots, on perd la spécificité lexicale des six groupes identifiés, et par là même, ce qui fait leur originalité. Au regard de ces premiers résultats peu significatifs, il a ainsi été décidé de faire porter ces différentes ACM « lexicales » sur les 30 premiers vocables significatifs pour chacun des six corpus et non sur un même ensemble de mots.

Deux configurations apparaissent alors : 1/ ces termes majeurs ne varient pas d'un groupe à l'autre mais ce sont les systèmes d'association qui présentent des dissemblances ; 2/ des variations sont enregistrées au niveau même des termes employés, faisant ainsi apparaître des registres avec des champs lexicaux distincts.

3. 3. Caractéristiques des six groupes identifiés

3 .3. 1. Groupe 1 : les touristes familiers

41 individus (le détail des caractéristiques de ces individus figure en annexe 15)

Ces individus ont essentiellement été interrogés dans des campings. En vacances en famille (près de 44 %), ils se caractérisent par une fréquence assez élevée de séjours en Ardèche (37 % entre 2 et 4 séjours, 32 % entre 5 et 20 séjours). La durée totale de leur séjour varie entre une semaine et plus de deux semaines ; celui s'effectue aux abords des gorges, essentiellement à l'entrée des gorges de l'Ardèche, soit sur les communes de Vallon-Pont-d'Arc, Salavas ou encore Ruoms. Après la motivation transversale majeure à venir en Ardèche « environnement agréable » (que l'on retrouve au niveau des six groupes identifiés), ils viennent par habitude (73 % des individus interrogés), ou pour des activités liées à la ressource en eau (59 %).

Les motivations à venir en Ardèche des touristes familiers

« Au départ, on venait pour découvrir l'Ardèche et puis maintenant, c'est plus pour le **calme**, la **tranquillité**, **surtout par habitude** ».

« C'est surtout la question de la **nature sauvage du lieu**, des paysages, et puis, on est surtout venu ici pour **les gorges**, **la tranquillité**, **la baignade**, **le soleil** ».

En ce qui concerne leurs activités touristiques, une concordance s'observe entre leurs motivations et ces dernières : environ 80 % de ces individus déclarent comme activités touristiques la baignade et le repos.

Ils définissent le patrimoine, dans des proportions relativement similaires, comme étant la spécificité d'une région (près de 88 %), quelque chose ayant un caractère grandiose, d'unicité (près de 78 %), la notion de transmettre (près de 78 %), selon une approche culturelle et historique (près de 68 %).

*La définition du patrimoine d'après les touristes familiers**La spécificité d'une région*

« Ce sont des sites **qu'on n'a pas chez nous**. Les gorges, le pont d'arc, ce sont des sites qu'on n'a pas dans le Nord. **Chaque région a son patrimoine** ».

« Nous, on vient du Nord et quand on parle de l'Ardèche, eh bien, c'est le Pont d'Arc. C'est **comme un symbole, c'est ce qui est spécifique à la région**. Le patrimoine, c'est ce qui **caractérise une région** ».

Un caractère de grandiose, d'unicité

« C'est vraiment d'une **beauté insolente, c'est magique les gorges de l'Ardèche**. C'est vraiment **quelque chose à préserver**. Cette **beauté abrupte**. Ça **reste sauvage** encore ».

« C'est **quelque chose d'important** qu'on **doit préserver**, parce que **c'est grand, c'est joli, c'est unique** ».

La notion de transmettre

« L'arche du Pont d'Arc, ça fait partie du patrimoine de l'Ardèche, **c'est magnifique**, ah oui, les gorges de l'Ardèche, **c'est vraiment unique**. Et puis, **il faut le conserver**, pour que **nos enfants** puissent le voir après nous. Le patrimoine, **cela se transmet**, donc, il faut vraiment le maintenir **pour que les générations futures le voient comme nous** ».

Une approche culturelle et historique

« **Le Pont d'Arc, c'est un site mythique**, on en entend parler de partout, c'est **magnifique, très touristique**. Pour moi, je dirai plus que c'est un site touristique que du patrimoine naturel. **Le patrimoine**, pour moi, **c'est les arènes, le théâtre antique d'Arles, plus des monuments anciens que des paysages**. Ces **sites naturels**, il faut les préserver mais bon, c'est des paysages, **personne n'a rien construit dedans**, on l'a trouvé comme ça, personne a creusé pour faire le Pont d'Arc ».

En ce qui concerne leur perception des relations patrimoine « naturel »/ tourisme, il est intéressant de constater qu'alors même qu'ils qualifient en majorité l'Ardèche d'environnement agréable, ils envisagent le couple patrimoine/ tourisme sous l'angle de relations « destructrices ». 75 % des touristes familiers définissent le couple patrimoine/ tourisme de manière négative.

Le couple patrimoine/ tourisme	Nombre d'observations	Fréquence
Des relations « destructrices »	31	76 %
Un cercle « vertueux »	25	61 %
Le patrimoine sous l'angle de la découverte	14	34 %
Une harmonie à trouver	12	29 %
Sans avis	1	2 %
Total	41	

Tableau IV.5 : La définition des relations patrimoine/ tourisme par les touristes familiers

On retrouve ici un des liens pressentis lors de nos enquêtes de terrain : se basant sur leur connaissance de cette région, laquelle s'appréhende notamment au regard du nombre de séjours effectués en Ardèche, ils semblent définir leur perception des relations patrimoine/ tourisme essentiellement au regard des évolutions ressenties à l'échelle de cette région, s'excluant par là-même de la globalité des touristes : le touriste, la foule, ce sont les autres !

L'approche des relations patrimoine/ tourisme selon les touristes familiers

« Si on prend l'exemple des gorges de l'Ardèche, on a **une exploitation touristique du site naturel**, y'a un peu une **surpopulation** dans cette région, **ils en profitent à fond**. Avant y'avait **un peu moins de monde dans l'Ardèche, c'était plus sympa, plus tranquille**. Déjà, on circulait mieux, on était un peu plus détendu autour des sites à voir. Parce que maintenant, rien que sur le Pont, **y'a un monde énorme !** »

Ces premières caractéristiques sont appuyées par la réalisation d'une ACM lexicale, laquelle permet : 1/ de mesurer des écarts par rapport à l'ACM référentielle conduite sur les 120 entretiens ; 2/ de visualiser l'organisation des différents champs lexicaux relatifs aux pratiques touristiques et au patrimoine.

Au niveau même des termes retenus et de leur fréquence par unités d'observation, peu de différences apparaissent avec l'ACM référentielle effectuée sur les 120 individus (cf. annexe 16). De manière globale, on retrouve l'essentiel des termes retenus lors de l'analyse référentielle. Cependant, certains termes sont sur-représentés dans le discours du groupe 1, par rapport au discours référentiel. Sont concernés les termes de « camping » (fréquence dans le groupe 1 de 2.27 contre une fréquence référentielle de 1.19), celui de maison (fréquence dans le groupe 1 de 0.44 contre une fréquence référentielle de 0.24), et celui de sport (fréquence dans le groupe 1 de 0.22 contre une fréquence référentielle de 0.11). Certains termes sont, à l'inverse, sous-représentés, comme celui d'histoire (fréquence dans le groupe 1 de 0.14 contre une fréquence référentielle de 0.3).

Ces premières remarques nous permettent d'étoffer notre caractérisation de ce premier groupe : ces individus sont essentiellement des touristes séjournant dans des campings aux environs des gorges de l'Ardèche, ce mode d'hébergement ayant une importance notoire dans leur discours.

Ces caractéristiques se retrouvent à la lecture de l'ACM : globalement, l'ACM des touristes familiers reprend la même organisation que l'ACM lexicale référentielle, toutes deux s'organisant selon une répartition horizontale des pratiques touristiques et du champ lexical relatif au patrimoine. Pour autant, quelques différences s'observent, lesquelles soulignent en retour la spécificité de ce premier groupe.

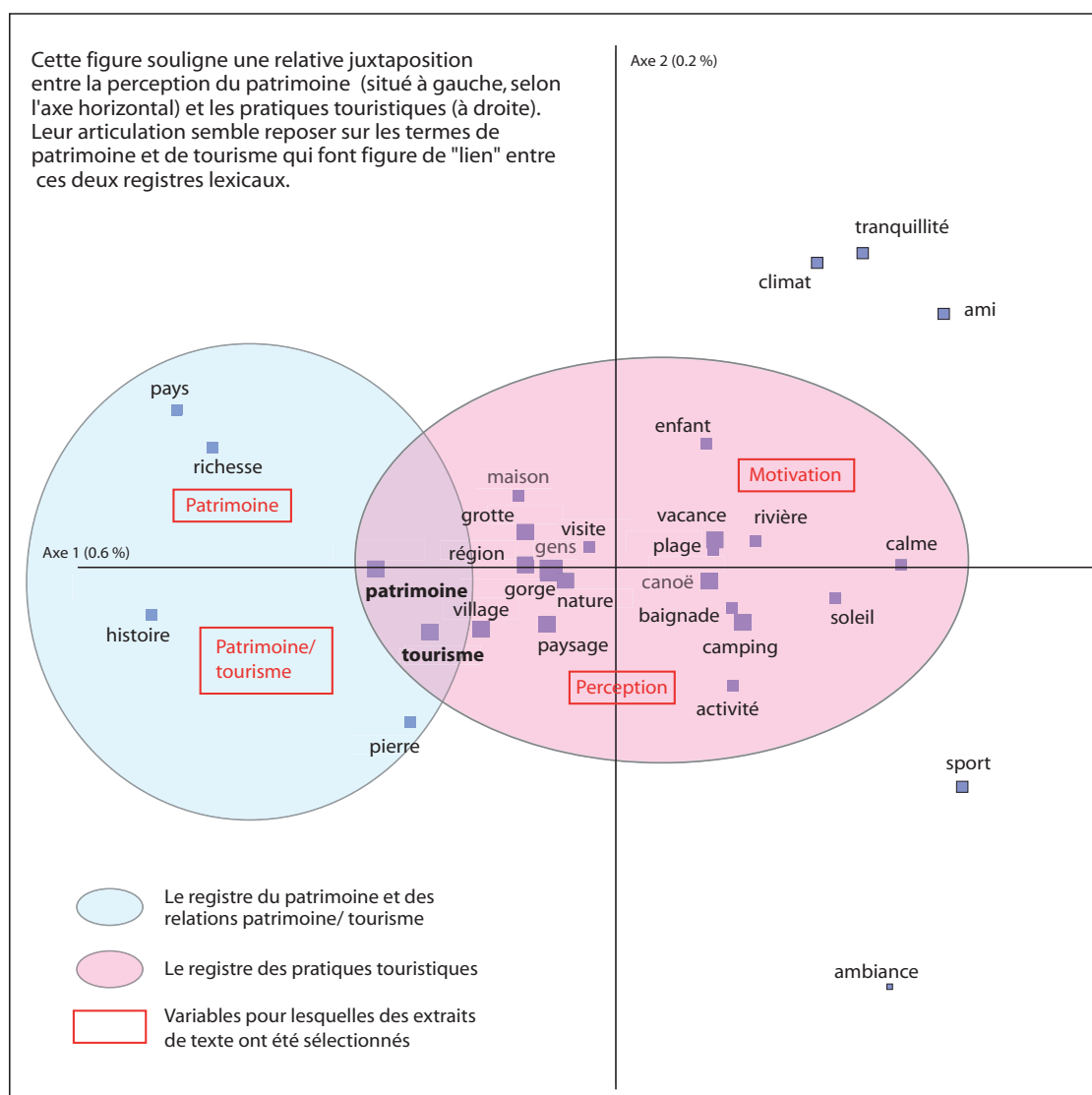


Figure IV.7 : Analyse en composantes multiples : visualisation des trente substantifs les plus employés dans le discours des touristes familiers (groupe 1, 41 individus) (commentaire dans le texte)

Ainsi, l'ACM lexicale des substantifs employés par les touristes familiers fait ressortir une nette dissociation entre le registre des pratiques touristiques et celui du patrimoine. Cette configuration renvoie aux caractéristiques de ces touristes familiers : ces derniers viennent depuis plusieurs années séjourner dans les gorges de l'Ardèche ; ayant parcouru l'ensemble de la région, ils organisent leurs activités essentiellement autour de celles proposées par le camping ou à proximité immédiate de ce dernier, avec comme objectif premier la détente.

Les activités touristiques des touristes familiers

« Nous, on a surtout visité les premières années. Pour moi, aujourd'hui, le patrimoine de l'Ardèche, c'est avant tout le terrain de pétanque, le bar et la caravane, le triangle des Bermudes quelque part. Après, on va dans des voyages organisés, justement, pour découvrir ce qui fait l'histoire de certaines régions. Mais c'est vrai qu'ici, **on a tout vu, donc, on vient essentiellement pour se reposer** ».

De ce fait, le registre du patrimoine, une nouvelle fois défini comme étant ce qui fait la spécificité d'un pays, semble être relativement déconnecté de celui des pratiques touristiques, l'un et l'autre s'organisant de manière indépendante. Venant depuis plusieurs années dans les gorges de l'Ardèche, les touristes familiers ont eu l'occasion de découvrir les spécificités de cette région lors de leurs premiers séjours ; leurs pratiques touristiques actuelles ne s'organisent plus autour d'une logique de découverte mais de repos. La découverte du patrimoine apparaît dès lors comme un préalable à l'appropriation de l'espace vacancier.

Dans le même temps, cette déconnexion des pratiques touristiques et du registre patrimonial se double d'une approche spatialisée des relations patrimoine/ tourisme (cf. encadré « *L'approche des relations patrimoine/ tourisme selon les touristes familiers* » et tableau IV.5, page 311). Les touristes familiers définissent les relations patrimoine/ tourisme en fonction de leur expérience vécue des gorges de l'Ardèche, laquelle, dans le cas présent, est définie de manière négative.

A notre sens, cette appréciation négative marque également un processus d'appropriation. La répétition de séjours vacanciers dans les gorges de l'Ardèche se traduit par l'instauration d'une proximité, d'un lien de familiarité, lequel conduit en retour à un processus d'auto-exclusion par rapport à la globalité des touristes séjournant dans les gorges. Cette définition spatialisée et négative des gorges de l'Ardèche souligne ce degré de familiarité et ce processus d'adhésion, d'assimilation à l'espace touristique des gorges de l'Ardèche, lequel revêt alors une dimension territoriale.

Ainsi, cette analyse des caractéristiques des touristes familiers souligne trois éléments clefs dans la compréhension des processus d'appropriation liant ce type de touriste avec l'espace vacancier :

1/ la répétition des séjours dans un espace donné se traduit, à terme, par une déconnexion des pratiques touristiques et de la définition du patrimoine, l'objet patrimonial s'inscrivant dans le domaine de « ce que l'on connaît » et non plus dans celui « à découvrir » ;

2/ cette appropriation du patrimoine amène une spatialisation de la perception du couple patrimoine/ tourisme ;

3/ dans le même temps, le phénomène de répétition des séjours touristiques active le processus d'appropriation, lequel se traduit par une auto-exclusion des touristes familiers de la globalité des touristes. Cette répétition des séjours, associés à leur connaissance des gorges, les conduit à se percevoir comme des familiers, voire, pour certains, comme des locaux ! « *Moi, je viens depuis 35 ans dans les gorges de l'Ardèche et aux gens qui me demandent pourquoi je ne pars pas ailleurs en vacances, je leur réponds : « Ardéchois cœur fidèle » !* » (Individu 14).

3. 3. 2. Groupe 2 : les touristes habitués

25 individus (le détail des caractéristiques de ces individus figure en annexe 17)

Interrogés principalement aux abords de grottes touristiques (52 % contre 32 % dans des campings), la majorité d'entre eux ont déjà effectué des séjours dans les gorges de l'Ardèche (entre 2 et 4 séjours : 52 %). Cependant, comparativement aux « touristes familiers », on note davantage de « premier séjour » (40 %). En vacances en famille (60 %), ils séjournent aux abords des gorges (96 %), essentiellement en camping (76 %) à l'entrée des gorges de l'Ardèche (48 %). Leurs motivations premières pour venir en Ardèche sont la qualité de l'environnement, variable regroupant à la fois les modalités initiales « calme, tranquillité », « le climat », « beauté du cadre, environnement », « en opposition à la Côte d'Azur ».

Les motivations à venir en Ardèche des touristes habitués

« J'avais envie de pouvoir **allier** des activités comme la **baignade** à une **nature verte** où **il n'y a pas la foule que l'on peut trouver sur la Côte d'Azur** ».

« C'est essentiellement pour le **temps** que l'on revient en Ardèche, parce qu'on sait qu'on va trouver le **beau temps, la chaleur, et puis, les cigales** ! On a le même soleil que sur la **Côte d'Azur** mais il y a **moins de monde**. Ici, **c'est calme**, on peut vraiment **se reposer, relâcher toute la pression accumulée au cours de l'année** ».

Ce groupe associant des touristes ayant effectué quelques séjours et d'autres venant pour la première fois, on retrouve, dans une proportion légèrement plus marquée que précédemment, la variable « découverte d'une nouvelle région » : dans la hiérarchisation des éléments ayant motivé la venue en Ardèche, cette variable apparaît en troisième position contre la quatrième pour le groupe des touristes familiers.

Ces différences appellent une différenciation au niveau des activités pratiquées : la baignade et le repos occupent toujours une place importante mais dans une proportion moindre (76 % contre 83 % pour les touristes familiers). Par ailleurs, les activités s'organisant autour de la visite de sites touristiques sont plus marquées : 68 % d'entre eux déclarent avoir visité une grotte touristique, 52 % des vieux villages aux alentours des gorges et 44 % des sites naturels.

Les activités touristiques des touristes habitués

« Je pense qu'on va **visiter des grottes, faire du canoë** sur une demi-journée, visiter les **sites aux alentours. Allier découvertes culturelles et les activités sportives** pour les enfants. Quelque part, c'est **profiter d'un moment de vacances pour faire des choses qu'on n'a pas le temps de faire le reste de l'année**, comme visiter des grottes ».

Leur approche du patrimoine varie légèrement de celle observée pour le groupe des touristes familiers. La principale modalité apparaît toujours comme étant « la spécificité d'une région » (100 % des individus interrogés). En revanche, lorsque l'on considère l'ordre des modalités suivantes, il est intéressant de constater une nouvelle organisation des seconds critères de définition. Un lien apparaît ici entre les motivations à venir en Ardèche et la définition du patrimoine.

Qu'est-ce que le patrimoine ?	Nbre d'observations	Fréquence
La spécificité d'une région	36	88 %
Caractère de grandiose, d'unicité	32	78 %
La notion de transmettre	32	78 %
Approche culturelle et historique	28	68 %
Sans avis	1	2 %
Total	41	

Tableau IV.6 : Définition du patrimoine selon les touristes familiers (groupe 1)

Qu'est-ce que le patrimoine ?	Nbre d'observations	Fréquence
La spécificité d'une région	25	100 %
Approche culturelle et historique	20	80 %
Caractère de grandiose, d'unicité	14	56 %
La notion de transmettre	14	56 %
Sans avis	1	4 %
Total	25	

Tableau IV.7 : Définition du patrimoine selon les touristes habitués (groupe 2)

Ainsi, de manière relative, les touristes habitués définissent plus fortement le patrimoine sous l'angle d'une approche culturelle et historique. Cette définition est en adéquation avec leurs motivations, à savoir « pour découvrir une nouvelle région ».

Cette tendance se retrouve lorsque l'on observe leur perception des relations patrimoine/ tourisme. Ces relations sont alors principalement envisagées sous l'angle de la découverte.

Le couple patrimoine/ tourisme	Nombre d'observations	Fréquence
Le patrimoine sous l'angle de la découverte	25	100 %
Un cercle « vertueux »	11	44 %
Des relations « destructrices »	7	28 %
Une harmonie à trouver	4	16 %
Sans avis	0	0 %
Total	25	

Tableau IV.8 : La définition des relations patrimoine/ tourisme selon les touristes habitués (groupe 2)

Approche des relations patrimoine/ tourisme selon les touristes habitués
 « Le **patrimoine d'une région**, c'est un peu ce que le **touriste cherche à découvrir pendant ses vacances** ».
 « Pour moi, **faire du tourisme**, c'est une **bonne occasion de découvrir le patrimoine d'une région** ».

Dès lors, les touristes habitués se distinguent des touristes familiers essentiellement sur les critères suivants :

1/ fréquence des séjours en Ardèche (entre 1 et 4 séjours, contre plus de 4 séjours pour les familiers) ;

2/ les motivations à venir en Ardèche avec une proportion plus forte d'individus venus « pour découvrir une nouvelle région »,

3/ des activités touristiques qui sont davantage diversifiées (visite de sites touristiques contre la baignade et le repos pour les touristes familiers),

4/ une définition du patrimoine et des relations patrimoine/ tourisme en concordance avec cette envie de découverte.

Quant à l'ACM lexicale, si la structure globale s'articule autour des mêmes regroupements que précédemment, un rapprochement s'observe entre les pratiques touristiques et le registre du patrimoine, lequel s'enrichit par ailleurs d'un certain nombre de vocables : église, caractère, culture, autant de nouveaux substantifs venant enrichir le registre du patrimoine (cf. annexe 18).

De manière générale, la mise en perspective des termes retenus pour l'ACM référentielle et pour l'ACM lexicale portant sur le groupe des touristes habitués, laisse apparaître quelques différences significatives. Ainsi, les termes relatifs aux différentes activités touristiques (tel que grotte, canoë) voient leur fréquence légèrement augmenter, le terme même d'« activité » passant d'une fréquence de 0.33 dans le corpus référentiel à celle de 0.6 dans le corpus du groupe 2.

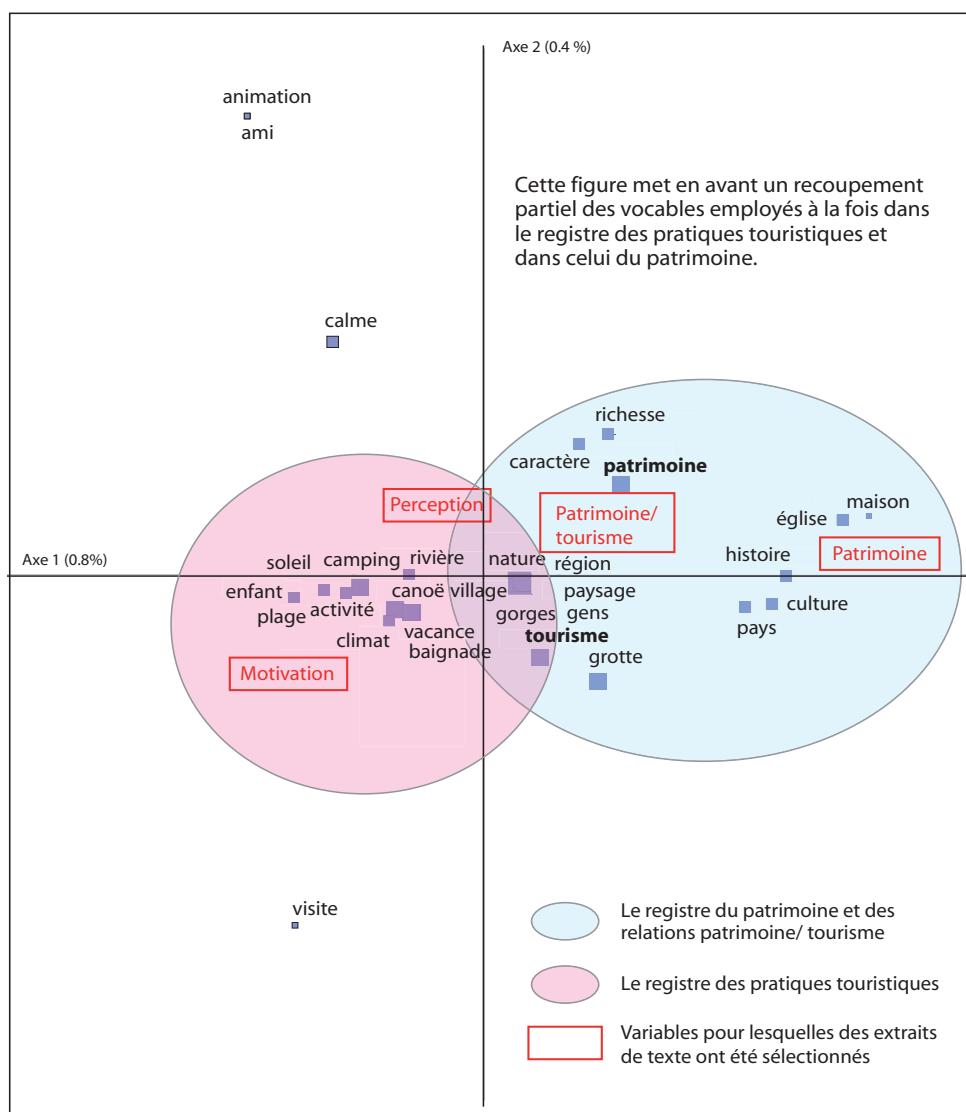


Figure IV.8 : Analyse en composantes multiples : visualisation des trente substantifs les plus employés dans le discours des touristes habitués (groupe 2, 25 individus) (commentaire dans le texte)

Graphiquement, cette augmentation relative des fréquences du vocabulaire lié à des activités touristiques davantage tournées vers la découverte du patrimoine se traduit par une proximité plus marquée entre les pratiques touristiques et le registre du patrimoine.

3. 3. 3. Groupe 3 : les touristes néophytes

27 individus (le détail des caractéristiques de ces individus figure en annexe 19)

Ce troisième groupe présente une gradation des deux groupes présentés précédemment. En ce sens, un des principaux critères qui différencie ce groupe des précédents est la fréquence des séjours en Ardèche. Une forte majorité vient pour la première fois, ce qui n'était pas le cas précédemment (67 %). Alors que les touristes familiers se caractérisent par un nombre de séjours importants dans les gorges de l'Ardèche, les touristes néophytes viennent essentiellement pour la première fois, tandis que les touristes habitués se situent dans cet entre-deux.

Pour la plupart, ces touristes néophytes qui ont été interrogés aux abords de grottes touristiques (63 %), passent essentiellement leurs vacances en famille (56 %), aux alentours des

gorges (96 %), que ce soit à l'entrée des gorges (30 %) ou à proximité (33 %) et pour une durée allant de une à deux semaines. En ce qui concerne le mode d'hébergement et comparativement aux deux premiers groupes identifiés, le camping, s'il reste majoritaire (59%), diminue progressivement au profit des autres types d'hébergement.

Dès lors, si les hypothèses formulées jusqu'ici s'avèrent pertinentes, ce troisième groupe devrait se situer dans un registre fortement marqué par une logique de découverte. Tel semble être le cas : de manière prononcée, les motivations à venir en Ardèche se traduisent par une volonté de découvrir une nouvelle région (près de 55 %), alors que la modalité « par habitude » n'apparaît que dans un second temps. Cette tendance se retrouve lorsque l'on considère le nombre des activités pratiquées (123 citations pour 27 individus, soit une moyenne de 4.55 modalités de réponse par personne, contre 3.34 pour ceux du premier groupe).

Les motivations à venir en Ardèche des touristes néophytes

« C'était l'occasion de **découvrir une nouvelle région**. Le **patrimoine** est **assez riche**, et puis, il y a **un peu de baignade**, c'est assez **diversifié**... ».

Quant à la nature des activités pratiquées, on remarque que celles-ci sont davantage orientées vers la découverte des sites touristiques de la région, ces activités devant, pour la première fois, celles de baignade et de repos.

Les activités touristiques des touristes néophytes

« Parce qu'on **aime bien tout**, y'a **plein de choses**, la **marche**, la **diversité des activités** et puis **le climat, les paysages, la rivière avec l'eau pour les enfants** ».

Dans cette même logique de découverte liée à un premier séjour, le patrimoine se définit par les modalités « spécificité d'une région » (100 %) et « approche culturelle et historique » (82 %) et les relations patrimoine/ tourisme sont également envisagées sous l'angle de la découverte (89 % contre 19 % pour la variable des « relations destructrices »).

La définition du patrimoine par les touristes néophytes

« Pour moi, **le patrimoine c'est ce qui fait bouger le plus le touriste**. C'est **ce qui fait que le touriste va aller dans un endroit plus que dans un autre**. C'est ce qui nous **motive** dans le choix de nos visites, **aller voir ce que l'on n'a pas chez nous, découvrir autre chose** qu'on ne verra pas chez nous ».

Paradoxalement, au niveau de l'analyse lexicale, cette logique de découverte ne ressort que partiellement suite à la mise en perspective de ce nouveau corpus avec les termes du corpus référentiel (cf. annexe 20). Tout au plus peut-on souligner la sous-représentation du terme de camping (fréquence de 0.3 dans ce nouveau corpus contre une fréquence de 1.19 dans le corpus de référence).

Ce premier résultat est cependant nuancé par les résultats de l'ACM, laquelle donne à voir un nouveau positionnement entre le registre des pratiques touristiques et celui lié au patrimoine. Cette nouvelle représentation met ainsi en évidence la gradation enregistrée au niveau de ces trois premiers groupes, à savoir cette tendance à considérer davantage le patrimoine comme un moyen de découvrir la région dans laquelle on séjourne lors d'un premier séjour.

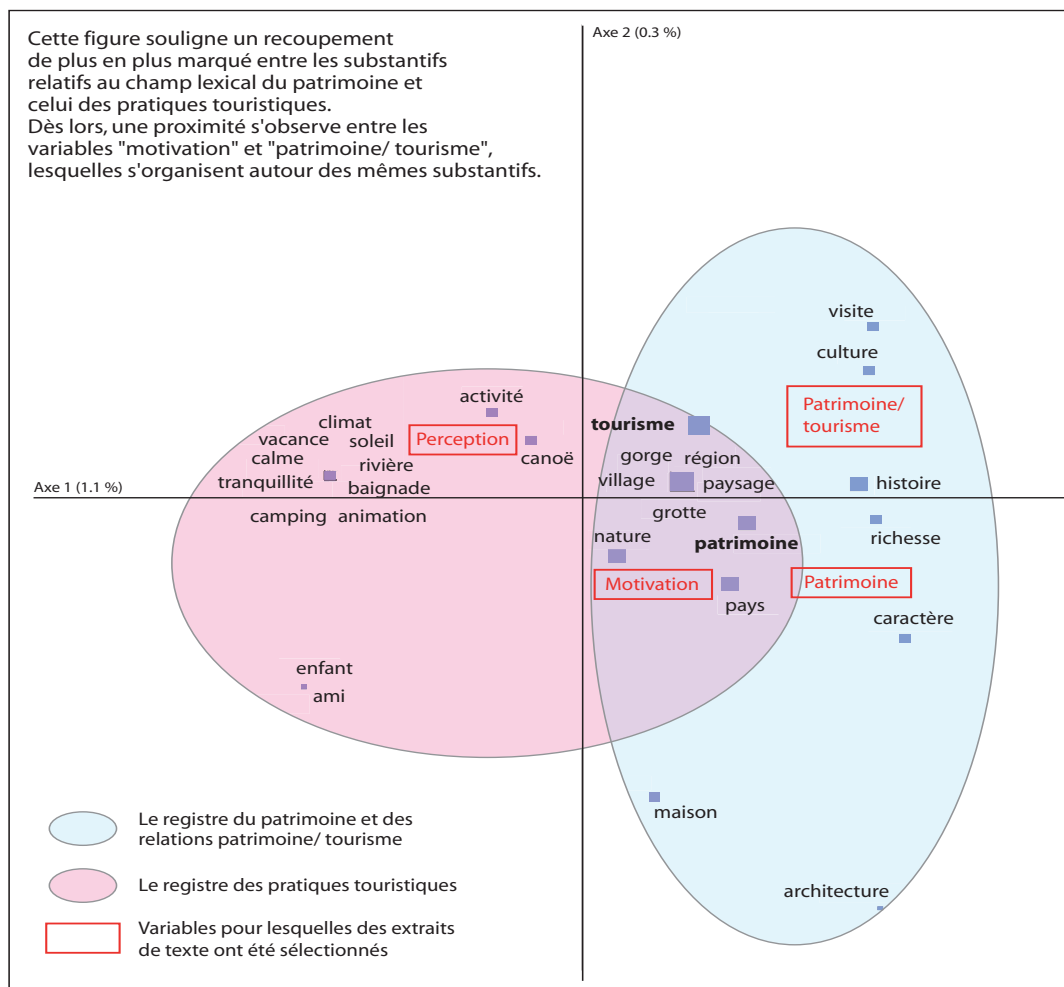


Figure IV.9 : Analyse en composantes multiples : visualisation des trente substantifs les plus employés dans le discours des touristes néophytes (groupe 3, 27 individus) (commentaire dans le texte)

Alors que les deux premiers groupes montraient une distinction relative entre les pratiques touristiques et le registre du patrimoine, cette ACM lexicale montre l'intégration d'une partie du registre des pratiques touristiques à celui du patrimoine, à savoir les vocables renvoyant à la région des gorges. De manière prononcée, le terme de patrimoine est associé au noyau s'articulant autour de « gorge, région, paysage, village, gens, grotte ». Ces associations renvoient ainsi aux résultats observés pour la question des relations entre patrimoine et tourisme où celles-ci sont essentiellement envisagées sous le mode de la découverte, le patrimoine étant un moyen pour le touriste de découvrir la région de ses vacances.

La perception du couple patrimoine/ tourisme des touristes néophytes

« Le moment du tourisme est un moment privilégié où on est censé avoir plus de temps **pour se tourner sur une culture, sur un pays, sur ce qui fait le pays, notre histoire**, etc. Moi, je le vois comme ça, je vois **une façon de découvrir** différemment que dans un cadre de vie où on travaille toute l'année, et où on n'a pas forcément autant de temps pour se déplacer et pour **venir à la rencontre de...** Pour moi, **le tourisme, c'est une façon de découvrir**, parmi d'autres choses bien sûres, parce qu'il n'y a pas que ça... ».

D'un point de vue général, ces trois premières ACM présentent la même organisation, tant au niveau des vocables sur lesquels elles ont été effectuées qu'au niveau des associations linguistiques représentées. Cette relative permanence des termes et de leurs associations respectives fait état d'une gradation entre ces trois groupes, lesquels sont une déclinaison progressive des individus

effectuant un séjour compris entre quelques jours et plusieurs semaines au niveau des gorges de l'Ardèche et de ses environs immédiats. En ce sens, leurs pratiques touristiques s'organisent essentiellement autour du camping et de la plage, d'activités ludiques autour de la ressource en eau. Quant à la définition du pôle patrimonial, celui-ci est essentiellement défini d'un point de vue historique, comme ce qui fait la richesse d'une région et représente un moyen de découvrir, voire de s'approprier l'espace vacancier.

Au-delà de cet aspect général, la mise en perspective de ces trois groupes de touristes séjournants met en avant des jeux interactifs entre des variables-clefs dans les processus d'appropriation de l'espace vacancier (cf. figure IV.10).

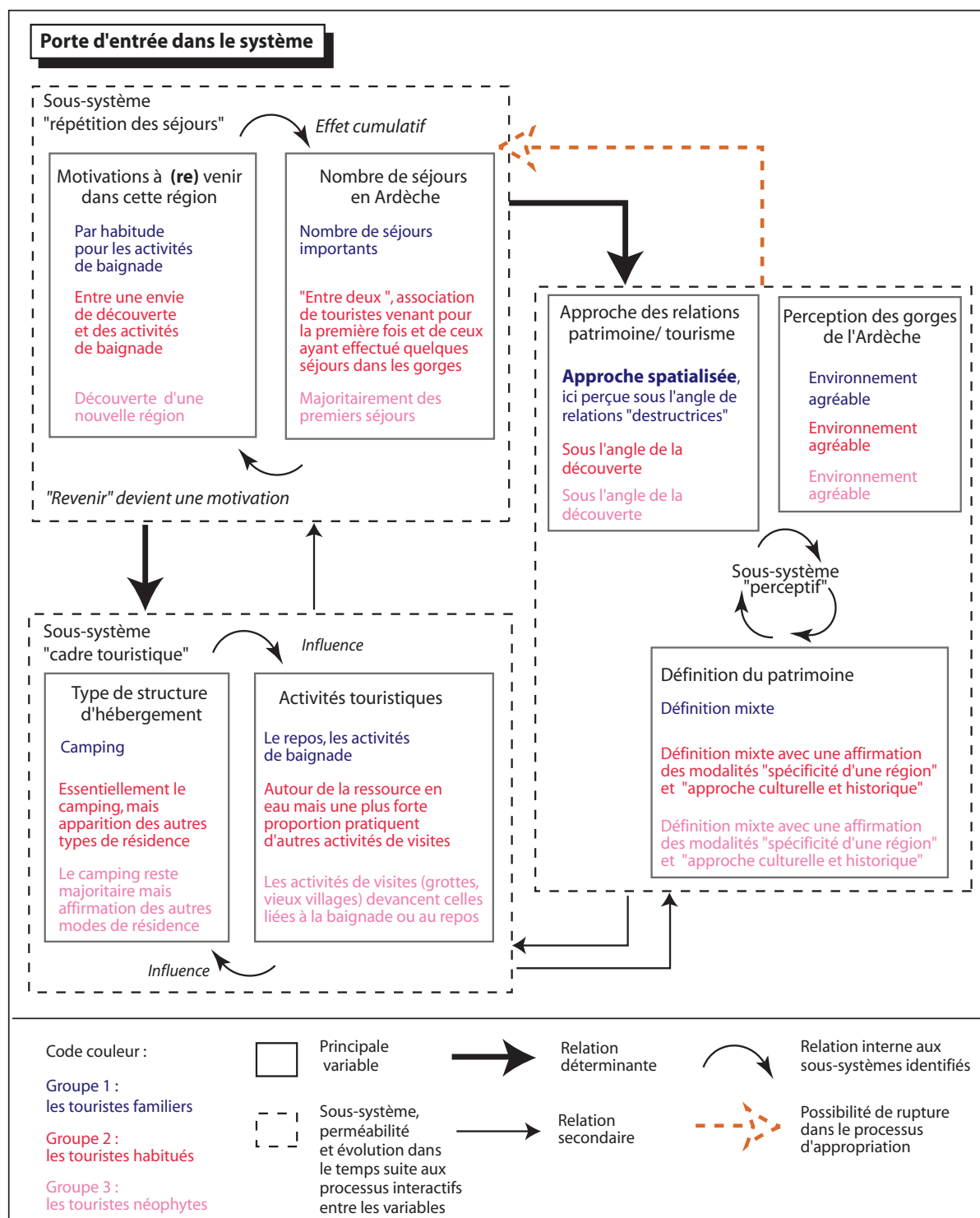


Figure IV.10 : Modélisation des jeux interactifs et des variables ayant une incidence dans les processus d'appropriation liant les touristes à leur environnement vacancier : synthèse des résultats obtenus pour le profil touriste « séjournant » (groupes 1, 2 et 3) (commentaire dans le texte)

Ces variables s'organisent autour de trois principaux pôles, représentés comme des sous-systèmes :

1/ le sous-système « répétition des séjours » mettant en avant les interactions entre les variables « motivations à (re)venir » et « nombre de séjours » ;

2/ le sous-système « cadre touristique » autour des interactions entre les variables « type de structure d'hébergement » et « activités touristiques » ;

3/ le sous-système « perceptif », croisant les variables « perception des gorges de l'Ardèche », « définition du patrimoine » et « approche des relations patrimoine/ tourisme ».

A l'intérieur et au contact de ces sous-systèmes, ces trois premiers groupes de touristes nous ont permis de mettre en avant un certain nombre de relations.

Considérant, le sous-système « répétition des séjours », des concordances, voire une gradation, s'observent entre les motivations à (re)venir et le nombre de séjours : alors que la motivation est axée autour de la découverte d'une nouvelle région lors des premiers séjours, celle-ci se transforme peu à peu en « habitude », au fur et à mesure que le nombre de séjours augmente. De manière cumulative, cette envie de retrouver un cadre familier donne lieu à une augmentation du nombre de séjours.

Au niveau du sous-système « cadre touristique », l'envie de pratiquer certaines activités touristiques participe au choix du type d'hébergement. Dans le même temps, le type d'hébergement offre des activités touristiques recherchées par certains types de touristes. Ainsi, les touristes familiers reviennent avant tout pour retrouver « leur » camping, « leur » emplacement, « leurs » activités en bord de rivière propices au repos.

Des liens très forts apparaissent entre ces deux premiers sous-systèmes, bien que partiellement dissymétriques : pour les trois premiers groupes de touristes identifiés, le sous-système « répétition des séjours » influence de manière directe les variables du « cadre touristique » : le choix de l'hébergement et des activités touristiques dépend directement des motivations à venir dans le Sud-Ardèche, lesquelles sont en interaction avec le nombre de séjours effectués. *A contrario*, le « cadre touristique » influence le sous-système « répétition des séjours » essentiellement pour les touristes familiers, cette tendance étant moins marquée pour les deux autres groupes.

Quant au troisième sous-système dit « perceptif », des concordances s'observent entre la définition du patrimoine et l'approche du couple patrimoine/ tourisme ; cela est particulièrement vrai pour les touristes habitués et les néophytes qui, définissant le patrimoine comme la spécificité d'une région, avec un regard historique et culturel, perçoivent le tourisme comme un moment privilégié pour découvrir une nouvelle région, *via* son patrimoine. En terme de processus d'appropriation, ce sous-système met en évidence un élément essentiel, à savoir une approche spatialisée des relations patrimoine/ tourisme, exprimée par les touristes familiers : leur définition du couple patrimoine/ tourisme repose directement sur l'expérience qu'ils ont pu avoir des gorges lors de leurs séjours vacanciers.

Mise en perspective avec le sous-système « répétition des séjours », cette approche spatialisée prend tout son sens et témoigne d'un processus d'appropriation liant les touristes familiers avec l'espace vacancier. La variable « nombre de séjours » semble jouer un rôle prépondérant dans ce processus d'appropriation, la connaissance que l'on a d'une région étant fonction du nombre de séjours effectués, laquelle connaissance alimente un processus d'appropriation qui s'exprime, à terme, par une approche spatialisée des relations patrimoine/ tourisme (cf. figure IV.11).

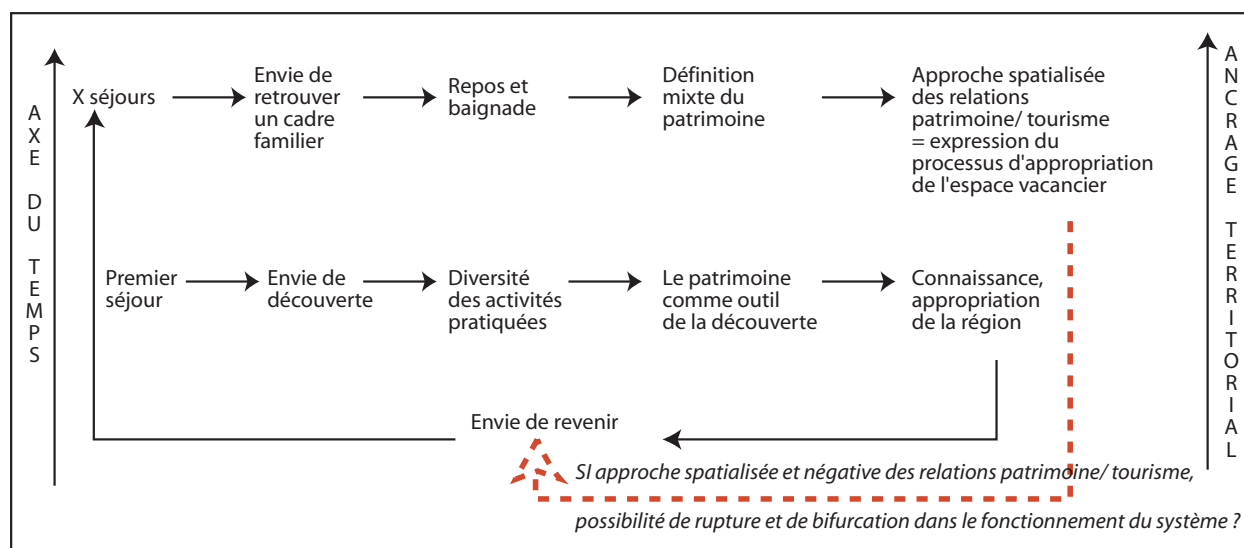


Figure IV.11 : Parcours touristiques : approche dynamique et évolutive des touristes « séjournants » (groupes 1, 2 et 3) (commentaire dans le texte)

Dans le cas précis des touristes familiers, cette approche spatialisée des relations patrimoine/ tourisme se traduit par une appréciation négative, marqué par un discours dépréciatif de ce que sont devenues les gorges de l'Ardèche suite à un développement touristique jugé inapproprié. Ce positionnement dénonçant une fréquentation touristique perçue comme « massive » souligne un second processus : l'auto-exclusion ou encore la désolidarisation des touristes familiers par rapport à la population touristique dans son ensemble (cf. figure IV.11). Ces derniers se comparent à des locaux et mettent en avant leur connaissance des gorges, laquelle passe parfois par une implication dans des associations de protection de l'environnement et/ ou du petit patrimoine.

Se pose alors la question de cette appréciation par la négative des relations patrimoine/ tourisme et des impacts de cette dernière sur le sous-système « répétition des séjours ». En terme de vulnérabilité des flux touristiques, apparaît alors cette notion de seuil, de la limite à partir de laquelle ces touristes disent qu'ils pourraient ne plus revenir (cf. figure IV.11). Autrement dit, à partir de quel moment l'appréciation « négative » des relations patrimoine/ tourisme se traduira-t-elle par une perception négative des gorges de l'Ardèche, amenant le touriste à changer de destination touristique ? Pour autant, cette question de seuil ne s'appréhende pas si facilement. Il est nécessaire de prendre en compte les interactions avec les autres variables, notamment celle des motivations à venir en Ardèche. Les individus constitutifs de ce premier groupe viennent essentiellement « par habitude », une majorité d'entre eux étant motivés pour retrouver un emplacement de camping, des amis, une certaine forme de convivialité. Dans une certaine mesure, cette motivation à retrouver un cadre devenu familier compense cette perception « négative » des relations patrimoine/ tourisme et explique le retour de ce type de touristes.

3. 3. 4. Groupe 4 : les canoéistes exclusifs

9 individus (le détail des caractéristiques de ces individus figure en annexe 21)

Les individus constitutifs de ce quatrième groupe ont essentiellement été interrogés sur l'aire de bivouac de Gournier située à mi-parcours de la descente des gorges de l'Ardèche (89%). Comparativement aux groupes précédemment identifiés, ces derniers, venus entre amis (89 %), reviennent pour effectuer la descente des gorges de l'Ardèche en canoë lors d'un séjour de deux jours (week-end ou en semaine).

Les motivations à venir dans les gorges de l'Ardèche des canoéistes exclusifs

« **Faire la descente des gorges de l'Ardèche, c'est uniquement pour ça qu'on est venu en Ardèche** ».

Etant donné ce temps de séjour relativement court, il est intéressant de constater que comparativement aux groupes précédents, ils sont majoritairement originaires de régions relativement proches des gorges de l'Ardèche, dans un espace temps inférieur à 4 heures de route. La question de la localisation des gorges de l'Ardèche par rapport à leur lieu de résidence occupe ici une position centrale dans le choix de la destination. Cette question de l'accessibilité se retrouve par ailleurs lorsque l'on observe les motivations à venir en Ardèche, où celle-ci se retrouve parmi les modalités les plus importantes (57 %), après « l'environnement » (100 %), « descente en canoë » (100 %) et la modalité « eau, baignade » (89 %).

L'importance de la variable « accessibilité » dans les motivations à venir dans les gorges de l'Ardèche pour les canoéistes exclusifs

« On est **arrivé ce matin, juste pour faire la descente des gorges**. C'est surtout le fait d'être plusieurs pour le faire, on rigole bien, y'a une bonne ambiance. Et puis, le fait d'être dans des gorges, la présence de l'eau, le fait de pouvoir se baigner, et puis, les paysages des gorges. Et puis, **on n'est pas trop loin, en trois heures de route, on est à l'embarcadère. Pour un week-end, c'est pratique** ».

Ce quatrième profil de touristes se situe dans un registre différent des trois autres précédemment identifiés. En ce sens, des variations importantes sont observées en ce qui concerne la définition du patrimoine et l'appréciation des relations patrimoine/ tourisme.

Le patrimoine se définit alors par son « caractère grandiose, d'unicité » (100 % des touristes interrogés) ou encore comme « quelque chose qu'il faut transmettre » (près de 89 %). Des liens apparaissent ici entre l'expérience que ces individus viennent de vivre lors de la descente des gorges de l'Ardèche, leur ressenti, la grandeur des paysages observés et ce changement au niveau de la définition du patrimoine ; ces liens sont confirmés par l'ACM lexicale (cf. figure IV.11 page 321), qui souligne une association entre le registre de la perception des gorges et la définition du patrimoine.

Conformément à cette définition de la valeur patrimoniale, le couple patrimoine/ tourisme se définit comme des relations « destructrices », ces paysages étant perçus comme une création « fragile » du temps qui passe, devant, à ce titre, être protégés contre le développement des infrastructures touristiques.

La définition du patrimoine et des relations patrimoine/ tourisme par les canoéistes exclusifs

« Les **gorges de l'Ardèche**, on peut dire que **c'est du patrimoine, parce qu'il faut en prendre soin**, sinon, cela deviendra horrible. **Il faut les préserver parce que c'est beau** et puis, l'eau, **elle a mis tellement d'années à creuser ces gorges...** Et puis, les gorges, c'est un paysage qui est particulier à cette région. C'est comme un beau monument sauf que c'est fait par la nature. Ça a une histoire, quelque part, **c'est le temps qui passe**. Il faut les **préserver pour que plus tard on puisse encore en profiter** ».

En terme d'analyse de contenu, ce quatrième groupe se distingue de manière assez marquée des trois groupes précédemment identifiés, tant au niveau des vocables employés que des associations mises en évidence lors de l'ACM lexicale. Des écarts relativement importants s'observent entre le registre lexical de ce nouveau groupe et celui de l'analyse référentielle (cf. annexe 22). Les termes renvoyant au registre des gorges, de la nature sont sur-représentés alors

que ceux relatifs aux autres composantes des pratiques touristiques s'effacent : village, grotte, activités, maison, pays, plage, etc. laissant apparaître un certain nombre de termes spécifiques à la pratique du canoë-kayak (bivouac, eau, réserve, bateau, aventure, etc.) et à leur perception des relations patrimoine/ tourisme (environnement, aménagement, argent, fréquentation, aïeul, génération, respect).

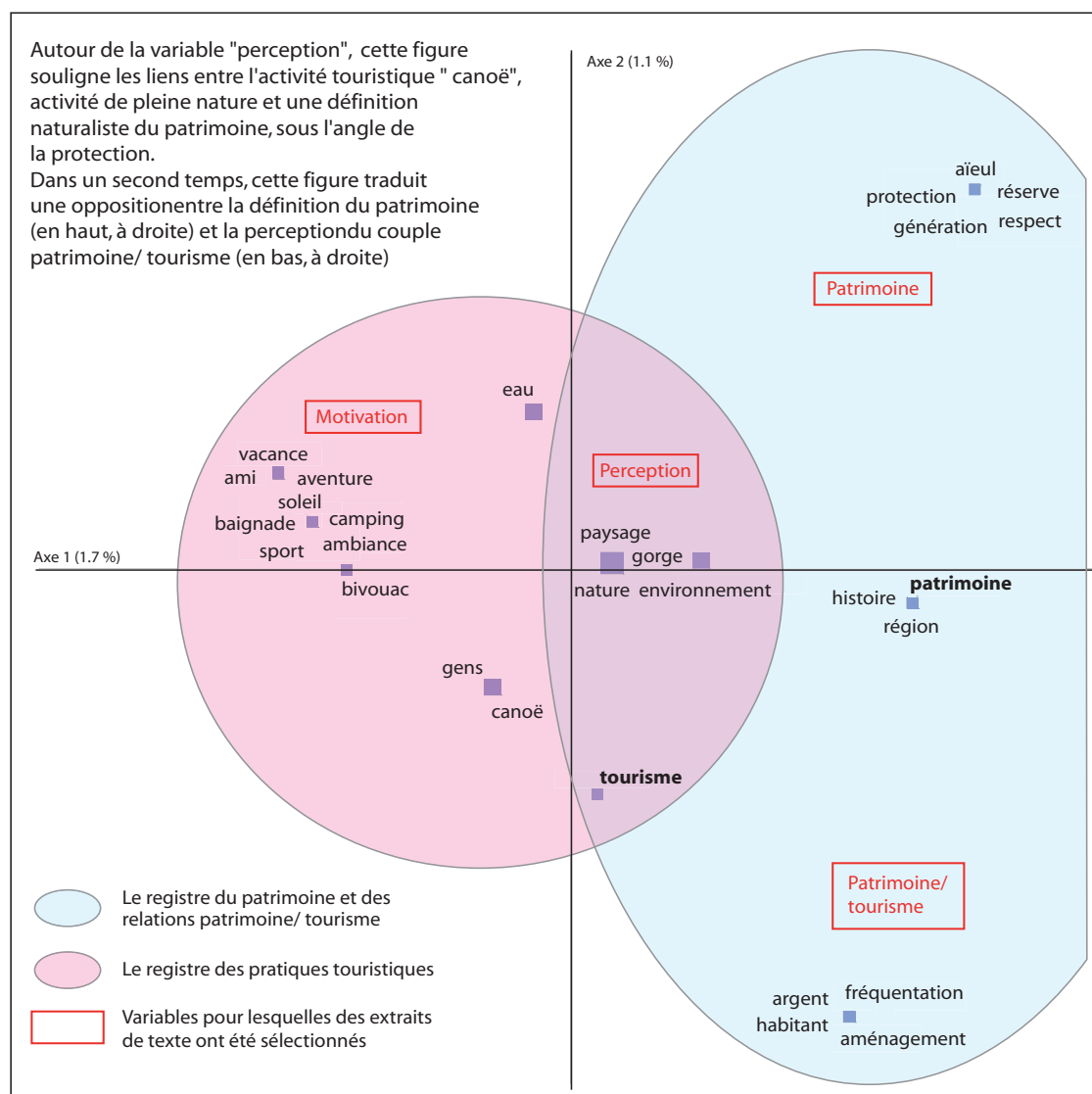


Figure IV.12 : Analyse en composantes multiples : visualisation des trente substantifs les plus employés dans le discours des canoéistes exclusifs (groupe 4, 9 individus) (commentaire dans le texte)

D'un point de vue graphique, la répartition jusqu'ici observée entre les pratiques touristiques et la perception des relations patrimoine/ tourisme se retrouve au niveau de l'axe horizontal : partant d'un premier noyau constitué par les pratiques touristiques (à gauche), une gradation s'effectue progressivement le long de cet axe, allant d'un registre naturaliste à une approche historique du patrimoine.

Cette approche du patrimoine est davantage soulignée sur le second axe, lequel discrimine verticalement les variables du plan factoriel en fonction du couple préservation/ valorisation : en haut, à droite, un premier regroupement présente une association des termes relatifs à la définition du patrimoine (aïeul et génération faisant ici référence à la notion de transmission) et à sa protection (protection, réserve, respect), tandis que le regroupement (en bas, à droite) associe des termes relatifs à la valorisation du patrimoine et certains de ces effets induits : habitant, fréquentation, argent, aménagement.

Cette représentation diffère des précédentes, mettant en avant : 1/ des termes nouveaux, 2/ de nouvelles sub-divisions au niveau du patrimoine, de sa définition et des relations avec le tourisme. Par un jeu de miroir autour de l'axe horizontal, les thématiques associées à la fréquentation touristique et aux retombées économiques répondent à une notion de transmission, à cette volonté de préservation, exprimant la recherche d'un juste équilibre.

L'approche du couple patrimoine/ tourisme par les canoéistes exclusifs

« Faut **trouver un juste milieu**. Parce qu'en même temps, **faut laisser le patrimoine accessible** aux touristes, et si tu **protéges trop, y'aura plus de touristes**. Alors que **le tourisme**, cela permet aussi **de faire vivre ces régions**. Donc, faut **trouver un juste milieu** entre le fait **d'ouvrir ces paysages à la fréquentation** pour que cela soit rentable **et en même temps**, faire en sorte **que cette ouverture soit respectueuse** ».

Dès lors, ce profil de touristes laisse apparaître une autre forme de croisement des pratiques touristiques et de la définition des relations patrimoine/ tourisme où la conscience d'un équilibre précaire de ce couple s'exprime de manière plus prononcée. Alors même que la variable « activités touristiques » jouait un rôle secondaire dans l'élaboration de la typologie des territorialités observées (cf. point 3.1.3.), il semble qu'il y ait autour de la pratique du canoë-kayak une relative uniformité.

Dans une certaine mesure, ces observations viennent éclairer et confirmer les résultats précédemment obtenus suite à l'analyse des réponses fermées des individus de ce groupe : un lien se dessine entre la pratique d'un sport de pleine nature, la définition de l'objet patrimonial en rapport avec cette activité sportive, et une approche des relations patrimoine/ tourisme davantage orientée autour de la protection du site.

Pour autant, si cette sensibilité aux questions environnementales indique une certaine forme de conscience de l'environnement support de leurs loisirs, il nous semble inapproprié de parler de processus d'appropriation de l'espace vacancier. Cette conscience « d'un équilibre à trouver » se situe essentiellement dans le registre général du développement durable, les gorges de l'Ardèche n'étant qu'un exemple parmi d'autres paysages. Dès lors, bien que le rapport au territoire de ce groupe d'individus soit marqué par cette sensibilité, il n'en reste pas moins qu'il s'agit de courts, voire très courts séjours et que ces formes d'appropriation restent éphémères.

3. 3. 5. Groupes 5 et 6, les excursionnistes

Lors des traitements effectués en vue de dresser une typologie, une subdivision de ce cinquième et dernier groupe a été suggérée. Cette division nous amène à considérer 1/ un groupe 5 de 10 individus : les excursionnistes réguliers ; et 2/ un sixième groupe de 5 individus : les excursionnistes ponctuels.

Si l'analyse des caractéristiques statistiques de ces deux derniers groupes laisse apparaître des spécificités, l'analyse lexicale ne peut être conduite de manière pertinente. En effet, lors de cette subdivision, les corpus référentiels présentent des tailles et une diversité lexicale à la fois réduite et parcellaire ; plus la taille du corpus se réduit, plus le nombre d'hapax tend à augmenter. Au final, on observe que ces deux derniers groupes représentent une variation des touristes venant effectuer une visite ciblée dans cette région, le groupe 5 regroupant des individus venant, de manière plus ou moins régulière, pratiquer des activités à la journée dans les gorges, alors que le groupe 6 ne vient que pour effectuer une visite ponctuelle d'un site très clairement identifié. Pour autant, étant

donné leurs similitudes, l'ACM lexicale conduite portera sur le corpus regroupant les « réponses lemmatisées substantifs » de ces deux groupes.

Groupe 5, les excursionnistes réguliers

10 individus (le détail des caractéristiques de ces individus figure en annexe 23)

Ce nouveau groupe présente un profil de touristes « excursionnistes », dont les pratiques touristiques sont orientées autour de la découverte d'un site en particulier.

Interrogés aux abords de grottes touristiques (70 %) ou de plages (30 %), ces individus, dans une même proportion, viennent et/ ou reviennent dans les gorges pour effectuer une visite particulière. De passage dans la région des gorges de l'Ardèche, ils effectuent soit une excursion à la journée (50 %), soit une halte sur la route de leurs vacances (40 %). En ce sens, leurs motivations pour venir en Ardèche s'organisent autour des modalités « découverte d'une nouvelle région/ d'un site en particulier » (80 %) et « environnement » (70 %). Il est alors intéressant de noter que, pour la première fois, la modalité « environnement » n'est pas majoritaire. Ces individus s'inscrivent en effet dans une logique de découverte d'un site en particulier, laquelle justifie leur déplacement ou leur halte dans cette région.

Les motivations à venir dans le Sud-Ardèche des excursionnistes réguliers

« On fait l'aller-retour dans la journée, mon fils était là et on avait envie de revoir le Pont d'Arc. Et là, on en profite pour faire la route des gorges depuis le Pont et on remonte de point de vue en point de vue ».

De ce fait, le nombre de leurs activités touristiques sur place est assez réduit (1.9 modalité de réponses en moyenne par individu) et se concentre autour de visites (grottes touristiques, sites naturels vieux villages) et d'activités ludiques liées à la présence de l'eau (baignade, canoë).

Venus pour découvrir un site en particulier, ils définissent principalement le patrimoine selon une approche culturelle et historique (100%), devant la notion de transmettre (80 %), le tourisme étant un moment privilégié pour effectuer cette visite.

Dans une certaine mesure, ce groupe des excursionnistes réguliers se rapproche des caractéristiques observées pour les individus du groupe 3 (les touristes néophytes). Motivés par une logique de découverte, ils définissent le patrimoine de manière générale et proposent une approche du couple patrimoine/ tourisme où le patrimoine est envisagé sous l'angle de la découverte (80%).

La définition du patrimoine et des relations patrimoine/ tourisme par les excursionnistes réguliers

Définition du patrimoine

« Pour moi, le patrimoine, c'est plus un monument. Pour moi, le patrimoine, c'est quelque chose qui a à voir avec la patrie, c'est quelque chose d'officiel, comme des églises, quelque chose en rapport avec l'histoire ».

Définition des relations patrimoine/ tourisme

« Quelque part, cela dépend du tourisme que l'on fait. Nous, je sais qu'on essaie d'allier un peu la découverte du patrimoine et des journées plus de détente lors de nos vacances. Pour nous, les vacances, c'est un des moments privilégiés pour découvrir justement le patrimoine d'autres régions ».

Groupe 6, les excursionnistes ponctuels

5 individus (le détail des caractéristiques de ces individus figure en annexe 24)

Les individus constitutifs de ce groupe ont été exclusivement interrogés aux abords de grottes touristiques, sites touristiques visités lors d'une excursion à la journée (100%). La visite de cette grotte touristique constitue leur motivation première à venir en Ardèche (100 %). Dans cette même logique, leurs activités touristiques se réduisent à cette seule visite, qui par ailleurs, est majoritairement la première qu'ils effectuent dans le Sud-Ardèche (80 % des individus interrogés viennent pour la première fois).

Les motivations à venir dans les gorges de l'Ardèche des excursionnistes ponctuels

« On est venu **pour visiter la grotte de la Madeleine** et après, on rentre tranquillement chez nous ».

Ce dernier groupe présente une déclinaison plus marquée des excursionnistes réguliers. En effet, l'unité de temps de référence étant ici la journée, voire l'heure si ces individus ne viennent que pour visiter une grotte touristique et repartent directement, les excursionnistes ponctuels se caractérisent par une perception faible de l'environnement constitué par les gorges de l'Ardèche. S'inscrivant dans une logique de découverte ponctuelle, limitée spatialement et temporellement, leur vision reste ciblée sur le site visité. Ainsi, contrairement à l'ensemble des autres groupes, leur perception des gorges de l'Ardèche reste « sans avis » (100 %).

A l'instar des autres groupes s'inscrivant dans une logique de découverte (groupe 3 : les touristes néophytes et 5 : les excursionnistes réguliers), les excursionnistes ponctuels définissent principalement le patrimoine comme étant la spécificité d'une région (100 %) et selon une approche culturelle et historique (80 %). Quant au couple patrimoine/ tourisme, celui-ci se définit essentiellement sous l'angle de la découverte (60 %), le patrimoine étant considéré comme un moyen de satisfaire cette curiosité ayant motivé le déplacement dans cette région.

La définition du patrimoine et du couple patrimoine/ tourisme par les excursionnistes ponctuels

« Je pense que le **patrimoine** ça peut aider à **faire mieux connaître la spécificité d'une région** et je pense que dans l'esprit des gens, quand ils repartent de la région, **les images qui leur restent en tête**, ce sont **des images liées à ce patrimoine**, à ce qui est **typique**. Ce sont **des choses un peu spécifiques qui fixent les souvenirs des touristes** ».

Les spécificités de ces deux derniers groupes se retrouvent à la lecture de l'ACM portant sur les 30 mots les plus significatifs de la variable « réponse lemmatisée substantifs » de ce corpus constitué par les réponses ouvertes des excursionnistes réguliers et ponctuels (cf. annexe 25).

Ainsi, ces deux derniers groupes s'inscrivent davantage dans une logique de visites à la journée. Dès lors, les termes relatifs au cadre de l'espace vacancier (soleil, calme, climat, tranquillité, ambiance) disparaissent, ainsi que l'élément central représenté par le camping.

Al'inverse, un certain nombre de vocables spécifiques apparaissent, notamment pour définir la notion de patrimoine ainsi que les perceptions des relations patrimoine/ tourisme. La définition du patrimoine est enrichie par les vocables d'héritage, de témoin, de ruines tandis qu'un nouveau champ lexical apparaît autour de la mémoire, de cette filiation dans le temps, du patrimoine comme trace et comme lien : relation, image, repère, mémoire, souvenir.

Graphiquement, de nouvelles dynamiques caractérisent la figure lexicale de ce dernier groupe (cf. figure IV.13). L'analyse des contributions aux deux axes factoriels majeurs apparaît ici comme secondaire, l'intérêt majeur de cette nouvelle figure résidant dans l'interprétation des

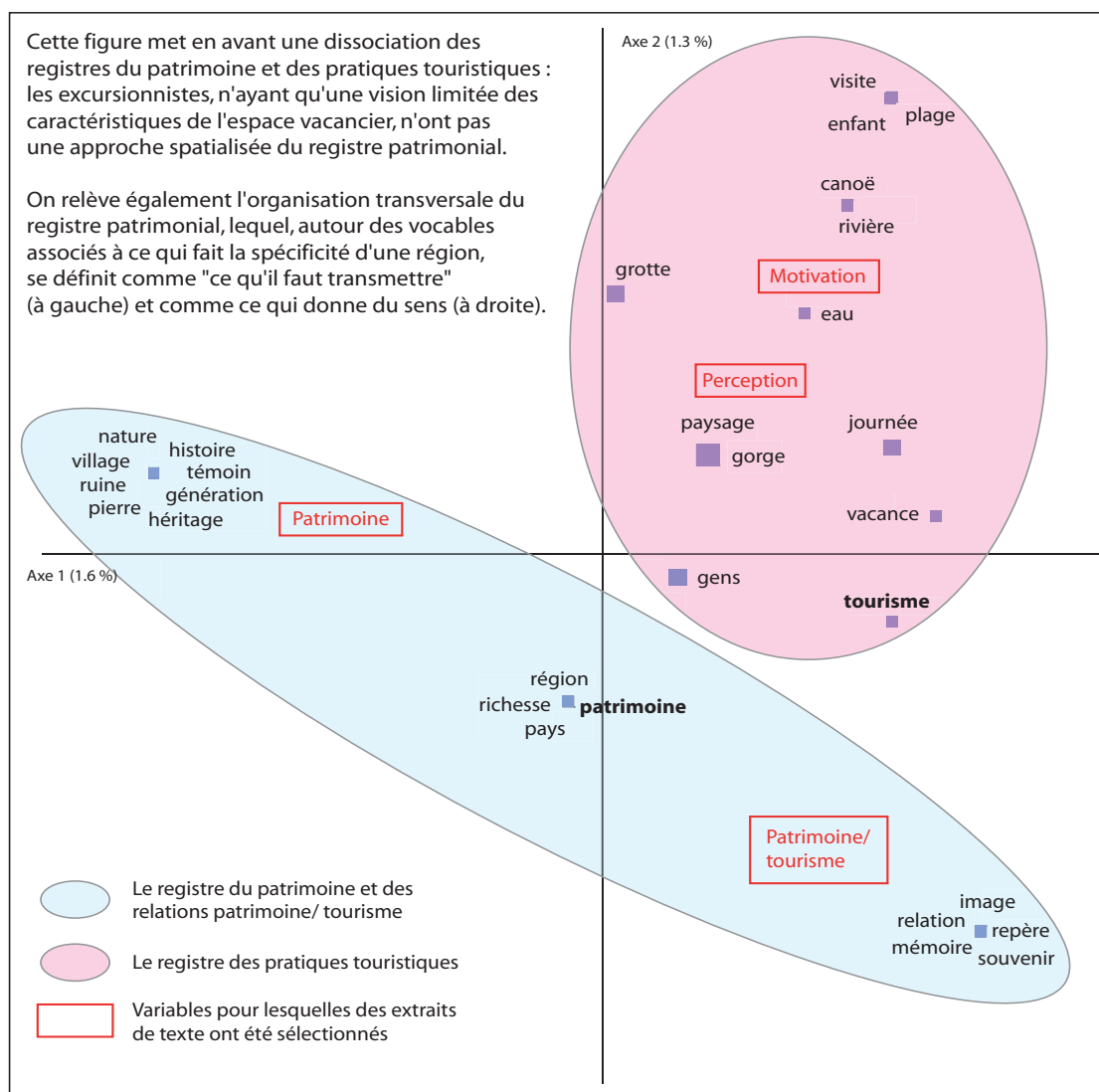


Figure IV.13 : Analyse en composantes multiples : visualisation des trente substantifs les plus employés dans le discours des excursionnistes (groupes 5 et 6, 15 individus) (commentaire dans le texte)

regroupements lexicaux et de leur disposition relative. En haut à droite, le lexique des pratiques touristiques s'organise essentiellement autour de visites, à la journée, des éléments constitutifs des gorges (grotte, plage, rivière, canoë) où les termes relatifs au soleil et à un climat agréable sont absents.

De manière transversale, le volet patrimonial s'organise autour de trois regroupements distincts, lesquels proposent une gradation de la définition du patrimoine : autour de la définition du patrimoine comme ce qui fait la richesse d'un pays et/ ou d'une région (approche récurrente aux groupes touristiques identifiés), le patrimoine se définit, à gauche, comme un objet ponctuel de différente nature (village, pierre, ruine, nature) qui s'inscrit dans une logique de transmission (histoire, témoin, héritage, génération) ; à droite, cette première approche se double d'une dimension symbolique, le patrimoine étant ce qui relie, ce qui permet de se souvenir. Dès lors, cette mise en perspective souligne les jeux de dialogue entre le lieu et l'espace, *via* le patrimoine qui fait sens et crée du lien.

La définition du patrimoine par les excursionnistes : jeux de dialogue entre le lieu et l'espace

« **Le patrimoine**, c'est chargé d'une dimension de vécu, comme des villages, des vieilles ruines, ce qui est **spécifique, typique à une région**. C'est aussi un peu ce qui fait **trace de la mémoire d'une région** ».

Comparativement aux associations lexicales des autres groupes touristiques, celle-ci met en avant une relative dissociation entre les pratiques touristiques et la perception des relations patrimoine/ tourisme, l'une et l'autre n'offrant que peu de points d'articulations. Ce résultat est une nouvelle expression des analyses conduites précédemment : ces touristes séjournant de manière ponctuelle dans les gorges n'ont qu'une faible connaissance de leur environnement vacancier. Ainsi, aux questions liées à la définition du patrimoine et à la perception des relations patrimoine/ tourisme, il semble que ces derniers se soient davantage raccrochés à des connaissances d'ordre général qu'à leur expérience directe en tant qu'excursionnistes aux abords des gorges de l'Ardèche.

L'étude de ces trois derniers groupes vient alimenter notre réflexion sur les processus d'appropriation liant les touristes à leur espace vacancier (cf. figure IV.14).

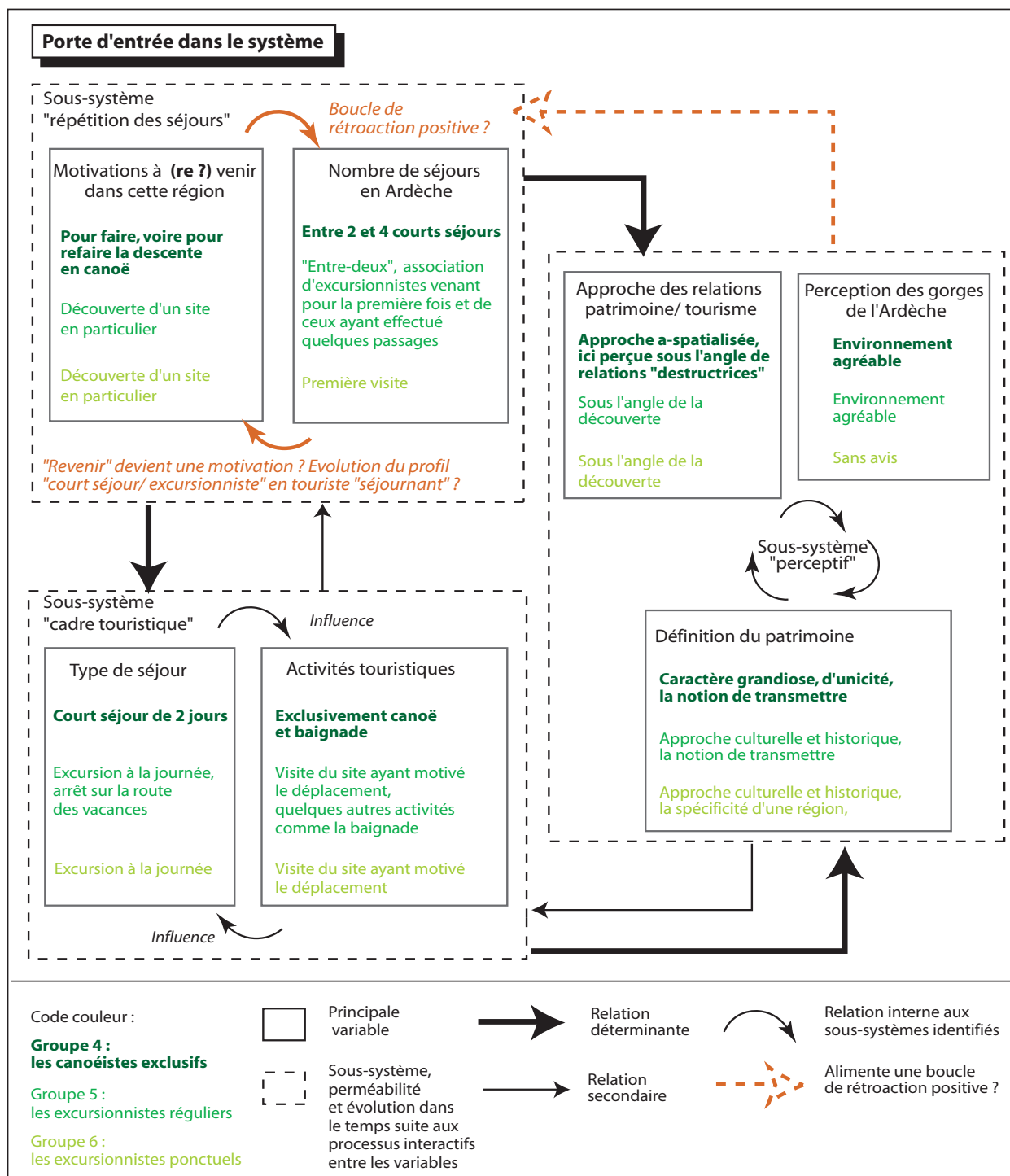


Figure IV.14 : Modélisation des jeux interactifs et des variables ayant une incidence dans les processus d'appropriation liant les touristes à leur environnement vacancier : synthèse des résultats obtenus pour le profil «court séjour/ excursionniste » (groupes 4, 5 et 6) (commentaire dans le texte)

Si l'on se réfère à la structure générale présentée lors du premier schéma de synthèse (cf. figure IV.10, page 319), les variables constitutives des trois sous-systèmes identifiés s'articulent selon des logiques similaires à celles observées précédemment. Néanmoins, une différence notable s'observe : au niveau du sous-système « cadre touristique », la variable précédemment dénommée « type de structure d'hébergement » a été remplacée par « type de séjour » ; cette nouvelle variable souligne ainsi la spécificité du type « court séjour/ excursionniste », à savoir une durée de séjour limitée dans le temps.

Les enseignements en terme de processus d'appropriation se situent essentiellement lorsque l'on considère les relations entre les trois sous-systèmes.

Pour le type « court séjour/ excursionniste », une relation déterminante relie le sous-système « cadre touristique » et le sous-système « perceptif » alors qu'elle était auparavant secondaire. En effet, et pour les canoéistes en particulier, on relève des liens majeurs entre les activités touristiques pratiquées et la définition du patrimoine. Ces derniers se basent directement sur leur expérience touristique pour définir le patrimoine, laquelle expérience touristique se limite à la descente en canoë des gorges de l'Ardèche. De ce fait, ils définissent principalement la valeur patrimoniale selon des critères d'unicité, de grandeur... se référant ainsi aux caractéristiques des paysages karstiques qu'ils ont pu admirer.

Les relations identifiées entre le sous-système « répétition des séjours » et le sous-système « perceptif » confirment et étoffent notre compréhension des processus d'appropriation. Une nouvelle fois, des liens apparaissent entre la motivation à venir dans cette région et la perception du registre patrimonial : les excursionnistes réguliers et ponctuels, motivés par une logique de découverte, définissent principalement le patrimoine et les relations patrimoine/ tourisme sous l'angle de la découverte.

En terme de parcours touristiques et d'évolution de cette typologie, se pose alors la question de l'évolution de ces touristes « courts séjours/ excursionnistes » en touristes « séjournant ». Dans quelle mesure la perception qu'ils ont pu avoir des gorges va-t-elle se traduire par un désir de revenir ?

Par ailleurs, cette figure souligne les liens entre les variables « nombre de séjours » et « perception des gorges » : en ce sens, les excursionnistes ponctuels, effectuant la visite d'un site situé à proximité des gorges, restent « sans avis » quant à la perception de leur espace vacancier. A nouveau, on relève une gradation entre le nombre de visites et/ ou de courts séjours avec la perception des gorges de l'Ardèche. Dans une certaine mesure, le nombre d'activités pratiquées fonctionne ici comme un indicateur du niveau d'appréciation d'une région (ce qui reste néanmoins différent d'appropriation !).

Dans un second temps, une mise en perspective de cette figure et de celle réalisée suite aux trois premiers groupes (cf. figure IV.10, page 319) s'avère riche en informations et permet d'explicitier les liens rétroactifs possibles entre les sous-systèmes « perceptif » et « répétition des séjours ».

A l'instar des touristes familiers, les canoéistes exclusifs définissent les relations patrimoine/ tourisme sous l'angle des relations « destructrices ». Pour autant, une différence majeure s'observe avec les individus du groupe 1 : cette approche des relations patrimoine/ tourisme reste a-spatialisée. Autrement dit, les canoéistes exclusifs se réfèrent à un discours d'ordre général, dénonçant les affres du développement touristique en ce qui concerne la préservation des espaces « naturels », à la différence des touristes familiers qui s'appuient sur leur vécu lié à l'évolution des gorges de l'Ardèche. Alors que les touristes familiers parlent de l'Ardèche au passé, employant l'imparfait,

les canoéistes exclusifs se situent dans le registre de la morale, de ce qu'il serait bon de faire, mettant en avant un principe de précaution.

Mise en perspective de la définition des relations patrimoine/ tourisme par les touristes familiers et les canoéistes exclusifs

Les touristes familiers

« C'est bien **dommage qu'on ne puisse pas revenir en arrière**, avec tous ces **aménagements qui ont gâché les gorges de l'Ardèche**. Pour moi, la région a été détruite. Le tourisme et ceux qui font le tourisme l'ont détruite. Parce qu'ils **n'ont pas su préserver la nature** qu'il y avait. Au nom de l'argent et de la rentabilité, on a tout **saccagé**. Avant, c'était naturel, il n'y avait pas tous ces terrains de camping, y'avait pas toutes ces cohues de voitures, ces problèmes de circulation, et tout ça. **Quand on faisait la descente des gorges de l'Ardèche, c'était pas les Champs Elysées**, il n'y avait pas de gendarmes pour réglementer la descente, y'avait pas d'arrêté préfectoral pour encadrer la descente des gorges parce qu'il y avait trop de monde. Donc, voilà pourquoi je dis que le tourisme a tout saccagé. **Les gorges naturelles du début ne sont plus là, il n'y avait pas toutes ces routes**. La route des gorges s'arrêtait derrière le Pont d'Arc, à Châmes. **Y'avait pas tous ces terrains de camping** ».

Les canoéistes exclusifs

« **Il faut vraiment faire attention** parce que dès que tu mets du tourisme dans des paysages aussi beaux, forcément, ça dénature. Ici, c'est encore pas trop mal géré mais bon, y'a plein d'exemples où des sites naturels ont été saccagés suite au développement du tourisme. **Il faut que** les gorges restent aussi belles ».

Dans le cas des canoéistes exclusifs, cette approche négative des relations patrimoine/ tourisme ne semble pas être en mesure de donner lieu à une potentielle bifurcation du système et à une remise en question de futurs courts séjours dans les gorges. Cette approche négative s'inscrivant dans un registre général, elle n'introduit pas de dissonance cognitive entre leurs motivations à venir dans les gorges et leur perception de cet environnement.

3. 4. Apports de l'analyse des populations touristiques

La méthodologie retenue, à savoir le croisement entre des données quantitatives et qualitatives, nous livre des enseignements à la fois à des échelles locale et générale, spécifiant les types de touristes séjournant dans les gorges de l'Ardèche tout en faisant apparaître, sur un plan qualitatif, des concordances entre un petit nombre de variables, voire de suggérer des processus interactifs dans les processus d'appropriation de l'espace vacancier.

3. 4. 1. Enseignements sur les types de touristes présents dans les gorges de l'Ardèche

A une échelle locale, les différents groupes de touristes identifiés reprennent globalement les typologies jusqu'ici dressées à l'échelle des gorges de l'Ardèche. En ce sens, on relève la prédominance des ressorts « environnement », « eau », et « soleil », déclinaison actuelle du slogan « eau, soleil, nature » autour duquel s'est articulé le développement touristique des gorges de l'Ardèche depuis les années 1960 (Duval M., 2006a).

Sans distorsions majeures, les caractéristiques qui ressortent de cette typologie s'inscrivent alors en écho aux diverses études conduites jusqu'ici à l'échelle des gorges de l'Ardèche. Ainsi, peu de différences s'observent entre les études conduites en 1987 par L. Colombani et les résultats de cette enquête de 2004.

Permanence des ressorts « environnement », « eau » et « soleil »

« L'Ardèche, il fait **beau**, on peut **se baigner**, c'est **tranquille** ».

« Ce qui **me plaît beaucoup**, ce sont **ces paysages, les gorges, la nature**, cette ambiance de **calme, la possibilité de se baigner dans un cadre sympa** ».

« Ce qui **nous plaît surtout**, c'est le fait que ce **soit tranquille**, surtout à cette période, les **paysages**, le climat parce qu'on recherche aussi **le soleil** pour les vacances et puis **la rivière et la baignade !** »

« On avait envie de découvrir une nouvelle région, de voir ces **magnifiques paysages**, tout simplement, sans faire non plus des kilomètres et des kilomètres. Et puis aussi, de trouver le **soleil, le calme, la tranquillité, de se reposer, tranquilles, les vacances au bord de l'eau !** »

Un élément mérite cependant d'être souligné, à savoir l'apparition et la multiplication des courts séjours ou du modèle excursionniste. En ce sens, les trois groupes constitutifs du profil « court séjour/ excursionniste » viennent pour des temps relativement courts (entre 1 demi-journée et deux jours), en vue d'effectuer des visites ou des activités ciblées. Ce nouveau type de touristes renvoie à un phénomène plus général d'éclatement du temps des vacances et à une redéfinition actuelle du rapport temps de travail/ temps de loisirs (Spindler J. (et al.), 2003).

3. 4. 2. Enseignements sur les processus d'appropriation de l'espace vacancier par les différents groupes identifiés

A une échelle générale, la mise en perspective de ces différentes variables, lors de l'établissement de la typologie des touristes puis lors de l'étude des six groupes ainsi identifiés, fait ressortir des variables-clefs dans les processus d'appropriation de l'espace vacancier (cf. figure IV.15).

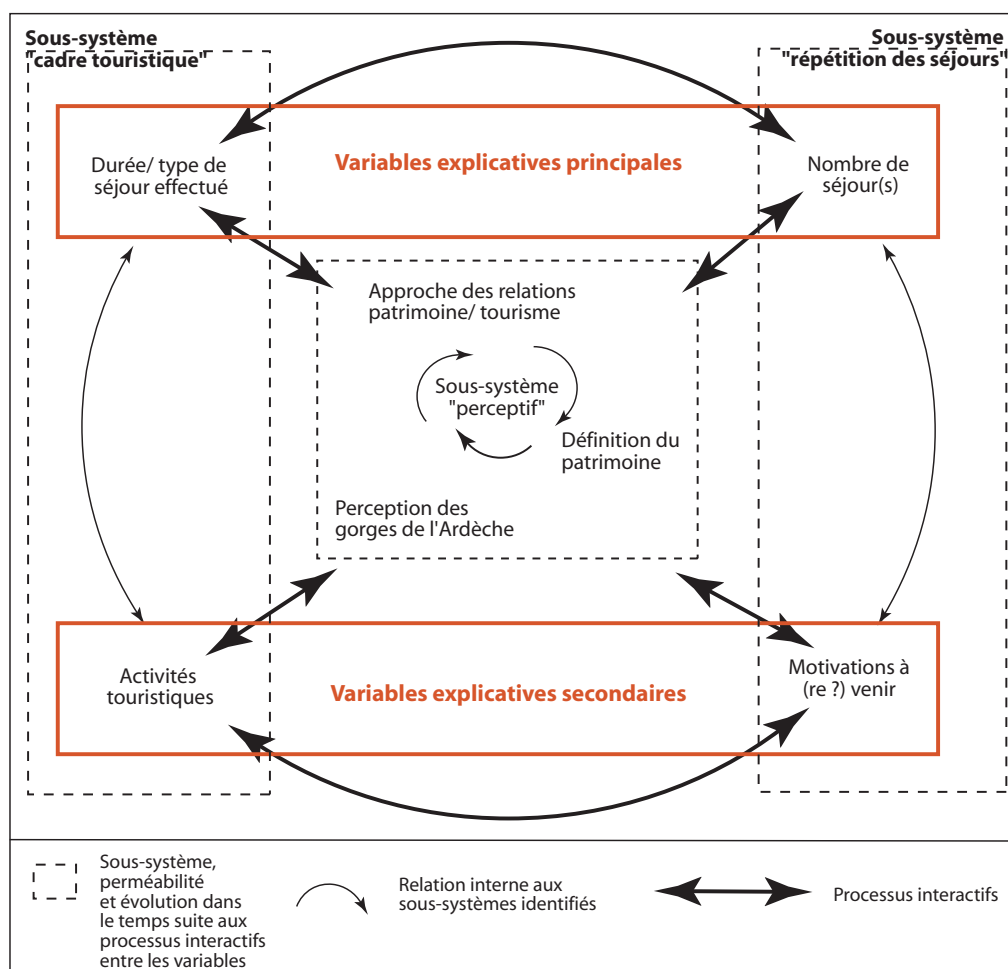


Figure IV.15 : Processus d'appropriation de l'espace vacancier : identification des variables explicatives principales et secondaires (commentaire dans le texte)

De manière prononcée, deux variables explicatives déterminantes apparaissent : le nombre de séjours et la durée de ces derniers.

Les touristes de profil « séjournants » (groupes 1, 2 et 3) mettent en évidence les relations existantes entre la durée/ le nombre de séjours effectués dans les gorges de l'Ardèche et une logique d'appropriation de cet espace vacancier, laquelle se traduit, pour les individus ayant effectué plusieurs longs séjours dans cette région (essentiellement les touristes familiers), par une approche spatialisée des relations patrimoine/ tourisme. Cette définition s'appuie alors en partie sur ce que ces individus ont pu observer à l'échelle du développement touristique de cette région, en atteste l'étude de leur discours. Dans une certaine mesure, leur définition de ce volet patrimonial est révélatrice de leur rapport à l'espace, lequel revêt progressivement une dimension territoriale. La définition du couple patrimoine/ tourisme fait ainsi figure d'indicateur en termes de processus d'appropriation et de territorialité. Dans le cas spécifique des touristes familiers, cette approche spatialisée se double d'une appréciation négative des relations patrimoine/ tourisme, marquant alors un processus d'auto-exclusion des touristes familiers par rapport à la globalité des populations touristiques.

La mise en perspective de ces dynamiques avec celles observées pour les canoéistes exclusifs confirme l'importance de la spatialisation des relations patrimoine/ tourisme, afin que celle-ci puisse jouer son rôle d'indicateur territorial. En effet, on relève que ces individus définissent également les relations patrimoine/ tourisme sous l'angle de relations destructrices. Pour autant, cette approche s'inscrit dans un registre général, se référant aux principes du développement durable.

Dès lors, cette confrontation met en avant deux variables explicatives clefs lorsqu'il s'agit d'appréhender les processus d'appropriation de l'espace vacancier : la répétition des séjours mais aussi la durée de ces derniers. En effet, ce rapprochement entre ces deux groupes montre qu'il ne suffit pas de revenir dans les gorges pour avoir une approche spatialisée, encore faut-il que les séjours effectués s'inscrivent dans le temps, qu'il y ait un contact prolongé entre le touriste et l'espace vacancier. L'appropriation de l'espace vacancier passe par un processus répétitif mais également par un contact prolongé avec ce dernier. Au final, le processus d'appropriation, autrement dit le rapport à l'espace vacancier, se situe à la croisée de deux échelles temporelles : le temps long de la répétition, le temps court de l'immersion. A cet égard, on retrouve ici l'un des fondements de « l'écogénèse territoriale », laquelle a besoin de la maturation du temps pour donner lieu à une transformation de l'espace en territoire.

Dans une moindre mesure, ce rapport à l'espace vacancier est alimenté par les activités touristiques pratiquées, lesquelles sont fonction des motivations à venir dans les gorges de l'Ardèche. En ce sens, l'identification et l'analyse du type « court séjour/ excursionniste » (groupes 4, 5 et 6), mettent l'accent sur des liens possibles entre des pratiques touristiques spécifiques telles que la descente des gorges de l'Ardèche en canoë et la définition du patrimoine. Une relation semble ainsi s'établir entre les impressions ressenties lors de cette pratique et la teneur de ce vocable, lequel se définit alors majoritairement comme ce qu'il faut transmettre, ou encore comme quelque chose de grandiose, d'unique.

Cependant, ces cheminements ne sont des possibilités. Si cette typologie permet de questionner l'émergence d'un territoire touristique *via* les processus d'appropriation des populations touristiques, elle ne prend en considération qu'un nombre limité de variables. Or, les ressorts psychiques sont nombreux dans le domaine de la perception et d'autres éléments interviennent vraisemblablement dans la perception que l'on a du patrimoine et plus largement des relations patrimoine/ tourisme : des éléments facilement identifiables comme la catégorie socioprofessionnelle, le milieu d'origine, etc. et d'autres plus difficiles définissables comme le parcours individuel de la personne, des rencontres, des lectures, des voyages, etc.

CONCLUSION

L'objectif de ce chapitre était d'aborder la question de l'émergence d'un territoire touristique sous l'angle des populations touristiques fréquentant les gorges de l'Ardèche. En ce sens, une approche typologique a permis d'identifier six principaux groupes, lesquels s'individualisent essentiellement en fonction du type et du nombre de séjours effectués dans la région des gorges, et dans un second temps, au regard des activités touristiques pratiquées.

A l'aune des études précédemment effectuées sur ce même terrain, on relève une permanence des caractéristiques de cette population touristique, laquelle choisit cette destination en raison de son environnement agréable (paysage, climat) et de la présence de la ressource en eau qui permet un certain nombre d'activités (baignade, canoë, etc.). Cette continuité et prégnance des ressorts touristiques associés aux gorges de l'Ardèche souligne en retour 1/ la faible part des motivations « culturelles » et 2/ le travail qui reste aujourd'hui à conduire pour faire évoluer les pratiques touristiques en liaison avec le projet d'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet !

Dans un second temps, cette analyse permet d'enrichir nos propos sur les formes de territorialités observées dans les gorges de l'Ardèche et l'émergence d'un territoire touristique. En ce sens, le rôle majeur de la temporalité a été mis en avant : selon le type de séjour et le nombre de séjours effectués dans la région des gorges, les processus d'appropriation diffèrent d'un groupe de touristes à un autre. Ceci est particulièrement visible lorsque l'on observe la définition des relations patrimoine/ tourisme, laquelle est (ou non) spatialisée. Les touristes venant depuis plusieurs années dans les gorges de l'Ardèche montrent une connaissance de leur espace vacancier, laquelle alimente autant qu'elle témoigne d'un processus d'appropriation. Le fait même qu'ils s'appuient sur leur expérience directe des évolutions de leur espace vacancier atteste d'un certain degré d'appropriation de ce dernier. A l'inverse, les touristes venant pour la première fois et/ ou pour des courts séjours s'appuient essentiellement sur un registre général lié à une thématique a-spatialisée du développement durable. Quant aux activités touristiques, cette étude montre que le degré d'appropriation ne saurait se réduire à cette seule variable. L'idée selon laquelle des activités touristiques en lien avec la découverte de la nature indiqueraient des processus d'appropriation a été en partie révoquée. En effet, alors que des phénomènes d'appropriation se tissent entre les touristes familiers et leur espace vacancier, on relève que le nombre et la diversité de leurs activités touristiques restent limités : ayant tout vu, tout fait (ou presque), ils restent centrés sur les activités proposées par leur structure d'hébergement. En revanche, pour les touristes effectuant des courts séjours, le type d'activité semble jouer un rôle dans les processus d'appropriation, ou tout du moins d'appréciation, des gorges de l'Ardèche. En ce sens, les canoéistes exclusifs présentent un plus fort degré de perception des gorges de l'Ardèche que ceux venus pour visiter une grotte touristique ou encore un site en particulier (Pont d'Arc, vieux villages). L'activité touristique « canoë » se traduit par une immersion, voire une communion, avec l'environnement parcouru alors que les autres types d'activités constatés restent essentiellement sur le mode de la consommation d'un produit touristique.

Ces différents types de touristes informent de manière différentielle l'espace des gorges de l'Ardèche, lequel revêt ou non des dimensions territoriales. Pour autant, ces populations touristiques ne fréquentent et/ ou ne parcourent cet espace que pendant un temps donné. Ainsi, si les touristes

amènent, par leurs pratiques, une évolution du regard porté sur les espaces parcourus et visités, conférant ainsi de nouveaux usages aux lieux, pour que cette évolution soit effective, il appartient aux acteurs territoriaux de se saisir et de valoriser ces changements d'usages. Dès lors, bien que les touristes, *via* leurs pratiques, fonctionnent comme des révélateurs de ressources touristiques, c'est avant tout le jeu des acteurs territoriaux qui va donner lieu (ou non) à l'organisation durable d'un territoire autour de la dimension touristique, en jouant notamment sur la valorisation des patrimoines socialement reconnus. Dans cette perspective, notre réflexion sur la construction progressive d'un territoire touristique appelle une mise en perspective des territorialités touristiques avec les processus d'appropriation locaux, que ce soit à l'échelle de la population locale et/ ou des acteurs territoriaux investis dans la gestion de cet espace.

Autant de points qui seront approfondis lors du chapitre 8, lequel sera pour nous l'occasion d'analyser dans quelle mesure l'émergence de dynamiques territoriales à une échelle locale, voire micro-régionale, souligne l'émergence d'un territoire touristique autour des gorges de l'Ardèche.

CHAPITRE 8 : LE TERRITOIRE TOURISTIQUE SOUS L'ANGLE DES ACTEURS : L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE FORME D'ORGANISATION TERRITORIALE ?

L'objectif de ce huitième et dernier chapitre est de nous interroger sur la construction d'un territoire touristique à l'échelle des gorges de l'Ardèche sous l'angle des acteurs investis dans la gestion de cet espace. En effet, « *le territoire touristique n'est pas seulement le territoire des touristes, c'est-à-dire d'une population en rapide renouvellement pour une bonne part ; il est aussi le territoire d'une population active et d'une population permanente* » (Cazes G., Knafou R., 1995, p. 839).

En ce sens, ce questionnement nous amène à approfondir la question de la temporalité du territoire touristique. Lors du chapitre précédent, la question de la saisonnalité se posait : approprié par des populations touristiques, qui, par définition ne sont là que pendant un temps, cet espace ne recouvrerait une dimension territoriale que de manière ponctuelle. Pour autant, on relève que la mise en œuvre de l'articulation patrimoine/ tourisme dans cet espace s'est traduite par l'émergence de nouvelles dynamiques territoriales. Dans un premier temps, celles-ci sont particulièrement visibles lorsque l'on observe les mouvements de populations de ces dernières décennies. Alors que les gorges de l'Ardèche étaient marquées au début du XX^{ème} siècle par un exode rural important, la tendance s'est progressivement inversée à partir du milieu du siècle dernier. En ce sens, une approche socio-démographique nous permettra de souligner ces effets territoriaux induits par l'articulation « développement touristique des gorges de l'Ardèche/ patrimonialisation de ses ressources paysagères ».

En terme de construction d'un territoire touristique, il s'agit alors d'entretenir et d'ancrer durablement ces dynamiques socio-démographiques. En ce sens, des projets d'aménagement se font jour, lesquels cherchent à inscrire durablement l'articulation patrimoine/ tourisme dans le fonctionnement de cet espace. Le territoire touristique, comme toute forme territoriale, apparaît alors comme étant à la fois le support et la résultante de jeux d'acteurs souvent complexes. Spatialement, ces jeux d'acteurs peuvent se traduire par des jeux de superposition entre divers territoires, allant du territoire investi par les acteurs touristiques et fortement aménagé pour les populations touristiques, à de nouveaux territoires institutionnels, résultant principalement d'une politique générale de décentralisation. Ainsi le souligne N. Baron-Yellès en conclusion de son ouvrage Le tourisme en France, territoires et stratégies (1999) : « *Le paysage du pouvoir touristique (pouvoir institutionnel, pouvoir économique, pouvoir social) est rendu plus complexe, depuis une quinzaine d'années, du fait de la multiplication des acteurs et des structures administratives en charge du tourisme. Cette complexité du paysage institutionnel est un des effets de la décentralisation et de la déconcentration politique. Elle entraîne des problèmes de lisibilité des stratégies à l'œuvre, elle ralentit les procédures. (...) Le concept même d'espace touristique est passablement malmené, comme est obscurcie la politique touristique de ces territoires, quand des régions superposent des regroupements intercommunaux à vocation entièrement touristique (les pays d'accueil), des regroupements à vocation partiellement touristique (communautés de communes, syndicats intercommunaux) et des regroupements d'autres types (parcs naturels régionaux par exemple)* » (p. 205).

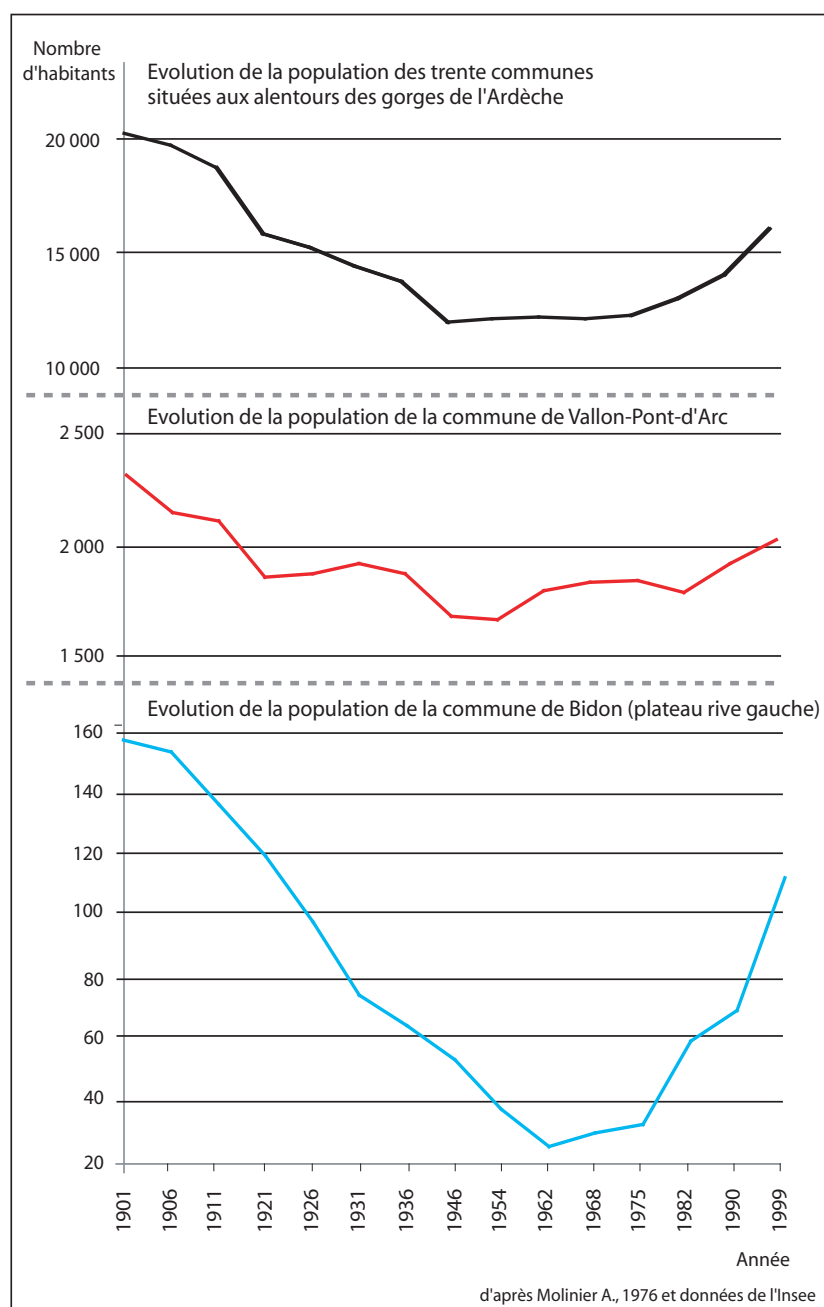
Dès lors, la question de la concordance entre l'agencement des jeux d'acteurs et l'émergence d'un territoire touristique dit « des gorges de l'Ardèche » mérite d'être posée. A l'échelle de ce terrain d'étude, il sera ainsi question de mesurer cet écart entre la gestion d'un territoire dit « des gorges de l'Ardèche » et les jeux d'acteurs gravitant autour de cet espace. Nous situant dans une approche phénoménologique, notre analyse se centrera sur les manifestations spatiales de ces jeux d'acteurs, croisant à la fois des logiques de développement touristique et d'administration de cet espace.

1. LA NOTION DE TERRITOIRE TOURISTIQUE AU REGARD DU CONTEXTE SOCIODÉMOGRAPHIQUE ET DE SON ÉVOLUTION

La question du territoire touristique, si elle passe par l'étude des processus d'appropriation par les populations touristiques, appelle également une prise en compte de l'environnement local. Dans ce contexte, il est alors intéressant de constater que les dynamiques touristiques et patrimoniales observées autour des gorges de l'Ardèche se sont progressivement accompagnées de dynamiques sociodémographiques. A l'échelle du centre-bourg de Vallon-Pont-d'Arc, plusieurs indicateurs nous permettent d'appréhender ce type de dynamiques, lesquelles, en retour, participent à l'ancrage de ce territoire touristique dans le temps quotidien.

1. 1. Mouvements démographiques

Après avoir été profondément marquée par un exode rural allant du milieu du XIX^{ème} siècle au début du XX^{ème} siècle, puis par la succession des deux guerres mondiales, la région des gorges de l'Ardèche connaît depuis le milieu du siècle dernier, et plus encore depuis les années 1980, une certaine vitalité démographique.



De manière générale, la population est en augmentation constante, soit une progression de près de 24 % entre 1968 et 1999 lorsque l'on considère le total des communes retenues dans le cadre de cette étude. A titre de comparaison, pour la même période, la population du département ardéchois a augmenté de 11 % environ. En raison de la multiplicité des communes étudiées, nous avons fait le choix de porter notre analyse uniquement sur la commune de Vallon-Pont-d'Arc, laquelle apparaît comme représentative des tendances observées à l'échelle de la région des gorges, exception faite des situations extrêmes comme la commune de Bidon qui après avoir perdu les 4/5^{ème} de ses habitants voit sa population augmenter de manière considérable depuis 1982.

Figure IV.16 : Mise en perspective de l'évolution démographique des communes de Vallon-Pont-d'Arc et de Bidon par rapport à l'évolution des communes situées autour des gorges de l'Ardèche (pour le détail des trente communes comptabilisées, se référer à l'annexe 26).

Au-delà de cette première approche descriptive, il est intéressant de chercher les ressorts de cette croissance actuellement constatée. En ce sens, les données démographiques relatives aux soldes naturel et migratoire soulignent la faible part du premier et l'importance du second dans l'accroissement de la population globale (cf. tableau IV.9).

	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
Naissances	194	178	97	137	176
Décès	215	234	204	206	268
Solde naturel	- 21	- 56	- 107	- 69	- 92
Solde migratoire	146	62	57	196	205
Variation totale de la population	125	6	- 50	127	113
Taux d'évolution global (en rythme annuel) :	1, 19 %	0, 05 %	- 0, 39%	0, 86 %	0, 64 %
- dû au solde naturel	- 0, 2 %	- 0, 44 %	- 0, 84 %	- 0, 47 %	- 0, 52 %
- dû au solde migratoire	1, 39 %	0, 48 %	0, 45 %	1, 33 %	1, 16 %

Tableau IV.9 : Indicateurs de l'évolution démographique de la commune de Vallon-Pont-d'Arc, 1968 – 1999, données Insee recensement 1999

Note : Population totale de Vallon-Pont-d'Arc aux différents recensements : 1706 hab. en 1962 ; 1831 hab. en 1968 ; 1837 hab. en 1975 ; 1787 hab. en 1982 ; 1914 hab. en 1990 ; 2027 hab. en 1999.

Ainsi, l'augmentation de la population vallonaise est essentiellement due à l'arrivée de nouveaux venus. A la lecture des mouvements migratoires enregistrés entre 1990 et 1999, sur 2027 habitants enregistrés en 1999, 659 personnes n'habitaient pas la commune lors du recensement de 1990, ce chiffre étant de 494 personnes lorsque l'on considère les personnes en provenance d'un autre département, soit 24, 4 % de la population de 1999. Autrement dit, 1/4 des personnes recensées à Vallon-Pont-d'Arc en 1999 n'habitaient pas le département ardéchois en 1999 (cf. tableau IV.10).

Tranche d'âge	Tout lieu	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Dom-Tom	Etranger
0 à 14 ans	281	86	161	195	217	271	3	7
15 à 24 ans	155	72	105	118	126	152	2	1
25 à 29 ans	111	29	48	63	69	104	0	7
30 à 39 ans	290	76	143	180	208	282	1	7
40 à 59 ans	470	262	320	353	383	454	0	4
60 à 74 ans	419	316	331	343	370	415	0	4
75 ans ou plus	301	253	260	281	285	301	7	41
total	2027	1094	1368	1533	1658	1979	7	41

Tableau IV.10 : Lieu de résidence des vallonais recensés en 1999 au 01.01.1990, commune de Vallon-Pont-d'Arc, données Insee recensement 1999, tableau « MIG2 - Migrations (caract. démo selon le lieu de résidence au 01/01/90) »

Lorsque l'on croise la structure par âge et la provenance de ces nouveaux arrivants, on relève 1/ qu'il s'agit essentiellement de migrations interrégionales, les migrations intradépartementales et régionales restant en second plan, 2/ une certaine diversité des tranches d'âge. Ce second point

semble particulièrement important et dénote une certaine vitalité de ces nouveaux migrants. Ces flux démographiques mettent en avant des populations diversifiées et ne reposent pas uniquement sur des populations âgées, classiquement présentées comme étant « à la recherche d'une retraite tranquille au soleil ».

De manière globale, les classes âgées (classes 60 à 74 et 75 ans et plus) représentent ainsi le même pourcentage que les autres tranches d'âge de la population dans le volume total des nouveaux arrivants (cf. tableau IV.11). Au final, on relève que la part des néo-ardéchois est davantage marquée pour les classes des 25-29 et 30-39 ans : ainsi, 38 % des 30-39 ans recensés à Vallon-Pont-d'Arc en 1999 habitaient hors département en 1990. En l'absence de données équivalentes en 1990, cette approche par structure d'âge ne permet pas cependant de dater l'ancienneté de ce phénomène.

	Population recensée en 1999	Habitants non-ardéchois en 1990	% des néo-ardéchois en 1999
0 à 14 ans	281	86	30 %
15 à 24 ans	155	37	23 %
25 à 29 ans	111	48	43 %
30 à 39 ans	290	110	38 %
40 à 59 ans	470	117	25 %
60 à 74 ans	419	76	18 %
75 ans ou plus	301	20	6,6 %
Total	2027	494	24,4 %

Tableau IV.11 : Décomposition par tranche d'âge des flux migratoires enregistrés pour la commune de Vallon-Pont-d'Arc entre 1990 et 1999, d'après données Insee recensement 1999

Ce tableau met en avant une certaine homogénéité des populations nouvellement recensées sur le territoire de la commune de Vallon-Pont-d'Arc en 1999 : les différentes tranches d'âge sont représentées dans des proportions similaires avec cependant, une proportion plus marquée de néo-ardéchois dans les tranches d'âges 25-29 et 30-39 ans.

Cette vitalité des flux migratoires est particulièrement marquée lorsque l'on compare cette ventilation par âge avec celle d'autres communes ardéchoises, situées dans des contextes différents. A ce titre, une mise en perspective avec la démographie de la commune de Lamastre, située dans la montagne ardéchoise au nord-ouest du département, est significative. De taille similaire, cette commune est également un chef-lieu de canton. Pour autant, l'analyse de ses mouvements migratoires reflète une réalité toute autre que celle observée au niveau de Vallon-Pont-d'Arc (cf. tableau IV.12).

	Vallon-Pont-d'Arc	Lamastre
Population recensée en 1999	2027	2465
% de néo-ardéchois par rapport à 1990, tous âges	24,4 %	8,7 %
% de néo-ardéchois parmi les 30-39 ans	38 %	15 %
% de néo-ardéchois parmi les 60-74 ans	18 %	3,8 %

Tableau IV.12 : Comparaison des mouvements migratoires des communes de Vallon-Pont-d'Arc et de Lamastre, d'après données Insee recensement 1999

Cette comparaison souligne en retour l'attractivité du territoire de la commune de Vallon-Pont-d'Arc.

En s'appuyant uniquement sur des données statistiques, il est certes difficile d'évaluer les liens entre l'image touristique associée aux gorges de l'Ardèche, laquelle participe à la promotion d'un cadre de vie agréable et alimente les dynamiques démographiques constatées. Tout au plus est-on en mesure de supposer des phénomènes de covariation, le développement d'un tourisme « de nature » ayant contribué à revitaliser un espace marqué par les crises successives de la fin

du XIX^{ème} siècle. De manière corrélative, ce processus est également visible lorsque l'on observe l'évolution actuelle des catégories socioprofessionnelles, dans laquelle le tourisme semble jouer un rôle non négligeable.

1. 2. Le poids du tourisme dans l'économie locale

Ainsi, l'importance du tourisme se retrouve, pour partie, dans l'évolution des secteurs d'activité, à l'aune des emplois recensés sur la commune de Vallon-Pont-d'Arc. Celle-ci est aujourd'hui marquée par le recul des agriculteurs exploitants et des ouvriers (respectivement - 30 % et - 20 % entre 1990 et 1999) et le développement des autres types de catégories (cf. tableau IV.13)

Catégorie socioprofessionnelle	1999	Evolution 1990-1999
Ensemble	1720	0 %
Agriculteurs exploitants	28	- 30 %
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	184	24 %
Cadres et professions intellectuelles sup.	36	12, 5 %
Professions intermédiaires	120	30 %
Employés	220	25 %
Ouvriers	176	- 20 %
Retraités	608	5 %
Autres sans activité professionnelle	348	- 19 %

Tableau IV.13 : Emplois recensés sur la commune de Vallon-Pont-d'Arc, répartition par catégorie socioprofessionnelle, commune de Vallon-Pont-d'Arc, données Insee recensement 1999 (commentaire dans le texte)

Couplées à la répartition par secteur d'activité, ces données nous permettent de situer la commune de Vallon-Pont-d'Arc par rapport aux indicateurs ardéchois (cf. tableau IV.14). On relève ainsi des écarts importants par rapport aux moyennes départementales. Alors que le secteur primaire reste dans des proportions similaires, le secteur secondaire est largement sous-représenté, alors que le secteur tertiaire prédomine, avec près de 8 habitants sur 10 travaillant dans ce secteur pour la commune de Vallon !

Secteur d'activité	% du total de la population active de Vallon-Pont-d'Arc	% du total de la population active ardéchoise
Primaire	6 %	10 %
Secteur secondaire (industrie et BTP)	16 %	40 %
Tertiaire	78 %	50 %

Tableau IV.14 : Mise en perspective de la répartition de la population active de 15 ans ou plus par secteur d'activité de commune de Vallon-Pont-d'Arc (données Insee recensement 1999) avec les indicateurs ardéchois de 2002 (Conseil général de l'Ardèche) (commentaire dans le texte)

D'après les chiffres obtenus auprès de la mairie de Vallon, le secteur tertiaire s'articule dans des proportions quasiment identiques entre des activités de commerce et les services aux personnes (respectivement à hauteur de 40 % et 30 % du total des emplois comptabilisés dans le secteur tertiaire). Sans pour autant connaître très précisément les types de commerces enregistrés dans le secteur tertiaire, on est en mesure, étant donné les observations conduites sur le terrain, de supposer le rôle prépondérant du tourisme dans l'organisation de l'économie de cette commune.

Le développement et la prégnance de ces activités tertiaires est à mettre en relation avec les caractéristiques mêmes de l'activité touristique laquelle dépend essentiellement du produit touristique phare qu'est la descente des gorges en canoë-kayak. Bien que celle-ci soit marquée par la saisonnalité, il n'en reste pas moins que, comparativement à d'autres régions touristiques, organisées autour d'autres produits (nous pensons notamment aux stations de ski de moyenne montagne qui, l'hiver, concentrent leur activité sur 4 mois, ce chiffre tombant à 1 et maximum 2 mois en saison estivale), les gorges de l'Ardèche présentent une saison relativement étalée dans le temps. La durée de la saison est alors corrélée à la réglementation du canoë-kayak sur l'Ardèche, laquelle est fonction du niveau d'eau et de la catégorie des usagers. Ainsi, les personnes de catégorie 1 (dite sans qualification) peuvent naviguer dès que le niveau est inférieur ou égal à 0,80 mètre à hauteur du pont de Salavas (arrêté interpréfectoral n°990 du 29 juin 1998 portant règlement particulier de police de la navigation sur la rivière Ardèche entre le Pont d'Arc et le Rhône). Dans le calendrier, la hauteur de l'Ardèche, associée aux conditions météorologiques, permet aux loueurs de proposer la descente des gorges à compter du week-end de Pâques et ce jusqu'à la mi-octobre, soit pour une période de 6 mois. Quant aux bivouacs, la centrale de réservation, mise en place et gérée par le syndicat de gestion de la réserve naturelle, permet de réserver des nuitées en bivouacs pour une période similaire : en 2007, le bivouac de Gournier est ouvert du week-end du 7 avril à celui du 9 octobre, tandis que le bivouac de Gaud ouvre ses portes du 12 mai au 8 septembre.

En terme d'effet de seuil, on se situe alors globalement au-dessus des 150 jours avancés par J. Tomatis (janvier 2000, p. 105), au-delà desquels le tourisme apparaît comme un élément organisateur et fédérateur dans la construction et le fonctionnement d'un territoire donné. Ces dynamiques s'accompagnent alors d'une ouverture à l'année de plusieurs types de services, plaçant la commune de Vallon-Pont-d'Arc dans une situation privilégiée.

1. 3. Une approche du territoire touristique par les services et les équipements

A bien des égards, et que ce soit à l'échelle du département ou comparativement aux communes de taille similaire, l'attractivité de la commune de Vallon-Pont-d'Arc se retrouve sur le plan des services et des commerces présents sur son territoire.

Ceci est particulièrement visible lorsque l'on observe l'offre des services disponibles sur la commune, notamment lorsque ces données sont mises en perspective avec l'ensemble des communes ardéchoises ou encore des communes rhône-alpines ou françaises de taille similaire. On relève que mise à part les services liés à son statut de chef-lieu de canton (gendarmerie, trésorerie, pompiers), Vallon-Pont-d'Arc offre un taux d'équipement attractif, notamment en terme de commerces. Ainsi, on note la présence de plusieurs magasins de vêtements, chaussures, électroménager, etc. alors même que tel n'est pas le cas pour la majorité des communes de taille équivalente (cf. tableau IV.15).

	Existence ou nombre	Communes équipées			
		Du département		De taille équivalente en %	
		Nombre	%	Région	France
SERVICES					
Notaire	1	34	10	17	24
Banque ou caisse d'épargne	3-4	43	13	32	37
Agence de voyages	OUI	18	5	8	7
Office de tourisme ou syndicat d'initiative		69	20	27	26
COMMERCES					
Grandes surfaces					
Hypermarché	NON	4	1	1,5	1
Supermarché	2	23	7	10	16
Supérette	NON	44	13	27	34
Alimentation					
Alimentation générale, épicerie	1	175	52	71	66
Boulangerie, pâtisserie	3-4	144	43	84	86
Boucherie, charcuterie	3-4	97	29	59	66
Commerces spécialisés non alimentaires					
Magasin de vêtements	3-4	37	11	23	23
Magasin de chaussures	1	28	8	12	13
Librairie, papeterie	2	47	14	35	34
Magasin d'électroménager	2	43	13	26	29
Magasin de meubles	NON	22	7	13	13
Droguerie, quincaillerie	1	43	13	27	29

Tableau IV.15 : Mise en perspective des services et des commerces présents dans la commune de Vallon-Pont-d'Arc avec ceux des communes de taille équivalente, d'après l'inventaire communal de la région Rhône-Alpes, Insee, 1998 - Données significatives en rouge.

En terme d'éducation et de santé, ce sur-équipement de Vallon par rapport à d'autres communes de taille équivalente est également visible. On note ainsi la présence de services à la petite enfance (crèche, halte-garderie) alors que ces derniers ne sont présents que dans 13 % des communes françaises de taille similaire. Par ailleurs, la commune dispose d'un centre médico-social, alors même que seules 8, 5 % des communes françaises de même taille offrent ce service.

Enfin, d'un point de vue culturel, la même vitalité semble se dégager avec la présence d'une salle de spectacles, d'un centre culturel et d'un musée...autant d'équipements relativement rares dans les autres communes du même acabit.

Tableau IV.16 : Mise en perspective des équipements culturels présents dans la commune de Vallon-Pont-d'Arc avec ceux des communes de taille équivalente, d'après l'inventaire communal de la région Rhône-Alpes, Insee, 1998 - Données significatives en rouge.

Equipements culturels et socio-culturels	Existence ou nombre	Communes équipées			
		Du département		De taille équivalente en %	
		Nombre	%	Région	France
Salle de spectacles	OUI	41	12	14	19
Centre culturel	OUI	23	7	6	6
Musée	OUI	35	10	13	13

Compte tenu de ces caractéristiques, Vallon-Pont-d'Arc s'inscrit parmi les communes ardéchoises les mieux loties. Dès lors, en terme de services et d'équipement, la commune de Vallon comptabilise 31 des 36 équipements recensés par l'INSEE et fait, à ce titre, partie des communes de rang A, au même titre que Ruoms, Bourg-Saint-Andéol et Barjac, autres communes situées à proximité des gorges (Insee Rhône-Alpes, 1999).

Bien qu'il soit difficile d'identifier précisément le rôle et la part du tourisme dans ces dynamiques sociodémographiques, il est tout du moins possible d'affirmer que celui-ci joue un rôle non négligeable dans l'organisation de cet espace de vie local. Premier pourvoyeur d'emplois, il participe de manière indirecte au maintien des flux migratoires et à l'ouverture de services tout au long de l'année.

En retour, ces dynamiques démographiques et économiques locales participent et encouragent le développement de l'activité touristique : vitalité sociodémographique et développement de l'activité touristique s'inscrivent dans un système de boucles de rétroaction positives. Si cette dynamique se traduit par un secteur économique en pleine expansion, notamment autour du produit phare que représente la descente des gorges de l'Ardèche, elle s'accompagne également de mutations spatiales profondes, dont le développement des résidences secondaires en est une des expressions.

1. 4. Le développement des résidences secondaires

Parallèlement à ces mouvements sociodémographiques observés au niveau des résidents permanents, cette revitalisation du milieu rural est également marquée par un développement de l'activité résidentielle. En ce sens, l'attractivité des communes situées aux alentours des gorges se traduit (autant qu'elle se mesure !) par le développement des résidences secondaires.

Au niveau de la commune de Vallon-Pont-d'Arc, trois éléments peuvent être dégagés (cf. tableau IV.17) :

1/ les résidences principales restent supérieures aux résidences secondaires (62, 3 % contre 30, 7 %) ;

2/ le secteur de l'immobilier connaît une certaine vitalité avec un taux d'évolution du parc de logement supérieur de trois points par rapport à la moyenne départementale ;

3/ cette dynamique résulte à la fois d'une croissance des résidences principales et des secondaires, le nombre de ces dernières progressant légèrement plus vite que les premières (13, 1 % de croissance entre 1999 et 1990 contre 11, 2 %)

	COMMUNE DE VALLON-PONT-D'ARC			DEPARTEMENT DE L'ARDECHE
Types de logements	1999	%	Evolution de 1990 à 1999	Evolution de 1990 à 1999
Total	1381	100	13, 8 %	10, 1 %
dont :				
Résidences principales	861	62, 3 %	9, 5 %	11, 2 %
Résidences secondaires	424	30, 7 %	32, 5 %	13, 1 %

Tableau IV.17 : Répartition des types de logements de la commune de Vallon-Pont-d'Arc par rapport à la moyenne départementale, d'après recensement Insee 1999

Afin d'évaluer la prégnance de cette vitalité, une comparaison avec des communes situées dans un autre contexte s'avère pertinente. En ce sens, lorsque l'on reprend la comparaison précédemment effectuée avec la commune de Lamastre, située dans la montagne ardéchoise, le développement des résidences secondaires à l'échelle de la région des gorges de l'Ardèche apparaît de manière encore plus soutenue, mettant une nouvelle fois en relief l'attractivité du Sud-Ardèche.

Types de logements	1999	%	Evolution de 1990 à 1999
Total	1438	100	- 2, 6 %
dont :			
Résidences principales	1054	73, 3 %	- 2, 3 %
Résidences secondaires	206	14, 3 %	- 4, 6 %

Tableau IV.18 : Répartition des types de logements de la commune de Lamastre, d'après Insee 1999

Dans le cas particulier de la commune de Lamastre, on relève que le nombre de logements de 1999 est en diminution par rapport à celui de 1990, cette baisse générale étant davantage marqué au niveau des résidences secondaires ce qui peut tenir soit 1/ à une transformation de l'habitat secondaire en habitat principal ; 2/ soit à un abandon de la résidence et à une transformation en logements vacants, ce qui semble effectivement être le cas au niveau de Lamastre, la proportion de logements vacants ayant progressé de 127 % entre 1990 et 1999 !

Au niveau de petites communes situées à proximité des gorges, cette tendance est largement confirmée, voire même exacerbée. Lorsque l'on considère des communes telle que Sampzon, situées en amont des gorges et à proximité de la rivière et où nous avons par ailleurs relevé des taux de fonction touristique très importants (de l'ordre de 30 touristes pour un habitant permanent, cf. figure III.24, chapitre 6, page 240), l'évolution du parc de logement entre 1999 et 1990 est de 134 %, avec une augmentation de 264,3 % des résidences secondaires ! Aujourd'hui, la part des résidences secondaires dans le total du parc des logements est deux fois plus importante que celle des résidences principales!

Types de logements	1999	%	Evolution de 1990 à 1999
Total	344	100	134 %
dont :			
Résidences principales	83	24, 1 %	23, 9 %
Résidences secondaires	255	74, 1 %	264, 3 %

Tableau IV.19 : Répartition des types de logements de la commune de Sampzon, d'après Insee 1999

L'exceptionnel taux de croissance des logements à Sampzon, tous types confondus, s'explique principalement par une augmentation majeure des résidences secondaires.

A notre sens, plusieurs facteurs expliquent cette tendance au développement des résidences secondaires :

1/ des facteurs d'ordre général, tel que l'augmentation du pouvoir d'achat, l'amélioration de l'accessibilité avec les nouvelles performances de la ligne TGV Paris-Marseille, le développement du temps des loisirs, une nouvelle organisation du temps de travail, de nouvelles formes de mobilité, etc. ;

2/ des facteurs locaux tel que l'importance des logements laissés vacants suite à la vague de désertification de la région au début du XX^{ème} siècle offrant une possibilité d'investir dans des bâtisses à bas prix, la présence de services ouverts à l'année, un taux d'équipement supérieur à la moyenne nationale, le tout associé à la mise en avant d'un cadre de vie agréable mêlant une nature « authentique », un climat ensoleillé ainsi que les plaisirs de la baignade... soit les mêmes ressorts que ceux motivant la venue des touristes dans le Sud-Ardèche !

Au final, cette image liée à la construction d'un espace touristique et patrimonialisé apparaît comme un élément clef, que ce soit en terme de logiques touristiques et plus largement de dynamiques territoriales. Une interpénétration s'observe entre les discours touristiques et les dynamiques socio-économiques, témoignant en cela d'un positionnement central du tourisme dans l'organisation de cet espace « gorges de l'Ardèche ». Le fait même que des communes comme Vallon-Pont-d'Arc présente des services et des taux d'équipement supérieurs à des communes de taille similaire, met en avant les effets sociodémographiques engendrés par le développement du secteur touristique, lui-même lié aux logiques de patrimonialisation des ressources naturelles de cette région.

Dans le même temps, il n'en reste pas moins que ces dynamiques touristiques présentent certaines formes de vulnérabilité, liée à une relative saisonnalité de l'activité touristique et au développement parfois exacerbé des résidences secondaires au niveau de certaines communes, pouvant conduire à des sentiments de rejet de la part des populations locales. Ainsi, M X., habitant permanent de Sampzon qui parle « d'une coupure entre la vie de la commune et les gros campings à l'entrée du village », structure d'hébergement qu'il qualifie de « réserve d'indiens » avec des « touristes qui sont dans ces campings comme on est au club méd ».

Dès lors, la construction d'un territoire touristique fondé sur les ressources patrimoniales tient nécessairement compte de cette double réalité. Dans ce contexte spécifique, le poids socio-économique du tourisme induit (appelle ?) une grande complémentarité et une solidarité devenues quasi-obligatoires entre la collectivité locale, ses habitants et les principaux sites touristiques que représentent le Pont d'Arc et les gorges de l'Ardèche. A plusieurs titres, le tourisme ainsi que le cadre dans lequel il se développe, font figure d'enjeux territoriaux. Il devient alors nécessaire de penser durablement l'articulation liant logiques de patrimonialisation et de développement touristique... une réalité peu ou prou prise en considération lors des projets d'aménagements réalisés autour des gorges de l'Ardèche depuis les années 1990.

2. PROJETS D'AMÉNAGEMENTS ET PROCESSUS DE CONSTRUCTION TERRITORIALE AUTOUR DES GORGES DE L'ARDECHE

Dans le cadre de notre démonstration, nous centrerons notre étude sur la conduite de trois projets majeurs : l'Opération Grand Site (OGS) signée en 1993, les incidences de l'application de la politique européenne Natura 2000 (1994-1997) ainsi qu'une nouvelle démarche contractualisante actuellement en cours : le Pôle d'Excellence Rurale (PER). Situés à quelques années d'intervalle, ces trois projets présentent des approches différentes de cette réalité touristique, soulignant en cela l'évolution de la prise en compte du secteur touristique ainsi que son inscription progressive au cœur de la structure et du fonctionnement de cet espace. En ce sens, l'étude des périmètres de compétence et des objectifs de ces différents projets met en évidence une dynamique dialectique et évolutive dans laquelle s'inscrivent ces rapports entre patrimoine, tourisme et territoire, participant en cela à l'émergence d'un territoire touristique autour des gorges de l'Ardèche.

2. 1. L'Opération Grand Site des Gorges de l'Ardèche (1993)

Dans le chapitre 6 centré autour des effets de la grotte Chauvet dans l'organisation de cette région touristique, nous avons eu l'occasion d'aborder ce projet de réhabilitation que constitue l'Opération Grand Site (OGS). Il s'agissait essentiellement de souligner les liens entre ce programme et le projet de l'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet (ERGC). Au-delà de ces liaisons plus ou moins factuelles, il nous semble que ce projet d'aménagement (ou de ré-aménagement) représente une étape importante dans les processus de construction territoriale entourant les gorges de l'Ardèche. Ainsi, cette opération apparaît comme l'un des premiers projets cherchant à redéfinir l'arbitrage entre mesures de protection et logiques de développement touristique, de manière à inscrire durablement cette articulation dans le fonctionnement de cet espace. A ce titre, il apparaît nécessaire d'explicitier et d'approfondir les tenants et les aboutissants de cette OGS.

De manière générale, cette politique, conduite par le ministère en charge de l'environnement, tente « *de réhabiliter et de mettre en valeur certains sites, parmi les plus célèbres, dont l'état de conservation et de préservation est indigne de leur valeur patrimoniale et de leur renommée* » (Ministère de l'Environnement, Siva, Ministère du Tourisme, 1993, p. 10 – fonds d'archives du syndicat de gestion des gorges de l'Ardèche, thématique « Opération Grand Site »). Cette opération se définit alors comme « *une démarche originale concernant les sites classés, reconnus d'intérêt national voire universel (...) Celle-ci vise à corriger certains dysfonctionnements observés sur des sites classés et faisant l'objet de fréquentation touristique considérée comme importante* » (Duval M., Gauchon C., 2007, p. 150).

Lancée en 1991 puis signée en 1993 entre les ministères de l'Environnement et du Tourisme d'une part, et le Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ardèche (gestionnaire de la réserve naturelle à cette époque), l'Opération "Grand Site" - Sites protégés du Pont d'Arc et des Gorges de l'Ardèche – Charte de mise en valeur a comme objectifs de : « *1/ prévenir les impacts de la fréquentation, 2/ réhabiliter les lieux et les conditions d'accueil, 3/ valoriser le patrimoine paysager, les richesses naturelles et archéologiques* » (Ministère de l'Environnement, Siva, Ministère du Tourisme, 1993, p. 15).

Dix ans après la création de la réserve naturelle, il s'agit alors essentiellement de modifier les caractéristiques structurelles et fonctionnelles du secteur touristique en vue de satisfaire les exigences alors naissantes du développement durable.

Spatialement, ces actions sont envisagées « *en priorité sur les espaces protégés (Site Classé et Réserve Naturelle), mais également sur des zones ou des actions périphériques intéressantes dans la mesure où elles ont un lien direct avec la mise en valeur des espaces protégés* » (Ministère de l'Environnement, Siva, Ministère du Tourisme, 1993, p. 11). Centré autour du périmètre de la réserve et du site classé du Pont d'Arc, ce projet ajoute une zone complémentaire, appelée « zone périphérique », « zone tampon » ou plus récemment « écrin paysager du Grand Site », sans toutefois avoir une existence officielle et légale, tel que le permet cependant le Code de l'Environnement (cf. figure IV.17, page suivante).

Selon les documents auxquels nous avons eu accès, ce périmètre présente des variations, essentiellement en rive gauche, passant d'environ 7000 ha à 8000 ha (périmètres approximatifs après observation cartographique). Dans sa version la plus restrictive (apparemment la plus récente et sur laquelle aujourd'hui tout le monde semble s'accorder), les zones touristiques et/ou résidentielles sont exclues (Vallon-Pont-d'Arc, Saint-Remèze, Bidon, Saint-Marcel-d'Ardèche, Saint-Just). Un découpage qui traduit manifestement une certaine réticence des élus et plus largement des acteurs qui craignent que ce périmètre ne devienne un jour officiel et ne soit inscrit

en zone non-constructible dans les documents d'urbanisme. Quel que soit le cas de figure, il n'en reste pas moins que ce nouveau périmètre propose une extension du territoire de compétence du syndicat de gestion de la réserve, alors appelé SIGARN (Syndicat Intercommunal des Gorges de l'Ardèche et de leur Région Naturelle).

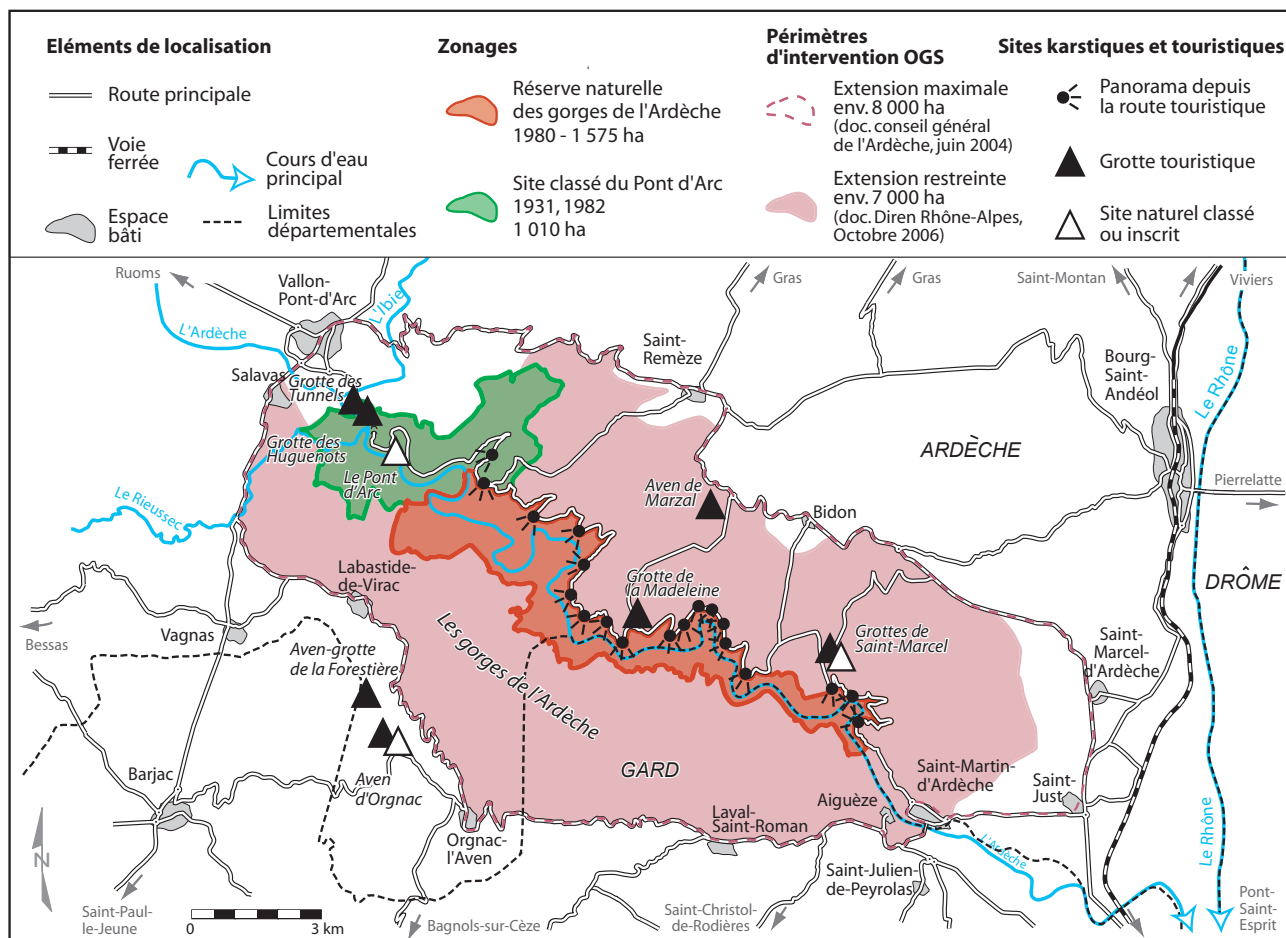


Figure IV.17 : Opération Grand Site autour de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche (commentaire dans le texte)

Peu à peu, les modalités de gestion de la réserve naturelle se réorientent de manière à assurer la « soutenabilité » des processus de développement touristique dans les gorges de l'Ardèche (Dewailly J.-M., 2006). D'un point de vue pratique (pragmatique ?) et dans une volonté de réorienter les pratiques touristiques, ce programme d'aménagement cherche à corriger des phénomènes perçus comme des « dysfonctionnements » par certains acteurs tout en valorisant/ réhabilitant certains aspects de la réserve naturelle. À ce titre, plusieurs objectifs sont listés, lesquels marquent en retour un changement d'orientation dans les finalités de gestion de la réserve naturelle (cf. tableau IV.20).

Tableau IV.20 : Principales mesures envisagées lors de l'OGS des gorges de l'Ardèche (d'après Ministère de l'Environnement, Siva, Ministère du Tourisme, 1993)

Objectif n°1 de la charte : Prévenir	Objectif n°2 de la charte : Réhabiliter	Objectif n°3 de la charte : Valoriser
Limiter les séjours longs dans la réserve	Réhabiliter et mettre en valeur les abords du Pont d'Arc	<i>Maison de la Réserve</i>
<i>Mieux répartir l'accueil de courte durée dans les gorges</i>	Restructurer les enseignes privées et la signalétique publique	<i>Découverte du milieu</i>
Encadrer la fréquentation des gorges	Améliorer l'intégration des campings subsistants dans le Site Classé	<i>Aménagement du château de Gaud en annexe pédagogique de la Maison de la Réserve</i>
<i>Canaliser la fréquentation pédestre au fond des gorges</i>	Améliorer la sécurité	<i>Développer les recherches scientifiques</i>
Protéger concrètement un certain nombre d'espaces sensibles ou archéologiques	Rénover les belvédères bordant la route touristique	<i>Protéger l'aigle de Bonelli et son habitat</i>
Gérer de façon coordonnée la périphérie des espaces protégés		

En gras italique apparaissent les points ayant été réalisés.

En terme de réorganisation de la fréquentation touristique, l'essentiel de cette OGS s'est alors concentré sur la gestion des flux touristiques aux abords de la rivière avec l'organisation des aires de bivouacs et le fléchage du sentier pédestre situé au fond des gorges... des mesures faisant rapidement consensus à l'inverse des actions envisagées dans le cadre de la réhabilitation, comme le ré-aménagement de la route touristique à la hauteur du Pont d'Arc où les différentes actions proposées provoquèrent une levée de boucliers, fédérée par l'organisation d'une association des usagers et ayants droit du Pont d'Arc !

C'est essentiellement en termes d'image et de valorisation que les effets de cette OGS se font sentir. Les termes de « sur-fréquentation », de « dysfonctionnements », de « dégradation » jalonnent la charte OGS, laquelle doit fournir aux acteurs engagés dans cette opération les moyens de donner à voir « *un environnement digne de sa renommée [le Pont d'Arc]* » (Ministère de l'Environnement, Siva, Ministère du Tourisme, 1993, p. 17). Au final, cette volonté de développer un tourisme respectueux de son environnement s'inscrit dans un jeu rétroactif avec l'affichage d'un volet environnemental, s'appuyant sur les caractéristiques faunistiques et floristiques des gorges de l'Ardèche.

Dès lors, tout en cherchant à modifier l'organisation du fait touristique dans cet espace (tant au niveau des pratiques que des infrastructures), on assiste à une mise en avant des caractéristiques environnementales de la réserve naturelle, pour partie cristallisées autour d'un animal emblématique : l'aigle de Bonelli. En effet, jusqu'ici le volet « nature » restait une action secondaire dans les orientations de gestion de la réserve naturelle : les membres du comité scientifique assuraient des mini-sessions de formation sur quelques demi-journées, essentiellement à destination des membres du comité consultatif et autres acteurs locaux (Fonds 1500 W 22, AD07). Par la suite, le lancement d'un plan de sauvegarde de l'aigle de Bonelli dans les années 1990 avait quelque peu modifié la donne, mais faute de moyens financiers, celui-ci n'avait pu déboucher sur des actions de terrains (fonds 1625 W 13, AD07). En ce sens, l'OGS a permis de réactiver ces propositions, contribuant à faire de l'aigle de Bonelli un animal totem de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche, lequel deviendra dans les discours le « symbole de la réserve naturelle » (Mosse F., 2000, p. 19), voire le « véritable emblème de la Basse-Ardèche » (Cochet G., 2002, p. 27). Animal emblématique, celui-ci vient justifier *a posteriori* la création de la réserve naturelle (cf. figure IV.18).

Figure IV.18 : Affichage *a posteriori* de l'aigle de Bonelli comme espèce emblématique de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche



Mis en avant sur des documents de communication (ouvrage édité par la réserve naturelle, panneaux touristiques), cet affichage de l'aigle de Bonelli dix ans après la création de la réserve naturelle nous renseigne sur deux points : 1/ il traduit une ré-orientation des modalités de gestion de la réserve qui affirme des missions de protection de l'environnement ; 2/ dans le même temps, il redonne une certaine virginité à cet espace naturel, occultant les raisons de la mise en place de la réserve naturelle (gérer des flux touristiques) et les difficultés de cette dernière à gérer à bien cette mission les dix premières années de son existence. Par la suite, les discours tenus autour de cette espèce emblématique permettront la mise en œuvre de nouveaux programmes (et l'obtention de nouveaux financements !) tel que Natura 2000.

En retour, cette montée en puissance du volet environnemental appelle autant qu'elle légitime les réflexions engagées en vue de modifier les pratiques touristiques dans et aux abords des gorges, positionnant peu à peu la réserve naturelle dans un rôle de protection de la nature et non plus seulement de gestion des flux touristiques. Dans une certaine mesure, la découverte de la grotte Chauvet viendra renforcer ces orientations affichées avec le lancement de l'OGS, une synergie se dessinant peu à peu entre le projet de requalification des gorges et la découverte de cette grotte exceptionnelle. Cet événement majeur sur le plan archéologique participe au processus de relecture du fonctionnement des gorges dans leur ensemble. Celui-ci amène une prise de conscience supplémentaire de la part des acteurs territoriaux, lesquels s'accordent peu ou prou sur la nécessité de réorienter les modalités de fréquentation touristique de cet espace, jugées « indignes » de la valeur patrimoniale que représente la grotte Chauvet. Etant donné l'arbitrage jusqu'ici effectué entre les logiques de patrimonialisation et celles de développement touristique, la découverte de la grotte Chauvet alimente l'argumentaire présidant à une orientation vers un tourisme dit « respectueux », sans pour autant que ce terme fasse l'objet d'une définition. Dès lors, OGS et découverte de la grotte Chauvet s'articulent et marquent un réajustement du couple patrimoine/ tourisme en faveur d'une politique de gestion environnementale. Un changement de registre s'effectue : il n'est plus seulement question de gérer des flux touristiques mais d'ancrer durablement cette dimension touristique dans le fonctionnement de cet espace. En un sens, cette réflexion en terme de continuité temporelle marque une nouvelle étape dans la construction d'un territoire touristique autour des gorges de l'Ardèche, laquelle sera rapidement suivie et alimentée par la mise en œuvre du programme européen Natura 2000.

2. 2. Le tournant « Natura 2000 »

Le programme européen Natura 2000 se présente comme une démarche participative où chaque Etat membre de l'UE établit, suite à un processus de concertation impliquant différents types d'acteurs, une liste de sites protégés. Encadré par les directives « oiseaux » (02/04/1979) et « Habitats Faune Flore » (21/05/1992), ce réseau prône comme objectif le maintien de la biodiversité des milieux considérés, tout en tenant compte des exigences socio-économiques. En ce sens, chaque site identifié voit sa gestion définie dans le cadre d'un document d'objectifs, lequel cherche à concilier au mieux les enjeux associés à ces espaces.

A l'échelle des gorges de l'Ardèche, cette démarche Natura 2000 s'est progressivement mise en place à partir de 1994. Suite à un inventaire des habitats par le Conservatoire Régional des espaces Naturels Rhône-Alpes, une première liste de six sites a été adoptée en 1997, parmi lesquels figurent les gorges de l'Ardèche, sous l'appellation B1 « Basse Ardèche Urganienne ». Dès lors, cette appellation renvoie à l'ensemble constitué par la réserve naturelle et le site classé du Pont d'Arc, auxquels s'ajoute la zone de la Dent de Rez couverte par un arrêté de Biotope pris en 1990. Localement, cette approche globale se double de mesures locales avec la définition de Zones de Protection Spéciale (relevant de la directive « Oiseaux »), notamment autour des espaces de nidification de l'aigle de Bonelli (cf. figure IV.19).

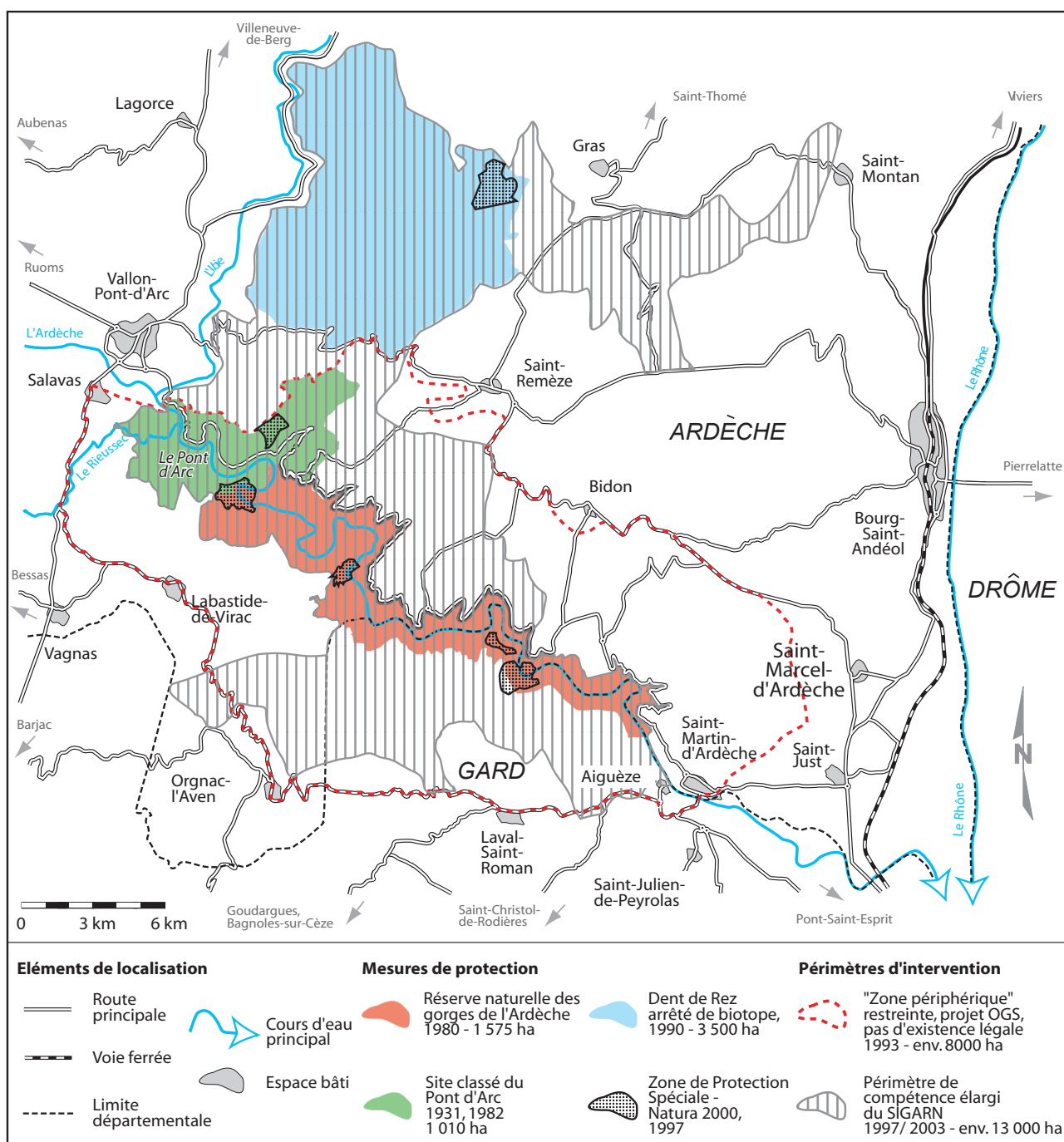


Figure IV.19 : Elargissement progressif des mesures de protection et du périmètre d'intervention de la structure gestionnaire de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche (1980-2006)

Aux périmètres de la réserve naturelle et du site classé des abords du Pont d'Arc se surimposent des zones de protection spéciale autour des espaces de nidification de l'aigle de Bonelli. Le lancement de cette procédure Natura 2000 se traduit également par une extension du périmètre de compétence de la structure gestionnaire de la réserve naturelle (sur ce point, commentaire dans le texte).

Dans ce contexte de gestion « d'espace protégé », l'inscription dans le réseau Natura 2000 s'accompagne du lancement d'un programme LIFE (L'Instrument Financier pour l'Environnement). Cette aide européenne permet à la structure gestionnaire de la réserve de lancer une réflexion d'envergure. Après dix-huit réunions de concertation, le document d'objectifs est approuvé à l'unanimité par le comité de pilotage LIFE le 15 janvier 1998 : « Il met l'accent sur : 1/ la nécessité de maintenir des milieux ouverts notamment par le pastoralisme, 2/ la maîtrise des activités de pleine nature, 3/ l'amélioration de la qualité du milieu aquatique, 4/ le suivi de l'évolution des Habitats en particulier forestiers » (PV de la réunion du comité consultatif de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche du 10/11/1998).

Sur le terrain, ces orientations se sont notamment traduites par : 1/ des travaux d'aménagement pastoral sur le plateau de la Dent de Rez, 2/ la réalisation de garennes artificielles de manière à assurer un vivier suffisant de petit gibier pour la survie de l'aigle de Bonelli, 3/ l'organisation de stages de sensibilisation autour « du développement durable et des espèces à haute valeur environnementale » auprès des professionnels du tourisme (SIGARN, 2001, bulletin d'information « Habitats et espèces des Gorges de l'Ardèche et leurs plateaux »).

Au-delà de ces aspects factuels, l'inscription des gorges de l'Ardèche dans le réseau Natura 2000 renforce le processus de réorientation de l'arbitrage entre mesures de protection et développement touristique à l'échelle de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche (Duval M., 2007 à paraître).

Cela est particulièrement visible lorsque l'on observe les missions confiées au Syndicat Intercommunal des Gorges de l'Ardèche et de leur Région Naturelle (SIGARN), syndicat créé en 1996 et qui récupère la gestion de la réserve naturelle en 1997. Comparativement aux missions confiées au GIGA dix-sept ans auparavant, on assiste ici à un repositionnement de la structure gestionnaire en tant qu'acteur de la protection et de la conservation de la biodiversité, dimension précédemment absente (descriptifs des nouveaux statuts de 1997, puis de 2003, cf. annexe 27). Le conseil scientifique, jusqu'alors faiblement associé à la gestion effective de la réserve, est considéré comme un partenaire majeur (SIGARN, 1999 – fonds d'archives du syndicat de gestion des gorges de l'Ardèche, Thématique « gestion de la réserve naturelle »).

A ces questions de statuts s'ajoute une re-définition d'orientation de gestion de la réserve naturelle et de ses abords, matérialisée par la rédaction d'un plan de gestion pour la période 1999-2003... soit le premier plan de cette nature depuis la création de la réserve près de 20 ans auparavant ! A la lecture de ce document, on relève ainsi une convergence, pour ne pas dire une fusion entre les réflexions conduites dans le cadre de Natura 2000 et les objectifs de gestion de la réserve naturelle : *« Le plan de gestion de la réserve a été élaboré à partir des différentes études et inventaires menés dans la réserve depuis sa création et avec les avis des différents scientifiques, notamment dans le cadre de l'élaboration du document Natura2000 du site dans lequel s'inscrit le périmètre de la réserve naturelle et qui s'intéresse à la quasi-totalité des problématiques de conservation de la réserve naturelle »* (PV de la réunion du comité consultatif de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche du 26/10/1999, p. 7).

Dès lors, les objectifs de gestion Natura 2000 et les orientations plus générales de gestion de la réserve naturelle et de ses abords se fondent dans un même plan de gestion, dans une logique de développement durable.

Spatialement, ces nouvelles orientations se traduisent par un élargissement du périmètre de compétence du SIGARN (cf. figure IV.19). Dès lors, un changement d'échelle s'opère : d'une approche ciblée sur la réserve naturelle, on assiste à une prise en compte des plateaux calcaires. Cette inscription dans le réseau Natura 2000 rassemble alors dans une même unité de gestion des périmètres de protection jusqu'ici déconnectés. En effet, déterminé en 1990, l'arrêté de biotope de la Dent de Rez situé à l'amont des gorges sur la rive gauche et concernant une superficie de 3500 ha, était géré par les services de la DDAF (Direction départementale de l'Agriculture et des Forêts). Suite à la mise en œuvre du programme Natura 2000, le SIGARN se verra attribuer la gestion de cet espace en 1997, extension spatiale doublée de l'adhésion de la commune de Gras, principale propriétaire des parcelles comprises dans l'arrêté de biotope. Par la suite, ce périmètre d'intervention sera élargi avec l'entrée de la commune de Larnas dans le SIGARN (8 mars 2000) ; cette demande fut essentiellement motivée pour des raisons d'entretien des sentiers de randonnée, compétence déléguée au SIGARN lors de la convention de 1997 (cf. annexe 27).

Progressivement, le champ d'intervention du SIGARN dépasse le simple cadre de la réserve naturelle et recouvre une partie de plus en plus importante du territoire des communes membres du syndicat, soit un périmètre compris entre 12 000 et 13 000 ha au total (périmètre approximatif après observation cartographique). Dès lors, l'application locale du programme Natura 2000, avec la définition de ZPS autour des espaces de nidification de l'aigle de Bonelli, suivie par l'adhésion de nouvelles communes au syndicat, conduit, à une échelle micro-régionale, à donner du sens et à créer du lien entre des entités de protection jusqu'alors gérées de manière distinctes.

En terme de jeux d'échelles, cet exemple souligne les interférences entre le local et le global : on voit ici comment un animal érigé en emblème local rencontre des préoccupations européennes de protection de l'environnement, lesquelles se traduisent spatialement par des périmètres de protection ciblés qui amènent une relecture de l'articulation des espaces protégés autour des gorges de l'Ardèche.

Au final, au-delà des apports financiers qu'elle a constitués, la démarche Natura 2000 s'est traduite par (i) le lancement de programmes environnementaux, (ii) un recadrage des statuts de la structure gestionnaire, (iii) une réorientation des objectifs de gestion de la réserve naturelle autour de la préservation de la biodiversité. Dès lors, on assiste au réajustement du couple tourisme/patrimoine en faveur de la conservation du milieu : la protection de la faune et de la flore passe au premier plan, le tourisme étant essentiellement perçu comme un vecteur de dégradation qu'il convient de maîtriser... sans pour autant l'interdire, car, au-delà de cet affichage environnemental, le secteur touristique n'en reste pas moins la première ressource économique de cet espace ! Ainsi, s'il est question de préserver les richesses faunistiques et floristiques de cet espace, c'est avec, en toile de fond, l'idée qu'il est nécessaire de protéger les caractéristiques environnementales avant tout pour assurer la continuité d'un espace-support et vecteur de développement touristique. Apparaît alors un versant complémentaire des relations entre logiques de patrimonialisation et de développement touristique, le statut « d'objet patrimonialisé » permettant de réorienter des pratiques touristiques en vue d'assurer la continuité, la pérennité des caractéristiques de l'espace objet de tourisme.

Cette prise de position est particulièrement visible lorsque l'on croise ces dynamiques micro-régionales avec les dispositions prises à une échelle plus générale. Ainsi, cette entrée en vigueur de Natura 2000 se retrouve à une échelle départementale, avec le lancement en 1995 de la taxe sur les Espaces Naturels Sensibles (ENS). Depuis 1985, le législateur a, en effet, transféré la procédure de classement des « espaces naturels sensibles » aux départements qui ont désormais entière liberté quant à leur politique en la matière (Pech P., Sureau C., 2006). Cette mesure permet aux départements de constituer un fonds pour des actions de réhabilitation à l'échelle d'espaces naturels identifiés comme sensibles et définis en zone de préemption.

Dans le contexte ardéchois, ces espaces ont été définis sur l'ensemble du département (cf. figure A6, annexe 28) : à l'échelle des gorges de l'Ardèche, on relève alors une convergence entre les actions conduites localement et cette réflexion départementale, puisque l'ensemble formé par la réserve naturelle et le site classé du Pont d'Arc de 1982 sont inscrits au titre des espaces naturels sensibles depuis 1999. A terme, l'enjeu pour le conseil général est de devenir le principal propriétaire foncier de cet espace. Dans cette perspective, les recettes récoltées par le biais de cette taxe sont aujourd'hui réservées pour l'achat des potentiels et futurs terrains mis en vente dans ce périmètre. Cette maîtrise foncière lui permettrait ainsi de réaliser d'importantes actions de réhabilitation et d'aménagement, telles que la réorganisation du Pont d'Arc, la suppression des campings restant dans les gorges... ou encore la réalisation de l'ERGC, si tant est que celui-ci soit finalement compris dans ce périmètre (entretien Ch. Sautière, service environnement, conseil

général de l'Ardèche, 20/07/2004). On voit dès lors comment ces outils de protection de la nature, situés à différentes échelles, se combinent et sont mobilisés par les acteurs investis dans la gestion de cet espace en vue de préserver les caractéristiques environnementales d'un « espace-support » dans lequel se développent des pratiques touristiques.

2. 3. Le Pôle d'Excellence Rurale ou l'inscription territoriale de dynamiques touristiques, via la mobilisation des logiques de patrimonialisation

Depuis peu, cette réflexion connaît une nouvelle assise spatiale avec le lancement d'un Pôle d'Excellence Rurale (PER). Nouvelle politique contractualisante en milieu rural lancée par la DIACT (Délégation Interministérielle à l'Aménagement et la Compétitivité des Territoires), cette démarche se situe dans la lignée des contrats de pays et cherche à développer les potentialités des territoires concernés en misant sur « l'innovation ». A l'échelle des gorges de l'Ardèche, ce PER est présenté comme un moyen de développer et d'inscrire de nouvelles formes de tourisme au cœur du fonctionnement et du devenir d'un territoire touristique dit « des gorges de l'Ardèche ». Ainsi, « *la candidature à un Pôle d'Excellence Rurale est l'opportunité pour les Gorges de l'Ardèche de réussir la transition d'un modèle de développement touristique de masse, basé sur l'utilisation des ressources et une forte saisonnalité, vers un modèle de développement visant l'excellence par la valorisation de son patrimoine et la création d'emplois pérennes* » (Syndicat de gestion des gorges de l'Ardèche, 2006, p. 5 – fonds d'archives du syndicat de gestion des gorges de l'Ardèche, thématique « territoire »).

Dans cette perspective, la dimension touristique apparaît comme la pierre angulaire de ce projet, tant d'un point de vue formel que sur le fond des actions envisagées. Ainsi, la présentation de ce projet insiste particulièrement sur l'histoire du développement touristique de cette région, mettant en avant la prégnance de ce secteur : « *L'importance de ce tourisme est devenue fondamentale pour tout le sud du département où l'industrie traditionnelle est en difficulté, les activités de service encore peu développées et l'agriculture en déprise et majoritairement orientée vers la viticulture. Le bassin d'emploi de la ville d'Aubenas dans lequel s'insère ce territoire figure parmi les plus fragiles de la région Rhône-Alpes* » (Ibid, p. 4). Il s'agit donc de faire du tourisme la première force vive de ce territoire rural, d'organiser et d'assurer la pérennité du fonctionnement de cet espace autour de cette entrée thématique.

Ainsi, la mise en œuvre effective de ce projet s'articule autour de deux principaux défis visant à fédérer l'ensemble des acteurs de ce territoire. Il s'agit de : 1/ « *Conforter les points forts du territoire par une politique active de requalification des sites patrimoniaux structurants* » ; 2/ « *Développer un tourisme de qualité en toute saison basé sur la valorisation du patrimoine* », via la création d'un outil innovant en terme de découverte du patrimoine (audio-guidage), l'encouragement de l'investissement privé dans l'hôtellerie de qualité, la diversification de l'offre touristique sur les parties du territoire les moins dotées.

Dès lors, centrant l'évolution du territoire des gorges de l'Ardèche autour du fait touristique et patrimonial, ce projet joue sur deux registres complémentaires :

1/ un registre économique : il s'agit de s'assurer de la viabilité économique de ce secteur qui, pour bon nombre de communes avoisinantes des gorges de l'Ardèche, est un secteur structurant de leur économie ;

2/ un registre « représentations et images » : il est alors question de donner à voir « un espace politiquement acceptable », autrement dit s'inscrivant dans la mouvance du développement durable. Sur ce point, le PER s'inscrit dans la lignée des orientations souhaitées depuis le lancement

de l'OGS et plus encore depuis la découverte de la grotte Chauvet en 1994. De manière générale, on note une récupération politique de la découverte de la grotte Chauvet, laquelle fonctionne peu ou prou comme un « sésame » permettant d'obtenir plus facilement des subventions.

Ce projet se présente comme l'une des traductions possibles du triptyque patrimoine, tourisme et territoire. A notre sens, le fait même que le Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche (SGGA, nouvelle appellation en vigueur depuis 2004), soit le principal porteur de ce projet exprime les dynamiques territoriales actuellement à l'œuvre autour des gorges de l'Ardèche. Ainsi, après avoir été en charge de l'application locale du programme Natura 2000, la structure historiquement gestionnaire de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche est aujourd'hui chargée de conduire une réflexion globale et territoriale autour de cette région calcaire protégée et touristique (Duval M., 2007b). Spatialement, les limites de ce nouvel affichage territorial présentent alors une extension du territoire de compétence du syndicat de gestion de la réserve naturelle (cf. figure IV.20).

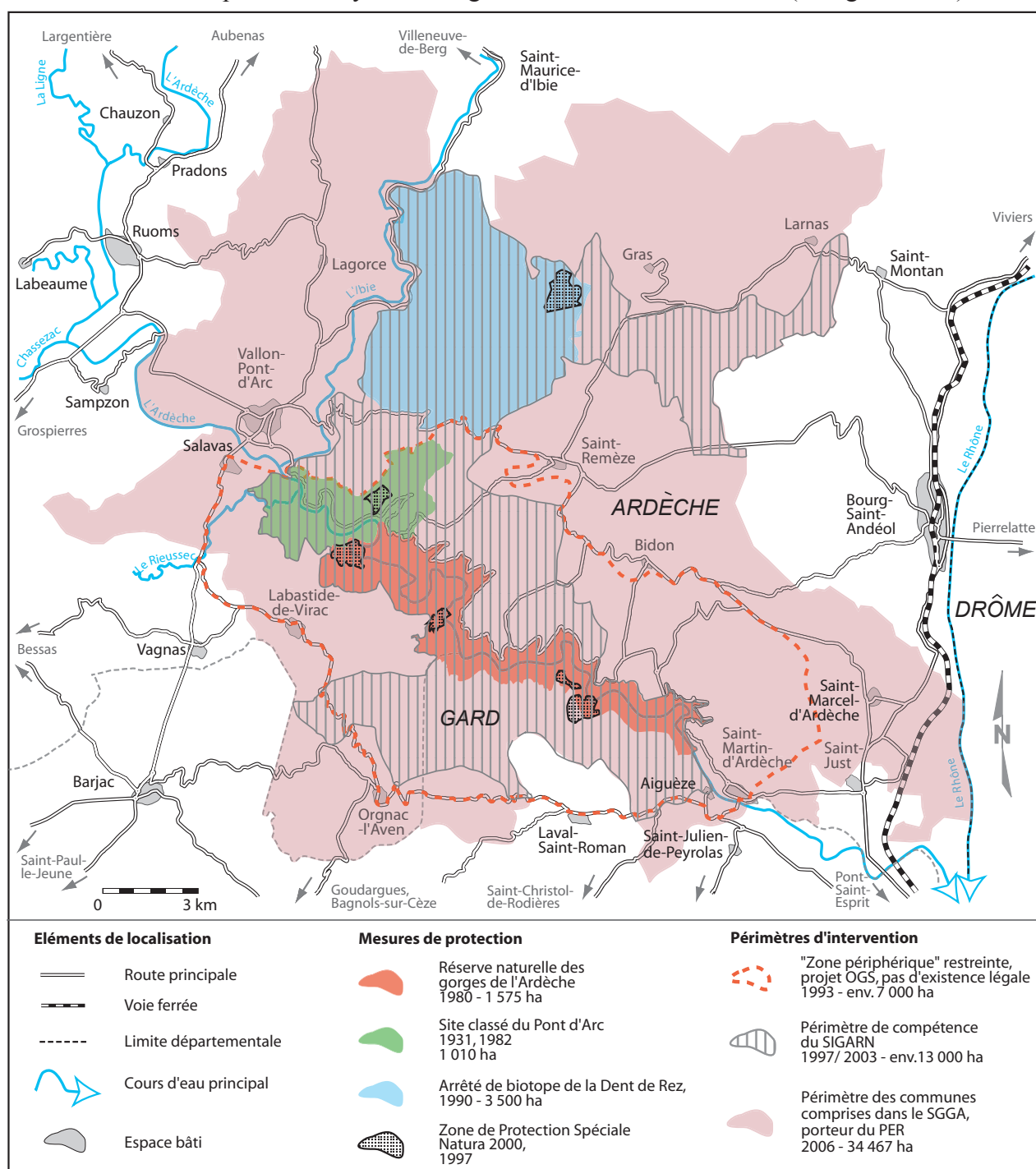


Figure IV.20 : Le Pôle d'Excellence Rurale : l'émergence d'un territoire touristique autour des gorges de l'Ardèche ? (commentaire dans le texte)

Le PER met alors en avant un « *territoire de référence (...) constitué de treize communes rurales, regroupées au sein du Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche* » (Syndicat de gestion des gorges de l'Ardèche, 2006, p. 1), élargissant en cela les statuts initiaux du Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche¹ (SGGA) qui jusqu'alors exerçait ses compétences « *a) de plein droit sur les parties de territoire des communes membres classées en réserve naturelle ou sites Natura 2000, ainsi que sur une zone d'intervention comprenant les communes ou parties de communes se rattachant à l'environnement naturel des gorges de l'Ardèche ; b) à la demande d'un Conseil Municipal ou d'un Conseil Communautaire sur l'ensemble du territoire des communes et communautés de communes membres* » (arrêté interpréfectoral, sous-préfecture de Largentière, 26 mars 2004).

La mise en place de ce nouveau projet d'aménagement PER témoigne alors d'une double évolution de la prise en considération des dynamiques patrimoniales et touristiques à l'échelle des gorges de l'Ardèche. Dans un premier temps, il ne s'agit plus de corriger les dysfonctionnements observés en terme de fréquentation touristique de certains lieux, ni même de protéger quelques espaces faunistiques ou floristiques, mais de s'appuyer sur des sites touristiques existants en vue de faire émerger une cohérence territoriale. Cette démarche contractualisante est en cela intéressante qu'elle attribue des fonctions territoriales au couple patrimoine/ tourisme, lequel se positionne peu à peu comme un noyau fédérateur autour duquel s'organise un territoire touristique des gorges de l'Ardèche. En ce sens, un certain nombre de sites qualifiés de « sites patrimoniaux structurants » (Syndicat de gestion des gorges de l'Ardèche, 2006, p. 5) sont présentés comme autant de points d'ancrage et d'articulation de ce territoire :

- 1/ la route touristique des gorges, en tant qu'outil d'interprétation du territoire
- 2/ l'aven d'Orgnac et son label « Grand Site de France »
- 3/ « les sites d'activités nautiques » (idem)
- 4/ « la Réserve Naturelle Nationale des Gorges de l'Ardèche » (idem)

Dans un même ensemble qualifié de « patrimonial » sont alors regroupés des sites très divers. Alors que certains font l'objet d'une fréquentation touristique libre (la route touristique, les sites d'activités nautiques), d'autres voient leur fréquentation partiellement réglementée (la réserve naturelle », quand elle n'est pas tout simplement payante (l'aven d'Orgnac). Par ailleurs, si certains font effectivement l'objet d'une gestion patrimoniale (réserve naturelle, aven d'Orgnac), les sites d'activités nautiques et la route touristique sont davantage des points de support de l'activité touristique ! Ce regroupement, pour le moins hasardeux, témoigne en retour des limites de ce PER, lequel apparaît avant tout comme une possibilité de financements supplémentaires dont les collectivités se saisissent pour réaliser des actions jusqu'ici inachevées.

Il n'en reste pas moins que les actions d'aménagement conduites dans le cadre du PER ainsi que les discours tenus fonctionnent comme autant de vecteurs d'un processus « d'écogénèse territoriale ». Cette dynamique positive se double alors d'une extension du périmètre d'intervention, lequel s'étend progressivement à l'ensemble des communes situées sur les plateaux calcaires environnants.

¹ Cette nouvelle appellation de la structure gestionnaire de la réserve naturelle, entrée en vigueur en mars 2004, correspond à un nouveau changement de statut de ce syndicat. Alors que le SIGARN était un syndicat intercommunal, le SGGA est un syndicat mixte (cf. statuts en annexe 29). Cette redéfinition de ses statuts lui donne ainsi la possibilité d'intégrer, le moment venu, de nouveaux acteurs, tels que les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

Ces trois temps (OGS, Natura 2000, PER) donnent à voir les processus de construction territoriale qui entourent les gorges de l'Ardèche (cf. figures IV.17, IV.19 et IV.20, respectivement page 346, page 349 et page 353). Au final, cette dynamique se traduit par un triple élargissement (cf. tableau IV.21).

1/ d'un point de vue spatial, la structure gestionnaire intervient sur un périmètre de plus en plus étendu ;

2/ en terme de compétences, il n'est plus seulement question de gérer des flux touristiques et/ ou des aspects de protection de la biodiversité mais de conduire une réflexion territoriale autour de l'articulation patrimoine/ tourisme ;

3/ le rapport au temps effectue également un changement d'échelle : de projets de réhabilitation ponctuels et à court terme, on se situe progressivement dans une logique de projets à long terme, avec comme fil directeur la question de la « durabilité ».

Événements	Date	Enjeux et périmètre d'intervention	Acteurs	Mots clefs
Opération Grand Site	1993	Maîtriser et ré-orienter une fréquentation touristique perçue et décriée comme inadéquate compte tenu de la beauté et de la valeur patrimoniale des gorges de l'Ardèche. Orientation confirmée et renforcée suite à la découverte de la grotte Chauvet en décembre 1994. Périmètre : la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche et les abords du Pont d'Arc Bien qu'une zone périphérique ait été définie, aucune action n'a été engagée à cette échelle.	Porteurs Etat, le ministère de l'Environnement, la réserve naturelle des Gorges de l'Ardèche Opposants Les professionnels du tourisme, les associations et élus locaux	Canaliser et encadrer la fréquentation touristique, réhabilitation, valorisation et actions de découverte du milieu, court et moyen terme
Natura 2000	1994-2000	Enjeux environnementaux : protection des espèces animales et végétales Périmètre : association de la réserve naturelle et du site classé du Pont d'Arc aux ZPS et à l'arrêté de biotope de la Dent de Rez	Porteurs Union Européenne, Etat français, associations de protection de la nature Opposants propriétaires privés	Protection de la biodiversité, long terme
Pôle d'Excellence Rurale	2006 - ?	Inscrire durablement le tourisme dans le fonctionnement de cette région, générer une requalification de l'offre touristique de manière à sortir du registre « eau-soleil-nature » et à sortir du schéma saisonnier. Périmètre : élargissement du périmètre précédent à l'ensemble des communes comprises dans le PER.	Porteurs Le Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche	Territoire, tourisme, ressource patrimoniale, durabilité, association des différentes échelles de temps : court, moyen et long terme

Tableau IV.21 : La dialogique touristico-patrimoniale à travers les actions d'aménagement du territoire et ses incidences en terme de dynamiques territoriales : évolution des enjeux, des périmètres d'intervention, des jeux d'acteurs et des discours (commentaire dans le texte)

Initialement pensée pour encadrer la fréquentation touristique, la réserve naturelle devient peu à peu l'élément organisateur de cet espace, lequel prend progressivement le vocable de « territoire des gorges de l'Ardèche » dans les documents officiels. Dès lors, l'espace formé par les gorges de l'Ardèche et les plateaux environnants est principalement pensé au travers de projets d'aménagement touristiques et patrimoniaux, avec comme finalité l'organisation durable d'un système socio-économique et spatial autour de cette double entrée. Au final, cette projection spatio-temporelle *via* une mobilisation des ressources patrimoniales et touristiques peut se comprendre comme une translation de l'espace au territoire. Dans ce contexte, les logiques de patrimonialisation (au sens large) et de développement touristique sont envisagées comme des moyens d'inscrire ce territoire dans la durée (cf. figure IV.21).

Cependant, la question des inter-actions entre ce territoire touristique naissant et son environnement se pose. A cet égard, on relève que celui-ci interfère avec l'organisation du secteur touristique dans la partie amont des gorges. Dans cette perspective, les modalités de fonctionnement de l'activité touristique des communes situées de part et d'autre de la rivière, entre Vogüé et la confluence avec le Rhône, laissent apparaître des dynamiques spatiales que le découpage actuel de ce territoire des gorges de l'Ardèche *via* le PER ne prend que partiellement en considération

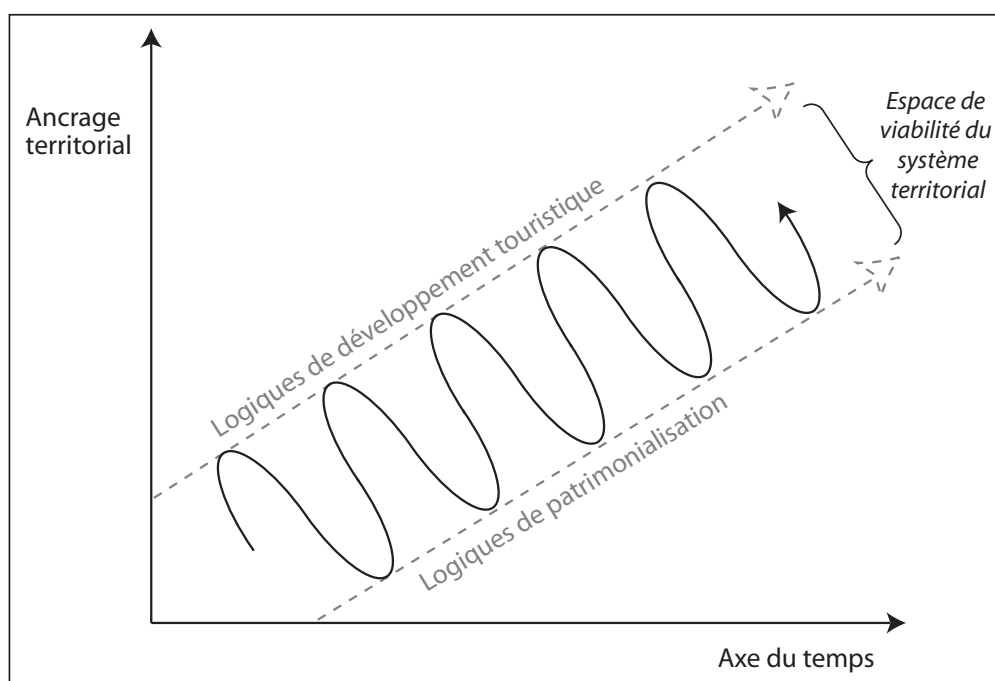


Figure IV.21 : Modélisation de l'articulation entre logiques de patrimonialisation et de développement touristique dans la construction d'un territoire touristique autour des gorges de l'Ardèche

Cette figure montre une logique de réajustements progressifs entre les deux pôles que sont les logiques de développement touristique et de patrimonialisation. Ces réajustements sont l'expression des jeux d'acteurs en présence, lesquels sont nécessaires au maintien de la dialogique touristico-patrimoniale dans un espace de viabilité que nous avons ici qualifié « d'espace de viabilité du système territorial ». Ces processus de rééquilibrage et de redéfinition des modalités d'articulation du couple patrimoine/ tourisme apparaissent comme des conditions nécessaires à l'inscription de cette articulation dans le temps long ainsi qu'à son ancrage territorial.

In fine, la figure IV.21 pose également la question de seuil au-delà desquels cette articulation ne pourrait plus fonctionner. Si cette question ne se pose pas de manière directe à l'échelle des gorges de l'Ardèche, celle-ci fut évoquée au niveau des autres sites étudiés. Nous pensons notamment aux situations de protection intégrale qui amènent un blocage de la dialogique, la gestion patrimoniale excluant de fait une mise en valeur touristique : l'exemple des réseaux IV de l'aven d'Ornac va en

ce sens (cf. chapitre 4, pages 146-164) et tel aurait pu également être le cas au niveau de la grotte Chauvet si cette dernière ne faisait pas l'objet d'un espace de restitution. A l'inverse, certaines formes du développement touristique peuvent également amener à un blocage de la dialogique touristcio-patrimoniale, que ce soit sur un plan qualitatif avec des aménagements disproportionnés ou quantitatifs avec une fréquentation touristique accrue et concentrée dans le temps. Nous pensons notamment à l'exemple de la grotte de Postojna où de telles logiques de développement touristique se sont traduites par une minimisation progressive des mesures de protection.

3. LES LIMITES FONCTIONNELLES DE CE TERRITOIRE TOURISTIQUE NAISSANT

3. 1. Jeux de superposition avec l'organisation du secteur touristique

3. 1. 1. Processus de diffusion des pratiques touristiques

Ces jeux de superposition résultent pour partie des effets induits suite à la mise en place de la réserve naturelle. A la fois « sanctuaire » et « label » de promotion touristique, la réserve naturelle amène une modification dans l'organisation spatiale du tourisme. Ceci est particulièrement visible lorsque l'on observe les dates d'ouverture des structures d'hébergement de plein air. Après s'être reporté dans un premier temps aux villages situés aux extrémités des gorges (cf. chapitre 6), ce type de structure remonte progressivement le long de la rivière Ardèche, en direction de Vogüé, village situé à une trentaine de kilomètres en amont des gorges (cf. tableau IV.22).

Tableau IV.22 :
Processus de diffusion spatiale des structures d'hébergement de plein air le long de la rivière Ardèche : les effets induits de la création de la réserve naturelle

Alors que les communes situées le long de la rivière et à proximité immédiate des gorges ont vu la majorité de leurs campings s'ouvrir avant la création de la réserve naturelle, ce rapport s'inverse au fur et à mesure que l'on remonte le cours d'eau et que l'on se dirige en direction de l'arrière-pays.

	RIVE GAUCHE				RIVE DROITE			
	Commune	Nbre de campings ouverts AVANT la réserve naturelle	Nbre de campings ouverts APRES la réserve naturelle	Total	Commune	Nbre de campings ouverts AVANT la réserve naturelle	Nbre de campings ouverts APRES la réserve naturelle	Total
A proximité immédiate de la rivière, de l'amont vers l'aval	Vogüé	1	1	2	Lanas	1	0	1
	Saint-Maurice-d'Ardèche	1	4	5	Balazuc	0	3	3
	Pradons	1	4	5	Chauzon	3	2	5
	Ruoms	2	7	9	Labeaume	1	1	2
	Vallon-Pont-d'Arc	12	7	19	Salavas	6	3	9
	Saint-Martin-d'Ardèche	4	3	7				
Vers l'arrière pays (le long de l'Ibie ou du Chassezac)	Lagorce	0	6	6	Saint-Alban-Auriolles	2	5	7
	Saint-Maurice d'Ibie	0	1	1	Grospierres	0	4	4
Vers l'intérieur des plateaux	Saint-Remèze	1	4	5	Labastide-de-Virac	1	0	1
	Bidon	1	1	2	Vagnas	4	0	4
	Gras	0	1	1	Bessac	0	1	1
	Saint-Montan	1	0	1	Orgnac-l'Aven	0	1	1
	Larnas	0	1	1				
	Saint-Just-d'Ardèche	1	2	3				
	Saint-Marcel-d'Ardèche	1	1	2				

Par un effet de balancement, plus la descente des gorges de l'Ardèche s'affirme comme produit touristique et voit sa fréquentation augmenter, plus son pouvoir attractif se traduit par une remontée des infrastructures d'hébergement le long de ses berges à l'amont de Vallon-Pont-d'Arc, et plus récemment, en direction de l'intérieur des terres (Lagorce) ou encore le long de ses affluents, le long du Chassezac en direction de Grospierres ; le long de l'Ibie en direction de Saint-Maurice-d'Ibie (cf. figure IV.22).

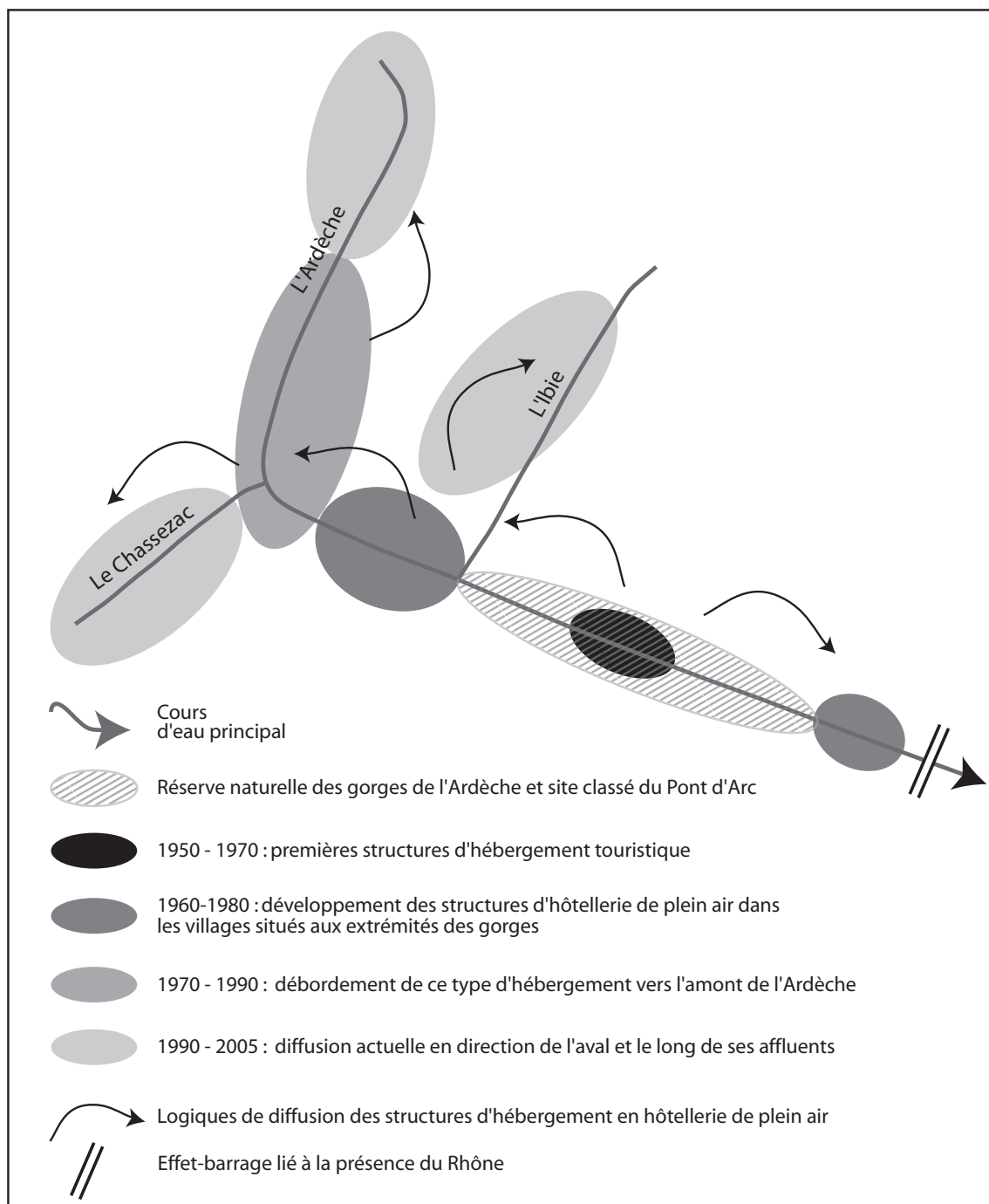


Figure IV.22 : « La remontée de la descente des gorges de l'Ardèche » : logiques de patrimonialisation et processus de diffusion par capillarité des structures d'hébergement d'hôtellerie de plein air

Compte tenu de nos axes de recherche, ce cas de figure souligne le rôle des logiques de patrimonialisation dans des processus de diffusion par capillarité, voire ici de report des dynamiques touristiques (à ce sujet, voir également les développements de Ph. Bachimon 1995a et 1995b). Ces dynamiques se reportent pour l'essentiel vers l'amont de l'Ardèche, leur développement vers l'aval n'ayant que peu l'intérêt étant donné la présence du Rhône, fleuve interdit à ce type de navigation. De fait, le Rhône joue un effet de barrage, exerçant une contrainte qui explique cette diffusion dissymétrique de l'activité touristique.

Ces dynamiques touristiques s'inscrivent dans le prolongement de celles précédemment observées autour des gorges de l'Ardèche. Les acteurs touristiques s'appuient, en effet, sur les mêmes ressorts « eau, soleil, nature ». La descente de l'Ardèche se décline ainsi sous plusieurs formes : en parallèle de celle des gorges, présentée comme plus sportive, de nouveaux produits se mettent en place, jouant la carte de la tranquillité et des plaisirs en famille (cf. figure IV.23). Ainsi des prestataires de services invitent leurs clients à venir découvrir la partie Amont de l'Ardèche, « loin de la foule des gorges de l'Ardèche », où ils auront tout à loisir de traverser des villages « authentiques » dans de « somptueux paysages ».

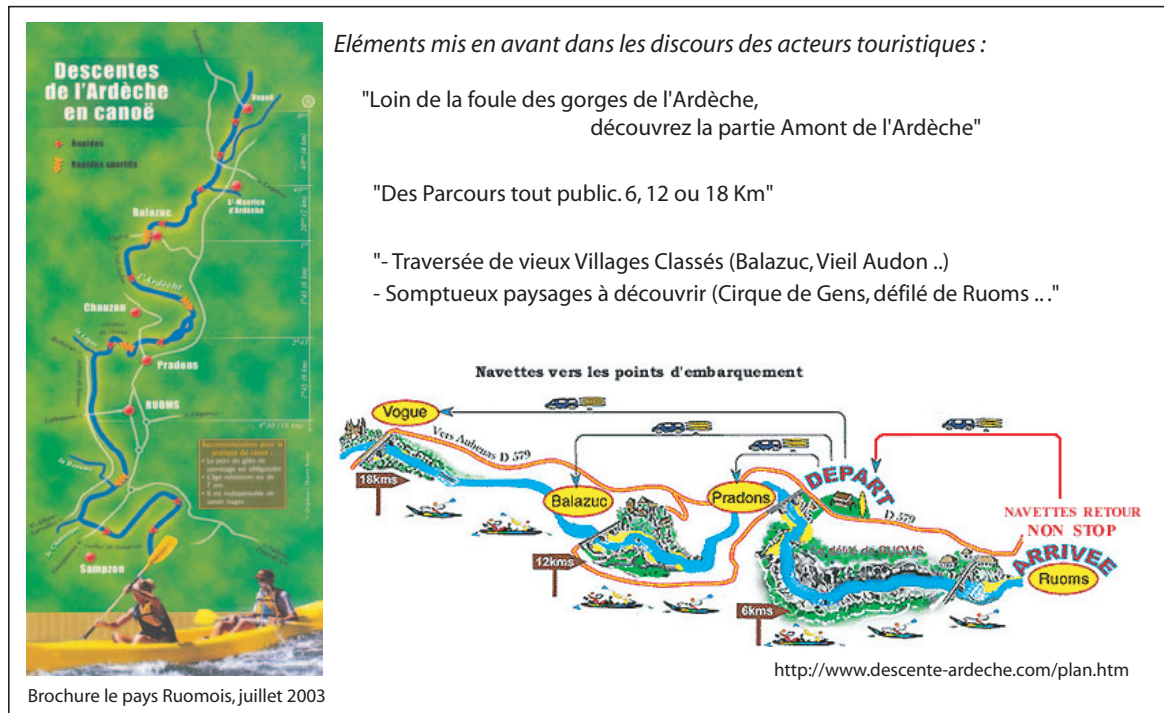


Figure IV. 23 : « La remontée de la descente des gorges de l'Ardèche » : la diffusion du produit touristique « descente en canoë » vers l'amont

Cette figure met en avant un processus de déversement de la fréquentation touristique des gorges en direction de l'amont. En terme de construction de produit touristique, le registre patrimonial est mobilisé avec la mise en avant de l'authenticité (l'ancienneté des villages ainsi que leurs mesures de protection fondent tout autant qu'elles actent leur valeur patrimoniale) et du caractère majestueux des paysages contemplés.

Par un système de boucles rétroactives positives, le déplacement de ce produit touristique en direction de l'amont participe aux modalités de diffusion des structures d'hébergement d'hôtellerie, lesquelles se développent préférentiellement à proximité de la rivière, lieu support de l'activité canoë.

A l'instar du rôle joué par la diffusion de la pratique canoë dans la construction d'une région touristique autour des gorges de l'Ardèche, on observe que ce processus est toujours actif. Avec le développement de cette même pratique, la partie amont des gorges s'intègre progressivement dans l'appellation plus générale des « gorges de l'Ardèche ». Ce positionnement par rapport aux gorges transparaît dans le discours de certains acteurs : ainsi, Madame le Maire de Vogüé de présenter son village comme « l'entrée légitime des gorges de l'Ardèche », au motif que « c'est à partir de ce point-là que l'on peut effectuer des descentes en canoë » et que « plus en amont, il y a le bassin d'emploi d'Aubenas, on est dans une logique tout à fait différente » (Entretien du 16/11/2004). Or, on relève que, bien que diamétralement opposée, la commune de Saint-Martin-d'Ardèche affiche également ce même refrain et se présente comme la « porte d'entrée sud » des gorges de l'Ardèche... Ce double affichage met alors en avant le phénomène constant de redéfinition spatiale

des limites des gorges de l'Ardèche : cette appellation s'étend de part et d'autre de cet ensemble géomorphologique, et ce de manière encore plus marquée en direction de l'amont, l'effet barrière du Rhône à l'aval contraignant le développement de l'activité touristique en direction de l'aval (cf. figure IV.22, page 358).

Reste que les plateaux environnants semblent relativement déconnectés de ces nouvelles dynamiques touristiques... et c'est précisément là qu'un décalage se fait jour avec les politiques mises en place par le PER. Alors même que celui-ci s'appuie sur les plateaux calcaires environnant les gorges à l'échelle desquels il prône un ancrage durable et territorial des politiques de patrimonialisation et de développement touristique, ces mêmes espaces restent peu ou prou en marge du développement touristique qui caractérise cette région. En ce même sens, la prise en compte des communes ayant ou non le statut de communes touristiques souligne ces effets de distorsions entre les orientations du PER et l'organisation du tourisme autour des gorges de l'Ardèche.

3. 1. 2. Le statut des communes touristiques

Ce statut de communes touristiques, différent de celui des stations classées, permet aux communes concernées de percevoir une taxe de séjour, tel que le permet l'extension progressive du champ d'application de la loi du 24 septembre 1919. Dès lors, *« les communes habilitées à percevoir la taxe sont : les stations classées et les communes bénéficiant de la dotation supplémentaire accordée aux communes touristiques ou thermales et aux communes bénéficiant d'une importante fréquentation touristique journalière ; les communes littorales ; les communes de montagne ; les communes recevant la dotation touristique de la D.G.F. [Dotation Générale de Fonctionnement] et les communes connaissant une forte fréquentation touristique et, de ce fait, recevant la dotation particulière de la DGF, les communes qui réalisent des actions de promotion en faveur du tourisme »* (Py P., 1996, p. 64).

En ce sens, l'attribution d'une dotation supplémentaire acte le statut de commune touristique. Pour percevoir cette dotation, *« les communes devaient figurer sur une liste arrêtée chaque année après avis du comité des finances locales, compte tenu de l'importance de leur capacité d'accueil existante et en voie de création »* (Ibid, p. 66). Gelée depuis 1993, la liste de ces communes pourrait prochainement connaître des modifications (le décret d'application de la loi sur le tourisme du 5 avril 2006 devrait préciser ces différents éléments).

Considérant la répartition des communes ayant ce statut à l'échelle des gorges de l'Ardèche et de ses environs, on observe alors un phénomène similaire à celui précédemment observé, à savoir l'extension progressive de l'activité touristique aux extrémités amont et aval des gorges (cf. figure IV.24).

La juxtaposition de ces dynamiques touristiques au territoire défini par le PER laisse ainsi apparaître un certain nombre d'incohérences. Du fait de leur appartenance au Syndicat de Gestion des Gorges, des communes comme Bidon ou encore Gras, situées en rive gauche et ayant peu d'accès direct à la rivière, s'inscrivent dans le « territoire PER », alors même qu'elles ne possèdent qu'un nombre limité d'infrastructures touristiques et ne bénéficient pas du statut de communes touristiques (Bidon et Gras : densité de 12 lits touristiques par km²). A l'inverse, des communes touristiques comme Sampzon (633 lits touristiques par km²) ou encore Ruoms (498 lits touristiques par km²) se situent à l'extérieur de ce territoire avancé par le PER !

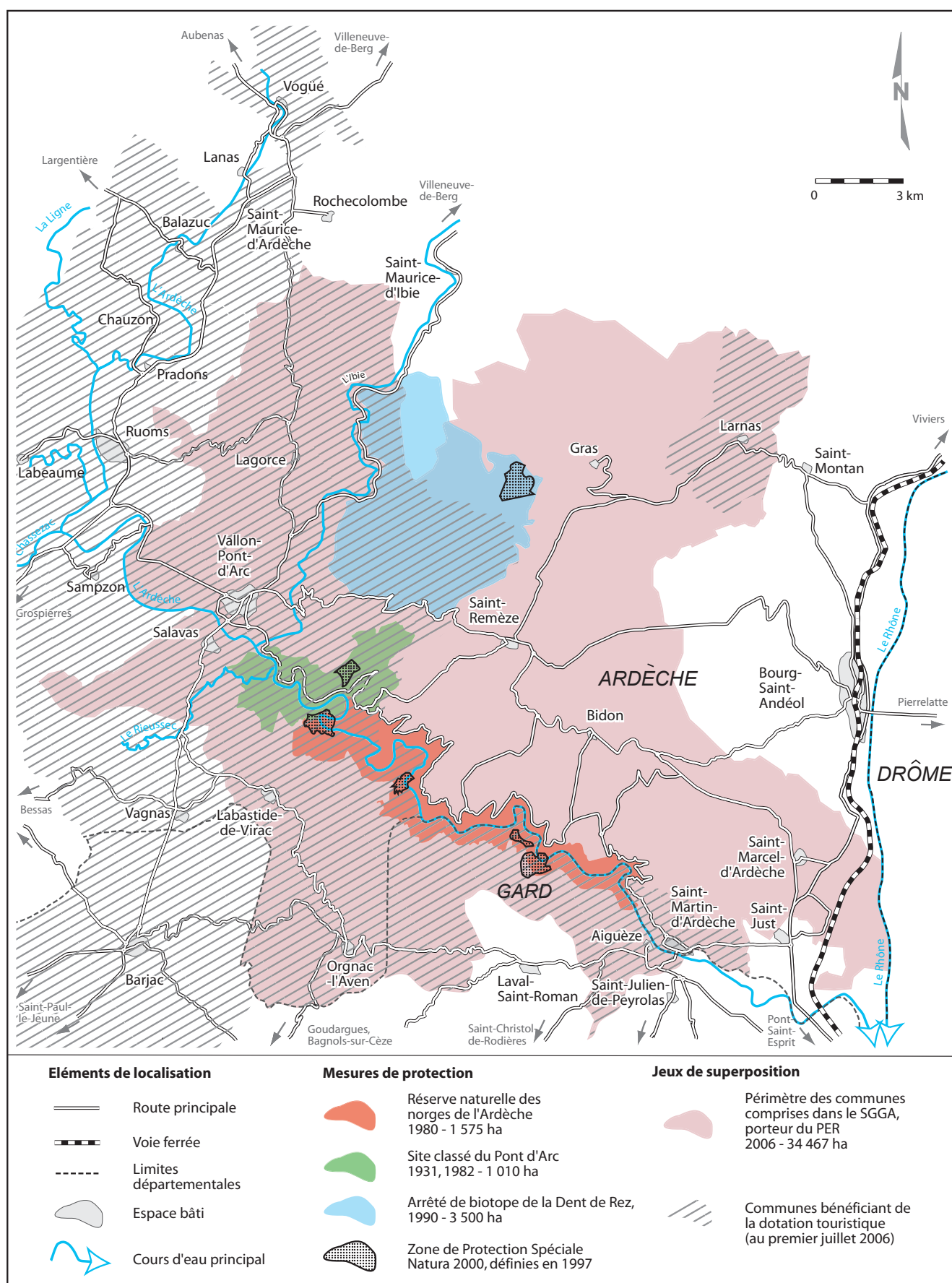


Figure IV.24 : Chevauchement entre le périmètre d'intervention défini par le Pôle d'Excellence Rurale et les communes bénéficiant de la dotation supplémentaire touristique (commentaire dans le texte)

De fait, cette appréhension des dynamiques touristiques par le biais des communes bénéficiant du statut de « communes touristiques » présente des limites. Dès lors, en terme de diffusion des dynamiques touristiques à l'échelle des plateaux environnants, des phénomènes pour partie inversés par rapport à ceux soulignés dans le chapitre 6 apparaissent. En effet, observant les jeux d'acteurs autour du projet de fac-similé de la grotte Chauvet, nous avons avancé un certain nombre d'éléments soulignant la relative opposition entre les plateaux situés de part et d'autre de la rivière Ardèche. En ce sens, ce décalage était à la faveur du plateau situé en rive gauche, lequel bénéficie aujourd'hui plus largement des retombées économiques liées au développement touristique de cette région touristique que celui situé en rive droite, avec notamment la présence de la route touristique, des points de vue et d'accès directs à la rivière. Chose curieuse, la prise en compte des communes ayant le statut de communes touristiques n'exprime que partiellement cette réalité. Cette relative distorsion s'explique compte tenu du fait que la liste des communes touristiques est figée depuis 1994. Ainsi, des communes comme Saint-Remèze, qui depuis une dizaine d'années ont fortement investi dans le développement touristique, remplissent aujourd'hui les critères d'une commune touristique, sans pour autant apparaître sur cette carte. A l'inverse, des communes situées en rive droite, ont pu recouvrer une attractivité touristique importante aujourd'hui peu ou prou révolue : tel est le cas de Labastide-de-Virac, autrefois reliée par treuil au fond des gorges, avec l'installation de la base nautique de la Châtaigneraie située en contre-bas.

Il est donc observé que cette confrontation entre ce nouveau découpage issu d'une politique contractuelle Etat-Département et la réalité de l'organisation touristique à l'échelle de cette région Sud-Ardèche fait apparaître un certain nombre de dysfonctionnements. Se pose alors la question de l'adéquation entre les objectifs affichés par cette politique d'aménagement et la pertinence du découpage qu'elle propose. Dans quelle mesure cette réflexion visant à inscrire le tourisme dans une dimension territoriale fait-elle sens, alors même qu'elle s'effectue sur un périmètre restreint, lequel se chevauche avec les dynamiques touristiques actuelles ?

Aujourd'hui, on observe que le territoire de compétence du Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche, acteur majeur du développement touristique de cette région avec le portage du pôle d'excellence rurale, ne tient que partiellement compte de ces nouvelles dynamiques. Ce décalage est renforcé, dans le contexte de la décentralisation, par la mise en place de quatre communautés de communes dont le découpage et les objectifs respectifs viennent scinder le semblant d'unité jusqu'ici observé autour de la réserve naturelle des gorges.

3. 2. A la croisée des territoires de compétence des communautés de communes

Créée par la loi Administration Territoriale de la République (loi ATR) du 6 février 1992 et modifiée par la loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale (loi Chevènement) du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, ce qui lui donne la capacité de prélever des taxes et redevances pour exercer les compétences que les communes lui ont transférées. Son objectif étant d'optimiser les projets et la gestion du territoire français, l'intercommunalité est basée sur le volontariat local (à l'inverse de ce qui se passe par exemple en Allemagne).

Au premier janvier 2006, la France compte ainsi 2.573 EPCI, regroupant 32.913 communes (90 % du total des communes françaises), soit 53, 3 millions de Français (85 % de la population), la volonté affichée étant de parvenir à 100 % pour début 2007. Après une première envolée des regroupements entre 1992 et 1996, où la moyenne était de 200 regroupements annuels, le nombre de nouveaux EPCI est désormais de 50 par an.

A l'échelle du département ardéchois, on compte 38 EPCI, 25 d'entre eux ayant été créés depuis 2000, dont trois aux alentours des gorges de l'Ardèche : la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche (décembre 2003, 10 communes), la communauté de communes des Gorges de l'Ardèche, terre des Hommes, de la Pierre et de l'Eau (février 2005, 15 communes), la communauté de communes des Grands Sites des Gorges de l'Ardèche (décembre 2005, 3 communes). Trois EPCI auxquels il convient de rajouter celui en vigueur du côté gardois : la communauté de communes de Valcézard (janvier 2001, 16 communes).



Figure IV.25 : Le Pôle d'Excellence Rurale des gorges de l'Ardèche à la croisée de quatre communautés de communes (commentaire dans le texte)

Dès lors, le territoire prôné par le PER se trouve à la croisée de quatre EPCI allant de 3 à 16 communes, aux objectifs et aux moyens de gestion distincts. Ainsi, la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche, située en aval de la rivière Ardèche, définit comme projets principaux le renforcement des réseaux d'alimentation en eau et la création d'un parc éolien sur le territoire de la commune de Bidon, tandis que les communes regroupées dans la communauté des Gorges de l'Ardèche, terre des Hommes, de la Pierre et de l'Eau (en amont des gorges) affichent un projet territorial de développement essentiellement axé autour de la dimension touristique de ces communes. En ce sens, la communauté des Gorges de l'Ardèche, terre des Hommes, de la Pierre et de l'Eau rejoint le programme de la communauté de communes de Valcèzard qui axe son développement économique sur le développement du tourisme... côté Cèze et non Ardèche ! Quant à la communauté de communes des Grands Sites des Gorges de l'Ardèche, celle-ci se situe davantage dans une politique de revitalisation du milieu rural, avec notamment des actions en faveur du maintien des services à l'échelle communale : crèche, centres aérés, maintien des agences postales. Ces nouveaux acteurs apparaissent comme une strate supplémentaire dans les jeux de chevauchement observés autour des gorges de l'Ardèche et présentent une division de l'unité jusqu'ici affichée autour de la réserve naturelle et du site classé du Pont d'Arc.

Leur mise en place étant récente, il est aujourd'hui difficile d'observer les modalités d'articulations entre ces EPCI et le PER ainsi que leurs incidences sur l'organisation du tourisme autour des gorges de l'Ardèche. Tout au plus est-on en mesure de souligner que ces EPCI ne sont pas mentionnés au titre des partenaires référencés dans le PER...

Entre périmètres d'intervention, réalité du fait touristique et découpage administratif, une juxtaposition de territoires aux périmètres et aux compétences distincts se dessine, caractérisée par une multiplication des instances de conseil et de décision, donnant lieu à un enchevêtrement inextricable où le citoyen lambda se perd sur un air de cacophonie (cf. figure IV.26).

A notre sens, ce hiatus entre la mise en place du PER et le découpage des communautés de communes traduit également des divergences quant aux logiques décisionnelles présidant à la définition de ces différents échelons territoriaux.

Le PER s'appuie sur l'existence de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche, laquelle est l'application locale d'une émanation et d'une volonté nationale. En ce sens, la mise en place de cette réserve a donné lieu à des conflits permanents entre des acteurs situés à différentes échelles, les élus locaux ne se reconnaissant pas dans ce projet avant tout porté par les représentants de l'Etat (cf. chapitre 3). Vingt-cinq ans après la création de la réserve naturelle, il semble que cet état de fait soit toujours d'actualité, les communes ne s'impliquant que très légèrement dans le fonctionnement de la réserve naturelle. En ce sens, le montant de la participation des communes (comprises dans le Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche) au fonctionnement de la réserve naturelle est éloquent : 7 000 euros en 2005, soit 1,5 % du montant des dotations (460 767 euros), cette part passant à 0,8 % lorsque l'on considère le total du budget de fonctionnement de la réserve naturelle ! (cf. tableau II.4, chapitre 3, page 142). Au-delà des discours faussement consensuels, il semble que les communes restent dans une logique de profits immédiats, essentiellement soucieuses de leurs intérêts premiers, lesquels se retrouvent dans les logiques de définition des EPCI.

En effet, ces dynamiques territoriales s'inscrivent dans une autre démarche : ascendantes, elles sont avant tout l'expression de rassemblement des communes, processus dans lequel l'Etat ne doit, en principe, pas intervenir. Plusieurs logiques président alors à ces rassemblements : affinités politiques, recherche d'une gestion commune pour des installations et/ou services intercommunaux (voieries, gestion des déchets, service de ramassage scolaire, etc.), projet de développement industriel, etc., lesquelles logiques se combinent de manière inégale.

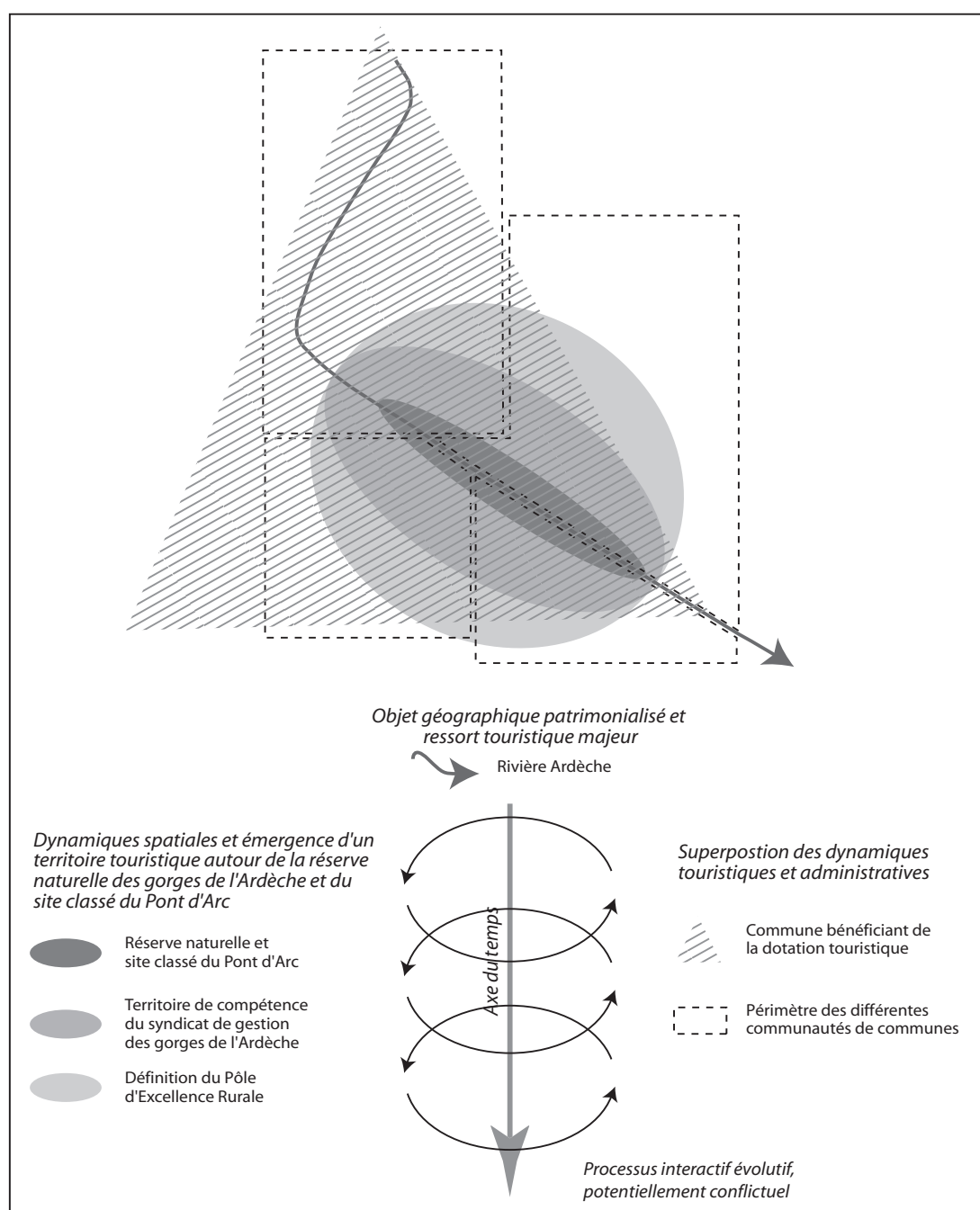


Figure IV.26 : Dynamiques spatiales, implications territoriales et jeux de superposition autour des gorges de l'Ardèche

Dans ce contexte, la rivière Ardèche occupe un double statut pour le moins contradictoire : mobilisée comme objet géographique unificateur dans les logiques territoriales impulsées par la mise en place de la réserve naturelle, elle redevient une ligne de fracture dans le processus de décentralisation ! De manière centrale, on retrouve ici les réflexions précédemment abordées (cf. chapitre 2) autour de la situation géographique particulière des gorges de l'Ardèche, marquée par la dialectique « frontière/contact » entre deux départements et surtout deux régions administratives !

Autour des gorges de l'Ardèche, cette dynamique ascendante a ainsi donné lieu à la définition de quatre communautés de communes, axées autour de différents projets de territoire. Au final, ce nouvel échelon institutionnel vient scinder le semblant de cohérence territoriale jusqu'ici affichée autour des gorges de l'Ardèche, alors même que celui-ci était souhaité par la majorité des acteurs territoriaux. Initialement, il était, en effet, prévu de constituer une seule et même communauté de communes incluant les communes comprises dans le Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche. En raison de tensions politiques, principalement entre Vallon-Pont-d'Arc, Ruoms et Saint-Remèze, les mouvements de concertation sont restés vains, Vallon demandant un

nombre de représentants plus important que les autres communes, au titre de l'importance des flux touristiques traversant sur son territoire communal et y séjournant.

A plus d'un titre, ces jeux de juxtaposition posent la question d'une cohérence entre ces territoires institutionnels et un territoire fonctionnellement organisé autour du tourisme. A la croisée de plusieurs entités départementales et régionales auxquelles se surimposent de nouveaux découpages issus pour une part de la décentralisation et d'autre part des dynamiques territoriales impulsées par le développement du tourisme, il est aujourd'hui question de trouver un espace de discussion et de négociation où puisse s'effectuer une nécessaire coordination entre ces différentes entités. Dans cette perspective, de nouvelles démarches institutionnelles cherchent, dans le même temps que la création de communautés de communes, à unifier cette diversité, ou tout du moins à fédérer ces entités autour de projets de territoire partagés. Ainsi, ces dynamiques territoriales centrées avant tout sur les intérêts des communes, se doublent d'une nouvelle recherche de cohérence territoriale avec l'émergence puis l'entrée en vigueur d'une nouvelle entité territoriale : le Pays « Ardèche Méridionale ».

3. 3. Le pays « Ardèche Méridionale » : outil et espace de la gouvernance ?

3. 3. 1. Les pays : des territoires de projets révélateurs de dynamiques territoriales

La « démarche pays » est en cela intéressante qu'elle se situe à la croisée des logiques locales et nationales. Avec 251 pays reconnus et 90 en projet au 1er janvier 2005, les pays s'inscrivent au cœur des démarches de développement territorial.

En 1995, la loi Pasqua introduisait dans la législation la notion de pays et invitait les territoires à l'expérimentation. La loi Voynet en 1999 consacrait les pays comme des espaces de fédération des acteurs publics et privés autour d'un projet et d'un contrat. Enfin, en 2003, la loi Urbanisme et Habitat simplifiait les procédures d'organisation et de reconnaissance des pays. Au grès de ces évolutions législatives, la notion de pays s'affine, pour se définir aujourd'hui comme un territoire présentant « *une cohésion géographique, culturelle, économique ou sociale, à l'échelle d'un bassin de vie ou d'emploi* » - double référence qui laisse une grande latitude aux élus locaux.

Dans son élaboration puis dans son fonctionnement, le pays est aujourd'hui encadré par un conseil de développement composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs ; ce conseil est notamment associé à la rédaction de la charte. Ce document, issu de la concertation entre les différents acteurs impliqués dans cette démarche, constitue le document central et fondateur du pays. En terme de procédure, la constitution d'un pays appelle l'accord des conseils régionaux et généraux concernés, et ce avant que le préfet de région ne prenne un arrêté actant la reconnaissance et l'existence du pays.

De ce fait, le pays n'est ni un échelon administratif, ni une collectivité territoriale, mais un espace de projets, un territoire présentant, en principe, une cohésion géographique, culturelle, économique et sociale. A la fois présentée comme un présupposé et comme un objectif, la recherche de cette cohérence s'inscrit au cœur de la démarche de pays. Porté par les acteurs locaux, le pays est présenté comme un échelon idoine à partir duquel il est possible de raisonner en terme de gouvernance, entendue ici comme cette capacité de coordination négociée entre les différents acteurs investis dans la gestion de ce territoire. Autant de principes théoriques qui ne sont pas sans soulever un certain nombre de questionnements, mettant en avant des dysfonctionnements potentiels.

3. 3. 2. Les enjeux du pays « Ardèche Méridionale »

A l'échelle du Sud-Ardèche, l'entrée en vigueur en juillet 2005 du pays « Ardèche Méridionale » correspond à la fusion des trois anciens Contrats Globaux de Développement « Monts et Val d'Ardèche », « Ardèche Méridionale » et « Ardèche Rhodanienne Méridionale ». L'association de ces trois entités conduit à l'émergence d'un nouveau territoire de projets constitué de 117 communes (cf. figure IV.27). Dans le même temps, cette initiative conjointe donne lieu à une candidature à la seconde génération des contrats globaux de la région Rhône-Alpes, appelée « Contrat de Développement de Pays de Rhône-Alpes ». En effet, les logiques de ces deux procédures, Pays et CDRA, présentent de fortes similitudes au niveau des recommandations de périmètres, des besoins de diagnostics, des étapes d'élaboration et des modes d'accompagnements des futurs projets. Chaque territoire de projets est donc à même de conduire de concert ces deux procédures, l'objectif étant, *in fine*, de jouer la carte de la cohérence territoriale et d'obtenir plus facilement des subventions conséquentes afin de concrétiser au mieux leurs projets d'aménagement et de développement.

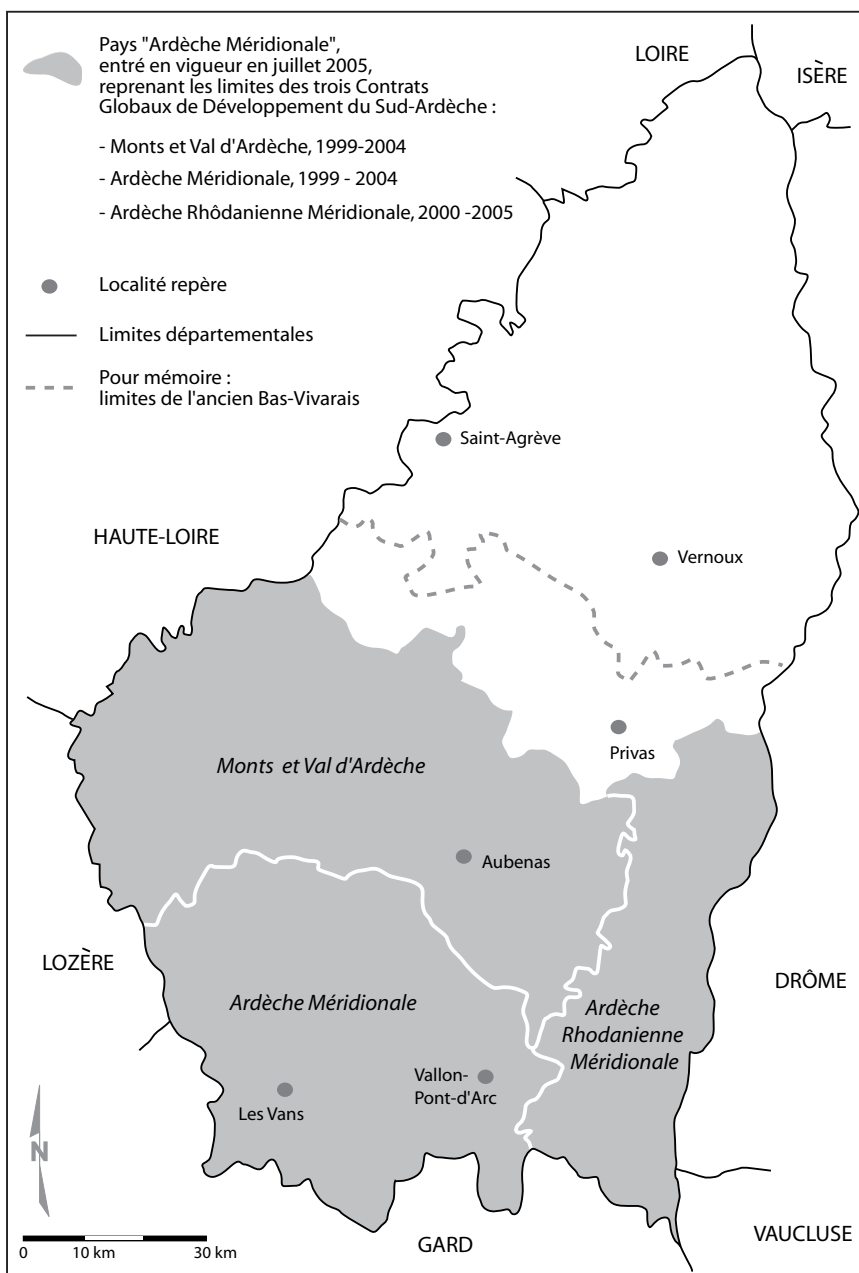


Figure IV.27 : Mise en place du Pays « Ardèche Méridionale »

On relève l'importance de la superficie du pays « Ardèche Méridionale », lequel occupe 3171, 5 km², soit 57 % de la superficie départementale !

A l'échelle du territoire ainsi défini, il est alors question de renforcer le positionnement de cet espace, de dépasser l'image « d'un arrière-pays » aux confins de la région Rhône-Alpes pour s'affirmer comme « une région quasiment centrale au regard du Grand Sud Est français (qui regroupe les régions Rhône-Alpes, Auvergne, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-

Côte-d’Azur) » (Cabinet Strater, octobre 2003a, p. 27, en ligne sur le site www.pays-ardeche-meridionale.net). Dans cette optique, des actions sont envisagées dans l’ensemble des domaines socio-économiques (emploi, logement, services/ commerces/ artisanat, qualité de vie, industrie, agriculture, accessibilité, culture et loisirs, éducation et formation, etc.), lesquelles entrées sont regroupées autour de cinq défis majeurs :

- 1/ « vers un territoire solidaire » ;
- 2/ « vers un territoire ouvert, accueillant, relié, accessible » ;
- 3/ « vers un territoire productif » ;
- 4/ « vers un territoire d’excellence de vie » ;
- 5/ « vers un territoire d’innovation et d’expérimentation » (Ibid., p. 14)

Consciente des disparités existantes entre les communes de la façade rhodanienne et l’intérieur cévenol, entre le nord et le sud du pays ainsi défini, la charte insiste sur un certain nombre de similitudes perçues et/ou supposées comme étant fédératrices (www.pays-ardeche-meridionale.net) :

- La qualité de vie
- Le rapport à l’eau (à la fois crainte et convoitée)
- L’identification à une « terre de résistance »
- L’attachement au petit patrimoine rural
- La fidélité au « pays »
- La châtaigneraie, le volcanisme, le calcaire et les terrasses comme éléments-symboles du paysage
- La référence à l’identité méridionale et à l’Occitanie
- L’appartenance historique à l’ancienne province du Bas-Vivarais (cf. figure IV. 27, page précédente).

Dès lors, le pays « Ardèche Méridionale » s’appuie tout autant qu’il alimente un lot de représentations communes. En retour, la présence de ce socle idéal explique l’association et l’adhésion volontaire d’un grand nombre d’acteurs à cette démarche ainsi que la reconnaissance de ce pays par les autorités supérieures.

Pour autant, compte tenu des diversités que le pays « Ardèche Méridionale » entend fédérer, son efficacité en terme de gestion pose question. En ce sens, la définition même de son périmètre d’action, ainsi que l’échelle à laquelle il se situe, soulignent les limites de ce nouvel espace de gouvernance, lequel juxtapose une série de situations particulières plus qu’il ne parvient à les intégrer autour d’un projet commun.

3. 3. 3. La cohérence du périmètre pays en question

A première vue, le périmètre du pays « Ardèche Méridionale » permet d'associer dans un même ensemble des communes qui jusqu'alors s'inscrivaient dans différents contrats globaux de développement alors même qu'elles étaient associées dans d'autres types de structures. Tel était le cas de communes intégrées au parc naturel des Monts d'Ardèche qui pour autant étaient dissociées entre le contrat global de développement « Monts et Val d'Ardèche » et celui de l'« Ardèche Méridionale » ou encore celui des communes intéressées par la gestion de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche et situées les unes et les autres dans les contrats « Ardèche Méridionale » et « Ardèche Rhodanienne Méridionale » (cf. figure IV.28). En ce sens, cette démarche « pays » propose un nouvel espace de concertation, dépassant, en partie seulement, les territoires institutionnels jusqu'ici observés, que ce soit côté cévenol ou gorges de l'Ardèche.

Pour autant, cette recherche de cohérence reste partielle : en effet, dans le même temps, le découpage affiché par le Pays fait apparaître de nouvelles incohérences : ainsi, l'ensemble des communes situées au nord du parc naturel régional des Monts d'Ardèche se situent à l'extérieur du pays ainsi que les communes gardoises par ailleurs comprises dans le Pôle d'Excellence Rurale. Et que dire des dix communes de la montagne ardéchoise également comprises dans la zone périphérique du Parc National des Cévennes et qui sont, pour ainsi dire, passées sous silence, la référence au PN des Cévennes restant absente des discours des acteurs.

Au-delà de ces aspects de chevauchement avec des territoires institutionnels pré-existants, la cohérence du périmètre affiché par le pays interroge. En effet, celui-ci associe dans un même « bassin de vie » de communes aux préoccupations et orientations vraisemblablement opposées (cf. figure IV.28, page suivante).

Dès lors, au-delà des discours politiques encadrant la création du pays, la création de ce territoire de projet fait-elle sens ? Sur quelles entrées territoriales les acteurs des communes de la Montagne ardéchoise et de la région des gorges de l'Ardèche ont-ils matière à se concerter et à construire des projets communs ? Dans quelle mesure l'association de communes comme celle de Sablières, située dans les Monts d'Ardèche (101 habitants en 1999, marquée par une évolution démographique négative avec un solde migratoire de - 4 % pour la période de 1990-1999, tournée vers des problématiques agricoles de moyenne montagne et de pérennisation des productions locales) et celle de communes comme Vallon-Pont-d'Arc (un peu plus de 2000 habitants lors du dernier recensement de 1999, croissance démographique élevée liée au développement touristique de cette région, questionnement autour de l'étalement de la saison touristique) permet-elle « d'élever » l'ensemble de ce territoire vers l'excellence ?

Dans cette quête de sens, la charte du pays « Ardèche Méridionale » joue largement sur la fibre patrimoniale et sa mise en valeur touristique, laquelle dynamique est mobilisée en vue d'asseoir la lisibilité de cette nouvelle entité. A l'instar des dynamiques précédemment observées autour du poljé de Cerknica puis des grottes de Škocjan et de la région du karst slovène (cf. chapitres 4 et 5), la démarche pays présente alors une nouvelle facette de l'articulation liant logiques de patrimonialisation, développement touristique et dynamiques territoriales. A cet effet, on relève l'utilisation de la découverte de la grotte Chauvet dans l'argumentaire présidant à la création et au fonctionnement du pays.

Ainsi, dès la phase de réflexion d'élaboration de la charte, il est question de conduire une « réflexion stratégique à l'échelle du bassin d'activités "Ardèche Méridionale" et de renforcer la mise en commun des énergies/ ressources/ projets et en particulier au regard de l'onde de développement liée à la découverte de la **grotte Chauvet** et à la réalisation du projet d'Espace de Restitution » (Cabinet Strater, 2003b, p. 13).

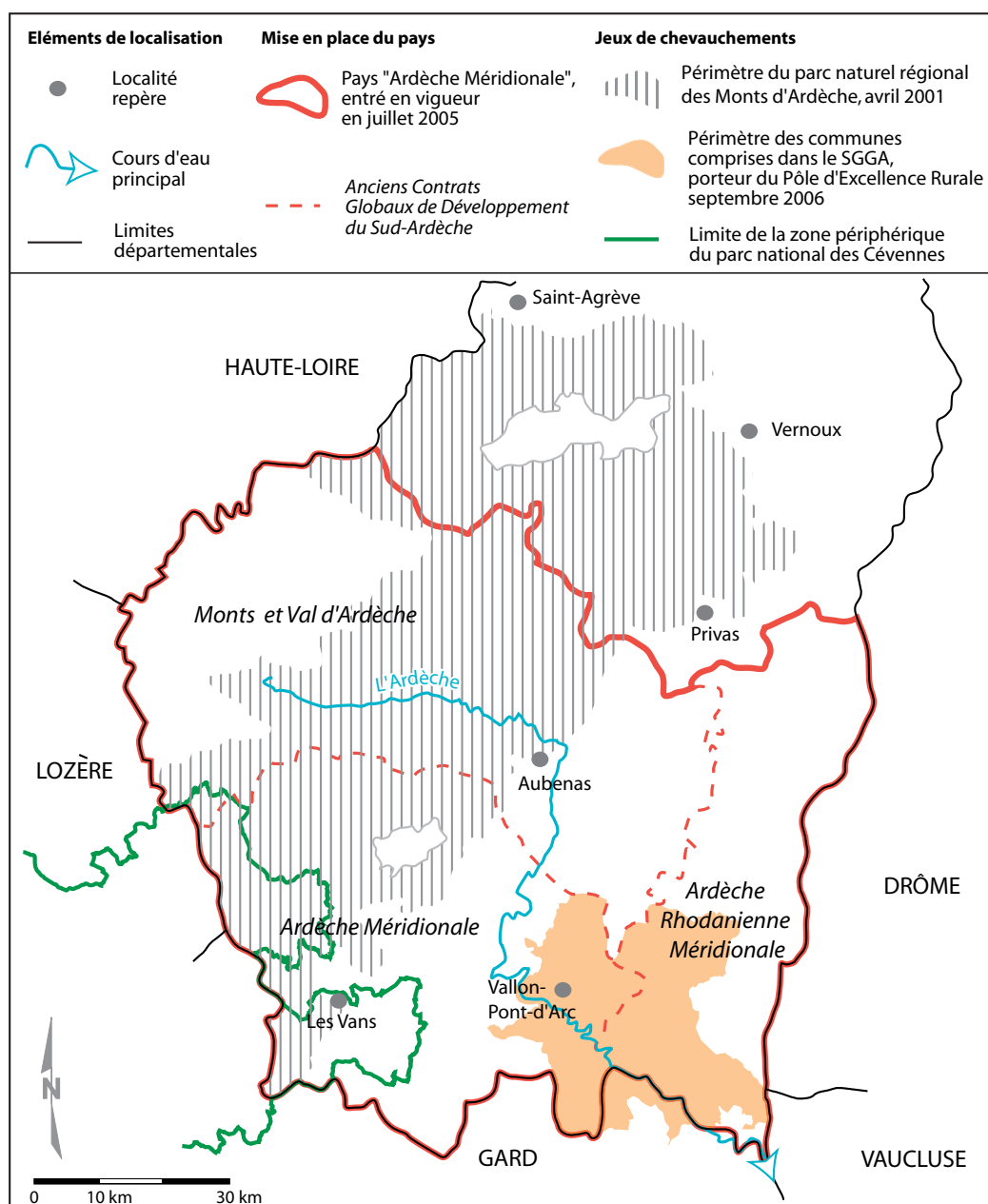


Figure IV.28 : Association/ dissociation autour du pays « Ardèche Méridionale », du parc naturel régional des Monts d'Ardèche et du Pôle d'Excellence Rurale des gorges de l'Ardèche

Cette figure met en avant des processus d'association entre des communes qui jusqu'ici été intégrées dans différentes démarches contractualisantes aux périmètres de compétences distincts. Cela se vérifie au niveau de la réserve naturelle et du parc naturel régional des Monts d'Ardèche où des communes de la réserve ou du PNR faisaient parties de différents contrats globaux de développement. Pour autant, le périmètre défini par le pays propose une réassociation partielle de ces communes dans une même unité de fonctionnement : les communes situées au nord du PNR ne font pas partie du pays, le même constat prévalant pour les communes gardoises de la réserve naturelle des gorges. Se pose également la question des articulations entre le pays « Ardèche Méridionale » et le parc national des Cévennes, dix communes ardéchoises étant comprises dans la zone périphérique du parc national. Alors même que celles-ci représentent 10 % de la superficie de la zone périphérique, cette donnée reste absente du discours des acteurs.

En outre, cette figure souligne des jeux de dissociation entre l'amont et l'aval de la rivière Ardèche. Dès lors, au niveau du bassin versant de l'Ardèche, des phénomènes de juxtaposition, voire de superposition entre différents outils d'aménagement et de gestion du territoire s'observent, avec la réserve naturelle des gorges en aval et le PNR en amont. Ces deux outils, d'une différence d'âge de 20 ans, ne s'inscrivent pas dans un même rapport avec la ressource en eau. Alors que la réserve cherche essentiellement à gérer l'articulation eau/ fréquentation et flux touristique, le PNR mène davantage une gestion transversale et globale : l'eau et l'agriculture, l'eau et l'industrie, l'eau et un développement touristique raisonné/ raisonnable, etc. On peut dès lors légitimement s'interroger sur la cohabitation de ces différentes visions de la gestion d'un territoire. En ce sens, fort est à parier que la mise en marche effective du pays ne se fera pas sans compromis, lesquels compromis seront à leur tour révélateurs de jeux d'acteurs et de processus de négociation.

Par la suite, les différents points de la charte feront la part belle à la grotte Chauvet. Tel est le cas du volet touristique, où l'ensemble des actions envisagées s'organise autour de la découverte de cette grotte et de l'ouverture prochaine de l'ERGC : il s'agit alors de « *préparer et d'adapter l'ensemble du territoire à l'ERGC* », lequel « *sera le fil conducteur de cette recherche d'excellence* » (Cabinet Strater, 2003b, p. 41). Dans le même registre, « *le coup de projecteur mis sur ce territoire avec la Grotte Chauvet permettra une meilleure inscription de ce territoire dans le tissu culturel riche de la région Rhône-Alpes et plus largement, vers le sud, dans la zone dite de la « Méditerranéen culturelle »* » (Cabinet Strater, 2003b, p. 58).

La valorisation de la ressource patrimoniale, ici axée autour de la mise en valeur de la grotte Chauvet (*via* la construction d'un fac-similé) est alors pensée comme un moyen de coordonner et de fédérer la diversité des communes associées à cette démarche pays. En ce sens, certains acteurs rencontrés vont même jusqu'à (re)lier symboliquement la grotte Chauvet et les orientations du pays, justifiant l'organisation de la charte en 5 défis au regard des cinq doigts de la main figurée sur les parois de la grotte Chauvet (Entretien B. Perusset, coordinateur pays « Ardèche Méridionale », 08/06/2004) !

Cet argumentaire traduit la récupération de la grotte Chauvet et de l'espace de restitution à l'échelle du Sud-Ardèche, lesquels objets justifient tout autant qu'ils semblent avoir impulsé, pour une part tout du moins, la mise en place du pays. Dépasant l'environnement immédiat que constituent les gorges de l'Ardèche (cf. chapitre 6), on voit dès lors comment la découverte de la grotte Chauvet fonctionne comme un argument dans la construction du pays et dans la recherche d'une cohérence/ légitimité territoriale. Un processus rendu d'autant plus possible que l'espace de restitution n'a toujours pas vu le jour : celui-ci n'ayant pas encore été réalisé, il est d'autant plus aisé pour les différents acteurs de s'en réclamer et d'utiliser l'image Chauvet comme témoin de l'excellence du territoire administré !

Pour autant, le pays pose la grotte Chauvet ainsi que son fac-similé comme des éléments identifiants, voire fédérateurs, et ce alors même qu'ils se situent à plus de 50 kilomètres des communes de la Montagne Ardéchoise, largement déconnectées des réalités vallonnaises ! Dans ce contexte, on voit mal comment cette infrastructure touristique pourrait être porteuse de sens pour des populations rurales confrontées à d'autres genres de problématiques (maintien des populations et des services publics, pérennité des activités agricoles, etc.).

Il apparaît que l'enjeu de cette récupération « Chauvet » se situe avant tout sur un plan financier. Ainsi, cet affichage « Chauvet » permet au pays de se positionner dans la réalisation de l'ERGC et de récupérer une partie des lignes budgétaires affectées à la préparation du territoire en vue de l'ouverture de cet équipement... Ainsi, « *le Pays Ardèche Méridionale bénéficiera des lignes spécifiques liées à la création de l'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet et aux mesures d'accompagnement liées* » (Cabinet Strater, 2003b, p. 68). Au final, on est en droit de se demander dans quelle mesure la construction du pays n'était-elle pas avant tout l'opportunité de profiter de l'effet levier associé (voire fantasmé) de la grotte Chauvet, facilitant ainsi l'obtention de subventions ?

Dans ce contexte, il semble que la découverte de Chauvet et la perspective de l'ERGC aient impulsé la mise en place du pays, lequel, en retour, justifie sa mise en place et sa cohérence territoriale compte tenu de la présence de ce lieu emblématique dans le Sud -Ardèche. Dans le contexte actuel du désengagement de l'Etat et de la mise en compétitivité des territoires, cette récupération politique et territoriale de ce site emblématique (laquelle récupération conforte en retour le statut d'exemplarité du site en question) participe alors au marquage et à la singularité de ce territoire « Ardèche Méridionale ».

Pour autant, d'un point de vue pratique voire pragmatique, cet effet d'annonce ne parvient pas à masquer les limites de fonctionnement de ce nouvel espace de gouvernance, lesquelles tiennent essentiellement à son échelle d'action et à l'hétérogénéité des territoires associés à cette démarche. Bien que marqué par un apparent désir de cohérence territoriale dans les représentations, il semble que son échelle d'action ne lui permette cependant pas de dépasser une pratique essentiellement fragmentée de l'aménagement du territoire, reprenant l'organisation administrative des territoires.

CONCLUSION

L'objectif de ce huitième chapitre était de questionner l'émergence d'un territoire touristique autour des gorges de l'Ardèche sous l'angle des populations locales et des jeux d'acteurs impliqués dans la gestion de ces paysages karstiques touristiques et patrimonialisés.

Partant de l'hypothèse que le territoire touristique se situe au-delà des processus d'appropriation exprimés par les populations touristiques, notre analyse a porté sur les dynamiques territoriales induites par le développement de l'activité touristique, essentiellement liée à la patrimonialisation des ressources naturelles de ces paysages karstiques.

En ce sens, deux échelles d'analyse ont été privilégiées.

Dans un premier temps, il fut question d'observer les effets socio-démographiques à l'œuvre autour des gorges de l'Ardèche ces vingt dernières années, tout en essayant de déterminer des relations avec le développement touristique de cet espace et plus encore avec son image touristique faisant la part belle aux notions de qualité de vie et d'environnement agréable. Sans pour autant être en mesure d'établir des corrélations au sens mathématique du terme, des phénomènes de covariation ont été mis en évidence : en parallèle du développement de l'activité touristique se développe une activité résidentielle marquée par l'enregistrement de plus en plus important de nouveaux arrivants et par le maintien, voire le développement des équipements et des services à un niveau relativement important étant donné le milieu rural dans lequel se situent les gorges de l'Ardèche. Cette approche nous a ainsi permis de mettre en évidence le rôle prépondérant du tourisme dans la structure et le fonctionnement de ce territoire : principal agent dans l'organisation de cet espace, il est également un des principaux éléments moteurs de son fonctionnement et de son devenir. Dès lors, le tourisme ainsi que le cadre dans lequel il se développe, apparaissent comme des enjeux territoriaux.

Cette nouvelle étape dans notre réflexion nous a ainsi conduite à envisager les actions engagées par différents acteurs territoriaux en vue d'inscrire durablement le couple patrimoine/ tourisme dans le fonctionnement de cet espace. Dans cette optique, notre analyse a porté sur trois opérations majeures (Opération Grand Site, Natura 2000, Pôle d'Excellence Rurale), lesquelles, au-delà des aménagements réalisés, fonctionnent comme des espaces de (re)négociation de l'articulation du triptyque étudié liant processus de patrimonialisation, logiques de développement touristique et dynamiques spatiales.

Ce pendant de notre démarche nous a permis de mettre en avant des processus d'inscription territoriale du couple patrimoine/ tourisme. Partant du noyau constitué par la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche, différents périmètres de gestion ont été successivement définis, lesquels participent en retour à asseoir la lisibilité de ce territoire, tout en introduisant de nouveaux

brouillages. Dans le même temps, ces dynamiques spatiales se sont accompagnées d'une extension progressive du champ d'action de la structure gestionnaire de la réserve naturelle. A ses compétences en matière de protection de la nature s'ajoutent graduellement des missions en terme de développement touristique, avec comme finalité l'organisation durable d'un système socio-économique et spatial autour de cette double entrée.

Pour autant, la mise en perspective de ces dynamiques territoriales centrées autour de la réserve naturelle avec leur environnement géographique régional a mis en avant des jeux de chevauchements territoriaux, posant la question de la cohérence et de l'échelle de définition d'un territoire touristique autour des gorges de l'Ardèche.

Une dissociation partielle s'observe entre le territoire porté par le PER, centré autour de la réserve naturelle et les processus de diffusion des pratiques touristiques, qui, par un effet retour suite à la mise en place de cette même réserve, se reportent essentiellement en direction de l'amont, le long de la rivière Ardèche. Ces jeux de superposition se trouvent être par ailleurs renforcés avec la mise en place de nouveaux territoires institutionnels tels que les communautés de communes, lesquelles s'appuient sur le tracé de la rivière Ardèche, lui conférant alors un rôle de ligne de fracture alors même que la structure gestionnaire de la réserve naturelle s'emploie à mettre en avant le caractère unificateur du cours aval de cette rivière depuis plus d'une vingtaine d'années !

Depuis peu, la mise en place du pays « Ardèche Méridionale » propose un nouvel espace de concertation et se présente comme un outil de la gouvernance. Pour autant, l'étendue même du périmètre ainsi défini interroge quant à l'efficacité de gestion de ce nouvel outil, notamment dans le cadre d'actions macro-régionales, comme c'est le cas autour des gorges de l'Ardèche. Au-delà de la cohérence affichée par le pays, on est alors en droit de se demander dans quelle mesure celui-ci ne représente pas avant tout un relais supplémentaire dans les processus de redistribution des subventions européennes, nationales et régionales.

Au final, ces entités spatiales, mélange de territoires administrés, de territoires fonctionnels et appropriés, font office de marqueurs spatiaux, témoins de dynamiques territoriales sous-jacentes. Néanmoins, la surimpression de ces différentes logiques territoriales, aux allures de « coquilles emboîtées » couplant des entités sociales à des échelons spatiaux et temporels, interroge l'unité de fonctionnement d'un territoire touristique autour des gorges de l'Ardèche et nous amène à conclure que les gorges de l'Ardèche font aujourd'hui figure d'un territoire touristique en devenir, auquel la définition d'un périmètre d'action cohérent fait aujourd'hui défaut.

CONCLUSION DE LA QUATRIÈME PARTIE

La précédente partie nous avait conduite à questionner la dialogique patrimoine/ tourisme sous l'angle de ses rapports à l'espace géographique. Cette démonstration nous avait permis de faire apparaître un certain nombre de réflexions autour du lieu et plus précisément de la figure du haut lieu. Dans cette perspective, nous avons envisagé dans quelle mesure ce type de lieu, à la croisée des logiques de patrimonialisation et de développement touristique, participe à la transformation des espaces, lesquels se muent peu à peu en région touristique. A l'échelle des gorges de l'Ardèche, cette assertion s'est trouvée être particulièrement vérifiée, voire dépassée, le tourisme n'étant plus seulement un agent principal dans l'organisation de l'espace mais plus encore un élément fédérateur, autour duquel sont pensés le fonctionnement et le devenir de ce territoire. Fort de ces observations, cette quatrième partie nous a ainsi permis de questionner plus avant la pertinence du concept de territoire touristique. Approche longtemps décriée par les géographes, l'enjeu était de démontrer dans quelle mesure celle-ci produit du sens et permet de mieux saisir les processus et enjeux à l'œuvre à l'échelle de certaines régions touristiques, présentement les gorges de l'Ardèche.

Dans cette perspective, deux approches conjointes et indissociables ont été conduites, la première ciblée sur les processus d'appropriation liant les populations touristiques à leur espace vacancier, la seconde mettant l'accent sur les jeux d'acteurs et leurs incidences en terme de territorialisation de la dialogique touristique-patrimoniale.

En ce sens, cette dialogique fut doublement mobilisée : 1/ pour dresser une typologie des touristes fréquentant les gorges de l'Ardèche tout en questionnant la pertinence d'un territoire touristique compte tenu des pratiques touristiques identifiées (chapitre 7) ; 2/ pour approfondir la notion de territoire touristique sous l'angle des acteurs territoriaux, considérant à la fois les effets socio-démographiques induits par le développement de l'activité touristique ainsi que le jeu des acteurs en vue d'ancrer durablement cette dialectique (chapitre 8).

La mise en perspective des processus d'appropriation des populations touristiques et des acteurs territoriaux, inhérente à notre définition du territoire touristique, alimente une réflexion plus générale sur la temporalité des dynamiques territoriales issues de la dialogique touristique-patrimoniale ainsi que la nécessité d'une approche systémique prenant en considération les phénomènes d'emboîtement d'échelles.

En ce sens, les réflexions conduites lors du septième chapitre quant aux rapports d'appropriation liant les populations touristiques à leur espace vacancier nous ont amenée à envisager la question de l'appropriation non plus sur l'échelle du temps long mais sous l'angle de la répétition des pratiques touristiques dans un même espace.

Jusqu'à présent, les études sur les populations touristiques avaient essentiellement cherché à mettre l'accent sur le rôle des activités touristiques dans la perception et l'appropriation de l'espace vacancier. Dépassant ce premier niveau d'analyse quelque peu réducteur, notre démarche a montré les liens existant entre les modalités des pratiques touristiques et les processus d'appropriation de l'espace vacancier, en prenant comme indicateur la perception des relations patrimoine/ tourisme. De manière soutenue, des relations sont ainsi apparues entre les caractéristiques des séjours effectués aux alentours des gorges de l'Ardèche et l'appropriation de l'espace-support : celles-ci se marquent par une appréciation territorialisée des relations patrimoine/ tourisme et une auto-exclusion partielle de l'individu de la masse des touristes, lequel individu se perçoit progressivement comme un acteur de l'espace de vie local.

Pour autant, cette réflexion sur la formation d'un territoire touristique, focalisée sous l'angle de la temporalité des pratiques touristiques, fait figure d'aporie. En limitant notre réflexion à cette seule entrée, le territoire touristique ne pourrait exister en dehors du temps des pratiques touristiques et serait assujéti à l'évolution, à la répétition et à la diffusion spatio-temporelle de ces dernières. Or, si le tourisme ne peut pas exister en dehors d'un territoire puisqu'il repose sur l'utilisation et la mise en scène de ses ressources, il appartient aux acteurs territoriaux d'accompagner et d'encadrer les changements d'usages amenés par les populations touristiques afin d'inscrire durablement la dimension touristique dans l'organisation et le fonctionnement dudit territoire.

Dépassant le caractère saisonnier et ponctuel de la fréquentation touristique, l'ancrage territorial des dynamiques touristiques à l'échelle des gorges de l'Ardèche se traduit par un double processus :

- 1/ D'un point de vue socio-démographique, un lien semble alors s'établir entre 1/ la répétition et la diffusion des pratiques touristiques, 2/ la promotion touristique axée sur la qualité de vie et les paysages patrimonialisés, 3/ le développement des résidences secondaires mais aussi d'une activité résidentielle à l'année avec l'enregistrement de nouveaux arrivants et 4/ un taux d'équipements et de services *a priori* inhabituel dans le contexte ardéchois pour des communes de cette taille.

Dès lors, ces dynamiques nous ont permis de souligner dans quelle mesure les dynamiques touristiques sont à même de transformer la nature d'un espace : sur un pas de temps d'un siècle, celui-ci est peu à peu passé d'un espace organisé autour de l'activité agricole à une région touristique marquée par une forte concentration de la fréquentation touristique. Actuellement, cette région touristique fait l'objet de processus d'appropriation de la part des populations touristiques et locales, prenant peu à peu la forme d'un territoire touristique au sein duquel le tourisme devient progressivement un agent fédérateur, en attestent la mise en avant et la mobilisation de cette entrée dans le jeu des acteurs territoriaux.

- 2/ Ce positionnement central de l'activité touristique, largement associé à la valorisation des paysages patrimonialisés, est, en effet, particulièrement visible au travers des jeux d'acteurs, lesquels se matérialisent par la définition de périmètres d'intervention successifs. En ce sens, l'analyse des différents temps de construction et de (re)négociation de la dialogique patrimoine/ tourisme autour de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche a permis de souligner des processus de construction territoriale avec la définition successive de nouveaux périmètres et de nouvelles modalités de gestion.

De l'espace initialement constitué par la réserve naturelle, les acteurs en sont venus à considérer l'ensemble paysage dit « écrin des gorges », correspondant peu ou prou à une éventuelle zone tampon autour de la réserve, lequel s'est vu élargi aux plateaux calcaires environnants lors de la mise en œuvre de la politique Natura 2000 et plus récemment avec l'entrée en vigueur d'un Pôle d'Excellence Rurale.

Dans le même temps, ces dynamiques spatiales se sont doublées d'un changement de fonction de l'organe gestionnaire de la réserve naturelle. Après avoir été essentiellement un acteur du tourisme chargé de gérer des flux touristiques dans les années 1980, le syndicat de gestion s'est peu à peu positionné comme un acteur de la protection de l'environnement en développant les actions de préservation, de suivi scientifique et de sensibilisation du grand public. Cette ré-orientation amorcée avec l'Opération Grand Site de 1993 s'est prolongée avec la mise en œuvre de Natura 2000. Depuis peu, les facettes environnementales et touristiques se trouvent être associées dans le PER, lequel se définit comme un projet de réflexion globale cherchant à inscrire durablement la dialectique patrimoine/ tourisme à l'échelle des gorges de l'Ardèche.

Au regard des éléments conceptuels exposés au début de cette quatrième partie, les gorges de l'Ardèche font figure de territoire touristique en gestation ; cette dynamique est aujourd'hui alimentée par la mise en place du PER, lequel s'emploie à faire émerger une cohérence territoriale en s'appuyant notamment sur la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche.

Pour autant, la prise en compte du contexte territorial dans lequel s'inscrivent les gorges de l'Ardèche souligne les limites de fonctionnement de ce territoire touristique naissant. Ainsi, le territoire mis en avant par le PER ne prend que partiellement en considération les dynamiques touristiques présentes à ses marges, notamment en direction de l'amont de la rivière Ardèche. Ce décalage entre l'affichage d'un territoire autour des gorges de l'Ardèche et la diffusion des pratiques touristiques laisse entrevoir des dysfonctionnements futurs, et ce d'autant plus que cet état de fait est amplifié par la mise en place de l'intercommunalité qui vient scinder l'amorce d'unité jusqu'ici observé autour de la réserve naturelle.

La question d'un nouvel espace de négociation se pose, question à laquelle la mise en place du Pays « Ardèche Méridionale » ne répond que partiellement. En effet, compte tenu de l'hétérogénéité du périmètre d'intervention défini dans le cadre de cette démarche de pays, il ne semble pas que cette structure soit en mesure de participer à la cohérence de ce territoire touristique des gorges de l'Ardèche.

Pour asseoir la lisibilité de ce dernier, il semblerait alors opportun de définir une structure de gestion *ad hoc* dont le périmètre de gestion s'étendrait de Vogüé à Saint-Martin-d'Ardèche ou, s'appuyant sur l'existence du syndicat de gestion des gorges de l'Ardèche, d'étendre les compétences territoriales de ce dernier ainsi que son périmètre d'intervention. Une démarche qui nous semble d'autant plus nécessaire que des rapports de force existent à la fois de manière 1/ horizontale entre les différentes communes de cet espace et 2/ verticale, entre les échelons locaux/départementaux et les différents services de l'Etat...

Conclusions générales

*« Qui n'a pas recherché la vérité n'a, bien
sûr, jamais commis d'erreurs »
Mikhaïl Saltykov-Chtchedrine
L'Année entière*

*« Le doute est le commencement
de la sagesse »
Aristote
Ethique à Eudème*

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

A l'issue de ce travail, l'étude du triptyque liant processus de patrimonialisation, logiques de développement touristique et dynamiques spatiales s'est révélée être doublement pertinente : elle a permis de mieux comprendre les articulations entre ces trois entrées géographiques à la croisée de différents pas de temps et de différentes échelles spatiales ; *via* la question des processus de transformation spatiale, elle a permis d'interroger la pertinence du concept de « territoire touristique » en vue de comprendre le devenir des espaces touristiques.

Au terme de notre recherche doctorale et compte tenu de l'approche comparative développée, il nous semble important de revenir sur les éléments-clefs dans la structure et le fonctionnement de ce triptyque, de manière à dépasser la logique segmentaire propre à l'écrit, (démarche certes nécessaire mais parfois trop figée lorsqu'il s'agit d'observer des processus dynamiques d'essence systémique). Pour partie, les dynamiques observées sont alors fonction des terrains d'étude retenus : à la fois révélateurs de processus, ces terrains fonctionnent également comme des limites du fait même de leurs caractéristiques situées, voire singulières. Un état de fait qui appelle la prise en compte de nouveaux types d'espaces, lesquels permettront d'éprouver la pertinence des dynamiques observées à l'échelle de ces deux régions calcaires que sont le karst slovène et les gorges de l'Ardèche.

LE CARACTÈRE CO-CONSTITUTIF DES PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION ET DES LOGIQUES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

De nombreux exemples nous ont permis de souligner le caractère co-constitutif des processus de patrimonialisation des espaces « naturels » suscités et des logiques de développement touristique. Ainsi, la grotte de Postojna a vu son ouverture au public immédiatement suivie par l'adoption de mesures de protection ; ainsi, le développement du tourisme à l'échelle des gorges de l'Ardèche s'est-il dans le même temps accompagné de mesures de protection à différentes échelles où sites classés et réserve naturelle répondent à l'ouverture d'une route touristique surplombant les gorges.

Pour autant que ces imbrications soient réelles, cette dialogique ne saurait fonctionner en vase clos, dans un face-à-face isolé de leur environnement. Cette dernière se nourrit nécessairement de son environnement, lequel, en retour, participe à l'activation de la valeur patrimoniale de certains sites tout comme il donne aux logiques de développement touristique de nouvelles orientations.

En ce sens, la mise en perspective des terrains sud-ardéchois et slovène a permis de mettre en avant la richesse des interrelations liant la dialogique touristique-patrimoniale avec les modifications de son environnement. Les exemples du poljé de Cerknica ou encore des gorges de l'Ardèche ont montré l'importance des projets d'aménagements (essentiellement hydro-électriques) dans l'activation de la valeur patrimoniale, laquelle se constitue en réaction à des projets perçus comme portant atteinte à un espace donné. Confrontés à la perspective de modifications profondes, certains acteurs se mobilisent de manière à sauver l'intégrité de ces lieux et/ ou de ces espaces, en vue de les transmettre à leurs enfants, mais aussi de protéger les ressorts d'une activité touristique porteuse d'espoir et de développement économique futurs !

A l'inverse, des facteurs autres que les processus de patrimonialisation interviennent dans les orientations prises en matière de développement touristique. A cet égard, l'analyse comparée des deux terrains d'étude nous a permis d'identifier un certain nombre de ces facteurs :

1/ l'importance du contexte socio-politico-économique, ici soulignée par les impacts de la guerre d'indépendance puis des Balkans dans la fréquentation des sites slovènes mais aussi dans les logiques présidant à l'élection du site de Škocjan en tant que patrimoine mondial de l'Unesco ;

2/ l'accessibilité et le développement des axes de communication mis en avant avec l'ouverture de la ligne de chemin de fer Vienne-Trieste puis de l'autoroute Allemagne/ Croatie à proximité de la grotte de Postojna ou encore avec l'ouverture de la route touristique des gorges de l'Ardèche ;

3/ le contexte économique et le poids des retombées induites par l'activité touristique, lesquels expliquent les orientations actuelles du tourisme autour des gorges de l'Ardèche ;

4/ une modification du contexte social, lequel est marqué, depuis la mise en place des congés payés, par une demande accrue en matière de loisirs et par un changement de regard et d'usages de lieux et/ ou d'espaces jusqu'alors marginaux ;

5/ de nouvelles orientations politiques à des échelles englobantes, telle la mise en place des directives européennes Natura 2000 qui amène une ré-orientation du tourisme à l'échelle des gorges de l'Ardèche.

Ces jeux interactifs qu'entretient la dialogique touristico-patrimoniale avec son environnement soulignent la complexité structurelle et fonctionnelle de cette dernière, laquelle se singularise par son caractère dynamique et évolutif.

UNE DIALOGIQUE NÉCESSAIREMENT ÉVOLUTIVE ET DYNAMIQUE

De manière transversale, l'analyse diachronique des sites tant sud-ardéchois que slovènes nous a permis d'identifier quelques-unes des formes que peut prendre l'articulation liant processus de patrimonialisation et logiques de développement touristique.

Dans un premier temps, il est apparu que cette dialogique peut être alimentée par des phénomènes de rétroaction propres à sa dynamique interne, peu ou prou souhaités/ attendus/ craints/ envisagés par les acteurs territoriaux en présence. Ainsi en est-il des gorges de l'Ardèche où la création de la réserve naturelle participe à l'amplification du phénomène qu'elle entend par ailleurs juguler. Dans une moindre mesure, l'obtention du label Unesco, suivi de la création du Parc Régional des grottes de Škocjan se sont accompagnés d'une augmentation des entrées touristiques au point que la structure gestionnaire envisage aujourd'hui de limiter le nombre d'entrées. Ces boucles de rétroaction positives conduisent ainsi à une amplification du phénomène, voire à une fuite en avant comme ce fut le cas dans les années 1980 autour des gorges de l'Ardèche. L'analyse croisée de sites endo- et exo-karstiques nous a également permis de conclure à l'importance de ces effets rétroactifs pour les sites de surface, à l'inverse des sites souterrains où ils restent limités.

Dans un second temps, la diversité des sites analysés nous a conduite à dégager certaines des modalités de fonctionnement de la dialogique touristico-patrimoniale, et à observer comment les logiques de patrimonialisation, *via* notamment l'adoption de nouvelles mesures de protection, pouvaient être volontairement mobilisées de manière à ré-orienter le fonctionnement de cette dialogique.

Les dynamiques observées autour de l'aven d'Orgnac nous ont montré comment le recours à de nouvelles mesures de protection pouvait être instrumentalisé 1/ d'abord en vue d'empêcher l'aménagement touristique des nouveaux réseaux découverts sur les terrains de la commune d'Issirac, 2/ puis de renouveler le produit touristique que constitue l'aven et de stimuler une reprise de la fréquentation touristique.

A l'échelle du poljé de Cerknica, les objectifs furent tout autres puisqu'il fut question de mobiliser les outils de protection, avec notamment la création du Parc Régional, de manière, cette fois à bloquer, tout projet de développement touristique, tout en donnant la main aux populations locales en matière d'aménagement du territoire.

L'exemple des gorges de l'Ardèche dans les années 1990 souligne, quant à lui, un nouveau visage de cette dialogique, et met en scène des jeux d'interférence entre plusieurs échelles spatiales : la mise en œuvre des directives européennes Natura 2000 fut alors réalisée de manière à (re)positionner la structure gestionnaire de la réserve naturelle en tant qu'acteur de la protection de la nature, dépassant en cela ses premières missions de gestionnaire de flux touristiques.

Enfin, l'exemple de la grotte Chauvet et du projet d'un fac-similé nous a permis d'identifier dans quelle mesure la découverte inopinée d'un nouvel objet à haute valeur patrimoniale, érigé de fait en haut-lieu, peut être instrumentée par les acteurs territoriaux en vue de ré-orienter les modalités de fréquentation touristique d'une région touristique historiquement organisée autour des ressorts touristiques « eau/ soleil/ nature ».

Cette diversité au niveau de l'articulation de cette dialogique s'explique compte tenu de l'histoire de la mise en tourisme des espaces dans lequel ces sites s'inscrivent et des liens existant entre ces sites et leur environnement, à la fois géographique, social, économique et politique. La singularité des dynamiques observées soulignent en retour la nécessité qu'il y a de contextualiser les lieux et les espaces sur lesquels l'on s'interroge, de manière à prendre en compte des échelles à la fois temporelles et spatiales.

Ainsi, les orientations prises au niveau de l'aven d'Orgnac sont à mettre en perspective avec l'ancienneté relative de ce site touristique et son inscription particulière dans le tissu social et économique de la commune d'Orgnac-l'Aven. Les partis pris autour du poljé de Cerknica trouvent leur signification au regard des projets qui ont été successivement envisagés à l'échelle de ce territoire et à l'absence de reconnaissance de l'échelon local par les autorités supérieures. Quant aux gorges de l'Ardèche, la récupération de la directive Natura 2000 s'explique compte tenu des conditions initiales de création de la réserve naturelle, laquelle a été imposée par les autorités étatiques dans un espace déjà fortement fréquenté par les populations touristiques. Enfin, l'utilisation de la découverte de la grotte Chauvet en vue de ré-orienter les pratiques touristiques est à mettre en rapport avec une prise de conscience antérieure de la vulnérabilité fonctionnelle de cette région touristique, vulnérabilité inhérente au modèle d'organisation de cette région autour de la mono-activité « canoë-kayak ».

Dès lors, les modalités d'articulation de cette dialogique, considérées à un instant *t*, sont l'expression d'un équilibre entre les forces en présence, entre des jeux d'acteurs parfois complexes, animés par des intérêts individuels et parfois contradictoires. En ce sens, l'existence d'intérêts communs et partagés à l'échelle des acteurs territoriaux impliqués dans la gestion du site touristique à valeur patrimoniale, explique également les différents visages que peut prendre la dialogique touristico-patrimoniale.

Ainsi, le partage d'une vision commune pour le site de l'aven d'Orgnac, associée au nombre restreint d'acteurs en présence, explique la rapidité avec laquelle la dernière opération de réhabilitation (Opération Grand Site) a été conduite. A l'inverse, le même type d'opération n'a que partiellement abouti à l'échelle des gorges de l'Ardèche où la multiplicité des acteurs en présence (réserve naturelle à cheval sur deux départements et sur deux régions) ainsi que de forts intérêts économiques sont venus entacher la réalisation de cette opération.

Au final, cette réflexion sur le caractère dynamique et évolutif de la dialogique touristico-patrimoniale nous a conduite à questionner l'inscription spatiale de cette dernière et à analyser le devenir de ces lieux et espaces touristiques, notamment en terme de trajectoires et/ ou de bifurcations.

DYNAMIQUES SPATIALES ET ENJEUX TERRITORIAUX DE LA DIALOGIQUE TOURISTICO-PATRIMONIALE : LE TERRITOIRE TOURISTIQUE EN QUESTION

Cette réflexion sur le devenir des lieux et des espaces touristiques organisés autour de cette dialogique s'est appuyée sur une approche phénoménologique, axée sur l'étude des périmètres de protection et / ou de gestion.

En ce sens, ce travail nous a permis de dégager un double processus d'extension :

1/ d'un point de vue spatial, nous avons pu observer comment l'inscription spatiale de cette dialogique s'est traduite par un élargissement successif et progressif des mesures de protection. Cette dynamique se vérifie aussi bien à l'échelle de sites endo- qu'exo-karstiques. Ainsi, l'étude de l'aven d'Orgnac a montré comment on est peu à peu passé d'un site localement protégé à une surface englobant aujourd'hui la totalité des parcelles situées en surface des réseaux karstiques et même au-delà, puisque ce projet d'extension associe des sites exo-karstiques environnants (Baume de Ronze, site archéologique d'Orgnac 3). Dans ce cas particulier, nous avons pu observer que l'extension de ces mesures de protection, pour partie commandée par de nouveaux impératifs en terme de protection de la ressource, avait également été largement impulsée par le tourisme, que ce soit pour empêcher des projets d'aménagement dans les nouveaux réseaux, ou plus récemment, dans la perspective d'un classement Unesco collectif de dix-huit cavités françaises.

Ces mêmes dynamiques furent observées à l'échelle des gorges de l'Ardèche, où cette construction progressive est initiée par le classement du Pont d'Arc (1931) et des grottes de Saint-Marcel (1934), pour être ensuite renforcée avec l'inscription des gorges (1943), la création de la réserve naturelle (1980), l'extension du site classé du Pont d'Arc (1982), le biotope de la Dent de Rez (1990), la définition des aires de protection Natura 2000 (1997) et l'actuel projet d'extension du site classé des abords du Pont d'Arc.

Versant slovène, l'analyse des grottes de Škocjan a révélé des phénomènes similaires avec le passage progressif de mesures de protection locale (municipalité de Sežana), à un site Unesco en 1986 et à l'établissement d'un Parc Régional en 1996. A ce titre, l'exemple des grottes de Škocjan est intéressant dans le sens où il montre l'association progressive de caractéristiques endo-karstiques à des phénomènes exo-karstiques.

2/ Dans le même temps, cette extension spatiale s'est doublée d'une extension en terme de compétences d'action pour les structures responsables de la gestion de ces sites. Graduellement, on est ainsi passé d'un système de gestion ciblé (voire fermé) à des régimes de gestion du territoire avec de nouveaux outils contractuels. Ceci est particulièrement visible autour des sites de surface

étudiés, que ce soit les grottes de Škocjan ou encore les gorges de l'Ardèche. Dans ces deux cas de figure, les volets d'action des structures gestionnaires se sont peu à peu étoffés, mettant en avant une vision globale de la dialogique touristico-patrimoniale et de ses incidences spatiales. De finalités orientées autour de la protection de la ressource ou, dans le cas des gorges de l'Ardèche, axées autour de la gestion des flux touristiques, on est passé à une logique d'encadrement de gestion de l'articulation patrimoine/ tourisme, de manière à inscrire durablement cette dialogique au cœur du fonctionnement de cet espace.

L'analyse des dynamiques à l'œuvre autour de Škocjan nous a ainsi donné l'occasion d'observer la mobilisation, par les acteurs des propriétés territorialisantes de la dialogique touristico-patrimoniale en vue d'asseoir la lisibilité d'une région touristique à l'échelle du plateau du karst, dynamique portée par les grottes de Škocjan faisant figure de haut-lieu.

Dans le cas des gorges de l'Ardèche, cette réflexion sur l'inscription spatiale de cette dialogique a donné lieu à deux éléments de conclusion étroitement liés : l'analyse du triptyque liant (i) processus de patrimonialisation, (ii) logiques de développement touristique et (iii) dynamiques spatiales a permis de mettre en évidence des processus de construction territoriale, allant jusqu'à questionner l'émergence d'un territoire touristique.

Cette analyse nous a ainsi permis d'observer les effets structurants de cette dialogique, laquelle amène de nouvelles centralités et de nouvelles marginalités. En ce sens, la trajectoire des gorges de l'Ardèche (dans leur définition géomorphologique) met en avant différents processus d'appropriation, lesquels se succèdent dans le temps et donnent lieu à de nouvelles configurations spatiales. Ainsi, d'un espace initialement parcouru par les hommes préhistoriques, puis par les bateliers, les gorges sont devenues un espace marginal par rapport au centre-bourg que représentait Vallon, avant d'être à nouveau intégrées au fonctionnement de cet espace *via* le développement de pratiques de loisirs et de séjours touristiques à l'intérieur du canyon, pour se situer aujourd'hui, en tant qu'espace sanctuarisé, à la périphérie des lieux de séjours touristiques. L'exemple des gorges de l'Ardèche est en cela intéressant qu'il souligne comment l'espace-support/ ressort d'une activité touristique dominante peut servir d'assise dans des processus de diffusion et de construction spatiale, lesquels processus viennent en retour modifier les modalités de fréquentation touristique, jusqu'à sanctuariser cet espace-support qui, du « lieu où l'on vient » devient « l'espace où l'on passe ». Paradoxe s'il en est, c'est autour de cet espace « où l'on passe » que des processus d'appropriation ont été mis en évidence, que ce soit à l'échelle des populations touristiques, de la population locale ou des acteurs territoriaux.

Dans cette perspective, l'exemple des gorges de l'Ardèche nous a permis de questionner la notion de territoire touristique et d'observer dans quelle mesure cette dernière permet de mieux comprendre les dynamiques territoriales à l'œuvre autour d'espaces « naturels » patrimonialisés et touristiques.

A l'échelle des populations touristiques, une approche typologique nous a conduite à identifier une covariation entre les types de pratiques touristiques et le degré d'appropriation de l'espace vacancier. Partant de l'hypothèse que la perception du couple patrimoine/ tourisme est un indicateur du degré d'appropriation de l'espace vacancier, six groupes de touristes ont été identifiés. Il ressort de cette analyse que le degré d'appropriation de l'espace vacancier évolue en fonction des pratiques touristiques (essentiellement regroupées autour des variables « type de séjour effectué », « durée moyenne de ce dernier », « nombre de séjours effectués dans les gorges de l'Ardèche ») : de manière schématique, la répétition de séjours touristiques dans les gorges de l'Ardèche se traduit par un regard critique sur le fonctionnement du couple patrimoine/ tourisme, lequel regard traduit en retour des processus d'appropriation.

Compte tenu des définitions classiques du territoire touristique, lesquelles envisagent exclusivement les processus d'appropriation des populations touristiques, cette analyse permet alors de conclure à l'existence d'un territoire touristique des gorges de l'Ardèche.

Pour autant, le cadre restrictif de cette première définition nous a amenée à élargir le champ de notre réflexion et à considérer le territoire touristique du point de vue des processus d'appropriation locale.

En ce sens, l'analyse des dynamiques socio-démographiques autour des gorges de l'Ardèche depuis le milieu du XX^{ème} siècle a révélé des processus d'appropriation de cette dimension touristique, notamment marqués par le développement des résidences secondaires, mais plus encore par un nombre important de nouveaux arrivants sur ce territoire et un taux d'équipements en matière de services supérieur à ce qu'il peut être dans d'autres régions rurales françaises.

Ce positionnement graduel du tourisme comme agent fédérateur dans l'organisation et le fonctionnement de ce territoire se retrouve également dans les stratégies mises en place par les acteurs territoriaux en vue d'ancrer dans le long terme la dialogique touristico-patrimoniale. Cette approche nous a ainsi permis de souligner comment les acteurs donnent corps à ces processus de transformation spatiale et à ce passage progressif d'une région touristique à un territoire touristique « en devenir ».

Reste que ces processus territoriaux sont aujourd'hui marqués par des jeux de chevauchement politico-administratifs où se superposent, sur des pas de temps relativement courts, de nouveaux territoires institutionnels et/ ou de projets. La rapidité avec laquelle ces découpages se succèdent, ainsi que les périmètres d'actions qu'ils mettent en avant, posent la question de leur appropriation par les populations locales. Dans quelle mesure est-il possible de se reconnaître dans des territoires 1/ qui se redéfinissent sans cesse ; 2/ qui associent dans un même ensemble des réalités socio-économique diverses, pour ne pas dire déconnectées ?

Dès lors, à l'aune des dynamiques territoriales observées autour des gorges de l'Ardèche, la question de la cohérence et de la gouvernance territoriale se pose. Au final, dans le contexte actuel de la décentralisation marqué par la multiplication et l'imbrication des territoires de projets et des territoires administratifs, quelle peut être la bonne échelle d'intervention pour définir un territoire touristique cohérent, dont les limites permettraient une inscription durable de la dialogique touristico-patrimoniale ?

Cette réflexion autour du territoire touristique nécessite alors la compréhension et l'analyse des ressorts de fonctionnement du couple patrimoine/ tourisme, avec notamment l'observation des flux et de la répartition des équipements touristiques, l'analyse du poids du tourisme dans le fonctionnement de l'économie locale ainsi que la mise en perspective des jeux de chevauchements entre les différents territoires de compétences existants et la recherche d'un nouvel espace de gouvernance. Cette approche nous semble d'autant plus nécessaire aujourd'hui compte tenu des enjeux socio-économiques liés à la dialogique touristico-patrimoniale et plus particulièrement dans ces espaces pour lesquels cette dimension touristique fait l'objet de processus d'appropriation sur le long terme de la part des populations touristiques et locales et où le tourisme est à la source et au cœur des projets de territoire.

Les apports liés à l'étude de régions calcaires et de phénomènes karstiques

Les dynamiques observées relèvent pour une part des terrains d'étude envisagés. Tout d'abord, celles-ci sont liées à la nature même des régions retenues, lesquelles se singularisent par leurs formes karstiques.

Cette spécificité nous a ainsi permis d'observer des processus liés à des sites endo- et exo-karstiques, lesquels appellent des mesures de protection diversifiées (site classé, réserve naturelle, parc régional) ainsi que des types de reconnaissance diversifiés (label Unesco, programme MAB, label Ramsar). Dès lors, ce type de terrain s'est révélé particulièrement approprié pour observer le fonctionnement de la dialogique touristique-patrimoniale à l'échelle de sites ponctuels tels que des grottes touristiques mais plus encore à l'échelle d'espaces touristiques de plus grande envergure comme des plateaux, des poljés, des gorges. Par ailleurs, la diversité des formes karstiques nous a conduit à identifier certaines modalités de fonctionnement propres à des sites endo- et exo-karstiques, tout en donnant à voir des jeux de dialogues, des mises en réseaux de ces différents sites, lesquels informent l'espace, alimentant en cela des dynamiques territoriales plus générales.

Intérêts des deux terrains d'étude

De manière encore plus marquée, les processus observés sont fonction des deux terrains d'étude retenus, à savoir les gorges de l'Ardèche et la région du karst slovène.

Al'échelle de ces deux terrains, l'ancrage dans le temps des processus de patrimonialisation et des logiques de développement touristique autour des paysages et formes karstiques nous a ainsi offert le recul nécessaire à l'observation de dynamiques spatiales et territoriales. Compte tenu de notre problématique de recherche, ce point essentiel a permis d'aborder le fonctionnement de la dialogique touristique-patrimoniale sous un angle diachronique et de questionner la trajectoire des lieux et des espaces touristiques. Ces approches ont ainsi mis en évidence des processus de construction spatiale alimentés par des jeux d'acteurs qui renouvellent progressivement les usages, discours, images et représentations de ces espaces récréatifs ; chaque période est marquée par un équilibre de la dialogique touristique-patrimoniale, alliance de mesures de protection et d'orientations touristiques singulières.

En outre, les dynamiques constatées tiennent aux caractéristiques mêmes de ces deux terrains. A ce titre, leur situation de « frontière », qu'elle soit politique ou administrative, a permis de souligner 1/ des jeux d'imbrications d'échelles spatio-temporelles, 2/ la multiplication et la complexification des jeux d'acteurs, 3/ les enjeux géopolitiques associés à cette dialogique touristique-patrimoniale.

Dans le même temps, leurs différences singulières ont permis d'affiner notre compréhension de la dialogique touristique-patrimoniale et d'interroger la pertinence du concept de « territoire touristique ». En ce sens, 1/ la sensibilité slovène pour la protection des paysages karstiques, 2/ la présence et la valorisation ludique de la ressource en eau avec de forts enjeux économiques du côté ardéchois, ou encore 3/ le poids majeur de l'activité touristique du côté ardéchois opposé à un tourisme de passage côté slovène apparaissent comme des facteurs déterminants expliquant les résultats de ce travail de recherche.

LES APPROFONDISSEMENTS ENVISAGÉS...

... à l'échelle d'autres régions calcaires mettant en avant des formes et paysages karstiques

Etant donné les liens majeurs entre les terrains d'étude retenus et les processus observés, la prise en compte d'autres terrains nous permettrait de tester la pertinence des résultats obtenus. Dans le registre des régions calcaires et des paysages karstiques, nous pensons notamment aux ouvertures que pourraient constituer des terrains comme :

1/ la vallée de la Vézère. Autour du site de Lascaux et du fac-similé Lascaux II, ce terrain permettrait d'observer les dynamiques spatiales, voire territoriales induites par l'ouverture de cet espace de restitution. Le cas échéant, cela offrirait de nouveaux points de comparaison avec les dynamiques observées autour de la grotte Chauvet.

2/ les gorges du Tarn et/ ou les gorges du Verdon. Offrant un ancrage spatio-temporel similaire à celui observé autour des gorges de l'Ardèche, ces terrains permettraient de questionner à nouveau les modalités d'articulation entre sites endo- et exo-karstiques et de mesurer dans quelle mesure ces jeux interactifs informent le territoire et donnent à voir un territoire touristique.

3/ les grottes du karst d'Aggtelek (Hongrie) et du karst de Slovaquie. Cet ensemble serait intéressant à plus d'un titre : région inscrite à l'Unesco en 1995, avec une extension de périmètre en 2000, celle-ci concentre 712 grottes et présente la particularité d'être à cheval sur deux pays. Ce terrain nous permettrait alors d'analyser des processus des sites Unesco tout en questionnant des jeux d'acteurs transfrontaliers.

... à l'échelle d'autres types de milieux

Pour autant, les processus patrimoniaux, touristiques et territoriaux mis en évidence ne sont que partiellement liés aux caractéristiques physiques des terrains d'étude retenus. Des phénomènes du même ordre pourraient être observés sur d'autres types de terrains, si tant est que l'on se situe dans des configurations spatio-socio-économiques similaires, notamment marquées par :

1/ la présence de ressources naturelles patrimonialisées faisant l'objet d'une mise en valeur touristique ;

2/ un terrain où la composante sportive, liée à la valorisation du milieu naturel patrimonialisé, est l'une des motivations de la fréquentation touristique ;

3/ des enjeux économiques liés à la fréquentation touristique qui sous-tendent des enjeux de propriété foncière ;

4/ la multiplicité des acteurs en présence, situés à différentes échelles d'intervention et ayant une prise en compte différenciée de la dialogique « touristique-patrimoniale ».

Ces éléments apparaissent comme autant de préalables dont la présence conditionne *a priori* le caractère transposable de notre démarche, qu'il s'agisse ou non de régions calcaires.

A la croisée de ces variables-clefs, plusieurs types d'espace nous permettraient de confronter nos hypothèses, nous offrant ainsi la possibilité d'identifier de nouveaux ressorts dans le fonctionnement de la dialogique touristico-patrimoniale et dans ses rapports avec l'espace géographique. Nous pensons notamment aux milieux de montagne (la vallée de Chamonix, Pralognan-la-Vanoise, etc.) ou encore à ceux du littoral (golfe du Morbihan, dune du Pilat pour ne citer que des exemples français). Ces espaces ayant été largement investis par d'autres auteurs, deux autres terrains nous sembleraient particulièrement intéressants : les espaces du Grand Nord canadien avec l'exemple du Nunavut, ainsi que les milieux insulaires tropicaux, avec l'île française de Saint-Barthélemy. Tout en abordant sous un angle nouveau la question des dynamiques territoriales de la dialogique touristico-patrimoniale, avec notamment la question des revendications territoriales, ces terrains présentent également l'intérêt de n'avoir été jusqu'ici que peu étudiés.

A priori opposés, des similitudes s'observent cependant entre ces deux terrains d'étude lorsque l'on considère la mise en œuvre et le fonctionnement de la dialogique touristico-patrimoniale, ainsi que ses incidences socio-spatiales.

A des degrés divers, tous deux présentent la particularité d'être des espaces historiquement marginaux, auxquels le développement du tourisme a conféré une nouvelle centralité. Oubliées des autorités supérieures, qu'elles soient canadiennes ou françaises, les populations locales de ces deux terrains ont été confrontées à des conditions de vie très difficiles, avant de devenir des destinations recherchées par des sociétés occidentales en quête d'authenticité. Dès lors, en l'espace de quelques décennies, le développement du tourisme s'est traduit par d'importantes mutations socio-économiques et spatiales. Dans une certaine mesure, ce développement sans précédent du tourisme s'est également accompagné de mesures de protection (parcs territoriaux dans le Nunavut, réserve naturelle à Saint-Barthélemy). Par ailleurs, ces dynamiques se sont doublées, sur un pas de temps identique, de revendications territoriales et d'une recherche en matière d'autonomie politique. En 1999, cela a donné lieu à la reconnaissance du Nunavut, troisième territoire dans l'Etat canadien ; en 2007, l'île de Saint-Barthélemy s'est prononcée en faveur d'un nouveau statut de Collectivité d'Outre Mer (COM), affichant ainsi une plus grande autonomie par rapport à l'Etat français.

Compte tenu de cette rapide présentation, la mise en perspective de ces deux terrains d'étude permettrait d'étayer notre réflexion en terme de dynamiques territoriales, appréhendées *via* des processus de revendication territoriale et de recherche d'autonomie (dimension nouvelle dont il faudrait mesurer le poids exact). Il s'agirait alors d'observer 1/ dans quelle mesure ces processus territoriaux s'appuient sur la dialogique touristico-patrimoniale et 2/ comment les territoires ainsi définis fournissent en retour un cadre territorial approprié pour la gestion durable du couple patrimoine/ tourisme. Au final, la teneur des relations entre ces deux processus permettrait d'affiner notre réflexion autour du concept de territoire touristique.

Bibliographie

BIBLIOGRAPHIE

Suite au référencement, par ordre alphabétique, des ouvrages consultés, le lecteur trouvera un inventaire des fonds d'archives sollicités. Ces derniers sont indexés selon les lieux où ils ont été consultés et/ ou selon les organismes qui nous ont fournis lesdits documents. Pour les fonds des archives départementales de l'Ardèche, une notice descriptive indique les pièces documentaires référencées pour chaque fonds utilisé.

A

- A.A., 1885, *Die Arbeiten am Karst*, in Mitt.d.Sect.f.Höhlenkunde des ÖTC, n° 4 : 34-39.
- A. A., 1895, *Les tremblements de terre à Saint-Canzian du Karst*, in Spelunca 1 : 75.
- A. A., 1905, *Aménagements de la rivière souterraine de la Recca à Saint-Canzian*, in Spelunca n°42-43 : 219-220.
- A. A., 1926, *I nuovi meandri delle grotte di Postumia*, in L'Illustrazione Italiana, n°53 : 515-518.
- A. A., 1992, *The caving scene... Slovenia, Downstream in Križna jama*, in The International Caver Magazine, n°5 : 41-42.
- AFIT, 1997, *Le tourisme souterrain de France, Cavités ouvertes au public*, Les cahiers de l'AFIT, Dossiers et documents de l'AFIT, 59 p.
- AFIT, 2000, *Sites Naturels, contribution du tourisme à leur gestion et à leur entretien*, Les cahiers de l'AFIT, Guide de savoir-faire de l'AFIT, 139 p.
- AGAPITO G., 1823, *Le grotte di Adlersberg, di S.Canziano, di Corniale, di S.Servolo, la miniera di mercurio d'Idria, il lago di Cirknitz, le terme di Monfalcone, antichità romane d'Aquileia e Pola ed altri notevoli oggetti nelle vicinanze di Trieste*, Vienna, 204 p.
- AILLAGON J.-J., 2003, *Le plan national pour le patrimoine*, Communication du ministre de la Culture et de la Communication, Conseil des ministres du 17 septembre 2003, 25 p.
- ALBEN W.P., 1906, *Führer in die Grotten und Höhlen, sowie in die Umgebung von Adelsberg, Lueg, Planina, St. Canzian und Zirknitz in Krain*, 69 p.
- ALMERAS-HEYRAUD J., 1993, *Le problème de l'eau à Vallon-Pont-d'Arc*, in Rencontres avec le passé, Cahiers de l'exposition de Vallon, Association des amis de l'histoire de la région de Vallon Pont d'Arc : 41-50.
- ALMERAS A., 2003, *L'impact du projet de l'espace de restitution de la grotte Chauvet sur les sites de valorisation du patrimoine d'Ardèche méridionale*, Mémoire de maîtrise sous la direction de P.-A. Landel, Université Joseph Fourier, Grenoble, 118 p.
- ALPHANDERY P., 2004, *Territoires en questions : pratiques des lieux, usages d'un mot*, in Ethnologie française « Territoires en question », n°34, Paris, éd. PUF : 5-12.
- AMARE M.-F., 1990, *Le tourisme à l'heure du désengagement ?*, in L'intervention publique, in Les Cahiers Espaces n°21 : 7-12.
- AMIROU R., 1995, *Imaginaire touristique et sociabilité du voyage*, Paris, éd. PUF, 287 p.
- AMIROU R., 2000, *Imaginaire du tourisme culturel*, Paris, éd. PUF, 156 p.
- AMIROU R., 2001, *Eléments pour une sociologie qualitative du voyage et du tourisme*, in Deux siècles de tourisme en France, Actes du colloque tenu au centre Duguesclin, Université Paul Valéry, Montpellier III, le 30 septembre 2000, Ville de Béziers, éd. Presses Universitaires de Perpignan : 101-164.
- AMIROU R., 2003, *De l'image à l'imaginaire : phénoménologie du sujet touristique*, in Le tourisme au XXI^{ème} siècle, Paris, éd. L'Harmattan : 176-196.
- AMOUDRY J.-P., 2002, *L'avenir de la montagne : un développement équilibré dans un environnement préservé*. Tome I. Les rapports du Sénat, n°15, annexe au procès-verbal de la séance du 9 octobre 2002, imprimé pour le Sénat, 417 p.
- ANDRIEU J.-Y., 1997, *Patrimoine et histoire*, Paris, éd. Belin, 283 p.
- ANECAT, 1993, *Grottes de France, guide des grottes aménagées pour le tourisme*, Boulogne, éd. Castelet, 192 p.
- ANELLI F., 1936, *Conetti di deiezione di oligocheti nella grotta nera di Postumia*, in Le grotte d'Italia, Rivista dell'Istituto Italiano di Speleologia dell'azienda autonoma di stato delle regie grotte demaniali di Postumia, Trieste, éd. Stabilimento Tipografico Nazionale : 61-70.
- ARDOUIN-DUMAZET V.-E., 1903, *Voyage en France, 8ème série, Le Rhône du Léman à la Mer*, Paris, éd. Berger - Levrault et Cie, 342 p.
- ASCHAN-LEYGONIE C., 2000, *Vers une analyse de la résilience des systèmes spatiaux*, in Espace géographique, 2000, n°1 : 64-77.
- ATELIER TECHNIQUE DES ESPACES NATURELS, 2001, *Pratiques et impacts des sports de nature dans les espaces protégés*, Actes du séminaire à Bouvante, parc naturel régional du Vercors 14 et 15 Juin 2001, 92 p.
- AUDRERIE D., 1997, *La notion et la protection du patrimoine*, Paris, éd. PUF, 127 p.
- AURIAC F., 1986, *Du spatial au social : de la géographie aujourd'hui*, in Espaces, jeux et enjeux, Paris, éd. Fayard : 71-81.

B

- BABELON J.-P., CHASTEL A., 1994, *La notion de patrimoine*, Paris, éd. Liana Levi, 142 p.
- BACHELARD G., 1971, *La Terre et les rêveries du repos*, éd. originale de 1949, Paris, éd. J.Corti, 376 p.
- BACHIMON Ph., 1995a, *Tourisme de masse-tourisme diffus en espace rural. Exemple de la basse vallée de l'Ardèche*, in Le Tourisme diffus, Actes du colloque de Clermont-ferrand 1994, CERAMAC 8 : 19-33.
- BACHIMON Ph., 1995b, *La surfréquentation touristique des Gorges de l'Ardèche*, in Montagnes Méditerranéennes n°2 : 117-120.
- BADY J.-P., 2002, *Réflexions et propositions pour une politique nationale du patrimoine (Etat, collectivités territoriales et secteur privé)*, Travaux de la Commission « Patrimoine et décentralisation », Paris, éd. Ministère de la Culture, 66 p.
- BAILLY A., 1986, *Espace et représentations mentales*, in Espaces, jeux et enjeux, Paris, éd. Fayard : 159-170.
- BAILLY A., BEGUIN H., 2001, *Introduction à la géographie humaine*, Paris, éd. Armand Colin, 216 p.

- BAILLY A., FERRAS R., 1997, *Eléments d'épistémologie de la géographie*, Paris, éd. Armand Colin, 191 p.
- BALAZUC J., 1986, *Spéléologie du département de l'Ardèche*, 2ème édition revue et augmentée, Grospierres, éd. Les éditions de la bouquinerie ardéchoise, 189 p.
- BALVET D., BETRY N., BOTEÀ B., MIRANDA J., PALISSE M., 2002, *Autour du patrimoine : questions transversales à partir de quatre terrains*, in Crea, n°9 : 50-63.
- BANI M., 1997, *In viaggio sul carso sloveno*, in Speleologia, n° 18 : 81-87.
- BARBIER G., 1995, *Quand l'Etat protège un trésor*, in Civic, n°48 : 4-11.
- BARDIN L., 2003, *L'analyse de contenu et de la forme des communications*, in Les méthodes des sciences sociales, Paris, éd. PUF : 243-270.
- BAREL Y., 1986, *Le social et ses territoires*, in Espaces, jeux et enjeux, Paris, éd. Fayard : 131-139.
- BARON-YELLES N., 1999, *Le tourisme en France. - Territoires et stratégies*, Paris, éd. Armand Colin, 209 p.
- BARON-YELLES N., 2005, *La gestion de la nature, clé d'entrée dans la modernité du territoire touristique. Un regard sur les mutations spatiales du littoral du Golfe de Cadix*, in Tourisme et souci de l'autre, Paris, éd. l'Harmattan : 257-276.
- BARRAQUE B., 2006, *La nouvelle culture de l'eau comme patrimoine commun*, in L'homme et l'eau en milieu montagnard, Parc National des Ecrins, éd. des Hautes-Alpes : 117-128.
- BARRÈRE CH., BARTHÉLEMY D., NIEDDU M., VIVIEN F.-D., 2005, *Réinventer le patrimoine. De la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine ?*, Paris, éd. l'Harmattan, 331 p.
- BARTHOLEYNS J.-P., 2004, *Sustainable development of show caves and protection of a common heritage*, in 4th International ISCA Congress, Use of modern technologies in the development of caves for tourism, Postojna, 21-27 October 2002 : 195-199.
- BARTHOLEYNS J.-P., 2000, *Protection et conservation, La position de l'Union Internationale de Spéléologie*, in Spelunca mémoires, n°25 : 103-104.
- BATTAGLIA R., 1923, *Le grotte della regione Giulia*, in Club Aplino Italiano, rivista mensile, n°7 : 155-162.
- BAUD D., 2004, *Les sites naturels classés et inscrits en Ardèche : tourisme et patrimoine*, Mémoire de maîtrise sous la direction de C. Gauchon, Université de Savoie, Chambéry, 116 p.
- BAUELLE G., PINCHEMEL Ph., 1986, *De l'analyse systémique de l'espace au système spatial en géographie*, in Espaces, jeux et enjeux, Paris, éd. Fayard : 83-94.
- BAUDEROT A., 2000, *Le corps du sauvage, l'imaginaire colonial des naturalistes français*, in A l'école de l'aventure, pratiques sportives de plein air et idéologie de la conquête du monde, 1890-1940, Voiron, éd. Presses Universitaires du Sport : 185-194.
- BAUER E., 1971, *The mysterious world of caves*, London, éd. Collins, 129 p.
- BEAUDOIN P., 1995, *Quel est le rôle des associations de protection ?*, in Patrimoine culturel, patrimoine naturel, Actes du colloque du 12 et 13 décembre 1994, Paris, éd. la Documentation Française : 234-239.
- BENSAHEL L., 2005, *Tourisme et ressources territorialisées*, document de travail, 11 p.
- BENZECRI J.-P., 1973, *L'analyse des données, vol. 1, La taxinomie*, Paris, éd. Dunod, 615 p.
- BENZECRI J.-P., 1980, *Pratique de l'analyse des données. I, analyse des correspondances, exposé élémentaire*, Paris, éd. Dunod, 424p.
- BERCE-BRATKO B., 1994, *Unesco biosphere reserve: Notranjski kras as a strategy for conservation and development*, in Acta Carsologica, vol. XXIII : 13-33.
- BERDAJS J., KERN M., LESOURNE O., OROŽEN ADAMIC M., ROSSI CRESPI G., 1972, *Cerkinca - Dolenje Jezero - Otok, Zazidalni nacrt, Projekt Gornji Jadran*, Ljubljana, éd. Združeni Narodi, Vlada SFR Jugoslavije, Ljubljanski Urbanisticni Zavod, 64 p.
- BERGER-WAGONI I., 1992, *Le grand site de Brouage (Charente-Maritime)*, in Tourisme et Environnement, actes du colloque organisé par les ministères de l'Environnement et du Tourisme, Palais des congrès de la Rochelle, 13 et 14 mai 1991, Paris, éd. la Documentation Française : 130-132.
- BERGERY L., 2003, *Demande rêvée, demande vécue*, in Le tourisme au XXI^{ème} siècle, Paris, éd. l'Harmattan : 157-175.
- BERGINC M., 1996, *La politique de conservation de la nature et l'impact du tourisme sur l'environnement en Slovénie*, in Actes du colloque « Développement touristique durable : conciliation des intérêts économiques, culturels, sociaux, scientifiques et environnementaux », organisé par le Conseil de l'Europe, Strasbourg, éd. Conseil de l'Europe : 11-14.
- BERINGUIER Ph., 1996, *Recréer la nature : vers de nouveaux paysages attractifs et lucratifs*, in Espace et nature dans la géographie aujourd'hui, Géopoint, éd. Université d'Avignon : 36-38.
- BERNARD A., 2002, *Petite histoire de la Slovénie*, Paris, éd. Institut d'Etudes Slaves, 141 p.
- BERTALANFFY L. (von), 1973, *Théorie générale des systèmes*, Paris, éd. Dunod, 296 p.
- BERTARELLI L., 1925, *Guida d'Italia del Touring Club Italiano in le Tre Venèzie, Terzo volume*, 416 p.
- BERTHOUD G., 1986, *La comparaison : une idée ambiguë*, in Revue européenne des sciences sociales, Tome XXIV, n°72 : 5-15.
- BERTHOUD G., BUSINO G., 1986, *La comparaison en sciences humaines et sociales*, Revue européenne des sciences sociales, Tome XXIV, n°72, 216 p.
- BESANCENOT J.-P., 1989, *Le climat et le potentiel touristique des îles tropicales et subtropicales*, in Îles et tourisme en milieux tropical et subtropical, Talence, éd. CRET, CEGET, ACCT : 15-30.
- BESSE J.-M., ROUSSEL I., 1997, *Environnement, représentations et concepts de la nature*, Paris, éd. l'Harmattan, 236 p.
- BIOT V., 2006a, *La gestion durable de l'environnement karstique à travers l'activité touristique : le cas des grottes touristiques en France*, in Gestion durable de l'environnement karstique, Actes de la réunion annuelle de la Société Suisse de Géomorphologie, La Chaux-de-fonds, 3-4 septembre 2004 : 41-54.
- BIOT V., 2006b, *Grottes et cavernes, un patrimoine à (re)valoriser*, in Revue Espaces, tourisme et loisirs, n°236 : 16-21.
- BIOT V., 2006c, *Le tourisme souterrain en France*, Karstologia Mémoires, n°15, éd. à compte d'auteur, 236 p.
- BIOT V., DUVAL M., GAUCHON C., 2007 à paraître, *L'aven d'Orgnac: Identification d'un haut lieu du tourisme souterrain*, in Cahiers de Géographie « Aven d'Orgnac : valorisation touristique, apports scientifiques », collection Edytem - Numéro 5.
- BIOT V., GAUCHON C., 2002, *Le tourisme souterrain face à la nécessaire requalification de l'offre : constats, solutions, perspectives*, In Territoires et marchés, Actes du 2ème colloque de Recherche en Tourisme de l'Association française des IUP Tourisme, Hôtellerie et Loisirs, 12-14 septembre 2002, Chambéry, support DVD.

- BIOT V., GAUCHON C., 2005, *Etat des lieux du tourisme souterrain en France : la fin d'un cycle ?*, in *Karstologia* n°45-46 : 41-54.
- BLANCHET A., 2003, *Dire et faire dire, l'entretien*, Paris, éd. Armand Colin, 172 p.
- BLANCHET A., GOTMAN A., 1992, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, éd. Nathan Université, 125 p.
- BLANC-PAMARD C., QUINT-BOURGEOIS L., 1999, *Introduction*, in *Les territoires de l'identité, le territoire, lien ou frontière ? Tome 1*. Paris, éd. l'Harmattan : 11-19.
- BLAY BOQUE J., ANTON CLAVE S., 2002, *Patrimoine et développement local. Applications concrètes au cas Catalan*, In *Montagnes Méditerranéennes*, n°15 : 95-102.
- BLOCH O., WARTBURG H. (von), 1994, *Dictionnaire étymologique de la langue française*, Paris, éd. PUF, 682 p.
- BOEGAN E., 1897, *Les grottes de Corniale, d'Obrou et de Padric*, in *Spelunca* n° 9-10 : 43-52.
- BOEGAN E., 1906, *Le sorgenti d'Aurisina con appunti sull'idrografia sotterranea e sui fenomeni del Carso*, Trieste, 126 p.
- BOEGAN E., 1927, *Feste e Luminarie*, in *Le Grotte d'Italia*, n°1 : 43.
- BOEGAN E., 1936, *Le grotte d'Italia*, *Rivista de ll'Istituto Italiano di Speleologia dell'azienda autonoma di stato delle regie grotte demaniali di Postumia*, Trieste, Stabilimento Tipografico Nazionale, 128 p.
- BOHINEC W., 1963, *Die Križna jama (Kreuzberghöhle) bei Lož, Slowenien*, in *Troisième Congrès International de Spéléologie, Section 1, Spéléologie physique (karstologie et spéléologie)*, Wien : 211-214.
- BONNEMAISON J., 1981, *Voyage autour du territoire*, in *Espace géographique* n°4 : 249-262.
- BOUCHARD G., 2001, *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde : essai d'histoire comparée*, Montréal, éd. Boréal, 503 p.
- BOUGAREL G., 1992, *Le patrimoine condamné par l'économie libérale?*, in *Le patrimoine : atout du développement*, Lyon, éd. Presses Universitaires de Lyon : 87-94.
- BOUIROUF S., BRUSTON M., DUHAMEL PH., KNAFOU R., SACAREAU I., 1986, *Les conditions de la mise en tourisme de la haute montagne et ses effets sur le territoire. L'apport d'une comparaison entre le haut-Atlas et la Népal mise en perspective à l'aide du précédent alpin (exemple du massif du Mont-Blanc)*, in *Revue de Géographie Alpine* n°1, Tome 86 : 67-82.
- BOURDIN A., 1992, *Patrimoine et demande sociale*, in *Le patrimoine : atout du développement*, Lyon, éd. Presses Universitaires de Lyon : 21-25.
- BOURG D., 1997, *Le paradoxe de nos relations à la nature*, in *Environnement, représentations et concepts de la nature*, Paris, éd. l'Harmattan : 53-73.
- BOYER M., 1955, *La vie touristique des Dorons de la Vanoise, son évolution récente*, in *Revue Géographique de Lyon*, Tome n°30 : 103-135.
- BOYER M., 1982, *Le tourisme*, Paris, éd. du Seuil, 261 p.
- BOYER M., 1996, *L'invention du tourisme*, Paris, éd. Gallimard, 159p.
- BOYER M., 1999a, *Le tourisme de l'an 2000*, Lyon, éd. Presses Universitaires de Lyon, 265 p.
- BOYER M., 1999b, *Histoire du tourisme de masse*, Paris, éd. PUF, 125p.
- BOYER M., 2003, *Le tourisme en France, Vade mecum*, Paris, éd. EMS, 287 p.
- BOZON P., 1978, *L'Ardèche, la terre et les hommes du Vivarais*, Paris, éd. Hermès, 254 p.
- BRGM FRANCHE-COMTÉ, DIREN DE FRANCHE-COMTÉ, 2005, *Cartographie de la vulnérabilité des aquifères karstiques en vue de la délimitation des périmètres de protection*, 4 p.
- BROEK M. (van den), 1997, *Nature-based activity travel and its potential to the eastern part of Europe, a case study of Slovenia*, in *Tourism Recreation Research* vol. 22 (2): 21-27.
- BRUNACCI G., BONINI M., PANATTONI R.-M., 1980, *Encyclopédie géographique*, Paris, éd. Stock, 882 p.
- BRUNET R., 1986, *L'espace, règles du jeu*, in *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, éd. Fayard : 297-315.
- BRUNET R., 1990, *Le territoire dans les turbulences*, Montpellier, éd. GIP Reclus, 223 p.
- BRUNET R. (dir.), 1993, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Montpellier-Paris, éd. Reclus – la Documentation Française, 518 p.
- BRUSTON M., 2000, *Des bains au tourisme : la tentation de l'eau au début de la troisième république*, in *Mappemonde* 58 (2000.2) : 6-11.
- BRUSTON M., DEPREST F., DUHAMEL, PH., 1995, *Pour une histoire du territoire touristique*, *Mémoire de l'Institut de Saint-Gervais*, n°11, Saint-Gervais, éd. Institut de Saint-Gervais, 194 p.
- BUISSÉ A., 1995, *Spéléologie et archéologie : mariage d'amour ou mariage de raison ?*, in *Spelunca*, n°58 : 38-39.
- BULEON P., 2001, *La mondialisation créerait-elle de l'identité et du territoire ?*, in *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, Actes du colloque « Espaces et Sociétés à la fin du XX^{ème} siècle : quelles géographies sociales ?, Caen, 1996 », Les documents de la MRSH de Caen, n°14, éd. Presses Universitaires de Caen : 81-88.
- BURRI E., LEVEAU P., NICOD J., 1995, *Régulation romaine et drainage moderne du Fucino, lac karstique de l'Abruzzi (Italie centrale)*, in *Karstologia* n°25 : 41-50.
- BURRI E., 2002, *Identification de formes karstiques de surface sur une représentation cartographique du Gran Sasso d'Italia du XVI^{ème} siècle*, in *Karstologia* n°40 : 51-54.
- BURRI E., PETITTA M., 1998, *Groudwater lowering in karstic aquifers due to agricultural activity in the fucino plain (Abruzzi, central Italy)*, in *Acta Carsologica* XXVII, vol. 1: 27-45.
- BUSINO G., 1986, *Pour une autre théorie de la comparaison*, in *Revue Européenne des Sciences Sociales*, Tome XXIV, n°72 : 209-216.
- BUTLER R.W., 1980, *The concept of a tourist area cycle of evolution: implications for management of resources*, in *The Canadian Geographer* XXIV -1: 5-12.
- BUTLER R. W., PEARCE D., 1995, *Change in tourism, People, places, processes*, London and New-York, éd. Routledge, 252 p.

C

- CABEZAS J., 2004, *New trends in cave management*, in 4th International ISCA Congress, Use of modern technologies in the development of caves for tourism, Postojna, 21-27 October 2002: 123-128.
- CABROL P., GAUQUELIN F., 2000, *La fréquentation des grottes et préservation du Patrimoine*, in *Seplunca mémoires* n°25 : 71-77.
- CABROL P., 1989a, *Causes de dégradation du milieu souterrain*, in *Spelunca*, n°35 : 12-18.

- CABROL P., 1989b, *Propositions de solutions pratiques pour éviter de souiller une cavité propre ou pour nettoyer une cavité souillée*, in Spelunca n° 35 : 21-24.
- CABROL P., 1989c, *La protection juridique des grottes*, in Spelunca n° 35 : 43-46.
- CACHAT S., 2007, *Processus et enjeux de localisation d'une infrastructure touristique. L'exemple de l'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet*, Mémoire de maîtrise, sous la direction de C. Gauchon, Université de Savoie, Chambéry, 165 p.
- CADIEU P., 1998, *Intercommunalité et tourisme : ressources et limites*, in Les Cahiers Espaces, n°55 : 34-46.
- CADORET A. (dir.), 1985, *Protection de la nature : histoire et idéologie. De la nature à l'environnement*, Paris, éd. l'Harmattan, 245 p.
- CALLOT Y., 1978, *A propos des plateaux ardéchois : karst, rapports fond-surface et évolution des paysages calcaires en roche perméable cohérente. Essai sur les paramètres influant dans la formation des paysages calcaires ou en roche perméable cohérente*, Thèse de géomorphologie, Université de Reims, 384 p.
- CANAPA M.-P., 1980, *La Yougoslavie*, Paris, éd. PUF, 127 p.
- CANARD F., RAVIX J.-T., 2003, *Qualités subjective et objective dans le tourisme : des labels au partenariat*, in Le tourisme au XXI^{ème} siècle, Paris, éd. l'Harmattan : 247-264.
- CAROSI R., 1989, *La valle di Rakov Skocjan (valle di S. Canziano e rio dei Gamberi)*, in La nostra speleologia, Bollettino edito dal gruppo Grotte del Club Alpinistico Triestino : 17-20.
- CASTELLAN G., BERNARD A., 1996, *La Slovénie*, Paris, éd. PUF, 127p.
- CAZES G., 1992, *Fondements pour une géographie du tourisme et des loisirs*, Paris, éd. Bréal, 199 p.
- CAZES G., KNAFOU R., 1995, *Le tourisme*, in Encyclopédie de Géographie, Paris, éd. Economica : 828- 845.
- CAZES G., LANQUER R., RAYNOUARD Y., 1993, *L'aménagement touristique*, Paris, éd. PUF, 127 p.
- CERNIUTZ R., 1897, *Escursione alle caverne di S. Canziano*, in Il turista organo del Club Touristi Truestini, vol. 4 : 89-91.
- CERV R. (dir.), 1996, *Inventar Naravne Dediščine Obcin Postojna in Pivka, vol. 1 et 2*, Gorica v Novi Gorici, éd. Zavod za varstvo naravne in kulturne Dediščine, 305 p.
- CHABOCHE J., 2001, *La diffusion spatiale de l'intercommunalité à fiscalité propre*, in Mappemonde 63 (2001.3) : 35-39.
- CHADEFAUD M., 1988, *Aux origines du tourisme dans les Pays de l'Adour : du mythe à l'espace, un essai de géographie historique*, Thèse d'Etat réalisée à Bordeaux III, éd. Université de Pau et des Pays de l'Adour, 1010 p.
- CHAMUSSY H., 1986, *Production d'espace et système spatial : la production de l'espace montagnard*, in Espaces, jeux et enjeux, Paris, éd. Fayard : 191-202.
- CHARMASSON M., 1979, *Saint-Remèze : au bord de l'Ardèche*, éd. Chassiers, impr. Humbert et fils, 83 p.
- CHEVALLIER D., 2002, *Des territoires au gré du patrimoine*, in Montagnes Méditerranéennes, n°15 : 25-30.
- CHIVA I., 1995, *Patrimoines culturel, naturel et aménagement du territoire rural*, in Patrimoine culturel, patrimoine naturel, Actes du colloque du 12 et 13 décembre 1994, Paris, éd. la Documentation Française : 108-117.
- CHOAY F., 1992, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, éd. du Seuil, 272p.
- CHOPPY J., 1985, *Dictionnaire de spéléologie physique et karstologie*, éd. A compte d'auteur, 148 p.
- CIBOIS Ph., 2000, *L'analyse factorielle, analyse en composantes principales et analyse des correspondances*, Paris, éd. PUF, 127p.
- CIGNA A. A., 1983, *Pollution problems in border karst regions*, in Mednarodni simpozij « Zaščita Krasa ob 160-letnici turisticnega razvoja Škocjanskih jam », Octobre 1982, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoci Raziskovalne skupnosti Slovenije : 34-36.
- CIGNA A. A., 2004, *Vulnerability of the cave environment*, in 4th International ISCA Congress, Use of modern technologies in the development of caves for tourism, Postojna, 21-27 October 2002: 185-191.
- CLAVEL-LEVEQUE M., 2001, *Les parcs culturels : présentation d'une initiative européenne*, in Deux siècles de tourisme en France, Actes du colloque tenu au centre Duguesclin, Université Paul Valéry, Montpellier III, le 30 septembre 2000, Ville de Béziers, éd. Presses Universitaires de Perpignan : 165-183.
- CLOAREC J., 1995, *Le paysage entre nature et culture*, in Patrimoine culturel, patrimoine naturel, Actes du colloque du 12 et 13 décembre 1994, Paris, éd. la Documentation Française : 81-89.
- CLOTTES J., 1995, *Une découverte majeure : la grotte Chauvet à Vallon-Pont-d'Arc*, in Spelunca, n°58 : 57-58.
- CLOTTES J. (dir.), 2001, *La grotte Chauvet, l'art des origines*, Paris, éd. du Seuil, 225 p.
- COBOL N., 1920, *Visita alla Grotta di Corniale*, in Alpi Giulie, anno XXII, n°2 : 27-28.
- COCHET G., 1982, *La réserve naturelle des gorges de l'Ardèche*, in Le courrier de la Nature n°82 : 21-26.
- COCHET G. (et al.), 2002, *Les gorges de l'Ardèche, une réserve naturelle*, Grenoble, éd. Le Dauphiné, 50 p.
- COLARDELLE M., 1997, *Les acteurs de la constitution du patrimoine: travailleurs, amateurs, professionnels*, in Patrimoine et passions identitaires, Actes des Entretiens du Patrimoine, Paris, éd. Fayard : 123-136.
- COLAS S., HEBERT M. (et al.), 2000, *Guide d'estimation des coûts de gestion des milieux naturels ouverts*, Orléans, éd. Espaces naturels de France, 136 p.
- COLLIN-DELAUVAUD A., 1989, *Tourisme et environnement aux îles Galápagos (Equateur)*, in Iles et tourisme en milieux tropical et subtropical, Talence, éd. CRET, CEGET, ACCT : 243-252.
- COLOMBANI L., 1987, *Fréquentation touristique et protection de l'environnement dans la réserve naturelle des Gorges de l'Ardèche*, Thèse de troisième cycle de géographie, Université Jean Moulin Lyon 3, sous la direction de Ch.Toupet et G. Daudé, 308 p.
- COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL, 2005, *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*, éd. Centre du patrimoine mondial, 162 p.
- COMITÉ SCIENTIFIQUE DE LA RÉSERVE NATURELLE DES GORGES DE L'ARDECHE, 1988, *La Réserve naturelle des gorges de l'Ardèche*, Aubenas, imp. Lienhart et cie, 49 p.
- COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT, 1987, *Our Common Future (Rapport Brundtland)*, n. p., en ligne sur : fr.wikisource.org/wiki/Rapport_Brundtland
- CONGRÈS INTERNATIONAL DE SPÉLÉOLOGIE DE LA CHAUX DE FOND, 1997, *Proposition de recommandations internationales sur la protection des concrétions*, 5 p.
- CONSEIL DE L'EUROPE, 2004, *Recommandation (2004) concernant la conservation du patrimoine géologique et des zones d'intérêt spécial pour la géologie*, éd. Conseil de l'Europe, 12 p.

- CONSEIL NATIONAL DU TOURISME, 2004, *Tourisme et Intercommunalité*, éd. Ministère des Transports de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, Ministère délégué au Tourisme, 82 p.
- CONSTAPEL H., 1758, *Le lac merveilleux ou description du lac de Czirknitz en Carniole, et de ses principales singularités Phisiques*. Tiré de l'allemand de Mr de Steinberg, confeiller de la Chambre de S.M.I. et R.A., éd. Imprimerie Royale de Bruxelles, 59 p.
- CONTREAU P., 2001, *Les cavités aménagées pour le tourisme en Rhône-Alpes, diagnostic, analyses et perspectives d'évolution*, Mémoire de DESS « Développement et promotion des aménagements touristiques », Université Lumière Lyon II, 186 p.
- CORBEL J., 1971, *Notes sur les plus grandes grottes du monde*, in Actes du IV^{ème} congrès international de spéléologie en Yougoslavie (12-26/09/1965), Technique et l'exploration spéléologique, tourisme souterrain, Ljubljana, éd. Fédération yougoslave de spéléologie: 19-24.
- CORBIN A., 1990, *Le territoire du vide : l'Occident et le désir du rivage, 1750-1840*, Paris, éd. Flammarion, 407 p.
- CORGEU Y., JENKINS C., GENTIL A., 1997, *La charte de territoire, une démarche pour un projet de développement durable*, Paris, éd. la Documentation Française, 311 p.
- CORMIER-SALEM M.-C., ROUSSEL B., 2000, *Patrimoines naturels : la surenchère*, in la Recherche, n° 333 : 106-110.
- CORRADO F., 2004, *Vers un concept opératoire : la ressource territoriale*, in Montagnes Méditerranéennes CR-ROM, Actes du colloque la notion de ressource territoire, 14 et 15 octobre 2004, 4 p.
- CORTEMBERT S., 1997, *La grotte Chauvet (ou la protection des intérêts financiers de l'Etat sous le couvert de celle d'un site paléolithique)*, in Les petites affiches, n°42 : 11-12.
- CROZIER M., FRIEDBERG E., 1981, *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*, Paris, éd. du Seuil, 500 p.
- CUK A., SHAW T. R., 2004, *Royal and noble visitors to Postojnska jama, Slovenia, 1857-1945*, in 4th International ISCA Congress, Use of modern technologies in the development of caves for tourism, Postojna, 21-27 October 2002: 99-102.
- CURKI I., PUC M., 1989, *Varstvo naše dediščine*, Ljubljana, éd. Tisk Povše, 69 p.
- CUVELIER P., 1998, *Anciennes et nouvelles formes de tourisme, Une approche socio-économique*, Paris, éd. l'Harmattan, 238 p.
- D**
-
- DAHOU S., 1965, *L'Ardèche intime au fil de l'eau*, Privas, éd. Volle, 338 p.
- D'ALBIGNY P., 1879, *Exploration de la vallée de l'Ardèche de Vallon à Saint-Martin par la section de Vals et des Cévennes du club alpin français*, Privas, éd. Roure, 74 p.
- D'ALBIGNY P., 1997, *Descente de la vallée de l'Ardèche de Vallon à Saint-Martin-d'Ardèche (éd. originale de 1881)*, Valence, éd. La Bouquinerie, 29 p.
- DAUDÉ G., 1986, *Tourisme et nature : à travers l'exemple des Gorges de l'Ardèche*, in Revue Géographique Lyon, vol 61, 4 : 409-440.
- DAVALLON J., 1991, *Produire les hauts lieux du patrimoine*, in Des hauts lieux, La construction sociale de l'exemplarité, Lyon, éd. CNRS : 85-102.
- DAVALLON J., 2002, *Comment se fabrique le patrimoine ?*, in Sciences Humaines, hors-série n°36 : 74-77
- DE JOLY R., 1933, *Compte-rendu sommaire des explorations faites par divers groupes du Spéléo-Club en 1933*, in Spelunca IV : 69-71.
- DE JOLY R., 1935, *Notes préliminaires sur l'aven d'Ornagac*, in Spelunca VI : 78-92.
- DE JOLY R., 1936, *Compte-rendu des explorations, Région de St-Remèze, Ardèche, grotte de la Madeleine*, in Spelunca VII : 146-147.
- DE JOLY R., 1968, *Ma vie aventureuse d'explorateur d'abîmes*, Mulhouse, éd. Salvator, 182 p.
- DE VIDAS ANATH A., 2005, *Identité de l'Autre, identité par l'Autre : la gestion du patrimoine culturel indien au nord-est du Mexique*, in Nuevo Mundo Mundos Nuevos, disponible sur <http://nuevomundo.revues.org/documents577.html>, 11 p.
- DEBARBIEUX B., 1995a, *Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique*, in Espace géographique eg2-1995 : 97-112.
- DEBARBIEUX B., 1995b, *Le lieu, fragment et symboles du territoire*, in Espaces et Sociétés, « Les échelles de l'espace social » : 13-35.
- DEBARBIEUX B., 1995c, *Tourisme et montagne*, Paris, éd. Economica, 107 p.
- DEBARBIEUX B., 2001, *Chamonix-Mont-Blanc, 1860-2000 : les coulisses de l'aménagement ?* Chamonix, éd. Edimontagne, 207p.
- DEBARBIEUX B., 2003, *Agencement de ressources matérielles et symboliques capable de structurer les conditions pratiques de l'existence d'un individu ou d'un collectif social et d'informer en retour cet individu et ce collectif sur sa propre identité*, in Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés : 910-912.
- DEBARBIEUX B., GUMUCHIAN H., 1987, *Représentations spatiales et dénominations des territoires, L'inscription toponymique des aménagements touristiques récents dans les Alpes du Nord (Savoie)*, in Revue de Géographie Alpine, Tome LXXV : 171-182.
- DEBARBIEUX B., DELANNOY J.-J., 1992, *Représentations paysagères et représentations médiales des montagnes calcaires : le touriste, le paysage et les éléments*, in Nature de la santé, Santé de la nature, Revue de géographie alpine, numéro hors-série : 63-77.
- DEBEVEC A., 2004, *Natural and cultural heritage protection and development in the Škocjanske jame park*, in 4th International ISCA Congress, Use of modern technologies in the development of caves for tourism, Postojna, 21-27 October 2002: 141-146.
- DELANNOY J.-J., 1997, *Recherches géomorphologiques sur les massifs karstiques du Vercors et de la transversale de Ronda (Andalousie). Les apports morphogéniques du karst.* - Thèse de doctorat d'Etat en géographie, Villeneuve, éd. Presses Universitaires du Septentrion, 678 p.
- DELANNOY J.-J., 2000, *Réflexions sur les sensibilités et vulnérabilités du milieu karstique par rapport à la fréquentation des spéléologues, Vers une prise de conscience des valeurs patrimoniales du karst souterrain*, in Spelunca Mémoires, n°25 : 123-133.
- DELANNOY J.-J., PERRETTE Y., DEBARD E., FERRIER C., KERVAZO B., PERROUX A.-S., JAILLET S., QUINIF Y., 2004, *Intérêt de l'approche morphogénique pour la compréhension globale d'une grotte à haute valeur patrimoniale*, in Karstologia n°44 : 25-42.
- DEMANGEON A., 1927, *La géographie de l'habitat rural*, in Annales de géographie, t. 36, n° 199 : 1-23.
- DEPREST F., 1997, *Enquête sur le tourisme de masse, L'écologie face au Territoire*, Paris, éd. Belin, 205 p.

- DESLAURIERS H., 1992, *Le patrimoine, outil de développement de l'entrepreneuriat local*, in *Le patrimoine : atout du développement*, Lyon, éd. Presses Universitaires de Lyon : 37-44.
- DESVIGNES C. (dir.), 2002, *Tourisme durable*, in *Les Cahiers Espaces*, n°67, 248 p.
- DIETIENNE M., 2000, *Comparer l'incomparable*, Paris, éd. du Seuil, 134 p.
- DEVOUASSOUX C., LABEVIERE R., 1992, *Duel aux sommets. La montagne à l'épreuve de la démocratie*, Paris, éd. Syros Alternatives, 189 p.
- DEWAILLY J.-M., 1997, *L'espace récréatif : du réel au virtuel ?*, in *Espace géographique*, n°3 : 205-213.
- DEWAILLY J.-M., 2006, *Tourisme, éco-tourisme, cybertourisme, vers un espace touristique virtuel*, in *Tourisme et société, Mutations, enjeux et défis*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles : 205-224.
- DEWAILLY J.-M., FLAMENT E., 2000, *Le tourisme*, Paris, éd. SEDES, 191 p.
- DI MEO G., 1994, *Patrimoine et territoire, une parenté conceptuelle*, in *Espaces et Sociétés, méthodes et enjeux spatiaux*, n°78, 3/1994 : 16-34.
- DI MEO G., 1998a, *De l'espace aux territoires : éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie*, in *l'Information géographique*, vol. 62 : 99-110.
- DI MEO G., 1998b, *Géographie Sociale et territoire*, Paris, éd. Nathan, 317 p.
- DI MEO G., 2000, *Que voulons-nous dire quand nous parlons d'espace?*, in *Logiques de l'espace, esprit des lieux, Géographie à Cerisy*, Paris, éd. Belin : 37-48.
- DI MEO G., 2001, *De l'effet de lieu au territoire : la question du sujet et de la territorialité*, in *Faire la géographie sociale aujourd'hui, Actes du colloque « Espaces et Sociétés à la fin du XX^{ème} siècle: quelles géographies sociales ?*, Caen, 1996 », *Les documents de la MRS de Caen*, n°14, éd. Presses Universitaires de Caen : 69-80.
- DOREL G., REYNAUD A., 2005, *Tourisme, géographie et sciences sociales*, in *Tourisme et souci de l'autre*, Paris, éd. l'Harmattan : 11-27.
- DORST J., 1965, *Avant que Nature meure*, Neuchâtel, éd. Delachaux et Niestlé, 542 p.
- DOUBLET D., 2003, *La gestion concertée dans un espace naturel protégé : l'exemple des sports de nature dans la réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche*, in *Montagnes Méditerranéennes*, n°18 : 85-87.
- DOUMIT L., 2003, *La valorisation d'un patrimoine naturel : les cavités karstiques libanaises*, Mémoire de DEA de géographie, option aménagement touristique et culturel, Université Saint-Joseph, Beyrouth, Liban, 74 p.
- DRAPIER S., 2003, *Les trésors cachés de l'article 716 du Code civil (Pour l'exhumation des droits de l'inventeur)*, in *Revue de la Recherche Juridique Droit Prospectif*, n°97 : 209-240.
- DRAŽUMERIC M., HUDOKLIN A., 1997, *Gorjanci*, Novo Mesto, éd. Zavod za varstvo naravnih in kulturnih dediščin, 309 p.
- DRUŠTVO SLOVENSKE PISATELJEV, 1987, *Vilenica 87, Internationaler Literaturpreis*, 188 p.
- DUBOIS A. (dessins de V. CASSIEN), 1842, *Album du Vivarais ou itinéraire historique et descriptif de cette ancienne province*, Grenoble, éd. Prudhomme, 268 p.
- DUEZ M., 1992, *Les grands sites nationaux : une nécessaire maîtrise*, in *Tourisme et Environnement*, actes du colloque organisé par les ministères de l'Environnement et du Tourisme, Palais des congrès de la Rochelle, 13 et 14 mai 1991, Paris, éd. la Documentation Française : 112-114.
- DUEZ M., 1996, *La politique française en matière de tourisme durable*, in *Actes du colloque « Développement touristique durable : conciliation des intérêts économiques, culturels, sociaux, scientifiques et environnementaux »*, organisé par le Conseil de l'Europe, Strasbourg, éd. Conseil de l'Europe : 93-97.
- DUHAMEL PH., 2003, *Les lieux touristiques*, in *Le tourisme, Acteurs, lieux et enjeux*, Paris, éd. Belin : 33-82.
- DUPRAZ D., 1995, *Pour une histoire du tourisme en Ardèche*, in *Mémoires d'Ardèche et Temps présent* n°45-1 : 3-8.
- DURAND H., JOUVET F., 2003a, *Le temps du tourisme triomphant*, in *Le tourisme au XXI^{ème} siècle*, Paris, éd. l'Harmattan : 29-57.
- DURAND H., JOUVET F., 2003b, *L'espace-temps « flou » des touristes*, in *Le tourisme au XXI^{ème} siècle*, Paris, éd. l'Harmattan : 59-82.
- DURAND M.-G., 1997, *Un « système montagne » réinventé : le développement durable dans les Alpes françaises ou la nouvelle gestion globale des territoires*, in *Revue de Géographie Alpine*, Tome 85, n°2 : 157-172.
- DURKHEIM E., 1999, *Les règles de la méthode sociologique*, (10^{ème} éd) 1^{ère} éd de 1937, Paris, éd. PUF, 149 p.
- DUVAL M., 2002, *Enjeux et vulnérabilité de la ville de Bytča face à un phénomène de crue, Slovaquie. Positionnement méthodologique et analyse géographique*, Mémoire de maîtrise de géographie, sous la direction de Jean-Jacques Delannoy et Céline Lutoff, Université de Savoie, Chambéry, 144 p.
- DUVAL M., 2003, *Analyse de la vulnérabilité d'une cavité karstique en vue de prévenir la constitution de « friches patrimoniales »*, Mémoire de DEA, sous la direction de J.J. Delannoy, Université de Savoie, Chambéry, 28 p.
- DUVAL M., 2005, *Mobilisation des ressorts culturels dans le développement du tourisme souterrain. Approche comparative de deux grottes touristiques du karst slovène : les grottes de Postojna et de Škocjan*, in *Montagnes Méditerranéennes*, n°22 : 167-174.
- DUVAL M., 2006a, *L'eau comme ressource structurante d'un territoire : les gorges de l'Ardèche*, in *L'homme et l'eau en milieu montagnard, Parc National des Ecrins*, éd. des Hautes-Alpes : 161-175.
- DUVAL M., 2006b, *Les grottes de Škocjan, logiques de développement territorial*, in *Revue Espaces, tourisme et loisirs*, n°236 : 41-44.
- DUVAL M., 2006c, *La notion d'inventeur en spéléologie*, in *Spelunca mémoires* n°32 : 58-70.
- DUVAL M., 2006d, *Tourism and preservation policies in karst areas: comparison between the Škocjan Caves (Slovenia) and the Ardèche Gorge (France)*, in *Acta Carsologica*, 35/2 : 23-35.
- DUVAL M., 2006e, *Ressource touristique et enjeux territoriaux : évolution et re-définition de la route touristique des gorges de l'Ardèche*, in *Cahiers de Géographie, collection Edytem - Numéro 4* : 253-266.
- DUVAL M., 2007a, *La notion de vulnérabilité dans l'étude des relations Tourisme/ Patrimoine. Etude de cas : sites aménagés des plateaux et des gorges de l'Ardèche*, in *Tourisme et Patrimoine, Un moment du monde*, Angers, éd. Presses Universitaires d'Angers : 71-84.
- DUVAL M., 2007b, *Tourisme et dynamiques territoriales : l'émergence « d'un territoire des gorges de l'Ardèche »*, in *Revue Loisir et Société*, vol. 30, n° 1 : 235-266.

DUVAL M., 2007 à paraître, *La Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche : évolution de la protection des espaces naturels dans une perspective de développement durable*, Actes du colloque « Dynamiques territoriales : des potentialités au développement durable », Avril 2007, Fès, Maroc, Actes à paraître dans la revue Mosella.

DUVAL M., GAUCHON C., 2007, *Analyse critique d'une politique d'aménagement du territoire, les Opérations Grands Sites*, in Annales de Géographie, n°654 : 35-56.

DVORŠČAK K., 2004, *Survey of visitors to postojna caves in 2002, with a comparison to the 1995 survey*, in 4th International ISCA Congress, Use of modern technologies in the development of caves for tourism, Postojna, 21-27 October 2002: 61-70.

E

ECKERT D., 1996, *Evaluation et prospective des territoires*, Paris, éd. la Documentation Française, 255 p.

ECOLE NATIONALE DU PATRIMOINE, 1995, *Patrimoine culturel, patrimoine naturel*, Paris, éd. la Documentation Française, 311 p.

ELISSALDE B., 2002, *Une géographie des territoires*, in l'Information géographique, n°3 : 193-204.

ESCOFIER B., 1990, *Analyses factorielles simples et multiples. Objectifs, méthodes et interprétation*, Paris, éd. Dunod, 265 p.

ESTEVE R., 1995, *Quelle structure pour aménager, protéger et gérer les Gorges de l'Ardèche ?*, in Montagnes Méditerranéennes, n°1 : 21-24.

F

FARAONE E., 1991, *Agli albori del turismo speleologico triestino : la grotta Vilenizza di Corngale (Vilenica jama - Lokev)*, Simposio internazionale sulla protostoria della speleologica, Città di Castello - 13/ 14/ 15 Steembre 1991 : 51-60.

FAURE J., 1989, *La fréquentation du milieu souterrain karstique*, in Spelunca n°35 : 11.

FAYOLLE LUSSAC B., 2003, L'impact du label « patrimoine mondial » dans les stratégies de développement local fondées sur le tourisme culturel : le cas des grandes résidences du Shanxi (Chine), in Actes du colloque « Habiter le patrimoine, sens, vécu, imaginaire » du 13 au 16 octobre 2003, Saumur, support DVD, 16 p.

FÉDÉRATION DES PARCS NATURELS RÉGIONAUX DE FRANCE, 2001, *Pratique d'activités sportives et comptabilité avec la préservation des milieux naturels*, Paris, éd. Fédération des parcs naturels régionaux de France, 75 p.

FENELON P., 1967, *Mémoires et Documents, Phénomènes karstiques*, vol. 4, Paris, éd. CNRS, 392 p.

FERRIER J.-P., 2003, *Toute portion humanisée de la surface terrestre*, in Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés : 912-917.

FINOCCHIARO C., 1983, *Ovrednotenje Škocjanskih Jam med obema svetovnima vojnima (Valorizzazione delle grotte del Timavo a San Canziano tra le due guerre mondiali)*, in Mednarodni simpozij « Zaščita Krasa ob 160-letnici turisticnega razvoja Škocjanskih jam », Octobre 1982, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoci Raziskovalne skupnosti Slovenije : 93-96.

FORTI F., 1983a, *Zgodovina hidrogeoloških raziskav na Krasu (la storia delle ricerche idrogeologiche sul Carso)*, in Mednarodni simpozij « Zaščita Krasa ob 160-letnici turisticnega razvoja Škocjanskih jam », Octobre 1982, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoci Raziskovalne skupnosti Slovenije : 96-101.

FORTI F., 1983b, *Commissione grotte cento anni di turismo sotterraneo*, in Progressione Cento, Numero speciale del Centenario, Societa Alpina delle Giulie - Sezione di Trieste del CAI : 29-31.

FORTI F., 1999, *Le grotte turistiche*, in Alpi Giulie, n°93/1 : 38-43.

FOURNIER J.-M., 2001, *Environnement et environnements sociaux*, in Faire la géographie sociale aujourd'hui, Actes du colloque «Espaces et Sociétés à la fin du XX^{ème} siècle : quelles géographies sociales ?, Caen, 1996 », Les documents de la MRSN de Caen, n°14, éd. Presses Universitaires de Caen : 49-58.

FRANCUS DC., 1965, *Voyage dans le midi de l'Ardèche*, Aubenas, éd. Imprimerie Lienhart et Cie, 519 p.

FRANCUS DC., 1970, *Voyage le long de la rivière d'Ardèche*, Aubenas, éd. Imprimerie Lienhart et Cie, 483 p.

FRAPNA ARDÈCHE, 2000, *Les convoitises ne cessent pas autour des Gorges*, in Combat Nature n°131 : 67.

FRONTIER S., 1997, *Conséquences d'une vision systémique de l'écologie*, in Environnement, représentations et concepts de la nature, Paris, éd. l'Harmattan, p. 111-167.

FRUCTUS M., 2002, *Les territoires administratifs peuvent-ils coïncider avec les territoires touristiques ?*, In Territoires et marchés, Actes du 2ème colloque de Recherche en Tourisme de l'Association française des IUP Tourisme, Hôtellerie et Loisirs, 12-14 septembre 2002, Chambéry, support DVD.

G

GAVARD-PERRET M.-L., MOSCAROLA J., 1998, *De l'énoncé à l'énonciation : pour une relecture de l'analyse lexicale en marketing*, in Recherche et application en marketing : 31-65.

GADAMER H. G., 1996, *Vérité et méthode : les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, éd. du Seuil, 533 p.

GALLI M., 1999, *Timavo, Esplorazioni e studi*, Trieste, éd. Societa Alpina delle Giulie - Sezione di Trieste del Club Alpino Italiano, 195 p.

GALLOUX J.-C., 1991, *Du droit de l'inventeur sur ses découvertes : à la recherche d'un droit fabuleux*, in Revue de la recherche juridique, droit prospectif, 1991/ 2 : 389-418.

GAMS I., 1968, *Rast in oblika kapnikov v Postojnski Jami*, in 150 Left Postojnske Jame 1818-1968, Beograd, éd. Naucna knjiga : 89-104.

GAMS I., 1970, *Maksimiranost kraških podzemeljskih pretokov na primeru ozemlja med Cerkniškim in Planinskim poljem*, in Acta Carsologica V : 171 – 188.

GARAT I., GRAVARI-BARBAS M., VESHAMBRE V., 2001, *Emergence et affirmation du patrimoine dans la géographie française : la position de la géographie sociale*, in Faire la géographie sociale aujourd'hui, Actes du colloque «Espaces et Sociétés à la fin du XX^{ème} siècle : quelles géographies sociales ?, Caen, 1996 », Les documents de la MRSN de Caen, n°14, éd. Presses Universitaires de Caen : 31-40.

GARNIER E., 2002, *Patrimoine et perte de territoire. Le cas de la population française d'Algérie*, in Montagnes Méditerranéennes, n°15 : 113-115.

GARZAOLLI E., 1971, *L'importanza delle grotte di Postojna per il turismo*, in Actes du IV^{ème} congrès international de spéléologie en Yougoslavie (12 - 26/09/1965), Technique et l'exploration spéléologique, tourisme souterrain, Ljubljana, éd. Fédération yougoslave de spéléologie: 101-106.

- GAUCHON C., 1996, *Friches touristiques : les anciennes grottes touristiques en France*, in Actes du symposium international « Grottes aménagées et contrôle de l'environnement souterrain », Cueno Italie, 24-26 mars 1995 : 11-20.
- GAUCHON C., 1997, *Des cavernes et des hommes. Géographie souterraine des montagnes françaises*, Karstologia Mémoires n°7, éd. à compte d'auteur, 248 p.
- GAUCHON C., 1999, *L'adoption du terme de « karst » en France, Approche historique d'un processus lexical décisif*, in Karstologia n°34 - 2/ 1999 : 45-51.
- GAUCHON C., 2002a, *Le tourisme dans les Alpes : pratiques, aménagement et protection*, in Questions de géographie : les montagnes, Nantes, éd. Editions du Temps : 153-182.
- GAUCHON C., 2002b, *Les sites naturels classés entre 1906 et 1930 dans les Alpes du Nord : entre tourisme et protection, bilan et actualité*, in Revue de Géographie Alpine, Tome 90 : 15-31.
- GAUCHON C., 2006, *Le tourisme, facteur de protection du patrimoine souterrain ?*, in Revue Espaces, tourisme et loisirs, n°236 : 28-32.
- GAUCHON C., 2007, *Espaces touristiques et néo-toponymie : les noms des grands domaines skiables*, in Revue Loisir et Société, vol. 30, n° 1 : 69-88.
- GAUCHON C., 2007 soumis, *Frontière italo-slovène et province de Trieste : lecture d'un paysage monumental et mémoriel*, in Géographie et Cultures, 17 p.
- GAUCHON C., à paraître, *The Ardeche river gorges and the Chauvet cave: the redefinition of a tourist area*, in Annals of tourism research.
- GAUCHON C., DUVAL M., 2006, *L'aven d'Ornac, réhabilitation volontariste d'un grand site de France*, in Revue Espaces, tourisme et loisirs, n°236 : 36-38.
- GAY J.-C., 1999, *Le tourisme dans les outre-mers de l'océan pacifique*, in Mappemonde 54 (1999.2) : 26-29.
- GAY J.-C., 2000, *La mise en tourisme des îles intertropicales*, in Mappemonde 58 (2000.2) : 17-22.
- GAYTE X., MOUNET J.-P., PERRIN C., ROCHEBLAVE M., 2003, *La gestion concertée des sports de nature en espace protégé*, in Montagnes méditerranéennes, n°18 : 9-12.
- GELY B., 2000, *Grottes ornées de l'Ardèche, l'art des cavernes*, Veurey, éd. Le Dauphiné Libéré, 51 p.
- GENTELLE P., 1995, *Haut lieu*, in Espace géographique eg2-1995 : 135-138.
- GEORGE P., 1935, *La région du Bas-Rhône. Etude de géographie régionale*, Paris, éd. Baillière et fils, 691 p.
- GERBAUX F. (dir.), 1999, *Utopie pour le territoire : cohérence ou complexité ?*, Paris, éd. de l'Aube, 189 p.
- GERBAUX F., MARCELOIL E., 2006, *Gouvernance et stations de sports d'hiver*, Revue de Géographie Alpine, Tome 94, n°1, 111 p.
- GERBOD P., 2001, *Tourisme et thermalisme en France au XIX^{ème} siècle*, in Deux siècles de tourisme en France, Actes du colloque tenu au centre Duguesclin, Université Paul Valéry, Montpellier III, le 30 septembre 2000, Ville de Béziers, Presses Universitaires de Perpignan : 7-26.
- GERVAIS-LAMBONY Ph., 2000, *De la ville inutile...à la comparaison nécessaire : Pour une géographie humaine. Quelques réflexions sur les études urbaines et la pensée de Pierre Gourou*, in Un géographe dans son siècle, Actualité de Pierre Gourou, Paris, éd. Karthala : 177-185.
- GESTIN J.-P., 1995, *Le parc naturel*, in Patrimoine culturel, patrimoine naturel, Actes du colloque du 12 et 13 décembre 1994, Paris, éd. la Documentation Française : 94-101.
- GHERLIZZA F., 1989, *Križna jama*, in La nostra speleologia, Bollettino edito dal gruppo Grotte del Club Alpinistico Triestino : 21-25.
- GHORRA-GOBIN C., n. d., *La démarche comparative en sciences sociales. Esquisse pour un débat sur la méthode et les objectifs à partir de trois projets POST menés au sein d'un réseau international de chercheurs*, site Internet de l'Unesco, <http://www.unesco.org/most/ghorra.htm>, n. p.
- GILLIESON D., 1996, *Caves, Processes, Development, Management*, Cambridge, éd. Blackwell Publishers, 324 p.
- GIRAUD-SOULAVIE J.-L., 1780, *Histoire naturelle de la France méridionale. Histoire naturelle du Vivarais, premier volume*, Nîmes, impr. De Belle, 492 p.
- GLORY A., 1937, *Au pays du grand silence noir, explorations souterraines*, Paris, éd. Alsatia, 275 p.
- GODARD O., 1994, *Le développement durable : paysage intellectuel*, in Nature Sciences Sociétés, n°4 : 309-322.
- GODARD O. (dir.), 1997, *Le principe de précaution dans la conduite des affaires humaines*, Paris, éd. de la maison des sciences de l'homme, Institut National de la Recherche Agronomique, 351 p.
- GOELDNER C.R., BRENTCHIES J.R., MC INTOSH R.W., 2000, *Tourism: Principles, Practises, Philosophies*, New York, éd. John Wiley and Sons, 734 p.
- GOMBAC M., 1988, *En 169 ans, 23 225 067 touristes de tous les continents visitèrent la grotte de Postojna*, in Postojnska jama, Proteus Anguinus, éd. La collectivité de travail de la Grotte de Postojna : 18-23.
- GOMBERT Ph., 1988, *Hydrogéologie et karstogénèse du bas-vivarais calcaire (Ardèche - France)*. Thèse de Mécanique, Génie mécanique, Génie Civil (spécialité : sciences de l'eau et aménagement). Académie de Montpellier, Université des sciences et techniques du Languedoc, 483 p.
- GOSPODARIĆ R. HABIC P., 1979, *Kraški pojavi cerkniškega polja (Karst phenomena of Cerkljansko polje)*, in Acta Carsologica VIII: 7-162.
- GOSPODARIĆ R., 1968, *Raziskovanje Postojnske Jame po letu 1818*, in 150 Let Postojnske Jame 1818-1968, Beograd, éd. Naučna knjiga : 41-58.
- GOSPODARIĆ R., 1970, *Speleološke raziskave Cerkljanske jamskega sistem*, in Acta Carsologica V : 109- 170.
- GOSPODARIĆ R., 1976, *Razvoj jam med pivško kotlino in Planinskim poljem v kvartarju (The quaternary caves development between the Pivka basin and polje of Planina)*, in Acta Carsologica VII: 5-128.
- GOTMAN A., 1990, *Le présent de l'héritage*, in Patrimoines en folie, Paris, éd. de la Maison des sciences de l'homme : 109-125.
- GOUIRAND P., KHLIFI S., 2003, *Les produits touristiques : quels bouleversements ?*, in Le tourisme au XXI^{ème} siècle, Paris, éd. l'Harmattan : 230-246.
- GRAHAM B., ASHWORTH G.J., TUNBRIDGE J.E., 2000, *A geography of heritage: power, culture and economy*, London, éd. Arnold, 284p.
- GRANGER C., 2004, *(Im)pressions atmosphériques, histoire du beau temps en vacances*, in Ethnologie française, XXXIV : 123-128.
- GRAVARI-BARBAS M., 2002, *Le patrimoine territorial, construction patrimoniale, construction territoriale : vers une gouvernance patrimoniale ?*, in ESO, n°18 : 85-92.

- GRAWITZ M., 1996, *Méthode des sciences sociales*, Paris, éd. Dalloz, 920 p.
- GREFFE X., 2003, *La valorisation économique du patrimoine*, Paris, éd. la Documentation Française, 383 p.
- GRENIER C., 1999, *Le parc national des Galapagos : un territoire disputé*, in *La nation et le territoire. Le territoire, lien ou frontière?* Tome 2, Paris, éd. l'Harmattan : 253-266.
- GROTTE DE POSTOJNA, ORGANISATION TOURISTIQUE ET HÔTELIÈRE, 1988, *Postojnska jama, Proteus Anguinus, 1818, La grotte de Postojna, 170 ans de découvertes, d'exploration et de développement touristique*, éd. La collectivité de travail de la Grotte de Postojna, 31 p.
- GUERIN J.-P., 2001, *Patrimoine, patrimonialisation, enjeux géographiques*, in *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, Actes du colloque « Espaces et Sociétés à la fin du XX^{ème} siècle : quelles géographies sociales ? », Caen, 1996 », Les documents de la MRSH de Caen, n°14, éd. Presses Universitaires de Caen : 41-48.
- GUERIN J.-P., GUMUCHIAN H., DEL VIGNA C., 1977, *Les mythologies de la montagne, étude comparée de deux corpus de textes publicitaires (application de la méthode AAAD 75)*, in *Revue de géographie Alpine*, Tome LXV : 358-402.
- GUERIN M.-A., 2002, *Atelier 2, texte introductif. Les conseils généraux et le patrimoine culturel, une mise en sens historique du territoire départemental*, in *Montagnes Méditerranéennes*, n°15 : 55-59.
- GUERMOND Y. (et al.), 1984, *Analyse de système en géographie*, Lyon, éd. Presses Universitaires de Lyon, 324 p.
- GUERMOND Y., MATHIEU N., 1986, *De l'éclatement de l'espace à la recomposition de l'espace*, in *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, éd. Fayard : 203-219.
- GUIDI P., 1995, *Cenni sull'attività dei gruppi grotte a Trieste dal 1874 al 1900*, in *Atti e memorie della Commissione Grotte «Eugenio Boegan»*, vol. XXXII, pubblicato a cura della grotte gigante : 85-127.
- GUILLAUME M., 1990, *Invention et stratégies du patrimoine*, in *Patrimoines en folie*, Paris, éd. de la Maison des sciences de l'homme : 13-20.
- GUMUCHIAN H., 1991, *Représentations et aménagement du territoire*, Paris, éd. Economica, 135 p.
- GUMUCHIAN H., GRASSET E., LAJARGE R., ROUX E., 2003, *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Paris, éd. Economica, 186 p.
- GUMUCHIAN H., PECQUEUR B., 2007, *La ressource territoriale*, éd. Anthropos Economica, 252 p.
- GURNEE R. H., 1971, *Conservation through commercialization*, in *Actes du IV^{ème} congrès international de spéléologie en Yougoslavie (12 - 26/09/1965)*, Technique et l'exploration spéléologique, tourisme souterrain, Ljubljana, éd. Fédération yougoslave de spéléologie: 109-114.
- HACQUET B., 1778, *Oryctographia Carniolica oder physikalische Beschreibung des Herzogthums Krain, Istrien und zum Theil der benachbarten Länder*, Leipzig, éd. Johann Gottlob Immanuel Breithopf, 162 p.
- HABE F., 1965, *Postojna, Guides illustrés « Jugoslavija »*, Beograd, éd. Izdavac, 61 p.
- HABE F., 1974, *Postojnska jama - Barometer Jugoslovanskega turizma*, in *Naše Jame*, Glasilo jamarske zveze Slovenije, Bulletin of the speleological association of Slovenia, n°16 : 93-100.
- HABE F., 1988, *La grotte de Postojna et autres grottes touristiques de Slovénie*, Postojna, éd. Grotte de Postojna, organisation touristique et hôtelière, 90 p.
- HABIC P., 1974, *Tesnenje požiralnikov in presihanje Cerkniškega jezera (Bouchement des ponors et tarissement du Lac de Cerknica)*, in *Acta Carsologica VI* : 33 – 56.
- HABIC P., 1983, *Turisticne poti in organizacija obiska v Škocjanskih Jamah (The tourist ways and the visit organisation in Škocjanske Jame)*, in *Mednarodni simpozij « Zaščita Krasi ob 160-letnici turističnega razvoja Škocjanskih jam »*, Octobre 1982, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoci Raziskovalne skupnosti Slovenije : 105-110.
- HABIC P., 1989, *Cave tourism and the karst park of Notranjska*, in *Cave tourism, proceedings of International Symposium at 170 anniversary of Postojnska jama*, Ljubljana, éd. IZRK : 74-77.
- HAZE A., 1990, *Etude de la mise en place des projets Grands Sites français, politique 1990/ 1991*, Mémoire de DESS « Droit de l'Urbanisme et de l'Environnement », Université de Limoges, faculté de droit et des sciences économiques, 120 p.
- HÉRITIER S., 2001, *Identité et Territoire au Canada : la place des parcs nationaux des montagnes dans la construction identitaire nationale*, in *Cahiers Savoisiens de Géographie*, collection Edytem : 93-106.
- HÉRITIER S., 2004, *Les dynamiques spatiales dans les aires protégées: l'exemple des parcs nationaux des montagnes de l'Ouest canadien*, in *Mappemonde 74 (2004.2)* <http://mappemonde.mgm.fr/num2/articles/art04202.html>, 9 p.
- HERVE A., 2003, *Une politique touristique décentralisée : l'exemple de l'Espagne*, in *Le tourisme au XXI^{ème} siècle*, Paris, éd. l'Harmattan : 423-443.
- HOBLEA F., 2006, *L'expertise et la médiation scientifiques : des outils pour la gestion durable de l'environnement karstique. Quelques pistes de recherche développées par le laboratoire Edytem*, in *Gestion durable de l'environnement karstique*, Actes de la réunion annuelle de la Société Suisse de Géomorphologie, La Chaux-de-fonds, 3-4 septembre 2004 : 23-40.
- HOERNER J.-M., 1997, *Géographie de l'industrie touristique*, Paris, éd. Ellipses, 255 p.
- HOERNER J.-M., 2001, *L'évolution de l'industrie touristique française*, in *Deux siècles de tourisme en France*, Actes du colloque tenu au centre Duguesclin, Université Paul Valéry, Montpellier III, le 30 septembre 2000, Ville de Béziers, éd. Presses Universitaires de Perpignan : 85-99.
- HOLZMANN H., 1986, *Die Grotte Vileniza oder die Höhle von Corniale di Feenhöhle Vilenica Jaa, Übersetzung der Verse von Giuseppe Compagnoni (1795)*, Wien, 12 p.
- HOLZMANN H., 1997, *Der Plan der Vilenica vom 20. April 1818*, in *Acta Carsologica XXVI/ 2* : 81-85.
- HORVAT J., 2005, *Settlement in the Pivka area and along the upper course of the Reka river from the late Bronze Age to the late Antique period*, in *Water and life in a rocky landscape KRAS*, Ljubljana, éd. CIP: 220-248.
- HURON D., SPINDLER J., 2003, *L'organisation territoriale du tourisme*, in *Le tourisme au XXI^{ème} siècle*, Paris, éd. l'Harmattan : 397-421.

H

I

- ICOMOS, 2001, *Grands Sites et patrimoine mondial : quel accueil touristique ?*, Paris, éd. Icomos, n. p.
- ICOMOS, RÉSEAU DES GRANDS SITES DE FRANCE, 2004, *Vivre dans un grand site, le pari du développement durable*, Pré-actes du séminaire international, 17 au 19 Juin 2004, Baie de Somme, Paris, éd. Icomos, 20 p.
- INSEE RHÔNE-ALPES, 1995, *Atlas de la population de l'Ardèche*, Paris, éd. Insee, 24 p.
- INSEE RHÔNE-ALPES, 1999, *Équipement des communes de l'Ardèche, Inventaire communal de 1998*, Paris, éd. Insee, 13 p.
- INSTITUT DE RADIOPROTECTION ET DE SURETÉ NUCLÉAIRE, 2006, *Le radon*, plaquette de communication, éd. IRSN, 12 p.
- INSTITUTE FOR GEOGRAPHY, 2001, *National Atlas of Slovenia*, Ljubljana, éd. Rokus, 191 p.
- ISTENIC V., 1988, *L'offre touristique de Postojna et de ses alentours*, in *Postojnska jama*, Proteus Anguinus, éd. La collectivité de travail de la Grotte de Postojna : 28-30.
- IUCN, 1994, *Guidelines for Protected Areas Management Categories*, Cambridge, UK and Gland, Switzerland, éd. IUCN, 261 p.
- IUCN WORLD COMMISSION ON PROTECTED AREAS, n.d., *Guidelines for Cave and Karst Protection*, prepared by the WCPA Working Group on Cave and Karst Protection, éd. IUCN, 53 p.

J

- JACOB J.-P., 1995, *Le site archéologique, un dialogue entre la culture et la nature ?*, in *Patrimoine culturel, patrimoine naturel*, Actes du colloque du 12 et 13 décembre 1994, Paris, éd. la Documentation Française : 118-126.
- JACQUOT S., 2003, *Réhabilitations et transformations des espaces historiques, Gènes et Valparaíso, Mémoire de DEA*, sous la direction d'A. Musset, Université Paris X Nanterre, 142 p.
- JAILLET S., DEPAQUIS J.-P., HERBILLON C., 2002, *Le karst et les carrières souterraines du Barrois : un siècle et demi de relations Hommes/Milieu*, in *Karstologia* n°40 : 27-38.
- JAILLET S., PERRETTE Y., 2006, *La grotte touristique, objet de recherche et lieu de médiation*, in *Revue Espaces, tourisme et loisirs*, n°236 : 33-35.
- JAMARSKO DRUŠTVO SEŽANA, 1998, *Vilenica, slovenska ljudska pripoved (slovene folk tale)*, Ljubljana, éd. CIP, 30 p.
- JEANNIN P.-Y., 2006, *Le développement durable du milieu karstique, problèmes et atouts*, in *Gestion durable de l'environnement karstique*, Actes de la réunion annuelle de la Société Suisse de Géomorphologie, La Chaux-de-fonds, 3-4 septembre 2004 : 9-21.
- JENKO F., 1965, *Idejni projekt stalne ojezeritve Cerknjska jezera*, Ljubljana, éd. Zavod za vodno gospodarstvo SRS, 116 p.
- JENKO F., MRAK T., CADEŽ N., 1954, *Vodnogospodarska osnova porecja Ljubljane MS, Projekt nizke zgradbe*, vol.1-7, Ljubljana, éd. Zavod za vodno gospodarstvo SRS, 1134 p.
- JEUDY H.-P., 2001, *La machinerie patrimoniale*, Paris, éd. Sens et Touka, 127 p.
- JOUTARD PH., 1986, *L'invention du Mont Blanc*, Paris, éd. Gallimard Julliard, 216 p.
- JOUE H. (présidé par), 1991, *Les espaces naturels, un capital pour l'avenir*, Commissariat Général du plan, Paris, éd. la Documentation Française, 352 p.
- JOVANOVIĆ P., 1995, *Radon measurements in karst caves in Slovenia used for the speleotherapy*, in *Sixth Int. Symposium on the Natural Radiation Environment*, Montréal, Canada, 8 p.

- JUCQUOIS G., 2000, *Le comparatisme, éléments pour une théorie*, in *Le comparatisme dans les sciences de l'homme, approches pluridisciplinaires*, Bruxelles, éd. De Boeck : 17-46.
- JUCQUOIS G., VIELLE C., 2000, *Le comparatisme dans les sciences de l'homme, approches pluridisciplinaires*, Bruxelles, éd. De Boeck, 469 p.

K

- KAUFMANN J.-C., 1996, *L'entretien compréhensif*, Paris, éd. Nathan, 126 p.
- KEBE V., 2001, *Presihajoce Cerknjsko jezero, cudež kraške narave*, éd. A compte d'auteur, 40 p.
- KECKEMET D., 1978, *Louis François Cassas et ses illustrations de l'Istrie et de la Dalmatie (1782)*, in *RAD Jugoslavenske Akademije znanosti i umjetnosti*, Zagreb, éd. Jugoslavenske Akademije znanosti i umjetnosti : 198-200.
- KEPA T., 2001, *Karst conservation in Slovenia*, in *Acta Carsologica*, vol. 30 - no. 1 : 143-162.
- KIRCHER A., 1678, *Mundus subterraneus*, éd. Amstelodami. 3., 507p.
- KL. D., 1994, *Obcina*, in *Enciklopedija Slovenije*, Ljubljana, éd. CIP: 47-53.
- KLEMEN-KREK Z., 2003, *Kje je Kras ?*, in *Kras* n°62: 22-23.
- KMECL M., 2004, *La grotte de Postojna. Entre voyageur, dans l'immense grotte !*, Postojna, éd. Postojnska jama, 140 p.
- KNAFELC S., 1988, *La grotte de Postojna, aujourd'hui organisation touristique et hôtelière*, in *Postojnska jama*, Proteus Anguinus, éd. La collectivité de travail de la Grotte de Postojna : 24-27.
- KNAFOU R., 1978, *Les stations intégrées de sports d'hiver des Alpes françaises. L'aménagement de la montagne à la « française »*, Paris, éd. Masson, 319 p.
- KNAFOU R., 1991, *L'invention du lieu touristique : la passation d'un contrat et le surgissement simultané d'un nouveau territoire*, in *Revue de Géographie Alpine*, 1991, n°4, Tome LXXIX : 11-19.
- KNAFOU R., 1992, *De quelques rapports souvent contradictoires entre tourisme et environnement*, in *Tourisme et Environnement*, actes du colloque organisé par les ministères de l'Environnement et du Tourisme, Palais des congrès de la Rochelle, 13 et 14 mai 1991, Paris, éd. la Documentation Française : 16-23.
- KNAFOU R., 2000, *De la mise en tourisme des lieux*, in *Mappemonde* 57 : 1.
- KNAFOU R. (dir.), 1997, *L'institut de Saint-Gervais, Une recherche-action dans la montagne touristique*, Paris, éd. Belin, 263 p.
- KNAFOU R. (et al.), 1997, *Une approche géographique du tourisme*, in *Espace géographique*, n°3 : 193-204.
- KNAFOU R., STOCK M., 2003, *Tourisme*, in *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* : 931-933.
- KOBAL I., SMODIŠ B., BURGER J., ŠKOFJANEC M., 1987, *Atmospheric ²²²Rn in Tourist Caves of Slovenia, Yugoslavia*, in *Health Physics*, n°52 : 473-479.
- KOGOVŠEK J., 1991, *La qualité de la rivière à perte Pivka dans les années de 1984 jusqu'à 1990*, in *Acta Carsologica* XX : 165-186.
- KOGOVŠEK J., 1994, *Impact of human activity on Škocjanske Jame*, in *Acta Carsologica*, vol. XXIII: 73-80.
- KOGOVŠEK J., 1995, *Some examples of the karst water pollution on the slovene Karst*, in *Acta Carsologica*, n°XXIV: 302-312.

L

- KOKOLE V., 1978, *Postojna kot regionalno središče*, in Geografski vestnik : 81-93.
- KOKOLE V., 1987, *Postojna ob koncu 20. stoletja*, in Notranjska, in Zbornik 14. zborovanja slovenskih geografov : 427-441.
- KONVICZKA R., 1897, *La visita della Grotta Rodolfo*, in Il turista organo del Club Touristi Truestini, vol. 4 : 91-92.
- KOVACIC G., RAVBAR N., 2005, *A review of the potential and actual sources of pollution to groundwater in selected karst areas in Slovenia*, in Nature Hazards and Earth System Sciences (2005) 4: 1-9.
- KRANJC A., 1986, *Cerkniško jezero in njegove poplave (The lake of Cerknica and its floods)*, in Acta Carsologica XXV: 71-122.
- KRANJC A., 1987, *Cerkniško jezero, primer clovekovega vpliva na kraško hidrografijo*, in Zbornik 14. zborovanja slovenskih geografov : 115-166.
- KRANJC A., 1987, *Cerkniško jezero, an example of man's impact on karst hydrology*, in Man's impact in Dinaric Karst: 65-79.
- KRANJC A., 1994a, *About the name and the history of the region Kras*, in Acta Carsologica, vol. XXIII/12: 81-90.
- KRANJC A., 1994b, *Edouard Martel and the Slovene Karst*, in Acta Carsologica XXIII/ 12: 171-176.
- KRANJC A., 1995, *The beginnings of cave tourism in former hereditary lands Carniola and (lower) Styria*, in "Caves and Man", International Symposium on the occasion of the 70th anniversary opening to the public of the Demänovská cave of Liberty, 4-8 October, Liptovský Mikuláš, Slovak Republic, Liptovský Mikuláš, éd. Pavel Bella: 62-66.
- KRANJC A., 1997, *Karstology and speleology in Slovenia (front the history of karst and caves science to their perspectives)*, in Annals for Istrian and Mediterranean Studies, 11/97: 95-102.
- KRANJC A., 1999a, *Mission of J. A. Nagel to Carniola in 1748*, in Slovenský Kras n°XXXVII: 131-138.
- KRANJC A., 1999b, *How Kras got its name ?*, in Kras, n° 21: 6-9.
- KRANJC A., 2002a, *Historical Overview and Description of the Caves*, in The Škocjan Caves Regional Park, Ljubljana, éd. Park Škocjanske jame: 42-54.
- KRANJC A., 2002b, *Hidrološke značilnosti*, in Jezero, Ki Izginja, Monografija o Cerkniškem jezeru, Ljubljana, éd. Društvo Ekologov Slovenije : 27-37.
- KRANJC A., 2004a, *Short history of cave tourism in Slovenia*, in 4th International ISCA Congress, Use of modern technologies in the development of caves for tourism, Postojna, 21-27 October 2002: 55-60.
- KRANJC A., 2004b, *Seasonal karst lake of Cerknica (Slovenia)*, communication lors du colloque "2000 Years of Man versus Nature", actes à paraître.
- KRANJC A. (et al.), 1997, *Slovene Classical Karst, KRAS*, Ljubljana, éd. IZRK, 254 p.
- KRANJC A., MIHEVC A., 1988, *Poplavni svet ob Notranski reki - Flood area along the Notranjska Reka River*, in Geografski zbornik, 28, 5: 195-218.
- KRANJC A., PATERNOST S., ŠAJN S., 1998, *Postojnska jama - nova spoznanja*, 22 in 23 maj 1998, Postojna, éd. Postojnska jama turizem, 60 p.
- KREŠIĆ N., 1988, *Karst i pecine Jugoslavije*, Beograd, éd. Naucna knjiga, 149 p.
- KRIPPENDORF J., 1987, *Les vacances, et après ? Pour une nouvelle compréhension des loisirs et des voyages*, Paris, éd. l'Harmattan, 237 p.
- LA SOUDIÈRE M. (de), 1991, *Les hauts lieux ... mais les autres ?*, in Des hauts lieux, La construction sociale de l'exemplarité, Lyon, éd. CNRS : 17-31.
- LA SOUDIÈRE M. (de), 2004, *Lieux dits : nommer, dé-nommer, re-nommer*, in Ethnologie française « Territoires en question », n°34, Paris, éd. PUF : 67-77.
- LALONDE B., 1992, *Allocution*, in Tourisme et Environnement, actes du colloque organisé par les ministères de l'Environnement et du Tourisme, Palais des congrès de la Rochelle, 13 et 14 mai 1991, Paris, éd. la Documentation Française : 11-15.
- LAMARQUE J., 1973, *Droit de la protection de la nature et de l'environnement*, Paris, éd. LGDJ, 974 p.
- LAPLANTE M., 1992, *Le patrimoine en tant qu'attraction touristique: histoire, possibilités et limites*, in Le patrimoine : atout du développement, Lyon, éd. Presses Universitaires de Lyon : 49-61.
- LAPLANTE M., 1996, *L'expérience touristique contemporaine. Fondements sociaux et culturels*, Montréal, éd. Presses Universitaires du Québec, 189 p.
- LARRERE R., 1991, *Enquête sur les singularités des lieux*, in Des hauts lieux, La construction sociale de l'exemplarité, Lyon, éd. CNRS : 33-52.
- LASLAZ L., 2004, *Vanoise, 40 ans de Parc National, Bilan et perspectives*, Paris, éd. l'Harmattan, 427 p.
- LASLAZ L., 2005, *Les zones centrales des Parcs nationaux alpins français (Vanoise, Ecrins, Mercantour) : des conflits au consensus social ? - Contribution critique à l'analyse des processus territoriaux d'admission des espaces protégés et des rapports entre sociétés et politiques d'aménagement en milieux montagnards*, Thèse de doctorat en Géographie, Université de Savoie, 644 p.
- LASLAZ L., 2007, *Autour de la nouvelle loi sur les Parcs nationaux français : enjeux et conflits*, in Dossier géoconfluences, la France : des territoires en mutation, 11 p.
- LAURENT C., 1998, *Territoires, structures, procédures : complémentarité ou confusion ?*, in Les Cahiers Espaces, n°55 : 47-57.
- LAZZAROTTI O., 1994, *La géographie dans la controverse touristique*, in Annales de Géographie, n°580 : 627-650.
- LAZZAROTTI O., 2000, *Patrimoine et tourisme : un couple de la mondialisation*, in Mappemonde 57 : 12-16.
- LAZZAROTTI O., 2001, *Je me souviens, Recherches au pays où le passé fait des lieux, Carnet de voyage*, in Cahiers de Géographie du Québec, volume 45, n°124 : 141-161.
- LAZZAROTTI O., 2003, *Tourisme et patrimoine : ad augusta per angustia*, in Annales de Géographie, n°629 : 91-110.
- LAZZAROTTI O., 2006, *Habiter la condition géographique*, Paris, éd. Belin, 288 p.
- LAZZAROTTI O., VIOLIER Ph. (dir.), 2006, *Tourisme et patrimoine, Un moment du monde*, Angers, éd. Presses Universitaires d'Angers, 246 p.
- LE BERRE M., 1992, *Territoires*, in Encyclopédie de géographie, Paris, éd. Economica : 601-622.
- LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ, 1995, *Dictionnaire encyclopédique*, Paris, éd. Larousse, 1784 p.
- LE ROBERT, 1992, *Dictionnaire historique de la langue française*, sous la direction d'Alain Rey, Paris, éd. Le Robert, 2383 p.

- LEBEN F., 1983, *Arheološki prispevek k zaščiti Škocjana in okolice*, in Mednarodni simpozij « Zaščita Krasa ob 160-letnici turisticnega razvoja Škocjanskih jam », Octobre 1982, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoči Raziskovalne skupnosti Slovenije : 71-76.
- LEBRUN J., 1997, *Le patrimoine, emblème des élus. Table ronde animée par J. Lebrun avec J.-F. Bazin, P. Braouézec, J.-Y. Cozan, Ph. Leroy*, in Patrimoine et passions identitaires, Actes des Entretiens du Patrimoine, Paris, éd. Fayard : 251-280.
- LEFEUVRE J.-C., 1990, *De la protection de la nature à la gestion du patrimoine naturel*, in Patrimoines en folie, Paris, éd. de la Maison des sciences de l'homme : 29-75.
- L'EKEBOLOS, 1913, *L'Alpina alla grotta di Corniale*, in Alpi Giulie, anno XVIII, n°3 : 60-61.
- LENIAUD J.-M., 1997, *L'Etat, les sociétés savantes et les associations de défense du patrimoine : l'exception française*, in Patrimoine et passions identitaires, Actes des Entretiens du Patrimoine, Paris, éd. Fayard : 137-154.
- LEREIN M., 2000, *L'activité touristique face au risque cyclonique en « Guadeloupe Continentale », Approche de la vulnérabilité d'un secteur économique*, in Cahiers Savoisiens de Géographie 1/2000, Université de Savoie : 69-80.
- LES ÉLÈVES DE 6ÈME C DU COLLÈGE HENRI AGERON, GRONDEIN D., PAULTHIER E., 1998, *Les portes du Temps s'ouvrent à Vallon-Pont-d'Arc*, Pont-Saint-Esprit, éd. La Mirandole, Pascale Dondey éditeur, 111 p.
- LETOURNEUX F., 1995, *La gestion du paysage*, in Patrimoine culturel, patrimoine naturel, Actes du colloque du 12 et 13 décembre 1994, Paris, éd. la Documentation Française : 90-93.
- LEVY J., 2003, *Territoire, espace métrique topographique*, in Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés : 907-910.
- LEVY J., LUSSAULT M., (dir.), 2000, *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*, Paris, éd. Belin, 350 p.
- LEVY J., LUSSAULT M., (dir.), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, éd. Belin, 1033 p.
- LEVY-BRUHL V., COQUILLART H., 1998, *La gestion et la protection de l'espace en 36 fiches juridiques*, Paris, éd. ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, n. p.
- LEYNARD E., 1985, *L'Etat et la nature : l'exemple des parcs nationaux français. Contribution à une histoire de la protection de la nature*, Florac, éd. Parc National des Cévennes, 69 p.
- LHERMITE S., 1904, *Descente de l'Ardèche en bateau de Vallon au Pont-d'Arc et à Saint-Martin, Valence*, éd. E et R, n. p.
- LITTRÉ P.-E., 1999, *Dictionnaire de la langue française (éd. Originale de 1872)*, 7 vol., Versailles, éd. Encyclopaedia Britannica France, 7370 p.
- LORY B., 2005, *Le déterminisme géographique s'applique-t-il au cas slovène ?*, in La Slovénie et l'Europe, Contributions à la connaissance de la Slovénie actuelle, Paris, éd. l'Harmattan : 49-65.
- LOUARGANT S., GHIOTTI S., 2000, *Les démarches comparatives sur la montagne : quelles connaissances ?*, in Montagnes méditerranéennes n°12 : 17-25.
- LOUBET DEL BAYLE J.-L., 2000, *Initiation aux méthodes des sciences sociales*, Paris, éd. l'Harmattan, 272 p.
- LOZATO-GIOTART J.-P., 2003, *Géographie du tourisme. De l'espace consommé à l'espace maîtrisé*, Paris, éd. Pearson Education France, 330 p.
- LUTOFF C., 2000, *Le système urbain niçois face à un séisme*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Chambéry, 367 p.

M

- MAHER I., 2003, *Pliskina pot : kraška ucna pot = Pliska trail : karst discovery trail*, Ljubljana, éd. Razvojno društvo Poliska (Pliskovica), Ministrstvo za okolje, prostor in energijo, n. p.
- MAJOR W., 1999, *Approche de la concertation territoriale par l'analyse systémique et l'analyse lexicale du discours des acteurs. Perspectives d'application aux systèmes d'information géographique*. Thèse n°2003, présentée au département de génie rural, école polytechnique fédérale de Lausanne, pour l'obtention du grade de docteur es sciences, Université de Lausanne, 193 p.
- MALECKAR F., 1983, *Valorizacije Jame Dimnice (Valuation of the cave Dimnice)*, in Mednarodni simpozij « Zaščita Krasa ob 160-letnici turisticnega razvoja Škocjanskih jam », Octobre 1982, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoči Raziskovalne skupnosti Slovenije : 101-103.
- MALECKAR F., 1989, *Alternative karst tourist trade and the caves of Postojna*, in Cave tourism, proceedings of International Symposium at 170 anniversary of Postojnska jama, Ljubljana, éd. IZRK : 123-125.
- MALECKAR F., 1991a, *Do you know classical karst ?*, in Mitteilungen des verbandes der deutschen Höhlen-und Karstforscher e.V. München, n°2/1991: 34.
- MALECKAR F., 1991b, *Alternativni kraški turizem*, in Naše Jame, Glasilo jamarske zveze Slovenije, n°33: 53-57.
- MALECKAR F., 2004, *Jama Dimnice (Matarsko podolje) sto let raziskav in turizma*, Ljubljana, éd. CIP, 19 p.
- MANGIN A., D'HULST D., 1996, *Fréquentation des grottes touristiques et conservation. Méthode d'approche pour en étudier les effets et proposer une réglementation*, in Actes du symposium international « Grottes aménagées et contrôle de l'environnement souterrain », Cueno Italie, 24-26 mars 1995 : 137-167.
- MAO P., 2003, *Les lieux de pratiques sportives de nature dans les espaces ruraux et montagnards. Contribution à l'analyse de l'espace géographique des sports*. Thèse de Doctorat de Géographie, Université Joseph Fournier - Grenoble I, 693 p.
- MAO P., MARY PH., 1994, *Fréquentation touristique et sports de loisir dans la réserve naturelle des Gorges de l'Ardèche (Versants et plateaux). Le développement touristique et la protection de la nature*, Mémoire de maîtrise, sous la direction de G. Daudé, Université Lyon III, 235 p.
- MARCEL O. (dir.), 1989, *Composer le paysage*, Seyssel, éd. Champ Vallon, 357 p.
- MARCHET P., 1989, *L'action des agences de l'eau en milieu karstique*, in Spelunca, n°35 : 80-84.
- MARIE M., 1982, *Un territoire sans nom, pour une approche des sociétés locales*, Paris, éd. Librairie des Méridiens, 176 p.
- MARINITSCH J., 1897, *Les absorptions de la Recca à Saint-Canzian (Istrie)*, in Spelunca n°9-10 : 37-43.
- MARTEL E. A., 1890, *Les Cévennes*, Paris, éd. Delagrave, 406 p.
- MARTEL E. A., 1894a, *Les Abîmes, les eaux souterraines, les cavernes, les sources, la spéléologie, explorations souterraines effectuées de 1888 à 1893 en France, Belgique, Autriche et Grèce*, Paris, éd. Librairie Charles Delagrave, 576 p.
- MARTEL E. A., 1894b, *Rivière souterraine de la Piuka, Autriche, La grotte d'Adelsberg*, in La Nature n°1088 : 295-298.

- MARTEL E.A., 1894c, *Un drame souterrain, le sauvetage du Lur-Loch (Styrie)*, in La Nature n°1094 : 387-388.
- MARTEL E. A., 1913a, *Les parcs nationaux en France*, in La Nature n°2067 : 71-75.
- MARTEL E. A., 1913b, *La question des parcs nationaux en France*, in La Montagne, revue mensuelle du Club Alpin Français, n°7, juillet 1913 : 401-412.
- MARTEL E. A., 1913c, *La question des Parcs nationaux en France. II Comment et pourquoi créer les parcs nationaux*, in La Montagne, revue mensuelle du Club Alpin Français, n°8, août 1913 : 433-457.
- MARTEL E. A., 1921, *Nouveau traité des eaux souterraines*, Paris, éd. Gaston Doin, 838 p.
- MARTEL E. A., 1924, *Le barrage du canon de l'Ardèche*, in La Nature n°2630 : 401-405.
- MARTEL E. A., 1928, *La France ignorée, sud-est de la France*, Marseille, éd. Laffite reprints, 290 p.
- MARTIN J.-C., 1997, *La dynamique d'un patrimoine en question. L'exemple de la Vendée*, in Patrimoine et passions identitaires, Actes des Entretiens du Patrimoine, Paris, éd. Fayard : 209-217.
- MAUZ I., 2002, *Comment est née la conception française des parcs nationaux ?*, in Revue de Géographie Alpine, 2002, n°2, Tome 90 : 33-44.
- MAZUEL L., 2003, *Développement durable : l'exemple privilégié du tourisme rural*, in Le tourisme au XXI^{ème} siècle, Paris, éd. l'Harmattan : 330-350.
- MEDNARODNI SIMPOZIJ « ZAŠČITA KRASA OB 160-LETNICI TURISTICNEGA RAZVOJA ŠKOCJANSKIH JAM », 1983, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoči Raziskovalne skupnosti Slovenije, 112 p.
- MEDVEŠČEK P., 1983, *Varovanje kraške arhitekture s posebnim poudarkom na Škocjansko področje (The preservation of the karsic architecture with the special emphasis of the Škocjan area)*, in Mednarodni simpozij « Zaščita Krasa ob 160-letnici turisticnega razvoja Škocjanskih jam », Octobre 1982, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoči Raziskovalne skupnosti Slovenije : 43-45.
- MEJAC B., ROŠ M., DULAR M., REJIC M., PONIKVAR-ZORKO P., 1983, *Onesnaževanje notranjske reke (pollution of the river Notranjska Reka)*, in Mednarodni simpozij « Zaščita Krasa ob 160-letnici turisticnega razvoja Škocjanskih jam », Octobre 1982, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoči Raziskovalne skupnosti Slovenije : 48-51.
- MEJEAN E., MONTEIL P., 1997, *Artisans et commerçants Vallonnais du XIX^{ème} siècle à nos jours*, in Rencontres avec le passé, Cahiers de l'exposition de Vallon, Association des amis de l'histoire de la région de Vallon Pont d'Arc : 49-59.
- MERLIN P., 2001, *Tourisme et aménagement touristique : des objectifs inconciliables ?*, Notes et Etudes Documentaires, n°5133-5134, Paris, éd. la Documentation Française, 216 p.
- MERMET J.-C., 2002, *Processus de patrimonialisation et développement local*, in Montagnes Méditerranéennes, n°15 : 117-121.
- MEYSONNIER M., 1995a, *Le musée régional de préhistoire à Orgnac-l'Aven*, in Spelunca, n°58 : 36.
- MEYSONNIER M., 1995b, *Première rencontre « Environnement et activités de pleine nature dans les gorges de l'Ardèche »*, in Spelunca, n°58 : 37.
- MEYSONNIER M., DARNE F., 1995, *La grotte, nouveau fleuron*, in Spelunca, n°58 : 22-27.
- MEYZENQ C., 2001, *Et si on parlait enfin de territoire! Territoire, identité et patrimoine, espaces images et représentations, ou comment réactualiser la géographie régionale*, in Cahiers Savoisien de Géographie 4 / 2001, Université de Savoie : 9-24.
- MICHAUD J.-L., 1983, *Le tourisme face à l'environnement*, Paris, éd. PUF, 234 p.
- MICHEL C., LARDON S., 2001, *L'accès aux espaces naturels : l'apport des chorèmes à la gestion des conflits d'usage*, in Mappemonde 62 (2001.2) : 2-5.
- MICOUD A. (textes rassemblés par), 1991a, *Des hauts lieux, La construction sociale de l'exemplarité*, Lyon, éd. CNRS, 132 p.
- MICOUD A., 1991b, *La production symbolique des lieux exemplaires*, in Des hauts lieux, La construction sociale de l'exemplarité, Lyon, éd. CNRS : 7-15.
- MICOUD A., 1992, *Les grands sites naturels et la géographie du beau pays de France*, in Tourisme et Environnement, actes du colloque organisé par les ministères de l'Environnement et du Tourisme, Palais des congrès de la Rochelle, 13 et 14 mai 1991, Paris, éd. la Documentation Française : 103-111.
- MICOUD A., 1995, *Le Bien Commun des patrimoines*, in Patrimoine culturel, patrimoine naturel, Actes du colloque du 12 et 13 décembre 1994, Paris, éd. la Documentation Française : 25-38.
- MICOUD A., 2004, *Des patrimoines aux territoires durables, ethnologie et écologie dans les capagnes françaises*, in Ethnologie française « Territoires en question », n°34, Paris, éd. PUF : 13-22.
- MIHEVC A., 2004a, *Show cave entrances: the case of postojna cave*, in 4th International ISCA Congress, Use of modern technologies in the development of caves for tourism, Postojna, 21-27 October 2002: 107-110.
- MIHEVC A., 2004b, *Development of the tourist pathways in Škocjanske jame*, in 4th International ISCA Congress, Use of modern technologies in the development of caves for tourism, Postojna, 21-27 October 2002: 117-120.
- MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION, 2003, *La valorisation économique du patrimoine : mesure et outils*, in Bulletin du Département des études et de la prospective n°141.
- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE, 2001, *Le guide de valorisation du patrimoine rural*, Paris, éd. Crepress, 175 p.
- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, 1993, *Aménager et gérer des sites naturels remarquables*, Montpellier, éd. l'Atelier technique des espaces naturels, 68 p.
- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, 1996, *Les objectifs de gestion des espaces protégés*, Montpellier, éd. l'Atelier technique des espaces naturels, 88 p.
- MINISTRY OF THE ENVIRONMENT AND SPATIAL PLANNING, ENVIRONMETAL AGENCY OF THE REPUBLIC OF SLOVENIA, 2001, *Biological and Landscape Diversity in Slovenia: an overview*, Ljubljana, éd. Narodna in univerzitetna knjižnica, 242 p.
- MIOSSEC J.-M., *L'image touristique comme introduction à la géographie du tourisme*, in Annales de Géographie : 55-70.
- MOBILITÉ, ITINÉRAIRE ET TERRITOIRES (MIT), 2000, *La mise en tourisme des lieux : un outil de diagnostic*, in Mappemonde 57 : 2-6.
- MOBILITÉ, ITINÉRAIRE ET TERRITOIRES (MIT), 2002, *Tourismes 1, Lieux communs*, Paris, éd. Belin, 319 p.
- MOLINIER A., 1976, *Paroisses et communes de France.-Dictionnaire d'histoire administrative et démographique.- Ardèche*, Paris, éd. CNRS, 464 p.
- MONTESQUIEU CH. (de), 1949, *Les œuvres complètes, tome 1* (éd. originale de 1728), Paris, éd. La Pléiade, Gallimard, 1675 p.

- MONTGOLFIER J. (de), 1990, *La gestion patrimoniale des ressources naturelles*, in *Patrimoines en folie*, Paris, éd. de la Maison des sciences de l'homme : 21-27.
- MONTGOLFIER J. (de), NATALI J.-M., 1987, *Le patrimoine du futur, approches pour une gestion patrimoniale des ressources naturelles*, Paris, éd. Economica, 248 p.
- MORIN E., 1990, *Introduction à la pense complexe*, Paris, éd. ESF, 158 p.
- MORIN E., 2001, *La méthode. 5. L'humanité de l'humanité, l'identité humaine*, Paris, éd. du Seuil, 288 p.
- MORUCCI B., 2003, *La demande touristique : une approche de son évolution et de ses perspectives*, in *Le tourisme au XXI^{ème} siècle*, Paris, éd. l'Harmattan : 133-155.
- MOSCAROLA J., BAULAC Y., GANASSALI S., 2004, *Analyse lexicale des données textuelles recueillies lors du Débat National sur l'Avenir de l'Ecole*, Rapport d'étude, débat national sur l'avenir de l'école, 66 p.
- MOSCOVICI S., BUSCHINI F., 2003, *Les méthodes des sciences sociales*, Paris, éd. PUF, 476 p.
- MOSSE F., 1992, *Les gorges de l'Ardèche*, in *Des réserves naturelles en rhône-alpes*, éd. région rhône-alpes, 20 p.
- MOSSE F., 2000, *L'Ardèche méridionale*, Guides du patrimoine naturel de la région Rhône-Alpes n°13, Valence, éd. SIGARN, 48 p.
- MUCCHIELLI A. (dir.), 2002, *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Paris, éd. Armand Colin, 275 p.
- MÜHLHOFER F., 23 mai 1907, *Die Erforschung des Magdalenenschachtes*, in *Globus, Illustrierte Zeitschrift für Länder und Völkerkunde*: 297-303.

N

- NAGEL J. A., 1748, *Beschreibung deren auf allerhöchsten Befehl Ihre Röm. Kaiserlich königlichen Maytt. Francisci I untersuchten, in dem Herzogthume Crain befindlichen Seltenheiten der Natur*, Wien, Nationalbibliothek, Handschrift Nr. 7854.
- NEYRET R., 1992, *Le patrimoine, valeur ajoutée*, in *Le patrimoine: atout du développement*, Lyon, éd. Presses Universitaires de Lyon : 7-17.
- NICOD J., 1995, *Carte géomorphologique des karsts de France, notice d'une maquette au 1/ 3 000 000 environ*, in *Karstologia* n°25 : 21-34.
- NICOD J., 1998, *Les grottes : rétrospective historique et insertion des grottes-aménagées dans l'espace géographique*, in *Annales de Géographie*, n°603 : 508-530.
- NICOD J., 2003, *Les karsts dinariques. Paysages et problèmes. Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro*, *Karstologia Mémoires* n°10, éd. à compte d'auteur, 183 p.
- NILS F., RIME B., 2003, *L'interview*, in *Les méthodes des sciences sociales*, Paris, éd. PUF : 165-185.
- NORA P. (dir.), 1986, *Les lieux de la mémoire. II, La Nation*, Paris, éd. Gallimard, 610 p.
- NORA P. (dir.), 1992, *Les lieux de mémoire. III. Les France. 1, Conflits et partages*, Paris, éd. Gallimard, 988 p.
- NORA P. (dir.), 1992, *Les lieux de mémoire. III, Les France. 3, De l'archive à l'emblème*, Paris, éd. Gallimard, 1034 p.
- NOVAK D., 1987, *Predlogi ekskurzij in jamskih trekingov*, in *Naše Jame*, Glasilo jamarske zveze Slovenije, n° 29: 74.

- NUSSDORFER G., 1988, *Notizie in breve, Križna jama*, in *progressione* 19, 11 année, n°1: 30-32.

O

- OBSERVATOIRE NATIONAL DU TOURISME, Décembre 1999, *Les sites touristiques en France métropolitaine : fréquentations 1996-1998, analyses et perspectives du tourisme*, 221 p.
- OLLIER DE MARICHARD J., 1867, *Les premiers hommes en Ardèche. Recherches sur l'ancienneté de l'homme dans les grottes et monuments mégalithiques du Vivarais*, Privas, impr. Roure, 16 p.
- ORIGET DU CLUZEAU C., VICERIAT P., 2000, *Le tourisme des années 2010 - La mise en futur de l'offre*, Paris, éd. la Documentation Française, 243 p.
- OSMUK N., 1983, *Arheološka območja na krasu in predlogi za njihovo varovanje (Archaeological areas on karst and suggestions for their preservation)*, in *Mednarodni simpozij « Zaščita Krasa ob 160-letnici turisticnega razvoja Škocjanskih jam »*, Octobre 1982, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoci Raziskovalne skupnosti Slovenije : 76-79.
- OSOLE F., 1968, *Postojnska Jama, bivališče ledenodobnih lovcev*, in *150 Let Postojnske Jame 1818-1968*, Beograd, éd. Naučna knjiga : 79-87.

P

- PATERNOST S., 2004, *Contemporary trends in tourism and analysis of tourism in postojna cave*, in 4th International ISCA Congress, Use of modern technologies in the development of caves for tourism, Postojna, 21-27 October 2002: 71-79.
- PATIN V., 2005, *Tourisme et patrimoine*, Paris, éd. la Documentation Française, 174 p.
- PAULHIAC F., 2003, *Espace public/ espace patrimonial : le rôle des citoyens dans la gestion du patrimoine local, le cas de l'aménagement du Vieux-Montréal et du Vieux-Port de Montréal*, in *Actes du colloque « Habiter le patrimoine, sens, vécu, imaginaire »* du 13 au 16 octobre 2003, Saumur, support DVD, 12 p.
- PAVLOVEC R., 1983, *Predlog za geološko transversalo po maticnem krasu (A proposal for a geological transversal track accross the classical karst region)*, in *Mednarodni simpozij « Zaščita Krasa ob 160-letnici turisticnega razvoja Škocjanskih jam »*, Octobre 1982, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoci Raziskovalne skupnosti Slovenije : 14-19.
- PEARCE D., 1987, *Géographie du tourisme*, Paris, éd. Nathan, 351 p.
- PEARCE D., 2005, *L'aménagement du tourisme sur quelques rivages insulaires d'Asie et du Pacifique*, in *Tourisme et souci de l'autre*, Paris, éd. l'Harmattan : 169-184.
- PECH P., SUREAU C., 2006, *Les espaces naturels sensibles en France : un outil de territorialisation pour les départements*, in « Territoires institutionnels, territoires fonctionnels », éd. Institut de Recherche du Val de Saône Maconnais, imp. Chirat : 497-505.
- PECQUEUX J.-L., 1998, *La coopération touristique locale, quel territoire pour quelle compétence ?*, in *Les Cahiers Espaces*, n°55 : 30-33.
- PERCO G.A., GRADENICO S., 1930, *Postumia ed il fantastico mondo sotterraneo delle sue celebri grotte*, Postumia, éd. pubblicazione ufficiale della r. amministrazione delle grotte di Postumia, 204 p.
- PERIC B., 2002a, *Ways to protection and activities in the Park*, in *The Škocjan Caves Regional Park*, Ljubljana, éd. Park Škocjanske jame: 18-23.

- PERIC B., 2002b, *Buffer Zone*, in The Škocjan Caves Regional Park, Ljubljana, éd. Park Škocjanske jame: 34-41.
- PERKO G. A., 1909, *Die Entdeckung der grossen Tropfstein- und Wasserhöhle Dimnice (Rauchgrotte) bei Markovsina in Istrien*, in Öst. Touristen Ztg., 29 : 174-177.
- PERKO G. A., 1910, *Die Adelsberger grotte*, in Wort und Bild, Adelsberg, 78 p.
- PERRETTE Y., 2000, *Etude de la structure interne des stalagmites : contribution à la connaissance géographique des évolutions environnementales du Vercors (France). Développement et application d'une approche multiparamètre des archives stalagmitiques*, Thèse de doctorat de géographie, Université de Savoie, 323 p.
- PERROUX A.-S., 2005, *Les remplissages détritiques endokarstiques. Contribution méthodologique à la lecture des mémoires paléogéographiques et environnementales. Application aux systèmes karstiques de Choranche (Vercors) et d'Orgnac (Basse-Vivarais)*, Thèse de Doctorat de Géographie, Université de Savoie., 418 p.
- PESCHIER C., 1997, *Eaux vives d'Ardèche*, Lagorce, éd. Grège, 206 p.
- PETERLIN S., 1981, *Šestdeset let spomenice o varstvu narave*, in Proteus, L.43 (1980-1981), STR. 241 – 288 : 262-263.
- PEYRACHE-GADEAU V., 2004, *Ressources patrimoniales – Milieux innovateurs, Variation des durabilités des territoires*, in Montagnes Méditerranéennes CR-ROM, Actes du colloque la notion de ressource territoire, 14 et 15 octobre 2004, 15 p.
- PEYRACHE-GADEAU V., GAUCHON C., 2005, *Tourisme durable et vulnérabilités des identités territoriales : propositions théoriques en appui sur les contextes de tourisme en Montagne*, communication lors des 3èmes journées académiques du Tourisme, « Tourisme et développement », 16-18 novembre 2005, Marrakech, 25 p.
- PEYRACHE-GADEAU V., 2007, *Territoires touristiques, Capacité d'innovation et vulnérabilités*, in Revue Loisir et Société, vol. 30, n° 1 : 157-175.
- PICON B., 1988, *L'espace et le temps en Camargue*, Paris, éd. Actes Sud, 231 p.
- PIVETEAU J.-L., 1986, *Identifier et relativiser les territoires*, in Espace géographique n°4 : 265-271.
- PIVETEAU J.-L., 1995, *Le territoire est-il un lieu de mémoire ?*, in Espace géographique eg2-1995 : 113-116.
- PIVETEAU V., 1995, *Prospective et territoire : apports d'une réflexion sur le jeu*, Riom, éd. Cemagref, 298 p.
- PLASSMANN G., 1998, *Développement et gestion durables en milieu alpin. Le cas d'une ressource naturelle particulièrement sensible – l'eau karstique*, Thèse de doctorat en Géographie, Laboratoire de la Montagne Alpine, Institut de Géographie Alpine, Université Joseph Fourier, Grenoble I, 369 p.
- POMEL S., MAIRE R., 1997, *Exemple d'enregistrement des changements climatiques et de l'anthropisation dans les remplissages endokarstiques de Chine Centrale (Hubei)*, in Revue quaternaire vol.8, n°2-3 : 119-128.
- PRALONG J.-P., 2006, *Géotourisme et utilisation des sites naturels d'intérêt pour les sciences de la Terre : Les régions de Crans-Montana-Sierre (Valais, Alpes suisses) et Chamonix-Mont-Blanc (Haute-Savoie, Alpes françaises)*, Thèse de doctorat présentée à la faculté des Géosciences et de l'Environnement de l'Université de Lausanne, Lausanne, éd. Institut de Géographie, Travaux et recherches n°32, 224 p.
- PRETNER E., 1968, *Živalstvo Postojnske Jame*, in 150 Left Postojnske Jame 1818-1968, Beograd, éd. Naucna knjiga: 59-78.
- PROST A., 1973, *Les professions de foi des députés élus en 1881*, in L'analyse des données, vol. 2, L'analyse des correspondances, Paris, éd. Dunod : 326-333.
- PUC M., 1983, *Kraški Regijski Park (Natural Park of the Kras Region)*, in Mednarodni simpozij « Zaščita Krasa ob 160-letnici turisticnega razvoja Škocjanskih jam », Octobre 1982, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoci Raziskovalne skupnosti Slovenije : 65-67.
- PUC M., 1999, *Divaška Jama*, éd. Divaca Občina, 59 p.
- PUC M., 2000, *Vilenica, zgodovina in opis kraške jame*, Ljubljana, éd. CIP, 119 p.
- PUTICK W., 1888, *Generalproject zur unschädlichen Ableitung des Hochwässers aus den Kesselthälern von Planina, Zirknitz und Laas-Altenmarkt in Innerkrain*.
- PUTICK W., 1889a, *Die unschädliche Ableitung der Hochwässer aus der Kesselthälern in Innerkrain*, Mitt. D. Krain. Küstenl. Forstvereines, 13.
- PUTICK W., 1889b, *Die Kronprinz Rudolf-Grotte im Küstenlande*, Mittheilungen der Kais.Königl. geographischen Gesellschaft in Wien, XXXII: 74-79.
- PY P., 1996, *Droit du tourisme*, 4ème éd., Paris, éd. Dalloz, 419 p.
- PY P., 2000, *Du tourisme écologique à l'écotourisme*, in Tourisme et Droit, n°18 : 37-43.
- PY P., 2003, *La sécurité et le tourisme*, in Le tourisme au XXI^{ème} siècle, Paris, éd. l'Harmattan : 351-366.

Q

- QUIVY R., VAN CAMPENHOUDT L., 1995, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, éd. Dunod, 288 p.

R

- RADICS P., 1861, *Adelsberg und seine Grotten.- VIII. Adelsberger Grotte, Eine Topographisch-historische Schilderung des Ortes, des grotten und der Nächsten in der umgegend befindlichen Sehenswürdigkeiten*, Trieste, éd. Literarisch-artistische Abtheilung des Österreichischem Llyod, 61 p.
- RAFFESTIN C., 1986, *Ecogénèse territoriale et territorialité*, in Espaces, jeux et enjeux, Paris, éd. Fayard : 173-185.
- RAMADE F., 1981, *Ecologie des ressources naturelles*, Paris, éd. Masson, 322 p.
- RAMŠAK S., 2004, *Show caves in Slovenia*, in 4th International ISCA Congress, Use of modern technologies in the development of caves for tourism, Postojna, 21-27 October 2002: 49-53.
- RAUTENBERG M., 2002, *Synthèse de l'atelier 2 « Patrimoines et Territoires »*, in Montagnes Méditerranéennes, n°15 : 67-68.
- RAVBAR N., KOVACIC G., 2006, *Karst water management in Slovenia in the frame of vulnerability mapping*, in Acta Carsologica 35/2: 73-82.
- REMOND-GUILLOUD M., 1985, *Ressources naturelles et choses sans maître*, in Chroniques jurisprudence et de législation, Recueil Dalloz-Sirey : 27-34.
- RENAULT Ph., 1990, *Agressions sur le karst : synthèse et développements*, in Spelunca n°39 : 25-32.
- REPUBLIC OF CROATIA, CENTRAL BUREAU OF STATISTICS, 2006, *Statistical Yearbook*, 800 p.

- REPUBLIKA SLOVENIJA MINISTRSTVO OKOLJE IN PROSTOR UPRAVA RS ZA VARSTVO NARAVE, ROYAL DUTCH SOCIETY FOR NATURE CONSERVATION (KNN), 1999a, *Matra project « Setting up a model of local support in Notranjska Regional Park », Snežnik Regional Park – Fundaments for Management Plan, Summary*, Ljubljana, éd. Izdala Uprava RS za varstvo narave, 44 p.
- REPUBLIKA SLOVENIJA MINISTRSTVO OKOLJE IN PROSTOR UPRAVA RS ZA VARSTVO NARAVE, ROYAL DUTCH SOCIETY FOR NATURE CONSERVATION (KNN), 1999b, *Vzpostavitev modela lokalne podpore v Notranjskem Regijskem Parku – Projekt matra, Regijski Park Snežnik – Izhodišča za nacrt upravljanja*, Ljubljana, éd. Izdala Uprava RS za varstvo narave, 181 p.
- REPUBLIKA SLOVENIJA, ZAVOD REPUBLIKE SLOVENIJE ZA VARSTVO NARAVNE IN KULTURE DEDIŠČINE, 1991, *Inventar Najpomembnejše naravne dediščne slovenije, 2. del : osrednja Slovenija*, Ljubljana, éd. Povše, 606 p.
- RETAILLE D., 2003, *Comparatisme*, in Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés : 187-188.
- REYNIER E., 1934, *Le pays de Vivarais, monographies des villes et villages de France*, Valence, imp. Charpin et Reyne, 272 p.
- RICHEZ G., 1992, *Parcs nationaux et tourisme en Europe*, Paris, éd. l'Harmattan, 421 p.
- RIEGER A., 1861, *La Grotta di Corniale*, n. p.
- RITTER C. W., 1803, *Beschreibung der grössten und mehrwüdigsten Hölen der Erde*.
- ROGNANT L., 2003, *Les relativités de l'espace-temps touristique*, in Le tourisme au XXI^{ème} siècle, Paris, éd. l'Harmattan : 83-130.
- ROJŠEK D., 1983, *Hidrogeografske značilnosti in degradacija porecja Notranjske Reke ter Škocjanske Jame (Hidrogeographical characteristics and degradation of Notranjska Reka drainage basin Škocjanske Jame)*, in Mednarodni simpozij « Zaščita Krasa ob 160-letnici turističnega razvoja Škocjanskih jam », Octobre 1982, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoci Raziskovalne skupnosti Slovenije : 52-56.
- ROJŠEK D., 1987, *Natural heritage of the Classical Karst (Kras)*, in Karst and man, Proceedings of the International Symposium on Human Influence in Karst, 11-14 th September 1987, Postojna, Yugoslavia, éd. Departement of Geography, Philosophical Faculty, University E. Kardelj of Ljubljana, Yugoslavia : 255-265.
- ROJŠEK D., 1994, *Inventarisation of the natural heritage*, in Acta Carsologica, vol. XXIII : 111 – 121.
- ROSNEY J. (de), 1975, *Le macroscope, vers une vision globale*, Paris, éd. du Seuil, 346 p.
- ROUDIL P., 1993, *La traversée de l'Ardèche*, in Rencontres avec le passé, Cahiers de l'exposition de Vallon, Association des amis de l'histoire de la région de Vallon Pont d'Arc : 73-88.
- ROUDIL P., 1995, *Les bateliers de l'Ardèche*, in Rencontres avec le passé, Cahiers de l'exposition de Vallon, Association des amis de l'histoire de la région de Vallon Pont d'Arc : 95-110.
- ROUDIL P., 1997, *Les anciennes industries de Vallon*, in Rencontres avec le passé, Cahiers de l'exposition de Vallon, Association des amis de l'histoire de la région de Vallon Pont d'Arc : 35-60.
- ROUDIL P., 2002, *Le barrage de Dona Vienne*, in Rencontres avec le passé, Cahiers de l'exposition de Vallon, Association des amis de l'histoire de la région de Vallon Pont d'Arc : 82-92.
- ROURE J.-L., 2001, *Tourisme fluvial et tourisme lagunaire à travers l'exemple du Canal du Midi*, in Deux siècles de tourisme en France, Actes du colloque tenu au centre Duguesclin, Université Paul Valéry, Montpellier III, le 30 septembre 2000, Ville de Béziers, éd. Presses Universitaires de Perpignan : 55-84.
- SACAREAU I., 2000, *Mise en tourisme et dynamique spatiale au Népal*, in Mappemonde 58 (2000.2) : 12-16.
- SADORGE J.-L., CHEVALLIER D., MORVAN G., 1996, *Quand le patrimoine fait vivre les territoires*, Paris, éd. CNFPT, 113 p.
- SAGNES J., 2001, *L'aménagement touristique de la côte du golfe du Lion*, in Deux siècles de tourisme en France, Actes du colloque tenu au centre Duguesclin, Université Paul Valéry, Montpellier III, le 30 septembre 2000, Ville de Béziers, éd. Presses Universitaires de Perpignan : 27-53.
- SAINT-BLANQUAT H. (de), 2001, *Le fabuleux bestiaire de la grotte Chauvet*, in l'Histoire, n°258 : 78-81.
- ŠAJN S., 1988a, *La grotte de Postojna - Grotte Mondiale*, in Postojnska jama, Proteus Anguinus, éd. La collectivité de travail de la Grotte de Postojna : 3-7.
- ŠAJN S., 1988b, *La littérature de guide de la grotte de Postojna*, in Postojnska jama, Proteus Anguinus, éd. La collectivité de travail de la Grotte de Postojna : 8-9.
- ŠAJN S., 1988c, *Des litières revêtues de velours au train à locomotive électrique*, in Postojnska jama, Proteus Anguinus, éd. La collectivité de travail de la Grotte de Postojna : 10-11.
- ŠAJN S., 1988d, *Les hôtes de marque dans la grotte de Postojna*, in Postojnska jama, Proteus Anguinus, éd. La collectivité de travail de la Grotte de Postojna : 11-13.
- ŠAJN S., 1988e, *105 ans d'éclairage électrique dans la grotte de Postojna*, in Postojnska jama, Proteus Anguinus, éd. La collectivité de travail de la Grotte de Postojna : 14-15.
- ŠAJN S., 2004, *Events in the postojna cave*, in 4th International ISCA Congress, Use of modern technologies in the development of caves for tourism, Postojna, 21-27 October 2002: 103-106.
- ŠAJN S., GOMBAC M., 1989, *The tourist image of Postojnska jama*, in Cave tourism, proceedings of International Symposium at 170 anniversary of Postojnska jama, Ljubljana, éd. IZRK : 168-182.
- SALOMON J.-N., 2006, *Précis de karstologie (2ème éd.)*, Pessac, éd. Presses Universitaires de Bordeaux, 289 p.
- SALZER E., 1936, *L'esplorazione delle grotte e del Carso Carniolico del matematico Giuseppe Antonio Nagel*, in Le grotte d'Italia, Rivista dell'Istituto Italiano di Speleologia dell'azienda autonoma di stato delle regie grotte demaniali di Postumia, Trieste, éd. Stabilimento Tipografico Nazionale : 106-120.
- SANCIN S., 1988, *Gruppo Grotte della Associazione Alpina Slovena di Trieste. Jamarški odsek Slovenskega planinskega društva Trst.*, in Rassegna di attività dei gruppi aderenti alla Federazione speleologica triestina, Numero unico : 30-32.
- SAUJOT C., 2000, *Biens culturels et droit civil, problèmes de qualifications*, in Clés pour le siècle, Droit et science politique, information et communication, sciences économiques et de gestion, Paris, éd. Dalloz : 79-107.
- SAVNIK R., 1968, *Stopetdeset let turistične postojnske*, in 150 Let Postojnske Jame 1818-1968, Beograd, éd. Naučna knjiga : 19-35.
- SCHMIDL A., 1854, *Guide du voyageur dans la grotte d'Adelsberg et les cavernes voisines du karst. D'après les recherches les plus récentes de 1850 - 1852 (traduit de l'allemand par P. E. Obermayer)*, Wien, éd. Léop. Sommer, 78 p.
- SCHMIDL A., 1858, *Wegweiser in die Adelsberger Grotte und die Benachbarten Höhlen des Kartes*, Wien, éd. Akademie der Wissenschaften, 93 p.

- SCHWEIGER-LERCHENFELD A., n.d., *Die Grotten und Höhlen des Karst (Laibach - Planina - Adelsberg - Divaca [St. Canzian] Nabresina [Duino, Timavo] – Triest Unterwegs, Schilderungen und Naturansichten von den beliebtesten*, Wien, Pest, Leipzig : 135-141.
- SEGUI LLINAS M., 2005, *Le difficile concept de soutenabilité en tourisme*, in *Tourisme et souci de l'autre*, Paris, éd. l'Harmattan : 107-128.
- SENL N., 2004, *La notion d'ancrage territorial, Contribution à l'analyse des lieux touristiques, Le cas de la station de Saint Pierre de Chartreuse*, Mémoire de DEA préparé sous la direction de J. Corneloup, Université Joseph Fourier, 164 p.
- ŠERKO A., MICHLER I., 1953, *La grotte de Postojna et les autres curiosités du karst (traduction de Kuret N.)*, Ljubljana, éd. Kraška jame Slovenije, 209 p.
- SERRE Y., 1992, *Le grand site de Pont d'Arc/ Gorges de l'Ardèche*, in *Tourisme et Environnement, actes du colloque organisé par les ministères de l'Environnement et du Tourisme, Palais des congrès de la Rochelle, 13 et 14 mai 1991*, Paris, éd. la Documentation Française : 134-137.
- SHAW T. R., 1978, *Adolf Schmidl (1802-1863) the father of modern speleology ?*, in *International Journal of Speleology*, vol. 10 (3-4): 253-267.
- SHAW T. R., 1992, *History of cave science. The exploration and study of limestone caves, to 1900*, Broadway, Australia, éd. The Sydney Speleological Society, 338 p.
- SHAW T. R., 2000, *Foreign travellers in the Slovene Karst, 1537 – 1900*, Ljubljana, éd. ZRC SAZU, 244 p.
- SHAW T. R., 2005, *Škocjanske jame, Slovenia, in 1891 – an alpine club excursion*, in *Acta Carsologica*, 34/ 1: 236-260.
- SHAW T. R., 2006, *Names from the past in Postojnska Jama (Postojna Cave)*, Ljubljana, éd. ZRC SAZU, 151 p.
- SHAW T. R., CUK A., 2004, *Technical developments for tourism in Postojnska jama, Slovenia, 1852-2002*, in 4th International ISCA Congress, Use of modern technologies in the development of caves for tourism, Postojna, 21-27 October 2002: 91-98.
- ŠIBENIK M., 1968, *Pregled obiska Postojnske Jame*, in 150 Left Postojnske Jame 1818-1968, Beograd, éd. Naucna knjiga : 37-40.
- SIBONY D., 1997, *Le patrimoine. Un lieu d'être autrement*, in *Patrimoine et passions identitaires, Actes des Entretiens du Patrimoine*, Paris, éd. Fayard : 33-41.
- SKET B., 1983, *Predlog za zaščito biološko pomembnih področij v krasu jugoslavije (Proposal for protection of biologically representative sites in the yugoslave karst)*, in Mednarodni simpozij « Zaščita Krasa ob 160-letnici turisticnega razvoja Škocjanskih jam », Octobre 1982, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoci Raziskovalne skupnosti Slovenije: 79-81.
- SKOBERNE P., 2004, *Ljublanica, od izvira do izliva*, Ljubljana, éd. Mladinska knjiga, 104 p.
- SLABE T., 1996, *Rocky relief in some caves of Notranjsko podolje*, in *Acta Carsologica*, XXV: 207-220.
- SLOVAK MUSEUM OF NATURE PROTECTION AND SPELEOLOGY, 1994, *First show caves in central Europe*, Liptovský Mikuláš, éd. Slovak Museum of Nature Protection and Speleology, n. p.
- SLOVENIAN WRITER'S ASSOCIATION, 1999, *Vilenica 14, the annual Central European International literary meeting*, brochure informative, 23 p.
- SMERDU R., 1983, *Varstvo naravne in kulturne dediščine na območju Škocjanskih Jam (Schutz der natürlichen und kulturellen Erbschaft im Gebiet der Skocjanske Jame)*, in Mednarodni simpozij « Zaščita Krasa ob 160-letnici turisticnega razvoja Škocjanskih jam », Octobre 1982, Sežana, éd. SOZD TIMAV, DO TOP, TOZD Gostinstvo Sežana ob pomoci Raziskovalne skupnosti Slovenije : 67-71.
- SMREKAR A., 2000, *Cerkniško polje ko primer poseljenega kraškega ranljivega območja*, in *Geographica slovenia 33 I., Landscape vulnerable areas in Slovenia* : 117-146.
- SMREKAR A., 2002, *Družbeno – geografske značilnosti polja v luci obremenjevanja voda*, in *Jezero, Ki Izginja, Monografija o Cerkniškem jezeru*, Ljubljana, éd. Društvo Ekologov Slovenije : 265-275.
- SPINDLER J., 2003, *Introduction : le tourisme du XXI^{ème} siècle*, in *Le tourisme au XXI^{ème} siècle*, Paris, éd. l'Harmattan : 9-25.
- SPINDLER J. (et al.), 2003, *Le tourisme au XXI^{ème} siècle*, Paris, éd. l'Harmattan, 463 p.
- SPIRE A., 1999, *La pensée-Prigogine*, Paris, éd. Desclée de Brouwer, 206 p.
- STATISTICAL OFFICE OF THE REPUBLIC OF SLOVENIA, 2004, *Statistical yearbook of the Republic of Slovenia 2004*, Ljubljana, éd. CIP, 650 p.
- STATISTICAL OFFICE OF THE REPUBLIC OF SLOVENIA, 2002, *Annual review of tourism, Slovenia, 2002*, Ljubljana, éd. CIP, 226 p.
- STEICHEN P., 2004, *Quels statuts juridiques pour les sites Natura 2000 ?*, in *Etudes foncières - n°108* : 7-12.
- STEINBERG F. A. Von, 1758, *Gründliche Nachricht von dem in dem Inner-Crain gelegenen Czircknißer-See*, 235 p.
- STEINBERG H., LAZARE M., 1981, *Les feuillets du petit journal de 1890 à 1894 : contenu de présentations et typologie des personnages*, in *Pratique de l'analyse des données, vol.3*, Paris, éd. Dunod : 261-281.
- STOCK M. (dir.), 2003, *Le tourisme, Acteurs, lieux et enjeux*, Paris, éd. Belin, 299 p.
- STUPAR M., 2004, *Protected areas on karst in Slovenia*, communication lors du colloque «Karst and world heritage in Europe», Nov. 2004, Lipica, Slovénie.

T

- THIBAL S., 1996, *Le concept de développement durable appliqué au tourisme-exposé introductif*, in *Actes du colloque « Développement touristique durable : conciliation des intérêts économiques, culturels, sociaux, scientifiques et environnementaux »*, organisé par le Conseil de l'Europe, Strasbourg, éd. Conseil de l'Europe : 31-34.
- THIBAUT J.-P., 1992, *Le développement d'une politique « Grands Sites »*, in *Tourisme et Environnement, actes du colloque organisé par les ministères de l'Environnement et du Tourisme, Palais des congrès de la Rochelle, 13 et 14 mai 1991*, Paris, éd. la Documentation Française : 115-128.
- THOM R., 1983, *Paraboles et catastrophes*, Paris, éd. Flammarion, 189 p.
- THOM R., 1991, *Prédire n'est pas expliquer*, Paris, éd. Flammarion, 173 p.
- TOCQUEVILLE A. (de), 1992, *De la démocratie en Amérique*, éd. originale de 1835 (1er tome) et 1840 (2ème tome), Paris, éd. Gallimard, 466 p., 428 p.

- TOMATIS J., 2000, *Dictionnaire des concepts et méthodes de l'observation touristique*, Paris, éd. Observatoire National du Tourisme, 131 p.
- TREBUCHON J., 2000, *La saga de l'aven d'Ornac-Issirac, L'épopée d'une fantastique découverte souterraine et ses ahurissantes conséquences*, Vallon Pont d'Arc, éd. à compte d'auteur, 240 p.
- TRONC C., 1981, *Le thème de la joie en ancien français : analyse des cooccurrences de 30 vocables dans 15 romans*, in *Pratique de l'analyse des données*, vol.3, Paris, éd. Dunod : 177-182.
- TSHERTER E., 1995, *Préhistoire de l'entrée des gorges de l'Ardèche*, in *Spelunca*, n°58 : 32-35.
- TSHERTER E., 1999, *Cirque d'Estre et Combe d'Arc avant la grotte Chauvet*, in *Rencontres avec le passé, Cahiers de l'exposition de Vallon*, Association des amis de l'histoire de la région de Vallon Pont d'Arc : 127-142.
- TSHERTER E., 2002, *Spéléologie, archéologie, patrimoine à Vallon, essai de chronologie pour le XX^{ème} siècle*, in *Rencontres avec le passé, Cahiers de l'exposition de Vallon*, Association des amis de l'histoire de la région de Vallon Pont d'Arc : 115-118.
- TSHERTER E., SZEKELY M., 1993, *Grottes murées, grottes aménagées... l'utilisation des grottes aux temps historiques dans la région de Vallon*, in *Rencontres avec le passé, Cahiers de l'exposition de Vallon*, Association des amis de l'histoire de la région de Vallon Pont d'Arc : 15-25.
- TSHERTER E., SZEKELY M., 2002, *La grotte des Huguenots*, in *Rencontres avec le passé, Cahiers de l'exposition de Vallon*, Association des amis de l'histoire de la région de Vallon Pont d'Arc : 62-81.

U

- URBAN G., 1898, *Le Caverne di S. Canziano*, in *Il turista organo del Club Touristi Truestini*, vol. 5 : 17-18.
- UREDILA ALENKA GABERŠČIK, 2002, *Jezero, Ki Izginja, Monografija o Cerkniskem jezeru*, Ljubljana, éd. Društvo Ekologov Slovenije, 333 p.

V

- VADROT C.-M., 1987, *France verte, guide des 1000 plus beaux sites naturels*, Paris, éd. du May, 304 p.
- VALENA T., KRANJIC A., REBOLJ D., LAPORNIK M., ŠTAJER J., 2004, *Evropski Muzej Krasa*, Predlog, Ljubljana, 23 p.
- VALVASOR J.W., 1689, *Die Ehre des Hertzogthums Crain*, I. Band, Buch I à IV, Laybach, 696 p.
- VEKAR J., 1989, *170 years of visiting the Postojna cave (1818-1988)*, in *Cave tourism, proceedings of International Symposium at 170 anniversary of Postojnska jama*, Ljubljana, éd. IZRK : 190-200.
- VELLAS F., 2003, *Le tourisme international et la mondialisation*, in *Le tourisme au XXI^{ème} siècle*, Paris, éd. l'Harmattan : 369-381.
- VESENJAK P., 1996, *Le développement du tourisme durable en Slovénie*, in *Actes du colloque « Développement touristique durable : conciliation des intérêts économiques, culturels, sociaux, scientifiques et environnementaux »*, organisé par le Conseil de l'Europe, Strasbourg, éd. Conseil de l'Europe : 15-19.
- VIARD J., 1998, *Réinventer les vacances*, Paris, éd. la Documentation Française, 335 p.
- VIDIC M. (et al.), 1999, *Ilustrirana zgodovina Slovencev*, Ljubljana, éd. Mladinska knjiga, 526 p.

- VIGOUR C., 2005, *La comparaison dans les sciences sociales - Pratiques et méthodes*, Paris, éd. La Découverte, 335 p.
- VIOLIER PH., 1999, *Les acteurs du système touristique et leurs logiques spatiales*, in *L'espace local et les acteurs du tourisme*, Rennes, éd. Presses Universitaires de Rennes : 57-67.
- VIOLIER PH. (DIR), 1999, *L'espace local et les acteurs du tourisme*, Rennes, éd. Presses Universitaires de Rennes, 170 p.
- VIOLIER PH., 2000, *Points de vue et lieux touristiques du monde*, in *Mappemonde 57* : 7-11.
- VLES V., 1996, *Les Stations touristiques*, Paris, éd. Economica, 111 p.
- VOURC'H A., 1999, *« Vaut le détour! », les grands sites*, Paris, éd. Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Icomos France, 75 p.
- VOURC'H A., 1992, *La valorisation des « grands sites »*, in *Tourisme et Environnement, actes du colloque organisé par les ministères de l'Environnement et du Tourisme, Palais des congrès de la Rochelle, 13 et 14 mai 1991*, Paris, la Documentation Française : 155-160.
- VRIŠER I., 1964, *Regionalno prostorsko nacrtovanje turizma v postojnski občini (la planification régionale du tourisme dans la commune de postojna)*, in *Geografski vestnik*, n°XXVI : 51-68.

W

- WALLISER B., 1977, *Systèmes et modèles. Introduction critique à l'analyse des systèmes*, Paris, éd. du Seuil, 247 p.
- WALLNER A., 1914, *Die Kronprinz-Rudolf-Grotte bei Divacca*, Adria und Ostalpen, vol. 6 : 78-79.
- WALLON A., 1981, *La Vie Quotidienne dans les villes d'eaux 1850-1914*, Paris, éd. Hachette, 349 p.
- WALTHAM T., 1974, *Caves*, London, éd. Macmillan, 240 p.

Z

- ZIGMANT A., 1990, *Aménagement du territoire, la leçon des grandes missions*, in *Les Cahiers Espaces* n°21 : 13-18.
- ZORMANT T., 2002, *Škocjan Network of Natural Heritage*, in *The Škocjan Caves Regional Park*, Ljubljana, éd. Park Škocjanske jame: 26-30.
- ZORMANT T., 2004, *Škocjanske jame in the past and today*, in *4th International ISCA Congress, Use of modern technologies in the development of caves for tourism*, Postojna, 21-27 October 2002: 111-116.
- ZUANON J.-P., 1995, *Chronique d'un « parc oublié ». Du parc de La Bérarde (1913) au parc national des Ecrins (1973)*, in *Revue de Géographie Alpine*, Numéro hors-série, 144 p.
- ZUINDEAU B., 1997, *Le développement durable : une introduction générale*, in *Environnement, représentations et concepts de la nature*, Paris, éd. l'Harmattan : 191-204.
- ZYSBERG C., GUIGNABEL G., 1990, *Pour un environnement du tourisme*, in *Les Cahiers Espaces*, n°21 : 49-62.

Sources

A/ TEXTES DE LOIS ET DÉCRÊTS

FRANCE

Journal Officiel de la République Française, Loi du 30 mars 1887 sur la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique national.

Journal Officiel de la République Française, Loi du 21 avril 1906 organisant la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique (JO du 24 avril 1906).

Journal Officiel de la République Française, Loi du 31 décembre 1913 (modifiée) sur les monuments historiques (JO du 4 janvier 1914).

Journal Officiel de la République Française, Loi du 2 mai 1930 (modifiée) sur la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque (JO du 4 mai 1930).

Journal Officiel de la République Française, Loi du 27 Septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques (JO du 15 Octobre 1941).

Journal Officiel de la République Française, Loi n°60-708 du 22 juillet 1960 relative à la création de parcs nationaux (JO du 23 juillet 1960).

Journal Officiel de la République Française, Loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature (JO du 13 juillet et rectification du 28 nov. 1976).

Journal Officiel de la République Française, Loi n°85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne (JO du 10 janvier 1985).

Journal Officiel de la République Française, Loi n°86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (JO du 4 janvier 1986).

Journal Officiel de la République Française, Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (JO du 10 janvier 1992).

Journal Officiel de la République Française, Loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (JO du 9 janvier 1993).

Journal Officiel de la République Française, Loi n°2001-44 du 17 Janvier 2001, Loi relative à l'archéologie préventive (JO du 9 Mars 2004).

Journal Officiel de la République Française, Loi n° 2006-437 du 14 avril 2006 portant diverses dispositions relatives au tourisme (JO du 15 avril 2006).

Journal Officiel de la République Française, Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques (JO du 31 décembre 2006).

Ministère de l'Environnement et du cadre de vie, 14/01/1980, *Décret n°80-27 du 14 janvier 1980 portant création de la réserve naturelle des Gorges de l'Ardèche (Ardèche et Gard)*, 6 p.

SLOVÉNIE

Journal of the Republic of Slovenia, 1993, Environmental Protection Act.

Journal of the Republic of Slovenia, 01/10/1996, Škocjan Caves Regional Park Act.

Journal of the Republic of Slovenia, 27 novembre 1996, Decree on the founding of the public service agency Park Škocjanske Jame, Slovenija, n. p.

Journal of the Republic of Slovenia, 1998, Promotion of Tourism Act, OJ RS, No. 57/98.

Journal of the Republic of Slovenia, 30 June 1999, Nature Conservation Act, Number: 801-01/98-7/4

Journal of the Republic of Slovenia, 1999, Cultural Heritage Protection Act.

Journal of the Republic of Slovenia, 17/12/2003, Cave Protection Act.

Obcine Cerknica, 23/07/2002, ODLOK o Notranjskem regijskem parku Številka: 35208 – 1/2002, 19 p.

Obcine Cerknica, 23/07/2002, ODLOK o ustanovitvi javnega zavoda Notranjski regijski park Številka : 35208 – 2/2002, 6 p.

Obcine Cerknica, 02/10/2002, Statut javnega zavoda Notranjski Regijski Park Številka : 35208 – 3/2002, 12 p.

B/ LES ARTICLES DE PRESSE, EXTRAITS DE MAGAZINES ET DE REVUES

Ces sources ont été essentiellement mobilisées dans le cadre du travail effectué autour des gorges de l'ardèche.

Cette recherche s'appuie sur un corpus constitué de près de 300 articles, datés pour l'essentiel de 1960 à 2007, extraits de journaux, hebdomadaires et quotidiens, départementaux ou nationaux. Les plus utilisés sont : 1/ dans la presse locale : *Le Dauphiné Libéré*, *La Tribune*, *Envol*, *Le Méridional*, *La Terre Vivaroise* ; 2/ dans la presse nationale : *Le Monde*, *Les échos*, *Libération*, *Le Figaro*, *Le Nouvel Observateur*.

Par ailleurs, des articles ont été consultés dans les revues suivantes : *Ça m'intéresse*, *Sciences et Vie*, *Cultures et Recherche*, *Cévennes magazine*, *VSD*, *Trésors et détectations*.

C/ SITOGRAPHIE

(RÉFÉRENCIATION DES SOURCES DE DONNÉES LES PLUS UTILISÉES)

DONNÉES GÉNÉRALES

- Site Internet du patrimoine mondial de l'Unesco : <http://whc.unesco.org/fr/patrimoi.htm>

Avec la consultation des documents suivants :

UNESCO, Août 2003, *Biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial*.

UNESCO, 1972, *Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*, 18 p.

Ainsi que les documents relatifs à la mise en place des programmes MAB : <http://www.unesco.org/mab/frenchpage.htm>

- Site Internet de l'IUCN : www.iucn.org/
- Site Internet de Ramsar : <http://www.ramsar.org/>
- Site Internet de l'OMT : www.world-tourism.org

FRANCE

- CD-Room de l'Insee : Inventaire communal de l'Ardèche et du Gard, 1998.

- Site Internet de l'INSEE et plus précisément du recensement de 1999 : www.recensement.insee.fr

- Site Internet du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable : www.ecologie.gouv.fr
- Site Internet du Ministère du Tourisme : www.tourisme.gouv.fr
- Site Internet de la Fédération Française de Spéléologie : www.ffspeleo.fr/

Les bulletins de liaisons de la commission scientifique de la Fédération Française de Spéléologie Spéléoscope (1996-2005) à l'adresse suivante : <http://environnement.ffspeleo.fr/publications/revue.php?id=585>

- Site Internet des grands sites de France : www.grandsitedefrance.com

Avec la consultation des documents suivants :

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, 29/04/1997, *Les opérations Grands Sites (OGS), Présentation Générale*.

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, mai 2003, *Règlement d'usage du label « Grand Site de France »*.

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, 13/07/2003, *Création et mise en œuvre de la marque Grand Site de France*.

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, Juin 2004, *Carte : Les opérations Grand Site*.

DONNÉES SUD-ARDÉCHOISES

- Site Internet de la Diren Rhône-Alpes : www.rhone-alpes.ecologie.gouv.fr/
- Site Internet du conseil général de l'Ardèche : www.ardeche.fr/
- Site Internet de la préfecture de l'Ardèche : www.ardeche.pref.gouv.fr/
- Site Internet du syndicat de gestion des gorges de l'Ardèche : www.gorgesdelardeche.fr/
- Site Internet du Comité Départemental du Tourisme de l'Ardèche : www.ardeche-guide.com/
- Site Internet de l'office de tourisme de Vallon-Pont-d'Arc : www.vallon-pont-darc.com/ ; www.tourisme.fr/office-de-tourisme/vallon-pont-d-arc.htm
- Site Internet de l'Aven d'Orgnac et des autres grottes touristiques situées autour des gorges de l'Ardèche : www.orgnac.com/ ; www.grottemadeleine.com/ ; www.saint-remeze.com/avenmarzal-zoo.htm ; www.laforestiere.net/
- Site Internet du pays Ardèche méridionale : www.pays-ardeche-meridionale.net

Avec la consultation de plusieurs documents sur la construction du pays ardèche méridionale :

Juin 1999, Le contrat global de développement, Ardèche Méridionale, document de synthèse, 61 p.

CABINET STRATER, Octobre 2003a, *Charte du Pays de l'Ardèche Méridionale, Cahier 1, le diagnostic du territoire*, 95 p.

CABINET STRATER, Octobre 2003b, *Charte du Pays de l'Ardèche Méridionale, Cahier 2, Le projet du territoire*, 90 p.

- Site Internet du PNR des Monts d'Ardèche : www.parc-monts-ardeche.fr/

Avec la consultation du document suivant :

PARC NATUREL RÉGIONAL DES MONTS D'ARDÈCHE, 2002, Charte de qualité « accueil du Parc naturel Régional des Monts d'Ardèche », 5 p.

SLOVÉNIE

- Site Internet du gouvernement slovène : www.uvi.si/eng/
- Site Internet du ministère de l'Environnement : www.gov.si/mop/en/index.htm
- Site Internet de l'office des statistiques nationales : www.stat.si/eng/tema_okolje.asp
- Site Internet des espaces protégés en Slovénie : kremen.arso.gov.si/nvatlas/users/login.asp?refurl=%2Fnavatlas%2Ffewmap%2Easp
- Site Internet de l'office de tourisme slovène : www.slovenia.info
- Données générales sur les grottes touristiques slovènes : www.burger.si/uvod/facts_caves.html
- Site Internet de la grotte de Postojna : www.postojnska-jama.si/
- Site Internet de la grotte de Škocjan : www.park-skocjanske-jame.si/

D/ LES FONDS DE CARTE

CARTES TOPOGRAPHIQUES FRANÇAISES

D07, carte départementale de l'Ardèche au 1/125 000 – IGN, 2003.

2939 OT, Les gorges de l'Ardèche, carte au 1/25 000 – IGN, 1996.

CARTES TOPOGRAPHIQUES SLOVÈNES

Izletniška karta Notranjski kras, carte touristique du karst de Notranjska au 1/50 000 - Geodetski zavod Slovenije, 2004.

Izletniška karta Primorje in kras, carte touristique du karst du littoral au 1/50 000 - Geodetski zavod Slovenije, 2003.

Slovenska Istra, Čičarija, Brkini in kras, carte du karst du littoral au 1/50 000 - Geodetski zavod Slovenije, 1997.

Snežnik, carte du massif du Snežnik au 1/50 000 - Geodetski zavod Slovenije, 1999.

Notranjski kras, carte touristique du karst de Notranjska au 1/20 000 - Geodetski zavod Slovenije, 1996.

Regijski park Škocjanske jame, carte du parc régional des grottes de Škocjana au 1/6000 - Inštitut za geodezijo in fotogrametrijo FGG, 1998.

CARTE TOPOGRAPHIQUE ITALIENNE

Carso Triestino, carte topographique du karst de Trieste au 1/25 000 – Transalpina Editrice Trieste, 2004.

E/ LES FONDS D'ARCHIVES

E1/ Archives départementales de l'Ardèche

ainsi que les documents récoltés auprès :

- E2/ du service tourisme et environnement de la région Rhône-Alpes
- E3/ du service environnement de la préfecture de l'Ardèche
- E4/ des services du conseil général de l'Ardèche
- E5/ des services du conseil général du Gard
- E6/ du comité départemental du tourisme de l'Ardèche
- E7/ de la mairie d'Ornac-l'Aven
- E8/ de la mairie de Saint-Marcel-d'Ardèche
- E9/ de la mairie de Salavas
- E10/ de la mairie de Vallon-Pont-d'Arc
- E11/ du syndicat de gestion des gorges de l'Ardèche
- E12/ de l'Aven d'Ornac et du musée régional de la préhistoire
- E13/ de M. Pivert, président de l'Association de Protection des Gorges de l'Ardèche (APGA)
- E14/ de l'Institut du Karst (Postojna)

E1/ FONDS D'ARCHIVES DU DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Données générales sur le tourisme dans le Sud-Ardèche

Fonds 1305 W 1 à 3 - documents couvrant la période 1955 à 1977.
Documents relatifs à la création et au fonctionnement du comité départemental du tourisme, registre des délibérations, plan de développement du tourisme, manifestations pour la promotion du tourisme ardéchois.

Fonds 1305 W 6 - documents couvrant la période 1977-1979.
Correspondance entre le Comité Départemental du Tourisme et la préfecture de l'Ardèche pour promouvoir le développement du tourisme en Ardèche.

Fonds 1305 W 13 - documents couvrant la période 1960-1975.
Document du Comité Départemental du Tourisme : notes de présentation du tourisme en ardèche, notes de synthèse, conclusions sur la fréquentation et les pratiques touristiques, analyse des changements intervenus suite à la construction de la route des gorges.

Fonds 1305 W 14 et 15 - documents couvrant la période 1960-1975.
Actions de promotion du tourisme en Ardèche, bilan des différents salons effectués par le CDT.

Fonds 53 J 9 – documents couvrant la période 1960-1970.
Divers documents sur le tourisme en Ardèche, notamment des articles de presse des années 1960 qui montrent les investissements réalisés pour développer le tourisme dans le Sud-Ardèche.

Fonds 1108 W 3 – documents couvrant la période 1950-1960.
Les orientations à prendre en terme d'aménagement dans la région d'Aubenas : Aubenas comme centre industriel et Vallon comme centre touristique.

Fonds Vals-les-Bains, non classé - documents couvrant la période 1900-1960.

Présence de très nombreuses pièces d'archives déposées par le président du syndicat d'initiative de Vals-les-Bains : les délibérations du syndicat, brochures touristiques présentant différents circuits touristiques autour de Vals et dans les gorges de l'Ardèche, comptes-rendus d'excursions, projet de développement, plusieurs numéros de la revue Vivarais-Tourisme-Séjour.

La gestion de la ressource en eau

Fonds 8 S 127 - documents couvrant la période 1900-1930.
Dossier du projet de barrage de Dona Vienne, les gorges de l'Ardèche, 1900-1930.

Fonds 1500 W 12 - documents couvrant la période 1984-1985.
Dossier relatif à l'aménagement du barrage de Pont-de-Veyrières

Fonds 1300 W 34 et 35 - documents couvrant la période 1982-1990.
Documents relatifs à la qualité des eaux de baignade dans les gorges de l'Ardèche : rapport des services sanitaires, articles de presse, correspondance entre le préfet de l'Ardèche, les services administratifs, les maires des communes de gorges.

Fonds 1300 W 36 - documents couvrant la période 1982-1990.
Réglementation de la navigation dans les gorges de l'Ardèche, interdiction des descentes en « boudin ».

La route touristique des gorges

Fonds 1 N 2 75 à 93 - documents couvrant la période 1953-1970.
Registres des délibérations du conseil général de l'Ardèche. Prise de position par rapport à la construction de la route touristique des gorges. Prise de position du préfet en faveur de la construction de la route touristique à condition que des mesures soient prises pour protéger les gorges.

Fonds 1699 W 29 et 30 – documents couvrant la période 1950-1960.
Documents relatifs à la construction de la route touristique des gorges : Projet de la route touristique dans les gorges de l'Ardèche : rapport descriptif et justificatif, pièces relatives au site inscrit de 1943.

Fonds 1699 W 31 à 34 – documents couvrant la période 1953-1965.
Premier projet d'une route touristique (1954) : présentation du tracé et des différents tronçons.

Fonds 53 J 10 – documents couvrant la période 1950-1970.
Dossier sur les routes touristiques en Ardèche. Coupures de presse de 1953 et des années 1960 relatives à la construction de la route touristique des gorges. Courriers de protestation adressés au président de la commission des sites, contre la construction de la route touristique.

La réserve naturelle

Fonds 1158 W 56 – documents couvrant la période 1970 – 1976.
Commission départementale des sites : premier projet de réserve naturelle (2472 ha), procès verbaux relatifs à la création de la réserve naturelle, à la protection de l'aven d'Ornac.

Fonds 1158 W 97 – documents couvrant la période 1972 – 1978.
Les problèmes posés par la concentration de campings dans le secteur de Vallon-Pont-d'Arc, proposition de rééquilibrage entre les communes situées autour des gorges.

Fonds 1158 W 115 – documents couvrant la période 1970 – 1980.
Mise en place de la réserve naturelle : correspondance du préfet avec les services de l'administration, les présidents des associations de protection de la nature.

Fonds 1180 W 18 - documents couvrant la période 1965-1978.
Mise en place de la réserve naturelle des gorges de l'ardèche : l'ensemble des PV et autres documents de travail relatifs aux réunions pré-enquête publique (1976 à 1878). Les différents projets d'aménagements dans les gorges : le projet d'aménagement Coche, le projet Gojon d'aménagement dans les gorges, DATAR. Bilan des projets d'aménagements effectués par un stagiaire de l'ENA en 1974, note du ministre de la Qualité de la Vie adressée à l'ensemble des préfets (27/08/1974) précisant les finalités d'une réserve naturelle.

Fonds 1180 W 19 - documents couvrant la période 1978-1980.
Mise en place du GIGA, composition, membres du bureau. Acquisition du domaine de gaud par conseil général de l'Ardèche. Bilan de la réglementation applicable dans les gorges.

Fonds 1180 W 20 et 21 - documents couvrant la période 1978-1980.
Dossier d'enquête publique de la création de la réserve, les délibérations des différents conseils municipaux, les prises de positions de différents syndicats, les cartes du plan d'urbanisme approuvé en 1971, des coupures de presse sur la mise en place de la réserve, les registres de délibération des communes.

- Fonds 1180 W 25 - documents couvrant la période 1940-1980.
Carte comparative avec les limites de la zone non-constructible de 1971, du site inscrit de 1943, du projet d'instance de classement, du projet de réserve naturelle.
- Fonds 1300 W 31 - documents couvrant la période 1988-1990.
Le passage du GIGA au SIVA (respectivement première et deuxième structure gestionnaire de la réserve naturelle), arrêté interpréfectoral relatif aux statuts du SIVA.
- Fonds 1300 W 40 à 42 - documents couvrant la période 1979-1987.
Budget et financement du GIGA, rapports d'activité.
- Fonds 1305 W 21 et 22 – documents couvrant la période 1965-1977. *Documents relatifs à l'étude de la mise en place d'une réserve naturelle autour des gorges de l'Ardèche : rapports de gendarmerie concernant la fréquentation touristique des gorges, mise en avant du camping sauvage, projets de développement touristique porté par le syndicat mixte de l'équipement de l'Ardèche, correspondance entre le préfet de l'Ardèche et les différentes instances administratives.*
- Fonds 1305 W 23 - documents couvrant la période 1970-1977.
Les différents projets de création d'une réserve naturelle autour des gorges de l'Ardèche : évolution de la composition des comités consultatifs et scientifiques, des actions de la réserve et de son périmètre d'action.
- Fonds 1305 W 25 – documents couvrant la période 1977-1980.
Le dossier de création de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche tel qu'il a été soumis à l'enquête publique, le rapport de la commission d'enquête avec la présentation des différentes remarques effectuées par les locaux lors de l'enquête publique, les lettres des différents services et administrations donnant leur avis sur la création de cette réserve.
- Fonds 1500 W 9 – documents couvrant la période 1975-1980.
Délibérations de la commission départementale des sites, notes sur l'opération « Ardèche Claire » conduite dans les gorges de l'Ardèche, par l'Association de Protection des Gorges de l'Ardèche (APGA).
- Fonds 1500 W 10 – documents couvrant la période 1980-1981.
Documents de la commission départementale des sites relatifs à l'aménagement et au classement des abords du Pont d'Arc, étude de la Frapna sur les sites à protéger.
- Fonds 1500 W 21 à 24 – documents couvrant la période 1978-1987.
Convention pour la gestion de la réserve naturelle entre le ministère et le Groupement Intercommunal des Gorges de l'Ardèche (GIGA, première structure responsable de la gestion de la réserve naturelle). Bilans financiers des actions conduites par le GIGA, correspondance entre le GIGA et les services de la préfecture, documents de communication, réglementation de la navigation dans les gorges, présentation des mini-sessions de formation assurées par le comité scientifique.
- Fonds 1500 W 30 et 31 – documents couvrant la période 1985-1992.
Réserve naturelle des gorges de l'Ardèche : infractions constatées par la gendarmerie. Mise en place du SIVA, courrier de la Frapna devant le tribunal administratif de Lyon. Opération Grand Site : les projets d'aménagement envisagés par le cabinet Poncet (Villeurbanne).
- Fonds 1500 W 43 – documents couvrant la période 1985-1992.
Budgets du GIGA, dossiers d'aménagement des chemins d'accès dans le fond des gorges. Mise en place d'une réflexion autour de la création d'un syndicat mixte pour gérer la réserve.
- Fonds 1625 W 13 – documents couvrant la période 1987-1993.
Mise en place d'une réflexion autour de la protection de l'aigle de Bonelli : programmes d'actions, correspondance entre les associations de protection de la nature et la structure gestionnaire de la réserve naturelle.

- Fonds 1625 W 15 - documents couvrant la période 1986-1992
Passage du GIGA au SIVA, convention de gestion avec le SIVA pour la gestion de la réserve. Courrier de la Frapna mettant en cause la faiblesse du volet scientifique de la réserve naturelle.
- Fonds 1625 W 16 à 19 - documents couvrant la période 1978-1986.
Dossier de classement des abords du Pont d'Arc : exposition des motifs de classement, carte, justification de la demande de classement. Rapport de la commission des sites, étude de réhabilitation et de mise en valeur du site classé des abords du pont d'arc et de sa périphérie, CEDRAT SA - Girard, cabinet d'architecte à Meylan (1985). Le projet de classement voulu par les différentes administrations et l'Etat. Projet de réhabilitation du Pont d'Arc, avec des rapports à la commission des sites, des réunions de concertation.

Les grottes touristiques

- Fonds 1500 W 11 - documents couvrant la période 1982-1983.
Commission départementale des sites : dossier de réaménagement du circuit touristique dans l'aven Orgnac.
- Fonds 1625 W 23 - documents couvrant la période 1970-1980.
Notes relatives à l'aménagement de l'aven d'Orgnac : études scientifiques mettant en avant les impacts qu'aurait l'ouverture d'un second accès au niveau de l'aven-grotte de la Forestière, délibération de la commission des sites, les procédures de classement des tréfonds, les conflits entre les communes d'Orgnac-L'Aven et Issirac.
- Série E dépôt 45 D 7 - documents couvrant la période 1850-1930.
Documents relatifs aux grottes de Saint-Marcel, à leur mise en tourisme puis au développement de cette activité commerciale.
- Fonds 7 M 1957 - documents couvrant la période 1850-1930.
Adjudication des grottes de Saint-Marcel, cahier des charges des eaux et des forêts.
- Fonds 1500 W 44 - documents couvrant la période 1985-1990
Documents relatifs à la réouverture des grottes de Saint-Marcel : articles de presse, budget et rapports d'activité 1989-1990.

E2/ FONDS D'ARCHIVES DU SERVICE TOURISME ET ENVIRONNEMENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Avec notamment les documents suivants (liste non exhaustive) :

- CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL RHÔNE-ALPES, 16/06/1998, *Rapport pour une politique régionale de gestion et de préservation des espaces naturels sensibles ou remarquables*, 67 p.
- CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL RÉGIONAL RHÔNE-ALPES, 21/04/1999, *Contribution du conseil économique et social à l'élaboration d'un schéma régional d'aménagement et de développement du territoire à 20 ans*, rapport n°99-9, 50 p.
- CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL RÉGIONAL RHÔNE-ALPES, 21/11/2000, *Avis sur la contribution du tourisme au schéma régional d'aménagement et de développement du territoire*, rapport n°00-13, vol. 1, 105 p.
- CONSEIL ÉTUDE ORGANISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE, 2001, *Enquête sur les activités physiques pleine nature, Ardèche méridionale*, n. p.
- MISSION D'INGÉNIERIE TOURISTIQUE RHÔNE-ALPES, Juin 2004, *Réflexion stratégique pour une filière « grottes et jardins de Rhône-Alpes »*, document de travail, 45 p.
- MITRA, Août 2004, *Vers une filière « Sites patrimoniaux de découverte de la nature », réflexion stratégique et pistes de développement*, document de travail, 67 p.

E3/ FONDS D'ARCHIVES DU SERVICE ENVIRONNEMENT DE LA PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE :

Les comptes-rendus et délibérations de la commission des sites (1950-2006)

Les comptes-rendus des réunions du comité consultatifs et du comité scientifique de la réserve naturelle (1980-2006)

Les arrêtés

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE, 17/12/1990, *Arrêté préfectoral n° 90-11285 portant création de l'arrêté de biotope de la dent de Rez.*

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE, 15 mai 1996, *Arrêté préfectoral n°96/525 délimitant l'aire de bivouacs de gaud, située dans la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche, commune Saint-Remèze, section C4, parcelles n°617, 618, 619.*

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE, 15 mai 1996, *Arrêté préfectoral n°96/525 délimitant l'aire de bivouacs de gournier, située dans la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche, commune Saint-Remèze, section C, parcelles n°1097, 1102 à 1105, 1108 à 1111, 1114, 1117 à 1121, 1184, 1228, 1229, 1232, 1288.*

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE, 19 octobre 1998, *Arrêté préfectoral n°98/1524 portant missions et composition du conseil scientifique de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche.*

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE, 19 octobre 1998, *Arrêté préfectoral n°98/1523 portant désignation des membres du Conseil Scientifique de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche.*

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE, 19 Octobre 1998, *Arrêté interpréfectoral n°98-1525 portant désignation au Comité Consultatif de la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche.*

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE, 12 juillet 1999, *Arrêté Préfectoral réglementant l'accès, les visites et les études des réseaux II et II (pour partie) de l'Aven d'Orgnac.*

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE, 12 décembre 2002, *Arrêté préfectoral n°ARR-2002-346-12 portant missions, composition et désignation des membres du conseil scientifique de la réserve naturelle des gorges de l'ardèche.*

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE, 2003, *Arrêté interpréfectoral n°ARR-2003-65-2 portant règlement intérieur de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche.*

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE, 26 mars 2004, *Arrêté interpréfectoral approuvant les nouveaux statuts du Syndicat Intercommunal des Gorges de l'Ardèche et leur Région Naturelle (SIGARN).*

Ainsi que les documents suivants (liste non exhaustive)

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT, 2004, *Document d'informations du réseau Natura 2000 en Ardèche.*

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE, juillet 1983, *La réserve naturelle des gorges de l'ardèche. Dispositions législatives et réglementaires*, 114 p.

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE, janvier 2004, *Document cadre du développement éolien en Ardèche*, document de travail, 78 p.

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE, 12 juillet 2004, *Note à l'attention de Monsieur le Préfet, situation des campings dans la réserve*, 1 p.

SOUS-PRÉFECTURE DE LARGENTIÈRE, RÉSERVE NATURELLE DES GORGES DE L'ARDÈCHE, 1995, *Analyse statistique de la fréquentation canoë-kayak et randonnée pédestre dans la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche, 1985 – 1995*, 51 p.

SOUS-PRÉFECTURE DE LARGENTIÈRE, 15/10/2004, *Mise en œuvre du projet d'ensemble, espace de restitution Grotte Chauvet/ Pont d'Arc, procès verbal de la réunion de travail du 06/10/2004*, 7 p.

E4/ FONDS D'ARCHIVES DES DIFFÉRENTS SERVICES DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE

Avec notamment les documents suivants (liste non exhaustive) :

Les revues *Ardèche infos* et *Reliefs* du conseil général (1992-2006) ainsi que *La lettre de la grotte Chauvet* (1995-2005).

Les délibérations du conseil général (1990-2006).

Thématique « gestion de la ressource en eau »

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, n. d., *Brochure de communication sur le barrage de Pont de Veyrières*, n. p.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, 2001a, *Bassin-versant de l'Ardèche, Etude diagnostique et prospective, pièce 1, rapport de synthèse*, 71 p.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, 2001b, *Bassin-versant de l'Ardèche, Etude diagnostique et prospective, pièce 2, approche bassin-versant*, 125 p.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, 2001d, *Bassin-versant de l'Ardèche, Etude diagnostique et prospective, annexes*, 58 p.

SYNDICAT DÉPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT DE L'ARDÈCHE (SDEA), EDF, mai 1987, *Pont de Veyrières*, n. p.

Thématique « grotte Chauvet et Opération Grand Site »

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, n. d., *Espace de restitution de la grotte Chauvet, une démarche participative autour d'un projet de territoire ambitieux pour une découverte exceptionnelle*, diaporama de présentation des séances publiques d'information.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, juillet 1995, *La grotte Chauvet-Pont-d'Arc*, dépliant d'information, éd. Conseil général de l'Ardèche avec le concours du ministère de la Culture/ DRAC Rhône-Alpes, 8 p.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, Novembre 1999, *Espace de restitution de la grotte Chauvet, Vallon Pont d'Arc*, Dossier d'information, Concours d'idées, 123 p.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, Septembre 2001, *Espace de restitution de la grotte Chauvet, Vallon Pont d'Arc*, Dossier d'information, 138 p.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, Août 2002, *Espace de restitution de la Grotte Chauvet, Vallon Pont d'Arc, étude d'impact*, document provisoire, n. p.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, 2004, *Carte : périmètre d'étude de l'opération grand site*, document de travail, n. p.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, 2004, *Document cadre pour l'élaboration de la nouvelle convention de l'opération Grand Site du Pont d'Arc et des Gorges de l'Ardèche*, document de travail, 12 p.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, 2004, *Programme du concours « restaurer l'environnement naturel de la Combe d'Arc et définir un projet d'interprétation »*, document de travail, 13 p.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, 2004, *Gorges de l'Ardèche, de l'arche naturelle au sanctuaire de la grotte Chauvet-Pont d'Arc, Demande de classement sur la liste indicative au Patrimoine Mondial de l'Humanité*, document de travail du Conseil Général, 41 p.

Thématique « Sports de pleine nature »

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, 2003, *Convention d'objectifs entre le département de l'Ardèche et le comité départemental de spéléologie*, 7 p.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, 2003, *Canoë-kayak et sports outdoor en Ardèche*, 48 p.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, Juin 2004, *Périmètres d'étude des espaces naturels sensibles*, Intranet du conseil général de l'Ardèche

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE L'ARDÈCHE, CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, janvier 2004, *Comité Départemental Espaces Sites et Itinéraires 07*, n°1, 4 p.

FRAPNA ARDÈCHE, 2004, *Préparation d'un outil d'aide à la décision en matière environnementale*, Commission Départementale des Sites Itinéraires et espaces de Pratiques Sportives de nature (CDESO), éd. Conseil Général de l'Ardèche, 138 p.

LABORATOIRE SENS, ASSOCIATION COHÉRENCE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE, Avril 2004, *Sports de nature et environnement, Elaboration d'un instrument d'évaluation environnementale pour le Plan départemental des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature de l'Ardèche*, éd. conseil général de l'Ardèche, 102 p.

Thématique « tourisme »

CEDRAT, 2000, *Caractéristiques de la fréquentation estivale du département de l'Ardèche*, Conseil général de l'Ardèche, 94 p.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, 2000, *Schéma départemental de développement du tourisme*, 130 p.

TAD, 2002, *Etude de positionnement et de développement durable du territoire des Gorges de l'Ardèche*, Conseil Général de l'Ardèche, 170 p.

E5/ FONDS D'ARCHIVES DES DIFFÉRENTS SERVICES DU CONSEIL GÉNÉRAL DU GARD

Avec notamment les documents suivants (liste non exhaustive) :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE VALCÈZARD, 2004, *Valcèzard Infos n°2*

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE VALCÈZARD, 2003, *Valcèzard, Communauté de Communes*.

CONSEIL GÉNÉRAL DU GARD, Septembre 2003, *Schéma départemental du tourisme et des loisirs du Gard*, document de travail, n. p.

CONSEIL GÉNÉRAL DU GARD, Novembre 2004, *Gard Magazine*, n°34.

CONSEIL GÉNÉRAL DU GARD, Octobre 2004, *Gard Magazine*, n°33, 2p.

CONSEIL GÉNÉRAL DU GARD, 2004, *Carte : Espaces naturels sensibles, périmètres de préemption des communes*, document de travail.

CONSEIL GÉNÉRAL DU GARD, 2004, *Les opérations « Grand Site » dans le département du Gard*, document de travail, n. p.

CONSEIL GÉNÉRAL DU GARD, 2004, *Réseau natura 2000 dans le département du Gard*, document de travail, n. p.

E6/ FONDS D'ARCHIVES DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DE L'ARDÈCHE

Avec notamment les documents suivants (liste non exhaustive) :

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DE L'ARDÈCHE, 2000, *Observatoire départemental du tourisme en Ardèche, synthèse des résultats été 1999*, 14 p.

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DE L'ARDÈCHE, 2001, *Observatoire départemental du tourisme en Ardèche, synthèse des résultats saison 2000*, 22 p.

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DE L'ARDÈCHE, 2002, *Mémento des formations-sensibilisations 1998-2001*, 50 p.

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DE L'ARDÈCHE, 2003, *Cahier des charges, démarche qualité et mise en réseau des sites de loisirs et du patrimoine en Ardèche, état des lieux et perspectives de développement*, document de travail, 7 p.

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DE L'ARDÈCHE, 2004a, *Atlas 2004 des hébergements touristiques en Ardèche*, 61 p.

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DE L'ARDÈCHE, 2004b, *Bilan touristique 2003*, 49 p.

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DE L'ARDÈCHE, 2005, *Les villages de caractère*, 32 p.

E7/ FONDS D'ARCHIVES DE LA MAIRIE D'ORGNAC-L'AVEN

Avec notamment les dossiers relatifs à la gestion de la grotte touristique et des réseaux (liste non exhaustive) :

Registre des délibérations municipales (1900-2005).

MAIRIES D'ORGNAC ET D'ISSIRAC, 28/02/1996, *Convention exploitation des réseaux de l'aven d'Orgnac*, 4 p.

E8/ FONDS D'ARCHIVES DE LA MAIRIE DE SAINT-MARCEL-D'ARDÈCHE

Registre des délibérations municipales (1835-2005).

JOURNAL ADMINISTRATIF, mercredi 24 et samedi 27/10/1838, *Grottes merveilleuses de Saint-Marcel et de Saint-Martin-d'Ardèche*, in Journal administratif littéraire, commercial et judiciaire du département de l'Ardèche, n°43

MAIRIES DE SAINT-MARCEL ET DE BIDON, 2002, *Convention pour l'accès aux réseaux de la grotte de Saint-Marcel*, in Tubes, Bulletin du comité départemental de spéléologie de l'Ardèche : 48-51.

E9/ FONDS D'ARCHIVES DE LA MAIRIE DE SALAVAS

Avec notamment les documents suivants (liste non exhaustive) :

Plan d'occupation des sols du 7 janvier 2002.

Mairie de Salavas, 2002/ 2003, *Domaine des Hauts de Salavas*, documents d'urbanisme

Mairie de Salavas, Février 2004, *Bulletin municipal de Salavas*, n°21, éd. Mairie de Salavas, 4 p.

Mairie de Salavas, Juin 2004, *Bulletin municipal de Salavas*, n°22, éd. Mairie de Salavas, 6 p.

E10/ FONDS D'ARCHIVES DE LA MAIRIE DE VALLON-PONT-D'ARC

Avec notamment les documents suivants (liste non exhaustive) :

Registre des délibérations municipales (1875-2005).

Plans d'occupation des sols du 30 avril 1996 et du 30 juillet 2003.

E11/ FONDS D'ARCHIVES DU SYNDICAT DE GESTION DES GORGES DE L'ARDÈCHE

L'ensemble des bulletins d'information et de liaison des amis des gorges de l'Ardèche (1980-1995), l'écho des gorges (1995-2005).

Les documents de communication sur la mise en œuvre du programme Life dont les bulletins d'information « Habitats et espèces des Gorges de l'Ardèche et leurs plateaux » (2000-2005).

Approche transversale (rapports de stage, mémoires de maîtrise, de master, thèse)

AUTERNAUD A., 1983, *Le tourisme dans le bassin de l'Ardèche*, Mémoire de maîtrise sous la direction de J. Herbin, Université Joseph Fourier, Grenoble, 272 p.

BATTAGLIA A., 2004, *Les gorges de l'Ardèche, un stage au SGGA du 17 mai au 17 juin 2004*, 40 p.

BERTHOMMIER C., 1994, *Le tourisme et l'eau en arrière-pays méditerranéen : exemple de la vallée de l'Ardèche*, Mémoire de maîtrise, sous la direction de Ph. Bachimon, Université d'Avignon et des pays du Vaucluse, Avignon, 168 p.

BERTRAS S., 2004, *Karst, tourisme et systèmes spatiaux : le cas des gorges de l'Ardèche*, Mémoire de maîtrise de géographie, sous la direction de Y. Callot, Université Lumière Lyon II, Lyon, 123 p.

COLOMBANI L., 1984, *Le tourisme dans les gorges de l'Ardèche*, Rapport sous la direction de messieurs Toupet et Daudé, professeurs de géographie à l'Université de Jean Moulin, Lyon III, à destination du comité scientifique de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche, 45 p.

HAYET M., LAURENT A., 2002, *Protection des milieux et développement du tourisme : mythe ou réalité*, Note de synthèse à l'intention de N. Landon, DESS Développement rural, Université Lumière Lyon II, 14 p.

FERNEX M., 1989, *Espaces protégés et fréquentation touristique, méthodologie pour la gestion des grands sites de montagne et de gorges*, Mémoire de maîtrise, Université Joseph Fourier, Grenoble, 97 p.

GIACOMAZZI S., GOUTERBROZE E., 1994, *Tourisme et loisirs dans la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche (fond de vallée)*, mémoire de maîtrise de géographie sous la direction de G. Daudé, Université de Lyon III, 142 p.

GROGNET L., 2002, *Un développement touristique durable dans les gorges de l'Ardèche?*, Mémoire de maîtrise sous la direction de J. Tuppen et de J.-P. Charre, Université de Grenoble, 115 p.

JULIEN F., 2002, *Patrimoine et aménagement du territoire, exemple d'une procédure : les contrats globaux de développement ardéchois et dromois*, Mémoire de DEA, Université Joseph Fourier, 87 p.

LACOMBE G., 1999, *Gestion des sites de pratiques sportives de pleine nature et développement touristique durable en Ardèche. Etude de trois cas : le canton de Valgorge, le canton des Vans, le SIGARN*. TOME 1, Mémoire de maîtrise sous la direction de M. Ph. Bourdeau, Grenoble, Université Joseph Fourier, 240 p.

LOUARGANT S., 1998, *Tourisme et recomposition territoriale : Quelles dynamiques, pour quels acteurs? Le cas de l'Ardèche méridionale*, Mémoire de maîtrise sous la direction de M. F. Giraut, Université Joseph Fourier, 121 p.

MAO P., MARY PH., 1994, *Fréquentation touristique et sports de loisir dans la réserve naturelle des Gorges de l'Ardèche (Versants et plateaux). Le développement touristique et la protection de la nature*, Mémoire de maîtrise, sous la direction de G. Daudé, Université Lyon III, 235 p.

RECOLIN-BELLON J.- C., n. d., *L'eau et la rivière, acteurs, enjeux, problèmes d'aménagements dans la vallée de l'Ardèche*, Mémoire de DEA Interface Nature-société, Université Jean-Moulin, Lyon III, 58 p.

Thématique « faune et flore »

CEEP, GRIVE, OPIE, CORA, 1998, *Aigle de Bonelli*, numéro spécial « Garrigues », le bulletin trimestriel d'Espaces Naturels de Provence, éd.CEEP, GRIVE, OPIE, CORA, 18 p.

COLLECTIF MAÎTRE D'ŒUVRE DU PLAN NATIONAL DE RESTAURATION « AIGLE DE BONELLI », Juin 2004, *Bonelli infos* n°5, 8 p.

COLLECTIF MAÎTRE D'ŒUVRE DU PLAN NATIONAL DE RESTAURATION « AIGLE DE BONELLI », Janvier 2002, *Bonelli infos* n°3, 12 p.

COLLECTIF MAÎTRE D'ŒUVRE DU PLAN NATIONAL DE RESTAURATION « AIGLE DE BONELLI », Mars 2000, *Bonelli infos* n°1, 4 p.

CORA, SECTION ARDÈCHE, 1998, *L'aigle de Bonelli en Rhône-Alpes*, éd. CORA section Ardèche, avec le soutien de la région Rhône-Alpes, 13 p.

DIREN RHÔNE-ALPES, 2004, *Mille Lieux, Natura 2000, Des sites à visiter*, Bulletin du réseau Natura 2000 en Rhône-Alpes n°11.

DIREN RHÔNE-ALPES, 2002, *Mille Lieux, Natura 2000, De la concentration à l'action*, Bulletin du réseau Natura 2000 en Rhône-Alpes n°8, 11 p.

DIREN RHÔNE-ALPES, 2001, *Mille Lieux, Natura 2000, Une priorité pour le gouvernement*, Bulletin du réseau Natura 2000 en Rhône-Alpes n°7, 11 p.

LIFE, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, 2004, *Percnoptère infos n° 3 et 4, Life nature, restauration du vautour percnoptère dans le sud-est de la France*.

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, Juillet-Août 2004, *Nouveaux contrats pour Natura 2000*, in Ecologie et développement durable, le journal du ministère, Paris, éd. Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, p. 3.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES GORGES DE L'ARDÈCHE ET DE LEUR RÉGION NATURELLE, 1995, *Gorges de l'Ardèche et plateaux alentours, document d'objectifs natura 2000*, 4 p.

Thématique « gestion de la réserve naturelle »

L'intégralité des bulletins d'informations édités par les différentes structures ayant eu en charge la gestion de la réserve naturelle (GIGA, SIVA, SIGARN, SGGA).

A. A., 1984, *La fréquentation touristique dans les gorges de l'Ardèche*, 23 p.

COMITÉ CONSULTATIF, 1998, *Rapport d'activités, réserve naturelle des Gorges de l'Ardèche*, SIGARN, n. p.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA VALLÉE DE L'ARDÈCHE, 1994, *Compte-rendu d'activités de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche*, document de travail, 29 p.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES GORGES DE L'ARDÈCHE ET DE LEUR RÉGION NATURELLE, 1998, *Réhabilitation du Site de la Madeleine, dossier d'exécution, remise en l'état naturel du Parking Haut de la Madeleine ou de la Cathédrale*, n. p.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES GORGES DE L'ARDÈCHE ET DE LEUR RÉGION NATURELLE, 1999, *Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche, Plan de gestion 1999-2003*, 139 p.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES GORGES DE L'ARDÈCHE ET DE LEUR RÉGION NATURELLE, 2002, *Périmètre du SIGARN (carte)*

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES GORGES DE L'ARDÈCHE ET DE LEUR RÉGION NATURELLE, 2003, *Surveillance dans la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche - année 2003*, 3 p.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES GORGES DE L'ARDÈCHE ET DE LEUR RÉGION NATURELLE, 2004, *Label nature gorges de l'Ardèche*, 7 p.

Thématique « gestion de la ressource en eau »

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT, DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE, déc. 1984, *Aménagement et protection des berges du lit de la rivière, du milieu aquatique et du paysage, Rapport Général de synthèse*, in Contrat de rivière - Opération « Ardèche Claire », volet 3, document de travail du conseil général de l'Ardèche.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT, DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE, déc. 1984, *Aménagement et protection des berges du lit de la rivière, du milieu aquatique et du paysage, Volume 7*, in Contrat de rivière - Opération « Ardèche Claire », volet 3, document de travail du conseil général de l'Ardèche, 159 p.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT, DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE, déc. 1984, *Aménagement et protection des berges du lit de la rivière, du milieu aquatique et du paysage, Volume 1, Hydrologie*, in Contrat de rivière - Opération « Ardèche Claire », volet 3, document de travail du conseil général de l'Ardèche.

COMITÉ DE BASSIN RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE, 1996, *Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse, Vol. 1, Orientations fondamentales, mesures opérationnelles et modalités de mise en œuvre*, 125 p.

COMITÉ DE BASSIN RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE, 1996, *Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse, Vol. 2, Fiches thématiques, réglementation et préconisations du SDAGE*, 299 p.

AGENCE DE L'EAU RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET CORSE, 2005, *Bilan et analyse de la mise en œuvre des procédures de protection des captages AEP en milieu karstique. Rapport final, synthèse des phases 1, 2 et 3*, 106 p.

AGENCE DE L'EAU RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET CORSE, 2006, *Bilan et analyse de la mise en œuvre des procédures de protection des captages AEP en milieu karstique. Synthèse des préconisations en faveur de l'amélioration des démarches de protection*, 28 p.

FÉDÉRATION DE PÊCHE DE L'ARDÈCHE, juin 2003, *L'éch...eau de la pêche*, n°3, Bulletin d'information de la fédération départementale et des associations agréées pour la pêche et la protection des milieux aquatiques de l'Ardèche, 15 p.

SAGE ARDÈCHE, mai 2004, *La lettre du Sage, l'eau au cœur du bassin versant de l'Ardèche*, 6 p.

SERVICE RÉGIONAL DE L'AMÉNAGEMENT DES EAUX RHÔNE-ALPES, SIVA, 1991, *Ardèche Claire, qualité hydrobiologique et physico-chimique, suivi 1990 - évolution 1984-1990*, document de travail, 29 p.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA VALLÉE DE L'ARDÈCHE, 1990, *Suivi du soutien d'étiage de l'Ardèche pendant la saison 1989*, document de travail, 22 p.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA VALLÉE DE L'ARDÈCHE, 1992, *Contrat de rivière Ardèche Claire, Bilan qualitatif et nouveaux objectifs*, document de travail, 34 p.

Thématique « Opération Grand Site »

ASSOCIATION DES AMIS DE L'HISTOIRE DE LA RÉGION DE VALLON PONT D'ARC, 1994, *Participation à l'élaboration du projet «Grand Site du Pont d'Arc»*, 4 p.

CABINET D'URBANISME PONCET VILLEURBANNE, 1991, *Aménagement des abords du Pont d'Arc, schéma de principe*, SIVA, 1 p.

CABINET D'URBANISME PONCET VILLEURBANNE, 1992, *Programme « Grand Site » : charte de mise en valeur*, SIVA, 1 p.

ALLEFRESDE M., 1994, « *Projet «Grand Site», gorges de l'Ardèche* », rapport réalisé pour EnvirhônAlpes à la demande du Conseil régional Rhône-Alpes, n. p.

BRODOVITCH M., YON D., Avril 1994, *Opération Grand Site des Gorges de l'Ardèche*, Rapport à l'attention de Madame Catherine Bersani, directeur de l'Architecture et de l'Urbanisme, Monsieur Gilbert Simon, Directeur de la Protection de la Nature, 13 p.

DIREN RHÔNE-ALPES, 2004, *Document cadre pour l'élaboration de la nouvelle convention de l'opération Grand Site du Pont d'Arc et des Gorges de l'Ardèche*, document de travail, 11 p.

LIERDEMAN E., 1994, *Projet « Grand Site », gorges de l'Ardèche, expertise réalisée pour EnvirhônAlpes à la demande du Conseil Régional Rhône-Alpes*, document de travail, 18 p.

MARIE D'AIGUÈZE, 1994, *Opération Grand Site, charte de mise en valeur*, document de travail, n. p.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, SIVA, MINISTÈRE DU TOURISME, 1993, *Opération « Grand Site », Sites protégés du Pont d'Arc et des Gorges de l'Ardèche, Charte de mise en valeur*, 57 p.

TOURENA, 1994, *Charte « Grand Site » des gorges de l'Ardèche*, lecture commentée, 40 p.

Thématique « Patrimoine culturel »

DRAC RHÔNE-ALPES, Hiver 1994/1995, *Ce 18 décembre 1994 à Vallon-Pont-d'Arc*, in Patrimoine(s), n°11 : 7-8.

DRAC RHÔNE-ALPES, Février 1995, *Grotte ornée paléolithique de Combe d'Arc à Vallon-Pont-d'Arc en Ardèche*, in La lettre du patrimoine, n°12 : 2-3.

DRAC RHÔNE-ALPES, Été 1995, *Grotte Chauvet : informer le public*, in Patrimoine(s), n°12 : 3.

DRAC RHÔNE-ALPES, Été 1996, *La grotte Chauvet, un an après*, in Patrimoine(s), n°16 : 7.

DRAC, Automne-Hiver 1997/98, *Opération d'entretien du patrimoine culturel, Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche*, SIGARN.

GÉLY B., 1997, *Réserve naturelle des gorges de l'Ardèche, bilan archéologique*, rapport pour la DRAC Rhône-Alpes, Lyon, 5 p.

LES CHAUVET MÔMES DU COLLÈGE DE VALLON-PONT-D'ARC, Juin 2003, *Du nouveau sur l'espace de restitution*, in les chauvet Mômes du collège de Vallon-Pont-d'Arc, n°4 : 7-8.

LES CHAUVET MÔMES DU COLLÈGE DE VALLON-PONT-D'ARC, Juin 2001, *L'espace de restitution... ou la grotte Chauvet clonée*, in les chauvet Mômes du collège de Vallon-Pont-d'Arc, n°2 : 2-3.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION, 18/01/1995, *Découverte archéologique exceptionnelle dans l'Ardèche*, fax.

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DIRECTION DU PATRIMOINE, 04/12/1996, *Demande de laisser-passer pour la grotte Chauvet au vu de la réalisation des contrôles microbiologiques*, fax.

SITHERE, PÔLE D'ECONOMIE DU PATRIMOINE, 12/10/2004, *Liste des communes partenaires*, 1 p.

SITHERE, PÔLE D'ECONOMIE DU PATRIMOINE, 28/06/2004, *Compte rendu de la réunion du comité de pilotage à Ucel, « Cités et Terroirs du Bien-être en Ardèche »*, 6 p.

SITHERE, PÔLE D'ECONOMIE DU PATRIMOINE, 2004, *Convention de partenariat*, 4 p.

Thématique « Sports de pleine nature »

- CNAPN, SIVA, 1994, *Actes de la première rencontre « Environnement et Activités de Pleine Nature dans les Gorges de l'Ardèche »*, n.p.
- CNAPN, SIVA, 1995, *Actes de la première rencontre « Environnement et Activités de Pleine Nature dans les Gorges de l'Ardèche »*, n.p.
- COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE SPÉLÉOLOGIE DE L'ARDÈCHE, 2001, *Etude de fréquentation du milieu souterrain sur le territoire du SIGARN*, 14 Juillet/ 15 Août, document de travail, 21 p.
- COMITÉ NATIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF FRANÇAIS, 2003, *Programme Agenda 21 du sport français en faveur du développement durable*, 36 p.
- CREPS RHÔNE-ALPES, 2001, *Développement durable et espèces à haute valeur patrimoniale. Quelles pratiques des sports de nature dans les gorges de l'Ardèche et leurs plateaux ?*, livret de formation-Tome 1 - Recueil d'information, 185 p.
- LAPAIX E., ODE M.-N., RONTE C., REY B., 2000, *Nouvelles pratiques sportives : la randonnée pédestre en Ardèche*, rapport de stage.
- MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA VIE ASSOCIATIVE, 12/08/2004, *Courrier relatif à l'intervention de l'Etat dans le domaine des sports de nature*, 5 p.
- SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES GORGES DE L'ARDÈCHE ET DE LEUR RÉGION NATURELLE, n.d., *Canoë-kayak en Ardèche, naviguer en sécurité*, 1 p.

Thématique « territoire »

- SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES GORGES DE L'ARDÈCHE ET DE LEUR RÉGION NATURELLE, 2003, *Réserve Naturelle Gorges de l'Ardèche*, 6 p.
- SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES GORGES DE L'ARDÈCHE ET DE LEUR RÉGION NATURELLE, 2003, *Syndicat des gorges de l'Ardèche, un territoire, des hommes, des actions*, document de travail, n. p.
- SYNDICAT DE GESTION DES GORGES DE L'ARDÈCHE, 2006, *Dossier de candidature « pôle d'excellence rurale », territoire des gorges de l'Ardèche*, document de travail, 25 p.

Autres

- ARSPAN, Septembre 2004, *Le journal de l'aven de Noël*, 4 p.
- ASSOCIATION POUR PAÏLOVIE, Mars 2004, *La lettre de Païolive*, n°1.
- MAIRIE D'AIGUÈZE, 2004, *Aiguèze, village médiéval*, éd. Mairie d'Aiguèze, 8 p.

E12/ FONDS D'ARCHIVES DE L'AVEN D'ORGNAC ET DU MUSÉE RÉGIONAL DE LA PRÉHISTOIRE

Avec notamment les documents suivants (liste non exhaustive) :

- A.TOU, 1997, *Aven d'Orgnac, étude de valorisation, phase 1, état des lieux*, Bureau d'étude A.TOU, Grenoble, 96 p.
- BERNARD S., 2002, *Les gorges de l'Ardèche : contribution à la communication autour des Opérations Grand Site de l'Aven d'Orgnac et du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche*, Stage de licence professionnelle « Valorisation, Animation, Médiation des territoires ruraux » - ENITA - Lycée Agricole de Périgueux, Faculté de Géographie de Bordeaux III - maître de stage : Martin Chenot, DIREN Rhône-Alpes, 27 p.
- BOURGES F., avec la collaboration de MANGIN A., CABROL P., Juin 2000, *Proposition d'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco d'un ensemble de 18 grottes à concrétions du sud de la France*, document de travail, 120 p.

- BOURGES F., D'HULST D., MANGIN A., 1997, *Etude de l'Aven d'Orgnac, rapport Final*, DIREN Rhône-Alpes, 84 p.
- BOURGES F., D'HULST D., MANGIN A., 1999, *Etude de l'Aven d'Orgnac, Phase d'étude complémentaire*, DIREN Rhône-Alpes, 22 p.
- BOURGES F., D'HULST D., MANGIN A., JACQUIN F., 2000, *Etude de l'Aven d'Orgnac, Suivi environnemental et travaux de recherche dans le cadre de « l'Opération Grand Site »*, DIREN Rhône-Alpes, 63 p.
- DELANGHE D., 23 Novembre 1999, *Compte rendu de réunion au ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, Objet : projet d'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO d'un réseau de grottes à concrétions*, rapport interne pour le compte de la Fédération Française de spéléologie, 5 p.
- FLANDIN L., 1996, *Etude de la clientèle du Site d'Orgnac*, Stage pour la mairie d'Orgnac l'Aven, du 20 mai au 30 juin 1996, n. p.
- GUIGUE H., 2001, *La « mise en tourisme » d'un patrimoine naturel classé Grand Site National, Orgnac l'Aven*, Mémoire de 1ère année MST Archéologie et Patrimoine Méditerranéens, antenne universitaire d'Arles, 21 p.
- MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, 2000, *Convention Opération Grand Site de l'Aven d'Orgnac*, 9 p.
- ORGNAC, 2002, *Document interne : les axes d'orientations de la gestion du site de l'Aven d'Orgnac pour la période de 2002 à 2008*, 2 p.
- ORGNAC, 2004, *Etude de satisfaction de la clientèle d'Orgnac*, 23 p.
- ORGNAC, 2004, *Visite de l'Aven d'Orgnac, fiche pédagogique, cycle 3 et collège*, Orgnac, 4 p.
- ORGNAC, 2004, *Maubois, circuit pédestre*, Orgnac, 4 p.
- ORGNAC, 2004, n. d., *Dossier de demande d'obtention du label Grand Site de France*, Orgnac, 19 p.
- ORGNAC, 2004, *Communiqué de presse, l'Aven d'Orgnac obtient le label Grand Site de France*, 2 p.
- ORGNAC, 2004, *Dossier de classement de l'Aven d'Orgnac*
- TAM'S, 2001, *Opération Grand Site Aven d'Orgnac, définition de la stratégie commerciale et communication*, Orgnac - Grand Site national, 84 p.
- TAM'S, 2004, *Grand site d'Orgnac, Grottes et musée régional de préhistoire*, Audit, 5 p.

E13/ FONDS D'ARCHIVES DE M. PIVERT , PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DE PROTECTION DES GORGES DE L'ARDÈCHE (APGA)

Avec notamment les documents suivants (liste non exhaustive) :

- A.A., n. d., *Note de présentation du projet de Réserve Naturelle dans les Gorges de l'Ardèche*, 6 p.
- ALAUSE P. et M., 1962, *Descente pédestre du canon de l'Ardèche*, 10 p.
- CESAME, 1992, *Trente ans d'amitié et de découvertes spéléologiques et archéologiques en Basse-Ardèche 1962 – 1992*, éd. CESAME, 112 p.
- CHAMPAUZAC D., 31 juillet 1991, *Note sur l'institution d'une redevance canoë dans la traversée de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche au profit du Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ardèche (SIVA)*
- COCHE R., 1969, *Aménagement des Gorges de l'Ardèche*, 93 p.
- JOUE A., n. d., *Etude spécialisée sur la fréquentation des gorges de l'Ardèche en canoë-kayak*, 30 p.

- MALUSI C., 1990, *Opération « Ardèche Claire »*, 7 p.
- MALUSI C., 1991, *L'opération « Ardèche Claire », un exemple de la gestion globale et intégrée des rivières*, éd. Conseil Général de l'Ardèche, 8 p.
- MONTEIL PH., n. d., *Les rencontres « Environnement et Activités de Pleine Nature dans les Gorges de l'Ardèche » dans leur contexte historique*, document informel.
- PINI R., n.d., *Expertise juridique sur la création d'une redevance « Réserve naturelle des gorges de l'Ardèche »*, 17 p.
- PIVERT M., 1994, *Protection des espaces naturels et déménagement du territoire... la « saga » des gorges de l'Ardèche*, in Feuille de liaison de l'Association de Protection des Gorges de l'Ardèche, 2 p.
- PIVERT M., 1996, *Gorges de l'Ardèche : tenir bon!*, in bulletin n°100 de l'Association de Protection des Gorges de l'Ardèche, Avril 1996, 10 p.
- PIVERT M., 1998, *Assemblée générale du 21 mai 1998*, in Feuille de liaison n°102 de l'Association de Protection des Gorges de l'Ardèche, 6 p.
- TISSIER B. (dir.), 1987, *Gorges de l'Ardèche : réserve naturelle ou entreprise touristique ?*, Etude des étudiants en maîtrise de Sciences et Techniques «protection et gestion de l'environnement», Paris VII, 78 p.

E14/ FONDS D'ARCHIVES DE L'INSTITUT DU KARST (POSTOJNA)

Avec notamment les documents suivants (liste non exhaustive) :

- CLARKE R., 1998, *Environment and heritage protection and interpretation in Slovenia: a view from the UK*, notes de travail.
- HOČEVAR A., 1940, *Cerkniško jezero*, 201 p.
- IUCN, Octobre 1986, *Documentation sur les biens (naturels) du patrimoine mondial, les grottes de Škocjan*, document de travail, 105 p.
- JAMARSKO DRUŠTVO SEŽANA, 1999, *Jama Vilenica*.
- JAVNEGA ZAVODA PARK ŠKOCJANSKE JAME, SLOVENIJA, 2004, *Program dela in finančni nacrt prihodkov in odhodkov, Za leto 2005*, 25 p.
- REGIJSKI PARK ŠKOCJANSKE JAME, 2004, *Tržna raziskava v Parku Škocjanske jame*, document de travail, 16 p.
- TURISRICNE JAME SLOVENIJE, 1995, *Transverzala*, éd. Turisticne jame Slovenije, n. p.
- TURISTICNO DRUŠTVO ŠKOCJAN, 2004, *Škocjanski Festival'04*, n. p.
- VICENTINI A., 1875, *Bonifico delle valli di Lass, Zirknitz, Planina e Lubiana, nella Provincia della Carniole*, Trieste, éd. Tipografia di Lodovico Herrmanstorfer, 49 p.

Annexes

ANNEXE 1 - POLITIQUE PATRIMONIALE SLOVÈNE : UNE APPROCHE DÉCENTRALISÉE

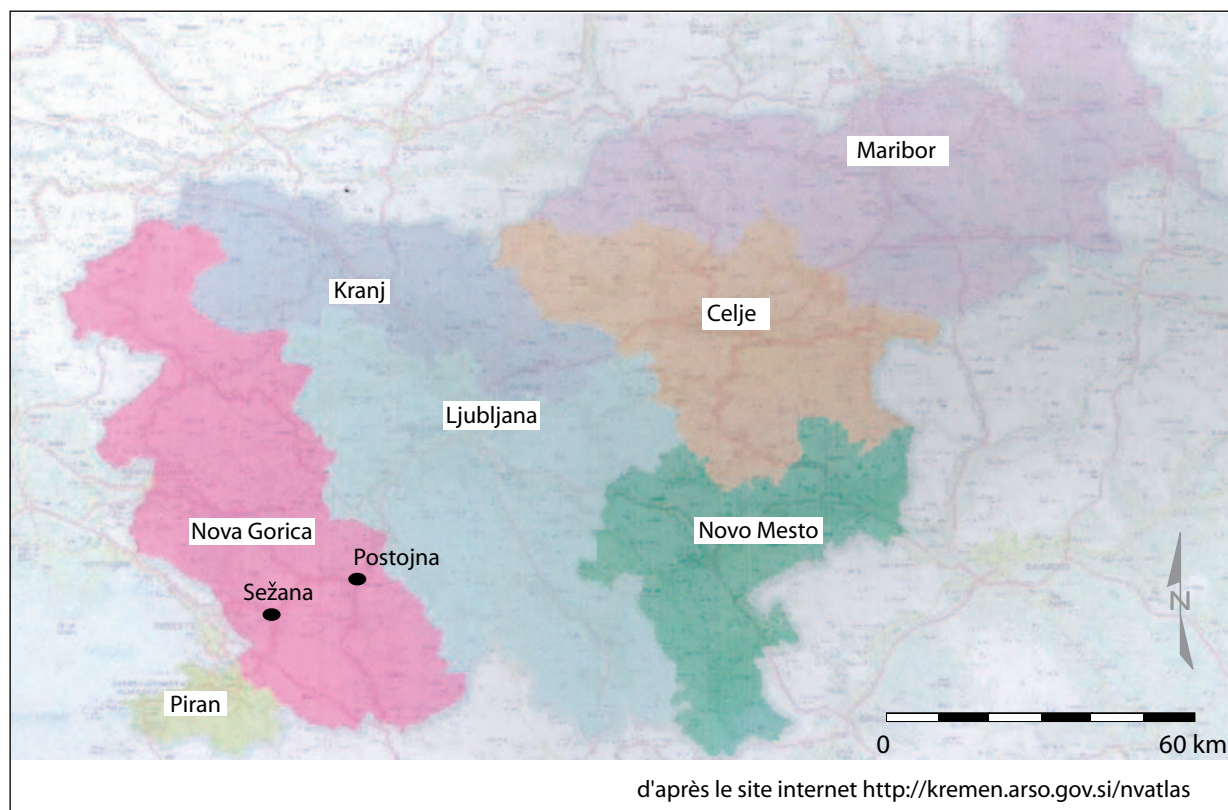


Figure A1 : Politique patrimoniale slovène : une approche décentralisée de la protection des espaces naturels et des monuments culturels

ANNEXE 2 - COMPOSITION ET DÉSIGNATION DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA RÉSERVE NATURELLE DES GORGES DE L'ARDÈCHE (OCT. 1998)

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE L'ARDECHE

☎ 75-66-50-00

Direction de la Réglementation

4ème Bureau

**Environnement, Urbanisme
et Tourisme**

Dossier suivi par : M. CHEVAL

Réfer. : JPC/PR

☎ : 04.75.66.51.27

Privas, le 19 Octobre 1998

ARRETE INTERPREFECTORAL N° 98/1525 portant désignation au Comité Consultatif de la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche

LE PREFET DE L'ARDECHE,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

LE PREFET DU GARD,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code Rural ;

VU la loi n° 76.629 du 10 Juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

VU le décret n° 77.1298 du 25 Novembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76.629 du 10 Juillet 1976 relative à la protection de la nature et concernant les réserves naturelles ;

VU le décret n° 80.27 du 14 Janvier 1980 portant création de la réserve naturelle des Gorges de l'Ardèche ;

VU le décret n° 97.34 du 15 Janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU l'arrêté du Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement du 16 Mars 1998 portant constitution du Comité Consultatif de la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche ;

VU l'arrêté interpréfectoral N° 97.710 du 2 Juin 1997 portant désignation au Comité Consultatif de la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche ;

SUR proposition de Messieurs les Secrétaires Généraux des Préfectures de l'Ardèche et du Gard ;

- ARRESENT -

ARTICLE 1er - L'arrêté interpréfectoral N° 97.710 du 2 Juin 1997 portant désignation au Comité Consultatif de la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche est ABROGE.

ARTICLE 2 - Sont nommés membres du Comité Consultatif de la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche en tant que représentants des Collectivités Locales :

.../...

- 2 -

1°) du département de l'Ardèche :

- Monsieur Eric ARNOU, représentant le Conseil Régional Rhône-Alpes avec comme suppléant Monsieur Serge PLANA,
- Monsieur Pascal TERRASSE, Conseiller Général du Canton de BOURG-SAINT-ANDEOL avec comme suppléant Monsieur Lucien AUZAS,
- Monsieur Yves SERRE, Conseiller Général du Canton de VALLON-PONT-D'ARC avec comme suppléant, Monsieur Bernard BONIN ;
- Monsieur Pascal BONNETAIN du Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ardèche avec comme suppléant Monsieur Marcel MANIFACIER,
- Madame Brigitte DUMARCHE, Maire de BIDON avec comme suppléant Monsieur André VERMOREL,
- Monsieur Guy CHARMASSON, Conseiller Municipal de LABASTIDE-DE-VIRAC avec comme suppléant Madame Monique VIEILLE,
- Monsieur André DARNOUX, Conseiller Municipal de SAINT-MARCEL-D'ARDECHE avec comme suppléant Monsieur André PESENTI,
- Monsieur Guy MONJU, Conseiller Municipal de SAINT-MARTIN-D'ARDECHE avec comme suppléant Monsieur Erick VALETTE,
- Monsieur Paul LAVIE, Maire de SAINT-REMEZE avec comme suppléant Monsieur Claude SATGE,
- Monsieur Serge PONTON, Conseiller Municipal de VALLON-PONT-D'ARC avec comme suppléant Monsieur Jean-Pierre AGERON.

2°) du département du Gard :

- Monsieur Georges MEISSONNIER représentant le Conseil Régional Languedoc-Roussillon avec comme suppléant Monsieur Pierre HUGON,
- Monsieur Bernard RAOUX représentant le Conseil Général du GARD,
- Madame Elisabeth LODS, Conseiller Municipal d'AIGUEZE avec comme suppléant Monsieur Charles BASCLE,
- Monsieur Gérard PRADIER, Conseiller Municipal de LE GARN avec comme suppléante Madame Mireille DA SILVA.

ARTICLE 3 - Sont nommés membres du Comité Consultatif de la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche :

1) en tant que représentants des associations agréées de protection de l'environnement :

- Monsieur Bernard BROTTES représentant la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Ardèche, avec comme suppléant Monsieur Jacques AURANGE,
- Monsieur Gilbert BAGNOL, Président de la Fédération Départementale des Chasseurs du GARD avec comme suppléant Monsieur Daniel TARTERET,

.../...

- 3 -

- Monsieur Serge PERBOST, Président de la Fédération de l'Ardèche pour la pêche et la protection du milieu aquatique avec comme suppléant Monsieur Michel GAMONET,

- Monsieur Jean VIGOUROUX Vice-Président de la Fédération du GARD pour la pêche et la protection du milieu aquatique avec comme suppléant Monsieur Yves LLORCA,

- Monsieur Alain JOFFRE, Vice-Président de la section Ardéchoise de la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature avec comme suppléant Monsieur Michel PIVERT,

- Monsieur Georges DESCOURS, Vice-Président de la section Gardoise de la Société de protection de la nature dans le LANGUEDOC-ROUSSILLON avec comme suppléant Monsieur Claude LOUIS,

- Monsieur Albin DUMAS, Représentant le Centre Ornithologique Rhône-Alpes avec comme suppléant Monsieur Michel MURE.

2°) en tant que représentants d'autres organismes :

- Monsieur Gérard BRUCHET, Président du Comité Départemental du Tourisme de l'Ardèche avec comme suppléant Monsieur Jacques MANGEANT,

- Monsieur Francis ROULETTE, Représentant le Syndicat de Défense des Propriétaires des Gorges de l'Ardèche avec comme suppléant Monsieur Edmond BOULLE,

- Monsieur Alain ACHARD, Représentant la Confrérie des Bâteliers de l'Ardèche avec comme suppléant Monsieur José GARCIA,

- Monsieur Pierre PESCHIER, Président du Syndicat des loueurs d'embarcations des Gorges de l'Ardèche avec comme suppléant Monsieur Jean-Marc BESNIER,

- Monsieur Jacques GUERRIER, représentant la Fédération Française du Naturisme avec comme suppléant Monsieur Alain MELBEC,

- Monsieur Michel MASSE, représentant la Fédération Française de Spéléologie avec comme suppléant Monsieur Robert CROZIER,

- Monsieur Bernard HOFMANN, Président du Comité Départemental de la randonnée pédestre avec comme suppléant Monsieur Robert FABRE,

- Monsieur Jean-Marc RADO, Président du Comité Départemental de Canoë-Kayak de l'Ardèche avec comme suppléant Madame Bernadette LAMY.

ARTICLE 4 - Sont nommés membres du Comité Consultatif de la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche en tant que personnalités scientifiques :

- Madame Marie-José TURQUIN, Maître de conférences, Laboratoire d'Ecologie souterraine à l'Université LYON 1,

- Monsieur Gilbert COCHET, Professeur agrégé de biologie à TOURNON-SUR-RHONE,

- Monsieur Michel RAIMBAULT, Professeur d'Histoire-Géographie,

- Monsieur Michel PHILIPPE, Paléontologue au Musée d'Histoire Naturelle de LYON.

ARTICLE 5 - Sont nommés membres du Comité Consultatif de la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche en tant que personnalités qualifiées :

.../...

- 4 -

d'ORGNAC,

- Madame Laurence OGEL, Conservatrice du Musée de la Préhistoire
- Madame Eliette BRUNEL, Co-inventeur de la Grotte Chauvet,
- Monsieur Patrick AIZAC chargé de l'exécution de la charte de qualité des loueurs de Canoë-Kayak,
- Monsieur Pierre ROUDIL, Président de l'Association «Les Amis de l'histoire de la Région de Vallon».

ARTICLE 6 - Sont nommés membres du Comité Consultatif de la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche en tant que représentants des administrations et établissements publics :

- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'Ardèche ou son représentant,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement de l'Ardèche ou son représentant,
- Le Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports de l'Ardèche ou son représentant, accompagné du Directeur du CREPS Alpes-Vivaraïs,
- Le Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports du Gard ou son représentant,
- Le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche ou son représentant,
- Le Chef du Service Interdépartemental Loire Ardèche de l'Office National des Forêts ou son représentant,
- Le Directeur Départemental des Services Incendie et Secours de l'Ardèche ou son représentant,
- Les Directeurs Régionaux de l'Environnement Rhône-Alpes et Languedoc Roussillon ou leurs représentants,
- Les Directeurs Régionaux des Affaires Culturelles Rhône-Alpes et Languedoc Roussillon ou leurs représentants.

ARTICLE 7 - Messieurs les Secrétaires Généraux des Préfectures de l'Ardèche et du Gard, le Sous-Préfet de l'Arrondissement de LARGENTIERE , et les Maires des Communes concernées sont chargés, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures de l'ARDECHE et du GARD.

Fait à PRIVAS et à NIMES, le 19 Octobre 1998

LE PREFET DE L'ARDECHE,

LE PREFET DU GARD,

Signé :
Raphaël BARTOLT

Signé :
Michel GAUDIN

ANNEXE 3 - DEMANDE DE CLASSEMENT DE 18 CAVITÉS FRANÇAISES AU TITRE DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO

Extraits du dossier « Les concrétions des grottes françaises, témoins exceptionnels du fonctionnement du karst et archives des paléoclimats - dossier de présentation en vue de l'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco au titre d'un bien naturel ».

(support DVD, Tome 1, pp. 2 - 3)

Surface du bien proposé pour inscription (en hectares) et de la zone tampon proposée (en hectares) le cas échéant

La surface du bien est de **3 581,36 ha**, la surface de la zone tampon sans double compte est de **51 457,33 ha**.

Justification, déclaration de valeur

Les concrétions de 18 sites du Sud de la France (grottes, ensemble de grottes, cavités), par l'exceptionnelle diversité des morphologies et des faciès minéraux représentés, constituent un ensemble unique qui traduit toute la variété des processus de transfert (actuels et anciens) et de dépôt par cristallisation dans les cavités karstiques. Par la situation des sites, cet ensemble présente un exceptionnel atout pour l'étude scientifique de ces phénomènes et constitue une archive précieuse des paléoclimats. Par ailleurs cet ensemble illustre, sur un territoire restreint, un patrimoine souterrain d'une beauté exceptionnelle dont la qualité esthétique est unanimement reconnue.

Critères selon lesquels le bien est proposé pour inscription

Il s'agit des critères (vii), (viii) définis pour le patrimoine naturel

Le critère (vii) : représenter des phénomènes naturels remarquables ou des aires d'une beauté naturelle et d'une importance esthétique exceptionnelles.

Les environnements souterrains karstiques ont permis l'expression et la conservation de morphologies minérales inconnues en surface : les concrétions de grottes. L'ensemble de concrétions des 18 grottes du sud de la France présente l'essentiel des éléments illustrant la richesse esthétique de ces objets naturels particuliers. Les formes des concrétions, leurs couleurs, leurs associations entre elles et avec le support rocheux, enfin leur situation dans des grottes aux morphologies souvent extraordinaires déterminent la qualité esthétique de cet ensemble.

Le critère (viii) : être des exemples éminemment représentatifs des grands stades de l'histoire de la terre, y compris le témoignage de la vie, de processus géologiques en cours dans le développement des formes terrestres ou d'éléments géomorphiques ou physiographiques ayant une grande signification.

Les concrétions des 18 sites français constituent un ensemble éminemment représentatif des diverses expressions minéralogiques et morphologiques de la sédimentation chimique active dans les systèmes karstiques. En effet, cette concentration exceptionnelle de sites remarquables se situe dans un territoire au très riche héritage géologique et marqué par une forte empreinte de l'histoire climatique récente. La continuité du dépôt dans le temps et la sensibilité aux variations environnementales extérieures permettent d'utiliser les spéléothèmes comme une archive paléoclimatique du milieu continental.

N° d'élément du site	Nom	Région	Département	Latitude en degrés, minutes et secondes du site (WGS84)*	Longitude en degrés, minutes et secondes du site (WGS84)*
01	Grotte Amélineau	Languedoc-Roussillon	Lozère	N 44° 12' 08"	E 003° 19' 24"
02	Grotte de Choranche	Rhône-Alpes	Isère	N 45° 04' 15"	E 005° 23' 54"
03	Aven Armand	Languedoc-Roussillon	Lozère	N 44° 13' 21"	E 003° 21' 20"
04	Grottes des Demoiselles	Languedoc-Roussillon	Hérault	N 43° 54' 28"	E 003° 44' 41"
05	Balme del Pastre	Midi-Pyrénées	Aveyron	N 43° 43' 21"	E 002° 59' 25"
06	Grotte de l'Aguzou	Languedoc-Roussillon	Aude	N 42° 45' 41"	E 002° 05' 32"
07	Grotte du Lauzinas	Languedoc-Roussillon	Hérault	N 43° 28' 46"	E 002° 44' 28"
08	Grotte du TM 71	Languedoc-Roussillon	Aude	N 42° 45' 23"	E 002° 05' 09"
09	Réseau de Cabrespine-Lastours	Languedoc-Roussillon	Aude	N 43° 21' 34"	E 002° 27' 25"
10	Gouffre d'Esparros	Midi-Pyrénées	Hautes-Pyrénées	N 43° 01' 50"	E 000° 19' 48"
11	Grotte de Pousselières	Languedoc-Roussillon	Hérault	N 43° 28' 21"	E 002° 52' 37"
12	Grotte de Clamouse	Languedoc-Roussillon	Hérault	N 43° 42' 34"	E 003° 33' 10"
13	Réseau Lachambre	Languedoc-Roussillon	Pyrénées-Orientales	N 42° 36' 01"	E 002° 23' 00"
14	Réseau du Rautely	Languedoc-Roussillon	Hérault	N 43° 31' 25"	E 002° 54' 41"
15	Aven du Mont Marcou	Languedoc-Roussillon	Hérault	N 43° 41' 36"	E 003° 00' 21"
16	Grotte de la Cigalère	Midi-Pyrénées	Ariège	N 42° 49' 38"	E 000° 54' 25"
17	Aven d'Orgnac	Rhône-Alpes	Ardèche	N 44° 19' 12"	E 004° 24' 43"
18	Barrency de Fournes	Languedoc-Roussillon	Aude	N 43° 20' 02"	E 002° 22' 56"

* Les coordonnées géographiques correspondent à l'entrée principale de chaque élément du bien.

Tableau A1 : Liste et coordonnées géographiques des 18 cavités françaises retenues dans le cadre d'une demande de classement Unesco

Document extrait du dossier « Les concrétions des grottes françaises, témoins exceptionnels du fonctionnement du karst et archives des paléoclimats - dossier de présentation en vue de l'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco au titre d'un bien naturel » (p. 6).

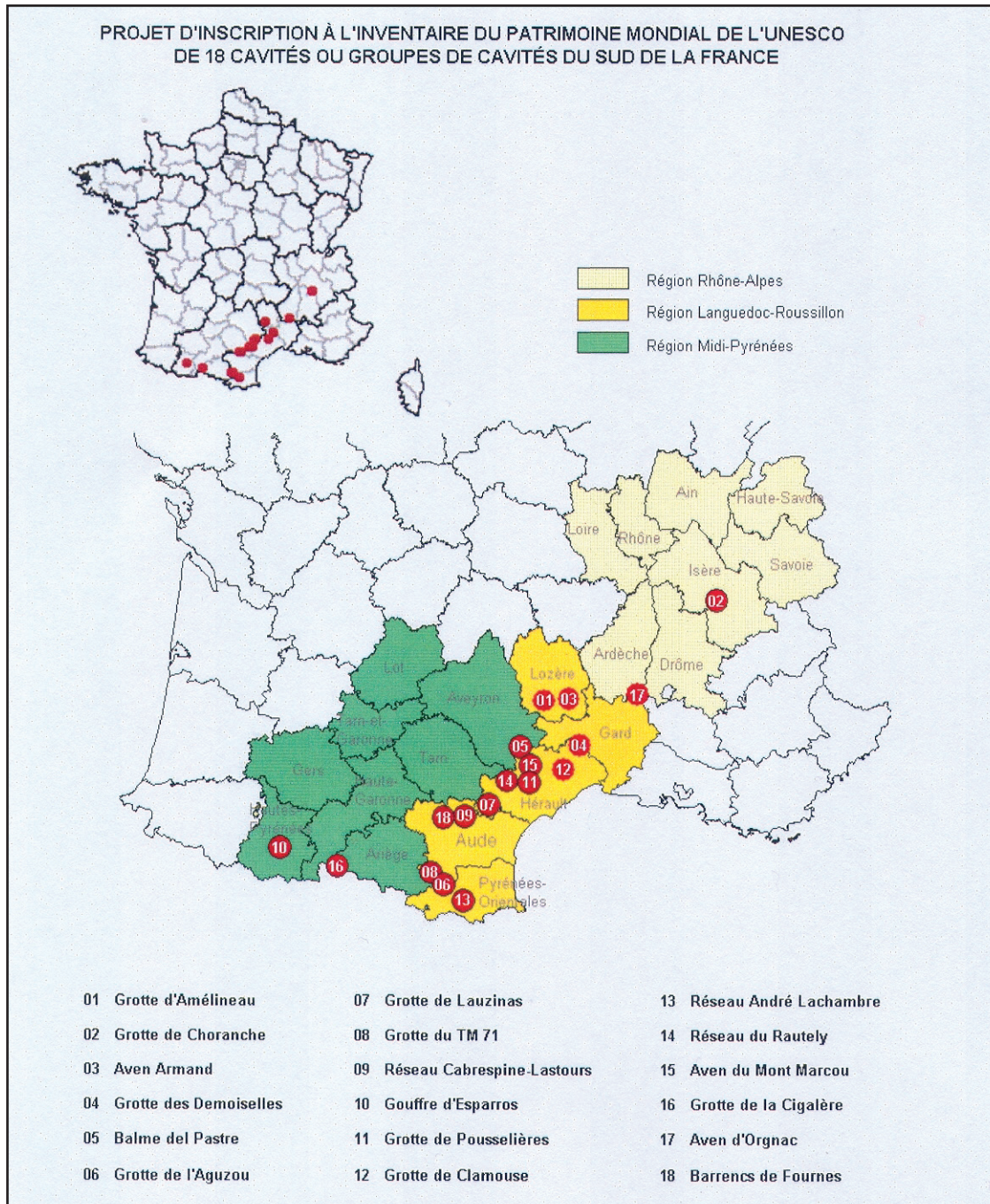


Figure A2 : Carte de localisation des 18 cavités françaises retenues dans le cadre d'une demande de classement Unesco

Document extrait du dossier « Les concrétions des grottes françaises, témoins exceptionnels du fonctionnement du karst et archives des paléoclimats - dossier de présentation en vue de l'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco au titre d'un bien naturel » (p. 7).

ANNEXE 4 - PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA COMBE D'ARC : « LE CHEMIN DES GORGES »

Documents de communication du conseil général de l'Ardèche autour du projet de ré-aménagement de la Combe d'Arc

Réalisation d'un "chemin des gorges" allant de l'Espace de Restitution de la grotte Chauvet à l'aval du Pont d'Arc

d'après revue Reliefs, été et automne 1999



Aménagement de la Combe d'Arc, objectif Haute Qualité Environnementale

Requalifier la Combe d'Arc pour en faire un lieu digne de son renom, telle est l'ambition affichée par le Département qui engage une première opération de réhabilitation. Celle-ci servira de socle à une nouvelle convention Grand Site en préparation sous l'autorité de l'Etat. Parmi les diverses propositions, le jury de concours a sélectionné le cabinet Pierron Architecte Paysagiste de Saint-Laurent-du-Pape. La force du projet retenu réside dans l'objectif annoncé de "mettre en scène le site à l'échelle de sa géographie et de son histoire" et dans la volonté d'un aménagement totalement orienté vers l'émotion de la découverte.

La proposition d'aménagement s'articule autour d'un parcours nommé "chemin des Gorges". La colonne vertébrale de ce parcours est en fait une passerelle bois guidant

la découverte depuis l'Espace de restitution de la grotte Chauvet jusqu'à l'aval du Pont-d'Arc. Ce cheminement garantit un niveau de découverte privilégié pour les piétons et les cyclistes, renforcé par une desserte routière en navette publique gratuite. La route, quant à elle, est "mise en discrétion", déplacée en pied de falaise du cirque d'Estre. Afin d'éviter une signalétique "envahissante", l'information "gravée dans la pierre" apparaît également comme l'un des points forts de la proposition. Pour la première fois en Ardèche, un aménagement sera réalisé conformément à la démarche HQE (Haute Qualité Environnementale). Cette démarche dite "d'Ecoconception" est issue du concept de Développement Durable, consistant à considérer l'impact environnemental de chaque décision dans la mise en œuvre d'un plan d'aménagement.

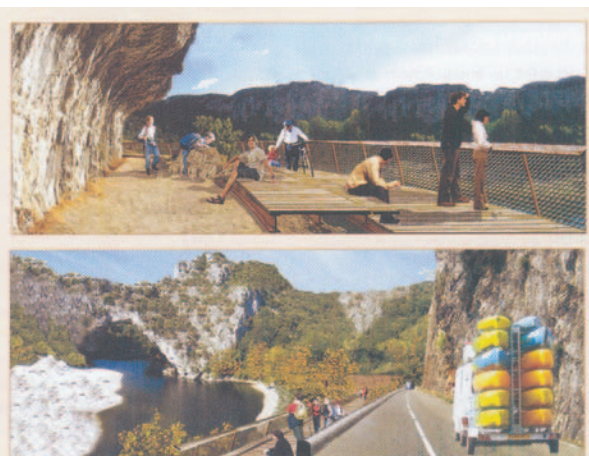


Figure A3 : Descriptif du projet de cheminement piéton allant de l'Espace de Restitution de la grotte Chauvet à l'aval du Pont d'Arc

d'après revue Reliefs été et automne 1999, outil de communication du conseil général de l'Ardèche.

ANNEXE 5 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES DES GORGES DE L'ARDÈCHE : CARTE DE LOCALISATION DES LIEUX D'INTERVIEW

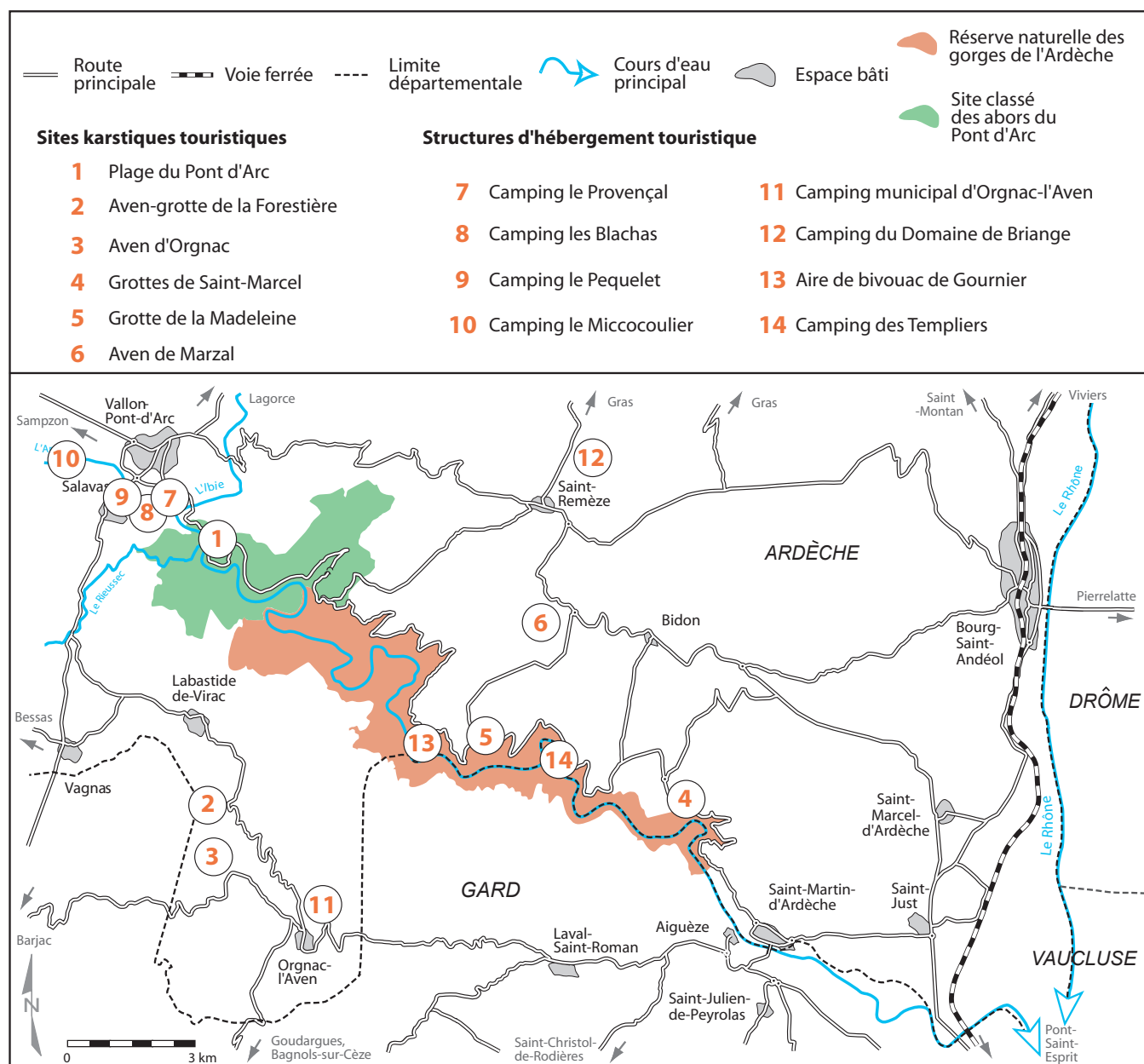


Figure A4 : Localisation des lieux d'interview des populations touristiques aux abords des gorges de l'Ardèche

Campagne de terrain de l'été 2004

ANNEXE 6 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES DES GORGES DE L'ARDÈCHE : FORMULAIRE D'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIF

Date, lieu, numéro

Pratiques

Provenance [pays, régions, communes]

Séjour [depuis combien de temps vous êtes ici, combien de temps est-ce que vous restez encore, est-ce que vous êtes venus en famille, en couple d'amis, en groupe, où est-ce que vous logez, si c'est la première fois que vous venez, ou au contraire si ce n'est pas la première fois, qu'est-ce qui fait que vous revenez ici]

Attentes [ce que vous attendez de vos vacances, ce que vous êtes venus chercher ici]

Pratiques [ce que vous avez fait, qu'est-ce qui fait que vous avez fait telle ou telle activité : les panneaux ?, si descente en canoë, sur 1 ou 2 jours ?, les grottes ou plus généralement sites visités dans les gorges, laquelle vous paraît être la plus respectueuse de cette articulation patrimoine/ tourisme ?]

Par rapport à leurs pratiques, qu'est-ce qu'ils ont perçu, qu'est-ce qu'ils ont vu

Patrimoine

La définition du patrimoine [naturel, culturel, situation par rapport aux actions de l'homme, évolution sémantique de ce terme, lecture des panneaux, connaissance du statut de la réserve, du statut des sites, des espèces protégées]

Articulation patrimoine/ tourisme

Comment pensez-vous l'**articulation patrimoine/ tourisme** ?

Quels sont pour vous les **objectifs et les intérêts** d'une mise en relation patrimoine/ tourisme ?

A l'échelle des **gorges de l'Ardèche** [associations/ exclusion par rapport à la gestion de ce territoire, attentes, espoirs, craintes]

A l'échelle des **grottes aménagées** [associations/ exclusion par rapport à la gestion de ces sites, attentes, espoirs, craintes]

ANNEXE 7 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES DES GORGES DE L'ARDÈCHE : DÉFINITION DU CORPUS « PRÉLIMINAIRE »

Ces tableaux mettent en avant le nombre d'entretiens retenus (par lieu, puis par type de lieu) pour former le corpus « préliminaire ».

Lieux d'interview	Nombre d'entretiens	% sur la totalité des 120 interviewés	Nombre théorique pour l'échantillonnage	Nombre retenu pour l'échantillonnage	% dans l'échantillonnage
Plage du Pont d'Arc	15	12.5 %	3.75	4	13.33 %
Bivouac de Gournier	13	10.8 %	3.24	3	10 %
Grotte de la Madeleine	11	9.2 %	2.76	3	10 %
Grottes de Saint-Marcel	10	8.3 %	2.49	2	6.66 %
Aven –grotte de la Forestière	9	7.5 %	2.25	2	6.66 %
Aven d'Orgnac	9	7.5 %	2.25	2	6.66 %
Camping le Pequelet	8	6.7 %	2.01	2	6.66 %
Camping des Templiers	8	6.7 %	2.01	2	6.66 %
Camping le Provençal	7	5.8 %	1.74	2	6.66 %
Camping d'Orgnac	7	5.8 %	1.74	2	6.66 %
Aven de Marzal	7	5.8 %	1.74	2	6.66 %
Camping Domaine de Briange	6	5 %	1.5	2	6.66 %
Camping le Miccocoulier	5	4.2 %	1.26	1	3.33 %
Camping les Blachas	5	4.2 %	1.26	1	3.33 %
Total	120	100 %	30	30	100 %

Tableau A2 : Méthode d'échantillonnage en vue de définir un corpus « préliminaire », au prorata des entretiens conduits pour chaque lieu d'interview

Type de lieu	Nombre d'entretiens	% sur la totalité des 120 interviewés	Nombre théorique pour l'échantillonnage	Nombre retenu pour l'échantillonnage	% dans l'échantillonnage
Grotte touristique	46	38.33 %	11.5	11	36.67 %
Camping	46	38.33 %	11.5	12	40 %
Plage	15	12.5 %	3.75	4	13.33 %
Bivouac	13	10.84 %	3.24	3	10 %
Total	120	100 %	30	30	100 %

Tableau A3 : Méthode d'échantillonnage en vue de définir un corpus « préliminaire », au prorata des entretiens conduits selon chaque type de lieu

ANNEXE 8 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES DES GORGES DE L'ARDÈCHE : RICHESSE LEXICALE DU CORPUS « PRÉLIMINAIRE »

Taille du corpus : c'est la longueur du texte, elle donne le nombre total de formes graphiques qui le composent.

Richesse du lexique : c'est le nombre de mots différents présents dans le corpus, elle donne une indication sur la richesse du vocabulaire.

Répétition : c'est le nombre de fois qu'un mot se trouve en moyenne répété dans le texte.

Corpus réduit : les mots de trois lettres et moins sont enlevés du corpus.

Hapax : se dit des formes qui n'apparaissent qu'une seule fois dans l'ensemble du corpus analysé.

	Taille du corpus	Richesse du lexique	Répétition		Corpus réduit	Lexique réduit	Répétition
Corpus questions	11610	955	12.16		3955	783	5.05
Quest. Lem verbe	1714	173	9.91		1615	172	9.39
Quest. Lem substantifs	1838	314	5.85		1577	291	5.42
Quest. Lem adj	328	92	3.57		262	82	3.2
Quest. Lem inconnu	207	21	9.85		207	21	9.85
Corpus réponse	34201	2962	11.55		12554	2705	4.64
Rép. Lem verbe	5670	486	11.67		5046	485	10.40
Rép. Lem substantif	5045	1014	4.98		4279	970	4.41
Rép. Lem adj	1365	369	3.7		1194	354	3.37
Rép. Lem inconnu	581	182	3.19		568	174	3.26

Tableau A4 : Caractérisation statistique du corpus « préliminaire » suite à sa lemmatisation

Pourcentage effectué sur les corpus réduits	% de lecture des 25 premiers mots	% de lecture des 50 premiers mots	% de lecture des hapax
Corpus questions	1568 occ., soit 39.6%	2101 occ., soit 53,1 %	414 occ, soit 10.5%
Quest. Lem verbe	1318 occ., soit 81.6%	1448 occ., soit 89.7%	84 occ., soit 5.2%
Quest. Lem substantifs	1008 occ., soit 63.9%	1199 occ., soit 76%	157 occ., 10 %
Quest. Lem adj	199 occ, 76%	230 occ., 87.8%	51 occ., 19,5%
Quest. Lem inconnu	Non pertinent		
Corpus réponse	3177 occ., 25.3%	4499 occ., 35.8%	1448 occ., 11.5%
Rép. Lem verbe	3508 occ., 69.5%	3902 occ., 77 %	220 occ., 4.4%
Rép. Lem substantif	1474 occ., 34.4%	1968 occ., 46%	465 occ., 10.9%
Rép. Lem adj	572 occ., 47.9%	734 occ., 61.5%	210 occ., 17.6%
Rép. Lem inconnu	Non pertinent		

Tableau A5 : Pourcentage de couverture des termes les plus employés selon les différentes variables lemmatisées issues du corpus « préliminaire »

ANNEXE 9 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES DES GORGES DE L'ARDÈCHE : GRILLE DE LECTURE

numéro de l'interview

Renseignements généraux

lieu de l'interview

- | | |
|---|--|
| <input type="radio"/> aven d'ornac | <input type="radio"/> Camping Le Provençal |
| <input type="radio"/> aven de Marzal | <input type="radio"/> camping Domaine de Briange |
| <input type="radio"/> grotte de la madeleine | <input type="radio"/> camping à saint martin |
| <input type="radio"/> grotte de saint marcel | <input type="radio"/> bivouac de Gournier |
| <input type="radio"/> grotte des Huguenots | <input type="radio"/> camping des templiers |
| <input type="radio"/> grotte de la forestière | <input type="radio"/> aire d'arrivée de Sauze |
| <input type="radio"/> plage du Pont d'Arc | <input type="radio"/> camping le miccocolier |
| <input type="radio"/> camping d'ornac | <input type="radio"/> camping les blachas |
| <input type="radio"/> camping le Pequelet | |

type de lieu

- | | |
|-------------------------------|-------------------------------------|
| <input type="radio"/> grotte | <input type="radio"/> bivouac |
| <input type="radio"/> camping | <input type="radio"/> arrivée kayak |
| <input type="radio"/> plage | <input type="radio"/> autres |

Si 'autres', précisez :

sexe

- ☐ F ☐ H

situation familiale

- | | |
|------------------------------|-------------------------------|
| <input type="radio"/> seul | <input type="radio"/> groupe |
| <input type="radio"/> amis | <input type="radio"/> famille |
| <input type="radio"/> couple | |

lieu de résidence principale

région d'origine

- | | |
|--|--|
| <input type="radio"/> île-de-france | <input type="radio"/> moitié nord de la France |
| <input type="radio"/> centre | <input type="radio"/> moitié sud de la France |
| <input type="radio"/> jura-bourgogne | <input type="radio"/> région rhône-alpes |
| <input type="radio"/> façade méd | <input type="radio"/> suisse, allge |
| <input type="radio"/> belgique, pays-bas | <input type="radio"/> hors-europe |

Caractéristiques des séjours effectués

nombre de visite dans la région des gorges de l'Ardèche

- | | |
|---|--|
| <input type="radio"/> 1 | <input type="radio"/> entre 5 et 20 fois |
| <input type="radio"/> entre 2 et 4 fois compris | <input type="radio"/> plus de 20 fois |

type de séjour

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> excursion à la journée | <input type="checkbox"/> séjour aux alentours des gorges |
| <input type="checkbox"/> de passage sur la route des vacances | <input type="checkbox"/> descente des gorges sur 2 jours |

si séjour dans les gorges, combien de jours restez-vous en tout?

- | | |
|---|--|
| <input type="radio"/> moins d'une semaine | <input type="radio"/> 2 semaines |
| <input type="radio"/> une semaine | <input type="radio"/> plus de 2 semaines |
| <input type="radio"/> 10 jours | |

si séjour dans les gorges, vous résidez dans

- | | |
|--|-----------------------------|
| <input type="radio"/> camping | <input type="radio"/> gîte |
| <input type="radio"/> résidence secondaire | <input type="radio"/> amis |
| <input type="radio"/> maison familiale | <input type="radio"/> hôtel |
| <input type="radio"/> location | |

si séjour dans les gorges, où?

- | | |
|---|---------------------------------------|
| <input type="radio"/> entrée des gorges | <input type="radio"/> plateau |
| <input type="radio"/> sortie des gorges | <input type="radio"/> dans les gorges |
| <input type="radio"/> en amont des gorges | <input type="radio"/> autres |

Activités touristiques

activités touristiques depuis leur arrivée

- | | | |
|---|--|---|
| <input type="checkbox"/> canoë | <input type="checkbox"/> musées | <input type="checkbox"/> vieux villages |
| <input type="checkbox"/> grotte | <input type="checkbox"/> baignade | <input type="checkbox"/> sites naturels |
| <input type="checkbox"/> sports de pleine nature | <input type="checkbox"/> farniente | <input type="checkbox"/> route touristique des gorges |
| <input type="checkbox"/> sports urbains | <input type="checkbox"/> marché | <input type="checkbox"/> activités du camping |
| <input type="checkbox"/> attractions touristiques (lamas) | <input type="checkbox"/> sites historiques | |

Motivations

motivations à venir dans la région des gorges de l'Ardèche

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> accessibilité par rapport au lieu de résidence | <input type="checkbox"/> pour visiter un site en particulier (pont d'arc) |
| <input type="checkbox"/> venir visiter des proches | <input type="checkbox"/> par habitude |
| <input type="checkbox"/> découverte d'une nouvelle région | <input type="checkbox"/> descente en canoë |
| <input type="checkbox"/> dépaysement | <input type="checkbox"/> pour revoir une région appréciée |
| <input type="checkbox"/> eau, baignade | <input type="checkbox"/> la diversité des activités |
| <input type="checkbox"/> calme, tranquillité | <input type="checkbox"/> les produits locaux |
| <input type="checkbox"/> le climat | <input type="checkbox"/> le camping |
| <input type="checkbox"/> beauté du cadre, nature, envir | <input type="checkbox"/> accueil, ambiance |
| <input type="checkbox"/> architecture | |

extrait motivations à venir dans la région des gorges de l'Ardèche

Perception

perception de la région des gorges

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> trop de monde | <input type="checkbox"/> tranquillité, qualité de vie |
| <input type="checkbox"/> trop cher | <input type="checkbox"/> climat agréable |
| <input type="checkbox"/> trop d'aménagement touristique | <input type="checkbox"/> dégradation du cadre naturel |
| <input type="checkbox"/> beauté du cadre, nature sauvage | <input type="checkbox"/> préservation du cadre naturel |

extrait perception de la région des gorges

Définition du patrimoine

qu'est-ce qui fait qu'un objet est du patrimoine ?

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> la main de l'homme, qqch de bâti | <input type="checkbox"/> caractère authentique, typique |
| <input type="checkbox"/> les coutumes, les traditions, les gens d'ici | <input type="checkbox"/> ce que l'on reçoit des anciens |
| <input type="checkbox"/> référence au temps long, historique | <input type="checkbox"/> la nécessité de préserver |
| <input type="checkbox"/> la spécificité d'un endroit | <input type="checkbox"/> la notion de transmettre aux générations futures |
| <input type="checkbox"/> autre chose que chez nous | <input type="checkbox"/> le fait que cela appartienne à tout le monde |
| <input type="checkbox"/> la richesse d'une région | <input type="checkbox"/> sans avis |
| <input type="checkbox"/> l'idée de splendeur, de magnificence, d'unique | |

Extrait patrimoine

Approche du couple patrimoine/ tourisme

relations patrimoine "naturel"/tourisme

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> le patrimoine comme atout de développement économique | <input type="checkbox"/> la fréquentation touristique nuit au patrimoine |
| <input type="checkbox"/> le tourisme fait le patrimoine | <input type="checkbox"/> l'exploitation abusive du patrimoine par les acteurs du secteur touristique |
| <input type="checkbox"/> les retombées touristiques qui doivent servir à l'entretien du patrimoine | <input type="checkbox"/> le patrimoine qui permet de satisfaire la curiosité du touriste, découvrir, apprendre |
| <input type="checkbox"/> les aménagements touristiques comme moyen de préserver le patrimoine naturel (canalisation des flux) | <input type="checkbox"/> le tourisme comme moment privilégié pour découvrir une région via son patrimoine |
| <input type="checkbox"/> le tourisme, en amenant une certaine notoriété, qui contribue à préserver le patrimoine | <input type="checkbox"/> laisser les parimoines accessibles à tous |
| <input type="checkbox"/> une harmonie à trouver | <input type="checkbox"/> cela dépend des pratiques touristiques |
| <input type="checkbox"/> la nécessité de préserver le patrimoine naturel par rapport aux aménagements touristiques | <input type="checkbox"/> sans avis |

extrait patrimoine "naturel"/tourisme

ANNEXE 10 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES DES GORGES DE L'ARDÈCHE : RICHESSE LEXICALE DU CORPUS « 120 ENTRETIENS CODÉS »

Taille du corpus : c'est la longueur du texte, elle donne le nombre total de formes graphiques qui le composent.

Richesse du lexique : c'est le nombre de mots différents présents dans le corpus, elle donne une indication sur la richesse du vocabulaire.

Répétition : c'est le nombre de fois qu'un mot se trouve en moyenne répété dans le texte.

Corpus réduit : les mots de trois lettres et moins sont enlevés du corpus.

Hapax : se dit des formes qui n'apparaissent qu'une seule fois dans l'ensemble du corpus analysé.

	Taille du corpus	Richesse du lexique	Répétition		Corpus réduit	Lexique réduit	Répétition
Corpus réponse	43539	2867	15.19		16089	2631	6.12
Rép. Lem verbe	7289	517	14.10		6550	516	12.69
Rép. Lem substantifs	7254	962	7.54		6345	929	6.83
Rép. Lem adj	2012	355	5.67		1794	341	5.26
Rép. Lem inconnu	679	122	5.57		667	119	5.61

Tableau A6 : Caractérisation statistique du corpus « 120 entretiens codés » suite à sa lemmatisation

Pourcentage effectué sur les corpus réduits	% de lecture des 25 premiers mots	% de lecture des 50 premiers mots	% de lecture des hapax
Corpus réponse	4475 occ., soit 27.8 %	6248 occ., soit 38.8 %	1344 occ, soit 8.4 %
Rép. Lem verbe	4532 occ., soit 69.2 %	5116 occ., soit 78.1 %	208 occ., soit 3.2 %
Rép. Lem substantifs	2970 occ., soit 46.8 %	3740 occ., soit 58.9%	456 occ., 7.2 %
Rép. Lem adj	1011 occ, 56.4%	1267 occ., 70.6 %	185 occ., 10.3 %
Rép. Lem inconnu	Non pertinent		

Tableau A7 : Pourcentage de couverture des termes les plus employés selon les différentes variables lemmatisées issues du corpus « 120 entretiens codés »

Liste des 25 mots les plus employés dans la variable réponse lemmatisée des substantifs, corpus « préliminaire »			Liste des 25 mots les plus employés dans la variable réponse lemmatisée des substantifs, corpus « 120 entretiens codés »		
	Nombre d'occ.	% du texte		Nombre d'occ.	% du texte
Gens	153	3.6 %	Patrimoine	357	5.6 %
Patrimoine	126	2.9 %	Gorge	264	4.2 %
Grotte	122	2.9 %	Région	202	3.2 %
Région	71	1.7 %	Gens	175	2.8 %
Temps	70	1.6 %	Paysage	171	2.7 %
Année	64	1.5 %	Touristes	156	2.5 %
Monde	63	1.5 %	Site	149	2.3 %
Gorge	59	1.4 %	Camping	147	2.3 %
Site	57	1.3 %	Temps	141	2.2 %
Touriste	57	1.3 %	Tourisme	120	1.9 %
Tourisme	52	1.2 %	Grotte	112	1.8 %
Camping	51	1.2 %	Monde	104	1.6 %
Jour	51	1.2 %	Année	102	1.6 %
Canoë	45	1.1 %	Canoë	66	1 %
Village	33	0.8 %	Nature	60	0.9 %
Enfant	32	0.7 %	Enfant	59	0.9 %
Personne	30	0.7 %	Village	59	0.9 %
Nature	28	0.7 %	Descente	56	0.9 %
Pays	27	0.6 %	Vacances	51	0.8 %
Maison	26	0.6 %	Endroit	49	0.8 %
Vacance	26	0.6 %	Soleil	47	0.7 %
Descente	24	0.6 %	Route	39	0.6 %
Eau	24	0.6 %	Activités	38	0.6 %
Histoire	23	0.5 %	Histoire	36	0.6 %
Moment	22	0.5 %	Eau	35	0.6 %

Tableau A8 : Mise en perspective des 25 termes les plus fréquemment employés dans les corpus « préliminaire » et « 120 entretiens codés »

En gras sont figurés les termes qui apparaissent dans le second corpus.

ANNEXE 11 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES DES GORGES DE L'ARDÈCHE : CARACTÉRISTIQUES DES 120 INDIVIDUS INTERROGÉS

	Nb. Cit.	Fréq.		Nb. Cit.	Fréq.
Lieu d'interview			Type de lieu d'interview		
Plage du Pont d'Arc	15	12, 5 %	Grotte touristique	46	38 %
Bivouac de Gournier	13	11 %	Camping	46	38 %
Grotte de la Madeleine	11	9 %	Plage	15	12, 5 %
Grottes de Saint-Marcel	10	8 %	Bivouac	13	11 %
Aven-grotte de la Forestière	9	7, 5 %	Sexe		
Aven d'Ornac	9	7, 5 %	Homme	60	50 %
Camping le Pequelet	8	7 %	Femme	60	50 %
Camping des Templiers	8	7 %	Nombre de séjours en Ardèche		
Camping le Provençal	7	6 %	Entre 2 et 4 fois compris	53	44 %
Aven de Marzal	7	6 %	Premier séjour	41	34 %
Camping d'Ornac	7	6 %	Entre 5 et 20 fois	20	17 %
Camping Domaine de Briange	6	5 %	Plus de 20 fois	6	5 %
Camping le Miccocoulier	5	4 %	Type de séjour		
Camping les Blachas	5	4 %	Séjour aux alentours des gorges	95	79 %
Situation familiale			Excursion à la journée	10	8 %
Famille	63	52, 5 %	Descente des gorges sur 2 jours	10	8 %
Couple	32	27 %	De passage sur la route des vacances	8	7 %
Amis	23	19 %	Type de résidence		
Groupe	1	1 %	Camping	74	62 %
Seul	1	1 %	De passage	25	21 %
Région d'origine			Location	7	6 %
Moitié nord de la France	46	38 %	Gîte	6	5 %
région Rhône-Alpes	21	17, 5 %	Hôtel	4	3 %
Ile-de-France	15	12, 5 %	Maison de famille/ résidence secondaire	3	3 %
Jura-bourgogne	11	9 %	Amis	1	1 %
Moitié sud de la France	7	6 %			
Façade méd.	7	6 %			
Belgique, Pays-bas	5	4 %	Motivations à venir en Ardèche		
Suisse, Allemagne	3	2, 5 %	Beauté du cadre, nature, env.	90	75 %
Centre de la France	3	2, 5 %	Eau, baignade	60	50 %
Hors-Europe	2	2 %	Le climat	55	46 %
Durée totale du séjour			Calme, tranquillité	48	40 %
2 semaines	30	25 %	Découverte d'une nouvelle région	35	30 %
Une semaine	27	22, 5 %	Par habitude	28	23 %
De passage	26	22 %	Accessibilité	26	22 %
Plus de 2 semaines	16	13 %	Pour revoir une région appréciée	26	22 %
Moins d'une semaine	14	12 %	Descente en canoë	25	21 %
10 jours	7	6 %	Dépaysement	19	16 %
Lieu de séjour			La diversité des activités	14	12 %
Entrée des gorges	43	36 %	Pour visiter un site en particulier (Pont d'Arc)	11	9 %
De passage	25	21 %	Venir visiter des proches	8	7 %
Autres	16	13 %	Le camping	7	6 %
Plateau	13	11 %	Accueil, ambiance	6	5 %
En amont des gorges	12	10 %	Architecture	5	4 %
Dans les gorges	7	6 %	Les produits locaux	4	3 %
Sortie des gorges	4	3 %			
Activités touristiques			Activités touristiques (suite)		
Baignade	83	69 %	Sports de pleine nature	16	13 %
Farniente	68	57 %	Sites historiques	11	9 %
Grotte touristique	60	50 %	Sports urbains	8	7 %
Vieux villages	49	41 %	Route touristique des gorges	8	7 %
Canoë	43	36 %	Musées	7	6 %
Sites naturels	41	34 %	Attractions touristiques (lamas)	6	5 %
Marché	27	22, 5 %	Activités du camping	6	5 %

Tableau A9 : Pratiques touristiques des 120 individus interrogés

	Nb. Cit.	Fréq.
Perception de la région des gorges		
Beauté du cadre, nature sauvage	92	77 %
Climat agréable	60	50 %
Tranquillité, qualité de vie	57	47, 5 %
Trop de monde	39	32, 5 %
Préservation du cadre naturel	24	20 %
Sans avis	12	10 %
Trop d'aménagement touristique	10	8 %
Trop cher	8	7 %
Qu'est-ce que le patrimoine ?		
La spécificité d'un endroit	62	52 %
La nécessité de préserver	52	43 %
Référence au temps long, historique	50	42 %
La richesse d'une région	49	41 %
L'idée de splendeur, de magnificence, d'unique	47	39 %
La main de l'homme, quelque chose de bâti	40	33 %
Caractère authentique, typique	29	24 %
La notion de transmettre aux générations futures	12	10 %
Autre chose que chez nous	8	7 %
Ce que l'on reçoit des anciens	7	6 %
Les coutumes, les traditions, les gens d'ici	7	6 %
Le fait que cela appartienne à tout le monde	6	5 %
Sans avis	4	3 %
Les relations patrimoine "naturel" / tourisme		
Le tourisme comme moment privilégié pour découvrir une région <i>via</i> son patrimoine	38	32 %
Le patrimoine comme atout de développement économique	32	27 %
Le patrimoine qui permet de satisfaire la curiosité du touriste, découvrir, apprendre	32	27 %
La fréquentation touristique nuit au patrimoine	31	26 %
La nécessité de préserver le patrimoine naturel par rapport aux aménagements touristiques	18	15 %
Les retombées touristiques qui doivent servir à l'entretien du patrimoine	13	11 %
Cela dépend des pratiques touristiques	13	11 %
L'exploitation abusive du patrimoine par les acteurs du secteur touristique	11	9 %
Une harmonie à trouver	11	9 %
Laisser les patrimoines accessibles à tous	8	7 %
Les aménagements touristiques comme moyen de préserver le patrimoine naturel (canalisation des flux)	6	5 %
Sans avis	6	5 %
Le tourisme fait le patrimoine	5	4 %
Le tourisme, en amenant une certaine notoriété, qui contribue à préserver le patrimoine	4	3 %

Tableau A10 : Perception de l'espace vacancier des 120 individus interrogés

ANNEXE 12 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES : REGROUPEMENT DE MODALITÉS DE RÉPONSES EN VUE DE PROCÉDER À UNE TYPOLOGIE

Modalités dans la grille de lecture initiale	Regroupements pour l'élaboration de la typologie
Accessibilité par rapport au lieu de résidence	Accessibilité par rapport au lieu de résidence, soit 26 individus
Venir visiter des proches	Venir visiter des proches, soit 8 individus
Découverte d'une nouvelle région	Découverte d'une nouvelle région/ site en particulier, soit 54 individus
Dépaysement	
Pour visiter un site en particulier	
Eau, baignade	Eau, baignade, soit 60 individus
Calme, tranquillité	Environnement, soit 94 individus
Le climat	
Beauté du cadre, nature, environnement	
En opposition à la côte d'azur	
Architecture	Notion de « pays » : Architecture, produits du terroir, soit 8 individus
Les produits locaux	
Par habitude	Par habitude, soit 28 individus
Le camping	
Accueil, ambiance	
Descente en canoë	Descente en canoë, soit 25 individus
Pour revoir une région appréciée	Pour revoir une région appréciée, soit 26 individus
La diversité des activités	La diversité des activités, soit 14 individus

Tableau A11 : Regroupement des modalités de réponses de la variable « motivations à venir en Ardèche »
19 modalités regroupées en 10 nouvelles catégories

Modalités dans la grille de lecture initiale	Regroupements pour l'élaboration de la typologie
Trop de monde	Trop de tourisme, soit 43 individus
Trop cher	
Trop d'aménagement touristique	
Beauté du cadre, nature sauvage	Environnement agréable, soit 99 individus
Tranquillité, qualité de vie	
Climat agréable	
Dégradation du cadre naturel	Dégradation du cadre naturel, soit 12 individus
Préservation du cadre naturel	Préservation du cadre naturel, soit 24 individus
Sans avis	Sans avis, soit 10 individus

Tableau A12 : Regroupement des modalités de réponses de la variable « perception des gorges de l'Ardèche »

9 modalités regroupées en 5 nouvelles catégories

Modalités dans la grille de lecture initiale	Regroupements pour l'élaboration de la typologie
La main de l'homme, quelque chose de bâti	Approche culturelle et historique, soit 64 individus
Les coutumes, les traditions, les gens d'ici	
Référence au temps long, historique	
La spécificité d'un endroit	Spécificité d'une région, soit 67 individus
Autre chose que chez nous	
La richesse d'une région	
L'idée de splendeur, de magnificence, d'unique	Caractère de grandiose, d'unicité, soit 66 individus
Caractère authentique, typique	
Ce que l'on reçoit des anciens	La notion de transmettre, soit 60 individus
La nécessité de préserver	
La notion de transmettre aux générations futures	
Le fait que cela appartienne à tout le monde	
Sans avis	Sans avis, soit 6 individus

Tableau A13 : Regroupement des modalités de réponses de la variable « définition du patrimoine »
13 modalités regroupées en 5 nouvelles catégories

Modalités dans la grille de lecture initiale	Regroupements pour l'élaboration de la typologie
Le patrimoine comme atout du développement économique	Cercle « vertueux », soit 52 individus
Le tourisme fait le patrimoine	
Les retombées touristiques pour entretenir le patrimoine	
Les aménagements touristiques comme moyen de canaliser les flux	
Le tourisme, en amenant une certaine notoriété, qui contribue à préserver le patrimoine	
La nécessité de préserver le patrimoine naturel par rapport aux aménagements touristiques	Des relations « destructrices », soit 44 individus
La fréquentation touristique nuit au patrimoine	
L'exploitation abusive du patrimoine par les acteurs du tourisme	
Le patrimoine qui permet de satisfaire la curiosité du touriste	Le patrimoine sous l'angle de la découverte, soit 55 individus
Le tourisme comme moment privilégié pour découvrir une région via son patrimoine	
Laisser les patrimoines accessibles à tous	
Une harmonie à trouver	Selon les pratiques, une harmonie à trouver, soit 24 individus
Cela dépend des pratiques touristiques	
Sans avis	Sans avis, soit 6 individus

Tableau A14 : Regroupement des modalités de réponses de la variable « appréhension des relations patrimoine/ tourisme »

14 modalités regroupées en 5 catégories

Au final, cette démarche de classification a été conduite sur les variables et modalités de réponses suivantes :

- Type de lieu : grotte, camping, plage, bivouac.
- Sexe : homme, femme.
- Situation familiale : seul, amis, couple, groupe, famille.
- Région d'origine : île de France, moitié nord de la France, moitié sud de la France, littoral méditerranéen, Rhône-Alpes, centre, jura-bourgogne, suisse/Allemagne, Pays-Bas/ Belgique, hors Europe.
- Nombre de séjour en Ardèche : 1, entre 2 et 4, entre 5 et 20, plus de 20 fois.
- Type de séjour : excursion à la journée, séjour aux alentours des gorges, de passage sur la route des vacances, descente des gorges de l'Ardèche.
- Lieu de séjour : entrée des gorges, en amont des gorges, dans les gorges, sortie des gorges, sur les plateaux, de passage, autres.
- Type de résidence : de passage, camping, résidence secondaire/ familiale, amis, gîte, location, hôtel.
- Durée totale du séjour : de passage, moins d'une semaine, une semaine, 10 jours, deux semaines, plus de deux semaines.
- Activités touristiques : baignade, farniente, grotte, vieux villages, canoë, sites naturels, marché, sports de pleine nature, sites historiques, sports urbains (pétanque, bowling, etc.), route touristique des gorges, musées, activités du camping, attractions touristiques.
- Motivations à venir en Ardèche : accessibilité par rapport au lieu de résidence, venir visiter des proches, découverte d'une nouvelle région, eau/ baignade, environnement, architecture/ produits du terroir, par habitude, descente en canoë, pour revoir une région appréciée, la diversité des activités.
- Perception des gorges de l'Ardèche : trop de tourisme, environnement agréable, dégradation du cadre naturel, préservation du cadre naturel, sans avis.
- Définition du patrimoine : approche culturelle et historique, spécificité d'une région, caractère unique/ grandiose, la notion de transmettre, sans avis.
- Les relations patrimoine/ tourisme : cercle vertueux, des relations « destructrices », le patrimoine sous l'angle de la découverte, cela dépend des pratiques/ harmonie, sans avis.

Soit un total de 14 variables et de 88 modalités de réponses.

ANNEXE 13 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES : RÉSULTATS DE LA PREMIÈRE ACM ET IDENTIFICATION DES ÉLÉMENTS RÉSIDUELS

Une première ACM fait ressortir la répartition suivante des 120 individus :

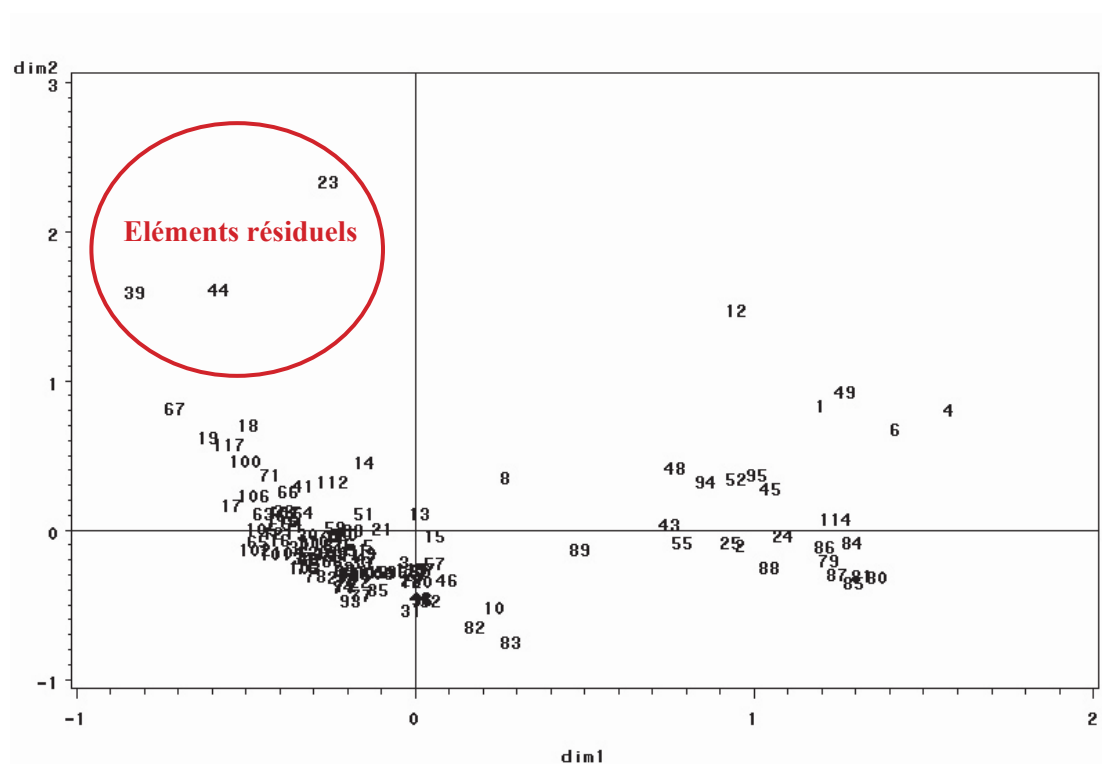


Figure A5 : Première analyse en composantes multiples des individus interrogés et identification des individus résiduels

Les modalités qui contribuent le plus à la répartition des individus sur l'axe horizontal sont :

En positif :

- Le lieu d'interview : aires de bivouac
- Type de séjour : excursion à la journée, descente des gorges sur deux jours
- Motivations : descente en canoë

En négatif :

- Le lieu d'interview : camping
- Type de séjour : séjour aux alentours des gorges
- Activités touristiques : repos

Cet axe horizontal met ainsi en opposition relative les personnes qui sont de passage dans les gorges de l'Ardèche, essentiellement pour effectuer la descente des gorges en canoë et les individus qui viennent séjourner dans les gorges de l'Ardèche lors de séjours plus long, avec comme activité touristique principale le repos.

En revanche, en ce qui concerne la répartition selon l'axe vertical, l'identification des modalités déterminantes est moins évidente. L'étude de l'ACM fait uniquement ressortir des modalités explicatives de la répartition en positif des individus. A ce titre, les modalités structurantes sont :

- Nombre de séjour en Ardèche : entre 5 et 20 fois
- Perception des gorges de l'Ardèche : sans avis
- Motivation à venir en Ardèche : descente en canoë

Par ailleurs, la lecture de ce graphique général fait ressortir trois individus dont les caractéristiques se démarquent fortement de l'ensemble des 117 individus restants ; il s'agit des individus situés dans la partie supérieure gauche de ce graphique, soit les observations numéros 23, 39 et 44 (cf. cercle rouge sur la figure A5).

Ces individus viennent en famille. Leur fréquence de séjour dans les gorges se situe entre 10 et 20 séjours. Ce sont des personnes venant des Pays-Bas et de Hors Europe. Ils séjournent aux alentours des gorges essentiellement à l'entrée des gorges, en maison familiale ou en camping. Leur séjour dure plus de deux semaines durant lequel ils pratiquent essentiellement des sports de pleine nature et de baignade. Les motivations principales de leur séjour sont le sport et la baignade. Ils perçoivent essentiellement le cadre des gorges de l'Ardèche à travers l'environnement agréable. En ce qui concerne la perception de la composition du patrimoine et du couple patrimoine/tourisme, peu de tendances se dégagent, chacun ayant des avis très personnels sur ces questions.

Ces trois individus se distinguent de la population touristique étudiée essentiellement au regard de leur nationalité ; cette modalité explique leur positionnement relativement éloigné par rapport aux autres individus.

Dans une certaine mesure, il semble que la prise en compte de ces trois individus, du fait de leur particularité, fausse l'étude du reste de la population. Dans la perspective d'observer une plus grande dispersion des individus, une deuxième ACM a été conduite sans tenir compte de ces trois individus considérés comme « résiduels ».

ANNEXE 14 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES : ACM LEXICALE DE RÉFÉRENCE, CORPUS « 120 ENTRETIENS CODÉS »

Terme	Occurrences	Fréquence ramenée sur le nombre d'individus du groupe considéré (120)
Patrimoine	359	2.99
Gorge	266	2.21
Tourisme	264	2.2
Région	204	1.7
Paysage	173	1.44
Gens	168	1.4
Camping	143	1.19
Grotte	111	0.93
Canoë	67	0.56
Nature	59	0.5
Village	59	0.5
Enfant	56	0.46
Vacance	51	0.43
Soleil	47	0.4
Activité	40	0.33
Histoire	36	0.3
Rivière	33	0.28
Richesse	31	0.26
Baignade	29	0.24
Maison	29	0.24
Pays	27	0.23
Ami	25	0.21
Visite	24	0.2
Calme	22	0.18
Climat	21	0.175
Plage	20	0.16
Pierre	17	0.14
Tranquillité	16	0.13
Ambiance	15	0.12
Sport	14	0.11

Tableau A15 : Identification des termes sur lesquels repose l'ACM lexicale de référence, variable « substantifs lemmatisés » des réponses ouvertes du corpus « 120 entretiens codés »

Ce tableau met en évidence les 30 termes retenus pour procéder à une ACM lexicale des réponses ouvertes des 120 individus. Ces termes ont été sélectionnés en raison de l'importance de leurs occurrences et de leur unité de signification dans le corpus.

	Axe 1 (+0.6%)		Axe 2 (+0.2%)	
Contributions positives	ami	+6.3%	tranquillité	+14.7%
	sport	+6.2%	climat	+13.8%
	calme	+4.2%	ami	+10.8%
	soleil	+4.0%	enfant	+4.9%
	ambiance	+3.4%	pays	+4.1%
	tranquillité	+3.2%	richesse	+2.7%
	climat	+2.1%	maison	+1.6%
	rivière	+2.0%	grotte	+0.6%
	camping	+2.0%	vacance	+0.3%
	activité	+1.5%	rivière	+0.2%
	baignade	+1.4%	visite	+0.1%
	vacance	+1.2%	plage	+0.1%
	canoë	+1.0%	région	+0.0%
	plage	+0.9%	calme	+0.0%
	enfant	+0.9%		
Contributions négatives	histoire	-13.9%	ambiance	-23.0%
	pays	-11.1%	sport	-7.3%
	richesse	-10.4%	activité	-4.6%
	patrimoine	-8.1%	pierre	-4.1%
	#tourisme	-4.7%	#tourisme	-1.7%
	pierre	-2.5%	paysage	-1.6%
	village	-2.2%	village	-1.4%
	région	-1.5%	camping	-1.1%
	grotte	-1.4%	baignade	-0.5%
	maison	-1.0%	histoire	-0.4%
	gens	-0.9%	soleil	-0.2%
	gorge	-0.9%	nature	-0.1%
	paysage	-0.8%	canoë	-0.1%
	nature	-0.4%	gorge	-0.0%
	visite	-0.1%	gens	-0.0%

Tableau A16 : Tableau des contributions pour l'ACM lexicale, corpus « 120 individus codés »

Ce tableau met en avant la contribution de chaque terme à l'interprétation générale de l'ACM selon les axes horizontal (axe 1) et vertical (axe 2).

ANNEXE 15 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES DES GORGES DE L'ARDÈCHE : CARACTÉRISTIQUES DES « TOURISTES FAMILIERS » (GROUPE 1)

	Nb. Cit.	Fréq.		Nb. Cit.	Fréq.
Lieu d'interview			Type de lieu d'interview		
Camping le Provençal	5	12 %	Camping	32	78 %
Camping des Templiers	5	12 %	Plage	4	10 %
Camping le Miccocoulier	5	12 %	Grotte touristique	3	7 %
Plage du Pont d'Arc	5	12 %	Bivouac	2	5 %
Camping d'Orgnac	4	10 %	Sexe		
Camping le Pequelet	4	10 %	Homme	28	68 %
Camping Domaine de Briange	4	10 %	Femme	13	32 %
Camping les Blachas	2	5 %	Nombre de séjours en Ardèche		
Bivouac de Gournier	2	5 %	Entre 2 et 4 fois compris	15	37 %
Grotte de la Madeleine	1	2 %	Entre 5 et 20 fois	13	32 %
Grottes de Saint-Marcel	0	0 %	Premier séjour	7	17 %
Aven-grotte de la Forestière	0	0 %	Plus de 20 fois	6	15 %
Aven de Marzal	0	0 %	Type de séjour		
Aven d'Orgnac	0	0 %	Séjour aux alentours des gorges	41	100 %
Situation familiale			De passage sur la route des vacances	0	0 %
Famille	18	44 %	Excursion à la journée	0	0 %
Couple	12	29 %	Descente des gorges sur 2 jours	0	0 %
Amis	10	24 %	Type de résidence		
Seul	1	2 %	Camping	37	90 %
Groupe	0	0 %	Hôtel	3	8 %
Région d'origine			Maison de famille/ résidence secondaire	1	2 %
Moitié nord de la France	14	34 %	Location	0	0 %
région Rhône-Alpes	9	22 %	Gîte	0	0 %
Ile-de-France	7	17 %	Amis	0	0 %
Façade méd.	7	17 %	De passage	0	0 %
Jura-bourgogne	2	5 %			
Moitié sud de la France	2	5 %			
Centre de la France	0	0 %	Motivations à venir en Ardèche		
Suisse, Allemagne	0	0 %	Environnement	41	100 %
Belgique, Pays-bas	0	0 %	Par habitude	30	73 %
Hors-Europe	0	0 %	Eau, baignade	24	59 %
Durée totale du séjour			Découverte d'une nouvelle région / site en particulier	17	41, 5 %
Plus de 2 semaines	13	32 %	Pour revoir une région appréciée	12	29 %
Moins d'une semaine	9	22 %	Accessibilité par rapport au lieu de résidence	11	27 %
Une semaine	7	17 %	Descente en canoë	9	22 %
10 jours	6	15 %	Venir visiter des proches	8	19, 5 %
2 semaines	5	12 %	La diversité des activités	4	10 %
De passage	1	2 %	Architecture, produits du terroir	2	5 %
Lieu de séjour					
Entrée des gorges	20	49 %			
Plateau	8	19, 5 %			
Dans les gorges	6	15 %			
En amont des gorges	5	12 %			
Sortie des gorges	1	2 %			
Autres	1	2 %			
De passage	0	0 %			
Activités touristiques			Activités touristiques (suite)		
Baignade	34	83 %	Marché	5	12 %
Farniente	33	80 %	Activités du camping	5	12 %
Sites naturels	12	29 %	Sports urbains	4	10 %
Canoë	11	27 %	Sites historiques	4	10 %
Vieux villages	11	37 %	Musées	3	7 %
Grotte touristique	9	22 %	Attractions touristiques (lamas)	1	2 %
Sports de pleine nature	8	19, 5 %	Route touristique des gorges	0	0 %

Tableau A17 : Pratiques touristiques des « touristes familiaux » (groupe 1, 41 individus)

	Nb. Cit.	Fréq.
Perception de la région des gorges		
Environnement agréable	41	100 %
Trop de tourisme	20	49 %
Préservation du cadre naturel	9	22 %
Dégradation du cadre naturel	6	15 %
Sans avis	5	12 %
Qu'est-ce que le patrimoine ?		
La spécificité d'une région	36	88 %
Caractère de grandiose, d'unicité	32	78 %
La notion de transmettre	32	78 %
Approche culturelle et historique	28	68 %
Sans avis	1	2 %
Les relations patrimoine "naturel" / tourisme		
Des relations « destructrices »	31	76 %
Cercle « vertueux »	25	61 %
Le patrimoine sous l'angle de la découverte	14	34 %
Une harmonie à trouver	12	29 %
Sans avis	1	2 %

Tableau A18 : Perception de l'espace vacancier des « touristes familiers » (groupe 1, 41 individus)

ANNEXE 16 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES : ACM LEXICALE DU CORPUS « TOURISTES FAMILIERS » (GROUPE 1)

Analyse référentielle, 120 individus			« Touristes familiers » (Groupe 1, 41 individus)		
Terme	Occ.	Fréquence ramenée sur le nombre d'individus du groupe considéré (120)	Terme	Occ.	Fréquence ramenée sur le nombre d'individus du groupe considéré (41)
Patrimoine	359	2.99	Patrimoine	117	2.85
Gorge	266	2.21	Gorge	100	2.44
Tourisme	264	2.2	Camping	93	2.27
Région	204	1.7	Tourisme	89	2.17
Paysage	173	1.44	Paysage	75	1.83
Gens	168	1.4	Région	64	1.56
Camping	143	1.19	Gens	62	1.51
Grotte	111	0.93	Grotte	28	0.7
Canoë	67	0.56	Canoë	25	0.61
Nature	59	0.5	Nature	21	0.51
Village	59	0.5	Soleil	19	0.46
Enfant	56	0.46	Maison	18	0.44
Vacance	51	0.43	Activité	15	0.37
Soleil	47	0.4	Rivière	15	0.37
Activité	40	0.33	Vacance	14	0.34
Histoire	36	0.3	Ami	13	0.31
Rivière	33	0.28	Enfant	13	0.31
Richesse	31	0.26	Village	13	0.31
Baignade	29	0.24	Climat	10	0.24
Maison	29	0.24	Plage	10	0.24
Pays	27	0.23	Baignade	9	0.22
Ami	25	0.21	Calme	9	0.22
Visite	24	0.2	Sport	9	0.22
Calme	22	0.18	Ambiance	8	0.2
Climat	21	0.175	Tranquillité	8	0.2
Plage	20	0.16	Pays	7	0.17
Pierre	17	0.14	Richesse	7	0.17
Tranquillité	16	0.13	Cigale	6	0.14
Ambiance	15	0.12	Histoire	6	0.14
Sport	14	0.11	Pierre	5	0.12

Tableau A19 : Mise en perspective des termes retenus pour l'ACM lexicale référentielle (120 individus) et pour l'ACM lexicale des « touristes familiers » (groupe 1, 41 individus)

En gras italique apparaissent les termes variant d'une liste à l'autre.

En rose sont surlignés les termes sur-représentés dans le discours des touristes familiers par rapport au discours référentiel.

En bleu apparaissent les termes sous-représentés par rapport au discours global formé par les réponses ouvertes des 120 individus.

	Axe 1 (+0.8%)		Axe 2 (+0.3%)	
Contributions positives	richesse	·10.0%	plage	·18.6%
	pays	·10.0%	nature	·10.0%
	patrimoine	+7.7%	pierre	+7.0%
	#tourisme	+7.7%	maison	+4.8%
	histoire	+6.5%	cigale	+2.8%
	grotte	+6.5%	ami	+2.4%
	enfant	+4.4%	tranquillité	+2.2%
	pierre	+3.4%	patrimoine	+2.0%
	maison	+2.5%	#tourisme	+2.0%
	village	+2.4%	gens	+0.8%
	nature	+0.7%	grotte	+0.7%
	gens	+0.7%	sport	+0.2%
	gorge	+0.4%	gorge	+0.0%
	région	+0.4%	région	+0.0%
	paysage	+0.2%	enfant	+0.0%
Contributions négatives	climat	-6.4%	histoire	-10.2%
	ami	-5.4%	activité	-7.9%
	sport	-5.0%	vacance	-7.9%
	tranquillité	-3.5%	pays	-5.7%
	cigale	-2.9%	richesse	-5.7%
	rivière	-2.7%	rivière	-2.2%
	soleil	-1.4%	canoë	-1.2%
	canoë	-1.4%	soleil	-1.2%
	vacance	-1.4%	village	-1.2%
	activité	-1.4%	ambiance	-1.1%
	calme	-1.3%	baignade	-0.9%
	ambiance	-1.3%	paysage	-0.7%
	baignade	-1.3%	climat	-0.2%
	camping	-0.7%	calme	-0.1%
	plage	-0.3%		

Tableau A20 : Tableau des contributions pour l'ACM lexicale des « touristes familiers » (groupe 1, 41 individus)

Ce tableau met en avant la contribution de chaque terme à l'interprétation générale de l'ACM selon les axes horizontal (axe 1) et vertical (axe 2).

ANNEXE 17 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES DES GORGES DE L'ARDÈCHE : CARACTÉRISTIQUES DES « TOURISTES HABITUÉS » (GROUPE 2)

	Nb. Cit.	Fréq.		Nb. Cit.	Fréq.
Lieu d'interview			Type de lieu d'interview		
Grottes de Saint-Marcel	4	16 %	Grotte touristique	13	52 %
Aven-grotte de la Forestière	4	16 %	Camping	8	32 %
Plage du Pont d'Arc	4	16 %	Plage	4	16 %
Aven d'Ornac	2	8 %	Bivouac	0	0 %
Grotte de la Madeleine	2	8 %	Sexe		
Camping Domaine de Briange	2	8 %	Homme	17	68 %
Camping des Templiers	2	8 %	Femme	8	32 %
Camping le Pequelet	2	8 %	Nombre de séjours en Ardèche		
Camping le Provençal	1	4 %	Entre 2 et 4 fois compris	13	52 %
Aven de Marzal	1	4 %	Premier séjour	10	40 %
Camping les Blachas	1	4 %	Entre 5 et 20 fois	2	8 %
Bivouac de Gournier	0	0 %	Plus de 20 fois	0	0 %
Camping d'Ornac	0	0 %	Type de séjour		
Camping le Micocoulier	0	0 %	Séjour aux alentours des gorges	24	96 %
Situation familiale			De passage sur la route des vacances	1	4 %
Famille	15	60 %	Excursion à la journée	0	0 %
Couple	8	32 %	Descente des gorges sur 2 jours	0	0 %
Amis	2	8 %	Type de résidence		
Groupe	0	0 %	Camping	19	76 %
Seul	0	0 %	Location	2	8 %
Région d'origine			Gîte	2	8 %
Moitié nord de la France	10	40 %	De passage	1	4 %
Jura-bourgogne	4	16 %	Amis	1	4 %
Moitié sud de la France	3	12 %	Maison de famille/ résidence secondaire	0	0 %
Ile-de-France	3	12 %	Hôtel	0	0 %
Région Rhône-Alpes	2	8 %			
Suisse, Allemagne	2	8 %			
Centre de la France	1	4 %	Motivations à venir en Ardèche		
Façade méd.	0	0 %	Environnement	25	100 %
Belgique, Pays-bas	0	0 %	Eau, baignade	13	52 %
			Découverte d'une nouvelle région / site en particulier	10	40 %
Hors-Europe	0	0 %	Venir visiter des proches	8	32 %
Durée totale du séjour			Pour revoir une région appréciée	7	28 %
Une semaine	10	40 %	Par habitude	6	24 %
2 semaines	8	32 %	Accessibilité par rapport au lieu de résidence	4	16 %
			Descente en canoë	3	12 %
Moins d'une semaine	4	16 %	La diversité des activités	2	8 %
10 jours	1	4 %	Architecture, produits du terroir	1	4 %
De passage	1	4 %			
Plus de 2 semaines	1	4 %			
Lieu de séjour					
Entrée des gorges	12	48 %			
Sortie des gorges	6	24 %			
Plateau	3	12 %			
En amont des gorges	2	8 %			
Dans les gorges	1	4 %			
De passage	1	4 %			
Autres	0	0 %			
Activités touristiques			Activités touristiques (suite)		
Baignade	19	76 %	Musées	5	20 %
Farniente	19	76 %	Sports de pleine nature	3	12 %
Grotte touristique	17	68 %	Sites historiques	3	12 %
Vieux villages	13	52 %	Attractions touristiques (lamas)	3	12 %
Sites naturels	11	44 %	Route touristique des gorges	2	8 %
Canoë	9	36 %	Sports urbains	1	4 %
Marché	9	36 %	Activités du camping	1	4 %

Tableau A21 : Pratiques touristiques des « touristes habitués » (groupe 2, 25 individus)

	Nb. Cit.	Fréq.
Perception de la région des gorges		
Environnement agréable	25	100 %
Trop de tourisme	15	60 %
Préservation du cadre naturel	9	36 %
Dégradation du cadre naturel	3	12 %
Sans avis	0	0 %
Qu'est-ce que le patrimoine ?		
La spécificité d'une région	25	100 %
Approche culturelle et historique	20	80 %
Caractère de grandiose, d'unicité	14	56 %
La notion de transmettre	14	56 %
Sans avis	1	4 %
Les relations patrimoine "naturel" / tourisme		
Le patrimoine sous l'angle de la découverte	25	100 %
Cercle « vertueux »	11	44 %
Des relations « destructrices »	7	28 %
Une harmonie à trouver	4	16 %
Sans avis	0	0 %

Tableau A22 : Perception de l'espace vacancier des « touristes habitués » (groupe 2, 25 individus)

ANNEXE 18 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES : ACM LEXICALE DU CORPUS « TOURISTES HABITUÉS » (GROUPE 2)

Analyse référentielle, 120 individus			« Touristes habitués » (Groupe 2, 25 individus)		
Terme	Occ.	Fréquence ramenée sur le nombre d'individus du groupe considéré (120)	Terme	Occ.	Fréquence ramenée sur le nombre d'individus du groupe considéré (25)
Patrimoine	359	2.99	Patrimoine	84	3.36
Gorge	266	2.21	Tourisme	65	2.6
Tourisme	264	2.2	Gorge	62	2.48
Région	204	1.7	Région	53	2.12
Paysage	173	1.44	Paysage	36	1.44
Gens	168	1.4	Camping	34	1.36
Camping	143	1.19	Grotte	29	1.16
Grotte	111	0.93	Gens	27	1.08
Canoë	67	0.56	Enfant	22	0.88
Nature	59	0.5	Village	19	0.76
Village	59	0.5	Vacance	18	0.72
Enfant	56	0.46	Canoë	17	0.68
Vacance	51	0.43	Nature	16	0.64
Soleil	47	0.4	Activité	15	0.6
Activité	40	0.33	Soleil	13	0.52
Histoire	36	0.3	Histoire	10	0.4
Rivière	33	0.28	Rivière	10	0.4
Richesse	31	0.26	Richesse	8	0.32
Baignade	29	0.24	Baignade	7	0.28
Maison	29	0.24	Plage	7	0.28
Pays	27	0.23	Calme	6	0.24
Ami	25	0.21	Ami	5	0.2
Visite	24	0.2	Climat	5	0.2
Calme	22	0.18	Pays	5	0.2
Climat	21	0.175	Visite	5	0.2
Plage	20	0.16	<i>Animation</i>	4	0.16
<i>Pierre</i>	17	0.14	Maison	4	0.16
<i>Tranquillité</i>	16	0.13	<i>Eglise</i>	3	0.12
<i>Ambiance</i>	15	0.12	<i>Caractère</i>	3	0.12
<i>Sport</i>	14	0.11	<i>Culture</i>	3	0.12

Tableau A23 : Mise en perspective des termes retenus pour l'ACM lexicale référentielle (120 individus) et pour l'ACM lexicale des « touristes habitués » (groupe 2, 25 individus)

En gras italique apparaissent les termes variant d'une liste à l'autre.

En rose sont surlignés les termes sur-représentés dans le discours des touristes habitués par rapport au discours référentiel.

	Axe 1 (+0.8%)		Axe 2 (+0.4%)	
Contributions positives	histoire	13.3%	animation	21.5%
	église	12.4%	ami	21.5%
	culture	+8.0%	calme	11.0%
	maison	+7.1%	richesse	+8.1%
	pays	+6.6%	caractère	+5.2%
	patrimoine	+4.5%	patrimoine	+4.1%
	grotte	+3.1%	église	+0.6%
	richesse	+2.9%	maison	+0.4%
	caractère	+1.3%		
	#tourisme	+0.7%		
	nature	+0.5%		
	paysage	+0.5%		
	gens	+0.5%		
	gorge	+0.5%		
	région	+0.5%		
Contributions négatives	enfant	-5.4%	visite	12.6%
	plage	-5.1%	grotte	-5.9%
	camping	-3.9%	#tourisme	-3.6%
	soleil	-3.8%	activité	-0.9%
	animation	-2.8%	climat	-0.9%
	ami	-2.8%	baignade	-0.8%
	calme	-2.3%	vacance	-0.8%
	canoë	-2.0%	canoë	-0.7%
	climat	-1.8%	pays	-0.2%
	activité	-1.8%	culture	-0.2%
	visite	-1.8%	enfant	-0.2%
	baignade	-1.4%	soleil	-0.2%
	vacance	-1.4%	plage	-0.1%
	rivière	-1.2%	camping	-0.1%
			village	-0.1%

Tableau A24 : Tableau des contributions pour l'ACM lexicale des « touristes habitués » (groupe 2, 25 individus)

Ce tableau met en avant la contribution de chaque terme à l'interprétation générale de l'ACM selon les axes horizontal (axe 1) et vertical (axe 2).

ANNEXE 19 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES DES GORGES DE L'ARDÈCHE : CARACTÉRISTIQUES DES « TOURISTES NÉOPHYTES » (GROUPE 3)

	Nb. Cit.	Fréq.		Nb. Cit.	Fréq.
Lieu d'interview			Type de lieu d'interview		
Aven d'Ornac	5	19 %	Grotte touristique	17	63 %
Grottes de Saint-Marcel	4	15 %	Camping	6	22 %
Aven-grotte de la Forestière	4	15 %	Plage	4	7 %
Plage du Pont d'Arc	4	15 %	Bivouac	0	0 %
Camping d'Ornac	3	11 %	Sexe		
Aven de Marzal	3	11 %	Femme	18	67 %
Camping le Pequelet	2	7 %	Homme	9	33 %
Grotte de la Madeleine	2	7 %	Nombre de séjours en Ardèche		
Bivouac de Gournier	0	0 %	Premier séjour	18	67 %
Camping Domaine de Briange	0	0 %	Entre 2 et 4 fois compris	9	33 %
Camping les Blachas	0	0 %	Entre 5 et 20 fois	0	0 %
Camping le Provençal	0	0 %	Plus de 20 fois	0	0 %
Camping des Templiers	0	0 %	Type de séjour		
Camping le Miccocoulier	0	0 %	Séjour aux alentours des gorges	26	96 %
Situation familiale			De passage sur la route des vacances	1	4 %
Famille	15	56 %	Excursion à la journée	0	0 %
Couple	9	33 %	Descente des gorges sur 2 jours	0	0 %
Amis	2	7 %	Type de résidence		
Groupe	1	4 %	Camping	16	59 %
Seul	0	0 %	Location	5	18 %
Région d'origine			Gîte	4	15 %
Moitié nord de la France	15	56 %	De passage	1	4 %
Ile-de-France	5	18 %	Hôtel	1	4 %
Région Rhône-Alpes	4	15 %	Amis	0	0 %
Belgique, Pays-bas	3	11 %	Maison de famille/ résidence secondaire	0	0 %
Jura-bourgogne	0	0 %			
Suisse, Allemagne	0	0 %			
Centre de la France	0	0 %	Motivations à venir en Ardèche		
Façade méd.	0	0 %	Environnement	27	100 %
Moitié sud de la France	0	0 %	Découverte d'une nouvelle région / site en particulier	15	55 %
Hors-Europe	0	0 %	Eau, baignade	8	30 %
Durée totale du séjour			La diversité des activités	7	26 %
2 semaines	15	56 %	Accessibilité par rapport au lieu de résidence	5	18 %
Une semaine	10	37 %	Architecture, produits du terroir	4	15 %
Moins d'une semaine	1	4 %	Pour revoir une région appréciée	4	15 %
De passage	1	4 %	Venir visiter des proches	3	11 %
10 jours	0	0 %	Descente en canoë	1	4 %
Plus de 2 semaines	0	0 %	Par habitude	0	0 %
Lieu de séjour					
Autres	9	33 %			
Entrée des gorges	8	30 %			
En amont des gorges	6	22 %			
Plateau	3	11 %			
De passage	1	4 %			
Dans les gorges	0	0 %			
Sortie des gorges	0	0 %			
Activités touristiques			Activités touristiques (suite)		
Grotte touristique	23	85 %	Route touristique des gorges	5	18 %
Vieux villages	21	78 %	Sites historiques	4	15 %
Baignade	16	60 %	Sports de pleine nature	2	7 %
Farniente	13	48 %	Attractions touristiques (lamas)	2	7 %
Sites naturels	13	48 %	Musées	1	4 %
Marché	12	44 %	Sports urbains	1	4 %
Canoë	10	37 %	Activités du camping	0	0 %

Tableau A25 : Pratiques touristiques des « touristes néophytes » (groupe 3, 27 individus)

	Nb. Cit.	Fréq.
Perception de la région des gorges		
Environnement agréable	27	100 %
Trop de tourisme	16	60 %
Préservation du cadre naturel	10	36 %
Dégradation du cadre naturel	4	12 %
Sans avis	0	0 %
Qu'est-ce que le patrimoine ?		
La spécificité d'une région	27	100 %
Approche culturelle et historique	22	82 %
Caractère de grandiose, d'unicité	16	59 %
La notion de transmettre	10	37 %
Sans avis	3	11 %
Les relations patrimoine "naturel" / tourisme		
Le patrimoine sous l'angle de la découverte	24	89 %
Cercle « vertueux »	10	37 %
Des relations « destructrices »	5	19 %
Une harmonie à trouver	3	11 %
Sans avis	2	7 %

Tableau A26 : Perception de l'espace vacancier des « touristes néophytes » (groupe 3, 27 individus)

ANNEXE 20 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES : ACM LEXICALE DU CORPUS « TOURISTES NÉOPHYTES » (GROUPE 3)

Analyse référentielle, 120 individus			« Touristes néophytes » (Groupe 3, 27 individus)		
Terme	Occ.	Fréquence ramenée sur le nombre d'individus du groupe considéré (120)	Terme	Occ.	Fréquence ramenée sur le nombre d'individus du groupe considéré (27)
Patrimoine	359	2.99	Patrimoine	76	2.81
Gorge	266	2.21	Région	61	2.26
Tourisme	264	2.2	Tourisme	48	1.77
Région	204	1.7	Gens	41	1.52
Paysage	173	1.44	Gorge	36	1.33
Gens	168	1.4	Grotte	32	1.19
Camping	143	1.19	Paysage	26	0.96
Grotte	111	0.93	Village	24	0.88
Canoë	67	0.56	Enfant	12	0.44
Nature	59	0.5	Pays	12	0.44
Village	59	0.5	Canoë	11	0.41
Enfant	56	0.46	Histoire	11	0.41
Vacance	51	0.43	Soleil	11	0.41
Soleil	47	0.4	Richesse	10	0.37
Activité	40	0.33	Vacance	10	0.37
Histoire	36	0.3	Activité	8	0.3
Rivière	33	0.28	Camping	8	0.3
Richesse	31	0.26	Visite	8	0.3
Baignade	29	0.24	Baignade	7	0.26
Maison	29	0.24	Calme	7	0.26
Pays	27	0.23	Ami	6	0.22
Ami	25	0.21	Caractère	6	0.22
Visite	24	0.2	Nature	6	0.22
Calme	22	0.18	Animation	5	0.18
Climat	21	0.175	Climat	5	0.18
Plage	20	0.16	Tranquillité	5	0.18
Pier r e	17	0.14	Architecture	4	0.15
Tranquillité	16	0.13	Rivière	4	0.15
Ambiance	15	0.12	Culture	2	0.07
Sport	14	0.11	Maison	2	0.07

Tableau A27 : Mise en perspective des termes retenus pour l'ACM lexicale référentielle (120 individus) et pour l'ACM lexicale des « touristes néophytes » (groupe 3, 27 individus)

En gras italique apparaissent les termes variant d'une liste à l'autre.

En bleu apparaissent les termes sous-représentés par rapport au discours global formé par les réponses ouvertes des 120 individus.

	Axe 1 (+1.1%)		Axe 2 (+0.3%)	
Contributions positives	histoire	+9.5%	#tourisme	+15.6%
	richesse	+8.0%	visite	+7.4%
	caractère	+6.5%	culture	+4.1%
	visite	+5.3%	activité	+2.8%
	culture	+5.1%	canoë	+1.2%
	patrimoine	+4.2%	gens	+0.2%
	architecture	+2.8%	gorge	+0.2%
	pays	+2.7%	grotte	+0.2%
	#tourisme	+2.6%	paysage	+0.2%
	gens	+1.9%	région	+0.2%
	gorge	+1.9%	village	+0.2%
	grotte	+1.9%	rivière	+0.1%
	paysage	+1.9%	soleil	+0.1%
	région	+1.9%	tranquillité	+0.1%
	village	+1.9%	vacance	+0.1%
Contributions négatives	tranquillité	-4.0%	maison	-23.4%
	vacance	-4.0%	architecture	-21.9%
	rivière	-4.0%	caractère	-5.2%
	soleil	-4.0%	ami	-4.7%
	climat	-4.0%	enfant	-4.7%
	baignade	-4.0%	pays	-4.0%
	calme	-4.0%	nature	-1.9%
	camping	-4.0%	patrimoine	-0.5%
	animation	-4.0%	richesse	-0.2%
	enfant	-2.4%		
	ami	-2.4%		
	activité	-0.8%		
	canoë	-0.3%		

Tableau A28 : Tableau des contributions pour l'ACM lexicale des « touristes néophytes » (groupe 3, 27 individus)

Ce tableau met en avant la contribution de chaque terme à l'interprétation générale de l'ACM selon les axes horizontal (axe 1) et vertical (axe 2).

ANNEXE 21 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES DES GORGES DE L'ARDÈCHE : CARACTÉRISTIQUES DES « CANOÉISTES EXCLUSIFS » (GROUPE 4)

	Nb. Cit.	Fréq.		Nb. Cit.	Fréq.
Lieu d'interview			Type de lieu d'interview		
Bivouac de Gournier	8	89 %	Bivouac	8	89 %
Plage du Pont d'Arc	1	11 %	Plage	1	11 %
Aven-grotte de la Forestière	0	0 %	Camping	0	0 %
Aven d'Ornac	0	0 %	Grotte touristique	0	0 %
Camping d'Ornac	0	0 %	Sexe		
Aven de Marzal	0	0 %	Homme	5	56 %
Camping le Pequelet	0	0 %	Femme	4	44 %
Grotte de la Madeleine	0	0 %	Nombre de séjours en Ardèche		
Grottes de Saint-Marcel	0	0 %	Entre 2 et 4 fois compris	8	89 %
Camping Domaine de Briange	0	0 %	Entre 5 et 20 fois	1	11 %
Camping les Blachas	0	0 %	Premier séjour	0	0 %
Camping le Provençal	0	0 %	Plus de 20 fois	0	0 %
Camping des Templiers	0	0 %	Type de séjour		
Camping le Miccocoulrier	0	0 %	Descente des gorges sur 2 jours	9	100 %
Situation familiale			De passage sur la route des vacances	2	22 %
Amis	8	89 %	Excursion à la journée	0	0 %
Famille	1	11 %	Séjour aux alentours des gorges	0	0 %
Couple	0	0 %	Type de résidence		
Groupe	0	0 %	De passage	9	100 %
Seul	0	0 %	Location	0	0 %
Région d'origine			Gîte	0	0 %
Jura-bourgogne	3	33 %	Camping	0	0 %
Région Rhône-Alpes	2	22 %	Hôtel	0	0 %
Centre de la France	1	11 %	Amis	0	0 %
Moitié sud de la France	1	11 %	Maison de famille/ résidence secondaire	0	0 %
Suisse, Allemagne	1	11 %			
Moitié nord de la France	1	11 %			
Ile-de-France	0	0 %	Motivations à venir en Ardèche		
Façade méd.	0	0 %	Environnement	9	100 %
Belgique, Pays-bas	0	0 %	Descente en canoë	9	100 %
Hors-Europe	0	0 %	Eau, baignade	8	89 %
Durée totale du séjour			Accessibilité par rapport au lieu de résidence	5	57 %
De passage	9	100 %	Par habitude	2	22 %
Une semaine	0	0 %	Pour revoir une région appréciée	2	22 %
Moins d'une semaine	0	0 %	Découverte d'une nouvelle région / site en particulier	1	11 %
2 semaines	0	0 %	Venir visiter des proches	1	11 %
10 jours	0	0 %	Architecture, produits du terroir	0	0 %
Plus de 2 semaines	0	0 %	La diversité des activités	0	0 %
Lieu de séjour					
De passage	9	100 %			
Entrée des gorges	0	0 %			
En amont des gorges	0	0 %			
Plateau	0	0 %			
Autres	0	0 %			
Dans les gorges	0	0 %			
Sortie des gorges	0	0 %			
Activités touristiques			Activités touristiques (suite)		
Canoë	9	100 %	Route touristique des gorges	0	0 %
Baignade	6	67 %	Sites historiques	0	0 %
Vieux villages	0	0 %	Sports de pleine nature	0	0 %
Farniente	0	0 %	Attractions touristiques (lamas)	0	0 %
Sites naturels	0	0 %	Musées	0	0 %
Marché	0	0 %	Sports urbains	0	0 %
Grotte touristique	0	0 %	Activités du camping	0	0 %

Tableau A29 : Pratiques touristiques des « canoéistes exclusifs » (groupe 4, 9 individus)

	Nb. Cit.	Fréq.
Perception de la région des gorges		
Environnement agréable	9	100 %
Trop de tourisme	3	33 %
Préservation du cadre naturel	3	33 %
Dégradation du cadre naturel	0	0 %
Sans avis	0	0 %
Qu'est-ce que le patrimoine ?		
Caractère de grandiose, d'unicité	9	100 %
La notion de transmettre	8	89 %
La spécificité d'une région	4	44 %
Approche culturelle et historique	4	44 %
Sans avis	0	0 %
Les relations patrimoine "naturel" / tourisme		
Des relations « destructrices »	9	100 %
Cercle « vertueux »	7	78 %
Une harmonie à trouver	5	57 %
Le patrimoine sous l'angle de la découverte	2	22 %
Sans avis	0	0 %

Tableau A30 : Perception de l'espace vacancier des « canoéistes exclusifs » (groupe 4, 9 individus)

ANNEXE 22 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES : ACM LEXICALE DU CORPUS « CANOÉISTES EXCLUSIFS » (GROUPE 4)

Analyse référentielle, 120 individus			« Canoéistes exclusifs » (Groupe 4, 9 individus)		
Terme	Occ.	Fréquence ramenée sur le nombre d'individus du groupe considéré (120)	Terme	Occ.	Fréquence ramenée sur le nombre d'individus du groupe considéré (9)
Patrimoine	359	2.99	Gorge	38	4.2
Gorge	266	2.21	Patrimoine	36	4
Tourisme	264	2.2	Tourisme	31	3.44
Région	204	1.7	Paysage	19	2.11
Paysage	173	1.44	Gens	18	2
Gens	168	1.4	Nature	14	1.55
Camping	143	1.19	<i>Bivouac</i>	10	1.11
<i>Grotte</i>	111	0.93	Canoë	9	1
Canoë	67	0.56	Eau	8	0.89
Nature	59	0.5	<i>Environnement</i>	7	0.78
<i>Village</i>	59	0.5	Région	6	0.66
<i>Enfant</i>	56	0.46	Ambiance	5	0.55
Vacance	51	0.43	<i>Réserve</i>	5	0.55
Soleil	47	0.4	Camping	4	0.44
<i>Activité</i>	40	0.33	Sport	4	0.44
Histoire	36	0.3	Vacance	4	0.44
<i>Rivière</i>	33	0.28	<i>Aménagement</i>	3	0.33
<i>Richesse</i>	31	0.26	Ami	3	0.33
Baignade	29	0.24	<i>Argent</i>	3	0.33
<i>Maison</i>	29	0.24	Baignade	3	0.33
<i>Pays</i>	27	0.23	<i>Fréquentation</i>	3	0.33
Ami	25	0.21	Histoire	3	0.33
<i>Visite</i>	24	0.2	<i>Protection</i>	3	0.33
<i>Calme</i>	22	0.18	Soleil	3	0.33
<i>Climat</i>	21	0.175	<i>Aïeul</i>	2	0.22
<i>Plage</i>	20	0.16	<i>Aventure</i>	2	0.22
<i>Pierre</i>	17	0.14	<i>Bateau</i>	2	0.22
<i>Tranquillité</i>	16	0.13	<i>Génération</i>	2	0.22
Ambiance	15	0.12	<i>Habitant</i>	2	0.22
Sport	14	0.11	<i>Respect</i>	2	0.22

Tableau A31 : Mise en perspective des termes retenus pour l'ACM lexicale référentielle (120 individus) et pour l'ACM lexicale des « canoéistes exclusifs » (groupe 4, 9 individus)

En gras italique apparaissent les termes variant d'une liste à l'autre.

En rose sont surlignés les termes sur-représentés dans le discours des touristes familiers par rapport au discours référentiel.

En bleu apparaissent les termes sous-représentés par rapport au discours global formé par les réponses ouvertes des 120 individus.

	Axe 1 (+1.7%)		Axe 2 (+1.1%)	
Contributions positives	région	+7.6%	aïeul	+7.8%
	patrimoine	+7.6%	génération	+7.8%
	histoire	+7.6%	protection	+7.7%
	aïeul	+5.3%	réserve	+7.7%
	réserve	+5.3%	respect	+7.7%
	respect	+5.3%	eau	+4.0%
	protection	+5.3%	vacance	+0.5%
	génération	+5.3%	aventure	+0.5%
	aménagement	+2.5%	ami	+0.5%
	argent	+2.5%	soleil	+0.2%
	fréquentation	+2.5%	sport	+0.2%
	habitant	+2.5%	camping	+0.2%
	environnement	+1.7%	baignade	+0.2%
	gorge	+0.2%	bateau	+0.2%
	nature	+0.2%	ambiance	+0.2%
Contributions négatives	soleil	-4.4%	habitant	-10.9%
	sport	-4.4%	aménagement	-10.9%
	baignade	-4.4%	argent	-10.9%
	bateau	-4.4%	fréquentation	-10.9%
	camping	-4.4%	#tourisme	-5.6%
	ambiance	-4.4%	canoë	-2.3%
	vacance	-2.8%	gens	-2.3%
	aventure	-2.8%	région	-0.1%
	ami	-2.8%	histoire	-0.1%
	bivouac	-1.7%	patrimoine	-0.1%
	gens	-0.6%	bivouac	-0.0%
	canoë	-0.6%		
	eau	-0.1%		

Tableau A32 : Tableau des contributions pour l'ACM lexicale des « canoéistes exclusifs » (groupe 4, 9 individus)

Ce tableau met en avant la contribution de chaque terme à l'interprétation générale de l'ACM selon les axes horizontal (axe 1) et vertical (axe 2).

ANNEXE 23 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES : CARACTÉRISTIQUES DES « EXCURSIONNISTES RÉGULIERS » (GROUPE 5)

	Nb. Cit.	Fréq.		Nb. Cit.	Fréq.
Lieu d'interview			Type de lieu d'interview		
Grotte de la Madeleine	4	40 %	Grotte touristique	7	70 %
Plage du Pont d'Arc	3	30 %	Plage	3	30 %
Aven d'Orgnac	1	10 %	Camping	0	0 %
Aven-grotte de la Forestière	1	10 %	Bivouac	0	0 %
Aven de Marzal	1	10 %	Sexe		
Camping d'Orgnac	0	0 %	Homme	5	50 %
Camping le Pequelet	0	0 %	Femme	5	50 %
Bivouac de Gournier	0	0 %	Nombre de séjours en Ardèche		
Grottes de Saint-Marcel	0	0 %	Premier séjour	5	50 %
Camping Domaine de Briange	0	0 %	Entre 2 et 4 fois compris	3	30 %
Camping les Blachas	0	0 %	Entre 5 et 20 fois	2	20 %
Camping le Provençal	0	0 %	Plus de 20 fois	0	0 %
Camping des Templiers	0	0 %	Type de séjour		
Camping le Miccocoulrier	0	0 %	Excursion à la journée	5	50 %
Situation familiale			De passage sur la route des vacances	4	40 %
Famille	6	60 %	Descente des gorges sur 2 jours	1	10 %
Couple	3	30 %	Séjour aux alentours des gorges	0	0 %
Amis	1	10 %	Type de résidence		
Groupe	0	0 %	De passage	10	100 %
Seul	0	0 %	Location	0	0 %
Région d'origine			Gîte	0	0 %
Moitié nord de la France	5	50 %	Camping	0	0 %
Jura-bourgogne	2	20 %	Hôtel	0	0 %
Région Rhône-Alpes	2	20 %	Amis	0	0 %
Centre de la France	1	10 %	Maison de famille/ résidence secondaire	0	0 %
Moitié sud de la France	0	0 %			
Suisse, Allemagne	0	0 %			
Ile-de-France	0	0 %	Motivations à venir en Ardèche		
Façade méd.	0	0 %	Découverte d'une nouvelle région / site en particulier	8	80 %
Belgique, Pays-bas	0	0 %	Environnement	7	70 %
Hors-Europe	0	0 %	Eau, baignade	4	40 %
Durée totale du séjour			Venir visiter des proches	3	30 %
De passage	10	100 %	Descente en canoë	3	30 %
Une semaine	0	0 %	Par habitude	2	20 %
Moins d'une semaine	0	0 %	Accessibilité par rapport au lieu de résidence	1	10 %
2 semaines	0	0 %	Pour revoir une région appréciée	0	0 %
10 jours	0	0 %	Architecture, produits du terroir	0	0 %
Plus de 2 semaines	0	0 %	La diversité des activités	0	0 %
Lieu de séjour					
De passage	10	100 %			
Entrée des gorges	0	0 %			
En amont des gorges	0	0 %			
Plateau	0	0 %			
Autres	0	0 %			
Dans les gorges	0	0 %			
Sortie des gorges	0	0 %			
Activités touristiques			Activités touristiques (suite)		
Grotte touristique	6	60 %	Route touristique des gorges	1	10 %
Baignade	3	30 %	Marché	0	0 %
Sites naturels	3	30 %	Sports de pleine nature	0	0 %
Canoë	2	20 %	Attractions touristiques (lamas)	0	0 %
Vieux villages	2	20 %	Musées	0	0 %
Farniente	1	10 %	Sports urbains	0	0 %
Sites historiques	1	10 %	Activités du camping	0	0 %

Tableau A33 : Pratiques touristiques des « excursionnistes réguliers » (groupe 5, 10 individus)

	Nb. Cit.	Fréq.
Perception de la région des gorges		
Environnement agréable	10	100 %
Trop de tourisme	6	60 %
Dégradation du cadre naturel	3	30 %
Préservation du cadre naturel	1	10 %
Sans avis	0	0 %
Qu'est-ce que le patrimoine ?		
Approche culturelle et historique	10	100 %
La notion de transmettre	8	80 %
Caractère de grandiose, d'unicité	4	40 %
La spécificité d'une région	3	30 %
Sans avis	0	0 %
Les relations patrimoine "naturel" / tourisme		
Le patrimoine sous l'angle de la découverte	8	80 %
Cercle « vertueux »	8	80 %
Des relations « destructrices »	5	50 %
Une harmonie à trouver	1	10 %
Sans avis	0	0 %

Tableau A34 : Perception de l'espace vacancier des « excursionnistes réguliers » (groupe 5, 10 individus)

ANNEXE 24 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES : CARACTÉRISTIQUES DES « EXCURSIONNISTES PONCTUELS » (GROUPE 6)

	Nb. Cit.	Fréq.		Nb. Cit.	Fréq.
Lieu d'interview			Type de lieu d'interview		
Grotte de la Madeleine	2	40 %	Grotte touristique	5	100 %
Aven de Marzal	2	40 %	Plage	0	0 %
Aven d'Orgnac	1	20 %	Camping	0	0 %
Aven-grotte de la Forestière	0	0 %	Bivouac	0	0 %
Plage du Pont d'Arc	0	0 %	Sexe		
Camping d'Orgnac	0	0 %	Homme	3	60 %
Camping le Pequelet	0	0 %	Femme	2	40 %
Bivouac de Gournier	0	0 %	Nombre de séjours en Ardèche		
Grottes de Saint-Marcel	0	0 %	Premier séjour	4	80 %
Camping Domaine de Briange	0	0 %	Entre 2 et 4 fois compris	1	20 %
Camping les Blachas	0	0 %	Entre 5 et 20 fois	0	0 %
Camping le Provençal	0	0 %	Plus de 20 fois	0	0 %
Camping des Templiers	0	0 %	Type de séjour		
Camping le Micocoulier	0	0 %	Excursion à la journée	5	100 %
Situation familiale			De passage sur la route des vacances	0	0 %
Famille	5	100 %	Descente des gorges sur 2 jours	0	0 %
Couple	0	0 %	Séjour aux alentours des gorges	0	0 %
Amis	0	0 %	Type de résidence		
Groupe	0	0 %	De passage	5	100 %
Seul	0	0 %	Location	0	0 %
Région d'origine			Gîte	0	0 %
Région Rhône-Alpes	3	60 %	Camping	0	0 %
Moitié sud de la France	1	20 %	Hôtel	0	0 %
Hors-Europe	1	20 %	Amis	0	0 %
Centre de la France	0	0 %	Maison de famille/ résidence secondaire	0	0 %
Jura-bourgogne	0	0 %			
Suisse, Allemagne	0	0 %			
Ile-de-France	0	0 %	Motivations à venir en Ardèche		
Façade méd.	0	0 %	Découverte d'une nouvelle région / site en particulier	5	100 %
Belgique, Pays-bas	0	0 %	Environnement	1	20 %
Moitié nord de la France	0	0 %	Eau, baignade	0	0 %
Durée totale du séjour			Venir visiter des proches	0	0 %
De passage	5	100 %	Descente en canoë	0	0 %
Une semaine	0	0 %	Par habitude	0	0 %
Moins d'une semaine	0	0 %	Accessibilité par rapport au lieu de résidence	0	10 %
2 semaines	0	0 %	Pour revoir une région appréciée	0	0 %
10 jours	0	0 %	Architecture, produits du terroir	0	0 %
Plus de 2 semaines	0	0 %	La diversité des activités	0	0 %
Lieu de séjour					
De passage	5	100 %			
Entrée des gorges	0	0 %			
En amont des gorges	0	0 %			
Plateau	0	0 %			
Autres	0	0 %			
Dans les gorges	0	0 %			
Sortie des gorges	0	0 %			
Activités touristiques			Activités touristiques (suite)		
Grotte touristique	5	100 %	Route touristique des gorges	0	0 %
Baignade	1	20 %	Marché	0	0 %
Sites naturels	0	0 %	Sports de pleine nature	0	0 %
Canoë	0	0 %	Attractions touristiques (lamas)	0	0 %
Vieux villages	0	0 %	Musées	0	0 %
Farniente	0	0 %	Sports urbains	0	0 %
Sites historiques	0	10 %	Activités du camping	0	0 %

Tableau A35 : Pratiques touristiques des « excursionnistes ponctuels » (groupe 6, 5 individus)

	Nb. Cit.	Fréq.
Perception de la région des gorges		
Sans avis	5	100 %
Environnement agréable	0	0 %
Dégradation du cadre naturel	0	0 %
Préservation du cadre naturel	0	0 %
Trop de tourisme	0	0 %
Qu'est-ce que le patrimoine ?		
La spécificité d'une région	5	100 %
Approche culturelle et historique	4	80 %
Caractère de grandiose, d'unicité	2	40 %
La notion de transmettre	1	20 %
Sans avis	0	0 %
Les relations patrimoine "naturel" / tourisme		
Le patrimoine sous l'angle de la découverte	3	60 %
Cercle « vertueux »	2	40 %
Des relations « destructrices »	0	0 %
Une harmonie à trouver	0	0 %
Sans avis	0	0 %

Tableau A36 : Perception de l'espace vacancier des « excursionnistes ponctuels » (groupe 6, 5 individus)

ANNEXE 25 - ANALYSE DES POPULATIONS TOURISTIQUES : ACM LEXICALE DU CORPUS DES « EXCURSIONNISTES RÉGULIERS ET PONCTUELS » (GROUPE 5 ET 6)

Analyse référentielle, 120 individus			« Excursionnistes réguliers et ponctuels » (Groupe 5 et 6, 15 individus)		
Terme	Occurrences	Fréquence par unité d'obs.	Terme	Occurrences	Fréquence par unité d'obs.
Patrimoine	359	2.99	Patrimoine	40	2.66
Gorge	266	2.21	Gorge	30	2
Tourisme	264	2.2	Tourisme	28	1.86
Région	204	1.7	Région	20	1.33
Paysage	173	1.44	Grotte	19	1.27
Gens	168	1.4	Gens	17	1.13
Camping	143	1.19	Paysage	16	1.06
Grotte	111	0.93	Enfant	9	0.6
Canoë	67	0.56	Journée	8	0.53
Nature	59	0.5	Visite	6	0.4
Village	59	0.5	Canoë	5	0.33
Enfant	56	0.46	Richesse	5	0.33
Vacance	51	0.43	Vacance	5	0.33
Soleil	47	0.4	Eau	3	0.2
Activité	40	0.33	Héritage	3	0.2
Histoire	36	0.3	Image	3	0.2
Rivière	33	0.28	Pierre	3	0.2
Richesse	31	0.26	Plage	3	0.2
Baignade	29	0.24	Génération	2	0.13
Maison	29	0.24	Histoire	2	0.13
Pays	27	0.23	Mémoire	2	0.13
Ami	25	0.21	Nature	2	0.13
Visite	24	0.2	Pays	2	0.13
Calme	22	0.18	Relation	2	0.13
Climat	21	0.175	Repère	2	0.13
Plage	20	0.16	Rivière	2	0.13
Pierre	17	0.14	Ruine	2	0.13
Tranquillité	16	0.13	Souvenir	2	0.13
Ambiance	15	0.12	Témoin	2	0.13
Sport	14	0.11	Village	2	0.13

Tableau A37 : Mise en perspective des termes retenus pour l'ACM lexicale référentielle (120 individus) et pour l'ACM lexicale des « excursionnistes réguliers et ponctuels » (groupe 5 et 6, 15 individus)

En gras italique apparaissent les termes variant d'une liste à l'autre.

En rose sont surlignés les termes sur-représentés dans le discours des touristes familiers par rapport au discours référentiel.

En bleu apparaissent les termes sous-représentés par rapport au discours global formé par les réponses ouvertes des 120 individus.

	Axe 1 (+1.6%)		Axe 2 (+1.3%)	
Contributions positives	journée	+7.0%	canoë	-10.0%
	vacance	+6.2%	rivière	+9.9%
	#tourisme	+4.7%	enfant	+8.5%
	image	+4.0%	plage	+8.5%
	mémoire	+4.0%	visite	+8.5%
	relation	+4.0%	grotte	+8.2%
	repère	+4.0%	eau	+2.4%
	souvenir	+4.0%	gorge	+1.6%
	canoë	+3.3%	paysage	+1.6%
	rivière	+3.3%	journée	+1.4%
	enfant	+2.3%	village	+0.3%
	plage	+2.3%	témoin	+0.3%
	visite	+2.3%	ruine	+0.3%
	gorge	+1.2%	pierre	+0.3%
	paysage	+1.2%	nature	+0.3%
Contributions négatives	village	-5.6%	souvenir	-5.9%
	témoin	-5.6%	relation	-5.9%
	ruine	-5.6%	repère	-5.9%
	pierre	-5.6%	mémoire	-5.9%
	nature	-5.6%	image	-5.9%
	héritage	-5.6%	région	-1.8%
	histoire	-5.6%	patrimoine	-1.8%
	génération	-5.6%	pays	-1.8%
	richesse	-0.1%	richesse	-1.8%
	région	-0.1%	#tourisme	-0.4%
	patrimoine	-0.1%	gens	-0.0%
	pays	-0.1%		

Tableau A38 : Tableau des contributions pour l'ACM lexicale des « excursionnistes réguliers et ponctuels » (groupe 5 et 6, 15 individus)

Ce tableau met en avant la contribution de chaque terme à l'interprétation générale de l'ACM selon les axes horizontal (axe 1) et vertical (axe 2).

ANNEXE 26 - ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DES COMMUNES SITUÉES AUTOUR DES GORGES DE L'ARDÈCHE (1901 - 1999)

	1901	1906	1911	1921	1926	1931	1936	1946	1954	1962	1968	1975	1982	1990	1999
Balazuc	605	576	563	456	469	447	419	347	301	248	218	213	275	277	237
Bessas	367	343	330	272	235	211	198	180	147	146	146	147	169	147	166
Bidon	157	153	136	119	98	74	64	53	37	25	29	32	59	69	112
Chauzon	459	468	419	360	322	316	278	240	210	171	181	168	210	224	255
Gras	938	876	787	649	600	561	481	419	362	295	260	234	250	317	381
Grospierrres	899	909	832	732	690	525	590	579	516	472	460	426	551	507	624
Labastide-de-Virac	414	405	380	304	287	269	256	211	170	155	145	155	184	193	218
Labeaume	843	825	803	618	579	475	461	418	382	341	346	357	405	455	493
Lagorce	1308	1291	1167	1044	948	839	733	693	632	559	488	507	602	706	700
Lanas	508	497	442	322	305	284	263	240	206	201	217	196	211	273	325
Larnas	168	145	141	92	82	83	72	77	64	54	52	56	83	70	90
Orgnac-l'Aven	523	518	508	371	370	365	347	320	288	281	281	297	323	327	341
Pradons	304	302	308	221	216	215	209	172	176	165	143	152	180	220	295
Rochecolombe	502	502	417	348	346	337	278	241	191	189	178	139	167	131	170
Ruoms	1788	1833	1789	1468	1444	1508	1423	1271	1341	1474	1620	1700	1794	1858	2132
Saint-Alban-d'Auriolles	582	538	524	485	453	436	443	420	352	494	504	513	542	584	736
Saint-Just	908	872	881	737	749	766	714	716	724	763	833	770	1009	1078	1161
Saint-Marcel-d'Ardèche	1468	1452	1405	1280	1195	1120	1066	1039	1046	1059	1089	1140	1465	1781	2150
Saint-Martin-d'Ardèche	482	444	422	380	355	326	339	324	295	343	365	336	380	537	642
Saint-Maurice-d'Ardèche	221	218	214	211	201	183	165	188	172	177	170	167	206	214	241
Saint-Maurice-d'Ibie	441	421	387	295	329	290	247	190	141	119	150	159	183	163	160
Saint-Montan	1102	1117	1002	875	794	764	744	744	1027	846	727	822	1 009	1 207	1 314
Saint-Remèze	872	874	826	705	685	558	541	520	430	429	449	436	474	454	555
Salavas	414	405	380	304	287	269	256	211	170	288	240	299	355	402	504
Sampzon	239	242	226	171	162	163	144	126	109	107	108	127	121	163	183
Vagnas	625	580	537	458	433	392	385	409	339	323	298	332	412	383	430
Vallon-Pont-d'Arc	2313	2150	2111	1859	1870	1918	1875	1679	1666	1796	1831	1837	1787	1914	2027
Voguë	833	860	852	748	775	768	720	676	590	603	576	546	570	631	726

Tableau A39 : Evolution démographique des communes situées autour des gorges de l'Ardèche (1901 - 1999)

D'après Molinier A., 1976 et données de l'Insee

ANNEXE 27 - CONVENTIONS GÉNÉRALES FIXANT LES MODALITÉS DE GESTION DE LA RÉSERVE NATURELLE DES GORGES DE L'ARDÈCHE (1997, 2003)

CONVENTION DE 1997

Ces deux conventions successives soulignent un élargissement des compétences du SIGARN, un repositionnement du rôle du comité scientifique ainsi que l'affirmation d'un volet environnemental.

CONVENTION GENERALE FIXANT LES MODALITES DE GESTION DE LA RESERVE NATURELLE DES GORGES DE L'ARDECHE

* * * * *

VU les articles L.242.1 à 10 et R.242.1 à 25 du code rural (livre II),

VU le décret n° 80.27 du 14 janvier 1980 portant création de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche,

VU les statuts du SIGARN, approuvés par l'arrêté inter-préfectoral du 11 avril 1996,

VU l'avis du Comité Consultatif de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche en date du 7 juin 1996,

Entre les soussignés,

Le Ministre de l'Environnement agissant au nom de l'Etat, représenté par le Directeur de la Nature et des Paysages d'une part,

Le Syndicat Intercommunal des gorges de l'Ardèche et de leur région naturelle (SIGARN) représenté par son président, d'autre part ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Nature des missions confiées au SIGARN :

Le SIGARN est chargé d'assurer, sous le contrôle des Préfets de l'Ardèche et du Gard, et compte tenu des avis du Comité consultatif de la réserve :

- 1°) le gardiennage et la surveillance de la réserve naturelle, ce qui induit le constat des infractions par des agents commissionnés à cet effet ;
- 2°) la protection et l'entretien général du milieu naturel ;
- 3°) la réalisation et l'entretien du balisage et de la signalisation spécifique de la réserve naturelle, portant notamment le logo officiel de réserves naturelles ;
- 4°) la réalisation des observations régulières de la faune et de la flore afin d'effectuer un contrôle scientifique continu du milieu naturel. Il appartient au SIGARN d'élaborer, puis de mettre en oeuvre, le plan de gestion de la réserve, après avis du comité consultatif et agrément du ministre chargé de l'environnement. Il associera le conseil scientifique à la réalisation des observations régulières de la faune, de la flore et du milieu naturel, ainsi qu'au suivi scientifique des opérations d'animation, de recherche et de gestion du patrimoine de la réserve naturelle.

- 5°) la réalisation et l'entretien des équipements permettant d'améliorer l'accueil et l'éducation du public (pédagogique, sensibilisation, information) et de promouvoir la réserve, dans le respect des obligations de protection. Ces interventions ne pourront être entreprises par le SIGARN que dans le respect des articles L.242.9 et R.242.19 à 22 du code rural (modification de l'état ou de l'aspect de la réserve), et des dispositions du décret du 14 janvier 1980, en particulier ses articles 9 et 11. Sous ces réserves, le SIGARN pourra confier à des entreprises des travaux dont il assurera la conduite et la rémunération.
- 6°) l'élaboration d'un rapport d'activité annuel, faisant apparaître notamment l'impact de la gestion sur les milieux naturels et les espèces, de bilans financiers de budgets prévisionnels et d'une manière générale les tâches administratives et financières afférentes à la gestion de la réserve.
- 7°) le syndicat pourra passer des conventions particulières pour la réalisation des missions qui lui sont confiées à l'article premier de la convention.

Article 2 - Modalités financières

2.1. Ressources du SIGARN

Pour la réalisation des missions définies à l'article 1er, le SIGARN bénéficiera de crédits de l'Etat (Ministère de l'Environnement) en fonctionnement et en investissement, dont le montant sera arrêté au début de chaque année, au vu du budget préparé dans les conditions fixées à l'article 2.2. ci-dessous.

Une convention financière annuelle sera signée entre le SIGARN et le Ministère de l'Environnement pour fixer ce montant, et indiquer les modalités pratiques de son versement au SIGARN.

L'ensemble des biens (meubles, équipements, véhicules, radio, matériel de bureau, etc) acquis par le précédent gestionnaire pour assurer la gestion de la réserve seront transférés au SIGARN dans un délai d'un mois suivant la signature de cette convention.

Le SIGARN recherchera des financements complémentaires : subventions de collectivités locales, mécénat, autofinancement...

Le SIGARN pourra en particulier instituer une redevance pour les services rendus aux visiteurs de la réserve dans les conditions suivantes :

- * cette redevance ne sera perçue qu'en contrepartie de l'utilisation de certains équipements et services, son montant sera donc à moduler en fonction des prestations fournies ;
- * le produit de la redevance sera inscrit sur une ligne spéciale du budget du SIGARN et sera affecté à la seule couverture des frais d'investissement et de fonctionnement relatifs à ces équipements et services

2.2. Elaboration du budget

Un budget prévisionnel annuel sera remis par le SIGARN, avant le 30 septembre de l'année précédente au Préfet de l'Ardèche, qui le soumettra au Comité consultatif de la réserve.

Compte tenu des délibérations de ce comité, le Préfet transmettra au Ministère de l'Environnement avant le 31 octobre un projet de budget assorti de son avis et de celui de la Direction Régionale de l'Environnement en Rhône-Alpes, ainsi que de divers documents demandés chaque année par circulaire du Ministère de l'Environnement au Préfet, tels que rapport d'activités, et comptes financiers.

Ce budget fera apparaître l'ensemble des ressources et des dépenses prévues. Un budget éventuellement modifié pour tenir compte en particulier de la dotation attribuée par l'Etat sera annexée à la convention financière visée à l'article 2.1.

Article 3 - Relations avec le Comité Consultatif

Le Comité Consultatif institué par le Ministre de l'Environnement conformément aux articles 16 et 17 du décret du 14 janvier 1980 examine en particulier les rapports annuels d'activités, les comptes administratifs, budget prévisionnels visés à l'article 1.6, le plan de gestion visé à l'article 1.4, ainsi que toutes les questions touchant la réserve qui lui sont soumises par le Préfet de l'Ardèche. Le SIGARN peut faire toutes propositions au Préfet de l'Ardèche sur l'ordre du jour des réunions, et concourt à leur préparation et leur animation, sous l'autorité du Préfet.

Article 4 - Recrutement du personnel

Le SIGARN recrutera les personnels nécessaires à l'exécution des missions définies à l'article 1er, dans la limite des ressources disponibles. Il veillera à la compétence technique de ces personnels. Cette équipe chargée de la gestion de la réserve sera dirigée par un directeur. Celui-ci devra justifier d'un niveau de connaissance élevé et d'une expérience antérieure lui permettant de lancer et d'animer les programmes de recherche, de préparer et de mettre en place le plan de gestion.

A compter de la date de signature de la présente convention, le recrutement de nouveaux personnels permanents se fera après un appel de candidature et un entretien auprès d'un jury constitué d'un commun accord entre le Président du SIGARN et le Préfet de l'Ardèche. En cas de mise à disposition du SIGARN, d'un agent de l'Etat ou d'une collectivité, celle-ci sera préalablement examinée entre l'Etat et le SIGARN.

Article 5 - Durée de la convention

Les dispositions de la présente convention sont applicables à partir de la date de la signature et pendant une durée de trois ans, renouvelable par tacite reconduction.

Elle peut être modifiée et complétée par avenant intervenant dans les mêmes formes que la présente convention, notamment pour fixer le montant de la participation financière de l'Etat chaque année.

Article 6 - Résiliation de la convention

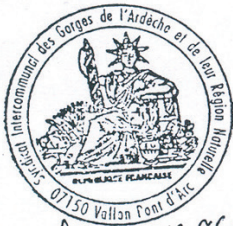
La convention pourra être résiliée par accord entre les parties à la demande de l'une d'entre elles, présentée au moins trois mois à l'avance.

L'ensemble des biens meubles et immeubles acquis en pleine propriété par le SIGARN pour l'exécution de la convention seront, en cas de résiliation de celle-ci, mis à la disposition du nouvel organisme gestionnaire désigné sans qu'il puisse en modifier l'affectation.

Article 7 - Dispositions finales

La présente convention est dispensée de timbre d'enregistrement ; comprenant sept articles, elle est établie en deux exemplaires originaux destinés à chacune des deux parties. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs des départements de l'Ardèche et du Gard et affectée au siège du SIGARN.

Le Président du SIGARN



**Pour le Ministère de l'Environnement
et par délégation
Le Directeur de la Nature et
des Paysages**

26 MARS 1997

Marc Sanson
Marc SANSON

CONVENTION DE 2003



CONVENTION FIXANT LES MODALITES DE GESTION DE LA

RESERVE NATURELLE DES GORGES DE L'ARDECHE

Vu le code de l'environnement, titre III, chapitre II, et notamment son article L.332-8 sur la désignation des gestionnaires de réserve naturelle,

Vu le code rural, partie réglementaire, notamment son livre deuxième, titre IV, chapitre II,

Vu le décret n° 80-27 du 14 janvier 1980 portant création de la réserve naturelle, des Gorges de l'Ardèche

Vu la circulaire ministérielle DNP/EN n° 97-1 du 7 octobre 1997 sur la gestion des réserves naturelles,

il est convenu ce qui suit

entre l'Etat, représenté par le préfet du département de l'Ardèche ci-après dénommé *le préfet* d'une part,

et, le Syndicat Intercommunal des Gorges de l'Ardèche et de leur Région Naturelle représenté par son président, ci-après dénommé *le gestionnaire* d'autre part :

ARTICLE 1^{ER} – MISSIONS CONFIEES AU GESTIONNAIRE

Le gestionnaire est chargé d'assurer, sous le contrôle du préfet, dans le respect de la réglementation et après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, la conservation du patrimoine naturel de la réserve.

En application du plan de gestion approuvé le, le gestionnaire assure :

- 1°) le gardiennage et la surveillance de la réserve naturelle, ce qui inclut le constat des infractions par les agents commissionnés à cet effet par l'autorité administrative. Cette mission peut être confiée par délégation à d'autres partenaires institutionnels ayant cette compétence dans le domaine de l'environnement (ONF, ONCFS, CSP...) dans le cadre d'une convention spécifique ;
- 2°) la préparation des demandes d'autorisations ; il vérifie le respect de leur mise en œuvre ;
- 3°) la protection et l'entretien général du milieu naturel ;

- 4°) la réalisation et l'entretien du balisage, du bornage et de la signalisation spécifique de la réserve naturelle, conforme à la charte signalétique des réserves naturelles ;
- 5°) la réalisation des observations régulières de la faune, de la flore et du patrimoine géologique afin d'effectuer un contrôle scientifique continu du milieu naturel dont le programme et le suivi sont définis avec le conseil scientifique. Le gestionnaire peut confier à des tiers des études ou des expertises particulières permettant d'améliorer la connaissance de la réserve, avec l'accord du préfet ;
- 6°) la réalisation des travaux de génie écologique éventuellement nécessaires à la conservation, à l'enrichissement du patrimoine naturel de la réserve et à la reconquête du fonctionnement de l'écosystème ;
- 7°) la réalisation et l'entretien des équipements permettant d'améliorer l'accueil et l'éducation du public (pédagogie, sensibilisation, information) et de promouvoir la réserve, dans le respect des obligations de protection.

Les interventions prévues aux alinéas 6°) et 7°) ne peuvent être entreprises par le gestionnaire que dans le respect des articles R.242-28 à 32 du code rural (modification de l'état ou de l'aspect de la réserve) et de la réglementation spécifique à la réserve. Le gestionnaire peut confier à des entreprises des travaux dont il assure la conduite et la rémunération, conformément aux règles du code des marchés publics ;

- 8°) l'élaboration d'un rapport d'activité annuel, faisant apparaître notamment l'évaluation de la gestion sur les milieux naturels et les espèces. Il comprend un état d'avancement de la réalisation du plan de gestion et propose, s'il y a lieu, des ajustements ;
- 9°) l'accueil du public, sa sensibilisation et son information, dans la mesure où cela est compatible avec la préservation du patrimoine naturel, qui reste une priorité. Le gestionnaire peut confier tout ou partie de cette mission à des tiers, dans le cadre d'une convention particulière souscrite entre lui-même, l'Etat et la structure animatrice désignée.

Concernant l'application de Natura 2000 (Directives «Oiseaux» et «Habitats»), le gestionnaire contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre du document d'objectifs pour le territoire de la réserve compris dans le site appelé «gorges, grottes, pelouses et milieux aquatiques de la Basse Ardèche Urganienne». Les crédits alloués seront clairement identifiés dans des lignes spécifiques au niveau du budget (investissement et fonctionnement) et différents de ceux énumérés à l'article 2.

ARTICLE 2 – MODALITES FINANCIERES

2.1. Ressources du gestionnaire

Pour la réalisation des missions définies à l'article 1^{er}, le gestionnaire bénéficie de crédits de l'Etat en fonctionnement et en investissement, dont le montant est arrêté au début de chaque année, au vu du budget préparé dans les conditions fixées à l'article 2.2. ci-dessous.

Une convention financière annuelle est signée entre le gestionnaire et le préfet de Région, pour fixer ce montant et indiquer les modalités particulières de son versement au gestionnaire.

Le gestionnaire est responsable de la recherche des financements complémentaires : autofinancement, subventions de collectivités locales, mécénat, ...

Il peut en particulier instaurer une redevance pour les services rendus aux visiteurs de la réserve dans les conditions suivantes :

- cette redevance ne sera perçue qu'en contrepartie de l'utilisation de certains équipements et services, son montant sera donc à moduler en fonction des prestations fournies,
- le produit de la redevance sera inscrit sur une ligne spéciale du budget de la réserve et sera affecté à la seule couverture des frais d'investissement et de fonctionnement relatifs à ces équipements et services.

2.2. *Elaboration du budget*

Avant le 15 novembre de chaque année, le gestionnaire remet au préfet un rapport d'activité, les comptes financiers provisoires de l'année en cours et un budget prévisionnel pour l'année suivante.

Ce budget fait apparaître l'ensemble des ressources et des dépenses prévues. Le budget peut être éventuellement modifié pour tenir compte en particulier de la dotation attribuée par l'Etat et des décisions financières des autres partenaires.

Ce budget sera individualisé par un budget annexe au sein de la comptabilité du gestionnaire.

2.3. *Comptes et bilans*

Le gestionnaire doit fournir au début de chaque année les comptes des ressources et des dépenses de l'année écoulée, ainsi que le bilan financier correspondant.

Le compte administratif de l'année *n* est adressé au préfet et au DIREN avant le 31 mai de l'année *n + 1*.

ARTICLE 3 – RELATIONS AVEC LE COMITE CONSULTATIF

Le comité consultatif institué par le préfet conformément à l'article 16 du décret 80-27 du 14 janvier 1980 examine l'application du plan de gestion, les rapports annuels d'activités, les comptes financiers et les budgets prévisionnels susvisés, ainsi que toutes les questions touchant la réserve qui lui sont soumises par le préfet. Le gestionnaire peut faire toutes propositions au préfet sur l'ordre du jour des réunions et concourt à leur préparation et leur animation, sous l'autorité du préfet.

ARTICLE 4 – RECRUTEMENT ET FORMATION DU PERSONNEL

Dans le respect de la réglementation en vigueur pour les personnels contractuels de la Fonction Publique Territoriale et des conventions collectives applicables au personnel des réserves naturelles, le gestionnaire affecte ou recrute le personnel nécessaire à l'exécution des missions définies à l'article 1^{er}, dans la limite des ressources disponibles et avec l'accord du préfet. Il est responsable de l'encadrement du personnel mais doit faire référence au préfet de tout manquement grave de l'un de ses agents.

Le conservateur est désigné par le gestionnaire en accord avec le préfet. Il est responsable de la gestion de la réserve et constitue en particulier le référent scientifique du gestionnaire et du préfet. Il assure la représentation du gestionnaire au sein du conseil scientifique de la réserve naturelle. Il doit avoir un niveau de connaissances scientifiques et techniques, une expérience antérieure, une aptitude à la concertation et à la gestion administrative et financière lui permettant d'assurer et de coordonner l'ensemble des missions définies à l'article 1^{er}.

Le recrutement du conservateur se fait après un appel à candidatures et un entretien auprès d'un jury constitué d'un commun accord entre le préfet et le gestionnaire.

Le gestionnaire favorise la formation du personnel affecté à la réserve naturelle pour lui permettre de remplir correctement ses missions, notamment en participant aux sessions de formation dispensées par l'Atelier Technique des Espaces Naturels (ATEN), l'Institut de Formation de l'Environnement (IFORE) et le Centre National de Formation de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de la présente convention sont applicables à partir de la date de la signature et pendant une durée de trois ans renouvelable. Elle peut être modifiée et complétée par avenant intervenant dans les mêmes formes que la présente convention, notamment pour fixer le montant de la participation financière de l'Etat chaque année.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention peut être résiliée à la demande de l'une des parties présentée au moins un an à l'avance, la date d'effet de cette résiliation étant postérieure à la clôture de l'exercice budgétaire en cours (vote du compte administratif).

En cas de résiliation, l'ensemble des biens meubles et immeubles acquis par le gestionnaire pour l'exécution de la convention, ainsi que les crédits non utilisés, sont mis à la disposition du nouvel organisme gestionnaire désigné sans qu'il puisse en modifier l'affectation. A cet effet, un état de l'actif sera établi de façon contradictoire entre le gestionnaire et l'Etat, le cas échéant.

En cas de manquement grave aux obligations de la présente convention, le préfet peut la résilier sans délai.

ARTICLE 7

La présente convention annule et remplace la convention précédemment souscrite.

ARTICLE 8 – DISPOSITION FINALE

La présente convention est dispensée de timbre d'enregistrement : comprenant 8 articles, elle est établie en trois exemplaires originaux, destinés à chacune des parties.

Fait à Privas le 28 JUIL. 2003

Le Président Syndicat Intercommunal des
Gorges de l'Ardèche et de leur Région



Le Préfet de l'Ardèche

Jean-François KRAFT

ANNEXE 28 - DÉFINITION DES ESPACES NATURELS SENSIBLES PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE

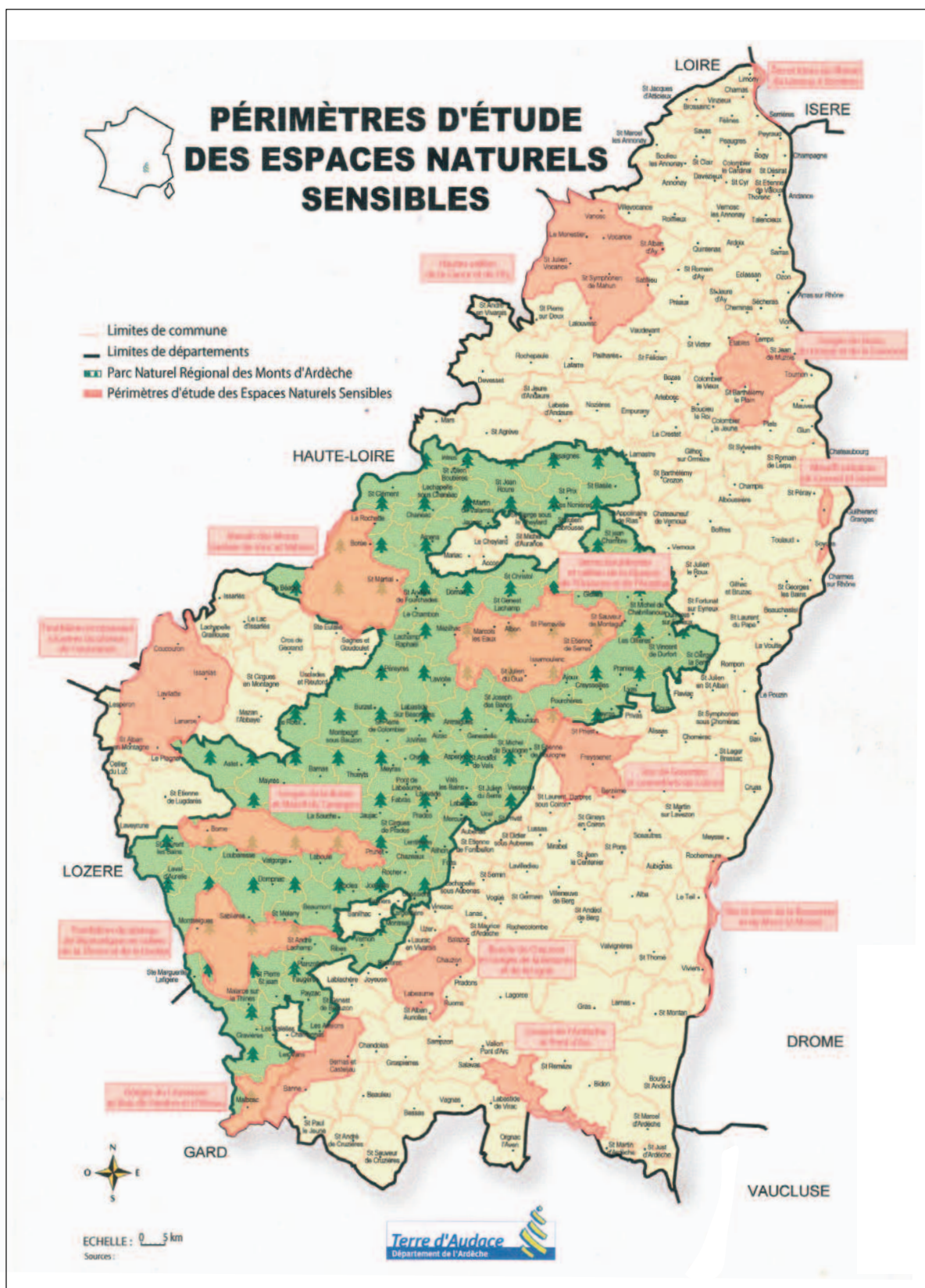



Figure A6 : Périmètres d'étude des espaces naturels sensibles ardéchois

D'après l'Intranet du conseil général de l'Ardèche, 2004

ANNEXE 29 - STATUTS DU SYNDICAT DE GESTION DES GORGES DE L'ARDÈCHE (SGGA), 2004

En 2004, la structure gestionnaire des gorges de l'Ardèche change de nom et de statut : le Syndicat Intercommunal des Gorges de l'Ardèche et de leur Région Naturelle (SIGARN) devient le Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche (SGGA), passant ainsi d'un statut intercommunal à celui de syndicat mixte. Cette redéfinition lui donne ainsi la possibilité d'intégrer, le moment venu, de nouveaux acteurs, tels que les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU GARD

AFFAIRE SUIVIE PAR :
Jean-François MARTIN
JFM/AV
POSTE : 04 75 89 90 93

PREFECTURE DE L'ARDECHE
SOUS-PREFECTURE DE LARGENTIÈRE

ARR 2004 86 9

ARRETE INTERPREFECTORAL

approuvant les nouveaux statuts du Syndicat Intercommunal des Gorges de l'Ardèche et de leur Région Naturelle (SIGARN), créé entre les communes suivantes du département de l'Ardèche : BIDON, GRAS, LABASTIDE DE VIRAC, LAGORCE, LARNAS, ORGNAC L'AVEN, SALAVAS, VALLON PONT D'ARC, SAINT MARCEL D'ARDECHE, SAINT MARTIN D'ARDECHE, SAINT REMEZE et de deux communes du département du Gard : AIGUEZE et LE GARN, qui prend la dénomination de Syndicat de gestion des Gorges de l'Ardèche.

Le Préfet du GARD,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Le Préfet de l'Ardèche
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 5211-17 et suivants ;

VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code Rural ;

VU le décret n° 80-27 du 14 janvier 1980 portant création de la réserve naturelle des Gorges de l'Ardèche (Ardèche et Gard) ;

VU l'Arrêté Interpréfectoral des 9 et 11 avril 1996 autorisant la création entre les communes de BIDON, GRAS, LABASTIDE DE VIRAC, LAGORCE, ORGNAC L'AVEN, SALAVAS, VALLON PONT D'ARC, SAINT MARCEL D'ARDECHE, SAINT MARTIN D'ARDECHE, SAINT REMEZE, AIGUEZE et LE GARN d'un syndicat intercommunal qui a pris la dénomination de syndicat intercommunal des Gorges de l'Ardèche et de leur région naturelle avec un double groupe de compétences (SIGARN) ;

VU l'Arrêté Interpréfectoral du 8 mars 2000 autorisant l'adhésion de la commune de LARNAS ;

VU la délibération du comité syndical du SIGARN du 6 octobre 2003 qui approuve de nouveaux statuts ;

VU la lettre de notification de cette décision adressée le 3 novembre 2003 par le président du syndicat aux maires des communes membres ;

VU les avis favorables des conseils municipaux des communes de BIDON (19 novembre 2003), GRAS (13 novembre 2003), LABASTIDE DE VIRAC (12 décembre 2003), LAGORCE (9 décembre 2003), LARNAS (14 novembre 2003), ORGNAC L'AVEN (24 novembre 2003), SALAVAS (10 décembre 2003), SAINT MARCEL D'ARDECHE (3 décembre 2003), SAINT MARTIN D'ARDECHE (12 novembre 2003), SAINT REMEZE (14 novembre 2003), AIGUEZE (6 novembre 2003), LE GARN (22 décembre 2003), VALLON PONT D'ARC (11 mars 2004) ;

CONSIDERANT que toutes les formalités prévues par le code général des collectivités territoriales ont été accomplies ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gard ;

VU l'Arrêté Préfectoral n° 2003 112 3 du 22 avril 2003 portant délégation de signature à M. Jacques GARAU, Sous-Préfet de l'Arrondissement de LARGENTIERE ;

ARRESENT

Article 1^{er} : - Est autorisée la modification des statuts du Syndicat Intercommunal des Gorges de l'Ardèche et de leur Région Naturelle (SIGARN) qui prend la dénomination de Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche.

Article 2 : - Un exemplaire des statuts est annexé au présent arrêté.

Article 3 : - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gard, Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de LARGENTIERE, Me et M. les Trésoriers Payeurs Généraux de l'Ardèche et du Gard, Monsieur le Président du Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche, Messieurs les Maires des communes membres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NIMES, le 23 mars 2004
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Fait à LARGENTIERE, le 26 mars 2004
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet de LARGENTIERE

Raymond CERVELLE

Jacques GARAU

Pour Ampliation,
Le Secrétaire Général

Jean-François TODESCHINI DE LEBER



STATUTS

Article 1 : Dénomination

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, il est formé entre les communes de :

Département de l'Ardèche :

Bidon, Gras, Labastide de Virac, Lagorce, Larnas, Orgnac, Saint Marcel d'Ardèche, Saint Martin d'Ardèche, Saint Remèze, Salavas Vallon Pont d'Arc,

Département du Gard :

Le Garn et Aigueze

Un Syndicat intercommunal qui prend la dénomination de :
Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 2 : Périmètre

Le Syndicat exerce sur les périmètres définis ci-après un double niveau de compétences:

- a) De plein droit sur les parties de territoire des communes membres classés en Réserve Naturelle ou sites Natura 2000, ainsi que sur une zone d'intervention comprenant les communes ou parties de communes se rattachant à l'environnement naturel des Gorges de l'Ardèche (selon carte annexée).
- b) A la demande d'un Conseil Municipal ou d'un Conseil Communautaire sur l'ensemble du territoire des communes et communautés de communes membres. Cette demande devra être approuvée par le Comité Syndical et faire l'objet d'une convention.

Article 3 : Compétences

3-1 Protection et mise en valeur du patrimoine naturel

Sur les parties de territoire des communes membres définies à l'article 2a, le Syndicat exerce les compétences suivantes :

a) Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche :

Pour le compte de l'Etat dans le cadre de la convention de gestion de la Réserve Naturelle et sur le périmètre défini par le Décret N°80-27 du 14 janvier 1980 :

- ✓ L'accueil, L'animation pédagogique, la sensibilisation du public et la promotion de la réserve naturelle,
- ✓ Le gardiennage et la surveillance de la Réserve Naturelle,
- ✓ La protection et l'entretien général du milieu naturel,
- ✓ La réalisation et l'entretien du balisage et de la signalisation spécifique de la réserve naturelle,
- ✓ La réalisation d'un suivi naturaliste afin d'effectuer un contrôle scientifique du milieu naturel. Il appartient notamment au Syndicat d'élaborer et mettre en œuvre le plan de gestion de la réserve naturelle,
- ✓ La réalisation, l'entretien et la gestion des équipements permettant d'améliorer l'accueil et l'éducation du public et de promouvoir la réserve,
- ✓ La gestion et l'accueil du public des aires de bivouac de Gaud et Gournier

b) Sites Natura 2000

Dans le cadre de contrats qui peuvent lui être confiés par l'Etat :

- ✓ Réalisation des documents d'objectifs des sites
- ✓ Réalisation d'études, travaux ou actions liées à la connaissance, la sensibilisation, l'entretien, la mise en valeur, la préservation du milieu naturel
- ✓ Animation et suivi de l'ensemble des actions des documents d'objectifs
- ✓ Evaluation des documents d'objectifs

c) Zone naturelle

- ✓ Réalisation de plans de gestion

- ✓ Réalisation d'études, travaux ou actions liées à la connaissance, la sensibilisation, l'entretien, la mise en valeur, la préservation du milieu naturel

3-2 Sports de nature

Le Syndicat exerce les compétences suivantes :

a) de plein droit, sur le périmètre défini à l'article 2a

- ✓ La création, l'entretien, le balisage, la signalétique, la valorisation, la promotion des itinéraires de randonnées non motorisées inscrit au PDIPR des Départements de l'Ardèche et du Gard.
- ✓ Réalisation d'actions incitatrices et d'outils de sensibilisation permettant une meilleure prise en compte de l'environnement par les pratiquants de sports de nature,
- ✓ La labellisation de prestataires et de produits liés à la découverte et la sensibilisation des milieux naturels.

b) A la demande d'un Conseil Municipal ou d'un Conseil Communautaire, sur l'ensemble du territoire des communes ou communautés de communes membres

- ✓ L'entretien, la gestion d'équipements publics liés aux activités de pleine nature,
- ✓ Le balisage et la surveillance de sites de sports de nature.

3-3 : Patrimoine culturel, historique et paysager

Le Syndicat exerce les compétences suivantes :

a) De plein droit

1/sur le périmètre défini à l'article 2a

- ✓ Inventaires, cartographies, travaux scientifiques permettant une meilleure connaissance de ce patrimoine,
- ✓ Promotion et valorisation de ce patrimoine

2/Sur le territoire des communes membres

La réalisation d'une charte paysagère prenant en compte la signalétique et la valorisation des sites d'intérêt commun dont la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche, la Route Touristique des Gorges de l'Ardèche, le Site classé du Pont d'Arc, l'Arrêté préfectoral de protection de biotope de la Dent de Rez.

b) A la demande d'un Conseil Municipal ou d'un Conseil Communautaire sur l'ensemble du territoire des communes et communautés de communes membres :

- ✓ La gestion, la réalisation de travaux de restauration et d'entretien de sites publics

Article 4 :

Le siège du Syndicat est fixé en Mairie de Vallon Pont d'Arc.

Article 5 :

Les fonctions de receveur du Syndicat sont exercées par Monsieur le Percepteur de Vallon Pont d'Arc.

Article 6 :

Le Syndicat est institué pour une durée illimitée.

TITRE II : FINANCES

Article 7 :

Les recettes du Syndicat comprennent :

1. La contribution des communes et communautés de communes associées,
2. Le revenu des biens meubles ou immeubles du Syndicat,
3. Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers en échange d'un service rendu,
4. Les subventions de l'Union européenne, l'Etat, les Régions, les Départements, les communautés de communes, les communes,
5. Les produits de dons et legs,

6. Le produits des taxes, redevances, et contributions correspondant aux services assurés.
7. Le produit des emprunts

Article 8 :

La participation des communes et communautés de communes aux dépenses d'administration générale (fonctionnement et investissement) est obligatoire pendant la durée du Syndicat, dans la limite des nécessités du service telles que le Comité Syndical les a déterminées.

La participation de chaque commune est composée d'une somme forfaitaire calculée comme suit :

- ✓ 50 % au prorata du nombre d'habitants défini conformément au règle de la Dotation Globale de Fonctionnement,
- ✓ 50 % au prorata du potentiel fiscal.

La participation de chaque Communauté de Communes en substitution représentation est également constituée d'une somme forfaitaire calculée selon les même modalités.

Article 9 :

Concernant les dépenses correspondant aux opérations réalisées à la demande d'un conseil municipal ou du Conseil Communautaire, une convention sera établie afin de prévoir notamment la participation financière des communes ou communauté de communes concernées.

TITRE III : ADMINISTRATION DU SYNDICAT

Article 10 :

Le Syndicat est administré par un comité composé des délégués élus par les conseils municipaux des communes membres et des communautés de communes membres.

Pour les communes membres, le nombre de délégués est fixé à deux délégués titulaires et un suppléant.

Pour les communes représentées par une communauté de communes pour une partie des compétences du Syndicat en application du principe de substitution représentation, le nombre de délégués est réduit à un titulaire et un suppléant.

Pour les communautés de communes, le nombre de délégués est fixé à un délégué titulaire et un suppléant par commune représentée en application du principe de substitution représentation.

Article 11 :

Le comité syndical élit parmi ses membres un bureau syndical composé d'un représentant par commune et par communauté de communes membres. Il comprend obligatoirement le Président et les vices présidents. Le comité syndical peut renvoyer au bureau le règlement de certaines affaires et lui conférer à cet effet une délégation dont il fixe les limites, à l'exception des attributions non déléguables et définies par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 12 :

Le comité syndical règle par ses délibérations les affaires du syndicat. Tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun et notamment :

- ✓ l'élection du président et des membres du bureau,
- ✓ le vote du budget et l'approbation du compte administratif,
- ✓ Les décisions relatives aux modifications de conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat,

Le comité syndical peut former pour l'exercice d'une ou plusieurs compétences des commissions chargées d'étudier et de préparer ses décisions.

Article 13 :

Seuls les délégués des communes concernées prennent part au vote pour les compétences exercées de plein droit sur le périmètre défini à l'article 2a des présents statuts.

Table des illustrations

TABLE DES ILLUSTRATIONS

TABLE DES FIGURES

Introduction et première partie :

Figure 1 : Apports de la dialogique touristico-patrimoniale dans la compréhension du devenir des espaces touristiques à valeur patrimoniale	22
Figure I.1 : Représentations terrifiantes des formations karstiques dans la grotte de Postojna	33
Figure I.2 : Grottes de Škocjan, représentations des aménagements effectués pour les campagnes d'explorations ou pour la visite touristique des dolines d'effondrement	42
Figure I.3 : Construction de la Slovénie : quelques étapes repères 1815-2007	63
Figure I.4 : Les caractéristiques des formations karstiques comme vecteur de comparaison entre les grottes de Škocjan et de Saint-Marcel	65
Figure I.5 : Périmètre élargi des gorges de l'Ardèche, définition de la zone d'étude	67
Figure I.6 : Apparition et désignation de la région « Karst », carte de Mercator (1642)	68
Figure I.7 : Périmètre élargi de la région du Karst slovène, définition de la zone d'étude	69
Figure I.8 : Phénomènes karstiques remarquables aux alentours des gorges de l'Ardèche : approche endo- et exo-karstique	70
Figure I.9 : Phénomènes karstiques remarquables sur le Karst slovène : approche endo- et exo-karstique	71
Figure I.10 : Périmètres de protection et sites touristiques karstiques à l'échelle des gorges de l'Ardèche	72
Figure I.11 : Périmètres de protection et sites touristiques karstiques sur le Karst slovène	73
Figure I.12 : Carte de localisation des cavités slovènes aménagées pour le tourisme en 2003	75
Figure I.13 : Carte de localisation des cavités françaises aménagées pour le tourisme en 2004	76
Figure I.14 : Visiteurs dans la grotte de Vilenica, (1861)	78
Figure I.15 : Représentation de la grotte de Divača sur les cartes postales (1893)	78
Figure I.16 : Répartition des lits touristiques marchands et des principaux sites touristique karstiques dans la région du Karst slovène	80
Figure I.17 : Répartition des lits touristiques marchands et des principaux sites touristique karstiques autour des gorges de l'Ardèche	81
Figure I.18 : Le Karst slovène : situation de carrefour et logique de captation des flux touristique	84
Figure I.19 : Fréquentation touristique de la grotte de Postojna, de 1950 à 2004	85
Figure I.20 : Les gorges de l'Ardèche et leur bassin versant : une situation de contact entre plusieurs entités administratives	86
Figure I.21 : Le plateau du Kras : environnement karstique, touristique et politique	88
Figure I.22 : Panorama du site touristique de la grotte de Postojna	89
Figure I.23 : Organisation schématique du site touristique de la grotte de Postojna	90
Figure I.24 : Incidences cartographique de la frontière italo-slovène : carte hydrogéologique du plateau du Kras	91
Figure I.25 : Plateau du Kras et projet Unesco : jeu de superposition entre des logiques de protection et des entités politiques autour d'un même ensemble géomorphologique	92
Figure I.26 : Carte géologique simplifiée du plateau du Kras et circulations des eaux souterraines prouvées et supposées	93

Deuxième Partie :

Figure II.1 : Premier plan de la grotte de Postojna, J. N. Nagel (1748)	102
Figure II.2 : Groupe de visiteurs en train d'admirer les concrétions de la grotte de Postojna (1748)	102
Figure II.3 : Postojnska jama – la grotte de Postojna. Phases de découverte des différentes parties du réseau, toponymie des principales salles et cheminements touristiques	103
Figure II.4 : Aménagements réalisés lors de la mise en tourisme de la grotte de Postojna, début-milieu XIX ^{ème} siècle	104
Figure II.5 : Groupe de visiteurs suite à la découverte des nouveaux réseaux de Postojna (1830)	105
Figure II.6 : Carte postale de la grotte de Postojna (1896)	106
Figure II.7 : Bal tenu dans la grotte de Postojna, dans l'actuelle salle dite du congrès (1903)	107
Figure II.8 : Evolution des modes de cheminements touristiques dans la grotte de Postojna, 1818-2007	108
Figure II.9 : Figuration de la grotte de Postojna sur le papier à entête de l'Hôtel Progler (1910)	109
Figure II.10 : Actions de nettoyage lors des heures de fermeture de la grotte de Postojna au public	112
Figure II.11 : Le musée « Proteus » : nouveau mode de mise en valeur de la ressource karstique	113
Figure II.12 : Trajectoire touristique de la grotte de Postojna, entre mesures de protection et développement touristique	114
Figure II.13 : Groupe de visiteurs éclairés par des torches en train de visiter les réseaux des grottes de Saint-Marcel (1842)	116
Figure II.14 : Représentation du Pont d'Arc mettant en scène de pêcheurs en activité (1842)	117
Figure II.15 : Accessibilité dans les gorges de l'Ardèche à la fin du XIX ^{ème} siècle : ouverture du tronçon Vallon-Châmes	118
Figure II.16 : Carte postale représentant la route des gorges allant jusqu'à Châmes	118
Figure II.17 : La descente en bateau des gorges de l'Ardèche : encadré publicitaire dans la revue <i>Vivarais-Tourisme-Séjour</i> (1907)	120
Figure II.18 : Projet « Dona Vienne » (1920) : visualisation du niveau d'eau suite à la réalisation d'un barrage dans les gorges de l'Ardèche	122
Figure II.19 : Mesures de protection autour des gorges de l'Ardèche en 1950 : association de sites ponctuels et de périmètre de protection pour la partie ardéchoise du canyon	125
Figure II.20 : Affichage des mesures de protection dans des brochures touristiques (1955)	126
Figure II.21 : Ouverture de la route touristique des gorges de l'Ardèche (1969) : combinaison de critères esthétiques (à l'aplomb des gorges) et de logiques de développement touristique (connexion avec les flux de la vallée du Rhône)	128
Figure II.22 : Route touristique et périmètres de protection : l'adoption d'une zone non-constructible (1969)	130
Figure II.23 : Projet Coche (début des années 1960) : principes d'aménagement des plateaux calcaires des gorges de l'Ardèche	131
Figure II.24 : Dynamiques co-constitutives entre tourisme, transport et mesures de protection à l'échelle des gorges de l'Ardèche (1780-1990)	132
Figure II.25 : Eléments de la ressource touristique et périmètres de protection : co-évolution des logiques de protection et de valorisation touristique des gorges de l'Ardèche	135
Figure II.26 : Schéma des aménagements hydro-électriques entourant le barrage de Pont-de-Veyrières : redistribution de la ressource en eausituées sur le bassin versant de la Loire sur le versant ardéchois	140
Figure II.27 : Trajectoire touristique des gorges de l'Ardèche, entre mesures de protection et développement touristique	142
Figure II.28 : Fréquentation touristique des réseaux souterrains aménagés de l'aven d'Orgnac, 1939-2006	151
Figure II.29 : Plan général de l'aven d'Orgnac : les différentes étapes dans la découverte des réseaux, aménagements touristiques et mesures de protection	154

Figure II.30 : Les aménagements en surface réalisés dans le cadre de l'Opération Grand Site (2003)	159
Figure II.31 : Affichage d'un volet scientifique dans l'espace d'accueil de l'aven d'Orgnac	160
Figure II.32 : Fréquentation touristique des réseaux souterrains non-aménagés de l'aven d'Orgnac, 1998-2006	161
Figure II.33 : Evolution des dépliants touristiques de l'aven d'Orgnac (1963-2006)	163
Figure II.34 : Projet d'extension de classement du site de l'Aven d'Orgnac	164
Figure II.35 : Dynamiques patrimoniales et projets d'aménagement de l'aven d'Orgnac	165
Figure II.36 : Présentation géologique, géomorphologique et géographique du poljé de Cerknica	167
Figure II.37 : Section schématique de la rivière intermittente de Ljubljana : situation du poljé de Cerknica	168
Figure II.38 : Premières représentations du poljé de Cerknica et mise en avant des modalités de fonctionnement du poljé	169
Figure II.39 : Plans d'expériences visant à comprendre le fonctionnement du poljé de Cerknica (milieu du XVIII ^{ème} siècle)	170
Figure II.40 : Représentation des activités dans le fond du poljé (1758)	170
Figure II.41 : Projet d'aménagement d'un lac permanent au niveau de Cerknica (1954)	173
Figure II.42 : Projet de lac permanent sur le site du poljé de Cerknica (1960-1970) : traces des aménagements réalisés au niveau d'un des principaux pions (Velika Karlovica)	174
Figure II.43 : Plan général d'aménagement touristique du lac de Cerknica, <i>The Upper Adriatic Project</i>	175
Figure II.44 : Visiteurs photographiés dans les paysages de Rakov Škocjan (1910)	178
Figure II.45 : Zonage du parc régional « Notranjski Karst » (1994) : différenciation des aires de protection	179
Figure II.46 : Le parc régional du Snežnik, 1999 : un zonage de l'espace consensuel	181
Figure II.47 : Définition du parc régional de Notranjska : périmètres successifs	182
Figure II.48 : Le poljé de Cerknica dans les représentations cartographiques à la fin du XVI ^{ème} siècle	183
Figure II.49 : Articulation des logiques de patrimonialisation d'espaces « naturels » et de développement touristique dans le cadre du parc régional de Notranjska	184
Figure II.50 : Le parc régional de Notranjska : à la recherche d'un équilibre entre protection de la nature et développement économique	185
Figure II.51 : Le poljé de Cerknica : activités de pleine nature et équipements touristiques	187
Figure II.52 : Dynamiques patrimoniales et projets d'aménagements au niveau du poljé de Cerknica	188

Troisième Partie :

Figure III.1 : Les grottes de Škocjan : d'une curiosité karstique aux premiers aménagements touristiques	202
Figure III.2 : Inscription des grottes de Škocjan au patrimoine mondial de l'Unesco (1986) : périmètres de protection	205
Figure III.3 : Zone centrale du parc régional des grottes de Škocjan, 1996	207
Figure III.4 : Zone centrale et zone tampon définies par la loi de 1996 portant création du parc régional des grottes de Škocjan	207
Figure III.5 : Logiques de protection et de valorisation touristique autour des grottes de Škocjan, plateau du Karst, Slovénie	208
Figure III.6 : Présentation et détails du panneau situé à l'entrée du bâtiment d'accueil des grottes de Škocjan : positionnement culturel d'un site touristique	211
Figure III.7 : Sentier éducatif autour des dolines d'effondrement, grottes de Škocjan	212
Figure III.8 : Fréquentation touristique des grottes de Škocjan, 1999-2005	213
Figure III.9 : Mesures de protection et développement touristique : inscription territoriale et émergence d'un territoire autour des grottes de Škocjan	216
Figure III.10 : Le découpage des régions touristiques slovènes : association des paysages karstiques au littoral slovène	218
Figure III.11 : Définition touristique de la région de Notranjska	220
Figure III.12 : Le programme touristique « Next Exit » (2002) : affichage de route thématiques et association des paysages karstiques et du littoral slovène sous l'appellation « la route du vent »	222
Figure III.13 : Les chemins du patrimoine d'Izjica à Kolpa : jeu de surimposition avec la région du karst slovène	223
Figure III.14 : Les chemins du patrimoine d'Izjica à Kolpa : un affichage essentiellement culturel	224
Figure III.15 : La région du karst slovène : jeu de superposition entre différents affichages touristiques	225
Figure III.16 : Mise en perspective des prospectus touristiques des grottes de Postojna et de Škocjan : des produits touristiques différenciés	227
Figure III.17 : Le karst à vélo : « friche touristique » ou marqueur d'un processus d'appropriation territoriale ?	227
Figure III.18 : Grottes slovènes comprises dans le circuit Transverzale, brochure publiée en 2002	230
Figure III.19 : Affichage touristique de la région du karst slovène : association du plateau du Karst et de la région de Notranjska Karst	231
Figure III.20 : Mise en perspective des structures d'hébergement situées à l'intérieur du canyon de l'Ardèche et des éléments de la ressource touristique (route touristique et réserve naturelle)	238
Figure III.21 : Les gorges de l'Ardèche : du lieu où l'on produit, puis où l'on réside à celui où l'on passe. Effets de la politique de protection des gorges et de la mise en place de la réserve naturelle	239
Figure III.22 : La rue commerçante comme « scène d'apparat » de Vallon-Pont-d'Arc	241
Figure III.23 : Modèle d'organisation de l'espace de Vallon-Pont-d'Arc : spécialisation de l'espace entre zones d'habitat permanent, structures d'hébergement touristique et espaces protégés	241
Figure III.24 : Répartition des lits touristiques (marchands et non-marchands) et des taux de fonction touristique autour des gorges de l'Ardèche	242
Figure III.25 : Les gorges de l'Ardèche en image : mise en avant de la verticalité des paysages et des plaisirs de la baignade	243
Figure III.26 : Les gorges de l'Ardèche : la « Mecque du canoë-kayak »	246
Figure III.27 : Sites préhistoriques et espaces naturels patrimonialisés autour des gorges de l'Ardèche	252
Figure III.28 : Mise en avant de la grotte Chauvet dans l'offre touristique des gorges de l'Ardèche	254
Figure III.29 : Nouvelle orientation de la politique de communication du Comité Départemental du Tourisme de l'Ardèche (1998) : affichage du slogan « Un grand voyage dans le temps » et des panneaux de la grotte Chauvet	255
Figure III.30 : « L'Ode à la grotte Chauvet » : manifestation du processus d'appropriation de la grotte Chauvet par les Vallonnais	257
Figure III.31 : Processus d'appropriation locale : la grotte Chauvet comme lieu emblématique de Vallon-Pont-d'Arc	258
Figure III.32 : Ouverture de la grotte Chauvet dans le cirque d'Estre : entre mesures de protection et équipements touristiques	260
Figure III.33 : Mesures de protection et développement touristique : dissociation du couple patrimoine/ tourisme autour de la grotte Chauvet et dynamiques spatiales	265
Figure III.34 : Modélisation des logiques de localisation de l'espace de restitution de la grotte Chauvet : entre diffusion des flux touristiques, sites touristiques et espaces protégés	269
Figure III.35 : Mobilisation de la population locale contre l'emplacement retenu pour l'espace de restitution de la grotte Chauvet	269
Figure III.36 : L'espace de restitution de la grotte Chauvet : un enjeu politique et territorial pour les élus du conseil général de l'Ardèche	272

Quatrième partie :

Figure IV.1 : Les populations touristiques : territorialités et émergence d'un territoire touristique.....	293
Figure IV.2 : Protocole de recherche suivi lors de l'analyse des formes de territorialités touristiques	297
Figure IV.3 : Analyse en composantes multiples des individus interrogés.....	304
Figure IV.4 : Identification des différentes catégories de touristes.....	306
Figure IV.5 : Présentation succincte des six groupes de touristes identifiés.....	307
Figure IV.6 : Analyse en composantes multiples : visualisation des trente substantifs les plus employés dans le discours des 120 touristes	310
Figure IV.7 : Analyse en composantes multiples : visualisation des trente substantifs les plus employés dans le discours des touristes familiers (groupe 1, 41 individus).....	314
Figure IV.8 : Analyse en composantes multiples : visualisation des trente substantifs les plus employés dans le discours des touristes habitués (groupe 2, 25 individus).....	318
Figure IV.9 : Analyse en composantes multiples : visualisation des trente substantifs les plus employés dans le discours des touristes néophytes (groupe 3, 27 individus).....	320
Figure IV.10 : Modélisation des jeux interactifs et des variables ayant une incidence dans les processus d'appropriation liant les touristes à leur environnement vacancier : synthèse des résultats obtenus pour le profil « séjournant » (groupes 1, 2 et 3)	321
Figure IV.11 : Parcours touristiques : approche dynamique et évolutive des touristes « séjournants » (groupes 1, 2 et 3)	323
Figure IV.12 : Analyse en composantes multiples : visualisation des trente substantifs les plus employés dans le discours des canoëistes exclusifs (groupe 4, 9 individus).....	325
Figure IV.13 : Analyse en composantes multiples : visualisation des trente substantifs les plus employés dans le discours des excursionnistes (groupes 5 et 6, 15 individus)	329
Figure IV.14 : Modélisation des jeux interactifs et des variables ayant une incidence dans les processus d'appropriation liant les touristes à leur environnement vacancier : synthèse des résultats obtenus pour le profil « court séjour/ excursionniste » (groupes 4, 5 et 6).....	330
Figure IV.15 : Processus d'appropriation de l'espace vacancier : identification des variables explicatives principales et secondaires	333
Figure IV.16 : Mise en perspective de l'évolution démographique des communes de Vallon-Pont-d'Arc et de Bidon par rapport à l'évolution des communes situées autour des gorges de l'Ardèche	338
Figure IV.17 : Opération Grand Site autour de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche.....	348
Figure IV.18 : Affichage a posteriori de l'aigle de Bonelli comme espèce emblématique de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche.....	349
Figure IV.19 : Elargissement progressif des mesures de protection et du périmètre d'intervention de la structure gestionnaire de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche (1980-2006).....	351
Figure IV.20 : Le Pôle d'Excellence Rurale : l'émergence d'un territoire touristique autour des gorges de l'Ardèche ?	355
Figure IV.21 : Modélisation de l'articulation entre logiques de patrimonialisation et de développement touristique dans la construction d'un territoire touristique autour des gorges de l'Ardèche	358
Figure IV.22 : « La remontée de la descente des gorges de l'Ardèche » : logiques de patrimonialisation et processus de diffusion par capillarité des structures d'hébergement d'hôtellerie de plein air.....	360
Figure IV.23 : « La remontée de la descente des gorges de l'Ardèche » : la diffusion du produit touristique « descente en canoë » vers l'amont	361
Figure IV.24 : Chevauchement entre le périmètre d'intervention défini par le Pôle d'Excellence Rurale et les communes bénéficiant de la dotation supplémentaire touristique	363
Figure IV.25 : Le Pôle d'Excellence Rurale des gorges de l'Ardèche à la croisée de quatre communautés de communes.....	365
Figure IV.26 : Dynamiques spatiales, implications territoriales et jeux de superposition autour des gorges de l'Ardèche	367
Figure IV.27 : Mise en place du Pays « Ardèche Méridionale ».....	369
Figure IV.28 : Association/ dissociation autour du pays « Ardèche Méridionale », du parc naturel régional des Monts d'Ardèche et du Pôle d'Excellence Rurale des gorges de l'Ardèche	372

Annexes :

Figure A1 : Politique patrimoniale slovène : une approche décentralisée de la protection des espaces naturels et des monuments culturels	423
Figure A2 : Carte de localisation des 18 cavités françaises retenues dans le cadre d'une demande de classement Unesco.....	431
Figure A3 : Descriptif du projet de cheminement piéton allant de l'Espace de Restitution de la grotte Chauvet à l'aval du Pont d'Arc	433
Figure A4 : Localisation des lieux d'interview des populations touristiques aux abords des gorges de l'Ardèche.....	435
Figure A5 : Première analyse en composantes multiples des individus interrogés et identification des individus résiduels.....	455
Figure A6 : Périmètres d'étude des espaces naturels sensibles ardéchois	491

TABLE DES TABLEAUX

Première et deuxième parties :

Tableau I.1 : Evolution des toponymes des principales salles de la grotte de Postojna	89
Tableau II.1 : Mise en perspective des fonctions initialement confiées à la structure gestionnaire de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche et de celles finalement attribuées au GIGA	137
Tableau II.2 : Les principaux temps dans l'activation de la valeur patrimoniale des gorges de l'Ardèche et dans l'histoire de sa mise en tourisme : jeux d'acteurs et évolution des discours	141
Tableau II.3 : Evaluation des effets de la mise en place de la centrale de réservation sur la fréquentation des bivouacs.....	143
Tableau II.4 : Recettes en 2005 du Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche (SGGA)	144

Troisième Partie :

Tableau III.1 : Région statistique du Karst de Notranjska : mise en perspective des sites karstiques touristique et classification des stations touristiques	219
Tableau III.2 : Région statistique « Côte et Kras » : mise en perspective des sites karstiques touristique et classification des stations touristiques	229
Tableau III.3 : Caractéristiques touristiques des grottes touristiques de la région du karst slovène	229
Tableau III.4 : Nombre et type d'hébergements touristiques par municipalité comprise dans la région du karst slovène (2005)	232
Tableau III.5 : Mise en perspective du nombre de visiteurs de la grotte de Postojna et du taux de remplissage de l'hôtel Jama	233
Tableau III.6 : Perception des gorges de l'Ardèche des personnes ayant ou non effectué un séjour dans les gorges de l'Ardèche (1987)	248

Quatrième Partie :

Tableau IV.1 : Application de la typologie des lieux touristiques au contexte sud-ardéchois	285
Tableau IV.2 : Nombre de personnes interrogées par lieu d'interview	295
Tableau IV.3 : Incidences du vocabulaire employé par l'interviewer sur les réponses de l'interviewé : présence du terme patrimoine dans les réponses lorsque celui-ci est employé dans les questions	299
Tableau IV.4 : Incidences du vocabulaire employé par l'interviewer sur les réponses de l'interviewé : la faible présence du terme de patrimoine dans les éléments de réponse lorsque celui-ci n'est pas employé dans les questions	299
Tableau IV.5 : La définition des relations patrimoine/ tourisme par les touristes familiers	313
Tableau IV.6 : Définition du patrimoine selon les touristes familiers (groupe 1)	316
Tableau IV.7 : Définition du patrimoine selon les touristes habitués (groupe 2)	316
Tableau IV.8 : La définition des relations patrimoine/ tourisme selon les touristes habitués (groupe 2)	317
Tableau IV.9 : Indicateurs de l'évolution démographique de la commune de Vallon-Pont-d'Arc, 1968 – 1999	339
Tableau IV.10 : Lieu de résidence des vallonnais recensés en 1999 au 01.01.1990, commune de Vallon-Pont-d'Arc	339
Tableau IV.11 : Décomposition par tranche d'âge des flux migratoires enregistrés pour la commune de Vallon-Pont-d'Arc entre 1990 et 1999	340
Tableau IV.12 : Comparaison des mouvements migratoires des communes de Vallon-Pont-d'Arc et de Lamastre	340
Tableau IV.13 : Emplois recensés sur la commune de Vallon-Pont-d'Arc, répartition par catégorie socioprofessionnelle	341
Tableau IV.14 : Mise en perspective de la répartition de la population active de 15 ans ou plus par secteur d'activité de commune de Vallon-Pont-d'Arc	341
Tableau IV.15 : Mise en perspective des services et des commerces présents dans la commune de Vallon-Pont-d'Arc avec ceux des communes de taille équivalente	343
Tableau IV.16 : Mise en perspective des équipements culturels présents dans la commune de Vallon-Pont-d'Arc avec ceux des communes de taille équivalente	343
Tableau IV.17 : Répartition des types de logements de la commune de Vallon-Pont-d'Arc par rapport à la moyenne départementale	344
Tableau IV.18 : Répartition des types de logements de la commune de Lamastre	345
Tableau IV.19 : Répartition des types de logements de la commune de Sampzon	345
Tableau IV.20 : Principales mesures envisagées lors de l'OGS des gorges de l'Ardèche	348
Tableau IV.21 : La dialogique touristique-patrimoniale à travers les actions d'aménagement du territoire et ses incidences en terme de dynamiques territoriales : évolution des enjeux, des périmètres d'intervention, des jeux d'acteurs et des discours	357
Tableau IV.22 : Processus de diffusion spatiale des structures d'hébergement de plein air le long de la rivière Ardèche : les effets induits de la création de la réserve naturelle	359

Annexes :

Tableau A1 : Liste et coordonnées géographiques des 18 cavités françaises retenues dans le cadre d'une demande de classement Unesco	430
Tableau A2 : Méthode d'échantillonnage en vue de définir un corpus « préliminaire », au prorata des entretiens conduits pour chaque lieu d'interview	439
Tableau A3 : Méthode d'échantillonnage en vue de définir un corpus « préliminaire », au prorata des entretiens conduits selon chaque type de lieu	439
Tableau A4 : Caractérisation statistique du corpus « préliminaire » suite à sa lemmatisation	441
Tableau A5 : Pourcentage de couverture des termes les plus employés selon les différentes variables lemmatisées issues du corpus « préliminaire »	441
Tableau A6 : Caractérisation statistique du corpus « 120 entretiens codés » suite à sa lemmatisation	447
Tableau A7 : Pourcentage de couverture des termes les plus employés selon les différentes variables lemmatisées issues du corpus « 120 entretiens codés »	447
Tableau A8 : Mise en perspective des 25 termes les plus fréquemment employés dans les corpus « préliminaire » et « 120 entretiens codés »	448
Tableau A9 : Pratiques touristiques des 120 individus interrogés	449
Tableau A10 : Perception de l'espace vacancier des 120 individus interrogés	450
Tableau A11 : Regroupement des modalités de réponses de la variable « motivations à venir en Ardèche »	451
Tableau A12 : Regroupement des modalités de réponses de la variable « perception des gorges de l'Ardèche »	451
Tableau A13 : Regroupement des modalités de réponses de la variable « définition du patrimoine »	452
Tableau A14 : Regroupement des modalités de réponses de la variable « appréhension des relations patrimoine/ tourisme »	452
Tableau A15 : Identification des termes sur lesquels repose l'ACM lexicale de référence, variable « substantifs lemmatisés » des réponses ouvertes du corpus « 120 entretiens codés »	457
Tableau A16 : Tableau des contributions pour l'ACM lexicale, corpus « 120 individus codés »	458
Tableau A17 : Pratiques touristiques des « touristes familiers » (groupe 1, 41 individus)	459
Tableau A18 : Perception de l'espace vacancier des « touristes familiers » (groupe 1, 41 individus)	460
Tableau A19 : Mise en perspective des termes retenus pour l'ACM lexicale référentielle (120 individus) et pour l'ACM lexicale des « touristes familiers » (groupe 1, 41 individus)	461

Tableau A20 : Tableau des contributions pour l'ACM lexicale des « touristes familiers » (groupe 1, 41 individus)	462
Tableau A21 : Pratiques touristiques des « touristes habitués » (groupe 2, 25 individus)	463
Tableau A22 : Perception de l'espace vacancier des « touristes habitués » (groupe 2, 25 individus)	464
Tableau A23 : Mise en perspective des termes retenus pour l'ACM lexicale référentielle (120 individus) et pour l'ACM lexicale des « touristes habitués » (groupe 2, 25 individus)	465
Tableau A23 : Mise en perspective des termes retenus pour l'ACM lexicale référentielle (120 individus) et pour l'ACM lexicale des « touristes habitués » (groupe 2, 25 individus)	465
Tableau A24 : Tableau des contributions pour l'ACM lexicale des « touristes habitués » (groupe 2, 25 individus)	466
Tableau A25 : Pratiques touristiques des « touristes néophytes » (groupe 3, 27 individus)	467
Tableau A26 : Perception de l'espace vacancier des « touristes néophytes » (groupe 3, 27 individus)	468
Tableau A27 : Mise en perspective des termes retenus pour l'ACM lexicale référentielle (120 individus) et pour l'ACM lexicale des « touristes néophytes » (groupe 3, 27 individus)	469
Tableau A28 : Tableau des contributions pour l'ACM lexicale des « touristes néophytes » (groupe 3, 27 individus)	470
Tableau A29 : Pratiques touristiques des « canoéistes exclusifs » (groupe 4, 9 individus)	471
Tableau A30 : Perception de l'espace vacancier des « canoéistes exclusifs » (groupe 4, 9 individus)	472
Tableau A31 : Mise en perspective des termes retenus pour l'ACM lexicale référentielle (120 individus) et pour l'ACM lexicale des « canoéistes exclusifs » (groupe 4, 9 individus)	473
Tableau A32 : Tableau des contributions pour l'ACM lexicale des « canoéistes exclusifs » (groupe 4, 9 individus)	474
Tableau A33 : Pratiques touristiques des « excursionnistes réguliers » (groupe 5, 10 individus)	475
Tableau A34 : Perception de l'espace vacancier des « excursionnistes réguliers » (groupe 5, 10 individus)	476
Tableau A35 : Pratiques touristiques des « excursionnistes ponctuels » (groupe 6, 5 individus)	477
Tableau A36 : Perception de l'espace vacancier des « excursionnistes ponctuels » (groupe 6, 5 individus)	478
Tableau A37 : Mise en perspective des termes retenus pour l'ACM lexicale référentielle (120 individus) et pour l'ACM lexicale des « excursionnistes réguliers et ponctuels » (groupe 5 et 6, 15 individus)	479
Tableau A38 : Tableau des contributions pour l'ACM lexicale des « excursionnistes réguliers et ponctuels » (groupe 5 et 6, 15 individus)	480
Tableau A39 : Evolution démographique des communes situées autour des gorges de l'Ardèche (1901 - 1999)	481

TABLE DES PHOTOGRAPHIES

Photographies I.1 et I.2 : Parois recouvertes de signatures et d'inscriptions datées du début du XIX ^{ème} siècle, grotte de Postojna (2004)	42
Photographie II.1 : Touristes au départ de la gare de départ du train touristique, sens retour (2004)	111
Photographie III.1 : Affichage des chemins du patrimoine au niveau de Laze (poljé de Planina)	224
Photographie III.2 : Panneau touristique « Karst of Notranjska », parking de la grotte de Postojna, septembre 2004	228
Photographie III.3 : Les gorges de l'Ardèche en barque et en canoë : juxtaposition des différents types de descente au début des années 1920	244
Photographie III.4 : Système de remontée des barques (années 1940)	245

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	7
RÉSUMÉ	11
SOMMAIRE	13
INTRODUCTION GÉNÉRALE	17
Tourisme et développement durable : Mise en mots des enjeux du XXIème siècle	17
Pour une approche dialogique des processus de patrimonialisation et des dynamiques touristiques	19
La dialogique touristique-patrimoniale en question	22
L'articulation des échelles spatio-temporelles : un regard nécessairement systémique	23
Organisation du mémoire	24
PREMIÈRE PARTIE : APPROCHE GÉOTOURISTIQUE DES MILIEUX KARSTIQUES ET PRÉSENTATION DES CADRES SPATIO-TEMPORELS.....	29
CHAPITRE 1 : LA PARTICULARITÉ DES PAYSAGES KARSTIQUES DANS L'APPROCHE DE LA DIALOGIQUE « TOURISTICO- PATRIMONIALE »	31
1. Milieux karstiques : de l'invention aux logiques de développement touristique	32
1.1. L'invention des paysages karstiques en tant que sites touristiques	32
1.1.1. Une sensibilité sociétale pour ces phénomènes « extra-naturels »	32
1.1.2. Organisation du tourisme souterrain : rôle du thermalisme et des acteurs locaux	35
1.2. Les grottes touristiques : objet privilégié des investigations scientifiques	36
1.2.1. Des objets « localisés »	36
1.2.2. L'évolution du tourisme souterrain	37
1.3. L'importance régionale de certaines grottes touristiques	38
2. Valeur(s) patrimoniale(s) des milieux karstiques.....	40
2.1. Un vecteur d'information paléo-environnemental	40
2.2. Un milieu riche en biodiversité	41
2.3. Les paysages karstiques comme prisme de lecture des rapports homme-milieu	41
3. Systèmes de protection de la ressource karstique : éclairage franco-slovène.....	43
3.1. Les lois de protection de la nature	43
3.1.1. Le contexte français	43
3.1.2. Le cadre législatif slovène	46
3.1.3. Quelques facteurs explicatifs de cette sensibilité slovène	49
3.2. Protection des vestiges archéologiques et paléontologiques	50
3.2.1. Le contexte slovène	51
3.2.2. Le contexte français	52
CONCLUSION.....	54
CHAPITRE 2 : APPROCHE COMPARATIVE ET PREMIÈRES CLEFS DE LECTURE	55
1. Approche comparative : fondements généraux et intérêts géographiques.....	55
1.1. Définition et approches de la comparaison	55
1.2. Pourquoi comparer ?	57
1.3. Que comparer ?	58
2. Eléments de convergence : le socle d'une analyse comparative	59
2.1. Une vision partagée du concept patrimonial	59
2.1.1. La notion patrimoniale : contexte européen et importance des monuments historiques	59
2.1.2. Les héritages sociétaux de l'histoire judéo-chrétienne	60
2.1.3. Construction de l'Etat slovène : quelques points de repère	61
2.2. Le choix d'une même entrée thématique : des paysages karstiques patrimonialisés	64
2.2.1. Un choix franco-slovène : un raisonnement construit teinté de hasard	65
2.2.2. Délimitations des terrains d'étude	66
2.2.3. Phénomènes karstiques et logiques de patrimonialisation	70
2.3. Des logiques de valorisation touristique analogues	74
2.3.1. Concentration de sites karstiques touristiques	75
2.3.2. Un tourisme en espace rural	77
2.3.3. Des processus de valorisation touristique inscrits dans le temps	77
3. Des divergences constructives	80
3.1. Deux modes d'organisation de l'espace touristique : la centralisation des flux touristiques des gorges de l'Ardèche versus l'organisation bi-polarisée du Karst slovène	80
3.2. Le tourisme du karst slovène : un tourisme de passage	83
3.3. Les impacts des divisions administratives et politiques	86
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE.....	93

DEUXIÈME PARTIE : LE COUPLE PATRIMOINE / TOURISME : UNE DIALOGIQUE DE LA MODERNITÉ	97
CHAPITRE 3 : PATRIMOINE ET TOURISME : DEUX PROCESSUS CO-CONSTITUTIFS	99
PRÉAMBULE CONCEPTUEL.....	99
1. La grotte touristique de Postojna : une approche locale révélatrice des articulations patrimoine/ tourisme	101
1. 1. Le temps de l'invention touristique	102
1. 2. Développement touristique : du site à la station touristique	105
1.2.1. <i>Amélioration de l'accessibilité et phénomène de reconnaissance sociale</i>	105
1.2.2. <i>Modernisation des modes de visite</i>	107
1.2.3. <i>Effets induits sur l'évolution spatiale du site touristique</i>	109
1.2.4. <i>Des mesures de protection en retrait</i>	110
1.3. L'équilibre actuel entre tourisme et protection	112
2. Les gorges de l'Ardèche : les enjeux de la dialectique patrimoine/ tourisme à une échelle micro-régionale.....	116
2.1. L'invention touristique	116
2.1.1. <i>Le rôle des édiles dans la reconnaissance du Pont d'Arc et des grottes de Saint-Marcel comme « curiosités touristiques »</i>	116
2.1.2. <i>Accessibilité et diffusion du processus d'invention touristique</i>	117
2.1.3. <i>Activation de la valeur patrimoniale : le barrage de Dona Vierge</i>	121
2.2. Mesures de protection et développement touristique : jeux interactifs et évolutifs	124
2.2.1. <i>Premières mesures de protection</i>	124
2.2.2. <i>La route touristique des gorges de l'Ardèche comme prisme de lecture de la dialogique patrimoine/ tourisme</i>	127
2.2.3. <i>Renforcement des mesures de protection : définition d'une zone non-constructible</i>	129
2.3. Mise en place d'une réserve naturelle.....	133
2.3.1. <i>Le constat d'un développement touristique galopant</i>	133
2.3.2. <i>L'argumentaire présidant à la mise en place d'une réserve naturelle</i>	133
2.3.3. <i>Définition du périmètre de la réserve naturelle</i>	135
2.3.4. <i>Organe de gestion</i>	136
2.3.5. <i>La réserve des gorges comme vecteur de renouvellement du produit touristique « les Gorges de l'Ardèche »</i>	138
2.4. Conclusion partielle sur les gorges de l'Ardèche.....	140
CONCLUSION.....	145
CHAPITRE 4 : MOBILISATION DES LOGIQUES DE PATRIMONIALISATION DANS DES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE	147
PRÉAMBULE CONCEPTUEL.....	147
1. L'aven d'Ornac : l'utilisation du caractère patrimonial dans une logique de renouvellement du produit touristique	148
1. 1. Trajectoire touristique de l'aven d'Ornac	149
1.1.1. <i>La découverte de l'aven du Bertras</i>	149
1.1.2. <i>Aménagement de l'aven et fréquentation touristique</i>	150
1.1.3. <i>Ancrage territorial de l'aven d'Ornac</i>	151
1. 2. L'utilisation des mesures de protection pour orienter le devenir touristique de l'aven	153
1.2.1. <i>Première mesure de protection : le classement de 1946</i>	153
1.2.2. <i>Découverte des nouveaux réseaux : mobilisation des mesures de classement</i>	155
1.2.3. <i>Opération Grand Site : le volet patrimonial comme outil de requalification du site touristique</i>	157
1.2.4. <i>Le dossier Unesco ou comment de potentielles retombées économiques appellent l'extension des mesures de protection</i>	164
2. Le poljé de Cerknica : activation et mobilisation de la ressource patrimoniale dans la mise en place d'un projet de territoire	166
2. 1. Un phénomène karstique « exemplaire » porté au statut de curiosité scientifique	166
2.1.1. <i>Un poljé « exemplaire »</i>	166
2.1.2. <i>Une curiosité scientifique</i>	168
2. 2. Projets d'aménagements	171
2.2.1. <i>Projets d'assèchement du lac pour les besoins de l'agriculture</i>	171
2.2.2. <i>Projets de lacs permanents pour la production d'hydro-électricité et le développement d'un complexe touristique</i>	172
2. 3. Le parc régional de Notranjska	177
2.3.1. <i>Les temps forts de cette création</i>	177
2.3.2. <i>Le fonctionnement du parc aujourd'hui</i>	183
2.3.3. <i>L'articulation patrimoine/ tourisme dans le parc régional de Notranjska</i>	185
CONCLUSION.....	189
CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE	193

TROISIÈME PARTIE : LOGIQUES DE PATRIMONIALISATION ET DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE : RAPPORTS À L'ESPACE ET DYNAMIQUES SPATIALES	197
<i>PRÉAMBULE CONCEPTUEL.....</i>	<i>197</i>
CHAPITRE 5 :	
LES GROTTES DE ŠKOCJAN : D'UNE LOGIQUE DE HAUT LIEU À L'ÉMERGENCE D'UNE RÉGION TOURISTIQUE ?.....	201
1. Développement touristique et processus de patrimonialisation : les grottes de Škocjan comme marqueur spatial.....	201
1. 1. Approche diachronique des différentes phases de développement touristique	201
1. 2. Des premières mesures de protection à l'inscription Unesco	203
1. 3. La loi du parc régional des grottes de Škocjan et projets d'extension	206
2. Le parc régional des grottes de Škocjan comme haut lieu du plateau du Kras	209
2. 1. Positionnement des grottes de Škocjan dans le registre du développement durable	209
2. 2. Le parc régional des grottes de Škocjan : site emblématique du plateau du Kras ?	211
2. 3. Une activité touristique secondaire ?	214
3. Un enchevêtrement de découpages touristiques.....	217
3. 1. Une région peu reconnue sur le plan national.....	217
3. 2. L'organisation du tourisme en Slovénie.....	220
3. 3. Des efforts de promotion touristique aux finalités contradictoires	221
3. 3. 1. <i>Le projet « Next Exit », autrement dit « prochaine sortie »</i>	221
3. 3. 2. <i>Les chemins du patrimoine d'Idrijca à Kolpa</i>	223
4. La région du karst slovène : entre unité touristique et enjeu d'appropriation, l'émergence d'une région touristique ?	226
4. 1. Les grottes de Škocjan et de Postojna : un jeu de cache-cache ?	226
4. 2. Un circuit reliant les grottes slovènes : Transversale	229
4. 3. L'émergence du « karst mystérieux » : les prémices d'une région touristique ?	230
CONCLUSION	233
CHAPITRE 6 : LES GORGES DE L'ARDÈCHE : LA RE-DÉFINITION D'UNE RÉGION TOURISTIQUE À L'AUNE DE LA DÉCOUVERTE DE LA GROTTTE CHAUVET ?	235
1. Les gorges de l'Ardèche : émergence, organisation et fonctionnement d'une région touristique....	235
1. 1. Grandeur et déclin d'un système socio-économique basé sur le commerce, l'artisanat, la petite industrie et l'agriculture.....	236
1. 2. Naissance et organisation d'un nouveau système socio-économique autour du tourisme	237
1.2.1. <i>Le développement des structures d'hébergement dans les gorges</i>	238
1.2.2. <i>Vallon-Pont-d'Arc : une station touristique ?</i>	240
1. 3. Une image touristique « eau, soleil, nature » articulée autour de la descente des gorges de l'Ardèche	243
2. La grotte Chauvet : processus de patrimonialisation et construction d'un haut lieu.....	249
2. 1. La grotte Chauvet : un lieu « exceptionnel »	249
2. 2. Un lieu vitrine, initiateur de nouvelles pratiques touristiques	251
2.2.1. <i>Evolution d'une image touristique vers des ressorts culturels</i>	251
2.2.2. <i>La Grotte Chauvet comme levier de transformation et vecteur de requalification de l'offre touristique locale et départementale</i>	253
2. 3. Entre appropriation et exclusion : un « haut lieu » autour d'un « non lieu ».....	257
2.3.1. <i>Processus d'appropriation</i>	257
2.3.2. <i>Les mesures de protection encadrant la grotte Chauvet</i>	259
2.3.3. <i>Dynamiques d'ouverture et de fermeture : alimentation du processus de patrimonialisation</i>	261
3. Perspectives et enjeux de développement touristique autour d'un projet de fac-similé	263
3. 1. Le projet de fac-similé : dissocation/ association et médiation	263
3. 2. Enjeux et contraintes touristiques pour le choix de l'emplacement.....	265
3.2.1. <i>Réorientation des pratiques touristiques</i>	266
3.2.2. <i>« Décongestionner » la Combe d'Arc tout en assurant un volume de fréquentation de l'ERGC</i>	266
3. 3. Principaux éléments de blocage dans la réalisation de l'ERGC	271
3.3.1. <i>Des ressources culturelles peu valorisées</i>	271
3.3.2. <i>Un arrière plan politique</i>	271
3.3.3. <i>Des enjeux d'aménagement du territoire entre rive gauche/ rive droite</i>	274
CONCLUSION.....	275
CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE	277

QUATRIÈME PARTIE : TOURISME, PATRIMOINE, DYNAMIQUES TERRITORIALES : LA NOTION DE TERRITOIRE TOURISTIQUE EN QUESTION	285
<i>PRÉAMBULE CONCEPTUEL : PEUT-ON PARLER DE « TERRITOIRE TOURISTIQUE » ?</i>	<i>285</i>
CHAPITRE 7 : LE TERRITOIRE TOURISTIQUE SOUS L'ANGLE DES POPULATIONS TOURISTIQUES : PROCESSUS D'APPROPRIATION ET DYNAMIQUES TERRITORIALES	289
1. De l'intérêt d'étudier les populations touristiques dans les processus de construction d'un territoire touristique	289
1. 1. La place des touristes dans le système touristique	289
1. 2. La territorialité des populations touristiques	290
1. 3. La territorialité sous l'angle des pratiques touristiques et de l'approche des relations patrimoine/ tourisme	291
2. Présentation de la démarche, validité et limites méthodologiques	294
2. 1. Description de l'enquête	294
2. 2. Méthodologie employée lors de la conduite des entretiens	294
2.2.1. <i>Le choix de conduire des entretiens semi-directifs</i>	294
2.2.2. <i>Le nombre d'entretiens par lieux d'interview</i>	295
2.2.3. <i>Protocole de codage : construction d'une grille de lecture</i>	296
2. 3. Traitements en vue de s'assurer de la faisabilité et pertinence d'une étude via une grille de lecture	297
2.3.1. <i>Traitement 1 : homogénéité/ diversité du corpus</i>	298
2.3.2. <i>Traitement 2 : les réponses induites par le vocabulaire employé par l'intervieweur</i>	298
2.3.3. <i>Structuration de la grille de lecture</i>	300
2.3.4. <i>Éléments de comparaison entre le corpus initial et corpus sélectionné suite au codage des 120 entretiens</i>	301
3. Traitements et résultats	302
3. 1. Analyse en composantes multiples	303
3.1.1. <i>Méthodologie</i>	303
3.1.2. <i>Identification des variables discriminantes</i>	304
3.1.3. <i>Les groupes identifiés</i>	306
3. 2. L'analyse de contenu au service de la territorialité	307
3.2.1. <i>Précisions méthodologiques et analyse de contenu</i>	307
3.2.2. <i>Approche générale : analyse de contenu sur les réponses ouvertes du corpus « 120 entretiens codés »</i>	310
3. 3. Caractéristiques des six groupes identifiés	312
3.3.1. <i>Groupe 1 : les touristes familiers</i>	312
3.3.2. <i>Groupe 2 : les touristes habitués</i>	316
3.3.3. <i>Groupe 3 : les touristes néophytes</i>	318
3.3.4. <i>Groupe 4 : les canoéistes exclusifs</i>	323
3.3.5. <i>Groupes 5 et 6, les excursionnistes</i>	326
3. 4. Apports de l'analyse des populations touristiques	332
3.4.1. <i>Enseignements sur les types de touristes présents dans les gorges de l'Ardèche</i>	332
3.4.2. <i>Enseignements sur les processus d'appropriation de l'espace vacancier par les différents groupes identifiés</i>	333
CONCLUSION	335
CHAPITRE 8 : LE TERRITOIRE TOURISTIQUE SOUS L'ANGLE DES ACTEURS : L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE FORME D'ORGANISATION TERRITORIALE ?	337
1. La notion de territoire touristique au regard du contexte sociodémographique et de son évolution	338
1. 1. Mouvements démographiques	338
1. 2. Le poids du tourisme dans l'économie locale	341
1. 3. Une approche du territoire touristique par les services et les équipements	342
1. 4. Le développement des résidences secondaires	344
2. Projets d'aménagements et processus de construction territoriale autour des gorges de l'Ardèche	346
2. 1. L'Opération Grand Site des Gorges de l'Ardèche (1993)	347
2. 2. Le tournant « Natura 2000 »	350
2. 3. Le Pôle d'Excellence Rurale ou l'inscription territoriale de dynamiques touristiques, via la mobilisation des logiques de patrimonialisation	354
3. Les limites fonctionnelles de ce territoire touristique naissant	359
3. 1. Jeux de superposition avec l'organisation du secteur touristique	359
3.1.1. <i>Processus de diffusion des pratiques touristiques</i>	359
3.1.2. <i>Le statut des communes touristiques</i>	362

3. 2. A la croisée des territoires de compétence des communautés de communes.....	364
3. 3. Le pays « Ardèche Méridionale » : outil et espace de la gouvernance ?	368
3.3.1. Les pays : des territoires de projets révélateurs de dynamiques territoriales	368
3.3.2. Les enjeux du pays « Ardèche Méridionale »	369
3.3.3. La cohérence du périmètre pays en question	371
CONCLUSION	374
CONCLUSION DE LA QUATRIÈME PARTIE	376
 CONCLUSIONS GÉNÉRALES.....	381
Le caractère co-constitutif des processus de patrimonialisation et des logiques de développement touristique	381
Une dialogique nécessairement évolutive et dynamique	382
Dynamiques spatiales et enjeux territoriaux de la dialogique touristique-patrimoniale : le territoire touristique en question	384
Apports et limites des terrains d'étude.....	387
Les approfondissements envisagés	388
 BIBLIOGRAPHIE.....	393
 ANNEXES	421
Annexe 1 - Politique patrimoniale slovène : une approche décentralisée	423
Annexe 2 - Composition et désignation du comité consultatif de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche (oct. 1998)	425
Annexe 3 - Demande de classement de 18 cavités françaises au titre du Patrimoine Mondial de l'Unesco.....	429
Annexe 4 - Projet d'aménagement de la Combe d'Arc : « le chemin des gorges »	433
Annexe 5 - Analyse des populations touristiques des gorges de l'Ardèche : carte de localisation des lieux d'interview.....	435
Annexe 6 - Analyse des populations touristiques des gorges de l'Ardèche : formulaire d'entretien semi-directif.....	437
Annexe 7 - Analyse des populations touristiques des gorges de l'Ardèche : définition du corpus « préliminaire »	439
Annexe 8 - Analyse des populations touristiques des gorges de l'Ardèche : richesse lexicale du corpus « préliminaire »	441
Annexe 9 - Analyse des populations touristiques des gorges de l'Ardèche : grille de lecture	443
Annexe 10 - Analyse des populations touristiques des gorges de l'Ardèche : richesse lexicale du corpus « 120 entretiens codés »	447
Annexe 11 - Analyse des populations touristiques des gorges de l'Ardèche : Caractéristiques des 120 individus.....	449
Annexe 12 - Analyse des populations touristiques : Regroupement de modalités de réponses en vue de procéder à une typologie.....	451
Annexe 13 - Analyse des populations touristiques : Résultats de la première ACM et identification des éléments résiduels	455
Annexe 14 - Analyse des populations touristiques : ACM lexicale de référence, corpus « 120 entretiens codés »	457
Annexe 15 - Analyse des populations touristiques des gorges de l'Ardèche : caractéristiques des « touristes familiers » (groupe 1)	459
Annexe 16 - Analyse des populations touristiques : ACM lexicale du corpus « touristes familiers » (groupe 1).....	461
Annexe 17 - Analyse des populations touristiques des gorges de l'Ardèche : caractéristiques des « touristes habitués » (groupe 2).....	463
Annexe 18 - Analyse des populations touristiques : ACM lexicale du corpus « touristes habitués » (groupe 2)	465
Annexe 19 - Analyse des populations touristiques des gorges de l'Ardèche : caractéristiques des « touristes néophytes » (groupe 3)	467
Annexe 20 - Analyse des populations touristiques : ACM lexicale du corpus « touristes néophytes » (groupe 3).....	469
Annexe 21 - Analyse des populations touristiques des gorges de l'Ardèche : caractéristiques des « canoéistes exclusifs » (groupe 4)	471
Annexe 22 - Analyse des populations touristiques : ACM lexicale du corpus « canoéistes exclusifs » (groupe 4).....	473
Annexe 23 - Analyse des populations touristiques : caractéristiques des « excursionnistes réguliers » (groupe 5)	475

Annexe 24 - Analyse des populations touristiques : caractéristiques des « excursionnistes ponctuels » (groupe 6)	477
Annexe 25 - Analyse des populations touristiques : ACM lexicale du corpus des « excursionnistes réguliers et ponctuels » (groupe 5 et 6).....	479
Annexe 26 - Evolution démographique des communes situées autour des gorges de l'Ardèche (1901 - 1999).....	481
Annexe 27 - Conventions générales fixant les modalités de gestion de la réserve naturelle des gorges de l'Ardèche (1997, 2003).....	483
Annexe 28 - Définition des Espaces Naturels Sensibles par le conseil général de l'Ardèche	491
Annexe 29 - Statuts du Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche (SGGA), 2004	493

TABLE DES ILLUSTRATIONS	503
--------------------------------------	------------

TABLE DES MATIÈRES	509
---------------------------------	------------

